1

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Rapport de développement durable de l'Eurométropole de Strasbourg 2016.

Au regard de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 sur l'Environnement, loi dite « Grenelle 2 », les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants sont soumises à la présentation, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable. Ce rapport est soumis préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'année suivante, et porte donc sur l'exercice 2016.

Tel que mentionné dans le décret du 17 juin 2011, ce rapport 2016 a pour objectif d'établir d'une part le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur le territoire. Il fait état des modalités d'élaboration et de mise en œuvre des actions. Il porte ensuite sur les actions conduites au titre de la gestion des ressources internes de la collectivité.

Ainsi, le présent rapport est articulé autour de 5 orientations de politiques publiques :

- Territoire résilient : abordant les questions de climat, de transition énergétique, d'écologie urbaine, de collecte et de valorisation des déchets, d'hygiène et sécurité environnementales ainsi que d'éducation à l'environnement. Ce sont les politiques publiques qui portent la capacité de changement du territoire.
- Territoire d'équilibre : abordant les questions d'urbanisme, d'aménagements, d'habitats, de transports et d'agriculture péri-urbaines. Ce sont les politiques qui structurent l'égalité des usages du territoire.
- Territoire naturel : abordant les questions de biodiversité, d'aménagement des espaces publics, d'eau et d'assainissement. Ce sont les politiques qui préservent le capital naturel au service des habitants.
- Territoire attractif : abordant les questions de développement économique, d'innovation, de promotion du territoire. Ce sont les politiques qui portent le développement et l'avenir du territoire.
- Territoire inclusif : abordant les questions de solidarité, de santé, des pratiques sportives. Ce sont les politiques au service de l'épanouissement des habitants.

Enfin le rapport présente ensuite le bilan des ressources internes : ressources logistiques, construction et patrimoine bâti, commande publique.

Ce rapport reprend les ambitions en matière de développement durable mises en œuvre sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et met en perspective les réalisations.

Ce que l'on peut retenir de l'année 2016

· Territoire résilient
- Déploiement des énergies renouvelables
- Inauguration de la centrale biomasse Eco2Wacken
- Labélisation Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspi
- Rénovation thermique des logements
- Enjeux de la qualité de l'air

· Territoire d'équilibre
- Extensions des lignes de Tram
- Approbation du PLU intercommunal
- Démarche éco-quartiers et Ecocité
- Habitat et logements vacants

· Territoire naturel :
- biodiversité
- Schéma directeur assainissement
- Captage de Plobsheim

· Territoire attractif :
- Créations d'emplois
- Livraison du Palais de la Musique et des Congrès

· Territoire inclusif :
- Hébergement d'urgence

- Politique natatoire

· Ressources

- Achats et consommations

Communiqué le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Rapport de Développement durable

Eurométropole de Strasbourg

2016

Nombre de communes	28
Superficie	315 km²
Densité de population	1515 hab / km²
Nombre d'habitants (2014)	477 655 hab
Evolution 1999 - 2014	+ 25 046 hab
Nouveau bâti : surface totale	226 240 m²
Nouveau bati : part construite à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (2015)	96,80 %
Revenus médian des foyers fiscaux (2014)	20 054 € / hab
Revenus médian des foyers fiscaux : évolution 2012 – 2014	+ 1,4 %
Foyers fiscaux non imposables	41,6 %
Foyers fiscaux non imposables : évolution 2006 – 2014	+ 6,2 pts
Gaz à effet de serre (GES) : évolution 2005 - 2014	-41 %
Consommations d'énergies : évolution 2005 - 2014	-22 %
Taux de couverture en énergies renouvelables	18 %

SOMMAIRE

Avant-propos page 4

Territoire résilient page 5
1 - Plan climat page 5
2 - Transition énergétique page 6
3 - Ecologie urbaine page 12
4 - Collecte et valorisation des déchets page 15
5 - Hygiène et santé environnementale page 21
6 – Education à l'environnement page 23

Territoire d'équilibre page 25
1 - Mobilités et transports page 25
2 - Urbanisme page 34
3 - Habitat page 41
4 - Politique de la ville page 46
6 - Agriculture péri-urbaine page 47
7 - Démarche intercommunale page 47

Territoire naturel page 49
1 - Biodiversité page 49
2 - Aménagements des espaces publics page 50
3 - Eau et assainissement page 51

Territoire attractif page 55
1 - Stratégie Strasbourg Eco2030 page 55
2 - Développement économique page 56
3 - Innovation et nouvelles économies page 59
4 - Promotion territoriale page 63
5 - Commerce, artisanat et tourisme page 65

Territoire inclusif page 67
1 - Solidarités et santé page 67
2 - Sport page 69

Ressources page 78
1 - Commande publique page 78
2 - Ressources logistiques page 78
3 - Construction et patrimoine bâti page 80
4 - Communication page 81

Avant-propos

La loi du 27 janvier 2014 dite « d'affirmation des métropoles », à institué expressément l'« Eurométropole de Strasbourg », rappelant ainsi les fonctions européennes conférées à Strasbourg par les traités internationaux conclus entre les pays de l'Union européenne ou les 48 Etats membres du Conseil de l'Europe.

Comme l'ensemble des collectivités locales et EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, l'Eurométropole doit présenter chaque année, préalablement au débat budgétaire, un rapport sur la situation interne et territorial en matière de développement durable. Tel est l'objet du présent document qui constitue ainsi le second rapport de développement durable publié par l'Eurométropole de Strasbourg. Il porte témoignage que nos services s'acquittent de leur mission en cohérence avec les enjeux de durabilité avec une expertise reconnue et en progrès constant.

A l'occasion de l'accord de Paris de décembre 2015, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée aux côtés de nombreuses autres agglomérations européennes et mondiales à réduire de 75% ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Il lui appartient désormais de fixer et mettre en œuvre les moyens pour y parvenir.

Les défis environnementaux, économiques et sociaux nous engagent à approfondir la construction d'un territoire équilibré, à faire preuve de resilience dans nos pratiques pour préserver notre patrimoine naturel, à favoriser l'innovation pour garantir que les générations futures disposeront des mêmes conditions de vie que celles d'aujourd'hui.

La baisse significative des ressources financières des collectivités locales depuis plusieurs années nous contraint à faire preuve de la sobriété nécessaire dans l'usage de nos ressources financière, humaines comme naturelles. Il nous faut faire prevue d'intelligence collective au sein de la collectivité comme en exemplarité auprès des acteurs du territoire pour répondre à ces enjeux essentiels pour l'avenir.

A l'occasion de la présentation de ce rapport de développement durable, je veux saluer l'engagement de toutes les équipes qui œuvrent au quotidien au service du territoire et de ses habitants.

Engagées, sous l'autorité du Directeur général des services, dans une mobilisation cruciale, elles peuvent compter sur ma confiance et mon écoute.

Robert HERRMANN

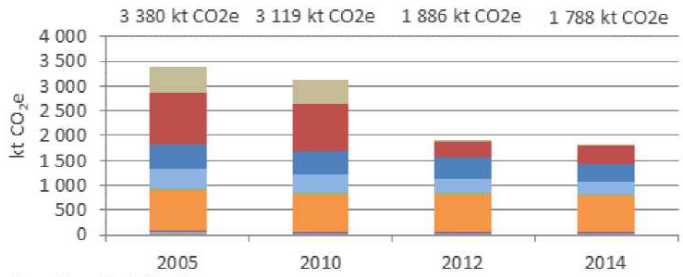
Territoire résilient

Lors de la COP 21, à Paris en décembre 2015, l'Eurométropole s'est engagée aux côtés de nombreuses agglomérations européennes à réduire de 75% ses émissions de gaz à effets de serre en 2050. La lutte contre le dérèglement climatique constitue un enjeu majeur de solidarité entre les territoires et entre les générations. Cette responsabilité impose de changer nos modes de vie et nos organisations. De nombreuses initiatives visent d'ores et déjà à réduire nos consommations d'énergie, à réduire nos déchets, à consommer plus local et à prendre soin de notre capital de nature, d'air, d'eau, de sols pour disposer d'un environnement sain. Ce sont autant de pratiques d'un écosystème urbain dynamique qui se transforme et entreprend des actions d'atténuation et d'adaptation, en faisant preuve d'une forte résilience.

1 - Plan Climat

	Nos engagements		
Année de référence : 1990	2020	2030	2050
Gaz à effet de serre (GES)	- 30%	- 40 %	-75%
Consommation d'énergie finale	- 30%	- 30%	
Energies renouvelables	+ 20 à 30%	+ 30%	100%

Sur le territoire de l'eurométrople, les émissions de gaz à effet de serre ont baissées de **41%** entre 2005 et 2014. Cette réduction est due en partie à la fermeture de la raffinerie de Reishstett. Les principaux émetteurs sont, par ordre d'importance, les transports, le résidentiel et les batiments tertiaires, puis l'industrie.



Eurométropole de Strasbourg
Evolution des émissions directes de GES (PRG 2013) - source ATMO Grand Est Invent'Air V2016

Secteurs	kt CO_2e				Evolution	
	2005	2010	2012	2014	2005/2014	2012/2014
Branche énergie	519,9	475,5	6,5	5,1	-99%	-22%
Industrie manufacturière	1 045,7	958,3	320,5	358,1	-66%	12%
Résidentiel	484,4	479,7	420,7	346,1	-29%	-18%
Tertiaire	394,1	363,3	303,8	252,3	-36%	-17%
Agriculture	28,1	28,3	29,6	31,6	12%	6%
Transport routier	829,1	745,5	742,6	734,7	-11%	-1%
Autres transports	28,4	22,6	19,7	18,9	-34%	-4%
Déchets	50,6	46,1	42,6	41,0	-19%	-4%
Total	**3 380,4**	**3 119,3**	**1 886,2**	**1 787,8**	**-47%**	**-5%**

Eurométropole de Strasbourg

Evolution des émissions directes de GES (PRG 2013) - source ATMO Grand Est Invent'Air V2016

Le décret national paru le 28 juin 2016 a permis de renforcer le rôle de l'Eurométropole de Strasbourg en cadrant les axes obligatoires d'un futur plan climat intercommunal dont la stratégie intègrera désormais :

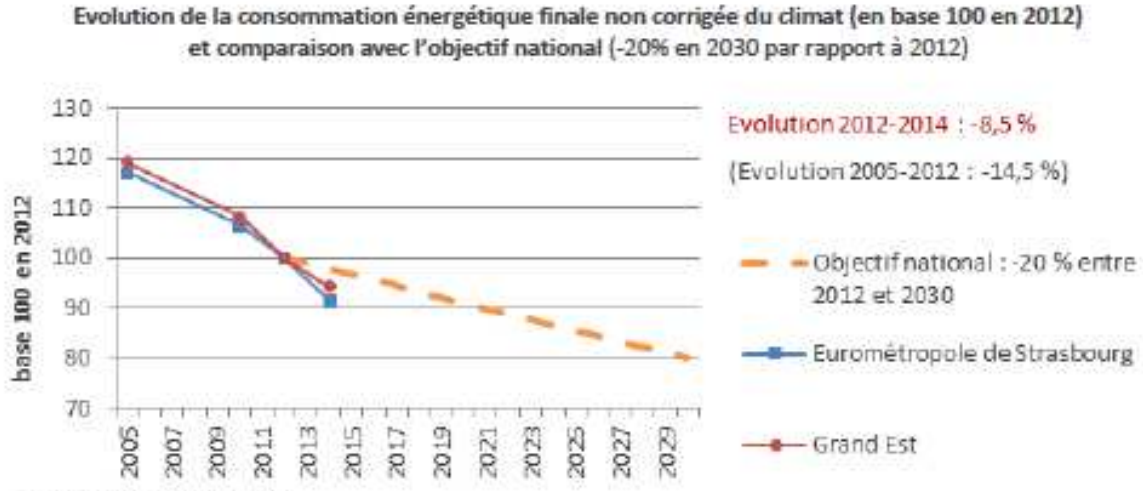
- la qualité de l'air (obligation qui va au-delà du simple respect des procédures légales et qui doit prendre en compte le plan de protection de l'atmosphère)
- l'énergie (notamment la maîtrise de la demande en énergie et le développement d'énergies renouvelables)
- le climat (stockage carbone et adaptation au changement climatique).

La stratégie air-énergie-climat a été approuvée en novembre 2016 en conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. Prenant acte du bilan du premier plan climat (2009-2015), le conseil eurométropolitain a fixé les nouvelles grandes orientations pour l'avenir, a lancé une assistance à maitrise d'ouvrage pour mettre en conformité les études techniques réglementaires et co-construire un plan d'actions partagé avec les acteurs du territoire : citoyens, communes et acteurs économiques en particulier. Cette démarche aboutira à définition d'un nouveau plan climat vers la fin 2018.

2 - Transition énergétique

L'ambition de l'Eurométropole de Strasbourg de devenir un territoire à énergie positive d'ici 2030. Elle consiste à poursuivre et accélérer les démarches engagées depuis plusieurs années par la collectivité : plan climat territorial, plan local d'urbanisme et stratégie de développement économique.

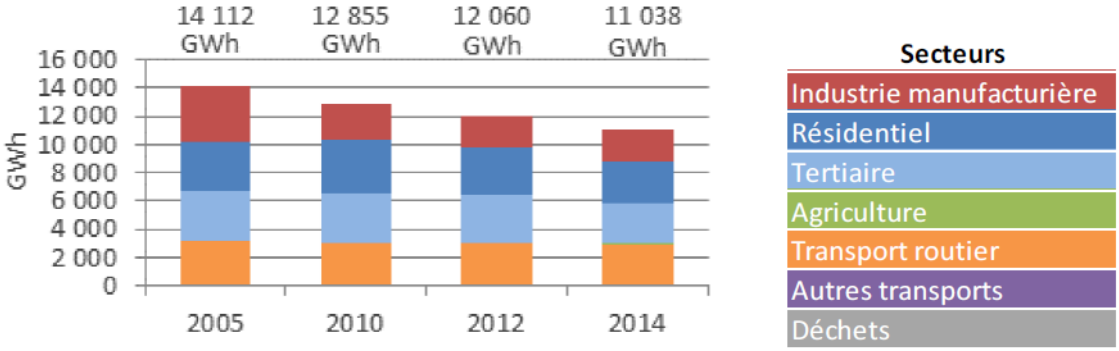
La consommation d'énergie a baissé de 22% depuis 2005 sur le territoire de l'Eurométropole.



Eurométropole de Strasbourg
Consommation énergétique finale en base 100 (en 2012) et objectif de réduction - source ATMO Grand Est Invent Air V2016

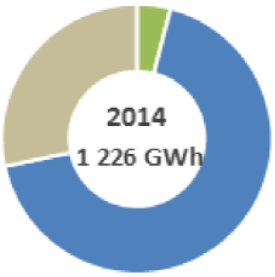
Les secteurs les plus fortement consommateurs sont : le résidentiel, les transports et le tertiaire (bureaux, commerces, bâtiments publics...) à part égales, puis l'industrie.

CONSOMMATION ENERGETIQUE FINALE PAR SECTEUR



Eurométropole de Strasbourg
Evolution de la consommation énergétique finale non corrigée du climat
- source ATMO Grand Est Invent'Air V2016

La production d'énergies renouvelables atteint 14% des besoins du territoire, grâce notamment à la production hydraulique (barrage sur le Rhin) qui rprésente 2/3 de la production, les pompes à chaleur, les déchets, et la géothermie de surface.



Eurométropole de Strasbourg
Source : ATMO Grand Est Invent'Air V2016

Eolien	-
Filière forêt / bois	4,0%
Agrocarburants	-
Hydraulique réelle	67,7%
Autres	28,2%

Autres

Géothermie très haute énergie	-
PACs aérothermiques	9,0%
Géothermie (chaleur)	8,1%
Photovoltaïque	0,4%
Solaire thermique	1,3%
Incinération de déchets	8,9%
Biogaz*	0,4%
Biomasse agricole	0,0%

**hors données confidentielles*

Les perspectives de développement des énergies renouvelables sont envisagées dans deux secteurs : tout d'abord par la géothermie profonde (> 3 km de profondeur) avec 3 projets importants en cours, dont 2 forages sont déjà engagés. Le solaire constitue la seconde source de développement.

➢ Partenariats pour un territoire à énergie positive

L'Eurométropole de Strasbourg a signé le 8 décembre 2015 une convention d'appui financier avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie au titre de l'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte ». 8 actions ont alors été engagées pour un montant total d'aides de 500 000 euros. En 2016, la signature d'un avenant à cette convention, d'un montant de 1,130 millions d'euros, a permis d'engager de nouvelles actions, ce qui porte à 18 le nombre des actions engagées sur le territoire et la dotation de l'Etat à 1,63 millions d'euros. La convention porte principalement sur :

- un dispositif d'appui à l'innovation verte dans les entreprises : l'appel à projet SEVE,
- la mobilisation citoyenne et transfrontalière,
- l'accompagnement et la formation des copropriétés dans le cadre de la transition énergétique,
- l'accompagnement de 6 copropriétés du quartier de l'Esplanade,
- une étude de faisabilité préalable à la création d'un agroquartier sur le secteur Mélanie dans le quartier de la Robertsau à Strasbourg,
- une étude alimentation en énergies renouvelables des industriels situés sur le Port autonome de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ont contractualisé leur engagement et leur collaboration pour la période 2017-2019 à travers une convention partenariale dont la signature a eu lieu le 19 décembre 2016.

Cet accord annonce un nouvel élan dans la politique de transition énergétique de la collectivité pour entraîner une dynamique sur l'ensemble du territoire : communes, SEM et acteurs socio-économiques. Entre 2010 et 2015, 183 opérations ont été aidées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un montant d'aides de l'ADEME de plus de 22,6 millions d'euros sur les 114 millions d'euros d'investissements totaux. Il s'agit, par la mise en place de ce partenariat, de renforcer la cohérence de la mise en œuvre des différentes politiques publiques sur le territoire, d'apporter de la lisibilité à l'ensemble des acteurs et d'engager des actions innovantes. C'est pourquoi, cet accord porte à la fois sur la généralisation et la consolidation des bonnes pratiques et le développement de projets précurseurs ainsi que les opérations pilote innovantes.

Les axes prioritaires de coopération partenariale porteront sur six domaines déclinés en une cinquantaine d'actions opérationnelles.

1. Engagement territorial dans la transition énergétique
2. Vers une économie circulaire – sobre en ressources
3. Ville durable et ville de demain
4. Qualité de vie et changement de comportement
5. Innovation, Recherche et Développement
6. Déploiement financier de la transition énergétique

➢ Infrastructures énergétiques

De nouvelles infrastructures et réseaux d'approvisionnement énergétique se sont déployés sur le territoire répondant aux exigences de transition énergétique.

Taux de couverture en énergies renouvelables						Cibles	
2011	2012	2013	2014	2015	2016	2020	2050
2%	5%	14%	15.6%	17%	18%	30%	100%

Données ATMO Grand Est Invent'Air 2014. 2015 et 2016 : estimations.

Equivalents-logements raccordés aux réseaux de chaleur						Cible
2011	2012	2013	2014	2015	2016	2020
47 846	47 895	48 008	42414	42519	38346	65 000

La baisse du nombre d'équivalent-logements raccordés au réseau de chaleur s'explique par le renouvellement de la DSP de Hautepierre où un volume important de puissances souscrites a été revu à la baisse, ainsi que sur la piscine de Hautepierre en cours de restructuration. Le nombre d'équivalent-logement devrait repartir à la hausse en 2018-2019 dès lors que l'hôpital aura finalisé son projet d'extension et la piscine aura vu ses travaux terminés.

Mise en service d'une chaufferie collective et du réseau de chaleur du Wacken

Une délégation de service public relative à la construction et l'exploitation d'une chaufferie collective et d'un réseau de chaleur sur le site du quartier du Wacken à Strasbourg a été attribuée au groupement de sociétés Réseau GDS et EBM Thermique en 2014. Ce groupement a constitué la société ECO2Wacken dédiée à l'exploitation du service pour la durée de la DSP de 24 années et 3 mois. Les travaux de construction de la chaufferie et du réseau se sont achevés en 2016. Depuis septembre 2016, ce réseau de chaleur fonctionne pour alimenter en chaleur des bâtiments emblématiques du secteur tels que le hall Rhénus, la piscine du Wacken, le tennis-club de Strasbourg, le Palais de la Musique et des Congrès, le siège de France 3 Alsace et le lycée Kléber.



Réseau de chaleur Eco2Wacken

Les chaudières biomasse utilisent comme combustibles des plaquettes forestières et des rafles de maïs et les chaudières d'appoint fonctionneront au gaz. Ce réseau, d'une longueur de plus de 5 km, délivrera près de 30 GWh de chaleur et permettant d'éviter plus de 7000 tonnes $_{eq}CO_2$ / an, soit l'équivalent des émissions de 3 500 véhicules / an.

Mise en service d'une centrale de cogénération biomasse aux réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau

En 2016, se sont achevés les travaux de construction de la centrale de cogénération d'une puissance électrique de 10 MW et d'une puissance calorifique de 22 MW, implantée sur un terrain du Port autonome situé rue du Rhin Napoléon à Strasbourg, par le groupe Electricité de Strasbourg. Elle consomme 110 000 tonnes de bois par an, produites dans un rayon de 100 km. Elle produira à terme 70 GWh d'électricité par an, qui sont achetés par l'opérateur local, et délivrera 81 GWh de chaleur renouvelable par an au réseau de chaleur de l'Esplanade et 31 GWh, au réseau de chaleur de l'Elsau via l'interconnexion, couvrant respectivement environ 70% et 20% des besoins énergétiques de chacun de ces réseaux.

Cette chaleur est amenée à la chaufferie de l'Esplanade via une conduite d'extension du réseau permettant notamment la desserte des nouveaux quartiers Starlette et Citadelle. Cette conduite a été réalisée et préfinancée en 2016 sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole et permet depuis novembre 2016 de fournir en chaleur la centrale thermique de l'Esplanade.

Réattribution de l'exploitation du réseau de chaleur de Hautepierre

Le réseau de chaleur des quartiers Hautepierre et Poteries trouve son origine dans une convention en date du 30 décembre 1967, par laquelle la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) a été chargée de l'opération d'aménagement de la Zone à Urbaniser en Priorité de Hautepierre. Les parties ont convenu que cette opération comporterait la réalisation d'un réseau de chaleur et d'une chaufferie collective. La SERS a donc procédé à l'établissement des ouvrages nécessaires à l'installation de ce chauffage collectif. La chaufferie centralisée et le réseau de chaleur de Hautepierre ont été construits en 1973. L'exploitation en a été confiée à la Société Hautepierre Energie, filiale de Dalkia, jusqu'au 30 juin 2016.

L'Eurométropole a attribué début 2016, après procédure de mise en concurrence d'une délégation de service public, l'exploitation de la chaufferie et du réseau de chaleur de Hautepierre-Poteries, au groupement de sociétés Réseau GDS – ES Services Energétiques – RCUA, pour une période de 5 ans à compter du 1er juillet 2016.

Cette durée de DSP a été choisie volontairement courte, pour permettre la passation d'une nouvelle convention de DSP lors de la mise en service du projet de géothermie profonde d'Eckbolsheim qui est prévu d'être l'une des futures sources d'approvisionnement du réseau de chaleur.

L'objectif étant de permettre la transition énergétique de ce réseau de chaleur en lui apportant à minimum un taux de 50% d'EnR dans son mix énergétique.

➢ Géothermie profonde

Le bassin rhénan supérieur dispose de ressources géothermales exceptionnelles. Ce potentiel a généré plusieurs projets d'exploitation dans la région strasbourgeoise, comme du côté allemand. Le rôle de la collectivité a consisté à :

- l'accompagnement des opérateurs afin d'intégrer leurs projets dans le cadre du développement du territoire,
- le suivi avec les services de l'Etat des différentes demandes des opérateurs,
- la mise en place de comité de pilotage de suivi des différents projets,
- l'expertise auprès des communes concernées par des projets,
- l'information auprès des communes du territoire.

Parallèlement, une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'un réseau de chaleur à Illkirch utilisant la chaleur issue de la géothermie profonde est en cours.

Un Arrêté préfectoral délivré en mars 2016 autorisant l'ouverture de travaux miniers de forages géothermiques sur le ban de la commune de Vendenheim. Deux opérateurs sont présents sur le territoire : Fonroche et le groupe Electricité de Strasbourg. Ces projets sont susceptibles de contribuer à la transition énergétique du territoire par l'alimentation des réseaux de chaleur existants et futurs du territoire ainsi qu'une production d'électricité locale et renouvelable.

En septembre 2016, la Ville de Strasbourg a accueilli le congrès européen de la géothermie. Cet évènement de 3 jours a été organisé par le Conseil européen de la géothermie et l'association française pour la géothermie. L'Eurométropole de Strasbourg a organisé une conférence publique sur la thématique de la géothermie profonde ainsi qu'une soirée d'accueil.



Conférence lors du Congrès de géothermie, le 22 septembre 2016.

3 - Ecologie urbaine

➢ Risques liés aux galeries souterraines

En 2016, deux nouvelles conventions de partenariat pour la prévention et la gestion du risque lié à la présence de cavités souterraines ont été signées avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières. Ces nouvelles conventions permettront le suivi des sites répertoriés dans la base de données, et permettront également d'intervenir en cas d'incident lié à la présence de cavités souterraines. De plus, ces conventions ouvrent la voie à l'évolution des outils d'investigations, permettant ainsi d'apporter des diagnostics plus fiables.

Plusieurs incidents en lien avec les cavités souterraines ont nécessité l'intervention du service Environnement et Transition Energétique, en partenariat avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières. Un fait marquant a été la chute d'une femme sur un trottoir à Schiltigheim, nécessitant l'implication de plusieurs acteurs et d'importants travaux.

➢ Risques technologiques

Suivi de la mise en œuvre des Plans de Prévention des Risques Technologiques
Analyse des problèmes concernant les risques industriels, analyse les dossiers de demande au titre des ICPE, dossiers de cessation d'activités des industriels
Prospective sur l'évolution de la réglementation « SEVESO 3 »

Sites et Sols Pollués :

- Préparation d'un projet d'inventaire historique urbain, outil dont l'Eurométropole souhaite se doter afin d'avoir une bonne connaissance de l'état environnemental des terrains sur son territoire et de pouvoir anticiper les problématiques liées à la gestion des sites et sols pollués.
- Mise en place d'une convention de recherche et développement partagés avec le BRGM relative à un appui scientifique pour la mise en œuvre de cet inventaire historique urbain
- Préparation des éléments en vue de la modification N°1 du PLUi : mise à jour de la cartographie vigilance annexée au PLUi, de la base de données sites et sols pollués et des restrictions d'usage
- Mise en place de conventions constitutives de groupement de commandes pour l'étude de sites (potentiellement) pollués et pour la gestion des terres polluées.
- Attribution, suivi et mise en place des divers marchés relatifs aux sites et sols pollués
- Accompagnement technique de divers services de l'Eurométropole dans la problématique des sites pollués, gestion des terres pollués et instructions des autorisations d'urbanisme.
- Expertise, conseils et accompagnement de la SPL des deux rives

➢ Risques d'inondation

En matière de risques d'inondation, l'année 2016 a vu le lancement de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation, avec l'organisation des ateliers et des comités techniques et de pilotage. La collectivité a également suivi la rédaction du règlement du PPRI aux côtés des services de l'Etat, poursuivi ses études sur les dangers pour les ouvrages hydrauliques et digues. Une démarche de remplacement de la digue de Holtzheim par un ouvrage plus sûr a été engagée.

En matière de prévention des inondations, les travaux de création d'un barrage écrêteur des crues à Eckwersheim se sont achevés fin 2016. Cet ouvrage, qui a une capacité de rétention de 149 000 m³, permet de protéger la commune d'une crue vicennale (période de retour de 20 ans).

L'Observatoire de la Nappe s'est réuni en octobre 2016 pour la restitution des données du programme 2013-2015. Cette présentation s'est réalisée en présence d'une quarantaine d'acteurs, bureaux d'études, services de l'Etat, services de l'Eurométropole et élus. Les réflexions sont en cours avec le BRGM, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, l'ADEME, la région Grand-Est et l'APRONA pour un nouveau programme sur la période 2017-2020.

➢ Qualité de l'air

En 2016, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé la mise en œuvre de sa stratégie « Strasbourg Ville et Métropole respirables » visant à améliorer la qualité de l'air en lien avec l'Etat et plus particulièrement les dispositions du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération Strasbourgeoise.

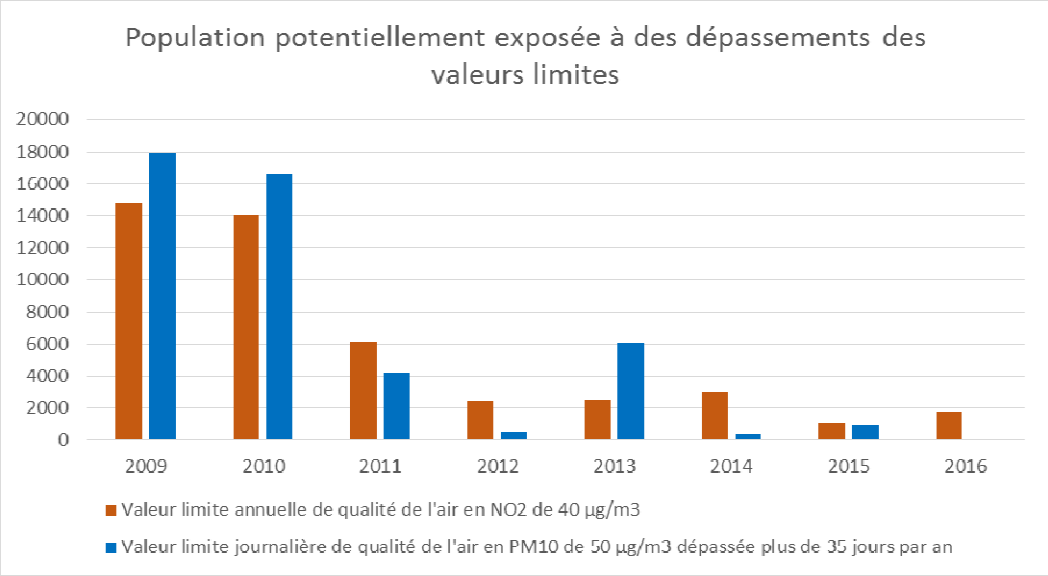
Depuis 2009 le nombre de personnes potentiellement exposées à des dépassements de valeurs limites est en nette diminution.

L'année 2016 voit cette diminution se confirmer du fait des différentes politiques en faveur des transports en commun, du développement des mobilités actives et de l'évolution du parc automobile.

Station	Moyenne annuelle de concentration en NO2 (µg/m³)						Valeur limite européenne	Ligne directrice OMS
	2011	2012	2013	2014	2015	2016		
STG A 35	52	49	50	49	48	46	40	40
STG Clemenceau	56	54	52	51	50	48	40	40
STG Est	32	30	28	27	27	26	40	40
STG Nord	24	24	24	24	22	22	40	40
STG Ouest	22	21	21	18	21	20	40	40

Station	Moyenne annuelle de concentration en PM10 (µg/m³)						Valeur limite européenne	Ligne directrice OMS
	2011	2012	2013	2014	2015	2016		
STG A35	31	28	33	30	28	26	40	20
STG Clémenceau	29	26	30	27	28	22	40	20
STG Est	27	23		22			40	20
STG Nord	22	21	26	21	22	20	40	20

Station	Nombre de jours de dépassement de la valeur limite journalière de qualité de l'air en PM10 de 50 µg/m3						Valeur limite européenne	Ligne directrice OMS
	2011	2012	2013	2014	2015	2016		
STG A35	45	42	54	30	31	19	35	3
STG Clémenceau	36	17	28	20	22	12	35	3
STG Est	25	14		10			35	3
STG Nord	9	9	20	9	12	3	35	3



La stratégie en matière de qualité de l'air intégre 11 actions recouvrant les transports et la mobilité, l'industrie, l'agriculture, le logement, l'innovation vecteur de croissance verte et la planification urbaine. Une action de communication et d'éducation à l'environnement air est menée de manière transversale. La convention financière répartissant les budgets alloués à chacun de ses projets a été signée en novembre entre l'Etat, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, entrainant le démarrage des premières actions.

La question du bois-énergie, dont les émissions sont à l'origine d'une part non négligeable des concentrations en particules fines fait également l'objet d'un intérêt particulier. Ainsi, la collectivité a été lauréate d'un appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME visant à accompagner le renouvellement des foyers ouvert. Une étude sera réalisée en 2017 afin d'étudier la faisabilité de la mise en place d'un fonds de soutien aux particuliers.

D'autres actions ont été menées cette année, en partenariat avec l'ASPA, au titre du programme « Eurostr'air », développé en réponse à l'appel à projets AACT'AIR de l'ADEME et qui a pour objectif une implication accrue de la population a l'amélioration de la qualité de l'air du territoire pour les prochaines années :

- Valorisation de résultats de mesures réalisées dans le cadre de la surveillance réglementaire de la qualité de l'air intérieur,
- Accompagnement de la mise en place d'une station de mesure pérenne dans la cour de l'école Danube,
- Réalisation de campagnes de mesures le long de l'axe des 2-Rives.

Enfin, la collectivité a organisé et co-organisé plusieurs événements qui lui ont permis de témoigner au niveau local, national et européen de son engagement pour la qualité de l'air.

- Colloque européen de l'Eurométropole de Strasbourg : « La qualité de l'air, un défi européen » au Conseil de l'Europe enoctobre 2016.
- 2ème Journée Nationale de la Qualité de l'air (20 et 21 septembre) avec un rallye urbain sur la qualité de l'air et la présentation des enjeux de la qualité de l'air et des appareils de mesure de l'ASPA, place du Château
- 7ème Congrès de la Société Française de Santé et d'Environnement « Qualité de l'air et santé : science et échelles d'action » à la Cité de la Musique et de la Danse. En marge de ce congrès, organisé une conférence grand public pour débattre autour du sujet « Qualité de l'air et santé : Agissons ensemble sur l'environnement ».

Pour les 5 prochaines années ce sont 2 067 000€ de dépenses prévues par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du programme « Strasbourg Ville et Métropole respirables » dont 902 500€ de soutien financier du Ministère de l'Environnement.

4 - Collecte et valorisation des déchets

L'année 2016 a été marquée par de nombreuses actions novatrices et la mise en œuvre de plusieurs projets structurants l'activité de la collectivité. De manière opérationnelle, ce sont 60 équipes qui, chaque jour, ont effectué la collecte en porte à porte. Les volumes de la collecte de déchets résiduels sont en légère baisse alors que ceux du tri sélectif augmentent.

Déchets ménagers tout flux confondu : ratio de collecte / hab / an						cible
2011	2012	2013	2014	2015	2016	2020
495	486	479	479	468	467	445

Déchets résiduel : ratio de collecte / hab / an						cible
2011	2012	2013	2014	2015	2016	2020
272	267	260	262	255	253	245

➢ Apport volontaire des déchets

Verre	Nb de conteneurs	Total collecté /hab/an	Tendance
2016	**678**	**24,7 kg**	↗
Rappel 2015	640	24 kg	

Papiers, cartons, emballages	Nb de conteneurs	Total collecté /hab/an	Tendance
2016	374	58,2 kg	↗
Rappel 2015	360	57,4 kg	

Entrées déchetteries	Nombre	Recyclage matière	Tendance
2016	929 740	68,2 %	↘
Rappel 2015	840 218	68,5 %	

Mise en œuvre de l'appel à projets TLC (Textile, Linge de maison, Chaussures)

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets ménagers et des différentes réglementations relevant de la «Responsabilité Elargie du Producteur (ou REP)» s'appliquant à de nombreux secteurs économiques (les équipements électriques et électroniques, le papier, les emballages, le mobilier, etc.), l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité soutenir la collecte, le réemploi et le recyclage des déchets sur son territoire et notamment la collecte des déchets de textiles, linge et chaussures (TLC) dont le tonnage collecté représente près de 3 Kg/an/habitant pour un gisement évalué à 10 Kg/an/habitant. Il s'agit de placer cette filière dans une dynamique de création de valeur économique, sociale et environnementale. Pour cela, les services de la collectivité ont lancé mi-2015 un appel à projets pour la collecte et la valorisation des TLC. Après étude des dossiers et temps d'échanges avec l'ensemble des candidats, la désignation des titulaires ainsi que l'attribution des secteurs géographiques ont eu lieu en janvier 2016. Ainsi les 4 structures, Emmaüs Mundolsheim, Vétis, Horizon Amitié, et le Relais Est ont été autorisées à mettre en place, au courant de l'année 2016, des conteneurs sur l'espace public du territoire de l'Eurométropole. Les premiers résultats chiffrés sont attendus sur l'année 2017.

Développement de la collecte sélective au travers du plan de relance Eco-emballages

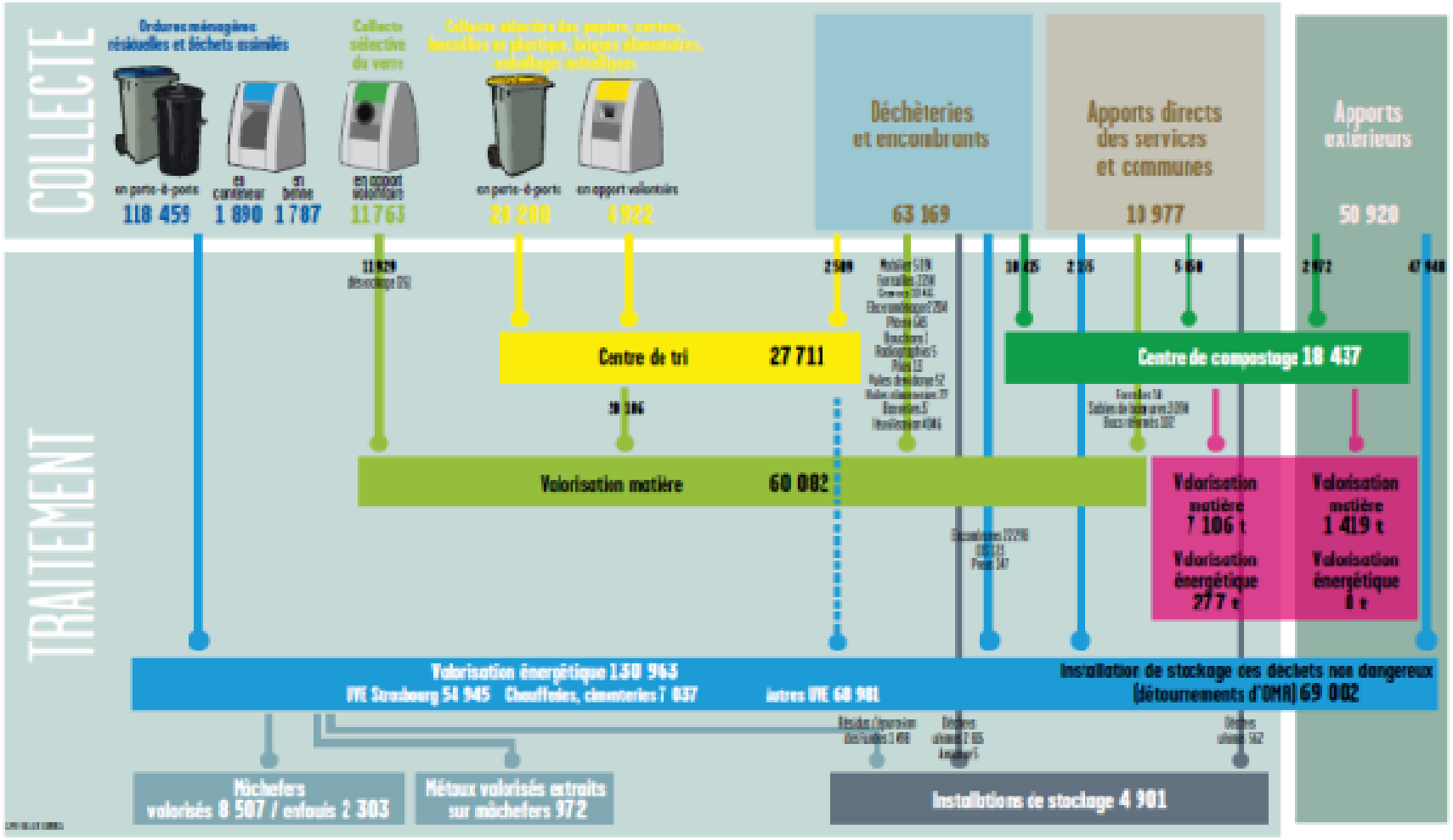
La candidature de l'Eurométropole de Strasbourg a été retenue en 2015 dans le cadre du plan de relance national pour le recyclage lancé par Eco-emballages. Sur les quatre projets proposés par la collectivité, trois ont été retenus par le jury national, représentant une dépense prévisionnelle pour la collectivité de l'ordre de 447 000 € et une aide financière prévisionnelle de l'ordre de 370 000 € de la part de l'éco-organisme.

Ces projets visent à améliorer les performances en matière de recyclage, notamment celles concernant la collecte du verre. L'objectif est de motiver les usagers à trier plus et mieux dès 2016 et bien évidemment de pérenniser ce comportement.

Le Plan de relance Eco-Emballages a été l'opportunité d'engager une démarche innovante pour augmenter le tri du verre en s'associant à des artistes.
L'objectif est de créer 60 emplacements (50 aériens et 10 enterrés) de conteneurs à verre dans les zones sous équipées d'ici fin juin 2017, dont 50 seront habillés. Un appel à projets lancé en février 2016 par ACCRO, développeur de l'économie créative sur le territoire, a permis de sélectionner cinq artistes lauréats : Corte (Espagne), Défi-Ecologique (Blienschwiller), Dzia KRANK (Belgique), Erase et

ANNÉE 2016 - DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS
294 167 T TRAITÉES ONT 222270 T COLLECTÉES PAR LE SERVICE COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS

En 2016, le taux de valorisation matière sur les déchets ménagers et assimilés est de 31,81 %, il est en très légère baisse par rapport à 2015 (31,22 %).



Arsek (Bulgarie) et Julien KUNTZ (Strasbourg). Chacun d'eux a réalisé 10 créations qui ont fait l'objet d'un travail particulier autour de l'environnement, du verre ou de Strasbourg.

Une action de communication d'envergure a été conduite sur le projet des conteneurs à verre habillés au cours de l'année 2016. Ainsi une nouvelle campagne d'affichage a été conçue, et lancée à la suite d'une conférence de presse, temps fort réunissant les artistes mobilisés sur ce projet innovant de street-art. Un temps fort du projet a été la réalisation par l'artiste PISCO d'un conteneur à verre inspiré de l'univers Stars Wars, dévoilé devant l'UGC ciné cité en décembre. Cet évènement a bénéficié d'un retour presse très positif.
Le Centre International de l'Illustration – Musée Tomi Ungerer a également participé à l'opération en habillant plusieurs conteneurs d'œuvres originales de Tomi Ungerer. Ces actions de communication ont été couplées à une enquête de satisfaction menée auprès des usagers, en fin d'année. Les résultats de cette dernière démontrent la très bonne acceptation de ce nouveau dispositif par les usagers.

Fin 2016, 32 nouveaux conteneurs habillés ont été déployés sur le territoire pour 38 emplacements créés, principalement dans le Centre-ville et sur le quartier Neudorf à Strasbourg, et sur la commune de Bischheim. Une prochaine vague de déploiement est prévue en janvier 2017 et les derniers placements auront lieu jusqu'à fin juin 2017. L'objectif contractualisé avec Eco-Emballages prévoit + 1000 tonnes de verre collectées d'ici 2018 (12 116t) sur l'Eurométropole de Strasbourg. L'objectif intermédiaire fixé à fin 2016 (11 516 t) a été dépassé de 247 tonnes.

Labellisation Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG)

Faisant suite aux actions pour engager la France dans la transition énergétique pour la croissance verte, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie a lancé deux appels à projets de Territoires zéro déchet, zéro gaspillage (ZDZG). Dans ce cadre, 153 territoires ont été retenus, dont l'Eurométropole de Strasbourg, pour s'engager à mettre en œuvre un projet politique participatif concernant la prévention et la gestion des déchets, dans une dynamique d'économie circulaire.

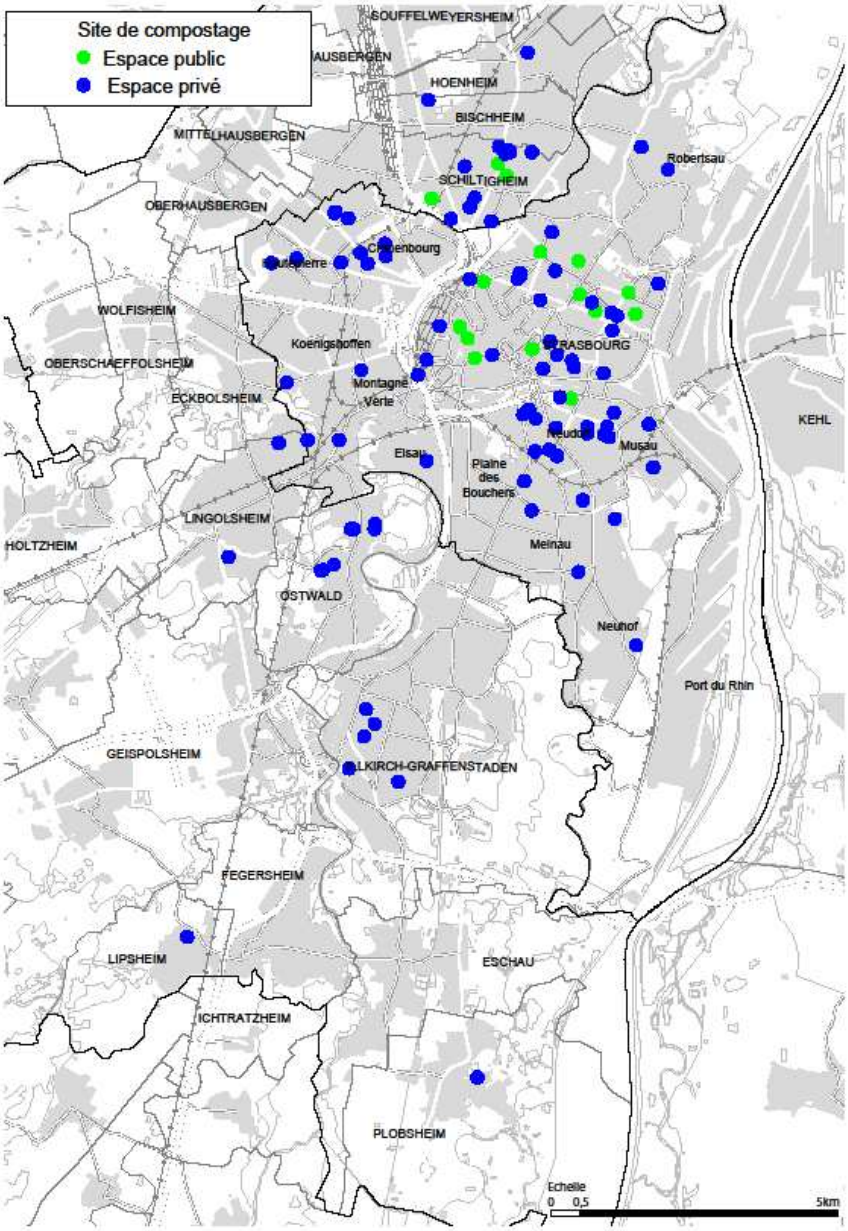
Le projet TZDZG s'inscrit dans la continuité du Programme Local de Prévention (PLP) qui s'est achevé à l'automne 2015. Le PLP a permis de réduire de plus de 7% les quantités de déchets, soit près de 15 000 tonnes en moins, pour atteindre une moyenne annuelle de 468 kg par habitant en 2015.

Le projet TZDZG étend ses ambitions à une meilleure gestion des déchets et doit permettre de construire avec l'ensemble des partenaires et acteurs du territoire une feuille de route qui définira les grandes lignes de la politique de gestion des déchets de l'Eurométropole de Strasbourg pour les 10 années à venir.

Les objectifs visés de cette nouvelle politique, conformément à la délibération prise le 3 juin 2016, se déclinent en 4 thèmes:

- la réduction des déchets
- le réemploi,
- le recyclage et la valorisation,
- la tarification incitative.

Ce projet constitue une véritable opportunité pour revoir en profondeur l'organisation de la gestion des déchets de son territoire et au-delà.



Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite faire du projet TZDZG un exemple de construction d'une politique publique avec l'ensemble des acteurs de son territoire. C'est pourquoi, ce projet, fait déjà partie des dossiers portés par URBACT – projet européen impliquant 10 grandes villes européennes (Gdansk, Turin, Milan, Paris, Braga, Wroclaw, Baia Mare, Barcelone, Malmö et Strasbourg) sur 18 mois (fin en début 2018) - sur la mise en œuvre de politiques publiques construites en lien avec les habitants, les associations, les acteurs économiques dont l'ESS, les institutions… etc. Il s'agit de travailler à la progression de l'écosystème de l'innovation sociale et à sa « mise à l'échelle », le tout par l'échange d'expériences et l'expérimentation, en mettant en place un plan d'actions intégré.

Pour la première fois en 2016 des actions de communication et de sensibilisation ont été réalisées dans le cadre de la semaine européenne de la réduction des déchets avec une déclinaison envers le public externe par le biais d'animations sur les marchés et d'une animation en interne auprès des agents de la collectivité.

Enfin, au cours de l'automne, un important travail de conception a permis la validation du Label Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage et la préparation d'une campagne d'affichage ainsi que d'une conférence de presse associant tous les partenaires de la démarche.

➢ Traitement et valorisation des déchets

Recyclage

	1991	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de recyclage des déchets ménagers et assimilés	<5%	28,6 %	28,8 %	29,0 %	26,8 %	25,9 %	25,6 %	26,6 %	27,6 %	29 %	28,8 %
Dont taux de recyclage des déchèteries	nc	58,6 %	57,9 %	58,8 %	57,0 %	56,6 %	57,5 %	57,2 %	68,7 %	68,5 %	68,2 %

Unité de Valorisation Energétique (UVE) – problématique amiante

Suite à la découverte d'amiante sur des éléments de process et dans la qualité de l'air ambiant du hall fours-chaudières de l'UVE, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans la mise en œuvre de travaux de désamiantage.

Après une période de co-activité ayant permis le desamiantage de 2 lignes sur 4, l'activité du site a été suspendue le 3 septembre 2016, afin de poursuivre le programme de travaux selon 3 phases :

- Phase 1, menée par Sénerval : désamiantage des chaudières et éléments de process, sécurisation de la ligne 4 ;
- Phase 2, menée par l'Eurométropole de Strasbourg : retrait des câbles et dépoussiérage, retrait des façades
- Phase 3, menée si possible en concomitance, reconstruction
    - o par l'Eurométropole de Strasbourg : pose des nouvelles façades, recâblage;
    - o par Sénerval : reconstruction des chaudières, montage des éléments de process et mise en service prévisionnelle fin janvier 2019.

Cette situation n'a permis d'incinérer que 54 945 tonnes en 2016 sur les 200 984 tonnes livrées sur le site. Un tonnage résiduel de près de 145 000 tonnes a été détourné sur divers sites de traitement retenus dans le cadre d'un appel d'offre européen, afin de valoriser au mieux les déchets, à un coût économiquement viable.

Les déchets sont ainsi dirigés vers 16 sites d'incinération (France uniquement), 1 site de traitement mécano-biologique et 1 site d'enfouissement pour répondre aux objectifs de valorisation suivants :

- 80 à 90% de valorisation énergétique
- 10% des tonnages, correspondant aux encombrants, triés pour valorisation matière partielle

- 0 à 10% d'enfouissement pour répondre aux aléas sur filières de valorisation.

5 - Hygiène et santé environnementale

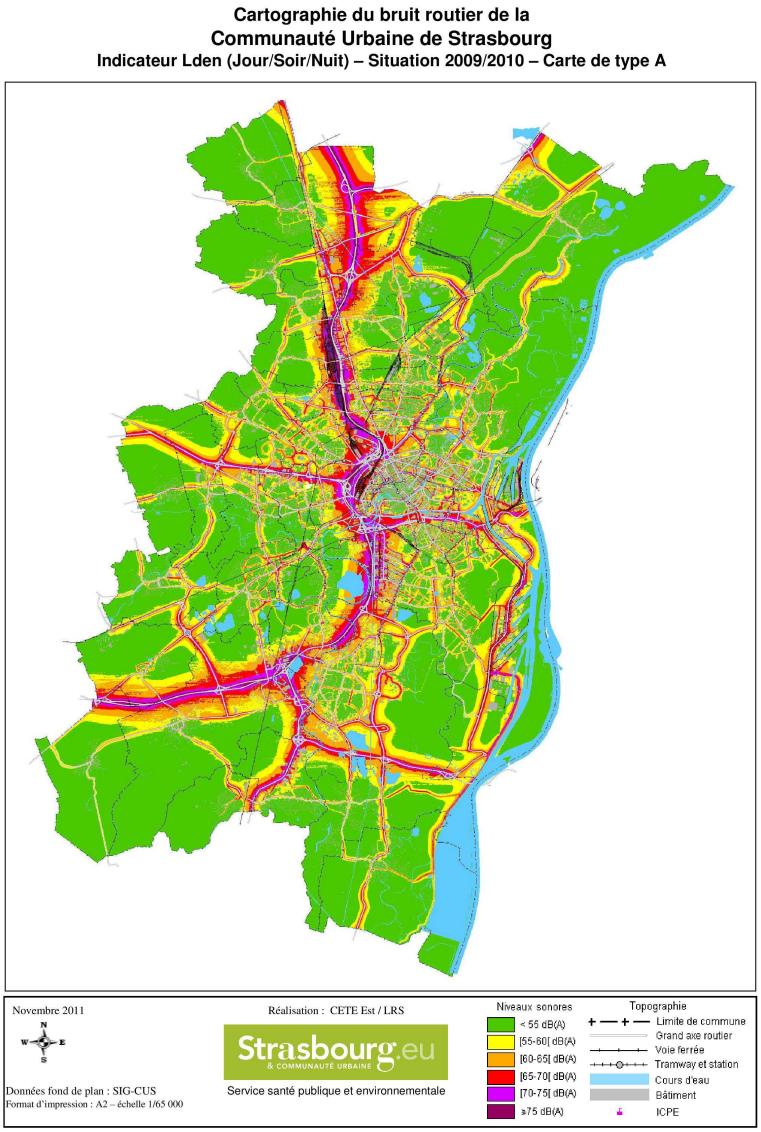
Le service Hygiène et santé environnementale assure au nom de l'Etat, le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène et de santé environnementale et, au nom du maire, les attributions de ce dernier en matière d'hygiène publique. Ce service est chargé d'étudier et de mettre en œuvre des mesures préventives et curatives ayant pour objet la protection de la santé des populations contre les risques liés aux milieux et modes de vie.

La compétence réglementaire de ce service s'exerce sur le territoire de la Ville de Strasbourg, à l'exception de la gestion de la fourrière animale et du **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement** (**PPBE**) qui sont de compétence métropolitaine.

Nuisances sonores	Strasbourg		**Eurométropole**	
(Données 2008 route / 2012 fer)	Nombre d'habitants	Part	Nombre d'habitants	Part
Population exposée au bruit routier au-delà des seuils réglementaires *68 Db(A) jour ou 62 Db (A) nuit*	27 662	10.1 %	34 386	7.3 %
Part de population exposée au bruit ferroviaire au-delà des seuils réglementaires *73 Db(A) jour ou 65 Db (A) nuit*	146	0.05 %	552	0.1 %
Part de population exposée au bruit des aéronefs au-delà des seuils réglementaires *55 Db(A) jour*	9	0.003 %	20	0.004 %

➢ Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sur le territoire de la métropole :

Ce PPBE 1ère échéance a privilégié parmi ses axes stratégiques la résorption de points noirs bruit identifiés au sein d'écoles municipales ou au sein de logements sociaux sur le territoire de l'Eurométropole avec le soutien financier de l'agence de développement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).
Après approbation du PPBE en 2014, deux structures scolaires (Ecole du Rhin à Strasbourg, Ecole Léo Delibs à Schiltigheim) en situation de dépassement des valeurs limites de bruit routier ont fait l'objet de travaux visant à améliorer leurs performances acoustiques en 2015. L'année 2016 a permis d'amorcer les projets de résorption de points noirs bruit dans le parc social (120 logements pressentis répartis sur 4 parcs de relevant de CUS Habitat, Habitation Moderne et la Société immobilière du Bas-Rhin) et l'Ecole Louvois (Strasbourg). Les travaux relatifs à ces patrimoines sont programmés sur la période 2017/2020.



➢ Exploitation de la fourrière animale et du refuge pour animaux:

La fourrière animale confiée au Groupe Sacpa-Chenil service a pour objet de prendre en charge les animaux en état de divagation sur une durée de 8 jours francs. Si le propriétaire de l'animal n'a pas récupéré son animal, celui-ci est donné gracieusement au refuge pour animaux (SPA) en vue de son adoption.
Entre août 2015 et novembre 2016 : 2 881 chats, 531 chiens et 122 animaux (volatiles, divers) ont été pris en charge par la fourrière animale. 620 animaux sauvages (86 % de volatiles) ont transité par la fourrière animale avant de rejoindre le GORNA, centre de soins pour la faune sauvage.

➢ Plan national anti-dissémination de la dengue, du chikungunya et du zika :

Ce plan co-porté par le Préfet et le Conseil Départemental du Bas-Rhin avec le concours des collectivités territoriales vise à freiner l'expansion du moustique tigre, implanté en 3 lieux (Schiltigheim, Bischheim et Neudorf) sur l'Eurométropole. Il a pour objet par ailleurs d'empêcher la survenue de cas malades développant l'une des trois pathologies, suite à des piqûres par des moustiques tigre infectés. 10 services et 150 agents des deux collectivités ont été sensibilisés aux bonnes pratiques visant à limiter le développement du moustique tigre.

6 – Education à l'environnement

L'éducation à l'environnement accompagne la mise en œuvre des politiques publiques sur l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre en matière environnementale. En 2016, plusieurs actions et opérations nouvelles ont été menées.

➢ Partenariat avec l'association SINE

Dans le cadre de la mise en place de sa politique de soutien des actions d'éducation à l'environnement, la CUS a approuvé en décembre 2013, la mise à disposition du Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE) de la Ferme Bussierre, avec une convention d'objectifs sur 4 ans dotée d'un soutien financier à hauteur de 85.000€ par an. Les discussions menées en 2016 ont permis le renouvellement de ce partenariat par délibération du Conseil du 27 janvier 2017.



Résultats 2015-2016

Evolution comparée	Scolaires sur site	Scolaires hors site	Temps périscolaire	Tout public sur site	Tout public hors site
2016	6.311	5.106	849	6.872	921
Rappel 2015	5.632	4.394	789	7.544	228
%	+ 12%	+ 16,2%	+ 7,6%	- 8,9%	+ 300 %
Nb personnes	+ 679	+ 712	+ 60	- 672	+ 693

Ces résultats témoignent d'une optimisation continue depuis 4 ans. Sept nouvelles structures partenaires en 2016 sur 31 au total : Association à livre ouvert, Bretz'selle, Réseau Environnement Santé Alsace, Le Stück, Repair'café, Kartier Nord, Apollonia.

- Appel à projet d'éducation à l'environnement

Un appel à projets annuel a été lancé auprès du milieu associatif du territoire de l'Eurométropole en vue de soutenir des actions qui favorisent l'émergence d'une écocitoyenneté et l'engagement des habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie. En 2016, la collectivité a ainsi soutenu 48 projets portés par une vingtaine d'association, pour un montant total de 250 540€.

Somme des montants proposés par thèmes	Montants en €	Répartition en %
Air et santé	31 800	13%
Biodiversité	45 020	18%
Eau	21 000	8%
Eco citoyenneté	45 500	18%
Energie plan climat	76 700	31%
Réduction des déchets	30 520	12%
Total	250 540	100%

- Campagnes d'affichage

Sur le territoire de l'Eurométropole, deux nouvelles campagnes ont vu le jour en 2016 celles en lien avec le Plan de relance en octobre et le projet Lumieau-Stra en novembre complétant ainsi les campagnes récurrentes sur le tri des déchets et le compostage aux mois de février et novembre.

Ces campagnes totalisent 5 semaines d'affichage sur environ 300 sites répartis sur l'ensemble du territoire.

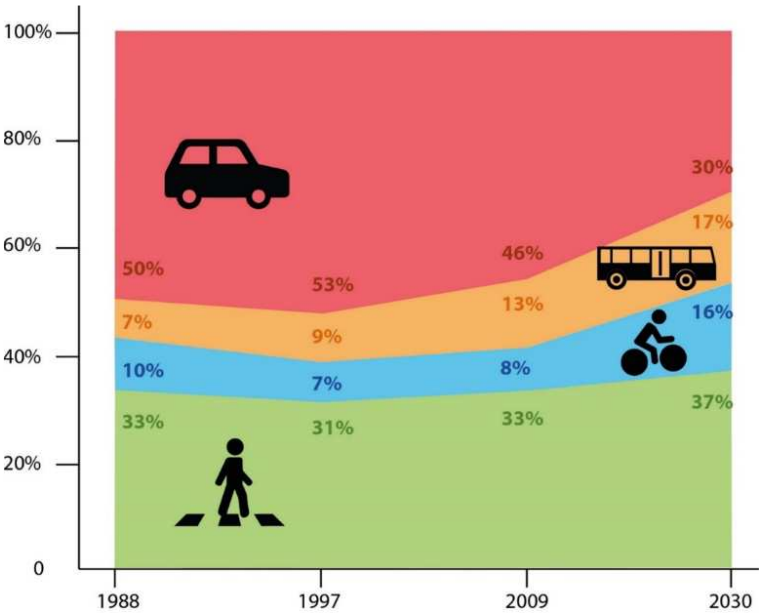
Territoire d'équilibre

De nombreux facteurs peuvent conduire à des inégalités sociales ou territoriales mais la solidarité intercommunale est la condition du développement durable. L'Eurométropole, par sa compétence première de planification urbaine et d'aménagement du territoire est le lieu de la construction d'une vision équilibrée du territoire au service des habitants. L'Eurométropole fait le choix d'un développement au service de la cohésion et de la solidarité, d'un égal accès aux services et au logement, de la rénovation urbaine comme de la revitalisation rurale. Depuis plusieurs décennies, les transports particulièrement avec le Tram, et les mobilités avec les pistes cyclables, structurent l'égalité et l'équilibre du territoire.

1 - Mobilité et transports

La politique mobilité de l'Eurométropole de Strasbourg rayonne en Europe et dans le monde. Ce sont 19 délégations (soit près de 250 élus, techniciens ou étudiants) qui sont venues de 9 pays différents (France, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Finlande, République Tchèque, Suède, Chine, Japon) qui ont été accueillies en 216 à Strasbourg pour découvrir les solutions mises en œuvre sur notre territoire.

Le plan de déplacement a été adopté en 2014 et intégré au PLUi en 2016. Il fixe des objectifs ambitieux à l'horizon 2030.



➢ Les mobilités actives

L'agglomération strasbourgeoise est toujours la première agglomération cyclable de France avec notamment 16 % des déplacements domicile - travail qui se font à vélo. Une généralisation du « double sens cyclable » a été réalisée dans la grande majorité des rues à sens unique pour les voitures.

	Itinéraires cyclables	
	Strasbourg	Métropole
2016	24 km	43,5 km
2015	26 km	45 km

	Nb total de places de stationnement en ouvrage		Nb de places vélo installées par an sur voirie		Nb de places totales	
	Strasbourg	Métropole	Strasbourg	Métropole	Strasbourg	Métropole
2016	2 690	3 094	1 982	2 070	32 690	44 184
2015	2 470	2 800	2 308	2 578		

Parts modales Vélo	2009	2015	Tendance
Strasbourg	9%	12%	↗
Strasbourg – centre élargi	13%	17%	↗

Démarche service : une démarche service auprès des usagers et des associations accompagne la montée en puisance de cette politique de promotion des modes actifs. L'année 2016 a été marquée par une activité forte :

- Lancement de la démarche « Strasbourg, ville 100 % cyclable » avec des réalisations qui rendent plus lisible le réseau cyclable existant ;
- Identification des carrefours à feux en vue d'une généralisation des sas cyclistes
- Accompagnement et financement des associations oeuvrant dans le domaine du vélo (comité d'action deux roues 67, Bretz'selle, Vélostation, A'Cro du vélo, le Stick)
- Amélioration de l'offre de stationnement vélo dans les immeubles (Habitation Moderne programme *Alveole*).
- Poursuite des expérimentations telles que le décompteur, le coffret mixte piétons/cyclistes et préparation de l'expérimentation de vélorues. Etude de la première chaussée à voie centrale banalisée rue de la Villette à Strasbourg.

	Marquages de vélos	Formation vélo écoles
2016	3 600	212

Optimix : Plan de mobilité des entreprises et des administrations :

- 35 employeurs signataires,
- lancement de la démarche sur la zone portuaire dans le cadre du plan de déplacements inter entreprises du port de Strasbourg

	Strasbourg		Eurométropole	
	Nbr structures	Nbr salariés concernés	Nbr structures	Nbr salariés concernés
2015	4	332	7	1 311
2016	12	1 020	20	2 599

Une communication proactive a été réalisée tout au long de l'année 2016 avec l'édition et la diffusion des cartes des principaux itinéraires cyclables en allemand et en anglais, ainsi qu'une campagne de communication sur la cohabitation des différents modes de déplacement. La manifestation « Au boulot à vélo » vu cette année la participation de 159 établissements soit une augmentation de 49% par rapport à 2015, ce qui représente 55 000 salariés.



Véloparade organisée dans le centre de Strasbourg le 3 juin 2016

Vel'hop : le système de location Velhop poursuit son développement de manière régulière depuis sa création.

	2012	2013	2014	2015	2016
Nb de vélos	4 400	5 322	5 958	6 248	6 248
Nb d'abonnés	10 349	12 362	15 168	15 555	20 933
Nb de journées de location	936 000	1 193 395	1 719 336	1 909 095	2 047 000
Nb de stations automatiques	15	19	20	20	20
Nb de boutiques	4	5	5	5	5

Parkings vélo en ouvrage

- Installation d'un nouveau véloparc de 20 places à Entzheim.
- Finalisation de l'étude pour l'agrandissement du parking vélo St Aurélie (380 places supplémentaires) et réflexions sur le mode de gestion du parking vélo existant et lancement des travaux fin 2016 pour une ouverture prévue le 3 avril 2017

- Réflexions quant au mode de gestion du parking vélo inclus dans le contrat de délégation de service public gare courte durée et Wodli. L'hypothèse d'une sous-traitance entre Indigo et Strasbourg mobilités a été retenue. Le contrat sera finalisé fin 2017 pour une mise en œuvre au 1er trimestre 2018.
- Réflexions pour un nouveau parking à vélo à côté du parking Wodli en dessous de la passerelle rénovée qui permet d'accéder aux quais. Décision de réalisation en 2017 et pilotage transféré au service déplacement puisque le dossier ne concerne pas l'exploitant du parking mais la SNCF, propriétaire du foncier.

➢ Les innovations

Electromobilité

Plusieurs actions importantes se sont déroulées en 2016 :
- Lancement d'un service clients,
- Etude du projet d'implantation d'un opérateur privé,
- Proposition d'une stratégie d'appel à manifestation d'initiatives privées

Bornes de recharge électriques	Strasbourg	Eurométropole
2016	35	42

Centre de distribution urbains pour le transport de marchandises

Au regard des évolutions réglementaires, la collectivité a poursuivi la conception du plan d'action et de la concertation préalable avec les représentants des transporteurs (avril 2016), puis avec les commerçants du centre-ville (août 2016). Un groupe de travail a été réuni avec les acteurs de la SAMINS pour la mise en place d'un centre de distribution urbain (CDU) FRAIS.

Autopartage

2016	Véhicules	Places	Abonnés
Citiz	125	67	6500
Yea	44	freefloating	nc

➢ Le transport public : bus et tram

Proportion de la population vivant à moins de 300 metres d'un service de transport public.	Strasbourg		Eurométropole	
	Habitants	%	Habitants	%
2016	260 265	94,2 %	416 805	86,1 %

Bus de ville	Norme Euro V		Filtres à particules	
	Nb	%	Nb	%
2016	140	59%	77	32,6%

Etude d'avant-projet : Projet de desserte en tram du quartier de Koenigshoffen depuis le centre-ville de Strasbourg

Ce projet consiste en l'extension de l'infrastructure existante depuis le quartier Gare centrale vers le quartier de Koenigshoffen. L'année 2016 a été marquée par le démarrage des études préliminaires de tracé ainsi que l'organisation de la phase de concertation règlementaire (délibération du 18 décembre 2015) et de l'approbation du bilan de concertation (délibération du 30 juin 2016) et du lancement des études d'avant-projet et de l'approbation de ces études par le Conseil de l'Eurométropole du 25 novembre 2016.

Le tracé étudié dans le cadre de l'avant-projet correspond à celui de la variante 2 « Faubourg National » présentée au cours de la concertation qui s'est déroulée entre les mois de mars et juin 2016. Les raisons de ce choix sont les suivantes:

- Il répond aux enjeux globaux du projet ;
- Il présente une grande qualité de la desserte au cœur des quartiers (Koenigshoffen et gare) ;
- Il offre un accès rapide au centre-ville avec une desserte proche de la gare (330m depuis la station Faubourg National) ;
- Il permet le maintien des fonctionnalités aux abords de la gare (bus, taxis, vélos) dans leur configuration actuelles ;
- Il permet le maintien des conditions d'accès aux parkings de la gare ;
- Il présente un coût de travaux optimal (17 M€/km – hors opérations d'accompagnement) ;
- Il engendre un surcoût d'exploitation marginal en utilisant les réserves de capacités de la ligne F (déviée à l'ouest vers Koenigshoffen).

La longueur d'infrastructure nouvelle à construire entre la station "Faubourg National" et le nouveau terminus "Comtes" qui reliera le quartier de la Gare au Centre-Ville de Strasbourg à celui de Koenigshoffen par trois nouvelles stations : "Porte Blanche", "Porte des Romains" et "Allée des Comtes" est de 1,7 km. La station « Porte des Romains », au débouché de la bretelle de raccordement déviée de l'A351, sera associée à un parking relais. La nouvelle ligne démarre à l'intersection de la rue Saint-Michel avec la rue du Faubourg National dans laquelle elle s'insère en partie « haute » pour rejoindre le boulevard de Nancy qu'elle emprunte sur une longueur d'environ 300 mètres. Au carrefour Porte Blanche / Rue de Wasselonne / boulevard de Lyon, le tracé bifurque sur la droite en direction de la route des Romains en passant sous les voies SNCF et l'autoroute A35.

Ce tracé qui s'inscrit au mieux dans les emprises existantes traverse ensuite l'entrée du quartier de Koenigshoffen via la route des Romains pour aboutir à son terminus provisoire au droit du carrefour avec l'allée des Comtes.

Prolongement "Nord" de la ligne de tram"E" dans le quartier de la Robertsau (Dossier d'enquête publique)

Ce projet consiste en la prolongation de la ligne « E » à partir de la station « Robertsau Boecklin» -terminus actuel- en direction du Nord du quartier de la Robertsau au niveau de la rue de la Renaissance. Cette extension de 1,4 km d'infrastructures constitue un supplément de desserte de 1604 m en « transport public », à fréquence et à capacité élevées, des ensembles d'habitat collectif, d'activités commerciales et de services du quartier Robertsau à Strasbourg.
L'avant-projet avait été approuvé par le conseil d'Eurométropole le 18 décembre 2015 qui avait également autorisé la mise en œuvre des procédures d'autorisations administratives, d'enquête publique et de déclaration d'utilité publique nécessaires à la réalisation du projet.
Le dossier d'enquête publique a été constitué au premier trimestre 2016, un avis a été rendu le
22 avril 2016 par l'autorité environnementale qui avait été sollicitée en février. Cet avis a été publié sur le site internet de la collectivité et intégré au dossier d'enquête publique, lui-même également publié sur le site internet de l'Eurométropole.



Suite à la transmission de ce dossier au préfet du Bas-Rhin et à la saisine de celui-ci, le tribunal administratif a désigné une commission d'enquête et l'enquête publique diligentée par le préfet s'est déroulée du 13 juin au 13 juillet 2016. Une réunion d'information publique s'est tenue le 26 juin 2016. La commission d'enquête a délivré un avis favorable pour ce projet le 10 août 2016, sans réserve, assorti de 5 recommandations dont 4 seront suivies par l'Eurométropole.

La fin de l'année 2016 a été marquée par la délivrance d'un avis favorable sur le projet de délibération de l'Eurométropole - visant la déclaration du projet sur l'intérêt général de l'opération - par le conseil municipal du 21 novembre 2016, puis par l'approbation par le Conseil d'Eurométropole du 25 novembre 2016 de la déclaration de projet relative à l'opération de prolongement Nord de la ligne E du réseau de tramway à Strasbourg Robertsau, préalable à la déclaration d'utilité publique et poursuite des acquisitions foncières.
Enfin le 13 décembre 2016, le préfet du Bas-Rhin a publié par voie d'arrêté la Déclaration d'Utilité Publique des acquisitions et travaux nécessaires au projet de prolongement Nord de la ligne E de tramway à Strasbourg.

Financement de l'extension de la ligne de tram E vers la Robertsau

Son financement a été inscrit au contrat triennal 2012-2014 et renouvelé dans le contrat triennal 2015-2017. Ce prolongement tramway vers les institutions Européennes.comporte 1,4km de voie

permettant, par une meilleure desserte du cœur du quartier européen, de développer un niveau de service très performant pour les institutions européennes.

D'autre part, sont citées les études sur le terminus "gare centrale de Strasbourg" de la 1ère phase du tram-train de Strasbourg afin de réaliser à terme la mise en service de liaisons directes Gare, Institutions Européennes.

Prolongement Nord de la ligne E à la Robertsau	Etat	Région	Eurométropole	Total
Amélioration de la desserte des institutions européennes et du palais de la Musique et des Congrès depuis la gare et l'aéroport	4 M€ HT	3,6 M€ HT	8,4 M€ HT	16 M€ HT

Etude de définition du Bouclage SUD

Le 18 décembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole a fixé la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports et y a inscrit le projet du bouclage sud.

L'observation et la fréquentation actuelle du réseau fait apparaître :
- une saturation des lignes A/D entre la gare centrale de Strasbourg et Etoile ;
- une très forte demande sur les boulevards ouest et les quais sud où la ligne bus 15 a vu son trafic augmenter de 30 % en 3 ans (2009/2012).

Ces augmentations s'expliquent par :
- la croissance globale du trafic sur le réseau (+25% entre 2009/2014) ;
- le développement urbain des secteurs Heyritz, Etoile et Danube.

Etendre la ligne G permettrait dans un premier temps :
- de relier la Gare au parc de l'Étoile sans passer par le centre ;
- de beaucoup mieux desservir le Nouvel Hôpital Civil.

Ce bouclage aura pour conséquence :
- une diminution du nombre de correspondances à « Homme de Fer » de l'ordre de 30 %;
- du nombre de montées/descentes d'environ 20 %.

C'est sur la base de ces éléments de contexte et des objectifs que la collectivité souhaite atteindre, que la consultation d'un groupement pour l'attribution d'une étude de définition a été lancée. L'attribution a été notifiée au groupement de Transitec/Serue en septembre 2016. Il est à relever que le dossier de réalisation de cet élément de programme est étroitement lié à l'opération d'extension de la ligne de tram vers Koenigshoffen.

➢ Chantiers et livraisons 2016

Extension de la ligne A/E vers Illkirch

Le projet s'est clôturé par l'inauguration des extensions le samedi 30 avril 2016. Cette inauguration a rassemblé les institutions universitaires avec la présence d'Alain Beretz son président, les représentant

de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville d'Illkirch autour d'un évènement protocolaire et musical au Cours de l'Illiade.

Extension de la ligne D vers Kehl

Les 24 et 25 septembre, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Kehl on proposés en partenariat avec la société publique locale (SPL) Deux Rives l'événement baptisé "A la Conquête de l'Est !". A l'occasion de ce week-end festif, organisé autour d'un street bouche festival, le public était invité à découvrir les nouveaux espaces traversés par le tram. Il était notamment proposé de au public de circuler en draisine sur les rails.
Au mois de septembre également, les premiers essais de mise en lumière du Pont sur le Rhin ont été réalisés et concluants pour la mise en valeur scénographique de l'ouvrage.
Les préparatifs pour la mise en service de la ligne et de son inauguration sont initiés.



Pôle d'échanges multimodal de Vendenheim

Le dossier technique a été réalisé et les travaux sont actuellement en cours pour une livraison prévue septembre 2017.

- Stratégie et gestion du stationnement

Modalités de fonctionnement des parkings en ouvrage

- Réouverture au public de 350 places préalablement privatisées, dans le parking Centre historique-petite France
- Mise en œuvre de l'ouverture le week-end du parking public du centre administratif

- Délibération en novembre 2016 pour lancer la procédure de renouvellement de la délégation de service public Austerlitz et Gutenberg qui ont été regroupés en une seule procédure.

Nouveau parking en ouvrage

- Poursuite des réflexions pour la construction d'un nouveau parking à Strasbourg notamment place de Bordeaux avec la réalisation d'une étude de faisabilité technique
- Réflexions autour du montage juridique (concessions, Bail emphytéotique ou bail à construction…) et du modèle économique
- Décision à venir en 2017

Parcus

- Approbation par délibération (fin 2016) des collectivités actionnaires Ville et Eurométropole, de la modification des statuts de la société d'économie mixte Parcus et de la création par la société d'économie mixte d'une société de projet pour la réalisation et la gestion du parking en ouvrage Wacken-Coubertin.

➢ Gestion de la mobilité (SIRAC)

Carrefours

Afin d'améliorer le suivi de la circulation sur l'agglomération, 19 nouvelles stations de mesures et d'analyses de trafic (dont 4 stations cyclistes) ont été déployées ainsi que 17 nouvelles caméras pour surveiller le trafic.

Pour garantir le fonctionnement optimal des équipements, des travaux importants de modernisation ont été réalisés sur 34 carrefours.

Les travaux pour l'amélioration de la vitesse commerciale des BUS se poursuivent.

Pour améliorer et simplifier la mobilité des usagers les informations routières « en direct » sont maintenues 7j/7 avec France Bleu, RBS (Radio Bienvenue Strasbourg) et Dreyeckland à partir du SIRAC pour donner en temps réel aux usagers les conditions de trafic et l'occupation des parkings.

Feux de circulation

En 2016, 5 nouveaux carrefours équipés de feux tricolores ont été installés sur le territoire de l'Eurométropole, à savoir 1 sur Eckbolsheim et 4 sur Illkirch. Ces équipements permettent d'améliorer la sécurité des usagers ou de favoriser les transports en commun.

Dans le cadre des économies d'énergie, le remplacement des feux à lampes par des feux à leds se poursuit. Seuls 9% des feux fonctionnent encore avec des lampes basse tension. Les personnes en situation d'handicap visuel bénéficient d'un programme important de déploiement de feux sonores à synthèse vocale. Nous avons ainsi déployés 144 nouveaux feux sonores en 2016 sur l'agglomération.

	2015	Part en %	2016	Part en %	Objectifs 2020
Nombre de feux à leds	9 667	89%	10 148	91%	100%
Nombre de feux à synthèse vocale	1 468	77%	1 612	92 %	100%

Sécurité Routière

Les actions de préventions en matière de sécurité routière ont progressés en 2016 de 12%. Ce sont ainsi 17519 enfants des écoles de l'Eurométropole qui ont pu bénéficier d'une action de sensibilisation aux dangers de la route. Des actions à destination d'un public adulte ont aussi été organisées comme le stand sécurité routière de la Foire Européenne, des opérations dans les lycées pour sensibiliser les jeunes conducteurs ….

L'opération Permis Vélo a été une nouvelle fois reconduite en partenariat avec l'Inspection Académique et se sont ainsi 683 enfants qui ont pu bénéficier de ce dispositif.

2 – Urbanisme

➢ PLU de l'Eurométropole

Plan local d'urbanisme intercommunal

Prescrit le 27 mai 2011, le Conseil de l'Eurométropole a délibéré le 27 novembre 2015 pour tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de PLU. Le début de l'année 2016 a ainsi été consacré à l'enregistrement et à l'analyse de l'ensemble des avis émis dans le cadre de cette consultation. Ces avis émis ne remettent pas en cause les grandes orientations du PLU mais ils questionnent certains aspects de fond du dossier, induisant également un certain nombre d'ajustements sur le projet de PLU arrêté. La conférence intercommunale a rassemblé le 16 septembre les maires des communes membres pour une présentation des avis joints au dossier, des observations du public pendant l'enquête et du rapport et conclusions de la commission d'enquête.

Le Conseil de l'Eurométropole a approuvé, le 16 décembre 2016, le PLU de l'Eurométropole, le zonage d'assainissement et a donné son accord aux périmètres de protection liés aux Monuments historiques pour les communes de Bischheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Lipsheim, Plobsheim, Reichstett et La Wantzenau. L'ensemble des mesures de publicité et la transmission au Préfet ont eu lieu le 23 décembre 2016.

Communauté de communes les Châteaux

Préparation, en partenariat avec l'ADEUS, de l'intégration de la Communauté de communes les Châteaux dans l'Eurométropole au 1er janvier 2017 : élaboration d'un diagnostic territorial à l'échelle des 5 communes portant sur les thématiques habitat, foncier, déplacements, environnement et débat portant sur les orientations du futur PADD le 15 décembre permettant de prolonger les POS des communes de Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen jusqu'au 31 décembre 2019.

➢ Modification des documents d'urbanisme

Évolutions des documents d'urbanisme existants

Révision des POS et PLU : Strasbourg, Oberhausbergen, Fegersheim, Entzheim, Eckbolsheim, Ostwald, Schiltigheim, Niederhausbergen, Lampertheim, Mundolsheim, Reichstett, Vendenheim.

Révision–extension du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Strasbourg.

Le bureau d'étude mandaté pour réaliser l'étude a déposé le bilan en début d'année. La liquidation budgétaire a été prononcée en juillet. L'équipe projet s'est chargé de récupérer l'ensemble des données produites par le bureau d'études et a fait un état des lieux de toutes les pièces du dossier.

Suite à la Commission locale du Secteur patrimonial remarquable (CLSPR) de septembre, l'équipe projet a tiré le bilan technique et financier de l'étude et a proposé trois scénarii de reprise contrastés. Les membres de la Commission ont alors réaffirmé les objectifs et ambitions du PSMV à maintenir, fixé les impératifs de suivi, d'évaluation et de gouvernance de la procédure.
Une proposition de cahier des charges des clauses techniques a été rédigée. L'approbation du PSMV devrait intervenir fin 2021. Une nouvelle convention de partenariat et de financement entre l'État et l'Eurométropole a été rédigée et devrait être signée en début d'année.

SIG numérique

Les données graphiques du PLU ont été entièrement gérées et créées en interne. Tout l'environnement de travail a dû être mis en place : les niveaux de travail, de consultation, les modèles de carte, les représentations, la structure de données… L'application de gestion des révisions a été développée, testée et mise en place.
Un travail conséquent concernant la mise en place des certificats d'urbanisme automatisés a été mené en collaboration avec les services SITR et PB.
Différents espaces collaboratifs ont été mis en œuvre : PLU, ZAEU, RLP, PSMV. Une participation à la réflexion concernant la plateforme de données de l'agence (PDA) ADEUS a été menée.

Le travail concernant les SUP s'est poursuivi en créant la quasi-totalité des buffers nécessaires. Les réunions partenariales (État, département, ESR, ADIP) se sont maintenues à un rythme trimestriel, notamment pour les questions et échanges relatifs au géoportail de l'urbanisme.

➢ Ceinture verte de Strasbourg

Le bilan 2016 d'actualisation annuelle des droits à bâtir de la loi de 1990 a été réalisé sur les anciennes zones issues des lois de 1922/27 abrogées. Les surfaces des deux zones ont été précisément recalculées en 2016 et intègrent dorénavant les polygones exceptionnels. La loi du 5 décembre 1990 limite l'emprise constructible de chacune des deux zones à 20 % des surfaces globales respectives des dites zones, déduction faite des emprises déjà construites.

	Surface totale	Surface batie	Nombre de constructions	Droits à bâtir disponibles
loi de 1922	624,7 ha	58,7 ha	2 404	107,7 ha
loi de 1927	184,7 ha	12,8 ha	796	31,4 ha

➢ Développement urbain durable

Le « Référentiel pour un aménagement et un habitat durables » fixe les engagements et les préconisations en matière de qualité urbaine, architecturale, paysagère et environnementale et constitue le socle commun pour les cahiers des charges des opérations initiées par l'Eurométropole.

L'année 2016 a été consacrée à l'application et au suivi du respect de ces préconisations et engagements dans les projets urbains suivants :

- ZAC des Vergers Saint-Michel : travail sur les axes d'excellence en aller-retour avec le plan-guide, ateliers thématiques notamment sur l'approvisionnement énergétique et visite sur site pour la prise en compte et la mise en valeur des vergers présents sur le terrain, accompagnement du bailleur pour la 1ère opération qui sera lancée, réunions de terrains avec des acteurs locaux en vue d'une meilleure mobilisation citoyenne ;

- ZAC Jean-Monnet : travail avec l'équipe retenue pour s'appuyer sur le référentiel, accompagnement de la réflexion sur l'approvisionnement énergétique du projet via le raccordement au réseau de chaleur de Hautepierre, travail et projet en suspens lié à l'annulation de la DUP de la ZAC ;

- ZAC Deux-Rives : accompagnement de la SPL sur l'étude d'approvisionnement énergétique menée par le bureau d'études Burgeap en lien avec le PAS et les entreprises concernées, réunions d'échanges avec la SPL pour évoquer la prise en compte des outils de l'Eurométropole : référentiel et outil d'évaluation.

Écocité Strasbourg, métropole des Deux Rives

Le développement des actions Écocité initiées en 2011 puis en 2015 s'est poursuivi en 2016 avec l'accompagnement du volet administratif et financier pour les projets en cours ou terminés et la coordination ou le pilotage des différents projets d'îlots démonstrateurs et études transversales.

- Ilot bois biosourcé, Port du Rhin : pilotage de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'évaluation de l'innovation et de l'assurabilité des constructions en accompagnant les promoteurs immobiliers (sources d'économies dans leurs projets et stratégie d'évaluation des techniques constructives proposées en relation avec le CSTB) ;

  Pour le lot 3 : suite à l'abandon par Nacarat, relance en juillet d'une consultation et sélection en novembre du groupement porté par PTFA-NLE ;
  Pour le lot « logements sociaux » : adaptation des objectifs environnementaux suite à l'assèchement de l'enveloppe financière du PIA 2 et lancement par NLE de sa procédure de conception-réalisation.

- Tour de logements à énergie positive Elithis, ZAC Danube : démarrage des travaux suite à la finalisation du montage juridique (promesse de vente avec SERS, VEFA, pacte d'actionnaires) ; accompagnement du projet par la collectivité sur le volet du stationnement et du foncier en lien avec la SERS ;

- Outil d'évaluation de la durabilité des projets urbains : l'outil d'évaluation a été livré dans sa version définitive au début de l'été. Les résultats et analyses portées sur 3 projets tests (*Portes du Kochersberg, Bohrie et Danube)* ont été valorisés avec les porteurs de projets. Enfin, l'expertise produite en matière d'évaluation urbaine a été présentée au groupe de travail national Évaluation Écoquartier, portée par le Ministère de l'Écologie. Elle viendra contribuer au panel d'expériences mutualisées et à la boîte à outils nationale que le Ministère souhaite créer ;

- Tranche 2 Écocité : suite au dépôt d'un nouveau dossier de candidature et accord de financement en 2015, actualisation des fiches action et signature d'une convention financière locale avec les porteurs de projet. Un avenant à la convention des actions de la tranche 1 a également été signé.

Stratégie de construction bois

Démarrage d'un travail itératif avec Fibois (interprofession du bois) sur l'élaboration d'une feuille de route pour favoriser les constructions en bois sur le territoire.

Démarche Écoquartier

L'année 2016 s'est caractérisée par l'accompagnement du projet Rives du Bohrie dans la constitution du dossier de labellisation écoquartier en lien avec l'aménageur CMC-CIC, visite d'opérations avec les services de l'État et l'obtention de la labellisation « étape 2 » en décembre 2016.

Les services ont également accompagné Alain JUND, missionné par la Ministre du logement et de l'habitat durable pour faire renouveler la démarche nationale et le label écoquartier. Ils ont suivi les travaux avec les services de l'État, les groupes de travail sur l'évaluation des écoquartiers, participé au comité scientifique d'octobre et préparé les entretiens des acteurs rencontrés (club ville aménagement, Fédération des parcs naturels régionaux, ADEME, ANRU…).

NPNRU – étude transition énergétique

En matière de transition énergétique, 2016 a été marquée par la rédaction du cahier des charges, le lancement de l'appel d'offres, l'analyse des offres et choix du bureau d'études lauréat : groupement constitué d'Explicit / Setec ;

A signaler également : le pilotage de l'étude et du bureau d'étude pour la réalisation de la mission 1 de septembre à décembre : diagnostic énergétique des 7 QPV du NPNRU : l'inventaire des bâtiments composant ces secteurs, réalisation d'entretiens avec l'ensemble des acteurs (bailleurs, patrimoine bâti collectivités et Département) pour capitaliser la donnée (consommation énergétique, système d'approvisionnement énergétique), travail cartographique pour compléter la connaissance du territoire et notamment sur la présence des réseaux de chaleur existants sur le territoire ;

➢ Aménagement opérationnel

Pilotage de projets urbains

Ex-Manufacture des tabacs : mise en place d'un « Comité technique patrimoine » regroupant l'ensemble des maîtrises d'ouvrage dont l'Unistra-Mission Campus, l'architecte conseil de la SERS et les services de la DRAC, afin d'assurer la coordination architecturale et la cohérence patrimoniale de l'ensemble : analyse des contraintes techniques des différents programmes et compatibilité avec les enjeux de mise en valeur du patrimoine ; passage du dossier en CRPS avec un avis favorable à la protection ; finalisation du programme G2EI, sélection des candidats admis à concourir et remises des offres en fin d'année ; arbitrage sur le montage opérationnel et le phasage du projet HEAR et coordination avec les Finances et la DCPB ; lancement d'un appel à manifestation d'intérêt autour de la notion de tiers lieu, d'économie créative et d'ouverture sur le quartier pour les 4 à 5 000 m² restants ;

Campus des technologies médicales « Techmed » : signature de l'acte de vente avec les HUS, rédaction et signature d'une convention d'occupation du parking du Canal avec PARCUS et mise en œuvre de travaux de délimitation d'emprise, réalisation de deux études juridiques sur les scénarii de montage opérationnel possibles et de plusieurs scénarii de bilans prévisionnels d'aménagement en vue

d'optimiser l'apport du concédant, rédaction de la délibération de lancement d'une concession d'aménagement, conduite des discussions pour l'instruction d'un dossier de fouilles archéologiques préventives, participation aux réunions du comité partenarial avec la DDEA et au montage d'une conférence de presse sur l'opération ;

ZAC Deux-Rives : la SPL Deux-Rives, aménageur de la ZAC, a lancé les missions de maîtrise d'œuvre de l'opération d'aménagement. Les équipes TER – Henri Bava et A. Chemetoff ont réalisé les études des plans-guide nécessaires à l'élaboration du dossier de réalisation à approuver au 1er trimestre 2017. Le plan-guide « Coop » mené par A. Chemetoff a permis également à la Ville d'approuver par délibération de juin 2016 les éléments programmatiques des équipements culturels du site à réaliser sous maîtrise d'ouvrage SPL, pour une enveloppe financière de 20 M€ HT.

Centre de tri (Schiltigheim) : Nexity a été désigné lauréat de la consultation de promoteurs. S'en est suivie une phase de travail pour affiner le projet concernant la surface d'activité, la résidence jeunes actifs et les prix de sortie. Une phase de concertation a été également engagée auprès des riverains. L'année 2016 a abouti à un pré-permis et un projet de promesse de vente ;

Ancienne raffinerie (Reichstett) : acquisition par l'Eurométropole des fonciers non urbanisés (385 ha) auprès de Brownfield ; accompagnement de Brownfield pour le projet de l'Écoparc sur la partie nord ; rédaction du cahier des charges des études à engager sur les zones est et sud et engagement de la procédure d'appel d'offres ;

ZAC «Les Vergers de St-Michel» (Reichstett) : élaboration par le concessionnaire et son équipe de maîtrise d'œuvre du plan de composition au niveau AVP ; délibération en juin déclarant le projet d'intérêt général et déclaration d'utilité publique ; délibération en décembre d'approbation du dossier de réalisation ; réflexion permanente sur la déclinaison du Référentiel aménagement et habitat durable et notamment consultation pour la désignation d'un opérateur du réseau de chaleur pour la 1ère phase ; lancement de l'îlot B en lien avec le bailleur désigné Batigère et dépôt de la demande de financement pour les 36 premiers LLS ;

ZAC Zone commerciale nord (Vendenheim) : après un important travail de contre-expertise de l'entrée sud de la zone et le lancement d'une étude de simulation dynamique du trafic automobile, l'avant-projet a pu être affiné. Ce travail technique, appuyé par la DMT, la DEPN et le Département études et développement durable du service a permis l'obtention d'un consensus politique et d'approuver en Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016 le dossier de réalisation de la ZAC. Un travail d'analyse urbaine et architecturale a également été mené sur les premiers lots à construire, afin de pouvoir déposer les PC des lots sud et centre en juillet 2016.

ZAC Rives du Bohrie (Ostwald) : 2016 a marqué la fin des travaux de la 1ère tranche de réalisation de l'îlot E avec la réception des espaces publics en décembre et l'inauguration de la crèche en septembre. En parallèle, les travaux de construction de la 2e tranche de travaux sur l'îlot G ont démarré. Plusieurs autres chantiers de conception ont également débuté en 2016 : lancement du concours d'architectes pour l'îlot D4, participation à l'appel à manifestation d'intérêt du PUCA pour la construction bois grande hauteur sur l'îlot I, élaboration du programme du groupe scolaire, contractualisation avec le Conservatoire des sites alsaciens pour la gestion des espaces de nature. Le projet a obtenu le label national « écoquartier » en décembre 2016.



Rives du Bohrie

Vigie-Forlen (Ostwald) : les études préalables à la création d'une ZAC ont été lancées. Le plan guide a été repris afin d'évaluer le coût de sa mise en œuvre. Des rencontres avec chaque commune ont permis de préciser leurs ambitions ;

ZAC Baggersee (Illkirch-Graffenstaden) : l'année a été consacrée à des échanges avec le groupe Immochan sur leur stratégie commerciale et leur implication dans le projet et à l'accompagnement d'un projet possible de complexe aquatique au sein de la ZAC.

Appui aux communes dans la mise en œuvre de leurs projets

Démarche atelier des communes - « groupe formes urbaines » : dans le prolongement de l'élaboration du PLU qui a fait émerger des attentes des communes en matière d'ingénierie de projet, mise en place d'un groupe de travail « formes urbaines », composé d'élus (en partenariat avec les services Planification territoriale et Habitat) des visites d'opérations ont été organisées les 23 avril et 26 novembre pour forger une vision partagée de la notion de qualité urbaine. Un travail de réflexion sur les formes urbaines et l'habitat intermédiaire a été initié à partir de la production de fiches opérations et d'une analyse des participants aux visites.

Quartier du Parc (Mundolsheim) : suivi ponctuel en lien avec la commune et la SERS des études pré-opérationnelles et règlementaires ; suivi de la constitution et de l'instruction du dossier de permis d'aménager ; coordination du projet avec la réalisation d'études de maîtrise d'œuvre (DEPN) pour l'aménagement d'un giratoire de desserte du quartier ;

Opération Schwemmloch (La Wantzenau) : élaboration d'un nouveau projet par la nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre et modélisation des aléas d'inondation pour évaluer les impacts sur l'urbanisation ;

Ecoquartier Tanneries (Lingolsheim) : poursuite du travail d'expertise et de suivi du projet dans ses composantes urbaines et architecturales (expertise de 2 lots) ; démarrage d'une étude pour dégager les enjeux de mutation d'une deuxième phase du parc club des Tanneries.

Aménagement en régie des zones d'activités économiques

Plusieurs zones sont en cours d'aménagement ou d'achèvement :

ZA Joffre II (Holtzheim) : retenu dans l'appel à projet « tranche 2 Écocité » au titre des actions en faveur de la biodiversité et zones d'activités, le projet bénéficiera d'une subvention d'investissement de près de 0,2 M€. Les 3 premiers lots des marchés de travaux ont été attribués permettant le démarrage en septembre 2016 des travaux de la voie d'accès et des fouilles archéologiques sur plus de 1,5 ha. Les découvertes ont été ouvertes au public à l'occasion de la Journée européenne du patrimoine.

Les 5 autres lots de marchés de travaux pour la viabilisation de l'ensemble de la ZA ont été notifiés en décembre 2016 :

- ZA extension du Quadrant II (Entzheim) : les travaux de viabilisation et d'aménagement paysager (vergers notamment) ont été menés. Deux lots ont déjà été vendus et les travaux d'installation d'une entreprise sont en cours ;
- ZA des Trois Maires (Bischheim-Hoenheim) : le suivi scientifique de la mesure compensatoire pour destruction d'une partie de la zone humide suite à la création de la voie de desserte a été poursuivi ;
- ZA Neuhard/extension nord (Eschau) : malgré l'obtention du permis d'aménager de la ZA, le projet public a été abandonné suite à la vente d'un seul tenant des parcelles au profit d'une entreprise. Le marché de maître d'œuvre a été résilié ;
- ZA la Vigie I : suivi technique de l'installation/extension de 3 entreprises et ZA Quadrant IV (Entzheim) : démarrage du chantier de l'extension de Lidl pour une durée de 18 mois.

D'autres zones sont en phase d'études opérationnelles :

- ZA du Château Sury (Vendenheim) : les acquisitions amiables et la procédure d'expropriation se sont poursuivies ; les indemnités agricoles ont été versées et/ou discutées avec la Chambre d'agriculture ; le suivi opérationnel a porté sur les procédures à mettre en œuvre pour la voie d'accès avec notamment la négociation avec la DDT des modalités de compensation de la zone humide détruite ;
- extension sud de la ZA Neuhard (Eschau) et Vigie II (Ostwald) : le lancement de ces deux zones d'activités a fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en mars 2016.

Pilotage et suivi administratif des zones d'aménagement concédées en lien avec les aménageurs

Vérification et validation des comptes rendus financiers annuels (CRF) pour l'ensemble des opérations concédées en lien avec le service du Contrôle de gestion et les chefs de projets : Danube, Étoile, Hautepierre-Poteries, ZAC Deux-Rives, renouvellement urbain du Polygone, Parc d'Innovation, Rives

du Bohrie, Zone commerciale nord et ZAC des Vergers de Saint-Michel avec une approbation en Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre ; par contre, le CRF de la ZAC E3 n'a pu être approuvé, car dans l'attente de la production des documents modifiés ;

ZAC Poteries : organisation de deux comités de pilotage en mai et novembre sur le devenir des deux derniers terrains au sud-ouest de la ZAC, validation sur l'un de ces terrains du projet porté par le groupement de 4 bailleurs sociaux (secteur ZA6) ayant abouti au dépôt du permis de construire fin décembre 2016 (185 logements) ; en terme opérationnel, livraison de 250 logements (Nexity, Bouygues) au nord de la ZAC ;

ZAC E3 (Schiltigheim) : rétrocession des voiries de la tranche 2 et délivrance de 5 agréments pour la vente d'une surface de plancher totale de 24 828 m^2.

3 – Habitat

Depuis 2009, le nombre total de logements autorisés est de 33 107 logements (soit environ 26 490 logement livrés) dont 11 207 logements aidés (logements sociaux), ce qui est supérieur à l'objectif annuel fixé intialement dans le Programme local de l'Habitat.

Budget Eurométropole	Investissement réalisé	Mandats publics	Mandats privés
2016	29,1 M€	1 113	717
2015	29,8 M€	1 415	962
2014	26,1 M€	1 071	604

Délégation à la pierre (Etat)	Investissement réalisé	Dont, pour le parc privé
2016	5,5 M€	1,9 M€
Rappel 2015	8,5 M€	2,4 M€
Rappel 2014	7,4 M€	1,2 M€

Logements sociaux aidés	Dossiers instruits	Création	Réhabilitation	Accession sociale à la propriété
2016	3 373	1 239	2 016	118
Rappel 2015	2 000	1 322	1 464	60

4ème PLH	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de logements autorisés (obj. PLH : 3 000 logts)	4 788	3 870	3 266	6 165	4 123	5 594
Nombre de logements sociaux agréés (obj.1 100 logts sociaux)	1 530	1 384	1 597	1 205	1 322	1 239

Logements dans les écoquartiers	Livrés en 2016	Cible
Nombre	920	4 540

- Programme d'intérêt général (PIG) Habiter mieux avec le volet renforcé aux copropriétés et amélioration énergétique des batiments

Aide aux particuliers (Nb de logements)	PIG «Habiter mieux » (ANAH)	Tendance
2016	260	↘
Rappel 2015	294	

En 2016, le PIG «Habiter mieux » ainsi que les aides propres de l'Eurométropole ont permis de rénover 260 logements dont 65 locatifs (14 à loyer intermédiaire et 51 à loyer social), 179 appartenant à des propriétaires occupants et 16 concernant des lots de copropriétés dégradées. Grâce à des règles d'éco conditionnalité incitatives (primes supplémentaires, majoration du plafond de travaux en cas de performance énergétique) et à la prise en charge des évaluations énergétiques pour les propriétaires occupants, le PIG « Habiter mieux » a permis d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'économie d'énergie pour un gain d'au moins 2 classes énergétiques (étiquette G à D) concernant :

- les audits énergétiques des copropriétés fragiles : en 2016, 3 copropriétés ont été accompagnées ;
- les propriétaires les plus précaires : des subventions complémentaires du fonds départemental dénommé «Warm Front 67 » ont permis d'équilibrer 7 opérations ;
- l'aide aux copropriétés : 34 projets de travaux ont été accompagnés en 2016 dont 9 ont abouti à des votes positifs de travaux et 21 projets sont en réflexion.

Le service a développé le volet « copropriétés » du PIG à travers plusieurs partenariats dont celui avec la FNAIM (cofinancement du poste d'éco-conseillère avec l'ADEME et la Région). En 2016, la FNAIM a accompagné des conseillers syndicaux et des syndics dans le montage de leur programme de travaux et les a encouragés à profiter des aides du dispositif Région et Eurométropole, s'ils acceptaient de réaliser un bouquet de travaux compatibles BBC ;

- Contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique (CLE) 2010-2017 dans le cadre du « Fonds d'aide à la rénovation thermique » des logements privés (FART)

Pour 217 logements, le gain énergétique, après travaux, a dépassé les 25 %, ce qui a permis aux propriétaires de bénéficier du fonds d'aide à la rénovation thermique proposant une prime de 1 500 à 2 000 €. L'Eurométropole a pris en charge les évaluations des logements réhabilités pour les propriétaires occupants (à hauteur de 100 %) et les audits énergétiques (à hauteur de 20 %) pour les copropriétés ayant au minimum un tiers de propriétaires éligibles aux aides ANAH. En 2016, 3 copropriétés à Cronenbourg ont pu en bénéficier.

- Rénovation énergétique des logements sociaux du parc public

Sur la période 2009-2015, la rénovation thermique de plus de 11 300 logements du parc social alsacien a pu être financée à travers « l'éco-prêt logement social » de la Caisse des dépôts et consignations, les aides financières des collectivités locales, de l'ANRU et du FEDER.
L'Eurométropole, lors du Conseil du 16 décembre, a décidé de reconduire le dispositif sur une période de 4 ans en y apportant les ajustements nécessaires afin d'en améliorer le fonctionnement.

- Appel à projets « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » TEPCV

Grâce à la participation du service à l'élaboration de la candidature de l'Eurométropole à cet appel à projets, plusieurs actions « habitat » bénéficient de crédits TEPCV : le financement de l'accompagnement en copropriétés, la publication d'un guide à destination des copropriétés, des subventions à hauteur de 50 % de l'étude de travaux BBC sur 6 copropriétés à l'Esplanade. En parallèle, le service participe aussi à l'élaboration et à la définition de la stratégie énergétique sur le territoire de l'Eurométropole et à la révision du Plan climat air énergie.

- Partenariat avec le Conseil départemental et les services de l'État (DREAL et DDT)

Ce partenariat s'est poursuivi en 2016 dans le cadre du guichet unique national sur la rénovation énergétique et de sa déclinaison locale en « Point rénovation info service » (PRIS) sur le département.

- Réforme des « attributions » des logements locatifs sociaux

Depuis 2015, le service Habitat a engagé un travail partenarial avec l'État, les communes, l'AREAL et les associations afin de définir une stratégie d'attribution des logements locatifs sociaux à l'échelle de l'Eurométropole et d'élaborer un Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID) dont les contours sont définis dans la loi ALUR.

En 2016, dans le cadre de ce projet, une vingtaine de groupes de travail spécifiques ont été menés : réunions d'informations avec les Maires des communes et les associations, réunions techniques avec l'AREAL et les bailleurs, l'État et les services internes de l'Eurométropole.

Le projet de réforme des attributions a également nécessité la mise en place d'une nouvelle instance de gouvernance entre l'Eurométropole, l'État, les communes, les bailleurs, les associations : la Conférence intercommunale du logement (CIL). Deux CIL, co-présidées par l'État et l'Eurométropole, organisées en juin et novembre 2016, ont permis de partager les premiers éléments de diagnostic sur l'offre en logement social, les demandeurs et les attributions ; de présenter les mesures inscrites dans le PPGDID ; d'émettre un avis favorable sur ce dernier. Le PPGDID a été adopté en décembre 2016 par le Conseil de l'Eurométropole pour 6 ans.

- Rencontres de l'habitat

En janvier 2016, les 8es Rencontres de l'habitat, organisées par le service, ont rassemblé plus de 150 personnes autour de la thématique « mixité sociale et solidarité des territoires : quels enjeux en matière de politique Habitat ? » Cet évènement a permis, entre autre, d'alimenter les travaux menés dans le cadre du projet de « réforme des attributions des logements locatifs sociaux ».

- Accueil des réfugiés

Le service Habitat a été mobilisé dans le cadre de l'appel à la solidarité lancé en fin d'année par les deux collectivités en faveur de l'accueil des réfugiés sur le territoire de Strasbourg et de son agglomération (identification et suivi de l'occupation des 30 logements proposés par les bailleurs).

➢ Handicap

Aides aux handicaps et à la perte d'autonomie (ANAH)	Nombre de logements	Tendance
2016	45	↗
Rappel 2015	28	

➢ Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH Copropriétés dégradées) sur 6 copropriétés dégradées » avec la mise en place d'un avenant 2015-2017

En 2016, l'accompagnement des copropriétés par l'équipe technique d'animation (Copro+ et ses co-traitants) a permis de réaliser :

- 6 bilans financiers (coût pris en charge par l'Eurométropole) ;
- la consultation des entreprises pour 3 copropriétés (Victor-Hugo, Éléonore 1 et Éléonore 2), le vote de programmes de travaux pour 3 copropriétés (Éléonore 1, Éléonore 2 et Spender) ;
- le suivi des conseillers syndicaux et des copropriétaires (prévention ou traitement des impayés, maîtrise des charges, recherche d'économies, fluidification du processus de décision collective…) ;
- des actions contre les impayés de charges en lien avec les syndics ;
- le montage d'éco-prêt collectif, l'avance de subvention et prêts « copro 100 » collectifs avec le Crédit Foncier.

➢ Logement indigne

En 2016, le PIG « Habiter mieux » a permis la réhabilitation de 28 logements indignes et très dégradés. Dans le cadre du dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent (DDELIND), 38 nouveaux logements ont fait l'objet d'un signalement sur le territoire de l'Eurométropole en 2016 et 34 dossiers ont été clôturés.

➢ Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC)

Dans le cadre d'une convention avec l'ANAH 2014-2016, l'Eurométropole a mis en place un plan d'actions avec son réseau associatif (Alter Alsace Énergie, la FNAIM, Éco-quartier, l'ADIL 67 et l'ARIM (SOLIHA) Alsace) autour de 5 axes d'interventions :

- un dispositif d'observation de veille et de prévention des copropriétés ;
- le repérage des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques) ;
- les actions de sensibilisation, d'information générale et/ou ciblée ;
- l'accompagnement des copropriétés sorties d'un dispositif programmé ou d'une procédure de péril, d'insalubrité ou d'administration provisoire ;
- l'aide à la résolution des premières difficultés (aspects juridique, financier, technique, énergétique…).

Depuis 2012, 325 copropriétés ont été recensées dans l'observatoire. 13 accompagnements de copropriétés sont en cours. 7 diagnostics multicritères ont également été réalisés par le POPAC.
Un site internet (*www.ma-copropriété-strasbourg.fr*) dédié aux copropriétés a été alimenté en 2016 afin de réunir toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement d'une copropriété et au bon

déroulement d'un projet de rénovation (aspect règlementaire, technique, informations générales, coordonnées des structures à contacter en fonction de leur demande…).

- Logement vacant

L'Eurométropole a lancé en mai 2016, son dispositif « Mieux relouer mon logement vacant ». Pour accompagner la mise en place de ce dispositif, ont été créés une plaquette d'information à destination du grand public, une page internet avec un formulaire de prise de contact en ligne, un numéro de téléphone dédié pour gérer au mieux le flux des appels.

Parmi les premiers résultats du dispositif on peut citer :

- l'adhésion au dispositif de 5 nouvelles communes : Fegersheim, Illkirch-Graffenstaden, Eschau, Eckbolsheim et Strasbourg (quartier par quartier), en complément des communes tests de Vendenheim et Schiltigheim en 2015 ;
- la visite de la Ministre du Logement et de l'habitat durable le 12 octobre 2016 avec la rencontre d'un propriétaire de logement vacant qui a remis en location son bien (via l'AIVS) ;
- la mise en place de primes communales incitatives sur les communes d'Eckbolsheim et de Fegersheim ;
- 7 conventionnements « très sociaux » avec l'ANAH en mobilisant, entre autre, la Prime d'intermédiation locative (un niveau de conventionnement jamais réalisé auparavant sur le territoire) ;
- près de 80 logements nouvellement conventionnés ou en voie de l'être en social / très social depuis l'annonce de la démarche ;
- près d'un logement sur deux remis en location au bénéfice d'une structure d'intermédiation locative (association agréée pas l'État ou AIVS) ;
- une coordination nouvelle et efficace avec les structures de l'intermédiation locative qui captent des logements dans le parc privé à des prix plus raisonnables, en lien avec leurs missions et le public qu'elles accompagnent (hébergement, sous-location, bail glissant).

Le 3 novembre, la Ministre du Logement et de l'habitat durable a lancé le Réseau national des collectivités mobilisées contre le logement vacant (RNCLV) en présence d'une dizaine de collectivités. L'Eurométropole a été nommée présidente du Réseau pour sa première année.

- Accompagnement des propriétaires de logements impactés par le Plan de prévention des risques technologiques (Port aux pétroles à Strasbourg et Lanxess à la Wantzenau

En 2016, la mission d'accompagnement des propriétaires de logements impactés par le Plan de prévention des risques technologiques, financée à 80 % par la DREAL et 20 % par l'Eurométropole, est entrée en phase opérationnelle. Le diagnostic des logements ainsi que les préconisations de travaux de mise en conformité ont été effectués et présentés aux propriétaires. Ce dispositif expérimental, co-piloté par la DREAL et l'Eurométropole, est l'un des plus avancés en France.

- Interventions sociales liées à l'habitat

En 2016, le service a poursuivi son soutien aux associations œuvrant dans le domaine du logement et de l'information des habitants : Confédération nationale du logement (CNL), Confédération syndicale des familles (CSF), Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), Par Enchantement, Alter Alsace

énergie, Chambre de consommation d'Alsace. Des conventions pluriannuelles d'objectifs (2016- 2018) ont pour la première fois été établies avec les trois associations d'habitants CNL, CLCV et CSF, sur la base d'objectifs partagés, tant thématiques que territoriaux. Par ailleurs, l'accompagnement du nouvel outil d'aide à l'accès au logement des jeunes actifs, CAP LOJI, s'est poursuivi, en lien avec le Conseil départemental du Bas-Rhin.

L'année 2016 a vu également le transfert de compétence du FSL ; la signature du PDALHPD 2015-2020 et la mise en œuvre de l'accord collectif 2014-2016 entre l'État, l'Eurométropole, le Conseil départemental et l'AREAL (association régionale des bailleurs sociaux) et qui cible l'objectif partagé de 1 250 attributions.

Dans le cadre du PDALHPD, la mise en œuvre des différentes actions (Bureau d'accès au logement, MOUS départementale, Fonds solidarité logement, Accord collectif départemental, Intermédiation locative) a nécessité un long travail de coordination.

L'Eurométropole continue à soutenir l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) portée par Habitat et humanisme gestion Alsace.

L'Eurométropole a mis en place les modalités de fonctionnement du contingent réservataire de logements (3 146 logements identifiés auprès des 21 bailleurs de l'Eurométropole) ce qui représente la gestion d'un flux annuel de 260 à 280 logements par an.

4 - Politique de la Ville

L'année 2016 a constitué la première année de plein exercice du Contrat de Ville de l'Eurométropole, signé en juillet 2015 par les 43 institutions partenaires mobilisées. C'est un des principaux leviers d'action de la Politique de la ville, par la démultiplication de l'action publique et son déploiement au plus près des habitants et des territoires prioritaires. En 2016, la programmation nettement plus dense que les annés précédentes a été portée par 188 porteurs, associatifs en très grande majorité. Ces actions ont principalement ciblé les jeunes (30%), l'accompagnement des parents et la scolarité des enfants (13%), l'accès à la culture (12%), l'apprentissage du français (7%), la prévention de la délinquance (6%) et l'emploi (6%) ;

Programmation	Projets présentés	Projets aidés	Tendance	Montants alloué	Aides de l'Etat
2016	504	139	↗	0,90 M€	2,29 M€
2015	321	84		0,741 M€	1,28 M€

Le choix stratégique majeur retenu par les signataires du Contrat de Ville a été l'engagement sur une démarche territoriale. Il a donné lieu en 2016 à la stabilisation des équipes en charge de conduire le projet pour chaque quartier, désormais organisées en 9 directions de projet composées d'agents de l'Eurométropole et des communes, et la mise au point et la finalisation des 18 conventions d'application territoriales, une pour chaque QPV.

Au cours de l'année 2016, ces conventions ont été soumises aux partenaires opérationnels et institutionnels du Contrat de ville ainsi qu'aux Conseils citoyens, afin de les valider et d'en déterminer les priorités de mise en œuvre. Elles font désormais référence pour la mobilisation des moyens des partenaires et pour l'instruction des projets associatifs.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, confiée à Algoé, a permis d'élaborer des outils de pilotage, d'ordonnancement et de reporting à disposition des directions de projet.

➢ Le renouvellement urbain

L'activité en 2016 a principalement consisté à la préfiguration du 2è programme de renouvellement urbain. Ce Protocole de préfiguration de l'Eurométropole élaboré en partenariat avec les communes et les bailleurs concernés, l'AREAL, les services de l'Etat, la Caisse des dépôts, le Conseil Régional et le Conseil Départemental. Il précise les enjeux et les orientations urbaines en matière de renouvellement urbain à l'échelle de l'agglomération et des 8 territoires concernés. Sa mise en œuvre a débuté en septembre 2016, ponctuée de 2 séminaires de travail les 9 septembre et 24 novembre 2016 qui ont réuni plus d'une centaine de participants. Les études de préfiguration prévues sur 18 mois ont démarré en septembre 2016, afin de définir les orientations stratégiques et une programmation du renouvellement urbain à l'échelle de l'agglomération et des 8 quartiers.

6 – Agriculture

	Surfaces AB	Nb d'exploitations	Surfaces en baux environnementaux	Nb de contrats
2016	170 ha	16	102,74 ha	15
Rappel 2015	170 ha	16	94,25 ha	12

L'ambition de la collectivité en matière d'agriculture consiste à préserver des espaces agricoles, et maintenir des entreprises agricoles sur son territoire. Le développement d'une agriculture durable, et le développement des circuits courts et de proximité permettront le rapporchement des agriculteurs et des citadins et la définition d'un développement partagé.

En 2016, le nouveau Plan local d'urbanisme a acté du reclassement de 850 ha constructibles en zones agricoles (zone A) ou en zone naturelle et forestière (zone N. Cette gradation de la constructibilité agricole favorise la diversification.

➢ Actions 2016

- Accompagnement du projet d'implantation de Côté Nature
- Finalisation des modalités d'indemnisation des agriculteurs en cas d'emprise : signature le 9/6/2016 d'un protocole d'accord avec la chambre d'agriculture : 10 projets urbains accompagnés, et une cinquantaine d'agriculteurs accompagnés (dont 12 projets d'agriculture biologique et 9 de diversification agricole.
- Sensibilisation au changement des pratiques environnementales (champ captant de Plobsheim, Ville respirable).
- Implantation de Cycloponics : mise à disposition d'une poudrière de 200m² aux remparts.
- Mise en place de baux à clauses environnementale

7 - Démarche intercommunale

Dans le cadre des visites du Président dans chacune des communes de l'Eurométropole, quatre communes ont été visitées en 2016 : Eckbolsheim, Eschau, Lampertheim et Lipsheim. Les sujets abordés concernent principalement l'urbanisme (28 %), la voirie (24 %), les transports (12 %), le

développement économique (12 %), la propreté (8 %). Et, le 19 novembre 2016, les 767 conseillers municipaux des 28 communes et les conseillers municipaux des 5 futures communes ont été invités à un séminaire intitulé « l'Eurométropole en mouvement ».

Parallèlement, dans la cadre de la loi NOTRe qui a fixé à 15 000 habitants le seuil démographique minimal des intercommunalités, le Préfet a prévu la fusion de l'Eurométropole de Strasbourg avec la Communauté de communes Les Châteaux (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen) au 1er janvier 2017. En 2016, la mission intercommunalité a organisé et animé 34 réunions entre les Maires des communes des Châteaux et les services de l'Eurométropole pour affiner l'exercice des différentes compétences et répondre aux différentes questions qui se posaient.

Territoire naturel

Le caractère vital des milieux et des ressources qui composent notre environnement fait de leur préservation la condition fondamentale du développement humain. Nos modes de vie tendent à leur porter atteinte. Ainsi nos aménagements d'espaces publics visent à intégrer le souci constant de sobriété et d'équilibre entre l'espace utilisé et la conservation des milieux. L'attention portée à l'eau et au traitement des eaux usées est le gage d'un prélèvement raisonné de cette ressource essentielle. Sa protection et le respect des équilibres généraux sont indispensables. Ainsi la propreté de nos espaces urbains et ruraux est-elle également un enjeu de sensibilisation à la qualité de vie aujourd'hui et à la préservation de notre patrimoine commun pour l'avenir.

1 – Biodiversité

Espaces naturels de biodiversité en 2016	Eurométropole		Strasbourg	
	Surfaces	Nombre de sites	Surfaces	Nombre de sites
Sites Natura 2000	4358 ha	2 ZPS et 1 ZSC	2327 ha	
Réserves naturelles nationales	1785 ha	2 RNN + 1 en projet	1254 ha	
APB	635 ha	1	472 ha	
Réserves biologiques forestières	77 ha			
Réservoirs de biodiversité (hors RNN)	4000 ha	10	315 ha	4
Réesrvoirs Crapaud vert	424 ha	6		
Zone de protection strictes Grand hamster	1766 ha	2		
Espaces contribuant aux continuités écologiques	4210 ha	/		
Berges faisant l'object d'une marge de recul	339 km	/		

La trame verte et bleue a été intégrée au futur PLUi, permetant ainsi une prise en compte active des questions de biodiversité dans les projets. Une plaquette de communication a été éditée en ce sens.

L'étude sur l'expérimentation avec la LPO de la trame Verte et Bleue sur Vendenheim et le Parc d'Innovation d'Illkirch a été rendue et présentée.

Une charte pour la prise en compte des chiroptères et des oiseaux nicheurs dans la cadre des abattages d'arbres a été rédigée en partenariat avec les associations naturalistes et le CD67.

La collectivité a assuré la Présidence du comité scientifique national du concours Capitale française de la biodiversité et participé à la concertation sur la nouvelle réglementation de protection du Hamster commun.

Autres chiffres clés

- 56 Signataires de la Charte « Tous unis pour plus de Biodiversité » depuis 2014.
- 6 jardineries de la Charte des Jardineries
- 11 conférences animées (Strasbourg, Tours, Bilbao, Bruxelles, Paris)
- 4 formations organisées

2 – Aménagements des espaces publics

Le budget d'investissement 2016 de la Direction des Espaces publics et naturels s'élève à 24,4 millions €, dont 3,4 millions € pour les projets courants, 18,6 millions € pour les projets spécifiques, et 2,4 millions € pour les projets de renouvellement urbain (ANRU). En outre, la part du budget annexe de l'Eau consacrée aux projets s'élève à 6,9 millions €, et celle de l'Assainissement à 8,8 millions € pour l'exercice 2016.

En 2016, 111 projets sur l'espace public ont été menés à terme, ainsi que 77 projets réseaux Eau et Assainissement. Les projets les plus significatifs sont énumérés ci-dessous.

Création de	Zones 30	Zones de rencontre
2016	24 155 m²	15 225 m²

En ce qui concerne les espaces verts et de nature à Strasbourg, 250 arbres ont été remplacés en 2016. Un alignement frênes dépérissant sur le quai Schoepflin a entièrement été remplacé par 20 ormes. A cette occasion un nouveau substrat a été testé afin d'améliorer les qualités agronomiques des substrats ayant une exigence de portance.



Par ailleurs, le département Arbres à pris en gestion 1 090 arbres plantés dans le cadre des projets d'aménagements.

Dans le cadre de l'objectif de réduire les tailles architecturées au profit d'arbres en port libre, deux chantiers tests ont été lancés : Rue de l'Ill à la Robertsau et place Pfister à la Meinau. Les platanes de ces sites sont « relâchés », et accompagnés vers un port libre. L'objectif est de redonner un caractère plus naturel et paysager aux sites et de diminuer à terme les coûts d'entretien par la suppression des tailles régulières.

3 – Eau et assainissement

Depuis 2014, la Commission eau et assainissement, composée de conseillers métropolitains, fait des propositions et participe à la politique en matière d'eau et d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La commission eau et assainissement a travaillé en particulier sur l'intégration des routes départementales et de la Communauté de Communes Les Châteaux tant sur le volet du choix de la gouvernance que du point de vue des perspectives budgétaires et tarifaires.
Ce schéma de gouvernance organise la gestion de la compétence « assainissement » en régie par l'Eurométropole. La gestion de la compétence « eau potable » est transférée partiellement vers le SDEA qui assurera le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux et ouvrages d'eau potable ainsi que les branchements. La maîtrise d'ouvrage et l'autorité organisatrice relevent de l'Eurométropole pour les deux compétences.

La commission a également travaillé sur le partenariat avec le SDEA, les projets de coopération internationale, la tarification sociale ou la communication (carafe et actions communes avec le SDEA). Elle a validé les programmes de travaux (acteurs, définition), notamment la sécurisation des sites de production (interconnexion CC Basse Zorn, champ captant Plobsheim, travaux réservoir Niederhausbergen) et la politique de gestion alternative des eaux pluviales (étude comparative, marché entretien). Elle a examiné les projets innovants (LUMIEAU – Stra, RESIWATER, projets recherche ENGEES) et commencé à travailler sur les travaux préparatoires au choix du mode de gestion de la station d'épuration de Strasbourg – La Wantzenau, étude qui se poursuivra en 2017.

➢ Eau potable

	Abonnements	Habitants desservis	Volume distribué / jour	Prix moyen /m3	Taux de conformité
2016	**67 744**	**483 194**	**100 084 m3**	**2.88 € TTC**	**99.83 %**
Rappel 2015	66 785	483 174	88 239 m3	2,89 € TTC	99,65 %
Rappel 2014	48 121	423 602	86 980 m3	2,99 € TTC	99,83%

Le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées a été établi au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie sur un total de 713 prélèvements en sortie des usines de production jusqu'au robinet du consommateur.
Le prix moyen a été calculé sur la base d'une consommation de 120 m3 abonnement et assainissement compris.

➢ Assainissement

	Longueur des réseaux	Nb d'ouvrages sur le réseau	Volume annuel traité	Conformité (performance et équipement)
2016	1 668 km	94 193	78 316 452 m3	100%
Rappel 2015	1 658 km	94 193	65 977 008 m3	100%
Rappel 2014	1 668 km	94 290	72 924 647 m3	100%

Le traitement est effectué par 2 stations d'épuration dont une de 1 000 000EH (Strasbourg – La Wantzenau) et 2 stations de prétraitement Fegersheim et Geispolsheim.

Les faits marquants de l'année 2016

Obtention de la certification sécurité (OHSAS 18001) pour les 2 services

Après l'obtention de la double certification qualité et sécurité en 2015 du service de l'assainissement, le service de l'eau s'est engagé dans une démarche pour la promotion de la santé et la sécurité au travail.
Celle-ci a abouti à la certification sécurité en juin 2016 en sus de sa certification qualité (ISO 9001) obtenue en 2013 et régulièrement renouvelée depuis : preuve, à nouveau, de l'implication et du professionnalisme de tous les agents à tous les niveaux.

Les prochaines étapes de ces démarches volontaires de certification pour l'eau et l'assainissement seront en 2017, une montée en version des 2 systèmes de management de la qualité (de la version 2008 de l'ISO 9001 à la version 2015 et la consolidation de l'OHSAS 18001) et en 2018, un regroupement des 2 systèmes de management de la qualité et de la santé et la sécurité au travail à l'issue de la finalisation de la fusion des services de l'eau et de l'assainissement.

Communication Ménage au naturel

Une campagne de sensibilisation "Faites vos produits ménagers vous-mêmes" a été réalisée dans le cadre du projet Lumieau-Stra (Lutte contre les micropolluants dans les eaux urbaines de Strasbourg) sur la période de novembre 2016 à janvier 2017.
Les métropolitains ont été séduits par cette communication innovante avec une page web et un bandeau en page d'accueil du site de l'Eurométropole vue et classée 3ème par les utilisateurs du site strasbourgeois après celle sur le marché de Noël et l'article sur le stationnement des résidents. Cette campagne a également été relayée sur les réseaux sociaux avec également de très bons retours.
Des guides largement distribués, ont accompagné les visuels placardés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette campagne a permis d'aborder auprès des ménages la question de lutte contre les micropolluants sous trois angles : participer de manière active à la préservation de l'environnement, faire réaliser des économies aux ménages et respecter la santé des habitants.
Des guides, autocollants et cartes postales contenant des recettes sont à disposition dans les différentes mairies du territoire de l'Eurométropole.

Développement des partenariats

Tout d'abord, la relation avec l'Agence de l'Eau Rhin Meuse, principal partenaire financier, a été confortée en mettant à jour la convention cadre et la co-organisation du Forum « Ville et eau, aménager les territoires de demain ».

La convention de coopération pour la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace – Moselle (SDEA), délibérée par le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg le 18 décembre 2014, prévoit la rédaction d'annexes techniques afin de définir de façon plus pratique les contours de cette collaboration. Trois annexes ont abouti cette année : mise à disposition mutuelle de moyens, mise à disposition des biens meubles et immeubles, définition des niveaux de service et modalités de suivi en matière d'assainissement.
Toujours avec le SDEA, un travail partenarial s'est porté sur la thématique de la communication et la thématique de la gestion de crise avec la proposition d'un cycle commun de formation et un exercice de simulation pour 2017.

Un nouveau partenariat s'est construit en 2016 et verra le jour concrètement en 2017. Il s'agit du partenariat avec la Communauté de communes de la Basse Zorn dans le cadre de travaux d'interconnexion du réseau d'eau avec celui de l'Eurométropole afin de sécuriser l'alimentation en eau potable de cette unité de distribution en quantité et en qualité.

Enfin, un travail avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été mené cette année dans le cadre de la construction du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie. Sur le plan opérationnel, la réalisation d'exercices de simulation tels que l'évacuation d'une victime du réseau d'assainissement ou l'intervention suite à un accident de fouille avec dégagement de victime ont associéles équipes du SDIS et celles du service de l'eau et de l'assainissement de l'Eurométropole.

Forum Ville et eau.

L'Eurométropole de Strasbourg et l'Agence de l'eau Rhin Meuse ont co-organisé le forum Ville et Eau en octobre 2016. Ce sont 215 professionnels du grand est (responsables, techniciens, élus de collectivités, aménageurs, urbanistes, bailleurs sociaux, architectes, services de l'état) qui se sont retrouvés à Strasbourg pendant 2 jours pour échanger et trouver des solutions concrètes pour favoriser un aménagement urbain et péri-urbain au service d'une meilleure gestion de l'eau et du développement de la nature en ville. Séances plénières, ateliers et visites terrain ont rythmé ces 2 journées et permis des échanges riches afin de penser en cohérence de futurs aménagements adaptés aux exigences nouvelles en matières d'environnement, de biodiversité et d'amélioration du cadre de vie.

Schéma Directeur d'assainissement

En juillet 2016 a été inauguré le premier bassin prévu dans le cadre des orientations du schéma directeur d'assainissement de 2012. Il répond à l'objectif de retour au bon état écologique des cours d'ici 2025, tout en maîtrisant le risque d'inondation en amont. L'ouvrage de rétention de 2 300 m3 permet, en cas de précipitations, de stocker les eaux usées mélangées aux eaux pluviales (réseau unitaire) en évitant ainsi leur déversement vers le milieu naturel, l'Ehn.

Les travaux ont duré d'avril 2015 à avril 2016, pour un investissement, de 2,5 M€, financé à hauteur de 950 k€ par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Les Blæsheimois, comme l'a souligné le maire de la commune, ont apprécié le moindre risque d'inondation lors des derniers épisodes pluvieux. Ce site fait l'objet d'une évaluation de l'amélioration de l'état écologique de la rivière suite aux travaux.

Captage de Plobsheim

Le projet de captage à Plobsheim s'inscrit depuis son lancement dans une politique transparente et responsable avec une réelle volonté de maîtrise et de valorisation environnementale du front du Rhin, depuis le Polder d'Erstein jusqu'aux portes de l'agglomération strasbourgeoise. Le projet évalué à 70 millions d'euros comprend 7 millions d'euros de mesures environnementales.

Le dispositif des mesures associées au projet est complété par la mise en place d'un Comité Scientifique composé d'associations, d'organismes de l'Etat et de collectivités. Il est mis en place pour une durée de 20 ans avec un suivi scientifique de 2 ans qui démarre avant la mise en service du champ captant. Le comité scientifique assure le suivi des outils de surveillance, enrichit la connaissance des milieux naturels et de leur évolution, et améliore la connaissance hydrographique du secteur.

L'inauguration du démarrage des travaux de Plobsheim a eu lieu le 29 juin 2016.



Territoire attractif

A travers une stratégie partagée avec les acteurs du territoire, l'Eurométropole a fait le choix d'une dynamique de développement basée sur des modes de production et de consommation responsables. L'innovation et la recherche sont constitutives d'une démarche ouverte vers l'avenir, créative et durable, au service d'un développement qui respecte les hommes et le territoire. Notre ambition est de devenir une métropole d'influence au sein du bassin rhénan et en Europe.

1. La stratégie Strasbourg Eco2030

L'ambition de l'Eurométropole est de développer des actions, chacun selon ses compétences, chacun à son niveau, mais qui se renforcent mutuellement. A cette fin un comité opérationnel travaille en réseau avec l'ensemble des acteurs et des groupes de travail qui s'engagent dans la démarche. Le comité stratégique définit des priorités sur des sujets collectifs et à fort impact, identifie des financements qui viennent soutenir la démarche collective. L'ensemble doit être complété par un dispositif robuste d'évaluation et d'indicateurs sur l'évolution de l'emploi, l'évolution des fonctions stratégiques, et l'évolution des inégalités.

En 2016, un volet métropolitain a été élaboré dans le cadre du nouveau Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et voté en avril 2017.

En matière de fonds européens, l'Eurométropole a assuré la gestion d'une subvention globale du Fonds européen de développement économique et régional (FEDER) 2014-2020 de 7,5 M€ dans le cadre d'un investissement territorial intégré (numérique, entreprises créatives, économie sociale et solidaire, investissement des petites et moyennes entreprises dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville). Ce sont ainsi 17 projets qui ont été programmés pour un coût total de 3 643 462,77 € et une contribution FEDER de 1 111 542,82 €. Le programme 2007-2013 a été cloturé avec une programmation de l'enveloppe de 103%.

	Nb d'emplois	Emploi salarié	Variation	Classement national
2016	208 943	+ 3 969 emplois	+ 1,9 %	6ème rang
Rappel 2015	204 974	+ 1 636	+0,8	NC
Rappel 2014	203 338	-786	-0,4	11ème

Le Conseil de l'Eurométropole de décembre 2015 a adopté la feuille de route Strasbourg Eco 2030 qui détermine les priorités du territoire et vise la création de 27.000 emplois à l'horizon 2030. L'Eurométropole concentre près de la moitié de la création d'emplois de tout le Grand Est.

Taux de chômage annuel	Chiffres 2014 *Données INSEE publiées le 12/10/2017*
Eurométropole	11,4%
Strasbourg	12,9%

2. Développement économique

➢ Création et reprise d'entreprises

Nombre d'entreprises	2012	2013	2014	2015	2016
Strasbourg	15 930	16 497	17 906	19 311	19 755
Eurométropole	26 731	27 391	30 084	32 242	33 040

Objectifs :

- Sensibiliser les jeunes, favoriser les conditions de l'entrepreneuriat étudiant au sein des lieux d'enseignement, de promouvoir la culture entrepreneuriale et susciter des vocations par un contact précoce avec le monde de l'entrepreneuriat.
- Encourager tous types de profils dans tous types de secteurs économiques pour que l'écosystème s'enrichisse de toutes les idées et de toutes les approches.
- Proposer aux entreprises du territoire un accompagnement efficient en intervenant plus particulièrement lors de périodes charnières.

Actions principales menées en 2016

- Soutien à la semaine de l'Entrepreneur Européen en partenariat avec l'Eurodistrict : informer, célébrer, se rencontrer, promouvoir l'esprit d'entreprise pendant une semaine : 15 évènements portés par 21 acteurs du territoire de l'Eurodistrict, rassemblant 1650 participants.

- Première rencontre du réseau des opérateurs de la création et reprise d'entreprise, co-animée par l'Eurométropole et la Région Grand Est (une vingtaine d'opérateurs actifs)

- Soutien en nature : relais d'information, mise à disposition de matériel et/ou lots pour les divers concours et événements entrepreneuriat étudiant, comme le Concours Alsace Tech "Innovons ensemble", Startup WE, Hacking Health Camp, Hacking Industry…

- Participation au salon Créer sa boîte organisé par la chambre de commerce et d'industrie et la chambre de métiers d'Alsace : 1046 visiteurs dont 90 sur le stand conjoint : Eurométropole – Région Grand-Est

- Soutiens financiers aux opérateurs :
  - ✓ Créacité (30 000 €) (123 entrepreneurs suivis – 12 créations d'entreprises)
  - ✓ Alsace Active (75 000 €) (garanties bancaires pour 108 TPE ; 22 entreprises solidaires financées)
  - ✓ Initiative Strasbourg (42 500 €) (88 prêts d'honneur octroyés en 2016)
  - ✓ CitésLab (20 000 €) (200 contacts et 80 porteurs de projets accompagnés)
  - ✓ Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) (25 000 €) (60 créateurs financés (dont 50% en Quartiers prioritaires de la politique de la ville), accompagnement de 80 travailleurs indépendants)

- ✓ Coopératives d'Activité et d'Emploi (Coobâtir, Coopénates, Artenréel, Cooproduction, Antigone) (85 000 €) (108 entrées en coopérative et 77 nouveaux sociétaires)

- Organisation du parcours du créateur issu des Quartiers prioritaires de la politique de la ville: de l'émergence à la post-création. Création du parcours impliquant une coordination entre CitésLab, l'ADIE, Tempo et Bougeons nos Boites (BNB) : 167 entrepreneurs issus des Quartiers prioritaires de la politique de la ville suivis.

- Organisation de la soirée d'accueil des nouvelles entreprises (créées en 2015), en partenariat avec les Chambres consulaires (chambre de commerce et d'industrie et chambre de métiers d'Alsace). Une enquête de satisfaction de la soirée, réalisée auprès des 142 participants, indique que pour 70 % d'entre eux la soirée a été utile et qu'elle a permis d'élargir leur réseau pour 71 % des participants.

➢ Implantation des entreprises

Objectif : mettre en œuvre une stratégie d'aménagement des zones d'activités et favoriser la fluidité pour les entrepreneurs souhaitant s'implanter sur notre territoire, en leur donnant des réponses simples et intuitives, pour un atterrissage en douceur.

Actions principales menées en 2016

Principaux projets d'implantations accompagnés (en mobilisant les partenaires en fonction des besoins des entreprises)

- Bluelink à la Meinau : création à terme de 250 emplois
- Kirn Production : 15M€ d'investissements pour une création à terme de 54 emplois
- Lidl 35 M € d'investissements pour une création à terme de 50 emplois
- Primark (commission départementale d'aménagement commercial) : 20 M € d'investissements pour création à terme de 450 emplois
- Tennis Pro : 5 M € d'investissements pour création à terme de 60 emplois
- Inoviem Scientific au Parc d'innovation

- Vente de 10 hectares de foncier des zones d'activités de l'Eurométropole
- Livraison de l'extension quadrant II à Entzheim (5,5 ha)
- Développement de supports de communication pour les zones d'activité : Ecoparc Rhénan

➢ Immobilier d'entreprise

Objectifs : dynamiser le marché de l'immobilier d'entreprises, offrir des loyers bas pour les créateurs et les TPE, des services partagés et des espaces flexibles et favoriser, grâce à la proximité géographique, le développement de réseaux et les échanges entre entrepreneurs.

Actions principales menées en 2016

- Développement d'outils de communication : les chiffres clés de l'immobilier et les 10 raisons d'investir à Strasbourg
- Participations aux salons immobiliers du marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM, Cannes), Exporeal (Munich avec la WirtschaftsRegion Ortenau), SIMI (Salon de l'immobilier d'entreprise, Paris), Pépinière de Hautepierre.

- Accompagnement de la recapitalisation à plus de 3,5 M €, et des projets d'investissements de Locusem. En 2015, Locusem avait investi 10 126 m² visant l'installation de 60 entreprises représentant 130 emplois. 85 % de la surface totale est localisée dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, locaux qui ont permis l'installation de 18 nouvelles entreprises. Locusem a notamment permis d'apporter une offre commerciale et de service renouvelée en lien avec les programmes de rénovation urbaine, favorisant la diversité fonctionnelle au sein des quartiers prioritaires de la Ville.
- Renouvellement du marché d'animation et de gestion de la pépinière de Hautepierre, de l'Hôtel des Forges et du PH8 (pépinière d'entreprises innovantes de Strasbourg), attribué à la société Interfaces.
- Manufacture des Tabacs: participation à la mise en place de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la SERS (société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg) en octobre 2016 pour identifier des projets susceptibles d'animer la Manufacture, de l'ouvrir sur le quartier et le territoire et de fédérer l'ensemble des usagers du site (Haute école des arts du Rhin (HEAR), Université, hébergement jeunesse).

➢ Emploi et compétences

Objectif : répondre aux besoins des entreprises et des filières du territoire, favoriser les transitions professionnelles de la population active et l'accès à l'emploi des personnes au chômage, faciliter l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville avec un accent particulier sur le public jeune, proposer aux publics privés d'expérience professionnelle significative, des solutions d'insertion dans l'activité.

Actions principales menées en 2016

- Pérennisation des formations d'ingénieur généraliste en informatique assurées par l'antenne locale de l'ENSIIE (Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise)
- Groupes de travail partenariaux dans le cadre du service public de l'emploi de proximité
- Financement via l'enveloppe de fonds social européen (33 dossiers programmés) :
    - 3 marchés d'insertion et de qualification : rénovation de la Place Ile de France, entretien des mobiliers urbains de la Ville Strasbourg (32 jeunes) et entretien des noues
    - projets gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC): maison de l'emploi de Strasbourg pour la GPEC Industrie (réseaux d'acteurs industriels, études…), ALEMPLOI pour une étude-action sur un groupement d'employeurs interprofessionnels
    - projet porté par la FNARS Alsace (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, devenue Fédération des acteurs de la solidarité) pour connecter les jeunes (même en difficulté ou sans qualification, formation initiale nécessaire) vers les métiers du numérique en partenariat avec Syntec numérique.
    - projet porté l'association FACE Alsace sur l'emploi des jeunes à travers l'embauche de services civiques qui travaillent sur le numérique (objet connecté) et la lutte contre la précarité énergétique et l'accompagnement des foyers dans la transition énergétique.
    - 13 projets au titre de l'accompagnement socio-professionnel des personnes éloignés de l'emploi. Des nouveaux projets fonds de solidarité européen sur la mise en emploi des jeunes ont vu le jour à travers des mises en emploi directes, des services civiques et des marchés d'insertion

- 4 projets au titre de l'animation, la coordination et le développement de projets issus des comités emploi du territoire (projet animation du service public de l'emploi de proximité par la maison de l'emploi de Strasbourg, études emploi par l'agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS), projets de remobilisation vers l'emploi par l'Equipe technique emploi de la Ville de Strasbourg...)

- Action de soutien linguistique à visée professionnelle semi intensive dispensée dans 8 quartiers prioritaires de l'Eurométropole afin de permettre aux personnes en difficultés avec la langue française d'améliorer leur niveau de langue, de définir ou de conforter un projet professionnel, d'accéder à l'emploi ou à la formation et de s'intégrer durablement. Elle a concerné 116 personnes dont 50% a connu une étape dynamique de parcours (accès à l'emploi ou à la formation)
- Soutien à la mise en place de chantiers éducatifs : 97 jeunes mis à l'emploi
- Organisation d'un forum "Emploi, jeunesse et diversité" le 6 octobre 2016 qui a accueilli environ 150 jeunes et 70 professionnels.
- Soutien aux activités des ateliers chantiers d'insertion 109 000 € pour 260 conventionnés en insertion
- Soutien au développement des clauses sociales dans les marchés publics : 702 468 heures d'insertion exécutée en 2016 pour 63 maîtres d'ouvrage dans 360 entreprises
- Soutien au développement des activités de réemploi et recyclage : matériel médical et textile linge de maison (service d'intérêt économique général textile linge de maison et chaussures).

➢ Lien Enseignement / Entreprises

Objectifs : consolider les nombreuses initiatives dont l'objectif est de resserrer les liens entre le monde de l'enseignement supérieur et les entreprises, et développer l'intérêt des entreprises pour les problématiques de formations et de carrières.

Actions principales menées en 2016

- soutien apporté à diverses initiatives permettant aux étudiants de rencontrer des professionnels
- soutien et participation au salon : les "Journées des universités et formations post-bac (JU)" qui rassemble 20 000 participants chaque année (lycéens, étudiants, parents...)
- soutien à l'opération Open Lab (présentation des sciences de la vie auprès des lycéens d'Alsace)
- opérations immobilières (opération Campus, Contrat de plan Etat/Région, PIA (programme des investissements d'avenir) : Institut hospitalo universitaire - Usine-école EASE
- participation à diverses instances (ex. : comité de suivi IDEX Université & Cité, coordination des journées de rentrée, commission d'aide aux projets étudiants...).

3. Innovation et nouvelles économies

➢ Campus des technologies médicales

Objectif : faire du site des hospices civils, baptisé « Next Med » le lieu « intégré » de référence mondiale pour l'amélioration des soins au niveau technologique et l'évolution des compétences médicales au service de l'homme.

Principales actualités

- Lancement de l'Institut Hospitalo-Universitaire (opération soutenue au programme pluriannuel d'investissement)
- Obtention du secrétariat du réseau national Healthtech French tech par Alsace Biovalley
- Reconversion de l'ancienne clinique des Diaconesses par l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD) (Hospitel, hébergement pour les patients de chirurgie ambulatoire, hôtel/spa, résidence étudiante et opération immobilière privée)

Actions principales menées en 2016

- Lancement officiel du projet Nextmed avec développement de supports de communication : nom, logo plaquette (conférence de presse en décembre 2016)
- Lancement du blog www.medtech-strasbourg.eu et développement pour le site internet Nextmed.eu
- Avec la direction urbanisme et territoires : délibération approuvant les caractéristiques de l'opération immobilière au cœur de l'hôpital civil pour y accueillir des entreprises et le lancement d'un appel d'offres pour la concession aménagement
- Soutien, dans le cadre du contrat triennal, au projet Faisceau d'électrons et de rayonnements ionisants X (FEERIX) qui est un procédé de stérilisation innovant des dispositifs médicaux dans des conditions équivalentes à un environnement industriel.

➢ Transitions écologiques et numériques des entreprises

Objectif : accompagner les entreprises traditionnelles en matière de transitions écologique et numérique

Actions principales menées en 2016

- Lancement de l'appel à projets Solutions d'économie verte en entreprise (SEVE): 5 projets d'ingénierie verte (ex: nouveau matériau, filtrage d'eau, panneaux solaire, etc ...) dans 5 entreprises du territoire mené à bien par des étudiants en Master 2 de l'Université de Strasbourg.
- Accompagnement de la phase 3 du projet d'Ecologie Industrielle Territoriale sur le Port autonome de Strasbourg : 22 entreprises parmi les plus importantes d'Alsace impliquées dans 7 synergies de valorisation des matières (déchets de bois ou de papier, etc ...) et de mutualisation (achats groupés, station de lavage, etc ...) qui réduisent leur coût (-300 000€/an) et leur impact environnemental (-3700 tonne équivalent CO^2/an).
- Déploiement d'une démarche facilitant l'accès au Très Haut Débit par les petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) : élaboration d'un guide explicatif et didactique, d'un outil d'autodiagnostic, communication et accompagnement des entreprises.
- Soutien à la démarche Usine du futur (subvention à l'association Alsace Tech)
- Appel à projets Tango&Scan édition 2016: 204 000 € de dotations pour 15 projets innovants entre une entreprise numérique et une entreprise d'un autre secteur de l'économie. Les secteurs de la santé, de la formation (enseignement musical, sécurité au travail), de l'hôtellerie, du sport et loisirs, des mobilités sont concernés.
- Thématique e-tourisme concerne 7 des 15 projets Scan.
- Soutien à la chambre de commerce et d'industrie pour le festival Bizz&Buzz

Soutien via le fonds européen de développement économique et régional de 5 projets au titre de l'axe 1 "numérique et entreprises créatives": Hacking Health Camp, Hacking Industry Camp, Creaccro et plateforme numérique de Cuisine Aptitude.

➢ Mobilités innovantes

Objectifs : favoriser l'émergence d'acteurs du numérique se positionnant sur la thématique mobilité et créer une vitrine internationale pour nos entreprises du secteur.

Actions principales menées en 2016

- Début de déploiement de la stratégie mobilités innovantes
- Démarches pour l'institut des mobilités et candidature de la *Knowledge and Innovation Community* in Urban mobility
- Mise en place d'un axe de veille spécifique sur les mobilités innovantes et le véhicule autonome (outil COGITEC)
- Préparation de l'accueil du 12ème Congrès européen de systèmes de transport intelligents (juin 2017)

➢ Economie sociale et solidaire, innovation sociale

Objectif : favoriser la rencontre avec la puissance publique pour faire avancer leurs projets, et pour infuser les politiques publiques, continuer de contribuer à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie, mais également d'innovation sociale et favoriser les coopérations entre l'Economie Sociale et Solidaire et les entreprises traditionnelles pour créer du développement local.

Actions principales menées en 2016

- Animation de l'écosystème local de l'innovation sociale dans le cadre d'un projet URBACT
- Accompagnement de l'ingénierie du projet Kaléidoscoop
- Soutien au laboratoire des partenariats, au Stück, à la Banque de l'objet, à la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), à la Chambre de consommation d'Alsace, au Colecosol…

➢ Economie créative

Objectifs : accompagner les lieux et les dynamiques de partage et d'expérimentation et s'appuyer sur le secteur créatif dans la conduite du changement et favoriser l'émergence de projets innovants.

Actions principales menées en 2016

- Soutien à l'association ACCRO (100 000 €) qui développe 4 axes d'actions:
    - l'accompagnement de projets créatifs par la gestion de l'appel à projets Tango&Scan (depuis 2012, 110 projets lauréats)
    - l'accès aux compétences créatives et à la formation via le dispositif Jeune pro Créatif (40 000 € pour 8 projets) et l'Ecole d'Automne en Management de la Créativité (160 participants à l'édition 2016)

- l'expertise dans l'ingénierie de projets créatifs (opération "création urbaine sur containeurs à verre" avec Eco-Emballage) et dans le coaching des porteurs de projets (Coaching Expert ACCRO avec 10 experts)
- la valorisation des talents et des entrepreneurs créatifs avec les 4 Créativ'cafés annuels, l'annuaire des talents en ligne

- Appel à projets Tango&Scan 2016: 91 000 € de dotations pour 7 projets innovants entre une entreprise créative et une entreprise d'un autre secteur de l'économie. Les secteurs de l'environnement (recyclage, espaces verts), du spectacle vivant, des loisirs, de l'alimentaire, du patrimoine, de la santé sont concernés.
  A noter : l'engouement pour la thématique e-tourisme qui concerne 3 des 7 projets Tango.

- Soirée de présentation des projets lauréats Tango et Scan 2015 (29/02/2016): plus de 300 participants.
- Globalement, les financements de l'édition 2015 (250 000€) ont eu un effet levier moyen de 1 à 5 (valorisation totale des projets estimée à 2M€), avec 1M€ de chiffre d'affaire anticipé et la création ou pérennisation de 40 emplois.
- Appel à projets Signature (81 000€ pour 2016): première année de mise en œuvre effective de l'appel à projets avec 5 projets en cours ou réalisés. Participation de l'Eurométropole de Strasbourg à la conception de l'œuvre, à savoir les honoraires du créatif et les études préalables.
- Aide structurelle à la filière Image édition 2016: dotation de 100 000 € pour 5 entreprises du secteur de la production, réalisation audiovisuelle, numérique et multimédia.
- Une aide comprise entre 10 000 € et 30 000 € pour accompagner l'entreprise dans sa stratégie de développement économique et éditorial.
- Kit de prototypage Shadok: accompagnement de projets au stade du prototypage Lancement de la première édition en octobre 2016 avec 4 lauréats qui bénéficient durant l'année 2017 d'un lieu et d'outils de travail (le FabLab du Shadok), d'un parcours d'accompagnement sur mesure avec les partenaires et d'un financement maximum de 2 500 € de l'Eurométropole de Strasbourg (enveloppe totale de 7 500 €) pour le développement du prototype.
- Parcours Commerce Design de la chambre de commerce et d'industrie (subvention de 5 000 €): 15 commerces distingués pour leur partenariat innovant et créatif avec des designers et des architectes d'intérieur.
- Asso. IDEE (subvention de 10 000 €): association fédérant une vingtaine de designers du territoire et encourageant les temps d'expérimentation entre designers, industriels et artisans.
- Asso Fauteuil Vapeur (subvention de 11 500 €): développement du dispositif Central Vapeur Pro, des outils de conseils-expertise à l'attention des professionnels de l'illustration et des arts graphiques (70 bénéficiaires avec un objectif de doublement en 2017).

➢ Stratégie Startups / Frenchtech

Objectifs : permettre, à horizon 10 ans, la création de 500 startups et l'émergence de 5 champions de dimension mondiale et faire bénéficier les entreprises de tous les dispositifs proposés par la French Tech au niveau national : bourse et Pass French Tech, visibilité à l'international…

Actions principales en 2016

- Contribution à la candidature au réseau thématique national IoT Manufacturing
- Elaboration d'un annuaire des startups en ligne

4. Promotion territoriale

➢ Attractivité, marketing territorial et communication endogène

Objectifs :

- Développer une stratégie globale d'attractivité, allant de l'entrepreneur au citoyen
- Valoriser le projet de territoire à travers son offre en produits et services auprès des clientèles cibles
- S'appuyer sur un lieu et des temps d'échange des partenaires engagés dans l'attractivité du territoire
- Travailler la marque ombrelle *Strasbourg the europtimist* et les outils marketing afin qu'ils soient facilement appropriables
- Développer le travail déjà engagé pour renforcer la notoriété du territoire à travers l'e-réputation et la dynamique de partage et de sourcing pilotée au sein du comité web partenarial et de la FrenchTech.
- Valoriser les conditions d'accueil et de séjour
- Déployer une panoplie de dispositifs incitatifs et stimulants à même de retenir et/ou d'attirer talents

Actions principales menées en 2016

- Réalisation d'un calendrier des évènements économiques phares pour l'année 2017 (document partenarial)
- Elaboration d'une plaquette de promotion du commerce sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (chiffre clés, projets, attractivité)
- Vidéo rankings 2016 : 35 000 vues
- Nouveau blog medtech
- Nouveau site « Strasbourg aime ses étudiants Strasbourg » et campagne numérique exogène
- "Nuit des étudiants du monde" rassemblant 400 participants de 70 nationalités différentes du niveau licence à post-doctorat dans le cadre du partenariat renforcé avec l'AVUF (Association des villes universitaires de France)
- the Europtimist : Compte Facebook : 23 000 fans, Compte twitter : 2 500 abonnés, 150 actualités générant 89 000 vues et 27 demandes de contact, 4 newsletter / 1300 abonnées
- Site FrenchTech Alsace (3 demandes par semaine)
- Proposition pour un marketing territorial à fort impact : renforcement de la fonction marketing territorial (avec 2 personnes dédiées). Proposition et validation de la création d'une gouvernance marketing territorial (création d'un comité stratégique et d'un comité opérationnel marketing).
- Elaboration de nouveaux outils : notamment argumentaires filières, cibles, produits.
- Coordination et développement du Club des europtimist.
- Elaboration et soutien de la candidature de Strasbourg au Place Marketing Forum (rendez-vous international des experts du marketing territorial) : Strasbourg est lauréat et accueillera l'édition 2018.
- Réalisation d'un calendrier des évènements économiques phares pour l'année 2017 (document partenarial)

➢ International

Objectifs : renforcer les synergies et les partenariats avec l'Ortenau pour ancrer l'Eurométropole de Strasbourg au sein du réseau des métropoles d'influence en Allemagne, faire émerger le Campus européen, et développer des partenariats internationaux grâce à la dimension européenne de Strasbourg.

Principale actions menées en 2016

- Mise en service de la Maison universitaire internationale pour l'accueil des étudiants et chercheurs en mobilité européenne et internationale
- Formalisation et validation des orientations en matière de stratégie à l'international. Positionnement spécifique sur le renforcement de l'écosystème de l'innovation local.
- Accueil en septembre 2016 de l'Agence d'Attractivité Bavaroise en lien avec AAA et visite du Parc d'innovation.
- Octobre 2016 : présentation par Catherine Trautmann de la stratégie Strasbourg Eco 2030 aux grandes entreprises allemandes membres de la WirtschaftsRegion Ortenau
- Présentation de la démarche d'écologie industrielle territoriale aux entreprises du Port de Kehl
- Stratégie salon en lien avec la WirtschaftsRegion Ortenau et l'Eurodistrict sur Exporeal à Munich et le Marché international des professionnels de l'immobilier à Cannes
- Déplacement à Montréal en juin 2016 conduit par Catherine Trautmann avec Alsace Biovalley et Accro pour développer les partenariats renforçant l'écosystème d'innovation local
- Soutien au Campus européen dans le cadre du contrat triennal
- Protocole d'accord reformulant les conditions locatives et de gestion du bâtiment de l'ISU (International Space University) consolidation d'une institution internationale unique au monde sur le territoire de l'Eurométropole
- Premiers contacts avec le développement économique de Boston pour élaborer un partenariat dans le domaine de l'innovation

➢ Accessibilité

Objectifs : compléter des maillons dans les corridors ferroviaires européens à grande vitesse, d'accélérer les connexions aériennes à 360°, travailler les maillons manquants pour un meilleur fonctionnement du réseau routier marchandises en plaine d'Alsace, et renforcer la première zone d'activité alsacienne que contitue le Port Autonome de Strasbourg.

Actions principales menées en 2016

- Reconduction pour 3 ans (2016-2019) du dispositif compétitivité et croissance de l'aéroport de Strasbourg à travers la baisse de taxe. Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30/11/206 qui engage 3,2 M€ sur 3 ans. Reconduction des 3 lignes aériennes sous obligation de service public (Madrid, Francfort, Prague) pour la période 2016-2019, dans le cadre du contrat triennal Strasbourg capitale européenne.
- Accompagnement de l'implantation et du développement d'une base aviation d'affaires (avions taxi, jets privés)

5. Commerce, artisanat et tourisme

➢ Stratégie Commerce, Artisanat et Services de proximité

Objectifs : mettre en œuvre une stratégie d'urbanisme commercial pour maintenir un équilibre entre une demande grandissante des citoyens et une offre peu attractive, et accompagner l'évolution de leur offre de service de proximité, en faciliter l'accès aux consommateurs.

Actions principales menées en 2016

- Association FREMAA (fédération régionale des métiers d'art d'Alsace) (subventions à hauteur de 60 000 €): soutenir le développement de deux temps forts de valorisation des métiers d'arts: le salon Résonance(s) - 200 exposants, 20 000 visiteurs -et Oz les métiers d'arts lors du Marché de Noël.
- Accompagnement de l'implantation de commerces de proximité en rez-de-chaussée du quartier d'affaire
- Réalisation d'une étude de potentiel de l'offre commerciale sur le secteur des deux-rives.

➢ Tourisme d'agrément

Objectifs : maintenir Strasbourg dans les destinations phares du tourisme urbain national et européen en gagnant des parts de marché sur les clientèles traditionnelles et en améliorant la compétitivité de la destination ; toucher de nouveaux marchés en renouvelant, diversifiant et en rajeunissant les clientèles tout en garantissant un tourisme pour tous et étendre la ville touristique à de nouvelles zones de l'agglomération.

Actions principales menées en 2016

- Soutien à l'Office de tourisme de Strasbourg et sa Région : 1 427 000 € soit 41,3% du budget primitif 2016 de l'association (dont 60 000 € pour *Strasbourg mon amour*) avec une nouvelle convention d'objectifs 2016-2018 entre l'Office de tourisme, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
- Soutien à l'Agence d'attractivité Alsace pour la réalisation d'une enquête marketing des clientèles sur la destination Strasbourg (10 000 €),
- Accompagnement d'une dizaine de porteur de projets d'implantation hôtelière sur le territoire de l'Eurométropole

Année	Nuitées	Evolution nuitées	Taxe de séjour part CUS-Eurométropole	Evolution montants collectés
2011	2 944 858		2 113 216,00 €	
2012	3 022 165	+2,63%	2 333 553,00 €	+10,43%
2013	3 256 466	+7,75%	2 543 815,00 €	+9,01%
2014	3 330 326	+2,27%	2 677 848,82 €	+5,27%
2015	3 492 278	+4,86%	2 803 271,42 €	+4,68%
2016	3 708 912	+6,20%	4 462 892,02 €	+59,20%

Les montants collectés sont en augmentation de 56% par rapport à 2015 pour trois raisons :

- Augmentation du nombre de nuitées (+6%)
- Augmentation des tarifs appliquée au 1er janvier 2016 suite à la réforme de la taxe de séjour (loi de finances 2015)
- Collecte directe de la taxe de séjour par Airbnb sur Strasbourg du 1er août au 31 décembre 2016.

➢ Tourisme d'affaire

Objectifs : favoriser l'accueil de manifestations professionnelles nationales ou internationales dans le tourisme d'affaires, et moderniser les équipements dédiés à l'organisation de manifestations professionnelles (Palais de la musique et des Congrès, parc des expositions …).

Actions principales menées en 2016

- Réalisation d'une vidéo faisant la promotion de l'Eurométropole de Strasbourg comme destination de tourisme d'affaires avec AAA (publication en 2017)
- Soutien aux colloques scientifiques et économiques (notamment tenus au PMC : salon des journées professionnelles de la construction, congrès national des sociétés coopératives et participatives…)
- Accompagnement commercial par l'Eurométropole des équipements: 12 projets accompagnés et soutenus via le dispositif « Helloptimist » (120 000 €)



Le Palais de la Musique et des Congrès, rénové en 2016.

Territoire inclusif

L'Eurométropole a pour objectif de contribuer à la construction d'un territoire équilibré, doté d'une capacité d'adaptation aux enjeux de demain, respectueux de son environnement et des hommes et femmes qui y vivent. Elle doit également répondre aux tensions sociales et aux inégalités qui traversent sa société pour permettre à chacun de s'épanouir, d'accéder aux services, à la culture, aux loisirs et à la sécurité garante du bien vivre ensemble et de son développement inclusif.

1 – Solidarité et santé

➢ L'hébergement d'urgence

L'Eurométropole de Strasbourg développe depuis 2006 une politique volontariste d'hébergement d'urgence intégrée dans sa compétence logement. Cela se traduit dans le Plan Local de l'Habitat de la collectivité par le financement de la construction de structures d'hébergement et de logements adaptés. Les actions menées directement auprès des personnes précaires ont été déléguées au CCAS qui gère deux structures d'hébergement, Fritz Kiener (42 places) et Remparts (40 places), des logements d'insertion (23 unités de vie familiale), une résidence sociale (8 unités de vie familiale) une équipe médico-sociale de rue et le numéro d'appel d'urgence 115. La contribution de l'Eurométropole au budget du CCAS : 1,829 M d'€.

	Hébergement d'urgence CCAS			Demandes au 115		
	Nuitées d'hébergement	Personne orientées Courtes durées	Personnes orientées Longue durée	Nombre appels (moyen /jour)	Réponses positives (moy/jr)	Réponses négative (moy/jr ap 20h)
2016	27 516	1 239	181	251	45	26
2015	27 941	1 220	227	185	45	17
2014	28 529	935	208	160	20	12

L'Eurométropole apporte son soutien à plusieurs associations œuvrant dans le champ de l'hébergement. 1 137 000 € de subventions sont versées annuellement à 6 associations (AAHJ, Horizon Amitié, Home-Protestant/Regain, l'Etage, ADOMA) pour le cofinancement de places d'hébergement d'urgence ou de dispositifs ciblés d'hébergement et d'accompagnement de publics ciblés (personnes vieillissantes à la rue ou des familles aux droits incomplets).

➢ Gens du voyage

L'accueil des gens du voyage, de compétence intercommunale depuis la loi du 5 juillet 2000, prévoit l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants d'aménager des aires d'accueil, et les Schémas Départementaux, qui évaluent les besoins et l'offre existante dans leur territoire.

Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau – 41 places	Ostwald-Lingolsheim – 41 places
Eckbolsheim – 24 places	Schiltigheim – 41 places
Geispolsheim – 37 places	Strasbourg – 39 places
Illkirch-Graffenstaden – 27 places	Vendenheim – 33 places

	Places	Taux d'occupation	Nb de personnes acceuillies	Conformité avec le shéma directeur (2011-2017)
2016	283	85%	2 800	78 %

La construction de nouvelles aires est prévue à Fegersheim d'ici fin 2017, puis Mundolsheim-Souffelweyersheim, et une aire supplémentaire à Strasbourg permettra la mise en conformité de l'Eurométropole au SDAGV. La gestion du dispositif d'accueil permanent a un coût global de 1,2M /an.

L'aire de grand passage, située à proximité du Pont Pflimlin sur le ban communal d'Eschau, permet d'accueillir jusqu'à 80 caravanes, du 1er mai au 30 septembre, pour des séjours courts (inférieurs à un mois). Pour l'année 2016, ce dispositif a été renforcé grâce à la mise à disposition par l'Etat du terrain militaire connexe. Neuf groupes ont été accueillis, pour un total de 119 jours d'occupation. L'Eurométropole a entrepris des travaux d'extension qui permettront de doubler sa capacité (160 caravanes) à l'été 2018.

➢ Séniors et personnes âgées

L'Eurométropole oriente ses politiques publiques en faveur des personnes âgées et handicapés afin de faciliter l'inclusion de ces publics dans la Ville tout en favorisant leur autonomie :

- la carte Evasion, dispositif favorisant l'accès à la culture et aux loisirs pour des personnes aux revenus modestes ;
- Mobistras, système de transport à destination des personnes à mobilité ne pouvant pas emprunter le réseau bus et tram traditionnel du fait de leur handicap ou leur incapacité ;
- La Commission intercommunale pour l'accessibilité qui suit l'accessibilité de la chaine des déplacements (établissement publics, espaces publics et voirie, transport et logement).

Chiffres clés

- 3 317 usagers de Mobistras ;
- 3 676 cartes Evasion en circulation ;
- le réseau de transport de la CTS est déclaré 100 % accessible aux personnes à mobilité réduite conformément au décret du 4 novembre 2014 ; en 2016, les investissements se sont poursuivis pour améliorer l'accessibilité du réseau ;
- 100 % des diagnostics des établissements recevant du public (ERP), des bâtiments de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg sont réalisés.

Activités 2016 :

- Reprise par la Fondation Vincent de Paul de l'EHPAD Saint Gothard via un bail emphytéotique à partir du 1er janvier 2017 ;
- Délibération sur les Ad'ap en mars 2016 (50 ERP) et arrêté préfectoral du 24 mai 2016 ;
- Réunion annuelle de la commission communale pour l'accessibilité en 2016 ;
- Rencontre annuelle des élus thématiques des communes de l'Eurométropole.

➢ Promotion de la santé de la personne

Il s'agit de favoriser l'intégration des personnes atteintes de troubles de santé mentale, en lien avec le Conseil Local de Santé Mentale de l'Eurométropole (CLSM). Dans ce cadre, sept groupes de travail ont été mise en place pour atteindre les objectifs (parcours de soins, ados et jeunes adultes, personnes agées, logement et hébergement, insertion professionnelle, Semaine d'information en santé mentale et Accueil des personnes souffrant de troubles psychiques dans les lieux de la ville). Par ailleurs, le CLSM a été décliné sur deux territoires infra-communautaires (Schiltigheim et Illkirch-Graffenstaden)

En 2016, 25 réunions de travail ont permis l'aboutissement des projets :

- MAPSY67, annuaire et lieu-ressource de parcours en santé mentale ;
- Commission d'analyse de situations complexes « incuriques et Syndrome de Diogène» ;
- Coordination de la SISM (trentaine d'action en 2016 et 2017) avec création d'une marche annuelle « Strasbourg marche pour la Santé Mentale » ;
- Fiche juridique « soins sans consentement ».

2 - Sport

L'Eurométropole développe des partenariats avec le sport de haut niveau amateur. Elle apporte son soutien aux centres de formation des clubs sportifs professionnels, gère l'utilisation des équipements sportifs métropolitains terrestres, intervient comme soutien aux communes et coordonne également les relations transfrontalières dans le cadre de l'Eurodistrict.

Les relations avec les partenaires sportifs en 2016 ont permis d'approfondir les échanges et l'analyse dans 3 domaines : les équipements sportifs, les politiques sportives communales et le sport de haut niveau. Un atelier par mois au 1er semestre 2016 puis une réunion de synthèse en mai, ont permis de définir une organisation plus efficace du sport sur notre territoire. L'évolution du dispositif de soutien aux manifestations intercommunales a acté du maintien de la ligne budgétaire et du soutien aux manifestations ayant un impact de rayonnement se traduisant par un engagement sur les retransmissions dans les médias nationaux ou internationaux. La réussite au plus haut niveau est associée à une image d'une agglomération jeune, dynamique et performante. Compte tenu du rayonnement et des ambitions de l'Eurométropole, la collectivité s'engage activement aux côtés des clubs et sportifs les plus performants sur les scènes nationales et internationales, et auprès des organisateurs de manifestations sportives à fort intérêt public.

Fréquentation annuelle des équipements sportifs strasbourgeois	5 125 000
Nombre de licenciés	75000
Taux d'habitants pratiquant une activité sportive ou de loisir	65%

➢ Les évènements sportifs 2016

L'évènementiel sportif est devenu un formidable facteur de communication et de médiatisation pour l'Eurométropole. Les spectacles sportifs et les grandes manifestations sportives portées par l'Eurométropole sont de niveau national ou international et nécessitent la mise à disposition d'équipements d'agglomération ou d'installations adaptées et d'importance. Le quartier du Wacken est également particulièrement mis en avant lors de l'accueil des événements soutenus par l'Eurométropole puisqu'une grande majorité s'y déroule : au Rhenus (handball, basketball), au Tennis Club de Strasbourg (IS), au boulevard de Dresde (arrivée des Courses sur routes). Ces manifestations attirent un public nombreux et sont fortement médiatisées.

L'Eurométropole intervient financièrement, ainsi qu'au niveau des équipements et de la logistique. Le montant des contributions financières est pour l'année 2016 de 714 807,05 €, soit 224 000 € de subventions et 502 807 € en achats de prestations et prestations de services.

- Courses sur Route Strasbourg Europe au Wacken : (100 000 € de subvention). Plus de 14 000 participants.
- Internationaux Féminin de Tennis de Strasbourg, au Tennis Club de Strasbourg : (200 000 € d'achat de prestations). Plus de 25 000 spectateurs sur le tournoi.
- Match de ligue mondiale de water-polo France – Serbie (10 000 € de subvention). 1 000 spectateurs.
- Euro Tournoi Handball Strasbourg au Rhenus (70 000 € de subvention) ; Tournoi pré-olympique avec 20 000 spectateurs sur 2 jours. Retransmission des rencontres en direct sur BeIn Sport.
- Nordictrack Open de golf féminin : 8 000 euros d'achat de prestations.
- Finale de la Fed Cup (45 000 € de subvention) : plusieurs heures de direct télé sur France Télévision et BeIn sport et de nombreuses autres retombées médiatiques.
- Etape des Masters de Pétanque 2016 à Illkirch Graffenstaden, au complexe Lixenbuhl (29 382 € d'achat de prestation) – 1 500 spectateurs et plusieurs retransmissions sur L'équipe 21.

➢ Contributions au sport de haut niveau amateur

L'Eurométropole de Strasbourg verse des subventions aux clubs amateurs dont l'équipe « fanion » évolue au plus haut niveau national ou ayant des athlètes inscrits sur la liste de haut niveau établie par le ministère des sports.

Les équipes de sport collectif évoluant aux deux plus hauts niveaux nationaux amateur : 380 465 €

- 13 sections sportives : Etoile Noire, ESSAHB (Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball), Team Strasbourg SNS (société de natation Strasbourg)/ASPTT, Rugby club strasbourg, Strasbourg volley-ball, Constantia Neudorf, CJS Geispolsheim, Plobsheim OC, SIG féminine, BC Souffelweyersheim, Alsatia Neuhof, Sporting Club Schiltigheim, ASPTT handball
- Représentant 8 disciplines sportives : hockey sur glace, handball, water-polo, rugby, volley-ball, basket-ball, football, handibasket

Les équipes de sport individuel évoluant dans des disciplines olympiques au plus haut niveau national amateur : 101 863 €

- 14 sections sportives : Strasbourg Eaux Vives, Strasbourg GRS, ASHPA (association Strasbourg handisport passion aventure), SUC (Strasbourg université club) Escrime, ASPTT badminton, ASPTT haltérophilie, Team Strasbourg, Tennis Club de Strasbourg, Ballet nautique de

Strasbourg, Strasbourg agglomération athlétisme, Souffel escrime, Olympia Schiltigheim, Concordia Schiltigheim, SU Schiltigheim

- Représentant 12 disciplines sportives : canoë-kayak, gymnastique rythmique, haltérophilie, escrime, gymnastique sportive, badminton, natation, tennis, natation synchronisée, athlétisme, lutte, tennis de table

Les athlètes inscrits sur la liste du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports :

- 72 athlètes de 28 associations sportives : 33 120 €

Les athlètes ayant obtenu un titre de champion (France, Europe, Monde) ou ayant été sélectionnés à des compétitions majeures

- 17 athlètes évoluant dans 10 clubs : 17 640 €

➢ Contribution au sport professionnel

Le sport professionnel reflète le dynamisme et l'attractivité d'un territoire. Il est un des ambassadeurs de l'Eurométropole au niveau national et international. C'est pourquoi, la collectivité accorde une aide financière pour le fonctionnement des centres de formation de la SIG Basket et du Racing Club de Strasbourg Alsace. Au titre de la saison sportive 2015-2016,
les contributions de l'Eurométropole de Strasbourg aux clubs professionnels et semi-professionnels, sont les suivantes :

SIG Basket :

- Subvention pour le fonctionnement du centre de formation : 482 000 € (idem 2014-2015).
- Subvention d'un montant de 70 000 € pour réflexion prospective.
- Achat de prestations de services : 250 260 € (diminution de 7 740 € par rapport à la saison précédente) logo sur support de communication et achat de billetterie.

A l'issue de la saison sportive 2015-2016 la SIG a été éliminée de la demi-finale de la Leaders Cup face à Monaco et est finaliste du Championnat de France PRO A pour la quatrième année consécutive. Le club est dès lors qualifié en début de saison 2016-2017 pour participer à la nouvelle coupe d'Europe (Basket Champions League).

La SIG se fixe pour objectif d'obtenir une qualification pour une coupe d'Europe et décrocher le titre de Champion de France de la Pro A. Elle va poursuivre le projet ARENA et également procéder à un changement des statuts du club et passer en Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP).

Le Racing Club de Strasbourg Alsace :

- Subvention pour le fonctionnement du centre de formation : 300 000 € (idem 2014-2015).
- Achat de prestations de services : 92 150 € (diminution de 2 850 € par rapport à la saison 2014-2015) logo sur support de communication et achat de billetterie.

A l'issue de la saison sportive 2015-2016, le Racing termine à la 1ère place du Championnat National. Son objectif principal est atteint, à savoir la montée en Ligue 2 du Championnat de football professionnel.

Etoile Noire de Strasbourg :

- Achat de prestations de services : 70 000 € (idem 2014-2015) logo sur support de communication et achat de billetterie.

A l'issue de la saison sportive 2015-2016, le club termine à la 8ème place du classement général de la Ligue Magnus. Pour entamer la saison 2016-2017, le club a souscrit aux obligations de se transformer en Société sportive, démarche que l'Eurométropole a accompagnée.

Eurométropole Strasbourg HandBall : le club a également transformé sa structure en société professionnelle, démarche accompagnée par l'Eurométropole ; il termine 1er de la poule régionale de N1 en fin de première partie de saison, et aborde avec confiance la poule haute nationale pour cette 2e partie de saison.

➢ Le service public de natation

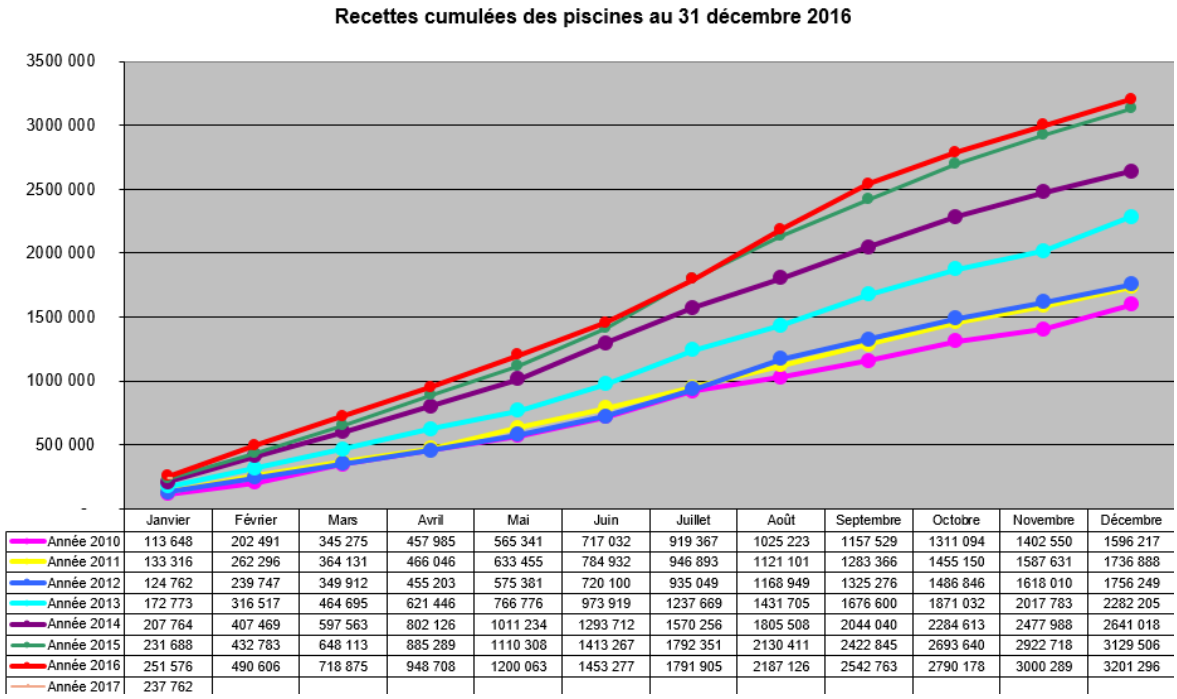
La politique natatoire définie en 2013 par le document-cadre a permis de donner du sens à tous les investissements consentis et à favoriser la lisibilité de la politique publique conduite par la Collectivité.

	Surface d'eau pour 10 000 habitants
2014	130 m2
2009	114 m2

Politique tarifaire et fin de la gratuité

L'ensemble des clubs résidents a acté le principe de facturation sur l'ensemble de la saison 2014/2015. Le bilan de la première année de dispositif est positif. De nouvelles recettes nettes sont enregistrées de l'ordre de 318 000 € en 2016, en hausse par rapport à 2015 (270 000 €). Des créneaux sont naturellement libérés en période de vacances scolaires et permettent ainsi l'accueil du grand public et donc une hausse des recettes aussi sur ce type d'utilisateurs. Les relations avec les clubs ne se sont pas détériorées, les clubs de loisirs ont fait preuve d'exemplarité tant dans le respect des protocoles que du paiement des factures. Le dispositif de compensation à la facturation a été reconduit pour cette saison 2016-2017.

L'abandon de la gratuité pour les moins de 3 ans, les titulaires de la Carte Saphir Evasion et les personnes à mobilité réduite permet l'encaissement de nouvelles recettes qui s'élèvent à 66 508 € (60 000 € en 2015).
Les espaces terrestres occupés par les clubs font l'objet de conventionnement assorti d'un prix forfaitaire depuis septembre 2015: le dojo, la salle de musculation et le hall des pas perdus au Centre nautique de Schiltigheim sont concernés. Le montant des recettes s'élève à 23 916 € en 2016.
En 2016, le montant des recettes (hors clubs) dépasse les 3,2M €, soit 2,3% d'augmentation par rapport à 2015, 21 % par rapport 2014 et un doublement depuis 2010.



	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Année 2010	113 648	202 491	345 275	457 985	565 341	717 032	919 367	1025 223	1157 529	1311 094	1402 550	1596 217
Année 2011	133 316	262 296	364 131	466 046	633 455	784 932	946 893	1121 101	1283 366	1455 150	1587 631	1736 888
Année 2012	124 762	239 747	349 912	455 203	575 381	720 100	935 049	1168 949	1325 276	1486 846	1618 010	1756 249
Année 2013	172 773	316 517	464 695	621 446	766 776	973 919	1237 669	1431 705	1676 600	1871 032	2017 783	2282 205
Année 2014	207 764	407 469	597 563	802 126	1011 234	1293 712	1570 256	1805 508	2044 040	2284 613	2477 988	2641 018
Année 2015	231 688	432 783	648 113	885 289	1110 308	1413 267	1792 351	2130 411	2422 845	2693 640	2922 718	3129 506
Année 2016	251 576	490 606	718 875	948 708	1200 063	1453 277	1791 905	2187 126	2542 763	2790 178	3000 289	3201 296
Année 2017	237 762											

L'apprentissage de la natation : une priorité

Les bassins d'apprentissage de moyenne profondeur offrent des conditions optimales d'apprentissage aux enfants de l'Eurométropole. 1 119 séances se sont tenues représentant près de 12 000 passages/enfants. Deux formules sont proposées :

- des cycles semestriels permettant une séance hebdomadaire,
- des stages de vacances

Dans sa politique du développement des activités aquatiques, l'Eurométropole de Strasbourg a mis l'accent sur le développement de l'enseignement de la natation scolaire afin d'offrir les conditions optimales d'apprentissage aux enfants du territoire. Le « savoir-nager », priorité nationale en matière d'éducation est aussi une priorité locale. La concertation des acteurs (conseillers pédagogiques de circonscription, conseiller technique départemental, maîtres-nageurs de l'Eurométropole de Strasbourg) a permis la mise en place d'évaluations communes dans l'atteinte des différents paliers d'acquisitions des élèves, la construction de projets pédagogiques.
Ce sont 560 classes qui ont fréquenté les piscines de l'Eurométropole durant l'année scolaire 2015-2016 représentant environ 10 500 élèves du territoire.

Concernant la réussite aux paliers du socle commun défini par l'éducation nationale : l'analyse des données collectées sur 8 244 élèves révèle un taux de réussite de 65% pour le palier 2, mais seulement de 41% pour le palier 1 (40% en 2014-2015).

Les nouvelles animations à forte valeur ajoutées

Après la piscine d'Ostwald, précurseur avec des séances d'aquabike et d'aquatraining depuis son ouverture, plusieurs autres établissements proposent désormais de nouvelles activités. Le service a investi en matériel de fitness aquatique, aquabike supplémentaires, aquatrampoline, tapis roulant, toboggans, haltères, structures gonflables, pour faciliter les aménagements de bassin, proposer des cours innovants ou des soirées spéciales. Le montant total des recettes liées aux activités s'élève pour

l'année 2016 à 217 159 €, soit un montant équivalent à celui de 2015. L'unité 2 (Ostwald et Kibitzenau) réunit à elle-seule 40% du montant total.

Fréquentation 2016

	Entrées	Evolution
2016	1 409 753	0,75 %
Rappel 2015	1 396 259	11,71%
Rappel 2014	1 249 626	

	Année 2016											
	9 ETABLISSEMENTS											
	Clients (1)	- de 6 ans	Animations Payantes (2)	Maternelles	Primaires	Secondaires	Universités	Clubs	Douches	Groupes	Autres (3)	Total
C.N.S.	189 365	2 762	7 676	0	24 499	17 201	2 035	54 461	0	3 050	0	293 373
KIBITZENAU	145 988	3 414	9 517	1 349	19 067	17 509	1 336	60 044	117	4 413	923	254 160
BAINS MUNICIPAUX	94 401	1 189	6 322	0	11 956	6 132	5 245	6 251	4 064	2 215	7 767	139 220
HAUTEPIERRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LINGOLSHEIM	78 186	9 840	9 096	3 175	17 623	5 195	0	13 667	0	406	705	128 797
OSTWALD	41 125	722	4 929	0	18 525	5 375	0	16 320	0	624	0	82 691
ROBERTSAU	44 542	1 124	3 963	0	13 859	9 820	0	11 122	0	883	106	81 456
HARDT	28 780	184	2 812	0	10 017	10 516	0	16 317	0	849	1 101	67 764
WACKEN	353 649	8 190	1 993	0	0	0	0	0	0	453	0	362 292
TOTAL	976 036	27 425	46 308	4 524	115 546	71 748	8 616	178 182	4 181	12 893	10 602	1 409 753

L'année 2016 a accueilli plusieurs compétitions, notamment à la Kibitzenau avec les matchs de water-polo en pro A, les championnats de France de – 15 ans et – 17 ans en waterpolo, la Coupe de la Ligue waterpolo, et des évènements importants comme au centre nautique de Schiltigheim (CNS) avec le Gala du Ballet nautique.

L'évènementiel a désormais toute sa place : Strasbourg mon Amour, le Rhin à la nage, le tour d'Europe à la nage au Wacken, C'est l'été et Kibitz'Noël à la Kibitzenau, les 1 an de la rénovation du Centre nautique de Schiltigheim, Aquafamily à Lingolsheim.

➢ Les Bains Municipaux

Le projet de réhabilitation a permis l'adoption de délibérations miroirs en Ville (27/6/2016) et à l'Eurométropole de Strasbourg (30/9/2016), pour qu'à compter du 01/01/2017, l'exploitation de l'équipement soit transférée en Ville jusqu'à sa fermeture programmée à l'été 2018. Le 27/10/2016, la commission locale d'évaluation des charges transférées s'est réunie pour la révision des attributions de contribution pour un montant de 2,1M €. Quelques impacts techniques dus au transfert de compétences ont été repérés et traités (adoption d'un nouveau règlement d'utilisation des Bains Municipaux, création d'une régie Ville, mise en place de tarifs Ville, conventionnement entre les deux collectivités pour la répartition de recettes liées aux prestations multi-entrées, relogement de clubs subventionnés vers des bassins de l'Eurométropole).

A noter l'évènement « les dents de la mer » organisé dans le cadre des journées du Patrimoine (17/9/2016) qui a mobilisé les équipes-terrain et permis le rayonnement de la Collectivité : 2 séances pour 380 personnes. Ce lieu magique a accueilli près de 1295 visiteurs dans le cadre de visites organisées. Patricia Kass y a tourné son dernier clip (26/10/2016).

➢ Le patrimoine sportif

La mission vise à développer, maintenir, entretenir et exploiter techniquement les équipements sportifs (stades, gymnases, …) de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la prise en charge de la logistique des manifestations sportives ou autres (courses de Strasbourg, *World rally championship*, Internationaux de tennis, Carnaval de Strasbourg, Marché de Noël ...). Dans le cadre de ses missions, le service fait effectuer de nombreuses opérations sur son patrimoine par ses propres agents ou par des entreprises. La collectivité dispose de 9 piscines et assure l'exploitation estivale du plan d'eau Baggersee et du plan d'eau Achard.

Travaux les plus significatifs réalisés en 2016

Outre l'entretien courant des équipements, des travaux de plus grande importance sont régulièrement effectués pour offrir aux différents usagers des conditions optimales pour l'exercice de leurs activités.

- Patinoire de Strasbourg : reprise de la rambarde, restructuration des vestiaires, pose de tripodes, mise en conformité,… pour un montant total de 790 000 €
- Stade de la Meinau : mise en conformité à l'occasion de la montée du Racing Club de Strasbourg Alsace en Ligue 2 : 1 157 000 €

Participation logistique aux manifestations sportives 2016

La collectivité a participé à l'organisation logistique de quelques 30 manifestations, qui ont été réalisées avec la mise à disposition de personnel, de matériel et de barrières. Parmi celles-ci : Internationaux de tennis ; World Ligue Water polo ; Euro tournoi de handball ; courses de Strasbourg ; finale de la Fed Cup ; la Strasbourgeoise ; l'EKIDEN ; NL Contest.

Travaux à la piscine de Hautepierre

La délibération 12 juillet 2013 a attribué la maîtrise d'œuvre à Thierry NABERES Architecte. Le projet est entré en phase de travaux en mai 2014, avec un coût prévisionnel de 15.3 M€ TTC pour la création d'un nouveau bassin nordique 25x25m, et la transformation du bassin sportif en bassin d'activités. Les travaux ont été lancés au deuxième semestre 2015 pour une réouverture programmée à l'été 2018.

Une nouvelle réglementation pour les vidanges

L'arrêté du 7 septembre 2016 permet de réduire à une vidange annuelle l'obligation réglementaire en la matière (hors pataugeoires et bassins à remous). Pour les piscines de l'Eurométropole de Strasbourg, cette nouvelle réglementation permettrait une économie annuelle de fluides d'environ 76 000 € (eau, chauffage de l'eau, traitement, énergie…).
Après concertation avec les équipes techniques, il a été décidé pour 2017 d'adapter l'organisation en conséquence, en adoptant le principe d'une vidange unique, sauf si la qualité physico-chimique ou bactériologique de l'eau des bassins rend nécessaire la réalisation d'une deuxième vidange. Aussi, sur

cette première année d'application en 2017, deux arrêts techniques sont malgré tout programmés dans chaque établissement, dans l'hypothèse où cette deuxième vidange devait être assurée.

Une facture « énergie » réduite pour la piscine de la Kibitzenau

Le plan piscines ambitionnait une diminution de 30% de la consommation énergétique de cet établissement. Les deux pompes à chaleur géothermiques installées en lieu et place de l'ancienne chaudière à gaz ont pleinement rempli leur rôle. Elles permettent de faire monter la température à 28° des 2 200 m^3 d'eau du bassin et participent au préchauffage de l'eau chaude sanitaire des douches. Un bilan d'exploitation a été présenté à l'été 2016 : en fait, la consommation énergétique réelle du bassin et des locaux a été divisée par cinq.

Une performance énergétique au rendez-vous

Une étude a permis de constater que dans les quatre piscines rénovées, Ostwald, Kibitzenau, Lingolsheim et Wacken, le nombre de litres d'eau moyen par baigneur est passé de 332 à 110, soit une diminution de 65%. De manière plus globale, la part des dépenses de fluides dans le compte d'exploitation des piscines est passée de 28% en 2010 à 21% en 2016. Les travaux de rénovation ont permis ce résultat mais également les révisions des protocoles et de recherches de fuites.

Une sensibilisation à la préservation de l'eau

Un partenariat avec la Chambre de consommation d'Alsace a permis de mener un projet de sensibilisation des ressources en eau auprès des usagers des piscines. L'action a été menée à la piscine de la Kibitzenau en décembre. D'autres actions devraient se poursuivre en 2017.

➢ La patinoire Iceberg

Depuis le 1er juillet 2016 le périmètre d'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg s'est élargi avec l'intégration de la Patinoire Iceberg. Le service gestionnaire est renommé service piscines patinoire et plans d'eau.

Nouveau mode de gestion

Un nouveau mode de gestion prévoit que l'équipement est rattaché à l'Unité 4 qui comprend les piscines du Wacken et de la Hardt ainsi que les deux plans d'eau. En janvier 2016, la responsable unité est recrutée.

L'exploitation en régie directe est organisée sous forme de marchés de prestations : pour l'exploitation, on retiendra le marché Accueil-caisse-régie et banque à patins, le marché Animations-DJ et enseignement au patinage, le marché gardiennage et médiation, le marché distributeurs, le marché de nettoyage et d'entretien, celui de la gestion des logiciels et du contrôle d'accès et enfin le marché technique de petite maintenance surfaçage et conciergerie.
Côté technique, on retient le marché Gestion du groupe froid, du traitement de l'air, de l'eau, de la qualité de l'eau et de la déshumidification, celui de la maintenance générale (lumières, ascenseurs, système sécurité incendie, sonorisation) celui de l'entretien des espaces verts et enfin de la maintenance casiers.
Les cahiers des charges sont rédigés, les appels lancés, les attributions par voie délibérative s'opèrent en juin en même temps que la fin de Délégation de Service Public anticipée avec Ellipse, prestataire défaillant. Les marchés de prestations s'activent dès l'été. Les personnels ont été repris. L'ancien

directeur de la patinoire n'a pas souhaité être intégré à la Collectivité malgré une proposition de reprise en contrat de droit public sur un poste de responsable technique. Ce poste, toujours vacant, est en cours de recrutement.

Sécurité incendie

Cet établissement recevant du public de 1ère catégorie de type X-L-N (X : établissement sportif clos et couvert de type patinoire ; L : salle polyvalente à dominante sportive de plus de 1 200 m² ou d'une hauteur sous plafond de moins de 6,50 m ; N : restaurant et débit de boisson) est soumis à des règles de sécurité notamment sur la veille incendie. Une rencontre avec le service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin (SDIS) a permis de prendre les dispositions suivantes :

- le service de sécurité est assuré par les clubs sur leurs créneaux d'occupation, par le prestataire désigné en présence du grand public et des scolaires,
- les conventions précisent les obligations et responsabilités,
- pour accompagner ce dispositif, le service – en lien avec le préventeur de la direction - a organisé une formation avant le lancement de la nouvelle saison et encouragé clubs et prestataires à s'y inscrire.

Travaux de remise aux normes d'embellissement nécessaires

De nombreux travaux ont été effectués durant la saison estivale : le changement de la rambarde, l'habillage de la régie, la modification du revêtement de sol autour de la rambarde, des travaux d'électricité, la remise en peinture du pignon côté piste ludique, mais aussi des travaux de nettoyage, de maintenance, l'intervention sur le contrôle d'accès. Près de 1,5M € ont ainsi été engagés en investissement tout comme en fonctionnement.

Plan de communication adapté

Un plan de communication s'est peu à peu dévoilé autour des vacances de la Toussaint : le site internet www.strasbourg.eu a réalisé une page spécifique sur l'Iceberg. A noter les difficultés rencontrées sur ce volet, l'ancien délégataire n'ayant remis ni les accès au site existant ni les droits à la page Facebook.

Fréquentation et recettes

	Entrées
2016	44 237*
2015	74 763**
2014	98 610**

*fermeture 4 mois
**ancien exploitant

Patinoire Iceberg - Strasbourg

Septembre à décembre 2016

	Fréquentations	Recettes	Indicateurs Ticket moyen	
PUBLIC	33675	141 107,20 €	4,19 €	
SCOLAIRES	9514	non chiffré		
CLSH	742	1 654,00 €	2,23 €	
Ecole Glace	306	2 870,00 €	9,38 €	
Clubs	non renseigné	non facturé		
Totaux	**44237**	**145 631,20 €**		
Ventes CE externes		3 850,00 €		
Autres services :				
LOCATIONS PATINS et affutage	**22466**	63 948,00 €	65,28%	% de location de patins/fréqu. Public
Anniversaises (nbre participants) pour **110 prestations**	1437	15 807,00 €	13,06	moyenne d'enfants par prestation
		79 755,00 €		
	Total recettes	**229 236,20 €**		

Ressources

1 - Commande publique

Activité 2016 – temps forts de l'année

Le profil d'acheteur *alsacemarchespublics.eu*, partagé par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg avec la région Grand Est, les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, la ville de Mulhouse et la Mulhouse Alsace Agglomération (M2A), a été mis en service à la fin de l'année 2012. Il offre aux entreprises la possibilité de retirer les dossiers de consultation et de déposer leurs offres électroniques sur la même plateforme dématérialisée, quelle que soit la collectivité ayant passé le marché : il est désormais utilisé par plus de 250 entités publiques alsaciennes et 12 000 entreprises sont référencées.

Organisation d'un salon de l'achat public le 17 novembre 2016. Cette journée visait à l'occasion d'un salon « à l'envers », à faire se rencontrer nos collectivités et les entreprises, pour qu'elles puissent poursuivre leurs échanges initiés à l'occasion de la première édition du salon en 2014.

Cette journée, à laquelle ont participé près de 200 entreprises (essentiellement locales) accueillies au centre administratif, a donné lieu à une présentation des nouveautés réglementaires relatives aux marchés publics, à la restitution des travaux menés avec les entreprises en matière de mémoire technique et de déontologie, à des rencontres entre acheteurs et entreprises autour de stands organisés par métiers.

2 - Ressources logistiques

La Direction des ressources logistiques avec un budget annuel de dépenses (investissement et fonctionnement) de 67.08 M€ soit 23.72 M€ pour la Ville et 43.36 M€ pour l'Eurométropole.

- ### Principaux points de l'année 2016 :

- Prise en main technique d'un nouvel immeuble 38 route de l'hôpital destiné à accueillir des agents des sites St Urbain, Colmar, Bourse, optimisant les locaux de travail et les consommations d'énergie associées associées
- Mise en œuvre d'un nouvel intranet « Totems » développant la culture collaborative
- Poursuite du projet Mo@a de renouvellement des postes de travail informatiques
- Fin du déploiement de la nouvelle téléphonie sur Ip
- Renouvellement des certifications des services Parc véhicules ateliers et Imprimerie reprographie
- Obtention du 1er prix des Crital d'achats Alsace et du 3ème prix au niveau national pour le groupement d'achat Energie (électricité-gaz) prenant ne compte un pourcentage de 25% d'énergie verte dans la fourniture d'electricité.

- Moyens Généraux

Chiffres clés :

- 419 216 courriers «réceptionnés »,
- 881 000 plis affranchis et colis pour un montant de 728 374 €
- 64 018 impressions d'adressages
- 418 899 mises sous plis

- Imprimerie - Reprographie

Chiffres clés :

- 37 835 ramettes de papier (bureautique), dont 91 % en papier recyclé. Les 9 % manquants représentent le papier blanc, certifié PEFC ou FSC, utilisé pour les impressions couleur.
- 3 823 224 de copies noir et blanc en reprographie centrale
- 1 997 355 de copies couleur en reprographie centrale.
- 204 tonnes de papier pour impression offset dont 86 tonnes de papier recyclé. 100 % des papiers transformés sont issus d'une filière environnementale.

Faits marquants:

- Renouvellement des certifications qualité ISO 9 001, sécurité OHSAS 18 001 et environnement 1S0 14 001
- Renouvellement de la marque Imprim'vert
- Renouvellement des certifications PEFC et FSC garantissant la provenance du papier et la bonne gestion des forêts.

Émissions de CO2 (dioxyde de carbone)

La consommation totale de papier en 2016, à savoir 299 tonnes a produit un équivalent de 583 tonnes de CO2 en baisse de 2,8% par rapport à 2015.

- Parc Véhicules et Ateliers

Le parc matériel de la Ville et de l'Eurométropole se compose de 5128 équipements se répartissant comme suit :
- 304 berlines et berlines société,
- 477 véhicules utilitaires,
- 282 camions et PL,
- 1 243 vélos et deux-roues,
- 324 matériels de déneigement,
- 927 petits matériels,
- 1 538 autres engins et matériels.

166 véhicules et engins neufs ont été acquis en 2016 (100 pour l'Eurométropole et 66 pour la Ville).

Ateliers Véhicules et engins

19 480 bons de travail ont été clôturés en 2016, dont 18332 en régie occasionnant 56 477 heures de main-d'œuvre pour la section. Le service reste titulaire de 2 lots SDIS pour l'entretien des véhicules de secours.

Émissions de CO2 (dioxyde de carbone)

La combustion 2 122 370 litres de carburant et de gaz (GPL et GNV) a généré l'émission de 5546 tonnes de CO2, en baisse de 4,3% par rapport à 2015

Achats

Participation au groupement de commandes piloté par la ville de Paris ayant pour objectif de lancer des appels d'offres groupés avec 10 autres métropoles françaises et européennes (Bruxelles, Strasbourg, Bordeaux, Athènes, Tallinn, Rome, Copenhague, Madrid, Lisbonne et Lyon) dans le double objectif de réduire les coûts et de faire émerger des filières industrielles pour des matériels écologiques. Est envisagé en particulier le lancement d'appels d'offres pour l'achat de matériels de collecte non diésel et de véhicules propres.

3 - Construction et patrimoine bati

➢ Le budget

Crédits inscrits (k€ TTC)		Crédits réalisés (k€ TTC)		Taux de réalisation (k€ TTC)	
Fonctionnt	Investmt	Fonctionnt	Investmt	Fonctionnt	Investmt
4 700	47 361	4 698	39 362	100	83

Evolution du crédit consommé de 2014 à 2016 (Investissement + Fonctionnement)

Réalisés	2014	2015	2016	Evolution 2014-2015	Evolution 2015-2016	Evolution 2014-2016
EMS	69 165	53 566	44 060	-23%	-18%	-36%

Données chiffrées : mandats de gestion locative et de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux du patrimoine privé de l'Eurométropole.

Patrimoine total en 2016	Compétence Eurométropole
Nombre de bâtiments (hors emphytéoses)	526
Superficie (hors emphytéoses)	769 000 m²
Nombre de terrains inclus bâtis Ville-OND-EMS (hors emphytéoses)	15 003

Surface terrains Ville-OND-EMS (hors emphytéoses)	17 070 000 m²

Dont patrimoine privé dont la gestion locative et la maîtrise d'ouvrage des travaux sont délégués

Patrimoine en 2016	Eurométropole
Nombre total bâtiments	100
Surface m²	21 600
Recettes Loyers annuels	750 000 €
Dépenses travaux	270 000 €

➢ Les services opérationnels de la construction

Les projets de construction résultent de l'articulation entre une addition de compétences et de savoir-faire d'une part, et une succession de phases ayant chacune ses objectifs propres d'autre part. Le chef de projet est le pivot de ces composantes ; il articule les interventions des différents acteurs du projet et orchestre les différentes phases de l'opération. Il est le référent du dossier et en porte la responsabilité dans toutes ses dimensions, programmatique, technique, administrative, économique et temporelle.

L'année 2016 a vu la livraison de plusieurs équipements parmi lesquels :
- Le raccordement des équipements publics du Wacken à la nouvelle chaufferie bois
- La rénovation de la piste de compétition de la patinoire de Strasbourg
- Le Palais de la Musique et des Congrès

L'année 2016 a vu l'engagement de trois chantiers importants dans la modernisation des bâtiments techniques du site de la Fédération :
- Remplacement du monte-charge et rénovation du Patio du bâtiment abritant le service de Maintenance des bâtiments et le service de l'Eau sur le site de la Fédération (650 K € TTC) ;
- Extension des bureaux de PVA (250 K € TTC) ;
- Extension du Centre technique de l'assainissement (2.7 M € TTC).

La construction du PAPS-PCPI (Pôle d'Administration Publique de Strasbourg et Pôle de Compétence en Propriété Intellectuelle) s'est arrêtée le 1er juillet 2014 suite à la découverte de fissures. Ce projet réalisé pour le compte de l'Etat dans le cadre du contrat triennal et du contrat de plan Etat-Région reprend enfin suite à l'expertise qio a permis que les travaux de réparation repprennent.

4 - Communication

En 2016, l'activité du service de la communication externe et du service de la presse de la Direction de la communication s'est organisée autour d'une actualité riche avec notamment quelques temps forts que nous avons optimisés pour promouvoir l'action en local et résonner en national.

L'Eurométropole s'agrandit

Suite à la loi NOTRe, l'Eurométropole a accueilli cinq nouvelles communes qui constituaient la Communauté de communes « Les châteaux ». A cette occasion la communication externe a accompagné la démarche depuis les réunions publiques jusqu'à la fusion le 5 janvier. Le dispositif de communication visait à rassurer les habitants des cinq communes, expliquer les enjeux, souhaiter la bienvenue et valoriser cette extension. Un livret d'information a été diffusé à tous les habitants concernés par la fusion. Une exposition présentant les 5 communes a pris place au Centre administratif Parc de l'Etoile et s'est déclinée dans chacune des cinq communes accompagnée d'un pavoisement événementiel. Parallèlement, une campagne d'affichage sur l'ensemble de l'agglomération a souhaité la bienvenue aux nouveaux habitants.
En parallèle une conférence de presse a été organisée en invitant les élus des nouvelles communes et la presse est conviée aux visites que le président effectue dans chacune d'entre elles. L'installation des nouveaux élus au conseil d'Eurométropole a également été couverte.

Une communication nationale reposant sur des opportunités

En juillet 2016, le TGV plaçait Strasbourg à 1h46 de Paris et en octobre un 4e prix Nobel a été décerné à l'un des professeurs de l'Université de Strasbourg. Ces deux actualités strasbourgeoises furent l'occasion d'activer un plan de communication et de relations presse sur les médias nationaux.
C'est ainsi qu'en juillet une campagne massive sur France Info a diffusé 246 spots organisés autour de 9 messages signés « Strasbourg, t'imagines même pas ». Sur un ton décalé et interpelant, ils ont vanté nos atouts et spécificités auprès d'une cible de CSP+ en consommation d'actualité. Parallèlement, pour élargir l'impact, nous avons complété par une communication on line comportant du brand content sur lemonde.fr du display et de la promotion de nos vidéos sur Facebook.

Avec l'attribution du prix Nobel de Chimie à Jean-Pierre Sauvage, professeur émérite de l'Université de Strasbourg, nous avons souligné le talent et l'excellence de notre territoire avec une campagne « Le futur se lève à l'Est ! » rappelant nos 4 Nobel en activité. Cette campagne on et off line, initiée en partenariat avec la Région Alsace et l'Université de Strasbourg, ciblait tout particulièrement les décideurs, prescripteurs scientifiques, économiques et politiques nationaux mais également transfrontaliers du grand Est.
Les relations presse nationales se sont notamment centrée sur des voyages de presse efficaces sur la géothermie et le logement.

Une communication de l'habitat repositionnée

L'évolution de la politique en matière d'habitat a donné lieu à une révision du positionnement de la communication pour élaborer un nouveau concept de communication et un message qui rend compte que la qualité est au cœur du sujet. Ainsi a été conçu un principe d'accroche déclinable à souhait dans tous les domaines d'intervention du secteur. De là a été construite la campagne de promotion du dispositif innovant concernant le logement vacant, avec une campagne d'affichage au printemps et la production des différents outils d'information, en print et web. Dans un souci de cohérence globale, l'ensemble des supports d'information dont disposait le service de l'habitat a été remis en page sur ces mêmes principes et mis à jour. Le travail s'est prolongé jusqu'aux informations disponibles en ligne.

Pour une meilleure cohabitation dans l'espace public

Cette année a également été l'occasion de traiter la problématique de la cohabitation des différents usagers de l'espace public. Un sujet récurrent pour lequel les services et les élus souhaitaient une action de communication forte mais non stigmatisante.

Une vaste campagne d'affichage a ainsi été initiée. Dans un deuxième temps, le concept de communication a été décliné sur des outils de sensibilisation pour interpeler les différents usagers sur le terrain, les sensibiliser aux bonnes pratiques et favoriser le bien vivre ensemble. Une campagne à voir et à revoir car le changement de comportement prend du temps et l'éducation au civisme n'est jamais achevée.

En club ou en individuel, c'est toujours du sport

En 2016, la patinoire l'Iceberg est repassée en régie municipale. La communication a été sollicitée pour accompagner la réouverture. Une campagne de promotion donne le ton et met en place les nouveaux outils pour la gestion de la patinoire. Avec son nouveau logo l'équipement est paré pour accueillir à nouveau les adeptes du patin à glace.
Par ailleurs, l'année sportive a été rythmée par des rendez-vous tels que le gala nautique de Schiltigheim, la Fed Cup où la communication a veillé, durant l'événement, à la visibilité de l'agglomération et de son intérêt pour les valeurs du sport.
D'autre part, nous soutenons comme tous les ans les temps forts des championnats dans les différentes disciplines du sport de haut niveau surtout lors des rencontres déterminantes pour l'évolution des équipes de la SIG et du Racing dans les classements. De nombreuses insertions presse, en print et web, ainsi que des campagnes d'affichage viennent encourager les équipes. Lors des victoires nous avons organisé le déploiement d'une signalétique événementielle sur l'Hôtel de ville.
Enfin, tout le dispositif de Vitaboucle bénéficie à chaque ouverture d'une nouvelle boucle de la déclinaison des outils d'information et de signalétique permettant à tout un chacun de se familiariser avec les équipements et de profiter pleinement des infrastructures. En 2016 se sont cinq nouvelles boucles qui ont ainsi été mises en service.

Les grandes rencontres professionnelles de l'année

Du 19 au 24 septembre 2016 se sont tenus à Strasbourg le Congrès européen de la géothermie et Les journées de la géothermie 2016. Ces rencontres réunissant scientifiques et industriels furent l'occasion de lancer l'écosystème autour de la géothermie profonde de l'Eurométropole de Strasbourg afin de témoigner de cette spécificité locale unique qui réunit scientifiques et exploitants.
Un side event organisé avec le concours d'ES et de Fonroche au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg a accueilli 200 spécialistes du monde entier. Après leur déambulation dans les salles du musée, une vidéo, réalisée pour l'occasion, leur a été projetée avec la présentation de l'écosystème et de ses acteurs. Des échanges ont lieux, des contacts ont été pris, une première pierre est posée pour promouvoir nos talents et nos compétences dans le domaine. Profitant de la présence des experts d'ici et d'ailleurs, une réunion publique a été organisée en direction des habitants. L'occasion pour eux de s'exprimer sur leurs craintes, leurs attentes et pour le politique et les spécialistes d'être à l'écoute pour expliquer et rassurer sur un sujet sensible. Une vidéo, une plaquette et une page internet traitent dorénavant des enjeux de la transition énergétique et du potentiel de la géothermie profonde.

La géothermie en septembre, l'air en octobre…

Après une première rencontre scientifique et technique en 2015, qui a permis d'établir un diagnostic partagé sur la qualité de l'air et d'en appréhender les dimensions économiques et sanitaires, s'est tenu en octobre 2016 un colloque « La qualité de l'air : un défi européen ». Son objectif était de renforcer les échanges européens, de capter l'attention des villes respirables françaises, de se placer comme territoire pilote et d'engager la démarche European green capital.
En termes de communication, il s'agissait de placer Strasbourg comme chef de file sur la problématique de la qualité de l'air et d'envoyer un signal aux habitants de l'Eurométropole leur indiquant que la collectivité se saisit du problème et agit dans le domaine.

Le dispositif de communication était assez classique et visait, dans un premier temps, à susciter des inscriptions : pour cela, nous avons élaboré une campagne d'affichage relayée sur notre site internet, nos réseaux sociaux, notre magazine communautaire couplé à l'envoi par mail de save the date et d'invitations. La plaquette « L'Eurométropole de Strasbourg et les défis de la qualité de l'air » a été mise à jour et une nouvelle plaquette, sous l'intitulé « De l'Europe à la ville, les enjeux de la qualité de l'air », a été éditée et diffusée lors du colloque

En terme de relations presse, la diffusion d'informations est restée très soutenue tant sur l'information de proximité que sur les grands projets. Les deux grandes thématiques qui ont connu un fort écho médiatique sont l'environnement (des énergies renouvelables au tri des textiles) et les transports (inauguration du tram vers Illkirch, tarification intégrée etc).



2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Budget primitif 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil de l'Eurométropole
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
et après avoir pris connaissance du rapport sur le développement durable,

1) approuve le budget primitif pour l'exercice 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,

a) *arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget principal, le montant des chapitres :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
011	*Charges à caractère général*	*83 710 923,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*335 670 136,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*90 016 821,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*17 700 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*60 000 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*129 919 212,00 €*
6586	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*257 908,00 €*

66	*Charges financières*	*12 125 000,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*100 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*100 000,00 €*
		729 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
013	*Atténuations de charges*	*2 136 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*13 700 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*253 703 794,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*68 229 530,00 €*
731	*Impôts locaux*	*243 747 970,00 €*
74	*Dotations et participations*	*111 862 705,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*15 478 889,00 €*
76	*Produits financiers*	*544 308,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*196 804,00 €*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*20 000 000,00 €*
		729 600 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*13 700 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*27 053 711,62 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*4 510 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*53 630 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*11 368 675,89 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*44 390 859,18 €*
21	*immobilisations corporelles*	*62 385 313,90 €*
23	*Immobilisations en cours*	*70 798 839,41 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*1 477 000,00 €*
4541113	*Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau*	*400 000,00 €*
4541116	*Compte de tiers - Aménagements de voirie*	*285 600,00 €*
4541117	*Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux*	*200 000,00 €*
4541118	*Compte de tiers - Aménag.voirie rétrocession espaces publics*	*100 000,00 €*
458114	*PAPS-PCPI*	*9 000 000,00 €*

		299 300 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*17 700 000,00 €*
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*12 542 925,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*60 000 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*27 053 711,62 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*19 020 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*32 917 594,51 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*114 247 960,17 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*301 419,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*170 000,00 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*1 186 527,94 €*
4541201	*Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces*	*257 976,76 €*
4541205	*Extension tram A Hautepierre-déviation de réseaux*	*4 605,00 €*
4541208	*BHNS - Déviations de réseaux*	*306 730,00 €*
4541213	*Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau*	*400 000,00 €*
4541216	*Compte de tiers - Aménagements de voirie*	*285 600,00 €*
4541217	*Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux*	*200 000,00 €*
4541218	*Compte de tiers - Aménag.voirie rétrocession espaces publics*	*100 000,00 €*
458214	*PAPS-PCPI*	*12 604 950,00 €*
		299 300 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en DEPENSES	***2 278 857 100***
en RECETTES	***554 881 647***

b) *approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,*

c) *arrête le budget primitif du budget annexe de l'Eau pour l'exercice 2018 aux sommes de :*

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*12 250 200,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*8 500 000,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*9 446 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*362 900,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 900 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*8 200 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*38 000,00 €*
66	*Charges financières*	*39 400,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*563 500,00 €*
		41 300 000, €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*700 000,00 €*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*40 482 400,00 €*
74	*Subventions d'exploitation*	*52 400,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*53 700,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*11 500,00 €*
		41 300 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*777 933,82 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*700 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*115 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*316 500,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*10 625 316,12 €*
23	*Immobilisations en cours*	*22 065 250,06 €*
		38 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 900 000,00 €*

040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*8 200 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*5 347 680,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*19 152 271,50 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*48,50 €*
		38 600 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en DEPENSES	***152 107 347***
en RECETTES	***25 728 675***

d) *approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,*

e) *arrête le budget primitif du budget annexe de l'Assainissement pour l'exercice 2018 aux sommes de :*

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*20 940 400,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*6 900 000,00 €*
014	*Atténuations de produits*	*6 154 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*347 600,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 700 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 650 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*25 000,00 €*
66	*Charges financières*	*26 000,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*1 357 000,00 €*
		48 100 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 300 000,00 €*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*45 610 669,00 €*
74	*Subventions d'exploitation*	*143 331,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*31 000,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*15 000,00 €*

		48 100 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*400 871,37 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 300 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*2 100 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*978 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*620 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*4 111 107,71 €*
23	*Immobilisations en cours*	*13 832 391,92 €*
458121	*Accompagnement à la réhabilitation ANC*	*200 000,00 €*
458122	*Projet Lumieau*	*57 629,00 €*
		24 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 700 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 650 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*2 100 000,00 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*1 000 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*183 559,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*8 596 441,00 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*100 000,00 €*
458221	*Accompagnement à la réhabilitation ANC*	*200 000,00 €*
458222	*Projet Lumieau*	*70 000,00 €*
		24 600 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en DEPENSES	***175 647 411***
en RECETTES	***25 554 668***

f) *approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,*

g) *arrête le budget primitif du budget annexe des Zones d'Aménagement Immobilier pour l'exercice 2018, aux sommes de :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 387 776,31 €*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*2 902 383,31 €*
		9 290 159,62 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 685 975,31 €*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*2 902 383,31 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*2 701 801,00 €*
		9 290 159,62 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
010	*Stocks*	*2 902 383,31 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 685 975,31 €*
		6 588 358,62 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 387 776,31 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*200 582,31 €*
		6 588 358,62 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en DEPENSES	***69 739 257***
en RECETTES	***12 305 734***

h) *approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,*

i) *arrête le budget primitif du budget annexe des transports collectifs pour l'exercice 2018, aux sommes de :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*1 943 814,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*1 300 000,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*1 000 000,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*400 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 750 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*120 406 186,00 €*
		128 800 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 300 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*38 300,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*102 600 000,00 €*
74	*Dotations et participations*	*24 798 600,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*2 700,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*60 400,00 €*
		128 800 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 300 000,00 €*

204	*Subventions d'équipement versées*	*6 457 500,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*620 000,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*3 872 500,00 €*
		12 250 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*400 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 750 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*2 143 906,50 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*5 956 093,50 €*
		12 250 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en DEPENSES	***80 625 347***
en RECETTES	***29 555 636***

j) *approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,*

k) *arrête le budget primitif des ordures ménagères pour l'exercice 2018, applicables aux communes d'Osthoffen, Hangenbieten, Achenheim, Breuschwickersheim et Kolbsheim, aux sommes de :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*533 140,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*26 860,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*90 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*50 000,00 €*
		700 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*10 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*690 000,00 €*
		700 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*10 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*130 000,00 €*
		140 000,00 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*90 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*50 000,00 €*
		140 000,00 €

2)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n° 8 en date du 5 janvier 2017 ayant confié au Président la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n° 5, en date du 28 novembre 2014 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de le Communauté urbaine de Strasbourg,

Vu le Pacte d'actionnaire et les statuts de la Société Territoriale,

I – Considérant qu'au 01/01/2018, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

L'encours de la dette s'élève à 591 552 135 €.
La dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours, sa valorisation et le nombre de contrats concernés :
- 53 contrats de 567 385 867 € représentant 95,9% de l'encours de dette classée 1-A,
- 1 contrat de 5 087 429 € représentant 0,9% de l'encours de la dette classée 2-A,
- 3 contrats de 16 416 250 € représentant 2,8% de l'encours de dette classée 1-B,
- 1 contrat de 2 662 589 € représentant 0,4% de l'encours de dette classée 4-B.

Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

a) approuve la détermination du profil de la dette comme suit :

L'encours de la dette peut être augmenté au maximum de la somme inscrite au budget. Les emprunts ainsi que les instruments financiers retenus respecteront une ventilation conforme aux critères suivants :
- *100% maximum de l'encours de la dette classée 1-A,*
- *50% maximum de l'encours de la dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

b) approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des produits de financement qui pourront être :
- *et/ou des emprunts de type « schuldschein »,*
- *et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou variable sans structuration,*
- *et/ou des emprunts bancaires à barrières sur EURIBOR*
- *des emprunts obligataires (stand alone, EMTN ou groupés).*

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :
- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*
- *le livret A*
- *l'inflation*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,30% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 80 000 €*

c) autorise le Président, respectivement le Vice-président chargé du ressort, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-dessus ;

d) autorise à ces fins, le Président, respectivement le Vice-président chargé du ressort :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à lancer des émissions obligataires dans le cadre d'un programme « Euro Medium Term Notes » ou dans le cadre d'émissions groupées avec d'autres collectivités publiques et signer l'ensemble des actes y relatifs,*
- *à lancer des émissions de type « schuldschein » et signer l'ensemble des actes y relatifs,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,*
- *à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,*
- *à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,*
- *et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,*
- *et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.*

II – Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, l'Eurométropole de Strasbourg se réserve la possibilité de recourir, le cas échéant, à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Considérant que ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR) ;

a) approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- *des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP),*
- *et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).*

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 20 années.

En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être :
- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'EONIA,*
- *le TMO,*
- *le TME,*
- *l'EURIBOR,*
- *l'OAT.*

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,15% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 10 000 euros ;*

b) autorise le Président, respectivement le Vice-président chargé du ressort, à recourir à des opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif ;

c) autorise le Président, respectivement le Vice-président chargé du ressort, à ces fins :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents;*

3) autorise le Président, respectivement le Vice-président chargé du ressort, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 50 000 000 €,

4) l'Eurométropole de Strasbourg ayant adhéré à l'Agence France locale le 28 novembre 2014 :

a) octroie une garantie autonome à première demande (ci-après « la garantie ») de l'Eurométropole de Strasbourg dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les bénéficiaires) :

- *le montant maximal de la garantie pouvant être consenti pour l'année 2018 est égal au montant maximal des emprunts que l'Eurométropole de Strasbourg est autorisée à souscrire pendant l'année 2018 ;*
- *la durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par l'Eurométropole de Strasbourg pendant l'année 2018 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours ;*
- *la garantie peut être appelée par chaque bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et*
- *si la garantie est appelée, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;*
- *le nombre de garanties octroyées par le Président ou son représentant au titre de l'année 2018 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget 2018, et que le montant maximal de chaque garantie sera égal au nombre tel qu'il figure dans les ou les actes d'engagement ;*

*b) autorise le Président ou son représentant, pendant l'année 2018, à signer le ou les engagements de garantie pris par l'Eurométropole de Strasbourg, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la garantie, figurant en **annexe I**;*

c) autorise le Président ou son représentant à :
- *prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par l'Eurométropole de Strasbourg à certains créanciers de l'Agence France Locale ;*
- *engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;*

d) autorise le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

*e) en tant qu'actionnaire de l'Agence France Locale - Société Territoriale, informe que le compte rendu d'activité est consultable en **annexe II** :*

5) En 2018, et sous réserve du vote par le Parlement d'un coefficient de revalorisation forfaitaire des bases au moins égal à 1%, les taux de la fiscalité directe demeurent à un niveau stable soit :

	2018
Taxe d'habitation	*11,25%*
Taxe foncière sur les propriétés bâties	*1,15%*
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	*4,94%*
Cotisation foncière des entreprises	*26,83%*

6) vu l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 (JO du 07/01/2007) ;

vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat ;

vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

autorise le Président, pour l'exercice budgétaire 2018,

en application du dernier alinéa de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 et de l'article 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 à signer, à titre dérogatoire, exceptionnel et pour une durée limitée aux déplacements afférents, des ordres de mission des agents, des élus et des états de frais des intervenants extérieurs incluant des taux de remboursement dérogeant jusqu'à concurrence de quatre fois maximum au forfait relatif aux taux des indemnités de mission sur le territoire national, sans que le montant autorisé puisse conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée par le bénéficiaire.

Au 8 décembre 2017, le montant du forfait est fixé nationalement à 60 € par nuitée au titre de l'hébergement et 15,25 € par repas.

Ces dispositions emportent mise en compatibilité du règlement d'attribution des indemnités de frais de déplacements temporaires, modifié lors de la délibération du 30 janvier 2015.

7) fixe les montants de l'attribution de compensation (AC), à verser ou à percevoir comme suit auprès des communes membres et fixe par ailleurs comme suit la répartition de la dotation de solidarité communautaire par commune :

	AC 2018	*DSC 2018*
ACHENHEIM	*345 375*	*33 066*
BISCHHEIM	*549 695*	*851 518*
BLAESHEIM	*95 445*	*25 194*
BREUSCHWICKERSHEIM	*135 917*	*21 487*
ECKBOLSHEIM	*40 632*	*61 209*
ECKWERSHEIM	*-55 745*	*71 873*
ENTZHEIM	*127 179*	*58 231*
ESCHAU	*-57 662*	*169 116*
FEGERSHEIM	*521 624*	*115 588*
GEISPOLSHEIM	*511 178*	*88 191*

HANGENBIETEN	*284 153*		*24 713*
HOENHEIM	*-406 997*		*399 603*
HOLTZHEIM	*-79 861*		*76 135*
ILLKIRCH			
GRAFFENSTADEN	*5 272 360*		*393 773*
KOLBSHEIM	*99 845*	*	*14 467*
LAMPERTHEIM	*-105 092*		*69 879*
LINGOLSHEIM	*-674 707*		*755 837*
LIPSHEIM	*-19 128*		*77 789*
MITTELHAUSBERGEN	*-222 016*		*47 265*
MUNDOLSHEIM	*628 141*		*78 409*
NIEDERHAUSBERGEN	*-69 265*		*72 147*
OBERHAUSBERGEN	*539 394*		*26 416*
OBERSCHAEFFOLSHEIM	*-98 627*		*93 558*
OSTHOFFEN	*61 785*		*14 380*
OSTWALD	*-224 694*		*323 359*
PLOBSHEIM	*-234 798*		*152 093*
REICHSTETT	*234 779*		*115 168*
SCHILTIGHEIM	*3 365 277*		*935 521*
SOUFFELWEYERSHEIM	*-195 379*		*115 182*
STRASBOURG	*60 117 452*		*8 766 585*
VENDENHEIM	*538 815*		*76 872*
LA WANTZENAU	*312 494*		*183 003*
WOLFISHEIM	*-42 260*		*123 501*
	71 295 308		*14 431 129*

***** montant provisoire*

8) approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, l'encaissement du remboursement des frais de personnel de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, par douzième, sur la base du remboursement opéré en année N-2, le solde étant versé à l'issue des décomptes définitifs ;

9) arrête pour le budget de 2018 le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 45,89 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines.
*approuve la liste des tarifs 2018, conformément à l'**annexe III***

*10) approuve la liste des organismes pour lesquels l'Eurométropole de Strasbourg versera une cotisation en 2018 (**annexe IV**)*

*11) prend acte, dans l'**annexe V**, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale*

détient une part du capital ;
a garanti un emprunt ;

a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

12) *approuve le versement de la contribution 2018 au Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar à hauteur de 106 800 €,*

13) *approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire ;*

14) *approuve la constitution d'une provision à hauteur de 100 000 € concernant le litige du marché lot 19 relatif à l'ajournement de la construction du PAPS-PCPI;*

15) *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :*

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=zDtr2gyoNZ6QveziqC4B5C

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

ANNEXE I
MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE

AGENCE FRANCE LOCALE | Par et pour les collectivités

ENGAGEMENT DE GARANTIE

[Désignation du Garant**]**, représenté[e] par **[●]** en sa qualité de **[●]**

- consent une garantie autonome à première demande dont les modalités sont régies par le Modèle de Garantie Version 2016.1 dont une copie est annexée au présent Engagement de Garantie ;
- le montant initial de la garantie consentie en application du présent Engagement de Garantie est de_____ (_____) euros[1] (le ***Plafond Initial***) ;
- le présent Engagement de Garantie expirera le _____ (la ***Date d'Expiration***)[2] ;
- déclare que le présent Engagement de Garantie a été approuvé par son organe délibérant conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, ses documents constitutifs ;
- déclare accepter sans réserve les stipulations du Modèle de Garantie.

Le présent Engagement de Garantie est régi par le droit français et sera interprété conformément à celui-ci.

Tout litige relatif notamment à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Engagement de Garantie relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

Fait à **[●]**

Le **[●]**

Pour le Garant[3] Pour l'Agence France Locale

En présence de la Société Territoriale[4]

---

1 Indication du montant en chiffres et en lettres obligatoire.

2 La date d'expiration doit être au plus tôt quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la date d'échéance contractuelle de l'acte ou du contrat ayant conduit à la signature de l'Engagement de Garantie.

3 Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour garantie autonome à première demande d'un montant plafond de [Plafond Initial, en chiffres et en lettres] euros ».

4 Un pouvoir général de contresigner les Engagements de Garantie pourrait être consenti par la Société Territoriale à l'Agence France Locale.



Métropole Brest Métropole ©Frédéric Le Mouillour

AGENCE FRANCE LOCALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

FINANCER L'INVESTISSEMENT DE NOS COLLECTIVITÉS

EDITO

L'AGENCE FRANCE LOCALE VIENT D'ENTRER DANS SA TROISIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉ.

Créé en 2013 à l'initiative des collectivités locales françaises qui le détiennent à 100%, le Groupe Agence France Locale compte 183 collectivités actionnaires au 31 mars 2017, parmi lesquelles des collectivités de tous types, de toutes tailles, localisées dans toutes les régions de France. Aujourd'hui l'Agence France Locale couvre près d'un tiers des besoins de ses membres et en accueille chaque semaine de nouveaux.

Que votre collectivité soit déjà membre du Groupe ou en passe de le devenir, nous espérons que ce rapport saura au mieux vous présenter l'activité et les spécificités de cette agence de financement d'un nouveau genre.

Commune d'Huningué ©P.Bogna

SOMMAIRE

04
LE MOT DE L'AGENCE FRANCE LOCALE - SOCIÉTÉ TERRITORIALE AUX ACTIONNAIRES

06
LE MOT DE L'AGENCE FRANCE LOCALE AUX ACTIONNAIRES

08
LES CHIFFRES CLÉS 2016

10
L'AFL EN BREF

11
LES TEMPS FORTS DE 2016

13
FINANCEMENT ET DIGITALISATION

16
ÉTHIQUE ET RESPONSABILITÉ

17
LES RÉSULTATS ANNUELS DU GROUPE AFL

20
LES COLLECTIVITÉS MEMBRES

LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 22 JUIN 2017

JACQUES PÉLISSARD
Président

RICHARD BRUMM
Vice-président

BLOC RÉGIONAL

RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Laurent Dejoie
Conseiller régional

BLOC DÉPARTEMENTAL

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
Dominique Echaroux
Vice-président en charge des finances

DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE
Luc Berthoud
Vice-président en charge des finances

BLOC COMMUNAL

COMMUNE DE CONCHES-EN-OUCHE
Jérome Pasco
Adjoint au maire

COMMUNE DE GRENOBLE
Hakim Sabri
Adjoint au maire en charge des finances

MÉTROPOLE DU GRAND NANCY
Pierre Boileau
Vice-président délégué aux finances

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE
Michel Colin
Vice-président en charge des finances

MÉTROPOLE DE LYON
Karine Dognin-Sauze
Vice-présidente en charge du numérique et de l'innovation

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
Caroline Barrière
Vice-présidente en charge du suivi des questions budgétaires et financières

COMMUNE DE ROQUEFORT-SUR-SOULZON
Bernard Sirgue
Maire

TOULOUSE MÉTROPOLE
Sacha Briand
Vice-président en charge des finances

LA DIRECTION GÉNÉRALE

OLIVIER LANDEL — Directeur général

YVES MILLARDET — Directeur général délégué

LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Après avoir participé, en tant que président de l'Association des maires de France, à la création en 2013 du Groupe Agence France Locale, dont j'ai ensuite co-présidé le Conseil d'orientation durant trois ans, je suis heureux d'avoir été élu le 22 juin 2017 président du Conseil d'administration de l'Agence France Locale – Société Territoriale.
Ce conseil, renouvelé lors de notre assemblée générale du 24 mai 2017, s'est d'ores-et-déjà mis au travail pour réfléchir aux futures orientations du Groupe, dans la continuité de la mission que lui a confiée la loi qui l'a créée en 2013.

Je suis fier de pouvoir, grâce à ce mandat, continuer à porter les intérêts des membres du Groupe AFL et ceux des collectivités locales françaises dans leur ensemble.

Jacques Pélissard

Maire de Lons-le-Saunier
Président du Conseil d'administration
de l'Agence France Locale - Société Territoriale

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Après un démarrage réussi, grâce à l'implication des collectivités pionnières qui ont accompagné sa phase de construction, le Groupe Agence France Locale s'apprête à réfléchir à ses développements futurs. Les renouvellements en cours nécessiteront un rôle à la fois de pédagogie et de conviction pour continuer de faire évoluer, lorsque cela sera nécessaire, le cadre juridique et réglementaire qui permettra d'amplifier le développement de l'Agence. C'est en ce sens et pour toujours mieux servir vos intérêts que je continuerai à m'impliquer à vos côtés avec ce rôle d'interface entre les collectivités locales et les autorités nationales.

Olivier Landel

Directeur général de
l'Agence France Locale - Société Territoriale

L'AGENCE FRANCE LOCALE

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 22 JUIN 2017

RICHARD BRUMM
Président

JACQUES PÉLISSARD
Vice-président

LARS ANDERSSON
Fondateur de Kommuninvest

VICTOIRE AUBRY-BERRURIER
Membre du comité exécutif d'Icade en charge des finances, du juridique et des systèmes d'information

FRANÇOIS DROUIN
Président d'ATMB

NICOLAS FOURT
Directeur général délégué d'ACOFI Gestion

MÉLANIE LAMANT
Directrice générale des services de l'établissement public territorial Plaine Commune

OLIVIER LANDEL
Délégué général de France Urbaine et directeur général de l'Agence France Locale - Société Territoriale

DANIEL LEBÈGUE
Président de l'Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE)

ROLLON MOUCHEL-BLAISOT
Directeur général de l'Association des maires de France

DOMINIQUE SCHMITT
Conseiller du président du département Alpes Maritimes et adjoint au maire de Cagnes

LE DIRECTOIRE

YVES MILLARDET
Président du directoire

ARIANE CHAZEL
Directrice des risques, de la conformité et du contrôle

THIÉBAUT JULIN
Directeur financier

PHILIPPE ROGIER
Directeur du crédit

LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le 26 juillet 2013, le Parlement a autorisé les collectivités locales françaises à créer leur propre établissement de crédit, pour tenir compte des vicissitudes majeures de financement connues par les collectivités au cours des années précédentes. Financements toxiques et manque de liquidités avaient mis à mal la confiance du secteur local envers le monde financier. Le coût de la ressource que l'AFL lève et la notation dont elle bénéficie illustrent l'extrême sécurité reconnue aux collectivités locales françaises. Rappeler que l'éthique et la responsabilité sont au cœur du projet de l'AFL n'est pas superflu. L'Agence France Locale doit se distinguer des banques par l'importance portée à ces valeurs, que ce soit par sa mission, sa gouvernance, sa gestion ou ses engagements.

Les valeurs véhiculées par ce projet d'intérêt général vont de pair avec le rôle central des collectivités locales dans notre pays : rapprocher le citoyen de la société, le servir et voir loin.

Ce cap doit être rappelé.

Richard Brumm
Vice-président de la métropole de Lyon en charge des finances
Président du Conseil de surveillance
de l'Agence France Locale

LE MOT DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

De grandes réalisations ont marqué les deux dernières années. L'AFL est aujourd'hui une banque et, comme les collectivités l'ont souhaité, une banque pas comme les autres.

Les crédits à phase de mobilisation progressive et les crédits de trésorerie ont été ouverts à la commercialisation. Un premier prêt à très long terme (30 ans) a été accordé. L'image acquise en quelques mois par notre établissement de crédit le place d'emblée au niveau des meilleurs risques pour des investisseurs ; c'est l'image de nos collectivités locales qui est ainsi valorisée et appréciée à sa juste valeur.

Maintenant que la preuve a été faite de l'intérêt de l'AFL pour le monde public et de la capacité des collectivités d'assumer la gouvernance d'un tel établissement de crédit, l'heure est venue de consolider les bases que nous avons achevé de mettre en place tout en préparant la deuxième phase, qui consistera à réfléchir aux développements futurs du Groupe.

Cette consolidation et ce développement, c'est avec vous et pour vous qu'ils seront mis en place, vous qui nous faites confiance aujourd'hui et qui nous ferez confiance demain.

Yves Millardet
Président du Directoire de l'Agence France Locale



Eurométropole Strasbourg - Tram pont de Kehl

> "C'est une agence qui est créée par les collectivités, pour les collectivités, et je crois que ça c'est vraiment l'innovation majeure. Plus on sera nombreux dans l'AFL et plus notre pouvoir d'intervention sur les marchés financiers sera à notre avantage et nous permettra d'obtenir les meilleures conditions pour continuer à financer nos investissements."

Caroline Barrière,
Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,
membre depuis mars 2015

LES CHIFFRES CLÉS 2016

183
ACTIONNAIRES AU 31 MARS 2017

544 M€
PRÊTS OCTROYÉS

15 000 €
PLUS PETIT MONTANT PRÊTÉ

45 M€
PLUS GRAND MONTANT PRÊTÉ

101 CRÉDITS LONG TERME SIGNÉS

4% DE PART DE MARCHÉ

77
COLLECTIVITÉS ONT EMPRUNTÉ AUPRÈS DE L'AFL

25 SALARIÉS

4 LIGNES DE TRÉSORERIE



© Métropole Rouen Normandie

“
L'objectif de l'Agence France Locale n'est pas de générer des bénéfices mais de faire profiter l'ensemble des collectivités de prêts au moindre coût. Ce fonctionnement contribue à renforcer la solidarité des collectivités de taille importante vis-à-vis des petites collectivités. L'Agence France Locale se démarque donc par son autonomie financière.
”

Frédéric Sanchez,
Président de la Métropole Rouen Normandie.
Membre depuis 2014

L'AFL EN BREF

28% **POURCENTAGE DE LA POPULATION FRANÇAISE** RÉSIDANT DANS UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE MEMBRE DE L'AGENCE FRANCE LOCALE

96
LE NOMBRE D'HABITANTS QUE COMPTE GROSBOIS-EN-MONTAGNE (21), LA PLUS PETITE COLLECTIVITÉ MEMBRE DU GROUPE AFL

3,66
EN MILLIONS, LE NOMBRE D'HABITANTS QUE COMPTE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE, COLLECTIVITÉ MEMBRE DU GROUPE AFL AVEC LA POPULATION LA PLUS ÉLEVÉE

183
NOMBRE DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ACTIONNAIRES DE L'AGENCE FRANCE LOCALE AU 31 MARS 2017
DONT :

- **1 région**
- **2 collectivités** à statut particulier
- **5 départements**
- **10 métropoles**
- **5 communautés** urbaines
- **13 communautés** d'agglomération
- **21 communautés** de communes
- **4 établissements** publics territoriaux
- **122 communes**

LES TEMPS FORTS DE 2016 EN 15 DATES CLÉS

JANVIER

L'adhésion des petites collectivités est facilitée. Le seuil de 3000 euros de la participation en capital est supprimé.

FÉVRIER

L'Agence France Locale devient partenaire de l'ANDAM et renforce ainsi sa participation auprès des élus locaux aux côtés des Associations départementales de Maires.

MARS

Huitième augmentation de capital pour l'Agence France Locale.

AVRIL

Adhésion de Grosbois-en-Montagne qui devient, avec 96 habitants, le plus petit actionnaire du Groupe Agence France Locale.

–

Neuvième augmentation de capital pour l'Agence France Locale.



AVRIL

L'Agence France Locale soutient la désensibilisation des dettes toxiques et accompagne la Métropole de Lyon dans une opération historique de réaménagement de sa dette.

MAI

L'Agence France Locale lance avec succès sa 2ème émission obligataire benchmark à hauteur de 500 millions d'euros.

–

La première Journée de l'Agence est organisée à l'Hotêl de Ville de Lyon en présence d'Estelle Grelier, secrétaire d'Etat chargée des Collectivités territoriales.

JUIN

L'Agence France Locale devient partenaire de Lendosphere, première plateforme de financement participatif pour les projets de transition énergétique.

JUILLET

Dixième augmentation de capital pour l'Agence France Locale et entrée de la 1ère collectivité d'Outre-Mer.

SEPTEMBRE

L'adhésion des grandes collectivités est facilitée, prenant en compte les politiques de désendettement et permettant un aménagement du versement de la participation en capital.

OCTOBRE

Stéphane Le Ho, administrateur Territorial, devient directeur du développement de l'Agence France Locale - Société territoriale.

–

L'Agence France Locale noue un partenariat avec l'Association des Maires ruraux de France.

NOVEMBRE

Ouverture de la 1ère ligne de trésorerie avec la Ville de Lannion.

DÉCEMBRE

Onzième augmentation de capital pour l'Agence France Locale.

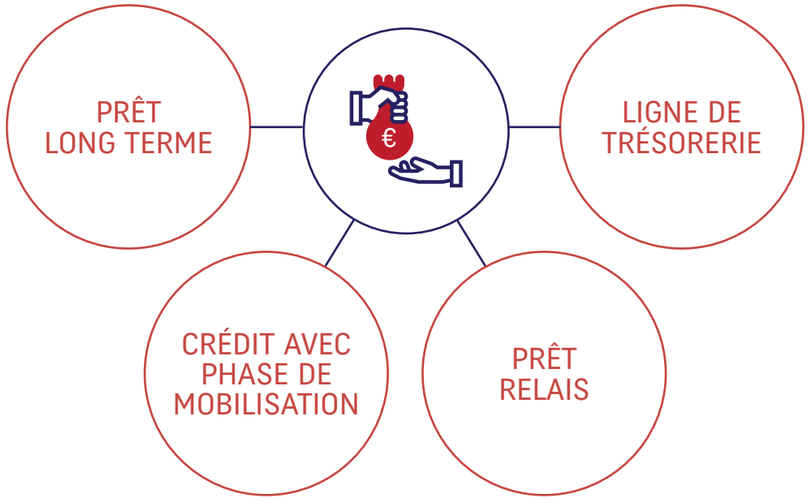
FINANCEMENT ET DIGITALISATION

UNE GAMME DE FINANCEMENT COMPLÈTE

–

2016 MARQUE LA FINALISATION DE L'OFFRE DE FINANCEMENT PROPOSÉE PAR L'AGENCE FRANCE LOCALE.

La gamme répond à l'ensemble des besoins de nos actionnaires tant en termes de flexibilité que de simplicité :



Communauté d'agglomération du Val de Fensch

LA DIGITALISATION : UN ENJEU MAJEUR

–

LA DIGITALISATION DE NOS SERVICES ET DE NOTRE OFFRE EST AU COEUR DE NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE DEPUIS NOTRE CRÉATION.

Notre portail bancaire a été mis en service en décembre 2015, année du lancement de notre activité de financement. Ouvert à toutes les collectivités en France, il propose une information personnalisée aux collectivités non membres pour les accompagner dans les étapes de leur adhésion et permet à nos collectivités actionnaires d'avoir accès à l'ensemble de nos services et de disposer d'un outil de suivi et de gestion unique.

Dans un souci de simplification des actes et des services, ce portail est une extension directe du système d'information de l'Agence France Locale, gage d'une relation de proximité avec nos collectivités.
Seconde étape majeure de notre développement digital, 2017 verra la mise en œuvre progressive de la signature électronique au sein de notre portail bancaire.

Et, avec les collectivités locales déjà bien avancées sur ces thématiques de dématérialisation, notamment en matière de commande publique, nous œuvrons à intégrer rapidement cette fonctionnalité dans l'ensemble du circuit digital pour finaliser le déploiement et recueillir à la fois les signatures des parties mais aussi le visa du contrôle de légalité.

Notre portail se veut flexible et évolutif et, ainsi, s'adaptera aux évolutions attendues par nos actionnaires et plus globalement par le marché du financement du secteur public local.



Collectivité d'outre-mer Saint-Pierre-et-Miquelon ©Fotolia

“
Les tensions ressenties sur le secteur bancaire, privant de fait de financement un certain nombre de projets importants, ont amené certains élus à chercher une manière de contourner ces difficultés en imaginant une réponse innovante. La création de cette agence est donc une réponse tout à fait adaptée au financement dynamique de certains projets de collectivités.
”

Stéphane Artano,
Président de la Collectivité territoriale
de Saint-Pierre-et-Miquelon.
Membre depuis 2016

ÉTHIQUE ET RESPONSABILITÉ

LE GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE **EN 6 POINTS**

1. **Une mission d'intérêt général**
2. **La responsabilité des collectivités** locales actionnaires et garantes
3. Une gestion **prudente et de long terme**
4. Une gouvernance marquée **par une claire séparation des pouvoirs**
5. **Un circuit court** vers les financements de marché
6. **Un statut bancaire** pour une entité dotée d'un actionnariat public

LES 4 ENGAGEMENTS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE

- Transparent dans ses règles et ses produits
- Équitable dans ses relations avec les collectivités
- Simple et robuste dans la gestion
- Responsable dans la société et son environnement

RÉSULTATS ANNUELS DU GROUPE AFL

Les résultats financiers pour l'exercice 2016 se traduisent par une très forte amélioration, comme en témoigne le résultat brut d'exploitation qui s'établit à -2,1 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre -10,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Cette amélioration est la conséquence :
- d'une poussée du produit net bancaire à 9,3 millions d'euros contre 408 mille euros au 31 décembre 2015 ; et
- d'une réduction des charges d'exploitation à 9,5 millions d'euros contre 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Deux éléments importants contribuent à la progression du produit net bancaire en 2016 :
- les revenus liés à la constitution progressive du portefeuille de crédits à hauteur de 4,7 millions d'euros ; et
- la réalisation de plus-values de cession de titres disponibles à la vente d'un montant de 4,65 millions d'euros (3 millions d'euros provenant de la cession de titres initialement classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et 1,65 million d'euros provenant de la gestion de la réserve de liquidité).

La réduction des charges d'exploitation est principalement le fait de la baisse des charges administratives à 5,1 millions d'euros contre 6,2 millions d'euros en 2015, en raison de l'achèvement de la phase de construction initiale de l'Agence. Les charges de personnel progressent à 4,4 millions d'euros en 2016 contre 3,9 millions d'euros en 2015, en raison de l'arrivée à maturité des équipes opérationnelles et d'un effet induit par la soumission à la taxe sur les salaires.

L'exercice 2016 se solde par un résultat net négatif de -3,4 millions d'euros comparé à -7,7 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Ce chiffre comprend une charge d'impôt différé de 1,1 million d'euros, se rapportant aux déficits fiscaux antérieurement activés.

LES RÉSULTATS 2016

PRINCIPAUX POSTES DES COMPTES CONSOLIDÉS (NORME IFRS)

	2016	2015
Titres disponibles à la vente (AFS)	**357 646**	**459 037**
Prêts et créances	**892 227**	**383 527**
Dettes représentées par un tiers	**1 259 073**	**840 536**
Fonds propres	**98 518**	**65 198**
Marge nette d'intérêt - MNI	**4 705**	**496**
Produit net bancaire - PNB	**9 254**	**408**
Charges générales d'exploitation (détail ci-dessous)	**- 9 503**	**- 10 077**
Résultat brut d'exploitation	**- 2 105**	**- 10 894**
Résultat net	**- 3 352**	**- 7 710**

En milliers d'euros

DÉTAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION (NORME IFRS)

	2016	2015
Total des charges d'exploitation dont :	**9 503**	**10 077**
Charges de personnel	**4 384**	**3 866**
Charges administratives dont :	**5 119**	**6 211**
• Systèmes d'information	2 444	2 441
• Conseil	166	1 458
• Honoraires juridiques	182	539
• Location des locaux	404	188
• Fonction dépositaire	55	145
• Promotion	261	209
• Taxes	753	273
• Autres charges courantes	854	958

En milliers d'euros



“La création de l'AFL dans ce contexte, avec la baisse des dotations, est venue fort opportunément donner de l'oxygène au secteur local, avec l'entrée sur le marché d'un partenaire qui comprend mieux les enjeux et les attentes des communes et territoires.”

Patrick Deguise,
Maire de Noyon et président de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais.
Membre depuis 2014 et 2015

COLLECTIVITÉS MEMBRES DE L'AGENCE FRANCE LOCALE

Auvergne-Rhône-Alpes

Communauté d'agglomération d'Annemasse - Les Voirons Agglomération (74) Commune de Boën-sur-Lignon (42) Commune de Bourg-Argental (42) Commune de Bourgoin-Jallieu (38) Commune de Bourg-Saint-Andéol (07) Communauté d'agglomération Chambéry métropole - Cœur des Bauges (73) Commune de Chirols (07) Communauté urbaine Clermont Auvergne Métropole (63) Commune de Clermont Ferrand (63) Commune de Combloux (74) Commune de Domérat (03) Communauté de communes Du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (07) Commune d'Etrembières (74) Commune de Grenoble (38) Commune de La Motte-Servolex (73) Commune de La Mulatière (69) Métropole de Lyon (69) Communauté de communes du Pays Mornantais (69) Commune du Pont d'Ain (01) Commune de Pontaumur (63) Commune du Pont-de-Beauvoisin (73) Commune de Puy-Saint-Gulmier (63) Communauté de communes des Rives de l'Ain - Pays du Cerdon (01) Commune de Pontaumur (63) Commune de Sainte-Euphémie (01) Commune de Saint-Jean-Bonnefonds (42) Commune de Saint-Just-d'Ardèche (07) Commune de Saint-Sauveur-en-Rue (42) Département de la Savoie (73) Commune de Teilhède (63) Commune de Thil (01) Commune d'Usson-en-Forez (42) Communauté de communes de la Vallée du Garon (69) Commune de Villeurbanne (69)

Bourgogne-Franche-Comté

Commune de Collonges-lès-Premières (21) Commune de Cressy-sur-Somme (71) Communauté urbaine Creusot Montceau (71) Communauté d'agglomération du Grand Besançon (25) Commune de Grosbois-en-Montagne (21) Commune d'Izier (21) Commune de Longvic (21) Commune de Lons-le-Saunier (39) Commune de Mâcon (71) Commune de Tart-l'Abbaye (21)

Bretagne

Commune de Brest (29) Brest métropole (29) Commune de Lannion (22) Commune de Lesneven (29) Commune Le Ferré (35) Communauté d'agglomération Morlaix communauté (29) Commune de Plouvorn (29) Commune de Plouzané (29) Commune de Saint-Avé (56)

Centre-Val de Loire

Communauté d'agglomération Blois Agglopolys (41) Commune de Gidy (45) Communauté de communes de la Plaine du Nord Loiret (41) Commune de Vendôme (41)

Corse

Commune de Monacia-d'Aullène (2A)

Grand Est

Communauté de communes Ardenne Rives de Meuse (08) Commune d'Aubrives (08) Communauté de communes du Bassin de Pompey (54) Communauté d'agglomération Epinal (88) Métropole du Grand Nancy (54) Commune d'Huningue (68) Commune Les Voivres (88) Commune de Metz (57) Département de la Meuse (55) Commune de Morhange (57) Communauté de communes de Moselle et Madon (54) Communauté de communes de la Région de Guebwiller (68) Commune de Richardménil (54) Communauté de communes du Secteur d'Illfurth (68) Métropole Strasbourg Eurométropole (67) Communauté d'agglomération du Val de Fensch (57) Communauté de communes du Warndt (57) Commune de Wittenheim (68)



Communauté urbaine Creusot Montceau ©Franck Chessa

AFL . RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

Hauts-de-France

Département de l'Aisne (02) Commune d'Amiens (80) Communauté d'agglomération Amiens Métropole (80) Commune d'Anzin (59) Communauté urbaine d'Arras (62) Commune d'Attiches (59) Commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes (59) Commune de Croix (59) Commune de Cysoing (59) Communauté urbaine de Dunkerque Grand Littoral (59) Commune de Genech (59) Commune de Grandvilliers (60) Métropole Européenne de Lille (59) Commune de Noyon (60) Communauté de communes du Pays Noyonnais (60) Communauté de communes Pévèle-Carembault (59) Commune de Plailly (60) Commune de Saint-Saulve (59) Commune de Sailly-les-Lannoy (59) Commune de Saulzoir (59) Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (59) Commune de Waziers (59)

Île-de-France

Commune de Bernay-Vilbert (77) Commune de Bry-sur-Marne (94) Commune de Brunoy (91) Commune de Créteil (94) Département de l' Essonne (91) Établissement public territorial Est Ensemble (93) Commune de Gennevilliers (92) Commune de Gonesse (95) Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (94) Commune de Livry-Gargan (93) Commune de Montreuil (93) Commune de Nogent-sur-Marne (94) Établissement public territorial Paris-Est-Marne et Bois (94) Établissement public territorial Plaine Commune (93) Commune de Saint-Brice-sous-Forêt (95) Commune de Saint-Denis (93) Communauté d'agglomération de Val Parisis (95) Commune de Vincennes (94)

Normandie

Commune d'Alençon (61) Communauté urbaine d'Alençon (61) Communauté de communes d'Amfreville la Campagne (27) Commune de Cherbourg-en-Cotentin (50) Commune de Conches-en-Ouche (27) Commune d'Évreux (27) Commune de Giberville (14) Commune de La Feuillie (76) Commune Le Thuit-de-l'Oison (27) Métropole Rouen Normandie (76) Communauté de communes du Pays de Conches (27) Commune de Saint-Pierre-des-Fleurs (27) Commune de Saint-Pierre-du-Bosguérard (27) Commune de Vernon (27)

Nouvelle-Aquitaine

Commune de Beynac-et-Cazenac (24) Commune de Bordeaux (33) Bordeaux Métropole (33) Communauté d'agglomération du Grand Périgueux (24) Communauté d'agglomération du Grand Poitiers (86) Commune de Guéthary (64) Commune Le Bouscat (33) Commune d'Oloron Sainte-Marie (64) Commune de Pau (64) Communauté d'agglomération Pau-Pyrénées Agglomération (64) Commune de Peujard (33) Commune de Peyrignac (24) Commune de Saint-Martin-de-Seignanx (40) Commune de Saint-Maurin (47) Commune de Vitrac (24)

Occitanie

Communauté de communes Adour Madiran (65) Département de l'Ariège (09) Commune d'Aussonne (31) Commune de Bagnères-de-Luchon (31) Commune de Balaruc-les-Bains (34) Commune de Condom (32) Communauté de communes des Coteaux du Girou (31) Commune de Flourens (31) Commune de Pollestres (66) Communauté de communes du Pont du Gard (30) Commune de Pujo (65) Communauté de communes du Quercy Caussadais (82) Commune de Roquefort-sur-Soulzon (12) Commune de Roquemaure (30) Commune de Roquesérière (31) Communauté d'agglomération Thau Agglo (34) Toulouse Métropole (31) Commune de Vénéjan (30)

Pays de la Loire

Commune d'Ancenis (44) Commune de Beaucouzé (49) Commune d'Épieds (49) Commune de Loireauxence (44) Commune de Nantes (44) Nantes Métropole (44) Communauté de communes du Pays de l'Huisne Sarthoise (72) Pays de la Loire (Région) Commune de Rezé (44) Commune de Saint-Augustin-des-Bois (49) Commune de Saint-Hilaire-de-Riez (85) Commune de Saint-Nazaire (44) Commune de Saumur (49) Commune des Sorinières (44)

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Métropole d'Aix-Marseille-Provence (13) Commune de Gonfaron (83) Commune de Marseille (13) Commune de Pertuis (84) Commune de Roquebrune-sur-Argens (83)

Collectivités d'Outre-Mer

Polynésie Française (987) Saint-Pierre-et-Miquelon (97)

> « Nombre de pays européens, principalement au nord de l'Europe, ont déjà développé avec succès ce type d'outil. La force du monde local largement réuni et solidaire (à travers le système des garanties mutuelles) nous permet de nous prémunir des conséquences lourdes d'une pénurie de financements pour le développement de nos territoires. »
>
> **David Marti**,
> Président de la communauté urbaine Creusot-Montceau, membre depuis mars 2014

L'AGENCE FRANCE LOCALE FINANCE L'INVESTISSEMENT DE NOS COLLECTIVITÉS



TRANSPARENCE



SIMPLICITÉ



DIVERSIFICATION



EFFICACITÉ



SÉCURITÉ

STÉPHANE LE HO
Directeur du développement de l'Agence France Locale - Société territoriale
04 81 11 29 37
stephane.leho@agence-france-locale.fr

LAURENCE LEYDIER
Directrice relation Collectivités locales
04 81 11 29 37
laurence.leydier@agence-france-locale.fr

AGENCE FRANCE LOCALE

WWW.AGENCE-FRANCE-LOCALE.FR

@AGENCEFRLOCALE

AGENCE-FRANCE-LOCALE

©2017 / Parker et Parker

Annexe à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017

TARIFS AU 1ER JANVIER 2018 DES PRESTATIONS ASSUREES PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

DELEGATION COHESION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT EDUCATIF ET CULTUREL

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

Gens du voyage (Tarifs applicables au 1er février 2018)

- Dispositif d'accueil des gens du voyage

DIRECTION DE LA POPULATION, DES ELECTIONS ET DES CULTES

Funéraire

- SEM du Pôle funéraire public de Strasbourg : Centre funéraire de Strasbourg
- SEM Pôle funéraire public de Strasbourg : Pompes funèbres publiques rhénanes

DIRECTION DE LA CULTURE

Médiathèques

- Pass Médiathèques
- Forfaits en cas de perte ou de détérioration.
- Tarifs d'ouvrages sortis des collections
- Location des salles de la Médiathèque André Malraux
- Utilisation d'un espace dans les Médiathèques
- Prêt inter-bibliothèques
- Création d'un service de reproduction photographique
- Vente de cartes de photocopies

Archives

- Reproductions
- Publications du service
- Prestations de service

DELEGATION AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE

DIRECTION URBANISME ET TERRITOIRES

Géomatique et connaissance du territoire

- Vente de données numériques et de plans

DIRECTION MOBILITE, ESPACES PUBLICS ET NATURELS

Stratégie et gestion du stationnement
- Stationnement en ouvrage

Voies publiques
- Droits de voirie pour l'occupation du domaine public eurométropolitain
- Travaux effectués pour le compte de tiers

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BATI

Gestion et inventaire du patrimoine bâti
- Location de salles à l'Université internationale de l'espace (ISU)

DELEGATION SECURITE, PREVENTION ET SPORTS

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION URBAINE

Règlementation de la circulation
- Remplacement de télécommandes, badges, clés et pièces détachées
- Grille tarifaire des prestations liées aux réseaux de communication
- Fourrière animale
- Fourrière automobile

DIRECTION DES SPORTS

Vie sportive
- Piscines de l'Eurométropole
- Patinoire
- Location de matériel et engins pour la maintenance aires de jeux sportifs
- Mise à disposition du Stade de la Meinau et de ses annexes
- Mise à disposition du Rhenus – Sport
- Aérodrome

DELEGATION PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Administration des ressources humaines
- Coûts horaires du personnel

DIRECTION DES RESSOURCES LOGISTIQUES

Moyens Généraux
- Photocopieur et photomaton
- Badge extérieur

Imprimerie-reprographie
- Travaux de l'imprimerie, de reprographie et de reliure

Parc véhicules et ateliers
- Prestations de véhicules et d'engins
- Prestations de véhicules et d'engins à l'attention des communes membres
- Location de vélos

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS URBAINS

Environnement et transition énergétique
- Location de points hauts

Eau et Assainissement
- Tarifs eau potable
- Redevance assainissement
- Vidanges et prestations
- Travaux assainissement

Propreté urbaine
- Redevance spéciale Déchets
- Prestations annexes Déchets
- Frais de remplacement des bacs endommagés ou disparus
- Apports au centre de valorisation des déchets
- Location de toilettes fixes et frais de nettoyage des rues

DELEGATION RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Communication externe
- Insertions publicitaires dans Strasbourg Eurométropole Le Mag

Communication interne
- Vente des articles au logo de l'Eurométropole

DISPOSITIF D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE TARIFICATION 2018

Applicable à compter du 1er février 2018

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Tarifs applicables aux aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, répondants aux normes définies par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

✓ Droit de place

- 1,70 € / jour l'emplacement de 2 places
- 2,40€ / jour l'emplacement de 3 places
- 1,70€/ jour l'emplacement ayant un aménagement spécifique permettant l'accueil des personnes à mobilité réduite avec une caravane d'habitation et une caravane cuisine

✓ Consommation des fluides

- 2,75 € / m³ d'eau
- 0,13 € / KWh d'électricité

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 1,70 € / jour l'emplacement de 2 places
- 2,40 € / jour l'emplacement de 3 places
- 1,70€/ jour l'emplacement ayant un aménagement spécifique permettant l'accueil des personnes à mobilité réduite avec une caravane d'habitation et une caravane cuisine

✓ Dépôt de garantie

- 100 € / emplacement pour le stationnement de caravanes
- 300 € / emplacement pour le stationnement d'un camping car

Restitué au départ, après l'état des lieux constatant le bon état de l'emplacement libéré et des équipements le desservant.

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations, de manquements au règlement ou de prestations spécifiques

En cas de destruction partielle ou totale d'un élément d'équipement de l'aire, la Collectivité se réserve le droit de réclamer une indemnisation à la hauteur du coût réel du préjudice subi.

✓ Retenues Forfaitaires – Aires d'accueil (suite)

	Nature	Définition	Tarif ttc
Communs	Clé	perdue / cassée	20 €
	Rallonge adaptateur	perdue / détériorée	20 €
	Ecoulement bouche	interv. ext. ou sortie pompes	100 €
	Porte	cassée / forcée / à remplacer	100 €
	Panneau de signalisation	cassé	75 €
	Portique	cassé / fracturé	3 000 €
	Axe de support cadenas / portique	cassée / fracturée	150 €
Abords et Emplacement	Encombrants (palettes, appareils ménagers)	enlèvement	50 €
	Propreté (yc pendant le séjour)	détritus/ objets	50 €
	Espaces verts	détritus/ objets	50 €
	Clôture	cassée/ coupée/ démontée	60 €
	Plot pour auvent	manquant	90 €
	Plot pour auvent	abimé	10 €
	Candélabre	cassé/ fracturé / graffitis	100 €
	Enlèvement d'un véhicule ou d'une caravane	enlèvement	300 €
Bâtiment	Trous ou traces sur les murs	traces/ trous/	40 €
	Graffiti ou dessin sur les murs	petit format	50 €
	Graffiti ou dessin sur les murs	grand format	100 €
	Vitre / brique vitrée	cassée	80 €
	Grille ventilation / aération	cassée /manquante	10 €
	Toiture	tuile cassée	10 €
	Gouttière	accessoire / goulotte	30 €
Porte	Propreté	traces / dessins / graffitis	10 €
	Graffiti ou dessin	petit format	50 €
	Graffiti ou dessin	grand format	100 €
	Poignée	cassée / manquante	30 €
	Serrure	forcée / hors service	40 €
Electricité en extérieur	Coffret électrique	plastron cassé	50 €
	Prise électrique	brûlée, cassée	10 €
	Disjoncteur	brûlé, cassé	100 €
Equipement sanitaire extérieur	Evier extérieur	cassé/ détérioré	100 €
	Robinet et/ou poussoir	col de cygne	50 €
	Robinet machine à laver	cassé/ détérioré	10 €
	Ecoulement siphon évier / machine à laver	bouché/ cassé	15 €
Espace Toilettes	Propreté	état général négligé	50 €
	Ecoulement bouché	prestation débouchage	40 €
	Carrelage (mur ou sol)	le carreau	5 €
	Abattant wc	cassé	60 €
	Cuvette wc ou réservoir	cassé (e)	100 €
	Poussoir wc	cassé	30 €
	Hublots éclairage	détérioré / vitre cassée	50 €
	Interrupteur	cassé	20 €
	Plexi éclairage		10 €
	Dérouleur papier	cassé	10 €
Espace Douche	Propreté	état général négligé	50 €
	Ecoulement bouché	prestation débouchage	40 €
	Carrelage (mur ou sol)	le carreau	5 €
	Mélangeur - mitigeur	remplacement de pièces	70 €
	Pommeau douche	remplacement de pièces	30 €
	Flexible de douche	détérioré / cassé	10 €
	Hublots éclairage	détérioré / vitre cassée	50 €
	Interrupteur	détérioré / cassée	20 €

	Miroir	cassé	10 €
	Plexi éclairage		10 €

✓ Retenues Forfaitaires – Aires d'accueil (suite)

Changement d'emplacement	Redevance pour changement d'emplacement sans autorisation		70 €
	Frais pour changement d'emplacement autorisé		20 €
Sorties en astreinte	Entrée ou « sortie totale » exceptionnelle le dimanche ou jour férié		60 €
	Entrée ou « sortie partielle » exceptionnelle le dimanche et jour férié		40 €
	Sortie annulée		30 €
	Intervention entre 22h et 7h pour coupure électrique due à une défaillance de l'installation privative (courrier préalable d'avertissement transmis)		90 €
	Déplacement abusif / intervention en astreinte		30 €
	Changement de prise sur installation défectueuse de l'usager		30 €
Déplacement abusif – jours ouvrés	Sortie annulée une fois l'équipe sur place sans avoir prévenu le service		50 €
	Déplacement abusif / non justifié		30 €

TERRAIN D'APPOINT HIVERNAL DU BAGGERSEE

Tarif applicable au terrain d'appoint hivernal du Baggersee.

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 2,40 € / jour pour 1 caravane
- 4,80 € / jour pour 2 caravanes
- 7,20 € / jour pour 3 caravanes

✓ Dépôt de garantie

- 40 € / emplacement

Restitué au départ, après constatation du bon état de l'équipement technique et du site.

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 2,40 € / jour /caravane

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations ou de manquements au règlement

En cas de destruction partielle ou totale d'un élément d'équipement de l'aire, la Collectivité se réserve le droit de réclamer une indemnisation à la hauteur du coût réel du préjudice subi.

	Nature	Définition	Tarifs ttc
Communs	Panneau de signalisation	cassé	75 €
	Portique	cassé / fracturé	3 000 €
	Axe de support cadenas / portique	cassée / fracturée	150 €
Abords et emplacement	Propreté	détritus, objets	30 €
	Espaces Verts	détritus, objets	30 €
	Clé	perdue / cassée	20 €
	Poubelle	dégradée, brûlée, roue cassée	10 €
Electricité en extérieur	Coffret Électrique	plastron cassé	30 €
	Prise Électrique	brûlée, cassée	10 €
	Disjoncteur	brûlé, cassé	25 €

TERRAIN D'APPOINT
(HORS BAGGERSEE)

Tarifs applicables aux terrains d'appoint permettant l'accueil ponctuel des gens du voyage sur le ban de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces terrains ne répondent pas aux normes définies par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 2 € / jour pour 1 caravane
- 4 € / jour pour 2 caravanes
- 6 € / jour pour 3 caravanes

✓ Dépôt de garantie

- 30 € / par caravane

Restitué au départ, après constatation du bon état de l'équipement technique et du site.

✓ Retenues forfaitaires en cas de dégradations ou de prestations spécifiques

Cf. tarifs pour les aires d'accueil et le terrain d'appoint du Baggersee.

STATIONNEMENTS NEGOCIES

Tarifs applicables lors de tout stationnement négocié

Mise en place d'une benne ou enlèvement des sacs poubelles : 200 € par semaine

Nettoyage final du site après le départ du groupe : 200 €

AIRE DE GRAND PASSAGE

✓ Redevance forfaitaire d'occupation

- 21 € / grande caravane / semaine

✓ Dépôt de garantie

- 400 € / groupe jusqu'à 40 grandes caravanes
- 600 € / groupe supérieur à 40 grandes caravanes

Restitué au départ, après constatation du bon état des équipements techniques et du site.

✓ Indemnité pour occupation sans droit ni titre

- 21 € / jour / grande caravane

✓ Redevance forfaitaire en cas de dégradations ou de prestations spécifiques

	Nature	Définition	Tarifs ttc
Terrain	Clôture	Coût par panneau détérioré	30 €
	Portail coulissant ou battant / portillon limiteur	Dégradation	400 €
		Matériel inopérant	1500 €
	Bornes à eau		100 €
	Fontaines à eau / points d'eau (robinets)		50 €
	Pavés / Caillebottis		50 €
	Coffrets électriques	Dégradation	100 €
		Matériel inopérant / manquant	300 €
	Prises	Par prise abimée ou manquante	10 €
	Disjoncteur	Par disjoncteur abimé ou manquant	100 €
	Adaptateur	Par adaptateur abimé ou manquant	20 €
	Mats d'éclairage	Cassé, fracturé, graffitis…	100 €
	Local technique	Graffitis, trous, etc..	50 €
	Local technique	Dégradation	100 €
	Puits de pompage	Détérioration	200 €
	Espaces protégés	Dégradation	200 €
	Propreté du site	Détritus, encombrants, etc…	300 €
	Herbe brûlée		150 €
Modulaires	Tag, peinture		50 €
	Poignets, portes, aération		40 €
	Coffret électrique	Dégradation	100 €
	Coffret électrique	Matériel inopérant / manquant	300 €
	Hublot, détecteur, disjoncteur	Abimé ou manquant	50 €
	Cuvette	Abimé ou manquant	100 €
	Dérouleur papier wc	Abimé ou manquant	10 €
	Chasse d'eau	Abimé	30 €
	Ecoulement bouché : interv. prest. ext.		250 €
	Ecoulement bouché : interv. du service		100 €
	Clé	1 clé manquante	20 €
Prestations spécifique	Intervention pour pose des coffrets électriques le dimanche	Forfait	100 €
	Intervention pour l'accueil d'un groupe n'ayant pas prévenu le vendredi précédent le week-end d'astreinte (hors installation de coffrets électriques)	Forfait	200 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles

Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
1) Crémation :	
Adultes avec Cendrier	490 €
Adultes sans Cendrier	450 €
Enfants cercueil jusqu'à 1,20 M.	230 €
Enfants mort-né / Fœtus	- €
Exhumation ossements de 0 à 60 KG	245 €
Exhumation ossements de 60 à 110 KG	490 €
Exhumation ossements de 110 à 160 KG	690 €
Exhumation ossements plus de 160 KG	840 €
Exhumation réductions de corps contenants jusqu'à 1,20 M.	245 €
2) Location :	
Salles de cérémonie	140 €
Assistance technique pour salle de cérémonie	30 €
Salons de recueillement :	
- Demi Journée	42 €
- Journée	77 €
Chambre froide, par jour	
Avant mise en bière	37 €
Après mise en bière	37 €
Forfait dépôt de 0 jours à 6 jours en chambre froide sans présentation en salon	139 €
Forfait à partir du 7ème jour et par semaine	159 €
Frais de dépôt d'une urne : à partir de 3 mois 30 € et 30 € / mois	30 €

3) Salles de convivialité :	
- Jusqu'à 30 personnes	205 €
- Jusqu'à 50 personnes	215 €
- Jusqu'à 100 personnes	289 €
- De plus de 100 personnes	389 €
salle pour autre événement : salle de convivialité ou grande salle de cérémonie	279 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles

Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
4) Location:	
Lit réfrigéré par jour	44 €
Forfait lit réfrigéré à domicile : livraison - installation - utilisation	184 €
Salle de thanatopraxie + Nettoyage:	
- pour toilette mortuaire avec salon de recueillement	99 €
- pour soins de conservation	99 €
- pour transfert de bière avec vacation	159 €
5) Prestations :	
Porteur - assistance à cérémonie au Centre Funéraire	70 €
Officiant - Maître de cérémonie au Centre Funéraire	250 €
Organisation d'un recueillement en chambre funéraire illkirch et La Wantzenau : déplacement - accueil - présentation	183 €
Aide au déchargement	- €
Aide à la mise en bière	30 €
Fourniture de bracelet inviolable	5 €

Forfait toilette / habillage pour le compte d'une entreprise	130 €
Mise en place en salon	- €
Accompagnement salle de visualisation	19 €
Nettoyage salle de soins	40 €
Dispersion de cendres	90 €
Présence de personnel du Centre en dehors des heures (à partir de 18h, samedi AM et dimanche)	60 €
Carton pour transport des urnes	8 €
Cendrier	12 €
Fleurs artificielles	2,50 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles

Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
6) Forfaits chambre froide et salon	
Forfait N°1	157 €
Dépôt en chambre froide 4 jours à 6 jours	
Location du salon 1/2 journée	
mise en place et présentation	
(table réfrigérée en sus)	
coût des prestations à l'unité 190 € à 264 €	
Forfait N°2	132 €
Dépôt en chambre froide 3 jours	
Location du salon 1/2 journée mise en place et présentation	
(table réfrigérée en sus)	
coût des prestations à l'unité 153 €	

Forfait N°3 Dépôt en chambre froide 6 jours 2 présentations (salon / fermeture) mise en place et présentation *(table réfrigérée en sus)* coût des prestations à l'unité 306 €	189 €
Forfait N°4 Mise à disposition illimitée à Illkirch le week-end	270 €

CENTRE FUNÉRAIRE STRASBOURG

PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Tarifs 2018 TTC
Prestations spécifiques aux établissements de soins et de santé
Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
7) Fournitures de biens, personnels et services spécifiques :	
crémation de pièces anatomiques (type ANATBOX 30 KG)	230 €
fourniture de conteneurs réglementaires pour pièces anatomiques	89 €
fourniture housse réglementaire	65 €
mise à disposition de personnel habilité en semaine	110 €

POMPES FUNÈBRES PVBLIQUES RHÉNANES
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
1) CERCUEILS ET FOURNITURES CERCUEILS	
Crémation	
Munich	340 €
Lyonnais ordinaire crémation	450 €
Parisien Pin	570 €
Nantua (Cercueil Assorti avec Urne et Capiton)	690 €
Obernai	720 €
Périgord pin & Périgord Pin Hors Dimensions	795 €
Amboise pin & Amboise Hors Dimensions	930 €
Diamant	1 055 €
Inhumation	
Lyonnais ordinaire inhumation	499 €
Parisen socle	675 €
Bourgogne & Bourgogne Hors Dimensions	825 €
Nevice	850 €
Uranus	990 €
Provence & Provence Hors Dimensions	1 155 €
Dauphiné	1 270 €
Perigord Chêne Hors Dimensions	1 350 €
Richelieu	1 680 €
Acajou	2 100 €
Export & Export Hors Dimensions	1 065 €
Berry Export Vision	1 800 €
Richelieu Export	1 995 €
Enfants	
Fauvette (Couleur Bois)	Selon taille
Blanc enfant selon taille	de 290 € à 540 €
Capitons	
Taffetas	59 €
Verdon	106 €

Jupiter	152 €
Toscane	195 €
Lutèce	195 €
Canice	195 €
Quadra	224 €
Correzien	299 €
Fournitures	
Modèle de poignées personnalisables	OFFERT
Croix simple bois foncé	19 €
Croix simple bois rustique	19 €
Croix simple en laiton argent	26 €
Croix simple doré en zamak	26 €
Croix moderne christ en zamak	29 €
Croix huguenotte	39 €
Etoile de David	39 €
Croix orthodoxe	39 €
Christ en laiton argent	39 €
Christ en laiton doré	39 €
Croissant lune et son étoile	39 €
Croix arménienne	89 €
Hermétique Zinc	357 €

POMPES FUNÈBRES PUBLIQUES RHÉNANES
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
2) TRANSPORT & ORGANISATION DES OBSEQUES	
Transport	
Transport de corps avant mise en bière et désinfection du véhicule	195 €
Transport de corps après mise en bière	165 €
Transport longue distance (par kilomètres) au dessus de 50 kilomètres	1,20 €
Transfert simple des hopitaux vers le centre funéraire	120 €
Transfert de caisse anatomique	232 €

Transfert caisse à ossements	106 €
Personnel pour tranports caisse à ossement	67 €
Personnel pour transport de corps (de 8h à 18h)	175 €
Personnel pour transport de corps week end, jours fériés et nuit (de 18h à 8h)	289 €
Désinfction du véhicule	30 €
Démarches et formalités	249 €
Démarches et formalités pour rapatriement	349 €
Démarches et formalités simplifiées	125 €

Préparation du corps et mise en bière

Housse	55 €
Préparation et livraison du cercueil	99 €
Habillage et Préparation du défunt	97 €
Habillage, Toilette et Maquillage	159 €
Mise en bière	72 €
Soins d'hygiène et de présentation	290 €
Soins d'hygiène et de présentation pour rapatriement	320 €
Enlèvement stimulateur cadiaque	130 €
Fourniture lit réfrigéré à domicile (livraison - installation - utilisation)	189 €
Lit réfrigéré par jour	44 €

Organisation de la cérémonie

Corbillard avec chauffeur	279 €
Corbillard avec chauffeur (cérémonie pour enfant)	99 €
Personnel pour cérémonie (forfait 3 porteurs)	300 €
Personnel pour cérémonie (forfait 3 porteurs samedi et extra)	450 €
Second véhicule ou véhicule d'accompagnement	96 €
Maître de cérémonie	110 €
Officiant et préparation de la cérémonie civile	190 €

Fournitures

Location de fleurs artificielles	66 €
Registre de condoléances	59 €
Boîte à dons	49 €
Cartes de remerciements (par 50)	50 €
Ruban de deuil	OFFERT
Fleurs artificielles	à partir de 2,50 €
Fleurs naturelles	à partir de 2,50 €
Plaques funéraires et Accessoires	à partir de 5 €

POMPES FUNÈBRES PUBLIQUES RHÉNANES
PÔLE FUNÉRAIRE PUBLIC

Tarifs 2018 TTC
Prestations aux familles
Applicables au 1er janvier 2018

	Tarifs 2018
3) INHUMATION & CREMATION	
Inhumation	
Travaux de fossoyage	
Creusement simple profondeur	539 €
Creusement double profondeur	599 €
Creusement tombe enfant	219 €
Creusement tombe à urne	146 €
Exhumation	189 €
Fournitures	
Piquet de remarque	79 €
Croix de remarque simple	137 €
Croix de remarque avec toit	159 €
Croix de remarque enfant	114 €
Stèle musulmane	121 €
Croix Orthodoxe	235 €
Personnel pour inhumation	
Inhumation / Exhumation des cendres	79 €
Dispersion des cendres	63 €
Fournitures	
Urnes	à partir de 30€
Ligne de cœur	59 €
Carton à urnes	12 €
4) MARBRERIE	
Travaux de marbrerie	
Démarches et formalités marbrerie	125 €
Dépose et repose d'une dalle	150 €
Dépose d'un monument	330 €
Pose/Repose d'un monument	450 €
Pose/Repose d'un monument complexe	650 €
Dépose et repose d'un monument avec dalle	795 €
Dépose et repose d'un monument simple	705 €
Dépose et repose d'un monument double	1 080 €

Dépose et destruction d'un entourage	200 €
Dépose et repose d'un entourage	650 €
Ouverture et fermeture caveau	390 €
Remise en état du monument (nettoyage, redressement)	99 €
Entretien ornements	selon demande
Fournitures	
Fourniture caveau à urnes	490 €
Fourniture et pose d'un caveau tombe 1 place	1 800 €
Fourniture et pose d'un caveau tombe 2 place	2 190 €
Fourniture de fondations	389 €
Monument cinéraire	selon demande
Monument traditionnel pour inhumation	selon demande
Articles en bronze	selon demande
Inscription lettres gravées dorées	13 €
Inscription lettres en bronze	19 €
Rechampissage lettre	5 €

PASS MEDIATHEQUES

Les tarifs annuels d'abonnement de la **Carte Pass'relle** sont les suivants :

1) Abonnement « Livres »
- plein tarif 8,40 €
- demi-tarif 4,20 €

2) Abonnement « Multimédia »
- plein tarif 26,00 €
- demi-tarif 13,00 €

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient du demi-tarif :
- les personnes âgées de 16 à 25 ans,
- les étudiants,
- les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RSA, les titulaires d'une carte délivrée par les CCAS, les titulaires d'une carte Culture, Ircos-Cézam, Alsace CE, le personnel de l'Eurométropole et des communes membres et leurs conjoints,

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient de la gratuité :
- les jeunes âgés de moins de 16 ans,
- les titulaires de la carte Saphir / Evasion,
- pour emprunter des livres en nombre : les personnes travaillant dans une école, un centre de loisirs, un établissement de la petite enfance, les assistantes maternelles.

Le tarif de remplacement de la carte « Pass'relle », en cas de perte ou de vol, est de 2,00 €.

Date d'effet : 1er janvier 2018

FORFAITS EN CAS DE PERTE, DE DETERIORATION OU DE RETARD DANS LA RESTITUTION DE DOCUMENTS, LISEUSES ET ACCESSOIRES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Pour les **médiathèques de l'Eurométropole** (Médiathèque André Malraux, Médiathèque Sud, Médiathèque Ouest), les dispositions suivantes s'appliquent en cas de perte, détérioration, restitution partielle, retard d'un document, d'une liseuse ou d'un accessoire.

Les personnes inscrites dans les médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg et les personnes investies de l'autorité parentale pour les mineurs inscrits dans ces médiathèques sont tenues, en cas de perte ou de détérioration des documents, équipements ou accessoires, de retard dans leur restitution, ou de restitution partielle, de s'acquitter du forfait mentionné ci-après.

a) Documents :

- périodique (quotidien et hebdomadaire)	2,00 €
- périodique (autres documents)	8,00 €
- livre de poche « adulte », livre de poche « jeunesse »	12,00 €
- livre « adulte », livre « jeunesse », album « jeunesse »	20,00 €
- mangas poches, premières lectures, BD petit format	10,00 €
- bande dessinée, manga grand format	15,00 €
- livre CD ou livre DVD	25,00 €
- CD simple ou CD texte lu	20,00 €
- coffret de deux CD ou CD texte lu	27,00 €
- coffret à partir de trois CD ou CD texte lu	37,00 €
- un DVD ou Blu-Ray	30,00 €
- coffret de deux DVD ou Blu-Ray	45,00 €
- coffret à partir de trois DVD ou Blu-Ray	60,00 €
- livre d'art, album de photographie, beau-livre épuisé,	60,00 €
- Kamishibaï,	40,00 €
- support du Kamishibaï,	40,00 €
- livre technique, scientifique, beau-livre	40,00 €
- méthode de langue	40,00 €
- CD Rom	30,00 €
- partition	25,00 €

b) Boîtiers de CD ou de DVD

- boîtier CD	1,00 €
- boîtier DVD simple	1,50 €
- boîtier DVD double	2,00 €

c) Liseuses et accessoires

- la liseuse	130,00 €
- le câble	10,00 €
- le chargeur	11,00 €
- l'étui de protection	30,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

VENTE D'OUVRAGES SORTIS DES COLLECTIONS

Les tarifs en cas de vente d'ouvrages sortis des collections des médiathèques de l'Eurométropole sont fixés comme suit :

- lot de périodiques : 2,00 €
- document imprimé : 2,00 €
- lot de livres de poche et de première lecture : 2,00 €
- CD : 2,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

LOCATION DES SALLES DE LA MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX

Location **des salles de la Médiathèque André Malraux** (T.T.C dont TVA 20 %) :

- location de la salle de conférence (forfait pour une demie journée et soirée jusqu'à minuit) 475,00 €
- location de la salle de conférence (forfait journalier) 890,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait pour une demie journée et soirée jusqu'à minuit) 360,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait journalier) 725,00 €
- location d'un Stammtisch (forfait pour une demie journée et soirée jusqu'à minuit) 300,00 €
- location d'un Stammtisch (forfait journalier) 600,00 €

Les tarifs mentionnés ci-dessus sont augmentés lorsque la salle est louée en dehors des heures d'ouverture de la médiathèque au public de 75,00 € TTC par heure de location.

- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des horaires d'ouvertures (forfait pour une demie journée et soirée jusqu'à minuit) 1 000,00 €
- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des horaires d'ouvertures (forfait journalier) 2 000,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

UTILISATION D'UN ESPACE DANS LES MEDIATHEQUES DANS LE BUT DE VENDRE DES OUVRAGES

Le tarif pour **l'utilisation d'un espace dans les médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg** dans le but de vendre des ouvrages est fixé à :

15,00 € TTC par journée d'occupation.

Date d'effet : 1er janvier 2018

Prêt inter-bibliothèques

Le tarif par document emprunté par le biais du prêt inter-bibliothèques est fixé à 12,00 €.

Date d'effet : 1er janvier 2018

CREATION D'UN SERVICE DE REPRODUCTION PHOTOGRAPHIQUE AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX DES DOCUMENTS APPARTENANT AU FONDS PATRIMONIAL DE LA VILLE DE STRASBOURG

Les tarifs de reproduction et de transmission sont fixés comme suit.

Coût des reproductions :

Reproduction sous forme de fichier numérique		Tarif
	Prise de vue de qualité standard (cliché en couleurs et au format .jpeg)	1,00 € / vue
	Prise de vue de qualité édition (cliché en haute définition, avec calibrage des couleurs)	10,00 € / vue

Coût lié à la transmission des données :

Envoi par mail (document .jpeg, dans la limite de 5 Mo)	gratuit
Copie sur clé USB fournie par le demandeur	gratuit

Copie sur support inscriptible		Tarif
	Fourniture d'un CD-R (700 Mo) ou d'un DVD-R (4,7 Go)	1,50 € / support
	Envoi par courrier en France	3,50 €
	Envoi par courrier à l'étranger	7,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

VENTE DE CARTES DE PHOTOCOPIES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Vente de carte de photocopies en euros TTC :

- carte d'une unité 0,15 €
- carte de 20 unités 1,40 €
- carte de 50 unités 2,55 €
- carte de 100 unités 4,50 €
- carte de 250 unités 10.50 €
- carte de 500 unités 20,50 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

TARIFS DES ARCHIVES

A - REPRODUCTIONS

Les fichiers numériques sont transmis via courriel ou plateforme d'échange de données de l'Eurométropole dans la limite des possibilités techniques. Les Archives de Strasbourg se réservent le droit d'imposer la fourniture de reproductions numériques sur CD ou DVD non réinscriptible si des raisons de contingence technique (en particulier poids des fichiers) l'exigent. Les clés USB et les disques durs sont exclus des modes de transfert. Les fichiers sont fournis en format JPEG ou PDF sauf spécification contraire.

La fourniture de reproductions au titre du droit d'accès aux documents administratifs n'implique pas que les documents fournis sont librement réutilisables ou diffusables. Pour un usage autre que privé : nous consulter.

I – Impressions et photocopies

❖ Reproductions

- A4	0,15 €
- A3	0,30 €

II – Travaux de l'atelier de numérisation

II-1 Prise de vues

- Prise de vue numérique avec scan à plat (jusqu'au format A4 / document non relié)	4,00 €
- Prise de vue numérique avec dos numérique (jusqu'au A2 / documents reliés)	9,00 €
- Prise de vue avec dos numérique (format > A2)	15,00 €

II-2 Tirages

a) -Tirage numérique noir et blanc papier ordinaire :

- A3	0,60 €
- A4	0,30 €

b) - Tirage numérique couleur papier ordinaire :

- A3	2,00 €
- A4	1,00 €

c) - Tirage numérique noir et blanc papier photo :

- A3	10,00 €
- A4	5,00 €

d) - Tirage numérique couleur papier photo :

- A3	14,00 €
- A4	7,00 €

III – Documents non diffusés sur Internet

- ❖ Fourniture de vues numériques préexistantes, le fichier-image — Gratuit

- ❖ Fourniture de vues non existantes (cf. point II)

IV – Fourniture de documents diffusés sur le site Internet des Archives de Strasbourg

Les documents mis en ligne sur le site internet des Archives sont librement téléchargeables. Les demandes d'images de plus haute définition conservées sur les serveurs et nécessitant une recherche spécifique sont facturées.

- ❖ Frais d'extraction et de mise à disposition des images
  - Document isolé (page d'un registre, photographie, plan) — 4,00 € la vue
  - Lot constitué de vues provenant d'un dossier, d'un registre, d'un ouvrage référencé sous la même cote — 10,00 € le lot
  - Document audiovisuel — 10,00 € par document

V – Envoi de documents numériques

- ❖ *Envoi de vues numériques préexistantes*
  - *Par courriel dans la limite de 5 Mo* — *Gratuit*
  - *Via plateforme d'échange de l'Eurométropole dans la limite de 200 Mo* — *Gratuit*

Au-delà la mise à disposition se fera sur CD/DVD fourni(s) par le services des Archives

VI – Autres frais

- ❖ Gravure d'un CD — 2,75 €
- ❖ Gravure d'un DVD — 5,00 €

- ❖ Certification conforme — 3,00 €
  Droit d'expédition ou d'extrait authentique des archives publiques (fixé par décret n° 92-1224 du 17 novembre 1992, modifié par le décret n° 2001-771 du 28 août 2001)

- ❖ Frais de port forfait — 3,00 €

- ❖ Frais de recherche — 15,00 €

B – PUBLICATIONS DU SERVICE

1) **Anciennes publications bénéficiant d'un tarif préférentiel**	**prix net**
14-18 à l'affiche	3,50 €
1910 – de la Grande Percée au Stockfeld	3,50 €
Archi classique, dessins d'architecture	3,50 €
Atlas – relations franco-allemandes	3,60 €
Au tempo de l'histoire	13,50 €
Bien naître à Strasbourg, une histoire de la petite enfance	12,50 €
Chœur de la Cathédrale	10,50 €
Des bourgeois aux citoyens : Les lettres de Serment de la Ville de Strasbourg	3,50 €
En selle – Du vélocipède au Vélhop	3,50 €
Fêtes de fin d'année, fins d'années en fête	11,00 €
Guide des sources de Strasbourg (Jean-Yves MARIOTTE)	14,50 €
Les corporations à Strasbourg	3,50 €
Les Silbermann, Histoire et légendes d'une famille de facteurs d'orgues	17,50 €
Les Strasbourgeois et la Mort	15,00 €
Neudorf, nouveau village, nouvelle ville	12,50 €
Quand Strasbourg recevais Rois et Princesses	3,50 €
Vivre ensemble : de la préhistoire à la création de la Communauté Urbaine	10,25 €

2) Autres publications

Parchemins et Jardins	30,00 €
Strasbourg en guerre - 1914-1918, une ville allemande à l'arrière du front	25,00 €
Rétro d'expos	25,00 €

Remise de 30 % exclusivement sur « Autres publications »

- à tous les employés de l'Eurométropole (actifs ou retraités) sur présentation du badge.
- aux libraires pour l'achat de lots de 5 ouvrages.

Frais de port des publications – forfait	5,00 €

3) Produits dérivés (marque page, cartes postales…)	1,00 €
Support / guide d'une exposition	2,00 €
Leporello – dépliants	5,00 €
Frais de port des produits dérivés - forfait	3,00 €

C - PRESTATIONS DE SERVICE

❖ Visites guidées des expositions et du bâtiment pour des groupes à partir de 10 personnes (hors scolaires) – sur demande. Prix par personne	3,00 €
❖ Travaux d'encadrement de documents sur devis	coût horaire d'un agent de catégorie C

VENTE DE DONNEES NUMERIQUES ET DE PLANS

Chapitre 1
Le prix de vente des données numériques, des plans généraux et des plans de détail est fixé dans les chapitres 2 à 13 :

Chapitre 2
Les référentiels et les bases de données concernés par le présent tarif sont décrits dans le catalogue des bases de données consultable au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 3
Les termes et concepts mentionnés dans le présent tarif sont définis dans les conditions générales de diffusion consultables au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 4
Edition graphique de plans et vues aériennes, sortie papier ou raster

Format	Prix unitaire
A4	5,60 €
A3	10,60 €
A2	16,20 €
A1	30,30 €
A0	50,50 €

Si la commande excède deux planches groupées, la fourniture des tracés se fait selon le découpage cartographique en vigueur.

Chapitre 5
BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200 : principes de tarification
- La facturation se fait à l'hectare en fonction des zones A et B définies en chapitre 6
- Pour les données se complétant, les prix à l'hectare s'additionnent
- La livraison de données de la BD Topo 200 CIGAS est limitée à 100 000 objets. Au-delà, une autorisation préalable du comité exécutif de la CIGAS est nécessaire.

Chapitre 6
Définition des zones tarifaires
Zone A :
Bischheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim, Strasbourg

Zone B :
Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, La Wantzenau, Lampertheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Plobsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim, Wolfisheim

Chapitre 7
BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200

Dénomination	**Multicouche**		**Monocouche + raster**		**Monocouche**	
	Zone A	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**
standard	92,10 €	55,26 €	73,71 €	43,80 €	70,26 €	41,47 €
allégée	69,09 €	53,66 €	55,26 €	33,41 €	53,03 €	31,08 €

A ces prix s'ajoute un coût de traitement de 60 euros.
** l'option de positionnement des écritures (latérales ou centrées) n'a pas d »incidence sur la tarification.*
*** l'option parcellaire atténué est une prestation à la demande soumise à un devis préalable*

Chapitre 8
Cartes standards grand format en couleur, du 1/20 000^{e} au 1/5 000^{e}
- la carte 14,60 €

Chapitre 9
Information sur les risques connus (documents papier)
Pour une adresse donnée, les informations communiquées concernent les risques technologiques (plan au 1/10 000^{e}), le risque d'inondation (plan au 1/5 000^{e}) et la présence de galeries souterraines (plan au 1/2 000^{e}). Si l'adresse est concernée par un ou plusieurs de ces risques, un plan est joint pour chaque type de risque.
- Forfait pour les frais de recherche et la fourniture de plans par type de risque identifiés pour le bien 22,20 €

Chapitre 10
Extraits de plans parcellaires certifiés quant aux alignements
- un jeu de plan (2 exemplaires papier) 39,20 €

Fourniture d'un Arrêté Individuel d'Alignement
- arrêté et plan annexe 39,20 €

Chapitre 11
Travail à façon
Les travaux à façon font l'objet d'un devis incluant les données, les plans, ainsi que le temps passé. Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines.

Chapitre 12
Attestation de numérotage
- une attestation 26,50 €

Chapitre 13
Les prix sont indiqués avec une TVA (au taux normal) incluse.

Date d'effet : 1er janvier 2018

STATIONNEMENT EN OUVRAGE
A PARTIR DU 1ER JANVIER 2018

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		394,00 €	1 422,00 €
Kléber – Homme de Fer	118,00 €		
Austerlitz		379,00 €	1 386,00 €
Centre historique – Petite France	116,00 €	278,00 €	1 017,00 €
Ste Aurélie		397,00 €	1 485,00 €
Wodli		397,00 €	1 485,00 €
Wodli (par prélèvement automatique)			1 335,00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Austerlitz		328,00 €	1 173,00 €
Centre historique – Petite France	96,00 €	237,00 €	861,00 €
Ste Aurélie (6H-21H)		331,00 €	1 182,00 €

RESIDANTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Kléber – Homme de Fer	100,00 €		
Centre historique - Petite France	89,00 €	249,00 €	858,00 €
Centre historique - Petite France – Résidéo (limité à 300 abonnements)	25,00 €		
Ste Aurélie	97,00 €	267,00 €	927,00 €
Wodli		267,00 €	

Abonnement Résidéo pour les résidants impactés par les travaux d'extension de la ligne F du tramway :

Les travaux d'extension de la ligne de tramway vers Koenigshoffen vont induire, à compter de début 2018, des suppressions de places de stationnement sur voirie, principalement situées Boulevard de Nancy et rue du Faubourg National. Aussi, afin de pallier ces difficultés, la formule Résidéo sera accessible dans le parking Centre Historique - Petite France, de manière exceptionnelle et temporaire (jusqu'à la fin des travaux prévue en 2020), aux habitants concernés et titulaires d'un titre résidant sur voirie.

RESIDANTS NUIT et WE
(17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		118,00 €	414,00 €
Gutenberg		140,00 €	
Austerlitz		118,00 €	414,00 €
Centre historique - Petite France	40,00 €	98,00 €	372,00 €
Ste Aurélie (18H-9H du lu au ve + sa, di et JF)		98,00 €	372,00 €
Wodli (18H-9H du lu au ve + sa, di et JF)		118,00 €	

RESIDANTS NUIT et dimanche
(17H-10H du lundi au samedi, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Broglie		73,00 €	279,00 €
Gutenberg		91,00 €	
Kléber – Homme de Fer	30,00 €		
Austerlitz		73,00 €	279,00 €
Centre historique - Petite France	30,00 €	73,00 €	279,00 €
Ste Aurélie (18H-9H du lu au sa, di et JF)		73,00 €	279,00 €
Wodli (18H-9H du lu au sa, di et JF)		73,00 €	

Forfait FORAINS du Marché de Noël

Broglie	217,00 €
Austerlitz	217,00 €

Forfait HOTELIERS

	24h	NUIT (19h-9h)
Kléber – Homme de Fer	18,00 €	
Ste Aurélie	11,00 €	
Wodli	11,00 €	
Gare Courte durée		5 €

Forfaits tout public - pré-vendus

	7 jours consécutifs	Forfait week-end	Forfait 3 jours
Ste Aurélie		18,00 €	
Wodli	56,00 €	18,00 €	
Centre Historique – Petite France	35,00 €		25,00 €

Abonnement spécifiques dans le parking Gutenberg

Gutenberg CCI - JOUR/NUIT 24h/24- TRIMESTRIEL	455,00 €
Gutenberg CCI - JOUR (7H - 21 H) - ANNUEL	1 262,00 €
Gutenberg CITIZ - JOUR/NUIT 24h/24- ANNUEL	1 193,00 €

Abonnement pour les véhicules électriques

Dans la limite d'un abonné par parking

	MENSUEL	TRIMESTRIEL
Sainte-Aurélie Gare	172,00 €	440,00 €
Austerlitz	152,00 €	389,00 €
Gutenberg	152,00 €	389,00 €
Centre Historique-Petite France	121,00 €	309,00 €

Abonnement CITIZ (24h/24)

10% de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

Abonnement pour les établissements publics d'intérêt général

10% de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

La liste des établissements publics concernés sera déterminée par courrier entre la collectivité et les exploitants.

Tarif MOTOS

50% si le parking le permet

Abonnement stationnement VELOS

	Plein tarif	Réduit (abonné transports collectifs : TER Alsace, CTS)
Gare courte durée – parking vélo	40€ / an	34€/an

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans les parkings "courte durée"

GUTENBERG – BROGLIE - KLEBER/HOMME DE FER

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 2 h de stationnement	0,60 € par ¼ d'heure
A partir de la 3ème heure de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	40 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PARKING GARE-COURTE DUREE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure
A partir de la 2ème heure de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	54 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

CENTRE ADMINISTRATIF

Durées de stationnement	Tarifs DU LUNDI 8H AU SAMEDI 12H30
Jusqu'à 1 h de stationnement	GRATUIT
De la 2ème h et jusqu'à 3 h de stationnement	0,60 € par ¼ d'heure
A partir de la 3ème heure de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure

Durées de stationnement	Tarifs DU SAMEDI 12H30 AU LUNDI 8H
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
A partir de la 14ème heure de stationnement	1,60 € par heure

Ticket perdu	34 € / jour

Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €

Tarification dans le parking "moyenne durée"

AUSTERLITZ

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
A partir de la 14ème heure de stationnement	1,60 € par heure
Forfait pour 24 heures de stationnement	20 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	20 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

Tarification dans les parkings "longue durée"

GARE : WODLI ET SAINTE AURELIE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
De la 2ème h et jusqu'à 2 h de stationnement	0,50 € par ¼ d'heure
De la 3ème h et jusqu'à 4 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 5ème h et jusqu'à 6 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 7ème h et jusqu'à 14 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 15ème h et jusqu'à 24h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Demi-journée supplémentaire (12h)	8 €
Forfait pour 24 heures de stationnement	20 €
Ticket perdu	40 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PETITE FRANCE – SAINTE MARGUERITE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 2 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 3ème h et jusqu'à 5 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
Se la 6ème h et jusqu'à 24h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Demi-journée supplémentaire (12h)	5 €
Forfait pour 24 heures de stationnement	12 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	12 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

DROITS DE VOIRIE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC EUROMETROPOLITAIN

- **Redevances annuelles**

1.	Elément de façade fixé ou faisant corps avec la construction (ornement de façade, brise-soleil, isolation extérieure, marquise, auvent…) et faisant saillie sur le domaine public routier de plus de 16 cm. ⇨ tout m² entamé vaut un m² facturé par élément	le m²	15,09 €
2.	Ouvrage autre que article 1 (fosse, coffret, escalier, rampe, saut de loup, fondation…) faisant saillie sur le domaine public routier de plus de 16 cm ⇨ tout m² entamé vaut un m² facturé par élément	le m²	44,69 €
3.	Réseau de chaleur utilisant à plus de 50 % des énergies renouvelables	le ml	1,50 €
4.	Réseau de chaleur autre que article 3	le ml	3,00 €
5.	Câble et conduite placés sous terre ou aériens, autres que les réseaux concédés et ceux des articles 3 et 4	le ml	7,91 €
6.	Boucle d'induction commandant la manœuvre d'une barrière ou d'une porte de garage	l'unité	53,84 €
7.	Plot, poteau anti-bélier, borne en béton, fourreau de fixation (parasol…)	l'unité	15,40 €
8.	Ensemble de jalonnement hôtelier	l'unité	61,38 €
9.	Equipement distributeur de journaux	l'unité	180,87 €
10.	Emplacement de stationnement	l'unité	368,61 €
11.	Sanitaire	l'unité	20,34 €
12.	Equipement de consigne automatique de colis ⇨ tout m² entamé vaut un m² facturé par élément	le m²	258,44 €
13.	Appareils distributeurs automatiques de carburant liquide sur la voie publique :		
	appareil à débit simple	l'unité	442.68 €
	appareil à débit multiple	l'unité	676.26 €

- Tarification par assimilation :
  Les occupations ou objets non compris dans le présent tarif et qui sont susceptibles, par leur nature, de donner lieu à perception de droits de voirie ou de redevances d'occupation du domaine public sont taxés par analogie des droits ou redevances prévus pour les occupations ou objets auxquels ils peuvent être assimilés.

Les conventions et arrêtés d'autorisation d'occupation du domaine public émis avant 2016 sont soumis à la tarification, délibérée annuellement, depuis le 1er janvier 2016.

A défaut de stipulations contraires, la redevance de l'année est due pour tout arrêté d'occupation du domaine public délivré ou dénoncé en cours d'année.

- **Exonération**

Occupation ou utilisation du domaine public (article L 2125-1 du CG3P) :

- concernant l'installation par l'Etat des équipements visant à améliorer la sécurité routière,
- lorsqu'elle est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous,
- contribuant directement à assurer la conservation du domaine public lui-même,
- contribuant directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares,
- permettant l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidé.
- par les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

- **Redevances annuelles dues par les opérateurs de communications électroniques**

1. par km et par artère en souterrain…….. 30,00 €
2. par km et par artère en aérien…… 40,00 €
3. par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques…….. 20,00 €

Ces montants initiaux sont prévus dans le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005, applicables au 1er janvier 2006. Les redevances sont révisées au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics TP01 dans la limite des montants plafonds.

- **Redevance de première occupation**

Le tarif de la redevance due en contrepartie de l'occupation aérienne du domaine public eurométropolitain par les avant-corps d'immeubles en construction est fixé selon la méthode suivante : produit de la surface de plancher créée grâce à l'occupation du domaine public et de la valeur foncière résultant des derniers prix de cession de terrain enregistrés au Livre Foncier et du coefficient applicable au type d'avant-corps d'immeuble concerné

1. avant-corps ouvert…… coefficient 0,3
2. loggia, veranda…… coefficient 0,5
3. avant-corps fermé (autre que article 2)..…… coefficient 1

TRAVAUX EFFECTUES
POUR LE COMPTE DE TIERS

1. Les travaux effectués pour le compte de tiers relatifs
- à la mise en œuvre de signalisation horizontale et/ou verticale
- à la pose de mobilier urbain bas ou jalonnement routier

sont refacturés au coût réel des travaux, majoré de 3% de frais administratifs appliqués au montant HT.

2. Les travaux de voirie suite aux fouilles des gestionnaires de réseaux sont refacturés au coût réel des travaux majorés de frais généraux mentionnés au Règlement de Voirie selon le détail suivant :
- 20% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est ≤ 2 286.74 €
- 15% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est > 2 286.74 € et ≤ 7 622.45 €
- 10% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est > 7 622.45 €.

3. **Prestations diverses**

Dispositifs anti intrusion (type longrine ou rocher)

- Fourniture, mise en place et transport	252 €
- Transport et pose	60 €
- Transport et dépose	60 €
- Location en cas de manifestation : la semaine	5 €

Remplacement de panneaux ou poteaux

- Panneau temporaire	l'unité 19.35 €
- Support pour poteau	l'unité 13.01 €
- Poteau	l'unité 14.25 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

LOCATION DE SALLES A L'UNIVERSITE INTERNATIONALE DE L'ESPACE (ISU)

TARIFS

Les tarifs de location à la journée des salles de l'ISU sont fixés TTC comme suit :

Auditorium 290 m² :	750 €
Auditorium 180 m² :	460 €
Hall d'accueil 443 m² :	450 €
Petite Salle 35 m² :	50 €
Grande Salle 80 m² :	105 €
Salle de conférence 84 m² :	215 €
Bibliothèque 390 m² :	390 €
Bar 38 m² :	50 €
Mezzanine 30 m² :	40 €

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Si un nettoyage spécifique doit être effectué après restitution des espaces loués, un forfait de **75 €** sera facturé au demandeur par l'Eurométropole de Strasbourg.

Permanence technique

Les tarifs TTC pour la présence d'un technicien multi-technique et multiservices durant la manifestation sont les suivants :

Semaine :	576 € pour une journée de 8 heures à des horaires à convenir entre 8h et 17h
Soirée :	540 € pour une soirée de 4h à des horaires à convenir entre 18h et 23h
Weekend :	576 € pour une demi-journée de 4 h à des horaires à convenir entre 8h et 17h

Equipement et régisseur audio/vidéo

Tout besoin supplémentaire d'équipements techniques spécifiques et/ou la présence d'un régisseur technique sera à demander directement à l'ISU qui en refacturera la prestation selon sa grille tarifaire.

CONDITIONS DE LOCATION

Conventionnement

Une convention déterminera les conditions de mise à disposition des salles.

Dans tous les cas de figure, y compris en cas de mise à disposition gratuite, il pourra être appliqué une participation aux frais de gardiennage, de nettoyage, selon les dispositions du présent arrêté.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra également définir par convention des redevances d'utilisation ou d'occupation autres que celles ci-dessus mentionnées, pour les situations non prévues à l'arrêté.

Toute réservation due est facturée, sauf si elle est dénoncée et justifiée par écrit avant la date d'utilisation prévue. Les réservations pourront être annulées par l'Eurométropole de Strasbourg sans indemnité, en cas d'empêchement technique ou pour tout motif de sécurité et d'ordre public.

Détérioration

En cas de détérioration des espaces et du matériel mis à disposition ou en cas de perte ou vol de ce matériel, un titre de recette sera émis à l'encontre du demandeur à hauteur du prix des biens à remplacer ou réparer.

Date d'effet : 1er janvier 2018

REMPLACEMENT DE TELECOMMANDES, DE BADGES, DE CLES ET DE PIECES DETACHEES POUR BORNES DE CONTRÔLE D'ACCES

Service SIRAC

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Remplacement		
1. Télécommande	par télécommande	59,00 €
2. Télécommande pour malvoyant	par télécommande	43,00 €
3. Badge de proximité permanent ou temporaire pour l'accès aux zones piétonnes	par badge	24,00 €
4. Clé riverains pour l'accès aux bornes automatiques non dotées de badges	par clé	24,00 €
2. Pièces détachées pour les bornes de contrôle d'accès		
1. Vis fusibles	par vis	30,00 €
2. Sangle	par sangle	120,00 €
3. Tige guide	par tige	200,00 €
5. Vis capot	par vis	60,00 €

Service Voies Publiques

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
Remplacement		
1. Clé pour les bornes escamotables manuelles d'accès en zone piétonne	Par clé	24,00 €
2. Clé triangulaire pour les potelets amovibles d'accès en zone piétonne	Par clé	42,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

Grille tarifaire des prestations liées aux réseaux de communication de l'Eurométropole de Strasbourg

Etudes

Nature de la prestation	Tarif
Etude de faisabilité d'une liaison GC ou fibre (la demi-journée)	500€ HT
Etude de faisabilité d'une liaison GC ou fibre (la journée)	875€ HT
Recensement/relevé des câbles et liquidation des linéaires facturés	15€ HT par mètre linéaire

Location de Fourreaux ou de Fibres

Tranches linéaire par mètre d'artère (*)	Pour la mise à disposition de fourreaux			Pour la mise à disposition de paires optiques	
	Communes membres de l'Eurométro-pole	Réseaux privés indépendants Tarif HT	Opérateurs de communication Tarif HT	Communes membres de l'Eurométro-pole	Réseaux privés indépendants Tarif HT
Tranche de 0 ml à 999 ml	Gratuité	1 000€	1 500€	Gratuité	1 000€
Pour toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 999 ml et inférieur à 5000 ml	Gratuité	4 000€	5 000€	Gratuité	4 000€
Pour toute tranche de linéaire supplémentaire excédant les 4999 ml et inférieur à 10 000 ml	Gratuité	5 000€	6 000€	Gratuité	5 000€
Par tranche de 10 000ml supplémentaire (en sus)	Gratuité	5 000€	14 000€	Gratuité	2 500€

(*) Une artère correspond à 1 ou plusieurs câbles du même opérateur dans le même fourreau

Si un opérateur occupe plusieurs fourreaux distincts, il s'agira en cas d'espèce de plusieurs artères.

Date d'effet : 1er janvier 2018

Fourrière animale
de l'Eurométropole de Strasbourg

Nature de la prestation	Tarification

1. Prise en charge de base

Récupération et conduite des animaux en fourrière	22,40 €
Recherche du propriétaire	12,20 €
Inspection sanitaire et vaccination si nécessaire	22,40 €
Frais de garde le 1er jour	12,20 €
Frais de garde du 2ème au 8ème jour	76,80 €
Frais de dossier	7,20 €
TOTAL	153,20 €

2. Prise en charge élargie

Frais de garde après le 8ème jour, par jour supplémentaire	30,60 €
Pose d'un procédé d'identification (puce si nécessaire)	56,20 €

Frais annexes complémentaires relevant de la prise en charge élargie :

Stérilisation	92,00 €
Euthanasie	46,00 €
Equarrissage	10,20 €

Si l'animal nécessite des soins vétérinaires particuliers, ces frais seront à la charge du propriétaire

Date d'effet : 1er janvier 2018

FOURRIERE AUTOMOBILE EUROMETROPOLITAINE

§ *Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules y compris les véhicules brûlés ou volés*

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Frais d'enlèvement		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	274,40 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	213,40 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	122,00 €
4. Voitures particulières	par véhicule	117,50 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	45,70 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	45,70 €
2. Frais de garde journalière		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	9,20 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	9,20 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	9,20 €
4. Voitures particulières	par véhicule	6,23 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	3,00 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	3,00 €
3. Frais d'opérations préalables		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	22,90 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	22,90 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	22,90 €
4. Voitures particulières	par véhicule	15,20 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	7,60 €

6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	7,60 €
4. Immobilisation matérielle		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	7,60 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	7,60 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	7,60 €
4. Voitures particulières	par véhicule	7,60 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	7,60 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	7,60 €
5. Frais d'expertise		
1. Véhicules PL > 44 t / PTAC > 19 t	par véhicule	91,50 €
2. Véhicules PL > 19 t / PTAC > 7,5 t	par véhicule	91,50 €
3. Véhicules PL > 7,5 t / PTAC > 3,5 t	par véhicule	91,50 €
4. Voitures particulières	par véhicule	61,00 €
5. Autres véhicules immatriculés	par véhicule	30,50 €
6. Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure	par cycle	30,50 €
6. Forfait de destruction avec recyclage		
Maximum	par véhicule, par cycle	117,50 €

§ *Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules y compris les véhicules brûlés ou volés / brûlés identifiables sans contrat d'assistance remorquage par l'assurance*

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
Forfait d'enlèvement et destruction avec recyclage		
Maximum	par véhicule, par cycle	117,50 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

PISCINES de l'EUROMETROPOLE

Les tarifs des piscines de l'Eurométropole de Strasbourg sont fixés comme suit :

A. - DROIT D'ENTREE AUX PISCINES

1. Tarif plein :

- Adultes

1 entrée	4,80 €
Forfait annuel 10 entrées	33,00 €
Abonnement annuel	180,00 €

2. Tarif réduit (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :

- les enfants et adolescents (de 4 ans à 17 ans inclus),
- les étudiants jusqu'à 25 ans inclus
- les bénéficiaires du RSA
- les personnes dont le quotient familial est compris entre 1 et 800 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial
- les personnes prises en charge par les CADA (Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile)
- les bénéficiaires de l'ASS
- les bénéficiaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalidité
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, des communes de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Haute école des arts du Rhin ainsi que leurs conjoints et les retraités sur présentation d'une pièce justificative. Les agents et les retraités doivent présenter leur carte professionnelle. Les conjoints, s'ils n'accompagnent pas l'agent, doivent présenter une photocopie de la carte de l'agent et une preuve de leur situation matrimoniale (livret de famille etc.).

1 entrée	2,80 €
Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	19,00 €
Abonnement annuel	105,00 €

- les personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, dont le quotient familial est égal à 0 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

1 entrée	1,00 €

- enfant jusqu'à trois ans inclus 1,00 €

3. Gratuité d'entrée à l'unité (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :

- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité si la carte le mentionne
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité de guerre si la carte le mentionne

4. Billetterie pré-vendue aux comités d'entreprise (C.E) et amicales du personnel des collectivités publiques pour 5 entrées adulte valable 15 mois à compter de la date d'achat du comité d'entreprise : 15,00 €

Pour les membres des comités d'entreprise ou amicales, sur présentation d'une carte de membre en cours de validité avec photo, sous réserve de la signature d'une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et le comité d'entreprise ou l'amicale :

Abonnement annuel adulte	135,00 €

5. Droits d'entrée sur réservation

5.1 Structure médico-sociale et groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant	1,20 €
- accompagnateurs	gratuit

5.2 Structure médico-sociale et groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social en dehors du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant	2,10 €
- accompagnateurs	gratuit

5.3 Structure médico-sociale d'accueil d'adultes

- par adulte	2,10 €
- accompagnateur	gratuit

5.4 Structure ou groupement spécialisé dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance

- par personne	1,20 €
- accompagnateurs	gratuit

B. – ACTIVITES ET COURS

1. Activités collectives encadrées (Aquagym, Aquaphobie, Aquazen, etc.), en sus du billet d'entrée

1 séance	4,20 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	31,00 €

2. Activités Bébé nageur – en sus du billet d'entrée pour l'enfant

1 séance	4,20 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	31,00 €

3. Activités Aquabike et aquatraining encadrées

1 Séance (en sus du billet d'entrée)	10,00 €
1 cycle de 6 séances (y compris le droit d'entrée)	62,00 €
Location 30 minutes aquabike sans encadrement (en sus du billet d'entrée)	5,00 €

4. Animations aquamove encadrées

1 Séance (en sus du droit d'entrée)	6,00 €
1 cycle de 6 séances (y compris le droit d'entrée à la piscine)	43,00 €

5. Cours collectif de natation pour les enfants y compris le droit d'entrée

5.1. Plein tarif

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	64,00 €
Stage petites vacances scolaires 2 semaines	54,00 €
Stage été 2 semaines	22,00 €

5.2. Tarif réduit

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est compris entre 1 € et 800 €

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	32,00 €

Stage petites vacances scolaires 2 semaines	27,00 €
Stage été 2 semaines	15,50 €

5.3. Tarif QF égal à 0

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est égal à 0 :

1 cycle (mi-septembre à mi-février et de mi-février à fin juin)	15,00 €
Stage petites vacances scolaires 2 semaines	10,00 €
Stage été 2 semaines	5,00 €

6. Cours collectif de natation Adulte (y compris billet d'entrée)

1 cycle	82,00 €

C – DROITS PAYABLES PAR LES MAITRES NAGEURS SAUVETEURS

1. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées y compris le droit d'entrée

trimestre administratif	210,00 €
pour une année civile	480,00 €

2. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises, donnant des leçons de natation privées et disposant d'un abonnement annuel en cours

trimestre administratif	135,00 €

3. Droit payable par les agents permanents de l'Eurométropole de Strasbourg et des communes de l'Eurométropole de Strasbourg titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées (y compris le droit d'entrée à la piscine)

trimestre administratif	69,00 €
pour une année civile	160,00 €

Le forfait est valable à compter de la réception du dossier administratif complet et du paiement de la redevance**.** Il ne comprend pas le droit d'entrée aux piscines.

Les Maîtres-nageurs Sauveteurs agents non permanents de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent bénéficier du tarif réduit, sur présentation d'un justificatif, à condition que la durée de leur contrat de travail ne soit pas inférieure à la durée de validité de la redevance.

D - LOCATION DES EQUIPEMENTS AQUATIQUES

Mise à disposition dans le cadre de la natation scolaire et universitaire et de la politique des communes de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de « Sport santé » (ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire 2018-2019) sauf pour les universités, grandes écoles, ENA, FFSU et SUAPS qui sont applicables au 1er janvier 2018

L'occupation des bassins est gratuite pour les écoles maternelles et primaires de l'Eurométropole de Strasbourg

1.1. Pour une ligne d'eau de 25 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 14,50 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg, Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 14,50 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 29,00 €

1.2. Pour une ligne d'eau de 50 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 29,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg, Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 29,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 58,00 €

1.3 Pour les bassins suivants et par séance d'1h30 maximum pour les établissements scolaires et par heure pour Universités, grandes écoles, ENA FFSU, SUAPS, les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :

1.3.1. Locations d'espaces aquatiques divisibles

- Bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 58,00 €
- Bassin d'apprentissage de la piscine de Hautepierre 72,50 €
- Fosse à plongeon 64,00 €

1.3.2. Locations d'espaces aquatiques non divisibles

- Tank à ramer 8,00 €
- Bassin d'apprentissage de Lingolsheim 28,00 €

1.4. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion 20,00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4) 30,00 €
- Hall d'entrée 80,00 €
- Salle de musculation 15,00 € - Dojo 15,00 €
- Terrains extérieurs (par classe) 10,00 €

2. Tarifs horaires applicables pour la saison sportive à compter de septembre 2017 (sans mise à disposition de personnel) pour les personnes morales

2.1. Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 15,50 €
- location d'une ligne d'eau 50 m 31,00 €

2.2. Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 56,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Hautepierre 77,50 €
- fosse à plongeon 62,00 €

2.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- piscine ABRAPA	20,00 €
- tank à ramer	8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim	31,00 €

2.4. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion	20,00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4)	30,00 €
- Circulation supérieure au centre nautique de Schiltigheim	20,00 €
- Hall d'entrée	80,00 €
- Dojo	15,00 € -
Terrains extérieurs (par tranche de 20 personnes)	10,00 €
- Salle de musculation	15,00 €

(Remise de 3 heures gratuites pour 8 heures de réservation hebdomadaire minimum)

3. Gratuité pour la location des lignes d'eau et des bassins spécifiques :

3.1**.** Associations sportives ayant leur siège social situé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, affiliées à la Fédération Française de Natation et Fédération Française de Triathlon, pour leurs compétitions officielles

3.2. les organismes d'Etat (notamment les C.R.S., la Police, la Gendarmerie, les Douanes, les Pompiers, les Militaires) pour les compétitions officielles, sessions d'examens

3.3. le Ministère des Sports – CREPS pour les examens de CAEP MNS, BPJEPS, DEJEPS, BNSSA et recyclage BNSSA

4. Location de la piscine du Wacken

Tarif de location horaire pour l'équipement complet pour les personnes morales auquel peut s'ajouter d'autres frais selon conventionnement

- Soirée à partir de 20h00	5 000,00 €
- Journée	10 000,00 €

E - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines (sauf convention particulière).

F - DROIT D'ENTREE AUX BAINS ET DOUCHES

1. 1 entrée 1,50 €

2. Accès gratuit :
- les enfants jusqu'à 5 ans inclus (hors groupes)
- les titulaires de la carte d'invalidité et leur accompagnateur si la carte le mentionne
- les titulaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnes dont le quotient familial est égal à 0 € et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

G – DIVERS

1. Badges et bracelets

- Indemnisation pour perte d'un bracelet de contrôle 3,50 €
- Indemnisation pour perte d'un badge d'accès 1,10 €

2. Pour la piscine du Wacken :

Location de cabine individuelle durant la saison estivale (du 1er mai au 15 septembre)
- Location d'une cabine individuelle pour un mois pendant la saison : 45,00 €
- Location d'une cabine individuelle pour la saison : 130,00 €

3. Indemnisation pour perte des transpondeurs des clés électroniques 50,00 €

4. Evènements
Tarif unique applicable à tous y compris aux abonnés et aux détenteurs des forfaits annuels, aucune gratuité ni aucun tarif réduit n'est possible sur cette prestation
- Evènement familial 6,00 €
- Evènement exceptionnel 12,00 €
- Evènement avec logistique importante 20,00 €

5. Remise de clé
Remise d'une clé par créneau attribué Gratuit
Indemnisation pour perte d'une clé 19,00 €

6. Délivrance d'un certificat d'aisance aquatique (en cas de dispositions spécifiques et d'aménagements matériels) 1,00 €

H – CONDITIONS GENERALES

1. l'Eurométropole de Strasbourg se donne le droit de fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour des cas particuliers.

2. L'ensemble des réductions visées au présent arrêté ne sont pas cumulables et les réductions accordées au titre de situations particulières ne peuvent être cumulées. Les justificatifs de réduction seront demandés à la caisse lors de la vente et pourront être demandés lors de chaque entrée à la piscine quelle que soit la prestation, le client devra alors être en mesure de fournir la preuve de l'autorisation de la réduction.
Les justificatifs sur téléphone seront acceptés uniquement sur présentation du site Internet de la CAF ; aucune photographie présentée via son téléphone ne sera acceptée.
L'abonnement annuel est nominatif et ne peut être cédé à une autre personne. Toute utilisation frauduleuse d'un badge ou d'une réduction est passible d'exclusion.

3. En cas d'évacuation d'un établissement ou de fermeture d'un bassin justifiées par un motif sanitaire ou de sécurité (autre que hygiène), en cours de séance ouverte au public, les usagers ne bénéficieront d'aucune indemnité.

En cas d'évacuation des bassins pour raisons d'hygiène, l'usager pourra bénéficier d'une entrée s'il peut justifier de sa présence d'une durée de moins d'une heure.

4. En cas de défaillance du système informatique ne permettant plus le décompte des entrées sur les badges, le tarif réduit de 1,90 € pour l'accès à la piscine. Les abonnés annuels sur présentation de leur carte d'abonnement et les bénéficiaires de la gratuité sur présentation de leur justificatif pourront accéder gratuitement à la piscine.

5. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins **7** jours avant la date prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

6. Les ventes se font en une seule fois, le paiement par échelonnement n'est pas autorisé. Les encaissements peuvent se faire en espèces, chèques, carte de paiement et coupons-sports. Aucun remboursement n'est possible pour les coupons-sports, une convention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances définie les modalités de paiement.

7. Conditions de remboursement
Toute vente est définitive et aucune présentation d'un justificatif postérieur à la vente n'autorise à un quelconque remboursement même partiel ou à un quelconque avoir.
Les prestations vendues ne donnent pas droit à un quelconque remboursement y compris en cas de contre-indication et d'impossibilité définitive à la pratique de la natation.
Toute erreur de la part d'un agent de caisse ouvre droit à un remboursement de la somme indûment payée, sur présentation du ticket de caisse et de la preuve de paiement.

8. Conditions de prolongation des abonnements annuels
L'usager titulaire d'un abonnement annuel pourra demander par courrier au Service Piscines, Patinoire et Plans d'eau la prolongation de son abonnement selon les conditions suivantes :

- sur présentation d'un certificat médical justifiant d'une contre-indication à la pratique de la natation
- la durée de prolongation sera égale à la durée de contre-indication

9. Echéance et droits des tickets vendus avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013
Les tickets d'entrées piscines vendus sur format papier avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013 ne sont plus échangeables ni remboursables et ne donnent aucun droit d'entrée à l'usager.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

10. Gratuité pour les usagers en fauteuil roulant pour l'accès au Centre Nautique de Schiltigheim

11. Les tarifs sont applicables à compter du 1er janvier 2018, **sauf D**– location des équipements aquatiques qui sont applicables à partir du 1er septembre 2018. Avant cette date, ce sont les tarifs 2017 qui s'appliquent.

PATINOIRE

Les tarifs de la patinoire de l'Eurométropole de Strasbourg sont fixés comme suit

A. – DROIT D'ENTREE A LA PATINOIRE HORS LOCATION DE PATINS

1. Tarif plein

1 entrée	5,50 €
Forfait annuel 10 entrées	44,00 €

2. Tarif réduit (sur présentation d'un justificatif en cours de validité)

- les enfants et adolescents (de 4 ans à 17 ans inclus),
- les étudiants jusqu'à 25 ans inclus
- les bénéficiaires du RSA
- les personnes prises en charge par les CADA (Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile)
- les bénéficiaires de l'ASS
- les bénéficiaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalidité
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, des communes de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Haute école des arts du Rhin ainsi que leurs conjoints et les retraités sur présentation d'une pièce justificative. Les agents et les retraités doivent présenter leur carte professionnelle. Les conjoints, s'ils n'accompagnent pas l'agent, doivent présenter une photocopie de la carte de l'agent et une preuve de leur situation matrimoniale (livret de famille etc.).

1 entrée	4,10 €
Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	35,00 €

- les personnes dont le quotient familial est compris entre 1 et 800 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial,

Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	35,00 €

- les personnes dont le quotient familial est égal à 0 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

1 entrée	1,00 €

3. Enfant jusqu'à trois ans inclus

1 entrée	1,00 €

4. Accompagnateur non patineur adulte d'un enfant de moins de 12 ans et accompagnateur non patineur anniversaire 2,60 €

5. Gratuité d'entrée à l'unité (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité si la carte le mentionne
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité de guerre si la carte le mentionne

6. Billetterie pré-vendue aux comités d'entreprise (C.E) et amicales du personnel des collectivités publiques pour 5 entrées (sans location de patins) valable 15 mois à compter de la date d'achat du comité d'entreprise : 22,00 €

7. Droits d'entrée sur réservation (sans location de patin)

7.1 Structures médico-sociales et groupements ou mairies spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par enfant	2,00 €

- accompagnateurs gratuit

7.2 Structures médico-sociales et groupements ou mairies spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants ayant leur siège social en dehors du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
- par enfant 3,00 €
- accompagnateurs gratuit

7.3 Structures médico-sociales d'accueil d'adultes
- par adulte 3,00 €
- accompagnateur gratuit

7.4 Structures ou groupements spécialisés dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance
- par personne 2,00€
- accompagnateurs gratuit

B. – ACTIVITES ET COURS

1. Activités collectives encadrées (entrée + location des patins incluses)

Anniversaire par enfant sur réservation pour un groupe de minimum 8 enfants 12,00 €
Prestations festives 12,00 €

2. Ecole de glace (entrée + location des patins incluses)

1 cycle de 12 séances 73,00 €
Stage vacances scolaires 73,00 €

C. - LOCATION DE PATINS

- 1 location de patins 2,80 €
- Forfait 10 locations de patins valable 1 an à compter de la date d'achat 22,00 €
- Affûtage de patins 5,00 €

D. - DROITS PAYABLES PAR LES TITULAIRES D'UN DIPLOME D'ENSEIGNEMENT DU PATINAGE ET DU HOCKEY SUR GLACE

Droit payable par les titulaires d'un diplôme de BEES ou BPJEPS dans domaine de l'enseignement du patinage sur glace (artistique, danse, vitesse) et du Hockey sur glace, ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de patinage ou de hockey privées

- par trimestre administratif 200,00 €
- par année civile 470,00 €

E. - LOCATION DES SURFACES DE GLACE DE LA PATINOIRE

Mise à disposition des pistes ludiques et olympiques dans le cadre de la pratique sportive scolaire et universitaire, ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire 2017-2018. Les locations de patins sont incluses.

L'occupation de la piste ludique et olympique est gratuite pour les écoles maternelles et primaires de l'Eurométropole de Strasbourg

1.1. Pour le quart de la piste olympique, par séance d'1h30 maximum à partir du passage en caisse et par heure pour Universités, Grandes Ecoles, ENA, FFSU et SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 41,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg 41,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 41,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 82,00 €

1.2. Pour la moitié de la piste ludique, par séance d'1h30 maximum à partir du passage en caisse et par heure pour Universités, Grandes Ecoles, ENA, FFSU et SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 41,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg 41,00 €
- Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 41,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 82,00 €

2. Location des espaces pour les personnes morales, tarifs horaires applicables pour la saison sportive à compter de septembre 2017 (sans mise à disposition de personnel)

2.1. Pour les clubs sportifs résidents, tarifs applicables pour toute heure supplémentaire en dehors de leur convention de mise à disposition de la patinoire,

Les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :
- piste olympique 320,00 €
- piste ludique 240,00 €

2.2. Pour les clubs non résidents et pour les personnes morales, tarifs horaires applicables dès la première heure réservée (hors location de patin)

Les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :
- piste olympique 320,00 €
- piste ludique 240,00 €

F. - LOCATION HORAIRE DES ESPACES HORS GLACE DE LA PATINOIRE et PRESTATIONS DIVERSES POUR LES PERSONNES MORALES

- Salle polyvalente 60,00 €
- Salle VIP 50,00 €
- Cafétéria 60,00 €
- Vestiaire dédié au public sans la banque à patin 50,00 €
- Vestiaire groupe 20,00 €
- Salle de musculation 15,00 €
- Surfaçage (y compris le personnel) 70,00 €
- Mise à disposition de personnel selon BPU de chaque métier

G. - LOCATION FORFAITAIRE DES ESPACES DE LA PATINOIRE POUR L'ETOILE NOIRE

Pour la société sportive l'Etoile Noire, un forfait de 10 000 € TTC est applicable pour la saison sportive 2017-2018 à compter du 1er août 2017 et jusqu'au 31 juillet 2018.
Pour la société sportive l'Etoile Noire, un forfait de 20 000 € TTC est applicable pour la saison sportive 2018-2019 à compter du 1er août 2018 et jusqu'au 31 juillet 2019.

H – DIVERS
1. Badges
- Indemnisation pour perte d'un badge d'accès 1,10 €

H – CONDITIONS GENERALES

1. l'Eurométropole de Strasbourg se donne le droit de fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour des cas particuliers.

2. L'ensemble des réductions visées au présent arrêté ne sont pas cumulables et les réductions accordées au titre de situations particulières ne peuvent être cumulées. Les justificatifs de réduction seront demandés à la caisse lors de la vente et pourront être demandés lors de chaque entrée à la patinoire quelle que soit la prestation, le client devra alors être en mesure de fournir la preuve de l'autorisation de la réduction. Toute utilisation frauduleuse d'un badge ou d'une réduction est passible d'exclusion.

3. En cas de défaillance du système informatique ne permettant plus le décompte des entrées sur les badges, le tarif réduit de 3,50 € pour l'accès à la patinoire s'appliquera pour l'ensemble des usagers. Les bénéficiaires de la gratuité sur présentation de leur justificatif pourront accéder gratuitement à la patinoire.

4. En cas d'évacuation de l'établissement ou de fermeture d'une piste en cours de séance ouverte au public justifiée par un motif de sécurité, les usagers ne bénéficieront d'aucune indemnité. Néanmoins l'usager pourra bénéficier d'une entrée s'il peut justifier de sa présence d'une durée de moins d'une heure et d'une location patin sur présentation d'un justificatif.

5. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins **7** jours avant la date prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

6. Les ventes se font en une seule fois, le paiement par échelonnement n'est pas autorisé. Les encaissements peuvent se faire en espèces, chèques, carte de paiement et coupons-sports. Aucun remboursement n'est possible pour les coupons-sports, une convention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances définit les modalités de paiement.

7. Conditions de remboursement
Toute vente est définitive et aucune présentation d'un justificatif postérieur à la vente n'autorise à un quelconque remboursement même partiel ou à un quelconque avoir.
Les prestations vendues ne donnent pas droit à un quelconque remboursement y compris en cas de contre-indication et d'impossibilité définitive à la pratique du patinage.
Toute erreur de la part d'un agent de caisse ouvre droit à un remboursement de la somme indûment payée, sur présentation du ticket de caisse et de la preuve de paiement.

8. Echéance et droits des tickets d'entrée vendus avant le 15 mai 2016

Les tickets d'entrées patinoire vendus sur format papier avant le 15 mai 2016 et échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 ne sont ni repris ni échangés à compter du 1er juillet 2017, ils ne peuvent donner droit à aucune entrée à la patinoire

Les tickets d'entrées patinoire vendus par et aux comités d'entreprises avant le 15 mai 2016 et échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 contre un badge annuel du nombre total de tickets d'entrée ne sont ni repris ni échangés à compter du 1er juillet 2017, ils ne peuvent donner droit à aucune entrée à la patinoire

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

A compter du 1er juillet 2017 les tickets d'entrées vendus au format papier ne seront ni échangeables ni remboursables et ne donneront aucun droit d'entrée à la patinoire

9. Echéance et droits des tickets de location de patins patinoire vendus avant le 15 mai 2016

Les tickets de location de patins vendus sur format papier avant le 15 mai 2016 et échangeables en caisse jusqu'au 30 juin ne sont ni repris ni échangés à compter du 1er juillet 2017, ils ne peuvent donner droit à aucune location de patins à la patinoire.

Les tickets de location de patins vendus par et aux comités d'entreprises avant le 15 mai 2016 et échangeables en caisse jusqu'au 30 juin 2017 ne sont ni repris ni échangés à compter du 1er juillet 2017, ils ne peuvent donner droit à aucune location de patins à la patinoire.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

A compter du 1er juillet 2017 les tickets de location de patins vendus avant le 15 mai 2016 au format papier ne seront ni échangeables ni remboursables et ne donneront aucun droit de location de patins

10. Les tarifs sont applicables à compter du 1er janvier 2018, **sauf E**– location des surfaces de glace de la patinoire qui sont applicables à partir du 1er septembre 2018.

LOCATION DE MATERIEL ET ENGINS POUR LA MAINTENANCE D'AIRES DE JEUX SPORTIFS

Dans le cadre de son action intercommunale, l'Eurométropole de Strasbourg peut mettre à disposition des différentes communes membres du ***matériel et des engins pour la maintenance d'aires de jeux sportifs*** *pour une* ***location à la journée****, selon les tarifs fixés comme suit :*

- Tracteur agricole 50 à 60 CV	57,00 €
- Sableuse autochargeuse traînée largeur 140/150	25,00 €
- Nettoyeur de gazon synthétique	117,00 €
- Nettoyeur de plage 1,50m	45,00 €
- Scarificateur	18,30 €
- Déplaqueuse 30cm	17,30 €
- Aérateur porté 1,50m	17,30 €
- Défeutreuse	76,50 €
- Carotteuse	76,50 €
- Regarnisseuse	76,50 €
- Décompacteur	68,40 €

Le transport et la mise en route des engins ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront l'objet d'une facturation particulière basée sur un forfait de 59,50 € par livraison.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour tenir compte de situations ou de cas particuliers.

Le présent tarif entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2018.
Il se substitue aux dispositions tarifaires antérieures.

MISE A DISPOSITION DU STADE DE LA MEINAU ET DE SES ANNEXES

Le stade de la Meinau a pour objet d'accueillir, en sa qualité de locataire principale, le Racing Club de Strasbourg Alsace dans le cadre de l'organisation de ses rencontres disputées à domicile sur le terrain d'honneur et de ses entraînements sur les terrains annexes.

Une convention de mise à disposition spécifique est conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing Club de Strasbourg Alsace.

Le Stade de la Meinau a également pour vocation l'accueil de manifestations sportives, de spectacles sportifs de haut niveau voire de spectacles culturels et autres rencontres de grande envergure.

Les manifestations sportives de haut niveau sont celles mobilisant des moyens logistiques et financiers importants, relevant d'une Fédération délégataire ou d'une société événementielle organisant des spectacles sportifs et dont le cahier des charges prévoit un accueil minimum de 10 000 spectateurs.

Une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et les utilisateurs définira les équipements et les moyens mis à disposition.

Les tarifs de mise à disposition du stade de la Meinau et de ses annexes sont fixés comme suit :

A) Tarif concernant les associations sportives affiliées à une fédération sportive délégataire et agréées par le Ministère des Sports ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

B) Tarif concernant les Fédérations délégataires, Ligues Régionales, Comités Départementaux,

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

C) Tarifs concernant les autres organisateurs de spectacles sportifs (Sociétés, Associations sportives à but lucratif, associations sportives **agréées n'ayant pas leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg** …)

- par jour de manifestation 33 000,00 €
- pour la préparation- par demi-journée 8 500,00 €

D) Tarifs concernant les utilisations non sportives

- par jour de manifestation	56 000,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	11 500,00 €

E) Forfaits journaliers pour les frais occasionnés par la mise à disposition des locaux

Les tarifs précités comprennent uniquement la mise à disposition du stade de la Meinau. Les frais techniques (sécurité incendie, permanence électrique le nettoyage), les frais de fonctionnement (les fluides), la remise en état de la pelouse, la mise à disposition de personnel ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront d'objet d'une facturation particulière basée sur les tarifs suivants :

- frais techniques	11 500,00 €
- frais de fonctionnement	1 200,00 €
- remise en état de la pelouse par mètre carré (surface totale : 7 500 m²)	34,00 €

Le coût horaire de la mise à disposition de personnel est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des ressources humaines.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra définir par convention, conclue avec les associations ou tous autres organismes, des redevances d'utilisation ou d'occupation autres que celles ci-dessus mentionnées, pour les situations non prévues au présent arrêté.

Le présent arrêté tarifaire est applicable à compter de 1er janvier 2018.

MISE A DISPOSITION DU RHENUS SPORT

Le Rhenus Sport a pour objet d'accueillir, en qualité d'utilisateur prioritaire, la SIG Strasbourg, club professionnel de basket-ball.

Le Rhenus Sport a également pour vocation l'accueil de manifestations sportives et de spectacles sportifs de haut niveau (avec convention de mise à disposition).

Les manifestations de haut niveau sont celles mobilisant des moyens logistiques et financiers importants, relevant d'une Fédération délégataire et dont le cahier des charges prévoit un accueil minimum de 2500 spectateurs.

A titre accessoire, des manifestations non sportives peuvent également y être tenues, sous réserve de disponibilité liée à l'occupation sportive.

1. Les tarifs de mise à disposition du Rhenus Sport sont fixés comme suit :

F) Tarif concernant les associations sportives affiliées à une fédération sportive délégataire et agréées par le Ministère des Sports ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, les Fédérations délégataires, les Ligues Régionales, les Comités Départementaux,

- organisation de manifestations sportives, matches officiels ou amicaux de portée nationale ou internationale (y compris les séances d'entraînement) gratuit

G) Tarifs concernant les autres organisateurs de spectacles sportifs (Sociétés, Associations à but lucratif, associations sportives ayant leur siège en dehors du territoire de l'Eurométropole)

- par jour de manifestation	6 600,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	1 750,00 €

H) Tarifs concernant les utilisations non sportives (équipement complet)

- par jour de manifestation	13 500,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	3 500,00 €

I) Tarifs concernant les utilisations non sportives (plateau nu)

- par jour de manifestation	1 900,00 €
- pour la préparation- par demi-journée	300,00 €

2. Les tarifs relatifs aux frais induits par la mise à disposition du Rhenus Sport sont fixés comme suit :

Les tarifs précités comprennent uniquement la mise à disposition du Rhenus Sport.

A) Le Rhenus Sport étant un équipement sportif, mis à disposition avec un sol « parquet sportif », toute modification du sol sportif sera facturée :

- par opération de montage ou démontage 3 350,00 €

B) Les frais techniques (sécurité incendie, permanence électrique, permanence sanitaire, nettoyage), les frais de fonctionnement (les fluides) et le personnel mis à disposition ne sont pas compris dans les tarifs susvisés. Ils feront l'objet d'une facturation particulière basée sur les tarifs suivants :

- frais techniques (forfait journalier) 5 000,00 €
- frais de fonctionnement (forfait journalier) 550,00 €
- *le coût horaire de la mise à disposition de personnel est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines.*

3. Dispositions diverses

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve la possibilité de facturer les réservations du Rhenus Sport qui n'auront pas été dénoncées par écrit au moins 15 jours avant la date d'utilisation prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

Les réservations pourront être annulées par l'Eurométropole de Strasbourg sans indemnité, en cas d'empêchement technique ou pour tout motif de sécurité et d'ordre public.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour tenir compte de situations ou de cas particuliers.

Date d'effet : 1er janvier 2018

AERODROME

I. REDEVANCES D'ABRI DES AERONEFS SUR L'AERODROME DU POLYGONE DE STRASBOURG-NEUHOF

Chapitre 1

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité par l'Eurométropole de Strasbourg en régie directe, les aéronefs garés dans un hangar d'abri commun appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sont assujettis à une redevance d'abri dans les conditions fixées au présent arrêté.

Chapitre 2

Le montant de cette redevance, exprimé en fonction du poids maximal de l'aéronef au décollage porté à son certificat de navigabilité et par période de vingt-quatre heures, toute fraction de vingt-quatre heures étant comptée pour un jour, est fixé par jour comme suit :

aéronefs de tourisme et aéronefs privés d'un poids inférieur ou égal à 0,5 tonne : 1,35 €

aéronefs d'un poids supérieur à 0,5 tonne et inférieur ou égal à 1 tonne : 2,35 €

aéronefs d'un poids supérieur à 1 tonne et inférieur ou égal à 3 tonnes :

- pour la première tonne : 3,45 €
- par jour et par 500 kg supplémentaires, toute fraction de 500 kg étant comptée pour 500 kg : 1,35 €

Tout autre type d'aéronef est interdit sur ledit aérodrome.

Chapitre 3

Des abonnements mensuels pour l'abri d'un même aéronef peuvent être accordés.

aéronefs de tourisme et aéronefs privés d'un poids inférieur ou égal à 0,5 tonne : 25,00 €

aéronefs d'un poids supérieur à 0,5 tonne et inférieur ou égal à 1 tonne : 46,50 €

aéronefs d'un poids supérieur à 1 tonne et inférieur ou égal à 3 tonnes :

- pour la première tonne : 68,00 €
- par jour et par 500 kg supplémentaires, toute fraction de 500 kg étant comptée pour 500 kg : 25,00 €

Chapitre 4

Les aéroclubs agréés et les propriétaires d'aéronefs construits sous le régime de la construction amateurs peuvent, dans la limite des places disponibles, garer les aéronefs leur appartenant ou qui leur sont prêtés par l'Etat, dans les hangars d'abri commun après garage des aéronefs des autres usagers.

Dans ce cas, les montants de redevance d'abri fixé au paragraphe a) de l'article 2 ci-dessus sont identiques et ouvrent la possibilité de bénéficier des abonnements mensuels prévus à l'article 3. Le bénéfice de ces abonnements ne donne pas pour autant aux bénéficiaires un droit d'usage exclusif et permanent du hangar d'abri commun pendant la durée de l'abonnement.

Chapitre 5

Toute réservation sera due et facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins 15 jours avant la date d'utilisation prévue (sauf cas de force majeure à justifier).
Les réservations pourront être annulées par l'Eurométropole de Strasbourg sans indemnité, en cas d'empêchement technique ou pour tout motif de sécurité et d'ordre public.

II. REDEVANCES DOMANIALES POUR OCCUPATION DE TERRAINS ET IMMEUBLES SUR L'AERODROME DU POLYGONE DE STRASBOURG-NEUHOF

Chapitre 6

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité en régie par l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des redevances domaniales dues pour occupation des parcelles de la zone des installations est fixé, sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 ci-après,

- par an et par mètre carré de terrain nu : 2,90 €

Chapitre 7

Sur l'aérodrome du Polygone ouvert à la circulation aérienne publique, exploité en régie par l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des redevances domaniales dues pour occupation des surfaces couvertes et closes est fixé, sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 ci-après, :

- Hangars pour avions, par an et mètre carré couvert : 13,50 €

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage d'ateliers, magasins, garages, par an et mètre carré couvert : 16,50 €

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage de bureaux, club-house, etc, par an et mètre carré couvert : 20,50 €

Chapitre 8

Pour les aéroclubs agréés et les associations affiliées à une fédération sportive et agréées par le Ministère de la Santé et des Sports, ayant leur siège sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Hangars pour avions, par an et mètre carré couvert : Gratuit

- Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage d'ateliers, magasins, garages, par an et mètre carré couvert : Gratuit

Bâtiments (y compris appentis des hangars) à usage de bureaux, club-house, etc., par an et mètre carré couvert : Gratuit

Chapitre 9

L'Eurométropole de Strasbourg pourra définir par convention conclue avec les associations, particuliers ou tous autres organismes, des redevances d'utilisation ou d'occupations autres que celles-ci-dessus mentionnées, pour les situations non prévues au présent arrêté.

Date d'effet : 1er janvier 2018.

COUTS HORAIRES DU PERSONNEL

Les prestations ou travaux effectués par des agents de l'Eurométropole pour le compte de tiers font l'objet de facturation au tiers sur la base d'un taux horaire fixé selon l'appartenance catégorielle de l'agent ayant effectué ces travaux ou prestations.

Coûts horaires :

Catégorie	Coût horaire
Catégorie A	42,85 €
Catégorie B	29,77 €
Catégorie C	25,03 €

Si le service facturant des prestations assurées pour le compte de tiers est assujetti à la TVA, ces montants doivent être majorés du taux de TVA en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2018

PHOTOCOPIEUR ET PHOTOMATON AU PLATEAU ACCUEIL DU CENTRE ADMINISTRATIF

Photocopieur : 0,20 € / page

Photomaton : 5,00 € la planche de 5 photos d'identité.

BADGE EXTERIEUR

Badge extérieur : 5,00 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

TRAVAUX DE L'IMPRIMERIE:

Heure opérateur PAO	44,08 €
Heure numérisation	51,68 €
Impression traceur format A3	6,20 € l'unité
Réalisation d'un CD ROM à partir d'un fichier	2,65 € l'unité

Forfait calage presses offset
(comprenant : impression traceur, gravure plaques, calage presse)

Presse offset 4 couleurs – 4 poses	71,08 €
Presse offset 4 couleurs – 2 poses	49,30 €
Presse offset 1 couleur – 4 poses	32,92 €
Presse offset 1 couleur – 2 poses	22,00 €

Taux horaires presses offset

Presse offset 4 couleurs – 4 poses	70,14 €
Presse offset 4 couleurs – 2 poses	60,34 €

Taux horaires machines de finition

Massicot	46,67 €
Assembleuse	54,01 €
Thermorelieur	53,18 €
Plieuse	52,41 €
Platine Typo.	44,70 €

Fourniture de papier
Prix au mille feuilles, format 32 x 45 cm

- Couché mat ou brillant

90 à 100 g	27,35 €
115 à 130 g	31,12 €
150 à 170 g	40,69 €
200 à 250 g	70,76 €
300 g	97,49 €

- Couché brillant une face

275 g	194,59 €

- Offset blanc

80 à 100 g	22,42 €
110 à 120 g	28,64 €
140 à 170 g	38,85 €
250 à 300 g	70,74 €

- Offset recyclé

70 à 90 g	24,55 €
115 à 140 g	36,84 €
170 à 250 g	60,47 €

- Offset couleur

80 à 90 g	38,23 €
120 à 135 g	65,46 €
140 à 170 g	104,36 €
240 à 300 g	167,91 €

- Autocopiant

CB	34,47 €
CFB	40,11 €
CF	26,37 €

- Adhésif 163,85 €

TRAVAUX DE REPROGRAPHIE

Reprographie centrale

- Copie Noir/Blanc

L'unité en format A4	0,03 €

- Copie couleur

L'unité en format A4	0,14 €

- Reliure spirales

L'unité	4,00 €

- Tirage de plans

Plan ou affiche N&B le m²	4,70 €
Plan ou affiche couleur le m²	13,70 €

TRAVAUX DE RELIURE

- Coût horaire main d'œuvre 44,08 €

- Coût de matière première

Carton	11,71 € le m²
Verre	9,31 € le m²
Cuir	196,87 € le m²
Papier	6,86 € le m²
Film plastique	7,90 € le m²
Panneau mousse 10 mm	38,37 € le m²
Panneau mousse 5 mm	21,74 € le m²
Toile	8,75 € le m²
Baguette	9,24 € le m²

- Forfait fournitures diverses pour restauration registre d'état civil

L'unité	30,34 €

Date d'effet : 1er janvier 2018

PRESTATIONS DE VEHICULES ET D'ENGINS

Les tarifs en € HT des **prestations de véhicules et d'engins** sont fixés dans les conditions suivantes :

1) les véhicules :

Type de materiel	Charge utile	PTAC	Coût horaire	Coût au km
Berline (Saxo, Clio, Punto, C3…)			2,72 €	0,24 €
Fourgonnette (Berlingo, Doblo…)			3,26 €	0,32 €
Camionnette plateau bâche		< 3.5 t	5,71 €	0,44 €
Fourgon		< 3.5 t	6,79 €	0,47 €
Camion (Fourgon ou bâché)		> 3.5 t	11,21 €	1,20 €
Camion tribenne		< 19 t	17,33 €	1,54 €
Camion benne		26 t	18,34 €	1,73 €
Camion avec grue hydraulique		> 13 t	21,39 €	2,05 €
Camion nacelle hauteur < 17 m.		<13 t	20,38 €	1,85 €
Camion nacelle hauteur > 17 m.		13 t	24,46 €	2,17 €
Balayeuse de trottoirs		4,5 t	19,36 €	2,85 €
Balayeuse de chaussés		<13 t	25,47 €	2,65 €
Laveuse de trottoirs		5 t	17,33 €	2,16 €
Laveuse de chaussés		13 t	22,42 €	2,84 €
Camion benne à ordures 16 m3	7,6 t	19 t	27,52 €	1,64 €
Camion benne à ordures 20 m3	12,2 t	26 t	30,57 €	1,88 €
Camion benne (multibennes)	10,6 t	19 t	16,71 €	1,43 €
Camion benne (multiroll)	11,5 t	19 t	18,95 €	1,56 €
Camion benne (multiroll)	14 t	26 t	20,99 €	1,70 €
Véhicule Unimog	2,7 t	6,2 t	14,27 €	2,39 €
Véhicule Unimog avec débroussailleuse		6,2 t	21,39 €	3,32 €

Dans la colonne Coût au km, le terme km s'applique au parcours total, y compris les parcours à vide.

2) les gros engins roulants :

Type de matériel	Charge utile	PTAC	Coût horaire
Chariot élévateur	2,5 t		18,47 €
Mini tracteur		3,5 t	15,62 €
Tracteur agricole		7,5 t	24,56 €
Tracto-pelle (type JCB)		7,6 t	30,10 €
Mini-pelle		2,8 t	35,71 €
Chargeur sur pneus 1,7 m3		13,3 t	52,45 €

3) le petit materiel:

Type d'engin	Caractéristiques	Tarif journalier
Compresseur remorquable	3 m3/mn - 8,3 bars	50,00 €
Groupe électrogène mobile	3 kw - insonorisé	40,00 €
Groupe électrogène portable	2,2 à 6,0 kw	20,00 €
Combi outils	Faucheuse de 25 cm	30,00 €
Débroussailleuse portable	1,7 à 2 kw - nylon ou couteau	30,00 €
Déplaqueuse gaz	Largeur 30 cm – prof. 6 cm	16,00 €
Désherbeur mécanique tracté	Diamètre brosse 50 cm	50,00 €
Désherbeur thermique tracté	45 cm	20,00 €
Fraise	Accessoire motoculteur	10,00 €
Motobineuse	Fraise 45 ou 60 cm	30,00 €
Motoculteur	Fraise 65 cm - lame neige 80 à 100 cm - charrue	50,00 €
Motofaucheuse	125 cm	30,00 €
Regarnisseur	53 cm	73,00 €
Scarificateur	55 cm - 4 kw	30,00 €
Souffleur mobile	4800 m3/h	30,00 €
Souffleur portable	900 à 1720 m3h - 2,5 à 2,8 kw	25,00 €
Tailleuse de haie	Guide 55 à 75 cm	20,00 €
Tarière	Diamètre 10 à 30 cm - 29 kg	20,00 €
Tondeuse débroussailleuse	63 à 85 cm	75,00 €
Tondeuse rotative autoportée	0,80 m.	75,00 €
Tondeuse rotative autoportée	1,00 m	100,00 €
Tondeuse rotative autoportée	1,25 m.	150,00 €
Tondeuse autotractée	50 cm	30,00 €
Tronçonneuse bois	Guide 35 à 50 cm	25,00 €
Remorque	PTAC 7,5 t – PV 1540 kg	30,00 €
Remorque porte rouleau	PTAC 1300 kg	25,00 €
Roulotte de chantier	Sans chauffage	20,00 €
Bétonnière	140 l	50,00 €
Marteau piqueur	1300 coups/mn	30,00 €
Motosoudeuse	230-380 v - 4 kw	25,00 €
Nettoyeur à eau haute pression	100 bar - chaud 120 bar - froid	20,00 €
Pilonneuse	Sabot 28 cm -700cs/mn - 62 kg	25,00 €
Plaque vibrante	2,9 à 3,7 kw - 40 cm	35,00 €
Pompe mobile centrifuge	6,6 m3/h	20,00 €
Rouleau vibrant	65 cm – 650 kg	100,00 €
Tronçonneuse disque	Disque 35 cm	25,00 €

Le carburant reste à la charge du locataire, les engins seront mis à disposition avec le plein de carburant et devront être restitués avec le plein.
Les engins fonctionnant au gaz seront mis à disposition sans bouteille.

Le transport et la mise en route des engins ne sont pas compris dans les tarifs susvisés.
Ils feront l'objet d'une facturation particulière basée sur un forfait de **56,00€ HT** par engin.

Le forfait horaire pour les chauffeurs et manutentionnaires est facturé au tarif de **49,19 € HT.**

Entretien et réparation des véhicules et engins :

Le forfait horaire pour l'entretien et la réparation des véhicules et engins est facturé au tarif de **62,41 € HT.**

Les samedis, dimanches et jours fériés, seuls les jours d'utilisations des matériels seront pris en compte pour la facturation. Les autres jours (hors samedis, dimanches et jours fériés) de mise à disposition des matériels seront systématiquement facturés.

Date d'effet : 1er janvier 2018

PRESTATIONS DE VEHICULES ET D'ENGINS ASSUREES POUR LES COMMUNES MEMBRES DE L'EUROMETROPOLE
(hors Ville de Strasbourg)

1) les véhicules :

Type de materiel	**Coût horaire**	**Coût au km**
Berline citadine, fourgonnettes	1,00 €	0,23 €
Camionnette, , fourgon, châssis-cabine	1,50 €	0,44 €
Camion fourgon	2,00 €	1,00 €
Camion avec grue hydraulique	2,00 €	1,20 €
Camion nacelle (VL ou PL)	2,00 €	1,50 €
Balayeuse de chaussés	2,00 €	3,00 €
Laveuse de chaussés	2,00 €	3,00 €
Camion benne à ordures avec équipement	2,00 €	2,00 €
Camion benne (multibennes et multiroll)	2,00 €	1,00 €

Le kilométrage facturé sera calculé en effectuant la différence entre le kilométrage au départ et celui au retour du véhicule au centre technique de la Fédération.
Le temps facturé correspondra aux 7 premières heures par tranche de 24heures du temps de possession du véhicule.
Le carburant ainsi que l'assurance en responsabilité civile sont compris.
Toutefois la remise en état des véhicules suite à dégradation sera à la charge du locataire.

2) les gros engins roulants :

Type de matériel	**PTAC**	**Coût horaire**
Chariot élévateur		25,00 €
Mini tracteur	3,5 t	15,00 €
Tracteur agricole	7,5 t	25,00 €
Tracto-pelle (type JCB)	7,6 t	30,00 €
Mini-pelle	2,8 t	25,00 €
Chargeur sur pneus 1,7 m3	13,3 t	35,00 €
Balayeuse de trottoirs		30,00 €
Laveuse de trottoirs		30,00 €
Tracteur avec débroussailleuse		50,00 €

Le temps facturé sera calculé en effectuant la différence entre les relevés d'heures du compteur de l'engin au départ et au retour de l'engin au centre technique de la Fédération.
Le carburant ainsi que l'assurance en responsabilité civile sont compris.
Toutefois la remise en état des véhicules suite à dégradation sera à la charge du locataire.

3) le petit materiel:

Type d'engin	Caractéristiques	Tarif journalier
Compresseur remorquable	3 m3/mn - 8,3 bars	25,00 €
Groupe électrogène mobile	3 kw - insonorisé	20,00 €
Groupe électrogène portable	2,2 à 6,0 kw	10,00 €
Combi outils	Faucheuse de 25 cm	30,00 €
Débroussailleuse portable	1,7 à 2 kw - nylon ou couteau	30,00 €
Déplaqueuse gazon	Largeur 30 cm – prof. 6 cm	16,00 €
Désherbeur mécanique tracté	Diamètre brosse 50 cm	50,00 €
Désherbeur thermique tracté	45 cm	20,00 €
Fraise	Accessoire motoculteur	10,00 €
Motobineuse	Fraise 45 ou 60 cm	30,00 €
Motoculteur	Fraise 65 cm - lame neige 80 à 100 cm - charrue	50,00 €
Motofaucheuse	125 cm	30,00 €
Regarnisseur	53 cm	73,00 €
Scarificateur	55 cm - 4 kw	30,00 €
Souffleur mobile	4800 m3/h	30,00 €
Souffleur portable	900 à1720 m3h-2,5 à 2,8kw	25,00 €
Tailleuse de haie	Guide 55 à 75 cm	20,00 €
Tarière	Diamètre 10 à 30 cm - 29 kg	20,00 €
Tondeuse débroussailleuse	63 à 85 cm	50,00 €
Tondeuse rotative autoportée	0,80 m.	50,00 €
Tondeuse rotative autoportée	1,00 m	75,00 €
Tondeuse rotative autoportée	1,25 m.	100,00 €
Tondeuse autotractée	50 cm	30,00 €
Tronçonneuse bois	Guide 35 à 50 cm	25,00 €
Remorque porte rouleau	PTAC 1300 kg	25,00 €
Roulotte de chantier	Sans chauffage	20,00 €
Bétonnière	140 l	30,00 €
Marteau piqueur	1300 coups/mn	30,00 €
Motosoudeuse	230-380 v - 4 kw	25,00 €
Nettoyeur à eau haute pression	100 bar - chaud 120 bar - froid	20,00 €
Pilonneuse	Sabot 28 cm -700cs/mn - 62 kg	25,00 €
Plaque vibrante	2,9 à 3,7 kw - 40 cm	30,00 €
Pompe mobile centrifuge	6,6 m3/h	20,00 €
Rouleau vibrant	65 cm – 650 kg	80,00 €
Tronçonneuse disque	Disque 35 cm	25,00 €

Pour le petit matériel le carburant reste à la charge du locataire, les engins seront mis à disposition avec le plein de carburant et devront être restitués avec le plein.
Les engins fonctionnant au gaz seront mis à disposition sans bouteille.

Ces tarifs s'entendent départ et retour au centre technique de l'Eurométropole au 44 route de la Fédération à Strasbourg.

Le forfait horaire pour les chauffeurs et manutentionnaires est facturé au tarif de **48,61€.**

Entretien et réparation des véhicules et engins :

Le forfait horaire pour l'entretien et la réparation des véhicules et engins est facturé au tarif de **61,68 €.**

Date d'effet : 1er janvier 2018.

LOCATION DE VELOS

Vélos à l'année à 65 €
La location du vélo à l'année aux tarifs ci-dessous permet le cumul avec la participation de l'employeur à l'abonnement transport en commun.
Les prix des **services de location de vélos** sont fixés TTC (taux normal) comme suit :

Abonnement annuel Vél'auto services : 65,00 €

L'abonnement annuel est établi de date à date sur 12 mois. Le paiement de la location est demandé en début de période annuelle. Toute période entamée est due. Un retour du vélo avant la date d'échéance ne donnera lieu à aucun remboursement, sauf si le locataire remplit les conditions pour demander la location du vélo à 1 € par mois. Dans ce cas le locataire bénéficiera du remboursement de l'abonnement versé au prorata de la durée restant jusqu'à l'échéance annuelle du contrat.

Vélos à 1 € par mois

La location du vélo à 1 € par mois exclut toute autre mesure d'accompagnement tels le

covoiturage ou les transports en commun. Le montant annuel de la location sera de 12,00 €.

Vol d'un vélo

En cas de vol du vélo loué, un versement de 75,00 € sera demandé sur présentation du dépôt de plainte, si le locataire n'apporte pas la preuve qu'il a pris toutes les précautions pour éviter le vol. En l'absence de dépôt de plainte, le montant à payer sera de 300,00 €.

Date d'effet : 1er janvier 2018

LOCATION ANNUELLE DE POINTS HAUTS pour les conventions d'occupation de toitures à conclure à compter du 1er janvier 2018

ZONE FORTE DENSITE :

Bischheim, Hœnheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim, Strasbourg

Antennes mobiles	Par antenne (1 antenne par secteur)	**1500 €**
	Par antenne supplémentaire (1 antenne par secteur)	**750 €**
Armoires techniques (surface maximum 15 m2)		**3500 €**
Faisceaux Hertziens (prix par faisceau)		**500 €**
Site Indoor		**2500 €**
Revalorisation annuelle fixée par arrêté tarifaire, limitée au maximum à l'indice du coût de la construction		

ZONE MOYENNE ET BASSE DENSITE :

Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, La Wantzenau, Lampertheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Plobsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim, Wolfisheim

Antennes mobiles	Par antenne (1 antenne par secteur)	**1000 €**
	Par antenne supplémentaire (1 antenne par secteur)	**500 €**
Armoires techniques (surface maximum 15 m2)		**2300 €**
Faisceaux Hertziens (prix par faisceau)		**300 €**
Site Indoor		**1500 €**
Revalorisation annuelle fixée par arrêté tarifaire, limitée au maximum à l'indice du coût de la construction		

Tarifs nets, non assujettis à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2018

TARIFS EAU POTABLE

Depuis le 1er janvier 2015, l'Eurométropole est autorité organisatrice du service public de l'eau potable sur l'ensemble de son territoire. Les tarifs de ventes d'eau (positions I) s'appliquent sur l'ensemble du territoire et ont vocation à converger progressivement selon la prospective suivante qui intègre une part fixe à 20 €, une part variable à 1 € par m3 et la redevance prélèvement AERM.

Cette prospective est indicative et ne tient pas compte de toute évolution réglementaire ou autres appelant à de nouveaux investissements, coûts de fonctionnement.

Prix global TTC du m3 d'eau (pour une consommation de 120m3)*

Unité de distribution	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Strasbourg Eurométropole (12 communes)	2,99 €	2,89 €	2,89 €	2,88 €	2,87 €	2,86 €
Strasbourg Sud	2,71 €	2,74 €	2,77 €	2,80 €	2,83 €	2,86 €
Strasbourg Nord	3,05 €	2,94 €	2,92 €	2,90 €	2,88 €	2,86 €
III Andlau	2,74 €	2,77 €	2,79 €	2,82 €	2,84 €	2,86 €
La Wantzenau	2,88 €	2,87 €	2,87 €	2,87 €	2,87 €	2,86 €
Les châteaux	3,41 €	3,32 €	3,18 €	3,07 €	2,97 €	2,86 €
Kolbsheim	3,30 €	3,20 €	3,11 €	3,03 €	2,95 €	2,86 €
Osthoffen	4,17 €	4,08 €	3,58 €	3,34 €	3,10 €	2,86 €

**Exemple pour la première tranche avec un compteur de diamètre 15 mm*

Les tarifs de branchements et prestations (positions II et III) s'appliquent sur l'Unité de distribution Strasbourg Eurométropole (Communes de Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim)

L'ensemble de nos tarifs HT supporte en sus la TVA au taux réduit ou normal en vigueur à la date de facturation (régime des débits)

Date d'effet : 1er janvier 2018

N° de position	**Nature des travaux**	**Unités**	**Tarifs H.T.**
I	**VENTES D'EAU**		
I.1	**Unité de distribution Strasbourg Eurométropole (Communes de Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim)**		
I.1.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.1.A.1	1 à 200 000 m3/an	m3	1,00 €
I.1.A.2	au delà de 200 000 m3/an	m3	0,95 €

I.1.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.1.B.1	15 mm	année	23,34 €
I.1.B.2	20 mm	année	23,34 €
I.1.B.3	25 mm	année	33,07 €
I.1.B.4	30 mm	année	33,07 €
I.1.B.5	40 mm	année	39,04 €
I.1.B.6	50 mm	année	47,86 €
I.1.B.7	60 mm	année	62,22 €
I.1.B.8	65 mm	année	62,22 €
I.1.B.9	80 mm	année	108,80 €
I.1.B.10	100 mm	année	163,05 €
I.1.B.11	150 mm	année	187,39 €
I.1.B.12	200 mm	année	231,20 €
I.1.B.13	50-15 mm	année	146,24 €
I.1.B.14	50-20 mm	année	152,62 €
I.1.B.15	60-15 mm	année	146,24 €
I.1.B.16	60-20 mm	année	152,62 €
I.1.B.17	80-20 mm	année	164,85 €
I.1.B.18	80-30 mm	année	178,67 €
I.1.B.19	100-20 mm	année	220,15 €
I.1.B.20	100-30 mm	année	223,87 €
I.1.B.21	100-40 mm	année	234,52 €
I.1.B.22	150-40 mm	année	246,73 €
I.2 : Unité de distribution Ill-Andlau (Communes d'Eschau, Fegesheim, Lipsheim, Plobsheim)			
I.2.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.2.A.1	de 1 à 2 000 m3/an	m3	0,95 €
I.2.A.2	de 2 001 à 12 000 m3/an	m3	0,77 €
I.2.A.3	plus de 12 000 m3/an	m3	0,45 €
I.2.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.2.B.1	20 mm	année	20,16 €
I.2.B.2	25 à 50mm	année	30,48 €

I.2.B.3	60 mm et plus	année	40,64 €
I.2.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
I.3 : Unité de distribution La Wantzenau (Commune de La Wantzenau)			
I.3.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**	m3	0,91 €
I.3.B	**Part fixe €/HT/an**	année	30,40 €
I.3.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
I.4 : Unité de distribution Strasbourg-Sud (Communes de Blaesheim, Entzheim , Geispolsheim , Holtzheim , Oberschaeffolsheim)			
I.4.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.4.A.1	de 1 à 200 m3/an	m3	0,88 €
I.4.A.2	de 201 à 6 000 m3/an	m3	0,85 €
I.4.A.3	de 6 001 à 24 000 m3/an	m3	0,79 €
I.4.A.4	plus de 24 000 m3/an	m3	0,65 €
I.4.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
I.4.B.1	Compteurs de 15 à 20 mm	année	26,99 €
I.4.B.2	Compteurs de 25 à 30 mm	année	67,03 €
I.4.B.3	Compteurs de 40 mm	année	100,58 €
I.4.B.4	Compteurs de 50 mm	année	225,01 €
I.4.B.5	Compteurs de 60 à 70 mm	année	329,82 €
I.4.B.6	Compteurs de 80 à 90 mm	année	399,52 €
I.4.B.7	Compteurs de 100 mm et plus	année	542,02 €
I.4.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
I.5 : Unité de distribution Strasbourg Nord (Communes d'Eckwersheim, Lampertheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Vendenheim)			
I.5.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
I.5.A.1	de 1 à 6 000 m^3 / ans	m3	1,04 €
I.5.A.2	+ de 6 001 m^3 / ans	m3	0,97 €
I.5.B	**Part fixe €/HT/an**	année	18,71 €
I.5.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
I.6 : Unité de distribution Châteaux (Communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim)			

I.6.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
	de 1 à 200 m3/an	m3	0,88 €
	de 201 à 6 000 m3/an	m3	0,85 €
	de 6 001 à 24 000 m3/an	m3	0,79 €
	plus de 24 000 m3/an	m3	0,65 €
I.6.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
	Compteurs de 15 à 20 mm	année	26,99 €
	Compteurs de 25 à 30 mm	année	73,93 €
	Compteurs de 40 mm	année	110,94 €
	Compteurs de 50 mm	année	248,19 €
	Compteurs de 60 à 70 mm	année	363,79 €
	Compteurs de 80 à 90 mm	année	440,67 €
	Compteurs de 100 mm et plus	année	597,85 €
I.6.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
I.7 : Unité de distribution Osthoffen (Commune d'Osthoffen)			
I.7.A	**Part proportionnelle €/HT/m3**		
	de 1 à 3 000 m3/an	m3	1,04 €
	de 3 001 à 5 000 m3/an	m3	1,04 €
	plus de 5 000 m3/an	m3	0,85 €
I.7.B	**Part fixe €/HT/an en fonction du diamètre du compteur :**		
	Compteurs de 15 à 20 mm	année	38,00 €
	Compteurs de 25 à 30 mm	année	140,00 €
	Compteurs de 40 mm	année	215,00 €
	Compteurs de 50 mm	année	605,00 €
	Compteurs de 60 à 70 mm	année	750,00 €
	Compteurs de 80 à 90 mm	année	890,00 €
	Compteurs de 100 mm et plus	année	1 230,00 €
I.7.C	**Redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau**	m3	0,020 €
II	**PRESTATIONS**		
II.1	**Tarifs des prestations réalisées en régie**		
II.1.1	Déplacement d'un agent spécialisé	h	40,41 €

II.1.2	Déplacement d'une équipe de 2 agents pour contrôle, ou réparation sans terrassement	h	71,42 €
II.1.3	Prélèvement et analyse bactériologique	u	65,00 €
II.1.4	Mise à disposition d'un camion grue avec chauffeur et opérateur supplémentaire	h	100,00 €
II.1.5	Mise à disposition d'un camion grue avec chauffeur	h	75,00 €
II.1.6	Mise à disposition d'une pelle type Mecalac avec chauffeur	h	101,64 €
II.1.7	Mise à disposition d'une équipe complète pour intervention d'urgence.	h	167,70 €
II.1.10	Mise à disposition d'une aspiratrice-excavatrice de chantier avec chauffeur pour exécution de fouilles, y compris transfert du camion, transport et élimination des déblais.	h	154,00 €
II.1.11	Mise à disposition d'une aspiratrice-excavatrice de chantier avec chauffeur et opérateur supplémentaire pour exécution de fouilles, y compris transfert du camion, transport et élimination des déblais.	h	179,00 €
II.1.12	Frais de traitement des résultats d'analyse de points d'eau.	forfait	10,55 €
II.1.13	Mesures de débit et de pression faites sur des appareils de lutte contre l'incendie	u	108,64 €
II.1.14	Difficulté de relève ou d'accès dans un regard	forfait	83,83 €
II.1.15	Contrôle des vérifications du compteur chez l'abonné (mise en place d'un compteur en série)	forfait	83,83 €
III	**BRANCHEMENTS**		
III.1	**Tarifs de participation du propriétaire aux frais d'étude et d'établissement d'un devis pour un branchement (valable pour l'année civile en cours):**		
III.1.1	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres 25 ou 30 mm.	forfait	103,32 €
III.1.2	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres 40 ou 50 mm.	forfait	118,08 €
III.1.3	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour branchements de diamètres supérieurs à 50mm.	forfait	201,38 €
III.1.4	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable pour un branchement.	forfait	71,34 €
III.1.5	Frais d'études et d'établissement d'un devis pour pose de compteurs dans le cas de demande d'individualisation en immeuble collectif par tranche de 10 compteurs	forfait	218,34 €
III.2	**Tarifs de participation du propriétaire aux travaux de réalisation d'un nouveau branchement particulier :**		

III.2.1	Travaux de réalisation d'un branchement d'eau potable sur voie publique (hors regard de comptage) de diamètre inférieur ou égal à 30 mm, y compris travaux réalisés à l'intérieur de la priorité privée dans une limite de 2 m. (uniquement applicable pour les branchements dont la partie publique n'excède pas 7 (sept) mètres linéaires sur la voie publique)	forfait	2 507,43 €
III.2.2	Fourniture et pose d'un regard de comptage compact incongelable avec mise en place du compteur de DN15 ou 20 mm	u	686,37 €
III.2.3	Fourniture et pose d'un regard de comptage compact incongelable avec mise en place de deux compteurs	u	1 007,41 €
III.3	**Tarifs de participation du propriétaire aux frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier (valable pour l'année civile en cours):**		
III.3.1	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres 25 ou 30 mm.	forfait	177,86 €
III.3.2	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres 40 ou 50 mm.	forfait	219,99 €
III.3.3	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour branchements de diamètres supérieurs à 50mm.	forfait	276,68 €
III.3.4	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour pose d'un compteur ou d'un regard de comptage compact incongelable sur un branchement.	forfait	91,44 €
III.3.5	Frais administratifs, de contrôle et suivi de chantier pour pose de compteurs par tranche de 10 compteurs dans le cadre d'une individualisation en immeuble collectif	forfait	215,02 €
III.3.6	Frais de réception d'un regard compteur et de contrôle des installations privatives avant pose de compteur (par regard)	forfait	55,82 €
III.4	**Tarifs de participation du propriétaire pour remplacement de compteur sur branchement existant en cas de détérioration ou de gel :**		
III.4.1	Remplacement de compteur de diamètre 15 mm	u	187,20 €
III.4.2	Remplacement de compteur de diamètre 20 mm	u	216,32 €
III.4.3	Remplacement de compteur de diamètre 32 mm	u	300,22 €
III.4.4	Remplacement de compteur de diamètre 40 mm	u	539,44 €
III.4.5	Remplacement de compteur de diamètre 50 mm	u	639,79 €
III.4.6	Remplacement de compteur de diamètre 50 mm incendie	u	1 003,63 €
III.4.7	Remplacement de compteur de diamètre 65 mm	u	1 284,71 €
III.4.8	Remplacement de compteur de diamètre 65 mm incendie	u	1 165,45 €
III.4.9	Remplacement de compteur de diamètre 80 mm	u	1 488,80 €
III.4.10	Remplacement de compteur de diamètre 80 mm incendie	u	1 196,84 €
III.4.11	Remplacement de compteur de diamètre 100 mm	u	1 890,18 €

III.4.12	Remplacement de compteur de diamètre 100 mm incendie	u	1 396,08 €
III.4.13	Remplacement de compteur de diamètre 150 mm incendie	u	2 476,18 €
III.4.14	Remplacement de compteur de diamètre 200 mm incendie	u	5 871,28 €
III.5	**Tarifs de participation du propriétaire pour pose de compteur principal sur branchement existant, hors fourniture du compteur d'eau et du module de radio-relève :**		
III.5.1	Pose de compteur principal de diamètre 15 mm	u	121,79 €
III.5.2	Pose de compteur principal de diamètre 20 mm	u	139,87 €
III.5.3	Pose de compteur principal de diamètre 32 mm	u	163,43 €
III.5.4	Pose de compteur principal de diamètre 40 mm	u	317,59 €
III.5.5	Pose de compteur principal de diamètre 50 mm	u	377,72 €
III.5.6	Pose de compteur principal de diamètre 50 mm incendie	u	736,90 €
III.5.7	Pose de compteur principal de diamètre 65 mm	u	873,19 €
III.5.8	Pose de compteur principal de diamètre 65 mm incendie	u	873,19 €
III.5.9	Pose de compteur principal de diamètre 80 mm	u	853,14 €
III.5.10	Pose de compteur principal de diamètre 80 mm incendie	u	853,14 €
III.5.11	Pose de compteur principal de diamètre 100 mm	u	1 001,64 €
III.5.12	Pose de compteur principal de diamètre 100 mm incendie	u	1 001,64 €
III.5.13	Pose de compteur principal de diamètre 150 mm incendie	u	1 748,56 €
III.5.14	Pose de compteur principal de diamètre 200 mm incendie	u	5 003,17 €
III.6	**Tarifs de participation du propriétaire pour pose de compteur secondaire sur branchement existant, hors fourniture du compteur d'eau et du module de radio-relève :**		
III.6.1	Pose de compteur secondaire de diamètre 15 mm	u	151,49 €
III.6.2	Pose de compteur secondaire de diamètre 20 mm	u	169,57 €
III.6.3	Pose de compteur secondaire de diamètre 32 mm	u	207,22 €
III.6.4	Pose de compteur secondaire de diamètre 40 mm	u	392,38 €
III.6.5	Pose de compteur secondaire de diamètre 50 mm	u	469,17 €
III.6.6	Pose de compteur secondaire de diamètre 50 mm incendie	u	912,27 €
III.6.7	Pose de compteur secondaire de diamètre 65 mm	u	1 048,55 €
III.6.8	Pose de compteur secondaire de diamètre 65 mm incendie	u	1 048,55 €
III.6.9	Pose de compteur secondaire de diamètre 80 mm	u	1 028,50 €

III.6.10	Pose de compteur secondaire de diamètre 80 mm incendie	u	1 028,50 €
III.6.11	Pose de compteur secondaire de diamètre 100 mm	u	1 201,28 €
III.6.12	Pose de compteur secondaire de diamètre 100 mm incendie	u	1 201,28 €
III.6.13	Pose de compteur secondaire de diamètre 150 mm incendie	u	2 046,38 €
III.6.14	Pose de compteur secondaire de diamètre 200 mm incendie	u	5 429,22 €
III.8	**Tarifs de participation du propriétaire pour vérification des compteurs d'eau :**		
III.8.1	Vérification de compteur d'eau de diamètre 15 mm	u	202,66 €
III.8.2	Vérification de compteur d'eau de diamètre 20 mm	u	202,66 €
III.8.3	Vérification de compteur d'eau de diamètre 25 mm	u	220,43 €
III.8.4	Vérification de compteur d'eau de diamètre 30 mm	u	245,24 €
III.8.5	Vérification de compteur d'eau de diamètre 40 mm	u	256,35 €
III.8.6	Vérification de compteur d'eau de diamètre 50 mm	u	297,82 €
III.8.7	Vérification de compteur d'eau de diamètre 65 mm	u	389,64 €
III.8.8	Vérification de compteur d'eau de diamètre 80 mm	u	491,82 €
III.8.9	Vérification de compteur d'eau de diamètre 100 mm	u	500,70 €
III.8.10	Vérification de compteur d'eau de diamètre 150 mm	u	770,22 €
III.9	**Tarifs de location de prises d'eau occasionnelles ou temporaires :**		
III.9	*Les volumes relevés au compteur sont facturés sur la base des tarifs en vigueur.*		
III.9.1	Location journalière, par prise	jour	0,56 €
III.9.2	Dépôt de garantie, par prise, forfait (net de T.V.A)	forfait	265,00 €
III.9.3	Prise d'eau pour hydrant, en cas de perte ou de vol.	forfait	412,48 €
III.9.4	Clé de manœuvre pour hydrant, en cas de perte ou de vol.	forfait	84,30 €
III.9.5	Prise d'eau pour poteau d'incendie en cas de perte, de vol ou de détérioration.	forfait	305,99 €
III.9.6	Clé triquoise pour poteau d'incendie en cas de perte ou de vol ou de détérioration.	forfait	10,50 €
III.9.7	Clé pour poteau d'incendie en cas de perte , de vol ou de détérioration.	forfait	106,40 €
III.9.8	Forfait de location annuelle en cas de non présentation d'une prise d'eau.	forfait	220 jours
III.9.9	Forfait de consommation annuelle en cas de non présentation d'une prise d'eau.	forfait	440 m3
IV.1.1	**Vente carafe d'eau**	**u**	**6,66 €**

Lorsque les travaux ont pour objet le raccordement aux réseaux publics des locaux à usage d'habitation ou mixtes, affectés principalement à l'habitation et achevés depuis plus de deux ans, les présents tarifs subissent la TVA au taux réduit en vigueur à la date de facturation (régime des débits) sur production d'une attestation par le propriétaire. Dans les autres cas, la TVA s'applique au taux normal.

Tout branchement ou prise d'eau illicite entraînera la facturation d'un minimum de 6m3 par jour, pour une durée minimum de 10 jours. Pourront se rajouter, les frais de déplacement du personnel nécessaire et des frais de remise en état des appareils.

REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Chapitre 1
Tarif de la redevance EUROMETROPOLE DE STRASBOURG assainissement :

	H.T. Par m^3
Part collecte (réseaux) toutes communes sauf Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen	0,50 €
Part traitement (épuration) Toutes communes sauf Blaesheim, Plobsheim, Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen	0,1520 € Pour mémoire : s'ajoute à cette redevance perçue par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG la redevance épuration perçue par le délégataire en application de la convention de délégation, et revalorisée aux 1er janvier et 1er juillet conformément aux dispositions de cette convention.
Part traitement (épuration) communes de Plobsheim et Blaesheim	Le montant de la redevance EUROMETROPOLE DE STRASBOURG est de 0,1520 € majorés d'un montant équivalent au montant TTC de la redevance du délégataire, en valeurs aux 1er janvier et 1er juillet.
Redevance assainissement (réseaux et épuration) communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Osthoffen	La redevance comprend une part fixe et une part variable : • Part fixe : 22,00 euros par an • Part variable : 1,10 euros par m3
Redevance assainissement (réseaux et épuration) commune de Kolbsheim	La redevance comprend une part fixe et une part variable : • Part fixe : 15,40 euros par an • Part variable : 1,11 euros par m3

Lorsque les volumes déversés à l'égout sont issus d'un prélèvement dans la nappe au moyen d'un **pompage privé**, le redevable doit déclarer les volumes de l'année 2017 à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG avant le 30/06/2018.
En l'absence de déclaration du redevable dans les délais requis, le service assainissement se réserve le droit de procéder à une évaluation forfaitaire des volumes rejetés, prenant notamment en compte les caractéristiques techniques des installations alimentées.

Lorsque les volumes déversés à l'égout sont issus d'un **déversement temporaire**, le redevable doit déclarer les volumes déversés à la fin effective du déversement et dans un délai de 15 jours maximum après la fin de cette opération.
En l'absence de déclaration du redevable dans les délais requis, le service assainissement se réserve le droit de procéder à une évaluation forfaitaire des volumes rejetés, prenant notamment en compte les caractéristiques techniques des installations alimentées.

Chapitre 2
En application de l'article R2224-19-6 du CGCT, l'assiette de facturation de la redevance assainissement des usagers non domestiques est corrigée pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement.

Ces coefficients de pollution, de rejet et de dégressivité sont fixés conformément aux indications portées aux tableaux ci-joints.

Ces coefficients seront appliqués à l'ensemble de la redevance assainissement. A titre indicatif, celle-ci est composée au 1er janvier 2018 des redevances Assainissement EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (transport), Assainissement EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (épuration), Assainissement Valorhin (exploitant de la station d'épuration) et Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau)

Chapitre 3 : coefficients de pollution
Le tableau suivant détermine les établissements assujettis à un coefficient de pollution, ainsi que les coefficients à appliquer.

LIEU	DESIGNATION	CLIENT N°	COEF. POLL.
GEISPOLSHEIM	LECLERC	01898N	1,10
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	AUCHAN	218000800006 00	1.71
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1er REGIMENT DU GENIE	218000720012 00	1.15
REICHSTETT	Charcuterie HERRMANN	389000255000 B0	1.12
SCHILTIGHEIM	ALSACIENNE DE RESTAURATION	447000950001 00	1,81
SCHILTIGHEIM	SCI DU LAC (EFFERVESCENCE)	447001020000 00	1.82
STRASBOURG	AUCHAN	482085710000 A0	1,40
STRASBOURG	CENTRE DE VALORISATION DE DECHETS VERTS	482076274000 00	2.34
STRASBOURG	Hôpitaux Universitaire de Strasbourg_POLE LOGISTIQUE	02569T	1.34
STRASBOURG	SCHROLL	482071430006 00	**1,32**

Etablissements conventionnés (pour mémoire, coefficients applicables dans l'hypothèse d'une facturation selon régime général en cas de résiliation de la convention de déversement) :

BISCHHEIM	CSM – BAKEMARK (convention)	043000485001 00	1.30

GEISPOLSHEIM	FRANCE CHOCOLAT (convention)	152000213000 P0	1.63
HOLTZHEIM	SOCOPA VIANDE (convention)	212000085000 00 ?	3.39
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	KIRN PRODUCTION (convention)	218000425029 00	2.46
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	HERTA	218001025002 00	1.12
MUNDOLSHEIM	CORA (convention)	01377X	1.13
SCHILTIGHEIM	BRASSERIE HEINEKEN (convention)	447000720004 00	1.84
STRASBOURG	BIO-SPRINGER (convention)	482076635006 A0	1.76
STRASBOURG	ESCAL (convention)	482054965006 10	2.22
STRASBOURG	FALA (convention)	482076635002 A0	1.32
STRASBOURG	MALTERIES D'ALSACE (convention)	482055835007 A0	1.77
STRASBOURG	MALTERIE STANDART (convention)	482078348011 00	1.81
STRASBOURG	SENSIENT (convention)	482076274005 00	1.47

Les déversements temporaires sont soumis à une autorisation de déversement temporaire.

En cas de déversement d'effluents non domestiques, le service assainissement pourra exiger la réalisation de prélèvements par le bénéficiaire afin de mesurer la charge polluante du rejet et de calculer le coefficient de pollution à appliquer sur la redevance.
Le coefficient de pollution déterminé au vu des caractéristiques du prélèvement, ne pourra être inférieur à 1.

En l'absence d'autorisation de déversement (temporaire ou permanent) ou de prélèvements ou de communication des résultats, un coefficient de pollution égal à 2 sera appliqué à la facturation des volumes rejetés.

Chapitre 4 : coefficients de rejet

- L'assiette de la redevance d'assainissement des exploitations agricoles justifiant d'une activité d'élevage et dont les bâtiments d'exploitation et d'habitation sont desservis par un branchement unique, est fixée à 70 % de leur consommation d'eau, du fait que l'eau utilisée à abreuver le bétail n'est pas rejetée à l'égout.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des jardiniers, horticulteurs et pépiniéristes dont les bâtiments d'exploitation et d'habitation sont desservis par un branchement unique est fixée forfaitairement à 37 m^3 par an et par personne demeurant dans les locaux réservés à l'habitation, du fait que l'eau utilisée à arroser les végétaux n'est pas rejetée à l'égout.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des établissements prélevant de l'eau à l'aide d'un puits privé est établie au vu d'une déclaration annuelle du redevable remise à l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG avant le 30 juin de l'année suivante.
Le redevable doit joindre à l'appui de cette déclaration tous justificatifs utiles, et notamment une copie de sa déclaration à l'Agence de l'Eau lorsqu'il est tenu à cette obligation vis-à-vis de cette dernière.
En l'absence de déclaration à cette date, l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG se réserve le droit d'évaluer elle-même les volumes rejetés sur la base du double de la moyenne des volumes déclarés au cours des 3 années précédentes.

- L'assiette de la redevance d'assainissement des établissements conventionnés est établie sur la base des volumes rejetés mesurés.

- Les volumes prélevés dans le puits de dépollution de la nappe phréatique et non utilisés pour l'activité industrielle par l'établissement REVETEMENTS INDUSTRIELS, 3 route des Champs à Oberhausbergen, ou le gestionnaire du puits ne sont pas assujettis à la redevance assainissement.

- Un coefficient de rejet de 0,8 sera appliqué sur le volume d'eau de qualité nappe déversé avant application d'un coefficient de dégressivité si concerné en cas de rejet temporaire d'eau de qualité nappe dans les réseaux d'eaux usées.

- Un coefficient de rejet de 0,5 sera appliqué sur le volume déversé avant application d'un coefficient de dégressivité si concerné en cas de rejet temporaire d'eau de qualité nappe vers le milieu naturel en n'empruntant que des réseaux pluviaux.

Chapitre 5 : coefficients de dégressivité
Le tableau suivant détermine le barème de la dégressivité appliquée aux déversements non domestiques à l'égout supérieurs à 6000 m^3 par an.

Tranches	Coefficients Proposition
1 à 6 000 m^3/an	1,00
6 001 à 12 000 m^3/an	0,85
12 001 à 24 000 m^3/an	0,80
24 001 à au-delà:	0,80

Pour les établissements conventionnés, les assiettes sur lesquelles sont applicables les coefficients de dégressivité sont fixées par la convention liant l'établissement à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG .
Pour les établissements conventionnés un coefficient de 0.9 sera appliqué sur le tarif de la part collecte de la redevance assainissement fixée au chapitre 1.

Chapitre 6
Pour tous les déversements non domestique ne relevant pas des coefficients de pollution prévus par chapitre **3,** et pour ceux ne bénéficiant pas des coefficients de rejet prévus par le chapitre **4,** le **coefficient 1** sera appliqué.

Chapitre 7
Un dégrèvement de 50 % de la part collecte de la redevance assainissement est accordé aux usagers raccordés à un réseau de collecte des eaux usées sous pression.
Ce dégrèvement n'est applicable qu'après instruction du dossier de raccordement par le Service de l'Assainissement, aux immeubles préexistants à la desserte par un réseau de collecte des eaux usées.

Chapitre 8
Les immeubles non raccordés raccordables sont soumis au paiement de la redevance qu'ils auraient du payer, majorée de 100 % (règlement de l'assainissement collectif, article 10, pris en application de l'article L 1331-8 du code de la santé publique)
Cette majoration s'applique également aux propriétaires d'immeubles dont les installations intérieures, après mise en demeure par le service assainissement et expiration du délai fixé par ce dernier, présentent des non conformités importantes à la réglementation ou au règlement d'assainissement, telles :

- Un branchement dont les effluents transitent par une fosse non mise hors service,
- Un branchement non autorisé sur un branchement voisin,
- Un branchement incomplet (déversement d'une partie des eaux usées dans le milieu naturel)

Chapitre 9
Pour les immeubles (y compris les bateaux-logements) tenus de se raccorder au réseau d'assainissement collectif et qui s'alimentent en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas du service public, la redevance est établie forfaitairement sur la base d'une consommation individuelle de 37 m³/habitant/an.
Les occupants devront fournir une déclaration sur l'honneur du nombre d'habitants de l'immeuble ou du bateau-logement.
Si le propriétaire le souhaite, il peut installer un compteur sur sa ressource alternative ou sur son installation de refoulement, la redevance assainissement sera alors établie sur ses relevés.

Pour les bateaux équipés de réservoir de collecte et déversant leurs eaux dans le système d'assainissement, la redevance est établie forfaitairement sur la base d'une consommation de 150 l/passager par jour d'appontement. Le redevable doit déclarer les volumes de l'année N à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 30 juin N+1. En l'absence de transmission des volumes dans les délais imparti le volume de rejet le plus élevée durant les dernières années sera pris en compte.

Chapitre 10
Le budget annexe et les redevances assainissement EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ne sont pas assujettis à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2018

VIDANGES ET PRESTATIONS 2018

Chapitre 1:

La grille tarifaire s'applique lors de la réalisation de **prestations d'assainissement donnant lieu à une facturation:**

Pos	Désignation de la prestation	Tarifs
1 - Prestations de mise en œuvre d'une hydrocureuse		
1.1	Intervention d'un véhicule de type hydrocureuse pour tous type de travaux hors vidange de séparateur à graisse ou fécules ou de fosses- Prix horaire (1) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	166.00
1.2	Intervention pour vidange de séparateurs à graisses ou fécules, ou de fosses avec une hydrocureuse (hors assainissement non collectif et hors coût de traitement des graisses ou des matières de vidange) - Prix au m^3 (1) Le minimum de facturation sera le ½ m^3 et par tranche du ½ m^3	202.00
2 - Coût de personnel		
2.1	Mobilisation d'un agent pour une expertise d'une installation d'assainissement– Prix horaire Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	Coûts horaires du personnel d'un agent de catégorie B Tarif arrêté dans la délibération tarifaire EMS pour 2018
2.2	Intervention d'un ouvrier spécialisé en maçonnerie, électromécanique, métallerie, mécanique, ou égoutier. – Prix horaire (2) Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure (3)	Coûts horaires du personnel d'un agent de catégorie C Tarif arrêté dans la délibération tarifaire EMS pour 2018
3 - Réalisation d'une inspection télévisée		
3.1	Expertise d'une installation avec une inspection télévisée du branchement ou d'un collecteur – Prix horaire (2) La 1ere heure sera facturée au minimum à l'heure puis par tranche d'une 1/2 heure à chaque dépassement (3)	54,00
4 - Mobilisation de matériel roulant		
4.1	Déplacement d'un véhicule léger - Prix forfaitaire	22.00
4.2	Intervention d'un camion de transport de matériaux - Prix horaire Le minimum de facturation sera la 1/2 heure et par tranche d'une 1/2 heure(3)	65.00
4.3	Déplacement d'un véhicule de type hydrocureuse - Prix forfaitaire	80.00

4.4	Intervention d'un groupe de pompage - Prix horaire[4] La 1ere heure sera facturée au minimum à l'heure puis par tranche d'une 1/2 heure à chaque dépassement [3]	97.00
5 - Traitement des déchets		
5.1	Traitement des graisses : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg - Prix à la tonne	Tarifs arrêtés semestriellement selon le traité d'affermage en vigueur (prestations assujetties à la TVA par l'exploitant de la station d'épuration)
5.2	Traitement des matières de vidange : prestation facturée selon le tarif en vigueur à la station d'épuration de Strasbourg – Prix à la tonne	
5.3	Traitement des boues de curage : prestation facturée selon le tarif en vigueur via le marché en place – Prix à la tonne	Tarif arrêté selon les clauses du marché en vigueur et faisant l'objet d'une révision des prix à chaque date anniversaire du marché (prestations assujetties à la TVA par le prestataire mandataire du marché)
6 - Coût de la Fourniture		
6.1	Lors d'interventions nécessitant des fournitures spécifiques sur présentation et validation d'un devis. Refacturation de la fourniture mise en œuvre.	Coût des fournitures au prix d'achat.
7 – Location des équipements du service de l'Eau et de l'Assainissement		
7.1	Mise à disposition de la plateforme de formation à la sécurité située au Centre Technique de l'Assainissement au 40 rue de la Plaine des bouchers 67100 STRASBOURG-Meinau, incluant une salle de réunion - Tarif journalier de 8h à 17h [5].	450.00

[1] A ce prix, s'ajoute le prix forfaitaire Pos 4.3 pour le déplacement d'un véhicule de type hydrocureuse

[2] A ce prix, s'ajoute le prix forfaitaire Pos 4.1 et 4.3 pour le déplacement d'un véhicule léger et d'un véhicule de type hydrocureuse et la Pos 1.1 pour intervention d'un véhicule type hydrocureuse

[3] Toute tranche entamée d'une demi- heure est une tranche due

[4] A ce prix, s'ajoute le prix forfaitaire Pos 4.2 pour le déplacement d'un véhicule de transport et X * Pos 2.2

[5] Le forfait n'inclut pas la mise à disposition des équipements et EPI nécessaires à la formation (harnais, trépieds, détecteurs…) ni le vidéoprojecteur dans la salle de réunion (l'écran de projection est par contre inclus)
La location est contractualisée sur la base d'une convention-type.

Sur la base de la grille tarifaire ci-dessus, la facturation s'établira sur les principes suivants :

<u>Intervention sur séparateur à graisse ou eaux grasses</u>

- Pour un séparateur à graisse de X m^3 au demi m^3 près :

  Prix de la prestation = 1*Pos 4.3 + X *Pos 1.2 + X * Pos 5.1

- Pour un nettoyage d'un séparateur d'eau grasse ne nécessitant pas l'intervention d'une hydrocureuse

  Prix de la prestation est un forfait établi sur la base de 1* Pos 4.1 * ½ heure Pos 2.2

Intervention de curage, débouchage et essai de pression

- Pour un débouchage d'une conduite ou d'un branchement ou nettoyage d'un ouvrage type puisard de cour ou dessableur de gouttière ou d'un essai de pression dont l'intervention dure X heures à la demi-heure près

  Prix de la prestation = 1* Pos 4.3 + X Pos 1.1

- Pour une recherche d'objets divers dans un ouvrage d'assainissement (puisard de rue)

  Prix de la prestation est un forfait établit sur la base de 1* Pos 4.1 + 1 Pos 2.2

Intervention pour expertise, inspection télévisée,

- Pour une expertise en vue de la réalisation d'une inspection télévisée d'un réseau d'assainissement (branchement ou collecteur)

Prix de la prestation pour 1h d'expertise = 1* Pos 4.1 + 1* Pos 4.3 +1* Pos 1.1+ 1* Pos 3.1

En cas de dépassement de la 1ère heure sera facturé 0.5* Pos 3.1 par tranche d'1/2 heure

Intervention pour une recherche d'objets divers dans un ouvrage d'assainissement (puisard de rue)

Prix de la prestation = 1* Pos 4.1 + 1* Pos 4.4 + 2* Pos 2.2

Installation d'un groupe de groupe de pompage (vidange, by-pass,…)

- Pour une installation d'un groupe de pompage

Prix de la prestation pour 1h de pompage = 1* Pos 4.2 + 1* Pos 4.3 +1* Pos 1.1+ 1* Pos 4.1

En cas de dépassement de la 1ère heure sera facturé 0.5* Pos 4.1 par tranche d'1/2 heure

Une majoration s'applique au prix des prestations qui sont faites en-dehors des heures travaillées à savoir :

- du lundi au vendredi entre 5h00 et 7h00, et entre 17h00 et 20h00 une majoration de 25%
- le samedi entre 5h00 et 20h00 une majoration de 25 %
- du lundi au samedi entre 20h00 et 5h00 une majoration de 50%
- le dimanche de jour comme de nuit 100%

Chapitre 2 :
Tarif de **Prestations de repérage de réseau :**

Mise à disposition d'une équipe pour réalisation d'une implantation de réseaux sur la base d'un levé topographique. (forfait)	132.75 €

Chapitre 3 :
Les prestations de traitement des graisses et matières de vidange facturées par l'exploitant de la station d'épuration subissent la TVA au taux normal en vigueur. Les autres tarifs eurométropolitains ne sont pas assujettis à ce jour à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2018

TRAVAUX ASSAINISSEMENT

chapitre 1er
Les tarifs des **frais d'instruction de dossier payables au moment de l'autorisation des travaux** sont fixés comme suit :

a) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles jusqu'à 3 logements : - tarif de base	**272** €
b) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles collectifs de plus de 3 logements : - à partir du 4 eme logement, en plus du tarif de base, plus-value par logement	11,5 €
c) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles à usage tertiaire, artisanal et d'activités diverses : - en plus du tarif de base, plus-value par bloc sanitaire :	11 €
d) Pour l'installation sanitaire intérieure pour les immeubles à caractère industriel, - Pour l'instruction de dossier assimilé domestique : - Pour l'instruction de dossier non domestique de nouveaux établissements :	300 € 320 €
e) Pour la rénovation, la transformation ou une petite extension des sanitaires d'un immeuble existant (jusqu'à 3 logements) - tarif de base: ½ tarif	136 €
f) frais d'information des notaires nécessitant un contrôle sur site, dans le cadre de la mutation d'une propriété bâtie - tarif de base:	140 €

chapitre 2 :
EMS se fera rembourser par les propriétaires les dépenses entraînées par les travaux d'exécution de la partie publique des branchements, au coût réel des travaux majoré de 9,92 % pour frais généraux, conformément aux dispositions de l'article L 1331-2 du code de la santé publique.

chapitre 3 :
En Assainissement Non Collectif le tarif des prestations est fixé comme suit :

a) Contrôle de conception et d'exécution des installations neuves et de la mise en conformité d'installations existantes.	338€
b) Diagnostic et contrôle du bon fonctionnement des dispositifs existants :	98 €
c) Contrôle en cas de vente	201 €

chapitre 4 :
Les présents tarifs ne sont pas à ce jour assujettis à la TVA.

Date d'effet : 1er janvier 2018

REDEVANCE SPECIALE DECHETS

a) Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bac :

- Forfait annuel d'accès au service : 36,00 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,0328 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets résiduels assimilés :

1 bac de 140 litres	274,50 €
1 bac de 240 litres	445,00 €
1 bac de 500 litres	887,50 €
1 bac de 1 100 litres	1909,50 €

b) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bac :

- Forfait annuel d'accès au service: 24,00 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,0218 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets recyclables assimilés :

1 bac de 140 litres	183,00 €
1 bac de 240 litres	296,50 €
1 bac de 500 litres	592,00 €
1 bac de 1 100 litres	1273,00 €

c) Tarif service complet :

Forfait annuel pour les bacs en zone service complet : 25,50 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)

Exemple :
Forfait annuel pour 2 bacs collectés 2 fois par semaine : 2 x 2 x 25,50 = 102,00 €

d) Tarifs pour les mouvements de bacs :

- Prix pour le placement seul ou le retrait seul d'un ou plusieurs bacs : 32,00 € par bac
- Prix pour l'échange d'un ou plusieurs bacs (bacs placés et bacs repris) : 16,00 € par bac manipulé

Exemple :
Prix pour 2 bacs placés et 3 bacs repris : (2+3) x 16,00 = 80,00 € le mouvement
Prix pour 2 bacs placés seuls : 2 x 32,00 = 64,00 € le mouvement
Prix pour 3 bacs repris seuls : 3 x 32,00 = 96,00 € le mouvement

e) Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bennes (substitution de bacs) :

- Forfait placement, retrait et vidange de benne : 154,00 €
- Prix du traitement : 118,60 €/tonne

f) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bennes (substitution de bacs) :

- Forfait placement et enlèvement de benne : 154,00 €
- Prix du traitement : 79,00 €/tonne

g) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés avec d'autres contenants :

- **Caisse-palette :**
  - Forfait annuel de location : 49,00 €
  - Prix de collecte et de traitement par vidange :
    470 litres : 10,50 €
    610 litres : 14,00 €

- **Borne ou conteneur de surface :**
  - Coût Forfait annuel de location : 206,50 €
  - Prix de collecte et de traitement par vidange :
    4 m^3 : 90,00 €
    5 m^3 : 113,00 €

h) Tarifs pour la collecte en conteneurs enterrés :

- **Collecte des déchets résiduels assimilés :**

Conteneur de 5 m^3: 169,00 € par vidange pour un conteneur plein
à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)

- **Collecte des déchets recyclables assimilés :**

Conteneur de 5 m^3: 113,00 € par vidange pour un conteneur plein
à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)

La redevance n'est pas assujettie à la TVA en application de l'article 256 B du Code général des impôts. La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour l'ensemble des prestations concernant la collecte des **déchets résiduels assimilés**. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2018

PRESTATIONS ANNEXES DECHETS

MISE EN PLACE ET ENLEVEMENT EXCEPTIONNELS DE BENNES, BORNES, BACS ET PORTE-SACS

a) Tarifs pour la mise en place et l'enlèvement exceptionnels de bennes

- Forfait placement et retrait de benne : 154,00 € HT

Les dates de pose et de reprise des bennes sont fixées par le service Collecte et valorisation des déchets.

- Les coûts de traitement s'appliquent en sus.

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

b) Tarifs pour la mise en place et l'enlèvement exceptionnels de bornes ou conteneurs de surface pour la collecte des déchets recyclables assimilés

- Forfait placement, retrait de borne ou conteneur de surface : 154,00 € HT
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  4 m^3 : 90,00 €
  5 m^3 : 113,00 €

c) Tarifs pour la mise en place et la collecte exceptionnelles de bacs

Type de bac	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets résiduels assimilés (par bac et pour une collecte)	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets recyclables assimilés (par bac et pour une collecte)
240 litres	30,00 €	20,00 €
500 litres	49,50 €	33,00 €
1 100 litres (plastique)	92,50 €	61,50 €

Tarif HT par collecte pour toutes collectes supplémentaires :

Type de bac	Collecte et traitement des déchets résiduels assimilés (par bac)	Collecte et traitement des déchets recyclables assimilés (par bac)
240 litres	5,00 €	3,50 €
500 litres	10,50 €	7,00 €
1 100 litres (plastique)	21,00 €	14,00 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération, selon la réglementation en vigueur.

d) Tarifs pour la mise en place exceptionnelle de porte-sacs et collecte des sacs

- Prix d'un porte-sac simple (en cas de perte ou de vol) : 90,00 € HT
- Prix d'un porte-sac double (en cas de perte ou de vol) : 155,00 € HT

- Mise en place et enlèvement d'un porte-sac : 30,00 € HT

- Forfait pour mise à disposition de sacs incluant collecte et traitement :
  - pour déchets résiduels assimilés (2 sacs/anneau) : 8,50 € HT / jour
  - pour déchets recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 5,50 € HT / jour

- Tout volume supplémentaire de sacs au-delà de 2 sacs par jour et par anneau donne lieu à la facturation d'un rouleau complet de 20 sacs incluant collecte et traitement :
  - pour déchets résiduels assimilés : 84,00 € HT/rouleau
  - pour déchets recyclables assimilés : 56,00 € HT/rouleau

Tout rouleau de 20 sacs entamé est dû.

- Forfait pour mise à disposition seule de sacs (non collectés et non traités) :
  - pour déchets résiduels ou recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 0,20 € HT / jour
  - rouleau complet de 20 sacs : 2,00 € HT

Tout rouleau de 20 sacs entamé est dû.

e) Tarifs de traitement pour prestations annexes

Nature du traitement	**Tarif (€ HT/tonne)**
Incinération	118,60 €
Traitement des déchets recyclables (papier, carton, bouteilles plastique, briques alimentaires)	79,00 €
Traitement déchets verts (produits bruts)	45,00 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	40,50 €
Traitement gravats	2,80 €
Enfouissement	149,60 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et par enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

Tous les tarifs des prestations annexes sont assujettis au taux de TVA en vigueur**.**

Date d'effet : 1er janvier 2018

FRAIS DE REMPLACEMENT DES BACS ENDOMMAGES OU DISPARUS

Type de Bac	Tarif
110 litres	40,00 €
120 litres	39,00 €
140 litres	41,00 €
240 litres	69,00 €
330-340-360 litres	107,00 €
500 litres	194,00 €
660 litres	203,50 €
770 litres (plastique)	214,00 €
1 000 ou 1 100 litres (plastique)	256,50 €
770 litres (tôle)	530,50 €
1 000 litres ou 1 100 litres (tôle)	573,00 €

Tarif dans le cadre des prestations de collecte des déchets ménagers et non-ménagers non assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts

APPORTS AU CENTRE DE VALORISATION DES DECHETS VERTS

Nature du traitement	Tarif (€ HT/tonne)
Traitement déchets verts (produits bruts)	45,00 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	40,50 €

Ces prestations sont assujetties au taux de TVA en vigueur**.**

Date d'effet : 1er janvier 2018

LOCATION DE TOILETTES FIXES

Ouverture de toilettes publiques gardiennées par tranche de 1 heure (tarif TTC dont TVA en vigueur) :

	1 agent	2 agents
Du lundi au samedi de 7h à 21h	38,50 €	68,00 €
Les dimanches de 7h à 21h	55,00 €	101,00 €
Les jours fériés de 7h à 21h	59,00 €	110,00 €
De nuit de 21h à 7h	74,00 €	139,00 €

FRAIS DE NETTOYAGE DES RUES

1- Le nettoyage de rues à l'issue de manifestations exceptionnelles, de braderies commerciales ou brocantes fait l'objet d'un devis à l'attention des organisateurs, sur la base des rubriques de la délibération «*Fixation des tarifs des prestations assurées aux usagers par– Eurométropole de Strasbourg* » en vigueur :

- Couts horaires du personnel,
- Prestations de véhicules et d'engins
- Tarifs de traitements des déchets des prestations annexes

Les coûts horaires du personnel seront majorés des coefficients suivants selon les jours et horaires d'interventions :

Du lundi au samedi de 7h à 22h	1
Les dimanches de 7h à 22h	1,56
Les jours fériés de 7h à 22h	1,83
De nuit de 22h à 7h	2,19

La facturation sera établie à l'appui du rapport des moyens effectivement mis en œuvre, de la nature et des tonnages de déchets collectés puis valorisés. Elle sera soumise au taux de TVA en vigueur.

2- Le nettoyage des marchés des commerçants non sédentaires fait l'objet d'une facturation à l'attention des organisateurs.

Le tarif prend en compte

- le bordereau des prix en vigueur utilisé dans le cadre du » *marché de prestations relatives aux manifestations exceptionnelles* »
- Les couts liés au service en matière de contrôle et de suivi administratif

Tarif horaires pour le nettoyage des marchés des commerçants non sédentaires	Tarif HT
Tarif horaire pour un agent ou chauffeur du lundi au samedi de 6h 00 à 22 h00	22,00 €
Tarif horaire pour un agent ou chauffeur du lundi au samedi de 22h 00 à 6 h00	32,50 €
Tarif horaire pour un agent ou chauffeur le dimanche et jours fériés de 6h 00 à 22 h 00	46,50 €
Tarif horaire pour un agent ou chauffeur le dimanche et jour fériés de 22h 00 à 6h00	46,50 €
Tarif horaire pour un véhicule rémunération du chauffeur exclue	26,00 €

- La facturation sera établie à l'appui du rapport des moyens effectivement mis en œuvre, de la nature et des tonnages de déchets collectés puis valorisés. Elle sera soumise au taux de TVA en vigueur.

3- L'Enlèvement des affiches sauvages peut être facturé selon les modalités suivantes

Le tarif de 55 € / heure HT prend en compte :
- Le bordereau des prix en vigueur utilisé dans le cadre *« du marché de prestations d'enlèvement des graffiti et affiches sauvages »*
- Les couts liés au service en matière de contrôle et de suivi administratif
- Elle sera soumise au taux de TVA en vigueur.

Date d'effet : 1er janvier 2018

INSERTIONS PUBLICITAIRES
STRASBOURG EUROMETROPOLE LE MAG

TARIFS DES INSERTIONS PUBLICITAIRES (majorés d'une TVA de 20%)

Emplacement	Tarif (HT)
1 huitième de page en quadrichromie	930 €
¼ de page en quadri hauteur	1 575 €
¼ de page en quadri bandeau	1 575 €
½ page en quadri hauteur	2 990 €
½ page en quadri largeur	2 990 €
Page intérieure en quadrichromie	4 950 €
2ème de couverture en quadrichromie	5 560 €
3ème de couverture en quadrichromie	5 100 €
4ème de couverture en quadrichromie	6 500 €

Les supports numériques sont fournis par l'annonceur.

Les emplacements préférentiels feront l'objet d'une majoration de 20 %. Ceux-ci ne pourront être respectés que dans la mesure des possibilités techniques de rédaction.

Tarifs dégressifs applicables :

- 2 parutions minimum 5 %
- 4 à 6 parutions 10 %
- 7 parutions et plus 15 %

Gratuité :
En cas d'erreur technique d'impression (faute de l'imprimeur ou du régisseur) une annonce gracieuse sera accordée à l'annonceur.

Abattement de référence :
Remise professionnelle de 5 à 15 % à définir.
L'abattement de référence est réservé à tout mandataire agréé pour les ordres transmis par lui pour un même annonceur (mandat à transmettre aux services de l'Eurométropole de Strasbourg). L'abattement est calculé sur le montant net après application des tarifs dégressifs.

Remise commerciale de 5 à 45 % :
Bouclage, fidélisation et incidents divers (arrêtée en accord avec les services de l'Eurométropole de Strasbourg…)
La remise commerciale peut être proposée par le régisseur, elle est confirmée par l'Eurométropole de Strasbourg.

En cas de rétractation de l'annonceur après le 15 du mois précédant la parution, les montants seront facturés.

TARIFS DES ENCARTS PUBLICITAIRES CONCERNANT LES AUTRES PUBLICATIONS (majorés d'une TVA de 20%)

Libellé	A	B	C	D	E	F	G
Quantité	De1 000 à 10 000	10 000 à 20 000	20 000 à 80 000	80 000 à 150 000	150 000 à 200 000	200 000 à 273 000	273 000 à 320 000
Quadrichromie							
Pages de couverture						Référence	
2ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	5 560 €	5 600 €
3ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	5 100 €	5 250 €
4ème	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	6 530 €	7 000 €
Pages intérieures							
1 page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	4 950 €	5 100 €
1 demie page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	2 990 €	3 160 €
1 quart de page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	1 575 €	1 840 €
1 huitième de page	- 50 %	- 40 %	- 30 %	- 20 %	- 15 %	930 €	1 020 €

Majorations :

- Documentation ciblée : + 10 %
- Documentation de prestige : + 15 %

Les fichiers informatiques sont fournis par l'annonceur.

Les emplacements préférentiels feront l'objet d'une majoration de 20 %.
Ceux-ci ne pourront être respectés que dans la mesure des possibilités techniques de rédaction.

Tarifs dégressifs applicables :

2 parutions minimum : 5 %
4 à 6 parutions 10 %
7 parutions et plus : 15 %

Le magazine de l'Eurométropole de Strasbourg étant mis en ligne sur le site internet www.strasbourg.eu dans leur intégralité, les annonceurs auront la possibilité de compléter leur communication presse par un lien dirigeant les visites sur leur propre site.
Ce lien interactif sera proposé avec un supplément de 20% sur le tarif des ½ pages, des pages et des couvertures.

Date d'effet : 1er janvier 2018

VENTE DES ARTICLES AU LOGO DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

	T.T.C (TVA au taux normal)
- tee shirt	6,50 €
- parapluie pliant (2 ou 3 plis)	8,50 €
- parapluies golf (très grande taille)	11,20 €
- mallette	8,30 €
- sac de sport	18,50 €

Objets réalisés à partir de matériau recyclé en partenariat avec la société LIBRE-OBJET :

- petite trousse d'écolier	5,70 €
- trousse moyenne	6,20 €
- besace	18,50 €
- cartable	19,50 €

Date d'effet: le 1er janvier 2018

France Urbaine (Assoc. Des élus urbains) = ACUF + Maires grdes villes
Union française des associations sportives des employés communautaires
Assemblée des communautés de France (AdCF)
Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (I.F.A.C.I.)
La 27e région
Ass. Francophone des Villes Amies des Ainées
Ass. Nos quartiers ont du talent
Réseau Idéal
Commission Nationale du Film France
Ass. Réseaux CAREL
Association des bibliothécaires de France (ABF)
Espace européen Gutenberg
Ass. de Coopération régionale en matière de documentation et d'information en Alsace (C.O.R.D.I.A.L)
Association des Archivistes français
Strasbourg, Place financière
Chaire Marketing Territorial-Aix*Marseille université
Agence Attractivité Alsace AAA
Rhénatic - pôle numérique Alsace
Ass. des Villes Universitaires de France AVUF
Ville et Métiers d'Art
Club Immobilier d'Entreprise de Strasbourg et du Bas-Rhin
Agence de Développement Touristique du Bas-Rhin
Union internationale des Alsaciens
Réseau des territoires pour l'économie solidaire (R.T.E.S.)
Open Data
Cancéropôle du Grand Est
Club des villes cyclables
Groupe des Autorités Responsable de Transport (GART)
Observatoire Régional des Transports et de la Logistique (O.R.T.A.L.)
Association Interconnexion Sud TGV en Ile de France

Consortium international pour le développement des voies naviguables
ATEC ITS France
Trans Europe TGV Rhin Rhône Méditerranée
CODATU
Plante et Cité
Institut Des Routes des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM)
Réseau National des collectivités pour l'habitat participatif (RNCHP)
Reseau Idéal risques
Institut des risques majeurs (IRMA)
Syndicat National des Patinoires
Association Finances -Gestion-évaluation des Collectivités Territoriales (A.F.I.G.E.S.E.)
Société Française de l'évaluation (S.F.E.)
Association des directeurs des ressources humaines des collectivités territorailes (A.N.D.R.H.D)
Ass. pour le développement de l'information Administrative et Juridique
Club des Utilisateurs de Coriolis
Club utilisateur SIRH "ACTU3" (Systèmes d'Information des Ressources Humaines)
AULA -Association des utilisateurs des logiciels Archimed (Gestion du portail et du parc multimédia des bibliothèques)
Clusir EST (Club de la Sécurité de l'Information Régional Est)
Association Française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP)
Association des utilisateurs des logiciels d'information bibliothèques (A.U.L.I.B.)
Coter club
Groupe utilisateurs Share Point
Opengeospatial Consortium
Association des développeurs et des utilisateurs de logiciels libres pour les administartions et les collectivités territoriales (A.D.U.L.L.A.C.T.)
Institut du droit local Alsacien - Mosellan
ETD Centre de ressources du développement territorial
Association pour la Protection de la Nappe Phréatique de la Plaine d'Alsace (A.P.R.O.N.A.)
Association Prévention des Pollutions Industrielles de l'Agglomération de Strasbg.(A.P.I.A.S.)

Association des Villes pour la Propreté Urbaine (A.V.P.U.)
IDEAL thématique "déchets"
AVICCA (Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel)
Recherche Innovation Transfert de technologie pour les Matières Organiques fertilisantes (R.I.T.M.O.)
Association collectivités territoriales pour l'énergie & traitement déchets (A.M.O.R.C.E.)
TRION
Energie Cities
Mission Opérationnelle Transfrontalière (M.O.T.)

ANNEXE ATR – EXERCICE 2016

annexe aux documents budgétaires

En application de l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des **organismes** pour lesquels la commune :
  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des **délégataires de service public.**

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :

  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil de l'Eurométropole le 30 juin 2017 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions» : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;

  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Communauté urbaine de Strasbourg désormais Eurométropole : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;

  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil de l'Eurométropole le 22 décembre 2017 : rubrique « synthèse des rapports d'activité 2016 des délégations de service public » intégrant une liste récapitulative des délégataires concernés ;

  - concernant la liste des organismes pour lesquels l'Eurométropole détient une part de capital :

    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2016 de ces sociétés présentée au conseil de l'Eurométropole le 22 décembre 2017 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (rubrique « Panorama ») ;
    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES PRIVES	***subvention versée en 2016 (en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2016***	***Capital détenu par l'Eurométropole de Strasbourg au 31/12/2016***
HABITAT DE L'ILL - SOCIETE COOPERATIVE D'H.L.M. D'ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	366 964,91 €	106 304 020,82 €	2,1%
AEROPORT DE STRASBOURG (SAE)	1 102 409,00 €		5%

- L'ensemble des comptes, clôturés en 2016, des organismes concernés est disponible en version papier auprès de l'administration.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 2 Budget primitif 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg

Pour	**84**	**AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien**
Contre	**13**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAHIN-Meliké, SCHULER-Georges, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine**
Abstention	**0**	

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Compte rendu de l'activité 2016 des sociétés à capitaux mixte de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les représentants des collectivités au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte sont tenus de soumettre, au moins une fois par an un rapport écrit, à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité actionnaire (art L1524-5 alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales).

Les rapports ci-joints portent sur la période d'activité correspondant au dernier exercice comptable clos en 2016 et présentent les comptes annuels approuvés par les assemblées générales en 2017.

L'Eurométropole de Strasbourg est actionnaire de 9 sociétés d'économie mixte et d'une société publique locale. Elle détient la majorité absolue dans 4 de ces sociétés. La participation totale de l'EMS dans le capital de ces sociétés s'élève à 13,1 M€ en 2016.

Organismes	Représentants de l'Eurométropole de Strasbourg
Compagnie des transports strasbourgeois (Cts) (Sem)	Alain FONTANEL, Président du CA Anne-Pernelle RICHARDOT, Vice-présidente du CA Roland RIES Robert HERRMANN Pierre PERRIN Marie-Dominique DREYSSE Fabienne KELLER
Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus) (Sem)	Caroline BARRIERE, Présidente du CA Anne-Pernelle RICHARDOT Bornia TARALL Edith PEIROTES Mathieu CAHN
Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers) (Sem)	Roland RIES, Président du CA Robert HERRMANN

Espace européen de l'entreprise (E puissance 3) (Sem)	Jean-Marie KUTNER, Vice-président du CA Brigitte LENTZ-KIEHL Patrick ROGER
Locusem (Sem)	Serge OEHLER Thibaud PHILLIPS Pierre SCHWARTZ Jeanne BARSEGHIAN Mathieu CAHN Jean-Baptiste GERNET Jean-Baptiste MATHIEU
Strasbourg événements (Sem)	Catherine TRAUTMANN Alain FONTANEL Jacques BIGOT Danielle DILIGENT
Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins) (Sem)	Michaël SCHMIDT Théo KLUMPP Christel KOHLER
Pôle funéraire public de Strasbourg (Sem)	Eric AMIET, Président du CA Nicole DREYER Sébastien ZAEGEL Eric SCHULTZ Anne-Catherine WEBER Serge OEHLER Henri DREYFUS Jean-Emmanuel ROBERT
Les Deux Rives (Spl)	Patrick ROGER Jean-Baptiste GERNET Alain JUND Syamak AGHA BABAEI Philippe BIES

Les Sem de l'EMS réalisent en 2016 un chiffre d'affaires total de 156 M€ et génèrent un résultat de 8,6 M€.

La Cts, la Sers et Strasbourg événements réalisent les chiffres d'affaires les plus importants (76 M€ pour la Cts).

Les sociétés dégageant les plus importants résultats sont la Sers, Parcus et Strasbourg événements.

En 2016 la Sers et Strasbourg évènements ont versé plus de 616 K€ de dividendes à l'EMS.

Par ailleurs, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la commune d'Illkirch-Graffenstaden ont décidé de céder leurs actions de la Sig basket au cours du

1er trimestre 2016, afin de permettre au club de faire évoluer son statut de Sem vers une société anonyme sportive professionnelle et de poursuivre son projet sportif professionnel.

Enfin Locusem a été recapitalisé à hauteur de 3,2 M€ afin de lui permettre de poursuivre son développement : après l'intégration de deux nouveaux actionnaires (Cus Habitat et Habitation Moderne), l'Eurométropole détient désormais 46,4% du capital.

LES FAITS MARQUANTS 2016

En 2016, l'activité des sociétés s'est caractérisée par :

Transport public – Cts : Après les extensions intervenues en 2015 (ligne A et D) et la création d'une ligne de bus à haut niveau de service, le réseau se consolide en 2016 ; l'offre kilométrique diminue légèrement avec la restructuration du réseau bus dans le sud et les grèves liées à la Loi Travail, mais la fréquentation du réseau continue de progresser. Le chiffre d'affaires de la Cts augmente légèrement à 76 M€, et, au final, le résultat net s'élève à 382 K€ contre 607 K€ en 2015.
Stationnement public – Parcus : 2016 s'inscrit dans une volonté de développement et de modernisation de plusieurs ouvrages de la Sem Parcus. Différents travaux et actions ont ainsi été menés pour rendre les parkings encore plus attractifs. Le chiffre d'affaires est en nette hausse (+8%) grâce à l'augmentation des recettes horaires. Le résultat net, très conséquent cette année, s'élève à 1 532 K€.

Domaine de l'aménagement et de l'économie :

  # en 2016, **E puissance 3** a pu réaliser la cession de cinq lots (lots 1, 5A, 8, 9 et 12) ; courant de l'année prochaine interviendra la cession de quatre lots supplémentaires à commercialiser (lots 2A, 2B, 3 et 5B). Les travaux structurants pour la viabilisation des terrains de la ZAC sont entièrement achevés.

  # la **Sers** dégage un chiffre d'affaires de 39,3 M€ et génère un résultat de 5 M€ (+55%) grâce la forte reprise des ventes de foncier au dernier trimestre et à la bonne maîtrise des charges de fonctionnement.

  # pour **Strasbourg Evénements**, 2016 a été principalement marquée par la réouverture complète du PMC après 3 années de travaux de restructuration, modernisation et extension. La Sem a réalisé un chiffre d'affaires de 19 M€, en augmentation de 31 % par rapport à l'exercice précédent. Au final, la société a dégagé un résultat net de 1 391 K€, en forte en hausse par rapport à 2015 (711 K€).

  # pour **Locusem**, l'année 2016 est marquée par une recapitalisation à hauteur de 3,2 M€ en vue de réaliser le nouveau plan d'affaires 2016-2020. Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 724 K€, en hausse de 31% par rapport à 2015 et l'exercice 2016 se solde par un résultat positif de 11 K€ (- 77 K€ en 2015).

  # pour la **Samins**, l'exercice 2016 se caractérise par une stabilisation des tonnages réceptionnés sur le marché d'intérêt national et du taux d'occupation des locaux. Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location

d'emplacements, s'élève à 2,2 M€ en 2016 et génère un bénéfice net de 253 K€ contre 322 K€ en 2015.

la **Spl des deux rives** a connu sa deuxième année d'activité pleine. La société a initié depuis 2015, les opérations de préfiguration de la concession d'aménagement des deux rives (acquisitions foncières, études, négociations) et a également réalisé une étude sur la rénovation des bains municipaux. Elle a procédé à plusieurs acquisitions auprès du Port Autonome de Strasbourg pour un montant de 5,5 M€. Au final, l'activité 2016 a généré un chiffre d'affaires de 255 K€ et dégagé un résultat de 2 677 €.

Domaine funéraire : l'année 2016 se traduit par une baisse de l'activité pour le **Pôle funéraire de Strasbourg** avec 2 814 crémations (-3%) et 409 convois funèbres (-15%) liée à l'évolution de la mortalité. Au niveau financier, l'exercice se solde par un chiffre d'affaires de 2,6 M€ (-5,7%) générant un résultat net déficitaire de - 52 K€ (117 K€ en 2015).

L'ensemble des comptes rendus d'activité est consultable en annexe de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

les rapports annuels d'activité 2016 des représentants permanents de l'Eurométropole de Strasbourg dans les conseils d'administration ou conseil de surveillance des sociétés suivantes :

- *Compagnie des transports strasbourgeois (Cts),*
- *Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus),*
- *Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers),*
- *Espace européen de l'entreprise (E Puissance 3),*
- *Locusem,*
- *Strasbourg événements,*
- *Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins),*
- *Pôle funéraire public de Strasbourg,*
- *Spl des deux rives*

informe

que les comptes rendus d'activité sont présentés en annexe de la présente délibération.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017







Rapports d'activité 2016

concernant les sociétés dans lesquelles l'Eurométropole de Strasbourg est actionnaire









Strasbourg.eu
eurométropole

Direction conseil, performance et affaires juridiques
Service Partenariats – Edition décembre 2017

SOMMAIRE

Panorama 2

Déplacement – stationnement
CTS (*Compagnie des transports strasbourgeois*) 6
Parcus (*Société des parkings de l'EMS*) 12

Aménagement
Sers (*Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg*) 18
Espace européen de l'entreprise (*E Puissance 3*) 24
SPL des 2 Rives 30

Développement économique
Locusem (*Société anonyme immobilière d'économie mixte de l'EMS)* 36
Samins (*Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg*) 42
Strasbourg événements 48

Services funéraires
Pôle funéraire public de Strasbourg 54

Elus représentants l'Eurométropole de Strasbourg dans les sociétés à capitaux mixtes 60

Lexique 62

Tableau récapitulatif des sociétés d'économie mixte 68

PANORAMA 2016

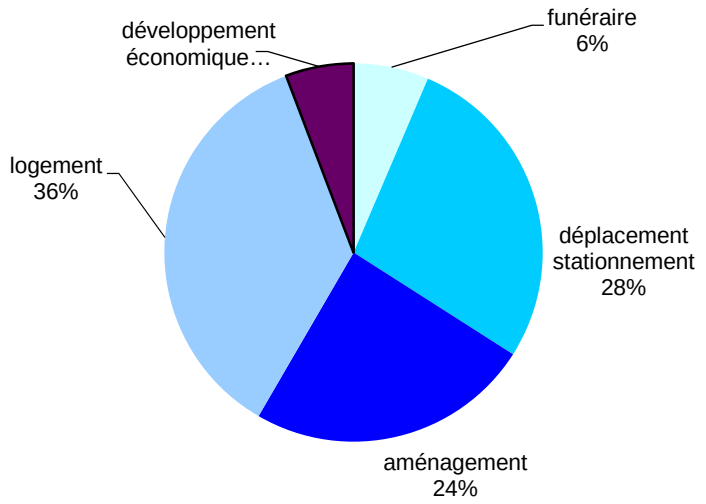
L'Eurométropole de Strasbourg est actionnaire de 10 sociétés

Société	*participation en %*
Pôle Funéraire Public de Strasbourg	84,85
SPL des « Deux Rives »	50,00
Compagnie des transports strasbourgeois	52,37
Parcus	50,00
Locusem (ex Saiem CUS)	46,37
Strasbourg événements	33,32
Samins	30,22
E puissance 3	20,00
Sers	12,26

De la plus ancienne à la plus récente …

1877	Compagnie des transports strasbourgeois
1957	Sers
1959	Samins
1973	Parcus
1975	Saiem CUS (rebaptisée Locusem)
1991	E Puissance 3
1992	Strasbourg événements
2011	Pôle funéraire public de Strasbourg
2013	SPL « Deux Rives »

Répartition par domaine d'activité de la participation de l'EMS dans le capital des sociétés d'économie mixte



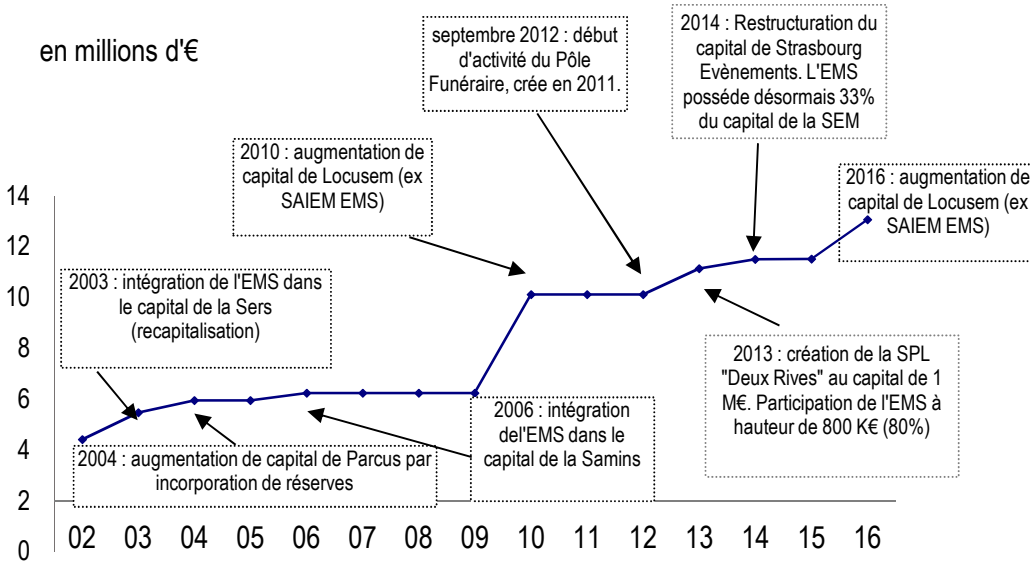
Nombre de sociétés à capitaux mixtes	*2016*	*2015*
dans lesquelles l'EMS détient une part de capital :	9	10
dont celles dans lesquelles l'EMS détient au moins 50% du capital	4	5

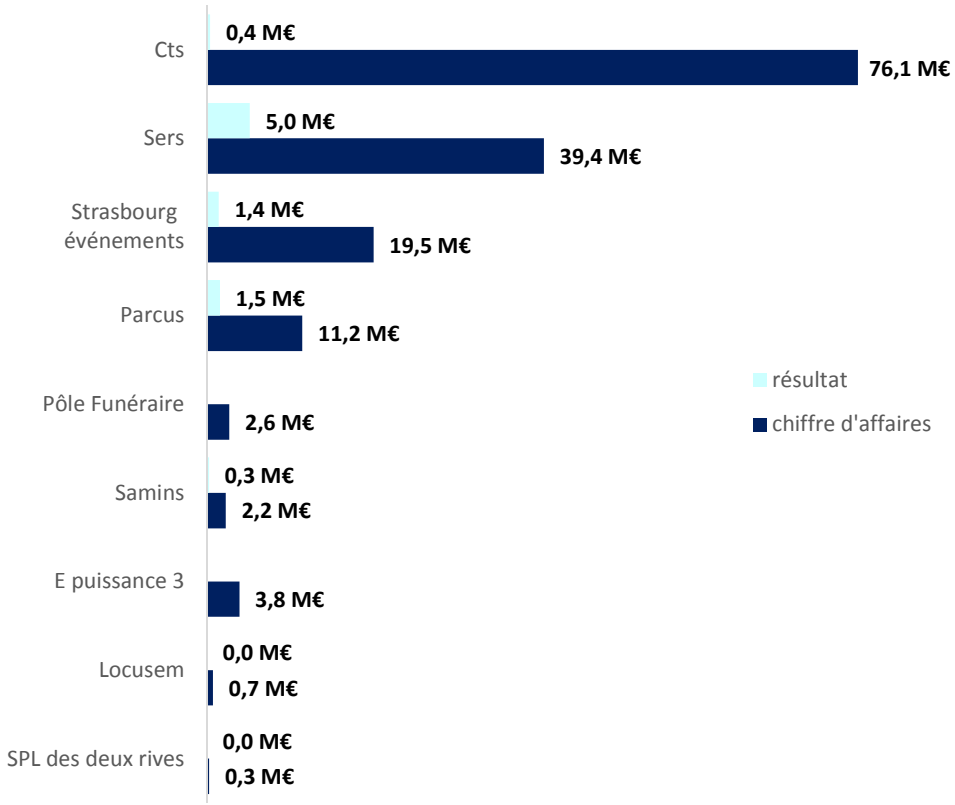
Participations dans le capital (en millions d'euros)	*2016*	*2015*
des sociétés dont l'EMS est actionnaire :	14,55	12,32
dont celles dans lesquelles l'EMS détient au moins 50% du capital	7,5	10,35

***Effectif des sociétés** (hors SPL)*	*2016*	*2015*
dans lesquelles l'EMS est actionnaire :	1764	1805
dont celles dans lesquelles l'EMS détient au moins 50% du capital	1607	1616

Nombre de sociétés dont le résultat	*2016*	*2015*
est bénéficiaire	7	8
est déficitaire	2	2

Evolution de la participation de l'EMS au capital des sociétés



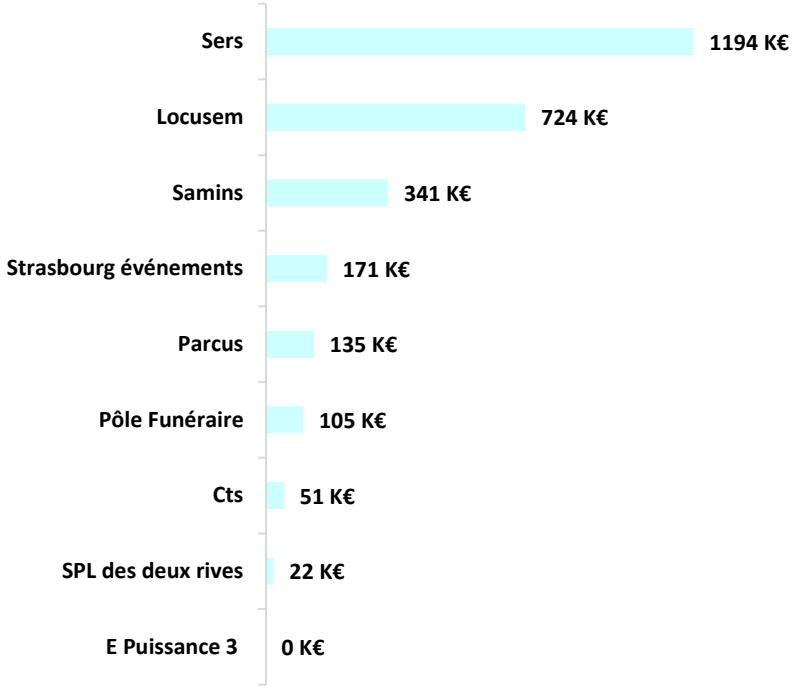


La participation de l'EMS dans le capital des sociétés d'économie mixte a progressé régulièrement au cours de dix dernières années. En 2016, elle est stable à 13,06 M€.

Résultat et chiffre d'affaires en millions d'euros en 2016

La Cts, la Sers, Strasbourg évènements et Parcus génèrent les chiffres d'affaires les plus importants. Ces sociétés portent des enjeux stratégiques majeurs pour l'Eurométropole de Strasbourg en matière de transport public, d'aménagement et de développement économique. L'EMS est majoritaire dans le capital de la Cts et de Parcus.

Chiffre d'affaires 2016 par salarié en K€



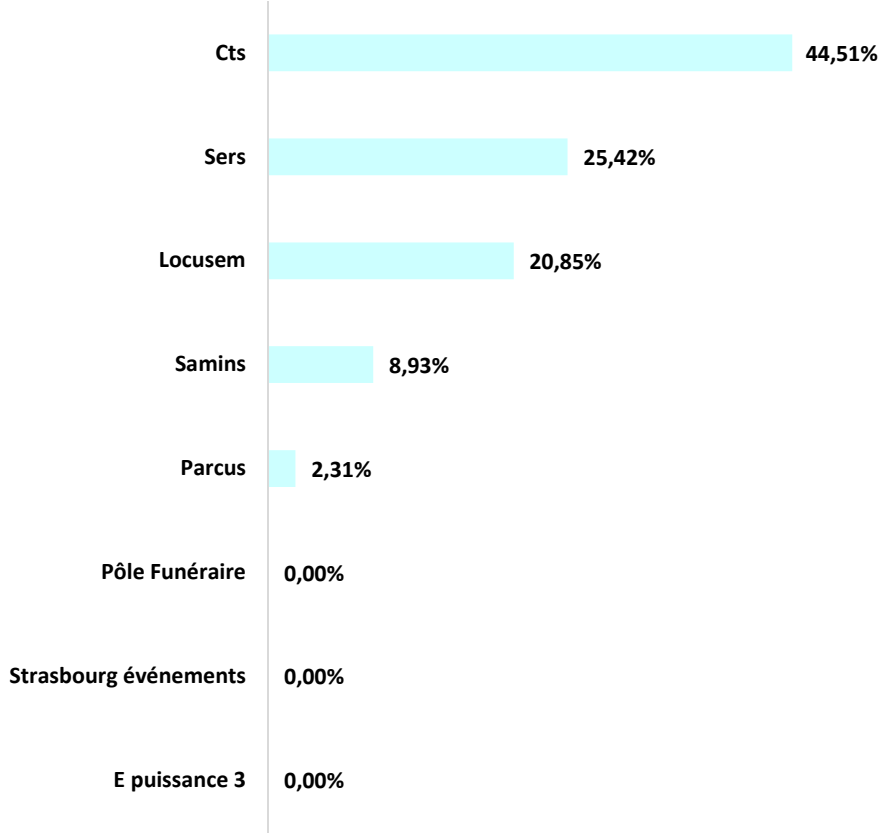
Ce graphique reflète la grande variété de chiffres d'affaires par salarié : le ratio, qui va de 0 à 1 194 K€ selon les sociétés, traduit les spécificités des secteurs d'activité concernés, notamment en termes d'effectifs. Certaines activités sont en effet plus « consommatrices » de main d'œuvre (ex : transport public) que d'autres (ex : aménagement).

L'espace européen de l'entreprise génère un chiffre d'affaires par salarié nul car le PDG est bénévole et la gestion est confiée à la SERS et donc aucun personnel n'est employé directement par la SEM.

Ratio d'endettement

(Montant des dettes à moyen-long terme rapporté au total du bilan)

Ce ratio mesure le degré de dépendance financière des sociétés : plus le ratio est élevé, plus la société est endettée.
Le ratio d'endettement traduit l'effort d'investissement de la société. Il est structurellement important dans les sociétés de déplacement et de logement.



COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS



Territoire :

Bassins de déplacement de Strasbourg, Eurométropole (urbain), et Bas-Rhin (interurbain) via sa filiale CTBR.

Activités :

- concessionnaire de transport public de voyageurs,
- maîtrise d'ouvrage des projets de développement du réseau de transport urbain.

Objectif :

Augmenter la part modale des transports publics dans les déplacements à l'intérieur de l'Eurométropole.

Principales réalisations à Strasbourg :

- un réseau de tramway et de bus à haut niveau de service en site propre répartis sur 7 lignes maillées (69,1 km exploitables),
- 86,3 millions de déplacements en 2016.

CTS

Compagnie des transports strasbourgeois

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
14 rue de la Gare aux marchandises
67200 Strasbourg
☏ 03 88 77 70 11 🖷 03 88 77 70 99

Créée le 5 avril 1877 Capital : 5 000 000 €

Président du conseil d'administration : Alain FONTANEL
Directeur général : Jean-Philippe LALLY

Objet social : organisation, exploitation et développement de tous les services publics et accessoirement privés de transports de voyageurs et de marchandises

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 1 499 Etp

Commissaires aux comptes : Serge DEBS et Pierre-Nicolas GUG, commissaires inscrits près la Cour d'appel de Colmar

Service référent : Déplacements (Direction de la mobilité et des transports)

FILIALES ET PARTICIPATIONS

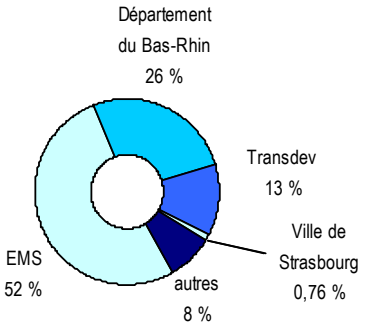
Sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
SIBS	SA	*25*	*200 000 €*
Habitation moderne	SAEM	*8*	*1 500 000 €*
CTBR	SAS	*61*	*500 000 €*
Strasbourg Mobilités	SAS	*70*	*30 000 €*

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 5 janvier 2017

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Alain FONTANEL**
Vice-président	Conseil départemental	Sébastien ZAEGEL
Vice-présidente	**Eurométropole de Strasbourg**	**Anne-Pernelle RICHARDOT**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Roland RIES, Robert HERRMANN, Pierre PERRIN, Marie-Dominique DREYSSE, Fabienne KELLER**
	Conseil départemental	Yves LE TALLEC
		Etienne BURGER
	Transdev	Francis CHAPUT
	CDC	Laurence DEHAN
Censeurs	Ville de Kehl	Harald KRAPP
	Keolis	Frédéric BAVEREZ
	Eurométropole	Alain JUND

REPARTITION DU CAPITAL

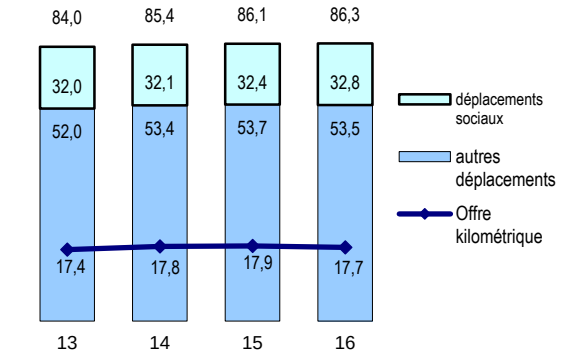
actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**104 736**
Département du Bas-Rhin	52 623
Transdev	25 000
Caisse des dépôts et consignations	8 320
Electricité de Strasbourg	3 134
Ville de Strasbourg	**1 514**
BECM	1 144
Caisse d'épargne	1 144
CIC EST	1 144
Franpart SA	1 144
Habitation moderne	58
Auto'trement	29
Banque Populaire	10
total	200 000



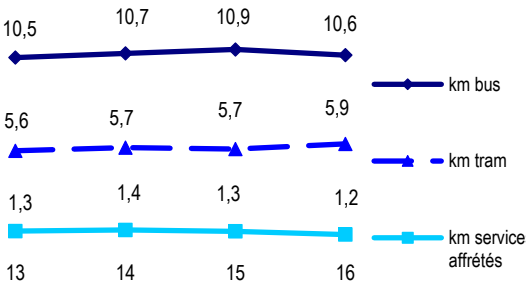
Les indicateurs

❖ ACTIVITE

Evolution de la fréquentation et de l'offre kilométrique
(en fonction des publics, en millions)

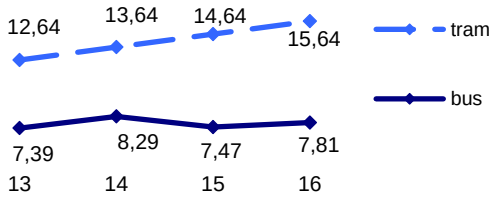


Evolution de l'offre kilométrique par type de transport
(en millions de kilomètres)

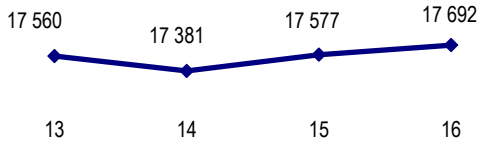


❖ INDICATEURS FINANCIERS

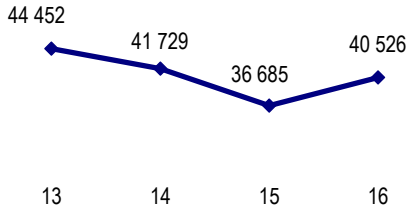
Evolution de l'âge moyen du parc de véhicules



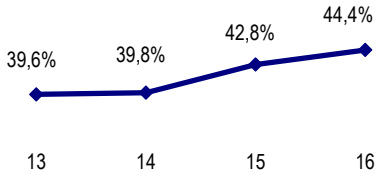
Evolution des kilomètres parcourus par agent roulant



Evolution du nombre de fraudes relevées sur le réseau urbain



Evolution du taux de couverture des charges d'exploitation par les recettes*
** recettes du trafic divisé par les charges d'exploitation (hors investissement) x 100*



La CTS exploite fin 2016 :

- le réseau urbain de transports publics délégué par l'Eurométropole de Strasbourg : 29 lignes régulières de bus, 6 lignes de tramway maillées et une ligne de bus à haut niveau de service (69,1 km, 93 stations) ;
- 10 parkings-relais offrant 4 230 places de stationnement sur le territoire de l'Eurométropole.

Elle exploite aussi, via ses filiales CTBR et Strasbourg Mobilités, les délégations de service publique relatives au transport interurbain et au vélo partagé.

L'extension de la ligne A vers Illkirch a été mise en service commercial le 23 avril 2016 avec la création de trois nouvelles stations. En parallèle, le projet d'extension de la ligne D vers Kehl s'est poursuivi et après les mises en place des tabliers du Pont sur le Rhin et le hissage de l'arc du Pont Citadelle, les travaux sont entrés dans leur phase de création des infrastructures tramway.

Cette année est également marquée par différentes expérimentations (bus électriques) et par l'arrivée de nouvelles rames de tramway.

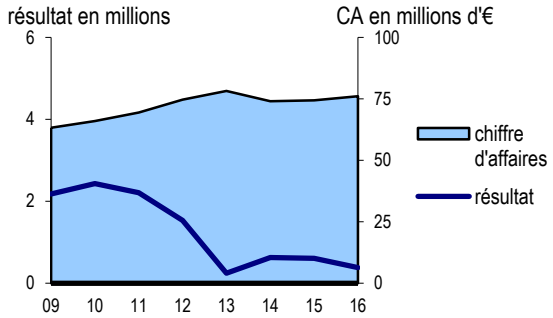
L'offre kilométrique diminue légèrement avec la restructuration du réseau bus dans le sud et les grèves liées à la Loi Travail ; toutefois la fréquentation du réseau continue de progresser en 2016 et les recettes clients, en hausse, permettent de réduire le déficit d'exploitation.

L'activité 2016

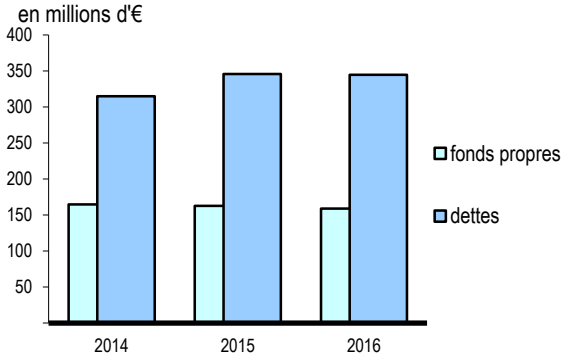
La fréquentation augmente malgré le recul de l'offre

Après une année 2015 qui constituait une année de transition marquée par une progression mesurée de l'offre et de la fréquentation, 2016 voit l'offre de transport diminuer et la fréquentation augmenter.

Après les extensions intervenues en 2015 (ligne A et D) et la création d'une ligne de bus à haut niveau de service, le réseau se consolide en 2016. **L'offre kilométrique globale diminue** de 1,1% pour s'établir à 17,7 millions de km (y compris les km sous-traités).



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Cependant, cette évolution est contrastée ; l'offre bus baisse de 2,8% à 10,6 millions de km, tandis que l'offre tram augmente de 4,7 % à 5,9 millions de km.

Ces évolutions s'expliquent principalement par la mise en service du prolongement des lignes A jusqu'à Illkirch et E jusqu'à Campus d'Illkirch depuis le 23 avril 2016 et par la restructuration du réseau bus dans tout le secteur Sud de l'Eurométropole.

Par ailleurs, les mouvements de grève successifs (2,29 jours en moyenne) entre mars et septembre ont eu une incidence sur l'offre de transport bus et tram (respectivement -73 000 km et -46 000 km).

De plus, les travaux coupant les lignes de tramway et nécessitant de mettre des bus de remplacement ont influé sur l'offre kilométrique.

L'offre bus est diminuée par la suppression des navettes « Hôpital Civil » et « Neudorf » depuis mi-juillet 2015 et de certains services scolaires. La création de navettes Holtzheim et ZA SUD depuis fin août 2016 n'a pas encore eu d'impact significatif sur l'offre.

La fréquentation augmente de 0,3% à 86,3 millions de déplacements : les déplacements des abonnés sont en légère baisse -0,4% alors que les titres occasionnels sont en hausse (+2,7%) grâce au forfait jour.

Le nombre de déplacement sociaux progresse de 1,2%. Ainsi, la part de cette clientèle augmente de 0,6 point à 38,3%.

Les jeunes (de 4 à 25 ans) représentent plus de la moitié des déplacements sociaux avec 16,84 millions de déplacements.

Le nombre de fraudes relevées sur le réseau urbain s'élève à 40 526 (+10,5%). Toutefois, la CTS se trouve toujours parmi les meilleurs réseaux français en matière de lutte contre la fraude.

Après l'ouverture en 2015 d'une agence rue du vieux marché aux vins, la Cts a concrétisé la vente de l'ancienne agence à des conditions financières optimisées. La société renforce ainsi ses canaux de distribution de titres de transport auprès des buralistes et autres points de vente.

Enfin, Conformément à la délibération du Conseil Eurométropolitain, **les tarifs de la CTS ont augmenté de 2,24%** en moyenne au 1er juillet 2016. Les abonnements plein tarifs ont augmenté de 1,4€ par mois et de 0,7€ par mois pour ceux répondant à la tarification solidaire. Le prix du ticket unitaire est resté inchangé.

Le projet d'entreprise initié en 2014 avec pour objectif d'optimiser le fonctionnement du réseau et préparer la fin de la concession s'est poursuivi en 2016 : 76% des actions planifiées ont été réalisées fin 2016. Ainsi, le rapport social, sociétal et environnemental pointe l'exemplarité de la société avec ses actions menées dans le cadre de son engagement en faveur du développement durable.

La productivité du personnel progresse de 0,65% en 2016 à 17 692 km. Les indicateurs RH sont positifs : le taux d'absentéisme, le taux d'accident du travail et le taux d'inaptitude ont tous globalement diminué en 2016.

La vitesse commerciale diminue légèrement en 2016 à 16,98 km/h (17,19 km/h en 2015) pour les bus et progresse à 18,28 km/h (18,22 km/h en 2015) pour les tramways.

A fin 2016, **le parc** se compose de :

- 93 rames de tram, dont 41 rames Citadis ;
- 241 bus (153 fonctionnent au gaz) dont 11 BHNS.

Tous les véhicules sont équipés de 2 places PMR.

L'âge moyen du parc tram/bus se situe respectivement à 15,6 ans et 7,8 ans.

L'année 2016 est marquée par la livraison des premières rames Citadis nouvelle génération commandées en 2014 et par la poursuite des grandes révisions des rames achetées en 2005.

L'accord signé en 2014 prévoyait la fourniture de 12 tramways pour 3,4 M€/engin ; 4 ont été livrés en 2016. Ces véhicules offrent une capacité de transport de 288 places contre 210 pour les tramways

actuellement en circulation. En outre, ces véhicules sont homologués pour circuler en Allemagne en vue de l'extension de la ligne D vers Kehl.

En 2016, 19 rames Citadis, acquises en 2005, ont été révisées et le parc d'afficheurs d'informations voyageurs est en cours de renouvellement.

De plus, un 11ème BHNS a été livré et 7 nouveaux bus articulés ont été commandés.

Les **travaux se poursuivent avec l'extension du réseau** vers Kehl (2,3 km, 4 nouvelles stations) avec en 2016 la pose des voies de tramway vers le Pont du Rhin.

Enfin en 2016 a été signé **un avenant 26** dont l'objet est de confier à la CTS la réalisation des extensions de ligne vers Koenigshoffen (1,73 km d'infrastructures, 3 stations) et La Robertstau (1,5 km d'infrastructures, 3 stations), l'acquisition de 10 rames supplémentaires (2,8 M€/engin) et d'autoriser la Sem à équiper ces propriétés de centrales de production photovoltaïques.

Un déficit d'exploitation en baisse

Le déficit d'exploitation se réduit à -410 K€ en 2016 contre -1,2 M€ en 2015, du fait de la hausse des produits d'exploitation et de la maîtrise des charges.

Le **chiffre d'affaires**, dont 95% est réalisé sur le réseau urbain, augmente légèrement à 76 M€ contre 74,4 M€ en 2015, il est composé :

- des recettes directes clients à hauteur de 48,8 M€, en hausse de 4% fait de l'évolution tarifaire sur les abonnements et de la progression de la fréquentation ;
- des compensations sociales, stables en 2016 à 20,5 M€ ;
- de compensations diverses (scolaires, titres combinés) à hauteur de 1,7 M€ et des pénalités liées à la fraude à hauteur de 1 M€.

Les recettes annexes sont composées des produits publicitaires (279 K€) et du produit des assistances aux filiales (2,3 M€ pour la seule CTBR).

Les transferts de charges diminuent de 5% à 49 M€ contre 52 M€ en 2016 du fait notamment des amortissements et provisions pour renouvellement.

Les **charges d'exploitation** diminuent de 0,9% à 178 M€ contre 179,6 M€ en 2015. Cette baisse est le résultat de :

- la baisse des achats de matières premières de 10,2% en raison de la forte baisse des prix du gaz et du gazole ;
- la baisse des dotations aux amortissements (-6,9%) en raison de la fin d'amortissement des investissements tramway de la ligne A datant de 1990.

Par ailleurs, les charges de personnels sont quasi stables (+0,3%) notamment grâce aux baisses du taux de charges sociales et de la forte baisse du taux d'absentéisme ; à 77,7 M€ elles représentent près de 44% du total des charges.

La structure du compte d'exploitation s'améliore : les recettes de trafic couvrent 44,4% des charges d'exploitation (hors investissement) contre 40,6% en 2015 : ce taux de couverture est largement supérieur à la moyenne des réseaux dont la population est supérieure à 250 000 habitants (32,7%).

Le **résultat financier** passe de 541 K€ en 2015 à 394 K€ en 2016. Les taux de financement, toujours très bas, impactent à la fois les charges financières (en diminution du fait de la baisse des taux variables) mais aussi les produits.

Le **résultat exceptionnel** baisse à 324 K€ contre 1,2 M€ en 2015 du fait notamment de l'évolution des provisions exceptionnelles (amortissements dérogatoires et dépréciations des immobilisations).

Au final, **le résultat net** s'élève à 382 K€ contre 607 K€ en 2015.

Le niveau d'emprunt est en augmentation (+10,9 M€) du fait du financement des extensions tramway de la ligne A et D vers Illkirch et Kehl et de l'achat de 12 nouvelles rames de tramways ; il atteint, hors crédit-bail, 246,3 M€ fin 2016.

La trésorerie connait un recul de 1,44 M€ en 2016 ; elle reste toutefois à un niveau confortable à 23,9 M€.

La contribution de fonctionnement diminue de 2% en 2016 et s'élève à 110 M€ HT. Elle se compose d'une participation aux charges d'exploitation de 67 M€ (dont la compensation des tarifs sociaux à hauteur de 20,5 M€) et de 40,9 M€ au titre de l'investissement, dont 5,5 M€ de charges financières.

Les perspectives

Avec l'effet année pleine de l'extension des lignes A et E et la mise en service de l'extension de la ligne D vers Kehl à compter du 29 avril 2017 (pour un coût global de 90 M€ HT), l'offre kilométrique tramways devrait progresser de 4,6% et l'offre bus devrait être stable. Sur ces bases, les prévisions de trafic et de recettes clients sont de 88 millions de déplacements (+2%) et de 50,3 M€ (+3%), avec un résultat net de -2 M€. 14,7 M€ d'investissements courants sont prévus sur 2017 (renouvellement, révisions de bus) financés à hauteur de 3,4 M€ par l'EMS.

Par ailleurs, des festivités seront à l'occasion du 140ème anniversaire de la CTS.

L'Eurométropole a fait réaliser un audit technique et financier du réseau qui a mis en évidence un niveau de performance et de qualité important, mais a pointé des leviers d'amélioration : affrètement, vitesse commerciale, fraude, conditions de travail. Les gains financiers identifiés (6M€ annuels à terme) feront l'objet d'un contrat de performance.

Enfin, la collectivité a fait appel à une assistance à maitrise d'ouvrage pour l'accompagner dans le choix du prochain mode de gestion du transport urbain.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov.	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	1 001 384 081	555 699 804	445 684 277	449 494 487
Immobilisations incorporelles	19 480 188	17 883 343	1 596 846	1 597 706
Immobilisations corporelles	978 276 928	537 816 462	440 460 466	444 378 396
Immobilisations financières	3 626 965	-	3 626 965	3 518 385
Actif circulant	61 805 679	3 301 320	58 504 359	59 453 700
Stocks	13 423 115	3 233 212	10 189 903	9 357 726
Avances et acomptes	302 685	-	302 685	988 896
Clients & créances	24 219 728	68 108	24 151 620	23 804 334
Disponibilités & VMP	23 860 151	-	23 860 151	25 302 744
Comptes de régularisation	2 086 752	-	2 086 752	2 144 294
Total	**1 065 276 512**	**559 001 124**	**506 275 388**	**511 092 481**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	127 024 244	131 293 572
Capital social	5 000 000	5 000 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	1 436 028	1 436 028
Report à nouveau	-1 453 698	-2 060 840
Résultat de l'exercice	**381 693**	**607 142**
Subventions d'investissement	104 170 340	107 738 613
Provisions réglementées	17 489 881	18 572 630
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	31 828 346	31 399 132
Dettes	344 620 152	345 801 079
Emprunts	313 379 155	304 961 901
Avances et acomptes	-	-
Dettes	31 240 996	40 839 178
Comptes de régularisation	2 802 647	2 598 698
Total	**506 275 388**	**511 092 481**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	76 073 744	74 407 647
Production stockée	-	-
Production immobilisée	639 866	999 563
Subventions d'exploitation	46 916 393	48 065 258
Reprises sur provisions, transferts de charges	53 975 052	54 920 714
Autres produits	3 142	7 539
Total	177 608 197	178 400 722
Charges d'exploitation		
Achats	14 506 969	15 244 434
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-1 121 386	-330 143
Services extérieurs	34 332 636	32 488 490
Impôts, taxes et versements assimilés	9 618 443	8 835 204
Charges de personnel	77 705 155	77 503 839
Dotations aux amortissements et provisions	42 948 887	45 772 521
Autres charges	27 178	111 878
Total	178 017 882	179 626 222
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-409 685**	**-1 225 500**
Produits financiers	5 728 434	6 016 916
Charges financières	5 334 536	5 475 999
RESULTAT FINANCIER	**393 897**	**540 917**
Produits exceptionnels	6 145 867	5 244 613
Charges exceptionnelles	5 821 987	4 034 787
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**323 880**	**1 209 826**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-73 600	-81 899
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**381 693**	**607 142**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

PARCUS

Territoire :
L'Eurométropole de Strasbourg.

Activités :
L'étude, le financement, la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, ainsi que l'exploitation du stationnement payant sur voirie à Strasbourg.

Objectif :
Faciliter le fonctionnement du stationnement à Strasbourg et améliorer le service rendu aux usagers.

Principales réalisations :
- construction et gestion des parkings Sainte-Aurélie et Petite France,
- aménagement et exploitation des parkings Broglie, Austerlitz, Bateliers et Gutenberg.

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Créée le 13 mai 1973 Capital : 2 800 000 €

Président du conseil d'administration : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

Objet social : l'étude, la construction et l'exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 81,9 Etp + 1 ETP (mise à disposition du Directeur général par le groupement SCET-GE)

Commissaire aux comptes : Mazars

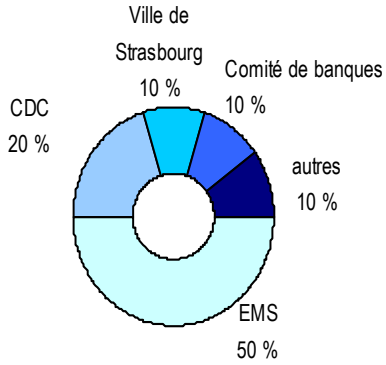
Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 5 JANVIER 2017

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole**	**Caroline BARRIERE**
Administrateurs	**Eurométropole**	**Anne-Pernelle RICHARDOT, Bornia TARALL, Edith PEIROTES, Mathieu CAHN**
	Ville de Strasbourg	**Henri DREYFUS**
	Organismes financiers	Michel WENDLING (Banque Populaire d'Alsace)
	Caisse des dépôts et consignations	Christine SCHMELZER
	Chambre de commerce	Catherine SALOMON
	Assoc. des commerçants	Pierre BARDET

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**2 500**
Caisse des dépôts et consignations	1 000
Ville de Strasbourg	**500**
Chambre de commerce	250
Association des commerçants	250
Comité de banques :	
BFCM	100
Banque populaire	100
Caisse d'épargne d'Alsace	100
CIC-Est	100
Société générale	100
total	5 000



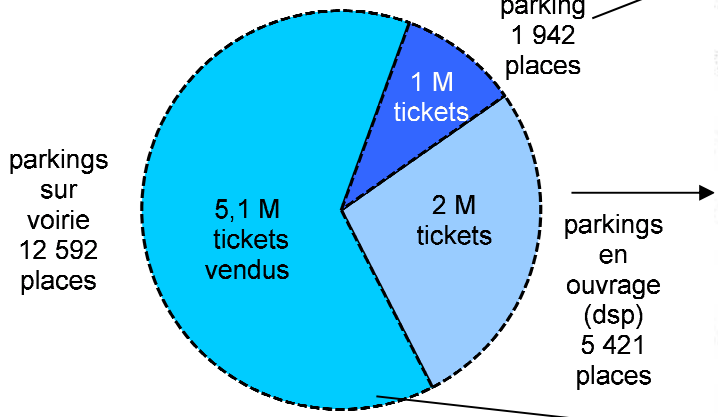
FILIALES ET PARTICIPATIONS

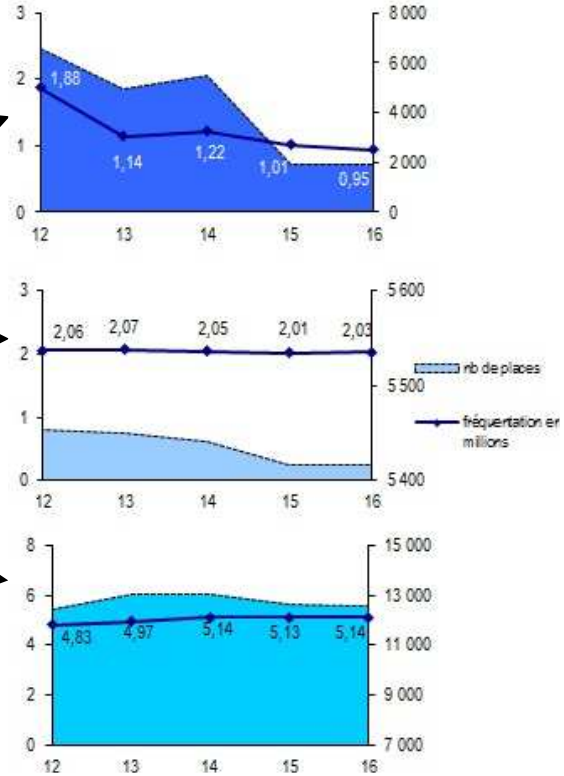
société	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
Auto'trement	SCIC	1,98	252 000 €
Strasbourg Mobilités	SAS	5	30 000 €

Les indicateurs

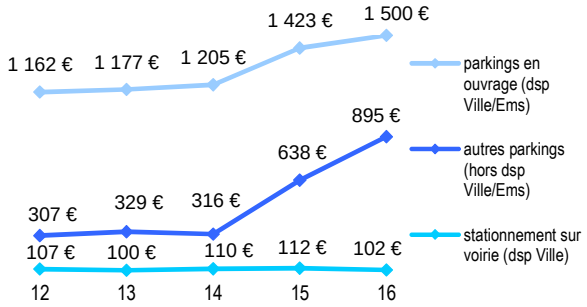
❖ **ACTIVITE**

Offre de places (au 31 décembre 2016) et fréquentation 2016 :
19 955 places au total et 8,1 millions de tickets vendus

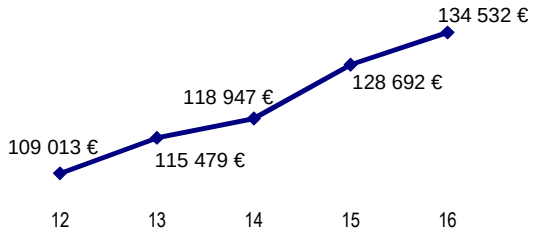




Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffres d'affaires par place et par an*



Evolution de la productivité du personnel*
** chiffres d'affaires par place et par an*



❖

252

Au 31 décembre 2016, Parcus exploite 19 955 places de parking.

5 421 places (27% du total) sont situées dans les ouvrages délégués par la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg :

- Centre Halles (P1, P2 et P3) : 2 566 (Ville)
- Centre historique : 1 008 (EMS)
- Austerlitz : 482 (EMS)
- Broglie : 445 (EMS)
- Sainte-Aurélie : 384 (EMS)
- Bateliers : 283 (Ville)
- Gutenberg : 253 (EMS)

12 592 places exploitées (63% des places) sur voirie (stationnement payant) :

- 800 pour la Ville de Schiltigheim,
- 259 pour la Ville de Bischheim
- 11 533 pour la Ville de Strasbourg.

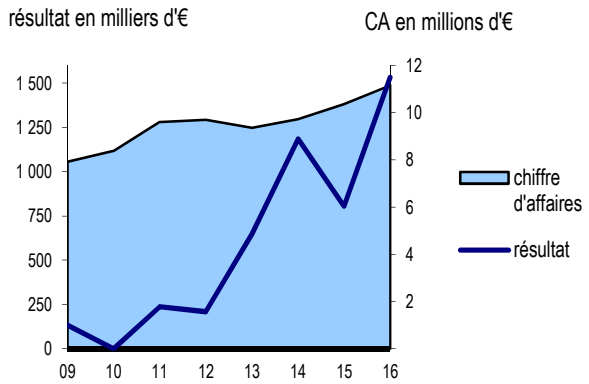
1 942 places (10%) sont exploitées pour le compte d'autres personnes publiques ou privées :

- Hôpital civil et Porte de l'hôpital (HUS) : 602
- Futura Schiltigheim : 473
- Sainte-Aurélie extension (EFFIA) : 350
- Esplanade : 517

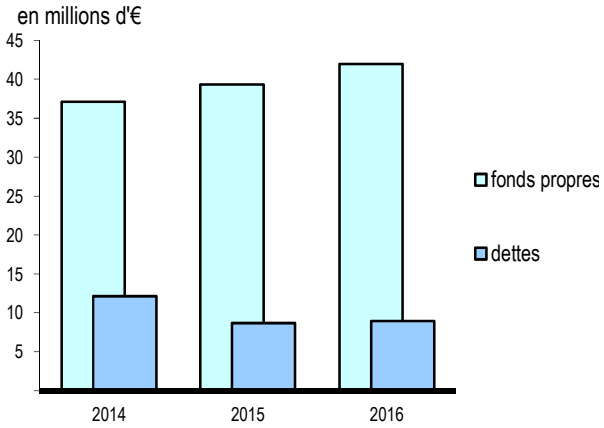
L'activité 2016

2016 s'inscrit dans une volonté de développement et de modernisation de plusieurs ouvrages de la Sem. Différents travaux et actions ont été menés pour rendre les parkings encore plus attractifs.
Par ailleurs, le mois de décembre a été marqué par la fermeture à la clientèle horaire des parkings de l'hyper centre et l'interdiction de stationner sur la voirie dans la grande île pendant cette période.

En 2016, la fréquentation des parkings exploités par Parcus est stable (-0,05%), à périmètre constant.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Toutefois le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation de la Sem sont en net progrès, en raison de l'effet année pleine de la tarification au ¼ d'heure.

L'évolution de la fréquentation est contrastée

Celle-ci est variable en fonction des types de stationnement :

- **Parkings en ouvrage**

  Parkings délégués par l'Eurométropole et la Ville : la fréquentation horaire totale augmente de 1%.

  Elle progresse ainsi pour les parkings des Halles (+2%, après 5 années consécutives de baisse), Centre Historique (+3%, grâce à la modification des horaires et l'accroissement de l'offre de stationnement lors de la période de noël), Bateliers (+10%, suite à l'ouverture H24), et Gutenberg (+7%, après sa fermeture complète en 2015 pour des travaux d'embellissement et de rénovation).

  A contrario, la fréquentation du parking Broglie diminue de 2%, celle de Sainte-Aurélie de 33% du fait d'un changement de méthode de comptabilisation des fréquentations « loueurs ».

  La fréquentation du parking Austerlitz reste stable, le parking avait l'an dernier profité d'un report de la clientèle Gutenberg, fermé en août 2015 pour travaux.

  Autres parkings : Les parkings des HUS sont en progression grâce à l'effet année pleine de l'ouverture d'un nouveau parking de 220 places sous le NHC avec près de 4 000 entrées supplémentaires et celle des parkings de l'Esplanade monte en puissance et progresse de 4%.

- **Stationnement sur voirie**

  La fréquentation du stationnement sur voirie est stable en 2016 à 5,1 millions de tickets pour 11 533 places de stationnement au 31 décembre 2016 : elle est impactée par la fermeture du centre-ville au mois de décembre. Le ticket horaire moyen est en hausse à 1,52 € contre 1,44 € en 2015.

  Le paiement sans contact est passé de 8 à 12%, le paiement par carte bancaire s'est stabilisé à 20%. Près de 63% des recettes proviennent de la zone orange, seuls 17% de la zone rouge.

Le développement des activités se poursuit

Les actions d'amélioration et de développement se poursuivent :

- l'observatoire du stationnement entre en phase de production intensive de données après la résolution d'un certain nombre de bugs et difficultés ; la Sem a confié une mission de 20 K€ à l'agence d'urbanisme ADEUS pour un appui à l'analyse des données collectées,
- Parcus travaille sur l'amélioration des moyens de paiement avec la possibilité pour les professionnels de régler avec la carte TOTAL GR et le paiement dématérialisé du stationnement horaire en voirie via la solution Whoosh développée par Parkéon ;
- d'importants travaux de construction sont en cours ou en réflexion notamment au futur quartier d'affaires (silo Coubertin et lot n°5), au Heyritz2 (silo mutualisé de 400 places), au parking Saint Nicolas (extension de 170 places), à Illkirch (projet Huron, projet centr'Ill) ou Schiltigheim ;
- par ailleurs, des travaux de renouvellement ont été réalisés sur les parkings Sainte Aurélie Gare (celui-ci est désormais équipé de lecteurs de plaque minéralogique en entrée et en sortie) et Petite France (embellissement, sécurisation, réouverture du niveau 3) ;
- enfin, une équipe volante a été mise en place, composée d'agents polyvalents en « emploi avenir » ayant pour mission le remplacement des agents d'accueil absents et des prestations d'entretien et de maintenance. La constitution de cette équipe a permis de réduire les coûts d'intérim

et de disposer de personnel formé pour les remplacements.

La politique commerciale est dynamique

En plus des services habituellement proposés aux usagers (plage nocturne à tarif adapté, abonnements résideo, partenariats avec le Tns, le Mamcs ou l'Opéra du Rhin), la politique commerciale a évolué au cours de 2016 :

- des actions de communication ont été engagées accompagnant les manifestations organisées par la Ville (fête de la musique, marché de Noël, braderie) ;
- les parkings Sainte-Aurélie et Petite-France ont été renommés respectivement Sainte-Aurélie-Gare et Centre historique afin de gagner en visibilité et de renforcer l'attractivité de ces deux ouvrages ; en particulier une communication forte et un jalonnement optimisé ont été organisés pour le parking Centre historique ;
- des expositions d'art ont été organisées dans les parkings Batelier, Gutenberg et Austerlitz ;
- les ouvrages compatibles ont été connectés au logiciel des abonnements qui permet de fermer l'accès aux ouvrages en cas d'impayés ;
- un auto'partage « Trip'n drive » entre particuliers est désormais possible dans le parking Ste Aurélie Gare.

Un CA en nette hausse

Le chiffre d'affaires augmente en 2016, il permet de générer un résultat d'exploitation en forte hausse.

Le chiffre d'affaires augmente de 7,65%...

Le chiffre d'affaires s'élève à 11,2 M€ en 2016 contre 10,4 M€ en 2015.

Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des recettes horaires (+6,9%) en raison de l'effet année pleine de la tarification au ¼ d'heure, même si les recettes abonnés reculent légèrement (-2,7%), du fait de la limitation des abonnements dans certains parcs pour privilégier la clientèle horaire.
Au final, les produits d'exploitation s'élèvent à 12 M€, ils intègrent les reprises de provisions (400 K€), les subventions d'exploitation et les transferts de charges (382 K€).

… et les charges diminuent de 1%

A hauteur de 10,9 M€, les charges d'exploitation diminuent de 1% notamment du fait de :

- la diminution du poste achat (-16%), du fait de la baisse des charges d'entretien et la maintenance des horodateurs (-127 K€) ;
- l'allègement du poste « autres services extérieurs » avec la mise en place d'une équipe volante en contrat « emplois avenirs » qui engendre un recours plus faible à l'intérim (-275 K€) ;
- la diminution du poste « amortissement et provisions » avec l'arrivée au terme de trois emprunts des parkings Centre Historique Petite-France et des Hus (provision pour caducité) ;
- l'augmentation des postes « personnels » liée à l'embauche de l'équipe volante (+177 K€) et des redevances de concession liée à l'augmentation du chiffre d'affaires (+182 k€) ne remet pas en cause la baisse globale des charges.

En conséquence, la rentabilité de la société s'améliore sensiblement, l'excédent brut d'exploitation passant de 3 à 4,1 M€.

Le résultat d'exploitation passe de 702 K€ en 2015 à 1 325 K€ en 2016.

Après intégration des résultats exceptionnel (311 K€) et financier (408 K€) le résultat net progresse de 90% et passe de 805 K€ à 1 531 K€.

La structure du bilan reste saine

La structure du bilan est saine, les fonds propres sont en progression de 1,1 M€ et le ratio capitaux propres/total bilan, stable, représente près de 34% du total du bilan.

Après avoir nettement progressé en 2014, l'endettement bancaire se réduit et atteint 1,3 M€ ; l'endettement à plus d'un an s'élève à 1,18 M€ et ne représente que 7% des capitaux propres.

Les disponibilités augmentent de 16,1 M€ en 2015 à 17,9 M€ en 2016 ; ces fonds sont mobilisables pour autofinancer les projets de la société et ainsi lui permettre d'être compétitive dans le cadre d'appels d'offres. Parmi ces disponibilités, 14,4 M€ sont constitués de valeur mobilières.

La trésorerie nette progresse de 1,7 M€, principalement du fait de la capacité d'autofinancement dégagée sur l'exercice.

Les perspectives

2017 marquera l'arrivée à terme de trois contrats : le stationnement payant sur voirie, le parking Gutenberg, et le parking Austerlitz. Ils seront mis en concurrence par la Collectivité.

Un état des lieux des deux parcs a été réalisé avec les services de l'Eurométropole et des travaux seront réalisés courant 2017.

La Sem continue ses prospections pour développer ses activités en propre, seule ou avec des partenaires, notamment vers les parkings Centre Historique Petite France, Saint-Nicolas et Esplanade.

Elle réfléchit à la création d'une filiale avec la SERS et la CDC pour le montage d'opérations sur les Halles, le Wacken ou Rivétoiles.

En 2017,l'ensemble des parkings gérés par la Sem sera ouvert 24 heures sur 24.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	34 507 689	2 151 253	32 356 436	30 553 058
Immobilisations incorporelles	400 208	291 184	109 024	202 036
Immobilisations corporelles	31 132 012	1 860 070	29 271 943	29 225 811
Immobilisations financières	2 975 469	-	2 975 469	1 125 210
Actif circulant	18 704 509	26 143	18 678 366	17 500 363
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	835 691	23 623	812 068	1 369 483
Disponibilités & VMP	17 868 818	2 520	17 866 298	16 130 879
Comptes de régularisation	75 406	-	75 406	79 639
Total	**53 287 603**	**2 177 396**	**51 110 207**	**48 133 060**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	17 553 055	16 416 081
Capital social	2 800 000	2 800 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	8 446 687	7 640 930
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**1 531 842**	**805 757**
Subventions d'investissement	4 774 526	5 169 394
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	24 401 564	22 909 430
Dettes	8 950 088	8 705 038
Emprunts	1 366 894	2 263 480
Avances et acomptes	219 507	191 427
Dettes	7 370 287	6 250 131
Comptes de régularisation	198 900	102 510
Total	**51 110 207**	**48 133 060**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	11 152 732	10 359 723
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	69 898	39 935
Reprises sur provisions, transferts de charges	2 968 529	1 060 005
Autres produits	1 637	114 184
Total	14 192 797	11 573 847
Charges d'exploitation		
Achats	543 459	647 060
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	1 991 110	2 418 481
Impôts, taxes et versements assimilés	840 592	779 494
Charges de personnel	3 713 504	3 536 194
Dotations aux amortissements et provisions	2 343 661	2 422 057
Autres charges	3 435 699	1 068 663
Total	12 868 026	10 871 949
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 324 771**	**701 898**
Produits financiers	469 973	213 213
Charges financières	61 939	118 753
RESULTAT FINANCIER	**408 034**	**94 460**
Produits exceptionnels	416 512	461 424
Charges exceptionnelles	105 610	142 243
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**310 902**	**319 181**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	511 865	309 782
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**1 531 842**	**805 757**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

SERS

Territoire :

L'Alsace pour l'essentiel.

Activité :

L'aménagement, la construction, la gestion de patrimoine public et privé.

Objectifs :

- être l'entreprise du développement local accompagnant les politiques d'aménagement et de construction définies par les collectivités locales,
- être le partenaire des sociétés privées dans les domaines de l'aménagement et de la construction.

Principales réalisations à Strasbourg :

- aménagement de la place des Halles et des quartiers de l'Esplanade, des Poteries et du Bon Pasteur, de l'Etoile et du Danube-Neudorf,
- construction des immeubles du Parlement européen, de l'ENA et du PEGE,
- construction du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg, de la patinoire Iceberg, de la Cité de la musique et de la danse,
- Scala, INET, résidences pour personnes âgées, siège de la DREAL,
- centre commercial Rivétoile,
- presqu'île André Malraux et Maison universitaire internationale,
- Zénith de Strasbourg,
- rénovations de nombreux groupes scolaires et lycées,
- grande mosquée de Strasbourg.

SERS

Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale

Siège social :
10 rue Oberlin
67080 Strasbourg Cedex
☏ 03 88 37 88 88 🖷 03 88 37 88 77
Créée le 4 juin 1957
Capital : 8 068 800 €

Président du conseil d'administration :
Directeur général : Eric FULLENWARTH

Objet social :
la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale, et plus généralement l'intervention dans des opérations d'intérêt général complémentaires à ses missions (développement durable, production d'énergies renouvelables).

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 35 Etp
Commissaires aux comptes :
- titulaire : cabinet Mazars, Laurence FOURNIER

Direction référente : Direction urbanisme et territoires

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

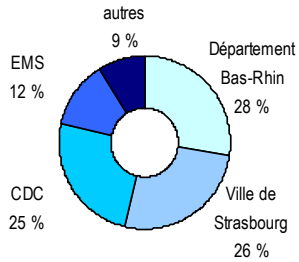
sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social*
CEGIP	EURL	100	50 000 €
Eurofret	SCI	95	15 245 €
RGW	SARL	33	528 236 €
E puissance 3	SEM	17	228 000 €
Palace Epinal	SEM	0,2	1 349 820 €
Golf de la Wantzenau	SCA	0,21	3 795 980 €
Strasbourg Mobilités	SAS	5	30 000 €
Habitat de l'Ill	SCIC	NC*	NC
ENERD2	SAS	35	2 000 000 €
Maison Universitaire Internationale	SCI	60	600 000 €
Calypso Vendenheim	SCI	80	400 000 €

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 09 novembre 2017 :

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Roland RIES** en remplacement de Bernard EGLES à compter du CA du 06/03/2017
Vice-président	Conseil général du Bas-Rhin	Michèle ESCHLIMANN en remplacement d'André KLEINMOSSER, remplacé par Madame (CA du 07/01/2016)
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Christel KOHLER, Nawel RAFIK-ELMRINI, Jean WERLEN** (à compter du CA du 11/05/2016)
	Eurométropole de Strasbourg	**Robert HERRMANN (CA 21/03/2016)**
	Conseil général du Bas-Rhin	Cécile DELATTRE VAN HECKE, Jean-Philippe MAURER (CA du 07/01/2016) et André ERBS (à compter du CA du 11/05/2016)
	CDC	Patrick FRANCOIS (CA du 07/01/2016)
	Caisse d'épargne d'Alsace	Patrick IBRY
	Société immobilière du Bas-Rhin	Denis HOMMEL
	Habitation moderne	Virginie JACOB (CA du 07/01/2016)
	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	Christian GEISSMANN
	Région Grand Est	Pascal MANGIN (à compter du CA du 07/01/2016)

REPARTITION DU CAPITAL :

actionnaires	*nbre d'actions*
Département du Bas-Rhin	5 544
Ville de Strasbourg	**5 239**
Caisse des dépôts et consignations	5 052
Eurométropole de Strasbourg	**2 474**
Caisse d'épargne d'Alsace	873
Habitation moderne	489
Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin	251
Société immobilière du Bas-Rhin	200
Région Alsace	50
total	20 172



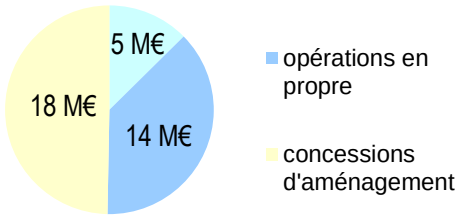
257

Les indicateurs

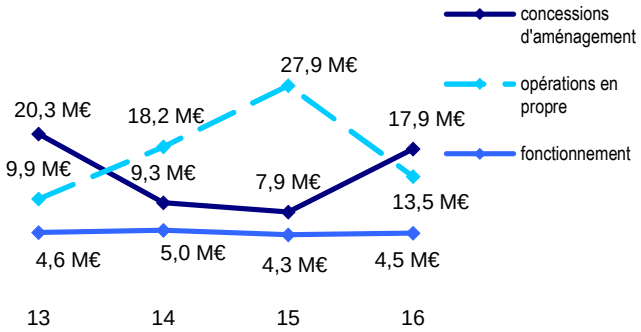
❖ ACTIVITE

Répartition des produits d'exploitation 2016

Total : 32 M€

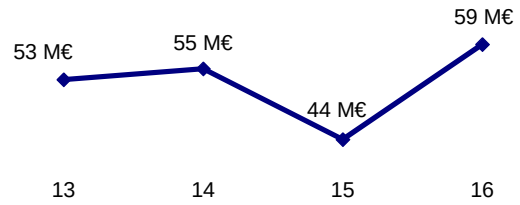


Evolution des produits d'exploitation en millions d'€



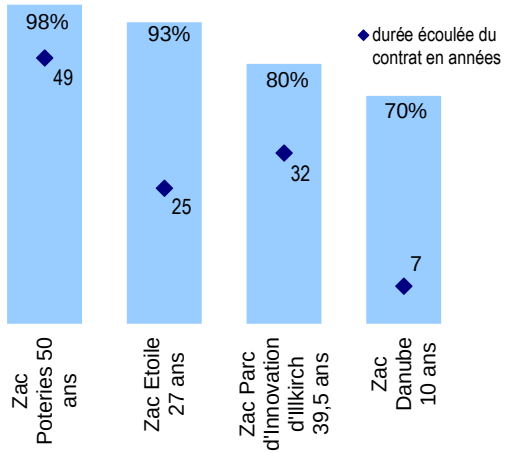
❖ INDICATEUR FINANCIER

Evolution de la trésorerie de la société au 31/12



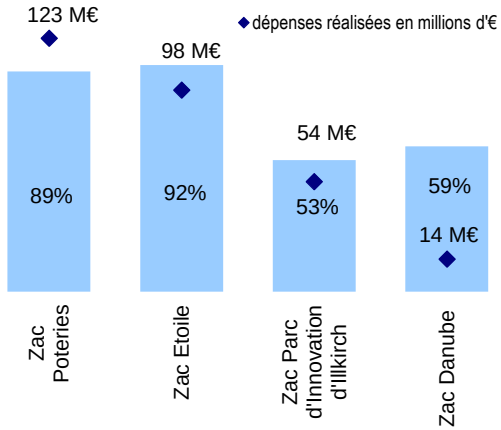
Concessions d'aménagement EMS

1. degré d'avancement en pourcentage de la durée écoulée du contrat à fin 2016



Concessions d'aménagement EMS

2. degré d'avancement en pourcentage des dépenses réalisées à fin 2016



Positionnée comme l'une des toutes premières sociétés d'économie mixte de France dans le secteur du développement local, la Sers développe trois métiers :

- l'aménagement de l'espace et des sites complexes (son activité première et traditionnelle) ;
- la construction d'équipements et leur rénovation ;
- la gestion de patrimoine, notamment dans le secteur de l'immobilier et des loisirs (golfs).

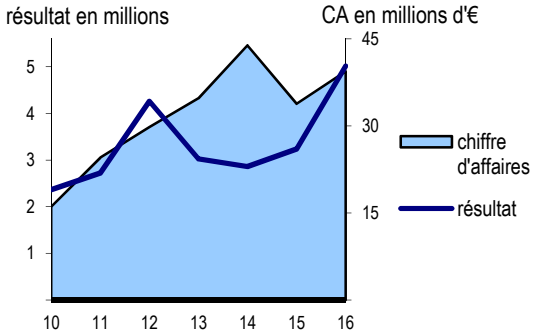
L'activité donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

- les charges et produits des concessions d'aménagement (ensemble des opérations effectuées pour l'Eurométropole de Strasbourg ou pour d'autres concédants : celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération, les profits latents des comptes de la concession étant neutralisés par la constitution d'une provision) ;
- les recettes de fonctionnement (rémunérations perçues par la Sers sur les mandats et concessions, loyers) ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de la gestion des opérations patrimoniales de la Sers, promotion immobilière, locations ou cessions : Cinépark, Scala, Directions régionale et départementale de l'équipement, mais aussi des opérations d'aménagement telles que l'éco-quartier de la Brasserie, le lotissement Baggersee ou l'aménagement de la presqu'île Malraux).

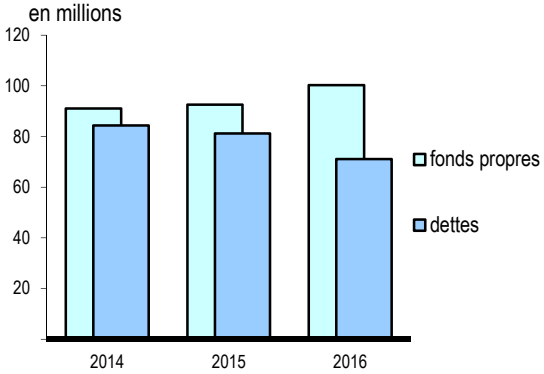
En 2015, la Région Alsace est entrée dans le capital de la Sem à hauteur de 0,25% ; celui-ci a ainsi été porté à 8 068 K€ fin 2015.

Le marché immobilier s'est amélioré en 2016, notamment en fin d'année, ce qui a eu pour effet une forte augmentation de l'activité.

Au final, en 2016 la Sers dégage un chiffre d'affaires de 39,3 M€ et génère un résultat de 5 M€ (+55%) grâce la forte reprise des ventes de foncier au dernier trimestre et à la bonne maîtrise des charges de fonctionnement.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'activité 2016

L'aménagement urbain et l'habitat

L'aménagement de la ZAC de l'Etoile : sur le secteur Schwanau et Lombardie, plusieurs programmes ont été livrés en 2016 ; Naccarat/Vauban (88 logements et commerces), Alcys (43 logements et un parking silo de 35 places), Bouwfonds (46 logements), Perspective (33 logements et commerces), SIRIUS (37 logements) et Green One (38 logements).
Un permis de construire a été obtenu à l'Icade pour un programme de 2 800 m².

ZAC Poteries : l'urbanisation se poursuit avec la livraison des dernières tranches du programme Nexity de 11 450 m², ainsi que celui de Bouygues Immobilier (102 logements). Des travaux de raccordement et d'aménagement définitifs ont été menés. Le contrat pour l'exploitation du chauffage urbain avec Hautepierre Energie a été prorogé jusqu'au 30/06/16, date à laquelle le réseau a été rétrocédé à l'EMS.

ZAC Danube (écoquartier) : les programmes immobiliers d'Habitat de l'Ill, Vinci, Habitation moderne, Batigère et Altexia ont été livrés en 2015 et 2016. L'année 2016 a été marquée par la livraison d'Ecoterra et collectif E0 (habitat participatif). Les travaux de la deuxième tranche ont débuté.

Ecoquartier « Les Portes du Kochersberg » à Vendenheim : il accueillera près de 320 logements, des commerces et un équipement « petite enfance ». La construction des premiers programmes se poursuit, la livraison des logements de la première tranche est échelonnée jusqu'au 3ème trimestre 2017.

Concernant les opérations en propre :

Dans le cadre du programme Ecocité-Ville de Demain, deux projets expérimentaux font l'objet d'un suivi et d'un accompagnement financier de l'Etat (la tour « Elithis » et un îlot urbain à énergie positive) pour lequel la société BOUYGUES IMMOBILIER a été retenue.

Sur le site du « quartier de la Brasserie » à Cronenbourg : l'année 2016 a été marquée par la livraison des bâtiments de logements. A fin 2016, 15 opérations sur les 21 prévus ont été livrées, soit 300 logements.

Presqu'île Malraux : les travaux de construction du projet « Black swans » d'ICADE constitué de trois tours (219 logements) ont démarré en septembre 2015 et se sont poursuivis toute l'année 2016. La livraison de la tour A est prévue en juin 2017, celle de la tour B en septembre 2017. Le permis de construire de la tour C a été obtenu en 2016. Au 31/12/16, 162 logements ont été vendus.

Les opérations sur les équipements collectifs se poursuivent

Les opérations portant sur les équipements collectifs sont principalement réalisées par mandats de maîtrise d'ouvrage publique.

En 2015, la Région a confié à la SERS deux mandats en vue de piloter les travaux de mise en accessibilité de 19 lycées situés au sein de l'agglomération strasbourgeoise et de 18 lycées situés dans le secteur centre Alsace. Le programme des travaux s'échelonne sur 7 ans.

Les autres opérations se poursuivent : réalisation des études préliminaires pour l'aménagement de la zone de loisirs à Duppigheim, livraison et parfait achèvement des bâtiments de l'accueil de loisirs sans hébergement et du foyer sportif d'Eschau, livraison et parfait achèvement du complexe judo basket à Furdenheim, livraison de Palais des fêtes de Saint –Louis, fin de la mise en sécurité du Lycée Roosevelt à Mulhouse, fin des travaux d'extension de la maison de retraite Les Colombes à Souffelweyersheim, livraison de la gendarmerie de Marckolsheim.

La Sers réalise également des équipements collectifs en maîtrise d'ouvrage privée : 2016 voit la fin des travaux de restructuration de l'ancien entrepôt TEMPE, la livraison du parking de l'îlot F de la ZAC Danube et l'obtention du permis de construire d'une crèche à Vendenheim.

La Sers réalise également des opérations sous sa propre maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les travaux de requalification des façades du parking P2 UGC ont démarré.

Enfin, la Sers a acquis la Manufacture des Tabacs pour 11,4 M€ TTC dont 10 000 m² seront cédés à l'Université de Strasbourg (installation de l'ENGEES et de l'EOST), et 3 000 m² à la Ville de Strasbourg (installation de l'HEAR).

Cet espace accueillera un Hub urbain ou un pôle d'innovation et de création. L'orientation définitive sera validée en 2017.

Un développement économique attractif

Le parc d'innovation d'Illkirch poursuit son expansion avec plusieurs projets d'envergure, des équipements structurants pour les laboratoires et les entreprises et l'implantation prochaine d'un site de production et de formation pour la médecine traditionnelle chinoise.

Par ailleurs, la mise en place de la numérotation métrique des immeubles a permis d'améliorer la signalétique et le repérage sur le Parc.

Concernant le Bioparc 3 : sur 8 modules, 3 sont occupés et 3 autres sont optionnés pour début 2017.

L'aménagement de l'Espace européen de l'entreprise (E Puissance 3) : après un décalage dans le temps de la commercialisation, la durée de concession a été prorogée en 2015 portant son échéance au 31/12/2018. En 2016, la commercialisation a pu reprendre et plusieurs actes ont été signés.

Les activités de gestion se poursuivent

Les missions de gestion confiées à la Sers se poursuivent tant dans le secteur privé que public. Elles sont exercées en propre par la CEGIP, filiale de la Sers à 100% et comprennent :

- la gestion de douze associations syndicales ;
- des mandats de gestion immobilière ;
- la gestion de deux parcours de golf (La Wantzenau et Ammerschwir) ;
- la gestion du complexe des Halles par CEGIP ;
- la gestion des parkings Etoile P1 et P2 depuis le 01/01/2013.

La Sers est par ailleurs associée au sein d'autres structures, la SEM E Puissance 3 (aménagement du tertiaire à Schiltigheim), la SCI Eurofret (exploitation du centre routier du Port sud), la SARL RGW, la SCI Calypso Vendenheim et la SCI MUI ; elle leur apporte une assistance technique et comptable.

La SERS a créé la société EnerD2 au capital de 2 M€, avec la CDC et RGDS, afin d'améliorer et de financer les performances énergétiques des bâtiments : elle a remporté l'important marché de rénovation énergétique du quartier du Wihrel à Ostwald.

Des performances en hausse

L'année 2016 a été particulièrement performante et marquée par des ventes record au dernier trimestre grâce à une forte reprise du marché immobilier.

Le chiffre d'affaires 2016 augmente de 17% à 39,3 M€ comparativement à 33,8 M€ en 2015.

Il est composé de l'activité fonctionnement (rémunérations concessions, mandats, loyers) à hauteur de 1,6 M€, des opérations propres (ventes de biens et prestations de service) à hauteur de 19,7 M€ et des concessions à hauteur de 18 M€ ; toutefois, les produits d'exploitation diminuent de 10% en raison de l'impact de la production stockée qui passe de 3 M€ à - 12 M€.

Les charges d'exploitation, diminuent elles aussi de 21%, grâce à la baisse des achats de 46%.

Le résultat d'exploitation augmente au final de 144% à 6,4 M€ (2,6 M€ en 2015).

Le résultat financier est en baisse (- 48%) à 382 K€, notamment du fait de la baisse des reprises sur provisions et transferts de charges (- 170 K€) dans les produits financiers et la hausse des dotations financières aux amortissements et provisions (+ 63 K€) dans les charges financières.

Au final, le résultat net après impôts, bien supérieur aux prévisions, progresse de 55% par rapport à l'exercice précédent.

Les immobilisations financières ont fortement progressé, passant de 28 M€ en 2015 à 32 M€ en 2016 : elles sont principalement composées de placements.

La structure bilancielle reste saine, les capitaux propres augmentent de près de 6% grâce au résultat 2016 et représentent 41,4% du total du bilan.

L'endettement bancaire s'élève à 43,1 M€ et la capacité d'autofinancement, en augmentation à 5,9 M€ permet le remboursement des emprunts.

La trésorerie ressort à 59 M€, en hausse de 34%.

Au titre de 2016, la Sers a distribué 1,3 M€ de dividendes, dont 326 K€ pour la Ville et 154 K€ pour l'EMS. Par ailleurs la SERS a reversé ces 7 dernières années aux collectivités près de 11,4 M€ de résultat sur concession.

Les perspectives

L'activité 2017 devrait être marquée par la reprise de l'activité mandat.

Toutefois, du fait du décalage de certaines opérations sur 2018 (Prairies du Canal et Jardin des Sources) le résultat net devrait être en baisse à + 2,2 M€.

Par ailleurs, l'année 2017 sera marquée par l'acquisition des terrains sur les concessions de Mundolsheim (Le Quartier du Parc) et d'Ittenheim (Les portes de l'Ackerland).

La Résidence de l'Arche sur la ZAC Danube devrait être livrée et des projets de création de nouvelles filiales (notamment avec Parcus pour l'exploitation et la construction de parkings) sont en cours.

Par ailleurs une réflexion est en cours sur l'acquisition du site historique de la Brasserie Schutzenberger vue de la réalisation d'une opération d'aménagement en propre.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	103 381 988	33 125 365	70 256 624	68 182 993
Immobilisations incorporelles	128 250	123 410	4 840	13 038
Immobilisations corporelles	71 325 422	32 762 629	38 562 793	39 788 233
Immobilisations financières	31 928 317	239 326	31 688 991	28 381 723
Actif circulant	115 369 368	9 223	115 360 146	119 747 738
Stocks	34 933 496	9 223	34 924 273	47 333 283
Avances et acomptes	1 003 607	-	1 003 607	1 373 223
Clients & créances	20 451 299	-	20 451 299	26 998 167
Disponibilités & VMP	58 980 967	-	58 980 967	44 043 065
Comptes de régularisation	1 309 015	-	1 309 015	872 617
Total	**220 060 371**	**33 134 587**	**186 925 784**	**188 803 349**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	77 471 243	73 246 403
Capital social	8 068 800	8 068 800
Primes d'émission, de fusion,..	135 120	135 120
Réserves	9 023 675	9 016 795
Report à nouveau	48 391 500	45 968 796
Résultat de l'exercice	**5 015 528**	**3 239 489**
Subventions d'investissement	6 836 620	6 817 403
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	22 820 086	19 303 982
Dettes	71 097 446	81 279 897
Emprunts	50 810 855	53 153 434
Avances et acomptes	1 779 552	3 102 289
Dettes	18 507 040	25 024 174
Comptes de régularisation	15 537 010	14 973 067
Total	**186 925 784**	**188 803 349**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	39 385 640	33 778 492
Production stockée	-12 423 473	3 015 770
Production immobilisée	68 900	27 350
Subventions d'exploitation	500	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	7 412 229	1 810 785
Autres produits	1 500 523	1 501 943
Total	35 944 319	40 134 339
Charges d'exploitation		
Achats	14 983 049	27 705 110
Variation de stocks (stock initial-stock final)	15 980	-
Services extérieurs	1 450 343	1 352 978
Impôts, taxes et versements assimilés	444 906	466 385
Charges de personnel	3 206 197	3 135 909
Dotations aux amortissements et provisions	9 403 780	4 765 873
Autres charges	27 872	78 380
Total	29 532 126	37 504 636
RESULTAT D'EXPLOITATION	**6 412 193**	**2 629 703**
Produits financiers	1 289 523	1 605 041
Charges financières	907 965	867 096
RESULTAT FINANCIER	**381 558**	**737 946**
Produits exceptionnels	112 960	1 300 365
Charges exceptionnelles	78 907	854 789
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**34 053**	**445 577**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	1 812 276	573 736
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**5 015 528**	**3 239 489**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE

Territoire :

Zone de l'Espace européen de l'entreprise à Schiltigheim.

Activité :

Aménagement, équipement, construction, commercialisation et gestion du parc scientifique et technologique de Schiltigheim.

Objectifs :

- l'accueil d'entreprises performantes d'envergure nationale et internationale, ainsi que d'importantes entreprises régionales ;
- la construction d'équipements publics et parapublics ;
- l'intégration à la zone économique d'un nouveau secteur d'urbanisation à vocation principale d'habitat.

ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE

E Puissance 3

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
110 route de Bischwiller
67300 Schiltigheim
☏ 03 88 83 90 00 🖷 03 88 83 84 98

Créée le 5 septembre 1991
Capital : 228 000 €

Président directeur général : Rodolphe MATHUS

Objet social : l'aménagement, l'équipement, la construction et la gestion du parc scientifique et technologique de Schiltigheim dénommé E puissance 3, Espace européen de l'entreprise.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 0 Etp (le nouveau PDG est bénévole depuis mai 2014)

Commissaire aux comptes : société Fidec (Fiduciaire de l'économie), Bertrand BENHESSA

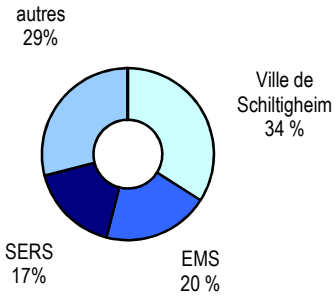
Direction référente : Direction de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat

CONSEIL D'ADMINISTRATION

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	Ville de Schiltigheim	Rodolphe MATHUS
Vice-Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Jean Marie KUTNER**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Brigitte LENTZ-KIEHL, Patrick ROGER**
	Ville de Schiltigheim	Christian DELEAU, Anne MEUNIER et Christian BALL
	BFCM	Philippe SCHMUTZ
	SERS	Eric FULLENWARTH
	CIAL	Philippe GAY
	Banque populaire d'Alsace	Kirdin MADI
	Caisse d'épargne d'Alsace	Benoit WALD
Censeur	Sogeprom	Véronique GOGUELAT

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Ville de Schiltigheim	5 100
EMS	**3 000**
SERS	2 550
Sogeprom	750
BFCM	700
Caisse d'épargne d'Alsace	700
Banque populaire d'Alsace	700
Franpart	700
CIAL	700
Ville de Mittelhausbergen	100
total	15 000



FILIALES ET PARTICIPATIONS : néant

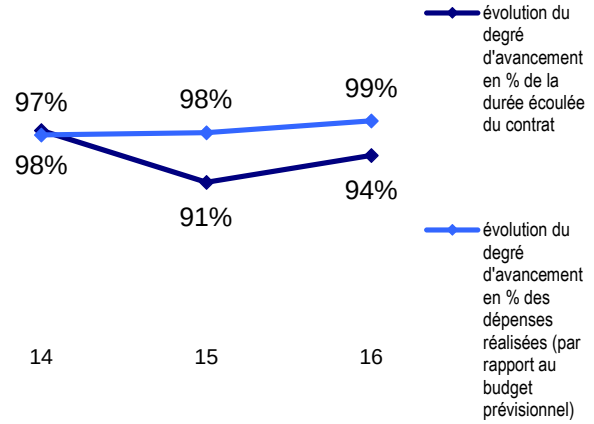
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution du degré d'avancement de la concession*

en % de la durée écoulée du contrat à fin d'année et en % des dépenses réalisées à fin d'année par rapport au budget prévisionnel

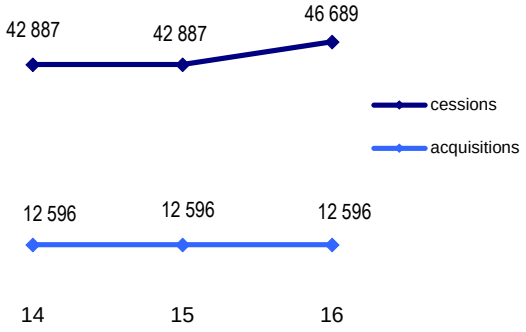
* l'échéance est fixée au 31/12/2016



Evolution des cessions et acquisitions de terrains*

** montants cumulés en K€ à fin d'année*

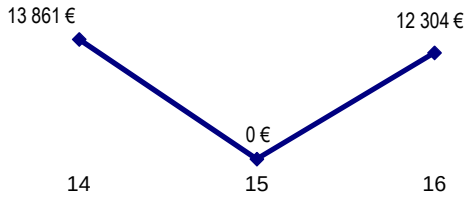
(source : compte-rendu d'activité aux collectivités locales 2014)



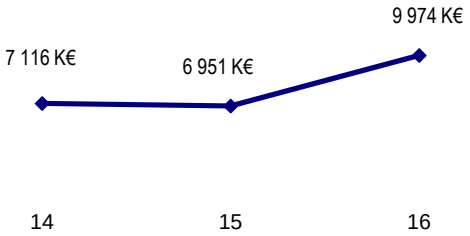
❖ **INDICATEURS FINANCIERS**

Evolution du prix de l'are vendu*

* *chiffre d'affaires des ventes annuelles de terrains divisé par la surface des terrains vendus*



Evolution de la trésorerie (disponibilités et VMP)



264

Par convention de concession du 20 juin 1991, la CUS (devenue Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015) a chargé la SEM E Puissance 3 de réaliser les opérations nécessaires à l'aménagement de la zone d'activité concertée (ZAC) « Espace européen de l'entreprise ».

Compte tenu du décalage dans le temps de la commercialisation et de certains travaux, et afin de permettre la réalisation des opérations de rétrocession, la concession, qui avait initialement une durée de 15 ans, a été prorogée par avenant du 1er septembre 2015, jusqu'au 31 décembre 2018.

L'activité de la société E Puissance 3 comprend l'acquisition de terrains, leur aménagement pour viabilisation et leur commercialisation. La zone à aménager doit principalement permettre d'accueillir des activités économiques et tertiaires.

En 2016, la SEM n'a réalisé aucune acquisition mais a procédé à quatre cessions.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires s'élève à 3,8 M€ du fait des cessions opérées en 2016, et le résultat net est déficitaire à – 11,2 K€.

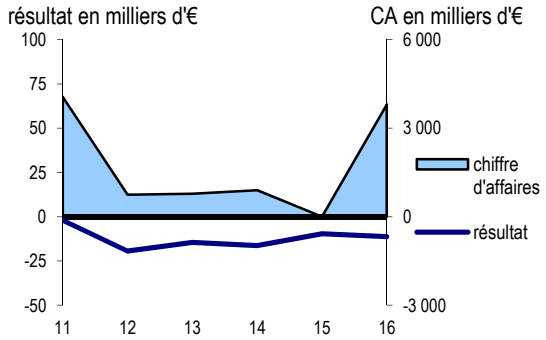
L'activité 2016

Les acquisitions foncières sont achevées

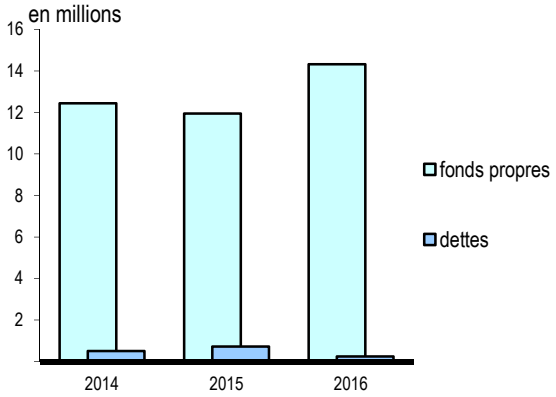
Les acquisitions foncières nécessaires aux travaux sont totalement achevées depuis 2015.

Il reste toutefois une parcelle de 5,26 ares qui n'est pas encore acquise et qui appartient au CNRS (le dossier, en cours depuis 2008 n'est toujours pas réglé du fait d'un désaccord sur le prix de vente).

En fin d'exercice, le montant cumulé des acquisitions de terrains et d'immeubles par la SEM est inchangé et atteint 12,6 M€.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Quatre cessions ont été réalisées en 2016

Concernant la commercialisation, tous les terrains en secteur ZF1 ont été vendus.

Quatre des cinq compromis de vente signés en 2015 se sont traduits par une vente en 2016 :

- un terrain situé en ZA 2 (107 ares / 8 797 m^2 SP) dont le prix de cession est de 2 M€ HT. L'acquéreur, la société Orexim, souhaite y réaliser un immeuble à usage de bureaux ;
- un terrain situé en ZB (23 ares/ 1 156 m^2 SP) pour un prix de cession de 207 K€ HT. L'acquéreur est la société Puissance 4 qui souhaite réaliser un immeuble à usage de bureaux ;
- un terrain situé en ZB (89 ares / 4 429 m^2 SP) pour un prix de 759 K€ HT et qui accueillera un immeuble à usage de bureaux de la société LCR ;
- un terrain situé en ZF 2 (89 ares / 4 469 m^2 SP) pour un prix de 766 K€ HT. L'acquéreur est la société Greepark qui souhaite réaliser un immeuble à usage de bureaux.

Le cinquième compromis de vente qui portait sur un terrain situé en ZF 2 (65 ares / 3 257 m2 SP) pour un prix de 558 K€ HT, destiné à la société Roi soleil qui souhaite réaliser un hôtel de 90 chambres est toujours d'actualité; l'acte de vente a été signé le 31/01/17.

Par ailleurs, une promesse de vente a été signée avec Nexity pour le solde du terrain situé en secteur ZB, pour un prix de cession de 330 K€ pour 1 664 m^2 SP ; le projet concerne un immeuble à usage de bureaux.

En fin d'exercice, le montant cumulé des cessions de terrains et d'immeubles par la SEM est inchangé par rapport à l'exercice précédent et atteint 42,9 M€.

Le taux de réalisation des dépenses de la concession continue de progresser en 2016 à 45,6 M€ : au 31 décembre, les dépenses sont réalisées à 98% (+ 1 point par rapport à 2015) ; par contre, les recettes, réalisées à 85%, restent stables.

Travaux d'aménagement

Les travaux structurants de viabilisation de la ZAC étant achevés, très peu de travaux d'aménagement ont donc été réalisés en 2016 ; les dépenses concernent principalement le règlement du solde des marchés en cours de clôture ainsi que pour une grande partie, l'entretien des espaces non encore rétrocédés.

Le montant des travaux effectués par la SEM en 2016 s'élève à 87 K€.

Rétrocession des voiries

Les travaux de finition de l'extension des rues de La Haye, de Dublin, de Madrid, de Zagreb, de même que ceux du plan d'eau étant terminés, une délibération de l'Eurométropole de Strasbourg a acté la rétrocession de ces espaces.

Les services proposés à l'espace européen de l'entreprise

Depuis 2014, un centre de bien-être et un autre de fitness viennent compléter les services déjà existants sur le site : les 4 restaurants, le kiné, un dentiste, un cabinet de radiologie et un laboratoire d'analyses médicales, ainsi que la crèche Léa et Léo (40 berceaux depuis juin 2014).

Le résultat net reste déficitaire

Les normes comptables spécifiques aux concessions d'aménagement imposent de neutraliser les profits latents des comptes de la concession par la constitution d'une provision : le bénéfice n'est donc dégagé qu'à la clôture définitive de l'opération et les produits et charges annuels des opérations de concession sont équilibrés.

L'autre partie de l'activité de la SEM concerne les recettes (rémunération SEM) et charges de fonctionnement.

Au global, les produits d'exploitation s'élèvent à 2,5 M€ contre 400,4 K€ en 2014 ; ceux-ci se composent :

- du chiffre d'affaires sur la vente de biens et services qui s'élève à 3,8 M€ sur l'exercice 2016 (0€ en 2015 du fait de l'absence de cessions et de ventes de biens et services) ;
- de la variation de la production stockée qui s'élève à - 1,3 M€ contre - 122 K€ en 2015 ;
- de la rémunération de la concession, constatée en transfert de charges, qui s'élève à 6,7 K€ contre 32 K€ en 2015.

A hauteur de 2,5 M€ contre 725 K€ en 2015, les charges d'exploitation comprennent les charges de fonctionnement pour un total de 18 K€ (dont 8 K€ d'honoraires de la FIDEC et 6 K€ de rémunération pour assistance technique et administrative de la SERS) et les charges de concessions pour 2,5 M€ dont :

- 124 K€ de travaux et études,
- 7 K€ d'achats et charges externes,
- 2,4 M€ de dotation aux provisions pour risques lié à la neutralisation du résultat de concession.

Les charges de personnel sont nulles : en effet, depuis mai 2014, le nouveau PDG est bénévole.

Au total, le résultat d'exploitation affiche un déficit de -43 K€, contre -324 K€ en 2015.

Le résultat financier s'élève à 28 K€ (contre 174 K€ en 2015) du fait d'une trésorerie positive qui a permis de dégager des gains financiers.

Le résultat exceptionnel s'élève à 4 K€ et correspond à la perception d'une indemnité judiciaire.

Au final, le résultat net reste déficitaire à -11,2 K€ du fait de l'activité fonctionnement (l'activité concession est par essence équilibrée).

La trésorerie est en hausse

La SEM EP3 n'inscrit pas d'immobilisation à l'actif de son bilan car les terrains dont elle est propriétaire sont enregistrés en compte de stocks, conformément à l'avis du Comité de régularisation comptable.

Au 31 décembre 2016, ce dernier s'élève à 4,3 M€ contre 5,7 M€ à fin 2015.

La trésorerie, abondante, augmente fortement et atteint 10 M€ (contre 7 M€ en 2015). Elle est essentiellement placée en comptes à terme (7,6 M€) et en compte courant pour le solde.

Après imputation de la perte de l'exercice (-11,2 K€), les capitaux propres s'élèvent à 277 K€.

Au 31 décembre 2016, le montant de la provision pour risque et charges comptabilisée s'élève à 14 M€. Elle est constituée afin d'annuler le résultat de la concession qui ne sera effectivement constaté qu'à terminaison et représente donc le résultat latent de la concession.

La SEM n'a aucun endettement à moyen/long termes en cours.

Les perspectives

Compte tenu de la conjoncture défavorable du marché et afin d'achever les opérations de commercialisation, de rétrocession et de clôture de la concession, la durée de la concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2018.

Les acquisitions foncières nécessaires aux travaux sont totalement achevées sur l'ensemble du périmètre de la ZAC, seules restent à acquérir la parcelle appartenant au CNRS et la parcelle appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'extension du siège social sur le secteur ZF 5.

Les travaux structurants pour la viabilisation des terrains de la ZAC sont entièrement achevés ; les accès au secteur ZF2 doivent néanmoins être repris ; ces travaux ont été confiés à la société TRABET et seront réalisés à partir de fin mars 2017. Seuls resteront à réaliser les travaux liés à l'adaptation du domaine public au droit des accès aux parcelles à bâtir et le cas échéant les travaux liés à l'entretien des espaces et ouvrages publics.

Une convention entre la Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg est à l'étude afin de mettre en place la co-gestion du plan d'eau pour le fonctionnement des équipements (bassin, pompes et cuves de stockage) et l'entretien paysager. La Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg ont délibéré sur la rétrocession du plan d'eau respectivement en novembre 2016 et mars 2017. La rétrocession de la rue Néel sera également sollicitée.

En 2017 sont prévues les cessions du terrain en ZF2 (société Roi soleil) + 198 ares. Par ailleurs, si VIMA confirme son intérêt pour le terrain en ZF5 (pour l'extension de son siège social), la SEM devra au préalable acquérir cette parcelle auprès de l'EMS.

La vente des terrains situés à l'ouest du secteur ZB (181 ares) est suspendue pour favoriser une cohérence générale avec la future VLIO ; ils seront transférés au concédant au prix unitaire de 85,69 € HT/ m^2.

Le montant total des recettes prévisionnelles 2017 atteindra ainsi 4,76 M€, pour un montant de charges de 183 K€. Il en découle un résultat prévisionnel de fonctionnement en perte de -12,2 K€.

A la clôture de l'opération, le profit dégagé par l'opération sera partagé à 50/50 entre le concédant et l'aménageur ; par ailleurs la Sem sera dissoute et ses actionnaires se partageront le boni de liquidation.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Actif circulant	14 560 916	-	14 560 916	12 670 711
Stocks	4 344 150	-	4 344 150	5 662 280
Avances et acomptes	1 200	-	1 200	1 200
Clients & créances	241 278	-	241 278	55 950
Disponibilités & VMP	9 974 288	-	9 974 288	6 951 281
Comptes de régularisation	-	-	-	-
Total	**14 560 916**	**-**	**14 560 916**	**12 670 711**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	276 559	287 736
Capital social	228 000	228 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	23 474	23 474
Report à nouveau	36 262	45 929
Résultat de l'exercice	**-11 177**	**-9 667**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	14 045 388	11 658 873
Dettes	238 969	724 103
Emprunts	32	-
Avances et acomptes	138 415	624 506
Dettes	100 523	99 597
Comptes de régularisation	-	-
Total	**14 560 916**	**12 670 711**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	3 803 418	-
Production stockée	-1 318 130	-122 306
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	6 712	522 707
Autres produits	-	-
Total	2 492 001	400 401
Charges d'exploitation		
Achats	123 766	611 346
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	23 926	73 197
Impôts, taxes et versements assimilés	674	40 080
Charges de personnel	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	2 386 515	-
Autres charges	1	-
Total	2 534 883	724 623
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-42 882**	**-324 222**
Produits financiers	27 705	173 755
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**27 705**	**173 755**
Produits exceptionnels	4 000	140 800
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 000**	**140 800**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-11 177**	**-9 667**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



SPL des Deux Rives

Territoire :
Eurométropole de Strasbourg

Objet social :
La société a pour objet :
1° La conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement notamment : l'aménagement et l'équipement de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et *la réhabilitation et l'extension des bains de La Victoire.*
2° La gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et la mise en valeur ainsi que la gestion et l'exploitation des services dont ces équipements sont le support et notamment : la gestion du stationnement hors voirie dans le périmètre de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et la gestion et l'exploitation du service public des bains municipaux.
3° Toutes études et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires
4° Toute activité d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

Objectifs :
Aménagement de l'espace métropolitain et notamment de la ZAC Deux Rives. En effet, sur un territoire de 250 hectares et un axe de 5km entre l'Ill et le Rhin, entre Strasbourg et la Ville de Kehl, au bord des eaux du canal Rhin-Rhône, des bassins portuaires et du Rhin, la ZAC Deux Rives constitue l'un des plus grands projets urbains français et le projet structurant de développement urbain de Strasbourg.
Par ailleurs, la SPL a en charge les études juridiques financières et économiques du projet de rénovation des Bains municipaux et la réalisation de l'opération via un contrat de concession de travaux passé avec l'EMS.

SPL des Deux Rives

Société publique locale de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social : 3 rue de la Coopérative 67016 Strasbourg

Créée le 6 mars 2014 et immatriculée au RCS le 18 juillet 2014

Capital : 5 000 000€

Président : Roland RIES

Directeur général : Éric BAZARD

Objet social : L'aménagement et l'équipement de la ZAC Deux Rives et la réhabilitation/ extension et l'exploitation des Bains municipaux ; et plus généralement :

- la conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement, de construction et d'équipements,
- la gestion de services et d'équipements liés aux objectifs d'aménagement,
- toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires,
- toutes activités d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

Effectif moyen : 13,53 Etp

Commissaire aux comptes : Laurence FOURNIER (MAZARS SA)
Suppléant : MAZARS - FIDUCO

Service référent : Direction urbanisme et territoires

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 30 juin 2017

fonction	*personne morale / physique représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	Roland RIES
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	Patrick ROGER, Jean-Baptiste GERNET, Alain JUND, Syamak AGHABABAEI, Philippe BIES
	Ville	Alain FONTANEL, Anne-Pernelle RIIHARDOT, Martine CALDEROLI-LOTZ, Jean-Baptiste MATHIEU
Comité de liaison stratégique, d'engagement et de contrôle	**Eurométropole de Strasbourg**	Jean-Marie BEUTEL, Christel KOHLER
	Ville	Annick NEFF, Chantal CUTAJAR

REPARTITION DU CAPITAL

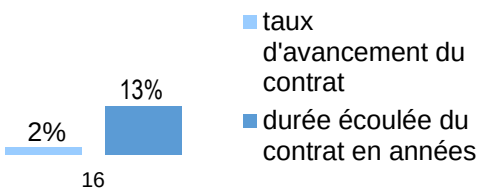
actionnaires	*nbre d'actions*
EMS	**2 500**
Ville	**2 500**
total	5 000



Les indicateurs

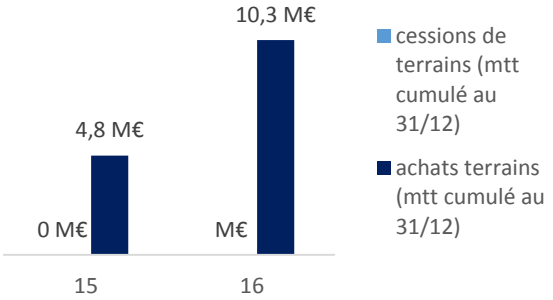
❖ **ACTIVITE**

% de réalisation de la concession d'aménagement EMS

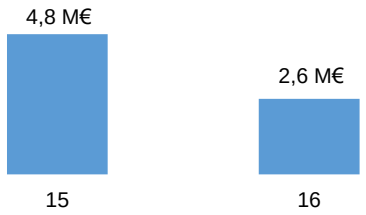


❖ **INDICATEURS FINANCIERS**

Évolution des cessions et acquisitions de terrains (montant cumulé au 31/12)



Evolution de la trésorerie



La création de la SPL Deux Rives a été autorisée par délibérations du Conseil municipal du 21 octobre 2013 et du Conseil communautaire du 25 octobre 2013.

Elle a été créée en date du 6 mars 2014.

Par délibération du 16 décembre 2014, la Communauté urbaine de Strasbourg a attribué le contrat de concession d'aménagement de la ZAC des « Deux rives » à la SPL des Deux Rives ; la durée de la concession est fixée à 15 années.

La SPL a changé de siège social (initialement place de l'Etoile) pour s'établir sur l'ancien siège de la COOP ; elle a déménagé dans ses nouveaux locaux le 1er décembre 2015.

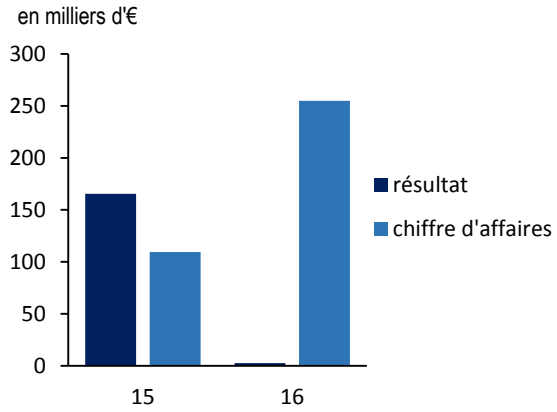
L'activité donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

- les charges et produits de la concession d'aménagement Deux Rives ; celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération ;
- les recettes de fonctionnement (rémunérations perçues par la SPL sur la concession) ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de l'étude des Bains municipaux).

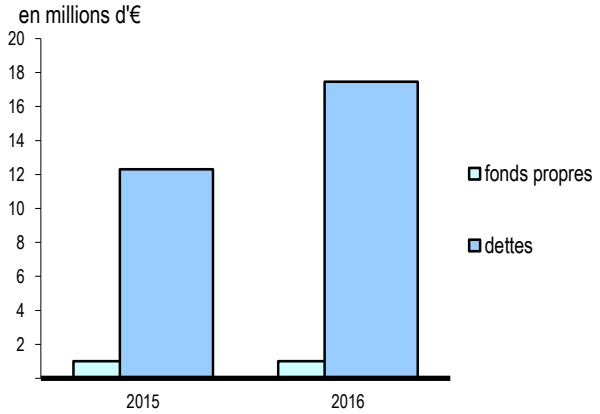
2016 a permis de poursuivre le travail de maitrise foncière sur la concession et de finaliser les études nécessaires au dossier de réalisation de ZAC et du programme des équipements publics de la ZAC.

Par ailleurs l'étude sur les Bains municipaux a été achevée au 1er semestre.

Au final, l'activité 2016, deuxième année réelle d'exploitation, a dégagé un chiffre d'affaires de 9,6 M€, dont 8,5 M€ pour l'activité concessive et génère un résultat net de 2 677 €.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes
inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'activité 2016

La concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives constitue en 2016 la principale activité de la SPL.

Le programme porte sur 472 200 m², à développer sur 4 secteurs : Citadelle, Starlette, Coop et Port et Rives du Rhin, dont :

- 323 470 m² dédiés au logement (4 300 logements) ;
- 60 000 m² pour les activités, le tertiaire et les services ;
- 27 560 m² d'équipements publics ;
- 15 000 m² de commerces ;
- 56 280 m² dédiés aux activités alternatives, créatives et culturelles (site de la COOP) ;
- 8 000 m² pour l'hôtellerie.

Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 209 M€.

En 2016, la SPL a dans le cadre de la concession d'aménagement :

- finalisé les études préalables nécessaires à une remise du dossier de réalisation de ZAC ;
- effectué des études complémentaires aux plans-guide : besoins en énergie, développement de commerce de proximité, stationnement.
- lancé une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude des sols ;
- a effectué plusieurs acquisitions auprès du Port Autonome de Strasbourg pour un montant total de 5,5 M€ ;
- poursuivit les discussions avec l'Etat concernant les terrains de la Cour des Douanes ;
- mener différentes actions de marketing urbain.

Par ailleurs, l'étude portant sur la restructuration des Bains municipaux a mis en relief les principaux leviers pour financer le projet reposant sur une optimisation des coûts de fonctionnement et de développement d'un large panel d'offres, afin d'assurer un rayonnement intercommunal au site.

Celle-ci, finalisée au 1er semestre 2016, comprend les volets juridiques, économiques et financiers de l'opération, dont une partie est sous traitée auprès des cabinets EPCC et Charrel.

A noter que les délibérations du Conseil municipal 27 juin 2016 et du 12 décembre 2016 ainsi que du Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016 ont acté le transfert de compétences de l'établissement de l'EMS à la Ville.

La SPL a mené diverses opérations de communication

En 2016, la SPL a présenté le projet Deux Rives dans le cadre des salons de l'immobilier international (MIPIM) et national (SIMI et SIATI). Le projet de réhabilitation du site de la COOP a remporté le trophée SIATI du meilleur projet d'aménagement et de transformation urbaine d'une ville de plus de 200 000 habitants.

Elle a également participé au forum des projets urbains et au congrès du club ville aménagement où elle a présenté le projet de la COOP.

Enfin, des actions de communication-médiation autour du projet Deux Rives ont été menées avec le grand public, les acteurs de proximité et les acteurs socio-culturels et économiques.

La SPL a développé des outils de communication ad hoc (dépliants d'informations, panneaux d'expositions, etc.) pour une meilleure compréhension du projet et pour accroître sa visibilité.

Un renforcement des moyens humains

La SPL est organisée en 3 pôles : aménagement/ développement/ administratif, financier et juridique.

La SPL a recruté au cours de l'année 2016 : deux apprentis, un remplacement en CDD pour congés maternité, un chargé de communication en CDD, un chargé d'opération en CDD. On notera un passage de CDD en CDI et autre d'apprenti en CDI.

Au 31 décembre 2016, la SPL compte 15 personnes (13,53 Etp).

Le résultat est excédentaire

Il est précisé que les normes comptables spécifiques aux concessions d'aménagement imposent de neutraliser les profits latents des comptes de la concession par la constitution d'une provision : le résultat de la concession d'aménagement étant neutralisé jusqu'à l'échéance du contrat, l'opération n'a pas d'impact comptable sur le résultat global de la SPL.

Le chiffre d'affaires de la société, en très nette augmentation, s'élève en 2016 à 255 K€, dont 62 K€ correspondent à la rémunération pour l'étude des Bains municipaux, contre 109 K€ en 2015.

Au total, les produits d'exploitation s'élèvent à 9,6 M€ ; outre le chiffre d'affaires, ils sont composés de :

- 8,3 M€ de production stockée (concession),
- 965 K€ de rémunération des études de maîtrise d'œuvre sur la concession, inscrits en « transferts de charges »,
- 18 K€ de subventions d'exploitation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 9,6 M€, en hausse de 27,5%, dont environ 8,5 M€ d'achats de matières premières et autres approvisionnements, et 519 K€ de charges de personnel.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 26 K€.

Globalement, les charges d'exploitation sont conformes aux prévisions (hormis les frais liés à l'étude des Bains municipaux qui n'était pas prévue).

Les dépenses cumulées au 31 décembre 2016 pour la mise en œuvre de l'opération s'élèvent à 4,4 M€. Elles sont globalement en ligne avec le prévisionnel, à l'exception des dépenses foncières qui ont été importantes suite à l'acquisition des terrains du Port Autonome de Strasbourg.

Au total, le résultat d'exploitation dégage un léger excédent de 654 € (contre 167 K€ en 2015).

Le résultat financier est excédentaire 2 K€ ; en l'absence de charges financières, il se compose exclusivement des intérêts sur le compte courant.

Au final, le résultat net est excédentaire à hauteur de 2 677 €.

Après affectation du résultat de l'exercice à la réserve légale (107 €) et au report à nouveau (2 029 €), les capitaux propres s'élèvent à un peu plus d'1 M€.

La trésorerie, à hauteur de 2,6 M€, est confortable.

Perspectives

La SPL poursuivra en 2017 le travail de maîtrise foncière sur la concession d'aménagement Deux Rives.

Les premiers travaux sur l'équipement culturel de la Coop démarreront en septembre 2017.

L'année 2017 verra également le lancement des études de conception des espaces publics des secteurs Citadelle et Coop et le lancement des premières consultations promoteurs sur les sites Citadelle, Starlette et Coop.

Des actions particulières seront menées autour des évènements liés à l'inauguration de la ligne de tramway vers Kehl.

A la suite de de l'étude qui a été confiée à la SPL sur les Bains municipaux, la Ville lui a attribué par délibération du 26 juin 2017 un contrat de concession in house de 35,5 ans portant sur la conception des ouvrages inclus dans le périmètre de la concession, la réalisation de l'ensemble des ouvrages, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations, et le financement des coûts nécessaires à l'ensemble des prestations susmentionnées.

Compte tenu des gros enjeux financiers du projet, le capital de la SPL a été porté de 1 à 5 M€, détenu à 50% par la Ville (contre 20% initialement) et à 50% par l'Eurométropole.

Le financement complémentaire de l'opération est assuré par une subvention forfaitaire annuelle de 2,47 M€ à compter de la réception des ouvrages, versée par la Ville.

La délibération du 26 juin a également eu pour objet de définir le programme des travaux, d'engager le classement au titre des monuments historiques d'une partie du bâtiment, et de modifier les statuts de la SPL pour y intégrer la nouvelle répartition du capital.

La SPL, pour assurer une partie de ces missions, pourra conclure un marché public global de performances, mais elle restera responsable de l'ensemble des missions.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov.	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	108 232	-	108 232	612 886
Immobilisations incorporelles	23 166	-	23 166	528 311
Immobilisations corporelles	85 066	-	85 066	84 575
Immobilisations financières	-	-	-	-
Actif circulant	18 318 800	-	18 318 800	12 679 728
Stocks	15 038 578	-	15 038 578	6 708 629
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	703 262	-	703 262	286 372
Disponibilités & VMP	2 576 960	-	2 576 960	5 684 727
Comptes de régularisation	1 652 454	-	1 652 454	9 395
Total	**20 079 486**	**-**	**20 079 486**	**13 302 009**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	1 004 813	1 002 135
Capital social	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	107	-
Report à nouveau	2 029	-163 259
Résultat de l'exercice	**2 677**	**165 395**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes	17 453 626	12 299 874
Emprunts	11 002 070	11 001 600
Avances et acomptes	1 500 000	500 000
Dettes	4 951 556	798 274
Comptes de régularisation	1 621 048	-
Total	**20 079 486**	**13 302 009**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	254 836	109 362
Production stockée	8 329 949	6 708 629
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	18 072	2 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	965 169	847 586
Autres produits	2	-
Total	9 568 029	7 667 577
Charges d'exploitation		
Achats	8 494 181	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	4 647	-
Services extérieurs	311 043	6 963 112
Impôts, taxes et versements assimilés	9 270	6 280
Charges de personnel	721 997	527 119
Dotations aux amortissements et provisions	26 235	4 212
Autres charges	2	179
Total	9 567 375	7 500 900
RESULTAT D'EXPLOITATION	**654**	**166 677**
Produits financiers	2 023	1 117
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**2 023**	**1 117**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	2 399
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**2 677**	**165 395**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

LOCUSEM

Territoire :

Eurométropole de Strasbourg, avec un objet statutaire élargi à la France et à l'étranger.

Objet social :

Réalisation d'études, d'opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier. Plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Objectifs :

Participer à la politique de développement économique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La société développe sa nouvelle activité

Depuis 2010, la société développe une nouvelle activité. Le champ d'action de Locusem s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique de Strasbourg Eco 2020 ; son objet est le développement des petites entreprises, de l'économie sociale et solidaire et des initiatives économiques dans les quartiers, en particulier sur les territoires délaissés par les investisseurs en cours de rénovation urbaine, pour promouvoir un territoire solidaire offrant plus d'emplois.

LOCUSEM (ex-SAIEM CUS)

Société anonyme d'économie mixte de l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social :
Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex
Gestionnaire administratif : groupement d'entreprises D2H/CFCA à compter du 01/01/2015
☏ Raymond HECHT : 06 70 37 53 88 / Claude HADEY : 06 81 16 87 43
www.locusem.eu

Créée le 12 août 1975
Capital : 11 243 772 €

Président : Henri DREYFUS

Directeur général : Jean-Bernard DAMBIER (Conseil d'administration du 12 juin 2014) puis Bernard MATTER à compter du 1er avril 2016 (Conseil d'administration du 15 Mars 2016)

Objet social : étude, construction, aménagement, rénovation, acquisition, location, vente, gestion immobilière et entretien d'immeubles collectifs ou individuels et d'équipements publics ou privés, et plus généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation

Effectif moyen : 1 Etp (Directeur général)
Mise à disposition de personnel : (cabinets D2H et EAU puis D2H CFCA à compter du 1er janvier 2015)

Commissaires aux comptes : Cabinet FCN

Services référents : Emploi et économie solidaire (Direction du développement économique et de l'attractivité)

CONSEIL D'ADMINISTRATION (au 05/01/2017)

fonction	*personne morale / physique représentée*	*nom*
Président	**Ville**	**Henri DREYFUS**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Jeanne BARSEGHIAN, Mathieu CAHN, Jean-Baptiste GERNET, Jean-Baptiste MATHIEU Serge OEHLER, Thibaud PHILIPPS, Pierre SCHWARTZ**
	Ville	**Paul MEYER et Catherine TRAUTMANN**
	Caisse des dépôts et consignations	Alexandre SCHNELL
	Banque fédérative du Crédit Mutuel	Philippe SCHMUTZ
	Caisse d'Epargne	Luc CARPENTIER *(Dominique GAUTIER à compter de mai 2017)*
	Cus Habitat	Jean-Bernard DAMBIER
	Habitation Moderne	Virginie JACOB
	Banque Populaire	Aimé ADDED
	Crédit Coopératif	Sébastien GRUN
Censeur	SOFIDAL -ES	Bernard KEMPF

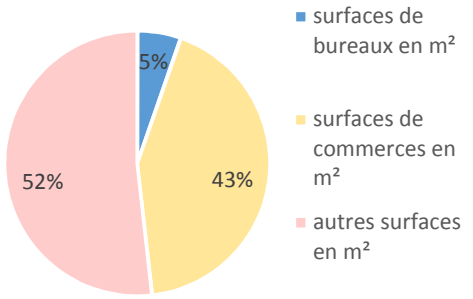
REPARTITION DU CAPITAL (au 31/12/2016)

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**643.623**
Ville de Strasbourg	**215.743**
Caisse des dépôts et consignations	263.374
Banque fédérative du Crédit Mutuel	59.461
Caisse d'Epargne Alsace	57.455
Cus Habitat	53.807
Habitation Moderne	53.806
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	28.397
Crédit Coopératif	12.354
SOFIDAL – ES	100
Total	**1.388.120**

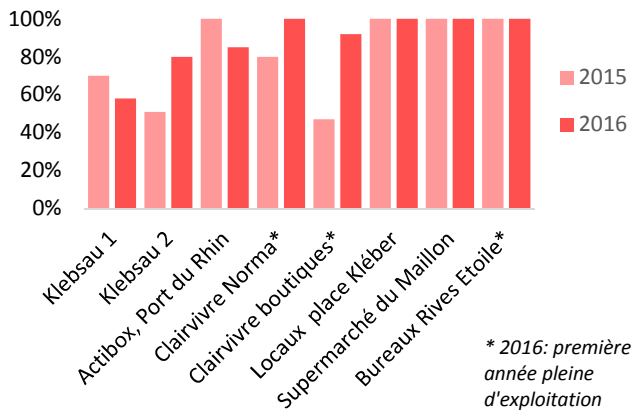
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Répartition du patrimoine de la société en 2016

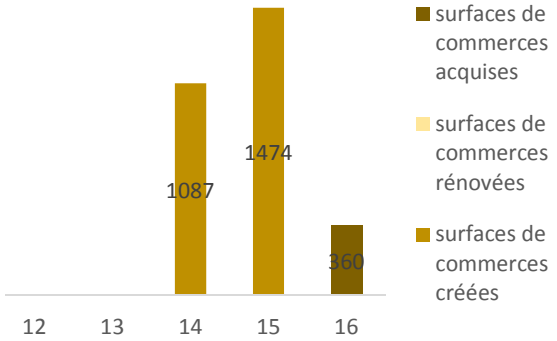


Taux d'occupation

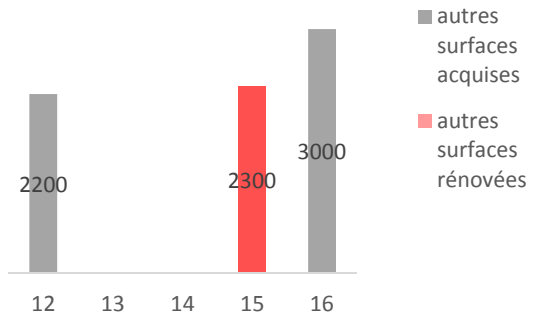


** 2016: première année pleine d'exploitation*

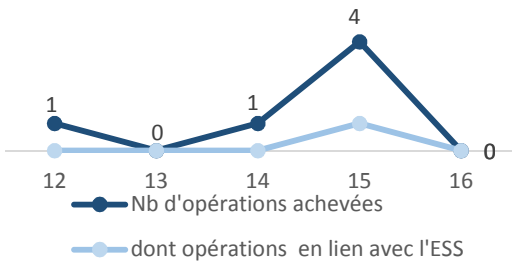
Evolution des surfaces de commerces



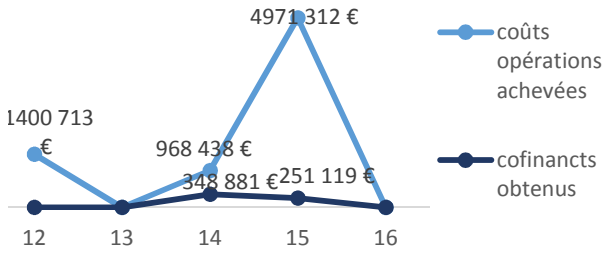
Evolution des autres surfaces



Nb d'opérations finalisées dans l'année



Montant des opérations achevées



La SAIEM CUS a assuré jusqu'au 1er janvier 2000 la gestion des logements, commerces et du centre médico-social de la Fondation Spach par bail emphytéotique conclu entre la société et la Ville de Strasbourg. Le patrimoine ayant été cédé à la Société anonyme d'HLM Logiest, la SAIEM CUS, qui n'exerçait plus aucune activité, avait été mise en sommeil.

En 2010, la société, rebaptisée Locusem, a été réactivée et a étendu son objet social. Depuis janvier 2015, la gestion de la Sem a été confiée au groupement D2H/CFCA qui assure la gestion administrative, la gestion patrimoniale, l'ingénierie, l'expertise et le développement de la société.

Locusem a pour défi de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les quartiers et les secteurs en rénovation, en réalisant et en gérant des pôles de commerces de proximité et des locaux d'activités pour les très petites entreprises (TPE) pour lesquelles l'offre est actuellement insuffisante.

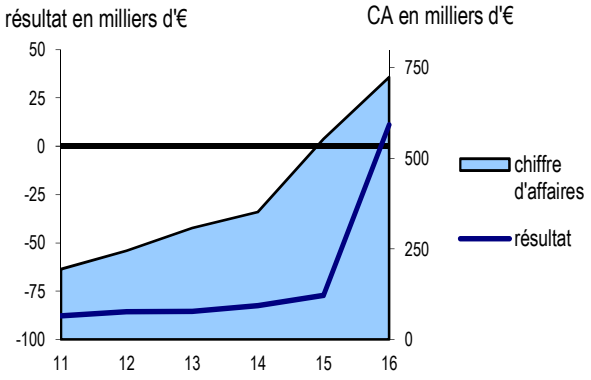
En 2016, elle a bénéficié d'une recapitalisation à hauteur 3,6 M€ en vue de réaliser le nouveau plan d'affaires 2016-2020.

Pour la première fois depuis plusieurs années, les opérations mises en activité ont permis d'équilibrer l'exploitation. Au final, le résultat net présente un bénéfice de 11 K€.

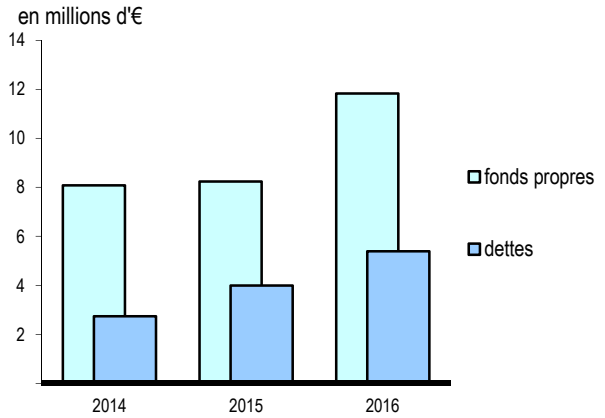
Une recapitalisation à hauteur de 3,6 M€

La recapitalisation de la société

L'AGE du 6 décembre 2016 a approuvé l'ensemble des opérations aboutissant à la recapitalisation, a agréé les deux nouveaux actionnaires (Habitation Moderne et Cus Habitat) et a approuvé les statuts actualisés de la société. Le nombre de postes d'administrateurs des collectivités



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

publiques est passé de 12 à 10 (sur un total de 17 sièges) afin de libérer des sièges en faveur des deux nouveaux actionnaires.

Au final, l'Eurométropole (46,4% du capital) dispose de 7 représentants au Conseil d'administration et la Ville de Strasbourg de 3 représentants (15,5%).

Un nouveau pacte d'actionnaires a également été signé avec comme objectif la réalisation du nouveau plan d'affaires 2016-2020.

Le capital de la société atteint, après recapitalisation, près de 11,2 M€. Cette recapitalisation de 3,6 M€ est répartie de la façon suivante :

- 700 K€ de l'Eurométropole (dont 230 K€ par l'apport en nature de l'immeuble Wagenhaus) ;
- 300 K€ de la Ville de Strasbourg par l'apport en nature d'une boutique située rue du 22 novembre ;
- 1 215 K€ de la Caisse des dépôts et consignations ;
- 145 K€ du Crédit Mutuel ;
- 270 K€ de Caisse d'Epargne ;
- par l'entrée dans la SEM de deux nouveaux actionnaires : Cus habitat (500 K€) et Habitation Moderne (500 K€ dont 390 K€ d'apports en nature).

La SEM étant arrivée au terme de ses capacités d'investissement initial, le projet de recapitalisation vient reconnaitre et confirmer la SEM en tant qu'acteur du développement économique du territoire et lui permet de réaliser de nouvelles opérations.

L'activité 2016 de la société

L'année est marquée par la livraison de plusieurs opérations : il s'agit des locaux apportés en nature par les actionnaires dans le cadre de la recapitalisation.

Ainsi, la société a développé son patrimoine immobilier par l'apport en nature des deux commerces rue Frédéric Piton (apport Habitation Moderne), d'une boutique rue du 22 novembre (apport de la Ville de Strasbourg) et de l'immeuble Wagenhaus (entrepôts) de 3000 m² rue des remparts (apporté par l'EMS).

Le patrimoine immobilier de la société représente une surface commerciale de 13 346 m² (dont 1562 m² en VEFA) pour un prix de revient total de 11,7 M€ financé à hauteur de 6,4 M€ par des fonds propres.

En 2016, sont en exploitation, en sus des opérations mentionnées ci-dessus :

- les locaux de l'hôtel d'entreprises Klebsau 1 (locaux d'activité + petits bureaux), acquis en juin 2012 à Alsabail (2 000 m2) ; cette opération souffre d'une dynamique de commercialisation difficile (58% d'occupation) et d'un taux d'impayés important (12%). Cette situation a amené Locusem à réfléchir à une revente par lots de ce bien ; 3 acquéreurs dont un des occupants actuels se sont montrés intéressés ;
- le commerce place Kléber apporté par la Ville ;
- le supermarché du Maillon loué à Aldi Marché ;
- l'opération Clairvivre (un supermarché et deux boutiques) ;
- les Actibox du Port du Rhin (containers) ;
- la plateforme de bureaux de Rivétoile ;
- l'hôtel d'entreprises Klebsau 2 (cellules activités artisanales).

A noter que l'hôtel d'entreprises (Klebsau 2) qui accueille des cellules d'activités artisanales, situé au sein du même parc d'activités d'entreprises de la Klebsau dans un bâtiment distinct, a bénéficié, au titre du SIEG (Service d'intérêt économique et général) de 600 K€ de subventions publiques réparties comme suit : 500 K€ du FEDER, 50 K€ de l'EMS et 50 K€ de la Chambre des métiers d'Alsace.

Au total, ces opérations concernent plus de 10 000 m² de surfaces destinées aux entreprises (dont 65% dans les quartiers sensibles de l'Eurométropole de Strasbourg) et 65 entreprises (160 emplois).

De plus, deux opérations sont engagées en 2016 :

- trois boutiques avenue Cervantès à Hautepierre (451 m² au total) ;
- la tranche d'un pôle commercial place Haldenbourg à Cronenbourg (6 boutiques, 1 111 m²).

La livraison de ces deux opérations, dont les travaux ont démarré au cours du 2nd semestre 2016, est prévue en janvier 2018 ; elles représentent un coût de près de 2 M€ (dont près de 1,1 M€ financés en fonds propres).

Les autres opérations qui ont fait l'objet d'un début de montage en 2016 l'ont été dans le cadre du plan d'affaires 2016-2020 et ont été proposées au Comité d'Investissement.

Elles concernent, outre les biens apportés dans le cadre de la recapitalisation, les opérations de bureaux à Hautepierre (Adim, 3200 m²), à la Coop (Kaléidoscope, 2000 m²) et une boutique à l'Elsau.

Par ailleurs, d'autres opérations sont à l'étude, notamment :

- un hôtel d'entreprises artisanales situé route de Hochfelden à Strasbourg,
- une opération de commerces (tranche 2 Cronenbourg),
- Socomec (parc des forges) : projet de bureaux destinés à des start up de la filière numérique French tech,
- centre de tri : opération de locaux d'activités sur l'ancien centre de tri de Schiltigheim.

Le coût des opérations inscrites au plan d'affaires s'élève à environ 21,4 M€ financées à hauteur de 4,8 M€ par fonds propres et dont 920 K€ au titre des apports en nature. Elles devraient débuter à partir de 2019 et s'étaler jusqu'en 2021. La société prévoit notamment de créer une filiale avec la Caisse des dépôts en vue d'un co-investissement sur le projet Wagenhaus.
Enfin, une convention de partenariat a été signée fin 2016 avec Impact Partenaires dont l'objet est l'apport de quasi fonds propres à des projets entreprenariaux de franchisés implantés dans un quartier prioritaire de la Ville ou qui y créent de l'emploi.

L'équilibre de l'exploitation est atteint

L'exercice 2016 se solde par un résultat positif de 11 K€ (- 77 K€ en 2015). Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 724 K€, en hausse de 31% par rapport à 2015 ; cette progression s'explique par une activité de l'ensemble des programmes sur une période de 12 mois, alors qu'en 2015, la mise en exploitation de 4 opérations n'était intervenue qu'à compter du 2nd semestre. L'accroissement des loyers facturés provient notamment des opérations Clairvivre et Klebsau 2.

Les charges d'exploitation sont en hausse de 19% ; elles s'élèvent à 764 K€ en 2016, et sont notamment constituées des charges externes (291 K€), dont la rémunération du groupement D2H/CFCA pour la gestion administrative et opérationnelle de la société à hauteur de 183 K€.

Les charges de personnel (rémunération du Directeur général) représentent 2,6% des charges d'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 37,6% suite à l'augmentation des actifs patrimoniaux. Elles s'élèvent à 299 K€ et concernent les locaux en exploitation de la société.

La société a par ailleurs provisionné la somme de 17 K€ pour créances douteuses dont 12 K€ relatives à l'opération Klebsau 1 – Alsabail.

Au total, le résultat d'exploitation est positif à 70 K€ contre -67 K€ l'exercice précédent.

Le résultat financier est déficitaire à -78 K€ contre -58 K€ en 2015, du fait de l'augmentation des intérêts d'emprunts liés à la montée en charge des investissements.

Le résultat exceptionnel (18,8 K€) correspond à la quote-part de la subvention virée au compte de résultat de l'opération Klebsau 2.

Au final, le résultat net est positif à hauteur de 11 K€.

Après affectation du résultat de l'exercice au report à nouveau (-433 K€ au total), les capitaux propres s'élèvent à 11,83 M€ contre 8,24 M€ en 2015. Cette augmentation s'explique par la recapitalisation de la société.

L'endettement à moyen et long terme de la Sem s'élève à près de 3,6 M€. La trésorerie, à hauteur de 4,3 M€, est en hausse (+1M€) du fait de l'appel de fonds versé fin 2016 au titre de la recapitalisation.

Perspectives

La Sem va poursuivre l'exécution du plan d'affaires 2016-2020 avec pour objectif la maitrise des coûts de gestion : renégociations des emprunts auprès de la caisse d'épargne et du crédit coopératif, nouveaux appels d'offres auprès des prestataires externes de la société…

Les opérations de commerces Cervantès et Cronenbourg seront livrées en 2018. Les autres opérations neuves du plan d'affaires seront engagées entre 2019 et 2021.

Concernant l'opération Wagenhaus : la ville et l'EMS délibéreront fin 2017 pour autoriser la création de la filiale de co-investissement. L'année 2017 sera consacrée aux études techniques et de faisabilité, à la signature d'un protocole de co-engagement avec l'Union Départementale des Associations Familiales, futur occupant, et au lancement de la consultation pour le Contrat de Promotion Immoblière.

Enfin, la société va procéder au deuxième et dernier appel de fond pour la libération du capital (1,49 M€).

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	11 818 590	883 343	10 935 247	8 277 491
Immobilisations incorporelles	8 295	8 295	-	-
Immobilisations corporelles	11 790 251	875 048	10 915 202	8 258 487
Immobilisations financières	20 045	-	20 045	19 004
Actif circulant	6 380 639	17 357	6 363 282	4 037 427
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	2 043 191	17 357	2 025 834	668 771
Disponibilités & VMP	4 337 448	-	4 337 448	3 368 656
Comptes de régularisation	12 898	-	12 898	7 327
Total	**18 212 128**	**900 700**	**17 311 428**	**12 322 245**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	11 833 276	8 242 596
Capital social	11 243 772	8 074 054
Primes d'émission, de fusion,..	428 668	-
Réserves	23 088	23 088
Report à nouveau	-443 609	-366 340
Résultat de l'exercice	**11 044**	**-77 269**
Subventions d'investissement	570 313	589 063
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes	5 387 082	3 995 872
Emprunts	3 636 479	3 762 036
Avances et acomptes	-	-
Dettes	1 750 603	233 836
Comptes de régularisation	91 069	83 777
Total	**17 311 427**	**12 322 245**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	724 240	553 835
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	108 562	2 703
Autres produits	1 208	17 539
Total	834 010	574 077
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	290 560	309 492
Impôts, taxes et versements assimilés	74 630	61 280
Charges de personnel	20 203	13 963
Dotations aux amortissements et provisions	316 078	256 474
Autres charges	62 195	120
Total	763 667	641 329
RESULTAT D'EXPLOITATION	**70 344**	**-67 252**
Produits financiers	4 122	21 643
Charges financières	82 172	80 017
RESULTAT FINANCIER	**-78 050**	**-58 374**
Produits exceptionnels	18 750	283 112
Charges exceptionnelles	-	234 755
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 750**	**48 357**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**11 044**	**-77 269**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



SAMINS

Territoire :

Eurométropole de Strasbourg.

Activité :

Aménagement et gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg appelé « Marché-Gare ».

Objectifs :

- trouver de nouveaux clients susceptibles d'occuper les sites vacants,
- réaliser les travaux d'entretien de voirie et de réseaux nécessaires à l'activité,
- assurer la sécurité du site,
- dégager des potentialités foncières sur le site,
- améliorer le traitement des déchets et la réduction des nuisances logistiques,
- soutenir la production agricole locale.

SAMINS

Société d'aménagement et de gestion du Marché d'intérêt national de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
MIN de Strasbourg
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 24 24 🖷 03 88 27 24 23

Créée le 24 février 1959
Capital : 1 184 730 €

Président : Serge OEHLER
Directeur général: Stéphane BABILOTTE (depuis le 24/04/2017)

Objet social : la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles.

Effectif moyen : 6,96 Etp

Commissaire aux comptes : Mazars-Fiduco

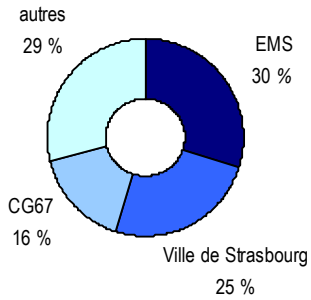
Service référent : Développement économique et de l'attractivité

CONSEIL D'ADMINISTRATION

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Serge OEHLER**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Françoise BUFFET, Jean-Jacques GSELL**
	Eurométropole	**Michael SCHMIDT, Théo KLUMPP, Christel KOHLER**
	Conseil général du Bas-Rhin	Yves LE TALLEC
	Chambre d'agriculture	Denis DIGEL
	Chambre de commerce	René TOURETTE
	Caisse des dépôts et consignations	Christine SCHMELZER
	CRCA (Caisse régionale de crédit agricole d'Alsace)	Francis BASTIEN
	Syndicat des Hôteliers restaurateurs et débitants de Strasbourg	Jacques EBER

REPARTITION DU CAPITAL

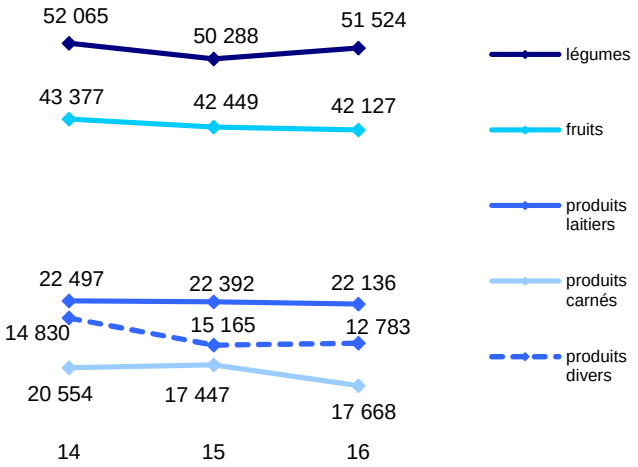
actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole	**2 106**
Ville de Strasbourg	**1 727**
Conseil général du Bas-Rhin	1101
Caisse des dépôts et consignations	1000
CRCA	435
Syndicat des hôteliers restaurateurs et débitants de Strasbourg	200
Chambre d'agriculture	200
Chambre du commerce	200
total	6 969



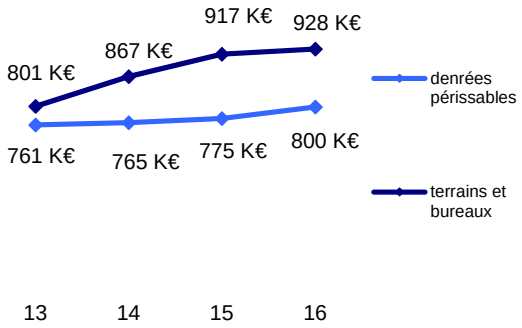
Les indicateurs

❖ ACTIVITE

Evolution des tonnages réceptionnés selon le secteur

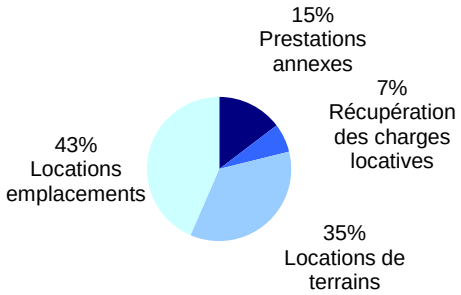


Evolution des recettes de location par type

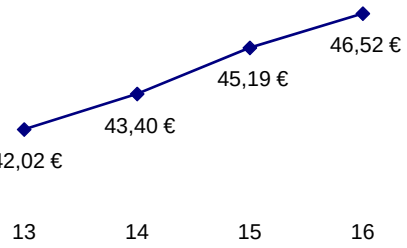


❖ INDICATEUR FINANCIER

Répartition du chiffre d'affaires selon le type d'activité



Evolution de la recette moyenne par m² loué



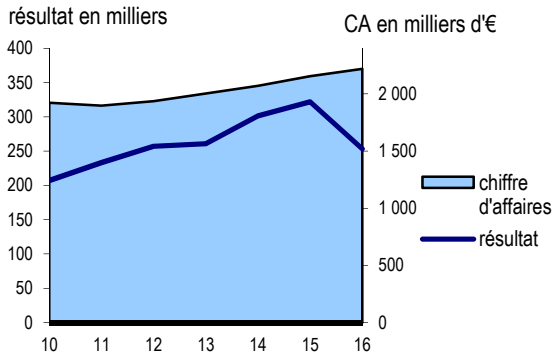
Créés par voie législative en 1953, les 17 Marchés d'intérêt nationaux français (MIN) sont des marchés de gros de produits agricoles et alimentaires, sur lesquels les producteurs et les grossistes en produits agricoles avaient l'obligation de s'implanter. Le sens de cette mesure était d'assurer, dans le cadre d'une mission de service public, l'approvisionnement des agglomérations et la transparence des transactions de gros, dans le cadre d'une saine concurrence permettant la maîtrise des prix et la qualité des produits.

Depuis 1966, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont confié à la Samins, par convention de concession, l'aménagement et la gestion de 15 hectares qui ont donné naissance au Marché-Gare.

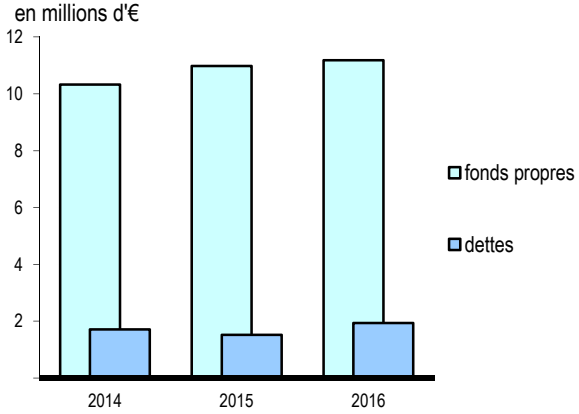
L'activité historique du Marché-Gare est la construction d'entrepôts destinés à l'accueil des producteurs et grossistes régionaux ou nationaux en fruits et légumes, progressivement étendue à d'autres acteurs de l'agro-alimentaire (viande, marée, produits laitiers, murisserie, etc.), complétée par la filière horticole et des entrepôts d'éclatement de grandes enseignes alimentaires (Auchan, Simply, Promocash), qui occupent au total 56 000 m² couverts.

Cette activité immobilière représente aujourd'hui 85% du chiffre d'affaires de la société, le reste étant constitué de services et prestations diverses (maintenance des réseaux et infrastructures, gardiennage, enlèvements de 1 500 tonnes de déchets, concession de la brasserie, etc.).

Environ 146 000 tonnes par an de produits frais à destination de l'agglomération strasbourgeoise et de toute l'Alsace transitent par le Marché de Gros, couvrant presque 20% des besoins alimentaires locaux au travers du secteur des épiceries, des marchés de plein vent, de la restauration collective, gastronomique et touristique.
2016 est une bonne année en termes d'activité malgré un léger recul des tonnages réceptionnés sur le marché d'intérêt national et un taux d'occupation des locaux stable sur ces 4 derniers exercices.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes
inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location d'emplacements, s'élève à 2 219 K€ en 2016 contre 2 156 K€ en 2015. Le bénéfice net s'élève à 253 K€, en baisse de 21% par rapport à 2015.

L'activité 2016

Les tonnages de produits frais se stabilisent

La quantité totale de marchandises réceptionnées sur les marchés (frais et secs) est en très légère baisse en 2016 à 146 238 tonnes (-1% par rapport à 2015). Ceci est principalement dû à :

- la société SOCOPA Viandes qui a transféré son activité sur un site extérieur en octobre 2016 ;
- la baisse des tonnages réceptionnés en agrumes, en bananes et en pommes de terre avec respectivement, -21% ; -16,8% et -6% ;
- la dépréciation des produits laitiers et des produits carnés enregistrant respectivement -1% et -16%.

De manière générale, les fruits et légumes progressent de 1%, avec près de 1 000 tonnes supplémentaires, passant de 92 737 tonnes à 93 651 tonnes en 2016. Cette variation s'explique en partie par :

- l'installation de la société Mondial fruits et légumes 67 sur 1 200m² d'entrepôt ;
- la croissance de la réception de fruits divers (+12%) et de légumes (+4%) ;
- l'augmentation du tonnage des produits de la mer de 2 320 tonnes à 2 415 tonnes en 2016, soit une évolution de +4% ;
- la hausse des tonnages de produits surgelés réceptionnés, passant de 8 147 tonnes en 2015 à 8 512 tonnes en 2016.

L'occupation des locaux reste stable

Le MIN est occupé par 35 entreprises et organismes, dont 5 représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires locatif.

2016 est marquée par l'implantation de la société Mondial Fruits et Légumes 67. Ce grossiste implanté à Hoerdt a souhaité se relocaliser sur le MIN où se fournit la plus grande majorité de ses clients. La Samins a dû réaliser des travaux de rénovation à l'entrepôt « Fruidor » pour l'équiper d'un système de froid positif, à la demande du grossiste. La surface occupée est de 1 200m².

La Samins est locataire des 6,9 ha de terrain du MIN, loués par bail emphytéotique à la SNCF Réseau Ferré (SNCF RF) qui s'est substituée à RFF depuis 2014.

En négociation depuis avril 2015, le loyer des terrains concédés par la SNCF RF a trouvé son terme par la signature d'un avenant. Le loyer est augmenté de 11,86%, soit 5 124 € par an sur une période de 10 ans (la SNCF demandait initialement une augmentation progressive de 44 à 240 K€ en 2024).

La Samins loue environ 36 400 m² de locaux dont elle est propriétaire (hors parkings et dégagements) et concède environ 27 000 m² de surfaces sur lesquelles des occupants ont aménagé leurs installations.

Eurocash, qui dispose d'une surface très importante (7 500m²) sur la commune de Schiltigheim, souhaite renégocier la convention de 1992 avec le MIN pour augmenter sa surface de vente de produits frais (portée à 350m²). Un avenant au contrat a donc été rédigé pour entériner l'accord du MIN aux demandes d'Eurocash, en conservant l'indemnité compensatoire d'un montant de 10 000 € par an à la Samins.

En raison des mauvais chiffres d'affaires dus à des conditions climatiques défavorables, le Groupe Agora a décidé de fermer sa filiale Floriest en avril 2016. En conséquence, le MIN a soutenu la société Terr'alsa dans un projet de reprise des activités « Fleurs coupées » de Floriest. Un accord est intervenu avec la filiale immobilière du groupe (Agora invest) qui sous-loue les locaux à Terr'alsa, et conserve la garantie des loyers à la Samins.

2016 se caractérise également par deux départs importants :

- ABG Viandes-SOCOPA-Bigard qui transfère toutes ses activités sur le même site à Holtzheim ;
- Petit Forestier, spécialiste de location de flottes de véhicules équipés froid implanté depuis plus de 30 ans, qui procède à un redéploiement de ses activités sur un autre site en Alsace.

Au final, le taux d'occupation reste stable en 2016 et 97 % de la surface disponible est occupée : le MIN est donc quasi saturé.

Mise en place du tri sélectif

Au cours de l'année 2016, la Samins a réalisé un investissement de 279 K€ dans la mise en place d'un nouveau système de tri, de collecte et de valorisation des 1 700 tonnes annuelles de déchets collectés sur le site du Marché de Gros.

La refacturation aux occupants se fera selon un système de parts fixe et variable en fonction des déchets produits et permettrait une économie annuelle pour la Samins d'environ 130 à 150 K€/an.

Le CA augmente

Les produits d'exploitation progressent de 19 %

L'année 2016 se traduit par une augmentation de 3% du chiffre d'affaires, qui atteint 2 219 K€.

La majeure partie de ce chiffre est assurée par les recettes des locations qui s'élèvent à 1,9 M€ en 2016 (1,87 M€ en 2015, soit +2%).

Le reste des recettes consiste en divers produits de concession (brasserie), refacturation de charges, prestations de services et produits annexes (location d'emplacements publicitaires).

Le poste « reprise sur amortissement et provisions » a très fortement progressé grâce notamment à des reprises de provisions pour gros entretiens et réparation à hauteur de 373 K€, liées aux dépenses générées dans l'exercice par la réfection de l'entrepôt Fruidor.

Au final, les produits d'exploitation progressent de 430 K€ pour atteindre 2 661K€.

Les charges d'exploitation sont en hausse

Les charges d'exploitation ont augmenté de 29% en 2016 pour atteindre 2,4 M€ contre 1,87 M€ en 2016.

Cette augmentation est principalement due à une forte hausse du poste « services extérieurs » en raison de gros travaux qui ont été effectués à l'entrepôt Fruidor à hauteur de 487 K€. Les charges de personnel augmentent de 34 K€ suite à l'embauche d'un étudiant en contrat à durée déterminée à l'issue de son stage.
On peut également noter une hausse des impôts de 5,5% liée à la taxe foncière.

La valeur ajoutée ainsi que l'EBE régressent fortement, l'accroissement du poste travaux n'étant qu'en partie compensé par la reprise de provision GER.

Par ailleurs, les amortissements et provisions augmentent de 5,6% à 25 K€, notamment du fait de l'acquisition de deux nouveaux véhicules « bennes à ordures ».

Le résultat d'exploitation est en baisse de 31% pour atteindre 245 K€ en 2016 contre 357 K€ en 2015.

Le résultat financier est positif en 2016 à hauteur de 103 K€, en augmentation de 8 K€ grâce à l'allègement de la charge financière liée à la baisse des taux, et à l'augmentation des revenus de valeurs mobilières de placement.

Au final, l'exercice 2016 génère un résultat net de 253 K€, soit une baisse de 21% par rapport à 2015.

La structure du bilan est saine

L'actif net immobilisé progresse cette année (+648 K€) du fait notamment de nouvelles acquisitions corporelles et financières (titres participatifs).

Au passif, la hausse des capitaux propres de 251 K€ est liée à la constatation des bénéfices de l'exercice 2016.

Ceux-ci représentent un 27,5 % du total bilan ce qui représentant un niveau satisfaisant.

La souscription de deux nouveaux emprunts vient augmenter les dettes de 418 K€ ; de ce fait, le taux d'endettement (dettes à long-moyen terme/fonds propres) augmente de 33% à 41%.

La trésorerie diminue de 42 K€ du fait de la dégradation du fond de roulement qui passe de 3 090 K€ à 3 014 K€. Elle s'établit toutefois à un niveau confortable de près de 3,2 M€.

Les perspectives

Les surfaces des bâtiments disponibles ne dépassent pas 1 000 m² et cette situation freine une possible volonté de croissance.

Des perspectives résident toutefois dans :

- La récupération et la relocalisation de 3 000 m² des entrepôts DISCHLY mal occupés par POMONA FROID et EPI SAVEURS;
- La remise, en fin de concession, du bâtiment de SOCOPA VIANDES (1 000 m²) ;
- La recherche de terrains nus auprès de la SNCF sur le site adjacent de la gare basse (1 à 3 hectares).

Par ailleurs, la SEM compte mettre un nouveau plan de jalonnement du marché à partir d'Avril 2017.

La Ville de Strasbourg a sollicité la Samins pour des locaux d'accueil des équipes de collecte et d'entretien du parc d'horodateurs.

Enfin, une réflexion a été engagée en 2017 par le Département sur la Loi NOTRe sur le devenir de sa participation au capital, la collectivité ayant perdu une grande partie de sa compétence économique.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	10 202 096	519 144	9 682 953	9 035 069
Immobilisations incorporelles	12 165	11 830	335	791
Immobilisations corporelles	9 180 922	507 314	8 673 609	8 425 270
Immobilisations financières	1 009 009	-	1 009 009	609 009
Actif circulant	3 420 477	-	3 420 477	3 440 602
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	202 121	-	202 121	180 898
Disponibilités & VMP	3 218 356	-	3 218 356	3 259 704
Comptes de régularisation	20 362	-	20 362	19 566
Total	**13 642 935**	**519 144**	**13 123 792**	**12 495 237**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	3 601 194	3 351 047
Capital social	1 184 730	1 184 730
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	1 960 521	1 638 814
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**253 200**	**321 707**
Subventions d'investissement	202 743	205 795
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	106 236	106 236
Provisions pour risques et charges	7 479 473	7 519 170
Dettes	1 933 744	1 518 785
Emprunts	1 510 632	1 148 677
Avances et acomptes	-	3 243
Dettes	423 112	366 865
Comptes de régularisation	3 145	-
Total	**13 123 792**	**12 495 237**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	2 219 205	2 155 947
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	442 223	75 229
Autres produits	4	4
Total	2 661 432	2 231 180
Charges d'exploitation		
Achats	-	104 101
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	1 250 382	676 792
Impôts, taxes et versements assimilés	259 006	245 625
Charges de personnel	430 263	396 052
Dotations aux amortissements et provisions	474 170	449 064
Autres charges	2 213	2 892
Total	2 416 034	1 874 525
RESULTAT D'EXPLOITATION	**245 398**	**356 655**
Produits financiers	120 554	114 716
Charges financières	17 705	20 364
RESULTAT FINANCIER	**102 849**	**94 352**
Produits exceptionnels	3 053	3 053
Charges exceptionnelles	404	285
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2 650**	**2 768**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	97 697	132 068
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**253 200**	**321 707**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

STRASBOURG EVENEMENTS



Territoire :

Strasbourg et son agglomération.

Activité :

Gestion, animation, et promotion d'équipements publics contribuant au rayonnement de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Objectifs :

- Renforcer la compétitivité de Strasbourg événements sur le marché national et international,
- Développer l'accueil de la rencontre économique à Strasbourg, notamment dans le cadre du projet Wacken Europe,
- Poursuivre la politique de maîtrise des coûts de gestion.

STRASBOURG EVENEMENTS

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
Place de Bordeaux – Wacken
67082 Strasbourg
☏ 03 88 37 67 67 🖷 03 88 25 61 96

Créée le 21 janvier 1992
Capital : 1 460 279 €

Présidente du Conseil de surveillance : Nawel RAFIK-ELMRINI
Président du Directoire : Jean-Eudes RABUT
Directeur général : Stéphane HERTZOG
Directrice générale adjointe : Albane PILLAIRE

Objet social :

- la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux tels que parcs d'expositions, centres de congrès ou de sport, ou de tous les autres équipements ouverts au public,
- la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation, éventuellement, la réalisation ou l'investissement répondant à l'objet social et contribuant à la promotion de Strasbourg et de sa région.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 114 Etp

Commissaires aux comptes : Cabinet Wernert et Hugueny

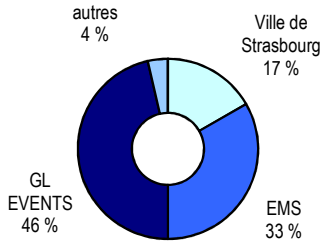
Direction référente : Direction du développement économique et de l'attractivité

CONSEIL DE SURVEILLANCE

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Nawel RAFIK-ELMRINI**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Jean-Jacques GSELL**
	Eurométropole de Strasbourg	**Alain FONTANEL, Catherine TRAUTMANN, Jacques BIGOT, Danielle DILIGENT**
	GL events	Olivier ROUX, Erick ROSTAGNAT, Christophe CIZERON
	CCI	Jean-Luc HEIMBURGER
	Région Alsace	Pascal MANGIN
	Ville de Kehl	Fiona HÄRTEL

DIRECTOIRE

fonction	*nom*
Président	Jean-Eudes RABUT
Membres	Daniel CHAPIRO



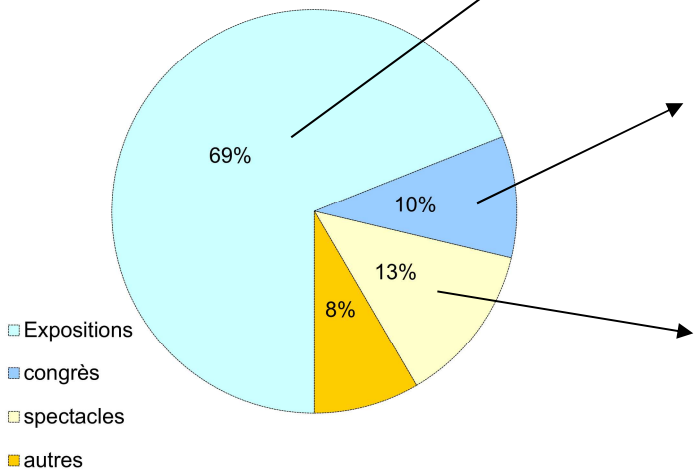
REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires		*Nombre d'actions*
Ville de Strasbourg		**3 998**
Eurométropole de Strasbourg		**7 976**
GL Events		11 097
Région Alsace		400
CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin		240
Autres porteurs		228
	total	23 939

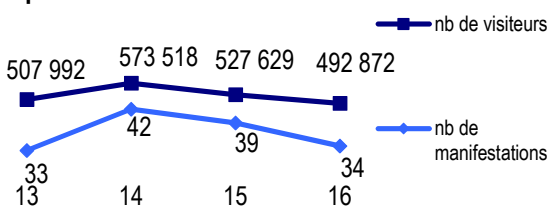
Les indicateurs

ACTIVITE

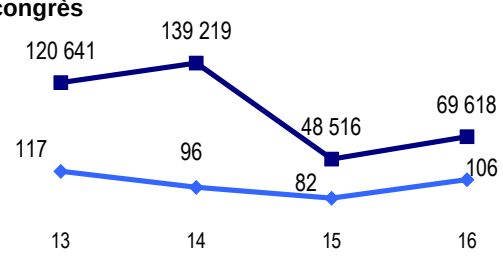
Répartition de la fréquentation par type de manifestation



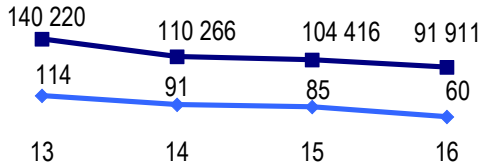
expositions et foires



congrès

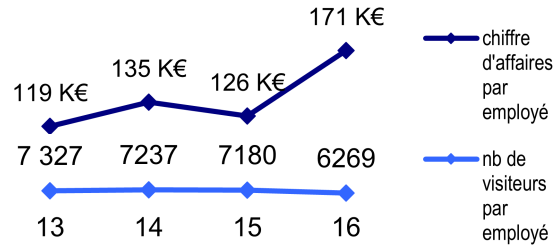


spectacles

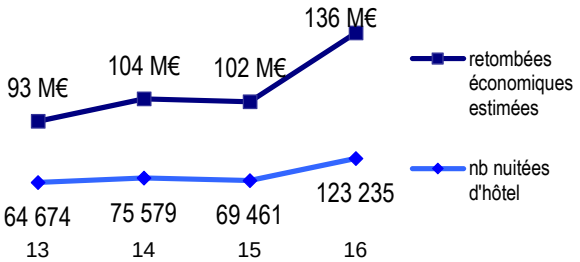


INDICATEUR FINANCIER

Evolution du chiffre d'affaires et du nombre de visiteurs rapportée à l'effectif



Evolution des retombées économiques



288

L'action C4 de la feuille de route stratégique Strasbourg Eco 2020 prévoit la modernisation et l'extension des infrastructures du Parc des expositions (PEX) et du Palais de la musique et des congrès (PMC), pour répondre aux enjeux d'accueil de la rencontre économique à Strasbourg.

La Ville et l'Eurométropole ont ainsi lancé un programme ambitieux pour l'accueil de la rencontre économique : le projet « Wacken-Europe ».

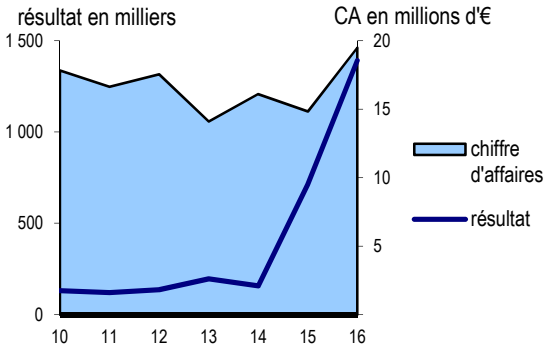
Ce dernier comprend l'extension (12 200 m² de surfaces planchers supplémentaires) et la modernisation du PMC (sur 2013-2016), la construction d'un nouveau Parc des expositions, ainsi que la réalisation d'un quartier d'affaires international en deux tranches (2013-2018, puis 2018-2025).

Ces nouveaux équipements devant évoluer dans un marché de l'événementiel de plus en plus concurrentiel et en pleine mutation, Strasbourg événements, en accord avec ses actionnaires historiques majoritaires, a décidé de s'adosser à un partenaire professionnel de l'événementiel ayant une envergure internationale, le groupe GL Events. GL est ainsi entré au capital de la Sem à hauteur de 46%, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont restés actionnaires majoritaires.

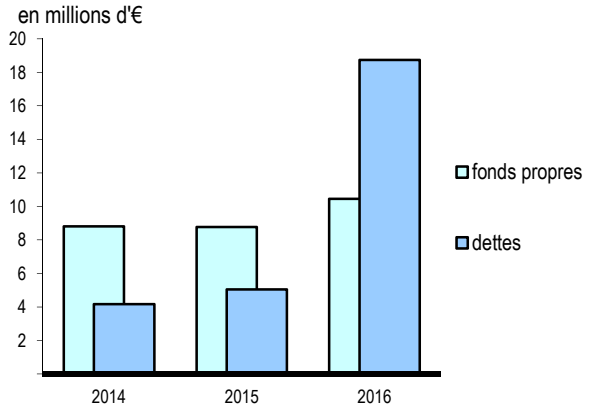
Ce partenariat se traduit également par la mise en place d'une nouvelle gouvernance depuis le 1er septembre 2014, avec Conseil de surveillance et Directoire, afin de permettre à chacune des parties d'exercer pleinement son rôle et ses responsabilités : la maîtrise de la stratégie de l'équipement sur le territoire, ainsi que la surveillance de la société d'une part, le management opérationnel d'autre part.

Une nouvelle délégation de service public est entrée en vigueur le 1er novembre 2016 pour une durée de 20 ans et 2 mois ; elle a été confiée à la SEM par délibération du 30 janvier 2015.

2016 est marquée par la réouverture complète du PMC après 3 années de chantier.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Compte tenu des contraintes liées aux travaux engagés sur le PMC durant les neufs premiers mois de l'année et de la réduction importante du périmètre sur le PEX, 2016 est une bonne année en termes d'activité, malgré le ralentissement des spectacles et la baisse de l'activité « foire » (notamment la foire Européenne) : le chiffre d'affaires est en forte hausse de 31% par rapport à l'année précédente, du fait de la présence du salon biennal EGAST, très performant, mais aussi de la bonne tenue du secteur MICE (congrès et salons organisés par des tiers).

La société a ainsi dégagé un CA de 19,48 M€ contre 14,8 l'an dernier, générant un résultat net de 1,39 M€, grâce notamment à la bonne maîtrise des charges d'exploitation.

L'activité 2016

L'année 2016 a été principalement marquée par la réouverture complète du PMC après 3 années de travaux de restructuration, modernisation et extension.

Les nouvelles dimensions et fonctionnalités ont permis d'accueillir des congrès d'envergure internationale.

Au total, 225 manifestations et plus de 714 624 visiteurs ont été accueillis sur les 2 sites en 2016.

- **L'activité « expositions, foires et salons » marquée par le salon biennal EGAST**

L'activité est marquée par le salon biennal EGAST, qui a accueilli près de 30 000 visiteurs. La 16ème édition a confirmé sa position de premier salon professionnel des métiers de bouche du Grand Est. Le salon a généré un CA de 1 563 K€.

Au total 34 expositions, foires et salons se sont déroulés en 2016 pour un chiffre d'affaires de 9,3 M€.

Strasbourg événements a accueilli 24 salons organisés par des tiers contre 29 en 2015 qui ont rassemblé près de 222 491 visiteurs (263 000 en 2015).

En 2016, la fréquentation des foires et salons diminue de 7% à 492 872 personnes.

La Foire européenne s'est bien maintenue malgré une baisse de 10% de la fréquentation avec 174 329 visiteurs contre 194 319 personnes en 2015; cette baisse est liée aux mesures de sécurité, aux températures caniculaires et aux modifications de configurations imposées par l'avancement du chantier du QAI.
La Foire a tout de même généré près de 4,4 M€ de chiffre d'affaires et reste l'évènement phare du Grand Est.

- **Le nombre de congrès et colloques augmente**

Le nombre de congrès et conventions est en hausse avec 106 évènements organisés (contre 82 en 2015), dont 18 de dimension internationale et 31 de dimension nationale.

L'activité est plus importante que prévue, les opérateurs ayant dans l'ensemble maintenu leur confiance à l'exploitant malgré les nuisances liées aux travaux.

La fréquentation des congrès et colloques progresse (69 218 visiteurs contre 48 516 en 2015).

Les principales manifestations organisées en 2016 sont l'IEEE (Institut of electrical and electronics engineers conference), les Entretiens territoriaux de Strasbourg, la 27ème convention nationale des assemblées des communautés de France et le congrès du sommeil.

- **L'activité « spectacles » ralentit encore**

L'activité spectacle connait depuis 2014 un repli : après une baisse des manifestations de 6,5% en 2015, on constate en 2016 une nouvelle baisse des spectacles (60 spectacles soit -41%) et des fréquentations (91 911 spectateurs contre 104 000 l'année précédente soit -12%).

- **L'activité extérieure recule**

  L'activité de conception et réalisation de stands en France ou à l'étranger a généré un chiffre d'affaires de 454 K€ contre 541 K€ l'an passé. Cette activité varie selon les années en fonction notamment du résultat des appels d'offres.

- **Des retombées économiques plus importantes**

  Sur 2016, les retombées économiques liées aux dépenses des congressistes sont estimées à 135,6 M€ (102,2 M€ en 2014 soit +33%), dont 75,2 M€ générées par le PMC et 60,4 M€ par le Parc des expositions.

- **Des clients satisfaits**

  Strasbourg Evènements mesure la satisfaction des clients, organisateurs et visiteurs au moyen d'enquêtes : la note moyenne accordée par ces derniers est de 7,4/10.

  Les clients ont salué la disponibilité et la réactivité des équipes malgré les nuisances engendrées par les travaux.

- **Une démarche environnementale**

  L'activité évènementielle est éphémère donc polluante, c'est la raison pour laquelle la SEM s'est engagée dans une démarche de certification ISO 14001, qui a abouti en 2017.

- **Le PMC poursuit le programme d'investissements**

  3,5 M€ d'investissement sont prévus sur le seul parc matériel du PMC, financé à hauteur de 1 M€ par l'EMS. 1,5 M€ ont été réalisés en 2015 et 1 M€ en 2016. Le reste est reporté sur l'exercice 2017.

Le chiffre d'affaires augmente fortement (+31%)

Le chiffre d'affaires est à 100 % composé des produits de la DSP ; à 19,5 M€, il est en forte hausse de près de 31% par rapport à l'année précédente.

Cette hausse s'explique par les fortes augmentations des recettes issues des congrès et colloques (+130%) et des recettes diverses (+79%).

Seules les recettes des spectacles sont en baisse de 9%.

Le CA se ventile par activité de la façon suivante (en K€ HT) :

foire et salons	congrès & conventions	spectacles	manif. diverses	location facturation
9 291	6 538	972	1 131	1 551

Par ailleurs, la SEM a perçu, au titre du contrat de DSP, une compensation financière de 310 K€, du fait des contraintes subies par les travaux.

Les charges d'exploitation augmentent aussi mais restent maitrisées. Elles atteignent 18,4 M€ (+21%) :

- les charges salariales sont en hausse de 6,7% à 6,5 M€ en raison de coûts de départ et de contentieux historiques à hauteur de 647 K€.
- les dotations aux amortissements doublent et atteignent 872 K€ suite à l'évolution du plan d'investissement.
- le résultat financier progresse de 11% et atteint 186 K€.

Au final, malgré les travaux, l'année 2016 a été une bonne année en termes d'activité et la bonne maîtrise des charges a permis de dégager un résultat net de 1,39 M€ (contre 711 K€ en 2015).

Par ailleurs, une distribution de participations aux collaborateurs et de dividendes aux actionnaires a été effectuée (232 K€ pour la Ville de Strasbourg et 463 K€ pour l'Eurométropole).

La structure du bilan est saine

Le niveau des capitaux propres se détériore mais reste satisfaisant à près de 33% du total du bilan contre 54% en 2015.

L'endettement bancaire est quasi-nul et la trésorerie, à hauteur de 10,4 M€, est confortable.

Les perspectives

L'année 2017 sera la première année pleine du PMC rénové et agrandi, et permettra la multiplication de l'activité aussi bien en nombre qu'en qualité ; ainsi de nombreuses manifestations sont déjà annoncées pour 2017, telle que le forum franco-allemand ou le congrès de l'union sociale pour l'habitat, le congrès de l'E-MRS (European materials recherch society) et le congrès national des sages-femmes.

A date, le carnet de commandes se remplit jusqu'à horizon 2021, avec des congrès d'envergure nécessitant l'utilisation des 2 sites (congrès de pneumologie, des avocats, des experts comptables, de la Fédération astronautique internationale).

La foire européenne sera impactée par l'extension de la zone Maillon et devrait perdre 3000 m² couvert. La problématique du stationnement et de l'accessibilité sont à l'étude avec les services de la collectivité. Cuba sera le pays à l'honneur en 2017.

Par ailleurs, St'art continuera sa montée en gamme avec la venue de la fondation VENET en invitée d'honneur.

L'objectif de chiffre d'affaires prévu pour 2017 est de 18,4 M€ contre 14,8 M€ en 2015 (année comparable avec l'absence du salon EGAST), soit 25% de croissance.

Par ailleurs, la réflexion de Strasbourg Evènements se poursuit sur les axes suivants :

- mise en réseau de l'activité congrès et convention ;
- création de produits packagés ;
- montée en gamme des salons organisés ;
- lancements de nouveaux salons grand public (voiture de collection, chasse) ;
- lancement d'évènements professionnels en lien avec les filières d'excellence.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	9 741 563	6 986 268	2 755 295	1 708 887
Immobilisations incorporelles	208 100	202 825	5 275	8 426
Immobilisations corporelles	9 183 229	6 783 443	2 399 787	1 354 441
Immobilisations financières	350 233	-	350 233	346 021
Actif circulant	27 198 751	491 494	26 707 257	13 197 843
Stocks	12 509	-	12 509	11 571
Avances et acomptes	6 672	-	6 672	29 651
Clients & créances	16 816 018	491 494	16 324 524	3 106 033
Disponibilités & VMP	10 363 552	-	10 363 552	10 050 588
Comptes de régularisation	116 498	-	116 498	197 012
Total	**37 056 812**	**7 477 762**	**29 579 050**	**15 103 742**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	9 843 687	8 099 246
Capital social	1 460 279	1 460 279
Primes d'émission, de fusion,..	1 540 424	1 540 424
Réserves	2 524 570	2 524 570
Report à nouveau	1 927 620	1 862 804
Résultat de l'exercice	**1 390 794**	**711 169**
Subventions d'investissement	1 000 000	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	610 874	676 502
Dettes	18 740 583	5 055 907
Emprunts	5 874	2 269
Avances et acomptes	798 437	460 204
Dettes	17 936 273	4 593 434
Comptes de régularisation	383 906	1 272 087
Total	**29 579 050**	**15 103 742**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	19 482 818	14 827 798
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	721 298	959 482
Autres produits	335 764	324 179
Total	20 539 880	16 111 460
Charges d'exploitation		
Achats	120 897	192 347
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-938	3 849
Services extérieurs	10 439 915	8 116 479
Impôts, taxes et versements assimilés	360 526	328 714
Charges de personnel	6 531 587	6 117 592
Dotations aux amortissements et provisions	871 659	431 662
Autres charges	99 103	25 706
Total	18 422 748	15 216 348
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 117 133**	**895 111**
Produits financiers	185 997	167 258
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**185 997**	**167 258**
Produits exceptionnels	-	833
Charges exceptionnelles	-	5 458
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-4 624**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	210 438	64 312
Impôts sur les sociétés	701 897	282 264
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**1 390 794**	**711 169**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

POLE FUNERAIRE PUBLIC DE STRASBOURG

Territoire :
EMS et hors EMS.

Objet social :
Création et gestion d'équipements funéraires, notamment chambres funéraires, crématoriums et sites cinéraires, la gestion de tous services et prestations afférentes ; la gestion du service extérieur des pompes funèbres ; la fourniture d'articles funéraires, emblèmes religieux, fleurs, marbrerie, etc. ; le conseil aux communes et autres collectivités territoriales dans le domaine funéraire ; la réalisation d'actions d'information et de formation ; la participation à la création d'un réseau national des Sem funéraires.

Objectifs :
- fournir, à l'échelle métropolitaine, un service public complet de pompes funèbres et de crémation ;
- assurer une mission de solidarité envers les personnes démunies ;
- proposer à tous un service de qualité à un coût raisonnable.

Les principales réalisations :
La société créée par délibération du 27 mai 2011 a repris les activités de l'établissement public du centre funéraire, dissout le 31/08/2012, et qui gérait le crématorium et le service extérieur des pompes funèbres.
Elle a étendu son activité en 2013 en reprenant une agence de pompes funèbres à Geispolsheim.

Pôle funéraire public de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte de l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social :
15 rue de l'Ill
67000 Strasbourg
☏ 03 88 45 87 45
www.centre-funeraire-strasbourg.com/

Créée le 23 août 2011
Capital : 1 102 000€

Président : Eric AMIET

Directeur général : Xavier MAILLARD

Objet social : Création et gestion d'équipements funéraires, notamment chambres funéraires, crématoriums et sites cinéraires, la gestion de tous services et prestations afférentes ; la gestion du service extérieur des pompes funèbres ; la fourniture d'articles funéraires, emblèmes religieux, fleurs, marbrerie, etc. ; le conseil aux communes et autres collectivités territoriales dans le domaine funéraire ; la réalisation d'actions d'information et de formation ; la participation à la création d'un réseau national des Sem funéraires.
D'une manière plus générale, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières connexes, compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation et au développement de ses activités.

Effectif moyen : 25,01 Etp

Commissaires aux comptes : In Extenso

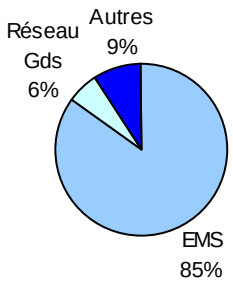
Services référents : Direction de la population, des élections et des cultes

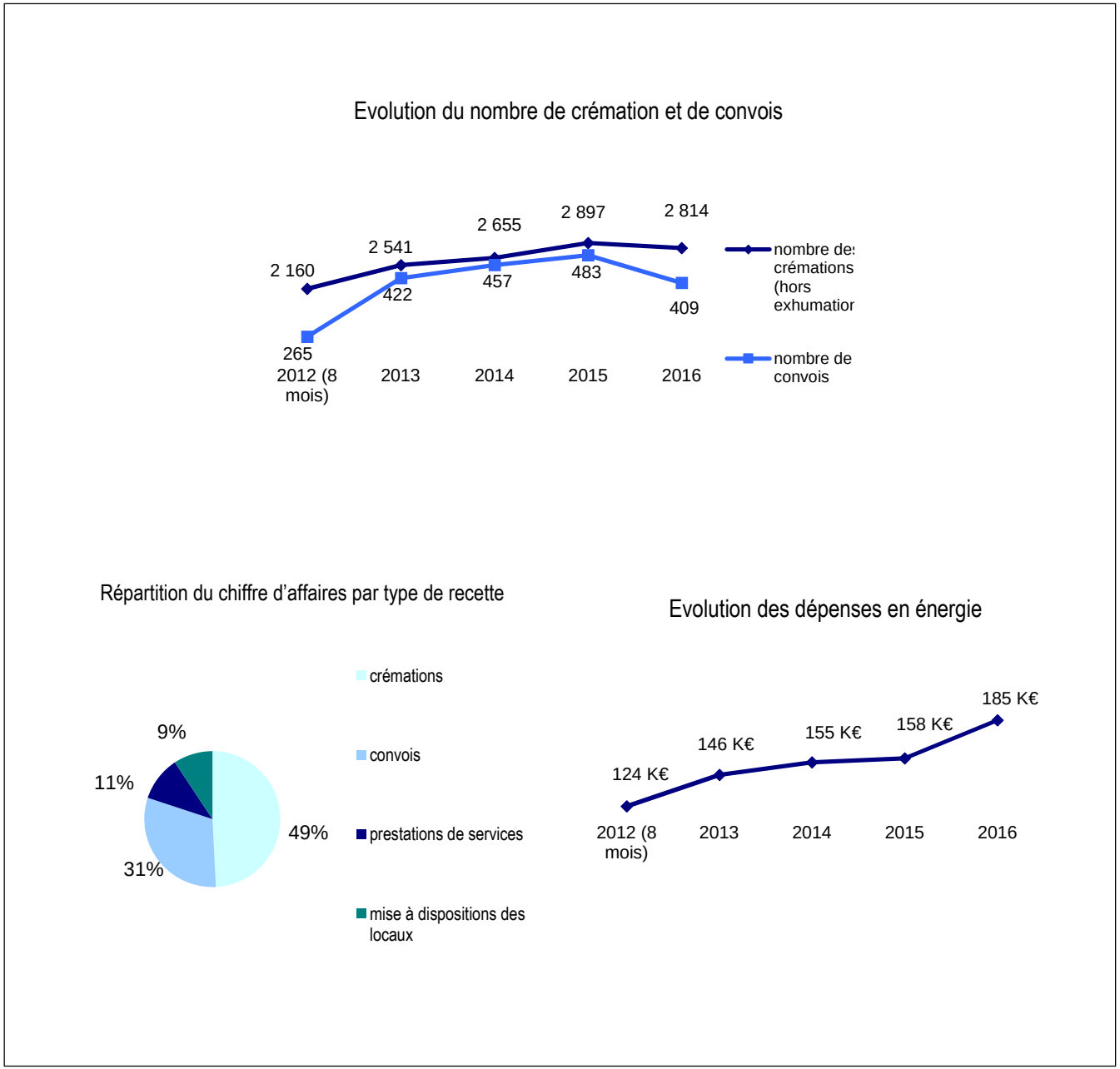
CONSEIL D'ADMINISTRATION au 30 juin 2016

fonction au sein du conseil de surveillance	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Eric AMIET**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Nicole DREYER, Éric Henri DREYFUS, Sébastien ZAEGEL, Éric SCHULTZ, Anne-Catherine WEBER, Jean-Emmanuel ROBERT, Serge OEHLER**
	Réseau Gds	Sylvain WASERMANN
	Mutac	Bernard SAGUY
	Abrapa	Jean CARAMAZANA
	Mutualia	René WELMELINGER
	Banque Populaire d'Alsace	Serge KLEIN
Censeurs	PFI de la région grenobloise	Corinne LOIODICE
	PFI de l'agglomération tourangelle	Marie-Claude CHERAMY

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**1 870**
Réseau GDS	140
Mutac	60
Mutualia	50
Abrapa	30
Banque Populaire	50
PFI région grenobloise	2
PFI agglomération tourangelle	2
total	2 204





La société a été créée le 23 août 2011. L'activité de crémation et de service extérieur des pompes funèbres a été confiée, par contrat de délégation de service public, à la Sem Pôle funéraire public de Strasbourg à compter du 1er septembre 2012, pour une durée de 14 ans.

La Sem gère le crématorium (3 fours, 8 salons funéraires, 1 espace d'accueil, 3 salles de cérémonies, un espace de convivialité), les chambres funéraires d'Illkirch et la Wantzenau, deux agences de pompes funèbres à Strasbourg et une à Geispolsheim.

Elle a mis aux normes ses systèmes de filtration afin de respecter la réglementation européenne applicable en 2018.

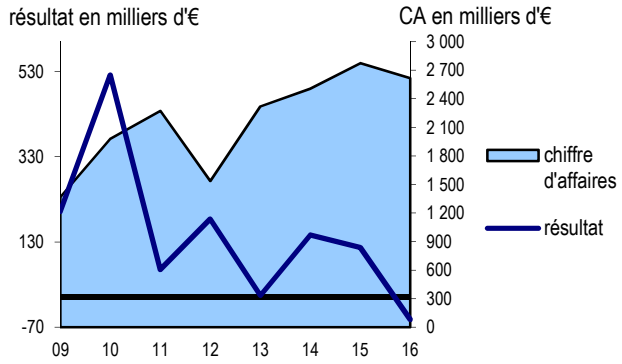
L'activité 2016 est marquée d'une part, par la diminution de la mortalité sur le territoire qui se traduit par une baisse des crémations et des convois funèbres, et d'autre part par la réorganisation de l'équipe des conseillers funéraires.

Au niveau financier, l'exercice se solde par un chiffre d'affaires de 2,6 M€ en baisse, après cinq années de progression continue, et un résultat net déficitaire de -52 K€.

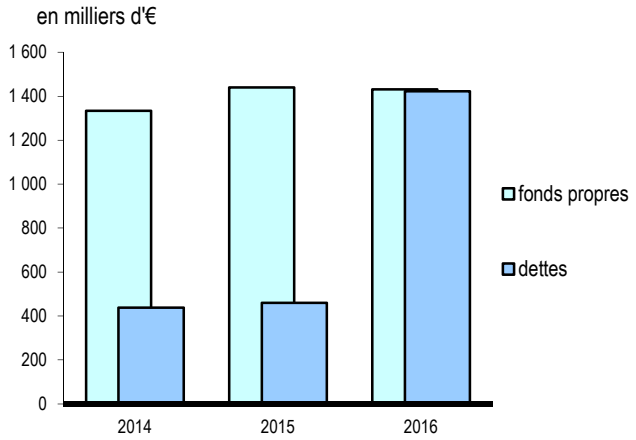
L'activité 2016

L'activité 2016 est en baisse, le taux de mortalité sur le territoire de l'Eurométropole continue de diminuer et perd 5% par rapport à 2015.

Dans un contexte ultra concurrentiel du secteur, l'accroissement des parts de marché pour les activités de pompes funèbres reste donc un objectif prioritaire pour la Sem, afin de faire face aux regroupements et rachats d'entreprises familiales constatés sur le secteur et qui devraient se poursuivre.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des dettes et des fonds propres de la société

La crémation et les convois représentent l'essentiel de l'activité

Le nombre de crémations s'élève en 2016 à 2 814 contre 2 897 crémations en 2015, soit une baisse de 3%.
La crémation est réalisée dans le cadre de l'article L 2223-40 du CGCT relative au monopole confié aux collectivités et à leurs groupements.

409 convois funèbres (dont 84 convois réalisés par l'agence de Geispolsheim) ont été réalisés en 2016 (contre 483 en 2014), soit une baisse de 15%.

2016 est marquée par une évolution tarifaire nécessaire, pour faire face aux coûts importants des travaux de mise aux normes réalisés.

Le tarif de crémation simple augmente de 5% et passe à 440 € TTC ; il reste tout de même inférieur aux tarifs des crématoriums concurrents de Mulhouse ou Sausheim.

Le forfait maître de cérémonie passe de 110 € à 250 € afin de couvrir les temps réellement passés lors de l'exécution de cette prestation. Concernant les autres tarifs, le conseil d'administration de la Sem a convenu un maintien à l'identique ou une augmentation modérée.

La réorganisation se poursuit

La volonté du délégataire est d'améliorer l'offre de service par l'intégration de nouveaux métiers (marbrerie, lettrage, pose de monuments, vente et installation de caveaux) et par le renforcement des équipes techniques, afin de pouvoir gérer deux cérémonies simultanément et d'offrir de meilleurs délais d'intervention.

Un questionnaire de satisfaction a été mis en place pour analyser au mieux la qualité de service.

Au final, on observe une forme de consolidation de la réorganisation des pompes funèbres avec la stabilisation des paniers moyens, la diversification du spectre des familleset le développement de la marbrerie.

Enfin, la Sem poursuit le bon développement des Pompes funèbres SPEYSER-SCHALL de Geispolsheim, rachetées en 2013; même si la réorganisation engagée sur Strasbourg n'est pas encore entièrement déployée à Geispolsheim, les points d'amélioration sont connus et la logique de croissance pourra s'installer.

De lourds travaux ont été réalisés

En 2016, des travaux importants ont été effectués, notamment :

- la mise en conformité du crématorium, qui a permis de mettre fin à de longues années de dysfonctionnements techniques. Ainsi les normes obligatoires au 1er janvier 2018 sont à présent certifiées depuis octobre 2016.

  Le coût de la refonte du système de filtration, d'un montant de 1,3 M€ HT, a été supporté par la Sem.
- la mise en accessibilité des salles de cérémonies de la petite et de la grande chapelle, dont les travaux ont été pris en charge par l'Eurométropole.

Au total, le montant des investissements financés par la Sem s'élève à 1,4 M€.

Enfin, le lancement de la nouvelle agence funèbre de Schiltigheim, dont le lancement était prévu courant 2016, a dû être reporté suite à des retards liés à la maitrise d'œuvre.

Un chiffre d'affaires en baisse

Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 2,6 M€, il est en baisse de 5,7% par rapport à l'exercice précédent, après cinq années de croissance, et est inférieur aux prévisions.

Il se décline essentiellement en :

- 1 004 K€ de crémations (38% du CA),
- 630 K€ de convois (24% du CA),
- 190 K€ de locations de salles,
- les prestations réalisées par les pompes funèbres (marbrerie, presse, fossoyage, morgue…) représentent 217 K€.

Les recettes de la Sem proviennent donc pour près de 62% de la crémation et des convois.

Au total, reprises de provision et transferts de charge compris, les produits s'élèvent à 2,7 M€.

Les charges augmentent

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2,8 M€, elles supérieures de 4% à l'exercice précédent.

Si le poste achats de marchandises est maitrisé (en lien avec la baisse de l'activité), certaines charges augmentent fortement.

Les charges de personnel s'élèvent à 1,2 M€ progressent de 11% du fait du renforcement de l'équipe des conseillers funéraires.

Le poste « impôts, taxes et versements assimilés » augmente de 33% en raison, notamment des hausses des taxes foncières et de la contribution économique territoriale.

Les charges de fluides s'élèvent à 185 K€ et augmentent de 17% par rapport à l'année 2015. Cette forte hausse s'explique par les essais de réglage réalisés sur les fours et nouveaux systèmes de filtration.

Le délégataire a poursuivi sa politique de communication ambitieuse, qui s'est traduite par des frais de publicité qui restent élevés à 152 K€ soit une augmentation de 11%. Par ailleurs, un nouveau site internet a été mis en place.

A hauteur de 268 K€, les dotations aux amortissements et provisions augmentent de près de 70 % :

- du fait des importants investissements réalisés, relatifs à la rénovation et à l'amélioration de l'équipement ;
- Du fait de la constitution d'une provision de 90 K€ liée à des litiges devant les Prud'hommes.

La redevance versée à l'EMS en 2016 s'élève à 102 K€ (soit 4% des charges d'exploitation).

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 56 K€ contre un excédent de 140 K€ en 2015.

Le résultat financier est déficitaire de 8 K€ ; un emprunt a été contracté par la Sem pour financer les travaux de mise aux normes, pour lequel la Collectivité a apporté sa garantie.

Au final, le résultat net est négatif à – 52 K€ contre 117 K€ en 2015.

La structure bilancielle est saine

La structure reste saine, les capitaux propres représentent 43% du total du bilan.

Toutefois, de lourds investissements ont été effectués pour répondre aux obligations légales applicables aux fours en 2018, qui impliquent le recours à l'emprunt bancaire et génèrent donc une nette hausse de la dette (+963 K€).

Perspectives

Le contexte concurrentiel dans lequel s'inscrit la Sem a conduit à de nombreux rapprochements d'acteurs privés du funéraire. On peut à présent considérer que la cristallisation du marché local est en train de s'effectuer et qu'il ne reste plus que cinq opérateurs de poids sur l'EMS : Groupe SAFE, PFG, AUBRY, VICTOR et le Pôle Funéraire public.

Face à ces regroupements, la Sem doit stabiliser sa situation financière tout en recherchant des opportunités permettant d'augmenter ses parts de marchés.

Pour soutenir le plan de développement de la Sem pour les pompes funèbres, un partenariat avec la Maison des obsèques – réseau mutualiste funéraire, devra être signé. Par ailleurs l'ouverture de l'agence de Schiltigheim devrait permettre de développer l'activité.

Le budget d'exploitation 2017 prévoit un chiffre d'affaires de 2,9 M€ pour un résultat de 27 K€ et un budget d'investissement ramené à 195 K€.

Les premiers mois de 2017 ont vu une reprise du taux de mortalité qui retrouve son niveau de 2015.

La Ville de Haguenau devrait délibérer à la fin du semestre 2017 sur le lancement d'une concession pour la construction et l'exploitation d'un crématorium. La Sem se portera candidate en groupement avec un constructeur, et l'aide d'un cabinet ; le coût d'opération est estimé à 3 M€ HT.

Le choix de l'attributaire aura des conséquences sur la délégation de service public de l'Eurométropole, puisqu'un report s'effectuera nécessairement vers la Ville de Haguenau.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	2 285 752	426 808	1 858 944	1 000 786
Immobilisations incorporelles	263 384	52 214	211 170	195 001
Immobilisations corporelles	1 994 953	374 594	1 620 359	797 585
Immobilisations financières	27 415	-	27 415	8 200
Actif circulant	1 070 554	69 313	1 001 241	889 822
Stocks	69 750	-	69 750	56 841
Avances et acomptes	12 150	-	12 150	-
Clients & créances	717 557	69 313	648 244	600 434
Disponibilités & VMP	271 097	-	271 097	232 547
Comptes de régularisation	36 502	-	36 502	22 033
Total	**3 392 809**	**496 121**	**2 896 688**	**1 912 641**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	1 254 379	1 305 901
Capital social	1 102 000	1 102 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	-	86 775
Report à nouveau	203 901	-
Résultat de l'exercice	**-51 523**	**117 126**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	177 555	134 376
Dettes	1 423 002	459 611
Emprunts	885 437	-
Avances et acomptes	-	-
Dettes	537 565	459 611
Comptes de régularisation	41 752	12 752
Total	**2 896 688**	**1 912 641**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	2 615 462	2 773 287
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	4 367	2 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	117 037	38 253
Autres produits	1 819	1 243
Total	2 738 684	2 814 783
Charges d'exploitation		
Achats	195 560	217 003
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-12 909	19 159
Services extérieurs	1 046 257	1 078 523
Impôts, taxes et versements assimilés	36 693	27 588
Charges de personnel	1 158 954	1 041 490
Dotations aux amortissements et provisions	267 571	157 821
Autres charges	102 728	133 076
Total	2 794 855	2 674 659
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-56 170**	**140 124**
Produits financiers	-	5 049
Charges financières	7 663	-
RESULTAT FINANCIER	**-7 663**	**5 049**
Produits exceptionnels	14 540	4 757
Charges exceptionnelles	2 229	2 805
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**12 311**	**1 953**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	30 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-51 523**	**117 126**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Elus représentants l'Eurométropole dans les sociétés à capitaux mixtes

élu(e)s	*sociétés*	*mandats*
AGHA BABAEI Syamak	SPL des 2 rives	administrateur
AMIET Eric	Pôle funéraire public	président
BARRIERE Caroline	Parcus	présidente
BARSEGHIAN Jeanne	Locusem	administratrice
BIES Philippe	SPL des 2 rives	administrateur
BIGOT Jacques	Strasbourg événements	Membre du CS
CAHN Mathieu	Locusem	administrateur
	Parcus	administrateur
DILIGENT Danielle	Strasbourg événements	Membre du CS
DREYER Nicole	Pôle funéraire public	administratrice
DREYSSE Marie-Dominique	CTS	administratrice
DREYFUS Henri	Pôle funéraire public	administrateur
FONTANEL Alain	CTS	président
	Strasbourg événements	Membre du CS
GERNET Jean-Baptiste	Locusem	administrateur
	SPL des 2 rives	administrateur
JUND Alain	SPL des 2 rives	administrateur
	CTS	censeur
HERRMANN Robert	CTS	administrateur
	SERS	administrateur
KELLER Fabienne	CTS	administratrice
KLUMPP Théo	Samins	administrateur
KOHLER Christel	Samins	administratrice
KUTNER Jean-Marie	E Puissance 3	vice-président
LENTZ-KIEHL Brigitte	E Puissance 3	administratrice
MATHIEU Jean-Baptiste	Locusem	administrateur
OEHLER Serge	Locusem	administrateur
	Pôle funéraire public	administrateur
PEIROTES Edith	Parcus	administratrice
PERRIN Pierre	CTS	administrateur
PHILLIPS Thibaud	Locusem	administrateur
RICHARDOT Anne-Pernelle	CTS	2ème vice-présidente
	Parcus	administratrice
RIES Roland	CTS	administrateur
	Sers	président
ROBERT Jean-Emmanuel	Pôle funéraire public	administrateur
ROGER Patrick	E Puissance 3	administrateur
	SPL des 2 rives	administrateur
SCHMIDT MICHAEL	Samins	administrateur
SCHULTZ Eric	Pôle funéraire public	administrateur
SCHWARTZ Pierre	Locusem	administrateur
TARALL Bornia	Parcus	administratrice
TRAUTMANN Catherine	Strasbourg événements	Membre du CS
WEBER Anne-Catherine	Pôle funéraire public	administratrice
ZAEGEL Sébastien	Pôle funéraire public	administrateur

Lexique

Actif circulant	Ensemble des actifs correspondant à des éléments du patrimoine qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise, sauf exceptions le plus souvent liées à des particularités d'activité. L'actif circulant comprend : les stocks, les créances, les valeurs mobilières de placement, les disponibilités. Le volume de l'actif circulant est dépendant de l'importance des opérations du cycle d'exploitation.
Actif net	Valeur patrimoniale de l'entreprise déterminée comptablement à partir de son bilan après affectation du résultat.
Action	Valeur mobilière représentative d'un droit de propriété sur une fraction du capital d'une entreprise.
Affectation du résultat	Le bénéfice comptable est affecté aux réserves et le cas échéant aux distributions de dividendes : - l'affectation aux réserves peut relever de la loi (réserve légale), de la fiscalité (réserve réglementaire), des statuts (réserve statutaire) ou de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice (autres réserves et report à nouveau) ; - le dividende est la rémunération du capital social. La perte comptable est reportée à nouveau, imputée sur les réserves anciennes ou imputée sur le capital (cas extrême).
Amortissement de caducité	Dans le cadre d'une délégation de service public, l'amortissement de caducité permet de reconstituer les fonds que la société a mobilisés pour financer les biens affectés à la délégation (ex. : réseaux de distribution du gaz). Il est pratiqué sur une durée qui n'excède pas la durée du contrat de délégation.
Amortissement comptable	La dotation aux amortissements est une charge enregistrée au compte de résultat pour constater la dépréciation d'un bien dans le temps.
Approbation des comptes	Opération ayant pour objet d'approuver le bilan et le compte de résultat de l'exercice écoulé en donnant quitus aux dirigeants et aux commissaires aux comptes de leur mission.
Assemblée générale extraordinaire (AGE)	Elle se réunit chaque fois qu'il convient de prendre des décisions sur l'avenir de la société. Elle statue sur les décisions qui ont pour effet de modifier les statuts de la société.
Assemblée générale ordinaire (AGO)	Dans les SAEM, elle se réunit au moins une fois par an pour approuver les comptes de la société. L'AGO est compétente pour la désignation des administrateurs.
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	Il constitue le montant de la trésorerie qu'une société doit mobiliser pour pouvoir financer la différence négative entre les encaissements et les décaissements (stocks + créances d'exploitation – dettes d'exploitation). La formule comptable exacte pratiquée dans les présents rapports pour le calcul de cet indicateur est la suivante : *actif circulant brut + charges constatées d'avance moins :* *les disponibilités, les valeurs mobilières de placement, les avances et acomptes reçus sur commandes en cours, les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les dettes fiscales et sociales, les dettes sur immobilisations et comptes rattachés, les autres dettes, les produits constatés d'avance*.
Bilan	Document de synthèse comptable ; photographie de la situation patrimoniale de la société à une date donnée.

Lexique

Boni de liquidation	Il s'agit de la valeur excédentaire à la suite de la liquidation de tous les actifs d'une société et après remboursement des dettes. Sa répartition est proportionnelle à la part de chaque actionnaire dans le capital social.
Capitaux permanents ou ressources stables	Moyens de financement utilisés par l'entreprise de façon permanente ou durable. L'entreprise en dispose de manière continue pour le financement de ses immobilisations. Il s'agit par exemple des capitaux propres et des emprunts à long terme.
Capacité d'autofinancement (CAF)	La capacité d'autofinancement (CAF) est le montant de trésorerie potentielle dégagée par l'activité de l'entreprise pendant un exercice. Elle se calcule par la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables, à l'exclusion des opérations de cession d'immobilisations. Elle permet d'apprécier la part des investissements pouvant être financés par l'activité.
Capitaux propres	Inscrits au passif du bilan, les capitaux propres sont les capitaux apportés par les actionnaires ou générés par l'activité de l'entreprise. Ils appartiennent aux actionnaires. Constituant le droit de gage des créanciers, ils assurent l'indépendance financière de l'entreprise et permettent d'en apprécier la solvabilité.
Capital social	Le capital social est constitué des apports faits par les actionnaires (ou associés) ; il peut être augmenté ou diminué. Le capital constitue un élément du passif, il figure dans les capitaux propres.
Cessation des paiements	Elle intervient lorsque le débiteur ne peut plus faire face à son passif exigible grâce à l'actif disponible, c'est à dire lorsqu'il ne lui est plus possible de payer au jour le jour ses créanciers et ce, même si la société possède des actifs importants mais non disponibles (immobilier,…). L'état de cessation des paiements oblige les dirigeants à procéder au dépôt de bilan.
Chambre régionale des comptes	Juridiction financière fonctionnant dans chaque région et chargée : - du jugement des comptes des comptables publics ou de fait, - du contrôle de gestion de nature administrative portant sur le bon emploi des fonds des collectivités, - du contrôle de nature administrative portant sur le budget des collectivités. Les jugements de la chambre régionale des comptes sont susceptibles d'appel devant la cour des comptes. La chambre régionale des comptes peut intervenir dans les « satellites » des collectivités.
Chiffre d'affaires	Montant hors taxes des produits réalisés par une société dans l'accomplissement de son activité professionnelle courante.
Commissaire aux comptes	Personne physique ou morale désignée par l'organe approuvant les comptes et chargée de : - certifier l'image sincère et fidèle des comptes annuels, - le cas échéant, déclencher la procédure d'alerte, - vérifier le respect des obligations juridiques de l'organisme.
Comptes annuels	Si un organisme est soumis aux règles du plan comptable général de 1982 (ce qui est le cas des sociétés d'économie mixte), celui-ci doit produire, pour chaque exercice social, des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et des annexes.

Lexique

Compte de résultat	Document de synthèse comptable retraçant l'activité et la rentabilité d'une société sur un exercice.
Conseil d'administration	Organe collégial investi des pouvoirs nécessaires à la gestion d'une structure dans les limites de la loi, de l'objet social et des statuts. Le conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale ou les statuts. Il nomme en son sein un Président.
Contrat de bail emphytéotique	Une collectivité peut donner à bail emphytéotique ou à bail à construction un terrain dépendant de son domaine privé à une personne de droit privé (société ou entrepreneur individuel) en vue de permettre à cette dernière d'édifier à ses frais et pour son compte un bâtiment qui restera sa propriété pendant la durée du bail. Ce contrat confère au bénéficiaire un droit à titre non précaire d'une durée minimale de 18 ans et maximale de 99 ans ; il est nécessaire que le contrat offre une contrepartie financière (redevance) à la collectivité propriétaire. Il est admis que les collectivités locales puissent avoir recours au bail emphytéotique sur leur domaine public.
Contrat de délégation de service public	Le contrat de délégation de service public permet à une personne morale de droit public de confier la gestion d'un service public à un délégataire public ou privé, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Le contrat est conclu pour une durée limitée et à la suite d'une procédure de publicité qui doit permettre la présentation de plusieurs offres concurrentes. Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages ou d'acquérir des biens nécessaires au service. Constituent des contrats de délégation de service public, les contrats de concession de service public, d'affermage ou de régie intéressée.
Convention de mandat	Une convention de mandat passée entre une collectivité et une société permet à cette dernière d'intervenir au nom et pour le compte de la collectivité. La collectivité assure en principe le financement de l'opération et en porte le risque.
Convention publique d'aménagement	La convention publique d'aménagement (anciennement «concession d'aménagement ») est un contrat par lequel l'Etat, les collectivités locales ou leurs établissements publics confient la réalisation des opérations d'aménagement (zones d'aménagement concerté et lotissements) à une personne publique ou privée.
Dépôt de bilan	Formalité consistant, pour un dirigeant dont la structure est en état de cessation des paiements, à saisir le tribunal compétent en vue de faire prononcer le redressement ou la liquidation judiciaire.
Disponibilités	Espèces ou valeurs assimilables à des espèces ; selon le plan comptable général, ce terme est équivalent à celui des liquidités.
Dotations	Charges de l'exercice ne résultant pas d'un décaissement mais d'une évaluation. On les appelle également des *charges calculées* : - les *dotations aux amortissements* correspondent à l'évaluation annuelle de la dépréciation des immobilisations amortissables supposée correspondre à une charge de l'exercice ; - de même, les *dotations aux provisions* correspondent à l'évaluation des pertes probables de valeur de certains éléments de l'actif ou de risques plus généraux susceptibles de générer des décaissements futurs, en raison d'évènements nés au cours de l'exercice.
Emplois stables	Ensemble des investissements d'une société correspondant au total de l'actif immobilisé.
Excédent brut d'exploitation (EBE)	Solde intermédiaire de gestion et principal indicateur de performance économique. Il correspond à la valeur ajoutée plus les subventions d'exploitation après rémunération de l'état (impôts et versements assimilés) et du personnel (charges de personnel).

Lexique

Fonds de roulement net global (FRNG)

Cet indicateur permet de vérifier si une société finance totalement ses emplois stables (investissements). Il est issu de la différence entre les ressources stables (capitaux permanents) et l'actif immobilisé brut. Une différence positive marque la présence d'un FRNG et constitue un des critères de l'équilibre financier. Un FRNG négatif ou une absence de fonds de roulement, signifient que les ressources à court terme financent des besoins durables, ce qui est préjudiciable au maintien des paiements et à la trésorerie.

La formule comptable pratiquée dans les présents rapports est la suivante : *capitaux propres + écarts de conversion passif – capital souscrit non appelé – charges à répartir sur plusieurs exercices – primes de remboursement des obligations – écarts de conversion actif + autres fonds propres + emprunts obligataires convertibles + autres emprunts obligataires + emprunts et dettes auprès des établissements de crédit + emprunts et dettes financières divers – concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP + provisions pour risques et charges + total des amortissements et provisions de l'actif du bilan – actif immobilisé brut.*

Liquidation

Procédure entraînant la disparition de la structure :

- la liquidation peut être *amiable* et décidée par les membres de la structure en assemblée générale extraordinaire ; la procédure amiable débouche sur la conclusion d'un accord contractuel avec les créanciers, accord portant sur les délais de paiement et les remises de dettes,
- la liquidation peut être *judiciaire* suite au dépôt de bilan de la société.

MIILOS, structure interministérielle

Créée par décret du 22 février 1993, la mission interministérielle d'inspection du logement social (MIILOS) est la seule mission d'inspection dont le champ exclusif d'intervention nationale est le logement social ; placée sous l'autorité des ministres chargés du logement et de l'économie, représentés au sein d'un comité directeur, elle procède, à intervalles réguliers, à une évaluation d'ensemble de la gestion des organismes et dispose d'une prérogative fondamentale : le contrôle sur place.

Procédure d'alerte

Dispositif déclenché par le commissaire aux comptes, le comité d'entreprise, les associés ou le tribunal compétent, lorsque la situation d'une entreprise évolue de manière préoccupante ; la procédure d'alerte tend à appeler l'attention des dirigeants d'une société sur la nécessité de prendre des mesures en vue de redresser cette situation. Les dirigeants doivent indiquer les mesures qu'ils comptent mettre en œuvre pour rétablir la situation.

Provisions

Constatation comptable d'une diminution de valeur estimée non irréversible du patrimoine de l'entreprise.

Provisions pour risques et charges

Provisions évaluées à l'arrêté des comptes et destinées à couvrir des risques et des charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Provisions réglementées

Provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ; elles font partie des capitaux propres.

Résultat

Solde (positif ou négatif) résultant de la différence entre les produits et les charges de l'exercice tels qu'ils figurent au compte de résultat.

Résultat courant

Cumul du résultat d'exploitation et du résultat financier.

Lexique

Résultat net	Cumul du résultat courant et du résultat exceptionnel.
Résultat d'exploitation	Résultat du processus d'exploitation et d'investissement de l'exercice ; il traduit l'accroissement de richesse dégagé par l'activité industrielle et commerciale de l'entreprise. Ce résultat prend également en compte le processus d'investissement par le biais des charges de dotations aux amortissements et provisions.
Résultat exceptionnel	Il recense les éléments de nature exceptionnelle et en particulier les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.
Reprises sur amortissements et provisions	Compte destiné à réintégrer dans le résultat des provisions pour lesquelles les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.
Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML)	Son statut est défini par les lois du 7 juillet 1983 et du 2 janvier 2002. Les communes, départements, régions et leurs groupements peuvent prendre des participations dans une SAEM locale, pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics industriels et commerciaux ou toute autre activité d'intérêt général et sous certaines conditions : - la SEM est une société anonyme, - les collectivités publiques détiennent, séparément ou à plusieurs, plus de la moitié du capital social et des voix dans les organes délibérants, - les actionnaires privés ne peuvent détenir moins de 15% du capital social (loi du 20 janvier 2002).
Statuts	Acte constitutif d'une société posant les objectifs et règles de fonctionnement d'une société ou association. Ils comportent certaines mentions obligatoires.
Trésorerie	La trésorerie comprend les montants disponibles en caisse et en banques ainsi que les placements à court terme rapidement réalisables sans risque de perte de valeur.
Trésorerie nette	Trésorerie diminuée des concours bancaires courants (découverts en comptes).
Valeur ajoutée	Solde intermédiaire de gestion indicateur de la richesse créée par l'entreprise, avant rémunération des facteurs de production (salariés, état, entreprise, actionnaires…). Elle correspond à la production moins les consommations intermédiaires.

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE Objet social	PRESIDENT Directeur	Capital social	% détenu par l'EMS	Effectif moyen	indicateurs d'activité unité	2015	2016	variation
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ANIMATION								
LOCUSEM études, opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier	**Henri DREYFUS** Jean-Bernard DAMBIER	11 243 772 €	57 %	1 Etp	▪ surfaces commerciales gérées (m²)	7 908	8 228	*+4,0 %*
SAMINS la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles	**Serge OEHLER** Didier ROUSSEAU	1 184 730 €	30 %	6,96 Etp	▪ surfaces commerciales louées et concédées ▪ tonnage de marchandises réceptionnées	47 706 m² 147 741	47 706m² 146 238	*0%* *-1,0 %*
STRASBOURG EVENEMENTS la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux, ainsi que la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation	**Nawel RAFIK-EMMRINI** (Conseil de surveillance) **Jean-Eudes RABUT** (Directoire)	1 460 279 €	34 %	114 Etp	▪ nombre de manifestations ▪ fréquentation Pmc ▪ fréquentation Pex	233 213 267 619 939	225 170 999 543 625	*-3,4 %* *-19,8 %* *-12,3 %*
DEPLACEMENT – STATIONNEMENT								
CTS organisation, exploitation et développement de tous les services publics et accessoirement privés de transports de voyageurs et de marchandises	**Alain FONTANEL** Jean-Philippe LALLY	5 000 000 €	52 %	1498,9 Etp	▪ fréquentation annuelle ▪ offre kilométrique	119 295 677 17 912 416	119 864 839 17 710 852	*+0,48 %* *-1,1 %*
PARCUS étude, construction et exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées	**Caroline BARRIERE** Pascal JACQUIN	2 800 000 €	50 %	83 Etp	▪ nombre de tickets - horaires - abonnés	8 152 973	8 112 241	-0,5%
AMENAGEMENT								
SERS la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale	**Bernard EGLES** Éric FULLENWARTH	8 068 800 €	12 %	35 Etp	▪ volume annuel d'opérations propres ▪ produits d'exploitation activité "concessions d'aménagement"	21 7 895 605 €	21 17 874 476 €	*0 %* *+126 %*
E PUISSANCE 3 aménagement, équipement, construction, commercialisation et gestion du parc scientifique et technologique de Schiltigheim	**Rodolphe MATHUS**	228 000 €	20 %	0 Etp	▪ avancement de la ZAC : - % de dépenses	98 %	99%	*+1%*
SPL des deux Rives Aménagement de la ZAC 2 rives	**Roland RIES** Eric BAZARD	5 000 000 €	50 %	13,5 Etp	• Degrés d'avancement des dépenses • Surface acquise dans l'année (ares)	3% 634	2% 1610	-1% +154%
SERVICES FUNERAIRES								
POLE FUNERAIRE PUBLIC DE STRASBOURG création et gestion d'équipements funéraires, conseil aux communes et autres collectivités territoriales dans le domaine funéraire, participation à la création d'un réseau national de SEM Funéraires	**Éric AMIET** Xavier MAILLARD	1 102 000 €	85 %	25,01 Etp	▪ nombre de crémations ▪ nombre de convois	2 897 493	2 814 409	-2,9 % -17,0 %

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Synthèse de l'activité 2016 des délégations de service public et des établissements publics de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2016, L'Eurométropole de Strasbourg délègue la gestion de 93 services publics.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des délégations de service public de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève en 2016 à 385 M€ contre 331 M€ l'année précédente. Cette augmentation résulte principalement de la forte hausse des chiffres d'affaires des délégations relatives au développement économique (réseaux de gaz et d'électricité, réseaux de chaleur et réseaux câblés, palais de la musique et des congrès et parc des expositions) et à l'environnement (station d'épuration et usine d'incinération).

Les domaines d'intervention des services délégués par l'Eurométropole sont les suivants : développement économique (60 % du chiffre d'affaires cumulé), déplacement-stationnement (23 %), environnement (14,7 %), restauration (0,3 %), animation (1,2 %) et funéraire (0,7 %).

En 2016 le réseau de chaleur de Hautepierre a été attribué à la société Chaleur Hautepierre (filiale de Réseau GDS et ES services énergétiques) à compter du 1er juillet. Par ailleurs les premières livraisons de chaleur du réseau de chaleur du Wacken ont démarré au dernier trimestre 2016 : ces délégations feront l'objet d'un rapport l'année prochaine.

De plus le 1er novembre 2016 est entrée en vigueur la nouvelle délégation relative à l'exploitation du PEX et du PMC, attribué à la Sem Strasbourg événements pour une durée de 20 ans et 2 mois.

Enfin, l'avenant n°6 de la délégation de service public relative à l'exploitation de l'usine d'incinération de Strasbourg a décidé de suspendre l'activité de l'UIOM à compter du 3 septembre 2016 pour une durée de 30 mois environ, délai nécessaire à la réalisation du programme de travaux pour permettre une exploitation du site hors risque amiante.

LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITE 2016

Dans le domaine des **transports publics**, la CTS confirme ses bons résultats des années précédentes. L'offre kilométrique est stable et la fréquentation est en légère hausse (+0,3 %). Le chiffre d'affaires augmente de 26 % et le résultat net s'élève à 401 K€.

En ce qui concerne le **transport des personnes à mobilité réduite**, l'année 2016 est la première année pleine après la restructuration du service en 2015. En effet, au vu de l'importante hausse de la fréquentation constatée depuis 2011, l'Eurométropole avait recentré le service sur son périmètre initial en excluant la prise en charge des dessertes des établissements spécialisés. Cette année, la fréquentation est en hausse de 5,3% et les produits d'exploitation passent de 1 233 K€ à 1 419 K€. Le résultat net est toujours déficitaire mais s'améliore fortement -22 K€ en 2016.

Le service de vélos partagés connaît toujours un vif succès : le chiffre d'affaires progresse de 5,5 % et la fréquentation journalière augmente de 7%. En 2016, si le chiffre d'affaires progresse, les charges d'exploitation augmentent fortement, du fait notamment de travaux sur les boutiques, et le résultat net diminue de 45 % à 33 K€.

L'activité de **la fourrière automobile** reste soutenue bien que le nombre d'enlèvements de véhicules (9 088 en 2016 contre 9 254 en 2015) marque un léger recul. Le chiffre d'affaires augmente à 1 274 K€ en 2016 (+ 6,8%) notamment grâce à l'augmentation des tarifs, et la maitrise des charges permet de dégager un résultat net en forte augmentation à 145 K€ contre 70 K€ l'année précédente.

Du côté des parkings, les fréquentations horaires sont contrastées. Elles sont en régression pour les ouvrages **Broglie, Kléber-Homme de Fer, Austerlitz et Sainte-Aurélie**, tandis que celles des parkings **Bateliers, Gare, Wodli, Gutenberg, Petite-France et Halles** augmentent. Au final, la performance financière de ces délégations s'améliore globalement grâce à l'effet année pleine de la tarification au ¼ d'heure.

L'exercice 2015/2016 des **réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade** est marqué par la réalisation de travaux de mise en conformité suite aux nouvelles valeurs limites d'émission à respecter sur les installations de combustion. Le résultat dégagé par l'exploitation du réseau de chaleur de l'Esplanade s'établit à 225 K€ contre 223 K€ en 2015 ; celui du réseau de chaleur de l'Elsau est de 194 K€ contre 143 K€ l'exercice précédent.

Pour la **distribution de gaz,** 3,79 TWh ont été acheminés sur le territoire de l'Eurométropole en 2015/2016. Sur la concession de Strasbourg, le chiffre d'affaires reste stable à 28 M€ ; au final, le résultat d'exploitation atteint 7,9 M€ contre 6,7 M € en 2014/2015. Pour la **distribution d'électricité**, 3 269 millions de kWh ont été distribués sur le territoire de l'Eurométropole à 283 807 points de consommation. Le chiffre d'affaires global sur le territoire atteint 146 M€ dont 64,9 M€ sur Strasbourg (en hausse de 3 %). Le résultat d'exploitation de la délégation de Strasbourg, en hausse de 15 %, s'élève à 11 M€ (contre 9,6 M€ en 2015).

En 2016, le nombre d'abonnés de **Numéricâble** augmente de 3% et le réseau en fibre optique se développe sensiblement (+0,6%). Le chiffre d'affaires cumulé augmente de 1,9 % à 21,34 M€. Les charges d'exploitation sont en baisse sur toutes les communes cependant, le résultat exceptionnel diminue fortement ce qui a pour conséquence la baisse du résultat net à 1,2 M€.

En ce qui concerne le domaine de l'environnement et pour Sénerval, gestionnaire de **l'usine d'incinération des ordures ménagères** en particulier, l'année 2016 aura été marquée par le fonctionnement dégradé de 2 fours sur 4 jusqu'à la suspension complète de l'incinération au 3 septembre 2016. Les tonnes de déchets détournées sont toutefois inférieures de 19,4 % à celles de 2015. Au final, le résultat net du délégataire génère une perte de 970 K€, malgré les provisions constituées au titre de l'indemnisation de l'EMS prévue par les avenants 4 à 7.

Pour **Valorhin**, exploitant de la station d'épuration, l'exercice 2016 a été marqué par l'augmentation des volumes traités (+18,5 %) en raison des forces précipitations survenues en mai. Les sous-produits générés par le traitement des eaux (boue, REFIB) sont valorisés à 99 %, la commercialisation du biométhane issu des boues est désormais effective. Au final, le chiffre d'affaires progresse de 2,9 % à 12 M€ et le résultat net reste positif et s'élève à 371 K€ contre 446 K€ en 2015. Par ailleurs, la presse Bucher, équipement structurant pour le modèle énergétique de la station, a été installée.

La fréquentation des **restaurants administratifs** est en hausse (+1,2 %) en 2016 : le délégataire a servi 237 905 repas sur les sites Etoile et Fédération et l'équivalent de 11 164 repas (sandwiches, salades) sur les cafétérias. Le chiffre d'affaires de la délégation baisse toutefois de 1,9% et au final le résultat net est en déficit de -28,6 K€ contre -6 K€ en 2015.

L'année 2016 constitue la première année pleine d'exploitation du **Camping.** Après des travaux de mise en conformité et de modernisation du site, l'activité a repris les trois derniers mois de 2015 et sur 2016 le camping de Strasbourg a enregistré 76 084 nuitées (27 340 en camping et 48 744 en hébergements locatifs). Le chiffre d'affaires de l'équipement s'élève à 1,3 M€ et le résultat net est de 132 K€.

L'année 2016 a été une belle année pour **le PMC et le PEX** : au total, 225 manifestations et plus de 714 624 visiteurs ont été accueillis sur les 2 sites en 2016. Elle est marquée par la réouverture complète du PMC après trois années de chantier. Le chiffre d'affaires est en hausse de 31% à 19,5 M€ et le résultat net est de 1,39 M€ contre 711 K€ en 2015.

L'activité du **Zénith** reste soutenue en 2016 avec 100 manifestations et un chiffre d'affaires qui atteint son plus haut niveau depuis l'ouverture de l'équipement avec 3,3 M €, malgré un chiffre d'affaires locatif en retrait de 14 % par rapport à l'année précédente. La maîtrise des charges d'exploitation permet de dégager un résultat net positif de 283 K €.

L'activité 2016 ralentit pour le **Centre funéraire et les pompes funèbres** : Le nombre de crémations s'élève à 2 814 contre 2 897 crémations en 2015, soit une baisse de 3% liée à l'évolution de la mortalité. Au niveau financier, l'exercice se traduit par un chiffre d'affaires en baisse de 5,7 %. Le résultat est déficitaire de – 52 K€ contre un excédent de 117 K€ en 2015, conséquence des lourds travaux réalisés.

En 2016, le nouveau plan stratégique du patrimoine 2016-2025 de **Cus Habitat** a été adopté. Il vise la construction annuelle de 250 logements neufs, 1 000 réhabilitations, 100 démolitions, ainsi qu'une qualité environnementale ambitieuse. Le chiffre d'affaires s'élève à 122 M€ et l'activité génère un résultat net de près de 15 M€.

La loi Sapin de 1993, ainsi que l'article R2221-52 du code général des collectivités territoriales, font obligation aux établissements publics et aux délégataires de service public de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public. Il doit permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du délégataire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée (article L2313-1 du CGCT). Les rapports transmis par les établissements publics et les délégataires peuvent être consultés.

Réalisée à l'initiative de la collectivité, la synthèse ci-jointe donne des éléments synthétiques sur la situation de Cus habitat (établissement public) et des délégations de service public. Elle propose une analyse de leurs activités 2016, situations financières et perspectives.

Chaque rapport de synthèse comporte un ensemble d'indicateurs permettant de caractériser l'évolution de l'activité du point de vue de son volume et de sa performance financière, mais également sous l'angle de la qualité du service rendu. Ces analyses ont été soumises pour observations aux sociétés qui ont pu apporter des compléments d'informations utiles.

Les synthèses de l'activité des délégations de service public pour l'année 2016 sont présentées en annexe de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière,
après examen par la Commission consultative des services publics locaux
vu l'article L 1411-3 du CGCT,
après en avoir délibéré,
prend acte

de la communication des éléments de l'activité 2016 des services délégués :
- *réseau de transports publics : CTS SAEM,*
- *exploitation du transport des personnes à mobilité réduite : TPMR Strasbourg,*
- *système de vélos partagés « Vélhop » : Strasbourg Mobilités,*
- *gestion de la fourrière : Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage SNC,*
- *gestion des parkings :*
  - *Kléber-Homme de Fer : Parc autos de Strasbourg SNC,*
  - *Gare-Wodli : Parc autos de Strasbourg SNC,*
  - *Broglie : Parcus SAEM,*
  - *Austerlitz : Parcus SAEM,*
  - *Sainte-Aurélie : Parcus SAEM,*
  - *Petite-France : Parcus SAEM,*

- *Gutenberg : Parcus SAEM,*

- *gestion du réseau de chaleur - Elsau : Strasbourg énergie SNC,*
- *gestion du réseau de chaleur - Esplanade : Sete SA,*
- *gestions des 28 concessions de distribution publique d'électricité*
- *gestion des 28 concessions de distribution publique de gaz*
- *gestion des réseaux câblés de vidéocommunication (NC Numéricâble SA),*
- *valorisation des déchets des ordures ménagères : Sénerval SAS,*
- *exploitation des installations d'épuration des eaux usées : Valorhin SNC,*
- *exploitation des restaurants administratifs : Alsacienne de restauration SA,*
- *gestion du camping de la Montagne verte*
- *gestion du Palais de la musique et des congrès et du Parc des expositions (Strasbourg évènements SAEM),*
- *gestion de la salle de spectacles « Zénith » : SNC Zénith de Strasbourg,*
- *gestion du service extérieur des pompes funèbres et crématorium.*

de la communication des éléments de l'activité 2016 de l'établissement public :

- *Cus habitat*

informe

que les synthèses de l'activité des délégations de service public pour l'année 2016 sont présentées en annexe de la présente délibération.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Strasbourg.eu
eurométropole

Eurométropole de Strasbourg

Délégations de service public et établissements publics

Rapports de synthèse 2016

SOMMAIRE

L'Eurométropole de Strasbourg est signataire de 93 contrats de délégation de service public

Avant-propos 1

Panorama 3

Développement économique

Gestion du réseau de chaleur de l'Elsau
SE, Strasbourg énergie SNC 7

Gestion du réseau de chaleur de l'Esplanade
SETE, Société nouvelle d'exploitation thermique de l'Esplanade SA 11

Gestion du réseau câblé de vidéocommunication
NC Numéricâble SA 15

Gestion du Palais de la musique et des congrès et du Parc des expositions
Strasbourg événements SAEML 19

Distribution de gaz 23

Distribution d'électricité 27

Environnement

Epuration des eaux usées
Valorhin SNC 31

Traitement et valorisation des déchets et ordures ménagères résiduelles
Sénerval SAS 35

suite page suivante

SOMMAIRE (suite)

Déplacement - Stationnement

Gestion du réseau des transports publics
CTS, Compagnie des transports strasbourgeois SAEML 39

Gestion du système de vélos partagés
Strasbourg Mobilités 43

Transport des personnes à mobilité réduite
TPMR Strasbourg SASU 47

Panorama des parkings 51

Gestion des parkings
Parcus SAEM, Société des parkings de l'EMS
- Austerlitz 57
- Broglie 61
- Gutenberg 65
- Petite-France 69
- Sainte-Aurélie 73

Parc autos de Strasbourg SNC
- Gare-Wodli 77
- Kléber-Homme de Fer 81

Gestion de la fourrière automobile
Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage SEG SNC 85

suite page suivante

SOMMAIRE (suite)

Restauration collective Exploitation des restaurants administratifs
Alsacienne de restauration SA 89

Animation Gestion et exploitation du Zénith
SNC Zénith Strasbourg 93

Camping
Huttopia 97

Services funéraires Service extérieur des pompes funèbres et crematorium
Pôle funéraire public de Strasbourg 101

Tableau récapitulatif des délégations de service public 105

Etablissement public rattaché à l'Eurométropole de Strasbourg
Cus habitat…….. 107

Avant-propos

La participation du privé à la gestion du service public : une tradition en Alsace

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, la Ville de Strasbourg, comme d'autres communes alsaciennes, a associé le secteur privé à l'exercice de certaines missions ; en particulier celles relevant de la sphère économique. C'est ainsi qu'ont été créées des sociétés à capitaux mixtes (c'est à dire publics et privés) comme la Compagnie des tramways strasbourgeois (1877), l'Electricité de Strasbourg (1899) ou le Gaz de Strasbourg (1914).

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté urbaine de Strasbourg, créée en 1972 et devenue Eurométropole de Strasbourg le 1er janvier 2015, a repris certaines délégations (parkings de la gare, parking Broglie, transport urbain, Palais de la musique et des congrès, réseau câblé etc.) et en a initié de nouvelles comme la restauration administrative, la station d'épuration des eaux usées, l'usine d'incinération des ordures ménagères, la construction et l'exploitation de nouveau parkings, ainsi que la gestion de nouveaux équipements (la patinoire et le Zénith).

Un mode de gestion bien maîtrisé

Par le contrat de concession, qui peut prendre la forme d'une délégation de service public (*Dsp*), une collectivité locale confie à un tiers, public ou privé, la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité.

L'organisme chargé de l'exploitation du service public (*le délégataire*) jouit d'une certaine autonomie de gestion, mais c'est la collectivité délégante qui en définit le cadre (*technique et financier*) dans un cahier des charges annexé au contrat. Enfin que le titulaire du contrat assume le risque d'exploitation ; ce suppose « une réelle exposition aux aléas du marché ».

Les règles qui s'imposent au délégataire sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique

Le délégataire peut être un organisme public ou privé. Il peut être un établissement public, une entreprise, mais également une association ou une société à capitaux mixtes. Les règles qui s'imposent à lui sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique. C'est le cahier des charges de la délégation, signé contractuellement, qui s'impose au délégataire.

Conformément aux dispositions de la loi, le contrat est négocié en amont avec le candidat-concessionnaire. Une fois signé, seul un événement extérieur (*événement bouleversant l'économie du contrat par exemple*) ou un accord intervenant entre les deux parties permet d'en changer la teneur (*ex : périmètre de la délégation*) ou les contraintes (*ex : mode de calcul de la redevance*).

Le risque économique étant assumé par le délégataire, un déséquilibre financier du contrat ne justifie pas en soi la modification de ses éléments constitutifs (*ex. : la diminution de la redevance ou le versement de subvention au titre du déficit*).

La collectivité dispose de réels moyens de contrôle

Une fois le contrat signé, c'est à la collectivité de s'assurer que le délégataire respecte ses engagements. Pour cela, la restitution trimestrielle ou annuelle d'indicateurs financiers mais aussi d'indicateurs d'activité est généralement prévue dans les documents contractuels. Ainsi, la collaboration entre la collectivité délégante et le délégataire doit s'inscrire sur la base d'objectifs clairs, définis dès l'origine. Leur absence ne saurait être efficacement compensée par un contrôle tatillon effectué *a posteriori*.

La délégation de service public peut prendre différentes formes, selon que le délégataire réalise ou non les ouvrages nécessaires au service public délégué. Les trois principales formes 'pures' sont la concession, l'affermage et la régie intéressée. Construits au cas par cas, les contrats peuvent contenir des dispositions relevant à la fois de l'une ou l'autre de ces formes.

L'ordonnance concessions est entrée en vigueur

L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession a constitué, après la publication de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le deuxième volet de la transposition du paquet législatif européen sur les marchés publics.

Prise sur le fondement de l'article 209 de la loi « Macron » du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, elle unifie et rationalise le régime applicable aux contrats de concession. Son décret d'application du 1er février 2016 complète cette transposition.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er avril 2016 ; elles sont une transposition fidèle de la directive concession européenne et traduisent une démarche globale de simplification et de rationalisation du droit de la commande publique.

Le droit des concessions issu de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et de son décret d'application se caractérise ainsi par la mise en place d'un régime général des concessions, la matière étant jusque-là marqué par l'atomicité de règles disparates.

Dans ce nouveau cadre, les concessions sont des contrats ayant pour objet l'exécution ou l'exploitation de travaux ou de services, pour le compte de pouvoirs adjudicateurs ou d'entités adjudicatrices, dans des conditions telles que le titulaire du contrat assume **le risque d'exploitation.** Le risque qu'il assume suppose « une réelle exposition aux aléas du marché » (Ord. n° 2016-65, 29 janv. 2016, art. 5), c'est à dire qu'il doit être substantiel.

Ainsi, sont aujourd'hui régies par l'ordonnance les concessions de services, de services publics (toujours déclinées en concession, en affermage et régie intéressée), d'aménagement ou de travaux.

Le nouveau texte implique des modifications importantes qui touchent notamment son périmètre, les formalités de publicité, de durée du contrat ou de modification du contrat initial.

Les deux ordonnances marché et concession préfigurent ensembles la partie législative d'un Code général de la commande publique, dont la publication est annoncée à l'horizon 2018. Au-delà de la simplification, l'ensemble y gagne de manière substantielle en cohérence et en lisibilité.

De nombreuses dispositions relatives aux délégations de service public restent d'actualité

La loi Sapin du 29 janvier 1993 et l'ordonnance de 2016 ont codifié les conditions dans lesquelles la collectivité peut confier la gestion de certains services publics à un organisme privé.

Elles imposent une procédure très encadrée, dont les trois éléments clé sont :

- ⇨ une totale transparence avec une large ouverture à la concurrence ;
- ⇨ le rôle décisif de l'assemblée délibérante de la collectivité : elle ouvre la procédure en statuant sur le principe de déléguer un service public et sur le type de contrat, elle la clôt en délibérant sur le choix du délégataire et sur les termes du contrat ;
- ⇨ négociations menées par l'autorité habilitée à signer (*le Président de l'Eurométropole*) ; à l'inverse des appels d'offres, la possibilité pour la collectivité de négocier avec les candidats potentiels et le choix « intuitu personae » du candidat retenu au final. Ce choix doit cependant être motivé, sur la base des offres faites dans le cadre de la mise en concurrence et de critères définis préalablement à la consultation.

La rémunération par l'usager : le délégataire porte le risque économique

Contrairement au marché public, qui permet à la collectivité d'acheter une prestation pour un prix fixé à l'avance, le titulaire d'un contrat de délégation n'est en principe pas rémunéré par la collectivité mais souvent par l'usager du service public. En d'autres termes, le délégataire supporte le risque financier de l'exploitation du service, dans les conditions fixées contractuellement dans la convention de délégation de service public. Il relève donc de sa responsabilité d'équilibrer son budget.

La consultation de l'usager

L'usager est appelé à donner son avis dans le cadre de la *Commission consultative des services publics locaux* (*Ccspl*), notamment :

- ⇨ sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce,
- ⇨ tout au long de la vie de la délégation, sur le rapport annuel fourni par le délégataire.

Les rapports des délégataires ont ainsi été portés à la connaissance des membres de la commission avant le Conseil de l'Eurométropole de décembre.

Une information annuelle

La loi Sapin de 1993 et l'ordonnance de 2016 fait obligation aux délégataires de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public.

Ce document doit comporter notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Il doit ainsi permettre à l'autorité délégante (l'Eurométropole de Strasbourg) d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du délégataire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée.

L'article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par l'ordonnance du 26 août 2005, prévoit que ces rapports ne sont désormais plus à annexer aux documents budgétaires et qu'ils sont remplacés par la seule liste des délégataires.

Les rapports des délégataires peuvent être néanmoins consultés auprès du service Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

A l'initiative de la collectivité, la présente synthèse vise à permettre une prise de connaissance synthétique des éléments descriptifs de la délégation : activité, état financiers, éléments juridiques. Elle constitue de ce point de vue un tableau de bord à garder sous la main.

Mais, elle a également l'ambition de donner, sous une forme synthétique et normalisée, une analyse de l'activité de l'année de la délégation, de sa situation financière et de ses perspectives.

Panorama de l'année 2016

Depuis le 1er janvier 2015, les délégations de distribution d'électricité et de gaz ainsi que la gestion du camping de Strasbourg, qui étaient rattachées à la Ville, relèvent de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg. Dans ce cadre un important travail d'harmonisation des différents contrats est engagé.

Au final, le nombre de services publics délégués est de 94 (dont 28 réseaux de distribution d'électricité, 28 réseaux de distribution de gaz et 17 réseaux de vidéocommunication).

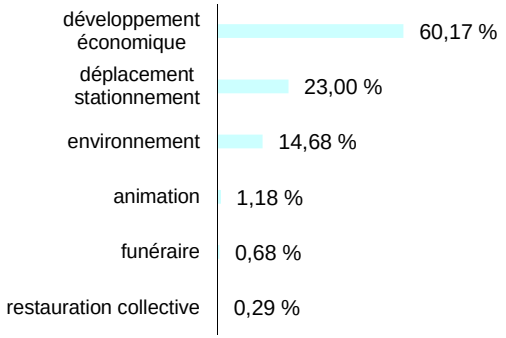
93 services publics délégués à des organismes privés

Le développement économique (distribution de gaz, d'électricité, réseaux de vidéocommunication, réseau de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade ainsi que la gestion du Palais de la Musique et des Congrès et du Parc des Expositions) est le domaine générant le plus de recettes. Il contribue 60% de l'ensemble des recettes encaissées par les délégations de l'Eurométropole.
Le déplacement-stationnement (sept parkings, le transport pour les personnes à mobilité réduite, le réseau de transport en commun, le système de vélos partagés « Vélhop » et la fourrière), constitue le second domaine d'activité des services délégués par l'Eurométropole. En 2016, il représente 23% du chiffre d'affaires consolidé.

Le domaine de l'environnement (épuration des eaux usées, valorisation des produits de l'incinération) représente 14,7% du chiffre d'affaires global.

Enfin, les domaines de l'animation (Zénith et camping), de la restauration et du funéraire totalisent moins de 2,15% du chiffre d'affaires cumulé.

Chiffre d'affaires 2016 par domaine



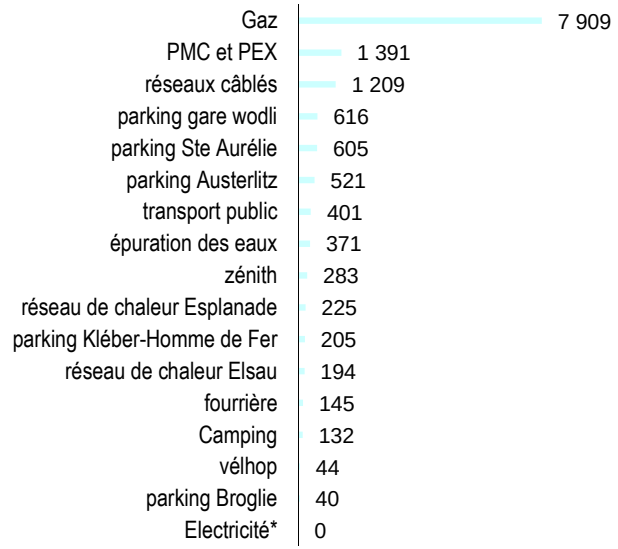
En 2016, le chiffre d'affaires consolidé est en forte hausse

Les délégations de service public de l'Eurométropole de Strasbourg ont généré un chiffre d'affaires consolidé de 385 M€ en 2016 contre 331 M€ en 2015. Cette augmentation résulte principalement de la forte hausse des chiffres d'affaires des délégations relative au développement économique (réseaux de gaz et d'électricité, réseaux de chaleur et réseaux câblés, palais de la musique et des congrès et parc des expositions) et à l'environnement (station d'épuration et usine d'incinération).

En 2016, le résultat consolidé des 93 délégations est positif à 13,1 M€ contre 11,5 M€ en 2015 (+14%). Le résultat des concessions de distribution d'électricité n'a pas été communiqué par le délégataire.

15 délégations de l'Eurométropole ainsi que le cumul des 28 concessions de gaz génèrent des bénéfices. Le bénéfice cumulé est de 14,3 M€.

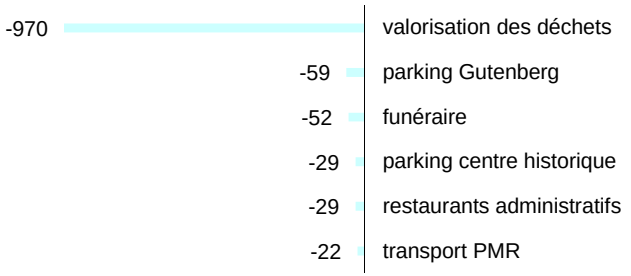
Résultats nets 2016 des Dsp bénéficiaires (en K€)



* Le résultat 2016 des concessions de réseau électrique n'a pas été communiqué par le délégataire

En 2016, les résultats de 6 délégations sont en déficit. Le déficit cumulé est de 1,2 M€, principalement du fait de l'UIOM.

Résultats nets 2016 des Dsp déficitaires (en K€)



Une « rentabilité » variable

Afin de donner une idée de la rentabilité des différentes délégations, nous présentons ici pour chacune d'entre elles le ratio résultat sur chiffre d'affaires.

Ces ratios s'avèrent très « dispersés » et leur interprétation nécessite quelques précautions. Ces ratios dépendent de la nature du contrat (concession ou affermage), des investissements à financer par le délégataire et de la durée écoulée du contrat. De même, le secteur économique et le poids économique de la délégation influencent grandement ces derniers. Ainsi, il est normal qu'un contrat de concession arrivant en fin de période dégage un résultat bénéficiaire permettant de couvrir les pertes de début de contrat liées aux investissements à financer.

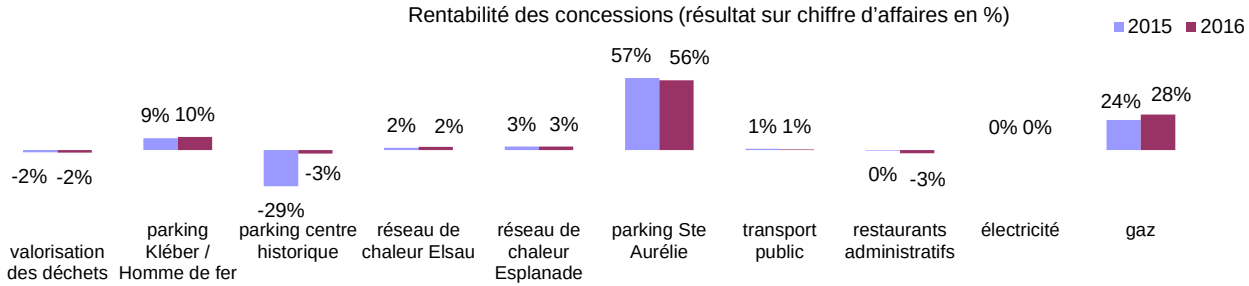
- **Seules trois concessions ont une rentabilité négative**

  Le résultat des concessions de distribution d'électricité n'a pas été communiqué par le délégataire.

  En 2016, seules les concessions de valorisation des déchets, du parking centre historique et des restaurants administratifs affichent une rentabilité négative. Ce résultat est dû à l'arrêt de fonctionnement pour travaux de l'usine d'incinération des déchets durant 5 mois et au déficit structurel du parking centre historique (frais de structure, dotations aux amortissements…)

  La rentabilité des réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau ainsi que du transport public et de l'usine d'incinération est stable. Les restaurants administratifs voient leur rentabilité passé de 0 % à -3%. Le parking Sainte-Aurélie génère la rentabilité la plus forte avec 56 %, toutefois en légère baisse de 1 point par rapport à 2015. Le parking Centre Historique affiche une rentabilité en forte progression : +26 points par rapport à 2015.

Rentabilité des concessions (résultat sur chiffre d'affaires en %)



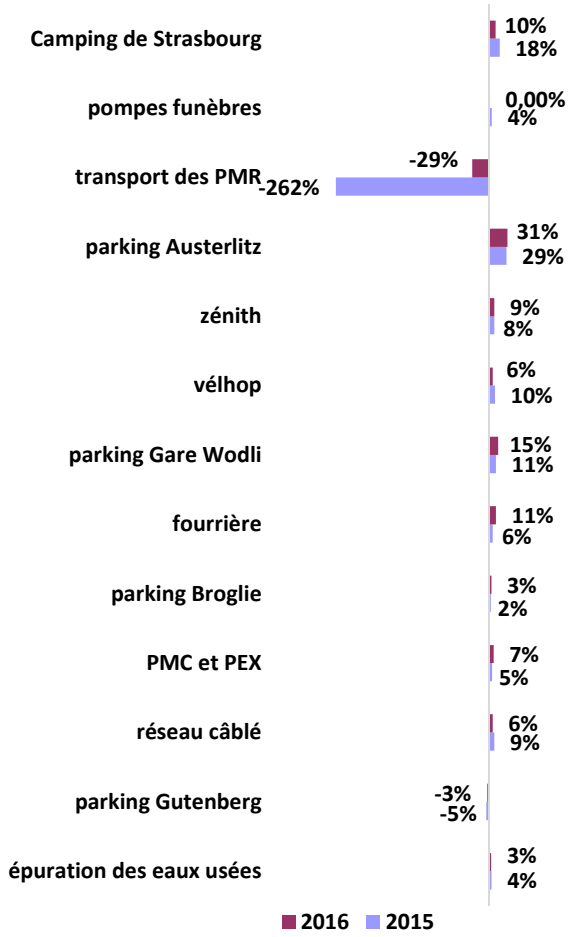
- **Les contrats d'affermage**

  En 2016, deux contrats affichent une rentabilité négative : le transport des personnes à mobilité réduite (Tpmr), et le parking Gutenberg dont le résultat est déficitaire mais en amélioration par rapport à 2015. Pour rappel, le parking Gutenberg a subi de gros travaux de rénovation.

Le ratio de rentabilité des délégations de la collectivité se situe entre -29% et 31%.

Les synthèses présentées dans ce document permettent d'approcher, pour chacun des contrats, les éléments spécifiques permettant d'expliquer la diversité des résultats.

Rentabilité des affermages (résultat sur chiffre d'affaires en %)



Les différentes formes de contrats de délégation de service public

	la concession	l'affermage	la régie intéressée
ouvrage	Le **concessionnaire est chargé de réaliser les ouvrages** permettant l'exploitation du service public (*ex : parking, piscine, réseau de transports publics*).	Contrairement à la concession, **les ouvrages sont mis à la disposition du fermier** par la collectivité. Il peut s'agir d'ouvrages nouvellement construits (*ex : Zénith*) ou d'ouvrages plus anciens (*ex : cinéma Odyssée*).	Dans ce cas également, **les ouvrages sont mis à disposition du régisseur** par la collectivité (*ex : patinoire*).
rémunération	Le concessionnaire assurera également l'exploitation du service. La rémunération du concessionnaire provient des **recettes perçues auprès des usagers.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : desserte de certaines lignes de transport en commun non rentables*).	Le fermier assure l'exploitation du service en se **rémunérant sur l'usager.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : programmation de films peu rentables*).	Le régisseur est chargé de l'exploitation du service. Contrairement à la concession et à l'affermage, le régisseur est **rémunéré par la collectivité** et non sur l'usager. Cette rémunération est déterminée en fonction des résultats de sa gestion ; de ce fait, le régisseur assume une part de risque.
risque	Le concessionnaire assume le **risque d'investissement et le risque d'exploitation.**	Le risque du fermier est en principe **limité à l'exploitation** du service. L'entretien et le renouvellement des biens confiés sont en général également mis à sa charge.	Dans ce type de contrat, le régisseur agit pour le compte de la collectivité et non pour son propre compte. Ainsi, les charges et produits du service délégué sont réintégrés dans les comptes de la collectivité. Contrairement à la concession et à l'affermage, **le risque financier du service est dès lors partagé** entre le régisseur (*rémunération variable*) et la collectivité délégante de l'exploitation du service. Ce mode de délégation est notamment utilisé pour des équipements structurellement déficitaires (*équipements sportifs*).
redevance	Une redevance est versée par le concessionnaire à la collectivité. Elle constitue la **contrepartie de l'exploitation** par le délégataire du service public.	La redevance versée par le délégataire est dans ce cas plus élevée car elle doit **couvrir l'amortissement de l'investissement** réalisé par la collectivité.	Il n'y a, dans ce cas, **pas de redevance** à payer par le régisseur, l'ensemble des recettes étant reversé à la collectivité.
durée	La durée du contrat de concession est **longue** (*en général, la durée varie entre 10 et 30 ans, elle est limitée à 20 ans dans certains secteurs d'activité*), car elle doit permettre au délégataire d'amortir les investissements réalisés. Les biens de retour financés par le concessionnaire sont propriété ab initio de la collectivité.	La durée de l'affermage est généralement plus courte que celle d'une concession, elle est limitée à 5 ans en l'absence d'investissement.	La durée est du même ordre que dans un affermage.

Gestion du réseau de chaleur - Elsau

Production et distribution d'énergie calorifique sur la zone Elsau à Strasbourg

Contrat de concession

- prise d'effet : 01/12/1998
- avenant n°1 du 01/04/2003, n°2 du 16/09/2005, n°3 du 21/12/2006, n°4 du 19/12/2014, n°5 du 23/04/2015, n°6 du 30/06/2016, n°7 du 25/11/2016.
- échéance : 30/06/2022
- durée : 24 ans
- redevance : part fixe actualisée de 27 667 € + part variable (proportionnelle à la longueur du réseau), soit au titre de 2015/2016 : 96 530 K€.

Service référent : Environnement et transition énergétique (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

Strasbourg Energie

Société en nom collectif créée en 1999

Filiale de ES Services Energétiques depuis le 01/01/2016 suite au rapprochement de Dalkia Bas-Rhin avec le groupe ES.

26 boulevard du Président Wilson
67000 Strasbourg
☎ 03 88 43 10 90 🖷 03 88 79 14 58

Structure dédiée à la délégation : oui
Capital social : 150 000 €

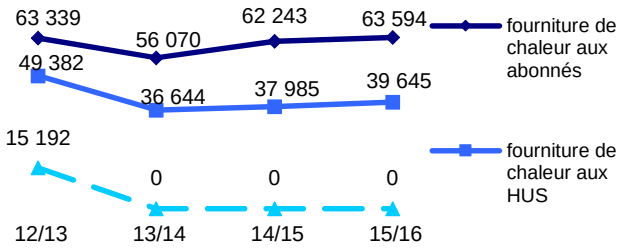
Directeur d'ES Services Energétiques : Emmanuel GROSHENY depuis le 01/01/2016

Effectif moyen : 7 Etp

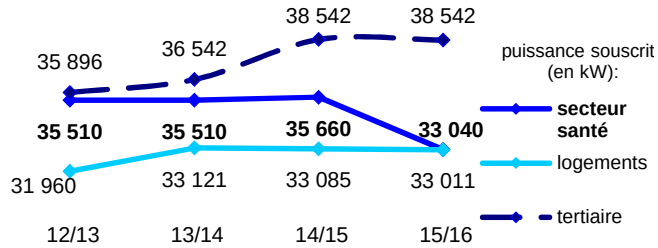
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

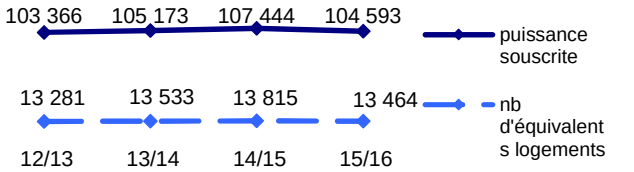
Evolution des ventes d'énergie en MWh



Evolution de la puissance souscrite

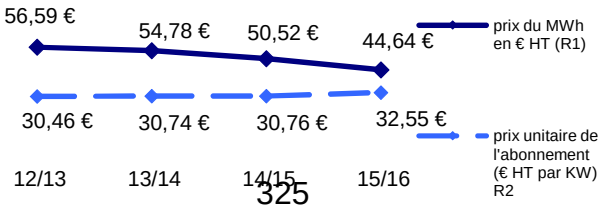


Evolution du nb d'équivalents logements et de la puissance souscrite en KW



❖ **QUALITE**

Evolution du prix de vente



Depuis le 01/01/2016, les sociétés Dalkia et Electricité de Strasbourg (Es), appartenant toutes deux au groupe EDF, se sont rapprochées pour créer une filiale commune sur le territoire du Bas-Rhin baptisée Es Services Energétiques, qui exploite désormais via Strasbourg Energie le réseau de chaleur de l'Elsau.

La chaleur est produite par le chauffage d'eau à 150°C maximum et livrée aux usagers via un réseau de chaleur long de 18,1 km ; il dessert les bâtiments du quartier de l'Elsau et des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) comprenant l'hôpital civil et le nouvel hôpital, soit l'équivalent de 14 464 logements au 30/06/2016.

Le réseau de l'Elsau est raccordé au réseau de l'Esplanade par une interconnexion permettant de sécuriser l'approvisionnement en chaleur des HUS, et depuis le 01/01/2014, au réseau de chaleur de l'usine d'incinération, des ordures ménagères (UIOM), capable de fournir en fonctionnement normal environ 45 GWh de chaleur par an, soit 40% des besoins du réseau. L'UIOM est cependant à l'arrêt depuis le 03/09/2016 pour une durée de 30 mois, afin de procéder à des travaux de désamiantage.

Pour maintenir l'élan de la transition énergétique sur le réseau, un avenant n°7 a acté la modification temporaire du mix énergétique dans les formules de révision des prix, et autorisé la substitution de l'énergie manquante par du biogaz sous réserve que les conditions d'achat soient financièrement neutres pour les abonnés et permettent l'application de la TVA réduite.

Par ailleurs, la centrale de cogénération biomasse, projet privé porté par le Groupe Es-Dalkia, a été mise en service le 18/10/2016. Ainsi via l'interconnexion, le réseau de chaleur de l'Elsau bénéficie d'une chaleur verte qui couvrira 20% de ses besoins.

L'exercice a enfin été marqué par la réalisation des travaux de mise en conformité (410 K€) confiés au délégataire par l'avenant n°6, suite aux nouvelles valeurs limites d'émissions à respecter sur les installations de combustion.

Le chiffre d'affaires baisse de 4,2%, la progression des ventes de chaleur de 3% ne suffisant pas à compenser la baisse du prix des énergies. Cependant, grâce à une reprise importante de la provision GER et à la maîtrise des charges

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2015/2016	2014/2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	8 301 275	8 227 968
Production stockée	-7 857	7 857
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 084 024	452 000
Autres produits	-39 585	-18 005
Total	9 337 857	8 669 820
Charges d'exploitation		
Achats	4 218 310	5 079 384
Variation de stocks (stock initial-stock final)	66	76
Services extérieurs	3 496 169	3 160 846
Impôts, taxes et versements assimilés	110 317	126 538
Charges de personnel	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	1 351 449	561 420
Autres charges	92 749	90 736
Total	9 269 061	9 019 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	**68 796**	**-349 180**
Produits financiers	119 200	84 097
Charges financières	2 670	3 809
RESULTAT FINANCIER	**116 530**	**80 288**
Produits exceptionnels	39 211	483 244
Charges exceptionnelles	30 314	70 869
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**8 897**	**412 375**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**194 223**	**143 483**

d'exploitation, le résultat net atteint au final 194 K€, contre 143 K€ en 2014/2015.

Une hausse des ventes de chaleur

La puissance souscrite a diminué de 2,5% cette saison à 104 593 kW suite à une baisse de puissance du nouvel hôpital civil (2 620 kW), à la résiliation de la Résidence Les Obernades (50 kW) et à la baisse de puissance de pavillons individuels (24 kW).

- **Les quantités de chaleur vendues progressent de 3%**

  Malgré une année climatique légèrement moins rigoureuse (-1,7% des degrés-jours) et la baisse des puissances souscrites, les quantités de chaleur vendues progressent de 3%, grâce à la hausse des consommations des hôpitaux (+4,4%) en raison d'une occupation plus importante de leurs locaux, et au fonctionnement cette saison sur une année pleine de la Maison d'arrêt de l'Elsau. Ainsi les quantités de chaleur livrées atteignent 103 239 MWh contre 100 228 MWh en 2014/2015. La consommation des HUS représente 42% de la chaleur vendue par le réseau.

- **Une interconnexion très sollicitée**

  La fourniture de chaleur par l'UIOM a été arrêtée du 01/07/15 au 22/02/16 puis très irrégulière du 22/02 au 30/06/16 ; 5,4 GWh ont ainsi été fournis contre 12,9 GWh la saison passée, et 45 GWh attendus en fonctionnement normal.
  Ce défaut de fourniture, associé à l'augmentation des besoins du réseau, a entrainé une hausse de 9% des quantités de chaleur en provenance du réseau de l'Esplanade ; elles sont ainsi passées de 34 GWh à 37,1 GWh en 2015/2016.

- **Le rendement de l'installation diminue**

  Le rendement global de l'installation (chaufferie, réseau) atteint 79,5% en 2015/16 (contre 80,8% la saison passée) ; cette baisse résulte de l'utilisation accrue de gaz et très marginalement de fioul domestique en remplacement de la chaleur issue de l'UIOM (raccordement 100%).

- **Un écobilan qui se dégrade mais reste positif**

  Les polluants atmosphériques rejetés progressent tous cette saison ; de même la quantité de CO2 émise dans l'atmosphère augmente de 12,3% à 17 977 tonnes. Ce bilan s'explique par le recours plus important aux énergies fossiles pour pallier aux arrêts de l'UIOM et subvenir aux besoins du réseau en augmentation par rapport à 2014/2015.

- **Un réseau quadruplement certifié**

  Strasbourg Energie détient une quadruple certification OHSAS 18001, ISO 14001, ISO 50001 et ISO 9001 renouvelée en 2014 suite à un audit pour une période de 3 ans (fin au 31/07/2017).

- **Les travaux d'entretien et de renouvellement se renforcent**

  Après un investissement de 449 K€ en 2014/2015, 1 077 K€ ont été dépensés cette saison, dont 371,7 K€ pour le réseau de la Plaine des bouchers, au titre du plan de rénovation des réseaux défini à l'avenant n°4. 302 K€ ont par ailleurs été consacrés aux sous-stations (Schongaeur1, Vélasquez1 et EMS ateliers) et 323 K€ à la réparation de fuites (contre 247 K€ en 2014/2015). Par ailleurs, 10 interventions sur le réseau ont occasionné 2 heures d'interruption de service, contre 14 heures en 2014/2015.

- **Des investissements d'amélioration des installations**

  Durant la saison 2014/2015, 154 K€ ont été alloués au raccordement de la Caf, 410 K€ aux travaux de mises en conformité des brûleurs définis à l'avenant n°6 et 136 K€ au raccordement de la Maison d'arrêt de l'Elsau (2ème tranche).

Le résultat net progresse

L'analyse financière est réalisée sur la base du compte d'exploitation du service qui retrace

plus précisément les évolutions de l'activité. Les chiffres de la liasse fiscale ont été retraités.

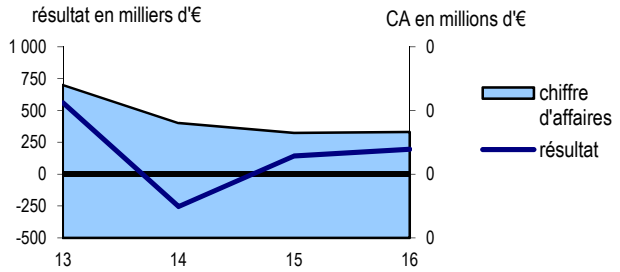
- **Le chiffre d'affaires diminue de 4,2% à 8 M€**
  Depuis l'arrêt de la cogénération, le chiffre d'affaires est exclusivement constitué des recettes de vente de chaleur aux abonnés du réseau de l'Elsau. Son évolution est liée :
  - à la baisse de 9% du chiffre d'affaires de la part R1 de chaleur vendue aux abonnés : la hausse des quantités de chaleur vendues (+3%) n'a en effet pas compensé la baisse de 8% du prix unitaire du R1 moyen de chaleur, qui répercute la diminution du prix du gaz ;
  - à la progression du chiffre d'affaires « abonnement » (part R2 du tarif) de 3% en raison d'une hausse de 0,8% du tarif R2 par rapport à 2014/2015 et du report de 40 K€ de recettes au titre de l'exercice passé ;
  - **Le prix moyen du MWh pour l'abonné** (coût de l'énergie + abonnement) **diminue de 7%** à 77,62€/MWh (vs 83,50€/MWh en 2014/2015).

Au final, les produits progressent de 0,7% à 9,2 M€. Ils sont fortement impactés par la hausse des reprises sur provisions à hauteur de 1 123 K€ (contre 578 K€ en 2014/2015), dont 1 080 K€ pour le renouvellement, et la baisse des droits de raccordement (26 K€ contre 153 K€ la saison passée).

- **Les charges d'exploitation restent stables à 9,1 M€**
  Cette stabilité cache toutefois des évolutions contrastées :
  - le poste achats diminue de 20,3% à 4 465 K€ alors même que les besoins en énergies entrantes ont augmenté de 4% : cette évolution traduit la chute du prix d'achat du gaz de 23% sur la saison et de 30% sur les 5 mois d'hiver ;
  - le poste « rémunérations et intermédiaires » comportant les frais de siège passe de 632 K€ à 595 K€, en cohérence avec l'évolution du chiffre d'affaires.
  - en revanche, les dépenses de rénovation du réseau progressent fortement (831 K€ vs 280 K€), ainsi que la dotation pour grosse réparation passée de 200 K€ à 950 K€ : au 30/06/2016 la provision GER s'élève à 1 187K€, elle apparait suffisante pour couvrir substantiellement la remise en état des installations jusqu'à l'échéance de la délégation ;
  - les dotations aux amortissements ont progressé de 361 K€ à 401K€ en cohérence avec les travaux réalisés et l'accroissement du patrimoine ;
  - les impôts et taxes sont en hausse de 6,7% à 256 K€ vs 240 K€ suite à l'augmentation de la TICGN au 01/01/2016 ;
  - les charges de personnel mis à disposition évoluent de +0,5% à 398 K€ ;
  - l'impact de la comptabilisation des quotas de CO2 est nul cette saison, malgré la hausse des besoins en énergie primaire pour satisfaire les besoins du réseau.

Au final, le résultat d'exploitation atteint 107 K€ contre 53 K€ en 2014/2015.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le résultat net progresse**
  Le résultat financier est bénéficiaire à 116 K€, il intègre l'étalement et la facturation de droits de raccordement.
  Au final, le résultat net s'élève à 193 K€ contre 143 K€ l'exercice précédent.

Les perspectives

Les conclusions du schéma directeur des réseaux de chaleur présentées le 10/03/17 préconisent la résiliation anticipée (fin juin 2019 vs fin juin 2022) puis la fusion des réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade pour sécuriser le mix énergétique, générer des économies d'échelle et restructurer la grille tarifaire. Dans cette perspective, l'EMS a désigné à l'été 2017 un assistant à maitrise d'ouvrage afin de l'assister dans ces négociations avec le délégataire sortant et la préparation du futur contrat.

Suite à une fuite importante survenue sur le réseau de chaleur de l'Esplanade, le délégataire a réalisé une thermographie aérienne pour détecter les déperditions thermiques et les zones de fragilité du réseau. Un programme de maintenance et renouvellement renforcé sera mis en œuvre dès 2017/2018 fonction des priorités identifiées (réseau départ chaufferie etc.).

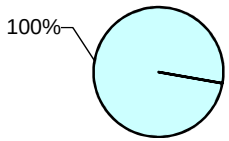
Par ailleurs, 700 K€ de travaux de gros entretien et renouvellement sont prévus en 2016/2017, dont 180 K€ au titre du plan de rénovation des réseaux.

Trois nouveaux raccordements sont attendus en 2016/2017 : le siège de la Caf (590 K€), le centre technique d'assainissement de Strasbourg (750 K€) et un bâtiment interne à l'hôpital civil.

Le délégataire

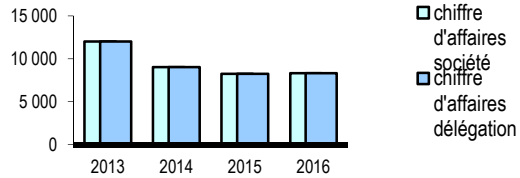
Son actionnariat

ES Services Energetiques



Poids de la délégation au sein de la société

en millions d'€



Gestion du réseau de chaleur - Esplanade

Production et distribution d'énergie calorifique sur la zone de l'Esplanade à Strasbourg

Contrat de concession

- prise d'effet : 01/12/1998
- avenant n°1 du 16/09/2005, n°2 du 21/12/2006, n°3 du 19/12/2014, n°4 du 23/04/2015, n°5 du 30/06/2016.
- échéance : 30/06/2022
- durée : 24 ans
- redevance : part fixe actualisée de 27 667 € + part variable (proportionnelle à la longueur du réseau) soit au titre de 2015/2016 : 64 288 €.

Service référent : Environnement et transition énergétique (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

SETE

Société nouvelle d'exploitation thermique de l'Esplanade

Société anonyme créée en 1999

Filiale de ES Services Energétiques depuis le 01/01/2016 suite au rapprochement de Dalkia Bas-Rhin avec le groupe ES.

26 boulevard du Président Wilson
67000 Strasbourg
☎ 03 88 43 10 90 🖷 03 88 79 14 58

Structure dédiée à la délégation : oui
Capital social : 160 000 €

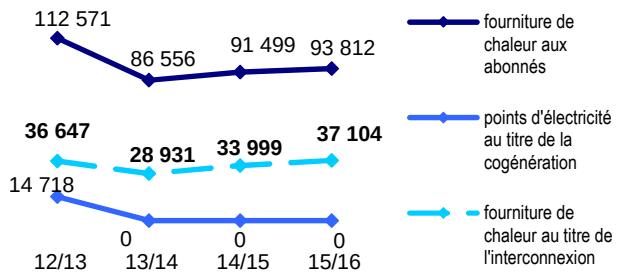
Directeur d'ES Services Energétiques : Emmanuel GROSHENY depuis le 01/01/2016

Effectif moyen : 9 Etp

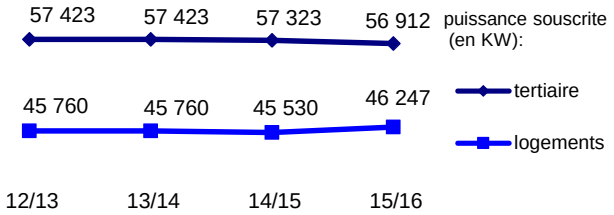
Indicateurs

❖ ACTIVITE

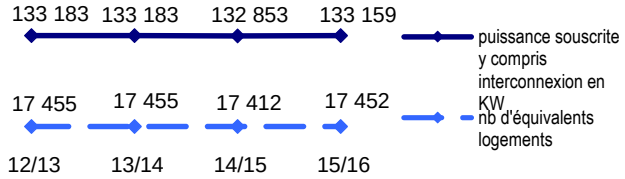
Evolution des ventes d'énergie en MWh



Evolution de la puissance souscrite

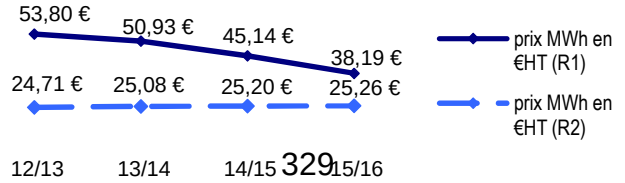


Evolution du nb d'équivalents logements et de la puissance souscrite en KW



❖ QUALITE

Evolution du prix de vente



Depuis le 01/01/2016, les sociétés Dalkia et Electricité de Strasbourg (Es), appartenant toutes deux au groupe EDF, se sont rapprochées pour créer une filiale commune sur le territoire du Bas-Rhin baptisée Es Services Energétiques, qui exploite désormais via la SETE le réseau de chaleur de l'Esplanade.

Long de 14,1 km, ce réseau de chaleur permet d'assurer le chauffage du quartier de l'Esplanade (bâtiments universitaires, logements et commerces) soit 17 452 équivalent-logements en 2016.

La chaleur est produite par le chauffage d'eau à 150°C maximum et livrée aux usagers via le réseau. Afin d'assurer une sécurisation de l'approvisionnement des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), le réseau de l'Esplanade est raccordé à celui de l'Elsau qui fournit les HUS.

Les ventes d'électricité à ES Energies au titre de la cogénération ont par ailleurs définitivement cessé depuis la saison 2013/2014 suite à l'arrivée à échéance du contrat de vente d'électricité au 31/12/2012.

Le réseau dispose depuis janvier 2017 d'un nouveau site internet pour informer les usagers sur le fonctionnement du réseau de chaleur, les travaux en cours, les modalités de raccordement ou les éco-gestes.

L'exercice a été marqué par la réalisation des travaux de mise en conformité (460 K€) confiés au délégataire par l'avenant n°5, suite aux nouvelles valeurs limites d'émissions à respecter sur les installations de combustion (remplacement du fioul lourd par du fioul domestique).

Par ailleurs, la centrale de cogénération biomasse, projet privé porté par le Groupe Es-Dalkia, a été mise en service le 18/10/2016. Après une phase de montée en charge et de réglages, elle délivrera 81 GWh de chaleur renouvelable par an au réseau de l'Esplanade (70% de ses besoins), via une convention tripartite de fourniture de chaleur. Les abonnés bénéficieront ainsi d'une TVA réduite à 5,5% sur la totalité de leur facture.

Le chiffre d'affaires baisse de 8,6%, l'augmentation des besoins du réseau de chaleur de l'Elsau et plus

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public.

	2015/2016	2014/2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	8 669 649	8 567 631
Production stockée	303 587	2 599
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	445 000	621 000
Autres produits	-118 796	64 114
Total	9 299 441	9 255 344
Charges d'exploitation		
Achats	4 886 141	5 639 583
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	3 746 370	2 724 125
Impôts, taxes et versements assimilés	58 323	168 322
Charges de personnel	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	479 381	165 961
Autres charges	79 923	74 816
Total	9 250 138	8 772 807
RESULTAT D'EXPLOITATION	**49 303**	**482 537**
Produits financiers	208 545	45 503
Charges financières	453	-41
RESULTAT FINANCIER	**208 092**	**45 544**
Produits exceptionnels	236 984	13 260
Charges exceptionnelles	197 034	158 247
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**39 949**	**-144 987**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**225 226**	**223 393**

marginalement des abonnés de l'Esplanade, pour une rigueur climatique sensiblement équivalente, n'ayant pas permis de compenser la baisse importante du prix des énergies (R1). Toutefois, grâce à la maîtrise des charges d'exploitation et à un résultat financier en forte hausse à 208 K€, le résultat net reste stable à 225 K€.

Une hausse des ventes de chaleur

L'année climatique légèrement plus longue (+0,34% des degrés jour) et l'augmentation des besoins de l'interconnexion ont entrainé une hausse globale des besoins de chaleur de 4,3%. Par ailleurs, les puissances souscrites sont en très légère hausse (+0,3%) grâce à 4 raccordements (dont la maison universitaire internationale) qui compensent la baisse de puissance du centre commercial.

- **Les quantités de chaleur vendues augmentent**

  L'hiver 2015/2016 a entrainé une hausse de 2,5% des quantités de chaleur livrées aux abonnés de l'Esplanade ; elles ont atteint 93 812 MWh contre 91 499 MWh l'hiver précédent.

  Par ailleurs, la discontinuité de fourniture d'énergie par l'usine d'incinération des ordures ménagères à Strasbourg Energie a induit une augmentation de 9,1% des quantités de chaleur vendues à l'interconnexion ; elles sont ainsi passées de 34 GWh à 37,1 GWh en 2015/2016.

  Au final, les quantités de chaleur vendues ont augmenté de 4,3% à 130 916 MWh.

- **Les pertes du réseau s'élèvent à 8,4% de l'énergie produite**

  Le rendement global de l'installation baisse légèrement à 84,9% contre 85,2% en 2014/2015. Un compteur installé en chaufferie en aval de la production de chaleur permet désormais de mesurer les pertes liées au réseau : elles s'élèvent à 8,4% de l'énergie produite.

- **Un écobilan satisfaisant**

  L'absence de recours au fioul lourd et la faible consommation de fioul domestique ont entrainé une forte diminution des quantités de polluants atmosphériques (-42% de poussières et -92% de SO2) rejetés.

  L'utilisation de la chaudière de post combustion froide en secours a toutefois entrainé une hausse des rejets d'oxydes d'azote.

  La quantité totale de CO2 émise dans l'atmosphère représente 31 657 tonnes contre 30 375 tonnes en 2014/2015 ; cette évolution résulte de l'augmentation de la consommation d'énergie primaire nécessaire pour satisfaire les besoins de chaleur en hausse des abonnés.

- **Une durée d'interruption de service en hausse**

  A hauteur de 439 K€, contre 421 K€ l'exercice précédent, les travaux ont notamment été consacrés au remplacement du réseau place de l'Esplanade (183 K€), des échangeurs dans deux sous-stations (93 K€), et à la réparation de fuites (70 K€, soit 16% des dépenses contre 29% en 2014/2015).

  Ces fuites ont représenté une interruption de service de 14 heures et 58 minutes contre 2 heures ½ en 2015/2016, en raison de la fuite survenue rue Goethe le 29/09/2015 ; elle a entrainé l'arrêt complet de la chaufferie dans l'attente de l'isolement du tronçon concerné.

- **Un réseau quadruplement certifié**

  SETE détient une quadruple certification, OHSAS 18001, ISO 14001, ISO 50001 et ISO 9001 renouvelée en 2014 suite à un audit pour une période de 3 ans (fin au 31/07/2017).

Le résultat net reste stable

L'analyse financière est réalisée sur la base du compte d'exploitation du service qui retrace plus précisément les évolutions de l'activité. Les chiffres de la liasse fiscale ont été retraités.

- **Le chiffre d'affaires, à 8,7 M€, diminue de 8,6%**

Cette évolution est liée :

- à la diminution de 13,3% du chiffre d'affaires de la part R1 de chaleur vendue aux abonnés : la hausse des quantités de chaleur livrées (+2,5%) ne suffit pas à compenser la baisse de 15,4% du prix unitaire moyen R1 de la chaleur, qui répercute la baisse du prix du gaz ;
- à la stabilité des ventes de R2 (abonnement) facturé aux abonnés : 2 606 K€ vs 2 591 K€ en 2014/2015 ; **Le prix moyen du MWh** (coût de l'énergie + abonnement) **pour l'abonné baisse ainsi de 10%** à 65,97 €/MWh contre 73,46 €/MWh en 2014/2015 ;
- à la baisse du chiffre d'affaires de l'interconnexion (-11%) : les forts besoins du réseau de l'Elsau (+9,1%) n'ont pas suffi à compenser la chute du prix unitaire de vente de R1 (-21,5%) et génèrent un chiffre d'affaires de 1 633 K€ contre 1 838 K€ 2014/2015.

Au final, les produits d'exploitation baissent de 3,3% à 9 M€ contre 9,3 M€ en 2014/2015.

Ils sont impactés par la reprise sur provisions pour renouvellement (445 K€ contre 634 K€ en 2014/2015) et par la forte hausse des droits de raccordement passés de 3 K€ à 662 K€ (extensions du réseau pour l'Inet, tour Seegmüller, Icade...).

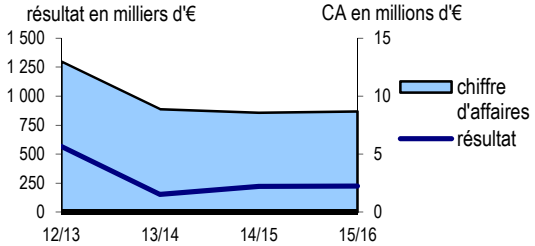
A noter également, comme en 2014/2015, l'absence de produit généré par les quotas CO2.

- **Les charges d'exploitation sont stables à 8,9 M€**

Cette stabilité (-0,4 % par rapport à 2014/2015) masque toutefois de fortes évolutions :

- le poste « achats », qui représente 53% des charges, baisse de 16% alors même que les besoins entrants ont augmenté de 6% suite à la sollicitation de l'interconnexion ; cette évolution traduit la chute du prix d'achat du gaz de 23% sur la saison (30% pour les 5 mois d'hiver) ;
- les « services extérieurs » progressent de 49% à 1 805 K€ en raison des dépenses de sous-traitance pour compte (555 K€) en lien avec la forte hausse des droits de raccordement ; les grosses réparations comptabilisées sur l'exercice évoluent peu (366 K€ vs 341 K€) ;
- une dotation aux provisions pour grosses réparations est inscrite à hauteur de 325 K€ (rien n'avait été comptabilisé en 2014/2015) : au 30/06/2016 la provision GER s'élève à 1 202 K€ ; elle apparait suffisante pour couvrir substantiellement la remise en état des installations jusqu'à l'échéance de la délégation ;
- le poste « rémunérations et intermédiaires » comportant les frais de siège baisse de 661 K€ à 620 K€, en cohérence avec l'évolution du chiffre d'affaires ;
- les charges de personnel mis à disposition (9 ETP) progressent de 4,5% à 485 K€ ;
- 219 K€ sont comptabilisés dans les autres charges de gestion au titre de la réparation d'un sinistre ;
- les impôts et taxes baissent à 322K€ : ils intègrent la hausse de la TICGN (+28%) au 01/01/2016 et la CET à 38 K€ ;
- les émissions de quotas de CO2 se montent à 101 K€ en contre 50 K€ l'exercice passé.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le résultat net reste stable**

Le résultat financier augmente à 208 K€ contre 46 K€ la saison précédente suite à l'étalement et à la facturation des différents droits de raccordement. Au final, le résultat net reste stable à 225 K€ contre 223 K€ en 2014/2015.

Les perspectives

Les conclusions du schéma directeur des réseaux de chaleur présentées le 10/07/17 préconisent la résiliation anticipée (fin juin 2019 vs fin juin 2022) puis la fusion des réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade pour sécuriser le mix énergétique, générer des économies d'échelle et restructurer la grille tarifaire.

Dans cette perspective, l'EMS a désigné à l'été 2017 un assistant à maitrise d'ouvrage afin de l'assister dans ces négociations avec le délégataire sortant et la préparation du futur contrat.

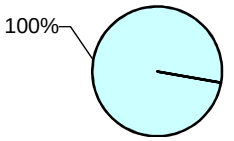
Suite à une fuite importante survenue rue de Boston le 07/01/17, le délégataire a réalisé une thermographie aérienne pour détecter les déperditions thermiques et les zones de fragilité du réseau. Un programme de maintenance et renouvellement renforcé sera mis en œuvre dès 2017/2018 en fonction des priorités identifiées (rue d'Upsal, rue d'Istanbul, Pont d'Anvers).

Enfin, quatre raccordements (Black Swans tour A et B, ZAC Danube et extension du bâtiment de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire) seront effectifs en 2016/2017 pour une hausse totale de puissance souscrite estimée à 5 422 kW.

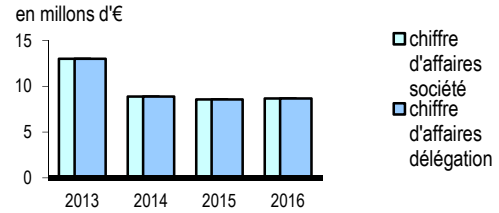
Le délégataire

Son actionnariat

ES Services Energetiques



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du réseau câblé de vidéocommunication

Etablissement et exploitation du réseau câblé sur le territoire de l'Eurométropole

Contrats de concession : 17 contrats passés avec 15 communes et deux groupements, soient 26 communes

- prise d'effet : entre janvier 1989 et août 1994
- échéance : entre février 2017 et novembre 2025
- durée : de 25 ou 30 ans
- redevances pour la Ville de Strasbourg :
  - redevance fixe : 1 500 €,
  - le délégataire est exempté de redevance variable (0,6% du CA et 2% du bénéfice net) par l'avenant n°1 jusqu'à concurrence de 1 500 K€ de redevance cumulée.

Service référent : NTIC (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

SFR Group

Société anonyme

15 Square Béla Bartók
75015 PARIS

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 438 245 303 €

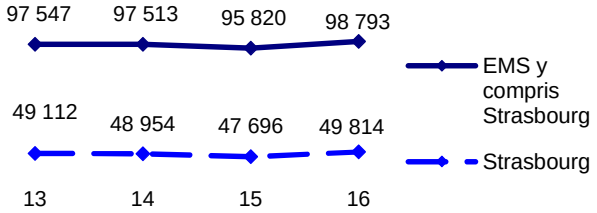
Président - Directeur général : Michel COMBES

Effectif moyen : 15 409 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : non communiqué

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

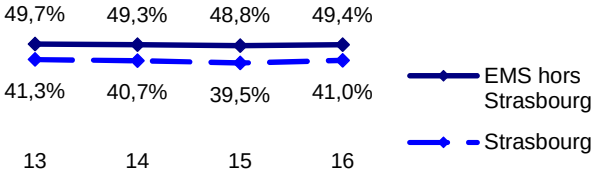
Evolution du nombre d'abonnés au câble



❖ **COUVERTURE DU SERVICE**

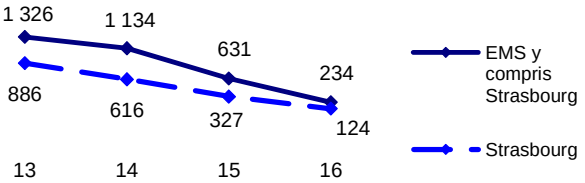
Evolution du taux de pénétration *

* *nb d'abonnés rapporté au nb de prises raccordables*

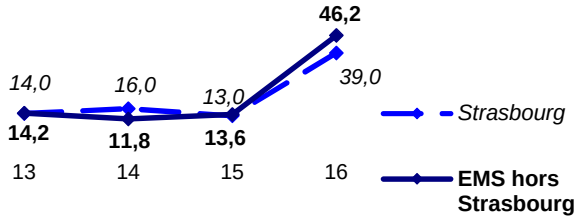


❖ **QUALITE DU SERVICE**

Nombre de perturbations par an



Temps de rétablissement moyen du service en heures



333

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont pleinement pris conscience de l'importance du très haut débit pour l'attractivité et la compétitivité de l'agglomération. C'est pourquoi, le Conseil de communauté du 30 juin 2011 a décidé de créer la compétence intercommunale « aménagement numérique du territoire ».

L'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 a ainsi transféré la pleine compétence de l'ensemble des réseaux câblés des communes à l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole assure désormais le suivi de 17 contrats d'affermage confiés à un même titulaire (Numéricâble) et regroupant 26 communes de son territoire.

Numéricâble rassemble les anciennes enseignes issues de différentes fusions-acquisitions (Noos-Upc, NC Numéricâble, Est-Vidéocommunication) réalisées entre 2006 et 2008. Suite à son rapprochement avec SFR en novembre 2014, la maison mère de Numéricâble, Numéricâble Group est devenu le group Numéricâble-SFR, rebaptisé SFR Group, détenu à 86% par ALTICE. Depuis fin 2015, la marque Numéricâble a progressivement disparue, la communication et la commercialisation se faisant désormais sous une marque unique, celle de SFR.

SFR Group est le 2ème opérateur télécoms en France avec un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros réalisés en 2016; il a pour ambition de devenir le leader national du Très haut débit fixe-mobile et prévoit d'amplifier encore ses investissements pour le déploiement de la fibre optique. Toutefois, selon l'association française des utilisateurs de télécommunications (AFUTT), l'année 2016 a été marquée par une hausse importante du mécontentement et des plaintes des clients SFR/Numéricâble au niveau national.

- **Prise raccordable, habitant raccordé sur le territoire de l'Eurométropole…**

Les habitants des secteurs câblés de l'Eurométropole ont à leur disposition une « prise raccordable » et peuvent être connectés au câble dès lors qu'ils le souhaitent.

Les bailleurs sociaux ont conclu avec la société un accord collectif permettant à tous leurs locataires d'être

raccordés systématiquement, en contrepartie d'une indemnité facturée dans le cadre des charges locatives. Ces prises permettent l'accès au « service antenne » de la télévision. Comme les autres habitants des logements câblés, les locataires des logements sociaux ont accès aux services du câble en s'y abonnant. Les services portent sur internet et la télévision.

Le nombre de logements raccordés totalise ainsi l'ensemble des abonnés aux services du câble et les habitants des logements sociaux bénéficiant du seul « service antenne ».

En 2016, le nombre d'abonnés aux services du câble est en hausse sur le territoire et le développement du réseau en fibre optique progresse sensiblement.

Le chiffre d'affaires cumulé des délégations augmente de 1,9% à 21,34 M€. Malgré la baisse des charges d'exploitation sur l'ensemble des communes, le résultat net cumulé est en baisse de 59,5% (1,2 M€ contre 2,98 M€ en 2015), conséquence d'une forte croissance des charges exceptionnelles.

Le réseau se développe en 2016

- **Le nombre d'abonnés augmente, et le réseau se développe sensiblement**

Le réseau est aujourd'hui composé de 1 500 kilomètres de linéaires de fourreaux (dont 783 km pour Strasbourg).

Avec 98 793 abonnements en 2016, le nombre d'abonnés au câble sur le territoire de l'Eurométropole enregistre pour la première fois une hausse de 3% (+2 973 abonnements) depuis 2013. Des disparités sont tout de même notables selon les communes : le nombre d'abonnés de la première couronne est en progrès malgré une baisse dans la commune d'Hoenheim.

La tendance des communes en périphérie est à la baisse, notamment pour Blaesheim qui perd 30,3% d'abonnés.

Sur le territoire de l'Eurométropole, 54% des abonnés sont des abonnés collectifs (65% pour la Ville de Strasbourg).

Le développement du réseau en fibre optique progresse sensiblement, 1 382 nouvelles prises ont été créées entre 2015 et 2016 contre 688 entre 2014 et 2015. Le nombre de prises progresse au final de 0,6% sur le territoire pour atteindre 220 846 prises, à l'exception des communes de Hausbergen, Hoenheim, Holtzheim Ostwald et Souffelweyersheim dont le développement du réseau diminue en moyenne de près de 90%.

Le taux de couverture du service s'améliore. 44,7% des foyers raccordables sont abonnés en 2016 contre 43,7% en 2015. Si l'on considère uniquement le nombre d'abonnés individuels rapporté au nombre de prises raccordables, le taux de couverture s'élève à 20,5% en 2016 (contre 18,9% en 2015).

Par ailleurs, la transformation du réseau en amenant progressivement la fibre optique en pied d'immeuble et en fournissant aux usagers des débits de transferts pouvant atteindre 100 Mbit/s, permet d'augmenter significativement la performance des services du câblo-opérateur (accès aux chaines de télévision en haute définition, à la 3D et à l'internet très haut débit).

- **Les opérations de réparation du réseau chutent**

Cette année, l'opérateur a réalisé 43 opérations de réparation du réseau (contre 249 en 2015) dont 32 sur Strasbourg. Elles visaient principalement à réparer des bornes et armoires endommagées et à rehausser des chambres. Ces opérations, en forte baisse en 2016, sont pourtant indispensables au bon fonctionnement du réseau, et contribuent à l'amélioration de la qualité du service rendu.

- **Le nombre de perturbations diminue mais le temps de rétablissement moyen remonte sensiblement**

Le nombre de perturbations continue de baisser, passant de 631 à 234 en 2016, dont 124 sur la commune de Strasbourg. Toutefois, après une certaine stabilisation, le temps de rétablissement moyen du service sur le territoire de l'Eurométropole remonte significativement de 13,6 heures à 46,2 heures en 2016. Il dépasse même les 100 heures sur les communes du Sicasso et de Vendenheim (190 h).

Cette hausse du temps de rétablissement moyen pourrait s'expliquer par la diminution des opérations préventives sur le réseau.

- **Une offre restructurée**

En 2015, SFR proposait trois types d'offres, avec internet Très Haut Débit allant de 200 Mb/s pour la première offre jusqu'à 800 Mb/s pour la troisième. En 2016, l'offre commerciale comprend cinq types d'offres ; la box THD Starter (100Mb/s), la box power mini, la box 4K power, la box 4K power+ et le box 4K premium (jusqu'à 1Gb/s pour les quatre offres). Toutes incluent l'accès au cloud SFR et les appels illimités vers 100 destinations internationales. Les différences résident dans le débit internet, la taille de l'espace cloud et le nombre de chaînes TV.

La présence commerciale de proximité a évolué : désormais 5 boutiques sous marque SFR dont une place Kléber permettent la gestion des offres du réseau câblé**.**

De nouveaux bouquets sont par ailleurs disponibles notamment, les bouquets africains (découverte, premium et privilège), arabes (premium et arabia) et à destination d'un public majeur.

- **Les tarifs évoluent**

La location de la box est à 5 € par mois contre 3 € en 2015. A offres quasi équivalentes les prix diminuent pour les offres starter et power, avec respectivement, 1,4% et 8% de baisse.

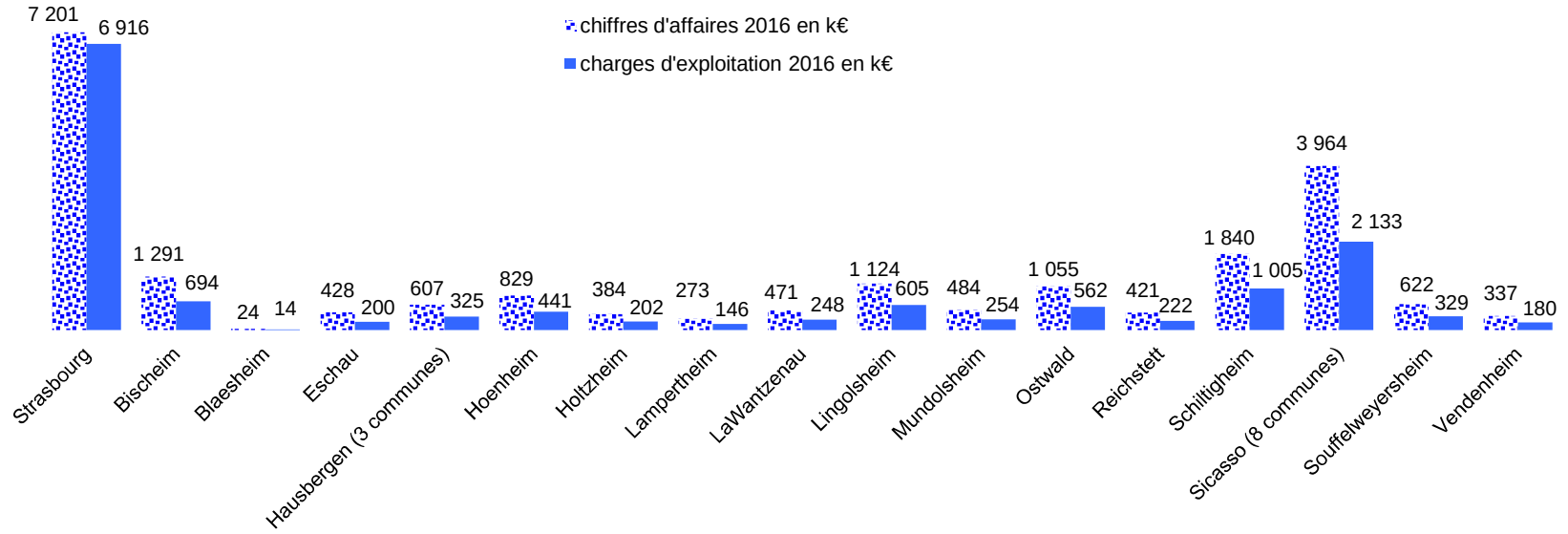
La box premium est à 69,99 € soit une hausse de 21% par rapport à 2015 (box fibre power+ à 57,99 €). En revanche, les prix des Pass thématiques et des chaines restent stables, à l'exception du pack OCS/Bein Sport (+1€/mois).

A noter que les frais d'ouverture du service sont passés de 19 € à 29 € en 2016 et que le niveau des nombreux frais techniques est resté stable.

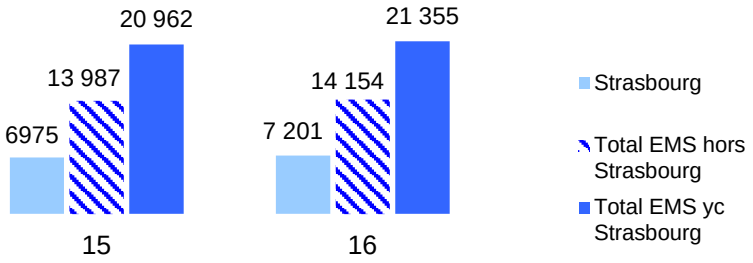
Un résultat net cumulé bénéficiaire

Les informations financières fournies par le délégataire sont sommaires et ne permettent pas de comprendre les différentes évolutions, ni de connaître précisément les différents postes de charges et de produits, notamment en ce qui concerne les résultats financiers et exceptionnels.

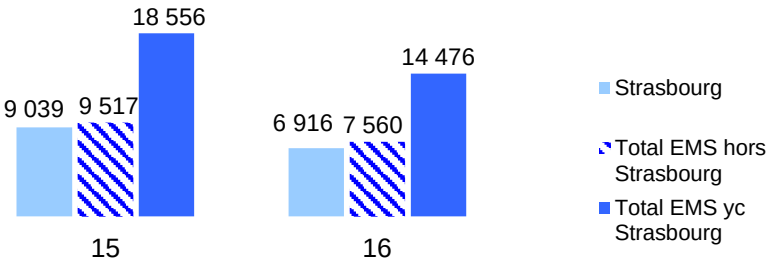
Eléments financiers



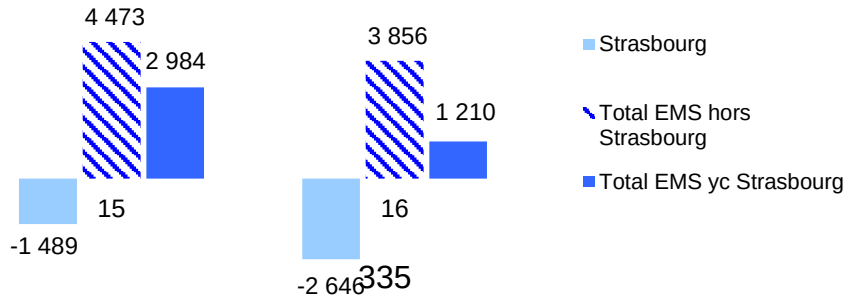
Evolution du chiffre d'affaires cumulé en k€



Evolution des charges d'exploitation cumulées en k€



Evolution du résultat net cumulé en k€



Ce compte retrace uniquement l'activité de la délégation de service public de la Ville de Strasbourg.

		2016	2015
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		7 201 000	6 975 000
Production stockée		-	-
Production immobilisée		439 000	317 000
Subventions d'exploitation		-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges		-	-
Autres produits		-	-
	Total	7 640 000	7 292 000
Charges d'exploitation			
Achats		-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		4 803 000	3 825 000
Impôts, taxes et versements assimilés		-	-
Charges de personnel		-	-
Dotations aux amortissements et provisions		999 000	3 231 000
Autres charges		1 553 000	2 300 000
	Total	7 355 000	9 356 000
RESULTAT D'EXPLOITATION		**285 000**	**-2 064 000**
Produits financiers		-	-
Charges financières		422 000	356 000
RESULTAT FINANCIER		**-422 000**	**-356 000**
Produits exceptionnels		-	931 000
Charges exceptionnelles		2 510 000	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-2 510 000**	**931 000**
RESULTAT NET		**-2 647 000**	**-1 489 000**

Ainsi, la répartition des coûts n'est pas réalisée concession par concession, mais en fonction du poids du réseau (en abonnés ou prises) par rapport au chiffre global de Numéricâble sur 2016. Les commentaires ne pourront donc porter que sur les « grandes masses ».

Au global, sur les 17 contrats regroupant 26 communes de l'Eurométropole, le chiffre d'affaires progresse de 1,9% entre 2015 et 2016 pour atteindre 21,36 M€, dont 7,2 M€ pour Strasbourg (+3,2%), en cohérence avec l'évolution du nombre d'abonnés.

Les charges d'exploitation baissent au global de 22% à 14,5 M€ en 2016, sur tous les contrats sans exception.

Cette diminution résulte notamment de la baisse des dotations aux amortissements et provisions passées sur les 26 communes de 5,9 M€ à 1,8 M€ entre 2015 et 2016, sans que nous puissions expliquer cette évolution.

En intégrant les résultats financiers et exceptionnels, ainsi que les charges relatives aux impôts et taxes, le résultat net sur le territoire est en forte baisse à 1,2 M€ contre 2,98 M€ en 2015.

Ce résultat est fortement impacté par :

- un fort accroissement des charges exceptionnelles qui conduit à un résultat exceptionnel déficitaire sur tous les contrats. Au global, le résultat exceptionnel affiche un déficit de 4,6 M€ contre un excédent de 1,7 M€ en 2015.
- le résultat du contrat de Strasbourg qui affiche une perte de 2,6 M€, contre 1,5 M€ en 2015. La faible rentabilité apparente de la concession pourrait toutefois s'expliquer en partie par le niveau des amortissements et frais financiers liés à la modernisation des réseaux dans d'autres villes ou à des investissements de premier établissement de réseaux plus récents, mais répartis au prorata du chiffre d'affaires sur la délégation : il pourrait donc y avoir un écart entre le déficit comptable affiché et la profitabilité économique du réseau.
- le résultat net des autres contrats en baisse de 1,4% à 3,86 M€.

Au 31/12/2016 la valeur nette comptable du réseau de la Ville de Strasbourg ressort à 8 945 K€. Cette valeur n'a pas été communiquée pour les autres communes de l'Eurométropole.

Les perspectives

Le groupe ALTICE a annoncé un plan de restructuration de sa filiale SFR assorti d'un plan de départs volontaires de 5 000 personnes, mis en œuvre dès 2017.

Le groupe envisage par ailleurs le changement de nom de SFR au profit de ALTICE d'ici mi-2018 afin d'améliorer sa visibilité à l'international.

Sur le plan contractuel, les réseaux câblés ont été établis à l'origine sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dans un contexte technique, juridique et économique qui a été profondément modifié depuis.

Suite aux sollicitations du délégataire en 2014, l'Eurométropole étudie la possibilité de mettre fin de manière anticipée aux contrats de DSP en vigueur : une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a ainsi été désignée pour accompagner la collectivité dans sa réflexion et les négociations avec le délégataire.

Reprises fin 2016, celles-ci se sont poursuivies courant 2017 et pourraient aboutir prochainement.

La collectivité pourrait ainsi céder son réseau assorti d'un droit d'usage pour ses propres besoins et ceux des communes, avec pour objectif, l'accélération du déploiement du très haut débit sur le territoire eurométropolitain.

Gestion du Palais de la musique et des congrès et du Parc des expositions

Gestion du Palais de la musique et des congrès et du Parc des expositions de Strasbourg

Contrat d'affermage

- prise d'effet : 01/11/2016
- échéance : 31/12/2036
- durée : 20 ans et 2 mois
- avenant n° 1 : 25/11/2016 relatif au financement d'investissements complémentaires pour équiper le PMC (2 M€).
- redevance fixe annuelle égale à 150 000 € HT valeur 2014 + intéressement 1,5 % CA sup 23 M€, soit 25,8 K€ pour novembre-décembre 2016

Direction référente : Direction du développement économique et de l'attractivité

SAEML Strasbourg événements

Société anonyme d'économie mixte locale
Capital social : 1 460 279 €

Structure dédiée à la délégation : oui

Place de Bordeaux - 67082 Strasbourg cedex
☎ 03 88 37 67 67 🖷 03 88 25 61 96

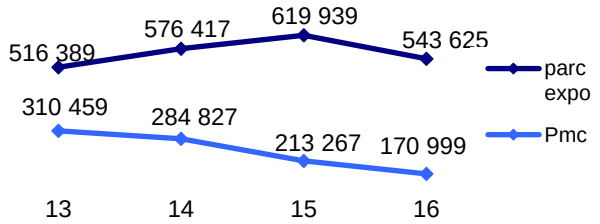
Présidente du conseil de surveillance :
Nawel RAFIK-ELMRINI
Président du directoire : Jean-Eudes RABUT
Directeur général : Stéphane HERTZOG
Directrice générale adjointe : Albane PILLAIRE

Effectif moyen : 114 Etp

Indicateurs

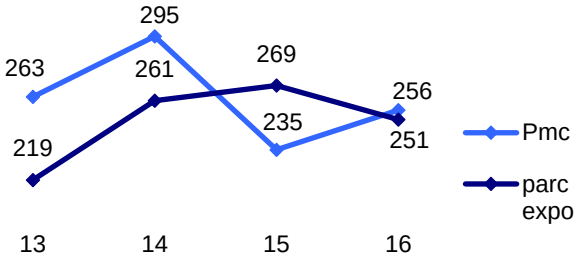
❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation par équipement



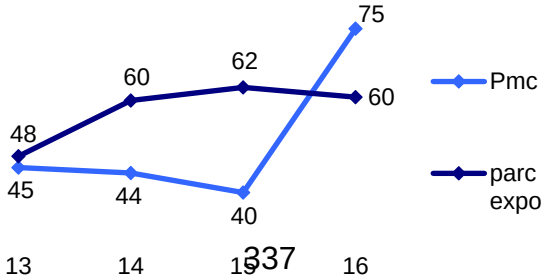
❖ **QUALITE DU SERVICE**

Evolution de l'offre évènementielle*
** nb de jours d'occupation*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution des retombées économiques par site (en M€)



Le contrat d'affermage pour la gestion du Palais de la musique et des congrès (PMC) et du Parc des expositions (PEX) du Wacken, a été attribué à la Sem Strasbourg événements par délibération de janvier 2015 pour une durée de 20 ans et 2 mois à partir du 1er novembre 2016. Cette durée permettra à la Sem de réaliser des investissements importants sur les nouveaux équipements (6,5 M€) et d'en assurer leur entretien-maintenance.

2016 est marquée par la réouverture complète du PMC après 3 années de chantier.

Compte tenu des contraintes liées aux travaux engagés sur le PMC durant les neufs premiers mois de l'année et de la réduction importante du périmètre sur le PEX, 2016 est une bonne année en termes d'activité, malgré le ralentissement des spectacles et la baisse de l'activité « foire » (notamment la foire Européenne) : le chiffre d'affaires est en forte hausse de 31% par rapport à l'année précédente, du fait de la présence du salon biennal EGAST, très performant, mais aussi de la bonne tenue du secteur MICE (congrès et salons organisés par des tiers).

La société a ainsi dégagé un CA de 19,48 M€ contre 14,8 l'an dernier, générant un résultat net de 1,39 M€, grâce notamment à la bonne maîtrise des charges d'exploitation.

Afin de faciliter la comparabilité des exercices, les indicateurs et chiffres financiers concernent l'ensemble de l'exercice 2016, et non la seule partie novembre – décembre correspondant à la nouvelle DSP.

L'année 2016 est marquée par les travaux et la réouverture du PMC

L'année 2016 a été principalement marquée par la réouverture complète du PMC après 3 années de travaux de restructuration, modernisation et extension. Les nouvelles dimensions et fonctionnalités ont ainsi permis d'accueillir des congrès d'envergure internationale.
Le PMC a été occupé 256 jours contre 235 en 2015 et le PEX 251 jours contre 269 l'an passé.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	19 482 818	14 827 798
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	721 298	959 482
Autres produits	335 764	324 179
Total	20 539 880	16 111 460
Charges d'exploitation		
Achats	120 897	192 347
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-938	3 849
Services extérieurs	10 439 915	8 116 479
Impôts, taxes et versements assimilés	360 526	328 714
Charges de personnel	6 531 587	6 117 592
Dotations aux amortissements et provisions	871 658	431 662
Autres charges	99 103	25 706
Total	18 422 748	15 216 348
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 117 133**	**895 111**
Produits financiers	185 997	167 258
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**185 997**	**167 258**
Produits exceptionnels	-	833
Charges exceptionnelles	-	5 458
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-4 624**
RESULTAT NET	**1 390 794**	**711 169**

Au total, 225 manifestations et plus de 714 624 visiteurs ont été accueillis sur les 2 sites en 2016.

- **L'activité congrès et conventions est meilleure que prévue**

  Le nombre de congrès et conventions est en hausse avec 106 évènements organisés (contre 82 en 2015), dont 18 de dimension internationale et 31 de dimension nationale.

  L'activité est repartie sur l'année avec en point d'orgue la réouverture du site le 15 septembre, les opérateurs ayant dans l'ensemble maintenu leur confiance à l'exploitant malgré les nuisances liées aux travaux.

  L'activité MICE dégage ainsi un chiffre d'affaires de 8,9 M€ pour 6,6 M€ programmés initialement.

  Les principales manifestations organisées en 2016 sont l'IEEE (Institut of electrical and electronics engineers conference), les Entretiens territoriaux de Strasbourg, la 27ème convention nationale des assemblées des communautés de France et le congrès du sommeil.

- **L'activité foires et salons souffre**

  34 expositions, foires et salons se sont déroulés en 2016, pour un chiffre d'affaires de 9,3 M€. Strasbourg événements a accueilli 24 salons organisés par des tiers contre 29 en 2015 qui ont rassemblé près de 222 491 visiteurs (263 000 en 2015).

  En 2016, la fréquentation des foires et salons diminue de 7% à 492 872 personnes :

  La Foire européenne s'est bien maintenue malgré une baisse de 10% de la fréquentation avec 174 329 visiteurs contre 194 319 personnes en 2015. Cette baisse est liée aux mesures de sécurité, aux températures caniculaires et aux modifications de configurations imposées par l'avancement du chantier du QAI.

  La Foire a tout de même généré près de 4,4 M€ de chiffre d'affaires et reste l'évènement phare du Grand Est.

  Par ailleurs, l'activité 2016 est marquée par le salon biennal EGAST, qui a accueilli près de 30 000 visiteurs. Cette 16ème édition a confirmé sa position de premier salon professionnel des métiers de bouche du Grand Est. Le salon a atteint ses objectifs et généré un volume d'activité de 1 563 K€.

  Enfin, St'art a généré un chiffre d'affaires de 913 K€, en hausse de 4%.

- **L'activité « spectacles » ralentit encore**

  L'activité spectacle connait depuis 2014 un repli en partie lié aux travaux du parc des expositions : après une baisse des manifestations de 6,5% en 2015, on constate en 2016 une nouvelle baisse des spectacles (60 spectacles soit -41%) et des fréquentations (91 911 spectateurs contre 104 000 l'année précédente soit -12%).

- **L'activité extérieure recule**

  L'activité de conception et réalisation de stands en France ou à l'étranger a généré un chiffre d'affaires de 454 K€ contre 541 K€ l'an passé. Cette activité varie selon les années en fonction notamment du résultat des appels d'offres.

- **Le plan d'investissement PMC se poursuit**

  3,5 M€ d'investissement sont prévus sur le seul parc matériel du PMC, financé à hauteur de 1 M€ par l'EMS. 1,5 M€ ont été réalisés en 2015 et 1 M€ en 2016. Le reste est reporté sur l'exercice 2017.

- **Des retombées économiques en hausse**

Sur 2016, les retombées économiques liées aux dépenses des congressistes sont estimées à 135,6 M€ (102,2 M€ en 2015 soit +33%), dont 75,2 M€ générées par le PMC et 60,4 M€ par le PEX.

- **Une qualité de service satisfaisante**

  Strasbourg Evènements mesure la satisfaction des clients, organisateurs et visiteurs au moyen d'enquêtes : la note moyenne accordée par ces derniers est de 7,4/10.

  Enfin, le taux de récurrence est élevé puisque 2/3 des exposants en moyenne reviennent d'une édition à l'autre.

L'activité est fortement excédentaire

Le compte de résultat de la délégation correspond à celui de la société, la délégation représentant 100% de son activité.

Le chiffre d'affaires 2016, à 19,5 M€, est en forte hausse de près de 31% par rapport à l'année précédente.

Cette hausse s'explique par les fortes augmentations des recettes issues des congrès et colloques (+130%) et des recettes diverses (+79%). Seules les recettes des spectacles sont en baisse de 9%.

Le CA se ventile par activité de la façon suivante (en K€ HT) :

foire & salons	congrès & conventions	spectacles	manif. diverses	location facturat.
9 291	6 538	972	1 131	1 551

Les charges d'exploitation augmentent aussi mais restent maitrisées. Elles atteignent 18,4 M€ (+21%) :

Les charges salariales sont en hausse de 6,7% à 6,5 M€ en raison de coûts de départ et de contentieux historiques à hauteur de 647 K€.

Les dotations aux amortissements doublent et atteignent 872 K€ suite à l'évolution du plan d'investissement.

Le résultat financier progresse de 11% et atteint 186 K€.

Au final, et malgré les travaux, l'année 2016 a été une bonne année en termes d'activité et la bonne maîtrise des charges a permis de dégager un résultat net de 1,39 M€ (contre 711 K€ en 2015).

Par ailleurs, une distribution de participations aux collaborateurs et de dividendes aux actionnaires a été effectuée (232 K€ pour la Ville de Strasbourg et 463 K€ pour l'Eurométropole).

Les perspectives

L'année 2017 sera la première année pleine du PMC rénové et agrandi, et permettra la multiplication de l'activité aussi bien en nombre qu'en qualité ; ainsi de nombreuses manifestations sont déjà annoncées pour 2017, telle que le forum franco-allemand ou le congrès de l'union sociale pour l'habitat, le congrès de l'E-MRS (European materials recherch society) et le congrès national des sages-femmes.

A date, le carnet de commandes se remplit jusqu'à horizon 2021, avec des congrès d'envergure nécessitant l'utilisation des 2 sites (congrès de pneumologie, des avocats, des experts comptables, de la Fédération astronautique internationale).

La foire européenne sera impactée par l'extension de la zone Maillon et devrait perdre 3000 m² couvert. La problématique du stationnement et de l'accessibilité sont à l'étude avec les services de la collectivité. Cuba sera le pays à l'honneur en 2017.

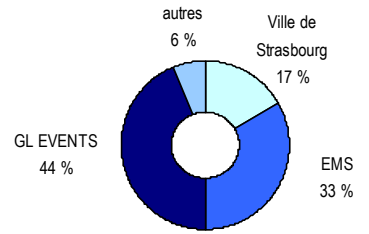
Par ailleurs St'art continuera sa montée en gamme avec la venue de la fondation VENET en invitée d'honneur.

L'objectif de chiffre d'affaires prévu pour 2017 est de 18,4 M€ contre 14,8 M€ en 2015 (année comparable avec l'absence du salon EGAST), soit 25% de croissance.

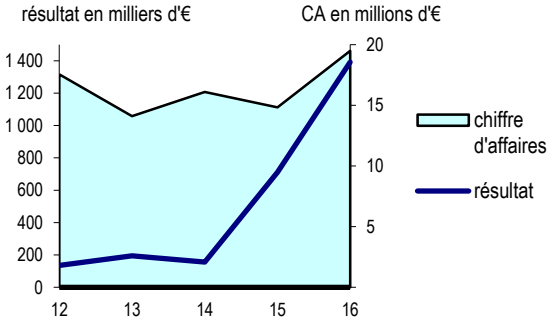
339

Le délégataire

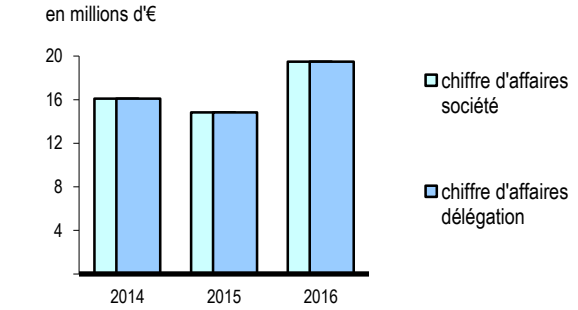
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Distribution publique de gaz

Pose et entretien des conduites de gaz naturel, distribution et fourniture de gaz naturel aux services publics et aux particuliers sur le territoire de l'Eurométropole.

28 contrats de concession

- Prises d'effet de 1911 (1914 pour Strasbourg) à 2012.
- Echéances comprises entre le 30/11/2021 (Holtzheim) et le 31/08/2052 (Blaesheim) ; La majorité des contrats arrive à échéance le 31/12/2040 (dont Strasbourg).
- Redevances de concession et d'occupation du domaine public cumulées sur les 28 communes : 1 303 K€ versés au titre de l'exercice 2015/2016.

Service référent : Direction de la mission énergie.

Réseau GDS

Société anonyme d'économie mixte

14, place des Halles - 67082 Strasbourg Cedex
☎ 03 88 79 57 00 Site internet : *www.**reseau-gds**.fr*

Structure non exclusivement dédiée à la délégation

Capital social : 9 778 000 €

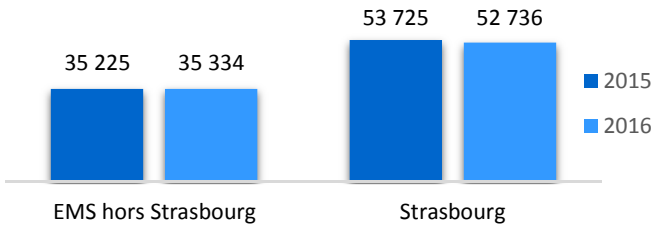
Président : Olivier BITZ
Directeur général par intérim : Bruno ALAVES

Effectif moyen : 235 (hors filiales)
Effectif moyen affecté à la délégation : non communiqué

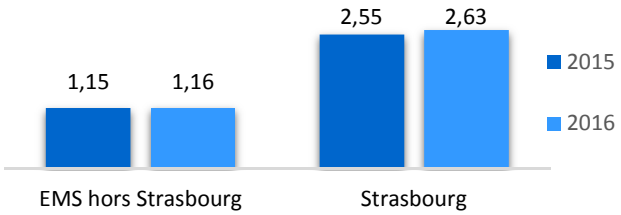
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Nombre de point de consommation sur Strasbourg et EMS

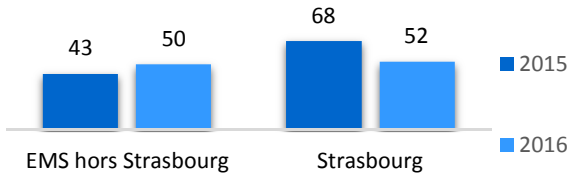


Quantités de Gaz acheminées sur Strasbourg et EMS (en TWh)



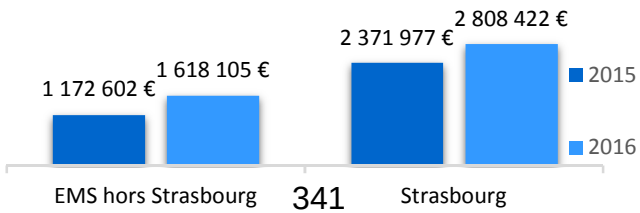
❖ **QUALITE DU SERVICE**

Nombre de Fuites constatées en 2016 sur Strasbourg et EMS



❖ **Financier**

Montant des investissements réalisés sur Strasbourg et EMS



L'Eurométropole de Strasbourg assure depuis le 1er janvier 2015 la gestion des réseaux de distribution de gaz des 28 communes du territoire, auxquels sont venus s'ajouter le 1er janvier 2017 4 nouveaux réseaux avec l'intégration de la Communauté de communes des Châteaux.

Chaque commune possède son propre contrat avec Réseau GDS ; la majorité d'entre eux arrivera à échéance au 31 décembre 2040, dont celui de la Ville de Strasbourg.

Conformément à l'obligation de séparation juridique des activités de gestionnaire du réseau de distribution et de fournisseur d'énergie, la gestion des réseaux de distribution de gaz est assurée par Réseau GDS, société d'économie mixte locale (Sem) détenue à hauteur de 50% par la Ville de Strasbourg.

La Sem distribue ainsi du gaz via 1 908 km de réseau à plus de 106 500 clients répartis sur 114 communes dans le Bas-Rhin.

La fourniture et la commercialisation du gaz, ainsi que les relations avec les clients, sont réalisées par la société ÉS Énergies Strasbourg et ses concurrents.

Du fait de conditions climatiques légèrement plus rigoureuses, les quantités de gaz acheminées sont, au global sur les 28 communes, supérieures de 2,4% à celles de l'exercice 2014/2015 pour un nombre de point de consommation en baisse de 1%. Ainsi 3,8 TWh de gaz ont ainsi été acheminés en 2015/2016 sur l'Eurométropole à 88 070 points de livraison.

La concession de Strasbourg a dégagé un résultat d'exploitation de 7,9 M€ contre 6,7 M€ en 2014/2015.

Il s'agit du 2ème rapport consolidé sur la distribution de gaz à l'échelle des 28 communes du territoire. L'Eurométropole a travaillé avec Réseau GDS à la définition d'indicateurs pertinents à cette nouvelle échelle ; les données financières communiquées, bien que toujours parcellaires, sont désormais harmonisées sur les 28 rapports de concession.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule concession de la Ville de Strasbourg.

		2016	2015
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		28 075 722	27 974 677
Production stockée		-	-
Production immobilisée		2 405 410	1 180 435
Subventions d'exploitation		-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges		-	-
Autres produits		-	-
	Total	30 481 132	29 155 112
Charges d'exploitation			
Achats		-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		20 505 615	20 385 142
Impôts, taxes et versements assimilés		-	-
Charges de personnel		-	-
Dotations aux amortissements et provisions		2 066 589	2 087 134
Autres charges		-	-
	Total	22 572 204	22 472 276
RESULTAT D'EXPLOITATION		**7 908 928**	**6 682 835**

La société n'a communiqué aucun élément relatif aux résultats financier et exceptionnel de la délégation.

L'activité 2015/2016

Gestionnaire du réseau de distribution, Réseau GDS est chargé de la conduite, de l'entretien et du développement des réseaux de distribution, qu'il met à disposition des fournisseurs de gaz naturel qui commercialisent la molécule.

Au 30 septembre 2016, la Sem exploitait sur les 28 communes de l'Eurométropole, 1 193 kilomètres de réseau (dont 526 km sur Strasbourg) et 613 postes de détente. L'âge moyen du réseau sur l'ensemble du territoire est de 21 ans.

- **Le volume de gaz acheminé progresse**

  Les volumes de gaz acheminés dépendent directement de la variation des conditions climatiques. L'hiver légèrement plus rigoureux a engendré une hausse globale des quantités de gaz distribuées sur l'Eurométropole de 2,4% par rapport à 2014/2015.

  Au total, 3,8 TWh ont été acheminés en 2015/2016 sur l'Eurométropole, dont 2,63 TWh sur le réseau strasbourgeois (1 Téra Watt heure = 10^9 KWh).

- **Le gaz reste un choix énergétique pertinent pour les logements neufs**

  Au 30 septembre 2016, le réseau de distribution dessert 88 070 points de livraison, dont 52 736 sur Strasbourg contre 53 725 en 2015, soit une baisse de 1,8%.

  Cette diminution structurelle concerne essentiellement les logements collectifs rénovés. En effet, la rénovation des conduites vétustes étant jugée prohibitive par les gestionnaires d'immeubles, l'usage du gaz pour la cuisine seule est peu à peu abandonné, entraînant ainsi une baisse du nombre de compteurs.

  Le nombre de logements chauffés au gaz continue toutefois de progresser. 239 nouveaux branchements ont été créés en 2015/2016 sur le territoire de l'Eurométropole.

  Le choix du gaz naturel reste en effet un choix énergétique environnemental pertinent pour la desserte de nouveaux bâtiments.

  Il intervient cependant de plus en plus en complément des énergies renouvelables utilisées en première intention (chaufferie biomasse notamment) pour répondre notamment aux objectifs du Plan climat fixés par la Ville et l'Eurométropole.

- **La rénovation des réseaux se poursuit**

  La politique d'investissement est indispensable au maintien de la continuité et de la qualité de l'acheminement du gaz.
  4,43 M€ d'investissements ont ainsi été réalisés sur l'Eurométropole en 2015/2016 (dont 2,8 M€ sur Strasbourg) contre 3,54 M€ l'exercice passé. Ils ont concerné :
  - les réseaux pour 2 194 K€ : extension de 8 058 m et renouvellement de 6 116 m,
  - les branchements pour 2 027 K€ : création de 239 unités et renouvellement,
  - les postes pour 205 K€ : 7 postes créés et du renouvellement.

  2 896 mètres linéaires de conduites ont également été mises hors service.

- **Le programme de changement des compteurs se poursuit**

  Le gestionnaire du réseau poursuit le programme de changement des compteurs à membrane âgés de 20 ans ou plus. 3 392 compteurs ont ainsi été remplacés par des compteurs neufs entre octobre 2015 et septembre 2016, dont 1757 sur Strasbourg.

Par ailleurs, les compteurs à pistons rotatifs ou turbine, dont la révision périodique (ou la pose) datait de 5 ans ou plus, ont fait l'objet d'un nouveau contrôle de bon fonctionnement en 2016 par un organisme agréé par les pouvoirs publics.

- **La qualité du service est satisfaisante**

Comme l'exercice précédent, aucune rupture n'est survenue en 2015/2016 sur les réseaux ou les branchements. 43 incidents ont été relevés contre 59 en 2014/2015, dont 14 notables sur Strasbourg, mais ils n'ont engendré aucune coupure de gaz pour les clients de l'Eurométropole durant l'exercice.

Par ailleurs, 102 fuites de gaz ont été détectées, dont 52 sur Strasbourg (68 en 2014/2015), localisées à 44% sur les branchements.

Réseau GDS réalise également gratuitement des interventions d'urgence 24h/24 en cas d'appel de tiers pour odeur de gaz.

Enfin, le délégataire a procédé durant l'exercice à la vérification de 1 307 installations collectives sur le territoire de l'Eurométropole représentant 9 792 logements, dont 5 496 sur Strasbourg. 23 anomalies présentant un danger grave ont pu ainsi être détectées et résorbées.

- **La démarche qualité se poursuit**

Réseau GDS est titulaire d'une triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 18001 pour l'ensemble de l'activité du gestionnaire de réseau.

De plus, la Sem s'est engagée depuis 2012 dans une certification « Carbon Progress » qui a été renouvelée en 2016. La Sem a réduit son empreinte carbone de 6% de 2012 et 2015 et s'est engagée à une nouvelle baisse de 3% à l'horizon 2018.

- **Le tarif ATRD est régulé par l'Etat**

Le tarif d'Accès des tiers au réseau de distribution (ATRD4) fixé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est entré en vigueur au 1er juillet 2013, pour une période de 4 ans environ.

Ce tarif est actualisé au 1er juillet de chaque année par un coefficient d'inflation diminué d'un facteur de productivité ; il évolue également entre +/- 2% par an en fonction du solde du compte de régularisation des charges et produits (CRCP) qui corrige les écarts entre les charges et les produits réels et prévisionnels du fait des variations climatiques. Les négociations pour fixer le nouveau tarif ATRD 5, qui devait entrer en vigueur au 01/07/2017 sont encore en cours.

Dans cette attente, le cadre tarifaire de l'ATRD 4 a été maintenu et le tarif a évolué mécaniquement de +3,18% au 1er juillet 2017.

- **Des comptes assez sommaires**

Les éléments transmis par le délégataire ne répondent pas totalement aux prescriptions du Code général des collectivités territoriales, le régime de transmission des informations n'ayant pas encore été adapté à l'ouverture du marché de l'énergie par la réglementation nationale.

Ainsi, les chiffres des comptes d'exploitation des concessions sont calculés selon des clefs de répartition appliquées aux différents postes du compte de résultat de la société.

Sur la concession de Strasbourg, le chiffre d'affaires reste stable (+0,4%) ; les produits sont en hausse de 4,6% à 30,5 M€ en raison de la production immobilisée qui a pratiquement doublée.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées et (+0,4%), la redevance concédant s'élève à 1,2 M€ et le résultat d'exploitation progresse à 7,9 M€ contre 6,7 M€ en 2014/2015.

Les perspectives

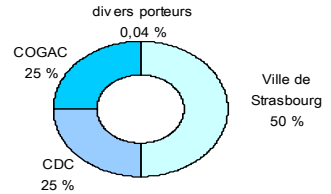
Réseau GDS poursuit sa politique de modernisation et de développement des ouvrages : le réseau devrait s'étendre de 6 270 mètres linéaires et compter 217 nouveaux branchements en 2016/2017 sur l'Eurométropole.

Par ailleurs, afin de garantir la sécurité des usagers, un avenant aux 32 contrats devrait être délibéré fin 2017 pour clarifier et uniformiser la définition du branchement et les responsabilités relatives aux colonnes montantes de gaz dans les immeubles. Les propriétaires bénéficieront ainsi d'un contrôle périodique gratuit de leurs colonnes par le délégataire, qui aura un devoir de contrôle et de surveillance des installations. En revanche, le financement et la réalisation des travaux éventuels resteront à la charge des propriétaires.

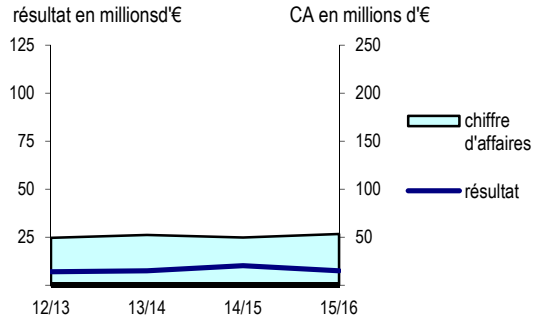
Enfin, un important travail d'harmonisation des différents contrats de concession reste à engager suite à leur transfert à l'Eurométropole.

Le délégataire

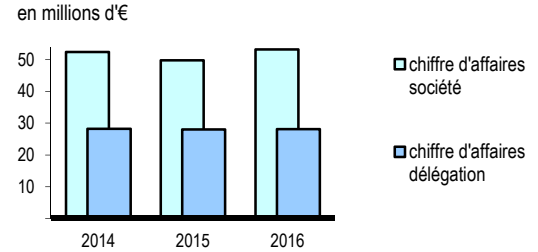
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Distribution publique d'électricité

Distribution publique d'énergie électrique

28 contrats de concession

- prise d'effet : de 1993 (Strasbourg) à 2000
- durée : 40 ans
- redevances cumulées sur les 28 communes :
  - R1 fonction de l'exploitation : 138 K€
  - R2 fonction des investissements : 19 K€
  - contributions particulières (dernière année) : 84 K€ de convention d'amélioration du réseau de distribution électrique et d'éclairage public.
  - TCCFE reversée aux communes : 7,5 M€

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel : 1914 pour la Ville de Strasbourg.

Service référent : Environnement et transition énergétique (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

Electricité de Strasbourg SA

Société anonyme

26, boulevard du Président Wilson
67932 Strasbourg Cedex 9
☎ 03 88 20 60 20 🖷 03 88 20 60 10

Structure dédiée à la délégation : non

Filiale du Groupe EDF
Capital social : 71 693 860 €

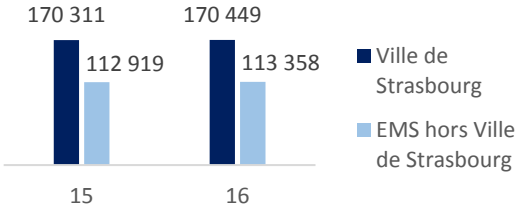
Présidente du CA : Marianne LAIGNEAU
Directeur général : Marc KUGLER

Effectif moyen : 1 088,75 Etp

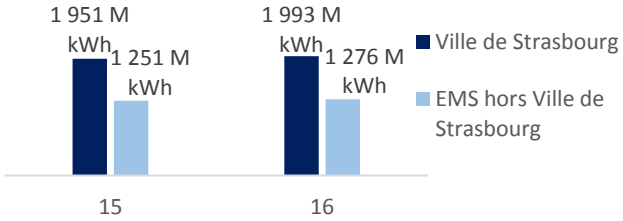
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Nombre de point de consommation en 2016

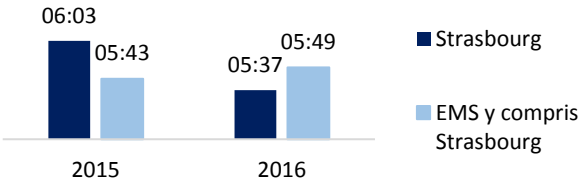


Quantité d'électricité acheminée (millions de kWh)



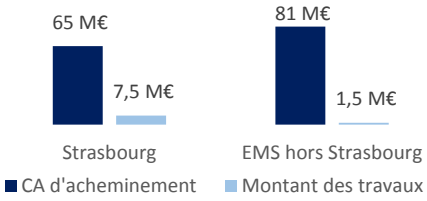
❖ **QUALITE DU SERVICE**

Temps moyen de coupure par client basse tension (en minutes)



❖ **Financier :**

Chiffre d'affaires acheminement réseau et montant des travaux réalisés en 2016.



345

L'Eurométropole de Strasbourg assure depuis le 1er janvier 2015 la gestion des réseaux de distribution d'électricité des 28 communes du territoire, auxquels sont venus s'ajouter le 1er janvier 2017 quatre nouveaux réseaux avec l'intégration de la Communauté de communes des Châteaux.

Chaque commune possède son propre contrat de concession avec Electricité de Strasbourg ; ils ont été renouvelés entre 1993 et 2000 pour une durée de 40 ans.

Conformément à l'obligation de séparation juridique des activités de gestionnaire du réseau de distribution et de fournisseur d'énergie, la gestion des réseaux de distribution (GRD) est assurée par la maison mère Électricité de Strasbourg sous la marque ÉS Réseaux « ESR » ; elle garantit l'accès aux 14 000 km de réseau à environ 537 000 utilisateurs (dont 4 400 producteurs) répartis sur plus de 400 communes dans le Bas-Rhin.

La fourniture et la commercialisation de l'énergie, ainsi que les relations avec les clients, sont maintenant exercées par une filiale d'Électricité de Strasbourg ÉS : Energies Strasbourg. Cette filiale assure également un rôle de collecteur de taxes, au profit de l'Etat avec la Contribution au service public (CSPE), et au profit du Département et des communes, avec les taxes locales sur la consommation finale d'électricité (TLCFE). Ces taxes sont calculées sur la base des volumes d'électricité consommés avec un tarif par MWh fixé au niveau national, assortis d'un coefficient multiplicateur. Au global, au titre de la TCCFE, les communes ont ainsi perçu 7,5 M€ en 2016.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2016, les tarifs réglementés d'électricité vert et jaune (clients ayant une puissance souscrite >36kVA) ont été supprimés. La Ville, l'Eurométropole et les communes ont ainsi lancé un appel d'offre groupé pour la fourniture électrique de leurs bâtiments à une offre de marché.

Au global en 2016, 3 269 millions de kWh ont été distribués sur le territoire de l'Eurométropole à

Compte de résultat de la délégation

Ce compte de résultat en K€ retrace l'activité de la seule concession de la Ville de Strasbourg. Il couvre l'activité de gestion du réseau de distribution, GRD, à l'exclusion de l'activité fournisseur.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	64 880 000	62 926 000
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	6 810 000	6 478 600
Total	71 690 000	69 404 600
Charges d'exploitation		
Achats	60 536 000	58 296 400
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-
Charges de personnel	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	-	-
Autres charges	116 000	1 521 000
Total	60 652 000	59 817 400
RESULTAT D'EXPLOITATION	**11 038 000**	**9 587 200**

283 807 points de consommation. L'ensemble des concessions a généré un chiffre d'affaires de 145,88 M€ dont 64,88 M€ sur Strasbourg.
Il s'agit du 2e rapport consolidé sur la distribution d'électricité des 28 communes du territoire. L'Eurométropole travaille avec ESR à l'établissement d'indicateurs pertinents à cette nouvelle échelle, et à la communication de données financières sur l'ensemble des communes de l'Eurométropole.

Une année 2016 satisfaisante

ÉS Réseaux, dénomination commerciale d'Electricité de Strasbourg, a pour mission d'acheminer l'énergie entre les producteurs d'électricité et le consommateur final. Il assure quotidiennement à ses clients la qualité, la sécurité et l'efficacité du réseau dans le respect de l'environnement.

Le réseau de distribution d'électricité s'étend sur environ 4 380 km, dont 1 932 km sur Strasbourg et comprend 2479 postes de transformation. En 2016, il dessert 283 807 points de consommation, dont 170 449 sur Strasbourg contre 170 311 en 2015.

Par rapport aux zones périurbaines et rurales, le réseau de Strasbourg est plus dense et la clientèle proportionnellement plus importante : la délégation liant Electricité de Strasbourg SA à la Ville de Strasbourg représente ainsi 60% des points de consommation sur le réseau de l'Eurométropole.

Les variations de consommation sont principalement liées à la différence des conditions climatiques d'une année sur l'autre : elles ont été légèrement plus rigoureuses en 2016.

Au final, la consommation d'électricité progresse de 2% par rapport à l'exercice précédent sur la Ville de Strasbourg et atteint 3 269 millions de kWh sur l'Eurométropole.

- **Une très bonne qualité de distribution**

  Le temps moyen de coupure par client basse tension (critère B) est de 5 min 37 à Strasbourg et de 5 min 49 sur les 28 communes. Ces temps de coupure sont très inférieurs à la moyenne nationale qui est de 68 minutes en 2016. ESR respecte également les critères de tenue de tension et de continuité d'alimentation pour les clients au niveau départemental. Ces critères sont fixés par décret au niveau national.

  ES Réseaux réalise des actions préventives contribuant ainsi à améliorer la qualité de la distribution : renouvellement d'anciens câbles et de transformateurs, élagage des arbres, maintenance périodique, etc.

  En 2016, la note de satisfaction donnée par les particuliers progresse à 7,7/10 contre 7,6/10 en 2015.

- **Un niveau d'investissement très élevé**

  Le montant des travaux réalisés en 2016 sur le territoire de l'EMS s'élève à 9 M€ dont 7,5 M€ sur la Ville de Strasbourg. Ils comprennent la réalisation des raccordements, la satisfaction des exigences contractuelles et réglementaires, ainsi que des travaux pour améliorer la performance et la sécurité du réseau à hauteur de 3,8 M€ pour la Ville de Strasbourg.

  L'ESR suit le développement du quartier d'affaires du Wacken, et le raccordement des tours « Black Swann » dans la presqu'île Malraux à la centrale biomasse de Strasbourg.

  Par ailleurs, après 3 ans d'expérimentation, le test sur les compteurs communicants Linky s'est achevé fin 2016.

Ils permettront aux clients de disposer d'une connaissance plus fine de leur consommation et à l'opérateur de développer ses instruments de pilotage du réseau.

- **L'Etat régule l'activité GRD**

  L'activité de gestion du réseau de distribution (GRD) continue d'être régulée par l'Etat qui encadre le prix du transit de l'électricité sur les réseaux. Le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) est fixé par les pouvoirs publics après avis de la Commission de régularisation de l'énergie (CRE) ; il doit permettre au gestionnaire de ces réseaux d'assurer ses missions dans les meilleures conditions de sécurité.

  Suite à la délibération de la CRE du 12/12/2013, le tarif TURPE 4 est entré en vigueur au 1er janvier 2014 pour environ 4 ans.

  Il évolue selon l'inflation au 1er août de chaque année ; le TURPE HTA/BT a ainsi progressé de 0,4% au 01/08/2015 puis de 1,1% au 01/08/2016. Le tarif TURPE 5, en cours d'établissement, devrait entrer en vigueur le 01/08/2017.

Le Groupe ÉS agit pour le développement durable

Le Groupe ÉS, qui rassemble la société mère et ses filiales, inscrit le développement durable parmi les valeurs fondamentales de l'entreprise:

- l'année 2016 a été marquée par l'inauguration de la centrale biomasse de Strasbourg réalisée et financée par ES Biomasse à hauteur de 42 M€. Grâce à la co-production de chaleur et d'électricité d'origine renouvelable, cette centrale permettra de réduire les émissions de CO2 de 40 000 tonnes par an et de fournir 70 000 Mwh au réseau de chaleur de l'Esplanade (14 000 logements).
- la solidarité : le Groupe ÉS collabore activement au Fonds de solidarité pour le logement (FSL) géré par le Conseil général du Bas-Rhin. Sur 1 070 dossiers déposés en 2016 (dont 768 à Strasbourg), 665 ménages ont bénéficié d'aides pour régler leurs factures d'électricité pour un total de 142 K€. ÉS dispose également d'une équipe Solidarité apportant une gestion personnalisée des contrats aux clients en difficulté ;
- la sécurité : le Groupe ÉS vérifie, tout au long de l'année, la conformité des hauteurs des lignes aériennes haute tension aux traversées des voies de communication. Il détient une triple certification qualité, santé-sécurité et respect de l'environnement.

Des comptes sommaires

Pour des raisons de confidentialité liées à la libéralisation du marché, le compte de résultat fourni par le délégataire pour la Ville de Strasbourg est sommaire. Les montants des différents postes résultent de clefs de répartition. Pour les autres communes, aucun compte de résultat n'est communiqué, seuls les chiffres d'affaires figurent dans les rapports. Ainsi, les éléments transmis par le délégataire ne répondent pas totalement aux prescriptions du Code général des collectivités territoriales ; le régime de transmission des informations n'ayant pas été adapté par la réglementation nationale à l'ouverture du marché de l'énergie, ce que demande pourtant la profession.

Au global, le chiffre d'affaires sur le territoire de l'Eurométropole atteint 145,88 M€ dont 64,88 M€ sur Strasbourg (en hausse de 3,1%).

Le résultat d'exploitation de la délégation de Strasbourg, en hausse de 15%, s'élève à 11 M€ (contre 9,6 M€ en 2015), suite à la hausse des produits (+331 K€).

La valeur nette comptable des ouvrages concédés s'élève au 31 décembre 2016 à 166,8 M€, dont 100 M€ pour la concession de Strasbourg.

Les perspectives

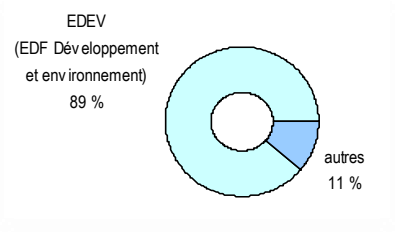
ES continue à réaliser des investissements importants en matière de réseaux pour maintenir un bon niveau de performance des ouvrages : 7,7 M€ sont prévus en 2017 sur Strasbourg.

L'année 2017 sera consacrée à la mise en œuvre de la nouvelle organisation d'ES, à travers la filialisation de l'activité de gestion du réseau de distribution d'électricité, pour se conformer aux modifications du Code de l'énergie et à l'aménagement pris vis-à-vis de la Commissions de Régulation de l'Energie (CRE).

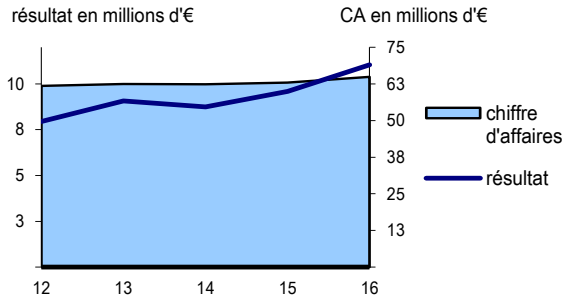
D'autre part, Strasbourg Electricité Réseaux adaptera son réseau aux évolutions et prépare activement l'arrivée des réseaux intelligents. Elle poursuivra également la mise en œuvre de sa politique de renforcement, de sécurisation et de renouvellement du patrimoine, en vue de maintenir le haut niveau de qualité d'alimentation actuel.

Le délégataire

Son actionnariat :



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Epuration des eaux usées

Exploitation de la station d'épuration des eaux usées de Strasbourg-La Wantzenau, du service de l'eau et de l'assainissement de l'EMS

Sites d'épuration : Strasbourg-La Wantzenau

Contrat d'affermage

- signature : 08/07/2010
- prise d'effet : 01/10/2010
- avenant n°1 modifié du 27/06/2014 et avenant n°2 du 29/09/2017
- échéance : 30/09/2018
- durée : 8 ans
- redevance : redevance d'occupation domaniale annuelle : 144 500 € en 2016.

Service référent : Eau - Assainissement (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

VALORHIN

Société en nom collectif, créée en 2010
Filiale de Lyonnaise des eaux France et de Degrémont Services

Route du Glaserswoerth - 67000 Strasbourg
☎ 03 88 45 60 65 🖷 03 88 45 46 67

Structure dédiée à la délégation : oui
Capital social : 600 000 €

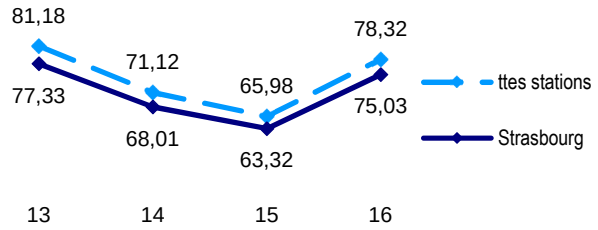
Directeur : Philippe REYDON
Directeur Lyonnaise des eaux Grand Est : Daniel KARCHER

Effectif moyen en 2016 : 54,5 Etp

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

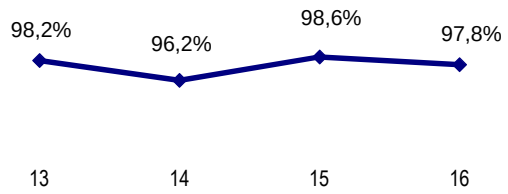
Evolution des volumes d'eaux usées traitées par la station d'épuration de Strasbourg – La Wantzenau en millions de m³



❖ **QUALITE DU SERVICE**

Taux de traitement des eaux* sur la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau

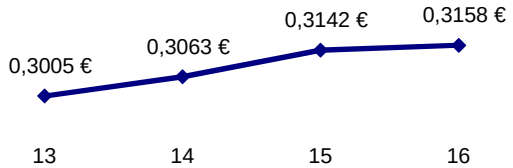
** volume des eaux traitées sur le total des eaux à traiter*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution du coût moyen annuel de l'épuration pour l'usager*

** prix moyen annuel HT du service au m³ (hors TVA applicable de 5,5 %)*



L'exploitation des installations d'épuration des eaux usées a été confiée à Valorhin, filiale de la Lyonnaise des eaux et de SUEZ, par un contrat d'affermage d'une durée de 8 ans.
Le périmètre de ce contrat est limité à la station principale de Strasbourg-La Wantzenau qui traite les eaux usées de 26 communes de l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2016.
Quatre stations périphériques sont exploitées en régie par la collectivité: Fegersheim, Geispolsheim, Plobsheim, et depuis le 01/01/2017 Achenheim, suite à la fusion entre la Communauté de communes Les Châteaux et l'Eurométropole de Strasbourg.
Par ailleurs, la collectivité continue d'assurer en régie la collecte, la gestion des réseaux d'assainissement et le recouvrement des factures d'eau ; elle reverse à Valorhin la part de la recette relative à l'épuration des eaux usées.
Trois évènements ont marqué l'année 2016 :

- depuis le 24/02/2016, la commercialisation du biométhane issu de la digestion des boues de la station d'épuration dans le réseau de distribution de gaz naturel est devenue effective ;
- un incident survenu le 11/01 sur l'électrofiltre du four d'incinération des boues a nécessité 7 mois d'arrêt de l'installation pour réparer et sécuriser l'équipement, pour un coût total de 2,51 M€ ;
- enfin, la presse Bucher, équipement structurant pour le modèle énergétique de la station, a été installée et mise en route en fin d'année.

Au final, le chiffre d'affaires progresse de 2,9% et le résultat net reste positif : il s'élève à 370,8 K€ en 2016 contre 445,5 K€ l'exercice passé.

L'activité 2016

▪ **Le volume traité augmente de 18,5%**

75,03 millions de m³ ont été traités en 2016 sur la station d'épuration de Strasbourg, soit une hausse de 18,5% par rapport à 2015, explicable par les précipitations exceptionnelles survenues de mai à

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation.

		2016	2015
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		11 999 288	11 663 347
Production stockée		-	-
Production immobilisée		456 713	1 649 095
Subventions d'exploitation		-	138 129
Reprises sur provisions, transferts de charges		4 310 322	2 037 518
Autres produits		95	11 150
	Total	16 766 417	15 499 239
Charges d'exploitation			
Achats		358 779	300 461
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-48 102	-91 534
Services extérieurs		9 191 385	9 074 619
Impôts, taxes et versements assimilés		1 114 533	783 124
Charges de personnel		2 242 119	2 296 040
Dotations aux amortissements et provisions		3 510 233	2 639 563
Autres charges		1 542	6 924
	Total	16 370 490	15 009 197
RESULTAT D'EXPLOITATION		**395 927**	**490 042**
Produits financiers		-	-
Charges financières		25 106	44 508
RESULTAT FINANCIER		**-25 106**	**-44 508**
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles		-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)		**370 820**	**445 535**

juillet 2016 (+ 46,6% de cumul annuel de précipitation entre 2015 et 2016).
D'une capacité de traitement maximale d'1 million équivalent habitants, la station d'épuration a reçu en 2016 une charge moyenne équivalente à 781 549 habitants contre 837 480 habitants en 2015.

- **Des apports extérieurs en augmentation**
  La station d'épuration traite également des matières de vidanges, des graisses et des jus de choucroute. Les volumes reçus en 2016 (23 854 m^3) progressent de 12,6%, notamment suite à l'accueil de graisses agroalimentaires pour augmenter la production de biogaz et à l'acceptation temporaire des lixiviats du SMICTOM de Chatenois.
  438 tonnes de boues liquides en provenance des 3 autres stations de l'EMS ont également été traitées (+16,8% par rapport à 2015).
- **Les volumes non traités augmentent**
  Les volumes non traités s'élèvent en 2016 à 1 693 067 m^3, soit 2,2% du volume total admis à la station contre 1,4% en 2015. Cette hausse résulte de l'augmentation des volumes écrêtés en sur-débit (91% des volumes non traités) en raison des fortes précipitations.
- **Le traitement de l'eau est très performant**
  Tous paramètres confondus, la station d'épuration présente un rendement global de 91,3%. Aucun rejet non conforme n'a été comptabilisé tant sur le traitement des eaux que sur le traitement des fumées.
- **Les sous-produits sont valorisés à 99%**
  99% des sous-produits générés par le traitement des eaux usées et des boues ont été valorisés en 2016, dont 36% sur le site de la station d'épuration : les cendres et 62% des REFIB « Résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues » sont valorisés en Allemagne, les sables lavés sont utilisés par l'entreprise Lingenheld en remblais routier, et les boues produites (48 756 tonnes humides) ont été incinérées sur le site ou évacuées en compostage (à hauteur de 62,6%) lors des 7 mois d'indisponibilité du four.
- **Le bilan énergétique reste très bon**
  Le bilan énergétique 2016 a été impacté par l'arrêt de l'incinération suite à l'incident sur l'électrofiltre : 87,1% du biogaz produit a ainsi été valorisé, contre 96% en 2015, dont 67,2% vers l'unité de biométhane.
  Au final, la station d'épuration couvre par elle-même 89,9% de ses besoins thermiques (99% en 2015), limitant ainsi le recours aux énergies fossiles.
- **Une quadruple certification**
  La quadruple certification ISO 9 001, ISO 14 001, OHSAS 18 001 et ISO 50 001 détenue par Valorhin a été confirmée en 2016 suite à un nouvel audit.
- **Les travaux se poursuivent**
  Le contrat prévoit la réalisation par Valorhin de travaux neufs pour un montant de 5,51 M€, passé à 6,79 M€ suite à la signature de l'avenant n°1 modifié.
  L'année 2016 a été marquée par l'installation et la mise en route de la Presse Bucher (3 M€). Elle doit permettre par l'atteinte de l'auto-combustibilité des boues d'augmenter l'injection de biogaz dans le réseau de distribution de gaz naturel et ainsi de conforter l'équilibre thermique de la station. Par ailleurs, conformément à ses obligations contractuelles, le délégataire a réalisé 2,1 M€ de travaux de renouvellement, consacrés entre autres au remplacement de l'échangeur de chaleur H1.
- **Tarif : la part délégataire est stable**
  Au 01/01/2017 la part délégataire assainissement s'élève à 0,3156 €HT/m^3 d'eau potable facturée (0,3162 € HT/m^3 au

01/01/16). Cette évolution de - 0,19% résulte de l'actualisation contractuelle des tarifs.

Un résultat net bénéficiaire

- **Un chiffre d'affaires en légère hausse**

Le chiffre d'affaires atteint 12 M€ en 2016, en hausse de 2,9 % par rapport à 2015.
Il est composé des recettes :

- liées à la consommation d'eau des usagers et des industriels conventionnés (10,3 M€) : elles sont stables par rapport à 2015 mais inférieures aux prévisions du délégataire ;
- des apporteurs extérieurs (graisses, jus de choucroute, boues liquides etc.) : en baisse de 3,4% à 468,5 K€ malgré la hausse importante des apports du fait d'un décalage de facturation (44, 4 K€ restent à recevoir) et d'un tarif d'accueil des graisses agroalimentaire très attractif pour les industriels ;
- de recettes de Biogénère (529 K€), dont 306 K€ pour la vente du biométhane et 223 K€ d'ajustements liés à la réalisation du projet ;
- de la pénalité contractuelle de 638 K€ versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour compenser le retard de livraison du sécheur.

Les produits d'exploitation (-6,4%) atteignent au total 14,5 M€ contre 15,5 M€ en 2015. Outre le chiffre d'affaires, ils intègrent la production immobilisée (457 K€ vs 1 649 K€ en 2015) en forte baisse suite à l'avancement du programme de travaux (480,5 K€ investis en 2016 vs 1,6 M€), et les reprises sur provisions GER à hauteur de 2 M€.

- **Des charges d'exploitation en baisse de 6,1%**

Le sinistre sur l'électrofiltre a été pris en charge à hauteur de 2,26 M€ par l'assurance ; le remboursement a été comptabilisé en transfert de charges dans la liasse fiscale Cerfa, et minoré des charges dans le compte analytique de la DSP.

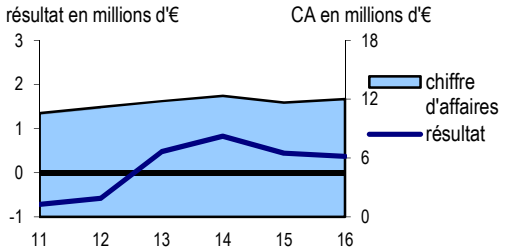
Les charges d'exploitation diminuent de 6,1% à 14,1 M€ (15 M€ en 2015).
Cette évolution résulte notamment de la baisse du poste travaux neufs et renouvellement, à 2,5 M€ (-1,1 M€), et des charges d'électricité à 1,05 M€ (-0,9 M€) suite à la souscription d'une offre de marché (fin des tarifs réglementés au 01/01/2016) et à l'arrêt du four après le sinistre sur l'électrofiltre.

A noter en revanche :

- l'intégration en impôts et taxes d'une provision de 390 K€ suite au contrôle des douanes sur la TGAP pour la période 2013-2016 (redressement) et d'une provision de 310 K€ au titre du risque de pénalité ;
- la hausse de la dotation au fonds de caducité à 1 187 K€ (contre 666 K€), en lien avec les investissements réalisés ;
- 327 K€ de charges résiduelles sur l'évacuation des boues consécutive au sinistre de l'électrofiltre.

Au final, après l'intégration du résultat financier (-25,1 K€ de charges d'intérêts), le résultat net s'élève à 370,8 K€ contre 445,5 K€ en 2015.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



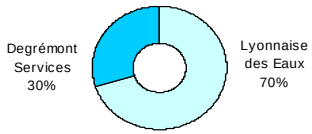
Les perspectives :

L'année 2017 sera marquée par la vidange successive des deux digesteurs afin de vérifier l'état du génie civil, et par la réalisation des essais de garantie de la Presse Bucher qui devrait conduire à sa réception fin 2017. Suite à l'accord de l'expert pour la remise en route du sécheur n°2, des travaux de remise en état seront réalisés pour préparer sa réception en 2018.

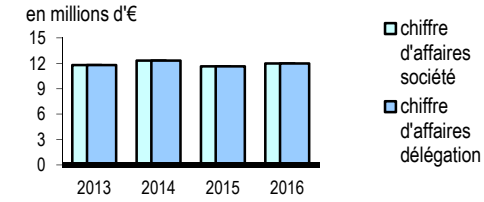
Par ailleurs, les importants travaux d'investissement réalisés en 2015-2016 devraient à nouveau impacter les comptes du délégataire en 2017.
Sur le plan contractuel, Valorhin a sollicité une demande d'évolution du contrat de délégation sur des sujets variés qui a abouti à un avenant n°2. Il intègre notamment une réaffectation des sommes du fonds de travaux et une compensation pour la collectivité en cas de non atteinte des performances par la presse Bucher. Cet avenant est sans impact sur le tarif de l'eau pour l'usager.
Enfin, dans la perspective de l'arrivée à échéance du contrat le 30/09/18, l'Eurométropole de Strasbourg a désigné un assistant à maîtrise d'ouvrage pour réaliser un état des lieux de l'existant, l'assister dans la définition des enjeux futurs du service et effectuer une étude approfondie des différents modes de gestion. Le Conseil de l'Eurométropole du 29/09/2017 a décidé de lancer une nouvelle délégation de service public. D'une durée de 5 ans, elle intégrera la réalisation d'études et de diagnostics poussés des installations pour définir les besoins d'investissement pour les 15 prochaines années, ainsi qu'un renouvellement renforcé des équipements.

Le délégataire

Son actionnariat



Poids de la délégation au sein de la société



Traitement et valorisation des déchets et ordures ménagères résiduelles

Conception, réalisation et financement d'équipements et d'installations associés

Contrat de concession :
- prise d'effet : 06/07/2010
- avenants : n°1 du 20/12/2010, n°2 du 20/07/2012, n°3 du 25/10/2013, n°4 du 24/02/2015, n°5 du 22/07/2015, n°6 du 21/06/2016, n°7 du 16/12/2016 et n°8 du 28/04/2017.
- échéance : 05/07/2030
- durée : 20 ans
- redevances dues au titre de 2016 : intéressement sur recettes garanties 0 K€ HT + frais de contrôle 228 K€ HT + contribution à l'amortissement des travaux de mise en conformité 417 K€ HT

Service référent : Collecte et valorisation des déchets (Direction de l'environnement et des services publics urbains)

SENERVAL

Société par actions simplifiée, contrôlée par le Groupe Séché

Siège social sur le site d'exploitation :
3, route du Rohrschollen à Strasbourg
☎ 03 88 79 50 00 🖷 03 88 39 59 66

Structure dédiée à la délégation : oui
Capital social : 4 000 000 €

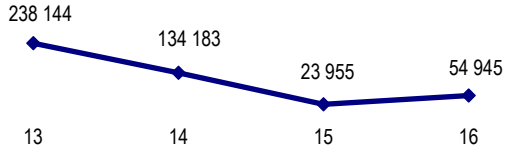
Président : Séché Environnement (qui désigne comme représentant : Monsieur Maurice ANDRES)
Directeur général : Monsieur Maurice ANDRES

Effectif moyen : 62 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 62 Etp

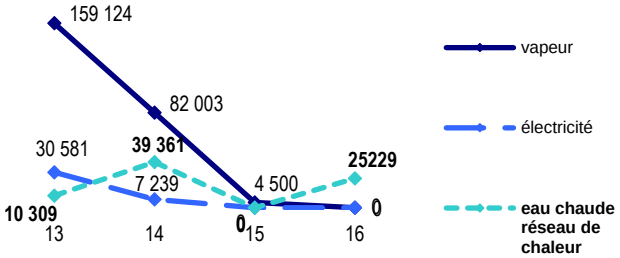
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

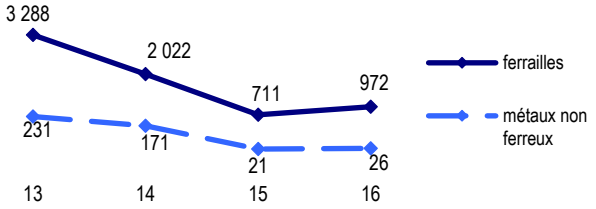
Evolution des quantités de déchets incinérés (en tonnes)



Evolution de la vente d'énergie (en MWh)

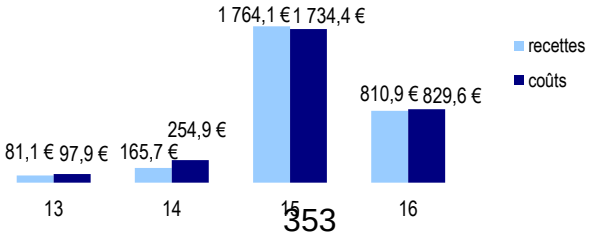


Evolution de la vente de métaux (en tonnes)



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution des recettes et des coûts par tonne de déchets traités



Le Conseil communautaire a attribué en décembre 2009 à Sénerval (groupe Séché) le contrat de Dsp relatif à l'exploitation de l'UIOM.

Entré en vigueur le 6 juillet 2010, il se caractérise par une Dsp d'une durée de 20 ans pour l'exploitation de l'usine et la valorisation des déchets. Il intègre la conception, la réalisation et le financement de 56,4 M€ de travaux dans les premières années du contrat (broyeur d'encombrants, réseau de chaleur de 11 km desservant les logements des zones ANRU Neuhof et Meinau et raccordé à la chaufferie de l'Elsau, etc.).

Après les conflits sociaux internes à l'entreprise au 1er semestre 2014, la découverte d'amiante sur les chaudières a amené à arrêter l'usine de novembre 2014 à mai 2015. Cette interruption a permis de compléter les diagnostics amiante sur le process et définir les travaux à réaliser sur les lignes d'incinération. Ainsi les avenants n°4 et 5 ont organisé la coactivité, (incinération sur certains fours pendant le désamiantage sur les autres lignes) et pris en compte les impacts techniques et économiques liés à la présence d'amiante.

Suite à la mesure de fibres dans l'air ambiant et à la découverte d'amiante sur les façades, des mesures drastiques ont été prises pour les opérations d'exploitation et de maintenance. L'avenant n°6 a donc décidé de l'arrêt de la coactivité et a confié au délégataire la réalisation d'une étude pour identifier les scénarios de désamiantage complet de l'usine. Elle a conclu sur la nécessité de suspendre l'activité de l'UIOM à compter du 03/09/2016 pour une durée de 30 mois environ, délai nécessaire à la réalisation du programme de travaux pour permettre une exploitation du site hors risque amiante.

Les avenants n°7 puis n°8 ont alors défini la répartition et le phasage des travaux entre Sénerval et la Collectivité (alternance de maitrise d'ouvrage pour optimiser la durée des travaux), les responsabilités respectives et les modalités financières sur la période. Ainsi, durant la période de suspension : les déchets sont détournés à partir d'un nouveau hall de détournement vers d'autres sites de traitement désignés après un appel d'offres européen lancé par le délégataire ; les installations non impactées sont

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	44 555 581	42 259 116
Production stockée	-	-
Production immobilisée	47 497	75 007
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	2 749 534	386 990
Autres produits	3	4
Total	47 352 615	42 721 116
Charges d'exploitation		
Achats	323 733	356 607
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	33 458 475	34 011 370
Impôts, taxes et versements assimilés	998 837	686 408
Charges de personnel	4 106 352	4 441 246
Dotations aux amortissements et provisions	2 274 775	2 070 788
Autres charges	4 418 735	-18 319
Total	45 580 908	41 548 099
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 771 707**	**1 173 016**
Produits financiers	-	-
Charges financières	3 050 006	2 207 250
RESULTAT FINANCIER	**-3 050 006**	**-2 207 250**
Produits exceptionnels	539 487	472 983
Charges exceptionnelles	25 275	211 883
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**514 212**	**261 100**
RESULTAT NET	**-969 917**	**-796 243**

mises en hivernage pour garantir leur remise en service (cocooning) ; le paiement de la Redevance proportionnelle à la tonne payée par la collectivité (Rpp) est suspendu, et les charges du délégataire sont compensées par des forfaits.

L'année 2016 aura donc été marquée par le fonctionnement de 2 fours sur 4 jusqu'à la suspension complète de l'incinération au 03/09/16. Les tonnes de déchets détournées sont toutefois inférieures de 19,4% à celles de 2015.

Au final, le résultat net atteint -969,9 K€ contre un déficit de -796 K€ en 2015, malgré les provisions constituées au titre de l'indemnisation de l'EMS prévue par les avenants 4 à 7.

Septembre 2016 marque la suspension de l'activité pour environ 30 mois

- **Les quantités incinérées progressent**

  En 2016, l'UIOM a réceptionné 200 985 tonnes de déchets, soit une baisse de 1,6% par rapport à 2015, qui résulte de la limitation des apports de déchets industriels banals (-41%) non prioritaires et de la hausse de 3,2% des apports des autres collectivités. Les tonnages apportés par l'EMS représentant 76% des apports sont restés pratiquement stables (-0,24%).

  Malgré les difficultés d'exploitation et l'arrêt de l'usine au 03/09/16, les quantités de déchets incinérés atteignent 54 945 tonnes contre 23 955 tonnes en 2015. 144 751 tonnes de déchets (-19,4% par rapport à 2015) ont ainsi dû être détournées vers d'autres sites de traitement en fonction de leur disponibilité et des autorisations administratives : au final pour 2016, 35% ont été incinérés en France, 12% en Allemagne et en Suisse, 48% dirigés vers un site d'enfouissement et 5% vers une cimenterie allemande.

- **Une efficacité énergétique très détériorée**

  En raison du fonctionnement de 2 fours sur 4 et de la suspension de l'activité au 03/09/16, la production d'énergie générée par la combustion des déchets, quoique supérieure à 2015, est marginale. Cette énergie permet en fonctionnement normal à l'usine de s'autoalimenter et de fournir :

  - de la vapeur à des clients privés (Sil Fala, Sensient Flavours et Punch Powerglide) : la fourniture est nulle en 2016 suite à la dénonciation des contrats au 31/12/2015.
  - de l'eau chaude au réseau de chaleur : le réseau a bénéficié de 25 229 MWh en 2016 pour un engagement de livraison fixé à 48 500 MWh/an.
  - de l'électricité : comme en 2015, le site n'a pas produit d'électricité et a dû se fournir auprès d'Electricité de Strasbourg pour satisfaire ses besoins.

  Néanmoins, la maîtrise des rejets atmosphériques et la triple certification (ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001) ont permis de bénéficier d'une TGAP (Taxe générale sur les activités polluantes) réduite à 4,13 €/tonne de janvier à août 2016.

- **Un stock de mâchefers important**

  Depuis un arrêté de 2012 fixant de nouveaux seuils plus contraignants pour leur valorisation, les mâchefers font l'objet de nombreuses analyses et sont le cas échéant envoyés en stockage. Ainsi 8 507 tonnes de mâchefers ont été valorisés cette année par réemploi en technique routière dans le Bas-Rhin. Toutefois à fin 2016, le stock de mâchefers s'élève à 12 808 tonnes, dont 7 827 non valorisables restent à évacuer.

  Les quantités de métaux vendus (extraits des mâchefers et du broyeur) atteignent 972 tonnes contre 732 tonnes en 2015, en lien avec la baisse du tonnage incinéré.

  Par ailleurs, le broyeur d'encombrants a broyé 15 945 tonnes (-28% par rapport à 2015) sur 9 mois. Il a été mis à l'arrêt le 03/10/2016 pour

faciliter la mise en œuvre des travaux de désamiantage sur le site.

- **Les travaux se sont néanmoins poursuivis**

  A fin 2016, Sénerval a engagé 48,4 M€ au titre des investissements concessifs, dont 4,2 M€ sur l'exercice. Ils ont été principalement consacrés au désamiantage et à la réfection des chaudières (3,8 M€) selon le programme défini par les avenants n°4 et n°5. Le délégataire a par ailleurs réalisé 2 M€ de travaux de gros entretien et renouvellement (GER), dont 1,2 M€ pour la récupération de chaleur et la valorisation énergétique et 444 K€ pour la réception et la manutention des déchets. Depuis le début du contrat, le coût du GER réalisé dépasse de 10,4 M€ les prévisions ; des dépenses importantes ont donc dû être anticipées.

- **Le bilan environnemental reste satisfaisant**

  Les contrôles des rejets atmosphériques et aqueux ont été réalisés conformément à l'arrêté préfectoral d'exploitation. Aucun dépassement n'est à relever sur les rejets gazeux. En revanche, un dépassement ponctuel en flux sur le paramètre Zinc a été relevé en juin 2016 sur le rejet des eaux industrielles et en concentration de la DCO sur les rejets des eaux pluviales ; les valeurs moyennes restent toutefois en-deçà des valeurs limites réglementaires.

L'exploitation est très déficitaire

- **Le chiffre d'affaires progresse de 5,4%**

  Malgré l'activité dégradée, le chiffre d'affaires atteint 44,6 M€ contre 42,2 M€ en 2015 suite à la hausse des quantités incinérées et se compose ainsi :

  - des recettes de traitement à hauteur de 15,1 M€, correspondant au prix payé par les apporteurs de déchets à la tonne incinérée : elles progressent de 27,4% suite à la hausse des tonnages incinérés de l'EMS en 2016 et à l'augmentation du prix à la tonne payée par l'EMS suite aux avenants 4 à 6. La Rpp moyenne atteint ainsi 70,52 €/t contre 48,33€/t en 2015.
  - des recettes issues de la valorisation thermique (vente de vapeur et chaleur) : elles s'élèvent à 1150,6 K€ contre 108 K€ en 2015, et résultent de la hausse des quantités incinérées;
  - 809 K€ de recettes issues de la valorisation matière (vente de métaux extraits des mâchefers) ;
  - des produits annexes à hauteur de 27 M€ relatifs aux provisions liées à l'indemnisation par l'EMS des détournements et pertes d'exploitation prévue par les avenants n°4 à 7 (26,7 M€) et au stock de mâchefers non valorisables.

Le poste autres produits à hauteur de 2,8 M€ inclut les indemnités d'assurance, le chômage partiel etc.

A noter que les recettes de vente d'électricité restent nulles cette saison comme en 2015.

La TGAP (1242 K€, hausse de 47,7%) versée par les apporteurs de déchets est neutre, comptabilisée en produits puis en charges lors du reversement aux douanes. A compter du 01/09/16 elle est calculée mensuellement en fonction des sites de traitement.

- **...mais les charges augmentent de 8,2%**

Les charges d'exploitation s'élèvent, y compris la TGAP reversée, à 42,7 M€ contre 39,5 M€ en 2015.

Les charges fixes augmentent de 21,6% à 16,1 M€ notamment en raison de la hausse de l'entretien courant (+1,7M€) suite aux interventions en zone amiante (sous-section 3 et/ou4), des frais de contrôle (+515 K€) liés aux préleveurs d'air, des impôts et taxes (+369 K€) suite à la hausse de la TGAP consécutive aux tonnes incinérées, des frais administratifs et généraux (+324 K€) correspondant à des frais d'assistance du groupe Séché et des autres charges fixes (+180K€) liées à la mise à disposition de personnel suite à une modification de refacturation intra groupe.

A noter en revanche une baisse de 124 K€ des charges personnel suite à la baisse des effectifs de 65 à 62 ETP, et de 117 K€ des abonnements liée à l'arrêt du contrat gaz au 03/09/16 et à la renégociation du contrat d'achat d'électricité.

Les charges variables (26,6 M€) progressent de 1,5%.

Il faut toutefois distinguer la hausse de 1 571K€ des postes d'achats, consommables, réactifs, traitement des sous-produits qui sont en forte augmentation suite à la hausse de l'activité entre 2015 et 2016 et à l'absence de production interne d'électricité, des autres charges variables et des frais de contrôle et redevances qui baissent de 1 203 K€ suite à l'arrêt de l'activité de l'usine. Enfin, les dépenses de GER nettes de provision restent stables à 3,4 M€. Elles incluent près de 2 M€ de dépenses réalisées, en partie compensées par une provision pour charges constatées d'avance de 1,4 M€.

Le résultat financier reste négatif à -3 M€ ; les travaux sont financés par des recours successifs à l'emprunt, pour un montant cumulé de 40,9 M€ fin 2016, ont généré d'importants frais financiers.

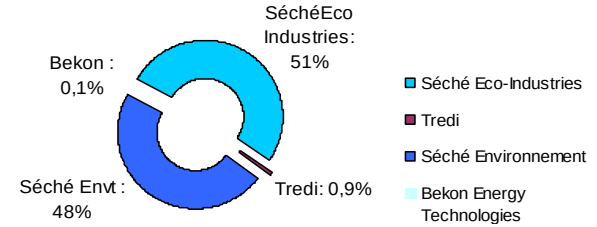
Au final, le résultat net affiche une perte de 969,9 K€ qui vient s'ajouter aux 15,8 M€ de pertes constatées entre 2013 et 2015.

Les perspectives

L'année 2017 sera dédiée à la mise en œuvre des travaux de désamiantage : après les chaudières L1-L2 et la sécurisation de la ligne 4 par Sénerval (phase 1), la collectivité a débuté à l'été 2017 (phase 2) le retrait des câbles, des façades et le dépoussiérage du site. La phase 3 de reconstruction, menée en concomitance par la collectivité et le délégataire, s'étendra jusqu'à fin janvier 2019, date de reprise prévisionnelle de l'activité. Un avenant n°9 viendra poursuivre la clarification des responsabilités lors de la phase travaux et réaliser un bilan des coûts de la 1ère phase de suspension.

Le délégataire

Son actionnariat (au 31/12/2016)



Gestion du réseau de transports publics

Réalisation des lignes de tramway de l'Eurométropole et exploitation du réseau urbain de transports en commun (tram, bus) – études, financement, construction, entretien et exploitation

Contrat de concession

- prise d'effet : 27/12/1990
- avenants : 26 avenants signés entre 1992 et 2016
- échéance : 31/12/2020
- durée : 30 ans
- redevance versée à l'EMS : 215 K€, déduite de la contribution forfaitaire
- contribution forfaitaire d'exploitation payée au délégataire au titre de 2016 : 110 M€ TTC
- subvention d'investissement 2016 : 21,6 M€ (2,9 M€ au titre de l'investissement courant et 18,7 M€ au titre des extensions de réseau)

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel : 1885

Service référent : Direction de la mobilité et des transports

CTS

Compagnie des transports strasbourgeois

Société anonyme d'économie mixte

14, rue de la Gare aux Marchandises
67200 Strasbourg
☎ 03 88 77 70 11 🖷 03 88 77 70 99

Structure dédiée à la délégation : non
Capital social : 5 000 000 €

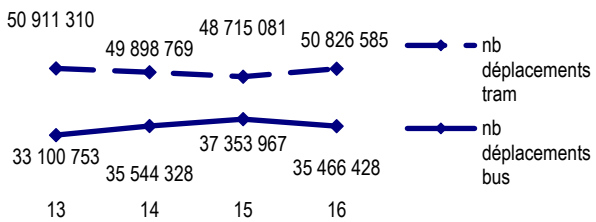
Président : Alain FONTANEL
Directeur général : Jean-Philippe LALLY

Effectif inscrit de la société : 1 554
Effectif moyen affecté à la délégation : 1 498,9 Etp

Indicateurs

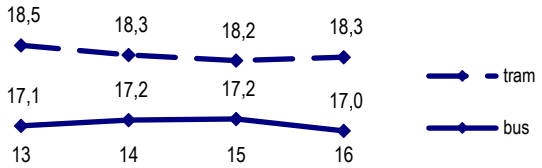
❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation (en millions)

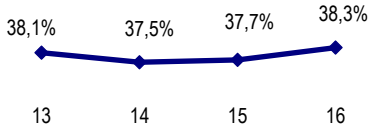


❖ **QUALITE DU SERVICE**

Evolution de la vitesse commerciale (en km/h)

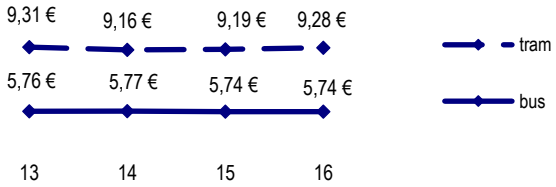


Evolution de la part des déplacements sociaux



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution du coût kilométrique (réel)



357

La CTS exploite le réseau urbain de transports publics délégué par l'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice des mobilités. Elle gère ainsi à fin 2016 :

- 29 lignes régulières de bus ;
- 6 lignes de tramways maillées et une ligne de bus à haut niveau de service (69,1 km, 93 stations) ;
- 10 parkings-relais (P+R) offrant 4 232 places de stationnement ;
- 17 véloparcs.

Après un exercice 2015 de transition marqué par une progression mesurée de l'offre et de la fréquentation, 2016 a été une année riche concernant les projets et les innovations : mise en service du prolongement de la ligne A vers Illkirch, poursuite des travaux de prolongement de la ligne D vers Kehl, signature de l'avenant 26 (extensions de 1,7 km vers Koenigshoffen et de 1,5 km vers La Robertsau,), acquisition de nouvelle rames, poursuite des grandes révisions, et expérimentations environnementales.

Si l'offre kilométrique recule légèrement, la fréquentation du réseau progresse et les recettes clients directes sont en hausse. Au final le déficit d'exploitation est en forte baisse et l'exercice génère un résultat net positif de 401 K€.

La fréquentation augmente, malgré le léger recul de l'offre

Si l'offre de transport diminue, la fréquentation augmente.

- **L'offre kilométrique recule légèrement**

  Après les extensions intervenues en 2013 (ligne A et D) et la création d'une ligne de bus à haut de niveau de service, le réseau se consolide en 2016.

  L'offre kilométrique globale régresse de 1,1% pour s'établir à 17,7 millions de kms (y compris les km sous-traités). Toutefois, l'évolution est contrastée selon le mode de déplacement :

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	73 769 469	71 891 913
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	46 953 606	48 063 771
Reprises sur provisions, transferts de charges	52 888 316	53 848 689
Autres produits	3 125	7 529
Total	173 614 516	173 811 902
Charges d'exploitation		
Achats	11 214 249	13 175 104
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	33 606 353	29 750 017
Impôts, taxes et versements assimilés	10 017 790	9 221 985
Charges de personnel	76 624 385	77 083 119
Dotations aux amortissements et provisions	42 539 016	45 375 198
Autres charges	16 819	16 525
Total	174 018 611	174 621 947
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-404 095**	**-810 045**
Produits financiers	5 728 429	6 016 783
Charges financières	5 334 536	5 529 301
RESULTAT FINANCIER	**393 892**	**487 483**
Produits exceptionnels	410 948	981 103
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**410 948**	**981 103**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**400 745**	**658 541**

L'offre bus diminue de 2,8% à 10,6 millions de km alors que l'offre tram augmente de 4,7% à 5,9 millions de km.

Cette évolution s'explique principalement par la mise en service du prolongement des lignes de tram A et E et par la restructuration du réseau de bus dans le sud de l'Eurométropole.

Par ailleurs, les mouvements de grève successifs (2,29 jours en moyenne suite à la Loi Travail) entre mars et septembre ont eu une incidence sur l'offre de transport bus et tram (respectivement -73 000 km et -46 000 km).

De plus, les travaux coupant les lignes de tramway et nécessitant de mettre des bus de remplacement ont influé sur l'offre kilométrique.

L'offre bus est diminuée par la suppression des navettes « Hôpital Civil » et « Neudorf » depuis mi-juillet 2015 et de certains services scolaires. La création de navettes vers Holtzheim et Graffenstaden n'a pas encore eu d'impact significatif sur l'offre.

- **La fréquentation** augmente, quant à elle, de 0,3% à 86,3 millions de déplacements (soit 116,5 millions de voyages) : les déplacements abonnés sont en baisse de 0,4% tandis que les titres occasionnels augmentent de 2,1%.
- Les déplacements sociaux progressent de 1,2% et la part de cette clientèle atteint 38,3% soit 0,4 point de plus qu'en 2015. **Les jeunes** (de 4 à 25 ans) représentent plus de la moitié des déplacements sociaux avec 16,45 millions de déplacements.
- La **vitesse commerciale** diminue légèrement en 2016 à 16,98 km/h pour les bus et augmente à 18,28 km/h pour les tramways. Cette baisse s'explique en partie par la fin des travaux de renouvellement des voies effectués en 2015.
- **Le nombre de fraudes** relevées sur le réseau urbain s'accroit fortement à 40 526 (+10,5%), mais la CTS reste parmi les meilleurs réseaux français en matière de lutte contre la fraude.
- **L'ensemble des titres intermodaux progresse de 1,7%** en 2016 avec :
  - les déplacements mixtes urbains/Sncf qui stagnent à 4,3 millions de déplacements ;
  - le succès important du Passmobilité lancé en avril 2014 avec 203 487 déplacements en 2016 (+44%).
- **Le niveau de** qualité est très satisfaisant avec 95,93% de performance pour un objectif de 88,09% en moyenne sur les 16 indicateurs mesurés ; la fiabilité et la régularité du service atteignent notamment des niveaux de 99,62% et 93,12%.

  La moyenne des indicateurs propreté est en hausse et atteint un niveau de 97,41%.
- A fin 2016, **le parc** se compose de :
  - 93 rames de tram dont 41 rames Citadis,
  - 241 bus dont 11 BHNS et 88 bus articulés.

  Tous les véhicules sont équipés de 2 places PMR.

  L'âge moyen du parc tram/bus se situe respectivement à 15,6 ans et 7,8 ans.

  L'année 2016 est marquée par la livraison des premières rames Citadis nouvelle génération commandées en 2014 et par la poursuite des grandes révisions des rames achetées en 2005. L'accord signé en 2014 prévoyait la fourniture de 12 tramways ; 4 ont été livrés en 2016. Ces véhicules offrent une capacité de transport de 288 places contre 210 pour les tramways actuellement en circulation.
- **Le nombre d'accidents** diminue à 386 (dont 122 accidents trams et 264 accidents bus). Le délégataire est engagé dans une politique de réduction de la fréquence et de la gravité des accidents.

Le déficit d'exploitation se réduit

L'exploitation génère un déficit en baisse à -0,4 M€, grâce à la bonne maîtrise des charges.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 173,6 M€ contre 174 M€ en 2015 et baissent de 0,2% alors que les charges diminuent de 0,3%.

Les recettes usagers augmentent de 4,3% à 48,8 M€, du fait des effets combinés de la hausse du trafic (+0,3%) et de l'augmentation tarifaire (+2,7%). Elles permettent de financer 44,4% des dépenses de fonctionnement du réseau (42,8% en 2015).

Les compensations sociales se réduisent légèrement en 2016 à 20,5 M€ contre 20,8 M€ l'année précédente.

L'offre kilométrique ayant diminué sur 2016, la subvention d'exploitation baisse à 46,95 M€ contre 48 M€ en 2015.

Les charges d'exploitation diminuent légèrement (- 603 K€) du fait notamment de :

- la baisse des dotations aux amortissements et provisions (-6,3%) due à la fin d'amortissement des investissements tramway de la ligne A datant de 1990 ;
- la baisse des achats consommés de 1,96 M€ en raison de la forte baisse des prix de l'énergie ;
- la quasi stabilité des charges salariales à 76,6 M€.

Toutefois les autres achats et charges externes progressent de 13% en raison de la montée en puissance des opérations de grosses révisions. En parallèle de cette augmentation, les reprises de provisions augmentent fortement.

Le résultat exceptionnel à 411 K€ résulte principalement des reprises des amortissements dérogatoires, de la perception d'indemnisations d'assurances suite à des sinistres et de provisions pour dépréciation des immobilisations.

Au final, le résultat net est en légère baisse à 401 K€ contre 659 K€ en 2015 ; la CAF est en diminution à 26 M€, elle est toutefois largement supérieure au remboursement de la dette de l'exercice.

La contribution de fonctionnement diminue en 2016 (- 2,8%) et s'élève à 108,1 M€ HT soit 110,1 M€ TTC (112,9 M€ TTC en 2015).

Elle se compose d'une participation aux charges d'exploitation de 67,2 M€ HT (dont la compensation des tarifs sociaux à hauteur de 20,5 M€) et d'une subvention de 40,9 M€ HT au titre de l'investissement.

L'Eurométropole a en outre versé en 2016 à la CTS une subvention d'investissement de 21,6 M€, destinée au financement des extensions du tram (18,7 M€) et des investissements courants (2,9 M€).

Les perspectives

Avec l'effet année pleine de l'extension des lignes A et E et la mise en service de l'extension de la ligne D vers Kehl à compter du 29 avril 2017, l'offre kilométrique tramways devrait progresser de 4,6% et l'offre bus devrait être stable. Sur ces bases, les prévisions respectives de trafic et de recettes clients sont de 88 millions de déplacements (+2%) et de 50,3 M€ (+3%).

12,9 M€ d'investissements courants sont prévus sur 2017 (renouvellement rails, renouvellement et révisions de bus) financés à hauteur de 3,4 M€ par l'EMS.

Par ailleurs, des festivités seront à l'occasion du 140ème anniversaire de la CTS, et en parallèle un nouveau logo est progressivement déployé.

La CTS a signé un contrat de performance visant à améliorer la productivité du réseau via l'organisation du travail, le recours à l'affrètement. Les gains attendus sont proches de 6 M€.

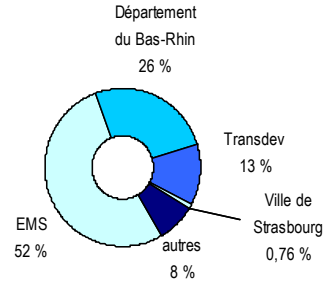
La Cts a par ailleurs lancé en février 2017 un titre dit « secours » à 2 € vendu à bord des bus afin d'améliorer la vitesse commerciale.

359

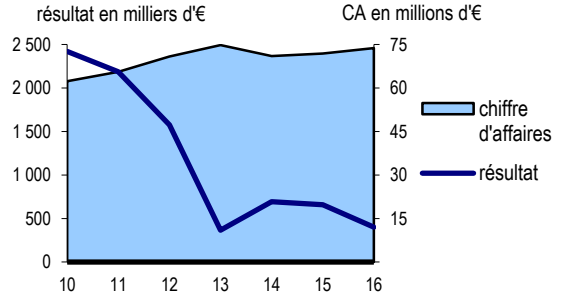
Enfin, la collectivité a fait appel à une assistance à maitrise d'ouvrage pour l'accompagner dans le choix du prochain mode de gestion du transport urbain.

Le délégataire

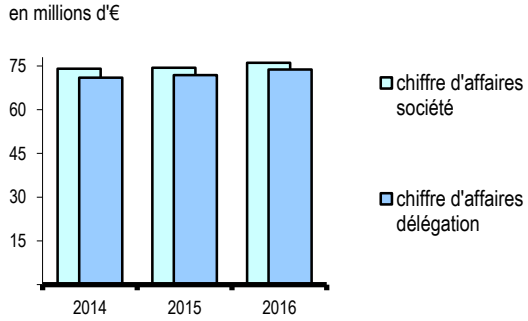
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Système de vélos partagés

Système de vélos partagés « Vélhop » périmètre de transport urbain de l'Eurométropole

Contrat d'affermage

- signature : 02/02/2012
- début d'exploitation : 07/02/2012
- échéance : 06/02/2022
- durée : 10 ans
- redevance : 10 170 €
- avenant 1 signé le 26/02/2014, avenant 2 signé le 26 janvier 2016 et avenant 3 signé le 18 avril 2017
- intéressement : pour toute recette supérieure à 5% des prévisions, 50% versé au délégant soit 0 € en 2016
- subvention : 1,33 M€ en moyenne annuelle sur la durée de la convention, soit 993 K€ en 2016.

Service référent : Déplacements (Direction de la mobilité et des transports)

Strasbourg mobilités

SAS Société par actions simplifiées (filiale de la Compagnie des transports strasbourgeois)

14 rue de la Gare aux marchandises
67000 Strasbourg
Structure dédiée à la délégation : oui

Capital social : 30 000 €

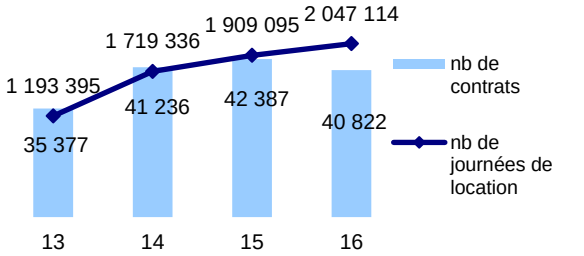
Président : Jean-Philippe LALLY
Directrice : Camille JANTON

Effectif moyen : 16 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 16 Etp

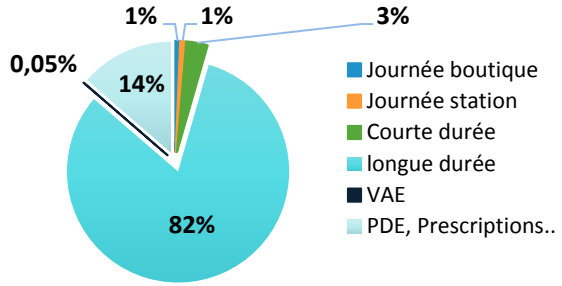
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation : nombre de contrats et nombre de journées

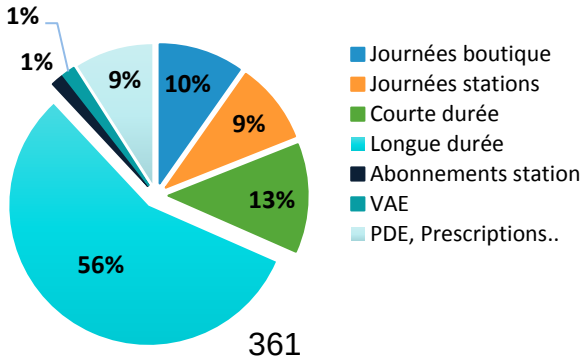


Répartition des journées de locations par types de contrats



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Chiffre d'affaires par types de contrats



361

Dans le cadre d'une politique volontariste en faveur des mobilités douces et de l'augmentation de la part modale du vélo dans les déplacements des habitants, l'Eurométropole de Strasbourg a développé courant 2010 un service public de vélos partagés dénommé « Vélhop », sous la forme d'un marché public puis d'une délégation de service public attribuée à Strasbourg mobilités (société détenue majoritairement par la CTS, mais également par la Sers, Parcus, Strasbourg événements, Vélo-emploi, Transdev et Auto'trement).

Cette délégation de service public, d'une durée de 10 ans, est entrée en vigueur le 7 février 2012. Elle instaure un service innovant et complet :

- location de vélos pour une durée variable de l'heure à l'année ;
- déploiement de 10 boutiques et 43 stations automatiques de location et mise à disposition de 6 300 vélos à l'horizon 2018 ;
- création d'une agence mobile de location de vélos ;
- développement d'expérimentations comme les vélos à assistance électrique et les actions sociales liées au vélo ;
- déploiement de services complémentaires autour de la pratique du vélo (création de lieu de stationnement et gardiennage, participation à des manifestations).

Le service connaît une évolution positive : si le nombre total de contrats souscrits est en diminution de 3,7%, le nombre de journées de location augmente de 7,2%, dépassant pour la 1ere fois le cap des 2 millions de journées de location.

En 2016, si le chiffre d'affaires progresse, les charges d'exploitation augmentent plus fortement encore, du fait notamment de travaux sur les boutiques et le résultat net diminue de 45% à 33 K€.

L'activité 2016

Compte de résultat de la délégation

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	643 444	609 890
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	993 146	980 731
Reprises sur provisions, transferts de charges	21 837	1 108
Autres produits	426	144
Total	1 658 853	1 591 873
Charges d'exploitation		
Achats	193 891	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	842 734	915 550
Impôts, taxes et versements assimilés	24 758	30 002
Charges de personnel	459 833	428 033
Dotations aux amortissements et provisions	100 516	127 339
Autres charges	12 381	14 542
Total	1 634 112	1 515 465
RESULTAT D'EXPLOITATION	**24 741**	**76 407**
Produits financiers	1 747	902
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**1 747**	**902**
Produits exceptionnels	4 753	725
Charges exceptionnelles	-	58
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 753**	**667**
RESULTAT NET	**32 508**	**59 627**

En 2016, le nombre de boutiques et de stations est inchangé par rapport à 2015, soit 20 stations et 5 boutiques en fonctionnement.

- **Une évolution contrastée mais positive**

Le nombre de contrats (un contrat équivaut à une transaction) souscrits en 2016 est pour la première fois en baisse à 40 822 contre 42 387 en 2015, soit 3,7% de moins.

Cette baisse est liée à la fermeture de la boutique gare durant les mois de juillet à septembre, en raison de travaux de rénovation faisant suite à un problème d'infiltration d'eau.

Parmi ces contrats, 63% sont des utilisations occasionnelles en boutique (28%) ou en station (35 %), et 28 % des abonnements de courte (11 %) ou longue durées (17%).

L'évolution des types de contrats est contrastée, le nombre de contrats de location à la journée diminue de 8,4% (-16% en boutique) alors que les abonnements progressent de 5%.

Les contrats s'inscrivant dans un plan de déplacement d'entreprise (PDE) sont une priorité de la délégation. Ils sont en très forte hausse en 2016 passant de 190 à 441 (+132%). 61 entreprises ont recours à des packs vélos contre 42 l'année précédente.

La fréquentation annuelle a progressé de 7,2% en 2016 et a franchi pour la première fois le cap des 2 millions de journées vendues contre 1,9 millions en 2015 ; les abonnements longue durée représentent 82% de cette fréquentation journalière.

Conformément à l'avenant 2, de nouveaux tarifs sont entrés en vigueur le 1er juillet 2016 ; ils se caractérisent par une augmentation des tarifs pour les locations occasionnelles et par l'application d'une tarification progressive pour les abonnements.

Cette tarification vise à assurer la rotation des utilisateurs et à favoriser le transfert à terme vers des vélos personnels.

- **Des services complémentaires en progression**

Lancées en septembre 2013, les locations des vélos à assistance électrique progressent de 7% (231 locations contre 215 en 2015).

Par ailleurs, le nombre de souscriptions au Pass mobilité qui cumule sur un support unique les abonnements du réseau urbain, du service d'autopartage Citiz et de Vélhop est passé à 539 en 2016 contre 358 en 2015.

- **Le parc vélo est renouvelé**

Le parc de vélo est stable à 6300 unités, Strasbourg mobilités a renouvelé cette année 730 vélos, l'EMS 400 ; toutefois pour la 4ème année consécutive, l'ensemble des demandes de vélos en location longue durée n'a pu être satisfaite et plus de 600 personnes étaient sur liste d'attente entre septembre et décembre.

- **Une nouvelle campagne de communication**

Le délégataire a lancé une nouvelle campagne de communication avec une nouvelle identité visuelle ayant pour objectif de repositionner Vélhop dans l'univers du vélo-partage, d'augmenter la rotation des vélos, de diversifier les usages et les cibles et d'inscrire l'augmentation des tarifs dans une vision globale.

Pour cela, de nouveaux dépliants et plaques pour vélo ont été mis en place et l'habillage des boutiques a changé.

Le chiffre d'affaires progresse

Les produits et les charges d'exploitation sont en augmentation par rapport à 2015, l'activité dégage un résultat net de 32,5 K€.

- **Le chiffre d'affaires est en hausse**

  Le chiffre d'affaires issu des recettes usagers progresse de 5,5% à 643 K€, du fait de l'augmentation du nombre de journées de location.

  Cette hausse se décompose de la manière suivante :

  - 539 K€ de recettes sont issus des contrats de location Vélhop soit + 6,3% :

    Comme les années précédentes, 90% sont issues des boutiques : les boutiques Gare et Centre génèrent ¾ du chiffre d'affaires en boutique.

    Pour les stations automatiques, les recettes baissent de 5% bien que la fréquentation augmente ce qui montre que les usagers consomment moins. Les 5 premières stations que sont Place de la Gare Sud, Place du Marché, Gare, Centre et Broglie réalisent près de 59% du chiffre d'affaires en station.

  - 104 K€ de recettes issues des autres produits et prestations (refacturation de pièces dégradées, accessoires, cautions encaissées etc.).

- **La subvention de l'EMS est stable**

  La subvention d'exploitation versée par la collectivité s'élève à 993 K€, contre 981 K€ en 2015 (+1,27%).

  Elle permet de couvrir 61 % des charges du service.

  La subvention est impactée par l'avenant n°2 : les parties ont ainsi convenu de la restitution d'une partie de celle-ci compte tenu des actions non réalisées (report d'ouverture de boutiques ou stations, etc..). Au total, 306 K€ ont été remboursés à la collectivité début 2017 pour les prestations non réalisées en 2016 ou reportées.

- **Les charges d'exploitation augmentent de 8%**

  Cette augmentation s'explique par :

  - l'augmentation des achats de 14% à 194 K€, en raison de la hausse du volume de pièces détachées acquises pour les vélos qui vieillissent ;
  - l'augmentation du poste autres achats et charges externes (+25%) à 469 K€ du fait principalement du déménagement et de l'aménagement de la boutique provisoire gare et de la location de ce nouvel espace ainsi que du nouvel habillage des stations et boutiques ;
  - la hausse des amortissements de 10% à 50 K€ qui concerne notamment les amortissements des équipements du véloparc tanneurs.

  Elle est toutefois compensée par une baisse des dotations aux provisions (-38%) liée à la diminution du nombre de vélos volés en 2016.

  Au global, les charges d'exploitation atteignent 1,6 M€ et le résultat d'exploitation ressort à 24,7 K€ contre 76,4 K€ l'exercice précédent.

  Après affectation du résultat financier (1,7 K€) et du résultat exceptionnel (4,8 K€), le résultat net diminue de 45% à 33 K€ en 2016. Il reste en phase avec les prévisions de la DSP.

Les perspectives

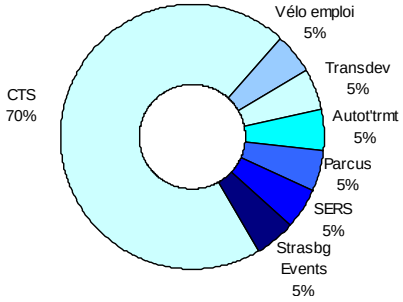
Pour 2017, le délégataire mettra en œuvre la tarification 2ème année pour les locations longue durée à compter du 1er juillet 2017.

Par ailleurs, un avenant 3 a été délibéré par le Conseil de l'Eurométropole le 3 mars 2017, il prévoit notamment :

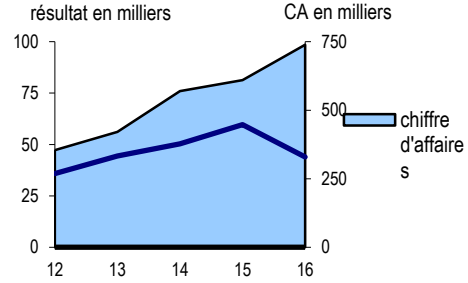
- l'acquisition par Strasbourg Mobilités d'une flotte de 150 à 250 vélos à assistance électrique entre 2017 et 2018. Ces vélos sont destinés aux particuliers et aux professionnels afin de tester la pratique du vélo électrique avant de faire le choix de l'achat ;
- l'expérimentation du vélo social sur deux quartiers de l'Eurométropole ;

Le délégataire

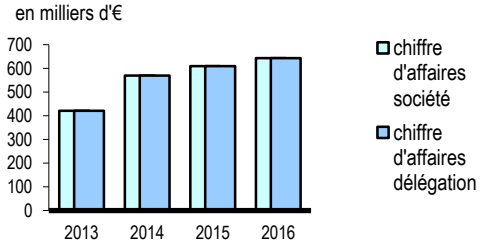
Actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Transport des personnes à mobilité réduite

Transport des personnes à mobilité réduite sur le périmètre de transport urbain de l'Eurométropole

Contrat d'affermage

- signature : 17/06/2011
- début d'exploitation : 01/07/2011
- échéance : 30/06/2018
- durée : 7 ans
- redevance : 5 000 € HT indexée soit 5 576 € en 2016
- avenant n°1 signé le 8 décembre 2015, avenant n°2 signé le 23 décembre 2016
- subvention : 1,27 M€ en 2016 (base : 40 000 déplacements avec un intéressement pour tout voyage supplémentaire et une pénalité pour tout voyage en moins)

Service référent : Déplacements (Direction de la mobilité et des transports)

TPMR Strasbourg

SASU - Société par actions simplifiée à associé unique (filiale de Transdev Grand Est)

23 rue Jacobi Netter - 67200 Strasbourg
☎ 03.88.23.80.70

Structure dédiée à la délégation : oui

Capital social : 37 000 €

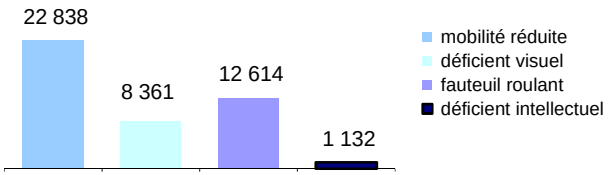
Directeur : Gilles DUCHESNES

Effectif moyen : 18,9 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 18,9 Etp

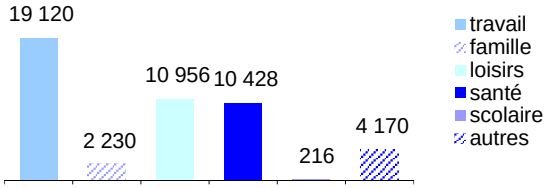
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

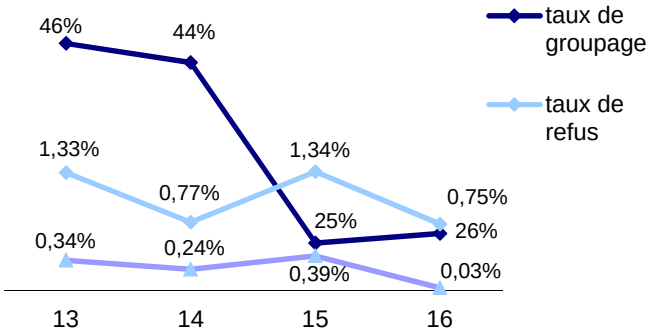
Répartition des voyages par type de handicap



Motif de déplacement

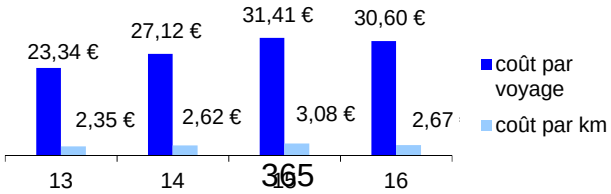


Qualité du service



PERFORMANCES FINANCIERES

Coût du service



Conformément à la loi du 11 février 2005 et suite au désengagement financier du Conseil Départemental annoncé fin 2009, l'Eurométropole a choisi de réformer en profondeur le service de transport des personnes à mobilité réduite, jusqu'alors géré par l'association « Groupement pour l'insertion des personnes handicapées » (Gihp).
L'Eurométropole l'a ainsi érigé en un service public de transport à la demande et son exploitation a été confiée à Transdev Grand Est après mise en concurrence.

Cette délégation de service public d'une durée de 7 ans a démarré le 1er juillet 2011. Elle vise à instaurer un service transparent et exemplaire avec :

- une commission d'accès gérée par l'Eurométropole à laquelle participe un médecin évaluateur, des représentants des associations du handicap et de Tpmr Strasbourg ;
- un service fonctionnant de 6h30 à 22h30 tous les jours, y compris les jours fériés ;
- une réservation possible du transport jusqu'à la veille à 17h30 ;
- un objectif de 40 000 déplacements par an à moyen terme contre 30 000 auparavant effectués par le Gihp ;
- une tarification identique au réseau de transport urbain ;
- des réservations dont le taux de refus par le délégataire ne peut excéder 1,5% ;
- des objectifs de ponctualité au passage du véhicule de plus ou moins 10 minutes ;
- une enquête de satisfaction annuelle sur la qualité du service rendu aux usagers.

2016 constitue la première année pleine de fonctionnement normal et stabilisé suite à l'avenant délibéré en 2015. En effet, au vu de l'importante hausse de la fréquentation constatée depuis 2011, l'Eurométropole avait recentré le service sur son

Compte de résultat de la délégation

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	76 629	69 956
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	1 269 464	1 141 852
Reprises sur provisions, transferts de charges	69 062	17 404
Autres produits	3 758	4 033
Total	1 418 913	1 233 245
Charges d'exploitation		
Achats	61 094	67 692
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	642 699	582 087
Impôts, taxes et versements assimilés	59 145	60 766
Charges de personnel	691 517	707 604
Dotations aux amortissements et provisions	5 273	6 245
Autres charges	1 941	1 135
Total	1 461 669	1 425 529
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-42 756**	**-192 283**
Produits financiers	-	-
Charges financières	5 497	20 133
RESULTAT FINANCIER	**-5 497**	**-20 133**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-22 420**	**-183 058**

périmètre initial en excluant la prise en charge des dessertes des établissements spécialisés.

Globalement, les produits d'exploitation de la Dsp augmentent de 15 % et la maitrise des charges permet de résorber fortement le déficit.

L'activité 2016

L'Eurométropole a vu son territoire s'étendre à compter du 1er janvier 2017 ; en effet dans le cadre de la loi Notre, la communauté de communes des châteaux (Breuschwickersheim, Osthoffen, Achenheim, Hangenbieten, Kolbsheim) a intégré l'Eurométropole. Dans ce cadre, un avenant n°2 a été signé en décembre 2016 afin de prévoir l'intégration de ces nouvelles communes dans le périmètre du service.

- **La fréquentation augmente et reste dans les objectifs fixés**

  En 2016, 44 945 voyages hors accompagnants ont été effectués par Mobistras, soit une fréquentation de 5,3% supérieure à 2015. Celle-ci se situe toujours dans le cadre fixé par la convention, qui prévoit un maximum de 50 000 déplacements par an.

  Le travail est le principal motif de déplacement, il représente 40,6 % du total des déplacements. A part quasi égale, la santé et les loisirs représentent 22% et 23% des déplacements.

  La typologie des publics transportés est quasi stable en 2016 : les personnes à mobilité réduite représentent 55% des inscrits en 2016 contre 54% en 2015. Ils réalisent 51% des voyages en 2016 contre 49% en 2015.

  La distance moyenne d'un voyage est d'environ 12 km, dont seulement 5,7 km pour le déplacement de l'usager.

  Ces kilomètres dit « haut le pied » s'expliquent par la nature même du service qui est un transport à la demande avec des distances très variables entre le dépôt de véhicules de l'exploitant, le lieu de prise en charge de l'usager et sa destination.

  Pour l'usager, le coût du voyage est identique au tarif CTS (titre magnétique) soit 1,70 €.

- **Le nombre d'inscrits augmente**

  Au 31/12/2016, le nombre d'inscrits est de 3 409 (dont 57% habitent à Strasbourg), en augmentation de 11% par rapport à 2015.

  45,9% des inscrits sont des personnes âgées de plus de 80 ans.

  Les personnes en fauteuil roulant voient leur part dans le nombre d'inscrits et dans le nombre de déplacements rester au même niveau qu'en 2015, soit 30% des inscrits, et 30% des déplacements.

- **La sous-traitance diminue**

  9008 voyages été sous traités à des taxis, soit -8% par rapport à 2015; il faut remarquer qu'avant la stabilisation des fréquentations et l'avenant n°1, c'est 29 569 voyages qui étaient sous-traités (2014).

- **La qualité du service s'améliore**

  Le taux de refus est défini par l'impossibilité pour l'exploitant de prendre en charge un usager selon la date et l'horaire souhaités, avec une variation admise selon le motif de déplacements ; il est plafonné contractuellement à 1,5 %. En pratique, ce taux est en baisse et ressort à 0,75% en 2016 contre 1,34% en moyenne l'an passé.

  On peut toutefois noter que malgré l'affluence du service, les utilisateurs

anticipent peu leurs réservations : ainsi seulement 25 % des utilisateurs réservent plus de 72 heures à l'avance.

Le taux de réclamation par personne inscrite est de seulement 0,03%. Il s'agit du nombre de réclamations réceptionnées (orales ou écrites) rapporté au nombre d'ayant-droits.

L'enquête de satisfaction 2016 fait apparaitre une note de 8,5 sur 10 pour le service de transport. Le service observe une satisfaction globale à hauteur de 97%.

Le résultat d'exploitation est déficitaire

Le déficit net se résorbe en 2016 du fait de la hausse importante des produits d'exploitation et de la maitrise des charges.

- **La subvention et le chiffre d'affaires augmentent**

Le chiffre d'affaires total (recettes déplacements clients) s'établit à 77 K€ contre 70 K€ en 2015.

Cette augmentation résulte de la hausse de la fréquentation constatée sur l'exercice. Il reste très inférieur aux prévisions du délégataire (-125 K€) du fait de l'absence des recettes annexes initialement prévues (transports médicaux CPAM).

La subvention d'exploitation versée par l'EMS s'élève à 1,27 M€ contre 1,14 M€ l'an dernier (+11%).

Les reprises sur provisions et transferts de charges s'établissent à 69 K€ en 2016.

- **Les charges d'exploitation sont maitrisées**

Les charges d'exploitation augmentent de 2,5% en 2016. Cette hausse est liée pour l'essentiel à l'augmentation de la fréquentation du service, qui a un effet levier sur les charges :

- les autres services extérieurs augmentent principalement en raison de la hausse du recours au personnel intérimaire en raison de la hausse de l'absentéisme.

En contrepartie, les achats diminuent de 9,7% suite à la baisse de la consommation de gazole.

En conséquence, le déficit d'exploitation s'améliore et s'établit à -43 K€ contre -192 K€ en 2015.

Le résultat financier reste négatif à -5 497 € contre -14 636 € en 2015 grâce à une amélioration de la trésorerie notamment avec le paiement des voyages supplémentaires (hors convention) de 2013 à 2015.

Par ailleurs, le délégataire a bénéficié d'un crédit d'impôt sur les bénéfices à hauteur de 25,8 K€.

Au final, le déficit net se résorbe à -22 K€ contre -183 K€ l'exercice précédent.

Les perspectives

En 2017, le délégataire a pour objectifs le maintien du niveau de service acquis et l'amélioration de la qualité. Des solutions alternatives seront proposées aux clients dont les créneaux horaires et jours demandés ne sont pas disponibles.

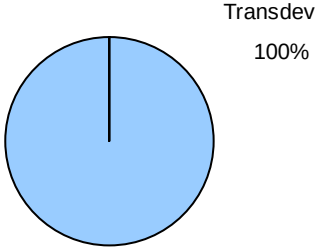
Par ailleurs, le délégataire envisage de mettre en place et de développer un nouvel outil informatique. Il souhaite aussi développer le site internet pour un meilleur suivi du service et une relation avec la clientèle améliorée.

L'échéance du contrat étant prévue en juin 2018, la collectivité a réfléchi sur le futur mode de gestion du service ; un marché d'exploitation transitoire a ainsi été lancé pour une période de 3 ans ½ sur la base d'un cahier charges reprenant les principes de l'actuel contrat.

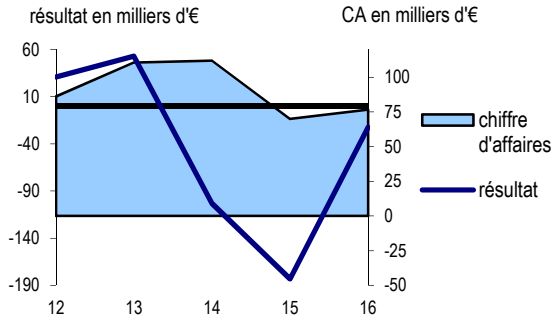
Cette durée permettra à la collectivité de s'interroger sur l'évolution du service et des besoins jusqu'en 2030.

Le délégataire

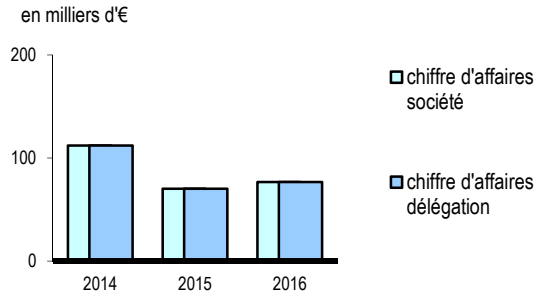
Actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat

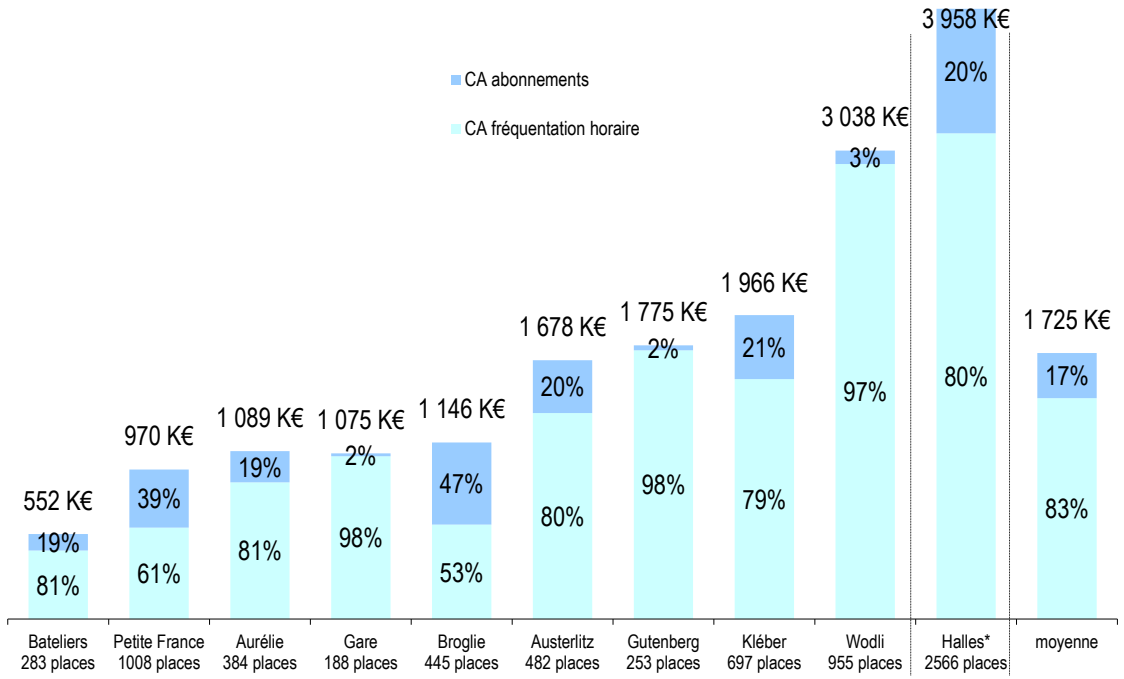


Poids de la délégation au sein de la société

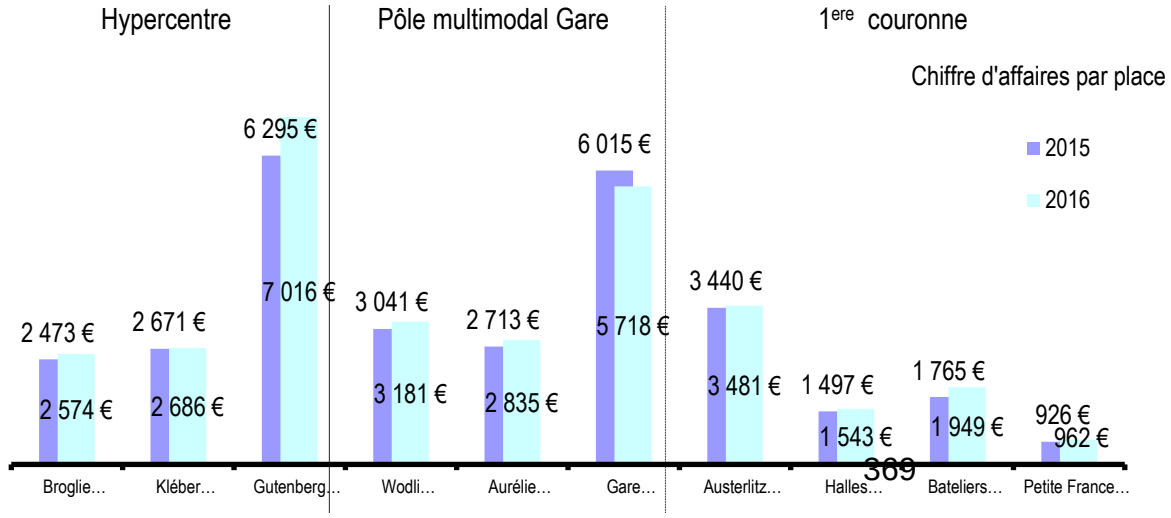


Panorama des parkings

Graphique 1 : Chiffre d'affaires par équipement en K€



Graphique2 : Typologie des parkings en fonction de leur situation géographique



Le parking Kléber (732 places) est le premier des parkings en ouvrage construit à Strasbourg (1967). Avec le développement de la circulation automobile, trois parkings ont été par la suite construits en 1975 (Gutenberg, Gare, Broglie). Les Halles et Austerlitz datent des années 80, Sainte-Aurélie, Petite-France et Bateliers des années 90. D'une capacité de 955 places, le parking Wodli a été réalisé en 2007 pour absorber les besoins de stationnement supplémentaires liés à l'arrivée du Tgv.

Parallèlement, d'importants travaux de requalification ont été réalisés depuis les années 2000 dans les parkings Broglie, Gare, Gutenberg, Austerlitz et Sainte-Aurélie pour adapter les parkings aux attentes de la clientèle.

Des équipements hétérogènes

Les parkings recouvrent des réalités très hétérogènes, tant en matière de capacité (graphique 1) que de chiffre d'affaires (graphique 1).

La capacité des parkings en ouvrage va de 1 à 4 entre Gutenberg (253 places) et Petite-France (1 008 places), sans parler des Halles (2 566 places pour un ensemble de 3 parkings). Les capacités de stationnement sont en légère hausse en 2016 avec 7 296 places dans les parkings délégués par la Ville et de l'Eurométropole contre 7 292 en 2015.

⇨ Entre 2015 et 2016, le chiffre d'affaires moyen par équipement augmente de 3,6% passant de 1 665 K€ à 1 725 K€ (graphique 1). Cette hausse s'explique par l'effet année pleine du nouveau mode de tarification au ¼ d'heure mis en place en Juillet 2015.

Les chiffres d'affaires par place sont globalement stables comparé à 2015. Se démarquent aux deux extrêmes :

- le parking Gutenberg qui génère un chiffre d'affaires exceptionnel par place de 7 016 €, en progression par rapport à 2015 (+11%) ;

- le parking Petite-France dont la capacité reste largement sous-exploitée (graphique 2) avec un chiffre d'affaires de 962 €/place. (en légère hausse par rapport à 2015 : +36 € par place).

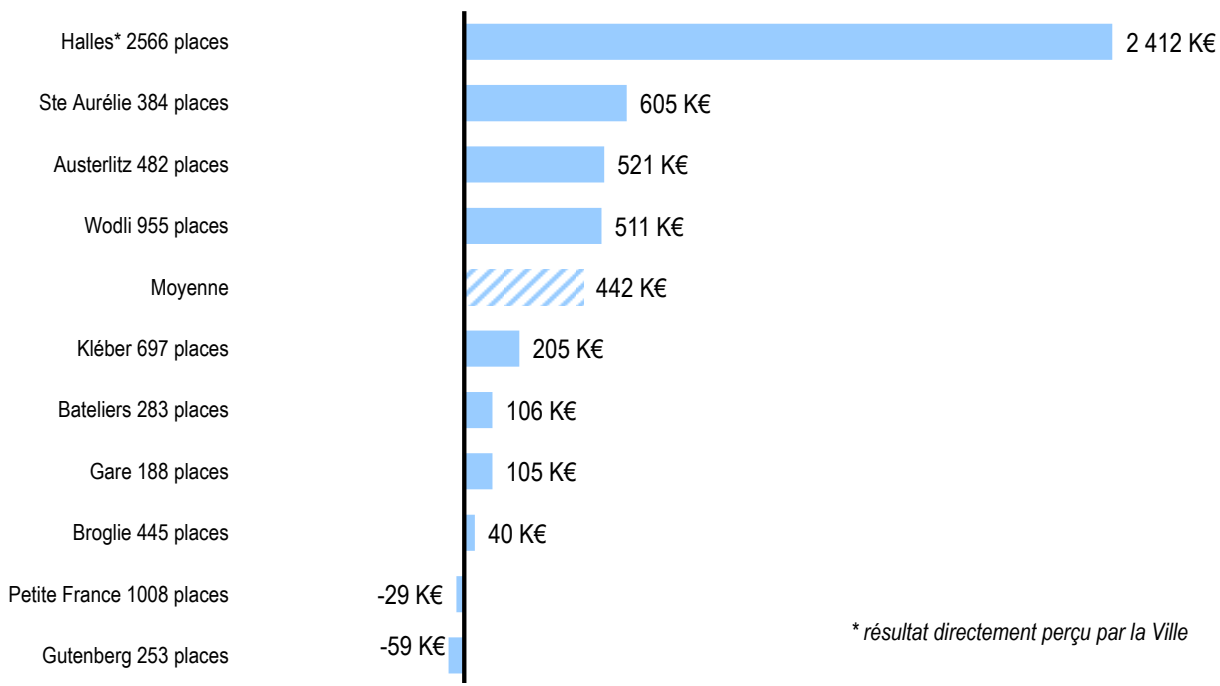
Le graphique 2 illustre les disparités entre les parkings selon leur position géographique : les ouvrages du pôle gare (Wodli, Aurélie et Gare) dégagent un chiffre d'affaires par place très satisfaisant. A contrario, les ouvrages de la première couronne (hors Austerlitz) sont plutôt en recul par rapport aux autres parkings.

Les investissements et la fréquentation impactent la performance financière

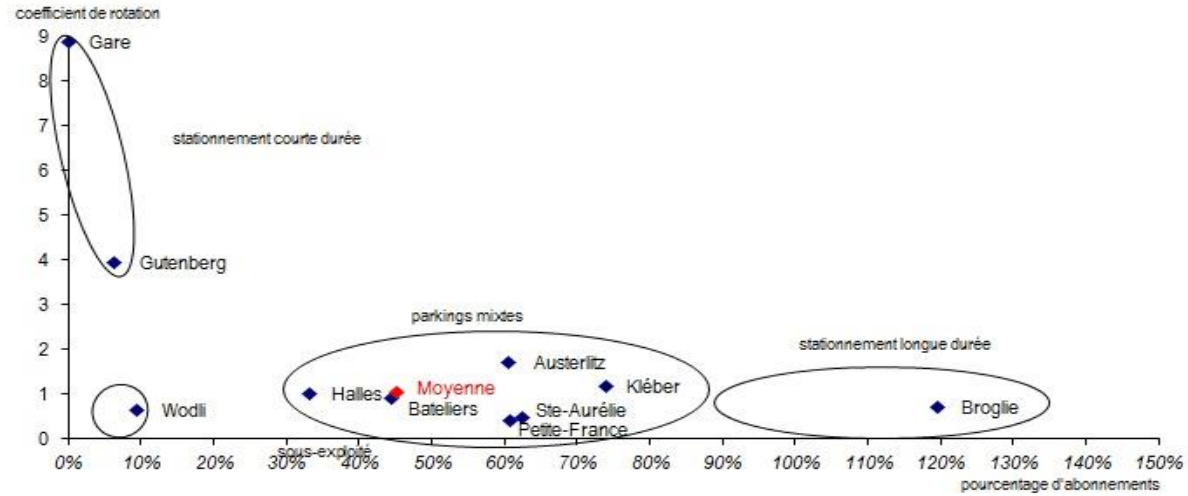
Du point de vue de leur performance financière, les parkings se répartissent en trois groupes (graphique 3) :

- les ouvrages ayant une rentabilité élevée du fait de la hausse de leur chiffre d'affaires et de la maitrise de leurs charges : Halles, Sainte-Aurélie, Austerlitz, Wodli;
- les parkings Kléber, Bateliers, Gare et Broglie sont excédentaires en 2016 mais un peu en retrait, du fait d'une hausse des produits d'exploitation plus mesurée par rapport aux ouvrages cités plus haut (recul de la fréquentation horaire pour Broglie, investissements significatifs pour Bateliers..);
- les parkings Petite-France et Gutenberg sont déficitaires cette année, ces derniers ont subi des travaux de rénovation. Toutefois, leur résultat net s'améliore

Graphique 3 : Performance financière (résultat net)

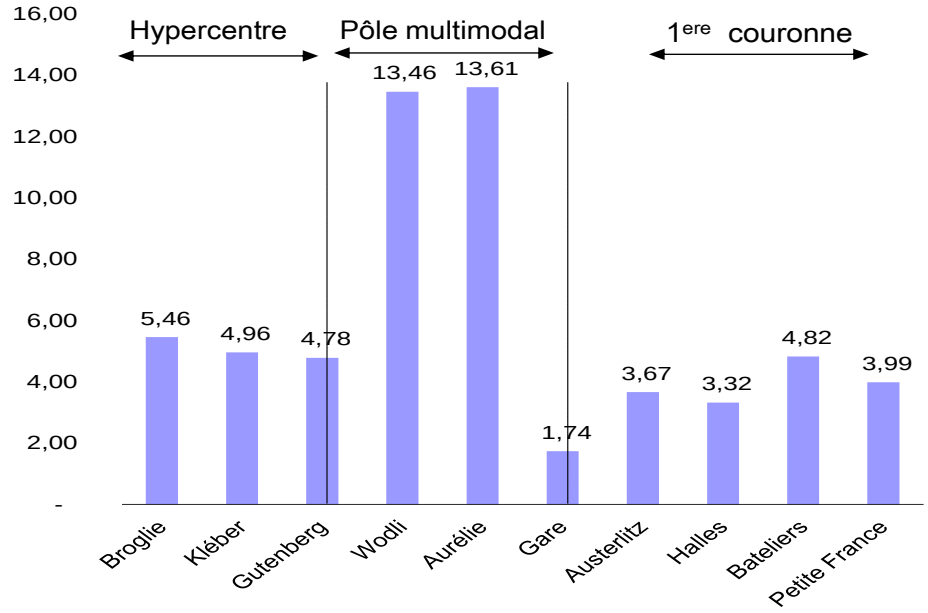


Graphique 4 : Typologie des usages des différents équipements (y compris les équipements délégués pas la Ville)

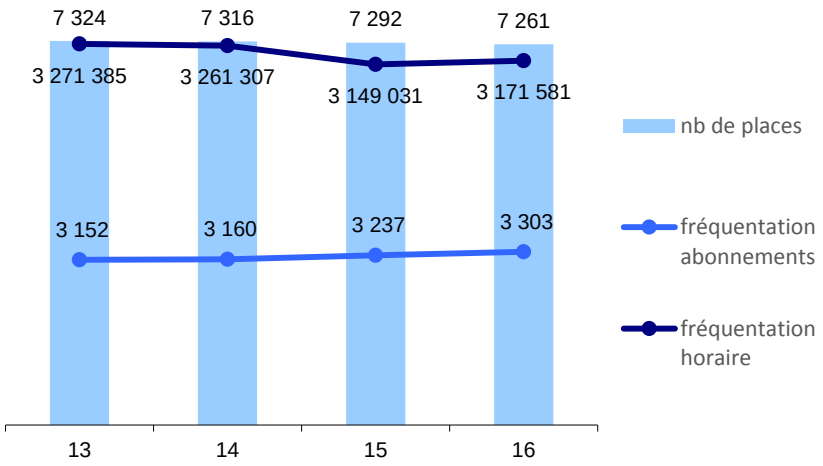


370

Graphique 5 : Ticket moyen par ouvrage en 2016 (CA horaire / nombre de tickets)



Graphique 6 : Evolution du nombre de places et de la fréquentation (ensemble des parkings)



Une vocation affichée

Le coefficient de rotation examiné en parallèle avec le pourcentage d'abonnements fait apparaître une typologie d'usage en quatre groupes (graphique 4) :

- les parkings à vocation longue durée dépassant les 100% d'abonnées (Broglie) proche du centre, le parking Wodli présente la spécificité d'être dédié au stationnement longue durée tout en ayant une clientèle horaire majoritaire ;
- les parkings de stationnement de courte durée (Gare et Gutenberg) comptent moins de 10% d'abonnés et affichent les coefficients de rotation les plus élevés ;
- les parkings mixtes (Kléber, Sainte-Aurélie, Bateliers, Austerlitz, Halles et Petite-France) ont entre 40 et 70% d'abonnées et un coefficient de rotation proche de la moyenne ;

Le ticket moyen (graphique 5) fait également apparaitre une cohérence de la durée de stationnement et de leur localisation :

- les parkings de l'hypercentre présentent un ticket moyen entre 4,78 € et 5,46 € lié à leur positionnement en zone rouge et à des durées de stationnement plutôt courtes ;
- les parkings de première couronne situés en zone jaune affichent un ticket moyen entre 3,32 € et 4,82 € avec un maximum pour le parking Bateliers; ces parkings sont orientés vers un stationnement de moyenne durée ;
- les tickets moyens des parkings Sainte-Aurélie et Wodli sont très élevés du fait de leur vocation de stationnement horaire longue durée ;
- le parking Gare présente un ticket moyen très bas qui trouve son origine dans son rôle de dépose minute et sa première demi-heure gratuite.

La fréquentation en légère hausse

Les graphiques 6, 7 et 8 illustrent l'évolution de la fréquentation horaire et l'évolution du taux d'abonnement des différents parkings. La fréquentation est en légère hausse en 2016 à 3 171 581 tickets contre 3 149 031 en 2015 (+0,72%).

Cette hausse de la fréquentation est liée à des événements structurels ou conjoncturels :

- la fréquentation des parkings Austerlitz, Broglie, Kléber et Sainte-Aurélie, diminue respectivement de 0,5%, 2%, 5,4% et 32,9%. Ceci se justifie par les restrictions de circulation mises en place au mois de décembre (Broglie et Kléber) et un changement de méthode de comptabilisation des véhicules (Sainte-Aurélie).
- en revanche, les ouvrages Bateliers, Wodli, Gutenberg, Petite-France, Halles et Gare affichent une fréquentation à la hausse : ces progressions s'expliquent par un effet de report suite à l'interdiction de la grande île durant le marché de Noël (Wodli et Petite-France) et par la fin des travaux qui impactaient la fréquentation (Bateliers et Gutenberg).

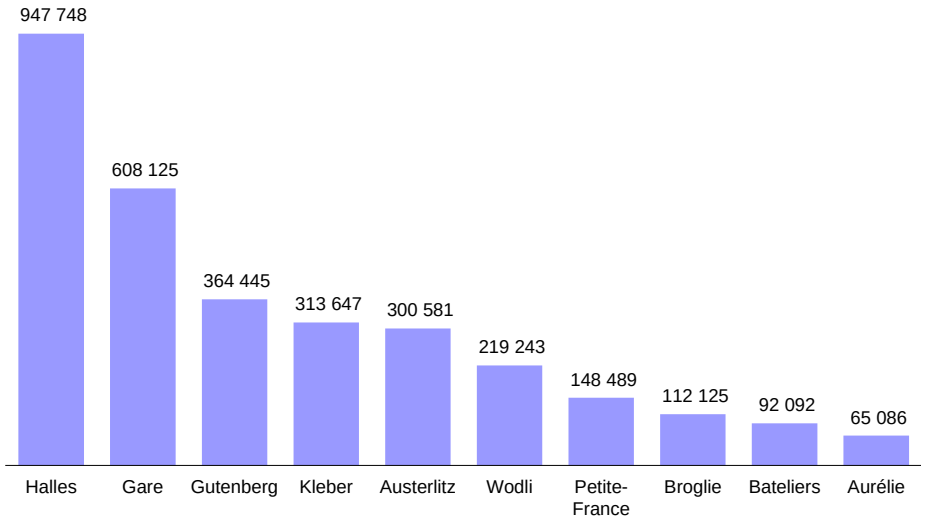
Le graphique 9 décrit les variations du taux d'abonnement entre 2013 et 2016 selon les ouvrages : certaines baisses (Bateliers, Sainte-Aurélie, Austerlitz) s'expliquent par la volonté du délégataire de laisser une place plus importante à la fréquentation horaire.

Des services nombreux pour les usagers

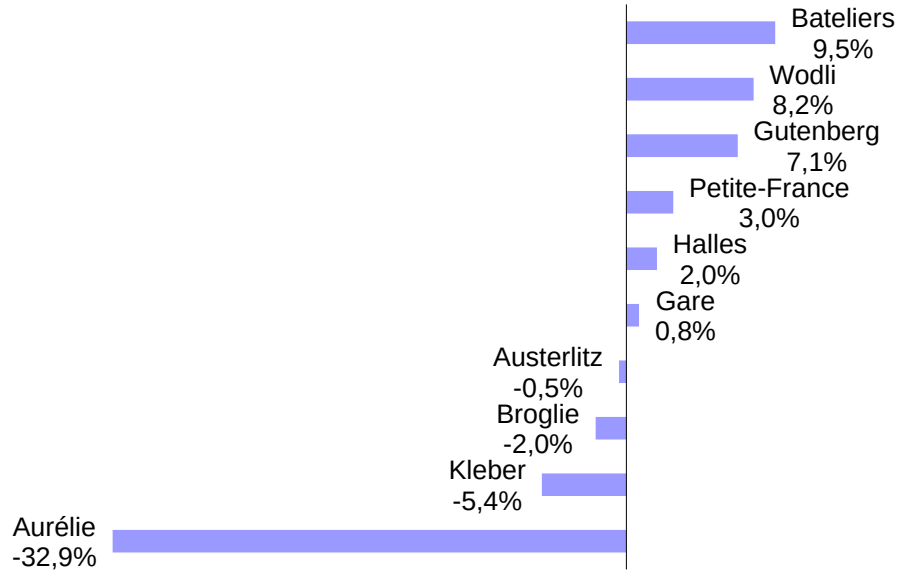
L'ensemble des parkings proposent des facilités pour les usagers :

- des prêts de poussette et de parapluie sont proposés ;
- des partenariats sont mis en place avec l'Opéra du Rhin, les cinémas de quartier pour proposer des tarifs jumelés ;
- des bornes de recharge électrique et d'auto-partage sont présentes dans l'ensemble des parkings ;
- les parkings Indigo (ex-Vinci) et le parking Sainte-Aurélie mettent à disposition des systèmes de réservation des places ;
- le parking Wodli et le parking Sainte-Aurélie ont par ailleurs des accès directs aux quais de la gare de Strasbourg et un affichage dynamique des trains au départ et à l'arrivée de la Gare ;
- les parkings Gutenberg, Kléber et Wodli sont dotés de systèmes de guidage à la place qui leur permettent d'optimiser la circulation dans l'ouvrage ;
- les parkings Halles et Petite-France proposent un abonnement spécifique « Résideo » depuis mars 2013 qui permet aux résidants de la petite île de bénéficier d'un tarif résidant à 39 € par mois.

Graphique 7 : Poids des ouvrages selon la fréquentation horaire

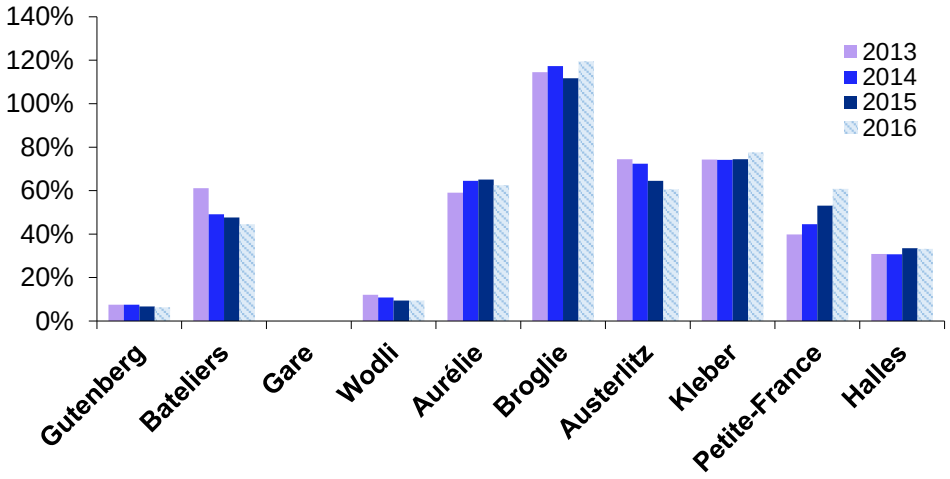


Graphique 8 : Taux d'évolution de la fréquentation horaire 2015/2016



372

Graphique 9 : Evolution du taux d'abonnement par ouvrage (nb d'abonnements /nb de places)



10. Synthèse des caractéristiques contractuelles des parkings de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

	Parking Austerlitz	Parking des Bateliers	Parking Broglie	Parking Gutenberg	Parking des Halles	Parking Petite-France	Parking Sainte-Aurélie	Parking Gare	Parking Wodli	Parking Kléber - Homme de Fer
Capacité	482	279	445	253	2 566	1 008	384	188	955	732
Compétence	EMS	Ville de Strasbourg	EMS	EMS	Ville de Strasbourg	EMS	EMS	EMS		EMS
Convention	Affermage	Affermage	Affermage	Affermage	Gérance	Concession	Concession	Affermage		Concession
Début d'exploitation	15-déc.-07	27-janv.-13	1-janv.-07	1-janv.-10	1-janv.-81	26-août-96	3-mai-93	10-juin-07		1-mars-92
Échéance	31-déc.-17	31-janv.-23	31-déc.-18	31-déc.-17	31-déc.-14	25-août-31	2-mai-23	9-juin-19		4-mars-37
Durée	10 ans et 15 j	10 ans et 5 j.	12 ans	8 ans	5 ans	35 ans	30 ans	12 ans		45 ans
Redevance	247 K€	5 K€	158 K€	641 K€	2064 K€	11 K€	0 K€	342 K€	1503 K€	105 K€
Délégataire	Parcus Saeml							Parc Autos Strasbourg Snc (Vinci Park)		
Effectif affecté à la délégation	6,23	3,3	5,43	6,74	17	3,5	6,7	16		7

Gestion du parking Austerlitz

Exploitation du parc de stationnement Austerlitz à Strasbourg - 482 emplacements

Contrat d'affermage

- signé le 15/12/2007
- début d'exploitation : 15/12/2007
- échéance : 31/12/2017
- durée : 10 ans et 15 jours
- avenant n°1 signé le 18/12/2013
- redevance : part fixe de 23 K€ indexée + part variable de 13,5 % du chiffre d'affaires hors taxes, soit un total de 250 K€ pour 2016

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel en 1987

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55 rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

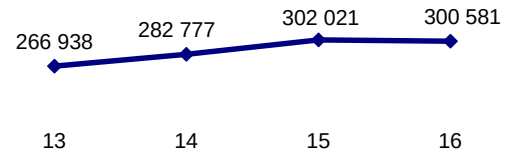
Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

Effectif moyen : 82,9 Etp + mise à disposition du directeur général par la SCET-GE
Effectif moyen affecté à la délégation : 6,98 Etp

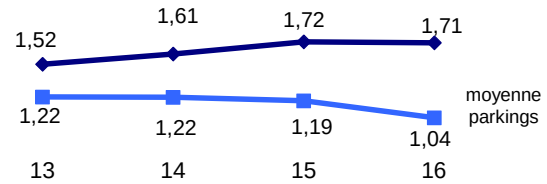
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

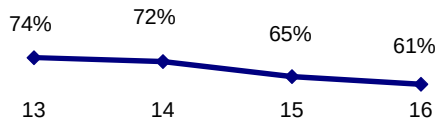
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
**nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

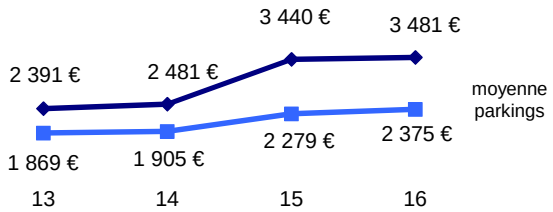


Evolution du pourcentage d'abonnements*
**nb d'abonnements rapporté au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



375

Ouvert 7 jours sur 7 et 24h sur 24, le parking Austerlitz offre 482 places sur cinq niveaux.

Inauguré en 1987, ce parking implanté en bordure immédiate du cœur historique de la Ville et à proximité de son secteur piétonnier a connu ces dernières années un succès croissant.

La gestion du parking a été confiée à la société Parcus par contrat de délégation de service public au 15 décembre 2007 pour une durée de 10 ans.

Le délégataire a pris en charge de lourds travaux de requalification réalisés entre 2008 et 2009, pour un coût global de 1,8 M€.

2016 est une bonne année en terme d'activité, la fréquentation horaire est relativement stable et atteint un haut niveau de 300 581 entrées.

Le chiffre d'affaires (1,7 M€) continue de progresser du fait de l'effet tarification au ¼ d'heure en année pleine, et le résultat d'exploitation, important, s'élève à 518 K€ (+8%).

L'activité 2016

▪ **Une fréquentation horaire stable**

La fréquentation horaire du parking Austerlitz marque une très légère diminution (-0,5%) mais reste cependant très conséquente ; en 2015, l'ouvrage avait bénéficié d'un report de clientèle lié à la fermeture du parking Gutenberg au mois d'août.

Le pourcentage d'abonnements baisse de 6% à 61%, en raison du transfert de certains abonnés au parking Gutenberg lors du marché de Noël, permettant ainsi d'accueillir une clientèle horaire plus importante.

Cette diminution du nombre des abonnements, encouragée par l'Eurométropole, a pour objectif d'offrir une plus grande capacité pour la clientèle horaire en dehors de la zone rouge de stationnement.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 678 058	1 657 911
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	5 931	1 035
Reprises sur provisions, transferts de charges	54 074	24 986
Autres produits	-133	85
Total	1 737 929	1 684 017
Charges d'exploitation		
Achats	60 277	58 587
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	116 471	110 803
Impôts, taxes et versements assimilés	29 030	28 657
Charges de personnel	260 831	244 914
Dotations aux amortissements et provisions	173 296	174 499
Autres charges	579 872	586 681
Total	1 219 777	1 204 143
RESULTAT D'EXPLOITATION	**518 152**	**479 874**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	2 500	2 500
Charges exceptionnelles	11	12
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2 489**	**2 488**
RESULTAT NET	**520 641**	**482 363**

Par ailleurs, pour la deuxième année consécutive, le parc bénéficie d'un report de clientèle lié au dispositif de sécurité mis en place lors du marché de Noël.

Le coefficient de rotation est stable à 1,71 contre 1,72 en 2015. Ce chiffre situe l'ouvrage au-dessus de la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole.

- **Favoriser toutes les mobilités**

La capacité de stationnement des cycles est de 160 places. Une station Vélhop de 32 cycles est également présente dans l'ouvrage.

Le parking dispose en outre de trois places équipées pour les véhicules électriques, ainsi que de six places réservées aux véhicules en auto-partage.

- **Des tarifs adaptés**

Depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation ».

L'année 2016 constitue donc la première année pleine avec cette tarification au ¼ d'heure.

Dans le cadre des réflexions menées pour la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, basée sur les observations des usages des parkings, la collectivité a impulsé une nouvelle orientation de sa politique tarifaire pour les parcs en ouvrage. Elle a ainsi renforcé l'écart entre les zones tarifaires, pour faciliter la rotation dans les parkings d'hyper centre, souvent saturés, et améliorer l'attractivité des ouvrages prévus pour les moyenne et longue durées.

Le délégataire a par ailleurs maintenu le forfait soirée de 20h à 2h, pour un montant de 2 €.

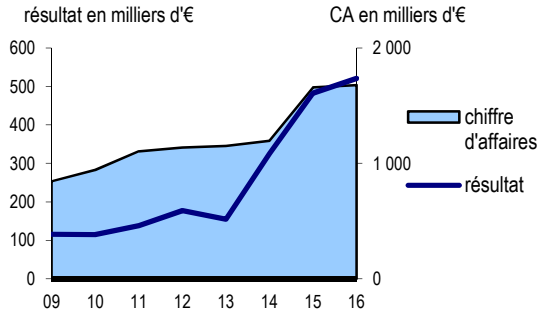
Le chiffre d'affaires progresse

Le chiffre d'affaires progresse de 1,2%, du fait de la tarification au ¼ d'heure sur une année pleine et la limitation des abonnements libérant la place aux usagers horaires (+36 K€).

Les recettes « abonnés » baissent de 16 K€.

Grâce à la maîtrise des charges, le résultat d'exploitation augmente de près de 8%.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires augmente de 1,2 %**

Il atteint 1 678 K€ en 2016, contre 1 658 K€ en 2015.

On constate deux évolutions contraires :

- le chiffre d'affaires « horaires » représente 80% du chiffre d'affaires du parc et est en constante augmentation (+3%) ;
- le chiffre d'affaires « abonnement » est en baisse de 4,4% par rapport à 2015 : il s'élève à 329 K€ en 2016 contre 344 K€ en 2015.

La recette moyenne par place s'accroit également, passant de 3 440 € en 2015 à 3 481 € en 2016, du fait de la tarification au quart

d'heure et de l'augmentation de la part du stationnement horaire.

Au total, les produits progressent de 3,2% :

Une aide de l'Etat de 5 K€ est versée au délégataire pour favoriser l'insertion de jeunes en difficulté en « contrat avenir ».

Des reprises sur provisions GER ont été comptabilisées à hauteur de 54 K€ (+36 K€), venant compenser les travaux effectués dans l'exercice sur les peintures et les joints.

- **Les charges d'exploitation sont maîtrisées**

Les charges d'exploitation passent de 1 204 K€ en 2015 à 1 220 K€ en 2016 (+1,3%).

Cette évolution s'explique pour l'essentiel par :

- une augmentation des services extérieurs (+6 K€) suite à des travaux de rafraîchissement (peinture extérieure, marquages, joints de dilatation) ;
- la hausse des achats (+2 K€) notamment de la consommation énergétique due aux différents travaux réalisés. L'achat de fournitures a également contribué à cette hausse ;
- un accroissement des charges de personnel (+16 K€) en corrélation avec l'évolution du poste intérimaires ; par ailleurs les équipes transversales de chaque ouvrage ont été rattachées à chaque ouvrage en 2016 selon une clé de répartition analytique ;

Ces hausses sont toutefois atténuées par une réduction de la charge d'intérim (- 16 K€) compensée par la mise en place d'une équipe volante de jeunes en « contrat avenir ».

La renégociation de frais bancaires a permis une réduction des frais d'encaissement des paiements par carte bancaire (- 5 K€), et les frais de maintenance (-1K€) et d'assurance (-1K€) ont également été réduits.

Enfin les coûts de structure, ventilés au prorata des recettes générées par le parking sur le chiffre d'affaires global baissent de 10 K€.

Au final, le résultat d'exploitation progresse de 480 K€ en 2015 à 518 K€ en 2016.

- **Le résultat net progresse de près de 8%**

En l'absence de résultats financier et exceptionnel significatifs, le résultat net est important, il s'élève à 521 K€ en 2016 contre 482 K€ en 2015.

Les perspectives

Après l'état des lieux qui a été réalisé par le service Stratégie et gestion du Stationnement de l'Eurométropole, des travaux seront réalisés au courant de l'année 2017 afin de traiter les usures anormales (reprise des peintures, ponçage des résines..).

Ils seront financés à hauteur de 85% par des provisions pour gros entretien et réparations encore disponibles.

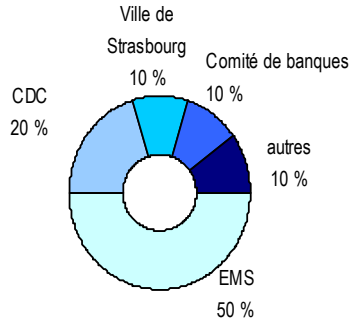
Des travaux de mise en conformité accessibilité seront également menés.

Par ailleurs, une réflexion globale est engagée sur l'ouverture de l'ensemble des parcs 24h/24 et 7j/7. Dans ce cadre, Parcus a prévu de mettre en réseau l'ensemble des commandes ou alarmes utiles à l'exploitation au cours du premier semestre 2017.

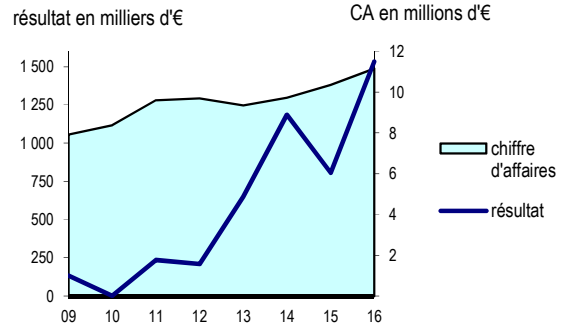
Le contrat de délégation public du parking Austerlitz arrive à son terme le 31 décembre 2017 : une procédure de DSP regroupant les parkings Gutenberg et Austerlitz, proches et aux objectifs complémentaires, a été engagée avec pour objectif une attribution en décembre 2017.

Le délégataire

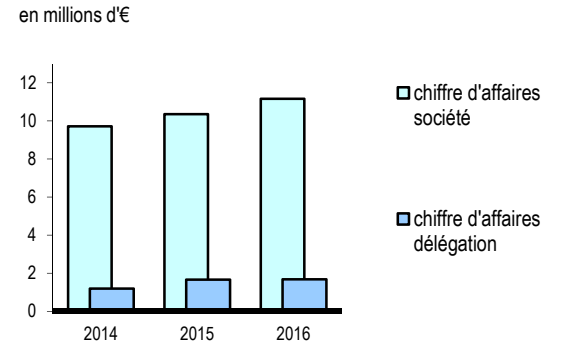
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking Broglie

Réalisation et gestion du parc public de stationnement Broglie à Strasbourg - 445 emplacements.

Contrat d'affermage

- signé le 29/12/2006
- début d'exploitation : 01/01/2007
- échéance : 31/12/2018
- durée : 12 ans
- redevance : part fixe de 24 K€ indexée sur le tarif pratiqué de 15h à 18h + à compter de 2010, une part variable progressive de 5 à 11% du chiffre d'affaires (soit 169 K€ en 2016)

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte
Capital social : 2 800 000 €

55 rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

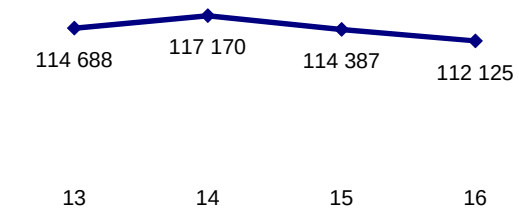
Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

Effectif moyen : 82,9 Etp + mise à disposition du directeur général par la SCET-GE
Effectif moyen affecté à la délégation : 6,38 Etp

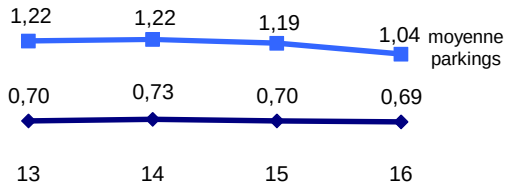
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

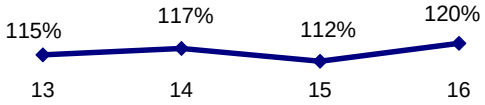
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

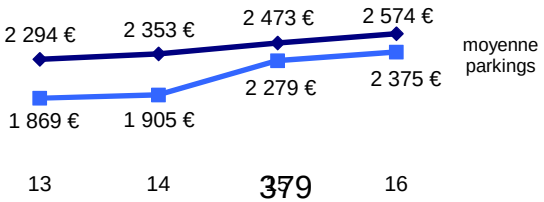


Evolution du pourcentage d'abonnements*
** nb d'abonnements et d'amodiations rapportés au nb de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



379

Le parking Broglie, ouvert depuis 2007, offre 440 places sur huit niveaux. Il est ouvert tous les jours 24h sur 24, y compris le dimanche et les jours fériés.

Inauguré en 1976, le parking est implanté au cœur historique de la Ville et à proximité de son secteur piétonnier.

Ses accès, hors des grands axes de circulation, limitent son attractivité.

Malgré sa localisation dans l'hyper centre strasbourgeois, la fréquentation du parking est majoritairement constituée d'abonnés.

La convention signée en 2006 prévoit une diminution du nombre d'abonnés afin d'offrir plus de places aux usagers. Cependant, ce nombre a augmenté en 2016 et reste supérieur aux capacités de stationnement du parking, laissant une part plus limitée au stationnement horaire.

L'écart entre les orientations de la convention, qui privilégie la fréquentation horaire, et le nombre effectif d'abonnés s'est accru en 2016, avec la hausse du nombre d'abonnés.

L'ouvrage a connu une baisse de fréquentation horaire en 2016 de 2 %, malgré un début d'année prometteur.

Toutefois le chiffre d'affaires progresse de 4% en 2016 à 1,1 M€ grâce aux impacts de la tarification au ¼ d'heure. Le résultat d'exploitation et le résultat net sont en augmentation.

L'activité 2016

Le parking souffre en 2016 d'une baisse de fréquentation de 2 262 tickets soit – 2%.

Entre janvier et novembre, la fréquentation 2016 avait atteint 109 552 tickets horaires. Seulement 2 573 tickets ont été vendus en décembre contre une moyenne de 9 959 tickets sur les autres mois. En effet, comme l'an dernier, la collectivité en accord avec la

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 145 501	1 100 585
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	5 931	1 035
Reprises sur provisions, transferts de charges	14 972	17 135
Autres produits	-37	7
Total	1 166 367	1 118 762
Charges d'exploitation		
Achats	42 789	37 574
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	71 619	99 331
Impôts, taxes et versements assimilés	129 299	125 258
Charges de personnel	255 303	214 527
Dotations aux amortissements et provisions	233 738	233 751
Autres charges	393 772	383 284
Total	1 126 519	1 093 725
RESULTAT D'EXPLOITATION	**39 847**	**25 036**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	9	8
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-9**	**-8**
RESULTAT NET	**39 838**	**25 028**

préfecture, a décidé de limiter l'accès des véhicules à la Grande Ile par la mise en place du dispositif de sécurité à l'occasion du marché de Noël.

Le coefficient de rotation est quasiment stable à 0,69 véhicule par place et par jour (base 365 jours) contre 0,7 en 2015. Il se situe toujours très en-dessous de la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole, à cause de l'importance des abonnés dans l'ouvrage.

Après une réduction du nombre d'abonnement en 2015, le nombre augmente à nouveau cette année et passe de 497 titres à 532 (+7%).

Le contrat de Dsp prévoit que le délégataire réduise la place des abonnements à hauteur de 75% du nombre de places en 2014, afin d'accentuer la fonction d'offre de stationnement horaire du parking.

L'objectif n'est donc pas atteint, même si le haut niveau d'abonnements permet de compenser la pression du stationnement des résidents du secteur.

- **Effet année pleine de la nouvelle politique tarifaire**

Depuis le 1er janvier 2015, la collectivité a revalorisé les tarifs horaires dans les parkings en ouvrage et sur voirie, de 20 centimes par heure ; ces tarifs n'avaient pas augmenté depuis 2011.

Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation ».

Cette nouvelle politique tarifaire a permis au délégataire d'augmenter ses recettes horaires de 8 % bien que la fréquentation ait légèrement diminué.

- **Une offre gratuite : le parc à vélos**

Le parking dispose de deux places équipées pour les véhicules électriques, de trois places réservées à l'auto partage, d'un local à vélos d'environ 60 places gratuites et d'une station Vélhop automatique de 32 cycles.

- **Un service optimisé**

En 2016, Parcus a mis en place le paiement par carte TOTAL GR. Ce mode de paiement est particulièrement apprécié par les professionnels.

Le résultat d'exploitation progresse

Le résultat d'exploitation progresse de 59% grâce à une augmentation des produits plus importante que les charges.

- **Le chiffre d'affaires augmente de 4%…**

Le chiffre d'affaires se situe à 1,15 M€ en 2016 contre 1,10 M€ en 2015 (+4%).

Toutefois, sa structure évolue : le changement de politique tarifaire dans les parcs a eu pour effet un changement de comportement des usagers avec le report d'un parc favorisant la courte, moyenne et longue durée.

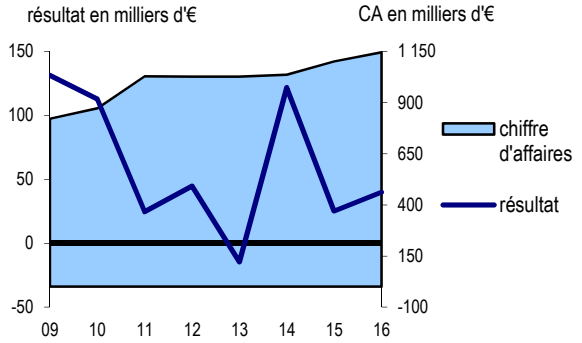
Les recettes horaires ont été impactées à la hausse par la tarification au ¼ d'heure et l'effet année pleine de cette modification tarifaire. Ainsi malgré la baisse de la fréquentation horaire (-2%), le chiffre d'affaires « horaires » augmente de 46 K€ (+8,2 %) et atteint 612 K€ en 2016.

A l'opposé, le chiffre d'affaires « abonnements » perd 1% et se situe à 520 K€ malgré la hausse du nombre d'abonnés.

Les parts respectives des chiffres d'affaires horaires et abonnements sont de 55% et 45%.

A hauteur de 2 574 €, la recette moyenne annuelle par place progresse en 2016 (+4%) ; elle est supérieure à la moyenne des parkings de l'Eurométropole.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Le total des produits passe de 1 119 K€ en 2015 à 1 166 K€ en 2016 (+4,3%) : cette augmentation s'explique par une hausse de la subvention d'exploitation (+5 K€) versée à l'entreprise pour l'insertion de jeunes en difficulté en « contrat avenir ». Toutefois, les reprises sur provisions pour gros entretien et réparations, à 15 K€, ont été un peu moins importantes cette année.

- **…et les charges d'exploitation de 3%**

A hauteur de 1 127 K€, les charges d'exploitation augmentent de 3% par rapport à 2015. Cette augmentation s'explique par :

- une hausse des taxes adossées aux consommations énergétiques et une augmentation des frais de fournitures au personnel (tenues) ;
- une très nette hausse des charges de personnel (+40 K€) en corrélation avec l'évolution du poste intérimaire : les équipes transversales ont été rattachées à chaque ouvrage en 2016 selon une clé de répartition analytique ;
- une progression de 10 K€ des charges de gestion courante et notamment de la redevance versée à la collectivité qui augmente de 11 K€.

Cette hausse est toutefois partiellement compensée par la baisse des :

- services extérieurs (-15 K€) du fait d'opérations d'entretien et de maintenance (remise en peinture, serrurerie, éclairage…) réalisées en 2015 qui avaient renchéri ce poste et de la renégociation des contrats de maintenance ;
- autres services extérieurs du fait de la baisse importante des frais de personnel intérimaire avec la mise en place d'une équipe volante, la baisse des frais de publicité et frais bancaires (renégociation des taux de commissionnement) ainsi que des honoraires.

De fait, le résultat d'exploitation augmente et s'établit à 40 K€ contre 25 K€ en 2015.

En l'absence de résultats financier et exceptionnel significatifs, le résultat net de la délégation est très proche du résultat d'exploitation à 40 K€.

Les perspectives

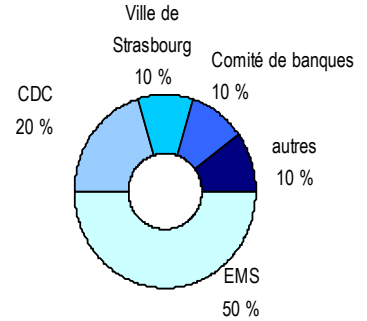
En 2017, le délégataire a pour objectif de maintenir le niveau de service et la qualité d'accueil ainsi que l'attractivité du parking afin de concourir dans de bonnes conditions au renouvellement du contrat de DSP prévu en 2018.

Par ailleurs, le délégataire souhaite réaliser les travaux de mise en conformité accessibilité prévus selon l'agenda d'accessibilité programmé.

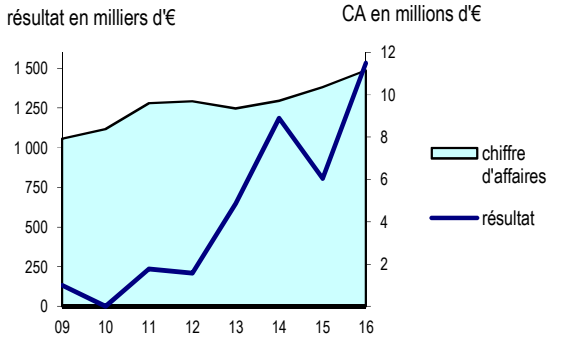
Enfin, l'échéance de délégation se rapprochant, l'Eurométropole a d'ores et déjà engagé une réflexion sur le futur mode de gestion du service et son périmètre.

Le délégataire

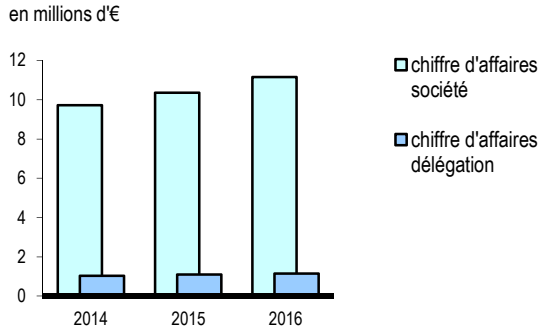
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking Gutenberg

Exploitation du parc de stationnement Gutenberg à Strasbourg - 253 emplacements

Contrat d'affermage

- début d'exploitation : 01/01/2010
- échéance : 31/12/2017
- durée : 8 ans
- redevance : part fixe de 55 K€ indexée + part variable de 65% du chiffre d'affaires hors taxes entre 850 K€ et 1 050 K€ de CA + 75% de CA entre 1 050 K€ et 1 400 K€ + 85% de CA au-delà de 1 400 K€ de CA, soit un total de **803 K€** pour 2016

pm : 1er contrat de délégation de service public sur Gutenberg avec le délégataire actuel en 2005

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55 rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non
Capital social : 2 800 000 €

Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

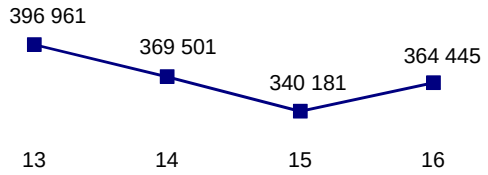
Effectif moyen : 82,9 Etp + mise à disposition du directeur général par la SCET-GE

Effectif moyen affecté à la délégation : 7,34 Etp

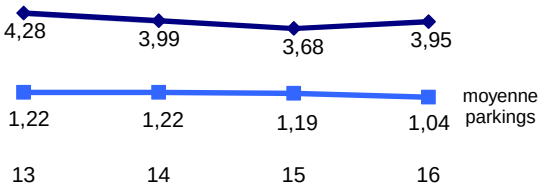
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

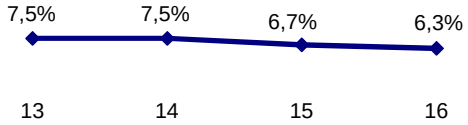
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

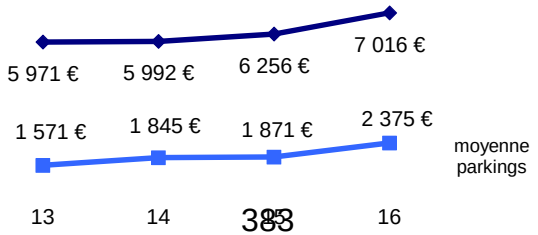


Evolution du pourcentage d'abonnements*
** nb d'abonnements rapporté au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place *
**chiffre d'affaires par place et par an*



Le parking Gutenberg dispose d'une capacité de stationnement de 253 places sur trois niveaux en sous-sol. Il est ouvert tous les jours de l'année et bénéficie d'une présence humaine 24h sur 24.

Installé au cœur historique de la Ville et à proximité de son centre piétonnier, cet ouvrage bénéficie d'une très forte attractivité.

Le contrat précédent est arrivé à son terme le 31/12/2009. Après mise en concurrence, le nouveau contrat de Dsp a été attribué à Parcus pour une durée de 8 ans jusqu'au 31/12/2017.

Le délégataire a pris en charge les travaux suivants, qui répondaient à une attente forte des usagers et des commerçants à proximité : renouvellement du matériel de péage (caisses, barrières…), mise en place d'un système de guidage à la place, finition du niveau -3 et réalisation d'un ascenseur terminée en mai 2011 permettant l'accès des personnes à mobilité réduite (émergence à proximité de la place Gutenberg). A hauteur de 1,2 M€, le coût de l'ensemble des investissements est intégré dans l'équilibre économique de la délégation.

L'ouvrage connait en 2016 une nette hausse de sa fréquentation, (+7,13%) liée à l'absence cette année de fermeture pour travaux en août et à la baisse de la durée moyenne de stationnement, qui a permis une rotation des véhicules plus importante.

Le chiffre d'affaires a fortement progressé du fait des évolutions de la fréquentation et de l'impact de la tarification au ¼ d'heure sur une année pleine, mais le résultat d'exploitation demeure déficitaire du fait de l'augmentation des charges de personnel, des coûts de structure et de la hausse de la redevance versée à la collectivité, tous deux proportionnels au chiffre d'affaires.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 775 069	1 582 711
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	5 931	1 035
Reprises sur provisions, transferts de charges	73 925	213 060
Autres produits	144	-
Total	1 855 069	1 796 806
Charges d'exploitation		
Achats	42 479	48 046
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	127 780	299 996
Impôts, taxes et versements assimilés	110 949	107 148
Charges de personnel	293 070	265 787
Dotations aux amortissements et provisions	188 331	193 010
Autres charges	1 150 891	964 773
Total	1 913 500	1 878 761
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-58 431**	**-81 955**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	370	-
Charges exceptionnelles	441	3
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-71**	**-3**
RESULTAT NET	**-58 502**	**-81 958**

L'activité 2016

- **La fréquentation augmente**

La fréquentation a progressé passant de 340 181 tickets à 364 445 tickets en 2016 (+7,3 %).

En 2015, des travaux de rénovation et d'embellissement avaient nécessité la fermeture complète de l'ouvrage en août.

Par ailleurs le changement de politique tarifaire a eu pour effet un changement de comportement des usagers et la diminution de la durée de stationnement, avec pour conséquence l'augmentation du taux de rotation et de la fréquentation.

De fait, le taux de rotation augmente à 3,95 véhicules par place et par jour (base 365 jours). Il est bien supérieur à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole.

La part d'abonnements est en baisse à 6,3% des places, contre 6,7% en 2015.

Comme l'an dernier, la collectivité en accord avec la préfecture, a décidé de limiter l'accès des véhicules à la Grande Ile par la mise en place du dispositif de sécurité à l'occasion du marché de Noël : ainsi, seule la fréquentation des abonnés a été autorisée dans les ouvrages sur ce périmètre, ce qui a occasionné, cette année encore, une perte de chiffre d'affaires.

La fréquentation du parking Gutenberg a donc été fortement perturbée, l'accès au parking était impossible à la clientèle horaire du 24 novembre au 24 décembre. Les usagers horaires ont été réorientés vers d'autres parkings en périphérie, notamment Austerlitz et Petite France.

- **La nouvelle politique tarifaire impacte les recettes**

Depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation » ; 2016 est la première année pleine d'application de cette réglementation.

Ce changement de politique tarifaire a eu pour effet d'impacter à la hausse les recettes horaires de l'ouvrage.

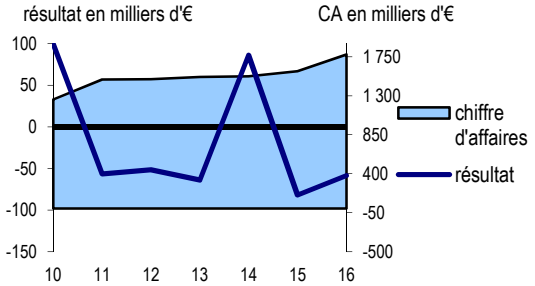
- **Une manifestation culturelle accueillie**

En mai 2016 l'équipement a accueilli une exposition temporaire d'œuvres d'art contemporaines réalisées par des étudiants de la Haute Ecole des Arts du Rhin.

L'exploitation reste déficitaire

Malgré une hausse du chiffre d'affaires et une amélioration du résultat d'exploitation, ce dernier reste déficitaire à -58 K€.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires augmente**

Le parking Gutenberg a clairement une vocation de stationnement horaire : le chiffre d'affaires est composé à 98% par la recette de la fréquentation horaire.

Avec la hausse de la fréquentation et l'effet année pleine du nouveau mode de tarification, le chiffre d'affaires augmente fortement de 12,2 % ; il s'élève à 1 775 K€ en 2016 contre 1 583 K€ en 2015.

Le chiffre d'affaires par place ressort ainsi à 7 016 € contre 6 256 € en 2015.

Au total, les produits d'exploitation augmentent par rapport à 2015 de 3,2% à 1,9 M€.

Outre le chiffre d'affaires, ils augmentent grâce à la subvention d'exploitation versée à l'entreprise pour l'insertion de jeunes en difficultés en « contrat avenir » (+5 K€). La hausse globale des produits est toutefois atténuée par la diminution forte du poste reprise sur provisions (-147 K€) qui concerne un rappel partiel de provisions sur des travaux et réparations effectués en 2015.

- **Les charges d'exploitation sont maîtrisées**

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 914 K€ en 2016, en hausse de 1,8% par rapport à 2015. Cette augmentation s'explique principalement par :

- une très nette hausse de la redevance versée à la collectivité (+162 K€) indexée sur le chiffre d'affaires, et des coûts de structure (+24 K€), ventilés au prorata des recettes générées par le parking sur le chiffre d'affaires global ;
- une augmentation des charges de personnel (+27 K€) en corrélation avec l'évolution du poste intérimaires ; par ailleurs la clé de répartition des équipes transversales a été modifiée ;
- une variation positive des impôts et taxes (+4K€).

Ces hausses sont partiellement compensées par :

- la baisse des services extérieurs (-152 K€) des travaux de peintures non récurrents ayant été effectués en 2015 à hauteur de 138 K€ ;
- la diminution des autres services extérieurs avec un recours plus faible à l'intérim ;
- la baisse des frais bancaires et des honoraires ;
- la réduction des consommations de fournitures (-6 K€) ;
- la baisse des dotations aux amortissements de 5 K€.

De ce fait, le résultat d'exploitation progresse (+24 K€) mais reste négatif à -58 K€.

En l'absence de résultats financier et exceptionnel significatifs, le résultat net de la délégation est négatif à -59 K€.

Le déficit cumulé sur cet ouvrage depuis le début de la convention est de -45 K€.

Les perspectives

L'échéance de la DSP approchant, un état des lieux du parc a été réalisé avec les services de l'Eurométropole. Des travaux sont prévus au courant de l'année 2017 afin de traiter les usures (peintures murales et plafonds, résines). Ces travaux seront financés à 85% par les provisions pour gros entretien et réparation existantes.

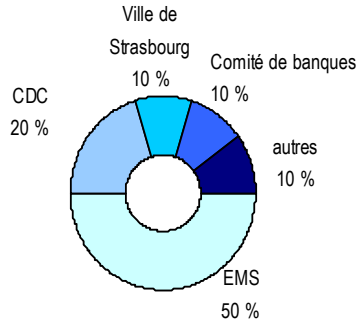
L'Eurométropole a donné son accord pour le remplacement du groupe électrogène de sécurité par un tableau électrique de sécurité et l'autorisation de travaux a été validée par la commission départementale de sécurité à la mi-juin 2017. Les travaux auront lieu à l'été ou au début de l'automne 2017.

Par ailleurs, une réflexion globale est engagée sur l'ouverture de l'ensemble des parcs 24h/24 et 7j/7. Dans ce cadre, Parcus a prévu de mettre en réseau l'ensemble des commandes ou alarmes utiles à l'exploitation au cours du premier semestre 2017.

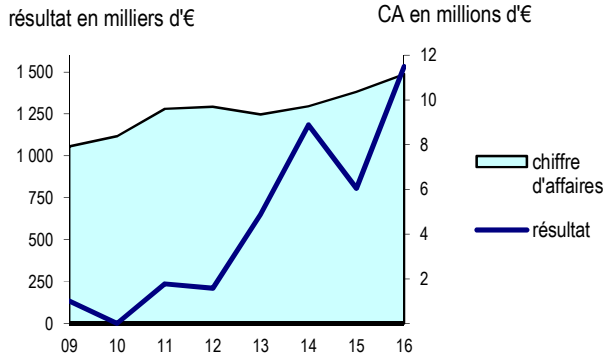
Enfin une procédure de DSP regroupant les parkings Gutenberg et Austerlitz, proches et aux objectifs complémentaires, a été engagée avec pour objectif une attribution en décembre 2017.

Le délégataire

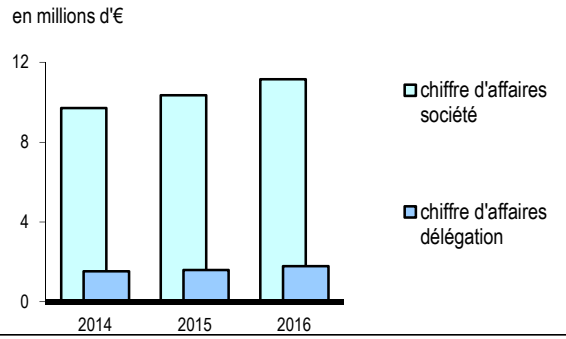
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking Centre historique Petite-France

Réalisation et exploitation du parc public de stationnement Petite-France situé sous le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg - 1 008 emplacements

Contrat de concession

- signé le 02/04/1993
- début d'exploitation : 26/08/1996
- échéance : 25/08/2031
- durée : 35 ans
- redevance de 10,74 K€ au titre de 2016

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55, rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

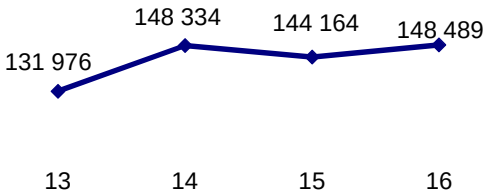
Effectif moyen : 82,9 Etp

Effectif moyen affecté à la délégation : 4,7 Etp

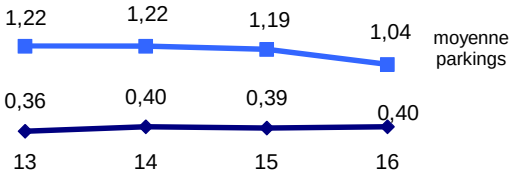
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

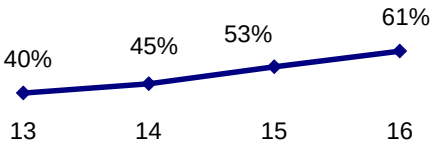
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

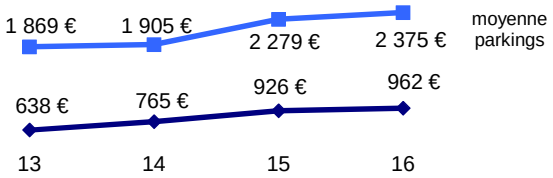


Evolution du pourcentage d'abonnements
**nb d'abonnements et d'amodiations rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



387

Le parking Petite-France dispose de 1 008 places sur trois niveaux. Il est ouvert du lundi au vendredi de 5h30 à 23h, le samedi de 7h à 23h et le dimanche de 10h à 19h.

Implanté en bordure immédiate du cœur historique de la Ville et à proximité de son secteur piétonnier, ce parking inauguré en 1996 souffre d'une sous-utilisation structurelle.

L'année 2016 a été pour le parking Petite-France le début d'une série d'opérations visant à renforcer la sécurité et les embellissements du parking, et a vu la réouverture du 3ème sous-sol au public.

La fréquentation horaire est en hausse de 3% et le chiffre d'affaires progresse.

Le résultat net se redresse avec l'amortissement progressif de l'ouvrage, il reste néanmoins négatif (- 30K€).

L'activité 2016

▪ **La fréquentation augmente**

La fréquentation horaire augmente en 2016 avec 148 489 entrées contre 144 164 en 2015, soit une variation positive de 3%.

Cette progression résulte :

- du changement d'horaire ; le parking est désormais ouvert à partir de 5 heures 30 au lieu de 7 heures les années précédentes, pour permettre aux usagers du 1er TGV de stationner leur véhicule ;
- du report de clientèle lié à la fermeture des parkings pendant la période de Noël : à la demande de la collectivité, Parcus a mis fin à la convention de mise à disposition du niveau 3 avec SINEO afin d'accroitre l'offre de stationnement horaire pendant cette période.

Le coefficient de rotation de 0,4 véhicule par place et par jour (base 365 jours) reste stable. Il est néanmoins

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	969 514	933 308
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	14 828	2 587
Reprises sur provisions, transferts de charges	91 008	6 666
Autres produits	321	253
Total	1 075 671	942 815
Charges d'exploitation		
Achats	72 401	67 471
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	157 671	158 396
Impôts, taxes et versements assimilés	90 981	85 459
Charges de personnel	189 803	108 106
Dotations aux amortissements et provisions	650 713	828 140
Autres charges	204 293	203 526
Total	1 365 862	1 451 097
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-290 191**	**-508 282**
Produits financiers	-	-
Charges financières	10 071	40 358
RESULTAT FINANCIER	**-10 071**	**-40 358**
Produits exceptionnels	278 830	278 573
Charges exceptionnelles	7 625	3
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**271 205**	**278 570**
RESULTAT NET	**-29 057**	**-270 070**

le plus bas de l'ensemble des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole (moyenne de 1,04 en 2015). Ceci s'explique par la part importante des abonnements et la durée moyenne élevée de stationnement.

En parallèle, le nombre d'abonnements est en hausse de 15%.

L'augmentation est commune à quasiment tous les titres (jour/nuit, jour, et Résideo), à l'exception des abonnements nuit qui sont en léger repli. L'offre Résidéo, bien plus avantageuse que le tarif de base des abonnements (-60%), connaît un grand succès avec une augmentation du nombre d'abonnés de 38%.

L'offre jour augmente de 11% par rapport à 2015.

- **Des tarifs adaptés**

Depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation ».

L'année 2016 constitue donc la première année pleine avec cette tarification au ¼ d'heure.

Dans le cadre des réflexions menées pour la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, basée sur les observations des usages des parkings, la collectivité a impulsé une nouvelle orientation de sa politique tarifaire pour les parcs en ouvrage.

Elle a ainsi renforcé l'écart entre les zones tarifaires, pour faciliter la rotation dans les parkings d'hyper centre, souvent saturés, et améliorer l'attractivité des ouvrages prévus pour les moyennes et longues durées.

- **Des travaux de de sécurisation de l'équipement ont été réalisés**

En 2016, Parcus a effectué une opération globale de sécurisation de l'ouvrage avec le remplacement de la centrale « SSI » (système de sécurisation incendie), de l'ensemble des détecteurs incendie, et l'installation de relayages.

Le déficit d'exploitation se réduit

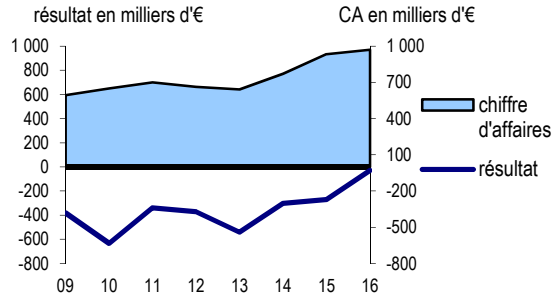
- **Les produits d'exploitation augmentent**

Le chiffre d'affaires global progresse de près de 4% en 2016, du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires « horaires », liée à l'évolution des tarifs (tarification au ¼ d'heure en année pleine) et à l'augmentation de la fréquentation (592 K€ en 2016 contre 561 K€ en 2015, soit +5,6%) ;

Le chiffre d'affaires global se répartit ainsi :

- CA « Fréquentation horaire » : 592 K€ (61%) ;
- CA « Abonnements » : 372 K€ (38%) ;
- CA « Autres » : inférieur à 1% en 2016.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



La hausse du chiffre d'affaires a un impact positif sur la recette moyenne par place, qui passe de 926 € en 2015 à 962 € en 2016. Celle-ci demeure

toutefois la plus faible des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole (la recette moyenne par place des parkings de la Ville est de 2 375 € en 2016).

Au final, les produits d'exploitation augmentent de 14% (+133 K€) à 1 075 K€ :

- Une aide de l'Etat de 12 K€ est versée au délégataire pour favoriser l'insertion de jeunes en difficultés en « contrat avenir ».
- Des reprises sur provisions GER ont été comptabilisées à hauteur de 68 K€ (+61 K€), venant compenser les travaux effectués dans l'exercice sur les peintures joints et tuyauteries.

▪ **Les charges d'exploitation diminuent**

Elles baissent de 85 K€ par rapport à 2015, passant de 1 451 K€ à 1 366 K€ en 2016, grâce à l'amortissement progressif de l'ouvrage.

Cette diminution s'explique principalement par :

- Une diminution du poste « autres services extérieurs » grâce à un recours moindre à l'intérim. La mise en place d'une équipe volante par l'emploi de jeunes en contrat « emplois avenir » a permis de réduire très largement la charge d'intérim sur l'année (-38 K€). La renégociation des frais bancaires a également contribué à cette baisse.
- La diminution du poste « dotation aux amortissements et provisions » (-177 K€) résultant de l'arrivée au terme de deux emprunts qui entraîne une forte diminution de la provision pour caducité des emprunts.

Elle est partiellement compensée par :

- les charges de personnel qui augmentent de 76%, en corrélation avec l'évolution de l'intérim passant de 108 K€ à 190 K€ en 2016. Le départ en retraite d'un agent d'accueil impacte ce poste à hauteur de 34 K€. Par ailleurs, la méthode comptable a été modifiée, les équipes transversales étant rattachées à chaque ouvrage selon une nouvelle clé de répartition analytique ;
- L'augmentation du taux d'imposition liée à la revalorisation annuelle des valeurs locatives foncières, impacte le poste « impôts, taxes et versements assimilés » (+6 K€).

En conséquence, le déficit d'exploitation, toujours important, se réduit fortement pour atteindre - 290 K€ contre -508 K€ l'an dernier.

▪ **Le déficit financier se réduit**

Le déficit financier diminue (-75%) avec l'arrivée au terme de deux emprunts et de la charge financière adossée (SWAP).

▪ **Le résultat exceptionnel est stable**

D'un montant de 271 K€, le résultat exceptionnel est constitué de la quote-part de la subvention d'investissement virée au compte de résultat, et de la valeur nette comptable de l'ancien système de sécurité incendie mis au rebus.

▪ **Le résultat net s'améliore**

Le déficit net s'améliore une nouvelle fois, il passe de -270 K€ à -29 K€ en 2016 grâce aux diminutions sensibles des déficits d'exploitation et financier.

Les pertes cumulées de cet ouvrage depuis son ouverture sont en 2016 de 10,9 M€.

Les perspectives

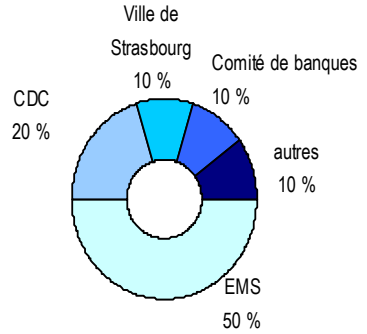
Différentes actions de mise en valeur de l'ouvrage sont mises en place en 2017, notamment la réalisation d'une opération d'envergure visant à proposer une nouvelle présentation des niveaux - 1 et -2 du parking (démarrage des travaux prévu en automne 2017), la réalisation de travaux de mise en conformité accessibilité ainsi que l'organisation d'une exposition artistique temporaire par les étudiants de la HEAR.

Les travaux d'embellissement de ce parc devraient permettre un accroissement de la fréquentation.

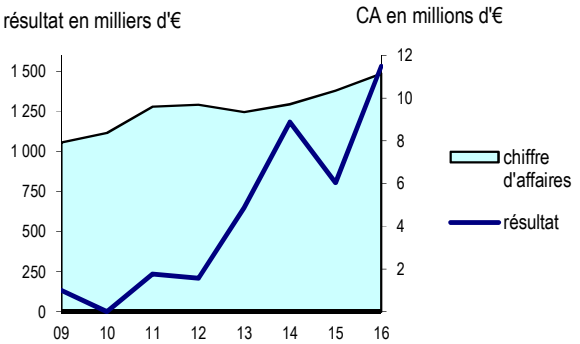
Le développement de sa visibilité lui permettra d'être l'ouvrage relai de référence lors des fermetures du centre-ville.

Le délégataire

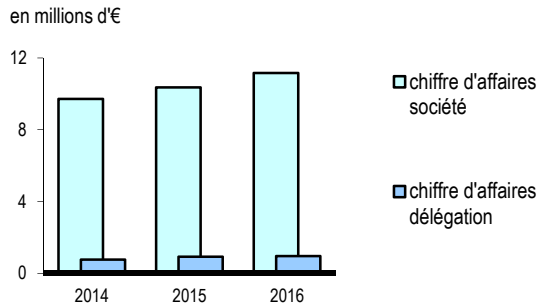
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking Sainte-Aurélie Gare

Réalisation et gestion du parc de stationnement Sainte-Aurélie à Strasbourg – 384 emplacements hors extension

Contrat de concession

- signature : 21/08/1991
- début d'exploitation : 03/05/1993
- échéance : 02/05/2023
- durée : 30 ans
- la redevance est versée par Parcus directement à la SNCF, elle correspond au loyer versé pour la location du terrain d'assiette : 39,2 K€ pour 2016

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55, rue du Marché Gare - 67000 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

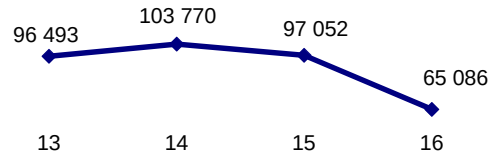
Effectif moyen : 82,9 Etp + mise à disposition du directeur général par la SCET-GE

Effectif moyen affecté à la délégation : 7,9 Etp

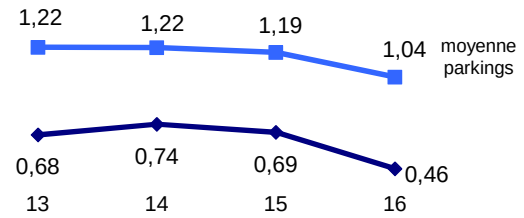
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

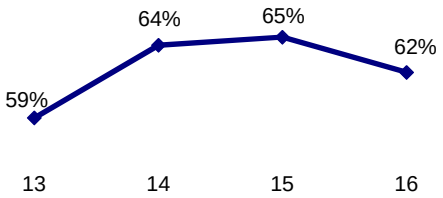
Evolution de la fréquentation horaire* (hors extension)
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

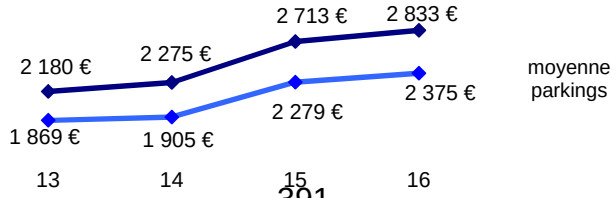


Evolution du pourcentage d'abonnements
** nb d'abonnements et d'amodiations rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



Construit par Parcus sur un terrain appartenant à la SNCF, le parking Sainte-Aurélie a été inauguré en 1993. Proche de la gare, il proposait jusqu'en juin 2005, 400 places sur cinq niveaux (384 emplacements aujourd'hui).

En vue de l'arrivée du TGV, Effia stationnement, filiale de la SNCF, a construit une extension de 356 places (349 places aujourd'hui) accolée à l'ouvrage actuel et dans la continuité esthétique de l'ouvrage d'origine. Effia a confié la gestion de l'extension au même exploitant que l'Eurométropole, à savoir la société Parcus, qui gère ainsi depuis juillet 2005 pour le compte des deux maîtres d'ouvrage un parking de 732 places formant une unité fonctionnelle.

Le parking est ouvert tous les jours 24h sur 24. Il propose deux places équipées pour les véhicules électriques et quatre places réservées aux véhicules en auto-partage.

Il comprend, au rez-de-chaussée, un parc à vélos gratuit de 440 places. Créé à l'initiative de l'Eurométropole sur un emplacement propriété de la SNCF, son occupation est régie par une convention de sous-occupation entre l'Eurométropole et Effia. La gestion quotidienne et la surveillance de ce parc à vélos sont assurées par la société Strasbourg Mobilité et refacturées à l'Eurométropole.

Depuis son ouverture en 2005, ce parc connait un réel succès auprès du public, mais sa fréquentation souffre depuis l'ouverture des deux nouveaux parkings Gare et Wodli.

En 2015, le parking a été renommé Sainte Aurélie Gare, pour plus de visibilité.

En 2016, la fréquentation horaire baisse de façon importante du fait d'un changement de méthode de comptabilisation des entrées de véhicules des loueurs.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 088 600	1 041 699
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	4 657	1 552
Reprises sur provisions, transferts de charges	325 417	380 338
Autres produits	253	629
Total	1 418 928	1 424 218
Charges d'exploitation		
Achats	73 240	63 893
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	123 761	195 585
Impôts, taxes et versements assimilés	29 700	27 254
Charges de personnel	300 469	295 046
Dotations aux amortissements et provisions	159 117	121 098
Autres charges	213 600	213 300
Total	899 886	916 176
RESULTAT D'EXPLOITATION	**519 042**	**508 042**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	87 989	87 795
Charges exceptionnelles	2 083	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**85 906**	**87 795**
RESULTAT NET	**604 948**	**595 837**

Le chiffre d'affaires s'élève à 1,09 M€, il progresse en raison de la mise en œuvre sur une année pleine de la tarification au ¼ d'heure.

L'activité 2016

La fréquentation globale de l'ouvrage est en diminution.

Ainsi, 65 086 véhicules ont fréquenté ce parking en 2016 (soit une baisse de 33% par rapport à 2015).

Cette baisse s'explique par la modification de la méthode de comptabilisation des loueurs de véhicules depuis le 1er août 2015. Ces derniers ne sont plus pris en compte dans la fréquentation horaire puisqu'ils bénéficient d'emplacements réservés.

Les durées moyennes de stationnement de l'ouvrage sont élevées et conformes à la vocation de stationnement longue durée du parking Sainte-Aurélie.

La dégradation de la fréquentation se traduit par une baisse du coefficient de rotation à 0,46 véhicule par an et par place (base 365 jours) contre 0,69 en 2015. Il reste inférieur à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole (1,04, hors stationnement sur voirie), du fait de la durée moyenne de stationnement très longue.

Depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation ». L'année 2016 constitue donc la première année pleine avec ce nouveau mode de tarification.

Dans le cadre des réflexions menées pour la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, basée sur les observations des usages des parkings, la collectivité a impulsé une nouvelle orientation de sa politique tarifaire pour les parcs en ouvrage. Elle a ainsi renforcé l'écart entre les zones tarifaires pour faciliter la rotation dans les parkings d'hyper centre, souvent saturés, et amélioré l'attractivité des ouvrages prévus pour les moyennes et longues durées.

Parcus a remplacé l'ensemble du matériel péager sur le parking, des dispositifs de lecture de plaques minéralogiques ont été installés apportant de nouvelles fonctionnalités et permettant de limiter les fraudes.

Le délégataire a mis en place des tarifs week-end depuis janvier 2016 ; ceux-ci rencontrent un succès mitigé.

Un résultat d'exploitation en hausse

Les comptes 2016 présentés par la société pour la gestion du périmètre de la délégation intègrent, comme les années précédentes, toutes les charges de l'ouvrage y compris celles liées à l'extension, qui n'entrent pas dans le périmètre de la délégation.

Parcus gère la totalité du parking et, à titre de compensation, Effia verse à la Sem une somme correspondant à la refacturation de ses charges.

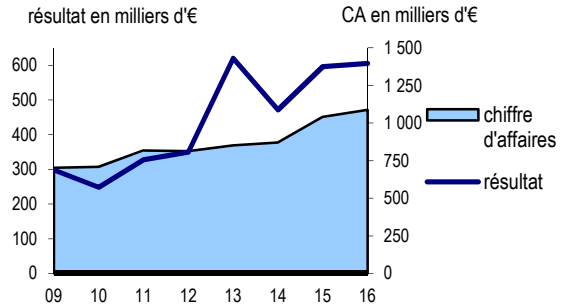
- **Les produits d'exploitation sont stables**

Le chiffre d'affaires, en progression de 5%, se compose principalement :

- du chiffre d'affaires « horaires », qui est en hausse à 886 K€ (+8,1%) du fait de la tarification au ¼ d'heure et de l'augmentation de la durée de stationnement, représente 81% du chiffre d'affaires global ;

- du chiffre d'affaires « abonnements », qui représente 19% du chiffre d'affaires global et qui est en légère baisse comparé à 2015 (-8,7%).

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



La quote-part de charges refacturées à EFFIA dans le cadre de l'exploitation commune du parking est en baisse (-51 K€). Elle est comptabilisée au poste « transferts de charges » dont le montant s'élève à 324 K€ contre 375 K€ l'an dernier.

- **Les charges d'exploitation baissent de 2 %**

A hauteur de 900 K€ en 2016 contre 916 K€ en 2015, les charges d'exploitation diminuent de 2%.

Cette baisse est due pour l'essentiel à un allégement du poste « services extérieurs » s'expliquant par un recours moindre à l'intérim. La mise en place d'une équipe volante par l'emploi de jeunes en contrat « emplois avenir » a permis de réduire très largement la charge d'intérim sur l'année (-30 K€). La renégociation des frais bancaires et la diminution des charges de maintenance ont également contribué à cette variation.

Les charges de personnel augmentent de 5 K€, en corrélation avec l'évolution du poste intérimaires ; par ailleurs la méthode comptable a été modifiée, les équipes transversales étant rattachées à chaque ouvrage selon une nouvelle clé de répartition analytique.

Après l'acquisition du nouvel équipement péager, les dotations aux amortissements augmentent de 38 K€.

Au final, le résultat d'exploitation progresse de 11 K€.

- **Le résultat exceptionnel est stable**

Le résultat exceptionnel est stable à 86 K€ en 2016.

Il est composé de la quote-part de la subvention d'investissement versée par l'Eurométropole et virée au compte de résultat (récurrent).

Les charges exceptionnelles sont composées de la valeur nette comptable d'une compteuse de pièces mise au rebus.

- **Le résultat net progresse**

Le résultat net est substantiel et progresse de 2% à 605 K€ en 2016.

Les perspectives

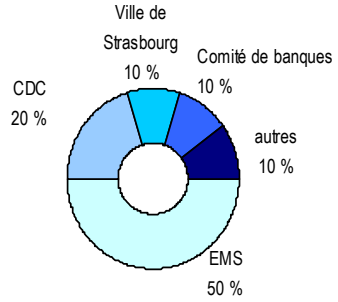
Le délégataire a engagé une réflexion sur de nouveaux produits permettant d'améliorer les taux de remplissage du parc aux périodes creuses, notamment le weekend.

Une réflexion sera également engagée avec la Collectivité quant à la mise en œuvre d'une numérotation des places qui semblerait répondre à une demande de la clientèle du parc.

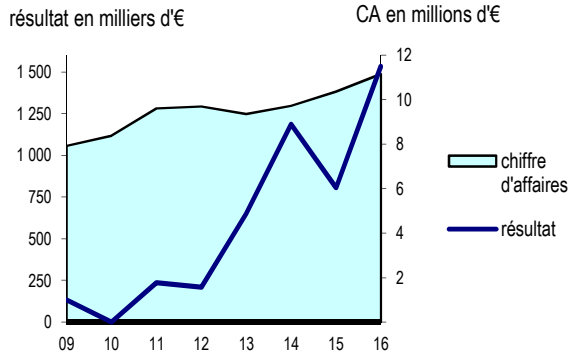
2017 se traduira par la mise en conformité de l'ouvrage (escaliers principaux) pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Le délégataire

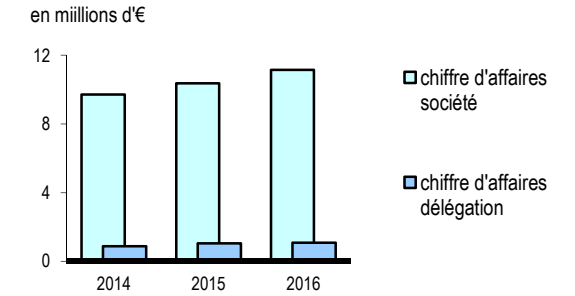
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion des parkings Gare et Wodli

Gestion de deux parcs publics de stationnement : place de la Gare à Strasbourg (188 emplacements) et parking Wodli (955 emplacements)

Contrat d'affermage

- signé le 12/03/2007
- début d'exploitation : 10/06/2007
- avenant n°1 du 19/03/2008
- avenant n°2 du 20/02/2014
- échéance : 09/06/2019
- durée : 12 ans
- redevances :
  - Gare : part fixe indexée de 11 400 € et part variable de 5% du CA HT (avec intéressement de 55% du CA HT à partir de 525 K€ de CA), soit 311 K€ en 2016 ;
  - Wodli : part fixe indexée de 290 € par place et part variable de 10 à 20% du CA HT (avec intéressement de 55% du CA HT à partir de 1,5 M€ de CA), soit 1,57 M€ en 2016.

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement

Parc autos de Strasbourg

Société en nom collectif

4 place de la Pyramide - TSA 43214 – F-92919 La Défense Cedex.
☎ 01 49 03 13 31 🖷 01 49 03 15 01

Structure dédiée à la délégation : non

Groupe : Indigo
Capital social : 2 523 000 €

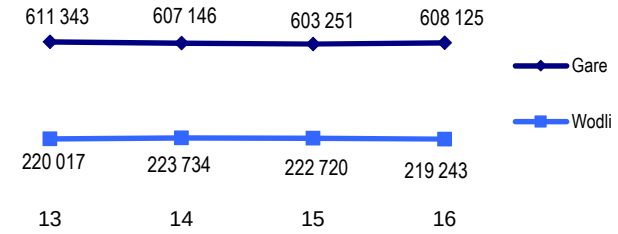
Gérant non associé: Paul COIFFARD

Effectif moyen affecté à la délégation : 13 Etp (7 agents + 1 techniciens d'exploitation sur Gare-courte durée, 2 agents + 1 technicien d'exploitation sur Wodli, 1 responsable de site + 1 technicien d'intervention pour les deux parcs)

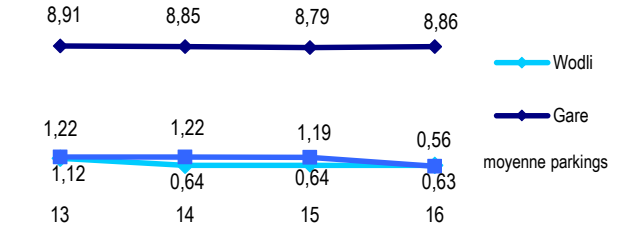
Le délégataire

❖ **ACTIVITE**

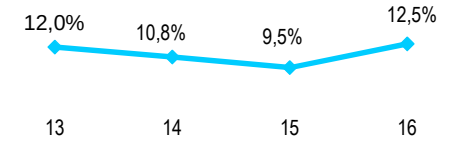
Fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

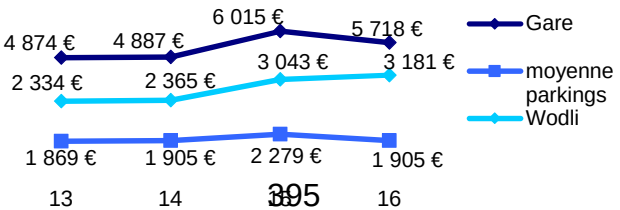


Evolution du pourcentage d'abonnements Wodli
** nb d'abonnements rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



L'arrivée du TGV à Strasbourg en juin 2007 a nécessité le réaménagement d'une partie du quartier de la Gare. Ce réaménagement qui intégrait l'extension du hall d'accueil de la Gare et la transformation complète de la place a permis d'accueillir les nouveaux flux de voyageurs.

Parallèlement, les services de l'Eurométropole ont repensé et étoffé l'offre de stationnement à proximité de la Gare, en concertation avec l'Etat, la Région, le Département et la SNCF. Le parking sous la place de la Gare a été reconstruit : de 340 places, sa capacité a été ramenée à 208 places, dont 20 places motos. Destiné au stationnement de courte durée, il offre en parallèle 818 places vélos payantes.

Cet équipement est complété boulevard Wilson par un parking de 955 places autos et 24 places motos, destiné au stationnement de longue durée, et 126 places dédiées au stationnement des vélos.

Son accès autoroutier est direct. L'accès direct au quai TGV est aménagé par une passerelle piétonne.

Ces deux ouvrages ont été intégralement réalisés par l'EMS. Leur gestion a été déléguée en 2007 par convention d'affermage à la société Parc autos de Strasbourg, filiale de la société Indigo.

Les parkings Wodli et Gare proposent aujourd'hui avec le parking Sainte-Aurélie une offre performante aux usagers du train, intégrant une première demi-heure de stationnement gratuite.

Malgré quelques variations, la fréquentation des deux ouvrages reste à un haut niveau en 2016. Le chiffre d'affaires et le résultat net sont quant à eux en progression grâce aux performances du Parking Wodli longue durée et à l'effet année pleine de la tarification au ¼ d'heure.

Le montant total des redevances perçues en 2016 par l'EMS au titre de la mise à disposition des équipements s'élève à 1,88 M€.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	4 112 862	4 036 735
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	-	40
Total	4 112 862	4 036 776
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	272 716	248 108
Impôts, taxes et versements assimilés	395 681	427 962
Charges de personnel	424 334	556 926
Dotations aux amortissements et provisions	112 312	118 136
Autres charges	2 277 143	2 205 521
Total	3 482 186	3 556 655
RESULTAT D'EXPLOITATION	**630 676**	**480 121**
Produits financiers	-	-
Charges financières	15 147	19 651
RESULTAT FINANCIER	**-15 147**	**-19 651**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET	**615 529**	**460 470**

L'activité 2016

La situation des deux parkings évolue de façon opposée, mais leur fréquentation reste à un niveau élevé : le parking Gare courte durée voit sa fréquentation augmenter de 0,8% tandis que celle du parking Wodli diminue de 1,6%.

Conçus respectivement pour du stationnement de courte et longue durée, la vocation des ouvrages Gare et Wodli reste identique en 2016 :

- la fréquentation horaire est toujours proche, en nombre de tickets, des attentes de la collectivité pour Wodli ; en revanche, les durées de stationnement sont bien supérieures aux prévisions ;
- avec plus de deux tiers de fréquentation gratuite en 2016, le parking Gare maintient son rôle de dépose minute pour les usagers de la Gare.

▪ **L'évolution de la fréquentation est contrastée**

Gare : le nombre total de tickets horaires du parking Gare augmente de 0,8% par rapport à 2015 avec 608 125 tickets. Toutefois, la fréquentation payante est en diminution de -0,7%, et s'élève à 200 601 tickets en 2016, tandis que la fréquentation gratuite atteint 407 254 entrées.

La proportion de véhicules stationnant moins de 30 minutes reste donc très majoritaire et représente 67% des sorties totales en 2016.

Sur ce parc courte durée, la tarification au ¼ d'heure semble freiner le stationnement horaire payant.

Wodli : la fréquentation horaire se situe à 219 243 tickets en 2016 contre 222 720 en 2015 (soit une baisse de 1,6%). Ce niveau reste élevé, il est proche des prévisions du contrat (240 000 véhicules).

La fréquentation gratuite du parking Wodli diminue fortement de 10,2% passant de 44 755 tickets à 40 187.

Par ailleurs, les abonnements dans cet ouvrage sont en forte augmentation: ils passent de 90 abonnements en moyenne en 2015 à 119 en 2016, soit 31,7% de plus.

L'attractivité du parking vélos ralentit fortement en 2016 : la fréquentation abonnements moyenne passe ainsi de 749 en 2015 à 620 en 2016 (-17%).

▪ **Le coefficient de rotation correspond aux vocations des deux parkings**

Du fait de l'augmentation de la fréquentation, le coefficient de rotation du parking Gare évolue légèrement à la hausse à 8,86 véhicules par place et par jour en 2016 contre 8,79 en 2015.

Le parking de la Gare reste de très loin celui ayant le plus fort taux de rotation des parkings délégués par la Ville et l'EMS, affirmant ainsi sa vocation de parking de courte durée (dépose minute).

En 2016, le parking Wodli a un coefficient de rotation quasi-stable de 0,63 véhicule par place et par jour. Ce faible taux confirme la vocation première du parking, à savoir le stationnement longue durée.

La recette moyenne par place se situe pour les deux ouvrages très au-dessus de la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole. Elle évolue de manière inverse pour chaque parking :

- à hauteur de 5 718 € pour la Gare, elle diminue de 4,9% par rapport à 2015 en raison de la baisse des recettes horaires ;

- à hauteur de 3 181 € pour Wodli, la recette moyenne est en hausse de 4,5% par rapport à 2015, du fait de la forte augmentation du ticket moyen.

▪ **Les services à la clientèle**

Indigo développe une politique de services complémentaires du stationnment afin d'améliorer l'attractivité des parkings (kiosque, kits de dépannage, site internet, voitures electriques, guidage à la place, application smartphone).

▪ **Des travaux dans les deux ouvrages**

Le délégataire a effectué des travaux courants d'amélioration dans les deux parkings :

Wodli : relamping partiel, réparation d'une porte d'issue de secours, installation de barrière, bordures et fixation de rambardes… Par ailleurs, le délégataire à améliorer les espaces d'accessibilité en mettant en place des bandes de guidage pour les personnes mal voyante.
Enfin, la passerelle reliant la gare au parking (glissante et inconfortable) a été rénovée durant la période estivale.

Gare : remplacement de blocs de secours defectueux, contrôle de l'éclairage général du parc et résolution d'anomalies relevées par les services de l'Eurométropole, reprises des plinthes dans les sanitaires publiques par une société mandatée par la collectivité.

Par ailleurs, des études concernant la possible réalisation de travaux dans les espaces intéreurs d'accessibilité ont été effectués.

Enfin, le délégataire constate des difficultés d'évacuation des eaux pluviales et la stagnation de celles-ci lors d'intempéries. Les investigations sont en suspens et seront revues en 2017.

Le parking vélos connait régulièrement des sinistres et du vandalisme notamment au niveau de la rampe vélos ou du couloir commun entre la galerie marchande de la gare et l'accès aux parkings du fait de la présence régulière de personne sans domicile fixe.

▪ **1ère année pleine de la tarification au ¼ d'heure**

Depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle, et ce conformément à la Loi Hamon du 17 mars 2014, dite « Loi Consommation ». 2016 est donc la première année pleine avec ce nouveau mode de tarification.

Dans le cadre des réflexions menées pour la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, basées sur les observations des usages des parkings, la collectivité a impulsé une nouvelle orientation de sa politique tarifaire pour les parcs en ouvrage : elle a ainsi renforcé l'écart entre les zones tarifaires, afin de faciliter la rotation dans les parkings d'hyper centre, souvent saturés, et ainsi améliorer l'attractivité des ouvrages prévus pour les moyennes et longues durées.

Le chiffre d'affaires global augmente

Le chiffre d'affaires progresse globalement sur les deux ouvrages et, grâce à la maitrise des charges, le résultat d'exploitation comme le résultat net sont en forte progression pour les deux ouvrages de stationnement automobile.

Le parking vélos présente quant à lui un chiffre d'affaire en légère baisse mais une amélioration du résultat net.

▪ **Les chiffres d'affaires des parkings Gare courte durée et Wodli évoluent différemment**

Le chiffre d'affaires du parking Gare courte durée diminue de 4,6% essentiellement en raison de la baisse de la fréquentation horaire payante. Il passe de 1 106 K€ en 2015 à 1 055 K€ cette année. Le ticket moyen diminue de même à 1,74 € contre 1,83 € en 2015.

A l'inverse, le chiffre d'affaire du parking Wodli augmente de 4,5% et s'élève à 3 038 K€ en 2016, malgré la légère baisse du chiffre d'affaires abonnements.

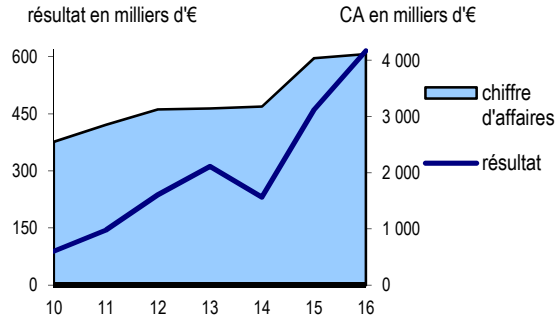
Le chiffre d'affaires horaires se situe ainsi à 2,93 M€ contre 2,7 M€ en 2015, le ticket moyen du parking Wodli ressort à 16,37 € contre 15,16 € en 2015.

Composé pour 90% du produit des abonnements, le chiffre d'affaires du parking vélos baisse de 19%. Il est impacté à la fois par la baisse du nombre d'abonnés et par la chute des recettes des activités annexes (encaissements de consignes liées aux résilations).

Au global, le chiffre d'affaires consolidé augmente de 1,9% en 2016 et se répartit ainsi :

- Gare : 1 055 K€ (-4,6%),
- Wodli : 3 038 K€ (+4,5%),
- Parking vélos gare : 20 K€ (-19,1%).

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



▪ **Les charges d'exploitation reculent de 2%**

Les charges d'exploitation sont bien maîtrisées, elles baissent de 3,56 M€ en 2015 à 3,48 M€, principalement du fait de :

- la baisse des charges de personnel passant de 556 K€ à 424 K€ (-23,8%) en raison notamment de la baisse des charges de

personnel interne au groupe de 31% sur Wodli et 14,4% sur le parking Gare. Ces baisses sont principalement dues à la mutualisation des effectifs sur l'ensemble des parcs de Strasbourg et à l'augmentation de la Téléopération.
- la diminution des taxes et impôts (-7,5%) grâce à la baisse des abonnements de taxe foncière
- la diminution des dotations aux amortissements de 4,9% en raison de la sortie des immobilisations de panneaux de signalétiques

Ces baisses sont partiellement absorbées par :
- la hausse des services extérieurs de 9,9% en raison notamment de l'augmentation des charges d'électricité et de fluides de 14% sur le parking Wodli, due à des factures insuffisament provisionnée en 2015. Par ailleurs, les interventions techniques et les achats de fournitures sont en augmentation de 29% sur Wodli en raison du vieillissement et du changement de certains matériel (caméra, signalétiques…) ;
- l'augmentation des autres charges de 3,2% en raison de la hausse des frais de siège de 12,5% et de la redevance au concédant qui s'élève à 1,88 M€ contre 1,84 M€ en 2015 (+2%).

En conséquence, le résultat d'exploitation consolidé progresse de 31% en 2016 à 631 K€.

- **Les charges financières baissent**

Liées au financement des investissements, les charges financières sont comptabilisées par affectation d'une charge financière standard basée sur le coût moyen pondéré du capital du groupe Indigo, soit 5,5% de la valeur nette des immobilisations au 31/12/2016.
Elles s'élèvent à 15 K€ en 2016 et leur baisse s'explique par la perte progressive de valeur des biens du fait de leur amortissement technique.

- **Le bénéfice net est en forte hausse**

A hauteur de 616 K€ contre 460 K€ en 2015, le bénéfice net est toujours grevé par le déficit structurel du parking vélos. Le résultat consolidé reste cependant très confortable et se répartit ainsi :
- Gare : +231 K€ (+224 K€ en 2015),
- Wodli : +511 K€ (+382 K€ en 2015),
- Parking vélos : -126 K€ (-146 K€ en 2015).

L'augmentation du chiffre d'affaires couplée avec la maîtrise des charges impacte positivement les deux ouvrages avec une augmentation de leur résultat net (+3% pour la Gare et +33,6% pour Wodli) ; le déficit du parking vélos diminue en 2016 (-13,6%).

Les perspectives

En 2017, les trois parcs de la Gare devraient être transformés et améliorés.

Les deux parkings automobiles seront équipés de nouveaux matériels de péage avec de nouvelles fonctionnalités (lecture de plaque, utilisation d'OPnGO). Les clients bénéficieront ainsi d'une prise en charge améliorée depuis les caisses de paiement et la fluidité du trafic devraient être optimisée.

Sont également prévus des travaux de sécurisation (vidéosurveillance, passerelle, ascenceurs), relamping, raffraichissement, etc.

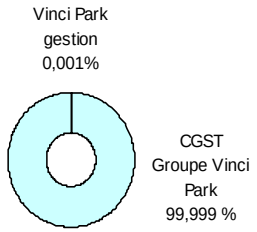
Concernant le parking à vélo, au terme de plusieurs réunions avec la collectivité et le gestionnaire de vélos partagés « Vél'hop », un contrat de sous-traitance sera mis en place pour confier la gestion du parc à vélos à Vélhop et améliorer la technicité des prestations proposées pour le confort des abonnés.

L'année 2017 devrait donc être innovante en ce qui concerne la gestion de ces parcs.

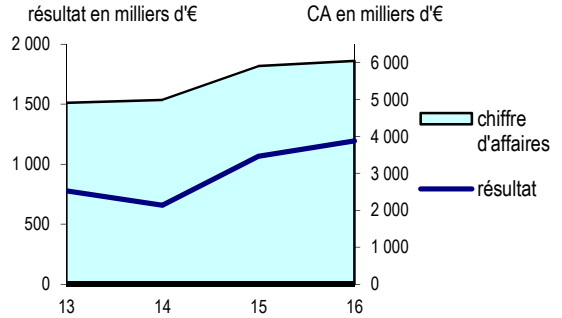
Par ailleurs, la fréquentation horaire des parcs de centre ville semble évoluer à la baisse en raison des mesures sécuritaires, de travaux et des changements de circulation. La tendance pourrait se confirmer en 2017.

Le délégataire

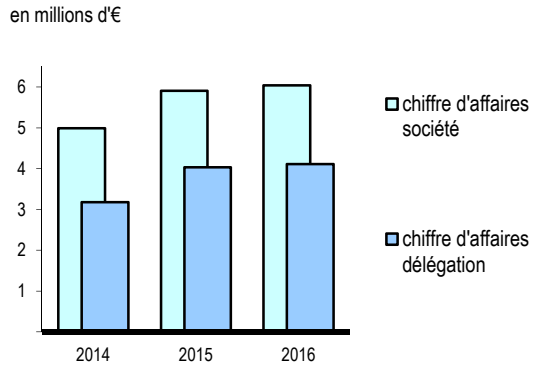
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking Kleber-Homme de Fer

Exploitation du parking Kléber-Homme de fer 697 emplacements, construction de l'extension du parc de stationnement Kléber sous la place de l'Homme de fer à Strasbourg

Contrat de concession

- signé le 05/03/1992
- début d'exploitation : mars 1992 (décembre 1993 pour Homme de Fer)
- avenants n°1 du 07/07/1992, n°2 du 28/09/1998 et n°3 du 28/03/2000, n°4 du 09 janvier 2014
- échéance : 04/03/2037
- durée : 45 ans
- redevance fixe non indexée de 11 K€ + part variable égale de 3% du chiffre d'affaires, soit 105 K€ au titre de 2016

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel en 1967 (début d'exploitation : 10/07/1968)

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

Parc Autos de Strasbourg

Société en nom collectif

4 place de la Pyramide - TSA 43214 – F-92919 La Défense Cedex.
☎ 01 49 03 13 31 🖷 01 49 03 15 01

Structure dédiée à la délégation : non
Groupe : Indigo CGST

Capital social : 2 523 000€

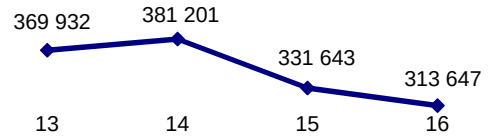
Gérant non associé : Paul COIFFARD

Effectif moyen affecté à la délégation : 5 Etp

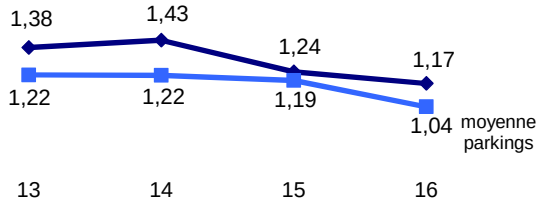
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

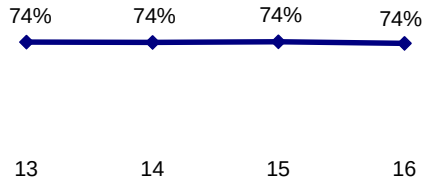
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

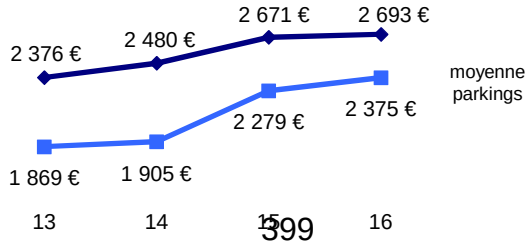


Evolution du pourcentage d'abonnements
** nb d'abonnements et d'amodiations rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



Inauguré en 1967, le parking Kléber a fait l'objet d'une rénovation importante en 1992, lors de la construction de l'extension Homme de Fer. Depuis le 31 décembre 2006, le parking Kléber-Homme de Fer offre 697 places de stationnement. Il est ouvert 24h/24 tous les jours de l'année.

Situé au centre-ville, ce parking se distingue par l'importance des amodiations qui représentent un tiers des places.

Afin de mettre en complète accessibilité le parking, des travaux pour la création d'une liaison piétonnière entre la partie Kléber et l'Aubette ont été achevés en 2014. Ces travaux prévoient également la création de sanitaires dédiés aux personnes à mobilité réduite.

Si la fréquentation horaire est en forte baisse, liée, selon le délégataire, au contexte sécuritaire en centre-ville qui en limiterait l'attractivité, le chiffre d'affaires de l'ouvrage est en progression en 2016, du fait principalement de l'impact de la tarification au ¼ d'heure sur une année pleine mais aussi de l'augmentation des recettes d'abonnement.

La fréquentation horaire du parking baisse

Après la fermeture du tunnel des Halles en 2004, l'ouvrage avait perdu une grande part de son attractivité et a ainsi vu sa fréquentation chuter. Cependant, avec le report des usagers lié à la fermeture du parking du Printemps en 2011 et la fin des campagnes de travaux entre 2007 et 2010, sa fréquentation s'est redressée et se maintient à un haut niveau.

Toutefois, depuis 2015 et suite aux événements de Paris en novembre, l'Eurométropole en accord avec les services de la préfecture a fermé l'ensemble de la grande île à la circulation et au stationnement, y compris pour la clientèle horaire dans les ouvrages pendant toute la période du marché de Noël, du 27 novembre au 24 décembre.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation et inclut la partie privée de l'ouvrage.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 965 997	1 923 169
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	5 174	31 670
Total	1 971 171	1 954 839
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	379 709	322 042
Impôts, taxes et versements assimilés	46 613	47 435
Charges de personnel	257 287	313 420
Dotations aux amortissements et provisions	416 887	413 604
Autres charges	310 412	295 207
Total	1 410 908	1 391 708
RESULTAT D'EXPLOITATION	**560 263**	**563 132**
Produits financiers	-	-
Charges financières	355 087	381 206
RESULTAT FINANCIER	**-355 087**	**-381 206**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET	**205 176**	**181 926**

La baisse de la fréquentation horaire se poursuit en 2016 à 5,4 % et 313 647 entrées, malgré la mise en place de nouveaux matériels en novembre 2015, l'ouverture du nouvel ascenseur et les nombreuses attractions de la place Kléber.

L'effet de la tarification au quart d'heure, visant à favoriser la courte durée ne semble pour l'instant n'avoir qu'un impact limité sur le temps de stationnement, qui a plutôt tendance à augmenter.

Ainsi, le ticket moyen horaire ressort en 2016 4,96 €, en augmentation de 7,4 %.

A hauteur de 1,17 véhicule par place et par jour (base 365 jours), le coefficient de rotation est donc en baisse ; il est cependant supérieur à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'EMS.

Le nombre d'abonnements est quasi stable en 2016 (281 abonnements en moyenne, et 260 amodiations).

- **La mise en accessibilité se poursuit**

Après la livraison du tunnel intégrant des sanitaires publics accessibles aux personnes à mobilité réduite et reliant le centre commercial de l'Aubette en fin d'année 2014, le délégataire a poursuivi ses efforts pour une mise en conformité de l'ouvrage :

- les cheminements piétons et la signalétique ont été repris et rendus plus lisibles ;
- la création de 5 places PMR sur la partie Kléber ;
- la mise en service du nouvel ascenseur. Il est équipé d'une zone d'attente PMR à chaque niveau, d'interphones et de systèmes d'alertes ;
- des bandes podotactiles ont été posées notamment dans les escaliers ;
- le local « accueil public » a été réaménagé afin de le rendre accessible aux personnes en fauteuil roulant ;
- des boucles magnétiques ont été installées à proximité du matériel péager pour les sourds et malentendants.

- **Le confort de l'ouvrage a été amélioré**

En complément, le délégataire a renouvelé le matériel péager en installant un lecteur de plaque minéralogique en novembre 2015 : ce dispositif permet d'une part de limiter les temps d'accès pour les abonnés et d'autre part de connaitre précisément la durée de stationnement de chaque usager.

- **Le confort des usagers s'améliore**

Plusieurs améliorations ont été mises en place :

- le lavage de voitures ;
- les bornes de rechargement des voitures électriques ;
- la station de gonflage ;
- l'espace de stationnement des deux-roues motorisés ;
- l'application Smartphone INDIGO pour organiser facilement son stationnement (disponibilité des places en temps réel, itinéraires) et OPnGO ;
- le paiement par carte TOTAL GR très apprécié des professionnels.

Au 31 décembre 2016 la valeur net comptable patrimoniale du parking s'élève à 6,3 M€ (dont 6,2 M€ de biens de retour) et 0,6 M€ d'en cours d'immobilisations.

Le chiffre d'affaires progresse

Malgré la baisse de la fréquentation horaire, le chiffre d'affaires augmente de 2,2 %.

- **Le chiffre d'affaires progresse de 43 K€**

Le chiffre d'affaires s'élève à 1,96 M€, il augmente de 2,2% notamment grâce à l'évolution tarifaire.

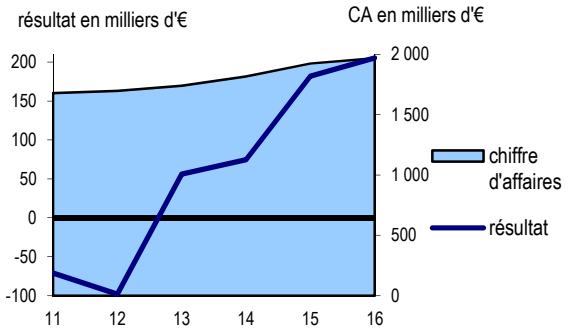
En effet, depuis le 1er juillet 2015, la durée de stationnement est décomptée au quart d'heure et non plus à l'heure, permettant ainsi à l'usager de se voir appliquer une tarification au plus proche de sa consommation réelle. 2016 constitue donc la première année pleine avec ce nouveau mode de tarification.

Le chiffre d'affaires horaires progresse de 1% ; il se situe ainsi à 1,56 M€ en 2016 et représente près de 80% du chiffre d'affaires total.

Le chiffre d'affaires « abonnés » progresse lui de 5,5% du fait de l'augmentation tarifaire effectuée au 1er janvier (recettes lissées TTC).

La recette moyenne par place suit l'évolution du chiffre d'affaires et progresse de 1%, à 2 693 € en 2016 contre 2 671 € en 2015. Elle est supérieure à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Les charges d'exploitation sont maîtrisées**

Les principales variations concernent :

- la progression des services extérieurs du fait des charges de prestations de nettoyage (+143%) après la mise en place d'un contrat de nettoyage ;
- l'augmentation des autres charges non courantes (+16 K€) du fait de la mise au rebut de matériel de péage pour 16,5 K€ ;
- la baisse des charges de personnel (-18%) liée à la mutualisation des effectifs sur l'ensemble des parcs de Strasbourg et à l'externalisation de la maintenance.

- **Les charges financières restent significatives**

Liées au financement des investissements, les charges financières sont comptabilisées par affectation d'une charge financière standard basée sur le coût moyen pondéré du capital du groupe Indigo, soit 5,5% de la valeur nette des immobilisations au 31/12/2016.

Elles baissent de 26 K€ en 2016 du fait de la diminution progressive de valeur du patrimoine. A hauteur de 355 K€, elles impactent encore lourdement le résultat net, mais elles ont vocation à diminuer au fur et à mesure de l'avancée de la délégation et de l'amortissement du patrimoine.

- **Le résultat net est excédentaire**

En l'absence de résultat exceptionnel, le chiffre d'affaires et la baisse du déficit financier impactent positivement le résultat net qui passe de 182 K€ en 2015 à 205 K€ en 2016.

Les perspectives

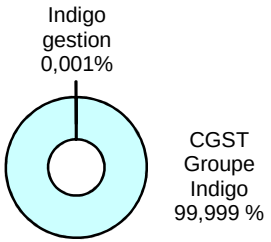
Le délégataire prévoit les investissements suivants sur 2017 :

- Amélioration de l'éclairage des trois niveaux Homme de Fer ;
- Renforcement du nombre de caméras dans l'ensemble du parc.
- Création d'une boutique dédiée aux abonnements et informations pour l'ensemble des parcs, basée à l'accueil du parking Kléber Homme de Fer.

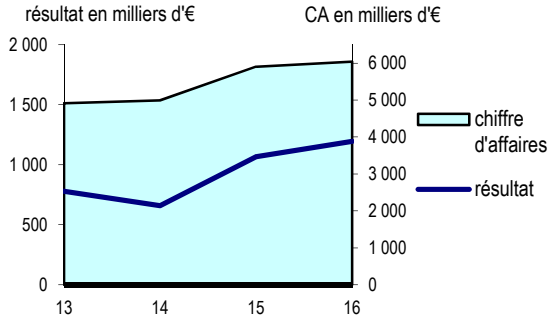
401

Le délégataire

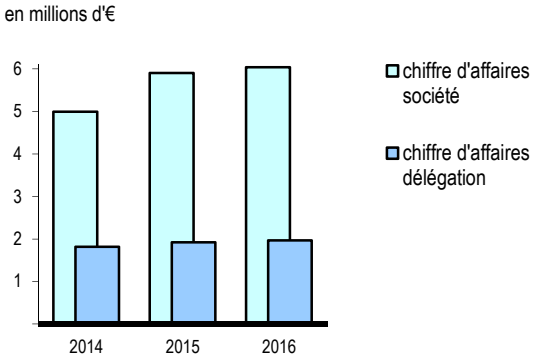
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion de la fourrière

Exploitation du service de fourrière automobile à titre exclusif, enlèvement de véhicules à titre accessoire

Contrat d'affermage :

- prise d'effet : 01/01/2010
- échéance : 31/12/2018
- durée : 9 ans
- avenant n°1 signé le 06/07/2010 et avenant n°2 signé le 21 décembre 2015
- redevance : 38 K€ dont part fixe de 12 K€ indexée (soit 13,7 K€ au titre de l'exercice 2016) + part variable en fonction de seuils de CA (25 K€ en 2016).

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel : 2003

Service référent : Pôle sécurité, prévention et règlementation

SEG

Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage
Société en nom collectif

1c, rue du Doubs – 67000 Strasbourg
☎ 03 90 40 14 00 🖹 03 90 40 14 01

Structure dédiée à la délégation
Capital social : 1 000 €

Contrôle par la maison mère : Effia stationnement – groupe Kéolis

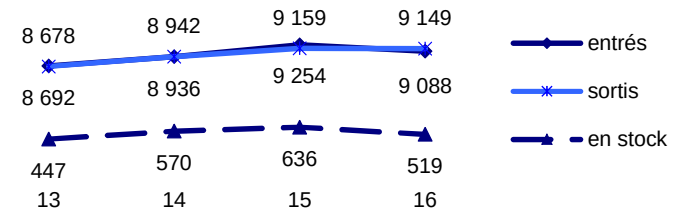
Chef d'exploitation : Richard GASPAR

Effectif moyen affecté à la délégation : 11 Etp

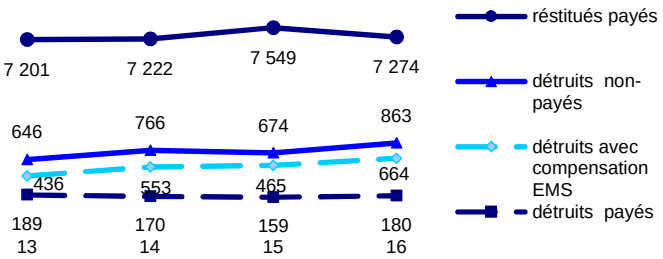
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution de l'activité

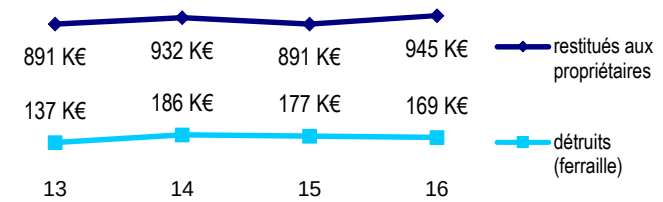


Répartition des véhicules sortis (hors domaines et détruits à l'initiative des propriétaires)



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution des recettes réalisées sur les véhicules



Recette moyenne par véhicule selon son traitement



Suite à la mise en concurrence lancée en 2009, l'Eurométropole de Strasbourg a attribué la gestion de la fourrière par convention de délégation de service public à la SEG (filiale d'Effia – groupe Kéolis) pour une durée de 9 ans à compter du 1er janvier 2010.

Ce nouveau contrat a permis de préciser et d'améliorer la qualité du service attendu :

- actions en faveur du développement durable (normes des camions, sensibilisation des agents) ;
- meilleure information de l'usager (plaquettes d'information, photographie du véhicule enlevé pour s'assurer de son état) ;
- mise en place d'une procédure d'enlèvement à l'initiative des propriétaires pour la prévention des risques liés aux véhicules épaves.

Les travaux suivants ont été réalisés pour cette nouvelle délégation :

- par la collectivité : l'extension du parc de stockage situé plaine des Bouchers à 1,7 hectares et des locaux d'accueil à 80 m², ainsi que la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ; le délégataire dispose ainsi d'un terrain clôt de 10 650 m² permettant de stocker environ 500 véhicules ;
- par le délégataire : l'installation d'une vidéo-surveillance du parc.

L'activité reste soutenue bien que le nombre d'enlèvements de véhicules (9 088 en 2016 contre 9 254 en 2015) marque un léger recul.

Le chiffre d'affaires augmente à 1 274 K€ en 2016 (+ 6,8%) notamment grâce à l'augmentation des tarifs, et la maitrise des charges permet de dégager un résultat net en forte augmentation à 145 K€ contre 70 K€ l'année précédente.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 273 626	1 192 750
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	366	68
Total	1 273 993	1 192 818
Charges d'exploitation		
Achats	87	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	648
Services extérieurs	403 642	409 986
Impôts, taxes et versements assimilés	20 547	16 600
Charges de personnel	569 827	544 620
Dotations aux amortissements et provisions	93 359	89 728
Autres charges	60 952	45 169
Total	1 148 414	1 106 751
RESULTAT D'EXPLOITATION	**125 578**	**86 067**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	1
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-1**
Produits exceptionnels	75 980	480
Charges exceptionnelles	4 446	2 530
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**71 534**	**-2 050**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**144 999**	**69 971**

L'activité 2016

Avec 5 camions d'enlèvement (dont un de secours) et 11 salariés, la société a la capacité d'enlever et de gérer 11 000 véhicules par an.
Le gardiennage (3 personnes) est sous-traité à une société extérieure. La maison mère (Effia stationnement) tient la comptabilité de sa filiale et en assure la direction.

- **Les véhicules enlevés diminuent de 1,8%**

  Le nombre de véhicules entrés en fourrière en 2016 recule légèrement, de 1,8% à 9 088 véhicules contre 9 254 en 2015.

  Ce niveau important s'explique en partie par le maintien de l'état d'urgence qui implique réactivité et activité soutenue du délégataire.

  Les enlèvements réalisés par la police nationale et par la police municipale diminuent respectivement de 10,2% et 5,5%. Les enlèvements prescrits par la police municipale restent toutefois largement majoritaires avec 6 148 prescriptions contre 2 247 prescrits par la police nationale, dont la part diminue d'année en année.

  Le stock de véhicules au 31 décembre 2016 passe de 636 à 519 (-18,4%). Ce niveau, toujours important à la période des fêtes de fin d'année, est légèrement supérieur à la capacité de stockage du site qui est de 500 véhicules.

- **Le nombre de véhicules sortis évolue au rythme des véhicules enlevés**

  9 149 véhicules sont sortis de fourrière en 2016 (-1,79%).

  Les véhicules ayant fait l'objet d'un paiement par l'usager représentent l'essentiel des sorties avec 8,1 véhicules sortis sur 10, soit 7 454 véhicules. Cette proportion est en légère baisse cette année (8,4 véhicules sur 10 en 2015).

  Pour les véhicules non identifiables ou les destructions à l'initiative des propriétaires, l'Eurométropole de Strasbourg rembourse un forfait de 46 € HT par véhicule et l'exploitant récupère le prix de la ferraille ; le nombre de véhicules ainsi pris en charge passe de 658 à 754 (+14,6%) en 2016, dont 664 véhicules non identifiables et 99 destructions à la demande des propriétaires.

  Enfin, le délégataire a remis 135 véhicules au service des domaines en 2016 contre 119 en 2015.

  Le nombre de véhicules présents plus de 3 jours sur le parc baisse de 1,9% à 2 223 véhicules (2 204 en 2015).

- **Le nombre de véhicules remis à la ferraille augmente de 16,5%**

  Les véhicules remis pour destruction et récupération de la ferraille constituent une ressource financière substantielle pour le délégataire (14% des recettes totales).

  En 2016, le nombre des véhicules détruits est en hausse à 1 806 contre 1 550 en 2015 (+16,5%).

- **Des tarifs actualisés**

  Les tarifs ont été actualisés par voie d'avenant entré en vigueur le 1er Janvier 2016. Il s'agit de la première actualisation depuis 2010 ; désormais, l'enlèvement coûte à l'usager 116,81€ et la journée de garde 6,19€ contre 110€ et 4,60€ en 2015.

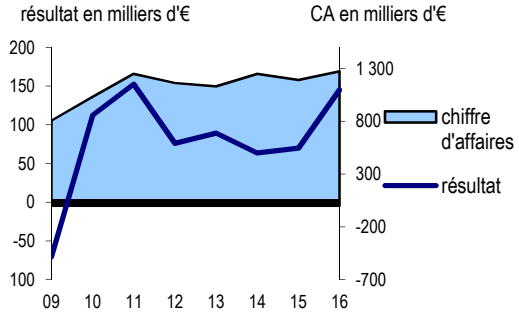
- **Une certification renouvelée**

  La certification ISO 9001 est renouvelée jusqu'en 2018.

Le chiffre d'affaires augmente de 6,8 %

Le chiffre d'affaires augmente en 2016 et, grâce à la bonne maîtrise des charges, le résultat d'exploitation s'améliore fortement.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires progresse de 6,8%**

  La SEG enregistre en 2016 une augmentation du chiffre d'affaires de 6,8% à 1 274 K€ :

  - les recettes liées aux enlèvements, saisies expertises et gardiennages progressent, malgré la baisse du nombre des véhicules enlevés grâce notamment à l'augmentation tarifaire ;
  - les recettes de ferraille sont en baisse en raison de la chute des prix de la ferraille depuis début 2015 et ce malgré la hausse du nombre de véhicules détruits. Le tarif moyen d'un véhicule détruit est passé de 126,7€ en 2015 à 98,1€ en 2016.

- **Les charges d'exploitation augmentent mais restent maîtrisées.**

  Elles se situent à 1 148 K€ en 2016 contre 1 107 K€ en 2015 (+3,7%). Cela s'explique par la hausse :

  - des charges de personnel qui passent de 545 K€ à 570 K€ en 2016 en raison de l'augmentation du poste salaires et traitement de 4,9%. Cette hausse est due à l'embauche d'un nouveau salarié en CDD et à l'augmentation générale des heures supplémentaires : la forte progression du nombre d'enlèvements réalisés de décembre 2015 à novembre 2016 (+ 600 enlèvements par rapport à la même période sur l'exercice précédent) a généré des primes et astreintes qui ont impacté la masse salariale ;
  - des impôts et taxes de 24% à 20 547 €
  - des dotations aux amortissements et provisions (93 K€) du fait de la comptabilisation de provisions sur actif circulant pour clients douteux et de provisions pour risques et charges correspondantes à des provisions pour retraites ;
  - En revanche, le poste services extérieurs est en baisse principalement grâce à la baisse des frais d'assurance (la SEG bénéficie de l'assurance groupe Kéolis) ainsi que des frais de déplacement et d'électricité.

  L'exploitation dégage ainsi en 2015 un résultat en forte hausse à 126 K€ (+46%).

  Du fait d'un résultat exceptionnel en forte hausse à 76 K€ suite à la cession de matériel de transport, le résultat net passe au final de 70 K€ en 2015 à 145 K€ en 2016.

Perspectives

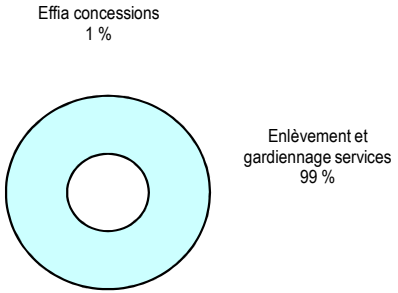
Pour son activité, le délégataire est tributaire de l'activité des prescripteurs de fourrière (polices municipale et nationale) et, pour la revente de ferraille, des cours des matières premières; il est donc difficile de prévoir l'évolution de l'activité.

Le délégataire prévoit la livraison d'une dépanneuse au GNV au cours du dernier trimestre de 2017 en remplacement d'un autre véhicule. Cette dépanneuse serait la première dépanneuse au gaz en Europe.

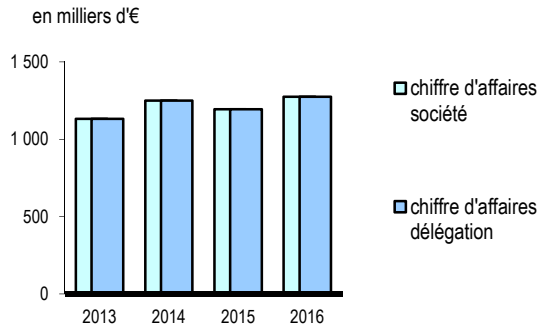
Enfin, l'échéance de délégation se rapprochant, l'Eurométropole a d'ores et déjà engagé une réflexion sur le futur mode de gestion du service et son périmètre.

Le délégataire

Son actionnariat



Poids de la délégation au sein de la société



Exploitation des restaurants administratifs

Exploitation, gestion et équipement du restaurant et de la cafétéria du centre administratif, construction et exploitation du restaurant de la Fédération, installation et gestion des distributeurs automatiques.

Contrat de concession

- prise d'effet : 01/07/1999
- avenants : n°1 du 15/01/2000, n°2 du 28/09/2001, n°3 du 23/08/2008, n°4 du 22/09/2010, n°5 du 25/10/2013 et avenant n°6 du 25/11/2016.
- échéance : 31/03/2018
- durée : 18 ans et 9 mois
- redevance : nouvelle modalité de calcul suite à l'avenant n°5, une part fixe de 3 868 € HT (valeur 2012) et une part variable de 4,5% du CA réalisé sur les distributeurs, soit un total de 9 317 € au titre de l'exercice 2016.

pm : 1er contrat avec l'actuel délégataire : 1983

Service référent : DRH et Moyens généraux

Alsacienne de restauration

Société par actions simplifiée

2, rue Evariste Galois – BP 16
67303 Schiltigheim cedex
☎ 03 88 18 68 00 🖷 03 88 81 24 28

Structure dédiée à la délégation : non

Contrôle : l'Alsacienne de restauration est détenue à 100% par le groupe ELIOR

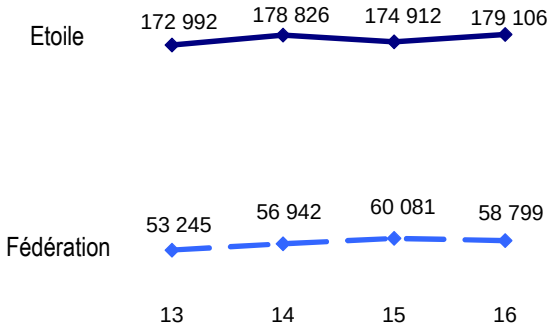
Capital social 38 515 € au 1er juin 2016

Président : Elior entreprises – Pierre VON ESSEN
Directeur général entreprises France & distribution automatique
Directeur général délégué : Eric ROUSSEL
Effectif moyen : 701 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 26,1 Etp

Indicateurs

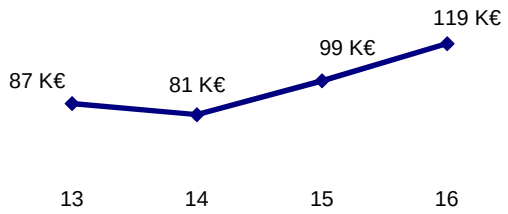
❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation des deux restaurants (hors repas scolaires, livrés et cafétéria)



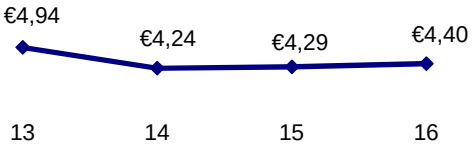
❖ **QUALITE DU SERVICE**

Evolution des dépenses pour les travaux d'entretien, de maintenance et de rénovation des deux sites



Evolution du prix du plateau-repas moyen TTC payé par le convive*

** total du chiffre d'affaires des repas (y compris admission agent) divisé par le nb total de convives*



407

L'Alsacienne de restauration (ADR) exploite :

- le restaurant et la cafétéria du site « Etoile », soit 790 usagers servis par jour en moyenne ;
- le restaurant et la cafétéria du site « Fédération », soit 267 usagers servis par jour en moyenne.

Elle sous-traite la gestion des 28 distributeurs automatiques de boissons et d'en-cas installés dans le périmètre de la délégation.

Le délégataire a construit le restaurant administratif de la Fédération, en service depuis octobre 2000.

Par l'avenant n°3, cette immobilisation a fait l'objet d'un retour anticipé dans le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2008 contre une indemnisation de 911 K€.

En 2016, l'ADR a servi 237 905 repas sur les sites Etoile et Fédération et l'équivalent de 11 164 repas (sandwiches, salades) sur les cafétérias.

Par ailleurs, elle fabrique et livre annuellement près de 43 700 repas à des clients extérieurs et aux écoles de l'Eurométropole de Strasbourg depuis les installations de la collectivité.

En 2016, les produits d'exploitation sont quasi stable à 2,05 M€ contre 2,06 M€ en 2015 et l'exploitation génère à nouveau une perte de 29 K€.

L'activité 2016

▪ **La fréquentation des restaurants se stabilise**

La fréquentation globale des restaurants est en hausse de +1,2% en 2016, soit 2 912 repas de plus. Ainsi, la fréquentation journalière moyenne ressort à 955 couverts contre 937 en 2015. Cependant, l'évolution de la fréquentation est contrastée sur les deux restaurants : sur le site de l'Etoile elle est en hausse de 2,4%, notamment du fait des extérieurs (+14,2%).

A l'inverse, sur le site de la Fédération la fréquentation est en baisse de 2,1% en raison de la

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 212 628	1 236 337
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	840 246	819 342
Total	2 052 873	2 055 679
Charges d'exploitation		
Achats	812 539	788 577
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	187 221	160 507
Impôts, taxes et versements assimilés	24 840	24 874
Charges de personnel	833 658	821 393
Dotations aux amortissements et provisions	49 875	76 530
Autres charges	193 642	209 550
Total	2 101 775	2 081 431
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-48 902**	**-25 752**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	411
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-411**
Produits exceptionnels	20 280	20 280
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**20 280**	**20 280**
RESULTAT NET	**-28 621**	**-5 883**

forte diminution des usagers extérieurs à l'EMS (-9%).

Au total, 237 905 repas ont été servis en restaurant. Parmi ceux-ci, 39 175 l'ont été à des usagers extérieurs (+2,5% par rapport à 2015), avec un taux de rotation global (nombre de convives par place accueilli sur la durée de la pause méridienne) des emplacements qui reste acceptable.

Les repas livrés à l'extérieur (services de l'Eurométropole décentralisés, écoles, etc.) diminuent de 17% par rapport à 2015 et s'élèvent à 43 708 repas en 2016.

Les repas « cafétéria » (sandwiches, salades) représentent 11 164 repas en 2016, soit une baisse de 32% par rapport à 2015.

Au final, si on comptabilise les repas livrés à l'extérieur et ceux servis dans les deux cafétérias, 310 274 repas ont été servis en 2016 : le seuil des 300 000 repas/an est donc atteint.

- **Le prix moyen du plateau repas augmente**

Le coût moyen du plateau-repas pour l'agent (prix du repas + l'admission salariale) passe de 4,29 € TTC en 2015 à 4,40 € TTC en 2016.

Pour rappel, une diminution de l'admission salariale a été mise en œuvre fin 2013, grâce à une prise en charge plus importante des frais d'admission par la collectivité.

Les tarifs de la restauration (admission et repas) ont été augmentés au 1er octobre 2016 de 2,45% en moyenne (et de 1,21% au 1er octobre 2017), conformément à l'indexation contractuelle.

L'admission s'élève ainsi à 3,74 € TTC dont 0,73 € à la charge de l'agent.

- **Les analyses bactériologiques sont bonnes**

Les résultats des rapports d'hygiène sont satisfaisants avec des résultats conformes aux limites de qualité.

- **Des travaux ont été réalisés**

Enfin, des travaux ont été réalisés par le délégataire en 2016 sur les deux sites : home staging des 2 selfs, réparation de la plonge et mise en conformité du site de la fédération avec l'achat de nouveaux matériels.

De même, l'ADR a mis en place une démarche de tri-sélectif et le système de caisse a été changé.

L'exploitation est déficitaire

Le chiffre d'affaires de la délégation baisse de 1,9% tandis que les charges augmentent. Au final, le résultat net est en déficit à -28,6 K€ contre -6 K€ en 2015.

- **Les recettes « hors livrés » sont en hausse**

Les recettes « hors livrés » s'élèvent à 1,81 M€. Elles sont composées :

- du chiffre d'affaires « self-service et cafétéria» (996 K€), auquel s'ajoutent les produits liés à l'admission (806 K€) ;
- de recettes annexes (distributeurs, soit 9,5 K€).

Les recettes « self-service» (+4,4%) ainsi que les produits de l'admission (+2,8%) sont en hausse par rapport à 2015 et suivent l'évolution de la fréquentation. Le chiffre d'affaires « cafétéria » augmente de 6%.

Par contre, le chiffre d'affaires des repas livrés diminue de 23% par rapport à 2015 en

raison de la chute du nombre de repas livrés passant de 52 360 à 43 708. De ce fait, on constate une dégradation du résultat du secteur qui s'élève à -28 K€ en 2016 contre -7 K€ en 2015.

Au final, le total des produits d'exploitation reste stable par rapport à 2015 grâce à l'augmentation de 2,6 % du chiffre d'affaires admissions (831 K€) et à la redevance perçue par le délégataire au titre de la sous-traitance distribution automatique (9,5 K€), comptabilisés en « autres produits ».

- **Les charges d'exploitation sont maîtrisées (-2%)**

Les achats (813 K€, soit 3% des charges) augmentent de 3% ; en conséquence, le coût de revient moyen du repas, livrés inclus, passe de 2,50 € en 2015 à 2,62 € HT en 2016.

A noter que les achats hors livrés (698 K€ soit 37% des charges) augmentent de 6,2%.

Le poste « charges extérieures » augmente de près de 16,6% à 187 K€ du fait de la progression des dépenses d'entretien-réparations (+19,8 K€), l'échéance de la convention et les obligations de remise à niveau approchant.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 50 K€ (-35%).

Le poste « charges de personnel » à 833 K€ augmente de près de 1,5%, du fait de la hausse des salaires et charges sociales ainsi que la hausse du recours à l'intérim qui passe de 23 K€ à 78 K€ en 2016.

Comme les années précédentes, la charge avantages en nature de 23 K€ subsiste, sans que nous n'ayons d'explication concluante sur cette charge qui détériore le résultat de la délégation.

Les frais de siège augmentent à 185 K€ (+8%); ils sont calculés par rapport à un pourcentage appliqué au chiffre d'affaires de 9,03% contre 9,76% en 2015.

Au final, les charges d'exploitation augmentent de 0,9% (« hors livrés », elles ont augmenté de 3,7% par rapport à 2015).

- **Le résultat net est déficitaire**

Avec un résultat financier nul et un résultat exceptionnel de 20 K€ (virement de la subvention d'investissement au compte de résultat), l'exercice 2016 affiche une perte de 28,6 K€ contre -5,8 K€ en 2015.
La délégation ne génère toujours pas de bénéfices, il apparait donc important de reconquérir les agents de l'Eurométropole et de développer la clientèle extérieure.

Les perspectives

L'Alsacienne de restauration envisage de moderniser son offre alimentaire notamment pour la Place Café.

Elle travaille également à la mise en place d'une nouvelle offre alimentaire : cuisine, spectacle, pâtisserie…

Par ailleurs, le délégataire souhaite mettre en place une signalétique dynamique au sein des restaurants.

La collectivité a délibéré sur le principe du renouvellement de la délégation de service public en novembre 2016 avec la mise en place d'un nouveau contrat au 1er avril 2018. L'objectif de la Collectivité est de parvenir à une augmentation des exigences qualitatives dans un cadre financier comparable pour L'Eurométropole et les agents.

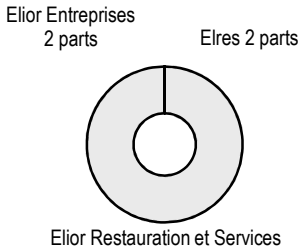
Pour cela, il est envisagé d'intégrer à la nouvelle prestation des marqueurs qualitatifs visibles (produits locaux, de saison, frais, labels,…).

La délégation intègrera également la réalisation d'importants travaux au titre du réaménagement du site de l'Etoile.

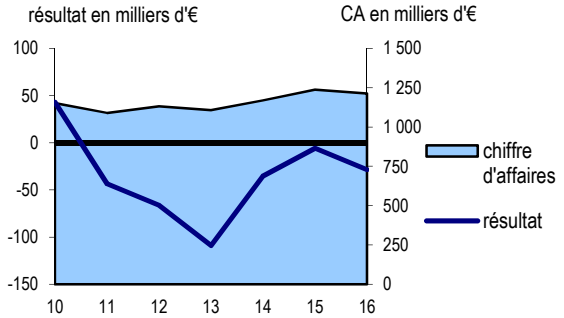
Le délégataire

Son actionnariat

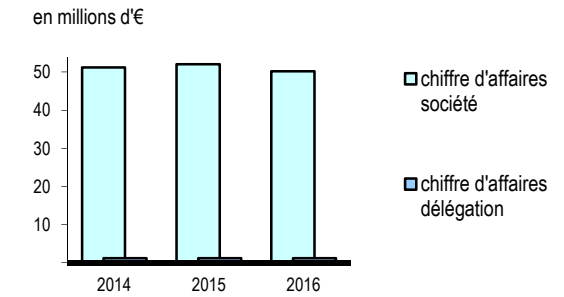
L'Alsacienne de restauration est détenue à 100% par le groupe Elior.



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Zénith

L'exploitation et la gestion de la salle de spectacles « Zénith de Strasbourg Europe »

Contrat d'affermage :
- signature : 15/11/2012
- début d'exploitation : 03/01/2013
- échéance : 02/01/2019
- durée : 6 ans
- avenant n°1 délibéré le 21 février 2014
- redevance variable correspondant à 25% du chiffre d'affaires locatif, soit 288 000 €, et intéressement du résultat d'exploitation supérieur à 100 000 € (40% ou 50% en fonction du seuil), soit 277 497 € : au total 565 497 € au titre de l'exercice 2016 (contre 607 126 € en 2015).

Service référent : Direction de la culture

SNC Zénith de Strasbourg

Société en nom collectif, filiale de S-PASS

1, allée du Zénith - 67034 Strasbourg Cedex 2
☎ 03 88 10 50 50 🖷 03 88 10 50 51
www.zénith-strasbourg.fr

Structure dédiée à la délégation : oui

Capital social : 3 200 €

Président du Conseil d'administration : Aurélien BINDER

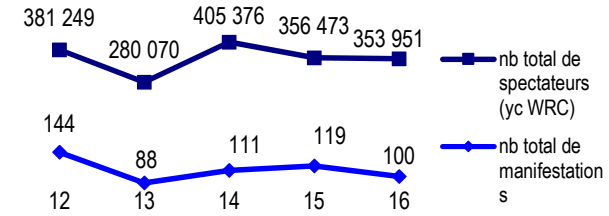
Gérant : Thierry BISKUP
Directrice : Sylvie CHAUCHOY

Effectif moyen : 5,86 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 5,86 Etp

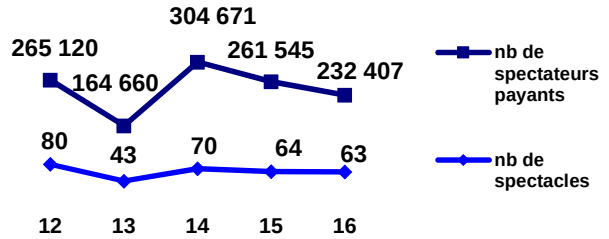
Indicateurs

ACTIVITE

Evolution de l'activité globale

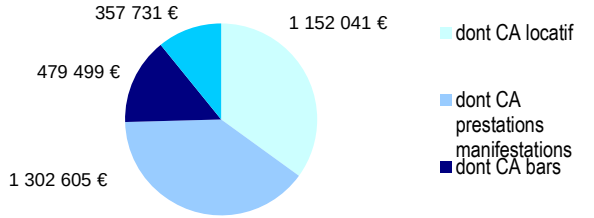


Evolution de l'activité concerts/spectacles

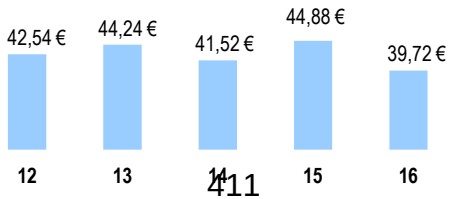


FINANCIER

Répartition du chiffre d'affaires par type de recette



Prix du ticket moyen (recettes producteur / nb entrées payantes)



411

Construit sur le ban d'Eckbolsheim, le « Zénith Strasbourg Europe » a été inauguré le 3 janvier 2008. Il remplit les conditions nécessaires à l'obtention du label Zénith octroyé par le Ministère de la culture, gage de qualités fonctionnelles et acoustiques.

Arrivé à échéance le 3 janvier 2013, le contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation de cette salle de spectacles a été renouvelé pour une durée de 6 ans. Après mise en concurrence, le Conseil communautaire (devenu conseil de l'Eurométropole depuis le 1er janvier 2015) a attribué le 5 octobre 2012 le nouveau contrat de 6 ans à l'ancien exploitant, la SNC Zénith de Strasbourg, filiale de la société S-PASS (ex VEGA depuis le 1er juillet 2016).

D'une capacité d'accueil de 12 079 spectateurs, le Zénith de Strasbourg offre la possibilité d'accueillir des concerts et spectacles d'envergure nationale et internationale, des comédies musicales, mais aussi, à titre accessoire, des événements d'entreprises. Il a vocation à renforcer l'attractivité culturelle, touristique et économique de Strasbourg.

100 manifestations (dont 63 spectacles), ont été organisées cette année, contre 118 en 2015.

En 2016 la société a réalisé son plus haut chiffre d'affaires (3,3 M€, refacturations et recettes bars comprises) depuis l'ouverture de l'équipement en 2008, même si le chiffre d'affaires locatif a diminué par rapport à 2015.

La maîtrise des charges d'exploitation permet de dégager un résultat net positif record de 283 K€ contre 272 K€ en 2015.

L'activité 2016 demeure soutenue

L'activité 2016, un peu en retrait, reste toutefois soutenue : 100 manifestations regroupant au total 353 951 spectateurs ont ainsi été organisées.

La fréquentation totale est en légère baisse de 0,7% par rapport à l'exercice précédent.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation de service public.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	3 291 877	3 280 567
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	2 070	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	98 405	33 052
Autres produits	222	54
Total	3 392 574	3 313 673
Charges d'exploitation		
Achats	406 082	127 360
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-3 756	-4 259
Services extérieurs	1 630 768	1 803 259
Impôts, taxes et versements assimilés	54 203	47 772
Charges de personnel	330 659	355 117
Dotations aux amortissements et provisions	79 680	89 653
Autres charges	611 478	615 498
Total	3 109 113	3 034 400
RESULTAT D'EXPLOITATION	**283 460**	**279 274**
Produits financiers	-	67
Charges financières	1 249	-
RESULTAT FINANCIER	**-1 249**	**67**
Produits exceptionnels	5 203	-
Charges exceptionnelles	4 087	7 543
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 116**	**-7 543**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**283 327**	**271 798**

- **Un nombre de spectacles stable**

Le nombre de concerts et spectacles organisés en 2016 au Zénith est stable et demeure important avec 63 évènements. Le nombre d'entrées payantes (232 407) est toutefois en baisse de 4,6%. La fréquentation moyenne par spectacle (y compris les entrées gratuites) diminue ; elle atteint 3 845 personnes contre 4 086 personnes en 2015.

Le nombre de manifestations économiques baisse fortement : 39 évènements ont été organisés en 2016 contre 54 en 2015. Ces évènements attirent néanmoins plus de monde cette année avec 111 690 visiteurs contre 94 928 en 2015.

- **Une fréquentation en baisse**

Outre le festival des artefacts qui a réuni 18 350 personnes cette année (21 000 en 2015), les spectacles de Renaud, des Insus et de Kev & GAD ont attiré plus de 36 000 personnes et constituent les temps forts de l'année 2016.

Toutefois, les 63 spectacles de 2016 ont réuni au total 242 261 personnes contre 261 545 personnes en 2015, soit une baisse de 7,4%.
Le Zénith a aussi accueilli la Japan Addict qui devient un rendez-vous récurrent et qui a rassemblé 6 000 personnes. Par ailleurs, la venue du Dalaï-Lama en septembre a réuni 35 100 visiteurs.

Le Zénith a été le siège de 22 manifestations économiques telles que le forum des Arts et des Cultures et les journées de l'Architecture avec respectivement 2 000 et 1 500 personnes accueillies.

Le Zénith a cette année retransmis l'Euro 2016 ; l'évènement a réuni 41 000 personnes cet été, grâce notamment au bon parcours de l'équipe de France. Le public a désormais pris l'habitude de se réunir au Zénith pour les grands évènements sportifs.

Depuis 2013, le Zénith propose aux producteurs d'assurer la promotion des spectacles qui lui sont confiés (spots radios, affichage, presse écrite, etc.). Dans ce cadre, il a notamment directement assuré la promotion du concert de Hansi Hinterser, chanteur allemand, et de manifestations locales.

Le prix moyen du billet diminue à 37,72 € contre 44,88 € en 2015. Ceci est principalement dû :

- à la programmation en 2016 de nombreux spectacles à bas prix (Kalkbrenner, Kids united, Nekfeu…) et à l'adaptation des prix au public (étudiants, jeunes…), notamment sur des spectacles à grandes jauges ;
- à l'absence, contrairement à l'année précédente, de spectacles « grandes jauges » à tarif élevé ;

Conformément au cahier des charges du label « Zénith », les prix des tickets sont fixés par les producteurs de spectacles et non par le délégataire.

Au titre du contrat, la collectivité a droit à 15 journées gratuites, dont ont bénéficié, entre autre, le Festival des Artefacts, les journées de l'architecture et les retransmissions des matchs de l'Euro de Football 2016.

- **Des campagnes de communication diverses**

Outre la publication dans le « Mag », le délégataire fait paraitre sa programmation dans les médias partenaires (DNA, MIX…). Le site internet a été totalement refondu afin de mettre en avant la programmation.

En 2016, 1,2 millions de pages ont été vues.

Les enquêtes réalisées annuellement font ressortir une satisfaction globale des usagers, à l'exception du confort des sièges et de la problématique de sortie du parking qui restent, comme les années précédentes, des points de vigilance.

Suite à la signature de l'avenant n°1, les projecteurs halogènes de la salle (gradins et scène) ont été remplacés par des projecteurs équipés de leds. Ces travaux (199 K€), en partie pris en charge par S-PASS, ont permis de réduire la consommation d'électricité et d'économiser 26 K€.

La consommation de gaz est, quant à elle, supérieure aux estimations. Toutefois, le délégataire souhaite améliorer les conduites afin d'optimiser la consommation.

Un résultat net positif

- **Le chiffre d'affaires locatif diminue de 13,7 %**

  L'activité 2016 génère un chiffre d'affaires de 3 307 K€, en augmentation de 0,8%. Il est composé de trois grandes catégories de produits, dont l'évolution est contrastée :

  - le chiffre d'affaires locatif, cœur du service public, est impacté par la baisse du nombre de manifestations, la baisse du nombre de spectateurs et la baisse du prix moyen du billet : il diminue de 14% à 1 152 K€ contre 1 335 K€ en 2015 ;
  - le chiffre d'affaires des prestations comprend les recettes de bars et de prestations sous-traitées refacturées aux producteurs de spectacles (énergie, prestations techniques, nettoyage, etc.) ; ces recettes s'élèvent à 1 782 K€ dont 479 K€ pour la restauration. Le panier moyen par spectateur aux bars varie légèrement : il est passé de 1,40 € en 2015 à 1,34 € en 2016 ;
  - le chiffre d'affaires des autres produits (recettes de merchandising et redevances de publicité) a bien progressé à 372 K€ contre 200 K€ en 2015 (+86%).

  En ajoutant les reprises sur provisions et les transferts de charges (98 K€), les produits d'exploitation atteignent 3 393 K€ contre 3 314 K€ en 2015 soit une hausse de 2,4%.

- **Les charges d'exploitation sont maitrisées**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 3 109 K€ : Elles se composent de charges variables directement liées au niveau de l'activité (bars, fluides manifestations, prestations accueil, gardiennage, sécurité, soit 1 368 K€) refacturées aux producteurs, et de charges fixes de fonctionnement (personnel permanent, entretien maintenance, fluides hors manifestations, redevance collectivité). Pour l'année 2016 :

  - les frais de personnel représentent 331 K€, en diminution par rapport à l'année précédente ; par ailleurs, le volume horaire cumulé des sous-traitants (sécurité, nettoyage, accueil, etc.) affectés aux manifestations atteint 40 243 heures soit 22 Etp ;
  - les charges de fluides (gaz et électricité) représentent 136 K€ dont 78 K€ hors manifestations ;
  - l'Eurométropole de Strasbourg a perçu en 2016 565 K€ de redevance et intéressement contre 607 K€ en 2015.

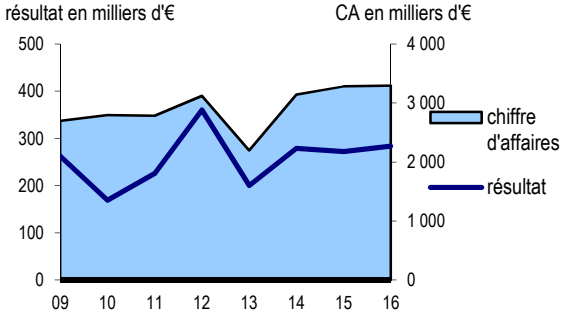
- Au final, le résultat net du délégataire atteint 283 K€ contre 272 K€ en 2015.

Les perspectives

Le premier trimestre 2017 est satisfaisant avec 22 spectacles programmés et 358 K€ de CA locatif réalisé. Toutefois, l'activité devrait fortement ralentir au cours de l'année en raison notamment de plusieurs annulations pour le deuxième trimestre et de difficulté de programmation en fin d'année.

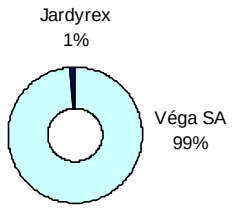
L'année 2018 devrait être meilleure avec plusieurs gros concerts prévus au 1er trimestre (« Les enfoirés »).

La collectivité a d'ores et déjà entamé la procédure de renouvellement du contrat de Dsp relatif à l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg.

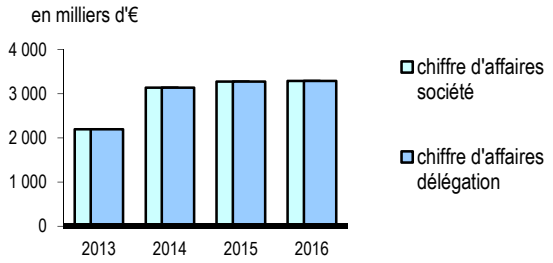


Le délégataire

Son actionnariat



Poids de la délégation au sein de la société SNC Zénith de Strasbourg



Gestion et animation du camping de Strasbourg

Contrat d'affermage

- prise d'effet : 01/01/2014
- durée : 13,5 ans
- échéance : 30/06/2027
- avenant n°1 (délibération du 26/06/2015) : réduction du nombre de HLL, implantation des HLL en deux phases et décalage de la redevance.
- droit d'entrée de 730 K€
- redevance : part fixe de 30 000 € par an à compter du 1er octobre 2020 + part variable en fonction du chiffre d'affaires HT à compter de 2021 pour la part < à 600 000 de chiffre d'affaires et de 2017 pour la part > à 600 000 de chiffre d'affaires.

Service référent : Marketing territorial et tourisme

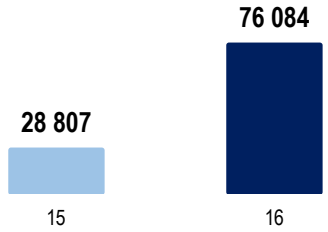
Indigo Strasbourg

Filiale de Huttopia SA
Société à responsabilité limitée
69290 Saint Genis les Ollières
☎ 03 88 30 19 96
Strasbourg@Camping-indigo.com
Structure dédiée à la délégation : oui
Gérant : Philippe BOSSANNE
Responsable du camping : Raphael BUONO
Effectif moyen affecté à la délégation : 10 ETP

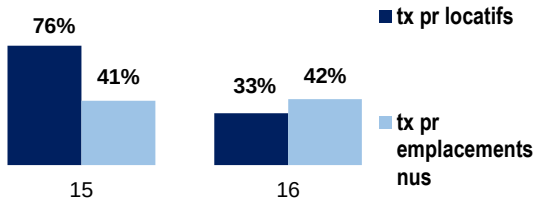
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Nombre de nuitées

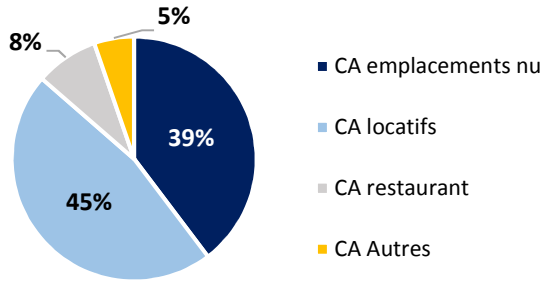


Taux d'occupation par type d'hébergement



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Répartition du chiffre d'affaires



415

Ouvert toute l'année, le camping de Strasbourg est le seul camping sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Datant des années 60, il ne répondait plus aux attentes et besoins de ses usagers, ni même aux différentes normes.

C'est pourquoi, afin de répondre à sa vocation touristique et diffuser l'image d'un camping attractif s'inscrivant dans un parc naturel urbain, la collectivité a lancé un projet de modernisation/restructuration de son camping, visant le classement 4 étoiles et une légère augmentation de sa capacité d'accueil, par délibération du 21/01/2012.

Par délibération du 16 décembre 2013, la Ville de Strasbourg a confié son exploitation à la société Indigo Strasbourg, filiale de la société Huttopia, qui gère 38 sites en France, par le biais d'une délégation de service public (DSP).

La Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles prévoit l'exercice de plein droit par les métropoles des compétences « création, aménagement et gestion des zones d'activités (…), touristiques, (…) ». Le contrat de DSP signé entre la Ville de Strasbourg et la société Indigo Strasbourg a donc été automatiquement transféré à l'Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015.

Un avenant n°1 au contrat a été signé le 22 juillet 2015 afin de tenir compte des évolutions par rapport à l'avant-projet sommaire qui avait servi de base à l'élaboration de l'offre du délégataire.

Celui-ci a eu pour objet d'acter :

- la réduction du nombre total de HLL (habitations légères de loisir) de 39 à 35 ;
- leur implantation en deux phases.

Le camping a obtenu un classement 4 étoiles dès l'ouverture en 2015, conformément à l'objectif visé

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités des sociétés délégataires.

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 259 558	426 976
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	18 040	280
Autres produits	398	873
Total	1 277 997	428 130
Charges d'exploitation		
Achats	73 317	37 644
Variation de stocks (stock initial-stock final)	1 013	-6 598
Services extérieurs	584 408	164 837
Impôts, taxes et versements assimilés	18 647	5 608
Charges de personnel	265 862	85 621
Dotations aux amortissements et provisions	106 912	21 675
Autres charges	19 735	8 489
Total	1 069 894	317 277
RESULTAT D'EXPLOITATION	**208 102**	**110 852**
Produits financiers	174	75
Charges financières	16 012	394
RESULTAT FINANCIER	**-15 838**	**-319**
Produits exceptionnels	1 597	0
Charges exceptionnelles	-	45
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 597**	**-45**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**131 660**	**75 198**

par la collectivité. Il a également été récompensé du prix de l'Initiative touristique.

Le délégataire a continué d'investir lourdement notamment sur les locatifs, tout en maitrisant ses charges.

Au final, le camping a réalisé une bonne performance sur l'exercice et le résultat net s'élève à 132 K€, en ligne avec les prévisions.

L'activité 2016

- **La première année pleine d'exploitation**

L'équipement se compose aujourd'hui :

- de 181 emplacements sur 3 hectares, dont 75 locatifs (35 HLL, 24 mobil-homes, 12 tentes toiles et bois, ,4 roulottes) et 106 emplacements libres ;
- d'aires de jeux et d'une piscine chauffée ;
- d'un centre de vie avec accès wifi ;
- d'un bar /restaurant ;
- de deux bornes pour camping-cars.

L'année 2016 est la première année pleine d'exploitation de ce camping – nature, accueillant une clientèle principalement familiale. Si l'activité est inférieure aux prévisions, notamment sur le locatif, du fait des risques d'attentats et menaces d'annulation du marché de noël, la fréquentation du camping reste très satisfaisante, démontrant son fort potentiel.

L'exercice comptable du délégataire est calé sur la saisonnalité de l'activité, soit du 1er octobre au 30 septembre.
Cette année, le camping de Strasbourg a enregistré 76 084 nuitées (27 340 en camping et 48 744 en hébergements locatifs) contre 28 807 sur les trois mois d'activités de 2015.

On constate ainsi que :

- les mois de Juillet, Août et Septembre constituent plus de 37 000 nuitées soit 50% du total de l'année ;
- le nombre de nuitées sur cette période est en augmentation par rapport à la même période en 2015 avec 37 848 nuitées contre 28 807 l'année précédente (+31,4%) ;
- les taux d'occupation sont de 42% sur l'année en camping et 33% en locatifs ;
- la durée moyenne du séjour est de 2 jours pour les nuitées en camping et 4 jours pour les nuitées en locatifs ;
- la part des nuitées de touristes étrangers est de 51% (contre 61% en 2015) avec une majorité d'Allemands (17%), de néerlandais (9%) et d'anglais (7%).

Le camping est équipé de bornes de services pour camping-cars (vidange, ravitaillement en eau et électricité), qui sont actuellement réservées aux clients du camping.

Les questionnaires de satisfaction clientèle enregistrent de bons retours et une note globale de 7,6/10.

Enfin, la perception de la taxe de séjour auprès des clients du camping est effectuée par le délégataire puis reversée à la collectivité.

- **Communication – commercialisation**

Le camping de Strasbourg a été intégré pour la 1ère fois cette saison dans la brochure Indigo. Il a également fait l'objet d'une communication sous forme de « leaflet » imprimés à près de 3000 exemplaires en plusieurs langues : Français, Allemand, Anglais et Néerlandais.

Ce document a essentiellement été diffusé auprès des institutions (office de Tourisme de Strasbourg,…) et de l'ensemble des partenaires régionaux. Par ailleurs, un dépliant à destination des professionnels a été édité également cette année.

La politique commerciale du délégataire est active grâce à la possibilité de réserver directement en temps réel sur internet, une centrale de réservation par téléphone joignable 6jr/7 et des partenariats à l'étranger et avec des comités d'entreprise.

Pour développer le camping, le délégataire a référencé le site dans des guides spécialisés nationaux et internationaux et développe actuellement un plan commercial avec le CREPS, l'office des Sports et l'Office du Tourisme.

Par ailleurs, des cartes de réduction sont mises en place pour développer la basse saison.

Enfin, le délégataire a participé à plusieurs salons en France et à l'étranger afin de promouvoir le camping de Strasbourg.

Un résultat net excédentaire

Le chiffre d'affaires de 2016 est inférieur aux prévisions, il s'élève à 1,3 M€ en 2016 contre 427 K€ sur les trois mois d'activité de 2015.

Les recettes sont principalement constituées :

- pour 84% des produits de location : 572 K€ sur les locatifs et 486 K€ sur les emplacements libres,
- des recettes de bar/ restaurant/ épicerie : 128 K€,
- de la revente de produits annexes (titres de transport, activités,…) : 38 K€.

▪ Les charges d'exploitation sont maîtrisées

Les charges d'exploitation sont bien maîtrisées et s'élèvent à 1,1 M€ ; elles se composent :

- Des autres achats et charges externes pour un montant de 584 K€ soit 55% du total des charges
- des charges de personnel qui s'élèvent à 270 K€;
- des achats de marchandises à hauteur de 73 K€ ;
- des dotations aux amortissements pour un montant de 106 K€ ;
- des impôts et taxes pour 19 K€

Le délégataire a réalisé d'importants investissements à hauteur de 407 K€ (hors hébergements locatifs) portant à 933 K€ le budget d'investissement sur le site. Ceux-ci ont été réalisés sur l'immobilier pour 121 K€ (VRD), en hébergements pour 235 K€ avec l'installation de 12 nouveaux cottages bois, et en équipement à hauteur de 286 K€.

Au final **le résultat d'exploitation** s'élève à 208 K€.

Le résultat financier est négatif à -16 K€ du fait des intérêts d'emprunt liés aux investissements, le résultat exceptionnel est positif à 1,6 K€.

Au final, le résultat net s'élève à 132 K€ contre 75 K€ en 2015 soit une augmentation de 75%.

Les perspectives

L'année 2016 a constitué la première année pleine. Les travaux se sont poursuivis et ont permis de trouver des solutions à plusieurs problèmes techniques.

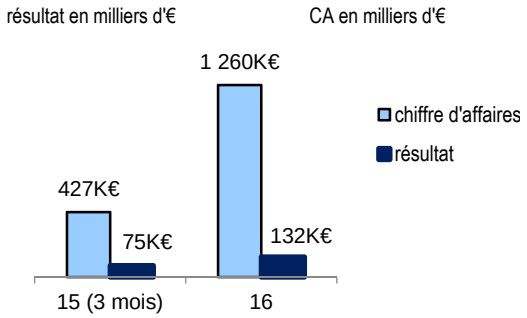
Après un contexte peu favorable, l'offre en locatifs progresse nettement sur 2017.

En 2017, le délégataire compte poursuivre son programme d'investissement en terme de locatifs avec notamment le raccordement de la cuve camping-car au réseau d'assainissement, la mise aux normes de la barrière piscine, la résolution des problèmes de fermeture du site et la finition des sanitaires et des douches.

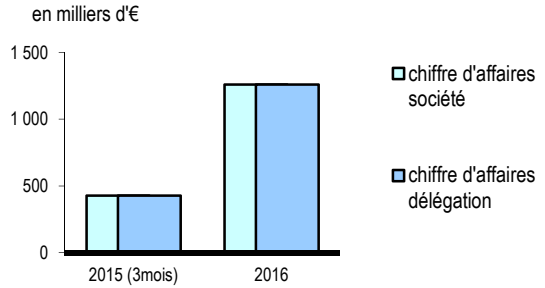
D'un point de vue commercial, le délégataire projette de faire connaitre le camping auprès d'associations riveraines, de clientèles professionnelles et de groupes sportifs…

Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Service extérieur des pompes funèbres et crématorium

Contrat d'affermage

- prise d'effet : 01/09/2012
- échéance : 31/08/2026
- durée : 14 ans
- redevance : mise à disposition de l'équipement égale à 100 000€ actualisé + de contrôle : 5 000€ indexé. Une part variable égale à 0,5% du chiffre d'affaires sera due à compter de 2019.

Pour l'année 2016, le délégataire a versé à l'Eurométropole de Strasbourg une redevance d'un montant de 102 259 € au total.
Par ailleurs 122 K€ ont été versés en 2014 au titre de l'indemnisation des biens mobiliers mis à disposition.

Service référent : Direction de la population, des élections et des cultes

Pôle funéraire public de Strasbourg (PFPS)

Société anonyme d'économie mixte
Capital social : 1 102 000€

15 Rue de l'Ill 67000 Strasbourg
Tel : 03 88 45 87 45

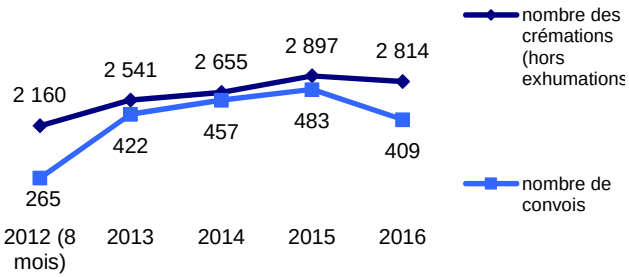
Structure dédiée à la délégation : oui

Président : Eric AMIET
Directeur : Xavier MAILLARD
Effectif moyen : 25,01 Etp
Effectif moyen affecté à la délégation : 25,01 Etp

Indicateurs

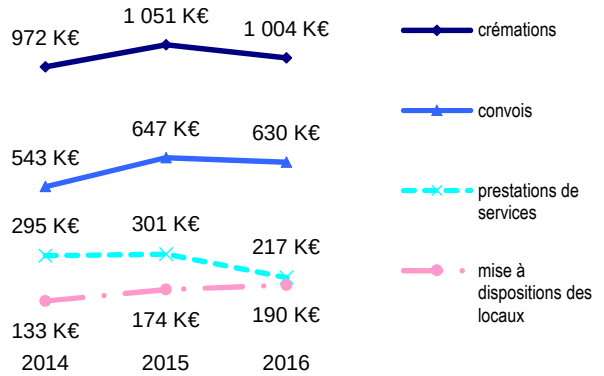
❖ **ACTIVITE**

Evolution du nombre de crémations et de convois
(l'année 2012 marque le passage d'un contrat de régie à un contrat d'affermage et ne comporte que 8 mois d'activité au titre de la régie)

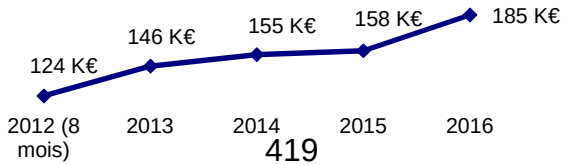


❖ **FINANCIER**

Evolution des recettes par activité en K€



Dépenses en énergie (électricité, eau, gaz)



419

Le Centre funéraire dispose d'un crématorium composé de trois fours, de huit salons funéraires, d'un espace d'accueil, de trois salles de cérémonie, d'un espace de convivialité pour les familles en deuil et de locaux techniques.

Les missions du Centre funéraire sont :

- l'accueil et la conservation des corps des personnes décédées,
- la gestion des départs des défunts vers la cérémonie, l'inhumation, la crémation ou encore vers une autre commune,
- la mise à disposition des salons funéraires,
- les crémations,
- la remise des urnes cinéraires,
- la mise à disposition des salles de cérémonie : une petite chapelle de 50 places, une grande chapelle d'une capacité de 120 personnes et une salle de cérémonie moderne d'une capacité de plus de 150 places,
- la mise à disposition de salles de convivialité permettant l'organisation de collations ou de repas de funérailles.

L'activité de service extérieur des pompes funèbres comporte :

- l'organisation des obsèques,
- le transport de corps avant et après mise en bière,
- les soins de conservation,
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- la fourniture des corbillards et voitures de deuil,
- la mise à disposition de personnel,
- les prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations,
- la mise à disposition de chambres funéraires.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de l'entreprise publique.

COMPTE DE RESULTAT	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	2 615 462	2 773 287
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	4 367	2 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	117 037	38 253
Autres produits	1 819	1 243
Total	2 738 684	2 814 783
Charges d'exploitation		
Achats	195 560	217 003
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-12 909	19 159
Services extérieurs	1 046 257	1 078 523
Impôts, taxes et versements assimilés	36 693	27 588
Charges de personnel	1 158 954	1 041 490
Dotations aux amortissements et provisions	267 571	157 821
Autres charges	102 728	133 076
Total	2 794 855	2 674 659
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-56 170**	**140 124**
Produits financiers	-	5 049
Charges financières	7 663	-
RESULTAT FINANCIER	**-7 663**	**5 049**
Produits exceptionnels	14 540	4 757
Charges exceptionnelles	2 229	2 805
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**12 311**	**1 953**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	30 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-51 523**	**117 126**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Les deux activités ont été confiées, par contrat de délégation de service public, à la Sem Pôle funéraire public de Strasbourg à compter du 1er septembre 2012 et pour une durée de 14 ans.

A ce jour, l'exploitation de la DSP constitue 100% de l'activité de la Sem.

En 2016, l'activité diminue du fait de la baisse tendancielle du taux de mortalité sur le territoire de l'Eurométropole (-5% sur l'année 2016).

Au niveau financier, l'exercice 2016 se traduit par un chiffre d'affaires en baisse de 5,7% et des charges qui augmentent de 4,5%.

Au final, l'activité génère un résultat de négatif de -52 K€ contre un excédent de 117 K€ l'année précédente.

L'activité 2016

L'activité est en baisse, le taux de mortalité sur le territoire de l'Eurométropole continue de diminuer et perd 5% par rapport à 2015.

Dans un contexte ultra concurrentiel du secteur, l'accroissement des parts de marché pour les activités de pompes funèbres reste donc un objectif prioritaire pour la Sem, afin de faire face aux regroupements et rachats d'entreprises familiales constatés sur le secteur et qui devraient se poursuivre.

- **Le nombre de crémations et convois diminue**

  Le nombre de crémations s'élève en 2016 à 2 814 contre 2 897 crémations en 2015, soit une baisse de 3%.

  La crémation est réalisée dans le cadre de l'article L.2223-40 du CGCT relative au monopole confié aux collectivités et à leurs groupements.

  409 convois funèbres (dont 84 convois réalisés par l'agence de Geispolsheim) ont été réalisés en 2016 (contre 483 en 2015) soit un recul de 15%.

  2016 est marquée par une évolution tarifaire nécessaire pour faire face aux coûts importants des travaux de mise aux normes réalisés ; les tarifs de crémation notamment ont augmenté de 5 %, mais ils restent compétitifs.

- **De lourds travaux réalisés**

En 2016, des travaux importants ont été effectués, notamment :

- la mise en conformité du crématorium, qui a permis de mettre fin à de longues années de dysfonctionnements techniques. Ainsi, les normes obligatoires au 1er janvier 2018 sont à présent certifiées depuis octobre 2016.

  Le coût de la refonte du système de filtration, d'un montant de 1,3 M€ HT, a été supporté par la Sem.
- la mise en accessibilité des salles de cérémonies de la petite et de la grande chapelle, dont les travaux ont été pris en charge par l'Eurométropole.

Au total, le montant des investissements financés par la Sem s'élève à 1,4 M€.

Enfin, le lancement de la nouvelle agence funèbre de Schiltigheim, dont le lancement était prévu courant 2016, a dû être reporté suite à des retards liés à la maitrise d'œuvre.

- **La restructuration interne se poursuit**

La volonté du délégataire est d'améliorer l'offre de service par l'intégration de nouveaux métiers (marbrerie, lettrage, pose de monuments, vente et installation de caveaux) et par le renforcement des équipes techniques, afin de pouvoir gérer deux cérémonies simultanément et d'offrir de meilleurs délais d'intervention.

Dans cette optique, il a été procédé à une réorganisation de l'équipe des conseillers funéraires.

Un questionnaire de satisfaction a été mis en place pour analyser au mieux la qualité de service.

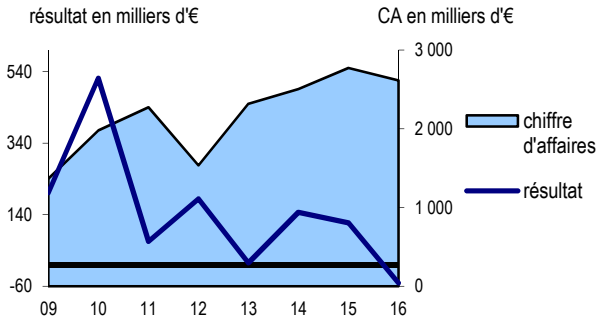
Une forme de consolidation de la réorganisation des pompes funèbres apparaît avec la stabilisation des paniers moyens, la diversification du spectre des familles, le recul des débours, et l'amorçage de la marbrerie.

Enfin, la Sem poursuit le bon développement des Pompes funèbres Speyser-Schaal de Geispolsheim, rachetées en 2013.

Le résultat d'exploitation est déficitaire

A hauteur de 2,6 M€, le chiffre d'affaires 2016 est en baisse de 5,7% par rapport à l'exercice précédent.

Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



- **La crémation et les convois représentent l'essentiel du chiffre d'affaires**

  Le chiffre d'affaires 2016 se décline essentiellement en :

- 1 004 K€ de crémations (38% du CA),
- 630 K€ de convois (24% du CA),
- 190 K€ de locations de salles,
- 217 K€ de prestations réalisées par les pompes funèbres (marbrerie, presse, fossoyage, morgue…).

  Les recettes de la délégation proviennent donc pour près de 62% de la crémation et des convois. (78% en 2015).

- **Les charges sont en hausse**

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2,8 M€, soit près de 4% supérieures à l'exercice précédent

Si le poste achats de marchandises est maitrisé (en lien avec la baisse de l'activité), certaines charges augmentent fortement.

Les charges de personnel s'élèvent à 1,2 M€ progressent de 11% du fait du renouvellement de l'équipe des conseillers funéraires.

Le poste « impôts, taxes et versements assimilés » augmente de 33% en raison, notamment des hausses des taxes foncières et de la contribution économique territoriale.

Les charges de fluides s'élèvent à 185 K€ et augmentent de 17% par rapport à l'année 2015. Cette forte hausse s'explique par les essais de réglage réalisés sur les fours et nouveaux systèmes de filtration.

Le délégataire a poursuivi sa politique de communication ambitieuse, qui s'est traduite par des frais de publicité en augmentation de 11%. Par ailleurs, un nouveau site internet a été mis en place.

A hauteur de 268 K€, les dotations aux amortissements et provisions augmentent de près de 70 % :

- du fait des importants investissements réalisés, relatifs à la rénovation et à l'amélioration de l'équipement ;
- du fait de la constitution d'une provision de 90 K€ liée à des litiges devant les Prud'hommes.

La redevance versée à l'EMS en 2016 s'élève à 102 K€ (soit 4% des charges d'exploitation).

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 56 K€ contre un excédent de 140 K€ en 2015.

421

Le résultat financier est déficitaire de 8 K€ ; un emprunt a été contracté par la Sem pour financer les travaux de mise aux normes, pour lequel la Collectivité a apporté sa garantie.

Au final, le résultat net est négatif à – 52 K€ contre 117 K€ en 2015.

Les perspectives

Le contexte concurrentiel dans lequel s'inscrit le délégataire a conduit à de nombreux rapprochements d'acteurs privés du funéraire. On peut à présent considérer que la cristallisation du marché local est en train de s'effectuer et qu'il ne reste plus que cinq opérateurs de poids sur l'EMS : Groupe SAFE, PFG, AUBRY, VICTOR et le Pôle Funéraire public.

Le délégataire doit stabiliser sa situation financière tout en recherchant des opportunités permettant d'augmenter les parts de marchés.

Pour soutenir le plan de développement du délégataire pour les pompes funèbres, le partenariat avec la Maison des obsèques – réseau mutualiste funéraire, devra être signé.

Le budget d'exploitation 2017 reste stable à 3 M€ pour un résultat à 27 K€. Le budget d'investissement pour l'année 2017 est de 195 K€.

Les premiers mois de 2017 ont vu une reprise du taux de mortalité qui retrouve son niveau de 2015.

Par ailleurs, le délégataire pourra étaler ses dotations aux amortissements sur les lignes de filtrations, ce qui devrait lui permettre de diminuer ces charges, et un avenant est en cours de négociation avec l'EMS afin obtenir un moratoire sur la redevance en contrepartie de la prise en charge de travaux relevant du délégant.

La Ville de Haguenau devrait délibérer à la fin du semestre 2017 sur le lancement d'une concession pour la construction et l'exploitation d'un crématorium : cela devrait impacter l'activité de la DSP et diminuer à terme le nombre de crémations.

SERVICE PUBLIC DELEGUE Délégataire	Type de contrat	Durée échéance	Chiffres d'affaires (€ HT) 2015	 2016		indicateurs d'activité Unité	 2015	 2016	 *variation*
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE									
RESEAU DE CHALEUR - ELSAU Strasbourg énergie SNC	*concession*	**24 ans** 30.06.2022	8 227 968 €	8 301 275 €	▪	MWh vendus	100 228	103 239	*+3 %*
RESEAU DE CHALEUR – ESPLANADE SETE SA	*concession*	**24 ans** 30.06.2022	8 567 630 €	8 669 649 €	▪	MWh vendus	125 498	130 916	*+4,3 %*
RESEAU CABLE DE VIDEOCOMMUNICATION NC Numéricâble SA (17 DSP)	*concession*	**de 25 à 30 ans**	20 962 000 €	21 355 000 €	▪	abonnés au câble	95 820	98 793	*+3,1%*
PALAIS DE LA MUSIQUE ET DES CONGRES ET PARC DES EXPOSITIONS Strasbourg événements SAEML	*affermage*	**20 ans** 31.12.2036	14 827 798 €	19 482 818 €	▪ ▪	Parc expo + PMC visiteurs nb manifestations	833 206 233	714 624 225	*- 14,2 %* *- 3,4 %*
DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ **Réseau GDS SAEM**	*concession*	**126 ans** 31.12.2040	27 974 677 €	28 075 722 €	▪	clients	53 725	52 736	*-1,8 %*
DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE Electricité de Strasbourg SA	*concession*	**40 ans** 30.06.2033	62 926 000 €	64 880 000 €	▪	clients	170 311	170 449	*+0,08 %*
DEPLACEMENT – STATIONNEMENT									
RESEAU DES TRANSPORTS PUBLICS Compagnie des transports strasbourgeois CTS SAEM	*concession*	**30 ans** 31.12.2020	51 112 406 €	53 264 226 €	▪	déplacements	86 069 048	86 293 013	*+0,3 %*
SYSTEME DE VELOS PARTAGES - VELHOP Strasbourg Mobilités	*affermage*	**10 ans** 06.02.2022	609 890 €	738 942 €	▪	nb journées de location	1 909 095	2 047 114	*+7,2 %*
TRANSPORT DES PMR TPMR Strasbourg	*affermage*	**7 ans** 30.06.2018	69 956 €	76 629 €	▪	nb de voyages	45 102	47 120	*+4,5 %*
PARKING AUSTERLITZ Parcus SAEM	*affermage*	**10 ans** 31.12.2017	1 657 911 €	1 678 058 €	▪	usagers horaires	302 021	300 581	*-0,5 %*
PARKING BROGLIE Parcus SAEM	*affermage*	**12 ans** 31.12.2018	1 100 585 €	1 145 501 €	▪	usagers horaires	114 387	112 125	*-2%*
PARKING GUTENBERG Parcus SAEM	*affermage*	**8 ans** 31/12/2017	1 582 711 €	1 775 069 €	▪	usagers horaires	340 181	364 445	*+7,1 %*

PARKING PETITE-FRANCE Parcus SAEM	*concession*	**35 ans** 25.08.2031	933 308 €	969 514 €	▪ usagers horaires	144 164	148 489	*+3,0 %*
PARKING SAINTE-AURELIE Parcus SAEM	*concession*	**30 ans** 02.05.2023	1 041 699 €	1 088 600 €	▪ usagers horaires	97 052	65 086	*-32 ,9 %*
PARKING GARE / WODLI Parc autos de Strasbourg SNC	*affermage*	**12 ans** 9.06.2019	4 036 776 €	4 112 862 €	▪ usagers horaires	825 971	827 368	*+0,17 %*
PARKING KLEBER / HOMME DE FER Parc autos de Strasbourg SNC	*concession*	**45 ans** 04.03.2037	1 954 839 €	1 965 997 €	▪ usagers horaires	331 643	313 647	*-5,4 %*
FOURRIERE Société d'enlèvement et de gardiennage SEG SNC	*affermage*	**9 ans** 31.12.2018	1 192 791 €	1 273 626 €	▪ nb véhicules entrés	9 254	9 088	*-1,8%*
RESTAURATION COLLECTIVE								
RESTAURANTS ADMINISTRATIFS Alsacienne de restauration SA	*concession*	**18 ans** 30.06.2017	1 236 337 €	1 212 628 €	▪ clients des deux restaurants	234 993	237 905	*+1,2 %*
ENVIRONNEMENT								
EPURATION DES EAUX USEES Valorhin SNC (Lyonnaise des eaux)	*affermage*	**8 ans** 30.09.2018	11 633 347 €	11 999 288 €	▪ m³ d'eau traitée	65 977 008	78 316 452	*+18,7 %*
TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES Sénerval SAS	*concession*	**20 ans** 05.07.2030	42 259 116 €	44 555 581 €	▪ tonnes de déchets traités	23 955	54 945	*+129 %*
ANIMATION								
Camping de Strasbourg Huttopia	*affermage*	**13,5 ans** 30.06.2027	426 976 €	1 259 558 €	▪ nuitées	28 807	76 084	*164%*
ZENITH SNC Zénith de Strasbourg	*affermage*	**5 ans** 02.01.2019	3 280 567 €	3 291 877 €	▪ nb spectateurs ▪ nb manifestations	356 473 119	353 951 100	*-0,7 %* *-16 %*
SERVICES FUNERAIRES								
SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET CREMATORIUM Pôle funéraire public de Strasbourg	*affermage*	**14 ans** 31.08.2026	2 773 287 €	2 615 462 €	▪ nombre de crémations ▪ nombre de convois	2 897 483	2 814 409	*-2,9 %* *-15,3 %*

CUS HABITAT

(devenu le 1er janvier 2015 Office public de l'Habitat – OPH – de l'Eurométropole de Strasbourg)

Territoire :
Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Activité :

la construction, l'acquisition, l'amélioration et la gestion d'immeubles et de logements sociaux à usage locatif ou en accession sociale à la propriété. Cus habitat gère près de 40% des logements sociaux de l'EMS - dont 63 % en Quartier Prioritaire de la politique de la ville - répartis sur 18 des 33 communes, soit 19 846 logements.

Objectifs :

- répondre à la diversité des besoins des locataires et aux attentes des communes en proposant une palette étendue de logements: très sociaux, intermédiaires et en accession sociale,
- valoriser l'attractivité du patrimoine locatif par une politique d'investissement soutenue visant la qualité,
- réaffirmer la vocation sociale grâce à un travail partenarial fort,
- agir sur tous les leviers d'un développement plus durable, par une politique d'achat et des choix de construction plus écologiques, par le soutien à l'emploi, à l'économie et à l'associatif, par la réduction des consommations de fluides et l'encouragement aux comportements plus vertueux,
- rester économiquement solide pour être socialement responsable, notamment comme premier employeur bas-rhinois de travailleurs en insertion.

Principales réalisations et chiffres clés 2016 :

- plus de 50 000 personnes logées,
- près de 75 M€ investis soit 152 logements neufs livrés – dont 120 en VEFA –1 190 logements réhabilités, 536 résidentialisés et 71 démolis,
- près de 193 000 heures d'insertion, soit 23 % de celles réalisées dans le Bas-Rhin,
- 2 opérations d'accessions sociales commercialisées, 9 à l'étude sous conduite de la filiale OPIDIA,
- Prise de participation de 0.5 M€ soit 4 % dans la société d'économie mixte locale Locusem dans le cadre du projet Strasbourg Eco 2020.

CUS HABITAT

Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg

Etablissement public local à caractère industriel et commercial

Siège social :
Office public de l'habitat (OPH) de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS)
Pôle de l'habitat social
24 route de l'Hôpital
CS 70128
67028 STRASBOURG Cedex
☏ 03 88 21 17 00 🖷 03 88 21 17 99
www.cushabitat.fr

Créé le 20 janvier 1923

Président du conseil d'administration: Philippe BIES
Directeur général : Jean-Bernard DAMBIER, en remplacement de Bernard MATTER, à compter du 1er avril 2016

Objet social : l'article L421-1 du code de la construction et de l'habitation : construction et gestion du patrimoine immobilier en production locative et en production destinée à l'accession sociale.

Effectif moyen : 478 ETP

Commissaire aux comptes: Emmanuelle SERRANO, Espace Audit et Conseil SARL

Direction référente : service de l'Habitat (Direction urbanisme et territoires)

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
OPIDA (Strasbourg Eurométropole Accession)	SCI	*24,5%*	*24 500 €*
Locusem	SEM	*4%*	*500 000 €*

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 30 JUIN 2017

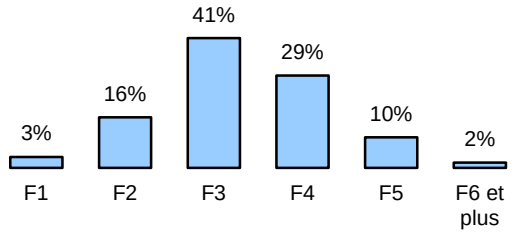
fonction	*représentant*	*collège*	*nom*
Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Collectivité de rattachement**	**Philippe BIES (élection de mai 2014)**
Administrateurs	Eurométropole de Strasbourg		**Syamak AGHA BABAEI** **Mathieu CAHN** **Catherine GRAEF-ECKERT** **Jean-Emmanuel ROBERT** **Abdelkarim RAMDANE**
	Eurométropole de Strasbourg	Personnalités qualifiées nommées par l'Eurométropole de Strasbourg (EMS)	Abdallah LAAMRI (représentant du Conseil des résidents étrangers)
	Eurométropole de Strasbourg		Virginie JACOB (Directrice générale Habitation moderne)
	Eurométropole de Strasbourg		Alexandre SCHNELL, (Directeur territorial Caisse des dépôts et consignations)
	Eurométropole de Strasbourg		Claude RATZMANN (Président de l'association GALA)
	Eurométropole de Strasbourg		Antoine BREINING
	Elus locaux du ressort de l'Office		Luc GILLMANN
			Martine JUNG
	Caisse d'allocations familiales		Jacques BUISSON (Président)
	Associations		Corine BARTIER (directrice foyer Notre Dame)
	Union départementale des associations familiales (UDAF)		Alphonse PIERRE (Président)
	Organismes collecteurs « 1 % logement »		Marc SCHAEFFER (représentant de l'action logement)
	Locataires (élection de décembre 2014)		Josiane REIBEL Hmida BOUTGHATA Raymond HAEFFNER Michel FRIEDRICH
	Syndicat de salariés CFDT		Rémy OSSWALD
	Syndicat de salariés CGT		Marcel WOLFF
	Représentant du personnel (avec voix consultative)		Frédéric GIRARD

REPARTITION DU CAPITAL : non applicable

Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Répartition du parc selon la taille des logements en 2016

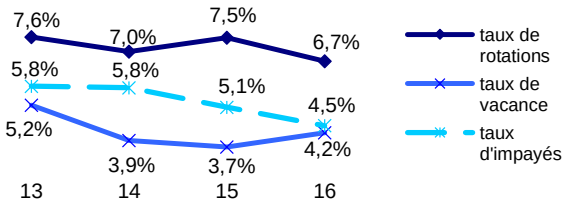


Evolution des principaux indicateurs de gestion

Taux de rotation : nb de baux dénoncés rapporté au nb de logements gérés

Taux d'impayés : loyers impayés rapportés au quittancement total réel

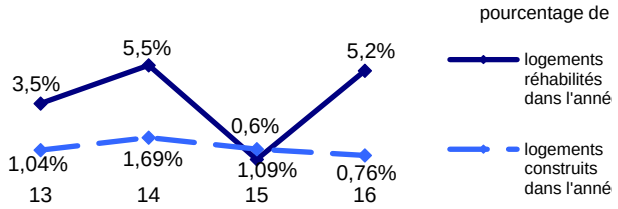
taux de vacance : loyers non perçus du fait de la vacance rapportés au quittancement total théorique



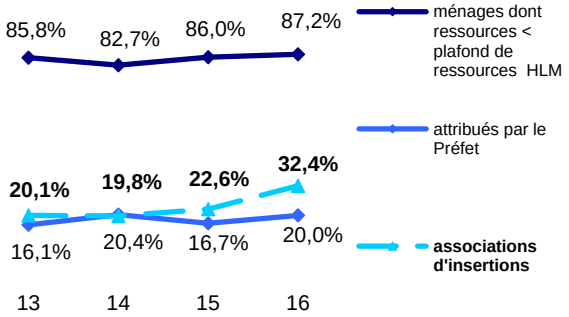
Effort de réhabilitation* et de construction**

** le pourcentage de réhabilitation est très faible*

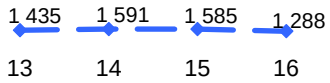
*** nb de logements dont la construction s'est achevée dans l'année de référence, rapporté au nb de logements du parc*



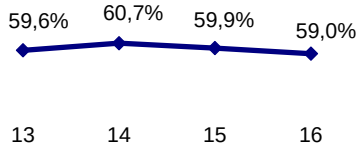
Attribution des logements de l'année



Evolution du nombre de baux signés



Bénéficiaires de l'APL *(en pourcentage du parc conventionné)*



Fort de plus de 90 ans d'expérience, Cus habitat est le premier bailleur social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Fin 2016, il gère près de 20 000 logements.

Après avoir stabilisé sa situation financière et renforcé son patrimoine et son organisation grâce au processus de consolidation parachevé en 2015, Cus habitat perpétue la dynamique, sous la conduite de son nouveau directeur M. Jean-Bernard DAMBIER : l'adoption en mars 2016 d'un nouveau plan stratégique de patrimoine ambitieux à l'horizon 2025 se veut assorti d'objectifs quantitatifs - soit un investissement de près d'un milliard d'euros sur dix ans – et qualitatifs en termes d'attractivité du patrimoine et de services rendus aux locataires.

L'activité 2016

Nourri du plan d'action patrimonial de 2013, le Plan Stratégique du Patrimoine 2016-2025 vise annuellement la construction de 250 logements neufs, 1000 réhabilitations, 100 démolitions, ainsi qu'une qualité environnementale ambitieuse.

Les axes stratégiques pour répondre à la diversité des besoins des locataires et des communes

Pour Cus habitat, développer le patrimoine et programmer l'activité passent par différents axes stratégiques:

- la prospection foncière, pour identifier puis saisir les opportunités foncières : en 2016, 13 opérations pour un nombre prévisionnel de 371 logements validées, 26 ordres de service lancés concernant 2 755 logements ;
- l'arbitrage entre la vente de foncier, la maîtrise d'ouvrage directe voire les opérations d'aménagement : si la première option permet d'agir sur la mixité sociale et la diversification des

formes d'habitat, le rôle d'aménageur permet en plus de façonner le paysage urbain : îlots redessinés, voiries créées, terrains vendus à des promoteurs (une première à Cronenbourg, dans le secteur Kepler);

- le développement des parcours résidentiels, notamment grâce à OPIDIA, société créée avec Habitation moderne et Pierres et Territoires de France Alsace, qui permet de proposer des logements neufs en accession à la propriété à des conditions privilégiées et sécurisées : sont déjà commercialisés « Le Jouvence » à la Meinau (40 appartements avec jardin d'enfants et commerces) et « Le Victoria » à Mittelhausbergen (13 logements), avec un objectif annuel de 50 logements d'ici 2020 ;
- la diversification directe ou moyennant des partenariats : dans le cadre du projet Strasbourg Eco 2020, Cus Habitat a pris une participation de 4 % dans Locusem, société réalisant et gérant des locaux d'activité, dans des quartiers prioritaires, principalement en cas de déficits d'initiatives des opérateurs immobiliers classiques. Partenariat aussi avec l'ABRAPA et Habitation moderne afin d'agir en faveur des personnes âgées ; diversification directe car, en plus des traditionnelles résidences services, l'OPH propose une offre complémentaire aux logements sociaux classiques: jardin d'enfants en pied d'immeubles à la Meinau, résidence jeunes actifs en partenariat avec le Foyer Notre Dame et l'association Etage (friche de l'ancien centre de tri postal à Schiltigheim), résidence pour personnes âgées à revenus modestes dans le quartier Rotterdam ;
- la poursuite de la mutation des quartiers grâce à la rénovation urbaine : le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg succède ainsi aux opérations de rénovation urbaine engagées depuis 2004 dans 5 quartiers et mises en œuvre à 90 %. Les études NPNRU et l'approfondissement des orientations du Contrat de Ville ont concerné les Quartiers Prioritaires de la Ville suivants: Hautepierre, Cronenbourg, Neuhof-Meinau, Lingolsheim et Elsau, incluant un important temps d'échange avec habitants et forces vives des quartiers.

Développer le patrimoine et le rendre attractif

Tous périmètres confondus, 2016 a vu la livraison de 152 logements neufs (contre 225 en 2015), 1 190 logements réhabilités (contre 110 en 2015), 536 logements résidentialisés (contre 783 en 2015), ainsi que 71 démolitions (contre 10 en 2015), soit un investissement total en 2016 de 74, 8 millions d'euros.

Dans le neuf, la part du nombre de logements (logts) acquis en l'état futur d'achèvement (VEFA) est à nouveau majoritaire (79 % en 2016 soit 120 logts contre 38% en 2015). L'OPH a étoffé son patrimoine en cœur de territoire : outre la reconstruction de l'ancienne « Maison de l'ARAN » ou villa Rapp, figure emblématique du quartier du Neudorf (2 T4 + 1 local d'activités), Cus habitat a acquis 110 logts en VEFA (90 logts au parc des Forges à Koenigshoffen, 16 logts « Sirius » en ZAC Etoile et 4 logts route des Chasseurs à la Robertsau).

Cus Habitat a également continué à se développer en première et deuxième couronnes de l'Eurométropole: 6 logements « Terrasses des Lys » en VEFA à Geispolsheim, 11 logts rue du Fossé neuf à Bischeim, 5 logts au Kirchfeld à Ostwald, 4 logts en VEFA rue du Chemin de fer à La Wantzenau, 14 logts « le 1875 » rue de Hoenheim à Niederhausbergen.
La réhabilitation a concerné des opérations importantes par leur taille, essentiellement dans les quartiers (378 logts rue Lavoisier et Rte de Mittelhausbergen à Cronenbourg, 146 logts à Hautepierre, 113 logts à Neuhof rues St Exupéry et du Commandant François, 48 logts avenue de Normandie à la Meinau) et au centre-ville (351 logts rue Pranard), la modernisation visant à la fois la performance énergétique et le confort de vie des locataires, soit un coût pouvant représenter jusqu'à 60 000 euros par logement.

Le grand chantier de rénovation de la cité Rotterdam a démarré au printemps: 712 logts, 10 bâtiments, 36 mois de travaux, 31 M€ dont ¼ pour le chauffage.

Les opérations de résidentialisation ont continué d'améliorer le cadre de vie autour des immeubles (nouveaux équipements collectifs, tri sélectif enterré, rénovation de parkings, réaménagement des espaces verts) et dans les parties communes (contrôles d'accès, rénovation des cages d'escalier).

Réaffirmer la vocation sociale

Dans la continuité des actions engagées, Cus habitat a participé aux réflexions inter-bailleurs avec l'Aréal et l'Eurométropole de Strasbourg pour mettre en œuvre les dispositions des lois ALUR et LOV (règles communes d'attribution, dispositif d'accueil du demandeur, critères de cotation des demandes). En ce sens l'établissement public a travaillé en profondeur sur l'accompagnement des ménages en situation d'impayés (diminution de l'en-cours de 6, 72 % en 2016 malgré la stabilité conjoncturelle du nombre de dossiers), réalisé un effort très volontaire pour traiter les demandes locatives anciennes (sur 1288 baux conclus, 37 % des attributions concernent des demandes de plus de 24 mois).

L'OPH a également administré les traditionnelles enquêtes obligatoires : l'enquête annuelle relative au supplément de loyer de solidarité pour identifier les locataires éligibles et l'enquête biennale « occupation du parc social » visant à consolider les

données au niveau national pour structurer les obligations des bailleurs autour du suivi des objectifs de mission sociale.

Enfin, la poursuite du Plan de Concertation Locative 2015/2017 via 4 conseils locaux a abouti à la conclusion de 16 accords collectifs (10 pour la réhabilitation de 679 logements, 6 de proximité pour la gestion des parties communes).

Entretenir la qualité de vie dans les logements

Cus habitat mobilise d'importants moyens humains comme matériels au service de la relation locative et des missions de maintenance :

- 296 agents dont une permanence technique 7j/7,
- 113 807 appels traités par la plateforme téléphonique,
- 61 538 réclamations techniques enregistrées (dont 78 % gérées par la régie interne) et les gardiens,
- un budget de 2.84 millions d'euros pour la remise en état de 1 106 logements avant relocation.

La démarche amiante visant à assurer le plus haut niveau de sécurité, a généré 7 580 diagnostics techniques amiante, 6 306 diagnostics en parties privatives, 1 946 repérages avant travaux, la validation de 15 modes opératoires, la formation et l'équipement en protection individuelle des personnels de la régie technique ainsi que des supports de communication pour les occupants.

Pour la sécurité et la tranquillité des locataires, Cus habitat a mis en place 39 installations de vidéosurveillance réparties sur le patrimoine et participé aux 13 cellules de veille réunissant périodiquement tous les acteurs de la sécurité.

Pour encourager le bien vivre ensemble, les équipes de proximité se sont investies pour sensibiliser au respect des biens, des personnes (campagne d'affichage « Non aux coups de poings, oui aux coups de main »), pour soutenir la création de potagers urbains collectifs voire d'autres événements en lien avec les centres socio-culturels.

Responsabilité sociétale et environnementale forte

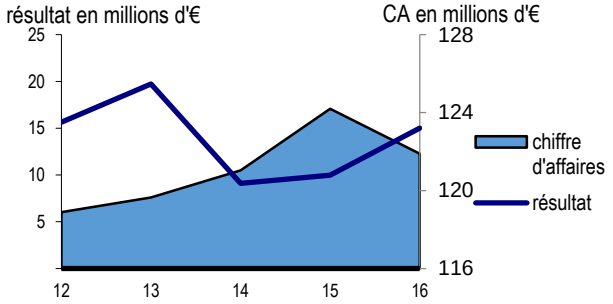
A travers sa politique de ressources humaines orientée vers l'accompagnement tout au long de la carrière (effort de formation à hauteur de 2,8 % de la masse salariale, promotion et mobilité internes pour 40 % des postes à pourvoir, modernisation des parcours professionnels) et un engagement fort en faveur de l'alternance (16 jeunes recrutés en contrat d'alternance), Cus habitat mise sur le développement et le transfert de compétences pour son avenir.

CUS Habitat agit sur tous les leviers d'un développement plus durable par sa politique d'achat (192 975 heures d'insertion réalisées pour ses marchés soit 23 % du volume bas-rhinois), ses choix de construction (7, 5 % des logements sont classés A et B et 20 % du parc au niveau C ; 8000 m² de panneaux solaires installés produisent 1.9 million de kWh d'électricité ; 629 logements sont adaptés aux personnes à mobilité réduite), son soutien à l'emploi et à l'économie (85% des marchés soit près de 42 millions d'euros hors taxes ont été attribués à des entreprises bas-rhinoises profitant ainsi directement à l'emploi local), à l'associatif (29 projets soutenus), la réduction des consommations (47 % de la flotte de véhicules à énergie propre, -32.5 % des imprimés et fournitures de bureau) et l'encouragement aux comportements plus vertueux (tri sélectif à l'atelier comme au siège).

Un socle financier sain et un effet de ciseau maîtrisé permettant des investissements ambitieux

Malgré une évolution des ressources principalement due aux recettes exceptionnelles (cessions foncières, solde de subventions) et l'augmentation des charges non récupérables (forte progression des amortissements suite aux mises en service des investissements, diagnostics amiante), l'exercice 2016 génère un chiffre d'affaires de 122 M€ (dont 88 M€ de loyers) et se solde par un excédent net de 15 millions d'euros, confirmant la solidité financière de l'OPH et lui permettant de poursuivre son ambitieux programme patrimonial. Par ailleurs, la structure financière se conforte avec des capitaux propres en augmentation de 20 M€ en 2016.

Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Les perspectives

Dans le prolongement de la démarche collaborative impulsée par la nouvelle direction, Cus habitat déroulera la feuille de route correspondant au nouveau projet stratégique d'entreprise à l'horizon 2020, moyennant 7 axes stratégiques :

- impulser une nouvelle dynamique de développement par la diversification et le renouvellement urbain et inscrire la qualité de service au cœur de l'action des équipes,
- valoriser l'attractivité du patrimoine,
- affirmer la vocation sociale - en particulier grâce à la cotation destinée à gérer plus finement les attributions
- actionner le levier de l'innovation sous toutes ses formes,
- faire évoluer la culture d'entreprise digitale
- mobiliser les équipes autour des valeurs clés du projet d'entreprise.

BILAN

ACTIF	2016 brut	2016 amort. / prov.	2016 net	2015 net
Actif immobilisé	1 232 721 338	505 371 727	727 349 610	681 136 122
Immobilisations incorporelles	2 747 699	2 472 860	274 840	476 866
Immobilisations corporelles	1 229 365 736	502 898 867	726 466 869	680 540 068
Immobilisations financières	607 902	-	607 902	119 188
Actif circulant	116 177 002	8 106 186	108 070 816	98 874 510
Stocks	1 418 300	92 941	1 325 359	1 331 733
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	39 413 101	8 013 245	31 399 856	42 658 829
Disponibilités & VMP	75 345 601	-	75 345 601	54 883 949
Comptes de régularisation	597 146	-	597 146	508 050
Total	**1 349 495 486**	**513 477 914**	**836 017 572**	**780 518 682**

PASSIF	2016	2015
Capitaux propres	345 550 015	324 765 086
Capital social	3 573 219	3 573 219
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	147 137 547	127 360 572
Report à nouveau	43 848 719	50 081 310
Résultat de l'exercice	**15 009 797**	**9 976 240**
Subventions d'investissement	135 980 733	133 773 745
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	8 761 699	12 244 357
Dettes	481 031 583	442 519 212
Emprunts	452 524 777	423 154 234
Avances et acomptes	2 890 000	2 608 000
Dettes	25 616 806	16 756 978
Comptes de régularisation	674 275	990 027
Total	**836 017 572**	**780 518 682**

COMPTE DE RESULTAT

	2016	2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	121 892 657	124 196 813
Production stockée	-	-
Production immobilisée	285 973	237 073
Subventions d'exploitation	459 099	383 470
Reprises sur provisions, transferts de charges	4 356 833	8 481 964
Autres produits	1 246 655	1 812 588
Total	128 241 216	135 111 908
Charges d'exploitation		
Achats	1 435 573	1 705 794
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-6 690	61 898
Services extérieurs	54 972 595	54 675 950
Impôts, taxes et versements assimilés	12 524 375	12 375 203
Charges de personnel	19 532 524	19 662 469
Dotations aux amortissements et provisions	31 515 001	35 239 763
Autres charges	1 512 600	1 646 517
Total	121 485 977	125 367 594
RESULTAT D'EXPLOITATION	**6 755 240**	**9 744 314**
Produits financiers	523 295	547 770
Charges financières	6 536 719	7 749 695
RESULTAT FINANCIER	**-6 013 424**	**-7 201 925**
Produits exceptionnels	19 339 824	15 335 159
Charges exceptionnelles	5 071 842	7 901 308
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**14 267 981**	**7 433 852**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**15 009 797**	**9 976 240**

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Création par PARCUS et la SERS d'une filiale commune - autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales.

PARCUS et la SERS souhaitent mettre en commun leurs compétences et moyens financiers dans le domaine du stationnement et créer une filiale commune spécialisée dans l'exploitation de parkings acquis par la filiale, donnés à bail avec droit réels, ou construits pour son propre compte.

Les deux SEM ont pour objectif de développer une synergie de leurs compétences afin de mieux répondre aux attentes de la collectivité en matière de parking : financement assuré par la SERS et PARCUS, aménagement, construction et rénovation par la SERS, gestion et exploitation par PARCUS.

Les principales caractéristiques de la filiale à créer sont les suivantes :

- forme : société par actions simplifiée (SAS) relevant des articles L 227-1 à L 227-20 du code de commerce,
- capital social initial : 6 M€divisé en 6 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 € chacune : 50 % des parts sont détenues par PARCUS, 50% par la SERS,
- objet :
  - acquérir, prendre à bail (location, emphytéose, bail à construction) et gérer des parkings portés par la SAS (Parking Rivétoile, parking UGC, le cas échéant P1 et P2 parking des Halles, dont la consultation est en cours),
  - construire et gérer des parkings dans de nouveaux quartiers (Archipel - ilot 5),
  - construire, acquérir et gérer des parkings mutualisés dans les nouveaux quartiers (écoquartiers).

La création de cette filiale patrimoniale présente un double intérêt :

- une activité économique complémentaire aux missions actuelles des deux SEM,

- le prolongement de la politique d'investissement de la collectivité.

Cette coopération entre PARCUS et la SERS permettra en outre de faciliter l'innovation dans leurs métiers respectifs, notamment sur la conception des parkings (parkings modulables), l'intégration de la problématique du stationnement en amont des projets d'aménagement et la mise en place de nouveaux outils informatiques.

Il est précisé la Caisse des dépôts et consignations pourrait ultérieurement intégrer la SAS.

En sa qualité d'actionnaire et d'administrateur de PARCUS et de la SERS, et conformément à l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg autorise PARCUS et la SERS à créer la filiale commune, selon le projet de statuts annexé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales
vu le projet de statuts de la SAS
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

autorise

la création d'une filiale commune par la SEML PARCUS et la SEML SERS, selon le projet de statut de la SAS annexé,

autorise

- *la prise de participation par la SEML PARCUS dans le capital de la filiale commune par apports en numéraires de 3 M€, soit 50% du capital initial,*
- *la prise de participation par la SEML SERS dans le capital de la filiale commune par apports en numéraires de 3 M€, soit 50% du capital initial,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tous les actes concourant à l'exécution des présentes et les représentants permanents de l'Eurométropole de Strasbourg aux conseils d'administration de la SEML PARCUS et de la SEML SERS à prendre toutes décisions et à signer tous actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

SOCIETE …….

Société par actions simplifiée

Au capital de 6 000 000 €

Siège social : 10, rue Oberlin — 67000 Strasbourg

PROJET

STATUTS CONSTITUTIFS

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à Strasbourg le .....

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée : .....

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet directement ou indirectement, sur l'espace de la Région Grand Est :

- la réalisation d'études et diagnostics
- l'acquisition sous toutes ses formes (achat, échange, apport en société, fusion…)
- la conclusion de baux (emphytéose, bail à construction, bail commercial…)
- la construction, réhabilitation, rénovation
- la maintenance, réparation, mise aux normes…
- le financement
- la gestion, l'exploitation

de parkings (en surface, silo ou souterrain).

La société veillera à :

- développer les services liés au stationnement ainsi que toutes applications y relatives
- développer les articulations avec les mobilités douces
- rechercher et développer les activités innovantes avec notamment la création de logiciels.

L'objectif de la société est également, par le biais notamment de travaux, d'améliorer le confort des usagers, la diminution de la pollution, la production d'énergies durables et/ou propres et/ou renouvelables.

Plus généralement, la société pourra effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, financières, économiques, juridiques, comptables, qui soient compatibles avec cet objet, s'y rapportant ou contribuant à sa réalisation.

PROJET

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé à : 10, rue Oberlin — 67000 Strasbourg.

Il pourra être transféré en tout lieu sur décision du Président, à ratifier par l'Assemblée Générale des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 6 millions d'euros.

Il est divisé en 6 000 actions ordinaires, toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 000 euros chacune.

Lors de la constitution de la société, les associés ont souscrit les 6 000 actions ordinaires composant le capital social et libéré en numéraire à leur souscription à hauteur de la moitié du montant de leur souscription conformément à l'article L. 225-3 du Code de commerce, soit à hauteur d'un montant de 3 000 000 €.

La composition du capital social de la Société est à ce jour la suivante :

- PARCUS détient 50 % des Actions de la Société, pour 3 M€
- la SERS détient 50 % des Actions de la Société, pour 3 M€.

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

PROJET

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation du capital, elle peut aussi déléguer au Président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés suivant les conditions légales et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 9 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.
La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

PROJET

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du comité d'orientation de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le comité d'orientation de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 11 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

PROJET

ARTICLE 13 -TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

13.1. Définitions

Outre les définitions apparaissant dans le présent article 13, sont spécialement définis les termes ci-après. Ces définitions s'appliquent à l'ensemble des statuts, étant précisé que la définition donnée pour un terme s'appliquera que ce terme soit utilisé au singulier ou au pluriel, au masculin ou au féminin.

« Affilié » désigne, eu égard à tout associé, toute personne morale ou copropriété de valeurs mobilières, et plus généralement toute entité, dotée ou non de la personnalité morale, qu'il Contrôle ou qui le Contrôle, directement ou indirectement.

« Associés Fondateurs » désigne (i) PARCUS, société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration dont le siège social est situé 55 rue du Marché Gare – 67200 STRASBOURG, immatriculée sous le numéro 302 114 996 00028 RCS Strasbourg, (ii) Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS), société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration dont le siège social est situé 10, rue Oberlin à Strasbourg (67000), immatriculée sous le numéro 578 505 687 RCS Strasbourg.

« Contrôle » ou « Contrôler » désigne le contrôle exclusif au sens des dispositions de l'article L.233-3 I 1° du Code de commerce.

« Concurrent » désigne toute société, à l'exception des Associés Fondateurs, exerçant une activité concurrente de celles de la Société et qui n'est pas Contrôlée par la Société.

« Titre » désigne tout titre de quelque nature qu'il soit, représentatif d'une quotité du capital de la société ou donnant droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, notamment par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital ou de droits de vote de la société, ainsi que tout bon ou droit à la souscription ou à l'attribution d'un Titre tel que ci-dessus défini et tous droits cessibles ou négociables susceptibles d'être détachés des Titres de la société.

La présente définition concerne notamment, et sans que cette énumération soit limitative, les actions, les obligations convertibles, remboursables ou échangeables, les bons de souscription d'actions autonomes ou non ainsi que les droits de souscription d'actions et d'autres Titres de la société.

« Transfert » désigne toute mutation, transmission ou cession de Titres à caractère gratuit ou onéreux et ce, quel qu'en soit le mode juridique.

Ces opérations comprennent notamment, et sans que cette énumération soit limitative, la vente publique ou non, l'échange, l'apport en société y compris à une société en participation, la disparition de la personnalité morale d'un associé, la fusion, la scission, ou toute opération assimilée, la donation, la succession, la liquidation du régime matrimonial entre époux, le transfert de nue-propriété ou usufruit, etc., de tout ou partie des Titres qui sont ou deviendraient la propriété des associés.

PROJET

« **Transfert Libre** » a le sens qui lui est donné à l'article 13.2.2 ci-dessous.

« **Cessionnaire** » signifie toute personne physique ou morale au profit de laquelle un Transfert de Titres est envisagé.

« **Cédant** » signifie tout associé qui envisage un Transfert de Titres.

« **Jour** » désigne tout jour calendaire.

13.2. Transfert de Titres

13.2.1 Le Transfert des Titres s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les Titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Chacun des associés s'interdit de Transférer tout Titre qu'il détient ou détiendra, si ce n'est conformément aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

13.2.2 Transferts libres

Le Transfert de Titres est libre entre associés ou à un ou plusieurs Affiliés non Concurrents, sous réserve que ledit ou lesdits Affiliés aient signé ou remis à la Société une déclaration par laquelle ils garantissent, dans la mesure autorisée par la réglementation applicable, que les Titres ainsi Transférés seront rétrocédés au Cédant ou de nouveau Transférés à une personne remplissant les conditions susvisées, pour le cas où le ou les Cessionnaires ne rempliraient plus lesdites conditions (les « **Transferts Libres** »).

13.2.3 Autres transferts de titres - Droit de priorité

(A) Tout Transfert de Titres par un associé autre qu'un Transfert Libre fait l'objet d'un droit de priorité au profit du ou des autres associés qui auront la faculté d'exercer ce droit conformément aux stipulations du présent article 13.2.3 (le « **Droit de Priorité** »).

A ce titre, le Cédant notifie par écrit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le Transfert projeté à l'associé ou aux autres associés en indiquant :

(i) le nombre de Titres dont le Transfert est envisagé (les « **Titres Transférés** »), et

(ii) le nom et l'adresse du ou des Cessionnaires et s'il y a lieu l'identité de la ou des personnes physiques détenant, de manière ultime, le Contrôle du ou des Cessionnaires personnes morales,

(iii) le prix par Titre (en ce inclus les modalités d'ajustement ou de restitution de ce prix, le cas échéant) ou si le projet de Transfert ne consiste pas en une vente pure et simple avec paiement d'un prix exclusivement en numéraire, une évaluation en numéraire de la contrepartie qu'il recevrait pour le Transfert de ses Titres Transférés,

(iv) les conditions de paiement, la date limite de transfert de propriété des Titres, s'il y a lieu, ainsi que les autres termes et conditions de l'acquisition des Titres (en particulier les garanties requises des cédants des Titres ainsi que les frais exposés) (le « **Prix de Transfert Envisagé** »),

PROJET

(v) une description de l'opération aux termes de laquelle le Transfert serait réalisé, (l'« **Avis** »)

L'Avis ne vaudra pas, de la part du Cédant, offre irrévocable de Transfert.

(B) Le ou les associés ayant reçu un Avis disposent d'un délai de quinze (15) Jours à compter de la réception de l'Avis pour notifier par écrit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au Cédant s'il(s) entend(ent) exercer son ou leur Droit de Priorité (le « **Délai d'Acceptation** »), et préciser le nombre de Titres qu'il(s) souhaite(nt) acquérir (la « **Quote-Part de Titres Transférés** ») ainsi que le prix de cession desdits Titres s'il ne correspond pas à la quote-part du Prix de Transfert Envisagé correspondante (la « **Notification de Priorité** »).

Chaque associé qui n'aura pas adressé de Notification de Priorité conformément à l'article 13.2.3 sera réputé avoir renoncé à son Droit de Priorité.

(C) En cas de désaccord entre le Cédant et un associé ayant adressé une Notification de Priorité conformément à l'article 13.2.3 (1'« **Associé Prioritaire** ») sur le prix de Transfert des Titres Transférés, dans un délai de quinze (15) Jours suivant la date d'envoi de la Notification de Priorité concernée (le « **Désaccord** »), les associés concernés désigneront d'un commun accord, en qualité de mandataire commun, un expert de réputation nationale, indépendant des associés et ayant des compétences avérées en matière comptable et financière (l'« **Expert Indépendant** ») en lui demandant de procéder à une évaluation des Titres Transférés à la date d'envoi de la Notification de Priorité. Si le Cédant et **l'Associé** Prioritaire ne désignent pas d'un commun accord l'Expert Indépendant, dans le délai susvisé, Monsieur le Président de la chambre commerciale du TGI de Strasbourg, statuant en la forme des référés et sans recours possible, à la requête de l'associé le plus diligent, y pourvoira.

L'Expert Indépendant devra communiquer dans les plus brefs délais au Cédant et à l'Associé Prioritaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'évaluation à laquelle il sera parvenu (le « **Rapport** »), sans pouvoir excéder vingt (20) Jours à compter du moment où il aura été saisi de sa mission. Il respectera le principe du contradictoire.

L'Expert Indépendant évaluera le prix de marché des Titres Transférés au vu des pièces et documents qui lui seront communiqués par le Cédant et l'Associé Prioritaire et de sa connaissance générale du marché et de transactions comparables, y compris toute vérification comptable ou autre et toutes investigations ou visites sur place. Le Cédant et l'Associé Prioritaire indiqueront d'un commun accord à l'Expert Indépendant les critères qu'ils souhaitent voir utiliser pour déterminer le prix de marché des Titres Transférés. Dans toute la mesure où cela leur sera raisonnablement possible, le Cédant et l'Associé Prioritaire seront tenus de communiquer à l'Expert Indépendant les informations que ce dernier pourra raisonnablement demander sur la société et, le cas échéant, ses filiales.

L'Expert Indépendant agira dans le cadre de l'article 1592 du Code civil et non en qualité d'arbitre, le Cédant et l'Associé Prioritaire étant définitivement liés par sa décision sans recours d'aucune sorte, sauf fraude ou erreur manifeste.

Le Cédant et l'ensemble des Associés Prioritaires concernés supporteront chacun les frais de l'Expert Indépendant à parts égales.

PROJET

A compter de la réception par les associés du Rapport, le Cédant et l'Associé Prioritaire auront chacun sept (7) Jours pour confirmer par écrit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, leur intention respectivement de Transférer et d'acquérir les Titres Transférés à la valeur déterminée par l'Expert Indépendant et telle que figurant dans son Rapport (la « **Confirmation** »). A défaut d'avoir adressé la Confirmation dans le délai susvisé :

(i) le Cédant sera réputé avoir renoncé à son projet de Transfert de Titres et ne pourra réaliser le Transfert visé dans l'Avis ; et

(ii) l'Associé Prioritaire sera réputé avoir renoncé à son Droit de Priorité concernant le Transfert visé dans l'Avis.

(D) Le Transfert de propriété des Titres Transférés et le paiement du prix de cession correspondant déterminé conformément au présent article 13.2.3, devront intervenir dans un délai de trente (30) Jours commençant à courir à compter de la date à laquelle (a) le Cédant et l'Associé Prioritaire auront chacun adressé une Confirmation ou (b) l'Associé Prioritaire aura adressé une Notification de Priorité à défaut de Désaccord, sous réserve :

(i) le cas échéant, de l'accord des assemblées délibérantes des collectivités locales associées des associés de la société concernée,

(ii) que la mise en oeuvre effective du Droit de Priorité par l'ensemble des Associés Prioritaires porte sur la totalité des Titres Transférés, étant précisé que dans l'hypothèse où la totalité des Titres ayant fait l'objet de Confirmations, le cas échéant, excèderait le nombre de Titres Transférés, ceux-ci seront répartis entre le ou les Associés Prioritaires au *prorata* de leur participation dans le capital dans la société dans la limite de leur demande au titre de la Notification de Priorité les concernant.

(E) A compter de la date d'envoi d'une Confirmation par le ou les Associés Prioritaires concernés, ou de la date à laquelle ces derniers auront adressé une Notification de Priorité à défaut de Désaccord, le ou les Associés Prioritaires concernés s'engagent à présenter immédiatement le projet d'acquisition des Titres Transférés aux collectivités locales détenant une participation dans leur capital social afin que lesdites collectivités locales inscrivent ledit projet à l'ordre du jour de leur assemblée délibérante respective dans les meilleurs délais. Les collectivités locales concernées disposeront d'un délai maximum de cent vingt (120) Jours commençant à courir à compter de la date d'envoi d'une Confirmation par le ou les Associés Prioritaires concernés ou de la date à laquelle ces derniers auront adressé une Notification de Priorité à défaut de Désaccord (le « **Délai d'Autorisation** »), pour autoriser la réalisation du Transfert des Titres Transférés conformément au présent article 13.2.3, étant précisé que cette décision d'autorisation devra être notifiée par écrit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par le ou les Associés Prioritaires concernés au Cédant dans le Délai d'Autorisation (la « **Confirmation Définitive** »).

(F) Dans le cas où :

(i) l'exercice par le ou les Associés Prioritaires de leur Droit de Priorité ne porterait pas au global sur l'ensemble des Titres Transférés, ou

PROJET

(ii) la ou les Confirmations Définitives nécessaires pour le Transfert des Titres Transférés, ne seraient pas notifiées par le ou les Associés Prioritaires dans le Délai d'Autorisation,

le Droit de Priorité du ou des Associés autres que le Cédant sera caduc de plein droit et le Cédant pourra librement Transférer ses Titres Transférés au Cessionnaire identifié, le cas échéant, dans l'Avis, à la condition que le Transfert des Titres Transférés n'intervienne pas à un prix dont le montant serait inférieur (x) au Prix de Transfert Envisagé ou (y) à la valeur de marché des Quotes-Parts de Titres Transférés déterminée par l'Expert Indépendant dans son Rapport, le cas échéant.

(G) Le ou les associés ne pourront Transférer tout ou partie de leur Titres moyennant un prix de Transfert inférieur à la valeur des Titres Transférés déterminée par l'Expert Indépendant dans son Rapport pendant un délai de douze (12) mois suivant la date de remise du Rapport sauf à mettre le ou les autres associés en mesure de pouvoir respecter leur Droit de Priorité conformément au présent article 13.2.3.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires *indivis* d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

PROJET

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 16 - GOUVERNANCE

La société est dirigée et représentée par un Président - le Président de la société - et un directeur général, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux.

16.1. Président

Désignation et révocation du Président

a) La société est dirigée par un Président, personne physique ou personne morale, désigné dans les conditions exposées ci-dessous. Si le Président de la société est une personne morale, il est représenté par son représentant légal. Le représentant légal de la personne morale Président de la société encourt alors les responsabilités visées à l'article L. 227-7 du Code de commerce.

b) Le Président est nommé pour une durée de trois (3) années expirant à l'issue de l'assemblée générale des associés qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos au cours de la troisième année dudit mandat. Le Président est révocable sans préavis, ni indemnité, ni juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à la majorité simple des droits de vote des associés présents ou représentés. Le premier Président est désigné à l'article 30 des présents statuts.

c) Le Président n'a droit à aucune rémunération au titre de son mandat. Il a droit au remboursement des frais nécessaires à l'exercice de ses fonctions et raisonnables, sur présentation de justificatifs.

Pouvoirs du Président de la société

a) Le Président représente la société à l'égard des tiers. Le Président dirige et administre la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés ou au comité d'orientation.

b) S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail exclusivement auprès du Président de la société.

c) Le Président de la société est par ailleurs Président du comité d'orientation.

d) Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

PROJET

16.2. Directeur général

Désignation et révocation du directeur général

a) Un directeur général, personne physique ou morale, est nommé pour une durée de trois (3) années expirant à l'issue de l'assemblée générale des associés qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos au cours de la troisième année dudit mandat, par décision collective des associés prise à la majorité simple des droits de vote des associés présents ou représentés. Le premier Directeur Général est désigné à l'article 30 des présents statuts.

b) Il peut être révoqué par décision collective des associés adoptée à la même majorité, sans préavis, ni indemnité, ni juste motif.

Pouvoirs du directeur général

a) Le directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par les présents statuts au Président de la société.

b) Le directeur général n'a droit à aucune rémunération au titre de son mandat. Il a droit au remboursement des frais nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et raisonnables, sur présentation de justificatifs.

16.3. Pouvoirs du Président et du directeur général — limitations

Dans les rapports entre eux, le Président et le directeur général ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément — sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue — pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son Président, le directeur général, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

PROJET

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président de la société et au directeur général de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale Président de la société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du Président de la société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 19 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que les opérations suivantes :

- l'émission de Titres ;
- l'amortissement du capital ;
- la réduction du capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires, y compris celles afférentes aux rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et celle afférente à la nomination et la révocation du Président et du directeur général.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

PROJET

ARTICLE 20 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du Président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée quinze (15) Jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

   Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir dans un délai de huit (8) Jours en cas d'urgence ou sans délai si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

   Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

   Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

   L'assemblée est présidée par le Président de la société. En son absence, elle élit son Président.

   Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le Président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) Jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au Président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

   En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq (35) Jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

   Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

PROJET

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq (5) Jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives sous réserve qu'il détienne en son nom à la date de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de la signature de l'acte, selon le cas, au moins une (1) action émise par la société.

Il peut se faire représenter par toute personne de son choix.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du Président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolutions mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où elles sont applicables.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le Président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du Président. Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le Président de la société ou le directeur général. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 21 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression de toute clause statutaire visée à l'article L. 227-19 du Code de commerce,

- augmentation de l'engagement des associés,

- changement de la nationalité de la société.

2. Sous réserve des décisions visées au point 1. ci-dessus, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité qualifiée de quatre-vingt (80) pour cent des droits de vote dont disposent les associés présents ou représentés et les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité simple des droits de vote dont disposent les associés présents ou représentés.

3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité qualifiée de quatre-vingt (80) pourcent des droits de vote dont disposent les associés concernés, présents ou représentés.

PROJET

ARTICLE 22 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolutions sont tenus à la disposition des associés quinze (15) Jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le Président de la société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolutions et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés détenant ensemble au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le …….. et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion. Ces documents sont arrêtés par le comité d'orientation.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

PROJET

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le Président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du comité d'orientation.

ARTICLE 25 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le Président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice au titre duquel il est distribué, sauf prolongation par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du Président de la société.

ARTICLE 26 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - PERTE DU CAPITAL – DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le Président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

PROJET

ARTICLE 28 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le Président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, le ou les liquidateur(s) doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Il(s) provoque(nt) en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si le ou les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le Président de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision de ladite Chambre Commerciale, à la demande du ou des liquidateurs ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 16.

PROJET

ARTICLE 29 - PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF

1) La société PARCUS
Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration
Siège social : 55 rue de la Gare – 67200 STRASBOURG
RCS Strasbourg n° 302 114 996 00028

Représentée par Monsieur Pascal JACQUIN, directeur général ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes et spécialement habilité par une décision du conseil d'administration du ……..

2) La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg - SERS
Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration
Siège social : 10, rue Oberlin — 67000 Strasbourg
RCS Strasbourg n° 578 505 687

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, directeur général ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes et habilité par une décision du conseil d'administration du……..

ARTICLE 30 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE —NOMINATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL — NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE D'ORIENTATION - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le ***premier président*** *de la société* est la société PARCUS représentée par Monsieur Pascal JACQUIN, soussigné, dûment habilité à cet effet, demeurant …… qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée de trois (3) ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale des associés qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos au cours de la troisième année dudit mandat à savoir sur les comptes de l'exercice clos au ……..

Le ***premier directeur général*** de la société est la société SERS représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, soussigné, demeurant 23 rue des Fleurs - 67800 BISCHHEIM, dûment habilité à cet effet, qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée de trois (3) ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale des associés qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos au cours de la troisième année dudit mandat à savoir sur les comptes de l'exercice clos au ……

PROJET

Sont nommés commissaires aux comptes de la société pour les six (6) premiers exercices, expirant à l'issue de l'assemblée générale des associés qui sera appelée à se prononcer sur les comptes du sixième exercice clos à savoir sur les comptes de l'exercice clos au……:

- le Cabinet ……, commissaire aux comptes titulaire,

- Monsieur ……, commissaire aux comptes suppléant qui exercera, le cas échéant, ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

Les commissaires aux comptes ainsi nommés ont donné toutes les informations requises en vue de leur désignation et ont déclaré accepter leur mandat et remplir les conditions exigées pour l'exercer.

ARTICLE 31 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le ……. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis à ce jour, pour le compte de la société en formation, est annexé aux présents statuts tels qu'il a été présenté aux associés.

Les associés donnent mandat à Monsieur Eric FULLENWARTH, es-qualité, de prendre pour le compte de la société les engagements déterminés suivants :

- mise à disposition des locaux de la SERS, sis 10 rue Oberlin à Strasbourg, en tant que siège social de la société,
- ouverture de tous comptes bancaires,
- recevoir toute somme et notamment les versements constitutifs du capital social.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La reprise de tous autres engagements souscrits pour le compte de la société en formation ne peut résulter, après l'immatriculation de la société, que d'une décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 32 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

PROJET

ARTICLE 33 - PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du Président de la société.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres partout où besoin sera.

Fait à Strasbourg
Le .....

En X exemplaires originaux

PROJET

PARCUS

Monsieur Pascal JACQUIN

SERS

Monsieur Eric FULLENWARTH

Monsieur Pascal JACQUIN

Signature précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation des fonctions de Président »

Monsieur Eric FULLENWARTH

Signature précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général »

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 5 Création par PARCUS et la SERS d'une filiale commune – autorisation de l'Eurométropole au titre de l'art L1524-5 du CGCT

Pour

76

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

0

Abstention

12

CALDEROLI-LOTZ-Martine, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAHIN-Meliké, SCHULER-Georges, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

Point 5 de l'ordre du jour :

Création par PARCUS et la SERS d'une filiale commune – autorisation de l'Eurométropole au titre de l'art L1524-5 du CGCT

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 76 + 1

Contre : 0

Abstention : 12

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

Le boîtier de Monsieur Roland RIES était défectueux alors qu'il souhaitait voter POUR.

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Election d'une commission d'appel d'offres, d'une commission de délégation de service public et d'une commission concessions.

L'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales, qui définit notamment les conditions de création et de composition des commissions d'appel d'offres (CAO), des commissions de délégation de service public (CDSP) et des commission concessions (articles L.1410-1 et suivants du CGCT) au sein des communes de plus de 3500 habitants, précise qu'elles doivent être constituées sur la base d'une élection proportionnelle au plus fort reste.

Par délibération du 5 janvier 2017, le conseil eurométropolitain, sur la base d'une liste unique composée de 5 titulaires et 5 suppléants, a élu la CAO suivante :

Membres titulaires	Membres suppléants
Patrick KOCH	Henri DREYFUS
Françoise BEY	Jean Luc HERZOG
Céleste KREYER	Edith PEIROTES
Chantal CUTAJAR	Paul MEYER
Eric SCHULTZ	Michèle QUEVA

Le conseil a par ailleurs élu une commission de délégation de service public et une commission concessions composée des mêmes membres titulaires et suppléants que ladite CAO.

Par courrier en date du 4 octobre 2017, M. Eric Schultz a fait part de son souhait de démissionner de sa fonction de membre titulaire de la commission d'appel d'offres pour des raisons de disponibilité liées à son activité professionnelle.

Pour tenir compte de cette décision et prendre en considération d'autres évolutions de situations professionnelles de membres de la commission, il est proposé, dans le respect du pluralisme de la composition du conseil eurométropolitain, de procéder à un renouvellement de la CAO, de la CDSP et de la commission concessions.

Je vous propose, comme le veut la pratique et dans la mesure où le mode de désignation est identique, que soient désignés pour siéger dans chacune de ces trois commissions les mêmes membres de notre conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1411-5,
après en avoir délibéré,

élit

Commission d'appel d'offres :

Membres titulaires :

- *Patrick KOCH*
- *Jean-Phlippe VETTER*
- *Céleste KREYER*
- *Chantal CUTAJAR*
- *Edith PEIROTES*

Membres suppléants :

- *Henri DREYFUS*
- *Jean Luc HERZOG*
- *Michèle QUEVA*
- *Françoise BEY*
- *Paul MEYER*

Commission de délégation de service public

Membres titulaires :

- *Patrick KOCH*
- *Jean-Phlippe VETTER*
- *Céleste KREYER*
- *Chantal CUTAJAR*
- *Edith PEIROTES*

Membres suppléants :

- *Henri DREYFUS*
- *Jean Luc HERZOG*
- *Michèle QUEVA*
- *Françoise BEY*

- *Paul MEYER*

Commission concessions :

Membres titulaires :

- *Patrick KOCH*
- *Jean-Phlippe VETTER*
- *Céleste KREYER*
- *Chantal CUTAJAR*
- *Edith PEIROTES*

Membres suppléants :

- *Henri DREYFUS*
- *Jean Luc HERZOG*
- *Michèle QUEVA*
- *Françoise BEY*
- *Paul MEYER*

sur la base d'une liste unique, présentée en accord avec l'ensemble des membres du Conseil de l'Eurométropole et élue au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste au scrutin secret.

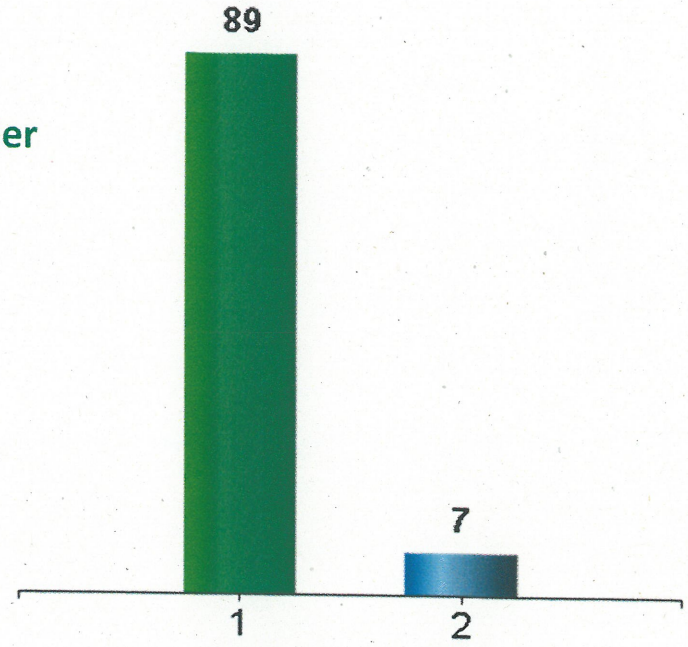
Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Point n° 6 – Election d'une commission d'appel d'offres, d'une commission de délégation de service public et d'une commission concessions

1. **La liste unique dont le premier nom est Patrick KOCH**

2. **BLANC**



Votants :96

Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 22 décembre 2017

Résultats :

La liste dont le premier nom est Patrick KOCH	89
Blanc :	7
Suffrages exprimés	89
Majorité absolue :	45

Les assesseurs-es :	Le/la secrétaire:	Le Président :

7

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par délibération du 5 mai 2014 et 5 janvier 2017.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par l'Eurométropole de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 209 000 € HT (fournitures et services) et à 5 225 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er septembre 2017 et le 31 octobre 2017.

Communiqué le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20171158	17020E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE L'INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY (ISU) ET DU CENTRE TECHNIQUE DE KOENIGSHOFFEN INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY (ISU)	CRENO/EMI INTER	67200 STRASBOURG	32 086,21
20171161	17020E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE L'INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY (ISU) ET DU CENTRE TECHNIQUE DE KOENIGSHOFFEN UNITÉ TECHNIQUE DE KOENIGSHOFFEN	CRENO/EMI INTER	67200 STRASBOURG	8 668,72
20171362	17043E MISE À DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES À LA PATINOIRE ICEBERG ET AUTRES EMPLACEMENTS ET ACHAT DE BILLETS POUR LES MATCHS DISPUTÉS À DOMICILE	Etoile Noire de Strasbourg	67200 STRASBOURG	119 929,69
20171220	17045E MISE À DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES AU RHÉNUS SPORT ET AUTRES EMPLACEMENTS ET ACHAT DE BILLETS POUR LES MATCHS DISPUTÉS À DOMICILE	S.I.G. BASKET	67000 STRASBOURG	273 612
20171087	DC7017EA TRAVAUX DE RÉNOVATION DU PAVILLON D'ACCUEIL DES AGENTS DE L'EUROMÉTROPOLE SUR LE SITE DE L'USINE D'INCINÉRATION DES ORDURES MÉNAGÈRES DE STRASBOURG MENUISERIES EXTÉRIEURES	MIROITERIE DE L'EUROPE	67100 STRASBOURG	10 181,13
20171113	DEP7057E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUE DES CERISES À ECKBOLSHEIM	AXEO TP	67170 BRUMATH	28 460
20171187	DEP7058E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUE DE COUBERTIN À STRASBOURG	AXEO TP	67170 BRUMATH	32 920
20171176	DEP7059E RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE WOLFISHEIM, TRONÇON ENTRE LA RUE DES MAIRES RAEDEL ET LA RUE DE L'EGLISE À HOLTZHEIM	COLAS NORD EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	221 194,95
20171133	DEP7064E RÉHABILITATION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT RUES DU GÉNÉRAL CONRAD, BERNERGGER PANTALÉON MURY, AUBRY ET RAU, PHILIPPE GRASS, CONSEIL DES XV À STRASBOURG	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	202 875
20171080	DEP7068E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE DE DACHSTEIN À LINGOLSHEIM	MULLER Travaux Hydrauliques Alsace	67880 KRAUTERGERSHEIM	128 510,5
20171114	DEP7069E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR RUES DES SARCELLES, BÉCASSES, BERGERONNETTES, COURLIS, LINOTTES À STRASBOURG-MEINAU	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67129 MOLSHEIM CEDEX	318 810,79

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20171148	DEP7070E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUES DE HURTIGHEIM ET DE SCHNERSHEIM À STRASBOURG-CRONENBOURG	TRABET	67500 HAGUENAU	144 969,5
20171107	DEP7071E TRAVAUX DE TRAITEMENT D'AFFAISSEMENTS ROUTE DE BISCHWILLER À SCHILTIGHEIM	LEFEBVRE JEAN ALSACE	67507 HAGUENAU CEDEX	119 010,3
20171196	DEP7072E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU BOULEVARD DE DRESDE À STRASBOURG - ACTION N°1 DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN EUROPE TRAVAUX DE SIGNALISATION DYNAMIQUE	SPIE CITYNETWORKS	67411 ILLKIRCH CEDEX	204 771
20171194	DEP7072E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU BOULEVARD DE DRESDE À STRASBOURG - ACTION N°1 DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN EUROPE TRAVAUX DE VOIRIE ET DE SIGNALISATION STATIQUE	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67129 MOLSHEIM CEDEX	268 827,74
20171207	DEP7073E TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU TERRE-PLEIN CENTRAL DU TRAMWAY À SCHILTIGHEIM	THIERRY MULLER/ SCOP ESPACES VERTS	67118 GEISPOLSHEIM GARE	84 938
20171118	DEP7075E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT RUE JEAN BUGATTI ET ROUTE DE STRASBOURG À ENTZHEIM RÉHABILITATION DE COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT RUE JEAN BUGATTI ET ROUTE DE STRAS	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	46 370
20171117	DEP7075E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT RUE JEAN BUGATTI ET ROUTE DE STRASBOURG À ENTZHEIM RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT RUE JEAN BUGATTI ET ROUTE DE STRASBOUR	DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	40 983
20171183	DES7013E ETUDES SUR LA TARIFICATION INCITATIVE ET SUR LA STRATÉGIE DE COLLECTE DES DÉCHETS RÉORGANISATION ET MISE EN PLACE DE NOUVELLES COLLECTES	AJBD/CITEXIA/ LANDOT ET ASSOCIES/ ADEKWA/ PARMENION	75009 PARIS	106 900
20171180	DES7013E ETUDES SUR LA TARIFICATION INCITATIVE ET SUR LA STRATÉGIE DE COLLECTE DES DÉCHETS TARIFICATION INCITATIVE	CITEXIA/LANDOT/ AJBD	75009 PARIS	200 596,92

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1079	MOE REAMENAGEMENT DU CARREFOUR RUES DE STRASBOURG/VAUBAN LOTISSEMENT DU PARC	SOC ETUD TRAV URBAN ET INFRASTRUCT SETUI	68000 COLMAR	19 600	01/09/2017
2017/870	FORMATION CAP PETITE ENFANCE 2017/2020	LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER GRETA STRASBOURG EUROPE	67402 ILLKIRCH	89 999	01/09/2017
2017/1081	REVISION ET PREPARATION VELO CARGO POUR LE STAND DU 21E CONGRES DU CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES	RUSTINE ET BURETTE	67000 STRASBOURG	2 362,5	06/09/2017
2017/1086	TVX AMENAGEMENT ACCES SDIS RTE DE LA WANTZENAU A HOENHEIM	PONTIGGIA SARL	67720 HOERDT	74 860,5	11/09/2017
2017/1089	MOE PROLONGEMENT VOIE DE BUS ASSOCIE A UN PROJET DE PARKING RUE DU ROETHIG A STRASBOURG KOENIGSHOFFEN	SODEREF	67300 SCHILTIGHEIM	7 840	11/09/2017
2017/1090	MOE AMENAGEMENT D'UN POLE D'ECHANGES TRAM/BUS A STRASBOURG POTERIE	SODEREF	67300 SCHILTIGHEIM	11 025	11/09/2017
2017/926	FORMATION "ANALYSE DE LA PRATIQUE" 2017/2018	MERGUI GUILA	67000 STRASBOURG	1 656	11/09/2017
2017/1092	TRVX DE REVETEMENT DE SOLS SANITAIRES DU CAMPING MONTAGNE VERTE - LOT 28	ETANDEX	67720 HOERDT	10 619,85	12/09/2017
2017/1094	GOODIES PUBLICITAIRES PIN'S	HUNEBERG	67270 KIENHEIM	3 500	12/09/2017
2017/1095	TVX AMENAGEMENT ESPACE DE MEDIATION NUMERIQUE MEDIATHEQUE SUD ILLKIRCH	OLRY CLOISONS	68230 TURCKHEIM	13 000	12/09/2017
2017/1096	TVX AMENAGEMENT ESPACE DE MEDIATION NUMERIQUE MEDIATHEQUE SUD ILLKIRCH	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290 WEISLINGEN	12 347	12/09/2017
2017/1098	TVX AMENAGEMENT ESPACE DE MEDIATION NUMERIQUE MEDIATHEQUE SUD ILLKIRCH	HITTIER ET FILS	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	3 644,75	12/09/2017
2017/1099	MOE CREATION PISTE CYCLABLE RTE DE STRASBOURG A OBERHAUSBERGEN	SFI SCHWARTZ FRANCIS INGENIERIE	67000 STRASBOURG	11 400	12/09/2017

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1100	MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES PISCINE KIBITZENAU ET AUTRES EMPLACEMENTS 15 -16 -17 SEPT. 2017	TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	67100 STRASBOURG	5 000	14/09/2017
2017/1101	FOURN. OUTIL REPARATION VELO 3EME LOT REMISE DE PRIX CHALLENGE "AU BOULOT A VELO"	HUNEBERG	67270 KIENHEIM	3 122,5	14/09/2017
2017/1103	MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES ACHAT BILLETERIE POULE HAUTE CHAMPIONNAT N1 DE HANDBALL	STRASBOURG EUROMETROPOLE HANDBALL SEHB	67000 STRASBOURG	42 352	14/09/2017
2017/1109	FOURN. GROUPE DE POMPAGE AUTONOME SUR REMORQUE	NEPTUNE	59253 LA GORGUE	42 323,54	18/09/2017
2017/1110	ETUDE DE FAISABILITE CREATION INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE AU SOL AU PORT AUTONOME DE STRASBOURG	ARTELIA EAU ET ENVIRONNEMENT	69003 LYON	6 020	18/09/2017
2017/1111	GOODIES PUBICITAIRES MUD-FLAPS BAVETTES DE GARDE-BOUE VELOS	ASS LIBRE OBJET CREATIONS DANS LA CITE	67200 STRASBOURG	2 900	18/09/2017
2017/1082	FOURN. DE CARTONS D'EMBALLAGE DE TOUTE NATURE POUR L'EMS	INAPA FRANCE	91813 CORBEIL ESSONNES CEDEX	20 000	19/09/2017
2017/1120	FOURN POSE D'UN TRANSFORMATEUR DE 100 KVA	TRANSFO SERVICES TRANSFORM	35220 CHATEAUBOURG	17 558	21/09/2017
2017/1137	MOE REAMENAGEMENT RUE DE LA LICORNE STRASBOURG CRONENBOURG	SOC ETUD TRAV URBAN ET INFRASTRUCT SETUI	68000 COLMAR	4 615	22/09/2017
2017/1119	MARCHE SIMILAIRE AU MARCHE 2015/1198 MISSION SUIVI JURIDIQUE ET CONSEIL JURIDIQUE ELABORATION DE PLU	CABINET D AVOCATS SOLER COUTEAUX LLORE	67300 SCHILTIGHEIM	20 000	25/09/2017
2017/1140	ETUDE D'IMAGE ET DE NOTORIETE DE STRASBOURG	OPINION WAY	75003 PARIS	39 800	25/09/2017
2017/1141	PRISES DE VUES AERIENNES HAUTE RESOLUTION REALISATION D'UN MAILLAGE 3D TEXTURE SUR SECTEUR SAUVEGARDE (PSMV)	L EUROPE VUE DU CIEL	54470 HAGEVILLE	33 750	25/09/2017
2017/1191	CONVENTION MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE LOCAUX PRIVES COMMERCANTS NON SEDENTAIRES A OSTWALD	CHEZ NOWAK LA PASSION DU PAIN	67540 OSTWALD	13 391,04	26/09/2017

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1144	TRVX CREATION SYNOPTIQUES DYNAMIQUES SUPERVISION DIVERS BATIMENTS EMS	GENERSYS SERVICES	67200 STRASBOURG	3 650	28/09/2017
2017/1145	TRVX CREATION SYNOPTIQUES DYNAMIQUES SUPERVISION DIVERS BATIMENTS EMS	SAUTER REGULATIO N	67960 ENTZHEIM	16 500	28/09/2017
2017/1149	GOODIES PUBLICITAIRES PROTEGE-SELLES	ASS LIBRE OBJET CREATIONS DANS LA CITE	67200 STRASBOURG	8 900	29/09/2017
2017/1150	TRANSPORT VELOS CARGO 21EME CONGRES DES VILLES TERRITOIRES CYCLABLES	NOVEA 67	67000 STRASBOURG	1 757,5	29/09/2017
2017/1151	MOBILIER ESPACE DE MEDIATION NUMERIQUE MEDIATHEQUE SUD ILLKIRCH	MEUBLES IKEA FRANCE IKEA	67200 STRASBOURG	505	29/09/2017
2017/1153	SURVEILLANCE DES RETOMBEES DANS L'ENVIRONNEMENT DE L'UIOM - CAMPAGNE 2017	BIOMONITO R	54530 PAGNY SUR MOSELLE	5 900	02/10/2017
2017/1154	ACQUISITION DE 10 CAISSES AMOVIBLES "MULTIROLL" CAPACITE 30M3 ENVIRON	S2B CONSTRUCT IONS	70200 LURE	42 900	02/10/2017
2017/1167	LOCATION VEL'HOP A ASSISTANCE ELECTRIQUE LOT 2E PRIX CHALLENGE AU BOULOT A VELO	STRASBOUR G MOBILITES	67035 STRASBOURG CEDEX 2	3 600	03/10/2017
2017/1169	FOURN ET POSE D'UN SYSTEME D'EXTRACTION DE GAZ D'ECHAPPEMENT DANS 2 ATELIERS DU SERVICE PVA	FILCAR	38070 SAINT QUENTIN FALLAVIER	20 467	03/10/2017
2017/1175	MARCHE SIMILAIRE MARCHE TRVX DE RENOVATION MISE EN SECURITE ACCESSIBILITE GYMNASE STOCKFELD - LOT 1	MADER SA STE COOP OUVRIERE DE PRODUCTI	68500 GUEBWILLER	20 375	05/10/2017
2017/1184	FORMATION "DATAVISUALISATION"	OUEST MEDIALAB	44200 NANTES	6 700	10/10/2017
2017/1185	FOURN. MATERIELS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRE ROUTIER	CONTROLAB	93584 SAINT OUEN CEDEX	5 497,5	10/10/2017
2017/1190	FOURN DE 10 SIEGES DE TRAVAIL	TERTIA SOLUTIONS	67960 ENTZHEIM	9 577	12/10/2017
2017/1192	ETUDE DE PREFIGURATION D'UN FOND D'AIR EMS	I CARE ENVIRONNE MENT	75002 PARIS 2	24 200	13/10/2017
2017/1193	FOURN. DE BOUTEILLES DE CREMANT D'ALSACE LIBELLES EDITION SPECIALE 50 ANS DE L'EUROMETROPOLE	ARTHUR METZ KLIPFEL	67520 MARLENHEIM	9 150	13/10/2017
2017/1205	FORMATION LOGICIEL QGIS NIVEAU 1 DECOUVERTE INITIATION	SIGMOE	67170 BRUMATH	6 000	16/10/2017

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1212	ACQUISITION D'UN SIMULATEUR VL	EDISER EDITION SECURITE ROUTIERE	34070 MONTPELLIER	12 403	19/10/2017
2017/1213	ETUDE QUANTITATIVE PERCEPTION DU PROJET DE CONSTRUCTION INFRASTRUCTURE ROUTIERE "AUTOROUTE CONTOURNEMENT OUEST"	ED INSTITUT ED INSTITUT	67100 STRASBOURG	10 000	19/10/2017
2017/1215	BALAYAGE DES ROUTES HORS AGGLOMERATION	CK EURL	67150 GERSTHEIM	17 400	23/10/2017
2017/1216	MOE CONCEPTION URBAINE ET PAYSAGERE SECTEUR ADELSHOFFEN RUE DES POMPIERS/PRINCIPALE ET PLACE POMME D'OR SCHILTIGHEIM	EMCH BERGER	67800 HOENHEIM	65 519	23/10/2017
2017/1218	RENOUVELLEMENT RESEAU ASSAINISSEMENT RUE A.MALRAUX ET RUE A.CAMUS A HOENHEIM	ROESSEL	67800 HOENHEIM	88 440	23/10/2017
2017/1219	ACQUISITION SYSTEME TOPOGRAPHIQUE DE POSITIONNEMENT PAR SATELLITES	LEICA GEOSYSTEMS	78230 LE PECQ CEDEX	36 600	23/10/2017
2017/1221	FORMATION "PERSONNELS CHARGES D'INTERVENIR SUR LES CIRCUITS DES VEHICULES GAZ GVN, EN ZONES ATEX" 2017	MOUTHON MARC	73200 VENTHON	11 640	26/10/2017

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg : approbation du choix du délégataire et des termes du contrat.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 25 novembre 2016, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation des restaurants administratifs.

L'objet du contrat est **la gestion des deux restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg sis parc de l'Etoile et route de la Fédération**.

Les prestations s'adressent à la clientèle potentielle qui fréquente les différents sites : environ 7 000 agents de l'Eurométropole de Strasbourg, les personnels des entreprises extérieures et des personnes extérieures habilitées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de conventions.

L'analyse de la situation actuelle avait souligné un état du patrimoine (locaux et équipements) dégradé nécessitant des investissements conséquents.

Au-delà de cette simple mise en conformité (pour le restaurant du site de l'Etoile en particulier) l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité réfléchir à un projet technique plus condensé pour les zones techniques (regroupé sur un seul niveau en libérant le sous-sol) et répondant aux nouveaux usages des convives (y inclus espaces partagés en cafétéria).

L'objectif de la Collectivité est de parvenir à une **augmentation des exigences qualitatives, dans un cadre financier comparable pour l'Eurométropole et ses agents, à compter du 1er avril 2018.**

Dans le cadre de la consultation les trois candidats suivants ont remis une offre :

- Api Restauration
- Eurest, Groupe COMPASS GROUP France
- Alsacienne de restauration, groupe ELIOR

Après avoir effectué l'analyse détaillée des offres remises par les trois candidats, la Commission Sapin réunie le 27 juillet 2017 a autorisé Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg à engager des négociations avec les 3 candidats cités ci-dessus ayant remis une offre :

Les négociations avec les candidats retenus ont notamment porté sur :

- la qualité de l'offre alimentaire,
- les conditions de fonctionnement du service,
- les projets techniques (travaux),
- l'optimisation des propositions financières.

Madame Caroline BARRIERE, a été chargée du suivi des négociations ; elle a rendu compte régulièrement de l'avancée des discussions au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les négociations se sont déroulées en deux phases en dates des 12,13 et 26 septembre 2017.

A. Les éléments substantiels du service à déléguer

1. La situation actuelle

L'Alsacienne de restauration exploite depuis le 1er juillet 1999 :

- le restaurant et la cafétéria du site « Etoile », soit 790 usagers servis par jour en moyenne,
- le restaurant et la cafétéria du site « Fédération », soit 267 usagers servis par jour en moyenne.

Elle sous traite la gestion des 28 distributeurs automatiques de boissons et d'en-cas installés dans le périmètre de la délégation.

Le délégataire a notamment la charge :

- d'entretenir les équipements,
- d'assurer le renouvellement des installations dans les conditions définies contractuellement.

Dans le cadre de l'actuel contrat de délégation de service public, le délégataire a construit le restaurant « Fédération » avant de l'exploiter à partir d'octobre 2000.

En 2015, ce sont près de 235 000 repas qui ont été servis sur les deux restaurants et environ 16 500 dans les cafétérias. Sur le total des repas, environ 38 000 ont été servis à des usagers extérieurs à l'Eurométropole de Strasbourg. La tendance constatée aujourd'hui est globalement baissière ; elle est toutefois contrastée puisqu'on constate une baisse de la fréquentation sur le site de « l'Etoile » et une hausse sur le site de la « Fédération ».

Le coût moyen du plateau repas pour le convive (prix du repas + admission salariale nette) s'élève à 5,28€TTC (2017).

L'admission est représentative des coûts d'exploitation hors matières et de l'investissement, elle s'élève à 3,74 € TTC par repas pris en charge à 70 % par la collectivité.

Dans la perspective du renouvellement de la délégation de service public, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage afin de réaliser :

- une analyse juridique, technique et financière de l'existant,
- un audit complet des installations actuelles (état du patrimoine, travaux à réaliser),
- une étude comparative des divers modes de gestion et d'assister la collectivité dans la procédure de mise en concurrence.

Une enquête de satisfaction a également été réalisée par la Collectivité auprès des agents, utilisateurs ou non des restaurants administratifs ; elle révèle :

- en points forts : l'amplitude des horaires d'ouverture, la qualité de l'accueil en caisse et au service et la propreté des tenues du personnel ;
- en points faibles : la saveur des plats, l'absence de traitement acoustique et le manque de convivialité de la salle, la disponibilité des plats en fin de service, la décoration et la propreté de la vaisselle et des plateaux ;
- dans les attentes des usagers : le besoin de repas équilibrés et diététiques et une offre de produits bio.

Ces éléments ont servi de base à la réflexion sur le choix du mode de gestion et les objectifs de la future exploitation.

2. Le mode de gestion retenu : La delegation de service public

Le principe réaffirmé est celui d'une production des repas sur place dans chacun des sites confiés.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite que le nouveau mode de gestion soit adapté aux enjeux suivants :

- un ajustement des exigences qualitatives,
- des conditions financières comparables pour l'agent et la collectivité,
- l'optimisation du service à l'usager,
- la maîtrise du service,
- la gestion technique des locaux et des équipements d'exploitation (entretien, maintenance, renouvellement de l'existant, travaux de premier établissement),
- la gestion des risques d'exploitation,
- la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- l'accès privilégié aux filières courtes d'approvisionnement en denrées.

L'atout majeur du mode de gestion directe du service est la maîtrise du service (gestion, information, tarifs). Mais cette maîtrise est à mettre en regard de l'inconvénient d'une prise en charge de la totalité des risques d'exploitation et liés à la maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, il présente un coût supérieur, la collectivité n'ayant pas la puissance d'achat des principales entreprises du secteur.

Par ailleurs, ce mode de gestion se heurte à la nécessité de supporter l'ensemble des risques de transition du service et de renforcer les moyens de l'Eurométropole de Strasbourg pour assurer la continuité du service (recrutement de personnel, outils de gestion…).

Le mode de gestion par voie de délégation de service public présente l'avantage de transférer l'ensemble des risques d'exploitation au délégataire. Il permet également de bénéficier de l'expertise d'un exploitant privé dans un cadre contractuel défini préalablement par la Collectivité permettant la maîtrise du service et précisant les outils du contrôle.

3. Caractéristiques de la délégation de service public

a. Objet de la délégation

La délégation de service public a pour objet l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg.

b. Missions du délégataire

L'exploitation, par le délégataire, des restaurants administratifs et de ses équipements se fera à ses risques et périls et sous sa responsabilité.

Le délégataire s'engagera en conséquence à assurer la sécurité, ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, et les réparations des ouvrages confiés par l'Eurométropole de Strasbourg.

La rémunération du délégataire est constituée substantiellement par les ressources encaissées auprès des usagers des restaurants administratifs. Afin de conserver le caractère social des prix pratiqués aux usagers, le droit d'entrée est atténué par une prise en charge partielle du montant du droit d'admission par l'Eurométropole de Strasbourg.

Des redevances, dont les modalités de calcul et de versement seront fixées dans la convention de délégation de service public, devront être versées par le délégataire à la collectivité en contrepartie de l'occupation privative du domaine public consentie au délégataire et des frais de gestion et de contrôle de la délégation supportés par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le délégataire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité,
- l'aléa technique, lié à l'obligation de maintenir la continuité de service,
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Le délégataire aura la charge de :

- l'organisation et le fonctionnement du service délégué,
- l'accomplissement de toutes les démarches administratives requises pour l'exploitation des restaurants administratifs,
- l'exploitation en conformité avec les objectifs de la collectivité en matière de qualité et d'hygiène,
- la prise en charge de l'entretien, de la maintenance et du renouvellement des équipements,
- des travaux (projet technique) dont le périmètre est défini dans le projet de contrat de la délégation de service public ci-annexé,
- la sécurité des personnes et des biens (en particulier au travers de la souscription des assurances couvrant la responsabilité afférente à l'activité et à l'occupation des bâtiments),
- la reprise et la gestion du personnel,
- le respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur.

c. Fin de contrat

A l'expiration du contrat, le délégant retrouvera la jouissance de l'ensemble des installations et sera subrogé aux droits du délégataire.

Il conviendra de distinguer à ce moment les biens de retour (biens réalisés et financés par le délégataire nécessaires ou indispensables au service public), les éventuels biens de reprise (biens réalisés et financés par le délégataire utiles au service public) et les biens propres (biens réalisés et financés par le délégataire ni nécessaires, ni indispensables, ni utiles au service public). Les premiers comporteront les biens faisant partie intégrante de la délégation et remis au délégataire, qui feront retour gratuitement à la collectivité, ainsi que les installations financées par le délégataire avec l'accord du délégant, qui feront éventuellement l'objet d'une indemnisation au regard de la valeur non amortie des biens, les seconds comporteront les biens nécessaires à l'exploitation du service, ne faisant pas partie intégrante de la délégation, et qui pourront être repris par le délégant contre indemnité.

Les opérations de pilotage, de mise en œuvre de la procédure, de contrôle et de suivi de la délégation de service public seront effectuées par le service des Moyens généraux avec l'assistance du service des Ressources humaines et du service Partenariats.

B. <u>Rappel de la procédure</u>

Les étapes de la procédure sont rappelées au rapport de présentation du Président de l'Eurométropole ci-annexé.

C. <u>Choix du délégataire</u>

I. Critères d'analyse des offres

Conformément au règlement de la consultation, les offres sont jugées sur la base des critères suivants :

1. *Conditions techniques d'exécution* *60 %*

- Qualité dans l'assiette – offre alimentaire,
- Organisation du service,
- Travaux,
- Vie du Contrat- Gouvernance,
- Restauration durable - Eco responsabilité.

2. *Conditions financières d'exécution* *40%*

- Conditions tarifaires proposées,
- Clarté et cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et des hypothèses sous-jacentes sur lesquelles il repose,
- Conditions financières de remise des biens au délégant en fin de contrat (éventuelle indemnité pour certains biens qui n'auraient le cas échéant pas pu être amortis sur la durée du contrat),
- Qualité et niveau des garanties financières apportées par le candidat, robustesse du montage.

II. Jugement des offres

L'analyse détaillée est décrite au rapport de présentation du Président de l'Eurométropole ci-annexé.

<u>En synthèse</u> :

Sur le plan technique :

- Du point de vue de la qualité dans l'assiette – offre alimentaire, les trois offres sont en adéquation avec la demande de l'Eurométropole de Strasbourg.
  L'offre d'Api Restauration se différencie par le niveau élevé d'autonomie accordé au responsable de site (pas de centrale d'achat ou d'achats centralisés, menus élaborés en région…). Le recours aux produits bruts et de saison est majoritaire.

- Du point de vue de l'organisation du service, les trois offres sont en adéquation avec les attentes de la collectivité.
  L'offre d'Api Restauration se différencie par la qualité des expertises techniques identifiées (profils des personnels et modalités de maintenance et renouvellement des équipements). Une attention particulière est portée à la capacité d'évolutivité des aménagements, élément important dans la situation d'un contrat d'une durée de 10 ans. Api Restauration positionne par ailleurs un nombre de distributeurs automatiques permettant de répondre aux besoins hors self et cafétéria.
  La gestion des repas à destination de personnels hors sites est clairement précisée et souple.

- Du point de vue des travaux, les trois offres sont en adéquation avec les attentes de la collectivité.
  L'offre d'Api Restauration se différencie par la qualité du projet technique (niveau d'investissements proposés, parfaite réponse permettant de séparer les entrants des retours plateaux, évolutivité des aménagements). Une attention particulière est portée au suivi du chantier. L'Eurométropole de Strasbourg sera associée au suivi des travaux.

La gestion du phasage est opérationnelle et permet d'accueillir sur site les agents de la collectivité dans un niveau de confort sécurisé.

- Du point de vue de la vie du contrat et gouvernance, les trois offres sont équivalentes et en adéquation avec les attentes de la collectivité. L'offre d'Api Restauration ne prévoit pas la mise en place d'un portail d'accès aux données par l'Eurométropole de Strasbourg mais des échanges dématérialisés.

- Du point de vue de la restauration responsable et éco responsabilité, les trois offres sont équivalentes et en adéquation avec les attentes de la collectivité (et en particulier les modalités d'engagement sur la réalité d'introduction des produits bénéficiant de marqueurs officiels de qualité, la capacité à déployer des actions associées au tissu économique et associatif local, la lutte contre le gaspillage alimentaire, réduction et valorisation des déchets).

Aussi, sur le critère « Conditions techniques d'exécution », au vu des éléments exposés ci-dessus et du rapport détaillé ci-joint, l'évaluation est la suivante :

	Api Restauration	Eurest	Alsacienne de Restauration
Qualité dans l'assiette – offre alimentaire	11/12	10/12	10/12
Organisation du service	11/12	10/12	9/12
Travaux	11/12	9/12	8/12
Vie du contrat - gouvernance	10/12	11/12	11/12
Restauration responsable – éco responsabilité	11/12	11/12	11/12
Total	**54/60**	**51/60**	**49/60**

Sur le plan financier :

Les offres sont toutes les trois globalement cohérentes financièrement et répondent aux objectifs de la collectivité.

- Le candidat Api Restauration présente une offre avantageuse s'agissant des conditions tarifaires proposées et sécurisée en matière de modèle économique proposé.

- Le candidat Eurest présente une offre plus chère (et pour le convive - part alimentaire et pour Eurométropole de Strasbourg - droit d'admission) s'agissant des conditions tarifaires proposées et sécurisée en matière de modèle économique proposé.

- Le candidat Alsacienne de restauration présente une offre moyenne s'agissant des conditions tarifaires proposées et sécurisée en matière de modèle économique proposé.

Sur le critère « conditions financières d'exécution », au vu des éléments présentés ci-dessus et du rapport détaillé ci-joint, l'évaluation est la suivante :

	Api Restauration	Eurest	Alsacienne de Restauration
Conditions tarifaires proposées	10/10	7/10	8/10
Clarté et cohérence du CEP et des hypothèses	9/10	9/10	9/10
Conditions financières de remise des biens au délégant en fin de contrat	10/10	10/10	10/10
Qualité et niveau des garanties financières apportées par le candidat / robustesse du montage	9/10	7/10	8/10
Total	***38/40***	***33/40***	***35/40***

Evaluation globale

Le tableau ci-après présente l'évaluation globale des offres finales de l'Alsacienne de restauration, Api restauration et Eurest au regard des critères de jugement ci-dessus :

	Api Restauration	Eurest	Alsacienne de Restauration
Conditions techniques d'exécution	*54/60*	*51/60*	*49/60*
Conditions financières d'exécution	*38/40*	*33/40*	*35/40*
Evaluation finale	**92/100**	**84/100**	**84/100**

Au final, l'analyse comparée multicritères de l'offre de chacun des candidats conduit à désigner l'offre d'Api Restauration qui est la meilleure techniquement et financièrement :

- le candidat a compris les attentes de la collectivité, en particulier concernant la qualité du projet alimentaire, la mise en œuvre technique (travaux) et l'entretien des biens confiés et proposera un service de qualité aux usagers. Les volets de restauration durable sont parfaitement intégrés. L'offre est évolutive sur la durée du contrat ;

- le candidat propose un montage financier plus avantageux pour la collectivité, basé sur des hypothèses financières (fréquentation, recettes, charges, niveau d'investissement) cohérentes. Le détail des tarifs proposés par Api restauration est présenté en annexe du contrat ; le surcoût prévisionnel annuel lié aux investissements est d'environ 176 K€.

Il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole **de retenir l'offre de Api Restauration** sur une durée de 10 ans, qui s'avère la plus avantageuse pour la collectivité et qui répond pleinement à ses attentes en terme de qualité du service pour les usagers, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Le début effectif de l'exploitation est prévu au 1er avril 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du 25 novembre 2016 approuvant le lancement de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des restaurants administratifs,

vu le rapport de la Commission de délégation du service public présentant la liste des candidats admis à présenter une offre,

vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 27 juillet 2017 sur les offres des candidats,

vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg, annexé à la présente délibération, présentant les motifs du choix du délégataire,

vu le projet de contrat et ses annexes,

vu l'avis de la Commission thématique sur proposition de la Commission plénière,

après en avoir délibéré

approuve

- *le choix de la société Api Restauration pour une durée de 10 ans à compter du 1er avril 2018,*
- *le contrat de délégation de service public, ci-annexé, à conclure avec la société Api Restauration,*

autorise

l'autorité responsable de la personne publique délégante au titre de l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, à signer le contrat de délégation de service

public et ses annexes ainsi approuvé et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

9

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Dispositif de vidéoprotection de l'Eurométropole de Strasbourg: rapport d'activité 2016/2017.
Centre de supervision vidéo (CSV) et comité d'éthique.

La collectivité a mis en place, dès 2003, un important dispositif de vidéoprotection intercommunal. Dispositif central dans la stratégie globale de prévention et de sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg, son déploiement a été réalisé progressivement. En effet, les demandes motivées d'extension ou de compléments du dispositif de vidéoprotection sont validées après une analyse fine de la situation, la détermination des priorités et après l'avis du comité d'éthique.

Cette communication vous présente le bilan d'activité 2016-17 du dispositif global à savoir :

- le Centre de Supervision Vidéo (CSV) composé de 570 caméras ;
- le comité d'éthique vidéoprotection ;
- les perspectives de mise en œuvre en 2017-18.

I – Activité du centre de supervision vidéo (CSV) en 2016-17

Les quelque 570 caméras reliées au CSV réparties sur la voie publique (367) et dans les lieux ouverts au public (201) ont permis aux 21 opérateurs de vidéoprotection de :

	2016	**2017 (9 mois)**
Transférer des images en direct	5695	4859
Signaler des infractions	611	506
Visionner des images à la suite d'un dépôt de plainte	2248	1983
Transmettre des images à la Police / Gendarmerie nationale sur réquisition judiciaire	574	465

Par ailleurs, le CSV assure la gestion et le suivi de la télésurveillance pour près de 400 sites de l'Eurométropole. Le CSV a été sollicité en 2016-17 pour :

	2016	2017 (9 mois)
Vérifier des remontées d'alarme	3139	3757
Recourir à une société de gardiennage pour effectuer la levée de doute	1027	733
Appeler la Police municipale de Strasbourg pour effectuer la levée de doute	157	205
Réceptionner les déclenchements d'un bouton « anti-agression » par un agent de la collectivité	106	66

Le contexte national de ces derniers mois, et l'instauration de l'état d'urgence pendant près de deux ans, a nécessité une mobilisation et une implication majeure des agents du CSV, en particulier lors des éditions du Marché de Noël, de la Grande Braderie et de la Fête de la Musique ou encore lors de la cérémonie d'hommage à Helmut Kohl.

Les coûts de fonctionnement et d'investissements de la vidéoprotection s'élevaient pour 2016 à :

- 314 000 € en fonctionnement pour la maintenance système (hors frais de personnel),
- 597 000 € en travaux d'investissements.

Pour rappel, la part de financement de l'Etat via le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) a atteint 57 385 € pour les investissements réalisés.

Le 3 mars 2017, le Conseil de l'Eurométropole a voté un programme pluriannuel d'investissements (PPI) pour la vidéoprotection d'un montant de 3 000 000 € sur 5 ans. Cette enveloppe permettra d'étendre progressivement le réseau et les dispositifs vers des communes non couvertes et de renouveler le parc de caméras pour s'adapter aux évolutions technologiques. Un marché public de fournitures et de services d'équipements en vidéoprotection sera lancé en 2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, en cohérence avec la durée de ce PPI.

II- Activité du Comité éthique vidéoprotection en 2016-17.

Le Comité d'éthique vidéoprotection de l'Eurométropole, dans sa composition renouvelée en 2014, est présidé par Jean-Paul Costa, Président de la Fondation René Cassin - Institut des Droits de l'Homme. Le comité se prononce sur l'opportunité de l'installation de tout dispositif de vidéoprotection demandé par les maires des communes.

Une fois validée par le Comité d'éthique vidéoprotection, l'autorisation d'installer une caméra visionnant la voie publique reste toutefois de la seule compétence du Préfet.
En 2016-17, le comité d'éthique s'est réuni à trois reprises : les 15 janvier et 14 septembre 2016, et le 22 juin 2017. Il a étudié et validé des demandes de 12 communes, déployées en zone gendarmerie et police nationales comme suit :

Zone Gendarmerie nationale				
Communes	Dispositifs validés en 2016	Dispositifs validés en 2017	Dispositifs en fonctionnement 2017	Prévision 2018
ECKBOLSHEIM		1		1
FEGERSHEIM	9 (renouvellement HD)		9	
GEISPOLSHEIM	7 (renouvellement HD)		7	
LAMPERTHEIM	1		1	
LA WANTZENAU	4		3	
MUNDOLSHEIM		4		4
SOUFFEL-WEYERSHEIM		17 (renouvellement HD)		7
VENDENHEIM	4		3	1

Zone Police nationale				
Communes	Dispositifs validés en 2016	Dispositifs validés en 2017	Dispositifs en fonctionnement 2017	Prévision 2018
BISCHHEIM		1		1
ILLKIRCH-GRAFF.	2	2	3	1
OSTWALD	2	1	3	
STRASBOURG	12	14	20 (dont 6 Port du Rhin, 3 Hôtel de police, 3 Caserne Gendarmerie)	6

Faits marquants pour les deux zones :

- équipement de 4 nouvelles communes de l'Eurométropole : Mundolsheim, La Wantzenau, Plobsheim et Vendenheim ;
- équipement du secteur Sellénick (Strasbourg) dans le cadre du plan Vigipirate renforcé ;
- équipement du secteur Port du Rhin (Strasbourg) dans le cadre de l'arrivée du tramway vers Kehl ;
- équipement des abords de la caserne de gendarmerie Ganeval et de l'Hôtel de police à Strasbourg, et de la caserne Leclerc à Illkirch-Graffenstaden ;
- passage en haute définition des caméras de première génération du secteur de l'Elsau et de la Gare (Strasbourg) ;

- stade de la Meinau : 4 dispositifs de voie publique et 85 dispositifs internes au stade de la Meinau (Evolution du Racing Club de Strasbourg en Ligue 1) ;
- actualisation de la convention liant la Gendarmerie nationale et l'Eurométropole.

III - Les perspectives pour l'année 2018

Les instances du Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité (CIPS) ont validé les orientations suivantes :

- réunion bisannuelle du Comité d'éthique vidéoprotection ;
- intégration progressive des dispositifs des 5 communes ayant rejoint l'Eurométropole au 1er janvier 2017 (8 dispositifs de voie publique et 11 dispositifs d'équipements publics) ;
- installation et financement des dispositifs votés en Comité d'éthique au mois de juin 2017 ;
- poursuite du déploiement raisonné de la vidéoprotection et de la modernisation des dispositifs existants sur les communes de l'Eurométropole ;
- poursuite du changement progressif des caméras existantes vers une technologie numérique ;
- poursuite de l'actualisation des différentes conventions liant les partenaires et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la mise à disposition de dispositifs ;
- poursuite de la sécurisation de sites sensibles (casernes de Gendarmerie).

Communiqué le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Convention de partenariat dans le cadre du programme POPSU-Métropoles entre l'Eurométropole et le Ministère de la cohésion des territoires.

Le programme de recherche POPSU-Métropoles initié par le Plan urbanisme, construction et architecture (PUCA) du Ministère de la cohésion des territoires a pour objet la compréhension des évolutions des territoires métropolitains dans leur environnement. Plus précisément, il s'agit de :

- développer des connaissances sur les villes et dans les villes en participant à la construction d'une communauté scientifique locale ;
- rapprocher la recherche de l'action ;
- rassembler, diffuser et donner accès au plus grand nombre aux résultats de ces travaux de recherche pluridisciplinaires.

Dans ce cadre et à ce jour, 13 métropoles ont marqué leur intérêt pour ce programme de recherche.

Pour l'Eurométropole, s'inscrire dans cette démarche est l'occasion de renforcer sa connaissance dans des champs aujourd'hui peu explorés, d'alimenter le débat sur la construction d'une gouvernance métropolitaine, d'animer un « écosystème » d'acteurs locaux -rassemblant élus, chercheurs, entreprises, société civile- mobilisés dans le cadre du programme et de renforcer sa présence au sein de réseaux d'échanges d'expériences entre métropoles…

Axes de travail

Les axes de travail pour les métropoles doivent s'inscrire dans le cadre général du programme, à savoir : « la métropole et les autres ».

Ce thème recouvre trois enjeux au croisement entre savoir et action publique :

- objectiver la nature des relations entre les métropoles et leur environnement ;
- analyser la manière dont les métropoles organisent leurs relations avec ses territoires ;
- interroger ce que les autres territoires apportent à la métropole et réciproquement.

Parmi les sujets qui sont revenus à plusieurs reprises dans les échanges on peut citer des problématiques émergentes :

- la notion de « métropole alsacienne » dans la perspective d'identifier les leviers pour sa construction (politiques et projets structurants, gouvernance…) ;
- la compréhension de la nature et de l'intensité des interdépendances (résidentielles, économiques…) avec l'Allemagne ;
- la question des compensations environnementales dans un territoire régional sous contraintes ;
- la question de l'économie territoriale et de la toile industrielle pour une compréhension des filières et des coopérations entre territoires.

Mise en œuvre de la démarche

Le Programme POPSU-Métropoles est animé par un Conseil scientifique qui a défini le cadre général du programme et veillera à la qualité des travaux produits par les laboratoires de recherche universitaires.

Les thèmes et les objets de recherche seront établis par les métropoles en partenariat avec le PUCA et les équipes de recherches identifiés. La démarche se déroulera sur une période de 3 ans, de 2018 à 2020. Les travaux feront l'objet de restitutions intermédiaires permettant d'alimenter régulièrement le débat local.

Un fonds de 100 000 € sera dédié aux équipes de recherche : 50% apporté par l'Eurométropole, 50% par le PUCA.

Calendrier prévisionnel

- Signature de la convention de partenariat : décembre 2017

- Phase 1 - janvier 2018 à septembre 2018 : identification des contenus, mobilisation des acteurs

- janvier à juin 2018 : méthodologie

- mai 2018 : réunion nationale avec les porteurs dans chaque métropole

- Phase 2 – septembre 2018 à décembre 2020 : travaux de recherche et restitutions intermédiaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention de partenariat avec le Ministère de la transition énergétique jointe en annexe*
- *Le principe du cofinancement par l'Eurométropole de Strasbourg de 50 % du Fond de recherche soit 50.000 €*

décide

l'imputation budgétaire de la dépense sur la ligne de fonctionnement AD00A nature 617 à la DUT.

autorise

le président à signer la dite convention et toute convention d'application précisant les modalités de mise en œuvre.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

PLATE-FORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES

PROGRAMME POPSU METROPOLES

Vers la mise en place de « plateformes collaboratives d'observation des métropoles »

La Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines – Popsu – croise, depuis 2004, les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès des différents publics visés.

Nous ne reviendrons pas sur la nécessité de mettre en place une plateforme d'observation et de veille sur les transformations des métropoles (prises ici non pas dans leur appréhension institutionnelle, mais au sens des grandes villes qui concentrent les principaux attributs du développement : recherche/innovation/créativité). Rappelons cependant pour mémoire qu'elle se justifie, à ce moment-ci de leur histoire et trajectoire, par :
- le rôle qu'elles jouent - en matière économique, culturelle et d'innovation - et que l'action publique cherche à amplifier pour en faire, en particulier, des « moteurs » du développement, susceptibles d'assurer un retour à la croissance dans le contexte de l'économie de la connaissance ;
- les débats qu'elles suscitent : elles génèreraient de nouvelles fractures territoriales, focaliseraient, au détriment des autres villes et territoires, l'attention et le soutien des politiques nationales ;
- les enjeux auxquels elles sont confrontées, qu'ils soient institutionnels (renforcement ou non de leurs pouvoirs, compétences et capacités d'initiative suite à la loi MAPTAM, puis à la loi NOTRE, selon la manière dont elles se sont saisies des possibilités que leur donnaient ces textes) ; ou organisationnels (capacité à renforcer ou non des coopérations entre les communes membres de l'EPCI métropolitain ; modalités d'organisation de leur administration et ingénierie). Néanmoins, s'ils mobilisent l'attention et l'énergie des acteurs, le programme *Popsu métropoles* ne s'arrêtera pas à ces enjeux de réorganisation.

Il s'intéressera prioritairement à la manière dont les métropoles affrontent un certain nombre de défis qui participent de la transformation des sociétés contemporaines : capacité à lutter contre le réchauffement climatique, à être plus économes des ressources qu'elles mobilisent, à augmenter leur rayonnement et leur attractivité sans accroître les inégalités, à asseoir la robustesse du développement économique tout en soutenant l'expérimentation des nouvelles formes que revêt aujourd'hui l'économie, à répondre aux exigences de l'accueil ou de l'hospitalité des nouveaux venus, des migrants... par des politiques du logement et de service adaptées, à organiser les modalités d'une solidarité avec les autres territoires.

1. Un programme dans la continuité des programmes d'observation développés dans le cadre des programmes Popsu précédents

La plateforme d'observation des métropoles s'inscrit dans la continuité des travaux menés sur les métropoles dans le cadre des programmes Popsu 1 et 2 qui ont donné lieu à la constitution d'un socle de connaissances permettant de mieux appréhender les processus de métropolisation et la manière dont les métropoles répondaient aux enjeux auxquels elles sont confrontées.

Outre la nécessité de poursuivre cet effort au regard de la place prise par les métropoles dans les dynamiques de développement et des interrogations qu'elle suscite, l'opportunité à le faire tient aussi aujourd'hui à leur institutionnalisation par la loi MAPTAM : celle-ci, outre la reconnaissance et la légitimité politique qu'elle leur a ainsi octroyées, a donné la possibilité aux métropoles de se renforcer pour mieux affronter les situations de concurrence et maîtriser leur destinée. On peut néanmoins se demander si, au-delà de l'intention qu'elle contient, la loi MAPTAM a réellement changé la donne.

2. L'ambition d'expérimenter de nouveaux modes de relations chercheurs/acteurs et de nouveaux modes de production

Si le programme *Popsu Métropoles* s'inscrit dans la continuité des programmes Popsu 1, 2 et Popsu Europe, il entend également innover au regard de l'évaluation qui a pu être menée des trois programmes précédents, en confortant le rôle des plateformes locales d'une part, en replaçant l'analyse du fait métropolitain dans son environnement territorial et institutionnel, en expérimentant de nouveaux modes de production de la recherche. Le fondement et la justification de ce programme résident dans la volonté partagée de produire une meilleure intelligibilité des transformations et évolutions des métropoles « au service » de l'action ou, dit en d'autres termes, de promouvoir une recherche susceptible d'éclairer les conditions de l'action et ses effets en favorisant, localement, la construction d'une communauté de connaissance associant des chercheurs et des acteurs.

3. Un programme guidé par cinq principes

- *Il reposera sur des dispositifs locaux de veille/observation/analyse* portés, sur chacun des sites, par une équipe de recherche pluridisciplinaire et la collectivité métropolitaine de référence, représentée à la fois par ses élus et ses services, auxquels pourront être associés des tiers, identifiés localement comme susceptibles d'être partie prenante de la réflexion au titre de leur expertise ou de la manifestation de leur intérêt (Agence d'Urbanisme, CODEV...). Ces plateformes locales, qui visent à construire localement une capacité d'expertise sur l'évolution des métropoles et les effets de la métropolisation, seront articulés à un séminaire national.

- *Il associera une thématique commune et des thématiques ouvertes.* Celles-ci seront définies à partir des questionnements propres à chacune des métropoles et arrêtées localement entre les chercheurs et les acteurs afin de tenir compte du contexte de chacune des métropoles et de leurs priorités. En effet, les métropoles peuvent être confrontées à des situations particulières (transfrontalières par exemple) ou à des problématiques dont l'acuité est plus marquée (nécessité d'accueillir une croissance démographique forte, ou de doper leur attractivité, ou d'agir pour rester accessible à tous malgré le niveau élevé des loyers, ou encore de faire face à des risques liés aux évolutions climatologiques et météorologiques – pics de chaleur, inondations -...). Ainsi les plateformes locales auront-elles la possibilité de définir de concert les questions ou objets qui seront mis au travail. Mais, afin de permettre un travail en profondeur, il ne paraît pas opportun d'en multiplier le nombre au-delà de 2 (ou 3).

Dès lors, *POPSU métropoles* proposera un cadre problématique, esquissé dans la présente note, qui pourra servir de cadre de référence identifiant quelques-uns des enjeux auxquels les métropoles devront faire face dans les années à venir et dans lequel s'insèreront les travaux menés localement. C'est aussi à ce travail d'insertion de leurs objets (ou thèmes) dans une problématique commune que les équipes locales devront s'atteler, au-delà de la définition de leur programme de travail.

Ceci, à une exception près : Popsu 1 et Popsu 2 ont centré leurs réflexions sur les seules métropoles, alors même qu'elles sont inscrites dans des systèmes territoriaux complexes qu'elles innervent. Ces systèmes territoriaux sont parcourus de flux d'échanges et maillés par des relations qu'il convient d'analyser pour apprécier la capacité d'impulsion et de redistribution des villes métropolitaines. Cette exploration est d'autant plus nécessaire que, l'attention portée aux métropoles par l'État et les politiques publiques étant parfois contestée, elle est susceptible de permettre de répondre à la question : « à quoi servent les métropoles, au-delà de servir leur propre développement ? ». Plus fondamentalement, elle permettra de mieux apprécier les processus de métropolisation qui n'ont pas pour seul effet la production de métropoles mais qui impactent l'ensemble du territoire.

- Il expérimentera, au sein des plateformes locales, de nouveaux modes de relation entre chercheurs et acteurs et de nouveaux modes de production. En particulier, il prendra appui sur une phase amont de négociation des axes thématiques de recherche, entre élus, acteurs et chercheurs dans chacune des métropoles partenaires et une valorisation de la production scientifique in itinere.

Une des ambitions que se donne le programme *Popsu métropoles* est de dépasser de possibles malentendus qui émaillent nombre de collaborations entre chercheurs et acteurs. Lever ces malentendus, c'est devoir satisfaire au désir des chercheurs de produire librement de nouvelles connaissances, et, dans le même temps, répondre aux attentes de la collectivité représentée à la fois par ses services et ses élus, de disposer de quoi alimenter sa compréhension de la « chose urbaine » et sa réflexion sur les politiques qu'elle peut initier. Cela suppose d'établir un contrat de réciprocité entre chercheurs et acteurs : capacité des premiers à prendre réellement au sérieux et en charge les préoccupations des acteurs ; en retour, engagement de la collectivité à assurer aux chercheurs l'accès aux informations, lieux ou instances, formelles et, plus souvent encore, informelles, de la « fabrique urbaine » auxquelles ils n'ont pas naturellement accès.

Ce contrat de réciprocité posé, il convient aussi de ne pas reproduire la chaîne habituelle de la production scientifique qui engendre ces insatisfactions. Aussi le programme *Popsu métropoles* peut-il avoir une plus grande ambition, en postulant, au-delà de l'affirmation d'un contrat de réciprocité, une plus grande symétrie de position entre chercheurs et acteurs dans le dispositif de recherche, d'abord parce que les chercheurs n'ont pas le monopole de la capacité réflexive – ils la partagent avec des acteurs, qui, pour certains, en particulier dans les grandes collectivités, ont pratiqué la recherche –, ensuite, parce que l'objectif que

poursuit ce programme (construire localement une capacité d'expertise scientifique sur l'évolution des métropoles) nécessite d'associer à la production même de connaissances les acteurs.

Le programme *Popsu métropoles* s'attachera donc à explorer d'autres modes de faire qui supposent que chacune des parties accepte de sortir d'un jeu de rôle convenu. Cela suppose, entre autres éléments :

- de donner du temps (et le reconnaître comme un temps à part entière du processus de production scientifique), en amont de l'observation et de l'analyse, à l'étape préalable de « mise en problématique » des interrogations et questions locales : il ne s'agit pas là seulement, à partir d'une posture d'écoute réciproque, de les partager, mais bien de prendre le temps de co-construire entre chercheurs et acteurs leur problématisation. Ce processus d'élaboration commune ne se réduit pas à un simple acte de traduction de questions « profanes » en hypothèses scientifiques, il s'inscrit dans un processus de discussion qui demande du temps, mais qui est la condition *sine qua non* pour que les acteurs se sentent réellement partie prenante de la recherche. Ce temps d'incubation débouchera sur « une mise en questionnement » qui sera considérée comme un premier résultat de la recherche ;

- d'ouvrir localement une « scène locale de réflexion Popsu » qui devra permettre le déploiement d'un principe d'aller et retour agile entre chercheurs et acteurs (en petit nombre), « sanctuarisant » des temps d'échange et une mise en discussion réelle, « in itinere », des observations et analyses, permettant de reformuler le questionnement, donnant l'occasion aux acteurs de se mettre en situation réflexive. C'est aussi le moyen d'assurer la collectivité qu'elle pourra disposer d'un retour, mobiliser le produit des travaux menés par les chercheurs, avant le terme du programme (cette assurance est d'autant plus nécessaire que le programme *Popsu métropoles* se déroulera sur un intervalle de temps qui inclut une échéance électorale municipale et métropolitaine) ;

- de réfléchir à d'autres types de production locale : si les chercheurs gardent toute liberté de produire articles et publications scientifiques répondant aux critères académiques, ce qui est attendu au titre du programme *Popsu métropoles* devra davantage prendre la forme de notes régulières de travail, rédigées au fil du programme, proposant des éléments d'analyse et intégrant le fruit des discussions entre chercheurs et acteurs, plutôt que d'un rapport intermédiaire rendant compte de l'avancement du travail et des méthodologies développées suivi d'un rapport final et de publications différées d'articles ou d'ouvrages. L'ensemble de ces notes pourrait être déposé sur le site du programme. Dans le même ordre d'idées, il conviendra de donner un statut aux « scènes locales de réflexion » et de les considérer comme un mode de production à part entière puisqu'elles permettront aux chercheurs et acteurs de « faire ensemble ».

- *Il assurera une animation scientifique du programme à l'échelle nationale* permettant de garantir une coordination des travaux dans la perspective de leur capitalisation pour les réinsérer dans une grille d'analyse commune, d'envisager également de concert le lancement, sur tout ou partie des sites, d'investigations communes (enquêtes ponctuelles ou interviews ciblées), d'ouvrir, dans le cadre d'un cycle de séminaires, un espace de confrontation et d'échange au niveau national. Il ne s'agit pas seulement d'instaurer un lieu où, à intervalles réguliers, les chercheurs viendraient rendre compte de l'avancée de leurs travaux et confronter leurs analyses, mais d'alimenter, à partir des observations locales, des temps d'échange chercheurs/acteurs représentés, pour ces derniers, par leurs réseaux (Fédérations d'élus, FNAU...), avec l'ambition de faire de ces temps d'échange un rendez-vous réflexif sur « ce qu'il se passe dans les métropoles », bien identifié nationalement.
La direction scientifique du programme aura pour responsabilité de veiller à ce que les travaux réalisés répondent aux exigences de qualité scientifique et organisera les conditions de leur évaluation.

- *Enfin, il sera adossé à une « chaire métropolitaine »* associant, sur chacun des sites de la plateforme d'observation, une ou des formation(s) en « urbanisme/aménagement » (qu'elles soient dispensées dans le cadre des Instituts d'Urbanisme, des IEP, des Écoles d'ingénieurs, ou des Écoles d'architecture...). Cette chaire pourra héberger des thèses, initier un cycle de conférences et des « ateliers » coordonnés. Il sera également articulé avec les autres programmes Popsu « Popsu territoires » et « Popsu monde ».

4. Une thématique partagée : porter attention aux relations entre les métropoles et les « autres »

Dans le même temps où la loi les a installées, est apparue, dans le débat public, une forte critique des métropoles, considérant qu'elles sont des captatrices du développement, voire des prédatrices, et qu'à leur côté, le reste des territoires, qu'il s'agisse des espaces ruraux ou des villes petites et moyennes, est quasiment laissé à l'abandon. Ce discours sur la fracture territoriale, porté à la fois par des élus, des experts et fortement relayé par les médias, oppose, de manière binaire, les métropoles, lieu de concentration à la fois des pouvoirs, de la richesse et du développement, aux autres territoires. Face à une loi qui instaure les métropoles, leur reconnaît de nouveaux pouvoirs, les légitime et attend d'elles qu'elles jouent un rôle moteur dans la croissance économique, s'est fortement développé un discours anti métropolitain revendiquant une « égalité des territoires ».

Or, un certain nombre de travaux incitent à penser la question autrement, non pas en référence à la figure de la fracture territoriale, mais en référence à un autre modèle, celui d'une interdépendance entre les métropoles et leur hinterland au sein de systèmes territoriaux devenus plus complexes. Les métropoles ne sont pas hors sol, en dehors du territoire. Elles ne sont pas simplement captatrices de ressources et productrices de richesses qu'elles garderaient pour elles, elles sont aussi redistributrices d'une partie des fruits de leur développement, mais selon des modalités qui ne satisfont pas nécessairement les élus des autres territoires : quand les salariés de la métropole vont habiter hors de la métropole, ils contribuent, par leurs consommations, au développement d'une économie résidentielle, souvent déconsidérée par nombre d'élus, qui attendent que la métropole délocalise sur leurs territoires de « vraies » activités productives. En tout état de cause, la métropole ne peut donc pas être seulement décrite sur le mode de la prédation.

On peut bien sûr s'atteler à objectiver ces échanges (leur robustesse, leur nature...), mais l'effort d'investigation portera surtout sur la manière dont les métropoles s'intéressent à ces autres territoires et dont elles organisent leurs relations avec eux : en l'absence pour le moment de tout modèle d'institutionnalisation de référence et bien que l'État ait, en la matière, fait des propositions, elles expérimentent. L'émergence de scènes de transaction entre territoires, métropolitains et non métropolitains revêt des formes variées : pôles métropolitains, chartes de coopération, pactes territoriaux, mais aussi association, parlement des territoires... Derrière la diversité de ces appellations, sur quoi porte cette interterritorialité naissante ? Simple instance de dialogue ? Ébauche de coopération ? Quelle en est la consistance ? Sur quels champs ou objets porte-t-elle ?

Si les métropoles semblent adhérer par là à l'injonction qui leur est faite d'assumer leur responsabilité (de redistribution et d'entraînement) à l'égard des autres territoires, ces autres territoires entendent aussi jouer leur propre partition et n'être pas simplement considérés comme des territoires sous dépendance qui seraient placés dans la position de « quémander » quelques retombées de la manne métropolitaine. Ils disposent de ressources (économiques, patrimoniales, culturelles...) qui peuvent leur permettre de revendiquer un rôle et une place. Quelles sont ces ressources ? La question posée à propos de ces nouvelles scènes de transaction est bien de savoir ce que chacun peut apporter et échanger.

Pour autant, il faut se garder de toute vision candide : si transaction il y a, elle ne se fait pas à égalité de ressources. La proposition est bien là d'éclairer la manière dont se construisent ces interrelations, quelle force elles acquièrent et sur quoi elles portent car elles ne sauraient obéir au seul schéma « centre/périphérie ».

À interroger la métropole dans ses rapports avec les autres, il conviendra aussi de porter attention aux modalités du rapport avec les nouvelles régions. Celles-ci ont acquis, par la loi NOTRE, de nouvelles compétences, notamment en matière de développement économique et de capacité de coordination, par l'obligation de mettre en place des schémas régionaux dont un schéma d'aménagement. Ceci oblige le pouvoir régional, a minima, à dialoguer avec les métropoles.

5. Un cadre problématique commun, mais des objets ou thématiques propres à chaque site qui seront définis localement

L'ambition du programme *Popsu métropoles* est d'informer la manière dont les métropoles se construisent. Son objet plus précis est d'analyser la trajectoire des métropoles à un moment précis de leur histoire, celui où elles sont « des métropoles en transition » d'un modèle de développement à un autre, plus équilibré, économe, durable, socialement et démocratiquement soutenable. Au-delà de l'effet « slogan » de ces termes, on pourra s'interroger sur ce que recouvre ce changement de référentiel du développement urbain ?

Plus précisément, il s'agira de montrer comment la construction politique des métropoles, mais aussi les choix d'organisation qu'elles ont fait (qu'il conviendra de renseigner, qu'ils touchent au modèle d'intercommunalité qu'elles promeuvent[1], aux compétences qu'elles ont prises ou à l'ingénierie dont elles se sont dotées[2]) influent sur la « mise en récit » de la métropole et sur sa trajectoire économique et sociale. Dans ce moment particulier qu'elles traversent, l'attention sera portée à la manière dont chaque métropole invente des modes de transition, qu'il s'agisse de projets, de dispositifs ou de politiques, adaptés à leur trajectoire et susceptibles de l'infléchir.

Cela revient à apprécier non seulement la capacité d'action des métropoles, les marges de manœuvre dont elles parviennent à se doter dans un contexte contraint, mais ses effets concrets d'inflexion dans le régime de transition qu'elles vivent. Cela revient, entre autres éléments, à analyser comment les métropoles sont ou non en capacité de réguler les tensions/contradictions qui s'expriment, par exemple entre attractivité et solidarité, entre croissance économique et exigence de durabilité, entre croissance démographique et maintien d'une qualité de vie, entre réponse à l'individuation et maintien d'une « société métropolitaine », entre mobilité et ancrage, entre intervention publique et intervention privée dans la production et la gestion des villes. Cela revient enfin à analyser la manière dont elles sont en capacité de faire face à l'imprévu : comment se mettent-elles ou non en situation d'anticiper les crises susceptibles de les affecter qu'elles soient liées à des événements

[1] Modalités d'organisation de la coopération et de la solidarité entre communes ; niveau d'intégration, poids des processus de redistribution aux communes, capacité à conduire des politiques communautaires.

[2] Le passage au statut de métropole s'inscrit, pour chaque métropole, dans une histoire singulière de la coopération intercommunale, plus ou moins ancienne et avancée selon les sites. En tenant compte de cette histoire, on peut se demander s'il s'est accompagné, dans chacune des métropoles, d'un renforcement notable de l'ingénierie métropolitaine ? Dans quels domaines ? Et selon quelles modalités (création de nouveaux services, développement de « satellites », externalisation) ? Avec quels effets sur d'autres structures pourvoyeuses d'expertise, amenées pour certaines –agences d'urbanisme par exemple- à se repositionner ? On peut aussi se demander s'il est venu accélérer le transfert (des compétences, mais aussi des services) des communes vers la métropole, accélérer l'intégration communautaire ? Celle-ci suscite-t-elle des résistances et sur quel « pacte » est-elle fondée ? On peut enfin se demander sur quels résultats concrets ont débouché les négociations entre Les Conseils Départementaux et les Métropoles ? S'est-on, ou non, rapproché du « modèle lyonnais » ou est-on resté à des positions a minima ?

naturels, industriels, ou sociaux ; développent-elles, et comment, une capacité de résilience ?

Répondre à ces questions suppose d'analyser les métropoles « en situation d'action » au regard d'un certain nombre de grands enjeux auxquels elles sont confrontées :

- *Elles sont sommées d'amplifier leur développement économique tout en gérant la transition vers un autre modèle économique* :

Parviennent-elles à renforcer leur attractivité et leur notoriété ? Comment le font-elles : par le développement d'une offre de services différenciants, d'une logique de « marque », d'une véritable « para diplomatie »... ? Comment s'inscrivent-elles dans l'économie de la connaissance et du numérique, mais également dans l'économie du « partage » ? Quels dispositifs mettent-elles en place pour conforter l'innovation ?

Quel rôle jouent-elles pour accompagner, soutenir l'effervescence créative de la métropole et amplifier ses effets et retombées : création de nouvelles activités, invention de nouvelles formes d'entrepreneuriat et d'organisation du travail (« tiers lieux », « incubateurs » ...) ?

- *Si elles se développent fortement, accroissant d'autant les opportunités d'emploi, elles sont aussi traversées par des processus de ghettoïsation et de fragmentation sociale qui les fragilisent* :

Parviennent-elles à limiter le risque d'aggravation des inégalités ? Alors qu'elles ne sont pas dans leur domaine de pleine compétence, comment, au-delà des dispositifs de la « politique de la ville », investissent-elles les champs d'action de la lutte contre le chômage, de l'insertion, et plus largement des politiques sociales ? Ou, plus classiquement, étant restées, pour la plupart d'entre elles, des « métropoles incomplètes », ne sont-elles pas « condamnées » à une certaine impuissance, mobilisant avant tout les leviers d'action qu'elles maîtrisent : ceux qui touchent à l'offre de logements, aux services et aux équipements ? Le font-elles en référence d'abord au principe de « mixité » ou à celui de « l'égalité d'accès » ?

Au-delà de la volonté de lutter contre les processus de ghettoïsation, quelles politiques développent-elles pour rester des métropoles accessibles à tous ? En d'autres termes, comment limitent-elles les effets de « l'élitisation » ?

- *Après l'accord de Paris (Cop 21) et en réponse aux difficultés rencontrées par les États pour engager résolument la transition écologique et énergétique, on tend généralement à considérer que c'est sur la capacité d'initiative et d'action des métropoles que repose en grande partie la conversion des sociétés à un modèle de développement susceptible de répondre aux effets des changements climatiques et préservant les ressources* :

Au-delà de leur capacité à répondre aux exigences de mise en place de schémas, plans... quelles initiatives développent-elles pour réduire leur empreinte carbone, lutter contre les îlots de chaleur, favoriser le recyclage de la matière, développer l'économie circulaire, faire évoluer leur modèle de développement économique vers un modèle plus sobre et leur modèle urbain vers un mode d'urbanisation plus économe du foncier et plus respectueux de la biodiversité, favorisant par la densité une plus grande proximité ? Comment, pour faire face aux enjeux alimentaires, redeviennent-elles des métropoles agricoles ? Et comment pour assurer leur approvisionnement, privilégient-elles les circuits courts ?

Le font-elles sur le seul mode expérimental et d'exemplarité ou aperçoit-on des transformations dans la manière de penser, concevoir, fabriquer la ville qui participent d'un changement de modèle et de référence ? Comment circulent ces bonnes pratiques ? Comment s'agrègent-elles pour donner lieu à l'élaboration de nouveaux procès et de nouvelles normes ? Au-delà, comment accompagnent-elles, voire initient-elles, la conversion à de nouvelles pratiques en matière de mobilité, de consommation et à de nouveaux modes d'habiter ?

- Engagées dans une concurrence entre métropoles qui les conduit à accroître leur attractivité, les métropoles ont aussi à organiser les conditions de vie du quotidien. Développer la métropole, ce n'est pas seulement additionner de grands projets d'exception qui fonderont la notoriété de la métropole, c'est aussi se préoccuper de la métropole ordinaire :

Comment se saisissent-elles de l'enjeu de la « métropole ergonomique », capable de porter attention et de répondre à la diversité des besoins de ceux qui y travaillent, habitent, vivent, vieillissent, ou y passent ? Comment veillent-elles à leur capacité d'hospitalité ? Quel modèle préside à la production et à l'aménagement de la métropole ordinaire du quotidien ? Dans les références urbanistiques et sociales à l'œuvre dans cette fabrique urbaine, observe-t-on l'émergence d'autres références que celle du « quartier », qui pourraient participer à formaliser un modèle plus adapté à des villes du mouvement qui ont à assumer une fonction « de passage » tout autant que d'ancrage ? Quant au modèle de « l'éco quartier » censé renouveler et « moderniser » le référentiel quartier, on ne s'interdira pas d'interroger l'habitabilité des lieux ainsi labellisés.

- Le fonctionnement des métropoles se caractérise par leur déficit démocratique dans des sociétés où l'exigence démocratique se renouvelle, comment peuvent-elles devenir des instances démocratiques ?

Si la scène démocratique est plutôt vivante à l'échelle communale, si elle l'est de plus en plus à l'échelle des quartiers par la mise en place de comités ou de commissions de quartier, elle existe encore peu à l'échelle métropolitaine. Le sentiment partagé par de nombreux métropolitains est que la métropole reste l'affaire des élus ou des services mais assez peu la leur. C'est là une question essentielle, car la création des métropoles ne peut seulement répondre au souci de renforcer leur attractivité pour être en bonne place dans la concurrence que se livrent entre elles les grandes villes à l'échelle nationale, européenne ou internationale. Elles doivent aussi répondre à d'autres enjeux, d'équilibre entre les territoires, de solidarité. Encore faut-il pour cela que les habitants des métropoles aient le sentiment partagé d'une commune appartenance et d'un destin commun. Comment peut-on, à l'échelle de la métropole, élaborer un récit qui permette de construire une conscience commune, qui permette à chacun de se sentir lié suffisamment aux autres pour être en capacité d'accepter l'exercice d'une solidarité ? Cela suppose qu'à ce nouvel échelon, les citoyens aient une véritable capacité d'intervention. Comment instaurer, à côté des scènes démocratiques communales et de quartier existantes, une scène métropolitaine permettant le déploiement du débat démocratique ? Comment les métropoles s'y emploient-elles ? Quelles initiatives développent-elles pour devenir des lieux d'exercice d'une démocratie plus active ?

- La révolution numérique, par les outils technologiques qu'elle promeut, par la production de données qu'elle autorise, bouleverse les sociétés dans lesquelles nous vivons. Elle impacte l'ensemble des champs susceptibles d'être soumis à l'analyse (économique, énergétique, social, démocratique...), mais la proposition du programme *Popsu métropoles* est de focaliser l'observation sur une question plus limitée : comment les métropoles mobilisent-elles les ressources numériques pour adapter leur gestion et services...

Mais en fonction des situations locales, d'autres enjeux ou thématiques pourront être retenus, ainsi des questions de mobilité, ou de la manière dont les métropoles renforcent leur investissement du champ de la santé...

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Ministère de la Cohésion des territoires

PUCA
plan urbanisme construction architecture

POPSU
PLATE-FORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES

Strasbourg.eu
eurométropole

CONVENTION DE PARTENARIAT
POPSU METROPOLES

Entre

L'Etat, représenté par le Ministère de la Cohésion des Territoires, Plan d'Urbanisme, de Construction et d'Architecture (PUCA)
Ayant son siège à l'Arche Sud 92055 La DEFENSE Cedex
Représenté par la Secrétaire Permanente du PUCA, Madame Hélène Peskine
Ci-dessous désigné « **L'Etat** »

Et

Le GIP Atelier International du Grand Paris
N° SIRET 189 209 117 000 36 Code APE 7111Z
Ayant son siège social au 20 rue Godot-de-Mauroy - 75009 PARIS
Représenté par sa Directrice générale, Madame Hélène Peskine
Ci-dessous désigné « **Le GIP** »

Et

L'Eurométropole de Strasbourg
Ayant son siège social au 1 parc de l'Étoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann
Ci-dessous désignée « **l'Eurométropole** »

Ensemble collectivement désignées « **les Parties** »

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lieu de convergences des milieux de la recherche et des élus et des acteurs, la *Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines* croise les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès de publics divers.

Le programme de recherche *Popsu Métropoles*, objet de la présente convention, est un programme partenarial de recherche en urbanisme entre l'Etat à travers le Plan urbanisme construction architecture et les métropoles en France. Dans chacune des métropoles partenaires, il s'appuie sur un consortium associant une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'un ou plusieurs doctorants. Le fondement et la justification de ce programme résident dans la volonté partagée de produire une meilleure intelligibilité des transformations et des évolutions des métropoles « au service » de l'action et de promouvoir une recherche susceptible d'éclairer les conditions de l'action et ses effets en favorisant, localement, la construction d'une communauté de connaissance associant des chercheurs et des acteurs.

Le programme repose sur des dispositifs locaux de veille, d'observation, d'analyse portés, sur chacun des sites, par une équipe de recherche pluridisciplinaire et la collectivité métropolitaine de référence, représentée à la fois par ses élus et ses services, auxquels pourront être associés des tiers, dont l'ADEUS, partie prenante de la réflexion au titre de leur expertise. Ces plates-formes locales, qui visent à construire localement une capacité d'expertise sur l'évolution des métropoles et les effets de la métropolisation, seront articulés à une plate-forme nationale et un séminaire national.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les Parties les modalités de partenariat en vue d'une collaboration permettant de mener ensemble un programme de recherche sur l'Eurométropole, partie intégrante du programme national de recherche *Popsu Métropoles* présenté en préambule.

Article 2 - Axes de recherches sur l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du programme Popsu métropoles

Les travaux désignés par cette convention s'inscrivent dans le cadre problématique commun à l'ensemble des métropoles partenaires du programme : "la Métropole et les autres" (ce cadre commun est exposé dans l'annexe n°1). Il s'agit d'interroger les dialogues de solidarités et les interdépendances territoriales qui existent entre la métropole et ses territoires adjacents, petites et moyennes villes, la région, et d'analyser leur prise en compte par l'action publique.

Ces recherches visent à prolonger et interviennent en complémentarité des travaux menés par l'ADEUS sur l'aire métropolitaine alsacienne. Quelles sont les coopérations et transactions qui émergent entre les territoires qui la composent ? Comment ce système métropolitain est-il vécu au quotidien par ses habitants et quels sont les signes d'émergence d'une société civile métropolitaine ? Ainsi, les travaux questionneront comment se construisent les projets métropolitains et comment se fondent les liens avec les petites et moyennes villes et la métropole ? Qu'en retirent les villes aux franges des métropoles ? Ils interrogeront la métropole dans ses solidarités urbaines, dans ses solidarités avec le territoire et dans sa faculté à intégrer les autres territoires.

En étroit lien, trois axes de recherche complémentaires seront en priorité explorés : la dimension transfrontalière et les liens avec l'Allemagne ; la question des mobilités, en relation avec l'organisation du Grenelle des mobilités ; et la prise en compte des enjeux environnementaux, au croisement entre énergie, santé, l'atténuation du réchauffement climatique et l'adaptation au changement climatique.

Article 3 - Engagements des Parties

L'État :

- définit les objectifs et caractéristiques nationales du programme Popsu Métropoles ;
- définit les règles communes du pilotage ;
- contribue au financement.

L'Eurométropole :

- pilote en lien avec la responsable scientifique du Programme Popsu Métropoles, et le responsable scientifique local, le processus de définition des thématiques ouvertes ;
- met en place et pilote une plate-forme locale qui rassemble les acteurs de la métropole et de

son territoire d'influence intéressés par la recherche menée dans le cadre du programme Popsu Métropoles ;
- assure, en mobilisant les membres de la plate-forme, l'accès des chercheurs à l'information et aux données utiles à leur recherche ;
- pilote le suivi du programme de recherche relatif à l'Eurométropole ;
- organise la diffusion, la mise en discussion, l'appropriation et la valorisation (séminaires et colloque de synthèse) au plan local des résultats de la recherche ;
- contribue au financement.

Le GIP :
- mène la procédure nationale de contractualisation avec les équipes de recherche, dont celle qui travaillera sur l'Eurométropole, selon les principes définis à l'article 6 ;
- gère administrativement et financièrement les contrats de recherche en informant régulièrement l'État et la Métropole selon les principes définis à l'article 8 ;
- pilote et anime la plate-forme nationale ;
- pilote l'évaluation du programme ;
- met en place le Conseil stratégique du programme et assure son secrétariat ;
- met en place le Collège des financeurs ;
- définit les règles de la valorisation ;
- assure la capitalisation et la valorisation au plan national et les échanges entre métropoles et entre équipes de recherche.

Article 4 - Gouvernance du programme

Le programme de recherche relatif à l'Eurométropole est cofinancé par L'État et la Métropole et piloté et administré par le GIP.
Les décisions stratégiques relatives à sa gestion sont prises par consensus :
- choix des axes thématiques de recherche sur la base d'un séminaire d'orientation local et de la note méthodologique produite par l'équipe de recherche localement ;
- validation du projet de recherche à l'issue de la procédure menée par le GIP ;
- validation des étapes du contrat ;
- éventuelle modification du projet initial de recherche et incidences contractuelles correspondantes.

Une gouvernance à deux échelons sera mise en place :

4.1 Gouvernance nationale

La gouvernance du programme est assurée par un Conseil stratégique et une équipe permanente sous l'autorité d'un Directeur de programme au GIP. Le Conseil stratégique est composé d'élus locaux, de représentants de l'État, de responsables de services des métropoles, de chercheurs et de personnalités qualifiées. Instance d'orientation des travaux de recherches de la Plate-forme, le Conseil stratégique portera une vision globale et assurera la cohérence entre les différentes actions de recherche en architecture et en urbanisme.

Un Collège des financeurs sera mis en place et se réunira de manière annuelle. L'Eurométropole est invitée à y participer. Elle informe le GIP de la désignation d'un représentant élu et d'un acteur référent au sein des services techniques.

4.2 Gouvernance opérationnelle locale

La gouvernance locale du programme relatif à l'Eurométropole est mise en place par la Métropole.

Article 5 - Financement :

L'Eurométropole s'engage à :

- financer à hauteur de 50 000 €, le contrat de recherche relatif à l'Eurométropole, à passer par le GIP. Elle verse cette somme au GIP qui assure la passation et la gestion de l'ensemble des contrats de recherche pour les parties.
- assurer le fonctionnement de la plate-forme locale et les actions de diffusion, mise en discussion, appropriation et valorisation, menées dans ce cadre ;
- couvrir les frais de sa participation au collège des financeurs et, le cas échéant, au Conseil stratégique.

L'État s'engage à :
- financer à hauteur de 50 000 € le contrat de recherche relatif à l'Eurométropole, à passer par le GIP. Il verse cette somme au GIP qui assure la passation et la gestion de l'ensemble des contrats de recherche pour les parties.
- assurer le fonctionnement de la plate-forme nationale et les actions de diffusion, mise en discussion, appropriation et valorisation, menées dans ce cadre ;
- couvrir les frais de fonctionnement du Conseil stratégique et du collège des financeurs.

L'engagement du financement par l'Eurométropole se précise par une modalité de versement en deux temps :
- 25 000 € au lancement de la recherche en septembre 2018, selon les principes définis à l'article 9 ;
- 25 000 € dans le courant de l'année 2019. Au mois de l'année 2019 définis par la décision budgétaire de l'instance légitime de l'Eurométropole.

Les engagements de principe ci-dessus sont sous réserve des décisions budgétaires des instances légitimes de l'État et de l'Eurométropole.

Le GIP ne signe le contrat de recherche relatif à l'Eurométropole qu'après avoir reçu notification des financements de l'État et de l'Eurométropole.

Article 6 - Processus de mise au point du programme de recherche

Les thèmes explorés par le programme de recherche relatif à l'Eurométropole sont retenus à l'issue d'un séminaire d'orientation piloté par l'Eurométropole et d'une note méthodologique produite par la suite par le responsable scientifique local. Cette dernière est discutée dans chacune des métropoles ainsi que la composition de l'équipe de recherche.

La procédure de contractualisation avec les équipes de recherche est gérée par le GIP. La proposition de contrat qui sera soumise pour approbation au conseil d'administration du GIP, fait l'objet d'un échange préalable avec l'Eurométropole individuellement ou au sein du Collège des financeurs. Cette procédure assure la cohérence nationale de la démarche tout en organisant la négociation locale du programme de recherche relatif à l'Eurométropole pour assurer sa bonne réponse aux attentes de la gouvernance locale.

Article 7 - Les résultats attendus

Il est attendu des équipes de recherche dans l'Eurométropole à ce qu'elles s'engagent à :
- la mise en place de la méthode de l'observation et du processus recherche. Elle sera le plus possible appropriable et comparable avec les autres métropoles ;
- la production de réflexions et d'évaluation de la problématique de l'observation, de la collaboration acteurs/chercheurs, et de la recherche en général ;
- la fourniture de livrables (notes) *in itinere* concernant les résultats de l'observation ;
- la participation aux séminaires locaux et nationaux organisés ;
- la contribution aux actions de valorisation des résultats de la plate-forme.

Une note méthodologique sera établie au cours de la première année reprenant les objets d'études, les résultats à produire, leur étalement sur les 24 mois de la recherche, les échéances et formats de rendu (support, nombre d'exemplaires, etc.).

Un dispositif de valorisation et d'appropriation dans l'Eurométropole sera mis en place dès le démarrage du programme.

L'Eurométropole s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- faciliter l'accès de l'équipe scientifique à l'information pour la meilleure réalisation du programme ;
- articuler au mieux les contributions de l'ensemble des acteurs locaux ;
- faciliter une bonne coordination entre les acteurs et les chercheurs.

Les retombées attendues intéressant les acteurs locaux sont de deux natures :

- l'analyse spécifique associée à la métropole et correspondant au consortium ;
- les apports de la comparaison lors de séminaire nationaux.

Article 8 - Redevabilité

Le GIP rend régulièrement des comptes à l'État et à l'Eurométropole de sa gestion de la procédure ainsi que du contrat selon des formes validées par le Collège des financeurs.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, jusqu'au 31 décembre 2020.
Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou de modifications par avenant signé par toutes les parties.

L'échéancier de la recherche est le suivant :

- Décembre 2017 à février 2018 : mise en place d'un séminaire d'orientation à l'Eurométropole
- Février à mai 2018 : échanges et validation de la note méthodologique
- Septembre 2018 : lancement des travaux de recherche sur vingt-quatre mois, plateformes locales et séminaire national

Article 10 - Valorisation de la plate-forme d'observation

Elle se fera au travers des séminaires réunissant des chercheurs et acteurs. Au cours du programme, seront envisagées des actions spécifiques de valorisation tel que des séminaires dans la métropole, colloques nationaux et internationaux, des articles dans des revues scientifiques et grand public, et publication d'ouvrage.

Un site spécifique est conçu pour matérialiser la plate-forme d'observation et permettre le partage des connaissances tout au long du programme.

Article 11 – Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de valorisation et de communication réalisées dans le cadre du programme, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes.

Article 12 - Résiliation – révision

12.1 Résiliation

En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des parties de l'une des dispositions de cette Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée

sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou règlementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

12.2 Révision

La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 13 - Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai d'un mois. Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Paris.

Article 14 - Droit applicable – attribution de compétence

La présente Convention est régie par le droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents de Paris.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le jeudi 16 novembre 2017

Signatures des Parties :

L'Eurométropole de Strasbourg

L'Etat, représenté par le Ministère de la Cohésion des Territoires, Plan d'Urbanisme, de Construction et d'Architecture (PUCA)

Le GIP Atelier International du Grand Paris

ANNEXE 1
Relative à la Convention de partenariat Popsu Métropoles



PLATE-FORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES

PROGRAMME POPSU METROPOLES

Vers la mise en place de « plateformes collaboratives d'observation des métropoles »

La Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines – Popsu – croise, depuis 2004, les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès des différents publics visés.

Nous ne reviendrons pas sur la nécessité de mettre en place une plateforme d'observation et de veille sur les transformations des métropoles (prises ici non pas dans leur appréhension institutionnelle, mais au sens des grandes villes qui concentrent les principaux attributs du développement : recherche/innovation/créativité). Rappelons cependant pour mémoire qu'elle se justifie, à ce moment-ci de leur histoire et trajectoire, par :
- le rôle qu'elles jouent - en matière économique, culturelle et d'innovation - et que l'action publique cherche à amplifier pour en faire, en particulier, des « moteurs » du développement, susceptibles d'assurer un retour à la croissance dans le contexte de l'économie de la connaissance ;
- les débats qu'elles suscitent : elles génèreraient de nouvelles fractures territoriales, focaliseraient, au détriment des autres villes et territoires, l'attention et le soutien des politiques nationales ;
- les enjeux auxquels elles sont confrontées, qu'ils soient institutionnels (renforcement ou non de leurs pouvoirs, compétences et capacités d'initiative suite à la loi MAPTAM, puis à la loi NOTRE, selon la manière dont elles se sont saisies des possibilités que leur donnaient ces textes) ; ou organisationnels (capacité à renforcer ou non des coopérations entre les communes membres de l'EPCI métropolitain ; modalités d'organisation de leur administration et ingénierie). Néanmoins, s'ils mobilisent l'attention et l'énergie des acteurs, le programme *Popsu métropoles* ne s'arrêtera pas à ces enjeux de réorganisation.

Il s'intéressera prioritairement à la manière dont les métropoles affrontent un certain nombre de défis qui participent de la transformation des sociétés contemporaines : capacité à lutter contre le réchauffement climatique, à être plus économes des ressources qu'elles mobilisent, à augmenter leur

rayonnement et leur attractivité sans accroître les inégalités, à asseoir la robustesse du développement économique tout en soutenant l'expérimentation des nouvelles formes que revêt aujourd'hui l'économie, à répondre aux exigences de l'accueil ou de l'hospitalité des nouveaux venus, des migrants… par des politiques du logement et de service adaptées, à organiser les modalités d'une solidarité avec les autres territoires.

1. Un programme dans la continuité des programmes d'observation développés dans le cadre des programmes Popsu précédents

La plateforme d'observation des métropoles s'inscrit dans la continuité des travaux menés sur les métropoles dans le cadre des programmes Popsu 1 et 2 qui ont donné lieu à la constitution d'un socle de connaissances permettant de mieux appréhender les processus de métropolisation et la manière dont les métropoles répondaient aux enjeux auxquels elles sont confrontées.

Outre la nécessité de poursuivre cet effort au regard de la place prise par les métropoles dans les dynamiques de développement et des interrogations qu'elle suscite, l'opportunité à le faire tient aussi aujourd'hui à leur institutionnalisation par la loi MAPTAM : celle-ci, outre la reconnaissance et la légitimité politique qu'elle leur a ainsi octroyées, a donné la possibilité aux métropoles de se renforcer pour mieux affronter les situations de concurrence et maîtriser leur destinée. On peut néanmoins se demander si, au-delà de l'intention qu'elle contient, la loi MAPTAM a réellement changé la donne.

2. L'ambition d'expérimenter de nouveaux modes de relations chercheurs/acteurs et de nouveaux modes de production

Si le programme *Popsu Métropoles* s'inscrit dans la continuité des programmes Popsu 1, 2 et Popsu Europe, il entend également innover au regard de l'évaluation qui a pu être menée des trois programmes précédents, en confortant le rôle des plateformes locales d'une part, en replaçant l'analyse du fait métropolitain dans son environnement territorial et institutionnel, en expérimentant de nouveaux modes de production de la recherche. Le fondement et la justification de ce programme résident dans la volonté partagée de produire une meilleure intelligibilité des transformations et évolutions des métropoles « au service » de l'action ou, dit en d'autres termes, de promouvoir une recherche susceptible d'éclairer les conditions de l'action et ses effets en favorisant, localement, la construction d'une communauté de connaissance associant des chercheurs et des acteurs.

3. Un programme guidé par cinq principes

- *Il reposera sur des dispositifs locaux de veille/observation/analyse* portés, sur chacun des sites, par une équipe de recherche pluridisciplinaire et la collectivité métropolitaine de référence, représentée à la fois par ses élus et ses services, auxquels pourront être associés des tiers, identifiés localement comme susceptibles d'être partie prenante de la réflexion au titre de leur expertise ou de la manifestation de leur intérêt (Agence d'Urbanisme, CODEV…). Ces plateformes locales, qui visent à construire localement une capacité d'expertise sur l'évolution des métropoles et les effets de la métropolisation, seront articulés à un séminaire national.

- *Il associera une thématique commune et des thématiques ouvertes.* Celles-ci seront définies à partir des questionnements propres à chacune des métropoles et arrêtées localement entre les chercheurs et les acteurs afin de tenir compte du contexte de chacune des métropoles et de leurs priorités. En effet, les métropoles peuvent être confrontées à des situations particulières (transfrontalières par exemple) ou à des problématiques dont l'acuité est plus marquée (nécessité d'accueillir une croissance démographique forte, ou de doper leur attractivité, ou d'agir pour rester accessible à tous malgré le niveau élevé des loyers, ou encore de faire face à des risques liés aux évolutions climatologiques et météorologiques – pics de chaleur, inondations -…). Ainsi les plateformes locales auront-elles la possibilité de définir de concert les questions ou objets qui seront mis au travail. Mais, afin de permettre un travail en profondeur, il ne paraît pas opportun d'en multiplier le nombre au-delà de 2 (ou 3).

Dès lors, *POPSU métropoles* proposera un cadre problématique, esquissé dans la présente note, qui pourra servir de cadre de référence identifiant quelques-uns des enjeux auxquels les métropoles devront faire face dans les années à venir et dans lequel s'insèreront les travaux menés localement. C'est aussi à ce travail d'insertion de leurs objets (ou thèmes) dans une problématique commune que les équipes locales devront s'atteler, au-delà de la définition de leur programme de travail.

Ceci, à une exception près : Popsu 1 et Popsu 2 ont centré leurs réflexions sur les seules métropoles, alors même qu'elles sont inscrites dans des systèmes territoriaux complexes qu'elles innervent. Ces systèmes territoriaux sont parcourus de flux d'échanges et maillés par des relations qu'il convient d'analyser pour apprécier la capacité d'impulsion et de redistribution des villes métropolitaines. Cette exploration est d'autant plus nécessaire que, l'attention portée aux métropoles par l'État et les politiques publiques étant parfois contestée, elle est susceptible de permettre de répondre à la question : « à quoi servent les métropoles, au-delà de servir leur propre développement ? ». Plus fondamentalement, elle permettra de mieux apprécier les processus de métropolisation qui n'ont pas pour seul effet la production de métropoles mais qui impactent l'ensemble du territoire.

- *Il expérimentera, au sein des plateformes locales, de nouveaux modes de relation entre chercheurs et acteurs et de nouveaux modes de production. En particulier, il prendra appui sur une phase amont de négociation des axes thématiques de recherche, entre élus, acteurs et chercheurs dans chacune des métropoles partenaires et une valorisation de la production scientifique in itinere.*

Une des ambitions que se donne le programme *Popsu métropoles* est de dépasser de possibles malentendus qui émaillent nombre de collaborations entre chercheurs et acteurs. Lever ces malentendus, c'est devoir satisfaire au désir des chercheurs de produire librement de nouvelles connaissances, et, dans le même temps, répondre aux attentes de la collectivité représentée à la fois par ses services et ses élus, de disposer de quoi alimenter sa compréhension de la « chose urbaine » et sa réflexion sur les politiques qu'elle peut initier. Cela suppose d'établir un contrat de réciprocité entre chercheurs et acteurs : capacité des premiers à prendre réellement au sérieux et en charge les préoccupations des acteurs ; en retour, engagement de la collectivité à assurer aux chercheurs l'accès aux informations, lieux ou instances, formelles et, plus souvent encore, informelles, de la « fabrique urbaine » auxquelles ils n'ont pas naturellement accès.

Ce contrat de réciprocité posé, il convient aussi de ne pas reproduire la chaîne habituelle de la production scientifique qui engendre ces insatisfactions. Aussi le programme *Popsu métropoles* peut-il avoir une plus grande ambition, en postulant, au-delà de l'affirmation d'un contrat de réciprocité, une plus grande symétrie de position entre chercheurs et acteurs dans le dispositif de recherche, d'abord parce que les chercheurs n'ont pas le monopole de la capacité réflexive – ils la partagent avec des acteurs, qui, pour certains, en particulier dans les grandes collectivités, ont pratiqué la recherche –, ensuite, parce que l'objectif que poursuit ce programme (construire localement une capacité d'expertise scientifique sur l'évolution des métropoles) nécessite d'associer à la production même de connaissances les acteurs.

Le programme *Popsu métropoles* s'attachera donc à explorer d'autres modes de faire qui supposent que chacune des parties accepte de sortir d'un jeu de rôle convenu. Cela suppose, entre autres éléments :

- de donner du temps (et le reconnaître comme un temps à part entière du processus de production scientifique), en amont de l'observation et de l'analyse, à l'étape préalable de « mise en problématique » des interrogations et questions locales : il ne s'agit pas là seulement, à partir d'une posture d'écoute réciproque, de les partager, mais bien de prendre le temps de co-construire entre chercheurs et acteurs leur problématisation. Ce processus d'élaboration commune ne se réduit pas à un simple acte de traduction de questions « profanes » en hypothèses scientifiques, il s'inscrit dans un processus de discussion qui demande du temps, mais qui est la condition *sine qua non* pour que les acteurs se sentent réellement partie prenante de la recherche. Ce temps d'incubation débouchera sur « une mise en questionnement » qui sera considérée comme un premier résultat de la recherche ;

- d'ouvrir localement une « scène locale de réflexion Popsu » qui devra permettre le déploiement d'un principe d'aller et retour agile entre chercheurs et acteurs (en petit nombre), « sanctuarisant » des temps d'échange et une mise en discussion réelle, « in itinere », des observations et analyses, permettant de reformuler le questionnement, donnant l'occasion aux acteurs de se mettre en situation

réflexive. C'est aussi le moyen d'assurer la collectivité qu'elle pourra disposer d'un retour, mobiliser le produit des travaux menés par les chercheurs, avant le terme du programme (cette assurance est d'autant plus nécessaire que le programme *Popsu métropoles* se déroulera sur un intervalle de temps qui inclut une échéance électorale municipale et métropolitaine) ;

- de réfléchir à d'autres types de production locale : si les chercheurs gardent toute liberté de produire articles et publications scientifiques répondant aux critères académiques, ce qui est attendu au titre du programme *Popsu métropoles* devra davantage prendre la forme de notes régulières de travail, rédigées au fil du programme, proposant des éléments d'analyse et intégrant le fruit des discussions entre chercheurs et acteurs, plutôt que d'un rapport intermédiaire rendant compte de l'avancement du travail et des méthodologies développées suivi d'un rapport final et de publications différées d'articles ou d'ouvrages. L'ensemble de ces notes pourrait être déposé sur le site du programme. Dans le même ordre d'idées, il conviendra de donner un statut aux « scènes locales de réflexion » et de les considérer comme un mode de production à part entière puisqu'elles permettront aux chercheurs et acteurs de « faire ensemble ».

- *Il assurera une animation scientifique du programme à l'échelle nationale* permettant de garantir une coordination des travaux dans la perspective de leur capitalisation pour les réinsérer dans une grille d'analyse commune, d'envisager également de concert le lancement, sur tout ou partie des sites, d'investigations communes (enquêtes ponctuelles ou interviews ciblées), d'ouvrir, dans le cadre d'un cycle de séminaires, un espace de confrontation et d'échange au niveau national. Il ne s'agit pas seulement d'instaurer un lieu où, à intervalles réguliers, les chercheurs viendraient rendre compte de l'avancée de leurs travaux et confronter leurs analyses, mais d'alimenter, à partir des observations locales, des temps d'échange chercheurs/acteurs représentés, pour ces derniers, par leurs réseaux (Fédérations d'élus, FNAU…), avec l'ambition de faire de ces temps d'échange un rendez-vous réflexif sur « ce qu'il se passe dans les métropoles », bien identifié nationalement.
La direction scientifique du programme aura pour responsabilité de veiller à ce que les travaux réalisés répondent aux exigences de qualité scientifique et organisera les conditions de leur évaluation.

- *Enfin, il sera adossé à une « chaire métropolitaine »* associant, sur chacun des sites de la plateforme d'observation, une ou des formation(s) en « urbanisme/aménagement » (qu'elles soient dispensées dans le cadre des Instituts d'Urbanisme, des IEP, des Écoles d'ingénieurs, ou des Écoles d'architecture…). Cette chaire pourra héberger des thèses, initier un cycle de conférences et des « ateliers » coordonnés. Il sera également articulé avec les autres programmes Popsu « Popsu territoires » et « Popsu monde ».

4. Une thématique partagée : porter attention aux relations entre les métropoles et les « autres »

Dans le même temps où la loi les a installées, est apparue, dans le débat public, une forte critique des métropoles, considérant qu'elles sont des captatrices du développement, voire des prédatrices, et qu'à leur côté, le reste des territoires, qu'il s'agisse des espaces ruraux ou des villes petites et moyennes, est quasiment laissé à l'abandon. Ce discours sur la fracture territoriale, porté à la fois par des élus, des experts et fortement relayé par les médias, oppose, de manière binaire, les métropoles, lieu de concentration à la fois des pouvoirs, de la richesse et du développement, aux autres territoires. Face à une loi qui instaure les métropoles, leur reconnaît de nouveaux pouvoirs, les légitime et attend d'elles qu'elles jouent un rôle moteur dans la croissance économique, s'est fortement développé un discours anti métropolitain revendiquant une « égalité des territoires ».

Or, un certain nombre de travaux incitent à penser la question autrement, non pas en référence à la figure de la fracture territoriale, mais en référence à un autre modèle, celui d'une interdépendance entre les métropoles et leur hinterland au sein de systèmes territoriaux devenus plus complexes. Les métropoles ne sont pas hors sol, en dehors du territoire. Elles ne sont pas simplement captatrices de ressources et productrices de richesses qu'elles garderaient pour elles, elles sont aussi redistributrices d'une partie des fruits de leur développement, mais selon des modalités qui ne satisfont pas nécessairement les élus des autres territoires : quand les salariés de la métropole vont habiter hors de la métropole, ils contribuent, par leurs consommations, au développement d'une économie résidentielle, souvent déconsidérée par nombre d'élus, qui attendent que la métropole

délocalise sur leurs territoires de « vraies » activités productives. En tout état de cause, la métropole ne peut donc pas être seulement décrite sur le mode de la prédation.

On peut bien sûr s'atteler à objectiver ces échanges (leur robustesse, leur nature…), mais l'effort d'investigation portera surtout sur la manière dont les métropoles s'intéressent à ces autres territoires et dont elles organisent leurs relations avec eux : en l'absence pour le moment de tout modèle d'institutionnalisation de référence et bien que l'État ait, en la matière, fait des propositions, elles expérimentent. L'émergence de scènes de transaction entre territoires, métropolitains et non métropolitains revêt des formes variées : pôles métropolitains, chartes de coopération, pactes territoriaux, mais aussi association, parlement des territoires… Derrière la diversité de ces appellations, sur quoi porte cette interterritorialité naissante ? Simple instance de dialogue ? Ébauche de coopération ? Quelle en est la consistance ? Sur quels champs ou objets porte-t-elle ?

Si les métropoles semblent adhérer par là à l'injonction qui leur est faite d'assumer leur responsabilité (de redistribution et d'entraînement) à l'égard des autres territoires, ces autres territoires entendent aussi jouer leur propre partition et n'être pas simplement considérés comme des territoires sous dépendance qui seraient placés dans la position de « quémander » quelques retombées de la manne métropolitaine. Ils disposent de ressources (économiques, patrimoniales, culturelles…) qui peuvent leur permettre de revendiquer un rôle et une place. Quelles sont ces ressources ? La question posée à propos de ces nouvelles scènes de transaction est bien de savoir ce que chacun peut apporter et échanger. Pour autant, il faut se garder de toute vision candide : si transaction il y a, elle ne se fait pas à égalité de ressources. La proposition est bien là d'éclairer la manière dont se construisent ces interrelations, quelle force elles acquièrent et sur quoi elles portent car elles ne sauraient obéir au seul schéma « centre/périphérie ».

À interroger la métropole dans ses rapports avec les autres, il conviendra aussi de porter attention aux modalités du rapport avec les nouvelles régions. Celles-ci ont acquis, par la loi NOTRE, de nouvelles compétences, notamment en matière de développement économique et de capacité de coordination, par l'obligation de mettre en place des schémas régionaux dont un schéma d'aménagement. Ceci oblige le pouvoir régional, a minima, à dialoguer avec les métropoles.

5. Un cadre problématique commun, mais des objets ou thématiques propres à chaque site qui seront définis localement

L'ambition du programme *Popsu métropoles* est d'informer la manière dont les métropoles se construisent. Son objet plus précis est d'analyser la trajectoire des métropoles à un moment précis de leur histoire, celui où elles sont « des métropoles en transition » d'un modèle de développement à un autre, plus équilibré, économe, durable, socialement et démocratiquement soutenable. Au-delà de l'effet « slogan » de ces termes, on pourra s'interroger sur ce que recouvre ce changement de référentiel du développement urbain ?

Plus précisément, il s'agira de montrer comment la construction politique des métropoles, mais aussi les choix d'organisation qu'elles ont fait (qu'il conviendra de renseigner, qu'ils touchent au modèle d'intercommunalité qu'elles promeuvent[1], aux compétences qu'elles ont prises ou à l'ingénierie dont elles se sont dotées[2]) influent sur la « mise en récit » de la métropole et sur sa trajectoire économique et sociale. Dans ce moment particulier qu'elles traversent, l'attention sera portée à la manière dont

[1] Modalités d'organisation de la coopération et de la solidarité entre communes ; niveau d'intégration, poids des processus de redistribution aux communes, capacité à conduire des politiques communautaires.

[2] Le passage au statut de métropole s'inscrit, pour chaque métropole, dans une histoire singulière de la coopération intercommunale, plus ou moins ancienne et avancée selon les sites. En tenant compte de cette histoire, on peut se demander s'il s'est accompagné, dans chacune des métropoles, d'un renforcement notable de l'ingénierie métropolitaine ? Dans quels domaines ? Et selon quelles modalités (création de nouveaux services, développement de « satellites », externalisation) ? Avec quels effets sur d'autres structures pourvoyeuses d'expertise, amenées pour certaines –agences d'urbanisme par exemple- à se repositionner ? On peut aussi se demander s'il est venu accélérer le transfert (des compétences, mais aussi des services) des communes vers la métropole, accélérer l'intégration communautaire ? Celle-ci suscite-t-elle des résistances et sur quel « pacte » est-elle fondée ? On peut enfin se demander sur quels résultats concrets ont débouché les négociations entre Les Conseils Départementaux et les Métropoles ? S'est-on, ou non, rapproché du « modèle lyonnais » ou est-on resté à des positions a minima ?

chaque métropole invente des modes de transition, qu'il s'agisse de projets, de dispositifs ou de politiques, adaptés à leur trajectoire et susceptibles de l'infléchir.

Cela revient à apprécier non seulement la capacité d'action des métropoles, les marges de manœuvre dont elles parviennent à se doter dans un contexte contraint, mais ses effets concrets d'inflexion dans le régime de transition qu'elles vivent. Cela revient, entre autres éléments, à analyser comment les métropoles sont ou non en capacité de réguler les tensions/contradictions qui s'expriment, par exemple entre attractivité et solidarité, entre croissance économique et exigence de durabilité, entre croissance démographique et maintien d'une qualité de vie, entre réponse à l'individuation et maintien d'une « société métropolitaine », entre mobilité et ancrage, entre intervention publique et intervention privée dans la production et la gestion des villes. Cela revient enfin à analyser la manière dont elles sont en capacité de faire face à l'imprévu : comment se mettent-elles ou non en situation d'anticiper les crises susceptibles de les affecter qu'elles soient liées à des événements naturels, industriels, ou sociaux ; développent-elles, et comment, une capacité de résilience ?

Répondre à ces questions suppose d'analyser les métropoles « en situation d'action » au regard d'un certain nombre de grands enjeux auxquels elles sont confrontées :

- *Elles sont sommées d'amplifier leur développement économique tout en gérant la transition vers un autre modèle économique* :

Parviennent-elles à renforcer leur attractivité et leur notoriété ? Comment le font-elles : par le développement d'une offre de services différenciant, d'une logique de « marque », d'une véritable « para diplomatie »… ? Comment s'inscrivent-elles dans l'économie de la connaissance et du numérique, mais également dans l'économie du « partage » ? Quels dispositifs mettent-elles en place pour conforter l'innovation ?

Quel rôle jouent-elles pour accompagner, soutenir l'effervescence créative de la métropole et amplifier ses effets et retombées : création de nouvelles activités, invention de nouvelles formes d'entrepreneuriat et d'organisation du travail (« tiers lieux », « incubateurs » …) ?

- *Si elles se développent fortement, accroissant d'autant les opportunités d'emploi, elles sont aussi traversées par des processus de ghettoïsation et de fragmentation sociale qui les fragilisent* :

Parviennent-elles à limiter le risque d'aggravation des inégalités ? Alors qu'elles ne sont pas dans leur domaine de pleine compétence, comment, au-delà des dispositifs de la « politique de la ville », investissent-elles les champs d'action de la lutte contre le chômage, de l'insertion, et plus largement des politiques sociales ? Ou, plus classiquement, étant restées, pour la plupart d'entre elles, des « métropoles incomplètes », ne sont-elles pas « condamnées » à une certaine impuissance, mobilisant avant tout les leviers d'action qu'elles maîtrisent : ceux qui touchent à l'offre de logements, aux services et aux équipements ? Le font-elles en référence d'abord au principe de « mixité » ou à celui de « l'égalité d'accès » ?

Au-delà de la volonté de lutter contre les processus de ghettoïsation, quelles politiques développent-elles pour rester des métropoles accessibles à tous ? En d'autres termes, comment limitent-elles les effets de « l'élitisation » ?

- *Après l'accord de Paris (Cop 21) et en réponse aux difficultés rencontrées par les États pour engager résolument la transition écologique et énergétique, on tend généralement à considérer que c'est sur la capacité d'initiative et d'action des métropoles que repose en grande partie la conversion des sociétés à un modèle de développement susceptible de répondre aux effets des changements climatiques et préservant les ressources* :

Au-delà de leur capacité à répondre aux exigences de mise en place de schémas, plans… quelles initiatives développent-elles pour réduire leur empreinte carbone, lutter contre les îlots de chaleur, favoriser le recyclage de la matière, développer l'économie circulaire, faire évoluer leur modèle de développement économique vers un modèle plus sobre et leur modèle urbain vers un mode d'urbanisation plus économe du foncier et plus respectueux de la biodiversité, favorisant par la densité une plus grande proximité ? Comment, pour faire face aux enjeux alimentaires, redeviennent-elles des métropoles agricoles ? Et comment pour assurer leur approvisionnement, privilégient-elles les circuits courts ?

Le font-elles sur le seul mode expérimental et d'exemplarité ou aperçoit-on des transformations dans la manière de penser, concevoir, fabriquer la ville qui participent d'un changement de modèle et de référence ? Comment circulent ces bonnes pratiques ? Comment s'agrègent-elles pour donner lieu à l'élaboration de nouveaux procès et de nouvelles normes ? Au-delà, comment accompagnent-elles,

voire initient-elles, la conversion à de nouvelles pratiques en matière de mobilité, de consommation et à de nouveaux modes d'habiter ?

- *Engagées dans une concurrence entre métropoles qui les conduit à accroître leur attractivité, les métropoles ont aussi à organiser les conditions de vie du quotidien. Développer la métropole, ce n'est pas seulement additionner de grands projets d'exception qui fonderont la notoriété de la métropole, c'est aussi se préoccuper de la métropole ordinaire* :

Comment se saisissent-elles de l'enjeu de la « métropole ergonomique », capable de porter attention et de répondre à la diversité des besoins de ceux qui y travaillent, habitent, vivent, vieillissent, ou y passent ? Comment veillent-elles à leur capacité d'hospitalité ? Quel modèle préside à la production et à l'aménagement de la métropole ordinaire du quotidien ? Dans les références urbanistiques et sociales à l'œuvre dans cette fabrique urbaine, observe-t-on l'émergence d'autres références que celle du « quartier », qui pourraient participer à formaliser un modèle plus adapté à des villes du mouvement qui ont à assumer une fonction « de passage » tout autant que d'ancrage ? Quant au modèle de « l'éco quartier » censé renouveler et « moderniser » le référentiel quartier, on ne s'interdira pas d'interroger l'habitabilité des lieux ainsi labellisés.

- *Le fonctionnement des métropoles se caractérise par leur déficit démocratique dans des sociétés où l'exigence démocratique se renouvelle, comment peuvent-elles devenir des instances démocratiques ?*

Si la scène démocratique est plutôt vivante à l'échelle communale, si elle l'est de plus en plus à l'échelle des quartiers par la mise en place de comités ou de commissions de quartier, elle existe encore peu à l'échelle métropolitaine. Le sentiment partagé par de nombreux métropolitains est que la métropole reste l'affaire des élus ou des services mais assez peu la leur. C'est là une question essentielle, car la création des métropoles ne peut seulement répondre au souci de renforcer leur attractivité pour être en bonne place dans la concurrence que se livrent entre elles les grandes villes à l'échelle nationale, européenne ou internationale. Elles doivent aussi répondre à d'autres enjeux, d'équilibre entre les territoires, de solidarité. Encore faut-il pour cela que les habitants des métropoles aient le sentiment partagé d'une commune appartenance et d'un destin commun. Comment peut-on, à l'échelle de la métropole, élaborer un récit qui permette de construire une conscience commune, qui permette à chacun de se sentir lié suffisamment aux autres pour être en capacité d'accepter l'exercice d'une solidarité ? Cela suppose qu'à ce nouvel échelon, les citoyens aient une véritable capacité d'intervention. Comment instaurer, à côté des scènes démocratiques communales et de quartier existantes, une scène métropolitaine permettant le déploiement du débat démocratique ? Comment les métropoles s'y emploient-elles ? Quelles initiatives développent-elles pour devenir des lieux d'exercice d'une démocratie plus active ?

- *La révolution numérique, par les outils technologiques qu'elle promeut, par la production de données qu'elle autorise, bouleverse les sociétés dans lesquelles nous vivons*. Elle impacte l'ensemble des champs susceptibles d'être soumis à l'analyse (économique, énergétique, social, démocratique...), mais la proposition du programme *Popsu métropoles* est de focaliser l'observation sur une question plus limitée : comment les métropoles mobilisent-elles les ressources numériques pour adapter leur gestion et services…

Mais en fonction des situations locales, d'autres enjeux ou thématiques pourront être retenus, ainsi des questions de mobilité, ou de la manière dont les métropoles renforcent leur investissement du champ de la santé…

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 10 Convention de partenariat dans le cadre du programme POPSU-Métropoles entre l'Eurométropole et le Ministère de la cohésion des territoires

Pour	**86**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine

Point 10 de l’ordre du jour :

Convention de partenariat dans le cadre du programme POPSU-Métropoles entre l’Eurométropole et le Ministère de la cohésion des territoires

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 86 + 1

Contre : 0

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

<u>Observation</u> :

Le boîtier de Monsieur Roland RIES était défectueux alors qu’il souhaitait voter POUR.

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

ZAC ETOILE
Information sur le transfert du parking Rivétoile des comptes de la concession de la ZAC Etoile dans les comptes propres de la SERS
Diminution de la garantie d'emprunt initiale apportée par l'Eurométropole de Strasbourg au prêt contracté par la SERS pour le financement de la réalisation du parking Rivétoile
Passation d'un avenant n°7 relatif à la concession d'aménagement ayant pour objet de proroger la date de la concession au 31/12/2021 et de mettre en place des acomptes sur résultats.

La ZAC de l'Etoile, d'un périmètre d'environ 17 ha, est située aux portes du centre de Strasbourg, et en limite des quartiers Sud de la ville. La Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015, a souhaité l'aménagement de cette zone afin d'assurer une transition entre le centre et les quartiers de Neudorf, tout en proposant un nouvel espace de centralité à l'agglomération strasbourgeoise.

Par délibération en date du 4 octobre 1991, la Communauté urbaine de Strasbourg a confié l'aménagement de cette zone à la SERS par voie de concession d'aménagement. Le traité de concession a été signé le 18 décembre 1991. La concession, conclue initialement pour une durée de 10 ans, puis prorogée deux fois à l'occasion des avenants n°3 et 5, prend fin au 31 décembre 2018.

L'arrêté de création de la ZAC a été rendu par le Préfet du Bas-Rhin en date du 23 avril 1992.

Par délibération du 21 avril 1995, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'approuver un nouveau dossier de création de la ZAC, comportant notamment la modification du périmètre de la ZAC.

Par délibération du 19 avril 1999, le conseil communautaire a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, dont le projet d'aménagement prévoit une programmation mixte, de logements, commerces, équipements publics et l'aménagement du parc public de l'Etoile, pour une constructibilité totale de 140 000 m2 shon.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 6 avenants successifs, répondant à l'évolution de l'opération, et actualisant les modalités de financement du dossier de réalisation de la ZAC, sans en modifier la constructibilité globale initiale.

Le programme des constructions présente à ce jour un niveau d'avancement de 98%, avec 137 000 m² shon vendus et dont 105 000 m² shon sont déjà livrés.

L'ensemble des lots à bâtir de la ZAC ont été cédés par la SERS aux promoteurs et les dernières opérations immobilières sont en cours de chantier pour des dates de livraison prévues entre 2018 (ZD2, projet du promoteur ICADE) et 2020 (ZD6 projet du promoteur ADIM).

1) Information concernant le transfert du parking Rivétoile des comptes du bilan de concession de ZAC Etoile aux comptes propres de la SERS.

Au début des années 2000, le futur secteur Rivétoile devient le lot majeur à bâtir de la ZAC Etoile concentrant toutes les attentions de la SERS sur demande de la Communauté Urbaine de Strasbourg, qui y voit le maillon central d'urbanisation à développer dans l'opération.

Il y est en effet prévu un projet d'envergure sur 65 000 m² shon comprenant un centre commercial, des programmes de logements et de bureaux et un ouvrage de stationnement enterré répondant aux besoins réglementaires des différents programmes du projet.

La SNC, Les passages de l'Etoile, maître d'ouvrage du centre commercial et du parking souterrain, s'est vue délivrer par le Maire de Strasbourg en date du 25 juin 2002 un permis de construire global portant sur la réalisation de ce projet.

Pour la réalisation des travaux intégrant le gros œuvre du parc de stationnement et des espaces commerciaux, le maître d'ouvrage a décidé de confier à la SERS un contrat de promotion immobilière en date du 13 avril 2005.

En effet, par avenant n°4 à la concession d'aménagement signé le 1er octobre 2003, la Communauté Urbaine de Strasbourg autorise la SERS à réaliser au titre de ses missions d'aménageur « des installations et équipements divers » en sus des ouvrages déjà prévus au traité de concession.

Le financement de la réalisation de ce parking par la SERS a fait l'objet d'un emprunt de 21,343 M€ garanti à hauteur de 80% par la Communauté Urbaine de Strasbourg par délibération du 29 septembre 2006.

Ce parking, d'une capacité initiale de 1 478 places au total, a été porté à 1 576 places sur deux niveaux enterrés, dont 1 068 places affectées aux besoins des usagers du centre commercial.

La SERS a livré en 2007 à la SNC les Passages de l'Etoile la coque du centre commercial et le parc de stationnement.

Cet ouvrage de parking a intégré en tant qu' «équipement particulier » le bilan de la ZAC pour un coût de revient, achat du parc de stationnement destiné au centre commercial et aménagements confondus, pour un montant de 50 M€ TTC.

Les autres places (508 places) ont été vendues à des propriétaires privés et sont gérées par le syndicat de copropriété de l'ensemble Rivétoile, la CEGIP.

Depuis 2007, la SERS assume l'exploitation du parking ouvert à la clientèle du centre commercial Rivétoile jusqu'au terme de la concession en 2018, date à laquelle l'ouvrage, à défaut de cession aux tiers, peut revenir au concédant dans le cadre de son droit de reprise à la valeur du bilan financier actualisé.

Le dernier Compte rendu financier de la ZAC de l'exercice 2015 approuvé en 2016 évalue cet équipement à un montant de 14 M€ HT, valeur d'amortissement du bien.

La mise en vente du parking ouvert au public a été envisagée à partir de la montée en puissance de la fréquentation du parc pour permettre d'en optimiser le prix de vente. La cession avant ce terme aurait conduit à une valorisation trop faible de cet actif.

Après consultation du concédant, la SERS a organisé une consultation d'opérateurs fin 2016 afin d'estimer la valeur commerciale du parc de stationnement.

Quatre candidats ont fait part de leur intérêt sur le projet de rachat : Parcus, Indigo, Qpark, Interparking. Après avoir étudié plus finement les conditions de rachat, seuls Parcus, Indigo et Interparking ont remis les offres financières suivantes :

Parcus : 15,5 M€ HT
Qpark : fourchette de prix de 7 à 14 M€ HT
Interparking : 7,55 M€ HT

Les offres ne tenaient pas compte des points suivants :

- une éventuelle perte de recette au bilan du parking évaluée par la SERS à 4 M€ HT en cas de substitution du titulaire de la convention initiale entre la SERS et l'exploitant du centre commercial, qui apporte une participation annuelle de 259 163 € HT jusqu'en 2033, ajustable à la baisse par période quinquénale en fonction de l'état du bilan financier cumulé du parking sur ces périodes, la participation étant due en cas de bilan à perte, ou minorée en cas de solde positif du bilan d'exploitation. En cas de revente du parking, la convention serait transférée au nouveau propriétaire. La participation du centre commercial pourrait repartir sur la base d'un compte d'exploitation nouveau et ne pas tenir compte des antérieurs, représentant une perte de 4 M€. Les offres des candidats sont donc en réalité à déduire de ce montant pour compenser la perte de cette recette au titre de la terminaison de la convention entre la SERS et le centre commercial qui s'impute sur le bilan de la ZAC ;
- des frais de mutation à la charge de l'acquéreur de l'ordre de 600 000 € pour l'offre la plus élevée ;

- des pénalités pour remboursement anticipé de l'emprunt mis en place et pour lequel la collectivité a apporté sa garantie à 80 % par délibération du 29 septembre 2006. Ces pénalités ont été évaluées à 261 500 €.

Au regard de ces points soulevés, il apparait que les offres se révèlent toutes inférieures à la valeur d'amortissement du parking au bilan.

Dans ce contexte, la SERS a proposé à l'Eurométropole de Strasbourg, concédante de la ZAC, de transférer cet ouvrage de stationnement de la concession aux comptes propres de la SERS pour un montant de 16 M€ HT, avec effet rétroactif au 1er janvier 2017. Cette rétroactivité étant justifiée par les frais déjà engagés par la SERS en opération propre pour mettre aux normes les conditions d'exploitation du parking.

Au vu des amortissements du parc de stationnement et des simulations de rentabilité, le prix « bilan » du parking ayant été estimé à 14 M€ HT dans le dernier Compte rendu financier de la ZAC de l'exercice 2015 approuvé en 2016.

Par conséquent, le transfert du parc de stationnement de la concession dans les comptes en propre de la SERS à hauteur de 16 M€ HT permet d'optimiser les recettes du bilan de concession par rapport à la valeur d'amortissement du bien.

Il sera proposé aux conseils de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg que ce parc de stationnement soit exploité par la SERS via la création en cours d'une société ad hoc sous la forme d'une société par actions simplifiées. Ce point a été présenté et validé au conseil d'administration de la SERS en date du 9 novembre 2017.

2) Transfert et réduction de la quotité de la garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg sur le prêt contracté par la SERS pour le financement de la réalisation du parking Rivétoile

Par délibération du 29 septembre 2006, la Communauté urbaine de Strasbourg avait consentie sa garantie d'emprunt au profit de la SERS à hauteur de 80%, pour un montant total emprunté de 21 343 000 € afin de financer la réalisation du parking Rivétoile dans le cadre de l'opération d'aménagement, conformément aux dispositions du code des Collectivités Territoriales (Art L 2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants). Cet emprunt était segmenté en deux parties :

- 15 M€ sur 15 ans pour l'acquisition de la structure du parc ;
- 6,343 M€ sur 6 ans pour l'ensemble des lots de parachèvement et du matériel technique nécessaire à son exploitation.

La banque CALYON avait été retenue pour cette opération de financement à l'issue d'une procédure d'appels d'offres initiée par la SERS.

Le crédit était multi index utilisable par tirages, et valable pour une durée de 17 ans, amortissable par fractions annuelles à compter du 31 décembre 2009 et au plus tard au 31 décembre 2023.

Le montant résiduel de l'emprunt s'élève au 7 décembre 2017 à 5 853 k€.

Compte tenu du transfert du parking des comptes de la concession de la ZAC Etoile dans les comptes propres de la SERS, il est proposé au Conseil de transférer la garantie d'emprunt initiale dans les mêmes conditions mais à concurrence de 50% du montant résiduel.

En effet, le ratio est porté à 80% pour les emprunts exclusivement destinés à financer les opérations d'aménagement conduites en application des articles L 300-1 à L300-4 du code de l'urbanisme.

Par conséquent, il est proposé de garantir l'emprunt résiduel dans les conditions de droit commun.

Les conditions initiales du prêt de la banque CALYON restent inchangées, la SERS portant sa garantie propre pour complément sous forme de nantissement.

3) Avenant n°7 portant sur la prorogation de la durée de concession de la ZAC et sur la mise en place d'acomptes sur résultats au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est proposé au Conseil de proroger la durée de la concession et les missions de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation permettra ainsi et également :

- de finaliser le suivi et la coordination des travaux de construction en cours dont le principal se déroule sur l'ilot Saint Urbain par ADIM et dont les dates de livraison s'échelonnent jusqu'en 2020,
- de finaliser les travaux d'espaces publics accessoires de pied d'immeubles à remettre en fin d'opération en gestion au concédant,
- d'organiser entre les parties la distribution anticipée du résultat prévisionnel et les modalités de celle-ci décrites plus avant dans le document d'avenant annexé ci-après,
- de préparer la clôture administrative et financière de la ZAC ETOILE.

Selon l'exposé des motifs développés ci-dessus, il est donc proposé au Conseil :

- d'acter transfert du parking Rivétoile des comptes de la concession de la ZAC Etoile aux comptes propres de la SERS,
- d'autoriser le transfert de l'emprunt contracté par la SERS auprès de la banque CALYON pour financer l'opération du parking Rivétoile de la concession aux comptes propres de la SERS ; et d'en diminuer en conséquence la quotité garantie à hauteur de 50 %,
- d'approuver l'avenant 7 à la concession de ZAC visant à :

- proroger de 3 ans la date de concession pour s'établir désormais au 31 décembre 2021 pour permettre l'achèvement de l'opération concédée et d'en faciliter la clôture,
- la mise en place d'acomptes sur résultats prévisionnels.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L 2252-1 et suivants du CGCT relatifs aux garanties d'emprunts
Vu l'avis préalable du Conseil municipal en date du 18 décembre 2017
Vu le traité de concession signé entre la CUS et la SERS le 18 décembre 1991
Vu les avenants successifs à la concession
Vu la délibération de garantie d'emprunt de la
Communauté Urbaine du 29 septembre 2006
Vu le projet d'avenant n° 7 à la concession
Vu l'avis de la Commission thématique
Vu l'avis favorable du Conseil d'Administration de la SERS
en date du 9 novembre 2017 pour la création d'une Société
Anonyme Simplifiée pour la gestion du parking Rivétoile
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

du transfert du parking Rivétoile des comptes de la concession de la ZAC Etoile avec effet rétroactif au 1er janvier 2017 dans les comptes propres de la SERS en contrepartie d'un paiement de 16 M€ HT à verser par la SERS au bilan de la ZAC Etoile

décide

de réduire la quotité garantie de l'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg pour passer de 80 % à 50 % sur le montant résiduel du prêt restant à rembourser par la SERS, soit un montant de 5 853 K€ HT

approuve

l'avenant n°7 à la concession d'aménagement conclu entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS dont le contenu est plus amplement exposé en annexe jointe

charge

le Président ou son représentant de signer l'avenant n°7 à la concession d'aménagement de la ZAC ETOILE et tous actes s'y rapportant.

Adopté le 22 décembre 2017

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

ZAC ETOILE

AVENANT N°7 A LA CONVENTION DE CONCESSION SIGNÉE LE 18 DÉCEMBRE 1991

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1 Place de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 22 décembre 2017, ci-après dénommée « le concédant » ou « l'Eurométropole de Strasbourg »

D'UNE PART

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG - S.E.R.S,

Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.000.000,00 € ayant son siège social à 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin) 10 Rue Oberlin identifiée sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG.

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric FULLENWARTH, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 25 août 2008, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 8 septembre 2008, rép n° 49.409, et renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général suivant délibération du Conseil d'Administration du 18 juin 2014, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 9 septembre 2014.

Ci-après dénommée « la SERS » ou « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Afin de favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers sud de Strasbourg, et de permettre une véritable intégration urbaine de la zone de l'Etoile, la Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé de réaliser les équipements nécessaires à l'aménagement et l'urbanisation du secteur de l'Etoile.

La Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé d'aménager ce territoire au travers d'une Zone d'Aménagement Concerté.

Par délibération en date du 4 octobre 1991 et convention de concession en date du 18 décembre 1991, la Communauté Urbaine de Strasbourg a confié à la SERS l'aménagement de cette opération.

L'arrêté de création de la ZAC a été rendu par le Préfet du Bas-Rhin en date du 23 avril 1992.

Par délibération du 21 avril 1995, la Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé d'approuver un nouveau dossier de création de la ZAC, comportant notamment la modification du périmètre de la Z.A.C.

Aux termes de l'avenant n°1 du 19 mai 1995 à la convention de concession du 4 octobre 1991, les parties ont pris acte de la modification du périmètre de l'opération.

L'avenant n°2 à la convention de concession, en date du 19 novembre 1996, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2007 et a pris en compte les données du projet du dossier de réalisation.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé en conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg le 16 avril 1999.

L'avenant n°3 du 19 avril 1999 à la convention de concession, a permis d'intégrer les données du dossier de réalisation approuvé, d'opérer une mise à jour corrélative du bilan prévisionnel de l'opération, ainsi qu'une nouvelle prorogation de la durée de la convention de concession, jusqu'en 31 décembre 2010.

Le programme de l'opération tel que défini dans le dossier de réalisation en 1999 autorisait une surface hors œuvre nette maximale de 140 000 m² qui se répartit sur différents éléments de programme, équipements publics (Cité de la Musique et de la Danse, écoles et équipement petite enfance, Terminal « Tourisme ») logements, commerces et kiosques, bureaux, activités, parkings….

Aux termes d'un avenant n°4 du 1er octobre 2003 à la convention de concession, les parties ont convenu de prendre en compte les conséquences financières et les incidences opérationnelles liées aux améliorations du projet développé dans l'Îlot Dauphine Austerlitz, impliquant notamment l'enfouissement du parking de l'opération « Les Passages de l'Etoile», l'enrichissement du traitement architectural des façades et plus généralement de l'architecture des superstructures, à constructibilité globale constante. Cet avenant précisait aussi, en son article 5, que le prix de cession des terrains que la Communauté Urbaine de Strasbourg cèdera à la SERS prendra en compte une minoration de 6 500 000 €.

Une première phase d'urbanisation de la ZAC Etoile s'est achevée avec la livraison de l'opération « Les Passages de l'Etoile » en 2008.

Dans le cadre de la deuxième phase, quelques ajustements au dossier de réalisation de ZAC ont été rendus nécessaires afin d'actualiser les orientations qui y sont développées et prendre en compte notamment :

- les réflexions relatives au développement durable,

- l'accompagnement de l'aménagement des îlots du Nord Neudorf,

- la réalisation de l'espace public majeur que constitue le parc de l'Etoile.

L'avenant n°5, daté du 11 novembre 2010, a eu pour objet d'entériner les modifications du dossier de réalisation de ZAC (approuvées en conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg le 7 mai 2010), d'approuver le bilan actualisé de l'opération et de proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

Les évolutions successives du programme global des travaux et de leur temporalité depuis les années 2000 ont eu des conséquences cumulées reportées d'exercice en exercice sur le bilan d'aménagement, qu'il a été souhaité de mettre à jour en 2013, afin de recaler les conditions de financement de la collectivité concédante et de la Ville de Strasbourg, notamment en contre partie aux ouvrages qui le leur seront remis.

L'avenant n°6 daté du 4 septembre 2013 a eu pour objet de prendre acte de l'ensemble de ces modifications contractuelles ainsi que de leurs conséquences sur le bilan prévisionnel d'opération et de confirmer la date de fin de la concession du 31 décembre 2018.

La Communauté Urbaine de Strasbourg est devenue « Eurométropole de Strasbourg » à compter du 1er janvier 2015 et l'Eurométropole de Strasbourg a été substituée de plein droit dans l'ensemble des biens, droits et obligations de la Communauté Urbaine de Strasbourg résultant de la concession conclue avec la SERS.

Le dernier lot majeur de la ZAC a été cédé en 2016 à l'opérateur ADIM pour développer un ensemble immobilier d'envergure de plus de 21 000 m² shon mixant logements, hôtel, bureaux et commerces sur l'ilot ZD6 Saint Urbain. Le permis de construire a été délivré le 3 janvier 2017. Après un temps de préparation de chantier, les travaux de terrassement gros œuvre ont démarré en juillet 2017 pour des livraisons échelonnées entre 2019 et 2020.

Partant de ce constat, les parties sont convenues de proroger la durée de la mission de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation permettra ainsi à l'aménageur:

- de suivre au titre de ses missions de coordonnateur le projet de construction d'ADIM,

- de réaliser les travaux d'aménagement incombant à l'aménageur au titre des voiries et des finitions de voirie dont la réalisation doit accompagner les dernières livraisons dont notamment celles des immeubles à intervenir sur ZD6 du projet ADIM,

- de régler la situation des voies non rétrocédées (nouvelle voirie des Nouveaux Combattants Africains notamment),

- d'organiser entre les parties la distribution anticipée du résultat prévisionnel et les modalités de celle-ci,

- de préparer les opérations de clôture de la concession.

Le présent avenant a donc pour objet de permettre la terminaison de l'opération concédée et d'en faciliter la clôture.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : prorogation de la concession d'aménagement

Afin de permettre l'achèvement de la mission de l'aménageur, et compte-tenu du démarrage du dernier chantier immobilier d'envergure par le constructeur ADIM intervenu en juillet 2017 et vu son calendrier d'exécution pour des livraisons échelonnées entre 2019 et 2020, les parties conviennent de proroger la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2021. Cette prorogation sera également mise à profit pour permettre la préparation de la clôture administrative et financière de la ZAC à la suite de l'achèvement des derniers travaux de l'opération de ZAC.

Article 2 : dispositions financières - versement anticipé d'acomptes sur résultat

En complément aux dispositions prévues au titre V du traité de concession relatif aux dispositions juridiques et financières sur l'expiration du contrat de concession, les parties conviennent, d'un commun accord, de prévoir des

versements anticipés d'acomptes à part égale (un ou plusieurs acomptes) à prélever sur l'excédent du résultat prévisionnel leur revenant, dans la limite de 80 % de cet excédent, déduction faite des acomptes déjà versés.

Le paiement d'acomptes au profit de chacune des parties interviendra selon des modalités à définir librement et d'un commun accord entre ces dernières. Les parties conviendront du montant de l'acompte et de la date de son règlement, l'Eurométropole de Strasbourg procédant alors à l'inscription budgétaire requise. Le montant et les modalités de versement d'acomptes seront approuvés dans les comptes rendus financiers à venir.

Le cahier des charges de concession d'aménagement initial est modifié en conséquence.

Article 4 : autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

FAIT A STRASBOURG

En quatre exemplaires

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg	Pour la SERS
Le Président ou son représentant	Le Directeur Général
Monsieur Robert HERRMANN	Monsieur Eric FULLENWARTH

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Comptes rendus financiers (CRF) des opérations concédées : Approbation par le concédant (Eurométropole) des CRF 2014, 2015 et 2016 de la SEM E3 pour la ZAC Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim, et des CRF 2016 de la SERS pour la ZAC Etoile à Strasbourg, la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch, l'opération Hautepierre Poteries à Strasbourg et la ZAC Danube à Strasbourg, du Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg, de la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald, de la SAS ZCN Aménagement pour la ZAC de la Zone Commerciale Nord à Vendenheim, de la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett et de la SPL Deux Rives pour la ZAC des Deux Rives à Strasbourg.

Conformément aux articles L.300-5 et suivants du Code de l'urbanisme, le concessionnaire d'une opération d'aménagement communique au concédant chaque année pour approbation, un compte rendu financier portant notamment sur :

- le bilan financier prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession ;
- le plan de trésorerie actualisé de l'opération ;
- une note de conjoncture sur l'état d'avancement, et notamment les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparé aux prévisions initiales ;
- les acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice ;
- les participations sollicitées auprès de la collectivité concédante.

Les éléments concernant l'exercice 2016 (incluant ceux de 2014 et 2015 pour la concession d'aménagement de la ZAC E3) ainsi que les prévisions pour l'année 2017 ont été communiqués à l'Eurométropole de Strasbourg par les concessionnaires, à savoir :

- la SEM E3 pour la ZAC Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim ;
- la SERS pour :
  - la ZAC Etoile à Strasbourg ;
  - la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch ;
  - l'opération Hautepierre Poteries à Strasbourg ;
  - la ZAC Danube à Strasbourg ;

- le Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg ;
- la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald ;
- la SAS ZCN Aménagement pour la Zone Commerciale Nord ;
- la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett ;
- la SPL Deux Rives pour la ZAC des Deux Rives à Strasbourg.

Les faits marquants en 2016 pour ces opérations de concession sont les suivants :

1. ZAC Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim

La concession a pour objet l'aménagement du parc scientifique et technologique appelé « Espace Européen de l'Entreprise » sur près de 100 hectares et la commercialisation des terrains. La concession d'aménagement prend fin au 31 décembre 2018.

Les années 2014 à 2016 ont été marquées par :

- l'achèvement des derniers travaux d'aménagement liés aux finitions de la voirie interne du secteur ZB ;
- le lancement de la consultation relative à la réalisation de la contre allée à la rue de la Haye en vue de la desserte de deux terrains en secteur ZF2 en bordure du plan d'eau ;
- la rétrocession des rues de la Haye, Dublin, Madrid et Zagreb approuvée par délibération de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole du 1er juillet 2016 ;
- la cession en 2014 de deux terrains, à la société HLS (54,23 ares) et la société LCR (63,49 ares) et en 2016 de quatre terrains, à la société LCR (88,58 ares), à la société Puissance 4 (23,13 ares), à la SCI Greenwork (89,39 ares) et à la SCI Orexim (106,34 ares), soit un total de 425,16 ares destinés à l'accueil d'immeubles tertiaires.

Au plan financier, la trésorerie dégagée sur l'exercice 2016 est excédentaire à 3 704 K€ et la situation de trésorerie cumulée à fin 2016 est largement excédentaire à 9 663 K€.

Le résultat final pourrait atteindre les 16 M€ à condition de réaliser les dernières commercialisations avant fin 2018, à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

2. ZAC de l'Etoile à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement sur environ 17 ha, d'un nouveau quartier à vocation culturelle, résidentielle et économique autour des secteurs Etoile, Dauphine-Austerlitz, Schwanau-Lombardie, visant à favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers sud de Strasbourg et à permettre une véritable intégration urbaine de ce secteur resté longtemps en friche. La concession d'aménagement prend fin au 31 décembre 2018.

En 2016, il a été procédé à :

- la cession de droits à construire sur le secteur Schwanau-Lombardie au bailleur social Habitat de l'Ill (habitat participatif) et au collectif d'autopromotion Baugroupe en vue de la réalisation de 14 logements ;
- la délivrance du permis de construire à Icade (50 logements) et le dépôt du permis de construire par Adim sur le dernier secteur d'urbanisation de la ZAC, l'ilot Saint Urbain ;
- la livraison des programmes de Perspective (33 logements), la SCI Green One (38 logements dont 16 pour CUS Habitat), Pierres et Territoires (37 logements dont 16 pour CUS Habitat), Immobilière Vauban (19 logements), Alcys (47 logements) soit un total de 174 logements;
- au démarrage ou à la poursuite des chantiers des programmes de Promogim, CUS Habitat, Spiral, Habitat de l'Ill, du groupe d'autopromotion Etoile de Nomény, représentant au total 145 logements.

Au plan financier, l'opération génère en 2016 un excédent de trésorerie de 4 121 K€. Le solde cumulé de trésorerie à fin 2016 s'élève à 9 257 K€.

Le résultat final prévisionnel est estimé à 13 M€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

3. ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch

La concession a pour objet l'aménagement et l'équipement d'un site de 170 hectares, destiné à la création d'un parc dédié à l'accueil et au développement d'entreprises dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Par avenant du 24 mars 2003, la concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

Une seule vente de terrain a été opérée en 2016 au profit de la société Illkirch Brandt 2010 (6,62 ares). Aucune nouvelle campagne de viabilisation n'a été entreprise, l'objectif étant de céder d'abord les terrains déjà viabilisés.

La dynamique a, de ce fait, principalement porté sur le développement de projets publics tels que le Bioparc 3 livré en 2013 accueillant à fin 2016 trois entreprises (BGF International, Algae et Inoviem) et le projet EASE sur le campus de la faculté de pharmacie (inauguration en 2017).
L'année 2016 a également permis la réalisation de travaux d'aménagement de trottoirs et d'accès suite à la vente des terrains aux sociétés JZ et Illkirch Brandt 2010.

Au plan financier, la situation de trésorerie négative sur l'exercice 2016 est de -283 K€ et la trésorerie cumulée à fin 2016 reste déficitaire à -4 102 K€ du fait de l'absence de recettes de commercialisation.

Le résultat final prévisionnel est estimé à environ 3,1 M€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

4. Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg

La concession a pour objet l'urbanisation de Hautepierre Nord dans le cadre de la zone à urbaniser par priorité (ZUP), achevée en 1980 et l'aménagement d'un nouveau quartier d'habitation avec des commerces de proximité, des équipements publics, et des activités sur le secteur Hautepierre Sud dit « ZAC Poteries », qui s'étend sur 71 hectares.

La concession a fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 31 décembre 2018 dans le cadre de la passation d'un avenant n°15 à la concession d'aménagement approuvé par le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015. Celui-ci prévoit également pour le concédant et le concessionnaire, le versement anticipé d'acomptes sur résultat. Ainsi un prélèvement de 3 M€ sur l'excédent du résultat prévisionnel a été opéré en 2016 (1,5 M€ versé à l'Eurométropole et 1,5 M€ versé à la SERS).

Sur le quartier de la ZAC Poteries, 2016 a vu :

- la livraison au nord de la ZAC des programmes de Nexity (résidence pour personnes à mobilité réduite de 65 logements et unité médicalisée de 24 lits et 82 logements en accession) et de Bouygues Immobilier (102 logements) ;
- l'achèvement des travaux d'aménagement secondaire rues Tussaud et Eluard pour la livraison des programmes de Nexity et de Bouygues Immobilier et des travaux d'aménagement tertiaire de l'opération Spiral à l'angle de la route des Romains et de l'avenue Mitterrand ainsi que les raccordements du programme d'habitat participatif Lieu Commun d'Habitat de l'Ill ;
- le dépôt par Habitation Moderne du permis de construire pour la réalisation d'un programme mixte de 82 logements et équipements collectifs sur les derniers terrains urbanisables de la ZAC (ZA6) à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la rue Cerf Berr.

Au plan financier, la situation de trésorerie sur l'exercice 2016 est de -3 034 K€ compte tenu du versement anticipé d'un acompte sur résultat de 3 M€ en 2016 et le solde de trésorerie cumulé à fin 2016 largement excédentaire est de 9 179 K€ hors ZFU.

Le résultat final prévisionnel est estimé à environ 24 023 K€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire, dont un montant global d'acomptes sur résultat de 12 990 K€ d'ores et déjà prélevé à fin 2016.

5. ZAC Danube à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement, sur une ancienne friche portuaire d'environ 6 ha, du premier écoquartier pilote de Strasbourg, véritable « nouveau morceau de centre ville » relié aux quartiers environnants, faisant une large place à la mise en valeur des bassins portuaires. Sa vocation est destinée à accueillir principalement de l'habitat, des équipements publics, des bureaux, du commerce et des services de proximité.
La durée de la concession est de 10 ans, soit jusqu'au 25 mars 2020.

L'année 2016 a été marquée par :

- la livraison des programmes Vinci (62 logements), Habitation Moderne (36 logements), Altexia (résidence étudiante de 159 logements), Batigère

(35 logements) ainsi que le programme d'autopromotion du collectif E0 (14 logements) soit un total de près de 300 logements ;
- la délivrance des permis de construire et le démarrage des chantiers pour NLE, Perspective, Cogedim, la Sers (Résidence de l'Arche), Altexia (résidence étudiante) représentant au total 200 logements et le dépôt du permis de construire pour le programme Nexity sur l'ilot I (33 logements sociaux pour CUS Habitat, 80 logements privés et 1300 m² de bureaux) ;
- la poursuite des études de conception pour l'ilot G (école et logements sociaux réalisés par Immobilière 3F) ;
- la désignation de Bouygues immobilier pour la réalisation d'un programme d'environ 70 logements sur l'ilot D (ilot à énergie positive) et l'engagement des études de conception de cet ilot ;
- la signature des actes de vente avec NLE, Elithis, Altexia, Nexity, Cogedim et Perspective, représentant une surface de plancher de 26 000 m^2 ;
- et enfin, la signature d'une promesse de vente avec Bouygues Immobilier dans l'ilot D à Energie+.

Au plan financier, l'opération présente un solde de trésorerie excédentaire de 10 365 K€ en 2016 et un solde cumulé de trésorerie de 3 332 K€ à fin 2016.

Le résultat final prévisionnel est estimé à 595 K€ à partager pour moitié entre le concédant et le concessionnaire.

6. Opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof, la collectivité a décidé de conduire une opération de renouvellement urbain dans le périmètre des « terrains » du Polygone, où près de 450 personnes issues de la communauté des gens du voyage sont sédentarisées dans des conditions d'habitations précaires déclarées insalubres par arrêté préfectoral en 2000. Cette opération repose sur un projet urbain et un projet social visant au relogement des habitants du site représentant 150 ménages. La concession a pour objet de résorber l'habitat insalubre à travers l'aménagement des espaces publics et la construction de 150 logements sociaux.

L'année 2016 a vu :

- la livraison des 38 pavillons de la tranche 3 ;
- la livraison des voiries définitives de la tranche 3 ;
- les travaux de démolition sur l'emprise des tranches 4;
- le démarrage des travaux d'aménagement des espaces publics de la tranche 4 ;
- le relogement définitif des 38 ménages de la tranche 3 et le relogement provisoire en plate-forme d'hébergement temporaire des 25 ménages qui seront relogés en tranche 4.

La situation de trésorerie sur l'année 2016 s'élève à 279 K€ et laisse apparaître à fin 2016 un solde positif de trésorerie cumulée de 2 428 K€.

7. ZAC Rives du Bohrie à Ostwald

La concession a pour objet l'aménagement sur une surface d'environ 50 ha, dont 17 hectares à urbaniser, d'un nouveau quartier intégrant les objectifs du développement durable, et notamment les caractéristiques environnementales du site. Sa vocation majoritairement résidentielle accueillera des logements, des commerces, services et équipements publics. La durée de la concession est de 15 ans, soit jusqu'au 3 janvier 2026.

L'année 2016 a permis :

- la finalisation de la phase judiciaire de l'expropriation et la poursuite des acquisitions foncières (426,42 ares);
- la réalisation d'une étude des densités globales des ilots D, G et I ;
- l'achèvement des voiries de l'ilot E et la viabilisation de l'ilot G ;
- la livraison de la 1ère tranche de jardins familiaux (30 jardins) et de la crèche inaugurée en septembre 2016 ;
- la cession à Bouygues Immobilier du foncier des quatre tranches de l'ilot G (146 logements) et le démarrage des travaux de construction ;
- l'obtention par Bouygues Immobilier des permis de construire sur les dernières tranches de l'ilot G ;
- la désignation de Nexity pour la réalisation de 8 300 m^2 SP soit 150 logements sur l'ilot D et d'Icade pour l'urbanisation de l'ilot I (construction grande hauteur en bois) ;
- enfin, la labellisation de la ZAC comme Ecoquartier étape 2.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie positive de 70 K€ en 2016 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2016 de -1 241 K€.

8. ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim

La concession a pour objet le renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord, implantée sur un territoire de 150 ha répartis sur quatre bans communaux.
Elle vise la requalification d'infrastructures et la réalisation de nouveaux espaces publics, la revalorisation de la zone commerciale existante par la création de nouveaux pôles commerciaux au nord, au centre et au sud, ainsi que le développement d'une mixité fonctionnelle et sociale dans la zone (logements, loisirs, commerces, activités, artisanat).
La durée de la concession est de 16 ans, soit jusqu'au 24 janvier 2030.

L'activité 2016 a porté sur :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable et la rédaction du dossier d'enquête parcellaire ;
- la finalisation des études réglementaires nécessaires à la constitution du dossier de réalisation de ZAC (études de sol, complément à étude d'impact, dossier loi sur l'eau) ;
- la réalisation de simulations dynamiques et l'analyse comparative des variantes d'accessibilité à la zone ;
- l'approbation par le Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016 du dossier de réalisation de la ZAC ;

- la réalisation du diagnostic archéologique des espaces à vocation aujourd'hui agricole ;
- la désignation de la société 3B pour le développement des futurs lots d'habitat 6,7 et 8.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie négative de -655 K€ en 2016 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2016 de -1 476 K€.

9. ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett

La concession a pour objet l'aménagement sur une surface de 13,55 ha, d'un nouveau quartier en entrée nord de la ville intégrant les objectifs du développement durable. Sa vocation majoritairement résidentielle accueillera de l'habitat complété par des commerces dans le cadre notamment d'une extension mesurée du supermarché.
La durée de la concession signée le 30 janvier 2015 avec la Société CM-CIC Aménagement foncier est de 10 ans, soit jusqu'au 30 janvier 2025.

L'année 2016 a été consacrée à :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable et de la procédure d'expropriation avec la réalisation de l'enquête parcellaire de la tranche 1;
- la validation des études préliminaires, de l'AVP et du dossier de réalisation de la ZAC, qui a fait l'objet d'une approbation en Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016 ;
- la réalisation d'un diagnostic archéologique (négatif) sur le foncier de la tranche 1 ;
- la désignation du groupement Batigère/Pierres et Territoires pour le développement d'un premier programme de 67 logements sur l'ilot B.

Au plan financier, les seules dépenses engagées en 2016 ont porté sur les frais d'étude et honoraires à hauteur de 354 K€.

10. ZAC des Deux Rives à Strasbourg

La concession a pour objet l'aménagement d'un périmètre de 74 ha composé de quatre secteurs opérationnels (Citadelle, Starlette, Coop, Port et Rives du Rhin). Le projet urbain des Deux Rives doit permettre l'implantation de nouveaux programmes mixtes tout en contribuant à la reconversion ou à la valorisation des sites portuaires et industriels (logements, activités, équipements, tertiaire et services, hôtellerie, activités créatives et culturelles).
La durée de la concession signée le 12 janvier 2015 avec la SPL Deux Rives est de 15 ans, soit jusqu'au 12 janvier 2030.

Les actions menées en 2016 ont eu pour objet :

- la poursuite de la maitrise foncière auprès du Port Autonome avec l'acquisition de 16 ha et des négociations avec le Port pour l'acquisition de quatre ensembles immobiliers et avec l'Etat concernant la Cour des Douanes;
- l'achèvement des plans-guides, la réalisation des études complémentaires (étude stratégie énergétique, stationnement, commerce, ingénierie des sols) et la mise en

œuvre des procédures administratives nécessaires à la remise du projet de dossier de réalisation de la ZAC;
- le lancement des études de maitrise d'œuvre relatives au programme d'équipements publics sur le site de la Coop dont les grandes orientations ont été approuvées par délibération de la ville de Strasbourg du 27 juin 2016;
- la mise en œuvre d'actions de marketing et de communication-médiation auprès du grand public et des acteurs socio-culturels et économiques.

Au plan financier, l'opération présente une trésorerie négative de -3 190 K€ en 2016 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2016 de -9 406 K€.

Après examen des éléments communiqués par les concessionnaires à l'Eurométropole de Strasbourg, concédante, il est proposé au Conseil d'approuver les comptes rendus financiers au titre de l'exercice 2014 et 2015 pour la ZAC E3 à Schiltigheim et de l'exercice 2016 pour l'ensemble des opérations concédées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L.300-5 et suivants du Code de l'Urbanisme
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les comptes rendus financiers 2014, 2015 et 2016 de la SEM E3 pour la ZAC Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim,*

- *les comptes rendus financiers 2016 de la SERS pour la ZAC de l'Etoile à Strasbourg, la ZAC du Parc d'Innovation d'Illkirch, l'opération Hautepierre Poteries et la ZAC Danube à Strasbourg, du Groupe Domial (HFA, HSA) pour l'opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone à Strasbourg, de la SAS Rives du Bohrie pour la ZAC du Bohrie à Ostwald, de la SAS ZCN Aménagement pour la ZAC de la Zone Commerciale Nord à Vendenheim, de la Société CM-CIC Aménagement foncier pour la ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett, de la SPL Deux Rives pour la ZAC des Deux Rives à Strasbourg,*

informe

que les comptes rendus financiers 2016 pour l'ensemble des concessions d'aménagement (incluant ceux de 2014 et 2015 pour la ZAC Espace Européen de l'Entreprise) sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=lzYDLCKirg7DhwkrydyZEB

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Strasbourg.eu
eurométropole

Concessions d'aménagement
données de synthèse

comptes rendus financiers 2016

(annexe à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017)

DUT - service des Projets urbains
édition décembre 2017

Sommaire

Avant-propos ---------- 5

Concessionnaire SEM E Puissance 3
ZAC Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim ---------- 6

Concessionnaire SERS
ZAC Etoile à Strasbourg ---------- 12
ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch ----------18
Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg ----------24
ZAC Danube à Strasbourg----------30

Concessionnaire Groupe Domial (HFA, HSA)
Opération de renouvellement urbain des « terrains » du
Polygone - Neuhof à Strasbourg ----------35

Concessionnaire SAS Rives du Bohrie (Groupement Nexity/
CM – CIC - Sarest)
ZAC Rives du Bohrie à Ostwald ----------40

Concessionnaire SAS ZCN Aménagement
ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim----------45

Concessionnaire Société CM-CIC Aménagement foncier
ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett ----------49

Concessionnaire SPL Deux Rives
ZAC des Deux Rives à Strasbourg ----------53

QU'EST-CE QU'UNE CONCESSION D'AMENAGEMENT ?

Il s'agit d'un contrat par lequel une collectivité confie à un aménageur public ou privé la maîtrise d'ouvrage de travaux et d'équipements concourant à une opération d'aménagement.

Le concessionnaire réalise des investissements afin de mettre en œuvre une opération d'aménagement: il réalise les études et toutes les missions nécessaires à l'opération ; il procède à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession. Au terme du contrat ou à l'achèvement de l'ouvrage, le concessionnaire remet au concédant les équipements publics, en principe à l'euro symbolique, sauf si les équipements dépassent les besoins de l'opération d'aménagement.

Le concédant peut participer au coût de l'opération sous forme d'apport financier ou en terrains. Les apports en nature peuvent se traduire par des apports en terrains valorisés en principe par référence à la valeur des Domaines.

L'aménageur se rémunère par la vente des terrains viabilisés et aménagés aux constructeurs ou promoteurs immobiliers.

Les concessions d'aménagement sont des opérations réalisées aux risques et périls du concessionnaire.

Dans la plupart des contrats précités, il est prévu à la clôture de la concession :

- qu'en cas de déficit, celui-ci sera pris en charge par le concessionnaire,
- qu'en cas de bénéfice, celui-ci sera partagé selon conditions définies entre l'Eurométropole et le concessionnaire, sauf pour les opérations Polygone, Bohrie et ZCN où il revient intégralement au concessionnaire.

LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Avant 2005, les concessions d'aménagement étaient attribuées de gré à gré à un co-contractant.

Le nouveau droit des concessions est réglementé par l'ordonnance du 29 janvier 2016 et le décret du 1er février 2016. Toutefois, les textes prévoient deux régimes distincts selon que la concession d'aménagement est soumise au droit des concessions (art. R 300-4 et s. du C. U.) ou au droit des marchés publics (R. 300-11-1 et s.). Le « risque économique lié à l'opération d'aménagement » est le seul critère de distinction entre concessions et marchés publics.

La procédure mise en place par l'Eurométropole de Strasbourg prévoit :

- la tenue d'une commission « ad hoc » spécifique à l'aménagement, compétente pour émettre un avis sur les candidatures et offres reçues ; elle est composée des mêmes élus que ceux composant les actuelles commissions d'appels d'offres (marchés publics) et commission Sapin (délégations de service public),
- l'organisation de la publicité, variable selon le montant prévisionnel total des travaux (le cas échéant publicités européennes),
- la sélection des candidatures et des offres,
- une phase de négociation avec les candidats dont les offres ont été sélectionnées par la commission,
- une délibération d'attribution du contrat à un concessionnaire sur proposition de l'exécutif et au vu de l'avis rendu par la commission.

A compter du 1er janvier 2015, l'Eurométropole s'est substituée de plein droit dans l'ensemble des biens, droits et obligations de la CUS résultant des concessions conclues avec les concessionnaires.

533

Avant-propos

Le présent cahier constitue une synthèse des comptes rendus financiers (CRF) remis par les concessionnaires, SEM E Puissance 3, SERS, Groupe Domial, SAS Rives du Bohrie, SAS ZCN Aménagement, société CM-CIC Aménagement foncier, SPL Deux Rives à l'Eurométropole de Strasbourg, autorité concédante des concessions d'aménagement situées sur le territoire de l'Eurométropole.

La législation en vigueur (loi du 7 juillet 1983 complétée par la loi SRU du 13 décembre 2000 et par la loi du 2 janvier 2002 modernisant le statut des SEML) impose en effet aux concessionnaires de produire au concédant un compte rendu financier retraçant chaque année :

- un bilan financier prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession,
- un plan de trésorerie actualisé de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au regard des prévisions initiales,
- un tableau des acquisitions et des cessions immobilières réalisées pendant l'exercice,
- un tableau actualisé des participations sollicitées par le concessionnaire auprès de la collectivité concédante.

Les CRF des concessions d'aménagement suivantes sont examinés dans ce document :

- *pour la SEM E Puissance 3 :*
  - ✓ *ZAC Espace européen de l'entreprise à Schiltigheim*
- *pour la SERS :*
  - ✓ *ZAC Etoile à Strasbourg*
  - ✓ *ZAC Parc d'Innovation d'Illkirch*
  - ✓ *Opération Hautepierre Poteries à Strasbourg*
  - ✓ *ZAC Danube à Strasbourg*
- *pour le Groupe Domial (HFA, HSA) :*
  - ✓ *Opération de renouvellement urbain du Polygone à Strasbourg*
- *pour la SAS Rives du Bohrie (CM-CIC Sarest/Nexity) :*
  - ✓ *ZAC Rives du Bohrie à Ostwald*
- *pour la SAS ZCN Aménagement :*
  - ✓ *ZAC Zone Commerciale Nord à Vendenheim*
- *pour la société CM-CIC Aménagement foncier :*
  - ✓ *ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett*
- *pour la SPL Deux Rives :*
  - ✓ *ZAC des Deux Rives à Strasbourg*

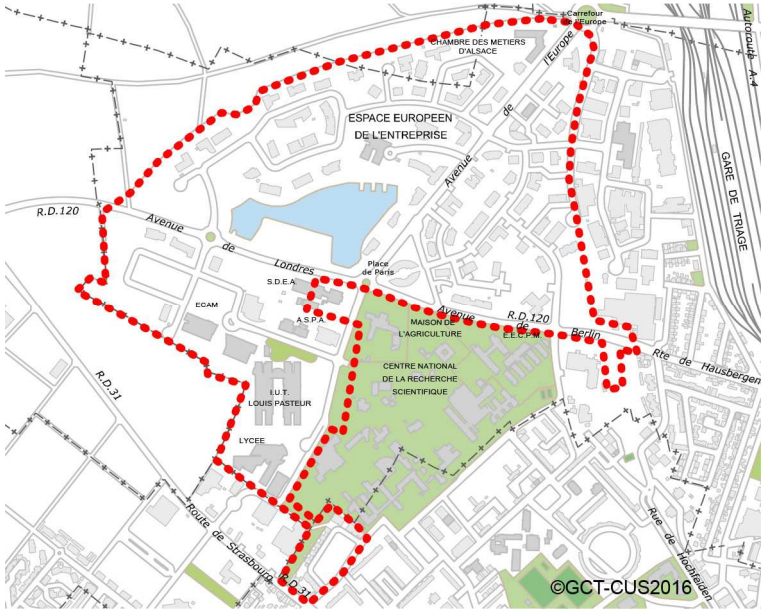
Ce document a vocation à retracer l'avancement opérationnel et financier des concessions au 31 décembre 2016 et à mettre en évidence leur impact financier sur les comptes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 62 023 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 93%
avancement financier : - en dépenses : 99%
- en recettes : 89%

programme :

surface de plancher :		384 300 m²
dont	logements :	17 928 m²
	bureaux :	338 822 m²
	équipements publics :	27 550 m²



Espace Européen de l'Entreprise

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SEM E Puissance 3 (E3)

ENJEUX

L'Espace Européen de l'Entreprise, parc scientifique et technologique s'étend sur près de 100 hectares sur le territoire de Schiltigheim. Il constitue par sa vocation et son ampleur le deuxième pôle du concept de « Strasbourg technopole ». Il est devenu depuis sa création en 1991 l'un des outils majeurs du développement économique de l'agglomération.

L'Espace Européen de l'Entreprise accueille des entreprises performantes d'envergure nationale et internationale ainsi que d'importantes entreprises régionales qui constituent ensemble un tissu économique diversifié et tourné vers l'avenir.

Parmi les entreprises présentes sur le site, on peut citer le Centre de monétique de la Société générale dont les locaux construits à l'entrée est du site réunissent près de 300 personnes, le siège de l'Alsacienne de restauration, plusieurs établissements bancaires de renom tels que BNP Paribas, les Caisses d'épargne par le biais de leur filiale Arpège, et de nombreux cabinets d'expertise comptable et d'audit.

A côté de ces entreprises ont été édifiés des établissements publics et parapublics tels que l'Ecole européenne de chimie, le CNRS, l'IUT Louis Pasteur et le lycée technologique privé Charles de Foucault. Ces établissements constituent un véritable campus universitaire et de recherche, creuset de compétences pour les entreprises qui s'installent à proximité.

L'intégration à la zone d'un nouveau secteur d'urbanisation à vocation principale d'habitat, situé en bordure de la rue du Loess à Strasbourg, a permis le développement d'un programme de près de 240 logements (secteur ZF5).

Objet de la concession d'aménagement

- aménagement du parc scientifique et technologique de Schiltigheim « Espace Européen de l'Entreprise »,
- commercialisation de l'Espace Européen de l'Entreprise.

Historique

Dans le cadre de sa politique de développement économique, la CUS, en concertation avec la Ville de Schiltigheim, a décidé en 1991 de réaliser une opération d'aménagement d'un parc scientifique et technologique appelée « Espace Européen de l'Entreprise » par une procédure de ZAC.

Compte tenu du caractère particulier de l'opération, des aménagements et des ouvrages qui seront réalisés sur ce site, la CUS et la Ville de Schiltigheim ont décidé de créer en association avec différents partenaires une société d'économie mixte dédiée à l'aménagement de la zone, la SEM E3. Cette SEM, dont le capital est détenu majoritairement par la Ville de Schiltigheim, est administrée par la Sers.

La CUS a ainsi confié à la SEM E^3 l'aménagement et la commercialisation de l'Espace Européen de l'Entreprise par concession du 20 juin 1991 d'une durée initiale de 15 ans.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 20 juin 1991
- durée : 15 ans
- avenant n°1 du 19 décembre 2006 : prorogation de la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2012 et modification du programme des équipements publics, du PAZ, et du règlement du PAZ en secteur ZF5 de la ZAC (correspondant au secteur ANRU de Strasbourg - Cronenbourg), afin de prendre en compte le projet de renouvellement urbain de la Cité Nucléaire contiguë au dit secteur,
- avenant n°2 du 26 juin 2012 approuvé en Conseil de CUS du 1er juin 2012 : prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre la commercialisation des derniers terrains,
- avenant n°3 du 1er septembre 2015 approuvé en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 juin 2015 : prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2018 (soit 27 ans au total) pour permettre la commercialisation des derniers terrains, la finalisation des travaux d'aménagement et la préparation des opérations de clôture de la concession.

La procédure d'urbanisme = ZAC

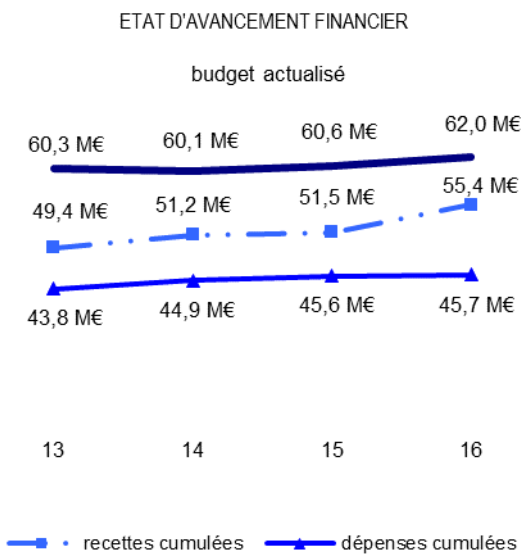
- arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) du 10/03/1992,
- approbation par le conseil communautaire du dossier de réalisation de la ZAC le 8/10/1993,
- arrêté préfectoral du 6 mars 1997 de prorogation des effets de la DUP pour une nouvelle période de 5 ans,
- approbation par le conseil communautaire de la 1ère modification de la ZAC le 3/10/1997,
- approbation par le conseil communautaire de la 2ème modification de la ZAC le 27/10/2000,
- ordonnances d'expropriation (transfert de propriété des terrains au profit de la CUS en deux tranches successives) : 1ère ordonnance le 5 février 2001, 2ème ordonnance le 1er mars 2002,
- approbation par le conseil communautaire de la 3ème modification de la ZAC le 27/10/2006,
- approbation par le conseil communautaire de la 4ème modification de la ZAC le 28/01/2011.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**62 023**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	12 658	*20%*
études générales	2 331	*4%*
travaux	25 164	***41%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 1 645* *- frais de société et commercialisation ZF5 : 2 181* *- frais divers : 2 081*	5 908	*9%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***15 963***	*26%*

Ressources	**62 023**	*100%*
cessions terrains/immeubles	53 318	***86%***
produits divers	2 143	*3%*
participations	6 562	*11%*

Etat d'avancement 2014 à 2016



• 89% de réalisation en recettes :

A fin 2016, le contrat se situe dans sa 25ème année d'exécution sur une durée totale de 27 ans, soit 93% de la durée totale. L'opération atteint 99% de son taux de réalisation en dépenses et 89% de son taux de réalisation en recettes.

• Les acquisitions foncières :

Par acte du 18 octobre 2014, la SEM a procédé à la résolution amiable de la vente réalisée le 1er septembre 2011 du terrain de 89,39 ares situé en secteur ZF2, initialement destiné à la réalisation d'un projet «sports et loisirs» par la société EURL ESPACE SPORTIF E3. Ce projet, faute de financement suffisants n'a finalement pas abouti et la SEM a procédé au remboursement du prix d'achat, soit 795 K€.

Aucune acquisition foncière n'est intervenue sur la période 2014 à 2016.

• Les aménagements sont en voie d'achèvement :

En 2014, Ils ont concerné la voirie interne au secteur ZB et des aménagements paysagers pour un montant total de dépenses de 191 K€.

En 2015, très peu de travaux d'aménagement ont été réalisés, les dépenses ont concerné principalement la viabilité électrique, le règlement du solde des marchés en cours de clôture et l'entretien des espaces non encore rétrocédés pour un total de 115 K€.

Une grande partie des dépenses porte sur le remboursement d'un montant de 491 K€ à la Ville de Schiltigheim au titre de travaux d'entretien d'espaces verts et de voirie non rétrocédés à la collectivité qui relevaient de la concession sur la période située entre 2009 et 2014. Un protocole transactionnel a été signé à cet effet entre la Ville de Schiltigheim et la SEM E3 en 2015. Il est à noter que ce montant constaté en TTC, qui ne correspond pas au protocole arbitré entre la Sem et Schiltigheim, a été contesté par l'Eurométropole. La récupération de la TVA fait l'objet de démarches de la part de la Sem pour son remboursement en 2017.

En 2016, les dépenses sont constituées des frais d'étude de maitrise d'œuvre pour le lancement de la consultation relative à la réalisation de la contre allée à la rue de la Haye en vue de la desserte de deux terrains en ZF2 en bordure du plan d'eau, du règlement du solde des marchés en cours de clôture et des frais d'entretien des espaces non encore rétrocédés soit un total de 118 K€.

En outre, la rétrocession des rues de la Haye, de Dublin, de Madrid, de Zagreb a été approuvée par délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 1er juillet 2016 (acte à venir).

• La commercialisation a bien progressé :

En 2014, deux cessions ont été réalisées pour l'accueil d'immeubles tertiaires :

- un terrain du secteur ZB, d'une surface de 54,23 ares à la société HLS (acte de vente signé le 14 avril 2014),
- un terrain du secteur ZA situé entre le SDEA et le Carré Blanc d'une surface de 63,49 ares à la société LCR (acte de vente signé le 21 mai 2014).

En 2015, aucune cession n'a été réalisée, mais cinq compromis de vente ont été signés pour une superficie totale de 373 ares.

En 2016, quatre cessions pour des immeubles à usage de bureaux ont pu être concrétisées sur les cinq compromis de vente signés en 2015 :

- un terrain du secteur ZB d'une surface de 88,58 ares à la société LCR (acte de vente signé le 9 novembre 2016),
- un terrain (pour partie) du secteur ZB d'une surface de 23,13 ares à la société Puissance 4 (acte de vente signé le 28 décembre 2016),
- un terrain du secteur en ZF2 d'une surface de 89,39 ares à la SCI Greenwork (acte de vente signé le 9 novembre 2016),
- un terrain du secteur ZA2 d'une surface de 106,34 ares à la SCI Orexim (acte de vente signé le 29 novembre 2016).

Par ailleurs, une promesse de vente a été signée avec Neximmo le 21 décembre 2016 pour le dernier terrain de 32,16 ares du secteur ZB.

Les cessions représentent en 2014 une surface totale de 117,72 ares et un montant de recettes de 1 634 K€.
Aucune recette de cession n'est enregistrée en 2015.
Les cessions représentent en 2016 une surface totale de 307,44 ares et un montant de recettes de 3 800 K€.

Emprunts

L'emprunt contracté en 2001 auprès d'un pool bancaire regroupant la Caisse d'épargne, la BECM, la BPRS, le CIAL et la Sogenal a été totalement remboursé en 2008.

La situation de trésorerie

La trésorerie dégagée en fin d'exercice 2016 est excédentaire (3 704 K€) et la situation de trésorerie cumulée à fin 2016 est largement excédentaire à 9 663 K€.

Perspectives

- Les acquisitions foncières :

Les acquisitions foncières nécessaires aux travaux sont totalement achevées pour l'ensemble du périmètre de la ZAC.

Il reste toutefois une parcelle de 5,26 ares non encore acquise, réalisant la jonction entre la rue Néel et l'allée d'Athènes et permettant notamment le passage en mode doux entre ces deux secteurs. Le CNRS, propriétaire de cette parcelle, a été relancé sur le sujet, resté sans suite jusqu'à présent.

- Les aménagements :

Les travaux structurants de viabilisation de la ZAC sont achevés. Seuls resteront à réaliser les travaux d'accès au secteur ZF2 au sud du plan d'eau. Ils ont été confiés à la Société Trabet après appel d'offres et seront réalisés à partir de fin mars 2017.

La rétrocession des emprises foncières du bassin technique avec la mise en place d'une convention de mise en superposition d'affectation entre la ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg a été approuvée en Commission permanente de l'Eurométropole du 31 mars 2017.

- La commercialisation :

En 2017 sont prévues les cessions suivantes :

- un terrain de 65,15 ares (ZF2) à la société Roi Soleil pour réaliser un immeuble à usage d'hôtel catégorie 3* avec 90 chambres (acte de vente signé le 31 janvier 2017),
- un terrain de 65,14 ares (ZF2) à la société Icade promotion (ZF2) pour réaliser un immeuble à usage de résidence étudiante,
- un terrain de 100,56 ares (ZA2) à la société Nexity pour réaliser un immeuble à usage de bureaux,
- un terrain de 32,16 ares (ZB) à la société Neximmo pour réaliser un immeuble à usage de bureaux (promesse de vente signée le 21 décembre 2016),

Par ailleurs, la société VIMA bénéficie d'un délai supplémentaire de 6 mois à compter de mars 2017 afin d'établir un nouveau compromis de vente pour l'acquisition d'un terrain en secteur ZF5.

Ainsi, des recettes de cessions sont escomptées à hauteur de 4 747 K€ en 2017.

- Les services se développent :

Un centre de bien-être et un autre de fitness complètent depuis 2014 l'offre existante de services sur le site : les 4 restaurants, les activités radiologie, médecine générale, kinésithérapie, le laboratoire d'analyses ainsi que la crèche Léa et Léo.

D'autres implantations de services sont à l'étude notamment pharmacie, salon de coiffure, pressing.

- Situation de trésorerie :

Le solde prévisionnel de trésorerie sur l'exercice 2017 est estimé à un excédent de 4 574 K€.

Le résultat prévisionnel cumulé est estimé à 14 237 K€ à fin 2017 et à 15 963 K€ en fin de concession.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

Pas d'avances de l'Eurométropole

Le fonds de concours de près de 3,4 M€ de terrains est intégralement consommé

La CUS a participé financièrement à l'opération dans le cadre d'un fonds de concours fixé à 3 370 115 € (délibération communautaire du 26 mai 2000); ce fonds de concours s'est réalisé par des cessions à l'euro symbolique des terrains dont la CUS était propriétaire.

La CUS imputait sur le fonds de concours la contre-valeur des terrains au fur et à mesure des cessions jusqu'à concurrence du montant voté. Au 31 décembre 2009, le fonds de concours a été intégralement consommé.

Participation financière

Une participation complémentaire de la CUS a été autorisée par décision du 27 octobre 2006 en contrepartie intégrale des dépenses générées par les travaux supplémentaires liés au déplacement partiel de la rue du Loess et des réseaux en sous-sol et à la création d'une place urbaine dans la limite d'un plafond de 767 K€ HT.

Au 31/12/2014, le montant final versé au titre de cette participation s'élève à 658 K€ HT. La participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg ne sera ainsi pas intégralement consommée.

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

La CUS devenue Eurométropole de Strasbourg a acquis des terrains auprès de tiers afin de permettre à la SEM E3 d'exécuter sa mission.

L'acquisition de ces terrains par l'Eurométropole est inscrite au PPI *sous l'AP0017 programme 133 acquisitions de terrains – zones d'activités concédées – zone E Puissance 3* pour un montant de 4 012 169 €. Cette AP a été consommée à fin 2014 comme suit :

- mandat 2004 : 75 059 €
- mandat 2005 : 1 024 878 €
- mandat 2006 : 892 684 € (indemnités d'éviction)
- mandat 2007 : 154 848 €

Restera à verser 1,865 M€ en 2018 pour le rachat des terrains impactés par la VLIO.

La participation de l'Eurométropole aux travaux de dévoiement de la rue du Loess et de la création d'une place urbaine figure sous la même AP pour 786 897 € :

- mandat 2009 : 391 071 € TTC
- mandat 2010 : 153 260 € TTC
- aucun mandat en 2011 et 2012
- mandat 2013 : 175 000 € TTC
- mandat 2014 : 67 563 € TTC (solde)

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2014	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
études générales	525	2 331	2 262	2 282	3	2 286	*98%*
travaux	15 358	25 164	24 761	24 822	87	24 909	*99%*
acquisitions de terrains et immeubles	12 069	12 658	12 596	12 596	0	12 596	*99%*
charges (fonctionnement)	3 640	5 908	5 270	5 871	40	5 911	*100%*
TOTAL	**31 592**	**46 060**	**44 888**	**45 571**	**130**	**45 701**	***99%***
solde de trésorerie		15 963	6 328	5 959	3 704	9 663	
	31 592	**62 023**	**51 216**	**51 530**	**3 835**	**55 365**	***89%***

RECETTES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2014	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cessions (terrains et immeubles)	26 903	53 318	42 887	42 887	3 803	46 689	*88%*
participations ZAC	4 688	6 562	6 563	6 563	0	6 563	*100%*
produits divers (fonctionnement)	0	2 143	1 766	2 081	32	2 113	*99%*
TOTAL	**31 592**	**62 023**	**51 216**	**51 530**	**3 835**	**55 365**	***89%***

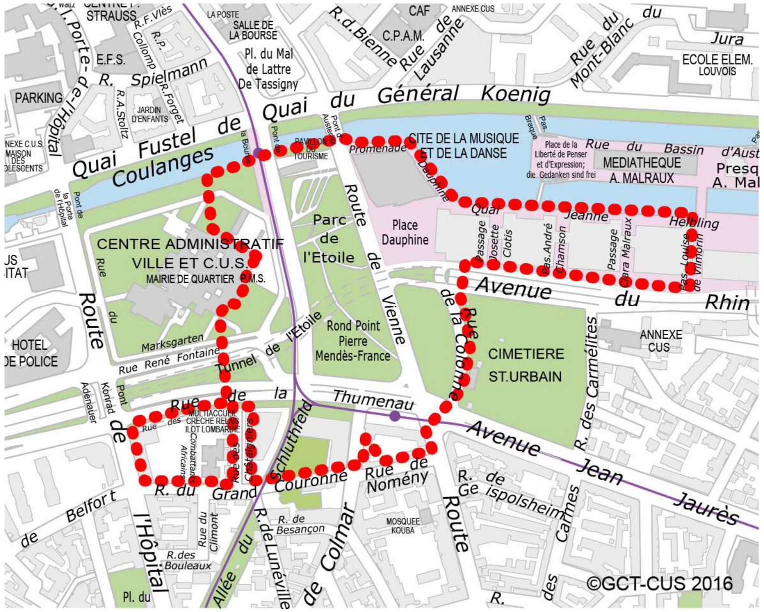
** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 119 891 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 93%
avancement financier : - en dépenses : 92%
- en recettes : 90%

<u>programme</u> :

surface de plancher :		140 000 m²
dont	logements :	47 600 m²
	commerces :	41 200 m²
	bureaux :	28 800 m²
	équipements publics :	18 900 m²
	autres constructions :	3 500 m²



ZAC Etoile

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Dans le cadre de sa politique de développement, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'urbaniser le secteur Etoile de Strasbourg.

Cette opération d'aménagement vise à favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers Sud de Strasbourg et à permettre une véritable intégration urbaine de ce secteur resté longtemps en friche, en développant un nouveau quartier à vocation culturelle, résidentielle et économique.

Une première phase d'urbanisation de la ZAC a été achevée correspondant à la réalisation de l'ensemble Rivétoile livré fin 2008.

Le programme d'urbanisation se poursuit désormais sur les secteurs Sud des fronts du Neudorf, sur les ilots ZD1 à ZD6, avec pour horizon de réalisation 2018.

Cette opération urbaine s'inscrit par ailleurs dans le projet urbain plus vaste des Deux Rives, ayant pour enjeu de reconquérir un chapelet de friches industrielles, le long des fronts du Neudorf jusqu'à Kehl, secteur majeur de développement de l'agglomération.

Objet de la concession d'aménagement

Aménagement d'une zone de 16,99 ha correspondant aux secteurs Etoile, Dauphine/Austerlitz, Schwanau, Lombardie, Saint Urbain et abords du centre administratif : bureaux, programme d'équipements publics à définir, équipements hôteliers et commerciaux, logements, travaux de voirie, de réseaux, d'aménagements d'espaces libres, de parkings et d'installations diverses.

Historique

La Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'aménager le site de l'Etoile dans le cadre d'une procédure de ZAC et a attribué en 1991 la concession d'aménagement à la Sers.

Le programme de l'opération (résultant du dossier de réalisation) autorise une SHON maximale de 140 000 m² qui se répartit entre équipements publics (Cité de la musique et de la danse, équipement petite enfance, terminal de tourisme), logements, commerces, kiosques, bureaux et activités.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 18 décembre 1991
- durée : 10 ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2018 (soit 27 ans)
- 6 avenants :

  1995 : suite à modification du périmètre de la ZAC, extension du périmètre initial de la concession afin d'inclure le Nord de l'Ilot Lombardie et d'exclure certaines parcelles (superficie modifiée : 17,9 ha au total),

  1996 : prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2007 + réduction de la superficie de la concession (16,99 ha) + intégration de l'arrêté de création de la ZAC du 21 avril 1995 avec nouveau bilan prévisionnel + définition du programme des équipements publics (réalisation d'une patinoire, du Conservatoire national de Région et terminal de bus) non inclus dans le bilan prévisionnel + travaux de voirie, réseaux, aménagement d'espaces libres, parkings,

  1999 : nouveau bilan prévisionnel + prorogation jusqu'au 31 décembre 2010 + intégration des aménagements,

  2003 : modification des conditions de réalisation de la ZAC (opération « Les Passages de l'Etoile » notamment) avec nouveau bilan prévisionnel + adoption du régime juridique de convention publique d'aménagement + avance remboursable de 6,5 M€ à taux 0 accordée par la CUS à la Sers,

  2010 : approbation de la modification du dossier de ZAC actualisant les orientations et prenant en compte notamment la modification du schéma de voirie et l'accompagnement de l'aménagement des îlots Lombardie et St Urbain, et modification du bilan financier,

  2013 : approbation par le Conseil de CUS du 12/07/2013 des modifications du programme global des travaux confiés à la SERS et de leurs conditions de financement et prorogation du terme de la concession jusqu'au 31/12/2018.

La procédure d'urbanisme = ZAC

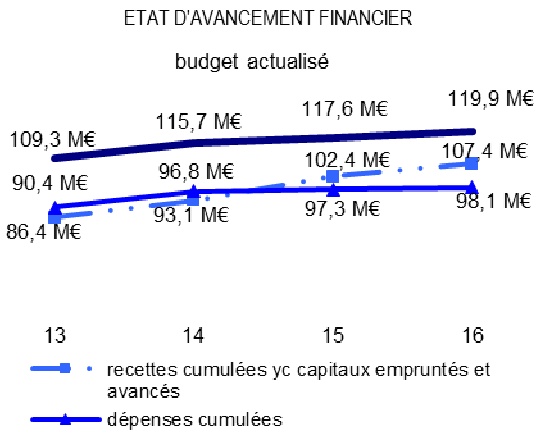
- 1998 : approbation du dossier de réalisation de la ZAC par le Conseil communautaire,
- 1999 : approbation du PAZ et du programme des équipements publics de la ZAC par le Conseil communautaire,
- arrêté préfectoral de DUP du 29/12/2000 (publié le 18 janvier 2001),
- délibération communautaire du 19/12/2005 approuvant la prorogation de la DUP de 5 ans et arrêté préfectoral du 23/12/2005 prorogeant la DUP pour une durée de 5 ans,
- délibération communautaire du 7/05/2010 approuvant la 1ère modification de la ZAC,
- délibération communautaire du 12/07/2013 approuvant la 2ème modification de la ZAC.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**119 891**	***100%***
acquisitions terrains/immeubles	19 859	*17%*
études générales	4 189	*3%*
travaux et honoraires	67 065	***56%***
charges diverses *dont* *- frais financiers : 6 341* *- rémunérations/ frais de société : 7 482* *- charges de gestion : 498*	15 729	*13%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***13 050***	*11%*

Ressources	**119 891**	***100%***
cessions de charges foncières	49 515	***41%***
subventions (CUS, GDS, DDE)	73	*<1%*
participations (Multiplex, CUS)	7 092	*6%*
cessions d'immeubles, équipements publics, rétrocession voiries	14 358	*12%*
cessions et participations aux parkings, vente parc de stationnement	45 861	*38%*
produits de gestion	2 992	*2%*

Etat d'avancement 2016



- Un taux de réalisation de 92 % en dépenses :

A fin 2016, le contrat se situe dans sa 25ème année sur une durée totale de 27 ans, soit 93% de la durée totale. L'opération atteint 92% de son taux de réalisation en dépenses et 90% de son taux de réalisation en recettes (y compris les capitaux empruntés et avancés).

- Acquisitions de terrains et participations en lien avec le concessionnaire :

Toutes les acquisitions de terrains par la SERS ont été réalisées sur la ZAC.
Seul reste à régulariser le paiement par la SERS de 2,577 M€ pour un terrain acquis en 2000. Celui-ci devrait intervenir en 2017.

En 2016, la ville de Strasbourg a versé à la SERS sa participation de 1,3 M€ au titre de l'aménagement du parc urbain de même que l'Eurométropole a réglé sa participation de 3,141 M€ (solde) pour la remise des ouvrages de voirie.

- Les études et travaux d'aménagement :

Le montant global des dépenses est de 842 K€ en 2016.

36 K€ de dépenses ont été constatés pour les études et 464 K€ pour les travaux de réseaux et d'aménagement des sols.

- Parc de stationnement Dauphine-Austerlitz :

Aux termes d'accords signés en 2005, la SNC « Les Passages de l'Etoile », a acheté les droits à construire pour le parking et le centre commercial. La SNC maître d'ouvrage a confié à la Sers la construction du gros-œuvre du parking et du centre commercial. Dès achèvement de la structure, la SNC a cédé le parking à la Sers concessionnaire selon la vente à terme conclue le 13 avril 2005.
L'autorisation d'exploiter le parc de stationnement a été obtenue le 3 octobre 2008. L'ouvrage comprend actuellement 1535 places dont 1075 places pour le public. Il est prévu une participation financière de l'opérateur du centre commercial, la SNC « Les Passages de l'Etoile » pour son exploitation. Suite à un nouvel appel d'offres organisé en 2012, la société CEGIP a été désignée comme prestataire pour l'exploitation de cet ouvrage, à partir du 1er janvier 2013.

L'exploitation du parking laisse apparaître un cash-flow de 743 K€ en 2016. La SERS a lancé en 2016 une consultation en vue de la vente du parc de stationnement ; la meilleure offre atteignait 15,5 M€. Finalement, la SERS a sollicité le concédant pour racheter l'ouvrage au 1er janvier 2017 au prix de 16 M€.

- Commercialisation des secteurs sud de la ZAC :

La commercialisation des droits à construire sur le secteur Schwanau-Lombardie s'est poursuivie.

La 1ère tranche porte en secteurs ZD4 et ZD5, situés entre la route du Polygone et l'allée du Schluthfeld sur le développement de 14 714 m² SP, soit 170 logements dont 32 logements locatifs aidés.

Sur le secteur ZD4, Bouwfonds a livré son programme à l'automne 2015 (46 logements) et Perspective (33 logements) a livré la construction en avril 2016.

Les promoteurs sur le secteur ZD5 (programme Ecocité BEPAS) sont la SCI Green One – Immobilière des Quais et Pierres et Territoires (38 logements dont 16 pour CUS Habitat et commerces), Pierres et Territoires (37 logements dont 16 pour CUS Habitat et commerces), Habitat de l'Ill (9 logements) en habitat participatif accession sociale et Etoile de Nomény (7 logements) en habitat participatif.
Les programmes Pierres et Territoires et SCI Green One ont été livrés respectivement en avril et décembre 2016.
Le chantier Etoile de Nomény a démarré en juillet 2016 et celui d'Habitat de l'Ill en décembre 2016 après signature de l'acte de vente en janvier.

La 2ème tranche concerne le secteur ZD1 situé entre la route de l'Hôpital et la rue de la Thumenau portant sur environ 13 688 m² SdP, soit 188 logements.

Ont été sélectionnés les promoteurs Nacarat (63 logements et commerces), Immobilière Vauban (19 logements et commerces), Promogim (61 logements) et CUS Habitat (45 logements).
Le programme de Nacarat a été livré fin 2015 et celui de de l'Immobilière Vauban fin 2016. Les chantiers de Promogim et CUS Habitat se sont poursuivis en 2016.

La 3ème tranche porte sur les secteurs ZD3 et ZD2 situés entre l'allée du Schluthfeld et la rue de la Thumenau pour un total d'environ 8 060 m² SP, soit 125 logements.

Sur le secteur ZD3, Alcys (47 logements et parking silo de 125 places) a livré la construction au second semestre 2016 et le collectif d'autopromotion Baugroupe (5 logements) a signé l'acte de de vente en août 2016.

Sur le secteur ZD2, les promoteurs Spiral (23 logements) et Icade (50 logements environ) ont été sélectionnés.
Le chantier de Spiral s'est poursuivi et Icade a obtenu son permis de construire.

Enfin, la SERS a lancé en novembre 2014 le processus de choix d'un opérateur pour l'urbanisation du secteur St Urbain (ZD6), dernier foncier de la ZAC. Il est prévu d'y développer 21 500 m² SdP sur une parcelle de 63,39 ares pour un programme mixte habitat, commerces, bureaux et hôtel. Le promoteur Adim a été désigné lauréat de la consultation à l'issue d'un jury du 30 mars 2015 et une promesse synallagmatique a été signée après désignation du lauréat du concours d'architectes (équipe LAN-TOA) en novembre 2015. Le permis de construire dont la demande a été déposée en juillet 2016 devrait être délivré début 2017.

Ainsi, les recettes de cessions représentent en 2016, 467 K€ au titre des droits à construire au bailleur Habitat de l'Ill et au collectif Baugroupe (autopromotion), auxquelles il convient de rajouter 153 K€ pour la cession d'un logement rue du Grand Couronné.

Emprunts

Une consultation d'organismes financiers menée fin 2005 par la Sers a permis d'obtenir de la banque Calyon un emprunt (avec différé d'amortissement de 3 ans) scindé en 2 parties :

- à concurrence de 15 M€ HT sur 15 ans pour l'acquisition du parc de stationnement ; il a été mobilisé au cours du 4ème trimestre 2006,
- à concurrence de 6,343 M€ HT sur 5 ans pour l'acquisition de matériel nécessaire à l'exploitation de ce parc ; cette partie du prêt a été mobilisée en 2008.

La CUS a accordé une garantie d'emprunt à concurrence de 80% sur ce financement global (délibération votée le 29 septembre 2006).

L'emprunt de 6,343 M€ est totalement remboursé au 31/12/2014.

Le capital restant dû au 31/12/2016 pour le 2ème emprunt s'élève à 6 961 K€.

Situation de trésorerie

L'opération génère en 2016 un excédent de trésorerie de 4 121 K€.

Le solde cumulé de trésorerie s'améliore fin 2016 en passant de 5 135 K€ fin 2015 à 9 257 K€ fin 2016 dû aux recettes de cessions encaissées à hauteur de 467 K€ et au versement des participations des collectivités de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg à hauteur de 4 441 K€.

Perspectives

- Commercialisation :

Il sera procédé à la cession des derniers droits à construire aux promoteurs Icade (secteur ZD2) et Adim (secteur ZD6).
Les chantiers se poursuivront avec une livraison échelonnée au courant de l'année 2017 des programmes Etoile de Nomény et Habitat de l'Ill (secteur ZD5), Spiral (secteur ZD2), Promogim et Cus Habitat (secteur ZD1).
Icade, Baugroupe et Adim devraient démarrer leurs chantiers respectifs pour une livraison entre 2018 et 2020.

La SERS procèdera aux travaux de dévoiement du grand collecteur d'assainissement dans le secteur ZD6, aux travaux de raccordement et d'aménagement des abords des programmes à livrer en 2017 en secteurs ZD5, ZD4, ZD3 et ZD1.

Il est envisagé la passation d'un dernier avenant pour proroger la date de fin de concession, préparer la clôture administrative et comptable de l'opération, permettre d'accompagner le dernier projet immobilier du secteur ZD6 et prévoir la mise en place d'acomptes sur résultat.

Les recettes prévisionnelles 2017 portent sur les dernières cessions des secteurs Lombardie et Saint Urbain relatives aux programmes Icade et Adim à hauteur de 8 430 K€ et sur le rachat par la SERS du parc de stationnement pour 16 M€.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

6,5 M€ d'avances de l'Eurométropole

Une avance à taux 0 de 6,5 M€ a été versée par la CUS à la Sers au cours du 2ème trimestre 2004 par deux mandats successifs (3 M€ en avril 2004 et 3,5 M€ en mai 2004).

Cette avance est enregistrée au programme financier 9199 *« Emprises de voiries achetées/vendues secteur Etoile -»*. Son remboursement est prévu fin 2017 suite au transfert programmé du parking à la SERS en opération propre.

6,5 M€ de participation de l'Eurométropole au coût de l'opération

Les modalités de versement de la participation du concédant au coût de l'opération de 6,5 M€, approuvée en 2003, au titre d'une minoration du coût du foncier à

acquérir par l'aménageur à la CUS ont été précisées par avenant n°6 à la convention de concession. Ainsi, celle-ci a été versée à la SERS en 2013, concomitamment au 1er versement de la SERS à la CUS au titre des acquisitions foncières.

Une participation d'UGC

Une participation de 592 K€ HT avait été versée avant 2005 à la Sers par le Multiplex UGC au titre de la réalisation anticipée du tunnel sous le carrefour Mariano. Un complément de participation de 124 K€ HT, correspondant aux frais financiers et intégré dans les produits financiers, a été versé en 2007, au final, la participation versée par le Multiplex UGC s'élève à 716 K€.

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Au PPI de l'Eurométropole, sous l'autorisation de programme *AP0022 Secteur Etoile programme 151-Emprise de voiries,* sont inscrits :

- 27,092 M€ en dépenses :
  - acquisition en 2013 de terrains du PAS (315 K€),
  - achats de terrains à la ville de Strasbourg en 2012 et 2016 (6,192 M€),
  - rachat à la Sers des voiries aménagées (7,524 M€ versés en 2015 et 2016),
  - subvention d'équilibre - minoration foncière (6,5 M€) versée en 2013,
  - avance remboursable accordée à la Sers en 2004 (6,5 M€),
  - divers travaux d'accompagnement (61 K€).
- 15,428 M€ en recettes :
  - cession des terrains de l'Eurométropole à la Sers et à la ville de Strasbourg (15,428 M€) dont 12,8 M€ perçus en 2014 et 2015 et 2,577 M€ à encaisser en 2017.

Bilan financier opérationnel à fin 2016

dépenses	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel au 31/12/2016	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions de terrains/immeubles	22 103	19 859	17 279	0	17 279	*87%*
études générales	5 025	4 189	3 838	36	3 873	*92%*
travaux et honoraires	60 335	67 065	61 623	464	62 086	*92%*
charges diverses	9 098	15 729	14 565	342	14 908	*95%*
TOTAL	**96 564**	**106 841**	**97 304**	**842**	**98 146**	***92%***
solde de trésorerie	0	13 050	5 135	4 121	9 257	
TOTAL	**96 564**	**119 891**	**102 439**	**4 963**	**107 402**	***90%***

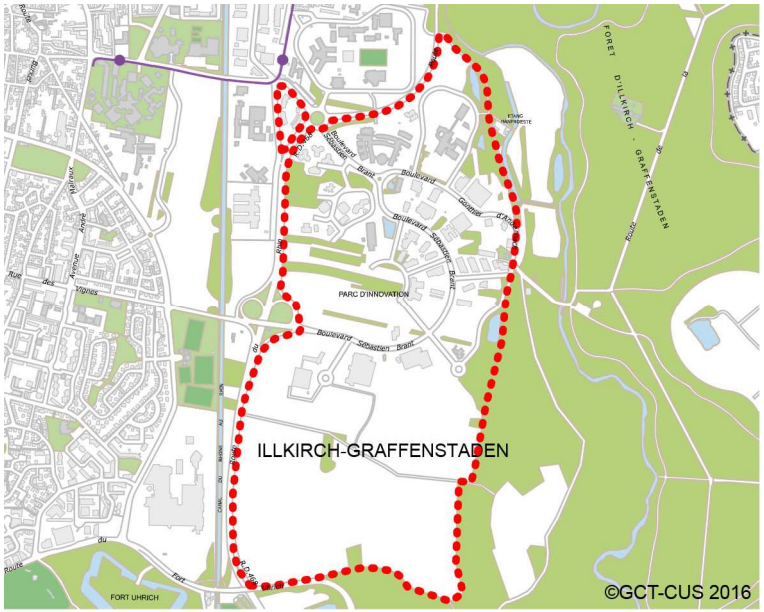
recettes	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel au 31/12/2016	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cessions des charges foncières	62 230	49 514	40 616	467	41 083	*83%*
subventions (Eurométropole, GDS)	41	73	73	0	73	*100%*
participation (MULTIPLEX et Eurométropole avenant n°4)	663	7 092	7 092	0	7 092	*100%*
cessions d'immeubles, équipements publics, rétrocession voiries	26 345	14 358	8 367	4 593	12 960	*90%*
cessions et participations aux parkings, vente parking	6 555	45 861	29 118	743	29 861	*65%*
autres produits	730	2 952	2 810	61	2 871	*97%*
TOTAL	**96 564**	**119 891**	**88 076**	**5 865**	**93 941**	***78%***
avance de la collectivité	0	0	6 500	0	6 500	
emprunt (pour le financement du parking de stationnement)	0	0	7 863	-902	6 961	
TOTAL avec emprunts	**96 564**	**119 891**	**102 439**	**4 963**	**107 402**	***90%***

** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel*

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 103 626 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 80%
avancement financier : - en dépenses : 53%
- en recettes : 48%

programme :
surface de plancher : 843 790 m²
dont logements : 9 710 m²
bureaux/activités : 765 530 m²
équipements publics : 68 550 m²



Parc d'Innovation d'Illkirch

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Sur la base de constats et diagnostics dressés dans un livre blanc, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé dès 1983 de dédier un espace au développement des universités et laboratoires de recherche ainsi qu'aux activités privées de haute technologie.

La Communauté urbaine a proposé ainsi à la SERS d'aménager un site de 170 hectares sur la Commune d'Illkirch-Graffenstaden, spécialement dédié à l'accueil et au développement d'entreprises dans les domaines de la recherche et de l'innovation, notamment dans les domaines de la chimie, de la biotechnologie, de l'informatique et des sciences de l'espace.

Le Parc d'Innovation d'Illkirch constitue ainsi un site privilégié où recherche, enseignement supérieur, et investissement industriel se rencontrent et unissent leurs compétences pour :

- développer un projet d'innovation et de recherche-développement dans un ou plusieurs domaines technologiques et industriels,
- créer des pôles de compétences industriels et technologiques en vue d'un meilleur rayonnement international.

Le Parc d'Innovation d'Illkirch est devenu aujourd'hui l'un des atouts majeurs du pôle de compétitivité à vocation mondiale pour les innovations thérapeutiques, label délivré par le Comité interministériel à l'aménagement du territoire (CIAT) le 12 juillet 2005.

Objet de la concession d'aménagement

Création, aménagement et équipement de la ZAC destinée à la création d'un parc d'innovation sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden.

Historique

Dans le cadre de sa politique de développement d'activités innovantes et de haute technologie, la CUS a décidé la création d'un parc d'innovation sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden.

Au regard des études réalisées et du budget global d'investissement, les parties sont convenues par avenant de 2003 de la réalisation d'un Bioparc. Ce programme immobilier locatif composé de 2 bâtiments et dédié aux entreprises de biotechnologie s'est achevé en 2004.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 31 mai 1985 (ZAC)
- durée : 15 ans prorogée de 24 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024
- 8 avenants :

  1988 : réalisation de deux bâtiments destinés à accueillir les premières entreprises désirant s'installer au PII,
  1994 : extension des missions du concessionnaire à la totalité du périmètre destiné à devenir le PII (*soit environ 170 ha*),
  2002 : mission de réalisation d'études (emprise foncière, programme immobilier, procédures),
  2003 : réalisation du Bioparc (2 bâtiments) + financements + prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2024,
  2006 : autorisation consentie à la Sers de réaliser des aménagements complémentaires (lot D Bioparc) pour 904 892 € HT, afin de permettre la mise à disposition des locaux à la société Novalyst,
  2009 : réalisation d'un troisième bâtiment dans le programme Bioparc développant une SHON de 3100 m², et 2012 : modification des modalités de versement de la participation du concédant à hauteur de 1 M€,

  2012 : affectation d'une personne à plein temps au développement et à l'animation du Parc d'Innovation.

La procédure d'urbanisme = ZAC

1985 : déclaration d'utilité publique (DUP),

1986/1987 : approbation de la création de la ZAC par le Conseil communautaire et le Conseil municipal d'Illkirch, arrêtés préfectoraux créant la ZAC 1ère tranche,

1990 et 1995 : prorogations de la DUP,

1992 : extension de la ZAC 1ère tranche (délibération CUS),

2000 : ordonnance d'expropriation (transfert de propriété des terrains au profit de la CUS),

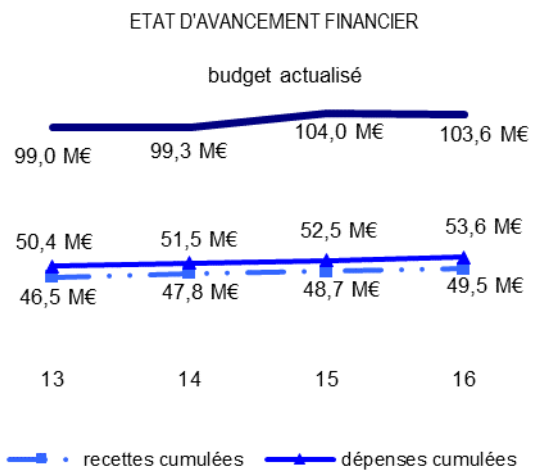
2001 : jugement du TGI au titre de l'indemnisation des expropriés.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**103 626**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	23 249	*22%*
constructions	5 669	*6%*
voiries et réseaux divers	29 119	***28%***
charges de fonctionnement dont : *- fournisseurs : 0* *- charges de gestion : 4 570* *- frais financiers : 4 197* *- rémunération société : 4 810*	13 577	*13%*
avances	32	*NS*
Bioparc 1 et 2	18 228	*18%*
Bioparc 3	10 658	*10%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***3 095***	*3%*

Ressources	**103 626**	*100%*
cessions terrains/immeubles	68 434	***66%***
participations publiques	3 490	*3%*
autres produits	2 642	*3%*
dont : *- produits financiers : 118* *- produit de gestion : 2 524*		
Bioparc 1 et 2	18 228	*17%*
Bioparc 3	10 833	*11%*

Etat d'avancement 2016



• Taux de réalisation : à peine 50 % des recettes réalisées

A fin 2016, le contrat se situe dans sa 31,5ème année sur une durée totale de 39,5 ans, soit 80% de la durée totale. L'opération atteint 53% de son taux de réalisation en dépenses et 48% de son taux de réalisation en recettes.

• Aménagements sur le Parc d'Innovation (hors Bioparc) :

Les seuls travaux financés en 2016 (143 K€) ont concerné quelques aménagements de trottoirs et d'accès suite à la vente des terrains JZ et AURIGA.

• Animation et promotion du Parc :

La dynamique engagée pour donner plus de visibilité au Parc à travers notamment des nouveaux outils de promotion s'est poursuivie au cours de l'année 2016 : mise à jour régulière du site internet, newsletter mensuelle, organisation de manifestations.

• Commercialisation sur le Parc d'Innovation (hors Bioparc) :

Une seule vente de terrain (6,62 ares) a été régularisée au profit de la société Illkirch Brandt 2010 pour l'extension du programme « Auriga » boulevard Brandt.

Aucun terrain n'a été cédé pour la réalisation d'un nouveau projet.

La dynamique a principalement porté sur le développement de projets publics tels que le Bioparc 3 et le projet Ease sur le campus de la faculté de pharmacie, dont l'inauguration est prévue fin 2017.

Les recettes de cessions s'élèvent à 61 K€.

• État d'occupation du Bioparc 1 et 2 :

Les locaux sont totalement occupés, seuls 347 m² sont vacants *(voir ci-dessous)*.

Les travaux visant à diviser le bâtiment 1 en 3 entités autonomes se sont achevés fin janvier 2007. Ils ont permis l'entrée dans les lieux de trois sociétés : Alix (spécialiste des récepteurs nucléaires), Alsachim (société de services pour l'industrie pharmaceutique) et NMRTech (conception et mise en œuvre de méthodes pour l'industrie pharmaceutique).

Le bâtiment 2 est loué pour moitié à Polyplus Transfection depuis début 2004 et pour moitié à Novalyst qui occupe les lieux depuis janvier 2007.

Début 2007, la société Faust qui occupait en totalité l'une des ailes du Bioparc 1 a été contrainte de procéder à des licenciements économiques (15 personnes). En juillet 2008, un plan de reprise d'une partie des activités de la société a été mis en place : il permet de maintenir 10 emplois mais nécessite une réduction des surfaces occupées par Faust (nouveau bail au 1er octobre 2008). Deux sociétés ont repris à compter du 1er janvier 2009 une partie des locaux libérés : il s'agit de Kaly Cell (culture de cellules hépatiques) et Neurofit (études pharmacologiques in vitro/in vivo préclinique du système nerveux central et périphérique).

En 2009, les sociétés Novalyst et Alix se sont rapprochées pour fusionner dans une société rebaptisée Novalix. Les baux relatifs aux locaux pris à bail par les deux sociétés ont été résiliés avec effet au 31 juillet 2009, un nouveau bail ayant été conclu avec la société Novalix (Bioparc 1 lot B). En 2011, la CUS avait accepté la prise en charge des travaux de reconversion de la salle de réunion du bâtiment 1 lot B du Bioparc en laboratoire destiné à la société Alsachim. Entrée dans les locaux en janvier 2012, elle a quitté les lieux en décembre 2016 (347 m²).

Fin 2011, la société Kaly-Cell a quitté les locaux du Bioparc 1 lot A, qui ont été immédiatement repris par la société Domain Thérapeutics, société spécialisée dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments pour les maladies du système nerveux central et métaboliques.

• Bioparc 3 (8 modules de bureaux et laboratoires et 22 box dans le bunker à solvants) :

Les travaux ont démarré en avril 2011 et la construction a été livrée en février 2013.

A fin 2016, trois entreprises occupaient quatre des huit modules :

- BGF international installée depuis septembre 2013, est spécialisée dans la recherche-développement pour la filtration et de la purification de l'eau,
- ALGAE qui a intégré le Bioparc 3 au 1er janvier 2016 est spécialisée dans la culture à grande échelle des micro-algues,
- INOVIEM, qui a pris à bail deux modules à compter d'août 2016, développe une technologie permettant

d'accélérer et de sécuriser la production de nouveaux médicaments.

Seuls deux lots du bunker à solvants ont été loués depuis mars 2014 par Alsachim, l'un des locataires du Bioparc 1.

En conséquence il restait à louer fin 2016, 4 modules et 20 lots dans le bunker à solvants.

Situation de trésorerie

La situation de trésorerie sur l'exercice 2016 est négative (-283 K€). Les recettes 2016 s'élèvent à 829 K€ dont notamment 701 K€ pour le Bioparc et 61 K€ de cessions. Les dépenses sur les immeubles du Bioparc, représentent 70% des dépenses réalisées, soit 782 K€, les travaux sur voirie et réseaux divers sur le parc en représentent 13 %.

Fin 2016, la trésorerie cumulée s'établit à -4 102 K€, contre -3 819 K€ à fin 2015, du fait notamment de la quasi absence de recettes de commercialisation.

Emprunts

L'emprunt à moyen terme est échu depuis 2002. L'opération Bioparc 1 et 2 a fait l'objet d'un financement à long terme spécifique souscrit auprès de Dexia Crédit local le 23 juin 2003 pour un montant de 7 512 K€ amortissable en 15 ans et garanti à hauteur de 80% par la CUS (délibération du 11 juillet 2003). Le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 1 263 K€.

Le Bioparc 3 fait l'objet d'un financement spécifique souscrit le 20 janvier 2011 auprès de la Caisse du Crédit Mutuel Strasbourg Gutenberg pour un montant de 5 337 K€ et une durée de 26,5 ans, garanti à hauteur de 80% par la CUS (délibération du 15 avril 2011).
Le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 4 641 K€.

Perspectives

L'opération devrait encore être déficitaire en 2017 (-966 K€).

Les dépenses prévisionnelles 2017, budgétées à 1 452 K€ se décomposent en :

- dépenses d'aménagement hors Bioparc (43% du prévisionnel) : travaux de VRD et de rénovation du bâtiment Le Stratège, travaux d'entretien et charges de gestion,
- Bioparc 1 et 2 (36% du prévisionnel) : remboursement frais financiers liés à l'emprunt, frais d'entretien et d'exploitation des bâtiments et travaux de remplacement des pompes à chaleur
- Bioparc 3 (21% du prévisionnel) : frais d'exploitation du bâtiment, remboursement des frais financiers liés à l'emprunt.

Les recettes prévisionnelles 2017, budgétées à 486 K€ correspondent à :

- des recettes sur le Bioparc 1 et 2 (318 K€) au titre des loyers et charges payés par les occupants, moins l'amortissement de l'emprunt,
- des recettes sur le Bioparc 3 (98 K€) au titre des loyers et charges payés par les occupants, moins l'amortissement de l'emprunt.

• Aménagement sur le Parc d'Innovation :

Aucune viabilisation nouvelle n'est envisagée en 2017, l'objectif étant de céder en priorité les terrains déjà viabilisés.

• Perspectives de commercialisation :

Sur le Parc d'Innovation :

a) Projets privés

- la société **JZ** installée depuis 2016 au PII souhaite s'agrandir et acquérir un terrain de 10 ares pour la construction d'un nouveau bâtiment d'environ 500 m² dans le lot 24,
- la société Thermo Fischer devrait s'étendre sur le lot 23 avec le développement de 10 000 m2 supplémentaires sur un terrain d'environ 200 ares,
- Habitat de l'Ill envisage de réaliser sur un terrain de 35 ares route du Rhin (lot 5) près de la résidence étudiante de la Strasbourgeoise de l'Habitat, une résidence pour étudiants et/ou jeunes actifs (programmation en cours de définition).

b) Projet public et institutionnel

La faisabilité du projet de géothermie profonde menée par la société ES Géothermie (filiale de l'ES) sera poursuivie (ilot 29).

Sur le Bioparc :

Concernant le Bioparc 3, la société Inoviem démarrera son activité en 2017.

Aucune nouvelle prise de location de modules n'est prévue en 2017.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

Pas d'avances de l'Eurométropole

Participations de l'Eurométropole

Le mécanisme de portage foncier est spécifique à l'opération : au fur et à mesure des besoins de commercialisation des terrains, la CUS cède à la Sers à la valeur des domaines les terrains non aménagés.

En application de l'avenant n°4 à la convention de concession et de la délibération du Conseil communautaire du 28 février 2003, la CUS verse à la

Sers la quote-part du loyer d'amortissement correspondant aux locaux vacants du Bioparc 1 et 2. Cette quote-part se calcule par la différence entre l'amortissement du bien et les loyers versés par les deux sociétés actuellement locataires. Cet avenant est applicable pour une durée de 20 ans. La CUS a versé en 2009 une participation de 56 K€ HT pour la vacance partielle des locaux en 2008.

Par délibération du 10 février 2006, la CUS a approuvé la prise en charge de travaux d'aménagement intérieurs liés à l'implantation de la société Novalyst pour 905 K€ HT maximum, la Sers apportant un financement complémentaire à hauteur de 300 K€ maximum. Ces travaux ont été réceptionnés fin 2006, et suivis d'une prise de possession des locaux en janvier 2007 par le locataire, la société Novalyst.

Par délibération du 29 septembre 2006, la CUS a décidé de prendre en charge partiellement le coût des travaux réalisés sur la moitié du bâtiment 1 du Bioparc libéré par la société Carex (enveloppe attribuée au « pôle de compétitivité innovations thérapeutiques »). Ces travaux d'un montant de 111 K€ HT ont été financés par la CUS à hauteur de 84 K€ HT.

Par délibération du 13 février 2009, et convention en date du 2 mars 2009, la CUS a accepté la prise en charge d'une partie du coût des travaux de divisibilité du bâtiment 1 suite au départ de la société Faust. Ces travaux d'un montant de 96 K€ HT ont été financés par la CUS en 2009 à hauteur de 55 K€ HT.

Par délibération du 17 avril 2009 et avenant n°6 à la concession d'aménagement signé le 12 juin 2009, la CUS a approuvé la construction par la SERS du troisième bâtiment du Bioparc (3000 m^2 SHON) pour un coût prévisionnel de 6,6 M€ HT, moyennant une subvention d'investissement de 1 M€ TTC.

Il est également prévu qu'en cas de vacance des locaux, le concédant et le concessionnaire s'engagent à supporter le risque d'usage des locaux à concurrence de 50% pour chacune des parties.
A ce titre, la collectivité a versé une somme de 191 K€ HT en 2014 (pour la vacance 2013), de 192 K€ HT en 2015 (pour la vacance 2014) et 192 K€ HT en 2016 (pour la vacance 2015). Depuis, il a été décidé entre la SERS et l'Eurométropole que la quote part de la vacance prise en charge annuellement par l'Eurométropole resterait pour les années 2016 et suivantes à la charge du bilan de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2011, et convention en date du 7 novembre 2011, la CUS a accepté la prise en charge des travaux de reconversion de la salle de réunion du bâtiment 1 lot B du Bioparc en laboratoire destiné à la societé Alsachim pour un montant de 192 K€ HT, versé en 2011 et 2012.

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Au PPI sous l'AP0017 *Zones d'aménagement concédées programme 132 Parc d'Innovation d'Illkirch* sont inscrits 2,210 M€ en recettes au titre du paiement par la SERS du foncier à l'Eurométropole de Strasbourg.

Bilan financier opérationnel à fin 2016 (en K€ HT)

** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel*

dépenses	**budget prévisionnel initial**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2016**	**cumul à fin 2015**	**réalisé 2016**	**cumul à fin 2016**	***taux de réalisation à fin 2016****
terrains et immeubles	15 380	23 249	6 136	0	6 136	*26%*
constructions	3 726	5 669	4 057	128	4 185	*74%*
voirie et réseaux divers	23 988	29 119	12 060	15	12 075	*41%*
charges (fonctionnement)	9 823	13 577	9 068	187	9 255	*68%*
avances		32	32	0	32	*100%*
Bioparc 1 et 2		18 228	13 921	458	14 379	*79%*
Bioparc 3		10 658	7 219	324	7 543	*71%*
TOTAL	**52 917**	**100 531**	**52 494**	**1 112**	**53 606**	***53%***
solde de trésorerie	239	3 095	-3 819	-283	-4 102	
	53 156	**103 626**	**48 675**	**829**	**49 504**	***48%***

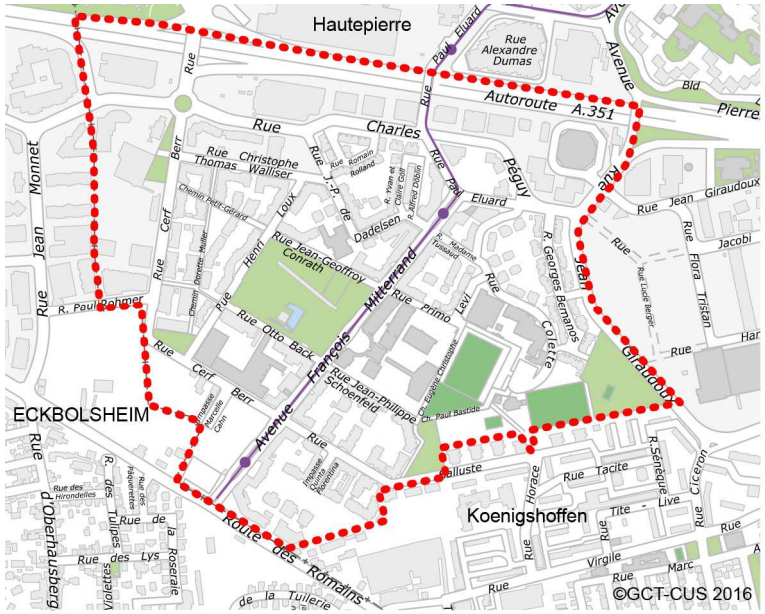
recettes	**budget prévisionnel initial**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2016**	**cumul à fin 2015**	**réalisé 2016**	**cumul à fin 2016**	***taux de réalisation à fin 2016****
cessions terrains/immeubles	46 687	68 434	22 722	61	22 783	*33%*
participations	4 170	3 490	3 490	0	3 490	*100%*
produits (fonctionnement)	2 299	2 642	2 268	67	2 335	*88%*
emprunts		0	6 654	-751	5 903	
Bioparc 1 et 2		18 228	10 950	1 093	12 043	*66%*
Bioparc 3		10 833	2 590	359	2 949	*27%*
TOTAL	**53 156**	**103 626**	**48 675**	**829**	**49 504**	***48%***

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 139 023 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 96%
avancement financier : - en dépenses : 89%
- en recettes : 95%

programme :

surface de plancher :		446 760 m²
dont	logements :	265 820 m²
	activités :	14 690 m²
	commerces :	54 600 m²
	bureaux :	62 750 m²
	équipements publics :	48 900 m²



Opération Hautepierre – Poteries

Concédant : ville de Strasbourg, (transfert de plein droit en 1973/1974 à la CUS), puis à l'Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Au début des années 1960, la Ville de Strasbourg a programmé l'urbanisation des 253 hectares de terre situés entre deux des voies menant au centre-ville : la route nationale Paris - Strasbourg et la route menant aux terres agricoles du Kochersberg. Selon un schéma répandu en France à l'époque, une autoroute urbaine de desserte et de transit, qui prit le nom d'autoroute de Hautepierre, fut construite à travers la zone à aménager.

Les terrains situés au nord furent urbanisés sous forme de zone à urbaniser par priorité (ZUP) selon un plan en mailles hexagonales. Ce quartier Hautepierre est constitué pour 80% de logements sociaux. La ZUP s'est achevée en 1980.

Le concept de mailles a été abandonné pour l'urbanisation des terrains situés au sud de l'autoroute. Pour ce nouveau secteur, un arrêté de zone d'aménagement concertée (ZAC) a été pris en 1985. Il s'agissait de construire un nouveau quartier d'habitation avec des commerces de proximité et des équipements publics (groupes scolaires, gymnases, zone sportive, crèche, parc urbain, lycée…). L'opération qui prit le nom de ZAC des Poteries s'étend sur 71 ha ; elle prévoit la création d'une zone commerciale au nord et d'un secteur réservé aux activités à l'ouest. L'enjeu en termes d'aménagement et d'image est majeur puisque le site se trouve à la jonction de Hautepierre nord, du Hohberg et de la Commune d'Eckbolsheim.

Depuis 2004, la stratégie urbaine sur le secteur de Hautepierre nord a reposé sur le développement et l'aménagement d'immobilier d'entreprises dans le cadre de la zone franche urbaine, dont la réussite constitue un enjeu majeur pour l'emploi.

Objet de la concession d'aménagement

- aménagement de la zone à urbaniser par priorité (ZUP) : construction d'environ 8 000 logements + édifices sociaux, commerciaux, bâtiments scolaires, travaux d'équipement ;
- extension de la concession d'origine au périmètre de la ZAC « Kœnigshoffen Poteries ».

Historique

Par convention du 30 décembre 1967, la Ville de Strasbourg a chargé la Sers de réaliser une zone à urbaniser par priorité (ZUP) à Strasbourg - Hautepierre. Cette opération a été transférée à la CUS en qualité d'autorité concédante. La 1ère tranche de la concession (située au nord de la pénétrante A351) a été urbanisée dans le cadre de la ZUP (Hautepierre Nord), la partie sud dans le cadre d'une ZAC (Hautepierre Sud).

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 30 décembre 1967
- durée : 5 ans, prorogée par avenants jusqu'au 31 décembre 2018 (durée totale : 51 ans)
- 15 avenants :

1975 : inclusion de la maille Irène : centre commercial, équipements socioculturels et de loisirs, hôtel, immeuble de bureaux, place centrale et aires de stationnement,

1978 : inclusion de la maille Anne (collège CES, constructions abritant des antennes d'entreprises) et du secteur d'activités sud (activités artisanales et petites industries non polluantes),

1980 : prorogation de la durée de la concession de 5 ans,

1981 : intégration à la ZAC de la réalisation d'un lotissement à Hautepierre sud,

1983 : le collège dont l'implantation était initialement prévue maille Anne nord sera construit maille Brigitte ; la partie libérée sera affectée à usage d'activités ; réalisation de 2 ouvrages d'art en surplomb de la pénétrante Ouest (de part et d'autre de la maille Irène),

1985 : réalisation d'une 2ème tranche sous forme de ZAC à usage d'habitation et d'activités + missions d'aménagement de la ZAC + prorogation de la convention jusqu'à fin 1997,

1985 : remboursement de travaux : terrains de sport (100%), liaison routière avec lotissement à usage d'activités d'Eckbolsheim (50%), bassin de rétention eaux usées et pluviales (100%), montant global estimatif de 1 248 K€,

1994 : extension de mission au nouveau périmètre de la ZAC (Poteries) + prorogation jusqu'à fin 2001,

2001 : transfert au profit de la CUS de certaines voies + voiries et prorogation de la convention jusqu'à fin 2010,

2004 : définition de l'intervention de la Sers dans la requalification des espaces extérieurs de Hautepierre et la redynamisation de l'emploi (dispositif zone franche urbaine) à Hautepierre nord ; transformation du contrat en convention publique d'aménagement (CPA),

2006 : apports en nature par la CUS à la Sers de terrains (cession à l'euro symbolique) nécessaires à la réalisation de la ZFU (151,40 ares opération Alfred de Vigny + 20,95 ares opération Dante) au titre de la participation de la CUS à l'opération,

2008 : 2 avenants 12 et 13 :

- extension du périmètre de la concession à un terrain situé en bordure de la rue Salluste, dans le cadre d'un échange foncier entre la Ville et la Sers, cet échange foncier avait vocation à permettre à la Ville de programmer la construction d'un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) sur le site,
- réduction du périmètre de la concession et autorisation à la Ville de réaliser des études et des travaux sur des emprises délimitées dans l'attente de la cession des terrains aux collectivités ; cet avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de co-maîtrise d'ouvrage signée entre la Ville, la CUS et CUS Habitat.

2010 : réduction du périmètre de la concession, et fixation des modalités de cession des emprises nécessaires à la mise en œuvre du PRU de Hautepierre (convention 2009-2013) ; abrogation des dispositions de l'avenant n°13, qui concernait des éléments de programme décrits dans le protocole de préfiguration signé avec l'ANRU le 25/01/08, modifiés dans la convention de rénovation urbaine signée le 15/12/2009 ; autorisant la CUS et la Ville de Strasbourg à réaliser des travaux avant la cession effective n'intervenant qu'à l'achèvement

des travaux ; fixant les modalités de cession ; convenant du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession à concurrence de 2 M€ HT, à chacune des parties ; prorogeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2015,

2015 : approbation par le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 de l'avenant n°15 permettant le versement anticipé d'acomptes sur résultat pour chacune des parties et prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

La procédure d'urbanisme = ZUP puis ZAC

A l'origine, la zone avait été déclarée zone à urbaniser par priorité (ZUP) et couvrait une superficie de 253 ha ; le périmètre a été réduit à 136 ha, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de ZAC.

ZAC Hautepierre Sud, dénommée ZAC des Poteries à partir de 1995 :

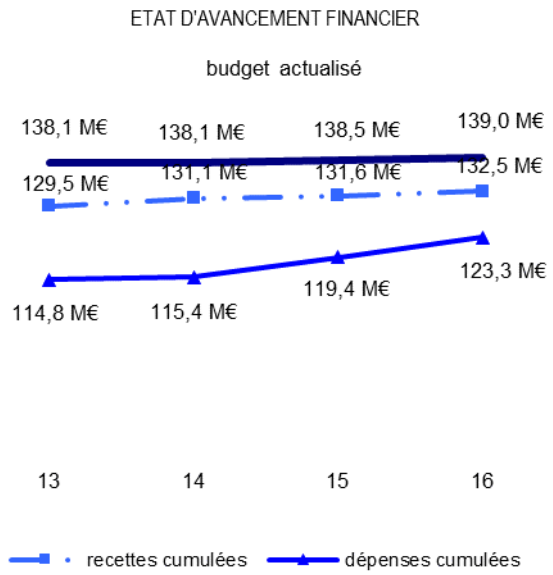
- approbation du dossier de création de ZAC par le Conseil de Communauté urbaine du 14/02/1983 et arrêté de réalisation de ZAC en date du 16/08/1985,
- décision de la refonte de la ZAC et approbation du dossier de réalisation, du PAZ et du programme des équipements publics par le Conseil de Communauté urbaine du 8/10/1993,
- approbation par le Conseil de Communauté urbaine du 17 décembre 2010 du dossier de modification de la ZAC, qui était restée inchangée depuis 17 ans.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT) hors ZFU

Emplois	**139 023**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	15 785	*11%*
études et équipements	6 455	*5%*
voiries et réseaux divers	73 636	***53%***
charges de fonctionnement *dont :* *- frais financiers : 4 486* *- charges de gestion : 4 872* *- rémunération société : 4 297* *- TVA réglée : 5 468*	19 123	*14%*
avances (acomptes sur résultat)	22 992	*16%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***1 031***	*1%*

Ressources	**139 023**	*100%*
cessions (terrains, superstructures, droits aux raccordements et redevances)	103 646	***75%***
participations	19 701	*14%*
subventions	2 767	*2%*
autres produits *dont :* *- financiers : 5 614* *- de gestion : 900* *- TVA remboursée : 6 395*	12 909	*9%*

Etat d'avancement 2016



- Un taux de réalisation de 89% en dépenses :

A fin 2016, le contrat se situe dans sa 49ème année sur une durée totale de 51 ans, soit 96% de la durée totale. L'opération atteint à fin 2016, 89% de son taux de réalisation en dépenses et 95% de son taux de réalisation en recettes.

- Les acquisitions sont achevées :

La SERS a acquis fin 2015 les terrains appartenant au bailleur social Habitation Moderne (partie du stade Paco Mateo et square public), soit 19 592 m² au prix total de 397 K€ (frais de notaire compris).

- Les aménagements :

Hautepierre nord : Dans la Zone Franche Urbaine, les travaux de viabilité et de voirie définitive du lotissement Alfred de Vigny sont achevés. La rétrocession est intervenue suite à la délibération de la CUS du 18 décembre 2014 et l'acte de cession signé le 15 mai 2015.

Quartier des Poteries :

Aménagement du futur domaine public : au nord de la ZAC, les travaux rue Tussaud, respectivement rue Eluard ont été achevés pour accompagner la livraison de opérations immobilières de Nexity et de Bouygues.

Aménagement du futur domaine privé : Les aménagements tertiaires ont concerné le programme Spiral (41 logements) à l'angle de la route des Romains et de l'avenue Mitterrand et les raccordements du programme Lieu Commun d'Habitat de l'Ill (14 logements).

Les dépenses relatives aux études et travaux de voiries secondaires et tertiaires s'élèvent à 400 K€.

- La commercialisation :

Hautepierre nord : Dans la ZFU, la commercialisation est achevée depuis 2011.

Quartier des Poteries : Au sud est de la ZAC, dans le secteur délimité par l'avenue Mitterrand, la rue Salluste et la route des Romains, huit constructeurs (Spcia, Habitation Moderne, Promogim, Edifipierre, Stradim, Sogerim, Spiral et Habitat de l'Ill) développent dix programmes de logements sur une surface de 30 660 m² SdP, soit à terme 440 logements (dont 77 hors ZAC).

Le dernier projet du secteur sud est de la ZAC concerne une opération d'habitat locatif participatif en bordure du square Quinta Florentina. Habitat de l'Ill a été désigné lauréat pour développer l'opération avec le Collectif Lieu Commun (14 logements). La construction a pu démarrer fin 2016.

Au nord de la ZAC, Nexity a achevé en mai 2016 son programme mixte, situé avenue Mitterrand, rues Eluard et Colette, de résidence pour personnes à mobilité réduite (65 logements et une unité médicalisée de 24 lits, un salon résidentiel et un commerce de proximité) et de logements en accession (82 logements, dont 20 logements en accession sociale sécurisée avec Domial).

De son côté, Bouygues a achevé en septembre 2016 la construction de son programme de 102 logements sur RDC tertiaire rue Eluard.

Enfin, concernant les derniers terrains au sud ouest de la ZAC, il avait été décidé fin 2015 d'attribuer la partie nord du secteur ZA6 (angle avenue Mitterrand, rue Cerf Berr) à un groupement d'opérateurs constitués par Habitation Moderne, CUS Habitat, 3F avec Ti Hameau et Habitat de l'Ill pour un total de 14 000 m² SdP et 186 logements. Les études se sont poursuivies sous le pilotage d'Habitation Moderne qui a pu déposer une demande de permis de construire en décembre 2016 pour son programme de 82 logements et équipements collectifs.

Un seul acte de vente a été signé en 2016 avec Habitat de l'Ill relatif au programme Lieu Commun.

Les recettes de cession enregistrées en 2016, représentent un montant de 431 K€ pour la vente du terrain à Habitat de l'Ill et les droits de raccordement au chauffage de ce programme et de celui de Bouygues.

Situation de trésorerie

L'opération dégage une trésorerie cumulée conséquente puisque fin 2016, le solde cumulé se chiffre à 9,2 M€ hors opération de zone franche urbaine.

Le concessionnaire produit un bilan financier et un compte prévisionnel séparés pour la zone franche urbaine.

Perspectives

- Hautepierre nord :

La clôture de l'opération ZFU est envisagée fin 2017 avec le remboursement d'un reliquat prévisionnel de 300 680 € de participation versée par la collectivité, aussitôt le protocole de clôture approuvé et signé par l'Eurométropole.

- Quartier des Poteries :

Le projet d'habitat locatif participatif avec Habitat de l'Ill et le Collectif Lieu Commun se poursuivra sur toute l'année 2017 pour une livraison annoncée début 2018.

Enfin, mi-2017 verra la délivrance des permis de construire sollicités par Habitation Moderne (82 logements) et Ti Hameau (35 logements réservés aux personnes souffrant d'un handicap).

Une nouvelle tranche de rétrocession devrait également avoir lieu (square Caïus Largennius, impasse Quinta Florentina, placette à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la route de Wasselonne).

L'éventualité de devoir prolonger la concession par avenant sera étudiée pour permettre le bon achèvement et la préparation de la clôture administrative et comptable de l'opération.

Les impacts financiers sur les comptes de l'Eurométropole

Avances de la CUS

La Sers était redevable envers la CUS du remboursement d'une avance sur recettes de 1,542 M€ consentie pour la construction du réseau de chaleur.

La Sers a remboursé le premier tiers de l'avance en 2000 pour un montant de 462 561 € (ce montant n'a été titré qu'en 2005). Le deuxième tiers de l'avance a été remboursé en 2004, à hauteur de 539 654 € et le solde en 2006. L'ensemble des avances est donc intégralement remboursé.

Traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Certaines dépenses d'acquisition (approuvées au bilan 1993) restent à verser par l'Eurométropole au concessionnaire (délibération à venir en 2017) :

- acquisition des terrains d'assiette des équipements collectifs et sportifs (501 502 € HT) en secteur ZE1 et ZE2,
- acquisition des parcelles d'assiette du gymnase, de la dépendance Stosskopf et du second groupe scolaire (223 032 € HT) en secteur ZD1 et ZD5.

A noter que le terrain d'assiette de la Maison de l'Enfance a été transféré par acte du 29/06/2007. La CUS a versé à ce titre un montant de 91 927 € HT en 2008.

La participation au titre du collecteur réservoir (363 743 € HT) a été versée en 2015 par l'Eurométropole au concessionnaire conformément à l'avenant n°15 signé le 24 février 2015.

Il est à relever que les dépenses d'acquisition de l'Eurométropole de Strasbourg sont inscrites au PPI *sous l' AP 0017 programme 1053 ZAC des Poteries* Elles doivent être effectuées au plus tard à la clôture de l'opération.

Acompte prévisionnel sur résultat

En 1997, le concédant avait souhaité pouvoir bénéficier par anticipation d'un acompte sur le résultat prévisionnel de l'opération (Hautepierre et Poteries), d'un montant de 6 807 304,33 F (1 037 766,80 €).

En août 2000, le concédant a prélevé un second acompte de 3 000 000 F (457 347,05 €) sur ce résultat prévisionnel.

En février 2011, le concédant a prélevé un troisième acompte de 2 M€ sur le résultat prévisionnel, en application de l'avenant n°14 signé le 6/04/2010.

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la convention de concession du 30/12/1967, un montant identique a été affecté à la SERS concessionnaire, dans les trois cas.

L'avenant n°15 signé le 24 février 2015 entre la SERS et l'Eurométropole prévoit la possibilité pour les parties de versements anticipés d'acomptes à part égale à prélever sur l'excédent du résultat prévisionnel, dans la limite de 80% de cet excédent.

Ainsi, en décembre 2015, un quatrième prélèvement de 3 M€ (1,5 M€ pour le concédant et autant pour le concessionnaire) a été opéré sur l'excédent du résultat prévisionnel.

De même en décembre 2016, un cinquième prélèvement de 3 M€ (1,5 M€ pour le concédant et autant pour le concessionnaire) a été opéré sur l'excédent du résultat prévisionnel.

Le montant global prélevé d'ores et déjà sur le résultat opérationnel est donc de 12 990 K€ à fin 2016.

Un nouveau prélèvement de 3,5 M€ est prévu en 2017.

Bilan financier opérationnel à fin 2016 (en K€ HT) hors ZFU

dépenses	**budget prévisionnel initial (hors ZFU)**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2016**	**cumul à fin 2015**	**réalisé 2016**	**cumul à fin 2016**	***taux de réalisation à fin 2016****
acquisitions terrains et immeubles	16 769	15 785	15 785	0	15 785	*100%*
études et équipements	2 591	6 455	6 242	8	6 250	*97%*
voiries et réseaux	54 882	73 636	69 564	708	70 271	*95%*
charges (fonctionnement)	10 992	13 655	13 188	80	13 268	*97%*
TVA réglée	4 878	5 468	4 585	148	4 733	*86%*
avances (acomptes sur résultat)	0	22 992	9 992	3 000	12 992	*56%*
TOTAL	**90 113**	**137 992**	**119 357**	**3 943**	**123 300**	***89%***
solde de trésorerie		1 031	12 213	-3 034	9 179	
	90 113	**139 023**	**131 571**	**909**	**132 479**	***95%***

recettes	**budget prévisionnel initial (hors ZFU)**	**budget prévisionnel modifié au 31/12/2016**	**cumul à fin 2015**	**réalisé 2016**	**cumul à fin 2016**	***taux de réalisation à fin 2016****
cessions terrains/immeubles	75 402	103 646	96 971	431	97 401	*94%*
participations publiques	9 528	19 701	19 386	315	19 701	*100%*
subventions	0	2 767	2 767	0	2 767	*100%*
produits (fonctionnement et financiers)	3 354	6 514	6 497	17	6 514	*100%*
emprunts et avances	0	0	764	0	764	*/*
TVA remboursée	1 829	6 395	5 186	146	5 332	*83%*
TOTAL	**90 113**	**139 023**	**131 571**	**909**	**132 479**	***95%***

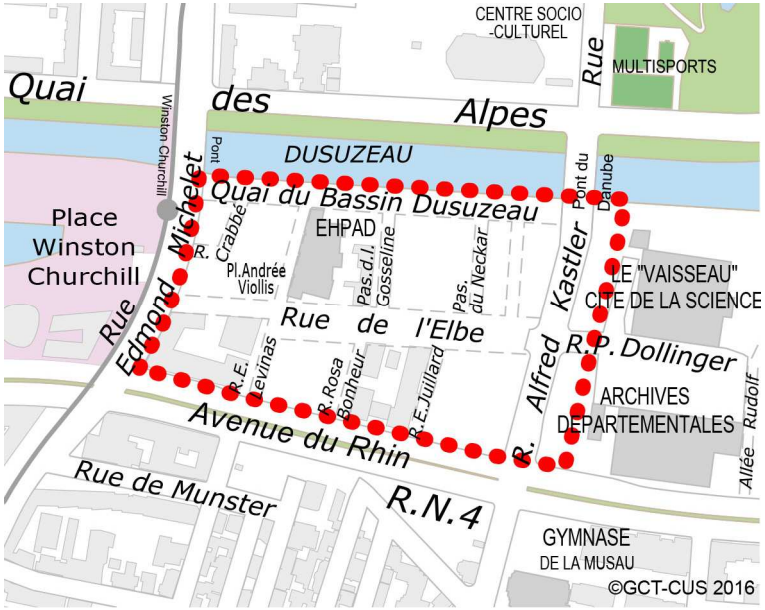
** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 27 456 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 70%
avancement financier : - en dépenses : 59%
- en recettes : 70%

programme :

surface de plancher :	85 000 m²
dont logements :	56 150 m²
bureaux, commerces :	18 500 m²
équipements :	3 350 m²
autres constructions (EHPAD) :	7 000 m²



ZAC Danube

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SERS

ENJEUX

Le projet Danube s'inscrit dans la dynamique de réappropriation des 250 hectares de friches portuaires et le développement de la ville de Strasbourg jusqu'à Kehl, au travers du grand projet urbain des Deux Rives.

Situé au bord des anciens bassins du port, à la jonction entre Neudorf et l'Esplanade, le secteur Danube, premier écoquartier pilote de Strasbourg, offre l'opportunité de reconvertir une friche industrielle et de bâtir un nouveau « morceau de centre ville » novateur, de grande qualité architecturale et urbaine, faisant une large place aux logements.

L'éco-quartier Danube constitue un lieu privilégié d'expérimentation d'une démarche intégrée du développement urbain durable, dans ses composantes environnementale, sociale, économique et de gouvernance.

Il développera ainsi des dispositifs innovants en matière de nouvelles techniques environnementales et constructives, de mixités urbaines, de solutions alternatives à la voiture, et enfin, de partenariat renforcé entre les différents acteurs engagés dans le projet.

Objet de la concession d'aménagement

- Aménagement d'une zone d'environ 6 hectares, située entre l'avenue du Rhin au Sud, le bassin Dusuzeau et la promenade des bassins au Nord, la rue Edmond Michelet, le pont Churchill à l'Ouest et les équipements du Conseil général à l'Est (Vaisseau et archives départementales).
- L'opération d'aménagement, réalisée dans le cadre d'une ZAC, dénommée Danube, est destinée à accueillir principalement de l'habitat, des équipements publics, des bureaux, du commerce et des services de proximité.
- Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global de construction comprenant environ 85 000 m² SHON, dont 56 150 m² réservés à l'habitat correspondant à 650-700 logements, dont 40% de logements locatifs sociaux, 10% d'accession sociale à la propriété, 10% en autopromotion et 40% en promotion privée.
- Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la concession.

Historique

Par délibération du 1er février 2008, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait les objectifs et principes directeurs du projet d'aménagement, créait la ZAC Danube et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur. Initié en 2008, un atelier de projet, au travers d'une vingtaine de séances, a contribué à la définition des orientations du cahier des charges de la consultation aménageurs organisée en 2009, à l'issue de laquelle, le Conseil de CUS a concédé l'opération de la ZAC Danube à la SERS le 5 février 2010.

Suite à une procédure de dialogue compétitif, organisée par la SERS, c'est l'agence DEVILLERS, qui a été retenue comme équipe de maîtrise d'œuvre urbaine.

Le programme prévisionnel de construction approuvé par le Conseil de Communauté urbaine du 29 septembre 2011 est d'environ 85 000 m², dont

- 56 150 m² SHON de logements, soit environ 650-700 logements,
- 7 000 m² SHON (84 lits en EHPAD),
- 18 500 m² SHON de bureaux et commerces,
- 3 350 m² SHON d'équipement scolaire.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 25 mars 2010
- durée : 10 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

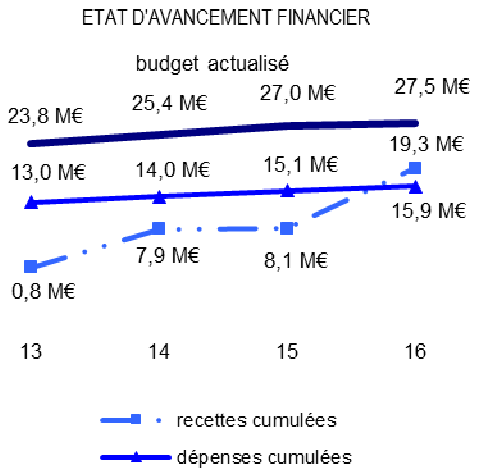
- délibération du Conseil de communauté urbaine de Strasbourg du 1er février 2008 approuvant la création de la ZAC,
- délibération du Conseil de communauté urbaine de Strasbourg du 29 septembre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics (PEP).

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**27 456**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	7 579	*28%*
études générales	2 633	*10%*
travaux	12 945	***47%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 935* *- charges de gestion : 697* *- rémunération société : 2 071* *- TVA réglée : 0*	3 703	*13%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***595***	*2%*

Ressources	**27 456**	*100%*
cessions de terrains	25 676	***93%***
participations/subventions	763	*3%*
autres produits dont *- financiers : 160* *- de gestion : 857* *- TVA remboursée : 0*	1 017	*4%*

Etat d'avancement 2016



- 59% de réalisation en dépenses et 70% en recettes :

A la fin 2016, le contrat se situe dans sa 7ème année sur une durée totale de 10 ans, soit 70% de la durée totale. L'opération atteint 59% de son taux de réalisation en dépenses et 70% de son taux de réalisation en recettes.

- Le programme des constructions au 31/12/2016 :

Au 31/12/2016, la constructibilité globale de la ZAC s'établit à environ 81 771 m² pour un programme initial de construction à 85 000 m², la baisse de 1400 m² s'expliquant en partie par la diminution du programme de l'équipement scolaire.

- Les acquisitions foncières sont achevées :

L'intégralité des acquisitions foncières a été réalisée et payée en 2012 aux deux collectivités (Ville de Strasbourg et Eurométropole de Strasbourg), soit 7,679 M€.

Une parcelle de 19 m² a toutefois dû être acquise en 2016 auprès de l'Eurométropole pour un montant de 3 100 € pour permettre la réalisation du parc de stationnement en silo sur l'ilot I.

- Les études et aménagements :

En 2016, il a été procédé en termes d'études et travaux :

- à la délivrance des permis de construire pour les lots A1 et A3 (NLE), J2 (Perspective),J1 (Cogedim), et C1 (Sers-Résidence de l'Arche),
- à la poursuite des études de conception pour l'ilot G (école et logements sociaux réalisés par Immobilière 3F),
- à la désignation du groupe Bouygues immobilier pour la réalisation d'un programme d'environ 70 logements sur l'ilot D (ilot à énergie positive) et l'engagement des études de conception de cet ilot.
- à l'établissement de la demande de permis de construire pour le programme Nexity sur l'ilot I (33 logements sociaux pour CUS Habitat, 80 logements privés et 1300 m² de bureaux),
- à la réalisation des travaux d'aménagement provisoire pour la mise en service des programmes immobiliers de la tranche 1,
- au démarrage des travaux de construction des lots J2 (Perspective) et J1 (Cogedim), du lot C1 (Sers-Résidence de l'Arche) et du lot H4 (Unicity 2).

L'action en justice engagée par la SERS fin 2013 contre GDF s'est poursuivie. Cette action concerne la découverte d'une lentille de pollution aux hydrocarbures au droit de l'ilot I et J, pour une prise en charge des travaux de dépollution de cette lentille.

Les programmes Vinci (62 logements) et Habitation Moderne (36 logements) sur l'ilot F, Unicity 1 (résidence étudiante de 159 logements) et Batigère (35 logements) sur l'ilot H, ainsi que le programme d'autopromotion du collectif E0 (35 logements) ont été livrés et mis en service. Les dépenses correspondantes ont porté sur les études (51 K€) et les travaux (194 K€).

- La commercialisation :

En 2016, les actes de ventes ont pu être signés avec NLE lots A1 et A3, Elithis lot A2, Altexia (Unicity 2) lot H4, Nexity lots I1 et I4, Cogedim lot J2 et Perspective lot J1, soit une surface de plancher de 26 000 m².

En outre, une promesse de vente a été signée avec Bouygues Immobilier dans l'ilot D à Energie+.

La société Unanim poursuit le montage du programme de 15 logements en habitat participatif sur le lot C4.

Enfin, l'ilot E accueillera un programme mixte locatif et accession sociale (50 logements) porté par Opidia (SCI regroupant CUS Habitat, Habitation Moderne et Pierres et Territoires).

Les recettes 2016 s'élèvent ainsi à 11 160 K€ dont 10 726 K€ de cessions de charges foncières et 424 K€ pour le raccordement au réseau de chaleur et au réseau d'eau.

Situation de trésorerie

L'opération présente en 2016 un solde de trésorerie positif de 10 365 K€.

Le solde cumulé de trésorerie devient à fin 2016 excédentaire à 3 332 K€ du fait des recettes de cessions de charges foncières encaissées à hauteur de 10 726 K€.

Emprunts

Un emprunt à court terme de 10 M€ pour une durée de 48 mois permettant l'acquisition des terrains et les premiers travaux de viabilité a été contracté par la SERS en date du 11 février 2011, sans garantie d'emprunt de la collectivité.

L'emprunt a été intégralement remboursé fin 2015.

Perspectives

L'année 2017 verra :

- la désignation des opérateurs pour les trois derniers lots de la ZAC (lots C2, C3 et C5 soit environ 3000 m²),
- la poursuite des études de maitrise d'oeuvre pour la réalisation du programme mixte école maternelle et logements avec la société I3F avec le dépôt de la demande de permis de construire,
- l'engagement du concours d'architectes pour l'ilot E (maitrise d'ouvrage CUS Habitat),
- le dépôt de permis de construire pour le programme de Bouygues Immobilier sur l'ilot D,
- la livraison de la tour Elithis et du programme Unicity 2 (résidence étudiante et locaux Pôle emploi),
- le démarrage des travaux de construction des programmes NLE (ilot A) et Nexity (ilot I).

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'AP0024 Danube programme 143 figurent :

- en dépenses :

- la participation du concédant au titre de la subvention d'équilibre (720 000 €) versée en 2014 à la SERS,
- les acquisitions réalisées pour 7,735 M€,
- les études et travaux réalisés pour 840 K€.

- en recettes :

le produit des cessions de terrains à la SERS encaissé en 2012 (8,116 M€).

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	7 827	7 579	7 556	3	7 559	*100%*
études	1 513	2 633	1 540	51	1 591	*60%*
travaux	8 107	12 945	3 938	194	4 133	*32%*
charges de fonctionnement	1 919	2 768	1 197	523	1 720	*62%*
frais financiers	1 257	935	894	23	917	*98%*
TVA (réglée)	/	/	/	/	/	/
TOTAL	**20 622**	**26 861**	**15 125**	**795**	**15 920**	***59%***
solde de trésorerie	7	595	-7 033	10 365	3 332	
TOTAL	**20 629**	**27 456**	**8 092**	**11 160**	**19 252**	***70%***

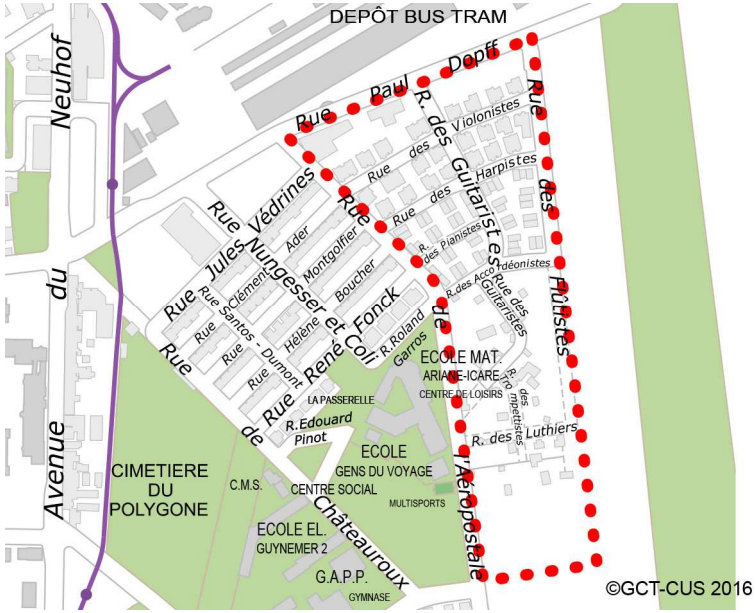
RECETTES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cession terrains et immeubles	18 459	25 676	6 846	10 726	17 572	*68%*
participations ZAC	780	720	720	0	720	*100%*
subventions	/	43	43	0	43	*100%*
produits (fonctionnement et financiers)	1 390	1 017	483	434	916	*90%*
emprunts et avances	/	/	/	/	/	
TVA remboursée	/	/	/	/	/	
TOTAL	**20 629**	**27 456**	**8 092**	**11 160**	**19 252**	***70%***

** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 38 398 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 95%
avancement financier : - en dépenses : 96%
- en recettes : 99%

programme :
surface de plancher : 12 007 m²
soit 150 logements du T2 au T5



Opération de renouvellement urbain des « terrains » du Polygone

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : Groupe Domial ESH (Espace Rhénan, Habitat Familial d'Alsace, Habitat des Salariés d'Alsace). Depuis le 1er juillet 2014, Habitat Familial d'Alsace s'est substitué à Espace Rhénan.

ENJEUX

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof, la collectivité a décidé de conduire une opération de sédentarisation des gens du voyage dans le périmètre des « terrains » du Polygone.

Cette opération de renouvellement urbain repose sur un projet urbain et un projet social visant au relogement d'environ 150 ménages et 450 habitants.

Les habitations du périmètre concerné d'environ 7 hectares ont été déclarées insalubres par arrêté préfectoral du 11 juillet 2000.

L'opération bénéficie ainsi des financements de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'Etat au titre de la Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI), de l'ANRU, du Conseil Départemental et du Conseil Régional.

Suite au lancement d'une consultation de seuil européen en vue de l'attribution d'une concession d'aménagement, l'offre du groupement solidaire représenté par Domial (SAEM Espace Rhénan, HFA et HSA) a été retenue.

Compte tenu des nombreuses interfaces entre les aspects urbains et le projet social relatifs à cette opération, une mission globale a été confiée à Domial autour de trois missions principales :

- une opération d'aménagement : démolition des locaux d'habitation existants et aménagement des nouveaux espaces publics,
- un accompagnement social tout au long de l'opération,
- la construction de 150 logements sociaux PLA-I (pavillons jumelés, plots de 4 logements ou logements en bandes de 3 à 6 logements).

Objet de la concession d'aménagement

- Résorption de l'habitat insalubre des « terrains » du Polygone : aménagement des espaces publics et construction de 150 logements sociaux.
- Accompagnement au relogement à travers une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) et actions en faveur de l'insertion professionnelle et scolaire des habitants.

Historique

Les « terrains » situés en lisière de l'aérodrome du Polygone constituaient à l'origine une aire d'accueil des gens du voyage. Depuis les années 60-70, les ménages se sont progressivement sédentarisés.

Le périmètre accueille environ 150 ménages et 450 habitants. La dégradation des habitations et de leurs raccordements aux réseaux a contribué à précariser les conditions de vie. Dans ce contexte, un arrêté préfectoral déclarant le périmètre insalubre a été pris le 11 juillet 2000.

Le financement de l'opération de résorption de l'habitat insalubre a depuis été consolidé à travers la convention ANRU du Neuhof et le dispositif national de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI).

Depuis 2004, l'intervention sociale préparatoire au relogement est continue sur le site et a permis de préparer le dossier de consultation en vue d'attribuer la concession d'aménagement.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date : 18 mars 2008
- durée : 9 ans et 6 mois, soit jusqu'au 17 septembre 2017
- avenant n°1 du 9 novembre 2011 (délibération CUS du 15 avril 2011) prévoit un complément de participation de la CUS à hauteur de 218 772 € suite aux modifications apportées au parti d'aménagement de l'opération.
- avenant n°2 du 31 mars 2014 (délibération CUS du 20 décembre 2013) permet au concessionnaire la récupération du résultat intermédiaire à la fin de chaque tranche et au concédant le versement des produits financiers et des intérêts du résultat intermédiaire.

La procédure d'urbanisme : le permis d'aménager

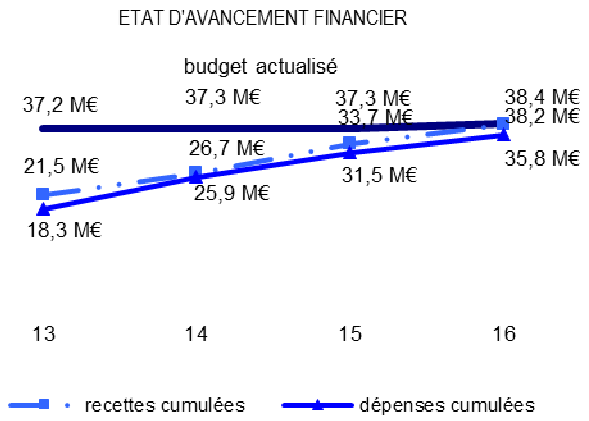
- arrêté délivrant le permis d'aménager en date du 11 août 2010.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**38 398**	*100%*
acquisitions terrains/immeubles	6 737	*18%*
études générales / honoraires	3 027	*8%*
travaux	21 318	***56%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 72* *- frais généraux concessionnaire : 1 740* *- frais divers : 116*	1 928	*5%*
TVA irrécupérable	1 285	*3%*
versement résultat tranche 1 et 2 au concessionnaire	2 041	*5%*
remboursement CDC (surfinancement tranche 1)	858	*2%*
remboursement produits financiers au concédant	158	
remboursement intérêts sur résultat au concédant	13	
résultat prévisionnel (trésorerie positive)	***1 033***	3%

Ressources	**38 398**	*100%*
subventions	15 207	***40%***
apports du concessionnaire	12 532	*33%*
participation concédant Eurométropole	9 439	*25%*
incidence TVA	0	*0%*
produits financiers	158	*0%*
produits exceptionnels divers	5	
intérêts sur résultat perçus	13	
avances sur structure	1 044	*3%*

Etat d'avancement 2016



- <u>96% de réalisation en dépenses</u> :

A la fin 2016, le contrat se situe dans sa 9ème année sur une durée totale de 9,5 ans, soit 95% de la durée totale. L'opération atteint 96% de son taux de réalisation en dépenses et 99% de son taux de réalisation en recettes.

- <u>Les acquisitions et cessions foncières sont achevées</u> :

A fin 2016, l'aménageur a acquis auprès de la CUS, puis de l'Eurométropole tous les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

En 2016 a eu lieu la cession par l'aménageur Habitat Familial d'Alsace (HFA) du terrain viabilisé de la tranche 4 au bailleur Habitat des Salariés d'Alsace (HSA).

Ainsi, la dépense d'un montant de 1 140 K€ enregistrée en 2016 correspond au paiement du foncier de la tranche 4 à l'Eurométropole (418 K€) et à son transfert par l'aménageur au bailleur (721 K€).

- <u>Les études et aménagements :</u>

L'année 2016 a permis :

- la livraison des 38 pavillons de la tranche 3,
- la prise de gestion par l'Eurométropole des espaces publics de la tranche 2,
- la livraison des voiries définitives de la tranche 3,
- les travaux de démolition sur l'emprise des tranches 4 et 4 bis,
- le relogement définitif des 38 ménages de la tranche 3,
- le relogement provisoire des 25 ménages de la tranche 4.

Les dépenses d'études/honoraires et d'aménagement représentent un montant de 1 840 K€ dont 199 K€ d'honoraires, 847 K€ pour les constructions, 477 K€ pour les travaux d'aménagement, 90 K€ pour les démolitions et 226 K€ pour les relogements.

Emprunts

Le Conseil de Communauté urbaine du 25 novembre 2011 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,833 M€ (sur 40 ans) contracté par la société « Habitat des Salariés d'Alsace » pour la construction des pavillons de la tranche 1, ainsi que le versement d'une participation financière de 311 761 € au titre des logements PLAI et grands logements.
A noter qu'un remboursement de 858 K€ a été effectué à la CDC sur cet emprunt (surfinancement) en 2013.

Le Conseil de Communauté urbaine du 12 juillet 2012 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,369 M€ (sur 40 ans) contracté par la société « Habitat des Salariés d'Alsace » pour la construction des pavillons de la tranche 2, ainsi que le versement d'une participation financière de 298 043 € au titre des logements PLAI et grands logements.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015 a approuvé la garantie d'emprunt du prêt de 2,069 M€ (sur 40 ans) contracté par la société Domial ESH pour la construction de la tranche 3 ainsi que le versement d'une participation financière de 245 446 € au titre des logements PLAI et grands logements.

Il est prévu de soumettre à la Commission permanente du 29 septembre 2017 le principe de la garantie d'emprunt d'un nouveau prêt contracté par Domial ESH au titre la tranche 4.

La situation de trésorerie

La situation de trésorerie sur l'exercice 2016 est positive (279 K€) et la trésorerie cumulée au 31 décembre 2016 reste excédentaire (2 428 K€), compte tenu d'avances sur structure versées par Domial au groupement.

Perspectives

L'activité 2017 portera sur :

- le classement dans le domaine public métropolitain des voiries de la tranche 2,
- la rétrocession des voiries de la tranche 3 avec levée des réserves en vue d'une délibération de l'Eurométropole en 2018,
- la livraison des voiries de la tranche 4,
- le démarrage de la construction des 18 pavillons de la tranche 4 et des 9 pavillons de la tranche 4 bis,
- l'accompagnement des relogements définitifs de la dernière tranche,
- enfin, la mise en place d'un avenant n°3 ayant pour objet de préciser les conditions et délais de clôture de la

concession et d'intégrer la tranche 4 bis relative à la construction de 9 logements supplémentaires.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

Avances du concédant Eurométropole

La convention de concession prévoit le versement d'avances par l'Eurométropole (sur l'ensemble des subventions RHI et ANRU-VRD) et sur sa participation de concédant, dont bénéficie l'opération d'aménagement.

Le concessionnaire (Domial) ne bénéficie pas d'avances de l'Eurométropole sur l'opération de construction des 150 logements sociaux PLA-I. Il sollicite les subventions logements en temps voulu auprès des différents financeurs (Eurométropole, Région Alsace, CD 67, autres).

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Les avances du concédant prévues à la convention de concession sont inscrites au budget de l'Eurométropole conformément au coût prévisionnel de l'opération à hauteur de 18 M€ *(2016 AP0078 programme 501 fonction 824 nature 20422 RHI Polygone phase 2)*.

Avances versées à fin 2016 :
1,5 M€ en 2008, aucune avance en 2009, 2,935 M€ en 2010, 2,732 M€ en 2011, 2,138 M€ en 2012, 1,509 M€ en 2013, 1,8 M€ en 2014, 1,627 M€ en 2015 et 2,378 M€ en 2016 soit un total de 16,65 M€.

Les recettes de l'opération pour l'Eurométropole s'élevant à 6,728 M€ dont 3,617 M€ déjà encaissés à fin 2016, sont également prévues au plan pluriannuel d'investissement.

Aucun versement de l'ANRU au titre des subventions « voiries et réseaux divers » inscrites à la convention de rénovation urbaine du quartier du Neuhof, représentant 1 045 000 € de recettes prévisionnelles pour l'Eurométropole à l'échelle de l'opération, n'a été effectué au 31/12/16, bien que les demandes de versement aient été introduites dans le respect des délais et règles fixés par l'ANRU.
Un recours contentieux a été engagé par l'Eurométropole de Strasbourg à l'encontre de l'ANRU en septembre 2016, pour obtenir le versement des acomptes déjà sollicités et permettre la sollicitation des acomptes et soldes suivants.

Pour la subvention versée par l'ANAH à l'Eurométropole au titre de la résorption de l'habitat insalubre, le solde de 836 886 € restant à percevoir, sera sollicité en 2017.

Suite à la conclusion de l'avenant n°2 et la récupération par Domial sur l'année 2014 du résultat de la tranche 1, soit 1 311 K€ :

- la participation du concédant est augmentée de 122 902 € en compensation des recettes non perçues par le concessionnaire dans le cadre de la tranche 1. Cette participation complémentaire ne sera définitivement totalisée et versée qu'à la clôture de la concession,
- les produits financiers dégagés par Domial sur cette tranche ont été reversés au concédant et constituent une recette complémentaire pour l'Eurométropole qui a été perçue en janvier 2015 (108 354 €),
- les intérêts sur résultat de la tranche 1 ont également été versés au concédant à hauteur de 7 961 € en février 2016.

De même, le résultat de la tranche 2 a été constaté en 2016 pour un montant de 730 K€ au profit de Domial.

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	6 734	6 737	5 558	1 144	6 702	*99%*
études générales / honoraires	4 031	3 027	1 736	199	1 935	*64%*
travaux	22 933	21 318	16 336	1 640	17 976	*84%*
charges de fonctionnement	1 961	1 928	1 693	125	1 818	*94%*
TVA réglée	1 285	1 285	3 936	432	4 368	
résultat T1 et T2 versé au concessionnaire	0	2 041	1 311	730	2 041	*100%*
remboursement CDC (surfinancement T1)		858	858	0	858	*100%*
remboursement produits financiers au concédant	0	158	108	0	108	*68%*
remboursement intérêts sur résultat au concédant		13	0	8	8	
TOTAL	**36 944**	**37 365**	**31 536**	**4 278**	**35 814**	***96%***
solde de trésorerie		1 033	2 149	279	2 428	
	36 944	**38 398**	**33 685**	**4 557**	**38 242**	***99%***

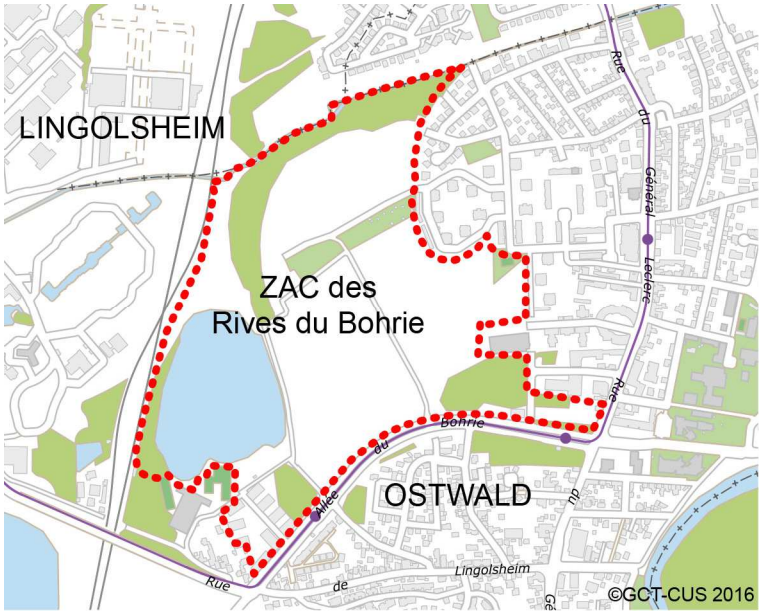
RECETTES	budget prévisionnel initial	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
subventions	15 293	15 207	10 325	2 599	12 924	*85%*
apports du concessionnaire	12 532	12 532	7 844	2 790	10 635	*85%*
participation concédant Eurométropole	9 119	9 439	7 682	1 085	8 786	*93%*
incidence TVA	0	0	2 794	943	3 717	
autres recettes (avances structure)	0	1 044	4 887	-2 878	2 009	
produits financiers	0	158	148	10	158	*100%*
produits exceptionnels divers	0	5	5	0	5	*100%*
intérêts sur résultat	10	13	0	8	8	*55%*
TOTAL	**37 341**	**38 398**	**33 685**	**4 557**	**38 242**	***99%***

** Cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget réactualisé : 43 343 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 40%
avancement financier : - en dépenses : 35%
- en recettes : 29%

programme :
surface de plancher : 149 162 m²
dont logements : 116 718 m²
activités, bureaux, commerces : 3 000 m²
équipements : 6 444 m²
autres constructions (parkings) : 23 000 m²



ZAC Rives du Bohrie

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SAS Rives du Bohrie

ENJEUX

Le Programme Local de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg constate une offre en logements insuffisante, mal répartie et peu diversifiée face à une demande et des besoins qui ne cessent de croître.

Ostwald est identifiée comme une commune devant contribuer davantage à l'accroissement de l'offre (première couronne, bien accessible en transports en commun).

Le seul renouvellement du tissu existant ne permet pas d'atteindre les objectifs, il est donc nécessaire de recourir à un secteur d'extension, tel le site des Rives du Bohrie.

Le recours à l'extension urbaine nécessite cependant une démarche responsable et la collectivité s'est fixée les objectifs d'un développement durable dès le départ :

- poursuivre et maîtriser l'urbanisation économe en foncier et bien intégrée aux quartiers connexes,
- assurer une bonne accessibilité et favoriser les modes de déplacement non polluants,
- intégrer dès en amont du projet, les contraintes environnementales du site,
- développer une démarche de démocratie participative.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement « Rives du Bohrie » à Ostwald représentant une surface d'environ 50 ha, dont 17 ha à urbaniser, 27 ha de zones naturelles, 5 ha occupés par l'étang du Bohrie, et 1 ha de jardins familiaux. L'opération se situe sur le ban communal d'Ostwald, entre l'allée du Bohrie, le quartier du Wihrel, l'Oswaldergraben et la voie SNCF.
- L'opération d'aménagement ambitionne de construire près de 1400 logements sur 15 ans, correspondant à environ 3000 habitants. Le quartier à vocation majoritairement résidentielle, accueillera des commerces, services et équipements publics nécessaires au fonctionnement d'un tel ensemble moderne.
- Son aménagement doit permettre la réalisation dans le cadre d'une ZAC d'un programme prévisionnel initial global de construction d'environ 148 823 m² SHON, dont 116 718 m² réservés à l'habitat, dont 20% de logements locatifs aidés et 10% de logements en accession sociale.
- L'aménagement comprend l'acquisition des terrains, la mise en œuvre des procédures d'urbanisme nécessaires, l'ensemble des travaux de voirie, de desserte, de réseaux, de gestion des eaux pluviales, d'aménagement d'espaces verts publics et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération ainsi que la cession des terrains.

Historique

Par délibération du 23/10/2009, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable, le dossier de création de la ZAC Rives du Bohrie à Ostwald et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur. A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 26/11/2010 a attribué la concession d'aménagement au groupement solidaire CM CIC SAREST et NEXITY- Foncier Conseil.

Le Conseil de Communauté urbaine du 25/11/2011 a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC avec un programme prévisionnel de construction de 148 823 m², dont

- 116 718 m² SHON de logements,
- 3 000 m² SHON de commerces et activités,
- 6 105 m² SHON d'équipements publics (groupe scolaire, gymnase, bibliothèque, crèche),
- 23 000 m² SHON pour les parkings en silos.

Le dossier de réalisation modifié en Conseil CUS du 4/10/2013 porte la SHON totale exprimée désormais en surface plancher (SP) à 149 162 m² et la SP équipements publics à 6 444 m².

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 3 janvier 2011
- durée : 15 ans
- avenant n°1 du 7/11/2013 (délibération CUS du 4/10/2013) : réajustement de la participation de la commune d'Ostwald suite à la modification du PEP (intégration d'une cuisine centrale dans l'équipement crèche) et réactualisation du bilan

La procédure d'urbanisme : ZAC

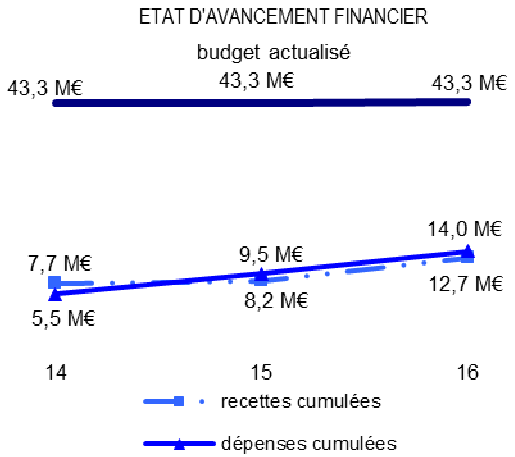
- délibération du Conseil de CUS du 23/10/2009 créant la ZAC Rives du Bohrie,
- délibération du Conseil de CUS du 25/11/2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics (PEP),
- délibération du Conseil de CUS du 4/10/2013 approuvant la modification du dossier de réalisation notamment le programme modifié des équipements publics et les modalités prévisionnelles de financement.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**43 343**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	6 171	*14%*
études générales /honoraires	1 618	*4%*
travaux	24 997	***58%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 2 100* *- charges de gestion : 3 900* *- autres : 970*	6 970	*16%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie positive)	***3 587***	*8%*

Ressources	**43 343**	*100%*
cessions de terrains	39 054	***90%***
participations ZAC (Ostwald) et subventions CD et CAF	4 288	*10%*

Etat d'avancement 2016



- Taux de réalisation :

A la fin 2016, le contrat se situe dans sa 6ème année sur une durée totale de 15 ans, soit 40% de la durée totale. L'opération atteint 35% de son taux de réalisation en dépenses et 29% de son taux de réalisation en recettes.

- Les acquisitions foncières :

A l'origine, sur les 50 ha de la ZAC, la répartition des propriétaires était la suivante :
Commune d'Ostwald : 26,5 ha
Eurométropole de Strasbourg : 8 ha
Hôpitaux Universitaires : 2,8 ha
Habitation Moderne : 0,8 ha
Privés : 11,6 ha

L'arrêté de DUP a été obtenu le 10 novembre 2011 L'enquête parcellaire a eu lieu en mars 2012 et le rapport du Commissaire enquêteur a été rendu en avril 2012. L'ordonnance d'expropriation a été réceptionnée le 5 septembre 2014. La finalisation de la procédure d'expropriation avec la fixation judiciaire du prix des terrains par le juge de l'expropriation est intervenue en mai 2016.

En 2016, 426,42 ares ont été acquis dont 303,52 ares auprès de privés et 122,90 ares auprès de la commune.

Il reste à acquérir près de 1 452 ares dont 82 ares sous promesse de vente (Habitation Moderne), 750 ares appartenant à l'Eurométropole, 592 ares propriété de la commune d'Ostwald et 28,25 ares de foncier privé non maitrisé (phase expropriation).

Les dépenses d'acquisitions en 2016 s'élèvent à 835 K€, auxquelles il faut ajouter 12 K€ de frais de notaire et taxe foncière.

- Les études et aménagements :

La SAS a mené une étude des densités globales des ilots, a proposé une nouvelle ventilation des surfaces à réaliser notamment dans les ilots G, D et I et une nouvelle répartition des participations aux équipements publics.

Les travaux d'aménagement ont porté sur l'achèvement de la voirie définitive de l'ilot E, la viabilisation de l'ilot G et la livraison des premiers jardins familiaux (30 sur 54 jardins).

La livraison de la crèche a été réalisée en juin pour une ouverture en septembre 2016.

Les dépenses s'élèvent à 3 003 K€ dont notamment 156 K€ pour les études et 2 847 K€ pour les travaux, dont 1 137 K€ pour la crèche et 1 710 K€ pour les voiries.

- La commercialisation :

Dans le premier ilot (ilot E), cinq promoteurs et trois bailleurs sociaux ont été sélectionnés en vue de la réalisation d'un total de 323 logements pour une surface de plancher de 21 340 m².

Il s'agit pour les promoteurs, de Bartholdi (29 logements), Nexity (92 logements), Perspective (22 logements), Alcys Résidences (34 logements), Edifipierre (58 logements) et pour les bailleurs sociaux, d'Habitat de l'Ill (36 logements dont 12 en accession sociale), d'Habitation Moderne (25 logements) et de Domial (27 logements).
L'ensemble du foncier de l'ilot E a été cédé et les logements ont été livrés.

Concernant l'ilot G, suite à l'appel à candidatures lancé en 2013, le groupement Bouygues/SNI/Batigère/Habitat de l'Ill a été désigné lauréat du concours. Le programme porte sur la réalisation de 24 500 m² de SdP soit environ 330 logements et d'un silo à voitures.
Suite à l'obtention des permis de construire des ilots G1, G2, G6 et G9 en août 2015 (10 321 m² SP pour 146 logements font 47 logements locatifs sociaux), Bouygues a pu acquérir en octobre 2016 le foncier correspondant et démarré les travaux de construction à l'automne.
Sur les ilots restants (G3, G4, G5, G7 et G8), les permis de construire ont été obtenus courant 2016.

Nexity a été désigné promoteur de l'ilot D4 pour la réalisation de 8 300 m² SP soit 150 logements et 800 à 1 200 m² de commerces.

Enfin, suite à l'appel à candidatures lancé par le PUCA dans le cadre d'un concours national sur la thématique de la construction grande hauteur en bois, le promoteur Icade a été retenu pour la réalisation de l'Ilot I.

A signaler également l'obtention de la labellisation de la ZAC comme Ecoquartier étape 2 le 8 décembre 2016.

Les recettes enregistrées en 2016 portent sur la vente à Bouygues des premiers fonciers de l'lot G, soit 3 117 K€, le versement par la commune d'Ostwald de sa participation pour la crèche à hauteur de 1 292 K€ et pour les 30 jardins familiaux, soit 144 K€.

La situation de trésorerie

L'opération présente une trésorerie positive de 70 K€ en 2016 et une situation de trésorerie cumulée à fin 2016 de -1 241 K€, de nouvelles cessions de charges foncières n'étant escomptées qu'en 2017 (ilot G – versement 2ème échéance).

Perspectives

L'année 2017 verra :

- la poursuite de l'acquisition des fonciers de la commune dans l'ilot G,
- la passation d'un avenant au traité de concession et la modification du dossier de réalisation afin d'entériner les nouvelles densités des ilots G, D et I à réaliser et les bilans financiers correspondants,
- la livraison par Bouygues des constructions de la 1ère tranche de l'ilot G et la poursuite de la commercialisation de la dernière tranche de l'ilot,
- la sélection par Nexity de l'équipe de MOE sur l'ilot D4,
- la désignation du lauréat pour la réalisation du projet de construction bois porté par Icade,
- les travaux de plantation de la prairie à terme gérée par le CSA et la commune.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous *l'AP 0008 programme 145 Rives du Bohrie* figurent :

- en recettes : 161 K€ (cessions à la SAS Rives du Bohrie)

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 3/01/2011	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	5 855	6 171	2 774	847	3 621	*59%*
études	1 423	1 618	733	156	889	*55%*
travaux	26 636	24 997	4 011	2 847	6 857	*27%*
charges de fonctionnement	6 770	6 970	1 984	633	2 617	*38%*
dont frais financiers	2 100	2 100	342	36	378	*18%*
TOTAL	**40 685**	**39 756**	**9 502**	**4 483**	**13 985**	***35%***
solde de trésorerie	3 265	3 587	-1 311	70	-1 241	
TOTAL	**43 950**	**43 343**	**8 190**	**4 553**	**12 744**	***29%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 3/01/2011	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cession terrains et immeubles	40 452	39 054	7 594	3 117	10 711	*27%*
participations ZAC (Ostwald) et subventions	2 993	4 288	596	1 436	2 033	*47%*
produits (fonctionnement et financiers)	0	0	0	0	0	*%*
remboursement préfinancement HTA	505	0	0	0	0	*0%*
TOTAL	**43 950**	**43 343**	**8 190**	**4 553**	**12 744**	***29%***

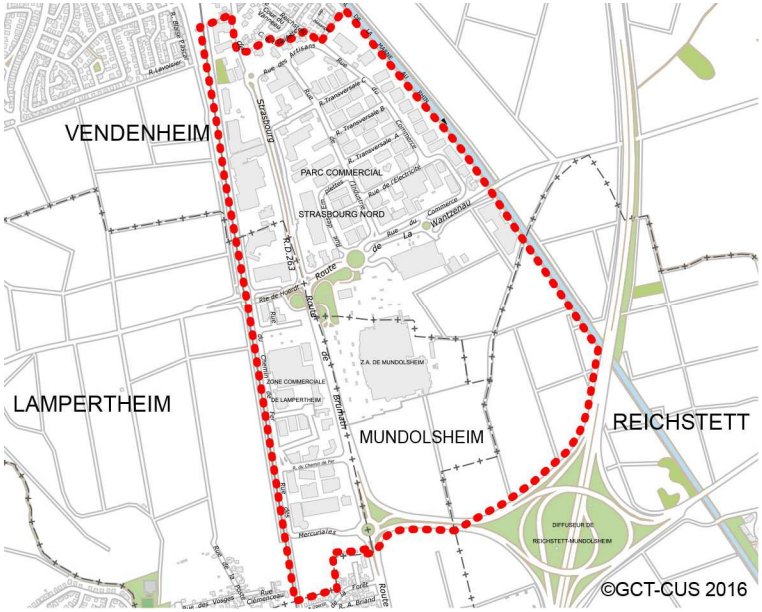
** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget au 31/12/16 : 73 009 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 19%
avancement financier : - en dépenses : 2%
- en recettes : 0%

programme obligatoire :

surface de plancher :	138 000 m²
dont logements :	27 100 m²
activités :	9 000 m²
commerces :	70 900 m²
équipements :	2 500 m²
locaux techniques, restauration:	28 500 m²



ZAC Zone Commerciale Nord

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SAS ZCN AMENAGEMENT

ENJEUX

La Zone Commerciale Nord présente des atouts importants : elle possède un statut de pôle commercial majeur dans l'agglomération, un potentiel d'extension et demeure très accessible.

Cependant, elle connait des dysfonctionnements dans le secteur :
- vieillissement des équipements,
- saturation du réseau viaire,
- manque de lisibilité,
- perte d'attractivité,
- apparition de friches.

Forte de ces constats, la CUS devenue Eurométropole de Strasbourg a entrepris un projet de renouvellement urbain et commercial de la zone.

Les objectifs recherchés par la collectivité sont les suivants :
- renforcer la desserte en transports en commun de la zone,
- améliorer les conditions d'accès automobile à l'ensemble de la zone tout en permettant une bonne desserte des communes situées à proximité,
- développer une stratégie commerciale visant à la revalorisation de la zone commerciale existante par la création de nouveaux pôles commerciaux au nord, au centre et au sud de la zone,
- permettre le développement d'une mixité fonctionnelle et sociale dans la zone (logements, loisirs, commerces, activités, artisanat),
- requalifier les espaces publics pour leur donner un caractère urbain et convivial,
- améliorer les qualités paysagères de la zone et son insertion dans le paysage environnant en particulier sur les berges du canal.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement « Renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord », implantée sur un territoire de 150 ha. L'opération située entre le canal de la Marne au Rhin et la voie ferrée menant de Paris à Strasbourg, est répartie sur quatre bans communaux : Vendenheim (67 ha), Lampertheim (30 ha), Mundolsheim (29 ha) et Reichstett (23 ha).

- L'opération d'aménagement réalisée dans le cadre d'une ZAC porte sur :

➢ un programme prévisionnel obligatoire de constructions de 138 000 m² :
  * d'équipements publics : requalification d'infrastructures et réalisation de nouveaux espaces publics,
  * de constructions : commerces, activités, restauration, logements, équipements/crèche et résidence sénior, soit 58 900 m² de surfaces bâties à renouveler et 79 100 m² de surfaces à créer,

➢ et un programme complémentaire de constructions de 148 000 m² (facultatif).

- L'aménageur est chargé du portage opérationnel et financier de l'opération, de l'acquisition des terrains, de la mise en œuvre des procédures d'urbanisme nécessaires, des négociations avec les commerçants et propriétaires, de l'aménagement et de la cession des terrains.

Historique

Par délibération du 21/12/2012, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC ainsi que les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur.

A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 20/12/2013 a attribué la concession d'aménagement au groupement solidaire FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION et SCI Forum fondant la SAS ZCN AMENAGEMENT.

A noter qu'un acte de cession de parts de la SCI Forum a eu lieu le 7 avril 2014 au profit de la SAS Frey Aménagement et Promotion et de la Sarl Immo Investissements (Groupe Rapp). La répartition capitalistique de la SAS ZCN AMENAGEMENT a donc évolué :

- 99% pour Frey Aménagement et Promotion (contre 95% auparavant),
- 1% pour Immo Investissements (contre 5% SCI Forum auparavant).

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 24 janvier 2014
- durée : 16 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

- délibération du Conseil de CUS du 20/12/2013 créant la ZAC de la Zone Commerciale Nord

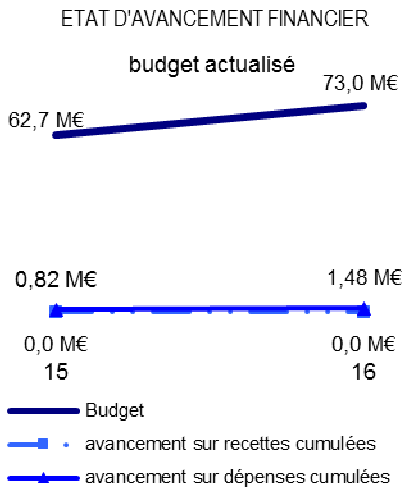
- délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30/09/2016 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ZCN dont le programme des équipements publics (PEP), le programme global des constructions et les modalités prévisionnelles de financement

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**73 009**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	38 504	***53%***
études générales /honoraires	3 668	*5%*
travaux	27 790	***38%***
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 662* *- charges de gestion : 263* *- taxes et assurances : 200* *- rémunération et frais de société : 1 920*	3 046	*4%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie)	***1***	*0%*

Ressources	**73 009**	*100%*
cessions de terrains/immeubles	59 697	***82%***
participation Eurométropole	9 800	*13%*
participation constructeurs *(programme obligatoire)*	2 814	*4%*
produits divers	698	*1%*

Etat d'avancement 2016



• Taux de réalisation :

A la fin 2016, le contrat se situe dans sa 3ème année sur une durée totale de 16 ans, soit 19% de la durée totale. L'opération atteint 2% de son taux de réalisation en dépenses. A ce stade de l'opération aucune recette n'est réalisée.

• Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à vocation agricole à acquérir est la suivante :

Etat : 5 475 m²
Eurométropole : 64 756 m²
CD 67 : 1 001 m²
Reichstett : 4 897 m²
Association foncière : 10 106 m²
Privés : 402 353 m²

soit un total de 488 587 m² (48,86 ha).

Par délibération communautaire du 20 décembre 2013, l'arrêté de DUP rendu le 5 novembre 2013 emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été transféré au profit de la SAS ZCN AMENAGEMENT.

L'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain lui est délégué.

Ainsi, la négociation à l'amiable du foncier a été poursuivie en 2016 et la rédaction du dossier d'enquête parcellaire a été réalisée en vue d'un dépôt en Préfecture début 2017.

A fin 2016, des promesses de vente ont été signées pour une surface de 24 116 m².

• Les études et aménagements :

Les études réalisées en 2016 ont porté sur :

- la poursuite et la finalisation des études nécessaires à la constitution du dossier de réalisation de ZAC (études de sol, complément à étude d'impact avec avis favorable de l'autorité environnementale et mise à disposition du public, dossier loi sur l'eau),
- la réalisation de simulations dynamiques et l'analyse comparative des variantes d'accessibilité à la zone,
- l'approbation par le Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2016 du dossier de réalisation de la ZAC,
- la réalisation du diagnostic archéologique des espaces à vocation aujourd'hui agricole,
- l'élaboration du cahier du Cahier des Prescriptions architecturales, Paysagères et Environnementales (CPAPE) sur le volet extension et pour partie sur les secteurs existants et habitat,
- la désignation après appel d'offres du cabinet Arter pour la réalisation d'une étude de mobilité interne,
- la désignation de la société 3B pour le développement des futurs lots d'habitat 6,7 et 8.

Les dépenses engagées en 2016 s'élèvent à 655 K€ dont 633 K€ pour les études et 22 K€ pour la conduite d'opération.

La situation de trésorerie

Compte tenu des éléments ci-avant, l'opération présente à fin 2016 une trésorerie négative (-1 476 K€).

Perspectives

L'année 2017 verra :

- la poursuite de l'acquisition à l'amiable du foncier du secteur sud,
- la finalisation des études (CPAPE et loi sur l'eau),
- la réalisation des études PRO et DCE,
- la mise en œuvre de quelques fouilles archéologiques complémentaires,
- la préparation de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement actant notamment les modifications du programme et les nouvelles modalités prévisionnelles de financement en vue d'une approbation par l'Eurométropole fin 2017,
- la délivrance des dossiers d'autorisation d'urbanisme des lots 1 et 2 au sud (dont l'Agroparc) et 3 au centre,
- la commercialisation des lots 1 et 2 à la société IF ZCN INVESTISSEMENT et la réservation des lots 3,4 et 6.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'autorisation de programme *AP0193 Zone Commerciale Nord programme 865* figurent :

- en dépenses : 10,2 M€ dont 9,8 M€ de participation financière de l'Eurométropole,
- en recettes : 2,9 M€ de cessions de terrains.

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 27/01/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	28 525	38 504	0	0	0	*0%*
études et honoraires	2 306	3 668	762	633	1 395	*38%*
travaux	29 069	27 790	0	0	0	*0%*
charges de fonctionnement	2 803	3 046	25	22	82	*3%*
dont frais financiers	662	662	0	0	0	*0%*
TOTAL	**62 703**	**73 008**	**821**	**655**	**1 476**	***2%***
solde de trésorerie	2	1	-821	-655	-1 476	
TOTAL	**62 706**	**73 009**	**0**	**0**	**0**	***0%***

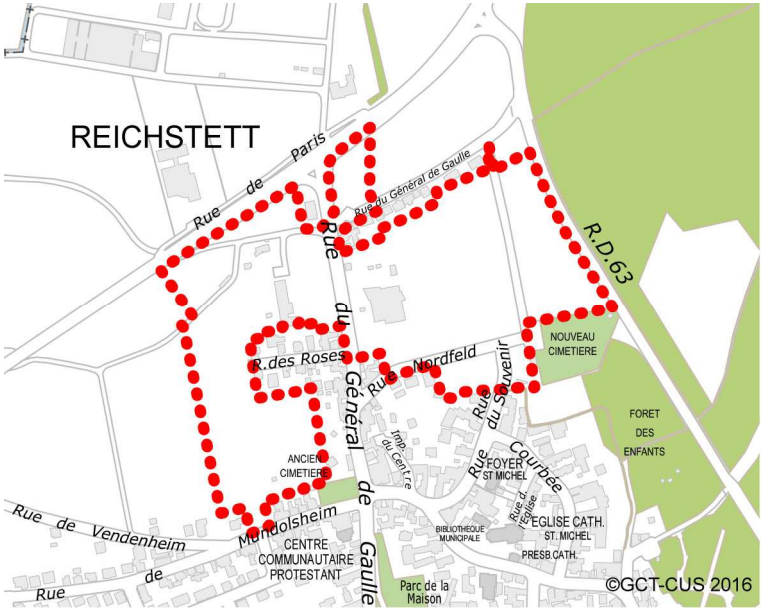
RECETTES	budget prévisionnel initial au 27/01/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cession terrains et immeubles	43 016	59 697	0	0	0	*0%*
participation Eurométropole	9 800	9 800	0	0	0	*0%*
participation constructeurs autonomes (programme obligatoire)	9 191	2 814	0	0	0	*0%*
produits (fonctionnement et financiers)	698	698	0	0	0	*0%*
TOTAL	**62 706**	**73 009**	**0**	**0**	**0**	***0%***

** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget au 31/12/16 : 16 224 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 20%
avancement financier : - en dépenses : 2%
- en recettes : 0%

programme :
surface de plancher : 38 962 m²
dont logements : 37 242 m²
commerces/services : 1 720 m²



ZAC Vergers de Saint Michel

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : Société CM-CIC Aménagement foncier

ENJEUX

La politique de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (Programme Local de l'Habitat puis l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Habitat du PLU) classe cette zone comme « zone d'intérêt communautaire ». Sa localisation, au nord de l'agglomération, en deuxième couronne, lui confère un intérêt particulier pour une nouvelle offre immobilière.

Reichstett est par ailleurs une commune carencée en logement sociaux et doit donc envisager l'augmentation de son offre en la matière. La commune voit également sa population diminuer et vieillir depuis quelques années.

Le recours à l'extension urbaine nécessite cependant une démarche responsable et la collectivité s'est fixée les objectifs d'un développement durable dès le départ :

- poursuivre et maîtriser l'urbanisation économe en foncier et bien intégrée aux quartiers connexes,
- diversifier l'offre d'habitat,
- apporter un traitement qualitatif de l'entrée de ville nord de la commune,
- dynamiser le secteur économique et la vie sociale de la commune,
- structurer l'urbanisation à partir des qualités paysagères et environnementales du site,
- améliorer la desserte transport en commun et le développement des modes doux,
- créer des lieux de vie et des espaces publics de référence,
- proposer des bâtiments économes en énergie avec la réalisation d'un grand nombre de logements BEPOS et BEPAS,
- développer une démarche de démocratie participative.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC « Les Vergers de Saint Michel » à Reichstett représentant une surface de 13,55 ha. L'opération est située entre la RD 63 au nord et à l'est et les rues du Nordfeld et de Mundolsheim au sud.
- L'opération d'aménagement réalisée dans le cadre d'une ZAC porte sur un programme prévisionnel :
  * d'équipements publics : création d'une voie Est-Ouest structurant un nouveau carrefour en entrée de ville, création de voies de bouclage avec le réseau existant et de desserte du nouveau quartier, restructuration du tronçon de la rue du Général de Gaulle compris dans la ZAC,
  * de constructions : réalisation d'environ 490 logements représentant 37 000 m² dont 60% en accession, 12% en accession sécurisée et 27% en locatif social, et création d'environ 1 720 m² de commerces dans le cadre d'une extension mesurée du supermarché et/ou en rez-de-chaussée des programmes immobiliers.
- L'aménageur est chargé de l'acquisition des terrains, de la réalisation des études opérationnelles, de l'aménagement des sols et de la réalisation des équipements d'infrastructure propres à l'opération, de la cession des terrains, du suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères, de la mise en œuvre des ambitions environnementales fixées par l'Eurométropole de Strasbourg, de la conduite et de la gestion de l'opération, et enfin de la conduite des actions de communication et de concertation.

Historique

Par délibération du 12/07/2013, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable, le dossier de création de la ZAC Entrée Nord de Reichstett et décidait de lancer la procédure de désignation d'un aménageur.

A l'issue d'une procédure de consultation, le Conseil de Communauté urbaine du 19/12/2014 a attribué la concession d'aménagement à la Société par actions simplifiées CM-CIC Aménagement foncier.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016 a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC avec un programme global prévisionnel des constructions de 38 962 m² SP dont :

- 37 242 m² de logements,
- 1 720 m² de surfaces commerciales.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 30 janvier 2015
- durée : 10 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

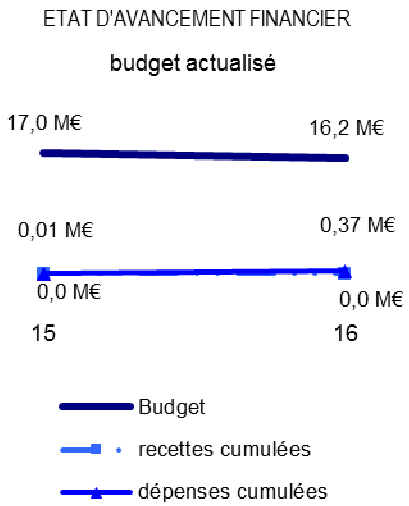
- délibération du Conseil de CUS du 12/07/2013 créant la ZAC Entrée Nord de Reichstett désormais dénommée ZAC des Vergers de Saint Michel à Reichstett
- délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16/12/2016 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Vergers de Saint Michel dont le programme des équipements publics (PEP), le programme global des constructions et les modalités prévisionnelles de financement

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**16 224**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	5 386	***33%***
études générales /honoraires	994	*6%*
travaux/mise en état des sols	5 365	*33%*
charges de fonctionnement dont :	3 710	*23%*
- frais de gestion : 247 *- frais généraux aménageur : 1 606* *- frais financiers : 707* *- frais divers : 1 150*		
résultat prévisionnel (+) (trésorerie)	***769***	*5%*

Ressources	**16 224**	*100%*
cessions de terrains/immeubles	15 643	***96%***
participation Eurométropole	501	*3%*
participation constructeurs autonomes	80	*<1%*
produits divers	0	*0%*

Etat d'avancement 2016



2016 constitue la deuxième année de l'opération.

- Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à acquérir est la suivante :
Eurométropole : 10,90 ares
Commune : 74,90 ares
Privés : 11,01 hectares

soit un total de 11,87 hectares.

Par délibération communautaire du 19 décembre 2014, le Conseil de CUS qui désignait la société CM-CIC Aménagement foncier comme concessionnaire de la ZAC, lui a également délégué l'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain.

Au 31/12/2016, aucune acquisition n'a été faite, seules des promesses unilatérales de vente ont été signées entre le concessionnaire et les propriétaires fonciers représentant 75 % des surfaces de la tranche 1, soit 5,2 ha.

Le CMCIC AF a également poursuivi la procédure d'expropriation avec la réalisation de l'enquête parcellaire de la tranche 1 qui a recueilli un avis favorable du commissaire enquêteur.

Un protocole d'accord tripartite a été établi entre le CMCIF AF, l'exploitant du Supermarché Leclerc (Reichdis) et le propriétaire (SCI Nordfeld) permettant de définir les modalités du passage de la voirie transversale Est/Ouest de la ZAC.

- Les études et aménagements :

L'année 2016 a été consacrée à la validation des études préliminaires, de l'AVP et du dossier de réalisation.

Le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a en effet approuvé dans sa séance du Conseil du 16 décembre 2016, le dossier de réalisation de la ZAC, le programme des équipements publics, le programme prévisionnel de construction ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Le diagnostic archéologique réalisé par l'Inrap sur les fonciers maitrisés de la tranche 1 s'est révélé négatif.

- La commercialisation :

Une première charge foncière a été affectée au groupement Batigère/Pierres et Territoires (ilot B) pour le développement d'un programme de 67 logements dont 36 logements aidés.

Les dépenses engagées en 2016 s'élèvent à 354 K€ dont 229 K€ pour les études de maitrise d'œuvre, une étude de sols et une étude de circulation.

La situation de trésorerie

Compte tenu des éléments ci-avant, l'opération présente une trésorerie cumulée négative (-368 K€).

Perspectives

L'année 2017 verra :

- la poursuite des négociations foncières à l'amiable,
- l'obtention de l'ordonnance d'expropriation et le démarrage de la phase judiciaire de l'expropriation en tranche 1,
- la finalisation du protocole tripartite relatif au supermarché,
- l'établissement du dossier PRO et DCE de la tranche 1,
- le lancement de l'appel d'offres travaux de la tranche 1,
- la rédaction des CCCT des premières charges foncières,
- la poursuite de la commercialisation des ilots A, C et H,
- le démarrage des travaux de viabilisation,
- le dépôt de la candidature de la ZAC au label Ecoquartier étape 1.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous l'autorisation de programme *AP0191 ZAC Reichstett programme 868 et 1198* figurent :

- en dépenses : 255 K€ au titre des études préalables à la création de la ZAC (soldé),
- en dépenses : 1 445 K€ au titre des équipements primaires (travaux et participation de la collectivité).

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 28/11/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	6 532	5 386	1	4	5	*0%*
études et honoraires	930	994	9	229	238	*24%*
travaux/mise en état des sols	5 394	5 365	0	0	0	*0%*
charges (fonctionnement)	3 270	3 710	4	121	125	*3%*
TOTAL	**16 126**	**15 455**	**14**	**354**	**368**	***2%***
solde de trésorerie	873	769	-14	-354	-368	
TOTAL	**17 000**	**16 224**	**0**	**0**	**0**	***0%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 28/11/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cession terrains et immeubles	16 419	15 643	0	0	0	*0%*
participation Eurométropole	501	501	0	0	0	*0%*
participation constructeurs autonomes	79	80	0	0	0	*0%*
produits divers (fonctionnement	0	0	0	0	0	*0%*
TOTAL	**17 000**	**16 224**	**0**	**0**	**0**	***0%***

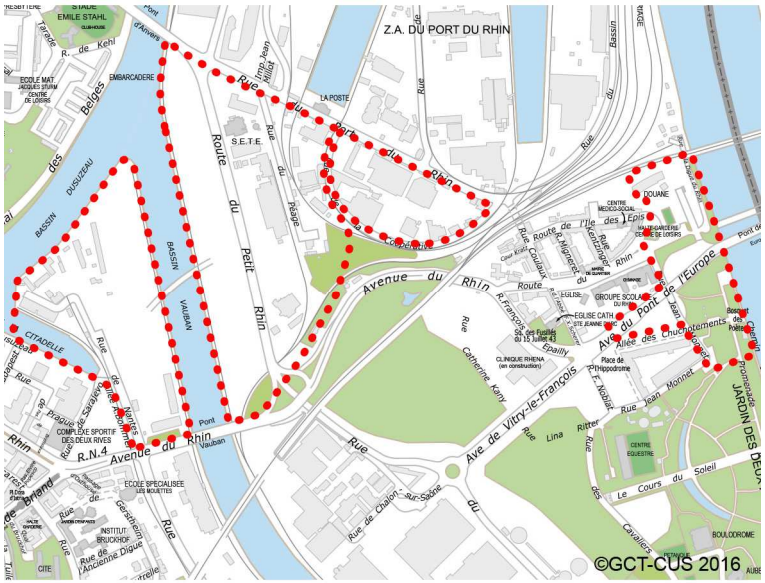
** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

Chiffres clé 2016

budget au 31/12/16 : 209 236 K€
avancement calendaire au 31/12/2016 : 13%
avancement financier : - en dépenses : 5%
- en recettes : <1%

programme :

surface de plancher :	455 500 m²
dont logements :	300 000 m²
activités économiques et commerces :	81 200 m²
équipements publics :	20 500 m²
programmes alternatifs :	53 800 m²



ZAC des Deux Rives

Concédant : Eurométropole de Strasbourg

Concessionnaire : SPL Deux Rives

ENJEUX

Le potentiel de développement des secteurs compris entre le bassin de la Citadelle et la gare de Kehl étant considérable, la Communauté urbaine de Strasbourg et le Port Autonome de Strasbourg, en partenariat avec la Ville de Kehl se sont associés en 2010 pour définir les grandes lignes d'un projet global au travers d'un schéma de développement cadre : le schéma directeur des Deux Rives sur un territoire de près de 150 ha.

Dans la foulée de l'adoption du schéma directeur, des études ont été lancées en vue de la création d'une ZAC multi-sites sur un périmètre opérationnel plus restreint de 74 ha.

Les enjeux et objectifs de l'opération d'aménagement sont multiples :

- répondre à un enjeu symbolique en créant un lieu « urbain » corrélé avec l'Allemagne,
- concevoir un projet territorial en envisageant une relation nouvelle entre la ville et l'eau,
- développer une stratégie urbaine et économique en favorisant l'implantation de nouveaux programmes mixtes et en contribuant à la reconversion ou à la valorisation des sites qui, pour certains, sont associés à des activités portuaires et industrielles,
- mettre la mobilité au coeur de la conception urbaine en s'appuyant sur le tram comme axe de développement et de désenclavement des territoires.

Objet de la concession d'aménagement

- La concession a pour objet les études et la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC multi-sites des Deux Rives implantée sur un territoire de 74 ha. L'opération est composée de quatre secteurs opérationnels : Citadelle, Starlette, Coop, Port et Rives du Rhin.
- L'opération d'aménagement porte sur un programme général prévisionnel de constructions de 455 500 m² à développer dont :

  * 300 000 m² dédiés au logement (soit environ 4 300 logements),
  * 81 200 m² dédiés aux activités économiques et commerces,
  * 20 500 m² dédiés aux équipements publics.

  Le programme de la ZAC prévoit également 53 800 m² dédié aux activités alternatives, créatives et culturelles principalement fléchées sur le secteur COOP.
- Le programme prévisionnel des équipements publics, outre les travaux d'infrastructure, comprend des ouvrages de stationnement en silos (2500 places environ), une école maternelle et élémentaire et un projet d'équipement culturel qui pourrait être édifié sur le secteur de la Coop.
- L'aménageur est chargé de l'acquisition des terrains, de la réalisation des études opérationnelles, de l'aménagement des sols et de la réalisation des équipements d'infrastructure propres à l'opération, de la cession des terrains, du suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères, de la mise en œuvre des ambitions environnementales fixées par l'Eurométropole de Strasbourg, de la conduite et de la gestion de l'opération, et enfin de la conduite des actions de communication et de concertation.

Historique

Par délibération du 20/12/2013 réitérée le 21/02/2014, la Communauté urbaine de Strasbourg approuvait le bilan de la concertation préalable et le dossier de création de la ZAC des Deux Rives.

Par délibération du 25/10/2013, la Communauté urbaine créait la SPL Deux Rives à qui elle a ensuite attribué la concession d'aménagement par délibération du 19/12/2014.

Les caractéristiques du contrat de concession

- date de signature : 12 janvier 2015
- durée : 15 ans

La procédure d'urbanisme : ZAC

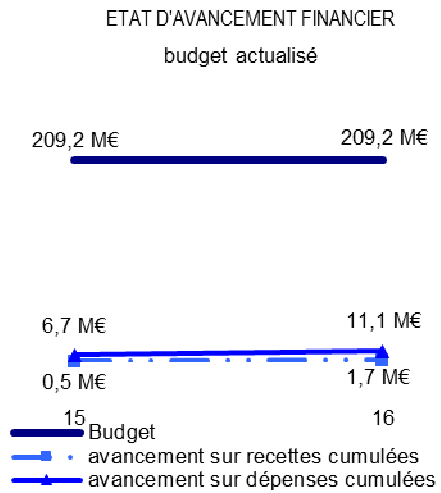
- délibération du Conseil de CUS du 20/12/2013 créant la ZAC des Deux Rives.

Bilan financier prévisionnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

Emplois	**209 236**	*100%*
acquisitions foncières terrains/immeubles	17 983	*9%*
études générales /honoraires	15 311	*7%*
travaux/équipements	137 037	***65%***
participation aménageur	1 000	*<1%*
réhabilitation et gestion du patrimoine immobilier	8 000	*4%*
maitrise d'ouvrage aménageur	17 898	*9%*
charges de fonctionnement dont : *- frais financiers : 7 614* *- divers : 4 375*	11 989	*6%*
résultat prévisionnel (+) (trésorerie)	***17***	

Ressources	**209 236**	*100%*
cessions de terrains/immeubles	171 127	***82%***
participation constructeurs autonomes	765	*<1%*
participations collectivités (Eurométropole-Ville de Strasbourg) et CDC	36 000	*17%*
produits divers	24	
loyers	1 320	*<1%*

Etat d'avancement 2016



2016 constitue la deuxième année de l'opération.

- Les acquisitions foncières :

La situation foncière des parcelles à acquérir est la suivante :

ETAT/ Cour des Douanes : 13 146 m²
Eurométropole de Strasbourg + RFF : 6 168 m²
Ville de Strasbourg : 39 336 m²
Port Autonome de Strasbourg : 167 060 m²
Union des Coopérateurs d'Alsace : 63 372 m²
Entreprise Chalot : 4 046 m²
Vitrine du Port : 17 705 m²
Sati : 13 850 m²
Direction Technique PAS et site VNF : 13 850 m²

soit un total de 324 683 m² (32,47 ha).

L'ensemble des prérogatives afférentes notamment à l'exercice du droit d'expropriation et du droit de préemption urbain est délégué à la SPL Deux Rives suite à la délibération communautaire du 19 décembre 2014.

La première acquisition foncière de la SPL a porté sur l'acquisition de l'ancien siège de la Coop Alsace le 29 juin 2015 pour un montant de 4 750 K€, auquel se rajoutent les frais d'acquisition de 269 K€ (frais de notaire et droit d'enregistrement) soit un total de dépenses en 2015 de 5 019 K€.

La seconde acquisition a concerné 160 994 m² de terrains du Port Autonome de Strasbourg par acte authentique passé le 29 février 2016 pour un montant de 5 521 K€. La dépense étant phasée sur plusieurs exercices, un montant de 1 460 K€ est enregistré sur 2016.

Elle a par ailleurs poursuivi les négociations avec l'Etat pour l'acquisition de la Cour des Douanes ainsi qu'avec le Port Autonome de Strasbourg pour l'acquisition de quatre ensembles immobiliers de son domaine privé (direction technique du Port, site VNF et anciennes Brasseries Schutzenberger).

- Les études et aménagements :

La SPL Deux Rives a procédé à la finalisation des études nécessaires à la remise du projet de dossier de réalisation de ZAC et du projet de Programme des Equipements Publics (PEP).

Dans ce contexte, l'année 2016 a été consacrée :

- à l'achèvement des plans-guides présentés et validés Copil de juin 2016,
- à la réalisation d'études complémentaires aux plans-guides (étude stratégique énergétique, étude stationnement, étude commerce, assistance à maitrise d'ouvrage-ingénierie des sols),
- à la mise en œuvre des procédures administratives préalables (compléments à étude d'impact, dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, étude de Sûreté et de Sécurité Publique, travaux de mise en sécurité de la Coop dans le cadre de la procédure de cessation d'activités),
- au lancement des études de maitrise d'œuvre relatives au programme d'équipements publics à édifier ou réhabiliter sur le site de l'ancienne Coop dont les grandes orientations ont été approuvées par la ville de Strasbourg par délibération du 27 juin 2016.

En 2016, différentes actions relatives au marketing urbain auprès de cibles professionnelles, à la communication-médiation auprès des habitants et acteurs locaux ont également été menées par la SPL Deux-Rives.

Les dépenses engagées en 2016 relatives aux études et aménagements s'élèvent ainsi à 1 338 K€ dont 904 K€ pour les études/honoraires et 434 K€ pour les travaux.

La situation de trésorerie

L'opération présente une trésorerie négative de -3 190 K€ en 2016 et un solde cumulé de trésorerie de -9 406 K€ à fin 2016.

Emprunts

La SPL a souscrit au mois de mars 2015, deux emprunts, l'un de la Caisse d'Epargne de 11,5 M€ et l'autre de la Pfandbriefebank AG de 10 M€ sur 9 ans. Ces prêts ont fait l'objet de deux garanties d'emprunts à hauteur de 80% de chacun des prêts approuvées par le Conseil de l'Eurométropole (délibération du 23 avril 2015).

La SPL envisage en 2017 une 2ème phase de financement par souscription d'emprunts avec la montée en puissance de l'opération.

Perspectives

Les actions à mener en 2017 auront pour objet :

- de poursuivre le travail de maîtrise foncière, en particulier par la finalisation de l'achat des quatre

tènements immobiliers propriété du Port Autonome de Strasbourg et de la Cour des Douanes auprès de l'Etat,
- de finaliser les procédures administratives relatives à l'Etude de Sûreté et Sécurité Publique, au diagnostic et plan de gestion des sols,
- de finaliser la rédaction du dossier de réalisation de ZAC et du Programme des Equipements Publics de la ZAC en vue de son approbation en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'avril 2017,
- de préparer l'avenant n°1 au traité de concession intégrant les modifications contractuelles induites par le dossier de réalisation de la ZAC, pour une approbation par l'Eurométropole en juin 2017,
- de poursuivre les études de maitrise d'œuvre et démarrer les premiers travaux sur le secteur Coop Culture, d'engager les études de maitrise d'œuvre de la phase 1 des espaces publics, de lancer les premières consultations promoteurs sur les secteurs sud de Citadelle et Starlette et sur la Coop,
- d'engager une action particulière d'activation du site, notamment aux regards des événements liés à la mise en service du tramway.

Les impacts financiers de la concession sur les comptes de l'Eurométropole

La traduction au plan pluriannuel de l'Eurométropole

Sous le programme financier *9185 SPL Deux Rives* sont prévues :

- en dépenses : 16,4 M€ de participation financière de l'Eurométropole aux équipements publics structurants.

  1 500 K€ ont été versés à ce titre à la SPL à fin 2016.

.

Bilan financier opérationnel au 31/12/2016 (en K€ HT)

DEPENSES	budget prévisionnel initial 19/12//2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
acquisitions terrains/immeubles	18 483	17 983	5 019	1 460	6 479	*36%*
études et honoraires	14 812	15 311	419	904	1 322	*9%*
travaux/équipements	136 537	137 037	139	287	426	*<1%*
participation aménageur	1 000	1 000		0	0	*0%*
réhabilitation et gestion du patrimoine immobilier	8 000	8 000		147	147	*0%*
maitrise d'ouvrage aménageur	17 900	17 898	848	965	1 813	*10%*
charges de fonctionnement	11 996	11 989	320	602	923	*8%*
dont frais financiers	8 628	7 614	67	188	254	*0%*
TOTAL	**208 728**	**209 219**	**6 745**	**4 365**	**11 110**	***5%***
solde de trésorerie	-17	17	- 6 216	- 3 190	- 9 406	
TOTAL	**208 712**	**209 236**	**529**	**1 175**	**1 704**	***<1%***

RECETTES	budget prévisionnel initial au 19/12/2014	budget prévisionnel modifié au 31/12/16	cumul à fin 2015	réalisé 2016	cumul à fin 2016	*taux de réalisation à fin 2016**
cession terrains et immeubles	171 127	171 127	0	0	0	*0%*
participation Eurométropole de Strasbourg	20 500	20 500	500	1 000	1 500	*7%*
participation ville de Strasbourg	15 000	15 000	0	0	0	*0%*
participation CDC et autres	0	500		12	12	*0%*
participation constructeurs autonomes	765	765	0	0	0	*0%*
loyers	1 320	1 320	20	148	167	*13%*
produits (fonctionnement et financiers)	0	24	9	15	24	*100%*
TOTAL	**208 712**	**209 236**	**529**	**1 175**	**1 704**	***<1%***

** cumul à fin 2016 rapporté au budget prévisionnel actualisé*

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Plan patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg - Vente du bâtiment à usage de stockage sur le site des anciens entrepôts BUT à Fegersheim.

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti acquis depuis la création de la CUS, notamment par voie de préemption ou d'expropriation (à la différence du patrimoine de la Ville, majoritairement issu de l'histoire et des legs).

Le patrimoine Eurométropole essentiellement lié aux POS/PLU, au PLH, et à la réalisation des projets (PRU, aménagement de voiries, tram ...), a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de la maturation et du démarrage des différents projets.

Un travail de recensement des biens issus du domaine privé, appartenant à l'Eurométropole a permis d'identifier un certain nombre de biens cessibles.

Les biens de l'Eurométropole sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserves :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par France Domaine,
- de validation par l'organe exécutif des modalités de la cession.

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole est libre de choisir les modalités de la vente : mise en concurrence via une publicité adaptée ou vente de gré à gré dès lors que cela peut être justifié par des critères objectifs, tels qu'une vente à l'occupant ou à un propriétaire riverain.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé la mise en vente de l'immeuble qui abritait les anciennes réserves de l'enseigne BUT, situé au lieu-dit « Im Schuhbosen » à Fegersheim, à l'ouest de la RD 1083.

A l'occasion des études préalables au projet de création de la zone d'aménagement concerté de Fegersheim, les bâtiments commerciaux « Babou-Schmidt » et le bien précité avaient fait l'objet d'une réflexion d'aménagement. C'est dans ce contexte, que

l'Eurométropole de Strasbourg avait acquis à l'amiable, en août 2014, ce bâtiment à usage de stockage ainsi que les terrains d'assiette, au prix de 1,5 millions d'euros. En effet, cette acquisition avait pour objectif de permettre, dans le cadre de la zone d'aménagement concertée, l'amorce d'un projet de requalification urbaine et économique en vue de réhabiliter ce secteur et revaloriser ainsi l'entrée Sud de l'agglomération strasbourgeoise à Fegersheim.

Ce bâtiment tertiaire à usage d'entrepôt, avec rez-de-chaussée et étage, présente une superficie de 8 000 m² et dispose de deux appartements de fonction, d'un petit local commercial (ancien hall d'accueil des clients) et d'un quai de déchargement. Le foncier représente 211,10 ares.

Au PLUi, ce site est classé essentiellement en zone UXb2 pour les parcelles bâties et en zones UXb1 et IIAUx pour les emprises non bâties. La zone UXb regroupe les activités économiques de type industrie, artisanat, commerce de gros, restauration et hôtellerie.

Le site est, par ailleurs, concerné par l'emplacement réservé FEG6 consistant en l'aménagement de la RD1083 entre Ichtratzheim et la rocade Sud de Strasbourg, en vue de la création de voirie entre la rue du commerce et la rue de l'Industrie, ainsi que dans le prolongement de la rue de l'Artisanat.

A ce jour, le projet de ZAC a été abandonné. Toute opération de restructuration de ce secteur entreprise à l'initiative des seules collectivités se révèleraient particulièrement lourde financièrement. Dans ce contexte, le recours à un opérateur privé pourrait s'avérer indispensable pour supporter un tel investissement.

Il apparaît que les bâtiments commerciaux voisins « Babou-Schmidt » ont été acquis, en avril 2016, par le groupe INVEST, société foncière spécialisée dans l'immobilier commercial basée à Strasbourg et représentée par Monsieur Hervé EHRHART. Ce groupe vient de procéder à la rénovation du bâtiment « Babou ».

L'Eurométropole de Strasbourg a été approchée par le groupe INVEST, qui sollicite la rétrocession du bâtiment dont elle est propriétaire. Le groupe a pour objectif de développer, sur ces friches commerciales, un pôle destiné aux activités de commerce et de loisirs, en conformité avec le PLUi. Il procèderait ainsi à une réhabilitation complète des bâtiments « Babou-Schmidt » et « But » en vue de redynamiser ces sites vieillissants et sous-exploités, ce qui contribuerait, par ailleurs, à rendre plus attrayant l'entrée Sud de l'agglomération strasbourgeoise.

La proposition du groupe INVEST permettrait d'apporter une solution concrète et adaptée pour la restructuration et la reconversion de ce secteur.

Ce projet d'acquisition par ce groupe et l'aménagement du secteur est fortement soutenu par la commune de Fegersheim.

Il convient de préciser que seule l'emprise sur laquelle est assis le bâtiment serait cédée, le reste étant destiné à être maintenu en réserve foncière.

Dans cette optique, certaines parcelles ont fait l'objet d'un arpentage de division parcellaire et un procès-verbal d'arpentage provisoire a été réalisé le 23 novembre 2017.

Il en résulte que les parcelles listées ci-après pourraient être cédées :

Commune de Fegersheim, lieu-dit « Im Schuhbosen » :

- Parcelle Section 10 n°221, de 25,90 ares,
- Parcelle Section 10 n°222, de 17,56 ares,
- Parcelle Section 10 n°223, de 9,02 ares,
- Parcelle Section 10 n°252, de 12,82 ares,
- Parcelle Section 10 n°254, de 8,04 ares,
- Parcelle Section 10 n°256, de 12,63 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (27)/207, de 6,01 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (25)/210, de 1,23 are,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (1)/224, de 7,82 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (2)/224, de 0,46 are,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (4)/225, de 3,51 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (5)/225, de 3,76 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (7)/226, de 0,15 are,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (8)/226, de 1,23 are,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (23)/227, de 6,19 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (21)/228, de 12,37 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (19)/229, de 6,16 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (17)/230, de 6,14 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (15)/231, de 6,13 ares,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (11)/232, de 1,28 are,
- Parcelle Section 10 n°provisoire (12)/232, de 3,92 ares,

Représentant une surface totale de 152,33 ares.

Le bien a été estimé, en l'état, par le service de France Domaine au prix de 1 500 000 €, en date du 6 novembre 2017.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de donner un avis favorable à cette transaction au prix de 1 500 000 € HT, hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur. Le prix ainsi que les conditions de la vente ont été négociés par les parties directement entre elles sans intermédiaire.

La vente des parcelles susmentionnées au profit du groupe INVEST (ou toute autre personne morale ou physique qui s'y substituerait) sera consenti en l'état, c'est-à-dire sans aucune garantie du chef de la collectivité pour l'état du sol, du sous-sol, vices même cachés, pollutions, mise en état sanitaire, présence de déchets ou autres. L'acquéreur ayant visité les lieux et il prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.

Il y a lieu de préciser que le bâtiment abrite actuellement deux occupants, à savoir :

- La société Strasbourg Evènements,

- L'Opéra National du Rhin (pour du stockage).

Des solutions de relocalisation sont actuellement en cours d'examen.
L'Eurométropole de Strasbourg s'engage ainsi à vendre au profit du groupe INVEST un bien qui sera libre de toute occupation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine de l'Eurométropole du 23 juin 2016
vu l'avis de France Domaine du 6 novembre 2017
vu l'avis préalable favorable du Conseil Municipal de Fegersheim du 4 décembre 2017
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. La vente au profit du groupe INVEST ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'immeuble situé au lieu-dit « Im Schubosen » à Fegersheim cadastré :

- *Parcelle Section 10 n°221, de 25,90 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°222, de 17,56 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°223, de 9,02 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°252, de 12,82 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°254, de 8,04 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°256, de 12,63 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (27)/207, de 6,01 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (25)/210, de 1,23 are,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (1)/224, de 7,82 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (2)/224, de 0,46 are,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (4)/225, de 3,51 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (5)/225, de 3,76 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (7)/226, de 0,15 are,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (8)/226, de 1,23 are,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (23)/227, de 6,19 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (21)/228, de 12,37 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (19)/229, de 6,16 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (17)/230, de 6,14 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (15)/231, de 6,13 ares,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (11)/232, de 1,28 are,*
- *Parcelle Section 10 n°provisoire (12)/232, de 3,92 ares,*

Représentant une surface totale de 152,33 ares.

au prix de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur.

2. *L'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol, du sous-sol, vices même cachés, pollutions, mise en état sanitaire, présence de déchets ou autres. L'acquéreur déclarera avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.*

décide

l'imputation des recettes de 1 500 000 € hors taxes et droits divers éventuels en sus sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg, service CP71E, fonction 510, nature 775 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Bâtiment à usage de stockage

Lieu-dit « Im Schuhbosen » à Fegersheim (RD 1083)






Strasbourg.eu
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
FEGERSHEIM
Anciens terrains de BUT (R.D. 1083)
Délimitation terrains destinés à la vente
Date d'édition 16/08/2017
Section 10 21-3890
ECHELLE 1/ 1000
204
borne
± 30 m
(pour création parking)
//
bâti
FEG 6
SECTION 10
SECTION 9
parallèle à 12,00 du bâtiment
LIGNE PVA
CHEMIN RURAL
RUE DES MAGASINS
ROUTE DÉPARTEMENTALE 1083
RUE DU COMMERCE
Emprise à exproprier
Emplacement réservé FEG6

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 06/11/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 8810 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017-1051

à

Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : HANGAR TERRAIN INTÉGRÉ

ADRESSE DU BIEN : M SCHUHBOSEN – FEGERSHEIM

VALEUR VÉNALE : 1 500 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT
Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : Catherine MULLER (catherine.muller@strasbourg.eu) et Christelle HENRY-BONESTEVE (christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** : 25/10/2017
Date de réception : 27/10/2017
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » : 27/10/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant souhaite céder à l'amiable un hangar sur terrain intégré sis Im Schuhbosen à Fegersheim dans le cadre d'une rationalisation et d'une meilleure gestion de son patrimoine.

4 – Description du bien

Référence cadastrale :

Section	Parcelles	Surface/ares	Surface à détacher de la parcelle-mère	Zonage PLUI
	207	9,08	6,50	IIAUX/UXb2
	210	6,94	1,80	IIAUX
	221	25,90	25,90	UXb2
	222	17,56	17,56	UXb2
	223	9,02	9,02	UXb2
	224	9,21	8	UXb2/UXb1
	225	9,32	7	UXb2/UXb1
	226	11,19	2	Uxb2/UXb1
10}	227	9,55	6,5	IIAUX/UXb2
	228	19,21	14	IIAUX/UXb2
	229	9,63	7	IIAUX/UXb2
	230	9,67	7	IIAUX/UXb2
	231	9,70	7	IIAUX/UXb2
	232	11,39	1	IIAUX/UXb2/UXb1
	252	12,82	12,82	IIAUX/UXb2
	254	8,04	8,04	IIAUX/UXb2
	256	12,63	12,63	IIAUX/UXb2
	Total	**200,86**	**153,77**	

Description du bien :
L'emprise foncière est surbâtie d'un entrepôt construit en 1972 représentant une surface de 8 000 m² environ. Il est composé d'une structure métallique et de murs en parpaings.

L'immeuble ne bénéficie pas de chauffage à l'exception des bureaux pourvus de convecteurs électriques. La structure du bâtiment semble en bon état comme la toiture. Il n'y a aucune isolation. Les fenêtres sont en double vitrage cadre en aluminium ou bois. De nombreux carreaux sont brisés.

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : Eurométropole de Strasbourg

Situation d'occupation :
Le consultant a informé le service du Domaine que deux baux sont encore actifs au jour de la saisine, mais que la libération des locaux est imminente.

6 – Urbanisme et réseaux

Les parcelles sont situées en zone UXb1, UXb2 et/ou IIAUX du PLUI de l'Eurométropole dont le règlement a été approuvé le 16/12/2016 et devenu opposable le 23/01/2017.

La zone UX englobe plusieurs autres secteurs de zone autorisant chacun certains types d'activités économiques.

Les activités industrielles et artisanales, les activités commerciales, celles de service et de bureaux ou encore les activités ferroviaires, constituent certains des secteurs spécifiques de la zone UX.

Des bâtiments industriels anciens, denses et implantés à l'alignement des voies aux quartiers tertiaires à l'architecture contemporaine ou standardisée : ces secteurs constituent des tissus bâtis très hétérogènes.

Les règles d'urbanisme des secteurs de zone UX, assez souples, ont notamment pour objectif de permettre une évolution du tissu bâti en cohérence avec la vocation particulière de chaque secteur de zone.

		UXb1	UXb2
3.1.	Les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat, à condition de ne pas relever de la directive SEVESO.	X	X
3.2.	Les constructions et installations destinées à la production d'énergie.	X	
3.3.	Les constructions et installations, à condition d'être destinées à la fonction d'entrepôt.	X	X
3.4.	Les constructions et installations, à condition d'être destinées au commerce de gros aux entreprises.	X	X
3.5.	L'extension des constructions existantes à vocation commerciale, à condition de ne pas excéder une surface de plancher totale de 1 500 m².	X	X
3.6.	Les constructions et installations, à condition de correspondre à une destination de bureaux.		
3.7.	Les constructions et installations, à condition de correspondre à une vocation de restaurant		X
3.8.	Les constructions et installations, à condition de correspondre à une vocation d'hébergement hôtelier.		X
3.9.	Les constructions et installations à condition de correspondre à une vocation de sports et de loisirs.		

Les zones IIAUX sont des réserves foncières destinées à l'urbanisation à moyen ou long terme, destinées aux activités économiques.

À l'exception de certains articles, aucune règle d'urbanisme n'est fixée à ce jour pour ces zones. Seules les vocations envisagées sont inscrites au règlement.

Les règles d'urbanisme de chaque secteur seront définies lors de la procédure de modification ou de révision du PLU, préalablement à leur ouverture à l'urbanisation.

Quelques parcelles sont impactées par un emplacement réservé **Feg6** qui correspond à l'aménagement de la RD1083 entre Ichtratzheim et la rocade sud de Strasbourg, création de voirie entre la rue du Commerce et la rue de l'Industrie, création de voirie dans le prolongement de la rue de l'Artisanat.

Qualification des terrains

Seules les parcelles situées en zone UX ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L322-3 du code de l'urbanisme.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien est estimée à 1 500 000 € HT

– Les surfaces prises en compte pour l'évaluation sont celles qui ont été communiquées par le consultant.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin,
par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

17566

Département

BAS-RHIN

Commune

FEGERSHEIM

Bureau Foncier

STRASBOURG

Date de dépôt

6463 PVA
(Avril 1992)

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

PROVISOIRE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section : 10
Numéro(s) : 224, 225, 226, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 210, 207

PERSONNE AGRÉÉE POUR ÉTABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A STRASBOURG , le 23 novembre 2017

Le Géomètre - expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
GRAFF - KIEHL
Géomètres-Experts Associés
4, Bd de la Dordogne
67000 STRASBOURG
N° d'inscription 24601

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A STRASBOURG, le

L' Inspecteur,

MINISTERE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
1	2	3		4	5			6
10	224			Eurométropole de Strasbourg		9	21	Sol
				1, parc de l'Etoile				
				67100 STRASBOURG				
10	225			- idem -		9	32	Sol
10	226			- idem -		11	19	Sol

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier Feuillet	Livre Foncier N° d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture Désignation des bâtiments
7	8	9		10		11		12
				Lieudit : Im Schuhbosen				
	(1)							
10	__			comme col. 4		7	82	Sol
	224							
	(2)							
10	__			comme col. 4		0	46	Sol
	224							
	(3)							
10	__			comme col. 4		0	93	Sol
	224							
	(4)							
10	__			comme col. 4		3	51	Sol
	225							
	(5)							
10	__			comme col. 4		3	76	Sol
	225							
	(6)							
10	__			comme col. 4		2	05	Sol
	225							
	(7)							
10	__			comme col. 4		0	15	Sol
	226							
	(8)							
10	__			comme col. 4		1	23	Sol
	226							

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
1	2	3		4	5			6
10	232			- idem -		11	39	Terre
10	231			- idem -		9	70	Terre, sol
				600				

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
7	8	9		10	11			12
	(9)							
10	__			comme col. 4		9	81	Sol
	226							
	(10)							
10	__			comme col. 4		1	93	Terre
	232							
	(11)							
10	__			comme col. 4		1	28	Terre
	232							
	(12)							
10	__			comme col. 4		3	92	Terre
	232							
	(13)							
10	__			comme col. 4		0	02	Terre
	232							
	(14)							
10	__			comme col. 4		4	24	Terre
	232							
	(15)							
10	__			comme col. 4		6	13	Terre, sol
	231							
	(16)							
10	__			comme col. 4		3	57	Terre, sol
	231							

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
1	2	3		4	5			6
10	230			- idem -		9	67	Terre, sol
10	229			- idem -		9	63	Terre
10	228			- idem -		19	21	Terre, sol
10	227			- idem -		9	55	Terre, sol

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
7	8	9		10	11			12
	(17)							
10	—			comme col. 4		6	14	Terre, sol
	230							
	(18)							
10	—			comme col. 4		3	53	Terre, sol
	230							
	(19)							
10	—			comme col. 4		6	16	Terre
	229							
	(20)							
10	—			comme col. 4		3	47	Terre
	229							
	(21)							
10	—			comme col. 4		12	37	Terre, sol
	228							
	(22)							
10	—			comme col. 4		6	84	Terre, sol
	228							
	(23)							
10	—			comme col. 4		6	19	Terre, sol
	227							
	(24)							
10	—			comme col. 4		3	36	Terre, sol
	227							

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
1	2	3		4	5			6
10	210			- idem -		6	94	Terre
10	207			- idem -		9	08	Terre, sol
				Total :	1	14	89	
				604				

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture Désignation des bâtiments
		Feuillet	N° d'ordre		ha	a	ca	
7	8	9		10	11			12
	(25)							
10	—			comme col. 4		1	23	Terre
	210							
	(26)							
10	—			comme col. 4		5	71	Terre
	210							
	(27)							
10	—			comme col. 4		6	01	Terre, sol
	207							
	(28)							
10	—			comme col. 4		3	07	Terre, sol
	207							
				Total :	1	14	89	

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier Feuillet	Livre Foncier N° d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6

SITUATION NOUVELLE

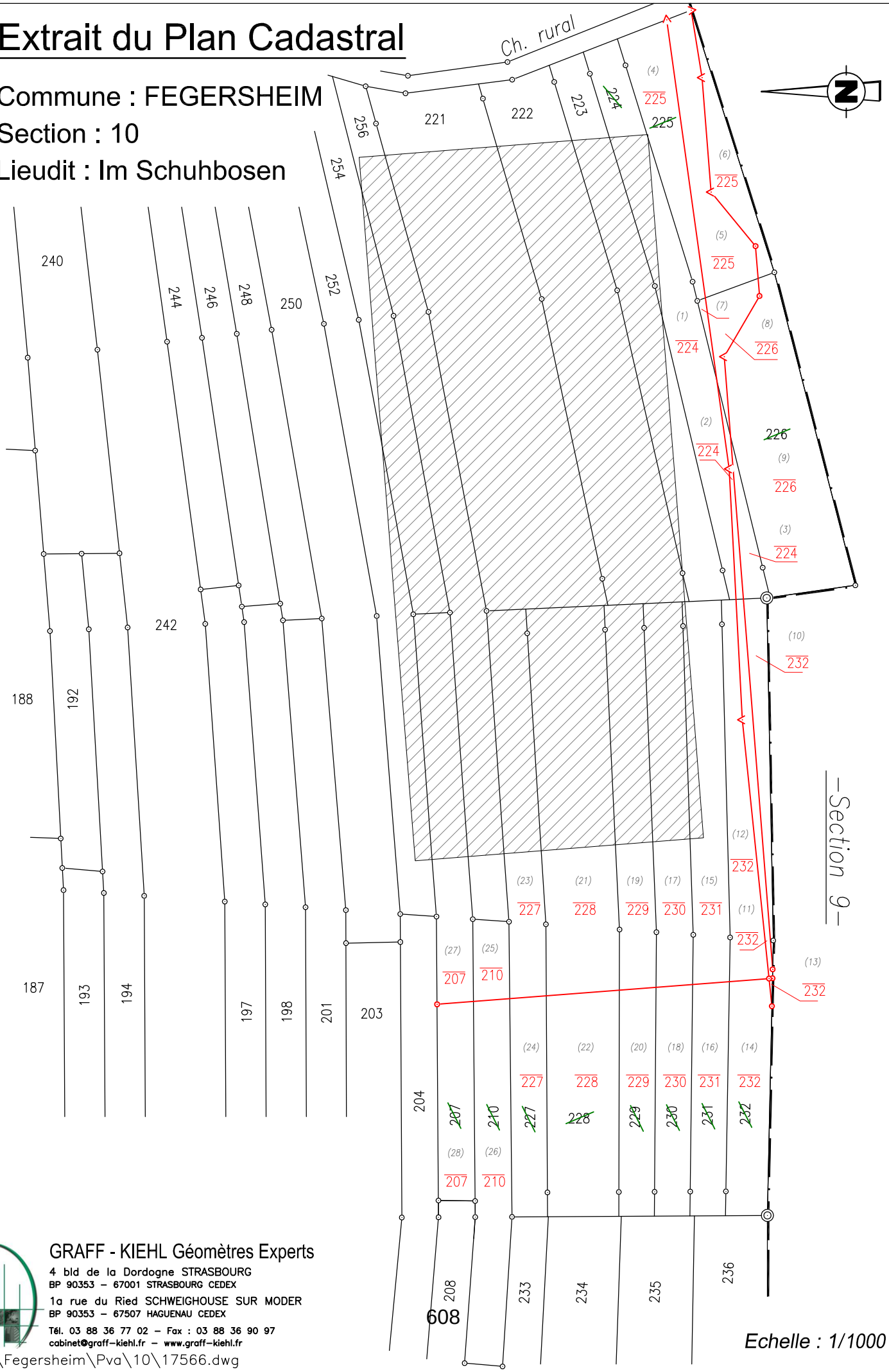
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – N° d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance – ha	Contenance – a	Contenance – ca	Nature de culture Désignation des bâtiments
7	8	9		10	11			12

Extrait du Plan Cadastral

Commune : FEGERSHEIM

Section : 10

Lieudit : Im Schuhbosen



GRAFF - KIEHL Géomètres Experts

4 bld de la Dordogne STRASBOURG
BP 90353 – 67001 STRASBOURG CEDEX

1a rue du Ried SCHWEIGHOUSE SUR MODER
BP 90353 – 67507 HAGUENAU CEDEX

Tél. 03 88 36 77 02 – Fax : 03 88 36 90 97
cabinet@graff-kiehl.fr – www.graff-kiehl.fr

M:\Fegersheim\Pva\10\17566.dwg

Echelle : 1/1000

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

HABITAT & HUMANISME - Droit commun 2015
Souffelweyersheim / rue de la Fontaine - opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 3 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).
Participations financières et garantie d'emprunts.

Habitat & Humanisme, en partenariat avec la société STRADIM, s'est porté acquéreur de 3 logements en vue d'y réaliser du logement social.

Cette acquisition de trois logements constitue une première pour l'association Habitat & Humanisme au titre d'une acquisition en VEFA.

Ainsi, l'association espère que d'autres opérations pourront se réaliser afin de proposer des logements en diffus sur l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble du programme se décompose en 6 immeubles d'environ 16 logements par bâtiment.

Les trois logements financés par Habitat & Humanisme sont un T2 et deux T3. Ces logements disposeront de places de stationnement au sous-sol.

L'arrêté portant permis de construire a été délivré le 11 juillet 2011.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1)

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt N°63216 en annexe signé entre Habitat & Humanisme, ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 16 décembre 2015;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 3 logements, située à Souffelweyersheim – rue de la Fontaine :*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à Habitat & Humanisme d'un montant total de 27 000 € :*
  - *au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI : (9 000 € X 3) = 27 000 €*

- *l'octroi de la garantie, à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 180 000 € souscrit par Habitat & Humanisme auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°63216 constitué d'une ligne de prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Habitat & Humanisme dont elle ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à

Habitat & Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

décide

- *pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 3 logements, située à Souffelweyersheim – rue de la Fontaine :*

a) des modalités de versement de la subvention de 27 000 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 27 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur AP avant la Commission Permanente (Bureau) est de 24 482 709 € ;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017 ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec Habitat & Humanisme en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : HABITAT ET HUMANISME — **Numéro de référence** **2015131**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**3**

Opération:

Identification	
Commune	Souffelweyersheim
Quartier	Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg
Numéro	
Adresse	Rue Lafontaine - "West Side"

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	3	27 000 €
Total subventions Eurométropole		**27 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)				
T2	1	42,90	47,40	100,00 €	273,97 €				
T3	2	61,51	68,42	120,00 €	395,47 €				
Total	**3**	**165,92**	**184,24**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, provision EC + EF, provision chauffage

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,78 €

Ratios

Charges immobilières	39 523,67 €	/ logement	prix au m² de SH	2 570,95 €
Cout des travaux	92 222,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 315,31 €
Prestations intellectuelles	3 199,00 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	7 246,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**118 571,00 €**	28%	**Subventions**	***49 500 €***	12%
			ETAT	**22 500 €**	
Cout des travaux	**276 666,00 €**	65%	PLAI	22 500 €	
Prestations intellectuelles	**9 597,00 €**	2%			
			Eurométropole de Strasbourg	**27 000,00 €**	
Montant de la TVA	**21 738,00 €**	5%			
			PLAI	27 000,00 €	
			Emprunts	***180 000,00 €***	42%
			Prêt PLAI Construction	180 000,00 €	
			Fonds propres	***197 072 €***	46%
Total	**426 572,00 €**	**100%**	**Total**	**426 572,00 €**	**100%**

Observations:

2013_131

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

JAZ

10 MAI 2017

CONTRAT DE PRÊT

N° 63216

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - n° 000290978

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

614

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, SIREN n°: 339804858, sis(e) 69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) **« FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME »** ou **« l'Emprunteur »**,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée **« la Caisse des Dépôts »**, **« la CDC »** ou **« le Prêteur »**

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s **« les Parties »** ou **« la Partie »**

PRT

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Résidence Westside, Parc social public, Acquisition en VEFA de 3 logements situés de Lafontaine 67460 SOUFFELWEYERSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-quatre-vingts mille euros (180 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-quatre-vingts mille euros (180 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit. Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

PRT

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/07/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

PR

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5186099			
Montant de la Ligne du Prêt	180 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,55 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[1]	0,55 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PhT

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ph.T

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes Ph.T
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Pt.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Ph.T

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Ph.T

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 24/04/2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Philippe Torres

Nom / Prénom :

Qualité : responsable des Services comptables

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

SCI FONCIERE HABITAT & HUMANISME
69 chemin de Vassieux
69647 CALUIRE et CUIRE Cedex
Tél. 04 72 27 42 00 Fax 04 78 08 94 60

Le, 18 août 2017,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL

Qualité : Directeur territorial Eurométropole

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0083-PR0068 V1.61.0 page 21/21
Contrat de prêt n° 63216 Emprunteur n° 00029078

Paraphes

Ph.T

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg : choix de l'exploitant.

I. PREAMBULE

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement, ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des Strasbourgeois.

Inauguré en 1987, le parking Austerlitz de 482 places sur cinq niveaux aériens, est un atout pour Strasbourg et pour les activités économiques du centre-ville. Sa situation aux portes de l'ellipse insulaire et son accessibilité aisée depuis le sud, en particulier depuis l'autoroute, rendent ce parking très prisé. Le taux d'occupation y est important et sa fréquentation a atteint plus de de 300 000 véhicules horaires en 2016.

Le parking Gutenberg, quant à lui, dispose d'une capacité de 253 places, sur trois niveaux en sous-sol ; installé au cœur historique de la ville et à proximité immédiate de son centre piétonnier, cet ouvrage est le parking dont le taux de fréquentation est un des plus élevés de Strasbourg, avec 365 000 véhicules horaires en 2016.

Les deux ouvrages sont ouverts 24 heures sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

L'Eurométropole de Strasbourg a confié l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg à la SEM PARCUS, dans le cadre de deux contrats de délégation de service public, signés le 15 décembre 2007 pour Austerlitz et le 28 décembre 2009 pour Gutenberg, d'une durée de respectivement 10 ans et 8 ans.

Les deux contrats arrivent ainsi à échéance le 31 décembre 2017.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé, dans sa séance du 25 novembre 2016, le lancement d'une nouvelle procédure de concession (délégation de service public) pour l'exploitation de ces parkings, en application des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Il a été décidé de réunir la gestion des deux parkings dans le cadre d'une procédure et d'un contrat uniques. En effet, ces deux parkings sont géographiquement proches et fonctionnent de manière complémentaire : ils se situent sur le même axe sud d'entrée de ville, Gutenberg, en plein cœur de Strasbourg, est prévu pour la courte durée et doit permettre une forte rotation des véhicules ; pour ce faire, c'est le tarif rouge qui y est appliqué. Austerlitz est prévu pour les durées moyennes de stationnement, au tarif orange, et peut de surcroît bénéficier des reports d'usagers du parking Gutenberg lorsqu'il est complet.

Les attentes de la collectivité, exprimées à travers le cahier des charges, ont porté en particulier sur la capacité du délégataire d'être un acteur de la politique de mobilité ainsi que du respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois :

- en ayant le souci de l'amélioration constante du confort, de l'accueil, de la sécurité et de l'accessibilité des usagers, et en particulier celle des personnes à mobilité réduite,
- en favorisant le développement de l'intermodalité dans les parkings qui lui seront confiés (autopartage, vélos),
- en maîtrisant l'offre de stationnement proposée dans les parkings, en particulier concernant les différents usagers (horaires, abonnés, résidants, etc.),
- en proposant des améliorations du bilan énergétique des parkings.

A l'issue de la procédure et des négociations qui ont eu lieu avec les candidats, il est proposé au Conseil d'approuver la proposition du Président quant au choix du nouveau délégataire ainsi que les termes du contrat.

II. RAPPEL DE LA PROCÉDURE

§ Le Conseil de l'Eurométropole a délibéré, le 25 novembre 2016, sur le principe du renouvellement de la gestion déléguée pour l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et au vu de l'avis favorable émis par le comité technique du 7 novembre 2016 et par la commission consultative des services publics locaux du 15 novembre 2016 (L 1411- 4 CGCT). Le Conseil municipal, au titre de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, s'est également prononcé favorablement sur le lancement de la procédure le 21 novembre 2016.

§ Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

- le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP),
- le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),
- le site internet de la Ville « alsace marchés »,
- le magazine « Ville, rail et transports ».

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 27 janvier 2017.

§ Le 9 février 2017, la commission de délégation de service public de la ville de Strasbourg a ouvert les plis des sept candidatures réceptionnées :

- La société **Citepark** dont le siège social se trouve à Viry-Châtillon
- Le groupement solidaire constitué de la société **Dornier**, dont le siège social se situe à Madrid, Espagne et de la société **Eiffage**, dont le siège social se situe à Vélizy-Villacoublay
- La société **Facility Park**, dont le siège social se situe à Paris
- La société **Indigo Infra** dont le siège social se situe à Puteaux La Défense
- La société **Parcus** dont le siège social se situe à Strasbourg
- La société **Q Park**, dont le siège social se situe à Boulogne – Billancourt
- La société **Sags** (société d'assistance et de gestion du stationnement), dont le siège social se situe à Charnay-Lès-Mâcon

§ Le 3 mars 2017 un dossier de consultation des entreprises a été adressé aux sept candidats admis à présenter une offre.
§ Le 18 mai 2017, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des deux plis réceptionnés, les offres de PARCUS et INDIGO INFRA.

Au vu de l'avis de la commission de délégation de service public du 6 juillet 2017, le Président, autorité habilitée à signer la convention, a décidé d'engager des négociations avec les deux candidats.

Les négociations, menées par l'élu désigné par le Président, Monsieur Jean-Marie BEUTEL, qui se sont déroulées en octobre 2017 ont permis aux candidats de préciser un certain nombre d'éléments techniques, juridiques et financiers de leurs offres.

A l'issue des négociations, il a été demandé aux deux candidats de remettre leur offre finale intégrant leurs éventuels compléments et améliorations pour le 3 novembre 2017.

IIILES ÉLÉMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE À DÉLÉGUER

Le nouveau contrat aura une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018.

Le futur délégataire aura à sa charge l'exploitation des deux ouvrages Gutenberg (253 places) et Austerlitz (482 places). Les parkings seront ouverts tous les jours 24h sur 24.

Le délégataire devra en particulier :

- assurer à ses frais et à ses risques et périls, l'exploitation, le bon fonctionnement et l'entretien/maintenance des parkings en ouvrage, y compris les espaces vélos du parking Austerlitz (parc à vélos de 120 places attenant au parking et espace au rez-de-chaussée du parking),
- assurer, notamment, le renouvellement du matériel péager incluant la lecture des plaques d'immatriculation, et d'autres services et aménagements pour les usagers (places réservées aux véhicules électriques et à l'auto partage par exemple).

Il devra respecter les objectifs et orientations définies par la collectivité tout au long du contrat.

La rémunération de la Collectivité sera composée d'une part fixe et de plusieurs parts variables et d'intéressement.

IV.CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen comparatif détaillé des offres initiales figure dans le rapport d'analyse de la Commission de délégation de service public, joint à la présente délibération.

L'examen comparatif détaillé de leurs offres finales figure dans le rapport du Président, également joint à la présente délibération.

Les offres ont été jugées sur la base des critères suivants, par ordre décroissant. Conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatif aux contrats de concessions, ces critères sont hiérarchisés et non pondérés.

1. Modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings
2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité

1. Les modalités d'exploitation des ouvrages : synthèse de l'analyse technique des offres finales

L'offre de Parcus répond aux attentes de la collectivité d'un point de vue technique : son projet de rénovation et d'embellissement est ambitieux et de qualité. Les modalités d'exploitation, à la fois en termes de services proposés aux usagers et de présence humaine dans les parkings sont satisfaisantes.
Sa proposition concernant les modalités d'entretien et de maintenance des ouvrages est par ailleurs plus rassurante pour la collectivité, le niveau d'investissement et de renouvellement sur les parkings est plus important et permet d'assurer une gestion patrimoniale des équipements satisfaisante.

L'offre d'Indigo est satisfaisante et répond aux attentes de la collectivité d'un point de vue technique : son projet est cependant moins abouti et moins ambitieux que celui de Parcus, notamment concernant les équipements proposés (système d'indication du nombre de places libres), ou la gestion des espaces vélos, De plus, son souhait de limiter son risque concernant le montant des travaux d'investissement pris en charge n'est pas satisfaisant. Les modalités d'exploitation en termes de services offerts aux usagers sont en revanche satisfaisantes, même si sa proposition implique moins de présence humaine dans les ouvrages.
Sa proposition concernant les modalités d'entretien et de maintenance des ouvrages n'est par ailleurs pas pleinement satisfaisante, du fait des modifications contractuelles

souhaitées par le candidat. Le candidat souhaite ainsi limiter la liste des travaux mis à sa charge durant le contrat et ne pas être responsable des dépenses de renouvellement de l'étanchéité des ouvrages.

Ainsi, le transfert d'une partie des risques d'exploitation vers la collectivité dégrade globalement son offre.

En conclusion, sur la base du critère « modalités d'exploitation du service », la proposition du candidat Parcus est techniquement supérieure à celle d'Indigo.

2. Les conditions financières du contrat : synthèse de l'analyse financière des offres finales :

Ä Sur les recettes horaires qui représentent l'essentiel des produits d'exploitation : les candidats ont des approches différentes en fonction des parcs : Parcus prévoit plus de recettes horaires sur le parking Austerlitz et Indigo sur le parking Gutenberg. Toutefois, sur le consolidé des deux parkings, les offres des candidats sont très proches (environ 1% d'écart) dans leurs hypothèses de recettes horaires et sont en cohérence avec les données constatées en 2016.

Au global Indigo propose des produits d'exploitation supérieurs de 3,9 % à ceux de Parcus.

Ä Sur les charges d'exploitation : Parcus présente des charges totales d'exploitation inférieures de 4,3 % à celles d'Indigo qui atteignent en moyenne annuelle sur les 7 ans du contrat, 4 268 154 € HT : au global les propositions des candidats diffèrent de 183 899 €. Cependant, hors redevances et intéressement, les charges d'exploitation d'Indigo (1 276 K€) sont bien inférieures (-33 %) à celles de Parcus (1 896 K€).

Ä Sur les charges de personnel : les candidats ont des approches sensiblement différentes en fonction de leur projet et de leur choix de maintenir une présence en personnel sur site : Parcus présente des charges de personnel supérieures de 51 ,3 % par rapport à Indigo, ce qui correspond à 3 ETP supplémentaires lui permettant d'assurer une présence humaine en continu au parking Gutenberg et lors des heures d'affluences au parking Austerlitz.

Ä Sur les investissements : Parcus présente un programme d'investissement de 2,03 M € contre 1,01 M€ pour Indigo. L'offre de Parcus est plus rassurante sur ce point pour la collectivité, l'investissement sur les parkings est bien plus important et la gestion patrimoniale des équipements devrait être mieux assurée.

Indigo répond quant à lui strictement aux demandes de la Collectivité concernant les investissements.

Sur les redevances : sur la durée du contrat l'offre d'Indigo est beaucoup plus favorable financièrement (+5,6 M€ de redevances versées à la Collectivité) : Indigo prévoit ainsi de reverser 20,9 M€ à la collectivité contre 15,3 M€ pour Parcus. Cet écart très significatif entre les offres des deux candidats résulte de l'ensemble des hypothèses retenues par les

candidats et traduit surtout la différence de leurs approches. Il est précisé que le candidat Indigo propose d'ajouter deux cas de révision du contrat dont une clause de revoyure avec la collectivité tous les deux ans, pouvant, de fait, donner lieu à renégociation régulière des conditions financières du contrat, ce qui n'est pas satisfaisant.

En conclusion, sur le critère « conditions financières du contrat », compte tenu des propositions de modification au contrat maintenues par Indigo à l'issue des négociations, la Collectivité considère l'offre financière de Parcus comme plus sécurisante et par conséquent la place en tête sur ce critère.

Au final, l'analyse comparée multicritères de l'offre de chacun des candidats conduit à désigner l'offre de Parcus qui est la meilleure techniquement et financièrement.

En effet, l'offre de Parcus bien que moins intéressante sur le plan strictement financier (montants de redevances versées à la collectivité), présente au final des garanties en matière d'investissement et d'entretien sur le patrimoine, et une présence sur site plus importante ; elle est techniquement meilleure et juridiquement plus sécurisée pour la collectivité.

Il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole **de retenir l'offre de Parcus** qui s'avère plus intéressante pour la collectivité et qui répond pleinement à ses attentes en termes de qualité du service pour les usagers, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

V. CONVENTION A APPROUVER DANS LE CADRE DU CONTRAT

Convention tripartite de mise à disposition du local à l'association Bretz'selle:

Il est prévu qu'un local (surface de 12,5 m^2) situé au rez-de-chaussée du parking Austerlitz, dans l'espace vélos existant, soit mis à disposition de l'association strasbourgeoise Bretz'selle, dont l'activité consiste en la promotion de l'usage du vélo basée notamment sur l'apprentissage de la mécanique, l'animation et la mise à disposition d'ateliers de réparation des vélos.

Ce local permet à l'association d'y stocker des vélos et du petit matériel.
Le délégataire mettra l'espace gratuitement à la disposition de cette association pendant la durée du contrat de délégation de service public.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la Convention jointe à la présente délibération et qui constitue une annexe au contrat de délégation de service public (annexe n°3).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 novembre 2016 approuvant le lancement de la procédure de concession (délégation de service public) relative à l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg,
vu la délibération du Conseil municipal du 21 novembre 2016 donnant un avis favorable au lancement par l'Eurométropole de Strasbourg, de la procédure de concession relative à l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg (article L5211-57 du CGCT),

vu le rapport de la commission de délégation de service public du 23 février 2017 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre,

vu l'avis de la commission de délégation de service public du 6 juillet 2017 sur les offres des candidats,

vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg annexé à la présente délibération sur le choix de l'exploitant et les termes de la convention,
vu le projet de contrat de concession (délégation de service public) ainsi que ses annexes,
vu le projet de convention tripartite de mise à disposition d'un local vélos du parking Austerlitz à l'association Bretz'selle,

sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le choix de la société Parcus pour l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018,*

- *le contrat de concession (délégation de service public), ci-annexé, à conclure avec la société Parcus,*

- *la convention tripartite de mise à disposition d'un local vélos du parking Austerlitz à l'association Bretz'selle,*

autorise

- *l'autorité responsable de la personne publique délégante au titre de l'article L 1411-1 du CGCT, à signer le contrat de concession (délégation de service public) ainsi approuvé avec la société Parcus et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant,*

- *le Président ou son représentant à signer la convention tripartite de mise à disposition d'un local vélos du parking Austerlitz à l'association Bretz'selle, et tous les documents y afférents, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 15 DSP relative à l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg : choix de l'exploitant

Pour	**75** ~~76~~
Contre	**0**
Abstention	**10**

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, ~~RICHARDOT-Anne-Pernelle~~, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Erreur : Mme Richardot n'a pas participé au vote

Nathalie LEGUET
Adjointe à la
Cheffe de service

SERVICE DES ASSEMBLEES

KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, QUEVA-Michèle, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAHIN-Meliké, SCHULER-Georges, SENET-Eric, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

Point 15 de l'ordre du jour :

DSP relative à l'exploitation des parkings Austerlitz et Gutenberg : choix de l'exploitant

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 75 + 1

Contre : 0

Abstention : 10

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observations :

Le boîtier de M. RIES était défectueux alors qu'il souhaitait voter POUR.

Les administrateurs de PARCUS ne prennent pas part au vote (MM. CAHN, DREYFUS,

Mmes BARRIÈRE, RICHARDOT, TARALL, PEIROTES).

Mme GANGLOFF informe qu'elle a voté par erreur pour Mme RICHARDOT (par procuration) alors qu'elle n'aurait pas dû.

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Lancement d'une procédure de concession (délégation de service public) relative à l'exploitation du parking Broglie.

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement (transports en commun, vélos, autopartage), ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des Strasbourgeois.

Inauguré en 1976, le parking Broglie dispose de 443 places sur huit niveaux, ainsi que d'une centaine de places vélos. Il est implanté au cœur de l'ellipse insulaire et à proximité de la place Broglie et du secteur piétonnier. Le parking Broglie est ouvert 24 heures sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

L'Eurométropole a confié l'exploitation du parking Broglie à la SEML PARCUS, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public, signé le 29 décembre 2006, d'une durée de 12 ans. Le contrat arrive ainsi à échéance le 31 décembre 2018.

Il convient donc dès à présent d'engager une nouvelle procédure de concession, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Le lancement d'une procédure de mise en concurrence est un rendez-vous important qui permet à la collectivité de préciser ses attentes et de fixer ses exigences concernant la qualité du service, la qualité d'accueil des usagers, les plages d'ouverture, la tarification, l'investissement complémentaire, mais aussi les conditions économiques de l'exploitation.

La concession (délégation de service public) comme choix du mode de gestion

Il est proposé de reconduire, pour ce service, l'externalisation de la gestion par voie de concession (délégation de service public). En effet, ce mode de gestion est bien adapté aux exigences de la collectivité et il présente un certain nombre d'avantages, notamment :

- la qualification, le savoir-faire et l'expérience requis pour l'exploitation du service : le concessionnaire est choisi au vu de ses compétences et garanties professionnelles après mise en concurrence,
- la rationalité économique du projet : le concessionnaire exploite le service à ses risques et périls et ses recettes proviennent des redevances versées par les usagers, il porte une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes,
- la maîtrise du service et le contrôle fort de la collectivité à travers le cahier des charges : les contraintes de service inhérentes à la délégation de service public s'imposant au concessionnaire tout au long du contrat,
- la souplesse de gestion (en particulier application de la comptabilité et du droit du travail « privés »).

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un concessionnaire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité.

S'agissant d'un ouvrage existant, il sera mis à la disposition du concessionnaire par la collectivité, celui-ci assurera l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assumera le risque d'exploitation et prendra en charge les investissements nécessaires à l'exploitation pour une durée de 7 ans. Il versera des redevances à la collectivité, au titre de cette mise à disposition et de l'exploitation de l'ouvrage.

Le parking Broglie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation et de mise en conformité lors du contrat précédent, mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et de la remise en peinture, seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir. Celui-ci prendra également en charge la maintenance, l'entretien et le renouvellement des équipements.

Le concessionnaire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre de l'actuelle délégation de service public.

Le concessionnaire supportera l'ensemble des contraintes de service public que la collectivité serait amenée à lui imposer, notamment concernant les tarifs et horaires d'ouverture, ou les services proposés dans le parking.

L'ensemble des éléments de la délégation est détaillé dans le rapport présentant les caractéristiques du service délégué, joint en annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir la concession (délégation de service public) comme mode de gestion du parking Broglie, et d'approuver le lancement de la procédure de concession y relative.

La délibération du Conseil de l'Eurométropole sera suivie d'un appel public à candidatures, puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la Commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera

proposé au Conseil de l'Eurométropole d'approuver le choix définitif du candidat et le contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et
suivants du code général des collectivités territoriales,
vu l'avis favorable du Conseil municipal du 18 décembre 2017,
vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux,
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le principe d'une concession (délégation de service public) relative à l'exploitation du parking Broglie, pour une durée de 7 ans,

décide

- *le lancement d'une procédure de concession relative à l'exploitation du parking Broglie,*

- *de mettre en œuvre la procédure de publicité prévue par l'article R1411-1 du code général des collectivités territoriales,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à accomplir toutes les formalités nécessaires à la sélection du concessionnaire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres et leur examen par la Commission de délégation de service public, ainsi que la préparation du choix du concessionnaire à soumettre ultérieurement au Conseil de l'Eurométropole.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Ecoquartier Danube :
- renonciation au bail emphytéotique et à la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings
- approbation de la gestion des parkings par l'Association Syndicale Libre Danube.

L'aménagement du nouvel Ecoquartier de la ZAC Danube est en cours. D'ici 2020, ce sont 650 logements et 18 000 m² de bureaux et commerces, ainsi qu'une résidence étudiante et une école qui seront construits sur le site.

Le projet a été reconnu comme projet pilote au regard notamment de ses ambitions environnementales et énergétiques élevées et de la réduction de la place de la voiture au profit des modes collectifs et alternatifs.

A ce titre, l'un des enjeux prioritaires de l'Ecoquartier concerne la mobilité des futurs résidants et actifs venant travailler dans le quartier, ce qui a conduit à une organisation particulière pour le stationnement avec seulement deux ouvrages mutualisés pour l'ensemble du quartier et qui proposeront respectivement 128 places et 340 places, sur la base de 0,5 place par logement. Ils comprendront également les places pour les visiteurs, permettant un foisonnement des différents usages.

Le premier parking de 128 places a été livré au début de l'année 2017 et est déjà en fonctionnement. Le second sera livré d'ici la fin de l'année 2018.

Au vu des enjeux et pour permettre d'atteindre des objectifs volontairement ambitieux et innovants, mais surtout, afin de pouvoir les garantir de façon pérenne, la maîtrise publique pour la gestion de ces deux ouvrages semblait être la meilleure solution.

C'est donc en ce sens que le Conseil de l'Eurométropole a approuvé, le 18 décembre 2015, la conclusion d'un bail emphytéotique par l'Association Syndicale Libre du quartier (ASL), propriétaire et financeur des ouvrages, au profit de l'Eurométropole, ainsi que le principe du lancement, par celle-ci, d'une procédure de concession (délégation de service public) pour leur exploitation. Le lancement effectif de la consultation a toutefois été suspendu à la confirmation, par l'administration fiscale, du montage fiscal de l'opération.

En effet, ce montage « innovant » induisait un risque fiscal au regard de la TVA, risque qui avait été identifié mais qui ne semble finalement pas pouvoir se résoudre favorablement.

L'administration fiscale, malgré de nombreux échanges, a estimé que le montant symbolique de loyer constitue une libéralité de l'ASL au profit de l'Eurométropole et que le bail ne peut dès lors être regardé comme relevant d'une activité économique. En conséquence, l'ASL, qui finance la construction des parkings, n'est pas en droit de récupérer la TVA ayant grevé leur construction. La non récupération de la TVA entrainerait un surcoût pour la construction des parkings de 2 M€, surcoût qui aurait dû *in fine* être supporté par l'Eurométropole.

Ainsi, le bail emphytéotique au bénéfice de l'Eurométropole n'a pas été conclu et la procédure de concession (délégation de service public) n'a finalement pas pu être lancée par la collectivité. De fait, un autre schéma a été retenu : après modification de ses statuts en juin 2017, c'est l'ASL Danube qui exploitera les parkings. L'exploitation de parkings constituant une activité commerciale, elle sera en droit de récupérer l'intégralité de la TVA.

Cette solution et les engagements pris par l'ASL, doivent permettre de préserver le principe du foisonnement, indispensable au bon fonctionnement des parkings, pour répondre à l'ensemble des besoins de stationnement de l'Ecoquartier. En effet, les statuts de l'ASL prévoient que toute modification de l'affectation des parkings ou de leur fonctionnement ne peut se faire qu'à l'unanimité des adhérents. La ville de Strasbourg étant membre de cette ASL, aucune modification ne pourra se faire sans son consentement express.

Il est donc proposé au présent Conseil d'approuver et de prendre acte du nouveau mode de gestion pour les parkings Danube.

Par ailleurs, dans une autre délibération du 18 décembre 2015, le conseil de l'Eurométropole a octroyé une subvention exceptionnelle, d'un montant total de 240 390 €, aux trois bailleurs sociaux de la première tranche de l'Ecoquartier Danube : Habitat de l'Ill, Habitation Moderne et Batigère. Il s'agissait en effet de tenir compte du renchérissement des coûts de construction des parkings, induit par l'organisation particulière du stationnement, avec deux parkings mutualisés, construits selon les normes ERP et accueillant tous les besoins du quartier, y compris les visiteurs. Il est rappelé que les bailleurs n'avaient pas connaissance de ces surcoûts au moment de la définition du programme. Ceux-ci n'ont, de fait, pas pu être intégrés dans leurs budgets d'opération.

La délibération précitée prévoyait le versement de ces subventions au moment de la mise à disposition des parkings à la collectivité en vue de leur exploitation.

Compte tenu de la modification du mode de gestion des parkings Danube, il est proposé au présent Conseil de confirmer le versement de ces subventions aux trois bailleurs sociaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'avis favorable du Conseil municipal du 18 décembre 2017,
vu les extraits du projet de statuts de l'Association Syndicale Libre Danube,
sur avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

décide,

- *de renoncer au principe du bail emphytéotique au bénéfice de l'Eurométropole et au principe d'une concession (délégation de service public) pour la gestion des parkings de l'Ecoquartier Danube.*
- *de prendre acte de la gestion de ces parkings par l'Association Syndicale Libre Danube, conformément aux conditions définies dans ses nouveaux statuts.*
- *de confirmer le versement des subventions, pour un montant total de 240 390€, réparti de la façon suivante, et tel que prévu dans la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015 :*

  1) *104 430 € pour Habitation Moderne dans le cadre de son opération de 35 logements aidés en PLUS située sur la ZAC DANUBE ;*
  2) *99 850 € pour Batigère dans le cadre de son projet de construction d'un immeuble collectif de 36 logements en PLUS et PLAI ;*
  3) *36 110 € pour Habitat de l'Ill dans le cadre de son programme d'accession sociale à la propriété de 13 logements (opération "Ecoterra") ;*

- *d'imputer les sommes correspondantes aux subventions d'équipement versées par l'Eurométropole sur les crédits d'un compte 204 prog 7077 au budget 2017 de la DMEPN, pour un montant total et forfaitaire de 240 390 €.*

autorise

le Président ou son représentant à signer tous actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

ANNEXE N°1

STATUTS
DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DES RESIDENTS DU QUARTIER DU DANUBE

A JOUR AU 19 JUIN 2017

- établis suivant acte du 23 juin 2013, RN° 65487, reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à LA WANTZENAU
- mis à jour suivant acte du 9 avril 2014, reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à LA WANTZENAU
- mis à jour suivant décision de l'assemblée générale de l'ASL du 30 juin 2016,
- mis à jour suivant décision de l'assemblée générale de l'ASL du 25 novembre 2016
-mis à jour suivant décision de l'assemblée générale de l'ASL du 19 juin 2017

Pour copie certifié conforme.

Le président :

EXTRAITS

STATUTS D'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE

TITRE II - ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES

ARTICLE 12 – MAJORITE

6°/ Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur les modalités de fonctionnement du parking telles que prévues à l'article 27 BIS des présents statuts, cette décision sera prise à l'unanimité de tous les membres de l'ASL. Toutefois, afin d'assurer une souplesse dans la gestion des parcs de stationnement, le point 27 BIS 4/ (décision de recourir à un tiers pour la gestion des parkings et typologie des contrats) pourra être modifié à la majorité de l'article 12.3/ des présents statuts).

TITRE V - FRAIS ET CHARGES

ARTICLE 27 Bis : MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES PARKINGS DE LA ZAC, PROPRIETE DE L'ASL

1° La ZAC DANUBE s'inscrit dans un objectif d'innovation en faveur du développement durable. A ce titre, une réflexion particulière a été menée sur l'usage de la voiture et corrélativement sur la place du stationnement au sein de l'opération. Afin d'initier des comportements vertueux en matière de déplacement, il a été décidé de limiter le nombre de places de stationnement disponibles sur la ZAC, l'Eurométropole proposant en parallèle des offres alternatives à l'usage de la voiture au quotidien en milieu très urbain (abonnement tram/bus/vélhop/autopartage, parking-relais, réseau de pistes cyclables…).
Les places de stationnement sont localisées dans deux parkings de la ZAC totalisant 466 places. Ces parkings sont la propriété de l'ASL. Le nombre limité de places nécessite une gestion spécifique et unifiée des deux parkings, qui ne peuvent fonctionner de manière optimale qu'en mettant en œuvre le principe de foisonnement des places entre des usages résidentiels (principalement en soirée et la nuit) et les usages des activités tertiaires (bureaux, commerces, professions libérales…) qui génèrent des besoins de stationnement en journée. Le bon fonctionnement du foisonnement nécessitant une unicité de propriété (et de gestion) de l'ensemble des places, l'ASL s'interdit de céder les parkings

autrement que dans la totalité des 466 places des deux parkings au même acquéreur et avec la reprise de l'ensemble des règles de fonctionnement prévues au présent article.

2° L'accès aux parkings pour les résidents et usagers de la ZAC se fait par abonnement, permettant une gestion foisonnée des places. Différents types d'abonnements seront proposés en fonction des usages, dont des abonnements résidents 24h/24 et des abonnements de journée (pendulaires).
Les visiteurs quant à eux disposeront d'un accès avec tarification horaire.

3°Afin d'absorber progressivement les arrivées des résidents et usagers de la ZAC, de permettre à chaque programme immobilier d'avoir accès à des abonnements quelle que soit sa date d'achèvement, et de maintenir une corrélation entre le nombre d'abonnements disponibles et le nombre de places financées par chaque programme immobilier, le nombre d'abonnements « résidents » (accès 24h/24) disponible pour chaque programme correspondra au nombre de places règlementaires financées par chaque programme immobilier (tel que précisé dans les actes de vente de terrains/volumes). Ainsi chaque programme ayant financé des places règlementaires est garanti que ses résidents disposeront d'un nombre d'abonnements équivalent aux places financées, à répartir.
Seuls les résidents de la ZAC pourront souscrire un abonnement 24/24. Ainsi l'ASL ou le gestionnaire des parkings veillera dans la distribution des abonnements, à ce que le nombre d'abonnements souscrit par programme immobilier ne dépasse pas le nombre de places financées par ce programme.
Toutefois, afin d'optimiser la rentabilité du parking pour l'ASL et de répondre favorablement au plus grand nombre de résidents, dans l'hypothèse où un programme immobilier ne souscrirait pas la totalité des abonnements qui lui sont attribués (programme « déficitaire »), ses abonnements pourront être attribués à un ou plusieurs résidents d'un autre programme de la ZAC, suivant les règles définies par le syndicat (notamment les résidents des programmes n'ayant pas financé de places réglementaires), sous la forme d'un abonnement de courte durée, avec modalités de résiliation facilitées. De même, en cas de disponibilité d'abonnements et à défaut de demande d'abonnement résident, l'ASL ou son gestionnaire pourra ouvrir des abonnements courte durée à des tiers à la ZAC. Dans l'hypothèse où l'un ou plusieurs résidents du programme déficitaire ferait ultérieurement une demande d'abonnement dans le quota de son programme immobilier, l'ASL procèdera à la résiliation d'abonnements de courte durée (suivant les règles définies par le syndicat), à due concurrence des demandes d'abonnements sollicités par le programme déficitaire. Ainsi les résidents de la ZAC et plus particulièrement ceux d'un programme ayant financé des places réglementaires, seront toujours prioritaires sur l'attribution des abonnements, dans le respect de la garantie d'attribution par programme immobilier.
Les propriétaires et/ou usagers des locaux affectés à des destinations « tertiaires » (bureaux, commerces, professions libérales…) existants dans certains programmes immobiliers ne pourront souscrire d'abonnements résidents 24/24 et disposeront à leur demande, d'abonnements pendulaires, non comptabilisés dans

le quota d’abonnements affecté à chaque programme en application du principe de foisonnement.

4°La gestion du parking pourra être confiée à un tiers (exploitant, prestataire de service etc). Cette décision relève de l’assemblée générale.

Le choix de la typologie du contrat d’exploitation du parking, de son attribution, le choix de la politique tarifaire du parking, des typologies d’abonnements proposées sont délégués par l’assemblée générale au syndicat.

5°Le financement du premier matériel d’exploitation incombe à l’ASL.

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

**Construction du nouveau Parc des expositions -
Lancement des procédures et des démarches permettant sa réalisation -
Désignation.**

Dans le cadre du plan d'actions Strasbourg Eco 2030, l'Eurométropole de Strasbourg s'est fixée comme objectif de moderniser le Palais de la Musique et des Congrès (PMC) et de reconstruire le Parc des Expositions (PEX) de façon à disposer d'installations à la hauteur d'une métropole régionale et internationale, concomitamment à la transformation du site du Wacken en véritable Quartier d'Affaires, aujourd'hui dénommé « Archipel» et dont l'attractivité s'appuiera en particulier sur la présence des institutions européennes.

Dans une première étape, l'ancien PMC s'est vu agrandi notamment d'une surface d'exposition de 3 000 m² (PMC 3). Ce nouveau PMC a parallèlement été entièrement repensé, embelli et modernisé, dans le cadre d'un investissement de 97 M€ (84 M€ à charge de l'Eurométropole et 13 M€ à charge de la Ville de Strasbourg). L'ensemble permet à la société Strasbourg événements, titulaire de la délégation de service public, de disposer d'un outil fonctionnel d'une surface de 44 000 m², livré en septembre 2016, au bénéfice et à la satisfaction du plus grand nombre.

L'actuel PEX qui fonctionnait sur une capacité globale de 24 000 m² de surface utile doit quitter son site historique pour être reconstruit sur le site dédié de la plateforme Kieffer, choisi pour ses synergies avec le PMC.

La collectivité a décidé, le 23 septembre 2014, de suspendre les études de maîtrise d'œuvre engagées pour la construction d'un nouveau PEX, compte tenu du coût important (180 M €) du programme initial devenu incompatible avec ses capacités financières. Le concours de maîtrise d'œuvre a par ailleurs été annulé le 23 juin 2016 par le Tribunal administratif.

Depuis les services de la collectivité ont travaillé sur différentes solutions de montage opérationnel et sur une nouvelle programmation permettant un accueil optimisé de la foire européenne, des manifestations de grandes ampleurs comme EGAST (24 000 m²), Tourissimo ou les Vignerons indépendants (18 350 m²), des grands congrès comme celui des HLM, des Pompiers (24 000 m²), ou des Notaires (18 000 m²), et de plusieurs événements de tailles plus modestes mais simultanés. Dans cette perspective, il est proposé que la jauge totale soit portée à 25 000 m² de surfaces d'exposition couvertes.

D’un point de vue programmatique, les études pré-opérationnelles réalisées ont mis en évidence les exigences techniques et fonctionnelles du futur PEX, et listé les attentes de l’Eurométropole en matière de qualité architecturale, d‘intégration urbaine, de performances et d‘ambitions écologiques, d'innovations technologiques ou de modularité. Il est proposé de lancer les procédures de consultation permettant la désignation d’un maître d’œuvre pour la conception et la réalisation de ce projet.

Différentes études et procédures préalables doivent encore être conduites pour permettre une réalisation optimisée du projet: études d’impacts, autorisation au titre de la loi sur l’eau, déclaration de projet et mise en compatibilité des différents documents d’urbanisme réglementaire.

Une concertation préalable avec le public sur le projet sera mise en œuvre par l’Eurométropole, en lien avec la ville de Strasbourg début 2018.

L’adjonction au programme ci-dessus d’un parking en silo d‘environ 900 places permettra de répondre à l‘ensemble des besoins du futur exploitant et de concentrer l’emprise spatiale des stationnements.

Pour assister l’Eurométropole dans tous les domaines juridiques, techniques et financiers de la conception et la réalisation du nouveau PEX, il est proposé de lancer une consultation de maîtrise d’ouvrage déléguée et de confier l’opération au mandataire qui sera retenu à l’issue de la procédure.

Le budget prévisionnel de l’opération est estimé à 86 M€ TTC TDC, hors mandat.

Il est prévu d’inscrire l’opération au prochain contrat triennal et de solliciter, à ce titre la participation au financement du projet des différents partenaires historiques, l’Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, aux côtés de la Ville et de l’Eurométropole.

L‘ensemble de ces dispositions doit permettre un démarrage des travaux en 2020 en vue d’une livraison du nouveau parc des expositions fixée de manière prévisionnelle à l’été 2021.

En attendant la livraison du futur PEX, toutes les mesures seront prises pour assurer la continuité des activités de Strasbourg Évènements à partir de début 2019, date de libération du site dédié à la poursuite du Quartier d’Affaires Archipel.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l’avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la ville de Strasbourg au titre de l’article 5211-57 du CGCT dans sa délibération du 18 décembre 2017

Vu le code de l'environnement, notamment son article L 121-15-1 et suivants

après en avoir délibéré

approuve

le principe de réalisation du futur Parc des expositions de Strasbourg conformément aux orientations et caractéristiques décrites au rapport de la présente délibération

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération de construction du nouveau parc des expositions de Strasbourg sur l'autorisation de programme AP 0175 programme 938

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à engager une procédure de concertation préalable avec le public, organisée à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage, pour une durée d'environ 3 semaines, afin de présenter le projet de construction d'un nouveau PEX offrant une jauge de 25 000 m² de surfaces d'exposition couvertes sur le site Herrenschmidt à Strasbourg, destiné à remplacer les installations qui se trouvent actuellement sur le site Wacken, dans un souci de synergie avec les équipements environnants, selon les modalités suivantes mises en œuvre début 2018 :*
  - *une information dans la presse et sur le site internet de la collectivité à l'adresse https://www.strasbourg.eu*
  - *la mise à disposition d'un dossier de concertation déposé au siège de l'Eurométropole et sur le site ci-dessus mentionné avec registre destiné à recueillir l'expression du public. Un bilan de cette concertation sera soumis à délibération,*
  - *une réunion publique qui, le cas échéant sera annoncée par voie de presse,*

- *à lancer et conduire la procédure de consultation, conformément aux règles applicables aux marchés publics, visant à choisir un mandataire chargé de la mise en œuvre des procédures de réalisation du nouveau Parc des expositions et de ses équipements annexes,*
- *à lancer et conduire les procédures de consultation visant à retenir le maître d'œuvre conformément aux règles applicables aux marchés publics,*
- *à lancer les consultations visant à passer les marchés, selon les dispositions applicables aux marchés publics, en vue de la rémunération des experts ou des assistants à maîtrise d'ouvrage qui s'avèreront nécessaires à la réalisation du projet,*
- *à engager toutes les procédures réglementaires nécessaires à la réalisation du présent projet, notamment la consultation du public dans le cadre d'une enquête publique préalable à déclaration de projet, la mise en compatibilité du SCOTERS, l'autorisation au titre de la loi sur l'eau, les procédures et évaluations environnementales requises,*

- *à signer les demandes de permis de construire, et toutes autres autorisations d'urbanisme qui seraient nécessaires,*
- *à solliciter auprès de toutes les collectivités et autres financeurs les subventions afférentes et à signer tous les actes en résultant,*
- *à accomplir et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;*

désigne

en application de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et des articles 88 et suivants du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les membres du jury chargés de désigner les lauréats des concours de maîtrise d'œuvre relatifs à l'opération de réalisation du futur Parc des expositions de Strasbourg.

Ce jury, présidé par le Président ou son représentant, sera composé de :

- 1 président (M. le Président ou son-sa représentant-e)
- 5 élus titulaires et 5 suppléants

Titulaires	*Suppléants*
Catherine TRAUTMANN	*Camille GANGLOFF*
Philippe BIES	*Alain JUND*
Alain FONTANEL	*Nicole DREYER*
Jean Luc HERZOG	*Anne-Catherine WEBER*
Martine CALDEROLI-LOTZ	*Fabienne KELLER*

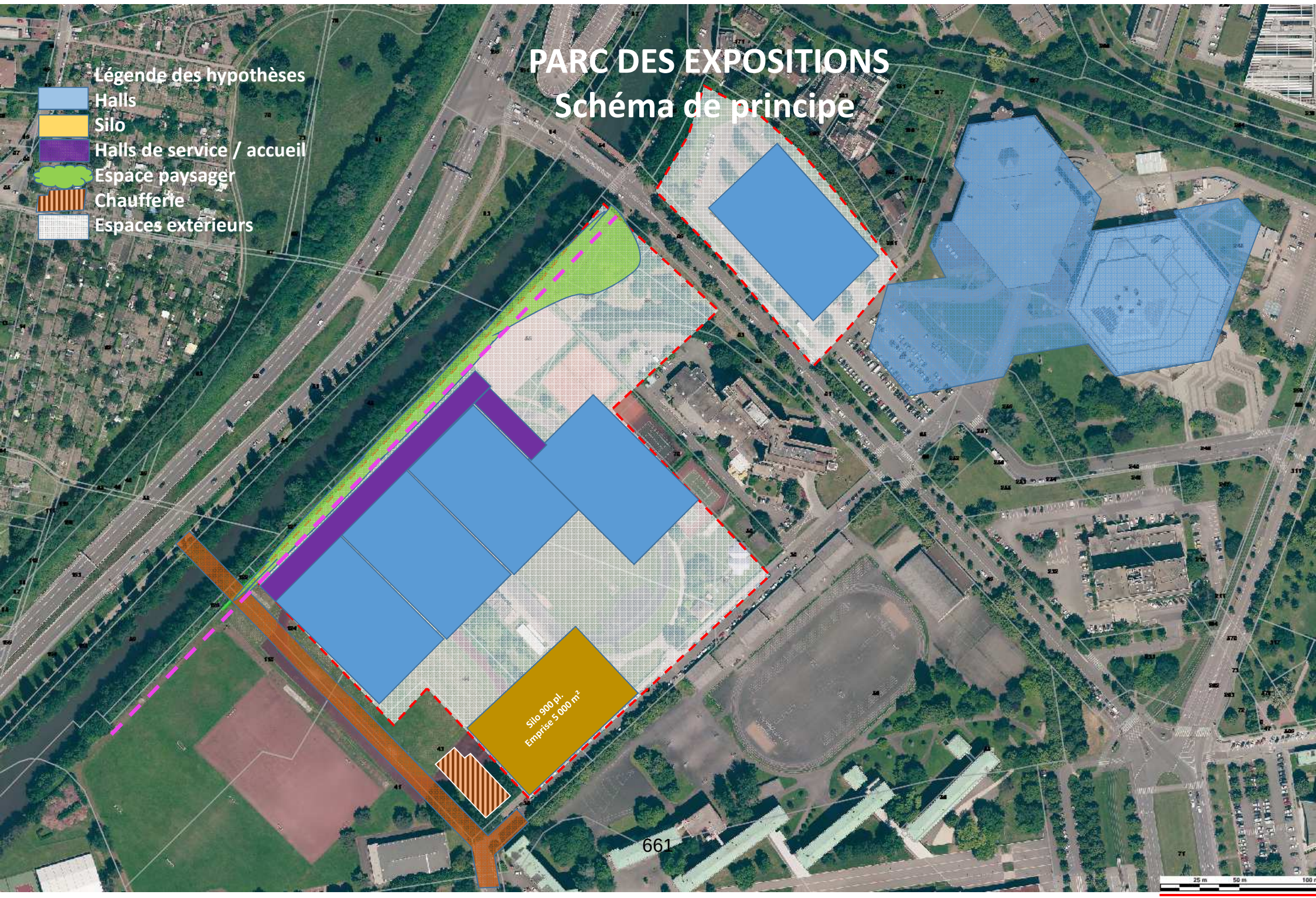
Les membres non élus du jury seront désignés par arrêté du président du jury,

autorise

le Président à verser aux candidats non retenus une prime maximum de 250 000 € TTC, montant qui pourra être modulé dans les conditions fixées par l'article 90 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017


PARC DES EXPOSITIONS
Schéma de principe
Légende des hypothèses
Halls
Silo
Halls de service / accueil
Espace paysager
Chaufferie
Espaces extérieurs
Silo 900 pl.
Emprise 5 000 m²

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 18 Construction du nouveau Parc des expositions – Lancement des procédures et des démarches permettant sa réalisation

Pour	**69**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DEPYL-Patrick, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAMDANE-Abdelkarim, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHWARTZ-Pierre, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre	**1**	VATON-Laurence
Abstention	**21**	BOUQUET-Gérard, DELEAU-Christian, FELTZ-Alexandre, GERNET-Jean-Baptiste, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, LOOS-François, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, PEIROTES-Edith, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, REICHHART-Ada, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAHIN-Meliké, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SENET-Eric, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

Point 18 de l’ordre du jour :

Construction du nouveau Parc des expositions – Lancement des procédures et des démarches permettant sa réalisation

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 69 + 1

Contre : 1

Abstention : 21

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observations :

Le boîtier de Monsieur Roland RIES était défectueux alors qu’il souhaitait voter POUR.

Madame Laurence VATON souhaitait s’ABSTENIR mais a voté CONTRE par erreur.

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Approbation des tarifs 2018-2019 du Camping Indigo de Strasbourg.

Le camping de Strasbourg est exploité par la société Indigo Strasbourg, filiale du groupe Huttopia, dans le cadre d'une délégation de service public par voie d'affermage.

Chaque année, le délégataire est tenu de transmettre, à l'Eurométropole les tarifs qu'il prévoit de pratiquer au cours de l'année suivante, aussi bien pour la location des emplacements nus (destinés aux tentes, caravanes et camping-cars) que des différents types d'hébergements (habitations légères de loisirs, mobil-homes, roulottes, tentes toile et bois…) ou pour les prestations complémentaires liées à ces locations, telles que l'électricité, les personnes supplémentaires…

La grille tarifaire 2018 couvre la période allant du 2 janvier 2018 au 31 mars 2019. Elle est découpée en plusieurs périodes :

- six périodes pour les « tarifs camping »,
- onze périodes pour les « tarifs locatifs ».

Ces périodes ont été modifiées par rapport à 2017 et ont été définies par le gestionnaire en fonction de l'analyse de la fréquentation de l'année écoulée, du calendrier des vacances scolaires, et plus généralement en fonction aussi des tendances du marché.

Le détail des tarifs est joint en annexe de la présente délibération.

Il convient de rappeler que ces tarifs constituent un plafond et font l'objet, tout au long de l'année, de promotions diverses et variées destinées à optimiser les performances économiques du camping et son taux de remplissage.

1) Principales évolutions concernant les « tarifs camping »

- le forfait camping, correspondant à l'emplacement nu, augmente de 4,3 % sur l'ensemble de la période. Les tarifs basse saison sont stables. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées en après saison (+8,9 %), en avant saison (+4,8 %) puis en saison et période du Marché de Noël (+ 4 %) ;
- la gratuité est offerte aux enfants de moins de 4 ans à partir de 2018, alors qu'elle ne concernait, jusque-là, que les enfants de moins de 2 ans ;

- le tarif enfant s'applique aux enfants de 4 à 10 ans et non plus de 2 à 7 ans comme en 2017. Sur l'ensemble de la période, la hausse de ce tarif est de + 10,7 % malgré une augmentation sensible en saison (+16,2 %) et après saison (+17,2 %) ;
- le forfait Parking camping-car augmente de 4,3 % sur l'ensemble de la période.

2) Principales évolutions concernant les « tarifs locatifs »

- sur l'ensemble de la période, les tarifs sont en hausse limitée à +1,3 % ;
- dans le détail, les variations les plus fortes, à la hausse ou à la baisse, concernent les roulottes, les cottages et les chalets mais restent limitées à une fourchette comprise entre -3 % et + 4,6 % ;
- une remise de -10 % est instaurée pour des séjours à partir de 4 nuits sur la plupart des périodes ;
- la remise accordée pour des séjours de 7 nuits et plus est modifiée. Elle passe, en moyenne, de -21 % à -18 %.

3) Modification des tarifs du 1er trimestre 2018

- la délibération du 25 novembre 2016 portait sur l'approbation des tarifs du camping pour la période allant du 3 janvier 2017 au 31 mars 2018. Or, la grille tarifaire 2018, objet de la présente délibération, modifie les tarifs du 1er trimestre 2018 délibérés en novembre 2016 pour deux types d'hébergement locatif. Il convient au Conseil de l'Eurométropole de prendre acte de cette modification.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la nouvelle grille tarifaire 2018-2019, allant du 2 janvier 2018 au 31 mars 2019, du Camping Indigo de Strasbourg, telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération.

autorise

la société Indigo Strasbourg, filiale du groupe Huttopia, à communiquer les nouveaux tarifs et à les appliquer à compter du 3 janvier 2018.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

2018 - TARIFS CAMPING	02/01 - 29/03	30/03 - 31/05 30/09 - 23/11	01/06 - 29/06 02/09 - 29/09	01/07 - 31/08	24/11 - 02/01/19	03/01-31/03/19
Forfait Camping	16,90 €	18,90 €	22,00 €	28,50 €	28,50 €	17,40 €
Electricité 10A	7,00 €	5,70 €	5,70 €	5,70 €	7,20 €	7,20 €
Forfait Parking Camping-Car	14,40 €	16,00 €	19,00 €	25,30 €	25,30 €	14,90 €
Personne supplémentaire	4,30 €	4,60 €	5,20 €	6,20 €	6,20 €	4,50 €
Enfant 4-10 ans	2,60 €	3,00 €	3,60 €	4,30 €	4,30 €	2,80 €
Enfant <4 ans	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
Animal	2,30 €	2,50 €	3,00 €	4,50 €	4,50 €	2,30 €
Véhicule supplémentaire	5,20 €	5,20 €	5,80 €	5,80 €	5,80 €	5,20 €
Tente supplémentaire	GRATUIT	2,50 €	3,20 €	3,20 €	GRATUIT	GRATUIT
A partir de 4 nuits	-10%	-10%	-10%		-10%	-10%

2018 - TARIFS LOCATIFS	03/01/2018- 29/03/2018	30/3 - 26/04	04/05-20/05 30/06 - 12/07	27/04 - 03/05 21/05 - 29/06	13/07 - 25/08	26/08 - 01/09	2/09 - 6/10	7/10 - 22/11	23/11 - 21/12 DLMMJ 23/11/17 26 au 30/11/18 03 au 07/12/18 10 au 14/12/18 17 au 21/12/18	23/11-21/12 VS 24 et 25/11/18 01 et 02/12/18 08 et 09/12/18 15 et 16/12/18 et 22/12/2018- 01/01/2019	2/01/2019 - 31/03/2019
Tente Classic 4			60 €	43 €	73 €	60 €	43 €				
Tente Classic 5			65 €	45 €	80 €	65 €	45 €				
Tente Sweet 5 pers			85 €	62 €	98 €	85 €	62 €				
Roulotte 4 pers	61 €	66 €	92 €	75 €	110 €	92 €	75 €	61 €	75 €	110 €	63 €
MH Cottage 6 pers	68 €	76 €	109 €	87 €	122 €	109 €	87 €	68 €	87 €	122 €	69 €
Chalet Montana 6 pers	78 €	88 €	115 €	97 €	129 €	115 €	97 €	78 €	97 €	129 €	79 €
A partir de 4 nuits	-10%	-10%		-10%			-10%	-10%	-10%	-10%	-10%
A partir de 7 nuits	-20%	-20%	-10%	-20%	-10%	-10%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%

TARIFS - CAMPING DE STRASBOURG 2017

Ouvert à l'année

STRASBOURG	3/1/17 - 31/03/17	01/04 - 28/04/17 24/09 - 23/11/17	29/04 - 30/06 01/09 - 23/09	01/07 - 31/08	24/11 - 01/01/18	02/01/2018 - 31/03/2018
Forfait Camping	16,9	17,9	19,5	27,4	27,4	16,9
Forfait Camping + élec	23,9	23,4	25	32,9	34,4	23,9
Forfait Parking Camping-Car	14,4	15,2	16,3	24,3	24,3	14,4
Forfait Parking Camping-Car + élec	21,4	20,7	21,8	29,8	31,3	21,4
Personne sup	4,3	4,5	5	5,9	5,9	4,3
Enfant 2-7	2,6	2,6	3,1	3,7	3,7	2,6
Animal	2,3	2,3	2,3	4,5	4,5	2,3
Electricité 10A	7	5,5	5,5	5,5	7	7
Véhicule sup	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
tente sup	0	0	2,7	3,2	3,2	0

Ouvert à l'année

STRASBOURG	03/01/17 31/03/17	1/04/17 - 27/04	28/04 - 30/04 05/05 - 07/05 24/05 - 27/05 02/06 - 04/06 01/07 - 06/07	01/05 - 04/05 08/05 - 23/05 28/05 - 01/06 05/06 - 30/06	7/07 - 20/08	21/08 - 31/08	1/09 - 5/10	6/10 - 22/11	23/11/17 26 au 30/11/17 03 au 07/12/17 10 au 14/12/17 17 au 21/12/17	24 et 25/11/17 01 et 02/12/17 08 et 09/12/17 15 et 16/12/17 et **22/12 - 01/01**	2/01/2018 - 31/03/2018
Tente Toile et Bois Classic IV	-		60	43	71	60	43				
Tente T&B Classic V	-		65	45	79	65	45				
Tente Sweet +	-		85	62	96	85	62				
Roulotte 4 pers	61	65	92	72	106	92	72	61	75	108	65
MH Cottage 6 pers	65	74	109	84	120	109	84	65	90	122	68
Chalet Indigo 6 pers	81	90	115	99	126	115	99	81	99	129	81
A partir de 5 nuits	**-30%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**	**-20%**

ANALYSE DES TARIFS ANNEE 2018 1ER TRIMESTRE 2019 PAR RAPPORT AUX TARIFS ANNEE 2017 1ER TRIMESTRE 2018
selon grille tarifaire transmise le 15/12/2017 et modifiant la grille initiale transmise en septembre 2017

TARIFS CAMPING	BASSE SAISON		AVANT SAISON		SAISON		APRES SAISON		MARCHE DE NOEL		BASSE SAISON		ENSEMBLE PERIODE	
	Tarifs du 03/01 au 29/03/2018	Evol. N-1	Tarifs moyens avant saison (01/04 - 30/06/2018)	Evol. N-1	Tarifs période estivale (01/07 - 31/08/2018)	Evol. N-1	Tarifs moyens après saison (01/09 - 23/11/2018)	Evol. N-1	Tarifs du 24/11/2018 - 02/01/2019	Evol. N-1	Tarifs du 03/01 au 31/03/2019	Evol. N-1	Tarifs moyens sur la période janvier 2018 à mars 2019	Evol. N-1
Forfait camping	16,90 €	0,0%	19,92 €	4,8%	28,50 €	4,0%	19,97 €	8,9%	28,50 €	4,0%	17,40 €	3,0%	20,79 €	4,3%
Electricité 10A	7,00 €	0,0%	5,70 €	3,6%	5,70 €	3,6%	5,70 €	3,6%	7,20 €	2,9%	7,20 €	2,9%	6,37 €	2,6%
Forfat parking Camping-car	14,40 €	0,0%	16,99 €	6,4%	25,30 €	4,1%	17,04 €	9,9%	25,30 €	4,1%	14,40 €	0,0%	17,86 €	4,3%
Personne supplémentaire	4,30 €	0,0%	4,80 €	-1,0%	6,20 €	5,1%	4,81 €	3,7%	6,20 €	5,1%	4,50 €	4,7%	4,96 €	2,7%
Enfant 4-10 ans	2,60 €	-25,7%	3,20 €	8,5%	4,30 €	16,2%	3,21 €	17,2%	4,30 €	16,2%	2,80 €	7,7%	3,25 €	4,4%
Enfant < 4 ans	Gratuit	0,0%	Gratuit	0,0%	Gratuit	0,0%	Gratuit	0,0%	Gratuit	0,0%	Gratuit	0,0%	- €	0,0%
Animal	2,30 €	0,0%	2,66 €	15,9%	4,50 €	0,0%	2,67 €	16,2%	4,50 €	0,0%	2,30 €	0,0%	2,94 €	5,2%
Véhicule supplémentaire	5,20 €	0,0%	5,40 €	3,8%	5,80 €	11,5%	5,41 €	4,0%	5,80 €	11,5%	5,20 €	0,0%	5,41 €	4,1%
Tente supplémentaire	- €	0,0%	2,73 €	46,1%	3,20 €	0,0%	2,74 €	270,9%	- €	-100,0%	- €	0,0%	1,50 €	22,3%

TARIFS LOCATIFS	Tarifs du 03/01 au 29/03/2018	Evol. N-1	Tarifs moyens avant saison (01/04 - 29/06/2018)	Evol. N-1	Tarifs moyens période estivale (01/07 - 31/08/2018)	Evol. N-1	Tarifs moyens après saison (02/09 - 23/11/2018)	Evol. N-1	Tarifs moyens du 23/11/2018 - 01/01/2019	Evol. N-1	Tarifs du 03/01 au 31/03/2019	Evol. N-1	Tarifs moyens sur la période janvier 2018 à mars 2019	Evol. N-1
Tente Toile et Bois Classic 4	ND	NA	47,52 €	2,2%	69,23 €	1,8%	43,00 €	0,0%	NA	NA	NA	NA	54,96 €	1,8%
Tente Toile et Bois Classic 5	ND	NA	50,31 €	2,4%	75,65 €	0,6%	45,00 €	0,0%	NA	NA	NA	NA	58,99 €	1,3%
Tente Sweet+ 5 pers	ND	NA	68,11 €	2,0%	94,23 €	1,3%	62,00 €	0,0%	NA	NA	NA	NA	76,94 €	1,5%
Roulotte 4 pers	61,00 €	0,0%	75,61 €	3,9%	104,77 €	2,6%	66,98 €	2,2%	92,50 €	2,0%	63,52 €	-3,0%	74,31 €	1,4%
MH Cottage 6 pers	68,00 €	4,6%	87,98 €	4,0%	118,23 €	1,1%	76,11 €	4,4%	104,50 €	-0,7%	69,59 €	1,4%	83,95 €	2,8%
Chalet indigo 6 pers	78,00 €	-3,7%	97,80 €	-0,8%	124,94 €	1,6%	86,11 €	-2,7%	113,00 €	-0,2%	79,56 €	-2,4%	93,32 €	-1,3%
A partir de 4 nuits	-10%	NA	-10%	NA	- €	NA	-10%	NA	- €	NA	-10%	NA	- 0,10 €	NA
A partir de 7 nuits	-20%	-33%	-18%	-9%	-10%	-9%	-20%	0%	0%	-100%	-20%	0%	-18%	-13%

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Adoption de la convention-cadre et de la convention financière 2018 du Centre européen de la consommation.

Créée en 1993 (sous l'appellation « Euro-Info-Consommateurs »), l'association « Centre européen de la consommation » a pour objectif d'informer et de conseiller les consommateurs de part et d'autre du Rhin. Elle intervient également dans le règlement amiable des litiges transfrontaliers de consommation.

Ce centre héberge désormais 6 services complémentaires qui bénéficient de cofinancements nationaux et / ou européens spécifiques :

- Centre européen des consommateurs France
- Centre européen des consommateurs Allemagne
- Point de contact allemand pour le commerce électronique
- Point de contact français pour la transposition de la directive « services »
- Médiateur du net pour les Länder du Bade-Wurtemberg, de Bavière, de Hesse et de Rhénanie-Palatinat
- Point de contact allemand dans le cadre de l'application de la directive européenne « Alternative dispute Resolution »

L'association franco-allemande créée en 1993 est non seulement le pilier de ces différentes missions d'intérêt public, mais elle développe également des actions spécifiques au périmètre transfrontalier du Rhin Supérieur et de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau (sensibilisation des lycéens au droit de la consommation ; étude relative à l'accès aux soins dans l'Eurodistrict etc…).

En 2016, cet organisme a répondu à plus de 71 000 sollicitations. 77 % des plaintes traitées par le CEC ont été résolues à l'amiable. L'action de cette agence franco-allemande est largement reconnue tant au niveau national qu'européen. Elle s'est imposée comme un interlocuteur de référence dans de nombreux domaines relevant du droit de la consommation (crédits immobiliers ; commerce électronique…).

Chaque service dispose d'un budget spécifique pour lequel des conventions sont établies avec les cofinanceurs nationaux et européens. Le budget de l'association « support » repose quant à lui sur des financements institutionnels émanant du Land de Bade-Wurtemberg, des collectivités de l'Ortenau, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est.

Le financement de cette association est encadré par une convention-cadre et une convention financière. Toutes deux arrivent à échéance au 31 décembre 2017.

Deux nouvelles conventions sont par conséquent proposées au Conseil de l'Eurométropole.

A l'instar des années précédentes, le projet de convention-cadre couvre une période de 6 ans, soit 2018 – 2023. Cette convention-cadre définit les missions de la structure.

En revanche, la convention financière ne porte exceptionnellement que sur l'année 2018. En effet, du fait de la réforme territoriale intervenue côté français, le périmètre d'action du CEC s'est vu élargi et la structure a sollicité de nouveaux partenaires cofinanceurs tant dans le Grand Est que dans les Länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat. Dans l'attente du positionnement de ces collectivités, il a été décidé de ne renouveler la convention financière que pour un an. Le montant de la contribution proposée pour 2018 reste inchangé, il s'élève à 40 000 Euros / an.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le projet de convention-cadre 2018 – 2023 relatif au Centre européen de la consommation,*
- *le projet de convention financière 2018 relatif au Centre européen de la consommation*
- *le versement d'une subvention de 40 000 € au Centre européen de la consommation.*

décide

d'imputer la dépense de 40 000 € du Pôle coopération transfrontalière sur les crédits de l'exercice 2018 sous la fonction 041, nature 657381, programme 8049, activité AD06C (sous réserve du vote des crédits)

autorise

le Président à signer la convention-cadre 2018 – 2023 ainsi que la convention financière 2018 relative au Centre européen de la consommation.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Convention particulière relative aux conditions et modalités de financement de l'association Centre Européen de la Consommation (CEC) pour 2018	**Sondervereinbarung über die Finanzierung des Vereins Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) für 2018**
Entre	**Zwischen**
les Partenaires français • la Région Grand Est • l'Eurométropole de Strasbourg	*den Französischen Partnern* • der Region Grand Est • der Eurométropole Straßburg
les Partenaires allemands • le Ministère du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg • • l'Ortenaukreis • la Ville d'Achern • la Ville de Kehl • la Ville de Lahr • la Ville d'Oberkirch • la Ville d'Offenbourg	*den Deutschen Partnern* • dem Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg • dem Ortenaukreis • der Stadt Achern • der Stadt Kehl • der Stadt Lahr • der Stadt Oberkirch • der Stadt Offenburg
(dénommés ci-dessous : les partenaires)	(im Folgenden: den Partnern)
d'une part,	**einerseits**
et	**und**
l'association de droit allemand Centre Européen de la Consommation (CEC), enregistrée à Fribourg-en-Brisgau sous le n° 370391, dont le siège est à Kehl, Bahnhofsplatz 3, représentée par la Directrice générale	dem Verein Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV), eingetragen im Vereinsregister der Stadt Freiburg im Breisgau unter der Nr. 370391 mit Sitz in Kehl, Bahnhofsplatz 3, vertreten durch den Vorstand
(dénommée ci-dessous : Centre Européen de la Consommation (CEC))	(im Folgenden: Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV))
d'autre part.	**andererseits.**
Considérant la convention cadre (2018 - 2023) jointe à la présente :	**In Anbetracht** der Rahmenvereinbarung (2018 - 2023), die der vorliegenden Vereinbarung beigefügt ist,

Il est convenu ce qui suit :	**wird folgendes vereinbart:**
Article 1 - Objet	**Artikel 1 - Gegenstand der Vereinbarung**
La présente convention a pour objet de régler les modalités de participation financière de chaque partenaire dans le cadre du programme de travail à mettre en œuvre par le Centre Européen de la Consommation (CEC), pour l'année 2018.	Die vorliegende Vereinbarung regelt die Modalitäten für die finanzielle Beteiligung der Partner an dem vom Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) umzusetzenden Arbeitsprogramm für das Jahr 2018.
Article 2 - Le plan de financement 2018	**Artikel 2 - Finanzplan 2018**
Pour la durée de la présente convention, les partenaires adoptent le budget prévisionnel suivant pour la réalisation des missions définies dans les articles 2 et 3 de la convention-cadre.	Für die Dauer der vorliegenden Vereinbarung nehmen sich die Partner dem folgenden vorläufigen Haushalt zur Verwirklichung der in den Artikeln 2 und 3 der Rahmenvereinbarung definierten Aufgaben an.
• Budget prévisionnel de l'exercice 2018	• Haushaltplan für 2018
Le budget annuel prévisionnel ainsi que les contributions prévisionnelles des différents partenaires au titre de l'exercice 2018 est ventilé dans les tableaux figurant en annexe I et annexe II. Ces annexes sont parties intégrante de la présente convention.	Der jährliche Haushaltsplan sowie die vorläufigen Beiträge der verschiedenen Partner für den Abrechnungszeitraum 2018 sind in Anhang I und II der beigefügten Tabellen aufgeschlüsselt. Letztere sind Bestandteile der vorliegenden Vereinbarung.
Le budget prévisionnel du Centre Européen de la Consommation (CEC) est déterminé sous réserve des décisions et autorisations budgétaires de chaque partenaire.	Der Haushaltsplan des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) steht unter dem Vorbehalt der Haushaltsentscheidungen, dem Beschluss der kompetenten Gremien und der entsprechenden haushaltsrechtlichen Ermächtigung der Partner.
Les participations des collectivités françaises et des partenaires allemands au titre de l'exercice 2018 seront engagées de manière ferme et définitive dès leur inscription au budget primitif et après vote par les assemblées délibérantes.	Die finanzielle Beteiligung der französischen Gebietskörperschaften und der deutschen Partner für das Haushaltsjahr 2018 wird erst nach deren Festschreibung in den Haushalten und Abstimmung in den jeweiligen beschlussfassenden Gremien rechtlich verbindlich.
L'engagement financier du Ministère du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg sera pris, par décision spécifique, après réception de la délégation de crédits conformément à la loi de finances et selon la disponibilité des fonds accordés. Le montant du financement est fixé par une convention bilatérale de financement.	Die finanzielle Beteiligung des Ministeriums für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg steht unter dem Vorbehalt der Erteilung der haushaltsrechtlichen Ermächtigung durch die Verkündung des entsprechenden Haushaltsgesetzes sowie der Verfügbarkeit der veranschlagten Haushaltsmittel. Die jeweilige Höhe der Zuwendung wird durch einen Zuwendungsbescheid festgesetzt.

Par ailleurs, le Centre Européen de la Consommation (CEC) présentera aux partenaires, au plus tard avant le 31 décembre de l'année en cours, le budget annuel de l'année à venir, adopté par le Conseil d'administration de l'association.	Des Weiteren legt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) den Partnern bis spätestens zum 31. Dezember des laufenden Kalenderjahres den vom Verwaltungsrat gebilligten Haushaltsplan für das Folgejahr vor.
Toute modification de l'engagement financier de l'un des partenaires ou du budget prévisionnel est à signifier immédiatement par écrit à la Directrice générale du Centre Européen de la Consommation (CEC) qui fera suivre à l'ensemble des partenaires. Dans ce cas, ces derniers s'efforceront de trouver une solution commune.	Jede Änderung des finanziellen Engagements eines Partners oder des vorläufigen Haushaltsplans ist dem Vorstand des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) unverzüglich schriftlich anzuzeigen, woraufhin dieser die Gesamtheit der Partner in Kenntnis setzen wird. In einem solchen Fall arbeiten die Letzteren gemeinsam auf eine einvernehmliche Lösung hin.
Conformément à l'article 8 de la Convention cadre, le retrait d'un partenaire n'est possible qu'au terme de la convention financière en cours. Le retrait fera l'objet d'un avenant communiqué à l'ensemble des partenaires signataires.	Entsprechend Artikel 8 der Rahmenvereinbarung ist der Austritt eines Finanzpartners nur zum Ende der laufenden Finanzvereinbarung möglich. Jeder Austritt bedarf einer Änderungsvereinbarung, die an alle unterzeichnenden Partner übermittelt wird.
Article 3 - Modalités de contrôle	**Artikel 3 - Kontrollmodalitäten**
Le Centre Européen de la Consommation (CEC) mandate un Commissaire aux comptes chargé de produire un rapport financier pour chaque année écoulée et de certifier la régularité et la sincérité de ses comptes incluant l'examen du bilan et des comptes.	Das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) beauftragt einen Rechnungsprüfer, der für jedes abgelaufene Jahr einen Finanzbericht erstellt, die Ordnungsmäßigkeit und Vollständigkeit der Haushaltsführung mit Prüfungshandlungen bestätigt.
Le rapport financier, comprenant le compte de résultat, doit être adopté par le Conseil d'administration. Il est transmis, à l'ensemble des partenaires, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'exercice suivant. Le rapport d'activité est transmis au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant.	Der Jahresabschlussbericht einschließlich der Gewinn- und Verlustrechnung ist vom Verwaltungsrat zu genehmigen und spätestens zum Ende des ersten Quartals des Folgejahres allen Partnern vorzulegen. Der Tätigkeitsbericht wird bis spätestens 30. Juni des Folgejahres vorgelegt.
Tout partenaire de la structure peut effectuer un contrôle financier de l'association. Cependant, ce contrôle devra être effectué sur pièces et sur place.	Jeder Partner der Einrichtung kann eine Finanzprüfung des Vereins vornehmen. Diese Prüfung ist vor Ort unter Einsicht der Unterlagen durchzuführen.
Le Centre Européen de la Consommation (CEC) remet aux partenaires allemands un rapport financier attestant l'utilisation des subventions, conformément aux directives budgétaires des Länder participants. Ce document est complété par la déclaration attestant la conformité de l'usage des fonds et du	Das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) legt den deutschen Partnern einen Finanzbericht vor, der den Nachweis über die zweckentsprechende Mittelverwendung (Verwendungsnachweis) in Übereinstimmung mit den haushaltsrechtlichen Vorschriften der teil-

principe de gestion économe selon les directives budgétaires des Länder, est à remettre aux Ministères régionaux, au plus tard, six mois après la fin de l'exercice.	nehmenden Länder liefert. Der Verwendungsnachweis, wird durch eine Erklärung vervollständigt, die besagt, dass die haushaltsrechtlichen Vorgaben der Länder beachtet wurden und dass wirtschaftlich und sparsam verfahren wurde, und ist bis spätestens sechs Monate nach Ablauf des Kalenderjahres den Landesministerien vorzulegen.
Le contrôle est effectué pour les partenaires allemands par le Ministère du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg. Les résultats seront transmis à l'ensemble des partenaires.	Die Prüfung des Verwendungsnachweises wird für die deutschen Partner vom Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg durchgeführt. Der Vermerk über die Prüfung wird allen Partnern zugesandt.
Le risque financier est assumé par le Centre Européen de la Consommation (CEC).	Das finanzielle Risiko trägt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV).
Article 4 - Obligation d'information	**Artikel 4 - Informationspflichten**
Conformément à l'article 8 de la Convention cadre, l'adhésion à la présente convention est ouverte à tout partenaire souhaitant soutenir financièrement les missions transfrontalières de l'association. Toute adhésion fera l'objet d'un avenant communiqué à l'ensemble des partenaires signataires.	Entsprechend Artikel 8 der Rahmenvereinbarung steht der Beitritt zur vorliegenden Vereinbarung weiteren Fördergebern offen, welche die grenzüberschreitenden Aufgaben des Vereins finanziell unterstützen möchten. Jeder Beitritt bedarf einer Änderungsvereinbarung, die an alle unterzeichnenden Partner übermittelt wird.
En accord avec ses partenaires, le Centre Européen de la Consommation (CEC) s'efforcera de - trouver de nouvelles sources de financement (par ex: nouveaux cofinanceurs, financement de projets spécifiques...), - développer des effets de synergie par le biais d'une coopération avec les autres structures transfrontalières ou européennes.	Im Einvernehmen mit den Partnern strebt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) an, - weitere Finanzierungsquellen zu finden (z.B., neue Finanzpartner, die Einwerbung von Projektmitteln ...), - durch Zusammenarbeit mit den anderen grenzüberschreitend oder europäisch tätigen Einrichtungen Synergieeffekte zu erzielen.
Le Centre Européen de la Consommation (CEC) informera le Comité de suivi de ses initiatives et des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de ces deux objectifs.	Das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) berichtet dem Begleitausschuss über seine Initiativen und Erfolge bei der Umsetzung dieser beiden Ziele.
Préalablement à tout engagement, le Centre Européen de la Consommation (CEC) informera, par écrit, les partenaires de toute initiative visant à modifier les ressources de la structure juridique	Das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) informiert seine Partner vor Eingehen einer jeden Verpflichtung schriftlich über Bemühungen, die auf eine Veränderung der Finanzierung der Trägerstruktur abzielen.
Article 5 – Modalités de versement	**Artikel 5 - Auszahlungsmodalitäten**

Si les recettes réelles sont supérieures aux prévisions budgétaires, les dépenses peuvent être proportionnellement augmentées. Les postes de dépenses peuvent se compenser et être répartis différemment par rapport au budget prévisionnel	Soweit die tatsächlichen Einnahmen höher ausfallen, können sich auch die Ausgabensätze proportional erhöhen. Die Ausgabensätze sind gegenseitig deckungsfähig.
Dans le cas où la totalité de la somme versée par les partenaires n'aurait pas été utilisée au terme de la période d'exécution de la présente convention financière, l'excédent fera l'objet d'un report à nouveau qui sera voté par l'Assemblée générale.	Sollten die von den Kofinanzierern gezahlten Beträge am Ende der Laufzeit dieser Finanzierungsvereinbarung nicht verbraucht worden sein, so wird der Überschuss auf neue Rechnung vorgetragen, der von der Mitgliederversammlung genehmigt wird.
Les contributions financières sont versées sur la base de la présente convention, selon les modalités suivantes :	Die Beiträge werden auf der Grundlage der vorliegenden Vereinbarung und nach folgenden Modalitäten ausbezahlt:
• Région Grand Est La subvention régionale sera versée sur présentation d'une demande de versement, du programme de travail et du procès-verbal de l'assemblée-générale de l'année précédente. L'association transmettra le rapport d'activité et le rapport financier de l'année précédente au plus tard pour le 30 juin. S'il apparaît que l'objet de la subvention n'a pas été respecté, la Région en demandera le remboursement.	• Region Grand Est Die regionale Zuwendung wird auf Vorlage einer Mittelanforderung, des Arbeitsprogramms und des Protokolls der Mitgliederversammlung des Vorjahres ausbezahlt. Der Verein übermittelt den Jahresbericht und Finanzbericht bis spätestens zum 30. Juni. Falls es sich herausstellt, dass der Zuwendungszweck nicht eingehalten wurde, wird die Region eine Rückerstattung verlangen.
• Eurométropole de Strasbourg : Un acompte de 50% du montant de la subvention annuelle sera versé en début d'année sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, d'un prévisionnel des activités et du procès-verbal de la dernière assemblée générale de l'association. Le solde, soit 50% du montant de la subvention annuelle, sera versé sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, du rapport d'activité de l'année précédente et du rapport financier de l'année précédente visé par le commissaire aux comptes Le prévisionnel des activités et le rapport d'activité devront faire apparaître les objectifs et réalisations.	• Eurométropole Straßburg: Eine Anzahlung in Höhe von 50% des jährlichen Zuschusses wird zu Beginn des laufenden Jahres auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, eines vorläufigen Arbeitsprogramms und des Protokolls der letzten Mitgliederversammlung des Vereins ausbezahlt. Der Rest, also weitere 50% des jährlichen Zuschusses, wird auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, des Jahresberichtes für das Vorjahr und des vom Rechnungsprüfer für den vergangenen Abrechnungszeitraum erstellten Finanzberichts ausbezahlt. Das vorläufige Arbeitsprogramm und der Jahresbericht müssen die Ziele und deren Umsetzung aufweisen.

• Ortenaukreis au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite	• Ortenaukreis zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung
• Ville d'Achern au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite	• Stadt Achern zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung
• Ville de Kehl : mensuellement	• Stadt Kehl: monatlich
• Ville de Lahr au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite	• Stadt Lahr zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung
• Ville d'Offenbourg au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite	• Stadt Offenburg zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung
• Ville d'Oberkirch au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite	• Stadt Oberkirch zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung
• Ministère du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg 25% au 15 janvier de l'année en cours 25% au 15 mars de l'année en cours 25% au 15 juillet de l'année en cours 25% au 15 octobre de l'année en cours, Sur la base d'une demande écrite.	• Ministerium für Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg 25% zum 15. Januar 25% zum 15. April 25% zum 15. Juli 25% zum 15. Oktober des jeweils laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung.
Les fonds sont dédiés exclusivement au financement des dépenses de fonctionnement du CEC pour la mise en œuvre des objectifs et des missions. Les fonds ne peuvent être dépensés que pendant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'exercice en cour. Les fonds non utilisés jusqu'au 31 décembre de l'exercice courant sont à rembourser immédiatement et sans demande à la Landesoberkasse Stuttgart. Les modalités du contrat de financement annuel restent applicables.	Die Mittel sind zweckgebunden und dienen ausschließlich der institutionellen Förderung des ZEV und der damit verbundenen Ziele und Aufgaben. Ausgaben aus den bewilligten Mitteln dürfen nur vom 01.01.-31.12. des jeweils laufenden Jahres getätigt werden. Bis zum 31. Dezember des jeweils laufenden Jahres nicht verbrauchte Mittel sind unverzüglich und unaufgefordert an die Landesoberkasse Stuttgart zu überweisen. Im Übrigen gelten die Modalitäten des jährlichen Bewilligungsbescheides.
Le versement des contributions sera établi à l'ordre de l'association « Centre Européen de la Consommation (CEC) » sur le compte suivant : CCM Strasbourg Stockfeld IBAN FR76 1027 8010 9000 0337 7744 584 BIC CMCIFR2A	Die Beiträge werden auf das Konto des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) überwiesen: Sparkasse Hanauerland IBAN DE 57 664 518 62 0000 057689 BIC SOLADES 1 KEL

Centre Européen de la Consommation
Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V.
www.cec-zev.eu

02/11/2017

Planhaushalt für ZEV e.V. als deutsch-französische Trägerstruktur /
Budget PREVISIONNEL CEC en tant que structure juridique franco-allemande

Entwurf/Projet
2018

FINANZIERUNGSPARTNER	PARTENAIRES FINANCIERS	geplante Einnahmen/ Prévisionnel recettes
Landesministerium BW MLR	Ministère BW MLR	110 000,00 €
Ortenaukreis	Ortenaukreis	4 500,00 €
Kehl	Kehl	10 500,00 €
Offenburg	Offenburg	2 700,00 €
Achern	Achern	1 400,00 €
Lahr	Lahr	1 400,00 €
Oberkirch	Oberkirch	1 200,00 €
Eurometropole Strassburg	Eurometropole Strasbourg	40 000,00 €
GRAND EST (Alsace/Lorraine/Champagne Ardennes)	GRAND EST (Alsace/Lorraine/Champagne Ardennes)	30 000,00 €
Eigeneinnahmen	Ressources propres	11 000,00 €
GESAMTFINANZIERUNG	**FINANCEMENT TOTAL**	**212 700,00 €**

GEPLANTE AUSGABEN / DEPENSES PREVISIONNELLES
2018

PERSONALAUFWAND	FRAIS DE PERSONNEL	geplante Ausgabe/ Depenses prévisionnelles
Gehälter (2,5 Vollzeitequivalent)	Salaires (2,5 Equivalent Temps Plein)	154 000,00 €
Gesetzliche Sozialaufwendungen u. Arbeitgeberkosten	Cotisations sociales et patronales	29 000,00 €
GESAMT PERSONALAUFWAND	**TOTAL FRAIS DE PERSONNEL**	**183 000,00 €**

SACHKOSTEN	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	geplante Ausgabe
Abschreibungen /Einrichtung	Amortissements/équipements	2 000,00 €
Backoffice/Internet	Backoffice/Internet	3 000,00 €
Miete Kehl	Loyer	11 000,00 €
ÖA Drucksachen	Relations publiques/publications	1 500,00 €
Dienstreisen	Frais de déplacements	2 000,00 €
Gemeinkosten 5%	Frais indirects 5%	10 200,00 €
GESAMT SACHKOSTEN	**TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT**	**29 700,00 €**

GESAMTAUFWAND	TOTAL DES DEPENSES	212 700,00 €

0,00 €

Convention cadre

de l'association

Centre Européen de la Consommation (CEC)

pour la période 2018 -2023

Validée par le Comité de suivi du 19.10.2017

Il est convenu ce qui suit :

Entre

les Partenaires français

- la Région Grand Est
- l'Eurométropole de Strasbourg

les Partenaires allemands

- le Ministère du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg
- l'Ortenaukreis
- la Ville d'Achern
- la Ville de Kehl
- la Ville de Lahr
- la Ville d'Oberkirch
- la Ville d'Offenbourg

– dénommée ci-dessous les **« partenaires financiers »** –

d'une part,

et d'autre part

L'association de droit allemand Centre Européen de la Consommation (CEC), enregistrée à Fribourg-en-Brisgau sous le n° 370391, dont le siège est à Kehl, Bahnhofsplatz 3, représentée par la Directrice générale

– dénommée ci-dessous le **« Centre Européen de la Consommation (CEC) »** –

Préambule

La création de la Région Grand Est, le 1er janvier 2016, devenue région frontalière aux Länder de Rhénanie Palatinat, de la Sarre et du Bade-Wurtemberg offre une nouvelle cartographie de la région

frontalière franco-allemande, au cœur d'enjeux européens politiques et économiques. Les territoires de la Région Grand Est, et ceux limitrophes, ont des défis communs à surmonter. Ils représentent une population de 22 millions d'habitants, nécessairement concernée par les questions transfrontalières.

Or, la coopération franco-allemande s'inscrit dans le cadre privilégié des territoires transfrontaliers œuvrant ensemble pour leur développement économique et l'amélioration des services aux habitants en tenant compte de l'accroissement de leur mobilité dans un espace de vie commun, comme en témoignent les déclarations transfrontalières franco-allemandes[1].

De par sa situation géographique privilégiée au cœur de la région frontalière entre la France et l'Allemagne, dans l'agglomération de Kehl/Strasbourg, l'association franco-allemande sait combien la mobilité des citoyens n'est plus un phénomène marginal mais fait partie de la vie quotidienne du citoyen frontalier. Acheter des biens et des services de l'autre côté de la frontière, effectuer des paiements transfrontaliers, habiter et travailler dans le pays voisin, sont devenus des actes courants qui génèrent de nouvelles questions, de nouveaux besoins d'information auxquels le Centre Européen de la Consommation répond par un service de proximité tourné vers ces consommateurs résolument européens[2].
Le CEC s'emploie à cette mission depuis plus de 24 ans avec le soutien de ses partenaires financiers européens, français et allemands.
C'est pourquoi cette association franco-allemande de protection des consommateurs semble être l'organisme le plus approprié pour mener à bien une action d'envergure contribuant au rapprochement et à la coopération renforcée de ces territoires frontaliers.
Dans ce contexte les partenaires signataires s'accordent pour un élargissement de l'offre de services dans le domaine de la protection des consommateurs, partie intégrante du développement économique et commercial des territoires transfrontaliers au profit de leurs habitants dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec le CEC de Kehl.

La présente convention doit garantir la cohérence des actions communes retenues par les partenaires financiers, en instituant notamment un Comité de suivi politique et un Comité technique.

Article 1: Objet de la convention cadre

La présente convention cadre a pour objet de définir les modalités de coopération et de participation de chaque partenaire dans le cadre d'actions destinées à servir les intérêts des consommateurs transfrontaliers de la Région Grand Est, de Rhénanie Palatinat, de Sarre et du Bade-Wurtemberg et à

1 La Déclaration de Hambach du 6 avril 2017 sur la coopération transfrontalière franco-allemande ; La Déclaration de Metz du 7 juillet 2015 ; La Déclaration de Sarrebruck sur la coopération franco-allemande dans les régions frontalières du 15 juillet 2007; Les Conventions relatives à la création des Eurodistricts (Strasbourg-Ortenau le 1er février 2010, Sarre-Moselle du 6 mai 2010, trinational de Bâle le 26 janvier 2007), qui ont pour objectifs de contribuer au rayonnement européen en offrant un espace particulier pour l'expérimentation et la mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de la coopération transfrontalière.

[2] Le CEC : L'exception franco-allemande, unique structure binationale en Europe pour les consommateurs
Choisi par la France et l'Allemagne en 2005 pour exercer les missions de protection des consommateurs en Europe, le centre de Kehl est la seule structure binationale du réseau européen » des Centres Européens des Consommateurs. Ils sont actuellement présents dans chaque Etat membre de l'Union européenne (soit 28 Centres auxquels s'ajoutent l'Islande et la Norvège).Le regroupement par la France et l'Allemagne des missions européennes de consommation au sein d'une seule structure dans l'agglomération de Strasbourg-Kehl montre la volonté de coopération renforcée de la France et de l'Allemagne en matière de consommation et s'inscrit donc dans une logique économique (elle implique les deux grands partenaires économiques) et une logique démographique (elle concerne les deux plus grands pays de l'Union européenne).

garantir leur mise en œuvre par l'association Centre Européen de la Consommation (CEC) pour la période 2018 - 2023.

Article 2: Objectifs de la coopération

Les partenaires financiers souhaitent développer dans le cadre d'une subvention de fonctionnement un programme d'actions (2018 – 2023), facilitant la mobilité transfrontalière des citoyens à l'échelle de ce périmètre, tout en leur garantissant sécurité et protection dans leur vie quotidienne. Pour ce faire, les partenaires financiers concluent une convention-cadre visant la mise en œuvre d'actions de coopération autour des axes suivants :

- Soutenir la mobilité des consommateurs dans le domaine de la consommation.
- Valoriser le territoire transfrontalier grâce à des projets et actions visibles et tangibles au quotidien pour les citoyens consommateurs.
- Faire de ce nouveau territoire frontalier région pilote au niveau européen et montrer ainsi comment la coopération transfrontalière est le cadre privilégié de la mise en œuvre de la politique communautaire.
- Rapprocher les citoyens de l'idée européenne en mettant en valeur les réalisations concrètes et positives dans un domaine qui les concerne tous : la consommation.

Article 3: Les missions attribuées au CEC

L'élargissement des offres de services du CEC :

- répond à des critères de qualité, compétence, expertise, expériences et aux besoins des citoyens consommateurs,
- améliore l'accessibilité des services grâce à leur concentration au sein d'une seule structure,
- couvre l'ensemble du nouvel espace transfrontalier au moyen de la mise en place d'actions de communication,
- renforce les synergies avec les institutions de coopération et les associations de protection des consommateurs

Pour la période 2018 - 2023, en accord avec les partenaires financiers et, conformément au § 2 des statuts de l'association, les missions du CEC sont définies comme suit :

a) **Informer** les consommateurs sur les réglementations européennes et nationales en matière de consommation (achat, vente, location, assurance…) ainsi que sur toute question d'ordre pratique que se posent les consommateurs avant ou après un achat à l'étranger. Cette information sera diffusée au moyen de divers supports de communication (brochures thématiques, site internet, articles de presse, vidéo…).
b) **Conseiller j**uridiquement les consommateurs sur les problèmes de consommation transfrontalière.
c) **Soutenir l'exercice effectif des droits des consommateurs en** réglant à l'amiable les litiges individuels transfrontaliers, par le biais d'intervention écrites et/ou en recourant à la médiation.

d) **Avertir** les autorités politiques, de part et d'autre du Rhin, sur les éventuels blocages ou problèmes récurrents qui entravent les échanges transfrontaliers et pour lesquels une intervention semble nécessaire. Le Centre Européen de la Consommation (CEC) se voit ainsi confier un rôle d'observatoire du marché transfrontalier et des possibles dysfonctionnements de celui-ci.
e) **Organiser des consultations juridiques** en y associant des experts sur tous les thèmes touchant à la mobilité transfrontalière.
f) **Former**, à partir de thèmes d'actualité, en organisant des séminaires à l'attention des associations de consommateurs, d'organismes publics ou d'autres structures transfrontalières.
g) **Renforcer la mutualisation, la mise en réseau** avec les autres institutions transfrontalières.

Article 4: Le Comité de suivi franco-allemand

Les partenaires financiers sont représentés par le comité de suivi conformément à l'article 12 des statuts de l'association, annexés à la présente convention.

a) Sa composition
Il est composé des membres signataires de la présente convention ou de leurs représentants.

b) Son fonctionnement
En application du § 12 des statuts, un Comité de suivi des partenaires financiers de l'association est constitué. Le Comité de suivi conseille le Directeur général et le Conseil d'administration. Ses membres peuvent participer ou être représentés à l'Assemblée des membres et au Conseil d'administration avec voix consultative. Ils n'ont pas de droit de vote.
Les membres du Comité de suivi désignent leur Président et un Vice-président lors de leur première réunion suivant l'entrée en vigueur de la présente convention. Le Président et le Vice-Président sont désignés pour une durée de 2 ans.
Toutes les décisions sont prises sur la base d'un consensus.
Le Directeur général / la Directrice générale du CEC est chargé(e) de la préparation des réunions du Comité de suivi (invitations, ordres du jour, documents de séance et comptes rendus), en concertation avec le représentant technique du Président du Comité de suivi.
Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, davantage si nécessaire, sur invitation écrite de son Président ou à la demande de l'un de ses partenaires.
Un/e représentant/e du Conseil d'administration du CEC siège au sein du Comité de suivi. Il/elle y dispose d'une voix consultative.
Les travaux du Comité de suivi sont préparés par un Comité technique, sur la base de propositions émanant, notamment du CEC ou des partenaires financiers.

c) Son rôle
Ce Comité assure le suivi des missions définies sous l'article 3 de la présente convention et notamment la mise en œuvre du programme de travail annuel pour lequel le budget prévisionnel annuel détaillé aura été défini par les parties contractantes.
A la clôture de chaque exercice et, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'exercice suivant, le CEC présente à ses cofinanceurs, les documents suivants :

- rapport d'activité de l'exercice écoulé,
- rapport financier portant sur l'exécution du budget,

Article 5: Le Comité technique

a) Sa composition
Il est composé de représentants techniques des partenaires signataires de la présente convention.

Le Directeur général / la Directrice générale du CEC est chargé(e) de la préparation des réunions du Comité technique (invitations, ordres du jour, documents de séance et comptes rendus), en concertation avec le représentant technique du Président du Comité de suivi. Il est animé par le Directeur général / la Directrice générale de l'association.

b) Son rôle
Le Comité technique assure le suivi technique de la mise en œuvre des missions ainsi que de la réalisation budgétaire. Il prépare, en coopération avec le CEC, les décisions du Comité de suivi.

Article 6 - Communication

Le CEC veillera à mentionner le nom de ses partenaires financiers sur les supports de communication produits et publiés (tels que rapports annuels, dépliants, brochures et kakémonos) à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention cadre.

Article 7: Financement de la structure

Le financement de la structure par les partenaires financiers est réglé dans une convention particulière présentant les budgets prévisionnels établis pour une période de trois ans dans la limite de la validité de la convention-cadre. Le budget triennal pourra faire l'objet d'une révision annuelle.

Les partenaires financiers peuvent se réserver la possibilité de ne financer que certaines missions en fonction de la nature du financement accordé (subvention de fonctionnement ou d'actions par exemple).

Article 8: Adhésion et retrait

L'adhésion à la présente convention est ouverte à tout partenaire souhaitant soutenir financièrement les missions transfrontalières de l'association.
Un retrait de la convention cadre n'est possible qu'au terme de la convention financière en cours.
Une adhésion ou un retrait fera l'objet d'un avenant qui sera communiqué à l'ensemble des partenaires signataires.

Article 9: Validité de la convention-cadre

La présente convention-cadre entre en vigueur le 1er janvier 2018. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle pourra faire l'objet d'une reconduction à l'unanimité des cosignataires.

Néanmoins, toute prolongation ou modification fera l'objet d'un avenant soumis à la signature de l'ensemble des cocontractants

Kehl, le 19/10/2017

Friedlinde Gurr-Hirsch
Présidente du Comité de suivi du CEC
Secrétaire d'Etat
Ministère du Milieu rural et de la Protection
des consommateurs du Bade-Wurtemberg

Martine Mérigeau
Directrice générale
Centre Européen de la Consommation

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Prévention des coulées d'eau boueuses, transfert à l'Eurométropole de Strasbourg de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » et conclusion d'une convention de recherche et développement partagés avec le BRGM.

Le phénomène de coulées d'eaux boueuses apparaît habituellement lors de forts épisodes pluvieux sur des terres agricoles en pente, fraîchement travaillées et sans végétation, sur lesquelles des particules fines de terre sont facilement mobilisables et entraînées vers l'aval par le phénomène de ruissellement.

Ces conditions sont habituellement réunies au printemps, au moment du travail du sol avant semis.

L'augmentation du nombre d'épisodes de coulées d'eaux boueuses ces dernières années est liée à plusieurs phénomènes :

- le changement climatique qui a pour conséquence :
    - d'augmenter le nombre des orages au printemps, période la plus critique pour les coulées d'eaux boueuses et,
    - une augmentation de leur intensité sur une courte durée, ce qui aggrave le phénomène de ruissellement ;
- le changement des pratiques agricoles :
    - avec l'augmentation des semis de printemps (maïs, betteraves, céréales de printemps, tabac…),
    - et la diminution des surfaces enherbées en raison de la raréfaction du nombre d'éleveurs ;
- la destruction des haies, en particulier lors des opérations de remembrement.

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, 14 communes ont déjà été touchées par les coulées d'eaux boueuses à des degrés variés, toutes situées sur le flanc ouest du territoire.

Le phénomène de ruissellement et de coulées d'eaux boueuses peut avoir des conséquences graves sur les biens des personnes et engendre l'engorgement des réseaux d'assainissement. Par ailleurs, il contribue à alimenter les cours d'eau et accélère la montée des eaux lors des crues. Certaines communes ont fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de la solidarité entre communes, se dote de la compétence prévue à l'alinéa 4° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols », compétence complémentaire et non obligatoire de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), pour lutter contre ce phénomène.

Il est rappelé que les rubriques obligatoires de la compétence GEMAPI qui font l'objet d'un transfert direct par la loi à l'Eurométropole de Strasbourg prendront effet au 1er janvier2018. Elles comprendront uniquement les rubriques 1°, 2°, 5° et 8° en vertu du futur I bis de l'article L 211-7 du code de l'environnement.

Pour être effective, la prise de compétence facultative de l'alinéa 4° de l'article L211-7 doit donner lieu à un transfert de compétence des communes à l'Eurométropole conformément aux dispositions de l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales.

Parallèlement, pour assurer un exercice uniforme de la compétence sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole, il est nécessaire de restituer formellement à compter du 31 décembre 2017, aux cinq communes de l'ancienne Communauté de communes « Les Châteaux », les attributions suivantes précédemment exercées par leur Communauté de communes :

- *études et travaux liés aux risques de catastrophe naturelle* à l'exception des risques d'inondation et de coulées d'eaux boueuses ;
- *études et travaux, entretien et aménagement de fossés situés sur le territoire de ces cinq communes.*

Afin d'assurer au mieux l'exercice de cette nouvelle compétence sur le territoire de l'Eurométropole, il est proposé de signer avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) une convention de recherche et développement partagés relative à l'étude prospective pour la gestion de l'aléa ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette étude, sera en mesure de modéliser, sur l'ensemble des 14 communes touchées par le phénomène de coulées d'eaux boueuses, l'érosion des sols à la fois diffuse et concentrée sur leur territoire, et donc de déterminer les masses de terre érodées. L'étude pourra par ailleurs caractériser l'érosion des sols en tout point sur le bassin versant et permettra de déterminer l'efficacité des aménagements de protection qui pourront être réalisés.

L'étude permettra d'identifier les zones de départ et d'arrivée des coulées d'eaux boueuses, de proposer des programmes d'action pour diminuer les impacts de ces phénomènes (propositions de localisation d'aménagements à implanter sur les bassins

versants des sites touchés : bandes enherbées, fascines vivantes ou mortes, zones de rétention par rehaussement de chemins agricoles) et de donner des éléments chiffrés quant à la réalisation de ces aménagements.

Les techniques douces seront privilégiées ce qui nécessitera un travail de proximité avec le monde agricole. La mise en place d'ouvrages sera envisagée en dernier ressort compte tenu que ces techniques lourdes sont beaucoup plus onéreuses.

Cette étude est financée à hauteur de 80 % par l'Eurométropole de Strasbourg et de 20 % par le BRGM, représentant une dépense pour l'Eurométropole de Strasbourg de 67 840 € HT soit 81 408 € TTC.

Le coût des dépenses liées aux compétences transférées ainsi que le taux représentatifs de coût pour l'Eurométropole de Strasbourg et chacune de ses communes membres peut difficilement être estimé à ce jour. Il appartiendra à la Commission locale d'évaluation des charges transférées de proposer une méthode d'évaluation des dépenses effectivement réalisées par les communes et transférées à l'Eurométropole de Strasbourg.

L'étude qui va être lancée avec le BRGM devrait apporter des éléments plus précis à l'échéance de l'année 2018.
Cependant, dans le cas où seules des techniques douces seraient envisagées, les dépenses liées à l'indemnisation des agriculteurs sont estimées entre 100 et 3 300 € par commune et par an.

Pour ce qui concerne le coût d'implantation des dispositifs de protection par techniques douces, il faut escompter une dépense de 25 €/ml pour la plantation d'une haie dense, 95 €/ml pour la mise en œuvre d'une fascine vivante et 4 500 €/ha hors main d'œuvre pour la plantation de miscanthus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code de l'environnement, notamment son article L 211-7,4°
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5211-17
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 35- III
Vu l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts
Vu l'avis de la Commission thématique
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le transfert à l'Eurométropole de Strasbourg de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » prévu à l'alinéa 4° de l'article 211-7 du code de l'Environnement ;

décide

la restitution aux cinq communes de l'ancienne Communauté des communes « Les Châteaux » (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen), à compter du 31 décembre 2017, des compétences suivantes :

- « *études et travaux liés aux risques de catastrophe naturelle* », *à l'exception des risques d'inondation et de coulées d'eaux boueuses ;*
- « *études et travaux, entretien et aménagement de fossés situés sur le territoire des cinq communes susmentionnées* » ;

approuve

la convention de recherche et développement partagés relative à l'étude prospective pour la gestion de l'aléa ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, entre d'une part, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et d'autre part, l'Eurométropole de Strasbourg, et dont le contenu est plus amplement exposé au rapport ;

décide

l'imputation des dépenses liées à cette étude pour un montant de 67 840 € HT, soit 81 408 € TTC, disponibles sur le budget 731 - 617 EN02E, correspondant à une participation de l'Eurométropole de Strasbourg de 80 % du coût de l'étude, les 20 % restant étant pris en charge par le BRGM ;

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e :

- *à notifier la présente délibération aux maires des communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg aux fins d'adoption par les conseils municipaux de délibérations concordantes,*
- *à signer la convention à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM, jointe en annexe à la présente délibération,*
- *à demander au préfet de la région Grand Est, préfet du département du Bas-Rhin de prendre l'arrêté de modification statutaire correspondant,*
- *à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 27 décembre 2017

CONVENTION DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT PARTAGÉS RELATIVE À L'ETUDE PROSPECTIVE POUR LA GESTION DE L'ALEA RUISSELEMENT EN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 582 056 149 (SIRET 582 056 149 00120)**,** dont le siège se trouve 3, avenue Claude-Guillemin, BP 36009, 45060 Orléans Cedex 02, représenté par Laurence Chery, directrice adjointe des actions territoriales*,* ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

D'une part,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, EMS, dont le siège est domicilié 1, parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex, et représenté par Robert Herrmann, président de l'EMS, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée par l'« **EMS** »,

D'autre part,

Le BRGM et l'EMS étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la (les) « Partie(s) ».

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

VU,

- le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;
- le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;
- le contrat quinquennal ÉTAT-BRGM pour la période 2013-2017 ;
- les orientations de service public du BRGM pour l'année 2017, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 27 mai 2016 et approuvées par le Conseil d'Administration du 23 juin 2016 ;
- La délibération au conseil de l'EMS du 24 mars 2016 portant sur la convention cadre de partenariat et les conventions thématiques entre l'EMS et le BRGM.

RAPPEL,

- le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier la prévention des risques naturels ;
- le BRGM est Institut Carnot ; dans ce cadre, il mène des actions de recherche partenariale avec des filières industrielles et des entreprises de toutes tailles. Il propose des solutions novatrices pour la gestion des sols et du sous-sol, des matières premières, des ressources en eau, de la prévention des risques naturels et environnementaux. Ces actions concernent globalement trois principaux marchés : Energie & Ressources minérales ; Eau et Environnement ; Infrastructures et Aménagement ;
- L'EMS est un établissement public de coopération intercommunale dont les compétences portent notamment sur l'aménagement du territoire ;
- le BRGM et l'EMS ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés, tel que visé à l'article 4.1 infra, concernant une « étude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg », ci-après désigné par « le Programme » ;
- aussi, le BRGM et l'EMS ont décidé par la présente convention, ci-après désignée par « la Convention », de fixer les termes et conditions par lesquels ils s'associent afin de réaliser le Programme ;
- les Parties ont établi en commun le Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte ;
- en outre, compte tenu du fait que (i) les Parties cofinancent le Programme et que (ii) la propriété des résultats issus du Programme, ci-après désignés par « les Résultats », sera partagée entre elles, la Convention n'est pas soumise à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, tout comme le prévoient les dispositions de son article 14-3°.

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. - OBJET

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions par lesquels le BRGM et l'EMS s'engagent à réaliser le Programme.

ARTICLE 2. - DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties et expirera lors de la réception du dernier paiement tel que prévu à l'article 8 infra.

ARTICLE 3. - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention :

- le présent document ;
- Annexe A1 : cahier des charges ;
- Annexe A2 : annexe financière.

Les annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes précédentes, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE 4. - OBLIGATIONS DU BRGM

4.1. PROGRAMME D'ACTION

Le BRGM s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art, les tâches prévues pour la réalisation du Programme, conformément aux dispositions des Annexes A1 et A2.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de douze (12) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

4.2. LIVRABLES

Conformément au cahier des charges visé à l'Annexe A1, le BRGM s'engage à remettre à l'EMS les livrables suivants :

<u>Livrable Phase 1 :</u>

- Cartographies des aléas érosion et coulée de boue sur la commune au 1/5 000ème,

<u>Livrable Phase 2 :</u>

- Cartographie de la vulnérabilité des enjeux en lien avec l'aléa ruissellement au 1/5 000ème,

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Livrable Phase 3 :

- Cartographie du risque coulée de boue au 1/5 000ème,

Livrable Phase 4 :

- Cartographie des programmes d'action proposés au 1/5 000ème,
- Modélisation des programmes d'actions.

Rapport de synthèse présentant les méthodologies, les critères retenus, et les résultats.
Chacune des actions et recommandations proposées sera chiffrée (ordre de grandeur de coûts) et critiquée.

Ainsi, une boîte à outil des solutions possibles sera proposée, avec pour chaque action, ses avantages, ses inconvénients, et des ordres de grandeur de coûts de mise en place, mais aussi sur le long terme (entretien, perte de rendement, etc.).

L'EMS s'engage à valider chaque rapport dans un délai de six (6) semaines maximum. Au-delà, le rapport sera considéré comme définitif.

4.3. OBLIGATIONS DE MOYENS

Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 4.2 supra résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques (sondages, observations visuelles, analyses, mesures, …), en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné. Aussi, le BRGM est soumis par convention expresse à une obligation de moyens étant tenu au seul respect du cahier des charges et des règles de l'art.

L'EMS s'engage à informer de cette limite de responsabilité tous tiers sous-utilisateurs éventuels des informations contenues dans les documents et se portera garant du BRGM en cas de recours exercé par l'un ou plusieurs d'entre eux et fondé sur une inexactitude, erreur ou omission dans le contenu des documents, sous réserve de l'absence de faute prouvée du BRGM.

4.4. FINANCEMENT

Le BRGM s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra, sur la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

ARTICLE 5. - OBLIGATIONS DE L'EMS

L'EMS s'engage à communiquer au BRGM toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation du Programme. L'EMS garantit le BRGM de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition. L'EMS a d'ores et déjà signalé la disponibilité des informations et données suivantes :

- deux études réalisées par SAFEGE concernant les coulées d'eaux boueuses, réalisées en 2009 sur les communes de Lampertheim et d'Eckwersheim ;

- plan de localisation des bandes enherbées (bandes de 15 m cultivées en céréales d'hiver) pour certaines communes ;
- Données LIDAR de l'EMS (les données datent de 2015 pour les 28 communes de l'ancienne EMS et de 2016 pour l'ancienne com com les châteaux) ;
- d'orthophotographie pour les années 1964,1978,1986,1992,1998,2001,2004,2007,2010,2013, 2015 ;
- un inventaire des zones humides sur le territoire des 28 communes hors com com les Châteaux en 2012 à l'échelle du 1/2000ème ;

L'EMS s'engage à faciliter l'accès du BRGM aux informations détenues par ses soins, relatifs au Programme ou par tous tiers à la Convention.

L'EMS s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra.

Le cas échéant, l'EMS s'engage à transmettre au BRGM dans les meilleurs délais le bon de commande relatif à cette Convention afin que cela ne fasse pas obstacle au processus de facturation.

ARTICLE 6. - NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM : Mr Kévin Samyn Directeur régional délégué Alsace Parc d'Activité Porte Sud Rue Pont du Péage – Bât H1 67118 - GEISPOLSHEIM Tel : 03 88 77 48 90 Fax : 03 88 76 12 26 E-mail : k.samyn@brgm.fr	**Pour l'EMS** : Mr Rémy Gentner Chargé des opérations d'entretien et de restauration des cours d'eau et zones humides sur l'EMS 1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tel : 03 68 98 73 37 E-mail : Remy.GENTNER@strasbourg.eu

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7. - FINANCEMENT DU PROGRAMME

7.1. MONTANT

Le montant du Programme est fixé à quatre-vingt-quatre mille huit cent Euros hors taxes (84 800 HT).
Le montant global de la Convention pourra être actualisé par avenant permettant une nouvelle programmation d'opérations.

7.2. RÉPARTITION

Le montant du Programme fait l'objet de la répartition financière suivante sur les montants définis dans l'Annexe A2 soit un total de 84 800 € HT :

- **Pour le BRGM, 20 % du montant Hors Taxes soit 16 960 € HT ;**
- **Pour l'EMS, 80 % du montant Hors Taxes soit 67 840 € HT**

Le montant ci-dessus est indiqué Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix.

Le BRGM cofinance le budget du Programme, dans le cadre de ses actions de service public.

ARTICLE 8. - FACTURATION ET PAIEMENT

8.1. FACTURATION

Le BRGM étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.

Il sera facturé à l'EMS la part du montant visé à l'article 7.2 supra.

Les références nécessaires au dépôt de la facture dématérialisée dans le portail Chorus Pro sont :

- Identifiant Chorus de l'EMS:
- Si service de l'Etat : code service exécutant :
- Si nécessaire numéro de service :
- N° d'engagement juridique :
- Si à la date de signature l'ensemble des éléments n'est pas encore connu, alors l'EMS s'engage à faire parvenir les éléments au BRGM dans les meilleurs délais.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg (EMS)
Direction de l'environnement et des services publics urbains
Service Environnement et transition énergétique
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex - France

Les versements seront effectués par l'EMS, au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM et selon le cas accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous :

- 20 % du montant à la signature, soit 13 568 € HT, soit seize mille deux cent quatre-vingt-un Euros et soixante Centimes Toutes Taxes Comprises (16 281,60 € TTC) ;
- Le solde à la remise du livrable final, soit 54 272 € HT, soit soixante-cinq mille cent vingt-six Euros et quarante Centimes Toutes Taxes Comprises (65 126,40 € TTC).

Le taux de TVA en vigueur à la signature de la Convention est de 20%. Toute modification du taux de TVA applicable, intervenant durant la période d'exécution de la Convention, sera répercutée dès la première échéance de facturation suivant la date d'entrée en vigueur du nouveau taux.

8.2. PAIEMENT

Les versements seront effectués par l'EMS par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM, au compte ouvert à :

TRESOR PUBLIC
Trésorerie générale du Loiret,
4 pl du Martroi, Orléans
Code Banque 10071
Code Guichet : 45000
Compte N° 00001000034
Clé : RIB 92
IBAN : FR7610071450000000100003492

À défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliquent sur le montant toutes taxes comprises de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'EMS.

ARTICLE 9. - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. DROITS ET OBLIGATION DE L'AUTEUR

9.1.1. Droits de l'auteur

Dans l'hypothèse où les Résultats relèvent du droit d'auteur, le BRGM est l'auteur des Résultats, et notamment des livrables visés à son article 4.2 supra.

Le BRGM est titulaire des droits visés aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, à savoir des droits patrimoniaux et moraux.

9.1.2. Garantie

Le BRGM garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la Convention.

9.2. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

9.2.1. Co-titularité des droits patrimoniaux

Le BRGM cède à l'EMS les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables visés à l'article 4.2 supra et sur tous les Résultats relevant du droit d'auteur de sorte qu'à l'issue de l'exécution de la Convention, les Parties en seront co-titulaires et l'EMS pourra notamment, sans l'autorisation du BRGM mais sous sa responsabilité exclusive :

- reproduire les documents sur tous supports connus et inconnus, quel que soit le nombre d'exemplaires ;
- représenter les livrables visés à l'article 4.2 supra pour tout type d'usage ;

- adapter, par perfectionnements, corrections, simplifications, adjonctions, intégration à des systèmes préexistants ou à créer, transcrire dans un autre langage informatique ou dans une autre langue et créer des œuvres dérivées pour ses besoins propres.

Cette cession est faite à titre gracieux pour le monde entier et pour une durée égale à la durée des droits du BRGM.

9.2.2. Droits moraux du BRGM

Par application des articles L. 121-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, l'EMS s'engage à respecter les droits moraux du BRGM sur les livrables visés à l'article 4.2 supra, et notamment à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacune des reproductions ou représentations.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES RÉSULTATS

10.1. PRINCIPE

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large les livrables visés à l'article 4.2 supra et tous les Résultats, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre les Résultats à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

L'EMS s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer l'EMS comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

Dans le cas d'un intérêt commercial des Résultats au bénéfice de tiers, les Parties conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

Si une ou plusieurs inventions apparaissent au cours et/ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, le BRGM en informera aussitôt l'EMS et les Parties conviendront de dispositions à prendre pour assurer le dépôt et la défense de toute demande de brevet correspondant, ainsi que la prise en charge des frais associés.

10.2. EXCEPTIONS

La diffusion visée à l'article 10.1 supra sera interdite dans les cas suivants :

- l'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre Partie a accepté de manière expresse.

ARTICLE 11. - SOUS-TRAITANCE, CESSION, TRANSFERT

Chaque Partie peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles, sous réserve de respecter les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, notamment en ce qu'elle concerne la présentation, l'acceptation des sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La Convention est conclue intuitu personae, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucune des Parties ne peut sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention à des tiers.

ARTICLE 12. - RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à l'autre Partie dans la limite du montant du financement apporté par chacun et visé à l'article 7.2 supra.

ARTICLE 13. - ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 14. - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le BRGM présentera à l'EMS un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels l'EMS versera au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE 15. - DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait à Geispolsheim, en deux (2) exemplaires,
Le

Pour le BRGM **Pour l'EMS**

Laurence CHERY **Robert HERRMANN**

ANNEXE A1 : CAHIER DES CHARGES DU PROGRAMME

Contexte :

Plusieurs communes situées au NW de Strasbourg ont ces dernières années été affectées par des coulées de boue, liées à des précipitations intenses, s'écoulant sur les buttes de loess, très sensibles à l'érosion des sols et capables de générer du ruissellement.

Ainsi, plusieurs coulées ont généré des dégâts engendrant des appuis du BRGM aux administrations (Eckwersheim par exemple, BRGM/RP-66964-FR) ou des reconnaissances de catastrophe naturelle (Hangenbieten par exemple, BRGM/RP-66112-FR).

Le phénomène de ruissellement ayant une relation directe avec les précipitations, une augmentation des épisodes pluvieux intenses en contexte de changement climatique, engendrera une augmentation de ces phénomènes. Il s'agit :

- d'une part d'une augmentation des phénomènes superficiels liés à une saturation des sols comme les phénomènes de fluage reptation ou de coulée boueuse ;

- d'autre part, d'une augmentation de la fréquence des instabilités d'ampleur faible à moyenne et un accroissement des déplacements sur les évènements de grande ampleur.

Par ailleurs, la diminution des écarts thermiques tendra à limiter la « fatigue » des niveaux de surface due aux sollicitations thermiques cycliques. Cependant, l'augmentation des périodes de sécheresse tendra à favoriser les phénomènes de desquamation des terrains de couverture et de façon induite d'instabilités d'ampleur variable.

L'érosion du sol étant directement lié à l'intensité des précipitations (désagrégation des particules de sol, ruissellement entrainant les particules de sols favorisé par les phénomènes de battance et saturation des sols, pouvoir érosif du filet d'eau sur les zones à fortes pentes), une augmentation de ce phénomène est donc à prévoir en contexte de changement climatique. Il touchera de façon préférentielle les terrains en partie dénudés et vallonnés qui favorisent la concentration du ruissellement.

L'appui aux politiques publiques est l'une des missions du BRGM. Elle regroupe les actions d'expertise, de surveillance et d'étude menées pour l'Etat, les collectivités territoriales, les agences et les établissements publics. La mission d'appui aux politiques publiques du BRGM comprend différents types d'actions dont des études méthodologiques et synthèses. Ce processus naturel demeure difficile à appréhender de par son caractère brutal et exceptionnel. Actuellement, il existe très peu d'outils ou de méthodologie générique qui permettent de caractériser précisément l'aléa ruissellement. Néanmoins, le BRGM poursuit ses activités de recherches sur cette thématique en développant des outils de simulation pour caractériser l'aléa et proposer des stratégies de gestion adaptée. L'outil WaterSed utilisé pour quantifier le ruissellement et l'érosion, est actuellement en cours de développement pour ce type d'application prospective.
Dans ce contexte, et pour répondre au besoin d'adaptions au changement climatique, l'EMS a émis le souhait de voir réaliser un projet de recherche et développement en partenariat avec le BRGM pour définir les programmes d'action pour la lutte contre les coulées boueuses et les coûts associés. Ce raisonnement prospectif permettra à l'EMS de disposer des éléments techniques et financiers dans le cadre de son positionnement vis-à-vis de la

prise de compétence officielle coulée d'eaux boueuses. Cette étude prospective pour la gestion de l'aléa ruissellement à l'échelle communale sera réalisée sur 14 communes particulièrement concernées, s'étendant de Blaesheim au sud à Eckwersheim au nord, en longeant la plaine alluviale (Illustration 1).

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Objectifs du programme de recherche :

L'objectif de cette étude est de caractériser les zones de départ et d'arrivée de ces coulées boueuses, de proposer aux collectivités des programmes d'action pour diminuer les impacts de ces phénomènes (propositions de localisation d'aménagements à implanter sur les bassins versants des sites touchés : bandes enherbées, fascines vivantes ou mortes, zones de rétention par rehaussement de chemins agricoles) et de donner des éléments chiffrés qui permettront à l'EMS de déterminer le coût d'une prise de compétence élargie « coulées d'eaux boueuses » à l'échelle de tout le territoire dans le cas où ces aménagements devraient être réalisés.

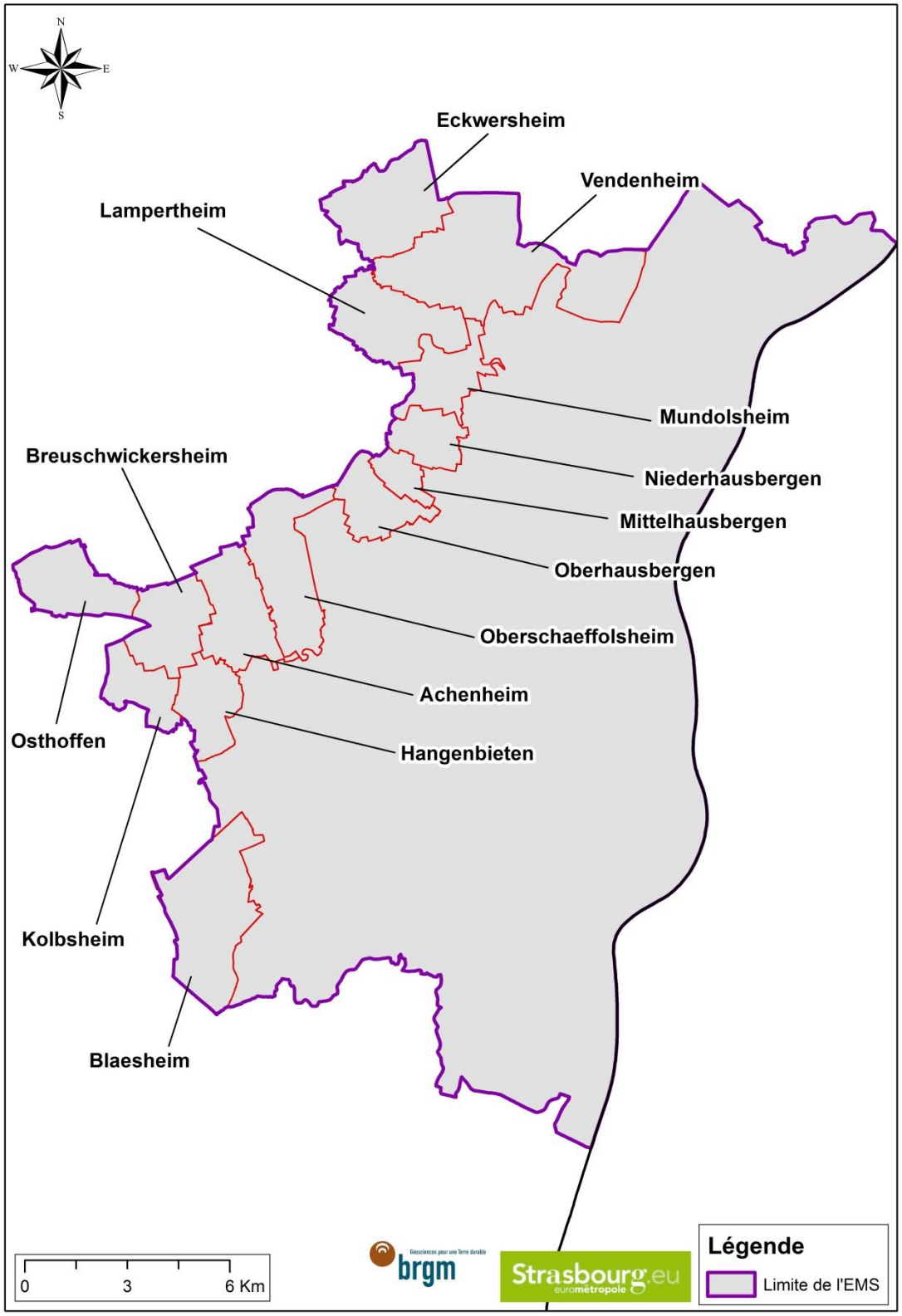


Illustration. 1 : Communes de l'EMS visées par l'étude pour la lutte contre les coulées boueuses.

1- METHODES PROPOSEES ET OUTILS UTILISES

2.1 - TACHE 1 : CARTOGRAPHIE DE L'ALEA

Le BRGM propose de quantifier les volumes d'eau ruisselés et les masses de terre érodées à partir du modèle WATERSED, développé par le BRGM. Les phénomènes pluvio-orageux localisés et très violents seront modélisés pour différentes périodes de retour (quinquennal, décennal et trentennal) et sur la période de l'année la plus pénalisante en termes d'occupation des sols. A partir des cartographies réalisées par le modèle, l'aléa « coulée de boue » sera calculé sur les communes suivantes : Eckwersheim, Vendenheim, Lampertheim, Mundolsheim, Niederhausbergen, Mittelhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Achenheim, Breuschwickersheim, Osthoffen, Kolbsheim, Hangenbieten et Blaesheim.

Étape 1: synthèse des données d'entrée complétée par un diagnostic de terrain

La construction des grilles rasters en entrée du modèle WATERSED nécessite quatre jeux de données spatiales. Le BRGM et l'EMS disposent des jeux de données nécessaires à la modélisation et les mettront à disposition pour cette étude :

- un modèle numérique de terrain (Données LIDAR EMS) (0,30 m de précision),
- le réseau hydrographique (IGN BD Carthage),
- la largeur de plein bord des cours d'eau (IRSTEA BD Syrah),
- l'occupation des sols (Corine Land Cover 2006, Registre Parcellaire Graphique 2010-2011-2012 et Recensement Général Agricole 2010),
- les formations géologiques (voire pédologiques si la cartographie est disponible).

Un calendrier cultural, adapté aux pratiques agricoles de l'étude, devra être établi. Pour ce faire, plusieurs modélisations, avec une répartition aléatoire mobile de l'occupation de sol, fonction des rotations connues seront réalisées. Pour obtenir l'aléa exact chaque année, il est nécessaire de refaire tourner le modèle tous les ans, ce qui est faisable une fois que le modèle est construit. Cependant, il ne s'agit pas là de l'intérêt de l'étude : les préconisations issues de l'étude permettront la diminution des risques, quel que soit l'organisation de la rotation. En ce sens, La rotation des cultures n'est pas un pb majeur quand on comprend l'origine de l'érosion et la dynamique de ruissellement.

Les pratiques agricoles sur les bassins versants étudiés seront obtenues après enquête par le BRGM auprès des acteurs concernés. À partir des dates de semis et de récoltes de chaque type de culture, l'évolution mensuelle de l'état de surface du sol sera définie. Des tables de décision, adaptées pour le contexte de l'étude, sont également nécessaires afin de transformer ces données spatiales en données spatiales utilisables par le modèle. Les tables sont les suivantes :

- une table pour transformer l'état de surface des sols (couvert végétal – faciès – rugosité) en capacité d'infiltration et en aptitude au ruissellement,
- une table pour déduire la hauteur d'eau d'imbibition à partir de l'aptitude au ruissellement et la hauteur de pluie cumulée sur les dernières 48h. Pour ce faire, plusieurs scénarii de pluie seront modélisés, en fonction des données connues sur le secteur. L'érosion qui pose problème est en effet liée à quelques épisodes pluvieux particuliers, dépendant de l'intensité de pluie et de l'état d'imbibition des sols

- une table pour transformer l'état de surface des sols (couvert végétal – rugosité) en coefficient de rugosité de Manning,
- une table pour transformer l'état de surface des sols (couvert végétal – faciès – rugosité) et l'intensité de pluie maximum à 6 min en concentration en matières en suspension dans les eaux de ruissellement,
- une table pour définir l'érodibilité des sols, ou coefficient de pondération de la hauteur de sol incisée en cas d'érosion concentrée, à partir de l'état de surface des sols (texture – couvert végétal).

Enfin, chaque évènement de pluie modélisé (un panel d'évènements pluvieux susceptibles de générer des coulées de boue sont modélisés, choisis entre autres, par retour d'expérience de pluie à l'origine de coulées boueuses) est caractérisé selon quatre paramètres : la hauteur de pluie cumulée, la durée effective de la pluie (durée pour laquelle l'intensité de la pluie est supérieure à 2 mm.h-1), la hauteur de pluie tombée sur les dernières 48h et l'intensité maximum de la pluie à 6 min. Les caractéristiques de ces pluies (cumul, durée et intensité) seront obtenues auprès de Météo France.

Des orthophotographies des bassins versants étudiés, fournies par le BRGM et l'EMS, seront également utilisées et interprétées pour localiser les traces d'érosion concentrée dans les champs. Cet élément sera contrôlé sur le terrain.

Le réseau de circulation du ruissellement sera précisément décrit. Dans un premier temps, un réseau de circulation « brut » sera cartographié en croisant le modèle numérique de terrain et l'ensemble des éléments linéaires disponibles au format SIG susceptibles de modifier ce réseau de circulation (limites de parcelles agricoles et infrastructures routières). Dans un second temps, ce réseau sera affiné sur le terrain en parcourant les axes de circulation privilégiés. L'ensemble des éléments susceptibles de modifier cette circulation seront inventoriés :

- éléments agronomiques : type d'occupation du sol représentatif et tournant sens du travail du sol,
- éléments topographiques : rupture de pente, talweg,
- éléments hydrologiques : axes d'écoulement, zones d'inondation, zone humide,
- traces de ruissellement et d'érosion des sols,
- ouvrages hydrauliques existants principaux visibles (mares, buses, fossés, drainage),
- éléments anthropiques : chemins et routes (en creux ou non),
- éléments du paysage influençant le ruissellement sur le bassin versant amont : talus, haie, merlon,
- zones humides,
- et tout autre élément susceptible d'influencer ou expliquer les dysfonctionnements hydrologiques.

Ces éléments seront ensuite intégrés au modèle numérique de terrain en vue de reproduire fidèlement la circulation des eaux décrite lors de la visite de terrain. Dans un troisième temps, le réseau de circulation « final » sera dérivé du modèle numérique de terrain «traité».

Étape 2 : quantification des volumes d'eau ruisselés

Le modèle WATERSED sera ensuite utilisé pour modéliser les phénomènes pluvio-orageux pour des périodes de retour différentes (quinquennal, décennal et trentennal) et sur la période de l'année la plus pénalisante en termes d'occupation des sols. Le modèle WATERSED est un modèle non-dynamique distribué prédisant de manière spatialisée le

ruissellement et l'érosion des sols en tout point (« pixel ») d'un bassin versant et pour un évènement de pluie donné. La paramétrisation du modèle s'appuiera sur les expérimentations et modélisations réalisés en Haute-Normandie, à savoir un contexte agro-pédologique sensiblement proche de celui des communes étudiées (Chaplot and Le Bissonnais, 2000; Gallien et al., 1995; Gilley et al., 1991; Le Bissonnais et al., 1998; Martin et al., 1997).

Étape 3 : détermination de l'aléa

A partir des modélisations, une première cartographie d'aléa caractérisant l'érosion sera produite, discriminant l'érosion diffuse et l'érosion concentrée. Elle a pour but d'identifier la typologie et l'intensité de l'érosion pour mieux définir un programme d'action efficace.

À partir des cartographies des volumes d'eau ruisselés et des masses de terre érodées pour les différentes périodes de retour, une classification sera établie en vue de définir plusieurs niveaux d'aléa concernant les coulées de boue. Nous définirons un aléa très faible, un aléa faible, un aléa moyen et un aléa fort.

2.2 - TACHE 2 : CARTOGRAPHIE DE LA VULNERABILITE DES ENJEUX

Les enjeux seront évalués et cartographiés à partir des données en possession du BRGM, complétés par les données et connaissances en possession des communes étudiées. Parmi la diversité des enjeux auxquels un territoire peut être affecté, nous pouvons citer :

Enjeux liés à la notion d'occupation du sol :

- Les zones naturelles (prairies, bois, marais, zones humides ...),
- Les zones agricoles (cultures …),
- Les zones industrielles et artisanales,
- Les zones urbanisées (zones d'habitat dense et zones d'habitat diffus),
- Les zones de loisirs (terrains de sport …),
- Les zones de projets d'aménagement (zones destinées à recevoir l'extension urbaine en matière d'habitat ou d'équipement, zones naturelles susceptibles d'être aménagées)

Enjeux linéaires :

- Les axes de communication ;
- Le réseau (principal) d'eau potable ;
- Les réseaux de transport d'énergie (électricité, gaz) ;
- Le réseau (principal) téléphonique.

Enjeux localisés correspondant à un site particulier :

- Bâtiments : bâtiments stratégiques (mairie, pompier, gendarmerie, équipement...), bâtiments administratifs et d'enseignement, établissements de soin et à caractère social (hôpital, crèche...), établissements touristiques (hôtel, camping, colonie de vacances...), aires d'accueil pour les gens du voyage, équipements sportifs, sites culturels et lieux de rassemblement, industries.

- Infrastructures : transport (gare SNCF), énergie (poste électrique, poste de décompression du gaz), eau (source, château d'eau, réservoir), télécommunications (antenne, relais émetteur), déchets (station d'épuration, déchetterie...).

Une hiérarchisation des enjeux sera proposée en fonction de leur vulnérabilité face à l'aléa. La hiérarchisation proposée tiendra compte :

- du caractère lié à la sécurité de la population,
- du caractère public des aménagements/infrastructures concernés,
- du caractère réglementaire et obligatoire de certains enjeux,
- et enfin de l'impact économique potentiel.

Le diagnostic de terrain sera également l'occasion d'affiner la localisation des enjeux qui n'ont pas été intégrés lors de la phase de recueil de données.

2.3 TACHE 3 : CARTOGRAPHIE DU RISQUE

Le travail à réaliser dans cette phase consiste à croiser les éléments issus des deux phases précédentes : l'aléa coulée de boue d'une part et la vulnérabilité des enjeux d'autre part pour définir le risque coulée de boue pour chaque période de retour.

Le calcul du risque coulée de boue sera établi à l'aide d'une règle de croisement entre l'aléa coulée de boue et la vulnérabilité des enjeux. Ainsi nous prenons un système de classification comprenant quatre classes d'aléa et quatre classes de vulnérabilité des enjeux (Table 1). Cette matrice permet de définir quatre classes de risque en croisant les classes d'aléa et de vulnérabilité: très faible, faible, moyen et fort.

Aléa		**Enjeux**			
		Très faible	Faible	Moyen	Fort
Très faible	1	Très faible	Très faible	Très faible	Faible
Faible	2	Très faible	Faible	Moyen	Moyen
Moyen	3	Très faible	Moyen	Moyen	Fort
Fort	4	Faible	Moyen	Fort	Fort

Table 1 : Matrice de croisement de l'aléa et des enjeux pour la détermination du risque coulée de boue.

2.4 TACHE 4 : DEFINITION DES PRINCIPES D'UN PROGRAMME D'ACTION SELON PLUSIEURS SCENARII ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Etape 1 : Définition de l'état initial

L'état initial correspond à la cartographie de l'aléa telle que déterminée dans la tâche 1, en considérant la configuration actuelle ; les cartographies des volumes d'eau ruisselés et des masses de terre érodées réalisées lors de Tâche 1 sont ainsi considérées.

Etape 2 : Proposition de programmes d'action

Il s'agira de proposer sur la zone étudiée des aménagements ou actions réduisant l'aléa coulée de boue sur les communes. Les principes qui pourront être proposés seront orientés préférentiellement vers des solutions techniques les plus simples à mettre en œuvre (et simple d'entretien) dans la mesure où ces solutions permettent de répondre à l'objectif de protection visé. Toutefois, plusieurs scénarii, proposant des aménagements plus ou moins complexes seront proposés. Il pourra s'agir ;

- de mise en place de techniques d' "aménagements d'hydraulique douce " sur les sous bassins versants ruraux. Ces aménagements seront proposés en priorité afin de limiter et gérer les ruissellements au plus près des zones de production,

- de mise en place d'ouvrages de tamponnement pour écrêter les débits de pointe pluviaux, limitant ainsi les renforcements des capacités des réseaux aval. Ces aménagements seront utilisés lorsque la contrainte hydraulique et l'impossibilité de solution alternative (contournement, déviation) justifient leur mise en place, avec notamment l'optimisation des mares existantes en zone urbaine dans leur rôle d'écrêtement des débits,

Les propositions d'aménagement prendront en compte :

- les contraintes hydrauliques : débits de pointe et périodes de retour de protection, capacité hydraulique des ouvrages existants, désordres existants et impacts des secteurs actuellement inondés et sur les secteurs ouverts à l'urbanisation,

- les contraintes techniques : emprises sur fond cadastral, besoins en terrassement et niveau de complexité de l'aménagement, accessibilité et sécurité des ouvrages,

- l'intérêt des sites avec une recherche d'intégration paysagère des ouvrages,

- la présence éventuelle de secteurs protégés sera intégrée, notamment les captages d'eau potable, les zones humides,

- les contraintes foncières : aménagement en domaine public à privilégier, emplacement de l'aménagement en limite de parcelle et si possible dans des secteurs qui contraignent le moins les espaces disponibles, acceptabilité par les exploitants agricoles et propriétaires des terrains voisins,

- les contraintes de réalisation et d'entretien ultérieur : accessibilité de l'ouvrage, ouvrages rustiques et pérennes,

- les contraintes réglementaires (Loi sur l'Eau, Code de l'Urbanisme, document d'urbanisme, etc.),

Les caractéristiques générales des aménagements seront précisées : positionnement géographique, largeur pour les aménagements d'hydrauliques douces et volume pour les ouvrages de tamponnement et les mares.

Le modèle WATERSED sera ensuite réutilisé pour modéliser les phénomènes pluvio-orageux pour des périodes de retour différentes en présence des aménagements proposés, et ainsi définir l'efficacité de chacun des trois scenarii de programme d'actions proposé.

Ces aménagements pourront être complétés par d'autres recommandations comme :

- l'amélioration des pratiques culturales pouvant être mise en œuvre individuellement par les exploitants agricoles (modification de pratiques culturales, le recours à l'enherbement, le sens du travail du sol, …),

- les actions d'entretien et d'optimisation / amélioration des réseaux (curage des réseaux enterrés, redimensionnement des saignés, nettoyage des grilles…) et des ouvrages (mares, bassins) seront proposés afin de garantir un fonctionnement optimum de ces ouvrages (mise en place de pièges et grilles anti-embâcle, grilles avaloirs adaptées, reprise de buses, …),

- les propositions de réduction de la vulnérabilité aval (protections localisées, glissières étanches, réaménagement des habitations soumises à l'aléa en mettant les biens « hors d'eau »).

Des modélisations ultérieures pourront être réalisées en fonction des besoins dans le cadre de la convention cadre de partenariat et les conventions thématiques entre l'EMS et le BRGM et sous réserve d'accord par voie d'avenant.

Etape 3 : Identification des couts

Chacune des actions et recommandations proposées sera chiffrée (ordre de coût) et critiquée.

Ainsi, une boîte à outil des solutions possibles sera proposée, avec pour chaque action, ses avantages, ses inconvénients, et des ordres de coût de mise en place, mais aussi sur le long terme (entretien, perte de rendement, etc.).

2- LIVRABLES

Livrable Phase 1 :

- Cartographies des aléas érosion et coulée de boue sur la commune au 1/5 000ème,

Livrable Phase 2 :

- Cartographie de la vulnérabilité des enjeux en lien avec l'aléa ruissellement au 1/5 000ème,

Livrable Phase 3 :

- Cartographie du risque coulée de boue au 1/5 000ème,

Livrable Phase 4 :

- Cartographie des programmes d'action proposés au 1/5 000ème,
- Modélisation des programmes d'actions.

Etude prospective pour la gestion du risque ruissellement en contexte de changement climatique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Rapport de synthèse présentant les méthodologies, les critères retenus, et les résultats

3- REUNIONS

Deux réunions sont prévues pour cette étude, à savoir une réunion intermédiaire à l'issue de la tâche 3 présentant les travaux réalisés et les résultats obtenus et permettant de définir en concertation les scénarii de programmes d'action pour la tâche 4, et une réunion finale présentant les conclusions de cette étude avec un rendu des livrables.

4- CHRONOGRAMME

Le projet est prévu pour s'étaler sur une période de 12 mois à partir de la date d'attribution du projet. Le BRGM propose le calendrier suivant :

Tâches	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
Tâche 1 : aléa												
Tâche 2 : enjeux												
Tâche 3 : risque												
Tâche 4 : actions												
Finalisation												

ANNEXE A2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Tâches	*Montant (€ HT)*
Définition de l'aléa Diagnostic de terrain Modélisation du ruissellement et de l'érosion Détermination de l'aléa	46 000
Définition des enjeux et évaluation des risques Inventaire des enjeux Hiérarchisation de la vulnérabilité des enjeux Croisement de l'aléa et des enjeux	12 000
Définition du Programme d'action Dimensionnement des actions Proposition de scenarii Modélisation du programme d'action Identification des couts	23 500
Gestion de projet Réunion intermédiaire à l'issue de la tâche 3 Réunion de finalisation	3 300
Montant total HT en €	**84 800**
Part BRGM (€ HT) – 20%	**16 960**
Part EMS[1] (€ HT) – 80%	**67 840**
TVA[2] (20 %)	13 568
Montant EMS[3] TTC EN €	**81 408**

[1] Financeur
[2] Part financeur
[3] Financeur

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Charte pour la prise en compte des Chiroptères et des Oiseaux nicheurs dans la gestion et l'entretien du patrimoine arboré et l'aménagement du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg bénéficie d'un patrimoine biologique et paysager exceptionnel reconnu. Il représente à la fois un élément d'identité locale et un élément fort d'attractivité du territoire. Protéger et étendre la biodiversité est de la responsabilité de la collectivité et c'est pourquoi elle entende prendre des mesures de contrôle et de suivi de l'état de la biodiversité, favoriser les projets d'urbanisme qui intègrent la nature et développer la sensibilité et l'éducation à la biodiversité et ce en partenariat avec les habitants et les acteurs locaux.

Malgré une protection réglementaire depuis la Loi pour la Protection de la Nature de 1976, et d'autres textes (Directive Faune-Flore-Habitats de 1992, Convention de Berne, Convention de Bonn et Plan National d'Action), les chauves-souris et les oiseaux sont toujours menacés de disparition (une espèce sur trois est actuellement en régression). Ces populations connaissent un déclin très important ces dernières années, notamment à cause de la dégradation de leurs habitats (destruction des gîtes d'hibernation, de reproduction, disparition des terrains de chasse et des corridors de déplacement, …).

Les Chauves-souris de France métropolitaine se nourrissent exclusivement d'insectes et jouent ainsi un rôle essentiel dans l'écosystème grâce à leur fonction d'« insecticides naturels » (moustiques en été et certains nuisibles des cultures). 23 espèces sont présentes en Alsace (sur les 1 116 recensées sur la planète). Elles utilisent des gîtes différents. Il peut s'agir d'arbres, de cavités naturelles ou encore de certains éléments du bâti ; le dénominateur commun de ces sites étant de leur offrir de la tranquillité, de la chaleur et de l'obscurité. Toutes les espèces sont protégées ainsi que leur habitat.

14 espèces sont arboricoles ou fissuricoles en Alsace. Les arbres favorables sont ceux d'un certain âge et présentant des cavités ou fissures. Ces arbres peuvent être amenés à être abattus dans le cadre de projets d'aménagement du territoire mais aussi lorsque leur état sanitaire est dégradé et que des risques de chute sur la voie publique sont possibles. Ils sont dans ces cas-là abattus et remplacés mais par des arbres plus jeunes ne présentant pas à cet instant les avantages des arbres abattus.

Les effectifs d'espèces d'oiseaux continuent également à baisser malgré la protection réglementaire des individus et de leur nid. Les causes de disparition sont multiples, de la

destruction de leur habitat, aux activités humaines qui les perturbent ou les conséquences liées à l'utilisation des pesticides et la pollution.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée lors d'une délibération du Conseil de Communauté le 12 juillet 2013 à mettre en œuvre un plan d'actions dédié aux chiroptères (Chauves-souris) suite à la découverte d'une importante population de Chauves-souris dans un Platane abattu dans le cadre de l'extension du Palais de la musique et des congrès. Ce plan s'inspire à l'échelle locale du Plan National d'Actions Chiroptères instauré par le Ministère chargé de l'Ecologie et repose sur le partenariat engagé avec la Ligue de protection des Oiseaux d'Alsace (LPO Alsace) et le Groupement d'étude et de protection des Mammifères d'Alsace (GEPMA). Il vise à mettre en œuvre des actions de conservation concrètes pour les différentes espèces menacées selon trois axes de travail :

- améliorer les connaissances sur la répartition sur le territoire de l'Eurométropole et l'écologie des espèces de chauves-souris : une synthèse bibliographique et une étude de déplacement des Noctules ont été réalisées,
- protéger les espèces par des mesures favorables à la conservation des populations et de leurs habitats,
- améliorer la prise en compte des espèces par les services de la collectivité et sensibiliser le public.

Pour les deux derniers points, l'Eurométropole de Strasbourg, le GEPMA et la LPO ont élaboré, expérimenté et ajusté des protocoles pour la prise en compte des chauves-souris cavernicoles et des oiseaux dans les procédures d'abattage d'arbres depuis 2013 au niveau de l'important patrimoine arboré des collectivités (80 000 arbres). Cette démarche est réalisée en concertation avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin et la DREAL Grand-Est. Il en découle une charte partenariale englobant trois protocoles afin de différencier les démarches selon le degré d'urgence de l'abattage (abattages dans le cadre de projets ou dans les cas d'urgence inférieure à 3 mois ou inférieure à 3 jours).

Les résultats de cette expérimentation par les services étant concluants, il est proposé :

L'application systématique de ces protocoles de diagnostic et de protection des chauves-souris et des oiseaux par les services de la collectivité et le suivi de la prise en compte de la procédure par les autres acteurs qui interviennent sur le patrimoine arboré du territoire.

Cette démarche est innovante et unique en son genre sur le territoire national, un suivi annuel de la démarche et une mise à jour dans la durée si besoin sont prévus.

Cette délibération est également prise par le Conseil Municipal de Strasbourg le 18 décembre 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

approuve

la Charte pour la prise en compte des Chiroptères et des Oiseaux nicheurs dans la gestion et l'entretien du patrimoine arboré et l'aménagement du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;

décide

sa mise en application par les services de la collectivité et par les acteurs qui interviennent dans la gestion et l'aménagement du territoire ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la charte pour la prise en compte des Chiroptères et des Oiseaux nicheurs dans la gestion et l'entretien du patrimoine arboré et l'aménagement du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

Strasbourg.eu
eurométropole

2017

CHARTE POUR LA PRISE EN COMPTE DES CHIROPTERES & DES OISEAUX NICHEURS DANS LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG



(Photo : Suzel Hurstel – LPO Alsace)



SOMMAIRE

SOMMAIRE 2

Préambule 3

Article 1 – Contexte **5**

Article 2 - Objectifs de la charte **6**

Article 3 - Les engagements des partenaires **7**

Article 4 - Suivi de la charte, création d'un comité de coordination **8**

Parties signataires 9

ANNEXES 10

Annexe 1 - Rappel de la protection réglementaire des chauves-souris, des oiseaux et de leurs habitats **11**

Au niveau régional 11

Au niveau national 13

Mesures de protection à l'échelle européenne et internationale 14

Annexe 2 - Rappel sur le cycle biologique des ESPECES **16**

Annexe 3 – Protocole d'abattage d'arbres avec diagnostic CHIROPTERES ET OISEAUX **19**

3 logigrammes représentant le protocole d'abattage suivant la situation 19

Annexe 4 - Fiches actions explicatives **0**

DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE et DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE 1

DEMANDE DE DEROGATION 2

ABATTAGE SECURISE 3

SAUVETAGE 4

FAVORABILITE DES ARBRES 5

PISTES DE MESURES EVITER-REDUIRE-COMPENSER 6

LISTE OISEAUX NICHEURS MENACES D'ALSACE 7



PREAMBULE

LES CHAUVES-SOURIS

Les chauves-souris sont les seuls mammifères pratiquant le vol actif, c'est à dire qu'elles sont capables de battre des ailes afin de combattre la pesanteur. Elles se déplacent grâce à l'écholocation (émission d'ultra-sons et analyse des échos). Les espèces européennes sont principalement nocturnes et dorment la tête en bas. Ce sont des individus à longévité importante et fidèles aux gîtes.

Les espèces métropolitaines se nourrissent exclusivement d'insectes et jouent ainsi un rôle essentiel dans l'écosystème grâce à leur fonction d'« insecticides naturels » (notamment moustiques en été et certains nuisibles des cultures).

23 espèces sont présentes en Alsace (sur les 1116 recensées sur la planète). Suivant les espèces et la période (hibernation et/ou estivage-mise-bas et/ou en transit), elles utilisent des gîtes différents. Il peut s'agir d'arbres, de cavités naturelles ou encore de certains éléments du bâti ; le dénominateur commun de ces sites étant de leur offrir de la tranquillité, de la chaleur et de l'obscurité. 14 espèces sont arboricoles ou fissuricoles en Alsace. En zone urbaine, on retrouve plus particulièrement : les Noctules commune et de Leisler, l'Oreillard roux, le Murin de Daubenton, les Pipistrelles commune, pygmée, de Kuhl et de Nathusius. En zone péri-urbaine et/ou en zone forestière on retrouve les espèces précédentes mais aussi la Barbastelle d'Europe, les Murins de Bechstein, de Brand, à moustaches, d'Alcathoe et de Natterer. Ces espèces ont besoin d'un réseau d'arbres à cavités pour pouvoir réaliser leur cycle biologique.

Les arbres favorables sont ceux d'un certain âge et présentant des cavités ou fissures. Ces arbres peuvent être amenés à être abattus dans le cadre de projets d'aménagement du territoire mais aussi lorsque leur état sanitaire est dégradé et que des risques de chute sur la voie publique sont possibles. Ils sont dans ces cas-là abattus et remplacés mais par des arbres plus jeunes ne présentant pas à cet instant les avantages des arbres abattus.

LES OISEAUX

Ces arbres abritent aussi les nids indispensables pour la reproduction des Oiseaux. Les oiseaux utilisent majoritairement les arbres et les arbustes pour nicher que ce soit en construisant des nids, en occupant des interstices et des cavités ou en creusant des loges. De nombreuses espèces ont une biologie intimement liée à la présence de cavités (rapaces nocturnes, mésanges…), qu'elles soient naturelles ou creusées par un autre animal (Pics), ou d'arbres âgés

leur permettant de creuser une cavité (Pics), sous peine de disparition. Ces cavités sont autant utilisées en période de reproduction pour nicher, qu'en période hivernale pour s'abriter.

Les effectifs de ces espèces subissent également des diminutions importantes. Les causes sont multiples, de la destruction de leur habitat, aux activités humaines qui les perturbent ou les conséquences liées à l'utilisation des pesticides et la pollution.

Malgré une protection réglementaire depuis la Loi pour la Protection de la Nature de 1976, et d'autres textes (Directive Faune-Flore-Habitats de 1992, Convention de Berne, Convention de Bonn et Plans Nationaux d'Action), ces animaux sont toujours menacés de disparition (une espèce sur trois est actuellement en régression ou menacée (source : UICN)). Cela est dû à plusieurs facteurs dont un des plus importants est la perte des sites de mise-bas.

C'est pourquoi la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, le Groupement d'étude et de protection Mammifères d'Alsace (GEPMA) et la Ligue pour la protection des Oiseaux d'Alsace (LPO Alsace) se proposent de réaliser cette charte partenariale pour la prise en compte des chauves-souris et des oiseaux dans les arbres. Celle-ci répond en effet à un des objectifs importants des collectivités territoriales à savoir la connaissance et la préservation d'une faune sauvage protégée et menacée sur leur territoire. Cette démarche a été élaborée en concertation avec le Conseil départemental du Bas-Rhin et la DREAL-Grand-Est.



ARTICLE 1 – CONTEXTE

Etat des lieux :

La Ville et l'Eurométropole et de Strasbourg ont pour compétences :

- ✓ L'entretien et la gestion du patrimoine arboré : élagage ou abattage d'arbres sur le domaine public ;
- ✓ L'aménagement ou le réaménagement du territoire impliquant des abattages d'arbres (densification de l'aire urbaine, construction d'infrastructures, intensification de l'agriculture, …) ;

Elles mènent donc des travaux tout au long de l'année et également pendant la période de présence des chauves-souris et de la nidification des oiseaux.

Certains de ces travaux doivent être réalisés avec un certain degré d'urgence. La sécurité des personnes est l'unique motif pour les urgences considérées comme impérieuses et justifiant un abattage quasi instantané malgré la présence d'espèces protégées (procédures « espèces protégées » engagées par la suite).

Conséquences :

Ces interventions peuvent contribuer à :

- L'artificialisation des espaces ;
- La disparition de cavités potentielles pour les chauves-souris ;
- L'amoindrissement du réseau d'arbres gîte et support de nids ;
- Des dérangements ou destruction des colonies de chauves-souris et des nids d'oiseaux ;
- Des replantations mais de jeunes arbres ne présentant pas de possibilité d'accueil pour ces espèces à l'heure actuelle.



ARTICLE 2 - OBJECTIFS DE LA CHARTE

Les objectifs principaux de cette charte sont :

- Favoriser la prise en compte des chauves-souris et des oiseaux nicheurs dans la gestion du patrimoine arboré (entretien et abattage) ;

- Responsabiliser les opérateurs de la gestion et de l'aménagement des espaces publics ou privés (services municipaux, élus, entreprises, etc.), ainsi que les propriétaires afin de les impliquer dans la conservation des colonies de chauves-souris arboricoles et des nids d'oiseaux ;

- Préserver les populations présentes dans les arbres ou favoriser leur accueil le cas échéant ;

- Sensibiliser le grand public à la protection de la faune sauvage en ville.



ARTICLE 3 - LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Cette charte s'inscrit pleinement dans une démarche volontariste de l'ensemble des acteurs du territoire des collectivités concernées pour la conservation de la faune sauvage et des espèces arboricoles en particulier.

Les signataires de la présente charte s'engagent à respecter les préconisations de la charte en cas d'intervention sur le patrimoine arboré et de contribuer ainsi à la conservation des chauves-souris et des oiseaux nicheurs présents dans les arbres tout en assurant la sécurité des riverains et la réalisation des projets du territoire.

Les signataires s'engagent également à :

- Appliquer le protocole d'abattage d'arbre et les fiches actions situé en Annexe III. Ainsi, éviter autant que possible tout dérangement lors des périodes sensibles de présence de ces espèces dans les arbres favorables ou occupés du 15 octobre au 15 mars et du 15 mai à la fin août ;
- S'assurer de la bonne prise en compte de la problématique faune sauvage protégée dans les études d'impact des projets ;
- Saisir l'association GEPMA en cas de présence de chauves-souris constatée ou de doute sur la mise en œuvre d'interventions de gestion ou d'abattage sur des arbres à fort enjeu chiroptérologique, c'est-à-dire favorable à l'installation des chauves-souris ;
- Saisir l'association LPO en cas de présence de nids sur des arbres destinés à être abattus ;
- Informer et former leur personnel sur les enjeux chiroptérologiques et ornithologiques présents au niveau des arbres ;
- S'efforcer de soutenir ou de mettre en place des actions pédagogiques sur le thème de la faune sauvage arboricole afin de sensibiliser le grand public ;
- Faire connaître la charte et les documents techniques associés ;
- S'informer sur la protection réglementaire des chauves-souris, des oiseaux et de leurs habitats, ainsi que sur leur cycle biologique en se référant aux Annexes de la présente charte.



ARTICLE 4 - SUIVI DE LA CHARTE, CREATION D'UN COMITE DE COORDINATION

La présente charte est établie pour une durée de un an à compter de sa signature et sera renouvelée tous les ans par tacite reconduction.

Un comité de coordination sera créé avec la participation de tous les signataires et se réunira une fois par an ; il aura pour vocation d'être un lieu d'échange entre les différents partenaires impliqués sur le territoire des collectivités signataires.

Une synthèse annuelle sera réalisée tous les ans afin d'informer les différents partenaires techniques et les signataires sur les actions et mesures de gestion mises en œuvre dans le cadre de cette charte, ainsi que sur les nouveaux signataires, etc.

PARTIES SIGNATAIRES

Charte signée le

Collectivités signataires :

La Ville de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg

Partenaires techniques de la charte :

Le GEPMA

La LPO Alsace



ANNEXES

ANNEXE 1 - RAPPEL DE LA PROTECTION REGLEMENTAIRE DES ESPECES ET DE LEURS HABITATS

ANNEXE 2 - RAPPEL SUR LE CYCLE BIOLOGIQUE DES ESPECES

ANNEXE 3 – PROTOCOLE D'ABATTAGE D'ARBRES

ANNEXE 4 - FICHES ACTIONS EXPLICATIVES



ANNEXE 1 - RAPPEL DE LA PROTECTION REGLEMENTAIRE DES CHAUVES-SOURIS, DES OISEAUX ET DE LEURS HABITATS

AU NIVEAU REGIONAL

LA LISTE ROUGE DES MAMMIFERES - ELABOREE PAR LE GEPMA

L'évaluation des différentes espèces s'est basée sur 46 000 données sur la période 2002 - 2012 figurant dans la base du GEPMA.

Au total, 77 espèces de mammifères ont été confrontées aux critères de l'UICN (cf. annexe 1). Parmi celles-ci, 11 espèces n'ont pas été soumises à l'évaluation et ont été affectées à la catégorie "Non applicable". Cette situation concerne les espèces introduites après 1500 et les espèces occasionnelles dans la région.

Conformément aux préconisations de l'UICN, ce document indique, pour chaque taxon évalué en catégorie NT, VU, EN ou CR, le ou les critères de l'UICN retenus.

Les catégories UICN pour la Liste rouge :

- *CR : En danger critique d'extinction*
- *EN : En danger*
- *VU : Vulnérable*

Autres catégories :

- *NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)*
- *LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)*
- *DD : Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes)*
- *NA : Non applicable. Espèce non soumise à évaluation car :*

(1) Espèce introduite en Alsace dans la période récente (après 1500) ;

(2) Espèce occasionnelle, non implantée en Alsace.

Chiroptères

Famille	*Nom scientifique*	Nom commun	Catégorie Liste rouge Alsace	Catégorie Liste rouge France (2009)	Catégorie Liste rouge Monde (2012)
Miniopteridae	*Miniopterus schreibersii* (Kuhl, 1817)	Minioptère de Schreibers	CR	VU	NT
Rhinolophidae	*Rhinolophus ferrumequinum* (Schreber, 1774)	Grand rhinolophe	NA[2]	NT	LC
Rhinolophidae	*Rhinolophus hipposideros* (Bechstein, 1800)	Petit Rhinolophe	EN	LC	LC
Vespertilionidae	*Barbastella barbastellus* (Schreber, 1774)	Barbastelle d'Europe	VU	LC	NT
Vespertilionidae	*Eptesicus nilssonii* (Keyserling & Blasius, 1839)	Sérotine de Nilsson	VU	LC	LC
Vespertilionidae	*Eptesicus serotinus* (Schreber, 1774)	Sérotine commune	VU	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis alcathoe* Helversen & Heller, 2001	Murin d'Alcathoe	DD	LC	DD
Vespertilionidae	*Myotis bechsteinii* (Kuhl, 1817)	Murin de Bechstein	NT	NT	NT
Vespertilionidae	*Myotis brandtii* (Eversmann, 1845)	Murin de Brandt	DD	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis daubentonii* (Kuhl, 1817)	Murin de Daubenton	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis emarginatus* (E. Geoffroy, 1806)	Murin à oreilles échancrées	VU	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis myotis* (Borkhausen, 1797)	Grand murin	NT	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis mystacinus* (Kuhl, 1817)	Murin à moustaches	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Myotis nattereri* (Kuhl, 1817)	Murin de Natterer	NT	LC	LC
Vespertilionidae	*Nyctalus leisleri* (Kuhl, 1817)	Noctule de Leisler	NT	NT	LC
Vespertilionidae	*Nyctalus noctula* (Schreber, 1774)	Noctule commune	NT	NT	LC
Vespertilionidae	*Pipistrellus kuhlii* (Kuhl, 1817)	Pipistrelle de Kuhl	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Pipistrellus nathusii* (Keyserling & Blasius, 1839)	Pipistrelle de Nathusius	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Pipistrellus pipistrellus* (Schreber, 1774)	Pipistrelle commune	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Pipistrellus pygmaeus* (Leach, 1825)	Pipistrelle pygmée	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Plecotus auritus* (Linnaeus, 1758)	Oreillard roux	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Plecotus austriacus* (J.B. Fischer, 1829)	Oreillard gris	LC	LC	LC
Vespertilionidae	*Vespertilio murinus* Linnaeus, 1758	Sérotine bicolore	DD	DD	LC

La Liste rouge des mammifères menacés en Alsace – Données ODONAT/GEPMA 2014

LES ARRETES PREFECTORAUX DU 15 MARS 2002 (BAS-RHIN) DU 21 MARS 2003 (HAUT-RHIN) PORTANT REGLEMENTATION DU BROYAGE DES HAIES ET DES VEGETAUX LIGNEUX SUR PIED - A L'INITIATIVE DE LA LPO ALSACE

« Sur l'ensemble des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, il est interdit à quiconque d'effectuer tous travaux (destruction, entretien) sur les haies pendant la période allant **du 15 mars au 31 juillet inclus.**

Est considérée comme haie : un petit groupe d'arbustes et d'arbres, de longueur et hauteur variables, de largeur faible (inférieure à 30m) enclavés dans des prairies, champs ou vignes. La haie peut être accolée à un élément fixe, linéaire du paysage (voie de communication, chemin, route, voie ferrée ou cours d'eau). »

AU NIVEAU NATIONAL

- LA LOI POUR LA PROTECTION DE LA NATURE DE 1976 :

La loi 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la Protection de la Nature et son décret d'application daté du 25 novembre 1977, ont fixé les principes et les objectifs de la politique de protection de la faune et de la flore sauvages en France. Cette loi a conduit à déterminer les espèces protégées en droit français, qui sont les espèces animales et végétales figurant sur les listes fixées par arrêtés ministériels, en application du code de l'environnement (L411-1 et 2). **Toutes les chauves-souris françaises sont intégralement protégées sur l'ensemble du territoire national.**

- L'ARRETE DU 23 AVRIL 2007 :

Il fixe la liste des **mammifères terrestres et des insectes protégés sur l'ensemble du territoire** et les modalités de leur protection.

Le code de l'environnement et ces arrêtés prévoient l'interdiction de porter atteinte aux spécimens de ces espèces et pour certaines, à leurs habitats de reproduction et de repos (la destruction de leurs gîtes est passible de sanctions pénales).

- L'ARRETE DU 29 AVRIL 2009 :

Il fixe la liste des **oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire** et les modalités de leur protection.

MESURES DE PROTECTION A L'ECHELLE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

- LA CONVENTION DE BERNE DU 19 SEPTEMBRE 1979 :

ratifiée par la France le 31 décembre 1989, précise que **toutes les espèces de chauves-souris**, à l'exception de la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), **doivent faire l'objet d'une protection stricte** (article 6, annexe 2), visant à accroître la pénalisation de toutes formes de capture, de détention et de mise à mort, de détérioration ou de destruction des sites de reproduction, ainsi que des actes significatifs de perturbation.

- L'ANNEXE IV DE LA DIRECTIVE EUROPEENNE FAUNE-FLORE-HABITATS (CE 92/43) DU 21 MAI 1992 :

Relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, elle reprend cette disposition en l'étendant à toutes les espèces de Chiroptères et en y adjoignant, pour les États-membres de l'Union Européenne, le contrôle effectif des facteurs de mortalité. Cette même Directive, par son annexe II, vise surtout à **protéger les habitats** - érigés depuis 2004 en réseau cohérent de sites baptisé « Natura 2000 » (Zones Spéciales de Conservation) - exploités par plusieurs espèces de chauves-souris désignées « d'intérêt communautaire », et qui, pour l'Alsace, sont au nombre sept : Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*), Grand Murin (*Myotis myotis*), Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), Murin de Bechstein (*Vespertilion de Bechstein*), Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*) et Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersii*).

- LA CONVENTION DE BONN (24 JUIN 1982) :

Elle vise la **conservation des espèces migratrices** appartenant à la faune sauvage. Les *Rhinolophidae* et les *Vespertilionidae* ont été inclus à l'annexe II en octobre 1985. Il s'agit d'espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et nécessite la conclusion d'accords internationaux pour leur conservation et leur gestion, ainsi que celles dont l'état de conservation bénéficierait d'une manière significative de la coopération internationale qui résulterait d'un accord international. L'accord sur la conservation des Chiroptères en Europe a été signé par la France le 10 décembre 1993 et exige des parties signataires de tenir compte d'obligations fondamentales (annexe IV et V) et notamment de prendre des mesures appropriées en vue d'encourager la conservation des chauves-souris.

Extrait de la Convention de Bonn Article IV - Obligations fondamentales

" 1. Chaque partie devra interdire la capture délibérée, le détention ou la destruction des chauves-souris sauf lors des autorisations des instances compétentes.

2. Chaque partie identifiera les sites qui, dans sa zone de juridiction, sont importants pour l'état de la conservation des chauves-souris, y compris les gîtes et les abris. Elle doit protéger ces sites des dommages ou des dérangements en tenant compte si nécessaire des considérations économiques et sociales. En plus, chaque partie doit s'efforcer d'identifier et de protéger des dommages et des dérangements des biotopes de chasse importants pour les chauves-souris.

3. Lors de la décision des habitats à protéger pour des raisons de conservation générale, chaque partie donnera une juste pondération aux habitats importants pour les chauves-souris.

4. Chaque partie prendra les mesures appropriées pour promouvoir la conservation des chauves-souris et la conscientisation publique de l'importance de leur protection.

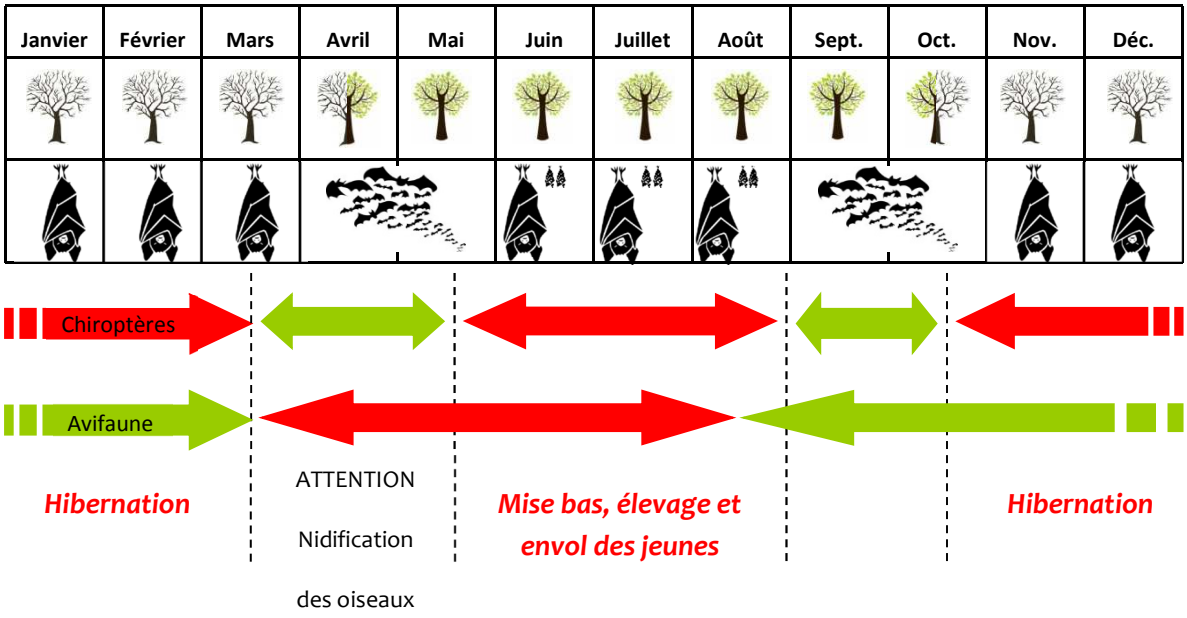
5. Chaque partie devra attribuer à un collège approprié les responsabilités de conseils de conservation et de gestion sur son territoire, particulièrement par rapport aux chauves-souris dans les bâtiments. Les parties devront échanger des informations sur leurs expériences en ce domaine.

6. Chaque partie devra prendre les mesures additionnelles qu'elle jugera nécessaire pour la sauvegarde des populations de chauves-souris qu'elle identifie comme étant sujettes aux menaces et devra se référer à l'article IV pour les actions entreprises.

7. Chaque partie devra, de façon appropriée, promouvoir des programmes de recherche relatifs à la conservation et à la gestion des chauves-souris. Les parties devront se consulter sur de tels programmes et s'efforcer de coordonner ces recherches et programmes de conservation.

8. Chaque partie devra, partout où il convient, lors de l'inventaire des pesticides à utiliser, considérer les effets potentiels des pesticides sur les chauves-souris et devra s'efforcer de remplacer les produits chimiques de traitement des bois, très toxiques pour les chauves-souris, par des alternatives moins nocives. "

ANNEXE 2 - RAPPEL SUR LE CYCLE BIOLOGIQUE DES ESPECES



Période proscrite pour les abattages

Période favorable pour les abattages

(Source : Adine HECTOR (Eurométropole de Strasbourg) Synthèse d'après plusieurs sources bibliographiques et dires d'experts)

Attention : Autant l'entrée en léthargie dépend du nombre de jours passés sous 10-12°C autant la sortie de léthargie est très variable suivant les années.

➔ *Le GEPMA enverra un message à tous les partenaires si les conditions météorologiques sont exceptionnellement défavorables ne permettent pas de tenir compte de ce calendrier.*

PERIODE HIVERNALE : L'HIBERNATION (MI-OCTOBRE A MI-MARS)

La baisse des températures et la diminution de la quantité de nourriture disponible (insectes) annoncent aux chiroptères la venue de l'hibernation. La majorité des espèces françaises ne migrent pas (la Pipistrelle de Nathusius est migratrice). Les réserves de graisse accumulées durant l'automne leur permettent de passer cette période hivernale au ralenti en léthargie.

Vers la mi-octobre, les chauves-souris rejoignent leur gîte d'hivernage et entrent en hibernation. La température du corps se maintient au niveau de celle de l'air ambiant, voire légèrement supérieure (0 à 10°C). Le rythme cardiaque diminue (passant de 400 à environ 10 battements par minute) et la respiration se ralentit. Ce sommeil peut être interrompu si la température dans le gîte est trop basse (< 0°C) ou par des dérangements intempestifs. Ainsi, un gîte d'hivernage favorable pour les chauves-souris doit rassembler certaines conditions : une température fraîche et constante (5 à 11°C), être à l'abri du gel, un taux d'humidité très important (80 à 100%) afin d'éviter la déshydratation des ailes, une obscurité complète, peu ou pas de courant d'air et un dérangement nul. De cette façon, les cavités arboricoles, constituent des gîtes adéquats pour passer l'hiver.

Les individus sont extrêmement sensibles à cette période de l'année. Un ou plusieurs réveils successifs ou le besoin de changer de gîte peuvent leur être fatal.

PERIODE PRINTANIERE : TRANSIT PRINTANIER (MI-MARS A MI-MAI)

Le radoucissement des températures en mars provoque le réveil des chauves-souris qui reprennent alors leur activité. Chez les femelles, l'ovulation puis la fécondation ont lieu peu après le réveil et entraînent une période de gestation qui varie selon les espèces (de 55 à 75 jours).

Les animaux se déplacent alors vers leurs gîtes de mise-bas. Les femelles forment ainsi des colonies. Alors que les mâles et les immatures rejoignent leur site d'estivage. Les individus peuvent occuper momentanément divers gîtes de transit. Ces déplacements sont généralement peu importants mais peuvent prendre un caractère migratoire marqué chez certains chiroptères. A l'inverse, certaines populations sont sédentaires, utilisant un même (ou plusieurs) gîte(s) tout au long de l'année, quand celui-ci présente les caractéristiques thermiques adéquates.

Il s'agit aussi du début de la période de nidification des oiseaux donc une période très sensible pour ces populations.

PERIODE ESTIVALE : GESTATION, MISE-BAS ET ELEVAGE DES JEUNES (MI-MAI JUIN A FIN AOUT)

Les femelles se regroupent en colonies de parturition pouvant compter jusqu'à plusieurs centaines d'individus selon les espèces. Pour la mise-bas, elles recherchent des gîtes caractérisés par une température douce relativement constante nécessaire à la survie des jeunes très sensibles au froid, l'absence de courants d'air, de lumière et de dérangement. Ainsi, les espèces arboricoles s'installent dans des anfractuosités des arbres de formes et à orientation bien caractéristiques.

Lorsque la gestation arrive à son terme, les naissances se déroulent au sein de la colonie durant plusieurs jours ou semaines. Les femelles donnent naissance à un ou deux petits qui naissent nus et aveugles. Ils sont allaités comme tous les mammifères. Ils sont souvent rassemblés en crèche, ce qui permet aux femelles de s'absenter plusieurs heures pour chasser. A l'âge de quelques jours, ils se déplacent en marchant et, 3 à 5 semaines plus tard, peuvent effectuer leur premier vol. Les petites espèces (Pipistrelles) se développent plus vite que les grandes (Noctules). Le sevrage effectué, les femelles quittent le gîte de mise-bas alors que les jeunes y demeurent plus tardivement.

Tout au long de cette période, les mâles adultes et les animaux immatures sont exclus des colonies maternelles et passent l'été isolément ou en petits groupes dans des gîtes appropriés.

Les jeunes oiseaux commencent leur apprentissage de vol mais ne quittent réellement le nid qu'en plein été et selon les espèces.

PERIODE AUTOMNALE : TRANSIT AUTOMNAL ET ACCOUPLEMENTS OU SWARMING (DEBUT SEPTEMBRE A MI-OCTOBRE)

Mâles et femelles se retrouvent dans les gîtes d'estivage des mâles ou dans des gîtes intermédiaires où ont lieu les accouplements. Ils peuvent se poursuivre dans les gîtes d'hibernation jusqu'à l'entrée en léthargie. Le sperme reste stocké tout l'hiver dans l'appareil génital des femelles. L'ovulation entraînant la fécondation s'effectue au printemps, au sortir de la période de sommeil.

A cette époque, les animaux qui regagnent leurs gîtes d'hibernation, fréquentent temporairement des sites très variés qui ne sont pas occupés de façon traditionnelle d'une année à l'autre. Des séances de chasse intensive permettent aux chauves-souris de constituer un maximum de réserves de graisse indispensables à leur survie lors de l'hibernation. Les habitats de chasse sont très variables suivant les espèces et au cours de la saison. Cependant, la présence d'eau et de végétation plus ou moins dense (forêts, haies, prairies) est importante.



ANNEXE 3 – PROTOCOLE D'ABATTAGE D'ARBRES AVEC DIAGNOSTIC CHIROPTERES ET OISEAUX

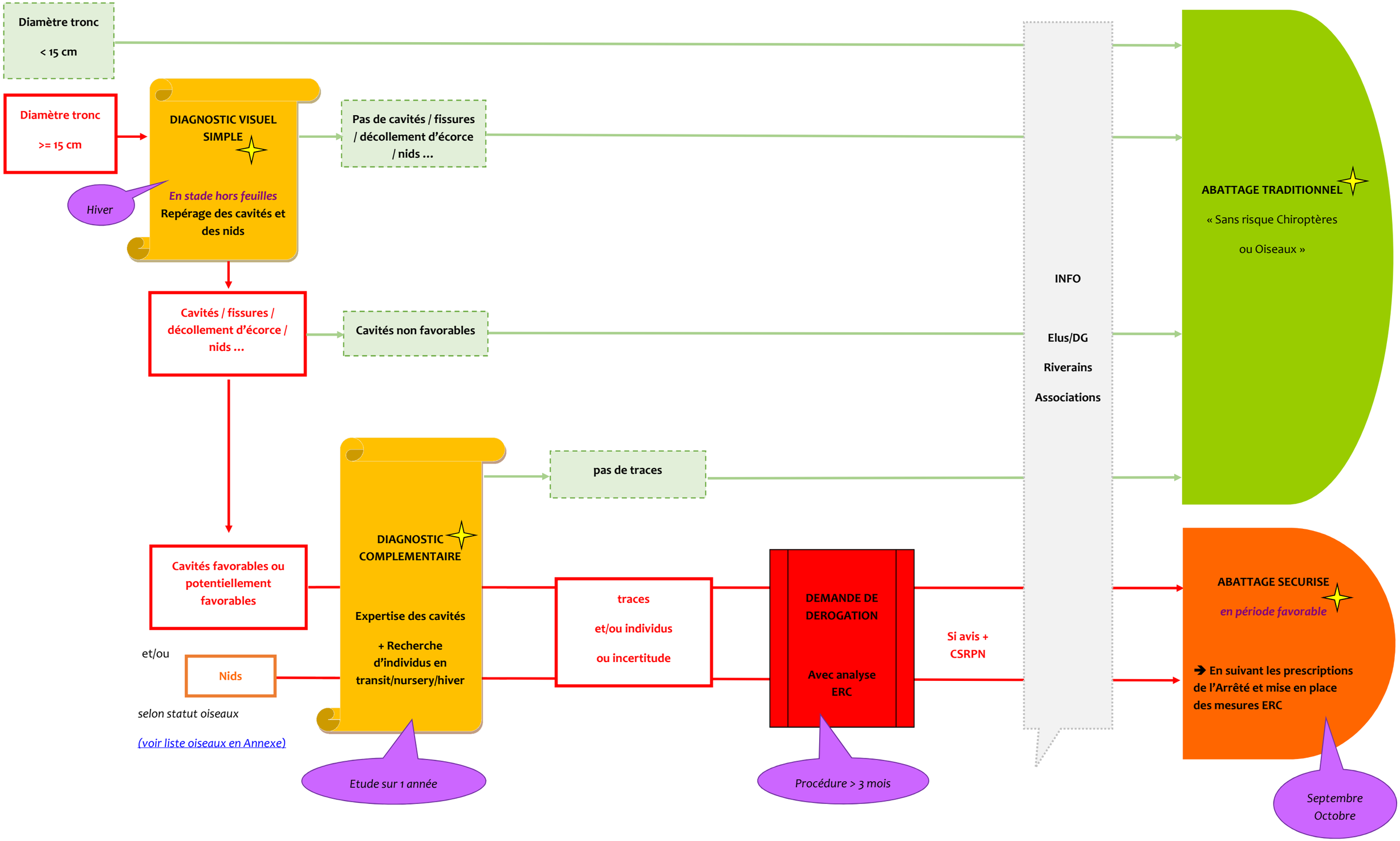
3 LOGIGRAMMES REPRESENTANT LE PROTOCOLE D'ABATTAGE SUIVANT LA SITUATION

- PROGRAMME DE GESTION OU D'AMENAGEMENT

- URGENCE SIMPLE < 3 MOIS

- URGENCE IMPERIEUSE < 3 JOURS ➔ **SI ENJEU SECURITE DE PERSONNE UNIQUEMENT**

Protocole d'abattage d'un arbre dans le cadre d'un **programme d'entretien** ou d'un **projet d'aménagement**



Protocole d'abattage d'un arbre dans le cadre d'une situation d'**urgence simple < 3 mois**

Diamètre tronc

< 15 cm

Diamètre tronc

>= 15 cm

DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE

Quelle que soit la période

Repérage des cavités et des nids

Pas de cavités / fissures / décollement d'écorce / nids …

Cavités / fissures / décollement d'écorce / nids …

Cavités non favorables

Cavités favorables, potentiellement favorables ou peu de visibilité (lierre, …)

Et/ou

Nids

selon statut oiseaux

(voir liste oiseaux en Annexe)

Après avoir étudié la possibilité d'/de

EVITER

Boucler un périmètre de protection

REDUIRE

Elaguer les parties qui posent problème si pas de cavités :

le houppier ou la branche dangereuse (si cavités préservées sur le tronc)

Afin de pouvoir attendre la période favorable d'abattage

Appel

GEPMA ou LPO

Fiche info

DREAL

DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE

Expertise des cavités

+ Recherche d'individus transit / nursery

pas de traces

traces et/ou individus ou incertitude

INFO

Elus/DG

Riverains

+ ECHANGES

LPO/

GEPMA

DREAL

ABATTAGE TRADITIONNEL

« Sans risque Chiroptères ou Oiseaux »

ABATTAGE SECURISE

Quelle que soit la période

➔ Abattage avec précautions tant que techniquement possible

Vérification des cavités !!!

➔ Si espèce protégée présente :

Appel Associations pour récupération animaux

<u>Puis</u> :

Dossier dérogation compensation

Protocole d'abattage d'un arbre dans le cadre d'une situation d'**urgence impérieuse < 3 jours**

Diamètre tronc

< 15 cm

Diamètre tronc

>= 15 cm

DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE

Quelle que soit la période

Repérage des cavités et des nids

Pas de cavités / fissures / décollement d'écorce / nids …

Cavités / fissures / décollement d'écorce / nids …

Cavités non favorables

Cavités favorables ou potentiellement favorables

et/ou

Nids

occupés ?

selon statut oiseaux

(voir liste oiseaux en Annexe)

Après avoir étudié la possibilité d'/de

EVITER

Boucler un périmètre de protection

REDUIRE

Elaguer les parties qui posent problème si pas de cavités :

le houppier ou la branche dangereuse (si cavités préservées sur le tronc)

Afin de pouvoir attendre la période favorable d'abattage

INFO

Elus/DG

Riverains

+ ECHANGES

LPO/GEPMA

DREAL/ONCFS

ABATTAGE TRADITIONNEL

« Sans risque Chiroptères ou Oiseaux »

ABATTAGE SECURISE

Quelle que soit la période

➔ Abattage avec précautions tant que techniquement possible

Vérification des cavités !!!

➔ Si espèce protégée :

- Appel Associations pour récupération animaux

Puis :

- **Dossier dérogation**
- **Compensation**



ANNEXE 4 - FICHES ACTIONS EXPLICATIVES

- DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE ET DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE

- DEMANDE DE DEROGATION

- ABATTAGE SECURISE

- SAUVETAGE

- CALENDRIER

- FAVORABILITE DES ARBRES

- COMPENSATIONS POSSIBLES

DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE ET DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE

DIAGNOSTIC VISUEL SIMPLE

Idéal en Hiver

***En stade hors feuilles* : repérage des cavités et des nids**

Méthodologie : à vue avec jumelles depuis sol

Par gestionnaire/agent formé



Photo : Adine HECTOR



Photo : Suzel HURSTEL - LPO

DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE

Sur 1 an

Expertise des cavités + Recherche d'individus transit / nursery

Méthodologie : de près avec échelle/nacelle/corde

Par expert faune formé

Avec miroirs/marteau à détection sonore/ endoscope/caméras thermiques (pas l'hiver)/inventaires au détecteur (pas l'hiver) ;

- en journée pour détecter chiros dans les arbres



Photo : Hélène CHAUVIN - GEPMA





Photo : Adine HECTOR

DEMANDE DE DEROGATION

Il est possible, dans certaines conditions, de solliciter une dérogation à la stricte protection des espèces.

Ainsi, trois conditions sont strictement nécessaires pour qu'une dérogation soit accordée :
1. que le projet corresponde à l'un des 5 cas mentionnés au 4° de l'article L411-2 ;

2. qu'il n'y ait pas d'autre solution satisfaisante ayant un moindre impact ;

3. que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

Pour être éligibles à une dérogation à la protection des espèces les projets doivent être réalisés suivant un des cinq objectifs suivants (article L411-2, 4°) :

1. Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

2. Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

3. Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

4. A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;

5. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens ;

FORMULAIRES CERFA TELECHARGEABLES :

*- destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614*01)*

*- capture de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616*01)*

*- transport en vue de relâcher dans la nature de spécimens d'espèces animales protégées (n° 11630*02)*

*- transport de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa 11629*02)*

ABATTAGE SECURISE

Synthèse des préconisations d'abattage sécurisé :

VEILLE OU JOURS PRECEDANT DE L'ABATTAGE :

SI PRESENCE D'INDIVIDUS OU PRESENCE FORTEMENT SUSPECTEE

- Empêcher retour au gîte en équipant les cavités de systèmes anti-retour (phases de transit uniquement)

Soit entre mi-mars et mi-mai ou septembre et mi-octobre

➔ *Attention : ne pas boucher les cavités en été (les jeunes ne peuvent voler)*

LORS DE LA DECOUPE :

SI PRESENCE DE CHAUVES-SOURIS OU PRESENCE FORTEMENT SUSPECTEE

➔ *PRESENCE EVENTUELLE D'UN EXPERT CHIROPTEROLOGUE*

- Protection de la cavité en tronçonnant en dessous et largement au-dessus des ouvertures et en un minimum de tronçons.

- Démontage et dépose en douceur jusqu'au sol avec des systèmes de rétention (selon possibilités sur le terrain : effet airbag grâce au houppier, intervention d'élagueurs-grimpeurs, utilisation d'une grue, d'élingues avec cabestan).

- Inspection des fûts couchés et des charpentières une fois au sol et avant dégagement

➔ *Laisser les éléments au sol avec les cavités vers le haut et loin du chantier au moins 1h si cavités et suspicion de présence ou investigation du tronc au sol*



Source : Les Chauves-souris et les arbres (Groupe Genevois pour l'Etude et la Protection des Chauves-souris)





Photo : Laurent Arthur - Muséum Bourges

Charte pour la prise en compte des chiroptères et des oiseaux nicheurs

SAUVETAGE

SI INDIVIDUS TROUVES :

➔ Mise à l'écart des tronçons concernés (> 20 m de distance) :

- en période favorable : laisser les éléments coupés avec les cavités vers le haut afin que les individus s'envolent par eux même ;
- en période défavorable : boucher les cavités en attendant l'arrivée du chiroptérologue ou mettre les individus sortis dans une boite en carton perforée ou un sac en tissus ;

➔ Eviter de toucher aux individus mais si besoin de les manipuler alors porter des gants.

➔ Appel des associations concernées :

Centre Faune Sauvage : 03 88 04 42 12

GEPMA : 03 88 22 53 51

LPO : 03 88 22 07 35



Photo : Hélène CHAUVIN, GEPMA

FAVORABILITE DES ARBRES

- **Essence :**

Toutes les essences peuvent potentiellement être utilisées mais majoritairement les **feuillus**

Chênes, Hêtres, Peupliers, Frênes, Platanes, …

Quelques résineux : *Pin sylvestre*

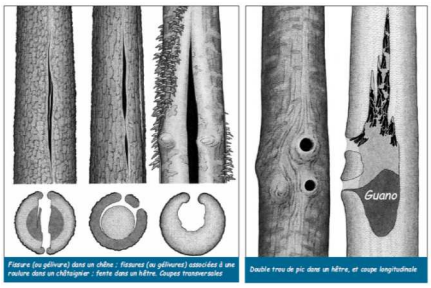
- **Age :** + arbre **âgé** + favorable
- **Diamètre :** > 15 cm et charpentières > 5 cm
- **Cavités :**

anciens trous de pics - cavités issues de pourriture (caries / ancienne insertion de branche) - cavités issues d'insectes saproxylophages, fissures étroites / fentes / gélivures (1-2 cm de marge et 5 cm de long) - blessures / branche cassée / étêtage - arbre foudroyé - décollement d'écorces favorable - bourrelet cicatriciel.

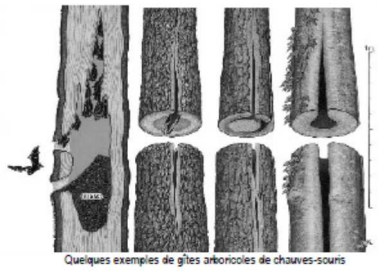
hautes dans l'arbre - toutes orientations - entrée étroite et gros volume interne - sous la couronne - pas de cavités ouvertes vers le ciel sauf si remonte vers le haut à l'intérieur - écorce lisse et sans mousse autour du trou d'accès.

- **Mode d'entretien :** houppier étalé, présence de lierre dense
- **Indices de présence :** cris, crottes au sol, coulures sur le tronc, cris

➔ **Cavités non favorables : grosses ouvertures, cavité de faible profondeur, ouverture vers le haut, …**



Source : Les Chauves-souris et les arbres – Connaissance et protection – SFEPM


Quelques exemples de gîtes arboricoles de chauves-souris

Source : Opération refuges pour les Chauves-souris – Guide technique - SFEPM

Les caractéristiques des arbres et des gîtes à favoriser au sein d'un peuplement

L'arbre	Essence et vitalité	Feuillus vivants ou dépérissants	Grande diversité d'essences utilisée Chênes nettement préférables aux autres feuillus
		Résineux dépérissants ou morts sans écoulement de résine	Chandelle, écorces décollées Pins préférables aux autres résineux
	Diamètre	Petits bois*	
		Bois moyens*	
		Gros bois et très gros bois*	
	Statut	Dominant	
	Forme du houppier	Etalé	
Le gîte	Cavité (trous de pics préférés aux cavités issues de pourriture type caries)	Support : grosses branches creuses ou charpentières ou tronc	Cavité haute dans l'arbre préférable à une cavité basse
		Cavité spacieuse	Si cavité à volume important et entrée étroite (compromis avec la hauteur dans l'arbre)
	Fente	Fissure étroite (liée au vent par exemple) Ecorce décollée Gélivures* Blessures Arbre foudroyé	Si entrée étroite et gros volume interne

Très favorable — Favorable — Peu favorable

Source : Gestion forestière et préservation des Chauves-souris (Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels)

s

PISTES DE MESURES EVITER-REDUIRE-COMPENSER

MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE MESURES PREVENTIVES :

- Application des protocoles en régie
- Intégration des protocoles dans les cahiers des charges pour les projets urbains
- Formation de référents chiroptères
- Sensibilisation des élus et du grand public

IDENTIFICATION DE MESURES COMPENSATOIRES :

- de préférence à proximité de l'habitat détruit, garantir un ilot de sénescence en forêt
- Augmenter la durée d'exploitation (150 ans à 180 ans)
- Préservation d'un réseau d'arbres gîtes : Politique maintien arbres creux >>> 2 arbres /ha
- Acquisition d'alignement d'arbres en bord de cours d'eau
- Plantation d'arbres (avec choix des essences)
- Soutien financier du centre de soins si des individus (nombre à déterminer) sont pris en charge
- protection de secteurs (maintien de bois morts) interdits au public même sur l'espace public par un arrêté

➔ **Combinaison de ces différentes mesures.**

MISE EN ŒUVRE DES MESURES COMPENSATOIRES :

- Réalisation dans les temps imparti de l'Arrêté ou dans l'année en amont des procédures d'aménagement
- Intégration dans la logique Trame Verte et Bleue de l'Eurométropole
- Bilan global des mesures compensatoires et de l'application du protocole tous les ans
- Réaliser un suivi des mesures compensatoires dans la durée

+ MESURES D'ACCOMPAGNEMENT :

- Installation de nichoirs adaptés selon espèces sur arbres et bâtiments
- Protection réglementaire dans le document d'urbanisme (surtramage de protection de l'état boisé)

LISTE OISEAUX NICHEURS MENACES D'ALSACE

Voir : http://www.faune-alsace.org/index.php?m_id=20163

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 22 DECEMBRE 2017

Point n° 22 Charte pour la prise en compte des Chiroptères et des Oiseaux nicheurs dans la gestion et l'entretien du patrimoine arboré et l'aménagement du territoire de l'Eurométropole

Pour

90

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, QUEVA-Michèle, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAHIN-Meliké, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine

Contre

0

Abstention

0

Point 22 de l’ordre du jour :

Charte pour la prise en compte des Chiroptères et des Oiseaux nicheurs dans la gestion et l’entretien du patrimoine arboré et l’aménagement du territoire de l’Eurométropole

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 90 + 1

Contre : 0

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

<u>Observation</u> :

Le boîtier de Monsieur Roland RIES était défectueux alors qu’il souhaitait voter POUR.

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Convention d'objectifs 2018-2020 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association ATMO Grand-Est pour l'étude et la surveillance de la pollution atmosphérique.

ATMO Grand Est est un organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air au titre du Code de l'environnement (livre II, titre II) codifié aux articles L 221-1, L 221-2, L 221-3, L 221-4 et L 221-5 dudit Code.

Elle assure pour l'ensemble de la Région Grand Est la surveillance au quotidien des niveaux de pollution de l'air grâce à un réseau de capteurs, en diffuse l'information en permanence et assure également une mission d'alerte des autorités et du public notamment en cas de pic de pollution atmosphérique.

ATMO Grand Est établit un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui a été approuvé pour 5 ans par son Conseil d'administration, pour la période s'étendant de 2017 à 2021. Ce programme, dont les principales orientations sont présentées en annexes à la présente délibération, a également été approuvé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le PRSQA d'ATMO Grand Est comprend 5 axes de travail :

- Axe A : répondre aux besoins d'observation
- Axe B : déployer une expertise et des outils au service de l'action
- Axe C : s'engager sur les thématiques émergentes
- Axe D : développer une communication mobilisatrice et innovante
- Axe E : réussir le PRSQA

Le financement d'ATMO Grand Est est assuré à plus de 80 % par :

- l'octroi de subventions de fonctionnement général pour l'Etat (collège 1) et pour les collectivités territoriales (collège 2) ;
- des cotisations et dons libératoires de Taxes Générales sur les Activités Polluantes pour les représentants des activités économiques (collège 3) ;

A noter que les associations et les personnalités qualifiées (collège 4) ne participent pas financièrement mais votent à parité avec les trois collèges financeurs.

Par ailleurs, pour les membres d'ATMO Grand Est, il est possible de subventionner des **programmes particuliers d'exploitation de données ou d'amélioration de connaissances** proposés par l'association dans son programme annuel d'activité.

Convention d'objectifs 2018-2020

Considérant que les actions d'ATMO Grand Est poursuivent un but d'intérêt général, qu'elles revêtent un intérêt public local au bénéfice des habitants de l'Eurométropole et que ces actions sont compatibles avec sa compétence en matière de protection de l'environnement prévue par les dispositions de l'article L5215-20 du Code général des collectivités territoriales, l'Eurométropole de Strasbourg confirme son souhait de poursuivre sa contribution à l'association.

Engagée dès 1976 auprès de l'association, lorsque le conseil de communauté du 25 novembre a approuvé l'adhésion de la communauté urbaine de Strasbourg à l'Association pour l'étude et la Surveillance de la Pollution atmosphérique en Alsace (ASPA devenu ATMO Grand Est au 1er janvier 2017), l'agglomération s'appuie encore d'avantage sur l'expertise d'ATMO Grand Est depuis que l'Eurométropole de Strasbourg a vu sa compétence renforcée sur le thème de l'air, notamment la lutte contre la pollution de l'air (1er janvier 2015).

Dans ce contexte, la présente convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et ATMO Grand Est a pour objectif de consolider et inscrire cette collaboration dans une convention d'objectifs 2018-2020 en rapport avec le territoire et les compétences de l'Eurométropole.

Ainsi l'Eurométropole contribue au financement de l'association :

- par une subvention de fonctionnement permettant la mise en œuvre du PRSQA.

- par une subvention aux investissements d'équipements de l'association qui vise en particulier le renouvellement du matériel de mesure de polluants d'âge moyen supérieur à 15 ans, le renouvellement d'équipements connexes comme des cabines de mesures âgées de plus de 23 ans, le renouvellement d'équipements et matériels informatiques et l'acquisition d'équipements informatiques et de logiciels spécifiques.

- par une subvention de projet pour accompagner techniquement et scientifiquement l'Eurométropole dans le projet **Strasbourg, Ville et Métropole respirables** (programme décrit en annexe 2 à la présente délibération) notamment sur les enjeux :

    - Communication et éducation à l'environnement
    - Préfiguration de la zone de circulation restreinte
    - Gestion dynamique des flux de véhicules en fonction de la qualité de l'air
    - Soutien à la démarche « agro-écologie » : animation territoriale
    - Carte stratégique de la qualité de l'air
    - Réalisation d'une OAP « air-climat-énergie » du PLUi
    - Développement du recours aux audits air-énergie

- par une subvention de projet au projet transfrontalier ATMO VISION (décrit en annexe 3) porté par ATMO Grand Est qui permettra d'expérimenter sur l'agglomération de nouveaux appareils de mesure portables de la qualité de l'air (Microcapteurs)

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs sera mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention. Lors du Comité de suivi, les partenaires passeront en revue les projets et les indicateurs définis avec ATMO Grand Est.

La convention d'objectifs décrivant les modalités de l'intervention de l'Eurométropole est disponible en annexe à la présente délibération. Sur cette base, une convention financière détaillant le programme de travail annuel sera proposée chaque début d'année à la commission permanente.

Ainsi, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole s'élève à 710 465 € sur la période 2018 - 2020 :

- 155 265 euros nets de taxes par an pour le budget de fonctionnement général
- 14 890 euros nets de taxes par an pour le budget d'investissement
- 30 000 euros nets de taxes par an pour le programme Strasbourg Ville et Métropole respirables
- 110 000 euros nets de taxes pour l'expérimentation de microcapteurs sur l'agglomération (2018 / 2020) en participant au projet transfrontalier ATMO VISION porté par ATMO Grand Est.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention d'objectifs 2018-2020 entre l'Eurométropole de Strasbourg et ATMO Grand Est ;

décide

de l'établissement de conventions financières annuelles, soumis à la commission permanente, dont le programme de travail est fondé sur les orientations établies dans la convention d'objectifs ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention d'objectifs, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs dans le respect des enveloppes précitées.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2018-2020

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, et

  ATMO Grand Est, association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique, inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Schiltigheim sous le Volume 46, Folio n°67, et dont le siège est situé 5 rue de Madrid 67300 Schiltigheim, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-François HUSSON

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 22 décembre 2017.

Préambule

ATMO Grand Est est un organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air au titre du Code de l'environnement (livre II, titre II) codifié aux articles L 221-1, L 221-2, L 221-3, L 221-4 et L 221-5 dudit Code. Dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale de la République, ATMO Grand Est est issue de la fusion entre l'ASPA et les associations ATMO Champagne-Ardenne et AIR Lorraine, depuis le 1er janvier 2017.

Son programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) a été approuvé pour 5 ans par son Conseil d'administration, pour la période s'étendant de 2017 à 2021. Ce programme d'orientation a également été approuvé par le ministère chargé de l'écologie et du développement durable. Il comprend 5 axes de travail :

- Axe A : répondre aux besoins d'observation
- Axe B : déployer une expertise et des outils au service de l'action
- Axe C : s'engager sur les thématiques émergentes
- Axe D : développer une communication mobilisatrice et innovante
- Axe E : réussir le PRSQA

Le financement d'ATMO Grand Est est assuré à plus de 80% par :

- l'octroi de subventions de fonctionnement général pour l'Etat (collège 1) et pour les collectivités territoriales (collège 2) ;
- des cotisations et dons libératoires de Taxes Générales sur les Activités Polluantes pour les représentants des activités économiques (collège 3) ;
- à noter que les associations et les personnalités qualifiées (collège 4) ne participent pas financièrement mais votent à parité avec les trois collèges financeurs.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Par ailleurs, pour les membres d'ATMO Grand Est, il est possible de subventionner des programmes particuliers d'exploitation de données ou d'amélioration de connaissances proposés par ATMO Grand Est dans son programme annuel d'activité.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et ATMO Grand Est définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de la qualité de l'Air

Considérant que les actions de l'association poursuivent un but d'intérêt général, et revêtent un intérêt public local au bénéfice des habitants de l'Eurométropole et que ces actions sont compatibles avec sa compétence en matière de protection de l'environnement prévue par les dispositions de l'article L5215-20 du Code général des collectivités territoriales, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite contribuer au fonctionnement et poursuivre un partenariat avec ATMO Grand Est sur des programmes proposés par ATMO Grand Est en rapport avec le territoire et les compétences de l'Eurométropole.

Article 4 : le projet associatif

L'Eurométropole de Strasbourg est membre d'ATMO Grand Est dont les missions principales s'inscrivent dans l'objet de ses statuts :

- Mettre en œuvre sur le territoire d'agrément les dispositions légales et réglementaires de surveillance et d'évaluation de la qualité de l'atmosphère (air et climat) et de suivi et d'accompagnement des politiques associées.

- Organiser et mettre en œuvre dans la région Grand Est l'observation, la description, la prévision et l'analyse prospective des caractéristiques physico-chimiques et biologiques du compartiment atmosphérique aux différentes échelles (intérieur, locale, régionale, globale) et à travers une approche globale air-climat-énergie-santé.
- Contribuer à l'évaluation des expositions individuelles et collectives de la population et des écosystèmes et de leurs impacts sur la santé et l'environnement.
- Développer les outils et l'expertise nécessaire à l'orientation et l'évaluation des politiques locales et régionales de gestion de l'atmosphère et de ses déterminants.
- Valoriser et diffuser les résultats acquis.
- Informer, former et sensibiliser les parties prenantes dont les autorités et les publics.
- Promouvoir les technologies et actions en faveur de la qualité de l'atmosphère et de son évaluation. Accompagner l'innovation et le transfert.
- Réaliser ou participer, avec des organismes publics ou privés, à des études et des recherches contribuant au développement d'outils et de connaissances relatifs à la qualité de l'atmosphère (air/climat), de ses déterminants ainsi que de ses impacts sanitaires, environnementaux, économiques et sociaux aux différentes échelles.
- Développer dans ces domaines des coopérations régionales, nationales, transfrontalières et internationales.

Article 5 : les objectifs partagés

La présente convention est conclue à titre *intuitu personae*. Aucune substitution n'est possible dans l'exercice des droits et obligations résultant de ces stipulations.

ATMO Grand Est prend l'engagement de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires pour atteindre ses objectifs, dans la conformité de son objet social.

Le soutien financier accordé par l'Eurométropole vise à soutenir la réalisation des actions définies dans la présente convention, sans porter préjudice à l'indépendance et l'autonomie tant décisionnelle que financière d'ATMO Grand Est.

➢ Objectifs généraux :

L'Eurométropole accepte d'apporter son soutien aux activités développées par ATMO Grand Est selon les 5 axes du Programme régional de surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA). Les actions prévues dans ce cadre sont annuellement présentées au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale d'ATMO Grand Est.

➢ Objectifs opérationnels :

L'Eurométropole s'engage à contribuer à soutenir des actions spécifiques d'amélioration des connaissances mises en œuvre par ATMO Grand Est sur le territoire de l'Eurométropole et qui pourront alimenter notamment la démarche *« Strasbourg, Ville et Métropole respirables (en 5 ans) »*, mises en œuvre avec le soutien financier et technique du ministère de la Transition écologique et solidaire.

ATMO Grand Est apportera sa contribution aux actions décrites ci-dessous relevant des programmes et opérations :

Strasbourg, Ville et Métropole respirables notamment vis-à-vis des enjeux :

- Communication et éducation à l'environnement
- Préfiguration de la zone de circulation restreinte
- Gestion dynamique des flux de véhicules en fonction de la qualité de l'air
- Soutien à la démarche « agro-écologie » : animation territoriale
- Carte stratégique de la qualité de l'air
- Réalisation d'une OAP « air-climat-énergie » du PLUi
- Développement du recours aux audits air-énergie

Plan Climat Air Energie Territorial en accompagnant la collectivité lorsque des données, indicateurs ou des expertises particulières seront nécessaires.

Mise en place d'une évaluation de l'impact du **fonds dédié au renouvellement des chauffages individuels au bois les plus anciens sur les émissions de polluants atmosphériques**, dispositif en cours de déploiement sur le territoire.

Urbanisme et qualité de l'air en fournissant à la collectivité une aide à la décision pour les projets situés en zone de vigilance vis-à-vis de la qualité de l'air, pour ses propres projets et dans le cadre de l'examen des enjeux sanitaires et environnementaux des autorisations d'urbanisme. A ce titre, l'expertise d'ATMO pourra être sollicitée dans le cadre d'évaluations de scénarii relatifs à la requalification des abords de l'A35.

Gestions des problématiques relatives aux odeurs. ATMO Grand Est a pour projet d'étendre un dispositif lorrain de traitement des nuisances olfactives à l'ensemble du Grand Est d'ici 2019. Ce dispositif pourrait se substituer au numéro de téléphone « Odeur » de l'Eurométropole de Strasbourg. ATMO Grand Est assurerait un traitement local de la plainte, une exploitation spécifique des données collectées propre au territoire de l'Eurométropole avec un rapportage statistique annuel.

Projets transfrontaliers et projets de recherche. ATMO Grand Est et l'Eurométropole collaborent régulièrement à des projets de recherche et/ou des projets transfrontaliers. Sur la durée de la convention, l'Agglomération de Strasbourg sera territoire d'expérimentation dans le cadre du projet transfrontalier ATMOVISION et du programme de recherche DINA-PRIMEQUAL.

ATMO Grand Est s'engage à produire chaque année toute information permettant d'apprécier, pour l'exercice en cours, l'exécution de son budget et l'évolution de sa trésorerie ainsi qu'un budget prévisionnel pour l'exercice à venir.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Pour l'exercice 2018, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole est fixée à :

- 155 265 euros nets de taxes pour le budget de fonctionnement général
- 14 890 euros nets de taxes pour le budget d'investissement
- 30 000 euros nets de taxes pour le programme *Strasbourg Ville Respirable*
- 70 000 euros nets de taxes pour le projet *ATMO VISION*

Pour l'exercice 2019, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole est fixée à :

- 155 265 euros nets de taxes pour le budget de fonctionnement général
- 14 890 euros nets de taxes pour le budget d'investissement
- 30 000 euros nets de taxes pour le programme *Strasbourg Ville Respirable*
- 20 000 euros nets de taxes pour le projet *ATMO VISION*

Pour l'exercice 2020, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole est fixée à :

- 155 265 euros nets de taxes pour le budget de fonctionnement général
- 14 890 euros nets de taxes pour le budget d'investissement
- 30 000 euros nets de taxes pour le programme *Strasbourg Ville Respirable*
- 20 000 euros nets de taxes pour le projet *ATMO VISION*

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 710 465 €

- Pour 2018, le montant de la subvention s'établit à : 270 155 €.
- Pour 2019, le montant prévisionnel s'élève à : 220 155 €
- Pour 2020, le montant prévisionnel s'élève à : 220 155 €

Les versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole et qui pourra tenir compte de la contribution des autres partenaires financeurs aux projets déployés par ATMO Grand Est.

Les montants ci-avant détaillés s'entendent hors investissement particulier de type « appareil de mesure des nanoparticules ». Les investissements relatifs à ce type d'équipement, s'ils sont confirmés, feront l'objet d'un dispositif financier ad hoc dont la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg reste à définir.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 7 : Destination de la subvention

ATMO Grand Est doit respecter l'interdiction de reverser à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres, sous forme de subvention ou de don, tout ou partie de la subvention annuelle reçue de l'Eurométropole.

En revanche et dans le respect de son objet, elle pourra adhérer à une autre association ou mutualiser ses moyens au sein d'un groupement d'associations de même type.

Article 8 : Contrôle par l'Eurométropole

Concernant les actions du programme d'actions d'amélioration des connaissances, ATMO Grand Est s'engage à produire le compte rendu financier prévu par la loi du 12 avril 2000 (précisé par l'arrêté du 11 octobre 2006) attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, dans les six mois suivant l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

ATMO Grand Est s'engage à produire le rapport moral et le rapport d'activité dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale.

En complément du rapport d'activité annuel, un document rendra compte des actions engagées sur l'exercice et présentera notamment une approche spécifique des éléments du programme d'activités entrant plus particulièrement dans la stratégie de l'Eurométropole de Strasbourg et justifiant l'engagement de la collectivité comme partenaire financier d'ATMO Grand Est.

Un contrôle financier pourra être effectué par l'Eurométropole à partir des documents comptables (bilan, compte de résultat et annexe, rapport du commissaire aux comptes) et des situations comptables (exécution budgétaire et trésorerie).

L'Eurométropole pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utiles tant directement que par des personnes ou des organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par ATMO Grand Est et du respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité, ainsi que pour examiner les pièces comptables et les registres obligatoires de l'association.

Article 9 : Calendrier des pièces à fournir

ATMO Grand Est fournira à l'Eurométropole, en application des articles précédents, les pièces suivantes :

- *avec la première demande d'acompte* : le budget de l'exercice approuvé par le conseil d'administration ainsi qu'un état prévisionnel de trésorerie pour l'année en cours ainsi qu'un bilan simplifié et un compte de résultat "probables" de l'exercice n-1,
- *au 1er septembre de l'exercice n* : le programme annuel d'activités, le budget prévisionnel et le montant de la subvention sollicitée pour l'année n+1,
- *un mois après leur approbation par l'assemblée générale* : le rapport moral et le rapport financier de l'exercice précédent, ainsi que le bilan, le compte de résultat et leurs annexes certifiés par le commissaire aux comptes de l'association,
- Au 1er octobre : un état d'exécution du budget de l'année en cours et un état de trésorerie.

L'absence de production de ces documents aux dates prévues entraînera le report du versement de la part correspondante de la subvention pour actions d'amélioration des connaissances et de l'instruction de la demande pour l'année suivante.

Article 10 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le-la Président-e de l'association,
- le-la Directeur-trice de l'association ou son-sa représentant-e,
- le Président ou son-sa représentant-e,
- les référents-es des directions et/ou services de l'Eurométropole,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique.

Article 11 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base soit des comptes rendus annuels d'activité de l'association soit, pour le programme Strasbourg Ville et Métropole respirables, des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 12 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 13 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 14 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 15 : Propriété des données

L'Eurométropole n'acquiert pas la propriété des données recueillies par ATMO Grand Est dans le cadre de sa mission de surveillance définie au Livre II Titre II du code de l'environnement.

L'Eurométropole, comme les autres membres d'ATMO Grand Est, garde cependant un accès privilégié à ces données et aux méthodes de leur collecte.

Les parties s'accordent pour considérer que :

- les données recueillies tombent dès, leur élaboration, dans le domaine public,
- les travaux intellectuels réalisés par ATMO Grand Est sont librement diffusables sur les supports d'information en mentionnant l'origine du financement ayant conduit à leur élaboration,
- ATMO Grand Est n'est en aucune façon responsable des interprétations et travaux intellectuels, publications diverses résultant des résultats de ses travaux et pour lesquels elle n'aurait pas donné d'accord préalable,
- L'Eurométropole n'acquiert pas, du fait de la convention, la propriété des méthodes et savoir-faire d'ATMO Grand Est.

Article 16 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 17 : Comptabilité

ATMO Grand Est s'engage à tenir une comptabilité répondant aux règles définies par le plan comptable des associations conformément à la loi et aux directives professionnelles.

Un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant seront nommés conformément aux dispositions du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Article 18 : Responsabilités, assurances

Les activités d'ATMO Grand Est sont placées sous sa responsabilité exclusive. ATMO Grand Est s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse être en aucune façon recherchée en responsabilité.

Article 19 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 20 : Obligations diverses - impôts et taxes

ATMO Grand Est prend l'engagement de se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, elle s'engage à assurer ses obligations fiscales et sociales, de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

Article 21 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 22 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 23 : Annexes

A cette convention sont jointes des annexes retraçant :

- la description du PRSQA 2017-2021 d'ATMO Grand Est,
- Convention particulière d'appui financier entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et le Ministère de la Transition écologique et solidaire pour le programme Strasbourg Ville et Métropole respirables
- Description du projet ATMO VISION
- fiche « indicateurs »
- fiche de suivi des indicateurs

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Jean-François HUSSON

ANNEXES à la

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2018-2020

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, et

ATMO Grand Est, association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique,

ANNEXES

ANNEXE 1 *: actions du programme régional de surveillance de la qualité de l'air*
ANNEXE 2 *: Convention particulière d'appui financier entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et le Ministère de la Transition écologique et solidaire pour le programme Strasbourg Ville et Métropole respirables*
ANNEXE 3 *: Description du projet ATMO VISION*
ANNEXE 4 : Fiche « indicateurs » du programme *Strasbourg Ville et Métropole respirables*
ANNEXE 5 *: Fiche de suivi des indicateurs du programme Strasbourg Ville et Métropole respirables*

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

ANNEXE 1 : actions du programme régional de surveillance de la qualité de l'air

A- Répondre aux besoins d'observation

L'optimisation des outils de la surveillance de la qualité de l'air

- ACTION 1 : Gérer et optimiser les outils de la surveillance de la qualité de l'air
- ACTION 2 : Evaluer les inégalités d'exposition
- ACTION 3 : Mieux connaître et hiérarchiser les sources de pollution
- ACTION 4 : Contribuer à la gestion des situations post-accidentelles

Une structuration des observatoires

- ACTION 5 : Adapter le dispositif interne d'alerte à la pollution
- ACTION 6 : Optimiser les inventaires Air Climat Energie
- ACTION 7 : Structurer l'observatoire régional de la qualité de l'air intérieur
- ACTION 8 : Co-construire un observatoire régional de la pollution allergo-pollinique
- ACTION 9 : Renforcer l'observatoire régional des produits phytosanitaires
- ACTION 10 : Harmoniser l'observatoire régional indépendant de mesures de la Radioactivité

B- Déployer l'expertise et des outils au service de l'action

Des outils d'accompagnement aux différentes échelles de territoire

- ACTION 11 : Alimenter le volet Air Climat Energie Santé des observatoires et bilans territoriaux
- ACTION 12 : Accompagner les plans et programmes publics
- ACTION 13 : Participer à l'élaboration des plans d'actions des acteurs privés des secteurs émissifs
- ACTION 14 : Contribuer à l'évaluation économique au service de l'action
- ACTION 15 : Contribuer au « Porter à connaissance »

Une interface Air-Santé à déployer

- ACTION 16 : Développer des bases de données au service des acteurs de la Santé
- ACTION 17 : Soutenir la prise en compte de l'air dans les plans Santé
- ACTION 18 : Accompagner l'amélioration de la qualité de l'air intérieur

C- S'engager sur les thématiques émergentes

Une veille et accompagnement sur les risques émergents

- ACTION 19 : Assurer une veille sur les enjeux déjà identifiés
- ACTION 20 : Accompagner les partenaires sur l'évaluation des thématiques émergentes identifiées

Une réponse aux demandes sociétales émergentes

- ACTION 21 : Identifier les demandes sociétales

Des démarches innovantes au service de l'évaluation de l'état de l'environnement

- ACTION 22 : Assurer une veille sur les technologies innovantes de surveillance
- ACTION 23 : Evaluer les potentialités des analyseurs connectés

D- Développer une communication mobilisatrice et innovante

L'animation d'un réseau d'acteurs

- ACTION 24 : Créer un réseau d'acteurs territoriaux

L'intégration de la communication dans l'ère numérique

- ACTION 25 : Répondre aux exigences réglementaires de diffusion
- ACTION 26 : Inscrire l'information sur l'atmosphère dans l'ère numérique
- ACTION 27 : Donner aux citoyens et aux décideurs les clefs de l'action
- ACTION 28 : Sensibiliser pour mobiliser

E- Réussir le PRSQA

Un système de management accompagnant

- ACTION 29 : Consolider le Système de Management Intégré
- ACTION 30 : Préparer aux métiers de demain

Ecouter, innover, collaborer

- ACTION 31 : Animer un réseau d'acteurs territoriaux alimentant la gestion territoriale de la qualité de l'atmosphère
- ACTION 32 : Favoriser l'innovation
- ACTION 33 : Développer des partenariats par des programmes nationaux, transfrontaliers et internationaux

Evolution du budget

- ACTION 34 : Identifier un modèle économique pérenne
- ACTION 35 : Objectifs budgétaires 2017 – 2021

ANNEXE 2 : Convention particulière d'appui financier entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et le Ministère de la Transition écologique et solidaire pour le programme Strasbourg Ville et Métropole respirables

Cf. Document joint

ANNEXE 3 : Description du projet ATMO VISION

Les produits d'Atmo-VISION seront de nouveaux outils à destination des institutions et administrations du Rhin supérieur, y compris des collectivités ou l'éduction, pour réduire la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.

• En premier lieu, les bases de données existantes sur la consommation et la production d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et les polluants de l'air, seront fusionnées au niveau du Rhin supérieur. En raison des différences méthodologiques pour certains secteurs d'activité, une harmonisation aura lieu. Une vaste enquête transfrontalière sur l'utilisation du chauffage au bois est prévue : c'est en particulier pour cette étude que le présent cofinancement de l'ADEME est sollicité. En parallèle, une liste d'actions à évaluer sera élaborée en lien avec les institutions et administrations partenaires du projet. L'impact de l'introduction des énergies renouvelables sera particulièrement pris en compte.

• La deuxième partie du projet comprend des mesures de pollution (particules et dioxyde d'azote, avec achat d'un nouveau préleveur de particules) ainsi que l'étude et le déploiement de microcapteurs pour faire ces mesures et des opérations de sensibilisation.

• La troisième partie du projet sera consacrée à la modélisation de la qualité de l'air avec 2 nouveaux modèles pour la zone : CAMx (modèle régional permettant de calculer l'origine de la pollution) et SIRANE (modèle haute résolution permettant de faire ressortir des points critiques).

• L'origine de la pollution sera calculée au sein de la quatrième partie du projet : origine géographique (locale, urbaine, régionale), mais aussi sectorielle (transports, résidentiel, tertiaire, industrie, agriculture) et énergétique (bois par exemple). L'impact transfrontalier des actions, nouvelles ou déjà planifiées, et listées au cours de la partie 1 du projet, sera également évalué dans cette partie.

• La cinquième partie du projet est dédiée à la communication et à la sensibilisation : conférences, opérations, création de supports, entre autres à destinations de relais – spécialistes ou enseignants – ou des collectivités. Une charte d'engagement pour l'atmosphère du Rhin Supérieur sera rédigée, avec définition d'objectifs de réduction de consommation d'énergie, d'utilisation d'énergies renouvelables et de réduction des émissions des organismes ratifiant la charte. Ces organismes seront mis en réseau afin d'échanger les expériences pour favoriser l'efficacité des actions.

Partenaires : ATMO Grand Est, LUBW, LHA, EIFER, RP Freiburg, LFU Rheinland-Pfalz, FIBOIS Alsace, ADEME Grand Est, Région Grand Est, EMS, DREAL, Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, Eurodistrict PAMINA, Eurodistrict Trinational de Bâle, Eurodistrict Région Freiburg / Centre et Sud Alsace.

ANNEXE 4* : Fiche « indicateurs » du programme *Strasbourg Ville et Métropole respirables

ATMO GRAND EST

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Lucile CELLIE

PROGRAMME STRASBOURG VILLE ET METROPOLE RESPIRABLES

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 1 : CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2018, 2019 ET 2020

INDICATEUR N° 1 – UNITES D'ŒUVRE D'ATMO GRAND EST

TYPE : indicateur de résultat

donnée 1 : Unités d'œuvre consacrées par ATMO Grand Est à la contribution au programme Strasbourg Ville et Métropole respirables

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ATMO Grand Est
PERSONNE RÉFÉRENTE : Emmanuel RIVIERE
SOURCE : outil de suivi des unités d'œuvre d'ATMO Grand Est
ARCHIVAGE : serveur ATMO Grand Est et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : ANNUELLE
DATE DE MISE À JOUR : janvier 2018
MODE DE REPRÉSENTATION : fichier tableur

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur ATMO Grand Est
CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : services de l'Eurométropole en charge du programme

CRITERES D'ANALYSE

OBJECTIF CHIFFRÉ : En cours de définition

COMPARAISON À DES DONNÉES EXTERNES : -

- SOURCE : -
- PÉRIODICITÉ DE MISE A JOUR : -

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : -

LIMITES DE L'INDICATEUR : -

INDICATEUR N° 2 – REUNIONS AVEC PARTICIPATION D'ATMO GRAND EST

TYPE : indicateur de résultat

donnée 1 : Nombre de réunions Strasbourg Villes et Métropole respirables avec participation ATMO Grand Est

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ATMO Grand Est

PERSONNE RÉFÉRENTE : Emmanuel RIVIERE

SOURCE : planning de l'ATMO Grand Est

ARCHIVAGE : serveur ATMO Grand Est et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : ANNUELLE

DATE DE MISE À JOUR : janvier 2018

MODE DE REPRÉSENTATION : fichier tableur

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur d'ATMO Grand Est

CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : services de l'Eurométropole en charge du programme

CRITERES D'ANALYSE

OBJECTIF CHIFFRÉ : En cours de définition

COMPARAISON À DES DONNÉES EXTERNES : -

- SOURCE : -
- PÉRIODICITÉ DE MISE A JOUR : -

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : -

LIMITES DE L'INDICATEUR : -

ANNEXE 5 : Fiche de suivi des indicateurs du programme Strasbourg Ville et Métropole respirables

ATMO GRAND EST

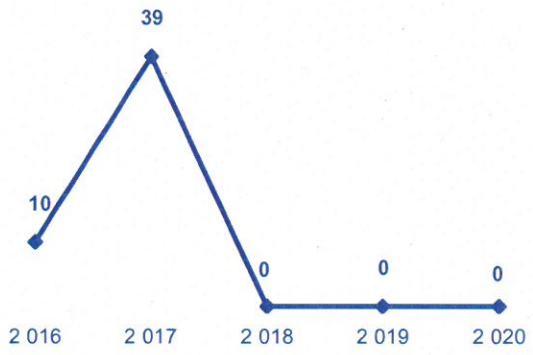
SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Lucile CELLIE

PROGRAMME STRASBOURG VILLE RESPIRABLE

OBJECTIF OPÉRATIONNEL : CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2018 ET 2020

INDICATEUR : N°1 – UNITES D'ŒUVRE D'ATMO GRAND EST

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au ..... .
OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au ..... .
OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au ..... .



commentaires

ASSOCIATION :
Données en jours (au 1/11/2017 pour l'année 2017)
En complément sur 2017 : affectation de 14 k€ ATMO Grand Est pour l'achat de la mini station de mesure de la qualité de l'air qui sera installée avenue de Colmar dans le cadre de l'action « gestion dynamique du trafic ».

SERVICE :

Evolution conforme aux objectifs pour la convention d'objectifs 2016/2017

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président

nom :

signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant

nom :

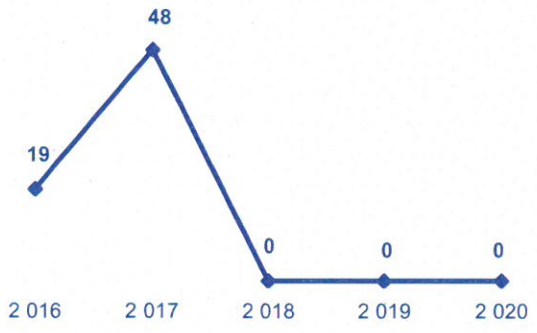
signature :

INDICATEUR : N°2 – REUNIONS AVEC PARTICIPATION D'ATMO GRAND EST

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au .....

OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au .....

OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au .....



commentaires

ASSOCIATION :

Le nombre de réunions indiqué correspond principalement aux réunions avec présence du référent principal ATMO Grand Est pour le projet. Il est donc sous-estimé. Il exclut les réunions interservices et associations organisées en 2016/2017 dans le cadre d'Eurostr'Air. Il inclut les réunions relatives aux COPIL réseau de chaleur, requalification A35, ... et PCAET, fonds air en 2017.

Mise à jour indicateur au 1er novembre 2017.

SERVICE :

Evolution conforme aux objectifs pour la convention d'objectifs 2016/2017

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président

nom :

signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant

nom :

signature :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
VILLES RESPIRABLES

Enveloppe spéciale transition énergétique
Convention particulière d'appui financier

Entre

L'État, représenté par Madame Ségolène ROYAL, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des relations internationales sur le climat

Et

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 juin 2016 ci-après désigné « le Bénéficiaire 1 »

Et

La Ville de Strasbourg représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juin 2016 ci-après désigné « le Bénéficiaire 2 »

L'ensemble des collectivités porteuses de projet est désigné ci-après par « les Bénéficiaires » ;

Strasbourg.eu
eurométropole

En présence de la Caisse des dépôts et consignations,

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE pour la CROISSANCE VERTE



Vu le II de l'article 20 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte créant le fonds dénommé « enveloppe spéciale transition énergétique » ;

Vu la convention du 31 mars 2015 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à la création et à la gestion d'une enveloppe spéciale Transition énergétique, par la Caisse des dépôts dans le cadre du Fonds de financement de la transition énergétique (FFTE), dans sa version modifiée du 11 mars 2016 ;

Vu la convention de gestion de l'enveloppe spéciale Transition énergétique du 4 mai 2015 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations, dans sa version modifiée du 11 mars 2016 ;

Vu le courrier de notification des résultats de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » du 13 novembre 2015 à la collectivité ;

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2016 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 juin 2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 27 juin 2016.

Il est convenu ce qui suit

Préambule

La Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat, a lancé un appel à projets "Villes respirables en 5 ans » afin d'encourager les élus locaux à s'engager pour la qualité de l'air.

L'objectif est de faire émerger des « villes laboratoires » volontaires pour mettre en œuvre des actions concrètes, radicales et exemplaires afin d'obtenir des villes respirables d'ici 5 ans selon un cahier des charges qui prévoit :

– La création ou la préfiguration d'une zone de circulation restreinte dans laquelle la circulation sera réservée aux véhicules les moins polluants afin de protéger les populations ;
– Le portage d'au moins deux autres actions adaptées aux spécificités du territoire choisies parmi les thématiques : transport et mobilité, industrie, agriculture, logement, innovation vecteur de croissance verte et planification urbaine.

Afin d'accompagner l'ensemble des projets créatifs et innovants, le fonds de financement de la transition énergétique est en place et contribue notamment à financer pour partie les actions proposées par les lauréats de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ». Cet appui complète les modes de soutien existants : les aides de l'ADEME, notamment au travers du « Fonds air », les prêts « croissance verte » de la Caisse des dépôts et consignations, les prêts verts de la Banque Publique d'Investissement ; le Programme d'investissements d'Avenir, les primes à l'achat et le nouveau bonus à la conversion pour les véhicules particuliers, les aides du Fonds européen de développement régional.

Dans ce cadre, L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg ont présenté un plan d'actions relatif à la qualité de l'air. Elles ont été déclarées lauréates de cet appel à projets le 25 septembre 2015. À ce titre, elles bénéficient pendant 5 ans, d'un appui financier et technique de la part des services de



l'État et de l'ADEME pour les accompagner dans leur projet dont les actions sont présentées en annexe 1.

* *
*

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, d'une part, les actions qui seront mises en œuvre par L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg dans le cadre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » ainsi que leurs engagements à ce titre et, d'autre part, les modalités d'attribution et de versement de l'appui financier de l'enveloppe spéciale Transition énergétique au titre du programme « Villes respirables en 5 ans » et les modalités de l'appui technique du MEEM.

Article 2 – Dépenses éligibles au programme « Villes respirables en 5 ans »

Peuvent bénéficier d'un financement au titre du programme « Villes respirables en 5 ans », les études et travaux permettant d'engager les actions suivantes :

- actions relatives à la préfiguration ou la mise en place d'une zone de restriction de circulation ;
- actions permettant d'améliorer la qualité de l'air dans le domaine des transports et mobilités, de l'industrie, de l'agriculture, du logement, de l'innovation vecteur de croissance verte et de la planification urbaine ;
- actions d'information, de communication et d'évaluation.

Article 3 – Engagements du Bénéficiaire

Dans le cadre du projet, les Bénéficiaires s'engagent à mettre en place sur leur territoire les actions spécifiques suivantes, en cohérence avec les orientations et objectifs du plan de protection de l'atmosphère (PPA) :

- Action 1 : Adapter de manière dynamique les flux de circulation en fonction de la pollution ;
- Action 2 : Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules ;
- Action 3 : Accompagner la restriction de circulation dans le centre-ville par la mise en place de centres de distribution urbains (CDU) ;
- Action 4 : Aménager des aires de services sur Vélostras, le réseau d'autoroutes à vélo de l'agglomération ;
- Action 5 : Lever les freins à l'essor du déploiement des vélos à assistance électrique ;
- Action 6 : Expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des transports en commun ;
- Action 7 : Expérimenter une Agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air ;
- Action 8 : Réduire les émissions de polluants des PME, commerçants et artisans en développant le recours aux audits Air – Énergie ;
- Action 9 : Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de la ville, de l'Eurométropole et de ses satellites (Sociétés d'économie mixte) ;
- Action 10 : Inclure les préconisations Air – Énergie – Climat dans les documents d'urbanisme ;
- Action 11 :Valoriser auprès du grand public les actions menées dans le cadre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ».



En outre, ils s'engagent, sur toute la durée du projet, à :

- Mettre en place un dispositif d'information et de mobilisation des parties prenantes concernées et des citoyens ;
- Mettre en place une démarche d'évaluation.

Les fiches décrivant précisément ces actions figurent en annexe 1 et présentent notamment l'élu et le chargé de mission responsables, l'objectif, le calendrier de mise en œuvre, les collectivités bénéficiaires participantes, le budget, les livrables et les critères d'évaluation.

Pour chaque action, l'élu et le chargé de mission responsables veillent à la production par l'ensemble des bénéficiaires de l'action d'un rapport annuel d'avancée ainsi qu'un livrable final présentant notamment le compte rendu d'exécution technique.

Sont nommés par action, les élus référents suivants :

	Élu référent
Action 1	M. Roland RIES, maire de Strasbourg, premier vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports
Action 2	M. Roland RIES, maire de Strasbourg, premier vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports
Action 3	M. Roland RIES, maire de Strasbourg, premier vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports
Action 4	M. Jean-Baptiste GERNET, conseiller eurométropolitain en charge des modes actifs et nouvelles pratiques de déplacement
Action 5	M. Jean-Baptiste GERNET, conseiller eurométropolitain en charge des modes actifs et nouvelles pratiques de déplacement
Action 6	M. Roland RIES, maire de Strasbourg, premier vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports
Action 7	Mme Françoise BUFFET, adjointe au maire de Strasbourg et conseillère eurométropolitaine déléguée au développement de la politique agricole de l'Eurométropole de Strasbourg et des circuits courts, aux relations avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace
Action 8	M. Alain JUND, vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de la transition énergétique et adjoint au Maire de Strasbourg en charge de l'urbanisme
Action 9	Mme. Françoise BEY, vice-Présidente de l'Eurométropole en charge de la propreté urbaine, de la collecte et valorisation des déchets et de la gestion du parc de véhicules et des ateliers communautaires M. René SCHAAL, conseiller eurométropolitain délégué à la gestion du parc de véhicules et des ateliers communautaires
Action 10	M. Alain JUND, vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de la transition énergétique et adjoint au Maire de Strasbourg en charge de l'urbanisme
Action 11	Mme. Françoise SCHAETZEL, conseillère eurométropolitaine déléguée à la qualité de l'air et à la santé environnementale et conseillère municipale

Pour la bonne exécution de la présente convention, l'élu référent de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'ensemble du projet est Monsieur Alain JUND, Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de la transition énergétique, du développement durable, de la qualité de l'air et de la santé environnementale. Il est notamment l'interlocuteur auprès de l'État sur ce projet. Il



transmet chaque année les rapports annuels d'avancée cités ci-avant à Monsieur le Préfet de région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, à la date anniversaire de la signature de la convention ainsi que l'ensemble des livrables en fin de projet et présente régulièrement les données d'avancement du projet au comité de suivi du PPA, à la demande de Monsieur le Préfet de région.

Dans le cas de modifications des mandats des élus sus-désignés, de nouveaux élus référents des actions et de l'ensemble du projet sont nommés. Leurs noms et coordonnées sont communiqués dans les plus brefs délais aux services de l'État.

Dans le cas où le chargé de mission référent est appelé à changer, le nom et les coordonnées du nouveau référent sont communiqués dans les plus brefs délais aux services de l'État.

Les dépenses subventionnables sont ventilées selon les postes comptables et certifiées exactes par le comptable public.

Les bénéficiaires s'engagent à transmettre à Monsieur le Préfet de région :

- les justificatifs relatifs aux dépenses subventionnables, acquittées et certifiées par le comptable public,
- tout document nécessaire aux engagements et versements.

Les actions débutent après que les services techniques de l'État (DREAL) et des bénéficiaires aient acté un plan de travail précis par action (calendrier, pilotage, précision sur les modalités et critères de mise en œuvre et d'évaluation).

Article 4 – Montant et modalités de versement de l'appui financier au titre du programme « Villes respirables en 5 ans »

Le montant de l'appui financier au titre de la présente convention est fixé à 1 000 000 euros pour la totalité du projet et dans la limite d'un taux maximal de 50 % pour les études et de 30 % pour les investissements, hors infrastructures de transport. L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg assurent un financement complémentaire de respectivement 1 164 500 euros et 227 500 euros.
Pour les études concernant la mise en œuvre opérationnelle des zones à circulation restreinte, le taux maximal est porté à 70 %. Pour les investissements particulièrement innovants, le taux maximal est porté à 50 %. Ces taux d'intervention s'appliquent hors taxe.

L'appui financier sera mis en œuvre par la Caisse des dépôts et consignations à partir des crédits de l'enveloppe spéciale Transition énergétique qu'elle gère. Le projet est financé à hauteur de 1 000 000 euros HT.
Les bénéficiaires sont financés de la manière suivante :

- Eurométropole de Strasbourg : 902 500 euros HT.
- Ville de Strasbourg : 97 500 euros HT.

Les annexes 2 et 3 précisent les répartitions budgétaires par action et bénéficiaires.

L'appui financier est versé, après signature de la présente convention, selon les conditions et modalités suivantes :



- une avance de 40 % du montant prévisionnel de l'appui financier au titre du programme « Villes respirables en 5 ans » est versée à la demande du bénéficiaire de l'action exprimée auprès de Monsieur le Préfet de région, en tant que représentant de la ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat ;
- un deuxième versement de 40 % intervient lorsque le montant total dépensé par le bénéficiaire dépasse 80 % de son financement total mentionné aux annexes 2 et 3, sur présentation des justificatifs des dépenses ;
- le solde est versé lorsque le total dépensé par le bénéficiaire atteint ou dépasse 100 % de son financement total au titre du programme « Villes respirables en 5 ans », et sur présentation des livrables prévus à l'article 3, d'un compte rendu d'exécution technique et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes certifié par le comptable public du bénéficiaire.

Ces versements sont réalisés par la Caisse des dépôts et consignations sur ordre de Monsieur le Préfet de région, qui vérifie le caractère subventionnable des dépenses présentées.

Article 5 – Engagements complémentaires de l'État

En complément du soutien financier, le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer assure, avec le concours de l'ADEME :

- une assistance technique et un soutien méthodologique à compter de la signature de la convention et pendant l'ensemble de la durée du projet ;
- une animation de réseau des lauréats au niveau régional et national ;
- la valorisation des résultats.

Article 6 – Communication

La mention du financement par le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer au titre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » est apposée de manière visible, avec le logo du ministère, sur tout document et toute réalisation et panneau de chantier portant sur les actions visées à l'article 3.

Article 7 – Clause de reversement et de résiliation

Les sommes qui n'auraient pas été utilisées, ou qui auraient été utilisées pour une action autre que celles prévues à l'article 3, sont restituées à la Caisse des dépôts et consignations, sur ordre de reversement établi par Monsieur le Préfet. Tous les frais engagés par la Caisse des dépôts et consignations pour recouvrer les sommes dues par les Bénéficiaires sont à la charge de ces derniers.

En cas de non-respect par une partie de ses engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi à la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La résiliation de la présente convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes transmis sous 30 jours à Monsieur le Préfet de région. Aucune indemnité ne pourra être demandée par les bénéficiaires à la Caisse des dépôts et consignations et à l'État du fait d'une résiliation de la convention.



Article 8 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle est valable pour les actions ayant connu un démarrage effectif jusqu'au 31 décembre 2017 et prendra fin avec le versement du solde de l'aide et au plus tard cinq ans après la date de signature de la présente convention, sous réserve des stipulations de l'article 7 qui restent en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause.

Article 9 – Avenants

Le contenu de la présente convention peut être modifié par avenant signé des différentes Parties.

Fait à , le – 7 NOV. 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,

Robert HERRMANN

La Ministre de
l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer,
chargée des Relations internationales sur le climat,

Ségolène ROYAL

Pour la Ville de Strasbourg,

Roland RIES

En présence de la Caisse des dépôts et consignation,



Annexe 1

Fiches actions

Préambule :

Nous pouvons constater de manière encourageante une amélioration constante de la qualité de l'air depuis plus de 15 ans sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise, en raison de plusieurs facteurs dont l'action résolue de la collectivité depuis les années 1990 en faveur des transports collectifs et de la réduction de la pénétration de la voiture en ville. Néanmoins, L'Eurométropole de Strasbourg connaît toujours des dépassements de normes de la qualité de l'air. Ces dépassements concernent essentiellement les deux polluants que sont les particules et les oxydes d'azote. Aujourd'hui, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont encore exposées à des concentrations supérieures aux normes Européennes et ce, même si nous pouvons constater de manière encourageante une amélioration constante de la qualité de l'air.

L'Eurométropole entend capitaliser sur ces résultats et poursuivre dans cette voie en complétant son engagement pour une ville durable par une démarche transversale et globale en matière de qualité de l'air. La pollution atmosphérique est responsable de l'augmentation globale de la fréquence des maladies cardio-vasculaires, respiratoire, et des cancers. Pour l'Eurométropole de Strasbourg l'objectif est donc de réduire sensiblement le nombre de personnes exposées et diminuer fortement les risques.

Elle s'engage aux côtés de l'État afin de réduire la vitesse sur l'autoroute et mettre en œuvre le plan « Ville respirable en 5 ans ». Elle s'appuiera sur ses partenaires locaux, l'Association pour la Surveillance et l'étude de la Pollution Atmosphérique en Alsace (ASPA) ainsi que l'ADEME qui lui apportera son soutien méthodologique et financier dans le cadre du projet EUROSTR'AIR.

Le programme « Strasbourg Ville et Métropole respirables en 5 ans » rassemble 13 actions particulières, dont 11 éligibles au fonds de transition énergétique, qui recouvrent l'ensemble des 6 thématiques proposées par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer et qui viennent compléter les mesures déjà en place ou initiées dans la stratégie de l'agglomération de reconquête d'une qualité de l'air saine pour ses habitants.

Ces actions adaptées à la situation spécifique de Strasbourg poursuivent en l'accélérant le travail de la collectivité dans 3 directions : sur la question des déplacements, pour laquelle Strasbourg est pilote depuis de nombreuses années et qui constitue la première source de pollution, sur l'ensemble des autres thématiques génératrices de pollution, et sur la mobilisation de toutes les énergies du territoire au service d'une meilleure qualité de l'air.

Agir sur le système de mobilité

1. **Gérer de manière dynamique les flux de circulation** en fonction des mesures et modélisations de la qualité de l'air pour les jours suivants. Cette action particulièrement innovante permettra d'expérimenter plusieurs solutions de gestion du trafic et d'en voir les effets sur la qualité de l'air afin d'optimiser le fonctionnement général du système de transport de l'agglomération.



2. **Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules** (ZCR). Il s'agit, sur un périmètre à préciser, de réserver l'accès aux véhicules les moins polluants. Une concertation autour de la préfiguration de la ZCR sera engagée pour aboutir rapidement à une première expérimentation.

3. **Accompagner la restriction de circulation dans le centre-ville par la mise en place de centres de distribution urbains** (CDU). Pour fournir aux commerces et entreprises du secteur une alternative mutualisée et propre de livraisons dans le domaine des produits frais et dans celui de la messagerie.

4. **Aménager des aires de services sur Vélostras, le réseau d'autoroutes à vélo de l'agglomération**. Cela contribuera à renforcer le réseau cyclable composé de 9 itinéraires radiaux à partir de la seconde couronne et de 3 itinéraires de rocade, soit 130 km.

5. **Lever les freins à l'essor du déploiement des vélos à assistance électrique** (VAE) pour les distances de type domicile-travail supérieures à 5 km. Ceux-ci peuvent en effet engendrer des reports modaux de la voiture ou des TC vers le vélo. Il faut pour cela fournir un package de services (assurance, financement ; etc.) visant à développer, sécuriser et fiabiliser l'utilisation de ce moyen de transport.

6. **Accompagner le déploiement de nouveaux modes d'utilisation des transports en commun** (Projet Cristal). Il offrirait une mobilité différente aux particuliers, comme aux entreprises, voire un complément de transport collectif aux heures de pointe.

Agir dans l'ensemble de nos politiques publiques.

7. Agriculture – **Expérimenter une Agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air.** En coopération avec la Chambre d'agriculture d'Alsace, identifier les pratiques à risques, former les agriculteurs à la thématique de l'air et accompagner l'émergence de collectifs et de coopérations entre professionnels.

8. Industrie (hors installations classées) – **Réduire les émissions de polluants des PME, commerçants et artisans en développant le recours aux audits Air – Énergie** : en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie ces diagnostics constitueront pour les petites et moyennes entreprises, les commerces et les artisans un levier à la décision pour améliorer la maîtrise de leurs énergies et, par conversion de données, des pollutions émises.

Dans le domaine de l'habitat, en parallèle de l'appel à projet Ville Respirable, l'agglomération de Strasbourg **accompagnera également le renouvellement des foyers ouverts** auprès des particuliers disposant encore de ce type de chauffage. Plus particulièrement situés en seconde couronne de l'agglomération, cette démarche, cofinancée par l'ADEME via le fonds « Air », permettra de les sensibiliser aux problématiques générales de la qualité de l'air.
L'action consiste en une étude de faisabilité pour mettre en place un fonds de soutien aux particuliers qui veulent remplacer leurs vieilles installations de chauffage bois par des installations récentes.
Il s'agira de regarder quel est le potentiel concerné (combien de chauffages individuels bois, âge du parc, etc.), de vérifier les pratiques et usages des particuliers (type d'approvisionnement bois, fréquence d'utilisation du chauffage, entretien des installations...) et d'estimer combien



d'installations anciennes pourraient être remplacées. Dans ses conclusions, si cela s'avère nécessaire, l'étude identifiera la meilleure structure de gestion pour l'animation du dispositif et la distribution efficace d'une aide aux particuliers.
Les bénéfices attendus tiennent à la santé et l'environnement (réduction de la pollution de l'air aux particules) et à l'économie : amélioration du rendement des installations de chauffage des particuliers. Il s'agit d'une incitation à destination des particuliers qui va au-delà des prescriptions réglementaires.

Construire une dynamique territoriale responsable et vertueuse

9. **Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de la ville, de l'Eurométropole et de ses satellites (Sociétés d'économie mixte)**. L'Eurométropole de Strasbourg s'est déjà engagée à ne plus acquérir de véhicules légers au diesel et souhaite progressivement l'appliquer à sa flotte de véhicules utilitaires et lourds sans diesel. L'ensemble des SEM a été sollicité pour s'engager dans cette voie. Parmi elles, la Compagnie délégataire des transports publics (CTS) a d'ores et déjà accompli un effort considérable en réduisant son parc de bus diesel à 7 unités fin 2014 sur un total de 248 bus.

10. **Inclure les préconisations Air – Énergie – Climat dans les documents d'urbanisme**. Cela permettra de disposer d'un cadre réglementaire soumettant l'autorisation de construire, d'aménager, à la conformité des prescriptions liées à la qualité de l'air. Cette action s'appuiera sur l'établissement des **cartes stratégiques de la qualité de l'air** conçues pour une identification graduée des zones touchées par la pollution atmosphérique. La mise à jour régulière de ces cartes permettra un pilotage fin des actions en faveur de la reconquête de la qualité de l'air.

11. **Valoriser auprès du grand public les actions menées dans le cadre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans »** et plus largement sur la question de la qualité de l'air. Il s'agit d'une part de la dimension pratique, à destination des usagers, pour laquelle nous devons disposer des outils d'alerte de la population et d'autre part de la dimension pédagogique et environnementale, à destination du grand public, permettant de faire le lien entre l'agir individuel et la qualité de l'air.

En complément de ces actions, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à réaliser des cartes stratégiques de l'air dont le principe est acté dans le Plan National Santé-Environnement 3 (PNSE3) à travers l'action 42 consistant à cartographier la qualité de l'air des zones sensibles : « *Cartographier à fine échelle spatiale des zones sensibles à la qualité de l'air pour certains polluants* spécifiques sous forme de Cartes Stratégiques Air (CSA). Ces cartes pourront apporter aux collectivités qui le souhaitent des éléments d'aide à la décision notamment en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. »

Les bénéfices attendus tiennent à la visualisation et l'illustration des zones les plus touchées par la pollution atmosphérique, en particulier par les particules et le dioxyde d'azote, et devant faire l'objet d'une attention particulière en termes d'amélioration de la qualité de l'air en vue de réduire les inégalités environnementales et sanitaires.



La mise à jour annuelle de la carte stratégique air devrait permettre de visualiser les bénéfices de la reconquête de la qualité de l'air et progressivement d'objectiver la stratégie de reconstruction de la ville sur la ville permise grâce au contexte d'amélioration de la qualité de l'air.

Ville Laboratoire dans de multiples domaines, Strasbourg souhaite le devenir dans le domaine de la qualité de l'air. Après un investissement dans les démarches TEPCV, Eco-citée, Fond Air, Aact'air, l'appel à projet Ville respirable permet à Strasbourg de poursuivre encore plus intensément ses objectifs de reconquête de la qualité de l'air. Cette expertise doit également être partagée collectivement au niveau du bassin d'air du Rhin supérieur pour agir sur l'ensemble des sources qui constituent la pollution de fond.

Gouvernance

Le pilotage du projet sera assuré par une commission existante, dénommée Bureau Environnement de l'Eurométropole, élargie aux élus concernés par les différentes actions qui assurera le rôle de comité de pilotage. Cette instance se réunit au minimum tous les 6 mois et préalablement à la finalisation de chacune des actions. Sa composition est disponible en annexe 4.

Le comité technique du projet sera copiloté par les élus et la direction générale. Il sera composé d'un chef de projet de la Direction des Services Publics Urbains, chargé d'animer et de coordonner le déploiement des actions et d'un référent pour chaque action. Sa composition (disponible en annexe 5) sera étendue aux membres extérieurs (un représentant de la direction de l'ASPA, un représentant de la direction régionale de l'ADEME, un représentant de la DREAL, un représentant de la Chambre d'Agriculture d'Alsace et un représentant de la CCI). Il pourra au besoin associer d'autres parties prenantes aux enjeux de la qualité de l'air sur le territoire. Il se réunit tous les deux mois et proposera de mobiliser le comité de pilotage en plus des rendez-vous minimaux prévus.

Des comités techniques restreints pourront être réunis autant que nécessaire pour chaque action ou groupe d'actions concourant aux mêmes objectifs. Les créations de ces comités techniques restreints seront proposées au comité technique.

L'ensemble des notes et rapports prévus sera partagé entre les partenaires du projet et transmis à la DREAL en version papier et version électronique.



Action 1

Intitulé de l'action

Gérer les flux de circulation en fonction de la pollution atmosphérique

Type d'action

Étude et investissement

Thématique de l'action

Transport et mobilité

Mise en contexte :

Le trafic de l'agglomération est aujourd'hui piloté par le Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation (SIRAC). Ce pilotage est assuré à l'heure actuelle sur la base de plusieurs indicateurs mais aucun ne fait référence ou est basé sur la qualité de l'air. Il est cependant irréfutable que l'impact du trafic routier est prépondérant dans l'exposition des populations à des valeurs au-delà des normes.

Description de l'action

Intégrer au système de trafic existant piloté par le Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation (SIRAC) des outils de prédiction de pollution en fonction de prévisions de trafic et d'évolution de la qualité de l'air.

L'objectif est d'influer sur la mobilité en fonction des prévisions de trafic et de qualité de l'air et ainsi de contribuer à une restriction dynamique du trafic.

Les effets attendus sont d'améliorer la qualité de l'air via une gestion de trafic basée sur des hypothèses de génération de flux et de modélisation de la pollution.

Ce projet est en lien avec la disposition 1 du PPA en contribuant à améliorer le pilotage des flux de déplacement dans l'agglomération et réduire le trafic routier en cas de besoin.

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet d'envisager le test et la mise en place d'un critère qualité de l'air pour la gestion des flux automobiles dans l'agglomération. Il sera ainsi possible en fonction des niveaux de concentrations constatés d'agir immédiatement pour préserver certaines zones et populations en redirigeant les flux différemment.

Impacts de l'action

Cette action permettra au jour le jour de minimiser l'exposition de la population en assurant une meilleure gestion du trafic à l'échelle de l'agglomération. Elle permettra aussi de disposer d'informations précises sur la qualité de l'air à différents points stratégique pour le trafic.



Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Roland RIES
Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole en charge des Transports
roland.ries@strasbourg.eu

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Yves LAUGEL
Service Information régulation automatique de la circulation
Pôle Sécurité, prévention et réglementation
Yves.laugel@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 73 92
Fax : + 33 (0)3 88 60 97 03

Monsieur Benoît WOLFF
Service Information régulation automatique de la circulation
Pôle Sécurité, prévention et réglementation
Benoit.wolff@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 73 91
Fax : +33 (0)3 88 43 65 44

Calendrier et suivi de l'avancement

- 2016 – 2017 : études
- 2018 : rédaction d'un cahier des charges
- 2019 : développement sur le système de trafic
- 2020 : mise en œuvre finale

Livrables

- un rapport d'étude
- un compte rendu d'exécution technique final
- Intégration des dynamiques observées dans le rapport annuel du SIRAC

Critères d'évaluation

Mise en place du système de pilotage des flux

Évaluation de la réduction des émissions de polluants

Nombre de kilomètres évités et encombrements évités



Aspects budgétaires

Montant total de l'étude : 50 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 50 000	50
	Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 25 000	
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	25 000	50
Autres sources		
TOTAL	50 000	100

Montant total de l'investissement : de 676 300 € HT durant la durée de la présente convention.

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 676 300	50
	Taux d'aide appliqué : 50 % investissement innovant soit 338 150	
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	338 150	50
Autres sources	-	-
TOTAL	676 300	100

Cet investissement devra probablement être complété par l'Eurométropole de Strasbourg au-delà de 2020 sur une prévision d'un montant évalué à ce stade à 400 000€ HT.



Action 2

Intitulé de l'action

Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Transports

Mise en contexte

Strasbourg a mis en place depuis plus de 20 ans une politique de restriction de l'accès du centre ville avec différents moyens : piétonisation du périmètre historique, aménagement des voiries au profit des modes actifs, gestion du stationnement payant... Ce travail a permis de favoriser un report modal significatif des véhicules individuels vers les transports en commun et les modes actifs de déplacement (baisse de la part automobile de 53 % en 1997 à 49 % en 2009).

L'Eurométropole souhaite franchir une étape supplémentaire en préfigurant une zone à circulation restreinte.

Description de l'action

La démarche de préfiguration :

Un diagnostic plus précis doit permettre de mesurer les variables de définition du périmètre et des véhicules concernés : évaluer les voitures entrant dans le périmètre et les chiffres d'affaires des entreprises propriétaires des véhicules (et CSP pour les particuliers). L'objectif sera également d'en évaluer l'acceptabilité sociale. Il doit permettre d'objectiver :

- les impacts socio-économiques de cette mesure (types d'entreprises et CSP des particuliers touchés) ;
- les impacts environnementaux (nombre de véhicules ne pouvant plus rentrer dans le périmètre et normes Euro) ;
- les effets sur les émissions de polluants pourront ainsi être chiffrés.

Pour définir ce périmètre il apparaît pertinent de réfléchir à partir d'un centre-ville élargi, zone de vigilance du PPA. Plus de 95 % de la population du centre-ville et en proximité des axes (A35 et Route du Rhin) est exposée à des dépassements ponctuels de la valeur limite en PM10, 82 % à des dépassements de N02.

Plan d'action : la montée en charge du dispositif doit être phasée dans le temps et les publics concernés. Cela peut s'envisager selon plusieurs variables : tant sur le type de véhicules, que les horaires ou du périmètre concerné.

Dès l'étude diagnostic une large phase de concertation sera nécessaire. Elle doit se fixer comme objectif de permettre de mieux faire accepter ce projet par une bonne compréhension des enjeux environnementaux et sanitaires, des principes de cette ZCR et des modalités d'application.



Une communication avec un message unique et en cohérence avec l'ensemble des projets mis en place ainsi que la préfiguration de la ZCR est fondamentale tant pour l'acceptabilité des mesures restrictives pour les usagers touchés (professionnels et particuliers) que pour l'appropriation des nouveaux modes de transport par l'ensemble des habitants et résidents de l'agglomération. Il faut s'appuyer sur de nouveaux outils de pédagogie qui seront délivrés et adaptés aux différents publics afin de susciter leur adhésion.

Lien avec le PPA : Cette action se retrouve dans les dispositions 2 et 3 du PPA de l'agglomération strasbourgeoise :

- Rationaliser le transport de marchandises sur la zone PPA ;
- Restreindre l'accès aux véhicules les plus polluants sur certaines zones et sur certains axes.

La mise en œuvre de la ZCR a pour objectif de réduire la zone de vigilance concernant la pollution du centre de l'agglomération et de diminuer les populations exposées aux émissions de pollution.

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans»

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet de lancer la réflexion sur la restriction de l'accès à certaines zones de l'agglomération en fonction de la propreté des motorisations. Cette action permettra à l'Eurométropole de tester l'utilisation des certificats pour la qualité de l'air.

Impacts de l'action

Cette action aura pour objectif de préparer la population à la mise en œuvre de restriction d'accès de certaines zones en fonction des certificats pour la qualité de l'air. L'amélioration de la qualité du parc roulant découlant de la mise en œuvre de cette action permettra de réduire les émissions dans le centre-ville qui compte encore des zones en dépassement de norme.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Roland RIES
Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole en charge des Transports
roland.ries@strasbourg.eu

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Madame Céline OPPENHAUSER
Chef de projets innovants
Planification des déplacements
Direction Mobilité & Transport – Service Déplacements
Celine.OPPENHAUSER@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3.68.98.63.95
Fax : +33 (0)3.88.60.92.60

Madame Maéva MOREAU
Planification des déplacements
Direction Mobilité & Transport – Service Déplacements



Maeva.MOREAU@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 63 88
Fax : +33 (0)3 88 60 92 60

Calendrier et suivi de l'avancement

- 2016 : étude et concertation (acteurs économiques)
- 2017 : concertation et communication grand public
- 2018 : mise en œuvre de la ZCR avec plaquette de communication sur le périmètre et les modalités d'application.

Livrables

- un rapport d'étude de préfiguration
- communication sur l'avancement (diagnostic/plan d'actions)
- un compte rendu d'exécution technique final.

Critères d'évaluation

Les gains en termes de réduction d'émissions de polluants et si possible gains en termes de qualité de l'air

Modélisation de l'impact sur la qualité de l'air dans le cadre de l'étude de préfiguration



Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 190 000 € HT

Montant de l'étude relative à la ZCR : 90 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 90 000 Taux d'aide appliqué : 70 % étude ZCR soit 63 000	70
Eurométropole de Strasbourg	27 000	30
Ville de Strasbourg	-	-
Autres sources	-	-
TOTAL	90 000	100

Montant de l'étude (volet communication) : 20 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 20 000 Taux d'aide appliqué : 70 % communication liée à la ZCR soit 14 000	70
Eurométropole de Strasbourg	6 000	30
Ville de Strasbourg	-	-
Autres sources	-	-
TOTAL	20 000	100

Montant de l'investissement : 80 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 80 000 Taux d'aide appliqué : 30 % investissement hors infrastructure de transport soit 24 000	30
Eurométropole de Strasbourg	56 000	70
Ville de Strasbourg	-	-
Autres sources	-	-
TOTAL	80 000	100



Action 3

Intitulé de l'action

Accompagner la restriction de circulation dans le centre-ville par la mise en place de centres de distribution urbains

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Transports et mobilité

Mise en contexte

La collectivité et ses partenaires souhaitent voir évoluer la distribution des marchandises vers plus d'optimisation et moins de pollution. Pour cela, ils mènent une action visant à déployer un service de logistique urbaine (centre de distribution urbain).

Le projet déjà engagé dans le cadre du programme EcoCité, présente une action complémentaire concernant le montage juridique du service.

Pour mémoire, action soutenue par EcoCité

Cette action est financée dans le cadre du programme EcoCité, et fait l'objet de convention locale de co-financement. L'action se structure en deux étapes :

1. Le diagnostic " Transport de Marchandises en Ville " réalisé en 2013, il a été porté avec les acteurs du territoire : Le Port Autonome de Strasbourg, La CCI, l'ORTAL, la SAMINS, La Poste, la CTS.
Le diagnostic souligne les éléments suivants :

- 47 000 mouvements marchandises quotidiens sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont 10 % uniquement sur le périmètre de la Grande Île,
- une croissance de 10 % des activités de livraisons en moins de deux ans, liée au boom de l'e-commerce,
- le poids moyen du colis livré estimé à moins de 30 kg au sein de l'agglomération strasbourgeoise
- un taux de remplissage des véhicules de livraisons au départ avoisinant les 80 %

Par conséquent, la situation peut être améliorée en favorisant, les principes de services de mutualisation et de diffusion de lieux d'accueil des marchandises.

2. L'étude de faisabilité d'un service de logistique urbaine.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est associée à la CCI, au Port Autonome de Strasbourg, à la SAMINS, à VNF, au groupe La Poste pour conduire, entre 2014 et 2015, une étude de faisabilité d'un système de mutualisation logistique à l'échelle de la région strasbourgeoise.
L'étude souligne l'opportunité de soutenir la mise en œuvre de services et l'intérêt des transporteurs (45 enquêtés) susceptibles de recourir à ce service. Le Centre de Distribution Urbain aura pour but d'organiser la mutualisation physique des flux de marchandises à destination du centre-ville de Strasbourg, afin d'optimiser les déplacements liés aux livraisons et de permettre le



recours à de nouveaux types de véhicules, moins polluants. L'idée retenue serait de valoriser la spécialité des sites dans la mise en œuvre de services dédiés, comme : le frais sur la Zone d'Activités autour de la gare de marchandises de Cronenbourg (site idéalement positionné pour desservir le centre-ville), et à plus long terme, la messagerie sur le site du Port de Strasbourg. Ce second espace de mutualisation pourrait être localisé dans le secteur du Port de Strasbourg pour profiter d'interconnexions fluviales.

Lien avec la ZCR

La mise en œuvre de ces nouveaux services ne peut se faire qu'avec une évolution réglementaire, visant à encourager l'usage de véhicules propres, soit pour son propre compte, soit en passant par un service logistique.

Par conséquent, la mise en œuvre d'un centre de distribution urbain complète la ZCR. À court terme, les domaines identifiés concernent le frais et la messagerie et s'appliqueraient sur le périmètre de l'ellipse insulaire. Ainsi, dans un premier temps, pour le frais et la messagerie, seuls les véhicules électriques ou au gaz naturel seront autorisés à rentrer dans le périmètre. La solution du CDU leur permettra de mutualiser les livraisons et de ne pas avoir à investir individuellement dans de tels véhicules.

A plus long terme, le CDU pourrait être élargi à d'autres domaines afin de mutualiser davantage de livraisons et sera une réponse à la réflexion de restriction d'accès marchandises sur le centre-ville élargi selon les vignettes (Normes EURO). L'action d'évolution réglementaire est d'ores et déjà connue des professionnels de la logistique, par la présence en comité technique et en comité de pilotage de l'étude des instances représentatives de la profession.

Toutefois, une concertation plus fine sera menée dans le cadre de l'instance de concertation strasbourgeoise « logistique urbaine », crée en 2013. Celle-ci sera menée en 2016.

Description de l'action

Le présent appel à projet complète cette action par une assistance juridique dédiée au montage de la structure de gestion. A l'issue de l'étude de faisabilité, les trois options de portage juridique se dessinent :

- la création d'une Société d'Économie Mixte (SEM),
- la création d'une SEM opérationnelle,
- la création d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)...

En effet, l'étude de faisabilité s'est intéressée à la rentabilité du service, aux conditions de mises en œuvre, propose des évolutions réglementaires nécessaires, ainsi qu'une analyse des montages juridiques possibles. Sur ce dernier point nous pensons qu'un accompagnement dédié permettra de rythmer la mise en œuvre du projet. Il s'agit d'avoir à la fois un outil d'aide à la décision et un accompagnement juridique.

Le CDU contribue à plusieurs dispositions du PPA :

- Rationaliser le transport de marchandises sur la zone PPA
- Restreindre l'accès aux véhicules les plus polluants dans certaines zones et sur certains axes
- Réduire les émissions dues au transport sur l'avenue du Rhin



Ce que permet « Villes respirables en 5 ans»

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » vise à instaurer une réflexion découlant sur la mise en place d'une zone de circulation restreinte. Afin de faciliter l'acceptation de cette idée, un travail spécifique sur la desserte de marchandises est nécessaire pour accompagner les professionnels dans l'acheminement de leurs livraisons.

Impacts de l'action

Cette action permettra de faciliter le passage de la préfiguration de la ZCR à sa mise en place effective en apportant une réponse clé au montage juridique pour la gestion des centres de distribution urbains.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Roland RIES
Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole en charge des Transports
Roland.ries@strasbourg.eu

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Madame Céline OPPENHAUSER
Chef de projets innovants
Planification des déplacements
Direction Mobilité & Transport – Service Déplacements
Celine.OPPENHAUSER@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3.68.98.63.95
Fax : +33 (0)3.88.60.92.60

Calendrier et suivi de l'avancement

Les études pré-opérationnelles portant sur un service de mutualisation logistique ont été réalisées.

- 2016 : lancement du marché d'AMO juridique pour la création de la structure de gestion SEM/SEMOP/SCIC

Pour mémoire, dans le cadre du projet EcoCité, le calendrier de mise en œuvre du CDU est le suivant :

- 2017 : lancement de la phase projet de création du CDU au marché gare à Cronenbourg
- 2018 : Ouverture du marché gare sur le frais à Cronenbourg, concernant les marchandises dans l'ellipse insulaire
- 2020 : Possibilité d'élargir le périmètre de livraisons du CDU au centre-ville élargi, selon le système des vignettes

A plus long terme, possibilité de créer un deuxième CDU au Port du Rhin sur la messagerie et réflexion pour élargir les activités des CDU à d'autres domaines.



Livrables

- un rapport détaillant les différents scenarii de portage juridique et leur analyse poussée pour l'implantation d'un CDU
- un rapport de synthèse sur le scénario retenu avec ses modalités de mise en œuvre
- un rapport d'accompagnement de la collectivité dans la mise en œuvre du CDU

Critères d'évaluation

A terme, suite à la mise en œuvre du CDU :

- Evolution du nombre de véhicules de livraison en centre-ville de Strasbourg.
- Taux d'usage du/des CDU
- Evolution des émissions de polluants à l'échelle du centre-ville.

Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 15 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 15 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 7500	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	7 500	50
Autres sources	-	-
TOTAL	15 000	100



Action 4

Intitulé de l'action

Aménager des aires de services pour Vélostras, le réseau d'autoroutes à vélo de l'agglomération

Type d'action

Etude

Thématique de l'action

Transport et mobilité

Mise en contexte

Le troisième schéma directeur vélo de la CUS adopté à l'unanimité par le conseil de communauté en mars 2011 a pour objectif de doubler la part modale du vélo en 2025 (passer de 8 à 16 %). Parmi cinq actions principales visant notamment à augmenter la pratique du vélo en première et seconde couronne, l'Eurométropole de Strasbourg a débuté la réalisation d'un réseau cyclable à haut niveau de service baptisé Vélostras.

Vélostras se compose de neuf itinéraires radiaux reliant la seconde couronne au centre de Strasbourg et de trois itinéraires de rocades. Le réseau totalise 130 km et se compose de nombreux tronçons déjà existants et satisfaisants, d'autres à aménager car manquants et certains à réaménager car ne répondant pas aux 5 niveaux de services demandés :

- Efficacité (tous les points du réseau à un maximum de 30 minutes du centre-ville)
- Fiabilité (éclairage, déneigement, entretien régulier...)
- Sécurité (traitement des principaux points accidentogènes...)
- Convivialité (largeur minimum, aménagements paysagers...)
- Lisibilité (identité propre, marketing, points multiservices...)

Les premières études de définition ont été réalisées en 2012. Elles ont dégagé deux priorités : le réaménagement de l'itinéraire cyclable du canal de la Marne au Rhin, la finalisation de la seconde rocade.)

Description de l'action

Parallèlement au réaménagement des infrastructures cyclables, le projet Vélostras s'accompagne de services aux usagers. Afin de rendre le vélo plus attractif, des services innovants, adaptés aux publics ciblés et à localiser sur le réseau Vélostras, pourraient être développés. Concrètement, des « points multi services » sont imaginés concentrant des services choisis (petit outillage, pompe, informations, eau, distributeurs de chambres à air, applications numériques...) À travers une étude fine, il s'agit d'identifier les services adéquats, de définir le design et le mobilier de ces points, de les localiser et de définir le coût de ces points et leurs modalités de gestion et d'entretien. :

L'infrastructure est le premier levier à l'usage du vélo sur les longues distances. Le deuxième peut trouver une réponse dans les services offerts aux cyclistes. Cette action a pour objectif d'inciter au report modal de la voiture individuelle privative vers le vélo, même sur des distances domicile-



travail supérieures à 5 km. C'est une réponse pertinente de report modal à la mise en place de la Zone de Circulation Restreinte sur le centre-ville élargi de Strasbourg. De plus, elle améliore la qualité de l'air par une alternative à la voiture particulière sur des distances où la voiture est souvent utilisée.

Lien avec le PPA : cette action décline une des préconisations du PPA : Renforcer la politique de déplacements urbains réduisant le trafic routier, avec le nouveau PDU.

Moyens humains nécessaires : Un bureau d'études sera mandaté afin d'évaluer les services adéquats et faire des propositions quant à leur emplacement. L'étude est envisagée en 3 phases :

- Phase 1 : Recenser et hiérarchiser selon une analyse enjeu / coût / faisabilité les services manquants pouvant être proposés aux cyclistes. Préciser leur domaine de pertinence (dans quel territoire ? pour quel usage ?).
- Phase 2 : Pour les services retenus donnant lieu à création de mobilier, faire des propositions de design, de dénomination des services / des mobiliers, chiffrer et dresser un calendrier prévisionnel, préciser les contraintes de déploiement, d'utilisation et de maintenance, et imaginer des modalités de gouvernance.
- Phase 3 : Rédiger un cahier de consultation permettant la passation d'un marché public de fournitures.

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet d'accompagner le développement des infrastructures prévues dans le cadre du projet Vélostras en y associant une approche sur les services aux utilisateurs. L'étude financée permettra de rationaliser ces services à l'échelle de l'agglomération et donnera encore plus de visibilité au projet Vélostras.

Impacts de l'action

Cette action, par l'impact qu'elle aura sur le développement du réseau Vélostras, permettra de contribuer à l'atteinte de l'objectif du PDU du doublement de la part vélo sur les trajets de plus d'1km. L'enjeu du report modal vers le vélo est important pour ces trajets aujourd'hui majoritairement réalisés en voiture au sein de l'agglomération.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Jean-Baptiste GERNET
Conseiller eurométropolitain en chargé des modes actifs et nouvelles pratiques de déplacement
jean-baptiste.gernet@strasbourg.eu
Tel : 06 70 30 30 30

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Pierre-Marie Garnier
Chef de projet Vélo Vélostras et chargé d'études déplacements
Direction Mobilité & Transport- Service Déplacements



Pierre-Marie.GARNIER@strasbourg.eu
Tel : +33 (0) 3 68 98 63 97
Fax : +33 (0)3 88 60 92 60

Calendrier et suivi de l'avancement

En accompagnement de l'aménagement de la première phase du réseau Vélostras, correspondant au Canal de la Marne au Rhin de 2016 à 2020, la mise en place de points multiservices peut s'articuler selon le calendrier suivant :

- Début 2016 : lancement de l'étude des services à déployer au titre de Vélostras avec validation du rendu mi-2016
- Suite à cette étude, la phase opérationnelle pourra être engagée
- Mi-2016 : consultation du prestataire de maîtrise d'œuvre
- Septembre 2017 : mise en place des premiers points multiservices pour la semaine de la mobilité
- De 2017 à 2021 : évaluation de l'usage des points multiservices mis en œuvre et déploiement de nouveaux

Livrables

- un diagnostic des services manquants aux cyclistes
- un rapport d'analyse multicritères de l'implantation des points multiservices
- un compte rendu d'exécution technique final

Critères d'évaluation

Usage des points multiservices
Comptages sur le réseau Vélostras

Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 25 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 25 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 12 500	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	12 500	50
Autres sources	-	-
TOTAL	25 000	100



Action 5

Intitulé de l'action

Lever les freins à l'essor du déploiement des vélos à assistance électrique (VAE)

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Transport et mobilité

Description de l'action

Permettre au plus grand nombre d'acquérir facilement un vélo à assistance électrique a pour objectif d'inciter au report modal de la voiture individuelle privative vers le vélo, même sur des distances domicile-travail supérieures à 5 km.
Cette action permet d'avoir une réponse pertinente de report modal à la mise en place de la Zone de Circulation Restreinte sur le centre-ville élargi de Strasbourg. De plus, elle améliore la qualité de l'air par une alternative à la voiture particulière sur des distances où la voiture est souvent utilisée.
Le rôle de l'Eurométropole consiste à accompagner les particuliers dans le cadre de l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique (VAE). L'idée étant de lever le frein psychologique sur la perception du coût d'acquisition d'un VAE, il s'agit de proposer une offre globale comprenant produit bancaire + assurance + VAE + conseil. Cela permettrait de mettre en avant un budget mobilité mensuel VAE (comme un budget abonnement TC ou essence pour la voiture).

Cette action est conforme avec l'orientation 6 du PPA : promouvoir les démarches d'engagement volontaires et d'écomobilité dans les administrations et les entreprises.

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet de proposer un package complet des services qui sont aujourd'hui perçus comme un frein au développement de l'utilisation des vélos à assistance électrique : assurance, financement...

Impacts de l'action

Cette action permettra d'accroître la part modale vélo et aussi d'augmenter la distance des trajets réalisés. Ce double résultat conduira à une baisse du taux d'utilisation de la voiture individuelle sur l'agglomération et donc à une amélioration de la qualité de l'air le long des axes routiers.



Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Jean-Baptiste GERNET
Conseiller eurométropolitain en chargé des modes actifs et nouvelles pratiques de déplacement
jean-baptiste.gernet@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)6 70 30 30 30

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Pierre HANAUER
Chargé de mission management de la mobilité
Direction de la Mobilité et des Transports - Service déplacements
Pierre.HANAUER@strasbourg.eu
Tel: +33 (0)3 68 98 63 94
Fax: +33 (0)3 68 98 56 30

Calendrier et suivi de l'avancement

- 1er semestre 2016 – définition précise de l'offre proposée en lien avec les parties prenantes et étude de marché
- 1er semestre 2016 – définition d'une charte à respecter par les différentes parties prenantes
- 2e semestre 2016 – appel à projet – appel à manifestations d'intérêt
- 2e semestre 2016 – communication auprès des entreprises et du grand public de la démarche proposée

Livrables

- Un rapport d'étude de marché sur les cibles du VAE
- Un bilan de la démarche proposée sur les acquisitions de VAE et sur les trajets réalisés

Critères d'évaluation

L'évaluation sera effectuée selon le phasage de l'action : à court terme, le nombre de particuliers prenant contact auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour un accompagnement dans leur dossier permet d'évaluer l'impact et la visibilité de cette action dans la population. À moyen terme, les retours de l'AMO conseil en mobilité pourront tirer le bilan de cette action en quantitatif et qualitatif.

Indicateur de suivi

Nombre d'achats de VAE



Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 45 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 45 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 22 500	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	22 500	50
Autres sources	-	-
TOTAL	45 000	100



Action 6

Intitulé de l'action

Expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des transports en commun

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Transports innovants

Mise en contexte

Face au problème de mobilité urbaine, de nouveaux outils complémentaires doivent être créés afin de répondre à la mobilité dispersée dans le temps et l'espace des centres-villes. Ce projet innovant est une réponse à la problématique du dernier kilomètre dans le centre-ville et apporte une solution de mobilité propre compatible avec la mise en œuvre de la ZCR.

Le projet CRISTAL est un système de transport bi-mode électrique. Il s'agit d'un module de 3 m de long, d'une capacité de 8 personnes, pouvant se joindre à d'autres modules identiques pour faire un moyen de transport en commun complémentaire à l'offre de transport classique. En heures creuses, il fonctionne en libre service accessible aux particuliers, titulaires du permis de conduire et abonnés. Aux heures de pointe, le service se transforme en navette conduite par un agent de la CTS, en complément de l'offre de transports collectifs existante. Ce projet est particulièrement pertinent dans le périmètre de l'ellipse insulaire.

L'objectif du projet est de garantir une offre attractive de transports urbains tout en soulageant les réseaux de la voiture individuelle. De plus, en lien avec la restriction d'accès au centre-ville, c'est une alternative intéressante à développer.

Les « Études et validations territoriales », chargées de planifier puis vérifier l'opérationnalité des technologies dans le cadre d'une exploitation grandeur nature sont engagées directement en partenariat avec les collectivités publiques concernées ;

Description de l'action

Le projet CRISTAL est destiné à mettre en œuvre deux prototypes industrialisables de cette plate-forme de transport innovante. Il se développe sur une durée totale d'un minimum de 36 mois :

Il s'agit de financer une série de tests dont les résultats attendus sont la définition du bon niveau de services aux usagers. Si les tests sont concluants, la collectivité procédera à la généralisation du concept.

Les bénéfices attendus de l'action

- bilan qualité de l'air : l'accompagnement de la mise en place de la ZCR par ce nouveau moyen de déplacement permettra de réduire les émissions de polluants en centre-ville.
- bilan énergétique et écologique du projet CRISTAL : économie de CO2 sur la voiture conventionnelle.



- perspectives industrielles : la réalisation du test ne constitue pas une finalité en soi, le projet CRISTAL s'inscrit dans un processus industriel global qui aura des retombées économiques positives sur le territoire en termes de création d'emplois.

Lien avec le PPA : cette action décline une des préconisations du PPA (disposition 1) : Renforcer la politique de déplacements urbains réduisant le trafic routier, avec le nouveau PDU.
Étude préexistante : une étude d'opportunité de ce projet a été réalisée par Lohr Industries en 2009 (document joint).

Ce que permet « Villes respirable en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet de donner corps à un projet innovant de nouvelle mobilité en centre-ville. Les financements de l'appel à projet permettront de lancer les phases de tests permettant le déploiement à plus grande échelle.

Impacts de l'action

Cette action, en lien avec la mise en place de la ZCR, permettra de réorganiser les flux de transport en centre-ville et apportera de nouvelles solutions de mobilité pour les personnes concernées par l'interdiction d'accès. Les émissions de polluants liées au trafic sur cette zone seront significativement réduites.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Roland RIES
Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole en charge des Transports
Roland.ries@strasbourg.eu

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Madame Céline OPPENHAUSER
Chef de projets innovants
Planification des déplacements
Direction Mobilité & Transport – Service Déplacements
Celine.OPPENHAUSER@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3.68.98.63.95
Fax : +33 (0)3.88.60.92.60

Calendrier et suivi de l'avancement

- 1er semestre 2016 : définition précise de l'offre proposée en lien avec les parties prenantes
- 1er semestre 2017 : début du test

Livrables

- Une étude en régie sur les lieux d'implantation potentiel de ce dispositif



Critères d'évaluation

L'évaluation de ce dispositif consiste à objectiver son taux d'usage, sur le modèle des deux dispositifs déjà existants à Strasbourg :

- Les transports publics ;
- Le service d'autopartage CITIZ.

Avec comme indicateurs de suivi :

- Nombre de montées-descentes lors de l'usage en heures de pointe
- Nombre de réservation en heures creuses

Aspects budgétaires

Montant de l'action : 120 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 120 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 60 000	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	60 000	50
Autres sources	-	-
TOTAL	120 000	100



Action 7

Intitulé de l'action

Expérimenter une Agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air

Type d'action

Animation

Thématique de l'action

Agriculture

Mise en contexte

Le contexte alsacien est caractérisé par une densité de population telle que la proximité entre l'agriculture et les citoyens nécessite une réelle concertation. Les enjeux et les phénomènes liés aux activités agricoles (élevage, protection des cultures, épandages...) et la préservation de la qualité de l'air exigent une phase de recensement des pratiques, de sensibilisation générale et de déploiement du plan d'action.
En matière de qualité de l'air et agriculture, 2 axes prioritaires ont été identifiés :

- La réduction des particules issues de la volatilisation de l'ammoniac (NH3) en priorité
- La protection contre les produits phytosanitaires : suite à des problèmes de dérive au moment de l'application ou de volatilisation, ces produits se retrouvent dans l'air.

Une étude sur le lien entre les pratiques des agriculteurs et les teneurs de phytos dans l'air est prévue au sein du projet Repp'Air déposé par la Chambre régionale d'agriculture du Grand Est dont un site en « grandes cultures » en Alsace.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre d'Agriculture d'Alsace ont signé un partenariat en 2010, renouvelé en 2015 qui s'articule autour d'un plan d'actions (2015-2016) pour développer une agriculture de proximité durable et de proximité.

Description de l'action

Dans ce cadre et en concertation avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg propose de développer une série d'actions à mettre en œuvre d'ici 2020 en faveur de la qualité de l'air en agriculture :

- mise en place d'un diagnostic des exploitations du territoire pour connaître les pratiques et identifier les pratiques à risques, sources de pollutions atmosphériques (particules fines, NO_2, NH_3, produits phytosanitaires, ...)
- Réalisation d'actions de sensibilisation et de formations sur la thématique de l'air, avec des démonstrations de pratiques / matériels en faveur d'une meilleure qualité de l'air ainsi que pour mettre en évidence les bénéfices sur l'ensemble des compartiments air-sol-eau
- Accompagnement de l'émergence de collectifs d'agriculteurs souhaitant s'engager sur la question de l'air par de l'investissement dans des outils spécifiques et novateurs et/ou la mise en place d'expérimentations ayant vocation à servir d'exemples (lien possible avec l'expérimentation existante en centre Alsace avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace et l'ASPA).



Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet de compléter par un volet Qualité de l'Air un partenariat existant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la chambre d'agriculture visant l'amélioration des pratiques agricoles.

Impacts de l'action

Cette action permettra de sensibiliser le monde agricole urbain et périurbain aux enjeux de la qualité de l'air. Même si la part des émissions agricoles sur le territoire de l'agglomération reste assez faible, la sensibilisation et les actions menées à un niveau très local permettront de valoriser les bonnes pratiques à essaimer à un niveau plus large.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Madame Françoise BUFFET
Adjointe au maire de Strasbourg et conseillère métropolitaine déléguée au développement de la politique agricole de l'Eurométropole et des circuits courts, aux relations avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace
francoise.buffet@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 67 95

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Madame Anne FRANKHAUSER
Chargée de mission agriculture périurbaine
Direction du Développement de l'Économie et de l'Attractivité
anne.frankhauser@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 65 61
Fax :+33 (0)3 88 60 97 73

Monsieur Benjamin VIRELY
Chargé de mission agriculture périurbaine
Service Environnement et Transition énergétique
Direction de l'Environnement et des Servies Publics Urbains
benjamin.virely@strasbourg.eu
Tel : + 33 (0)3 68 98 50 00
Fax : +33 (0)3 68 98 57 40

Calendrier et suivi de l'avancement

Le partenariat Eurométropole de Strasbourg/Chambre d'Agriculture d'Alsace existe depuis 2010 et a été renouvelé en 2015 pour la période 2015-2020 avec un plan d'actions sur 2015-2016.



Les nouveaux plans d'actions en 2017-2018 et 2019-2020 intégreront la thématique de l'air.

Déroulement de l'action :

- Deuxième semestre 2016 : formalisation du questionnaire d'enquête
- Premier semestre 2017 : réalisation des enquêtes et synthèse des diagnostics
- Été 2017 : démarrage de la sensibilisation

Livrables

- un bilan annuel de l'action comprenant : une synthèse des diagnostics, les comptes-rendus des réunions de sensibilisation et des formations
- création de supports pédagogiques et articles techniques
- un compte rendu d'exécution technique final

Critères d'évaluation

Nombre de diagnostics des pratiques réalisés
Nombre de formations et sujets traités d'actions de sensibilisation
Nombre d'agriculteurs aux formations
Nombre de collectifs d'agriculteurs créés

Aspects budgétaires

Montant total de l'étude : 80 700 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 80 700 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 40 350	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	40 350	50
Autres sources	-	-
TOTAL	80 700	100



Action 8

Intitulé de l'action

Réduire les émissions de polluants des PME, commerçants et artisans en développant le recours aux audits Air – Énergie

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Industrie

Mise en contexte

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite accompagner les entreprises, les commerçants et artisans au renouvellement et à la modernisation de leurs installations de chauffage, de froid et d'éclairage afin d'améliorer leur efficacité et permettre la diminution des pollutions atmosphériques.

La Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg assure d'ores et déjà une prestation d'audit Énergie en lien avec l'ADEME et la Région Alsace sur l'ensemble du territoire alsacien depuis 3 ans.

Description de l'action

La collectivité souhaiterait prendre en charge une démarche similaire sur son territoire en ciblant plus particulièrement les zones d'activité, et les zones commerciales et en mettant en avant les gains sur la qualité de l'air.

L'action anticipe une obligation réglementaire vis-à-vis des entreprises (PME/PMI, commerces, hôtels restaurants) qui n'ont à ce jour aucune contrainte réglementaire.

Lien avec le PPA : en accompagnement de la disposition 8 du PPA.

Moyens humains nécessaires : Temps estimé à 15 jours hommes, ce qui représente environ 30 k€

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet à la fois d'élargir sur le territoire métropolitain une action dont le cadre et les bénéfices sont déjà connus et à la fois de mettre en avant les gains pour la qualité de l'air liés aux économies d'énergie.

Impacts de l'action :

Les bénéfices attendus se situent dans le domaine sanitaire et environnemental (réduction de la pollution de l'air du secteur industriel et commercial) et économique (amélioration du rendement des installations de chauffage des entreprises).

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg



Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Alain JUND
Vice-Président de l'Eurométropole en charge de la transition énergétique et Adjoint au Maire de Strasbourg en charge de l'urbanisme
Alain.jund@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 67 96

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Mikaël LUX
Chef de projet PCET
Service environnement et transition énergétique
Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains
Mikael.LUX@strasbourg.eu
Tél. 03 68 98 73 29

Calendrier et suivi de l'avancement

- Fin 2016 : présentation d'un premier bilan des diagnostics réalisés sur les 3 dernières années et analyse critique du dispositif.
- Début 2017 : modification de la trame de pré-diagnostic énergie pour intégrer un module « qualité de l'air » dans le rendu aux entreprises.
- 2017 – 2018 : lancement d'une campagne de pré-diagnostics air – énergie auprès d'un public cible (PME, PMI, artisans, commerçants, ...)
- 2018 : présentation d'un bilan général de la campagne de pré-diagnostics

Indicateurs de suivi et de réalisation : nombre de pré-diagnostics engagés, nombre d'entreprises sensibilisées

Livrables

- un bilan et une analyse critique du dispositif de pré-diagnostic énergie existant
- une méthodologie d'audit pour les entreprises (avec un exemple de rendu)
- un rapport final sur la campagne de pré-diagnostics lancés

Critères d'évaluation

Nombre d'installations auditées
Nombre d'installations contre-performantes



Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 30 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 30 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 15 000	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	15 000	50
Autres sources	-	-
TOTAL	30 000	100



Action 9

Intitulé de l'action

Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de la ville, de l'Eurométropole et de ses satellites (Sociétés d'économie mixte)

Type d'action

Investissement

Thématique de l'action

Mobilité et innovation

Mise en contexte

Les actions menées ou envisagées sont :

- Proscrire autant que possible les motorisations diesel.
- Participer au groupement de commande qui se constitue avec les grandes villes européennes pour l'achat de véhicules propres.
- Favoriser et inciter aux déplacements « doux » des agents.
- Poursuivre les formations d'éco conduite pour les agents.
- Sensibiliser le personnel à la nécessité de couper le moteur à l'arrêt, à veiller régulièrement au bon gonflage des pneumatiques.

3 M€ seront mobilisés annuellement pour le renouvellement de la flotte de l'Eurométropole et de la Ville jusqu'en 2019.

Description de l'action

Il s'agit d'une action destinée à limiter les émissions polluantes en agissant autant que faire se peut sur la consommation de carburant. Les parties prenantes (services et SEM de l'Eurométropole) seront informés par courrier et lors de réunions spécifiques.

L'effort supplémentaire de la collectivité portera sur une part accrue de véhicules propres à l'intérieur de cette enveloppe annuelle, en catégories véhicules légers, véhicules utilitaires et poids lourds.

L'objectif est de consacrer plus d'1M€ en 5 ans à l'acquisition de véhicules propres. Ce financement vient en complément des objectifs déjà affichés d'amélioration de la qualité du parc roulant au sein de la métropole.

Lien avec le PPA : l'action contribue indirectement à plusieurs actions du PPA notamment les dispositions 6 et 14.



Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet d'accroître les ambitions des collectivités en matière de renouvellement du parc roulant. Ce financement supplémentaire permettra d'augmenter la part initialement prévue de véhicules propres dans le renouvellement du parc.

Impacts de l'action

Les bénéfices attendus : réduction de la consommation de carburant et réduction des émissions polluantes notamment les poussières, les oxydes d'azote et le dioxyde de carbone.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Madame Françoise BEY
Vice-présidente en charge de la propreté urbaine, de la collecte et valorisation des déchets et de la gestion du parc de véhicules et des ateliers communautaires
Francoise.bey@strasbourg.eu

Monsieur René SCHAAL
Conseiller eurométropolitain délégué à la gestion du parc de véhicules et des ateliers communautaires.
Rene.schaal@strasbourg.eu
03 68 98 50 00

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Benoit WEINLING
Chef du service Parc Véhicules et Ateliers
Direction des Ressources Logistiques
Benoit.weinling@strasbourg.eu
03 68 98 78 92

Calendrier et suivi de l'avancement

- Second semestre 2016 : commande de véhicules fonctionnant au GNV pour une livraison 1er semestre 2017
- Second semestre 2017 : commande de véhicules fonctionnant au GNV pour une livraison 1er semestre 2018
- Second semestre : 2018 commande de véhicules fonctionnant au GNV pour une livraison 1er semestre 2019
- Second semestre 2019 commande de véhicules fonctionnant au GNV pour une livraison 1er semestre 2020

Indicateurs de suivi et de réalisation : notification des marchés et livraison des véhicules

Livrables

Tableau des véhicules par age et motorisation (et kilométrage annuel)



Critères d'évaluation

- L'évaluation pourra être réalisée sur la base des statistiques de consommation des différents carburants.
- Les consommations relevées sur 12 mois glissants.
- Nombre de kilomètres/motorisation (pour remonter aux émissions).

Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 1 010 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 1 010 000 Taux d'aide appliqué : 30 % investissement hors infrastructure de transport soit 303 000	30
Ville de Strasbourg	227 500	22,5
Eurométropole de Strasbourg	479 500	47,5
Autres sources	-	-
TOTAL	1 010 000	100



Action 10

Intitulé de l'action

Inclure les préconisations Air – Énergie – Climat dans les documents d'urbanisme

Type d'action

Étude

Thématique de l'action

Planification territoriale

Description de l'action

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à la réalisation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Air, climat, énergie » dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). La volonté affirmée est de renforcer les orientations et les préconisations notamment réglementaires, en matière d'énergie pour mieux répondre aux objectifs fixés par le Projet d'Aménagement et de Développement durables (PADD) ainsi que pour consolider la prise en compte du Plan de Protection Atmosphère (PPA), notamment de ses zones de vigilance.
L'OAP « Air Climat Énergie » est d'autant plus justifiée que le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg est un PLUi intégrateur (3 en 1), c'est-à-dire qu'il vaut Programme Local de l'Habitat (PLH) et Plan Déplacements Urbains (PDU). Ces deux thématiques impactent directement et fortement les questions « Air Climat Énergie » tout en pouvant parallèlement offrir des leviers d'actions via une OAP.

Les bénéfices attendus : l'OAP « Air Climat Énergie » sera opposable et visera à réduire l'exposition de la population aux risques et à diminuer les émissions polluantes. Tout projet nécessitant un permis d'aménager, un permis de construire ou une autorisation de travaux ne sera autorisé que s'il est conforme au PLUi, c'est-à-dire qu'il respecte les prescriptions réglementaires et les orientations du document d'urbanisme.
A l'heure actuelle, rien n'est imposé par le code de l'Urbanisme sur les thématiques Air – Énergie – Climat. L'action se base notamment sur :

- la stratégie d'intégration du volet Air climat énergie dans le futur projet métropolitain (mai 2015)
- la mise en place de la plateforme Énergie de l'ADEUS
- le plan climat de l'Eurométropole de Strasbourg
- le schéma directeur de l'énergie de l'Eurométropole de Strasbourg
- les cartes stratégiques qualité de l'air

L'étude est planifiée dans le programme partenarial de l'ADEUS. L'OAP « Air Climat Énergie » sera intégrée au PLUi par une procédure de modification qui sera soumise à enquête publique (selon le code de l'Environnement).

Le lien avec le PPA : avec la fiche action 7 « Intégrer dans l'aménagement urbain, la nécessité de limiter l'exposition de la population aux dépassements des valeurs limites » et la fiche action



11 « Renforcer la prise en compte de la qualité de l'air dans les études d'impact des projets de la zone PPA ».

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes Respirables en 5 ans » permet de poursuivre les travaux entrepris dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère qui ont posé les bases de la prise en compte de la qualité de l'air dans le PLUi de l'agglomération.

Impacts de l'action

Cette action permettra de décliner plus finement à l'échelle des projets, les attendus en matière de prise en compte de la qualité de l'air et de la protection des populations.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Nom, qualité et coordonnées de l'élu référent pour l'action

Monsieur Alain JUND
Vice-Président de l'Eurométropole en charge de la transition énergétique et Adjoint au Maire de Strasbourg en charge de l'urbanisme
Alain.jund@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 67 96

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Madame Cathy MULLER
Service prospective et planification territoriale
Direction Urbanisme et Territoire (DUT)
Cathy.muller@strasbourg.eu
Tel : + 33(0)3 68 98 65 76

Calendrier et suivi de l'avancement

- Première étape réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUi (dans le règlement)
- Démarrage de l'élaboration de l'OAP « Air Climat Énergie » : 2017
- Prérequis à l'OAP : le schéma directeur de l'énergie de l'Eurométropole de Strasbourg, cartes stratégiques qualité de l'air, plan climat
- Réflexion, benchmarking notamment sur la réhabilitation des bâtiments existants et sur les zones d'activités, les zones commerciales ...
- Échéance : modification PLU 2019

Des indicateurs de suivi devront être définis pour compléter la pièce 1.8 du rapport de présentation du PLU « Critères, indicateurs et modalités de suivi du document »

Livrables

OAP « Air Climat Énergie » avec les compléments au rapport de présentation notamment pour la partie justification et indicateur



Critères d'évaluation

La démarche d'évaluation sera réalisée dans le cadre de l'évaluation (notamment environnementale) du PLUi.

Le PLUi comprend des indicateurs de suivi qui seront à compléter pour l'OAP Air Climat Énergie (pièce 1.8 du rapport de présentation du PLU « Critères, indicateurs et modalités de suivi du document »).

Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 50 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 50 000 Taux d'aide appliqué : 50 % étude soit 25 000	50
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	25 000	50
Autres sources	-	-
TOTAL	50 000	100



Action 11

Intitulé de l'action :

Valoriser auprès du grand public les actions menées dans le cadre de l'appel à projets « Ville respirables en 5 ans »

Type d'action

Communication

Thématique de l'action

Informer, sensibiliser et inciter aux changements de comportement. Évaluation

Description de l'action

- Accompagner le projet « Ville et métropole respirables » dans son ensemble par un plan de communication global et des actions de sensibilisation pour donner les moyens aux citoyens et aux acteurs du territoire de comprendre les enjeux liés à la pollution de l'air ambiant, leur donner les clés de la compréhension pour les rendre acteurs du territoire et impulser des changements de comportement.
- Évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre.

Calendrier

- Communication 2015 et 2016 : 2 conférences (professionnels et grand public) sur la qualité de l'air (octobre et 2015 et mars 2016)
- Choix d'un AMO « Stratégie de communication » pour définir une méthode en matière de sensibilisation de proximité et pour mettre en place un baromètre pour l'évaluation : 2016
- Consultations d'un panel d'habitants, à priori en 2017 et 2019 selon les propositions de l'AMO, pour évaluer la connaissance et l'acceptabilité des mesures en faveur de la qualité de l'air.
- Élaboration et diffusion de supports de communication (2016 – 2020). Participation à diverses manifestations et conférences sur la qualité de l'air.

Ce que permet « Villes respirables en 5 ans »

L'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » permet d'organiser et de valoriser auprès du grand public l'ensemble des actions menées pour la qualité de l'air dans l'agglomération.

Impacts de l'action

Cette action permettra de répondre aux attentes actuelles de la population et de créer une émulation autour des projets structurant comme l'évolution du système de mobilité de l'agglomération en faveur de la qualité de l'air.

Collectivité porteuse de l'action

Eurométropole de Strasbourg

Noms et coordonnées des contacts référents de l'action



Madame Françoise SCHAETZEL
Conseillère eurométropolitaine déléguée à la qualité de l'air et à la santé et conseillère municipale de Strasbourg
Francoise.SCHAETZEL@strasbourg.eu

Nom, qualité et coordonnées du responsable technique référent pour l'action

Monsieur Laurent SIRY
Chargé d'études environnementales
Service Environnement et Transition énergétique
Direction de l'Environnement et des Services publics Urbains
Laurent.siry@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 73 27
Fax : +33 (0)3 88 60 93 34

Madame Lucile CELLIE
Chef de projet Ville respirable
Service Environnement et Transition énergétique
Direction de l'Environnement et des Services publics Urbains
Lucile.cellie@strasbourg.eu
Tel : +33 (0)3 68 98 80 06
Fax : +33 (0)3 88 60 93 34

Madame Charlotte CHARROY
Chargée de communication
Direction de la Communication
Charlotte.charroy@strasbourg.eu
Tel :+33 (0)3 68 98 68 44
Fax : +33(0)3 88 60 90 30

Bénéfices attendus de l'action

- Aide à l'adaptation des comportements face aux risques sanitaires et environnementaux.
- Mobilisation citoyenne.
- Acceptation des mesures qui pourraient être prises.

L'action est-elle en lien avec le PPA

Contribue à une meilleure connaissance de la thématique et du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Livrables

Inventaire des actions de communication mises en œuvre

Critères d'évaluation

Nombre de personnes ayant été impactées par les actions de communication mises en œuvres
Bilan et impact général des actions de communication mises en œuvre



Aspects budgétaires

Montant total de l'action : 100 000 € HT

Sources de financement	Montant (€ HT)	%
Fonds de transition énergétique	Montant éligible : 100 000	50
	Taux d'aide appliqué : 50 % étude, communication soit 50 000	
Ville de Strasbourg	-	-
Eurométropole de Strasbourg	50 000	50
Autres sources	-	-
TOTAL	100 000	100



Annexe 2

Financement des actions

Montant total du projet : 2 392 000 € HT

	Enveloppe spéciale transition énergétique	Ville de Strasbourg	Eurométropole de Strasbourg	TOTAL (€ HT)
1 – Gérer de manière dynamique les flux de circulation : étude diagnostique	25 000 €	-	25 000 €	50 000 €
1 – Gérer de manière dynamique les flux de circulation : outils de gestion du trafic	338 150 €	-	338 150 €	676 300 €
2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : Étude	63 000 €	-	27 000 €	90 000 €
2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : communication	14 000 €	-	6 000 €	20 000 €
2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : mise en œuvre	24 000 €	-	56 000 €	80 000 €
3 – Accompagner la restriction de circulation dans le centre-ville par la mise en place de centres de distribution urbains (CDU)	7 500 €	-	7 500 €	15 000 €
4 – Aménager des aires de services sur Vélostras, le réseau d'autoroutes à vélo de l'agglomération	12 500 €	-	12 500 €	25 000 €
5 – Lever les freins à l'essor du déploiement des vélos à assistance électrique (VAE)	22 500 €	-	22 500 €	45 000 €
6 – Accompagner le déploiement de nouveaux modes d'utilisation des	60 000 €	-	60 000 €	120 000 €



transports en commun (Projet Cristal)				
7 – Expérimenter une agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air	40 350 €	-	40 350 €	80 700 €
8 – Réduire les émissions de polluants des PME, commerçants et artisans en développant le recours aux audits Air-Énergie	15 000 €	-	15 000 €	30 000 €
9 – Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de l' l'Eurométropole de Strasbourg et de ses satellites (Sociétés d'économie mixte)	205 500 €	-	479 500 €	685 000 €
9 – Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de la Ville de Strasbourg	97 500 €	227 500 €	-	325 000 €
10 – Inclure les préconisations Air – Énergie – Climat dans les documents d'urbanisme	25 000 €	-	25 000 €	50 000 €
11 – Valoriser auprès du grand public les actions menées dans le cadre de l'appel à projet Ville respirable	50 000 €	-	50 000 €	100 000 €
Total pour toutes actions confondues	1 000 000 €	227 500 €	1 164 500 €	2 392 000 €



Allocation des financements de moyens du fond de transition énergétique

Montant total des financements alloués au projet : 1 000 000 € HT

		Bénéficiaire		
		Eurométropole de Strasbourg	**Ville de Strasbourg**	**TOTAL (€ HT)**
Montants alloués (€ HT)	1 – Gérer de manière dynamique les flux de circulation : étude diagnostique	25 000 €	0 €	25 000 €
	1 – Gérer de manière dynamique les flux de circulation : outils de gestion du trafic	338 150 €	0 €	328 150 €
	2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : Étude	63 000 €	0 €	63 000 €
	2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : communication	14 000 €	0 €	14 000 €
	2 – Préfigurer la mise en place d'une zone de circulation restreinte basée sur les certificats pour la qualité de l'air des véhicules (ZCR) : mise en œuvre	24 000 €	0 €	24 000 €
	3 – Accompagner la restriction de circulation dans le centre-ville par la mise en place de centres de distribution urbains (CDU)	7 500 €	0 €	7 500 €
	4 – Aménager des aires de services sur Vélostras, le réseau d'autoroutes à vélo de l'agglomération	12 500 €	0 €	12 500 €
	5 – Lever les freins à l'essor du déploiement des vélos à assistance électrique (VAE)	22 500 €	0 €	22 500 €
	6 – Accompagner le déploiement de nouveaux modes d'utilisation des transports en commun (Projet Cristal)	60 000 €	0 €	60 000 €
	7 – Expérimenter une agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air	40 350 €	0 €	40 350 €
	8 – Réduire les émissions de polluants des PME, commerçants et artisans en développant le recours aux audits Air-Énergie	15 000 €	0 €	15 000 €
	9 – Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de l' l'Eurométropole de	205 500 €	0 €	205 500 €



	Strasbourg et de ses satellites (Sociétés d'économie mixte)			
	9 – Améliorer la qualité environnementale du parc des véhicules de la Ville de Strasbourg	0 €	97 500 €	97 500 €
	10 – Inclure les préconisations Air – Énergie – Climat dans les documents d'urbanisme	25 000 €	0 €	25 000 €
	11 – Valoriser auprès du grand public les actions menées dans le cadre de l'appel à projet Ville respirable	50 000 €	0 €	50 000 €
	Total pour toutes actions confondues	**902 500 €**	**97 500 €**	**1 000 000 €**



Bureau de l'environnement élargis aux élus référents des différentes actions

Robert HERRMANN – Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Roland RIES – Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des Transports

Alain JUND – Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg, Adjoint au maire de Strasbourg – Politique de préservation écologique, transition énergétique et développement durable, urbanisme opérationnel communautaire, qualité de l'air

Françoise SCHAETZEL – Conseillère eurométropolitaine déléguée à la qualité de l'air et à la santé et conseillère Municipale de Strasbourg – *Représentant de l'Eurométropole à l'ASPA*

Françoise BEY – Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, Conseillère Municipale de Strasbourg – Propreté, viabilité hivernale, collecte des déchets, réalisation des réseaux de chaleur, gestion de la fourrière communautaire pour animaux, gestion du parc des véhicules et des ateliers communautaires – *Représentant de l'Eurométropole à l'ASPA*

Jean-Baptiste GERNET – Conseiller eurométropolitain en charge des modes actifs et nouvelles pratiques de déplacement

Françoise BUFFET - Adjointe au maire de Strasbourg et conseillère métropolitaine déléguée au développement de la politique agricole de l'Eurométropole et des circuits courts, aux relations avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace

René SCHAAL – Conseiller eurométropolitain délégué à la gestion du parc de véhicules et des ateliers communautaires

Pierre LAPLANE – Directeur général des services

Jean-François LANNELUC – Directeur général adjoint – Délégation relations internationales et communication

Serge FORESTI – Directeur général adjoint – Délégation pilotage, ressources, environnement et climat

Pierrette GUNTHER-SAES – Directeur général adjoint – Délégation Sécurité, prévention et sports

Yves AUBERT – Directeur général adjoint – Délégation cohésion sociale et développement éducatif et culturel

Pierre LAPLANE – Directeur général adjoint par intérim – Délégation aménagement, développement et mobilité



Annexe 5 : Comité technique

Pôle / Direction / Service	Correspondant	Fonction
Direction générale des Services	Yves ZIMMERMANN	Chef de projet Ville durable et en transition
DSP / SIRAC	Yves LAUGEL	Chef du service information et régulation automatique de la circulation
DSP / SIRAC	Benoît WOLFF	
DEA	Anne FRANKHAUSER	Chargée de mission agriculture périurbaine
DRL / Service parc véhicules et ateliers	Benoît WEINLING	Chef de service
DESPU / Service Environnement et transition énergétique	Laurent SIRY	Chargé d'études environnementales
DESPU / Service Environnement et transition énergétique	Lucile CELLIÉ	Cheffe du projet Ville Respirable
DESPU / Service Environnement et transition énergétique	Mikael LUX	Chef de projet Plan Climat
DESPU / Service Environnement et transition énergétique	Benjamin VIRELY	Chargé de mission agriculture périurbaine
DMT / Service déplacements	Céline OPPENHAUSER	Cheffe de projets innovants
DMT / Service déplacements	Maeva MOREAU	
DMT / Service déplacements	Pierre-Marie GARNIER	Chef de projet mission vélo
DMT / Service déplacements	Pierre HANAUER	Chargé de mission management de la mobilité
DUAH / Service prospective et planification territoriale	Cathy MULLER	Chargé d'étude PLE
Direction de la communication	Charlotte CHARROY	Chargée de communication
ASPA	Emmanuel RIVIÈRE	Directeur adjoint
DREAL	Claire CHAFFANJON	Chef du service transition énergétique logement construction
DREAL	Michaël BERTIN	Chargé de mission qualité de l'air et climat
ADEME	Laurent PLANCHET	Chargé de mission Villes et territoires durables
Chambre d'Agriculture d'Alsace	Dominique METREAU	Chef du service gestion du territoire
Chambre d'Agriculture d'Alsace	Régis HUSS	Chef du service environnement
Chambre d'Agriculture d'Alsace	Alfred KLINGHAMMER	Service environnement
CCI	Laurent DEFINIS	Chef de service Développement durable



Annexe 6

Relevés d'identité bancaire des Bénéficiaires 1 et 2

Eurométropole de Strasbourg (Bénéficiaire 1)

Nom du bénéficiaire : Eurométropole de Strasbourg

Adresse du bénéficiaire : 1 parc de l'Etoile, 67 076 STRASBOURG Cedex

N° SIREN : 246 700 488 / N° SIRET : 246 700 488 00017

RIB :



BANQUE DE FRANCE

Relevé d'identité bancaire

TITULAIRE 057056 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

DOMICILIATION BDF STRASBOURG

RIB automatisé

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
30001	00806	C0720000000	66

Identification internationale

IBAN FR96 3000 1008 06C0 7200 0000 066

Identifiant Swift de la BDF (BIC) BDFEFRPPCCT

Ville de Strasbourg (Bénéficiaire 2)

Nom du bénéficiaire : Ville de Strasbourg

Adresse du bénéficiaire : 1 parc de l'Etoile, 67 076 STRASBOURG Cedex

N° SIREN : 246 700 488 / N° SIRET : 246 700 488 00017

RIB :



BANQUE DE FRANCE

Relevé d'identité bancaire

TITULAIRE 057056 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

DOMICILIATION BDF STRASBOURG

RIB automatisé

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
30001	00806	C0720000000	66

Identification internationale

IBAN FR96 3000 1008 06C0 7200 0000 066

Identifiant Swift de la BDF (BIC) BDFEFRPPCCT



24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Reconquête des fonciers potentiellement dégradés : amélioration de la connaissance environnementale.

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé une démarche de renouvellement du milieu urbain en réinvestissant les fonciers urbains et péri-urbains délaissés, tels que des friches industrielles, d'anciennes zones d'activités, stations-services ou exploitations agricoles, et en y aménageant de nouveaux usages.

L'attractivité foncière de l'Eurométropole de Strasbourg constitue une réelle opportunité de reconquérir des secteurs en friche et d'améliorer la qualité environnementale du territoire par la connaissance et la maîtrise des pollutions potentielles héritées du passé.

Cependant, les acquisitions foncières ou les projets d'aménagements sur des terrains ayant connu d'anciennes installations ou activités susceptibles d'engendrer une dégradation des milieux nécessitent la plus grande vigilance.

Les bases de données existantes au niveau national ne sont pas suffisamment détaillées et peuvent même parfois se révéler obsolètes car non mises à jour depuis plusieurs années. Une connaissance exhaustive du passif historique de ces parcelles, ainsi que la confrontation de ces connaissances aux enjeux environnementaux et sanitaires sont nécessaires à la prise de décision.

La réalisation d'un inventaire historique urbain (IHU) à l'échelle de l'agglomération donnera à l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi qu'à l'ensemble des communes du territoire, l'outil d'aide à la décision adapté.

La présente délibération reflète la volonté de l'Eurométropole de Strasbourg d'améliorer l'état de la connaissance environnementale tout en prenant pleinement en compte les spécificités de son territoire.

Ce projet d'inventaire consistera à rassembler et conserver les informations sur les sites industriels et les activités de service dans une base de données homogène pour, ensuite, les intégrer dans le système d'information géographique urbain permettant une localisation à l'échelle parcellaire.

L'exploitation des données historiques collectées permettra à terme de :

- renforcer la prévention des enjeux de santé et de l'environnement ;
- fiabiliser et sécuriser les opérations foncières envisagées sur ces anciens sites ;
- prévoir les conséquences (techniques et financières) d'une éventuelle pollution sur un projet d'aménagement et proposer des solutions le plus en amont possible ;
- disposer d'un outil d'aide à la décision et de gestion de l'espace surfacique laissé vacant.

Les informations sur la qualité environnementale des fonciers ainsi obtenues viendront enrichir la base de données de la Collectivité et, le cas échéant, seront intégrées dans la cartographie vigilance du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Dans le cadre de la réalisation de l'inventaire historique urbain, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg sera scindé en deux secteurs distincts :

- Lot n°1 : Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg hors emprise Port Autonome de Strasbourg ;
- Lot n°2 : Emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS).

Pour ce faire, il est proposé la constitution d'un groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg et le PAS dont l'Eurométropole de Strasbourg sera le coordonnateur.

Il est à noter qu'une phase de test sera effectuée au démarrage du projet sur 5 communes s'étant portées volontaires lors de la conférence des Maires du 29 avril 2016 (à savoir Eckbolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Holtzheim et Schiltigheim).

Plan de financement prévisionnel :

D'une durée de 4 ans, le projet d'inventaire historique urbain est estimé à environ **1 850 000 € TTC**. Il sera cofinancé de la manière suivante :

- le Port Autonome de Strasbourg (PAS) financera les honoraires d'étude du Lot 2 concernant son territoire à hauteur de 80 %, les 20 % restant étant à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- le BRGM, au titre de sa mission de service public, participera à hauteur de 20 % du coût de la mission d'appui scientifique et technique sur l'intégralité du projet ;

- l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), dans le cadre de la convention d'accord partenarial, subventionnera l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 70 000 € TTC en 2018 et est susceptible de renouveler son aide chaque année (sur la période 2019-2021) ;

- la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), dans le cadre de la convention d'accord partenarial, subventionnera l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 55 000 € TTC.

L'Eurométropole de Strasbourg aura donc à sa charge le financement de **1 387 600 € TTC** en intégrant les subventions, soit environ **75 %** du projet.

POSTE	DEPENSES (TTC)			SUBVENTIONS	
	EMS	BRGM	PAS	CDC	ADEME
Lot 1	1 369 800 €	-	-	55 000 €	280 000 €
Lot 2	25 000 €	-	105 200 €		
Communication	24 000 €	-	-		
Expertise BRGM	83 040 €	20 760 €	-		
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	220 760 €	-	-		
TOTAUX	**1 722 600 €**	**20 760 €**	**105 200 €**	**55 000 €**	**280 000 €**
	1 850 000 € (montant arrondi)			**335 000 €**	

Comité de pilotage :

Le comité de pilotage veillera à l'atteinte des objectifs et, le cas échéant, arbitrera des propositions émises par le comité technique.

La composition de ce comité est présentée dans le tableau ci-dessous :

Membres du comité de pilotage
M. DEBES : Vice-Président de l'Eurométropole, en charge des sites et sols pollués
M. BUR : Vice-Président de l'Eurométropole, en charge de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)
Un représentant de l'exécutif de la Ville de Strasbourg et des cinq communes tests : Schiltigheim, Oberhausbergen, Eckbolsheim, Ostwald et Holtzheim
La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
L'Agence Régionale de Santé
Le Port Autonome de Strasbourg
La Caisse des Dépôts et Consignations
La Direction Régionale Grand Est l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
La Direction Régionale du Bureau de Recherche Géologique et Minière
L'Eurométropole de Strasbourg avec : - la Délégation pilotage, ressources, environnement et climat - la Direction de l'environnement et des services publics urbains

Comité technique :

Le comité technique aura pour objectif de faciliter l'accès des bureaux d'études aux données disponibles dans les différentes structures ainsi que de veiller à une collecte de ces données permettant de rassembler les éléments utiles à chacun des acteurs.

Il proposera au comité de pilotage les arbitrages nécessaires à la cohérence entre les moyens et les objectifs.

Ce comité pourra se réunir en effectif variable selon les besoins. Sa composition est présentée en annexe.

De plus, d'autres organismes pourront être ponctuellement conviés (Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, Région Grand Est, représentants des autres établissements publics possédant un inventaire historique urbain).

A noter que le pilotage du comité technique sera assuré par le Service environnement de la Direction de l'environnement et des services publics urbains.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement du marché de prestations intellectuelles en appel d'offre ouvert, relatif à la réalisation de l'inventaire historique urbain d'une durée de quatre ans et divisé en deux lots comme suit :

- *lot n°1 : Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg hors emprise Port Autonome de Strasbourg constitué d'une part forfaitaire estimée à 1 359 800 € TTC et d'une part à bons de commande estimée à 10 000 € TTC et d'un montant maximum de 100 000 € TTC ;*
- *lot n°2 : Emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS) pour un montant estimatif de 130 200 € TTC* ;

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention de groupement de commandes avec le Port Autonome de Strasbourg, à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions et à signer les marchés, avenants, convention et documents y résultant afférant ;*

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions de soutiens financiers avec l'ADEME et la CDC et à solliciter d'autres partenaires pour des soutiens financiers complémentaires ;*

décide

- *l'imputation des dépenses de fonctionnement pour la durée de réalisation du projet sur les crédits ouverts sur l'AP0277-EN02 Environnement et Transition Energétique, n°1172 ;*

- *l'imputation des recettes pour la durée de réalisation du projet sur l'AP0277-EN02 Environnement et Transition Energétique, n°1172 ;*

valide

la composition du Comité de Pilotage ainsi que du Comité technique proposés.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

PAS

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

Conseil d'administration

EXTRAIT
de la délibération prise par le conseil d'administration
du Port autonome de Strasbourg
le 17 octobre 2017

9. - Inventaire Historique Urbain des pollutions (IHU)
Groupement de commande entre le PAS et l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Le CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu les pourparlers avec l'Eurométropole de Strasbourg,

Considérant la nécessité d'approfondir les connaissances en terme de contamination de sol sur le territoire portuaire,

Considérant l'intérêt pour l'établissement public, d'une part de bénéficier de l'expertise des services de l'Eurométropole et de leurs Assistants à la Maîtrise d'Ouvrage spécialisés en matière de sites et sols pollués, d'autre part de mutualiser le recours à des prestataires,

APPROUVE le principe de constitution d'un groupement de commande avec l'Eurométropole de Strasbourg en vue de réaliser un Inventaire Historique Urbain des pollutions sur le territoire eurométropolitain, en ce compris celui du port de Strasbourg,

AUTORISE le Directeur général à négocier, avec l'Eurométropole de Strasbourg, les modalités et conditions régissant ce groupement de commande et à signer tous actes constitutifs de ce groupement de commande,

APPROUVE le lancement, au travers de ce groupement de commande, d'une étude visant à l'élaboration d'un Inventaire Historique Urbain des pollutions à l'échelle du territoire du port de Strasbourg,

AUTORISE la dépense correspondante s'élevant pour le Port autonome à un montant estimé de 105 200 € HT à imputer sur les crédits du compte 617 "Etudes" des budgets 2018-2019.

STRASBOURG, le 19/10/2017

PORT AUTONOME DE STRASBOURG PAS

Pour extrait conforme
Le Directeur général
du Port autonome de Strasbourg
J.L. Jérôme

25 rue de la Nuée Bleue – CS 80407 – F-67002 Strasbourg cedex – Tél. → +33 (0)3 88 21 74 74 – Fax → +33 (0)3 88 23 56 57
Email → pas@strasbourg.port.fr – Site Internet → www.strasbourg.port.fr – Siren 775 641 418

Eurométropole
de Strasbourg

Port Autonome
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Port Autonome de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

PROVISOIRE

Inventaire Historique Urbain

Vu la sous-section 2 du titre II, Chapitre Ier, section 1, de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/15 relative à la coordination et aux groupements de commandes
Vu la délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 22 décembre 2017.

Il est constitué

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente (Bureau) du 22 décembre 2017

Et

Le Port Autonome de Strasbourg, Etablissement public à caractère administratif, 25 rue de la Nuée Bleue - CS 80407
67002 Strasbourg Cedex, représentés par Monsieur Nicolas TEINTURIER, Directeur de la valorisation du domaine agissant en application d'une délibération prise par le conseil d'administration du Port Autonome de Strasbourg lors de sa séance du 17 octobre 2017

Un groupement de commandes pour la passation d'un marché ayant pour objet la réalisation d'un Inventaire Historique Urbain.

PROVISOIRE

SOMMAIRE

Préambule 4
Article 1 : Constitution du groupement 5
Article 2 : Objet du groupement 5
Article 3 : Organes du groupement 6
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6
Article 5 : Exécution du marché 7
Article 6 : Responsabilité 7
Article 7 : Fin du groupement 8
Article 8 : Règlement des différends entre les parties 8

PROVISOIRE

Préambule

En raison d'une phase de désindustrialisation et d'une valorisation continue du foncier urbain et périurbain, les friches industrielles sont devenues de réelles opportunités foncières. Elles peuvent cependant être affectées par des pollutions issues de l'activité industrielle passée, susceptibles de générer des dégradations environnementales des milieux.

Les acquisitions foncières ou les projets d'aménagements sur des terrains ayant connu d'anciennes installations ou activités susceptibles d'engendrer une dégradation des milieux nécessitent la plus grande vigilance. De plus, l'identification et la gestion de ces dégradations constituent un enjeu fort pour la Collectivité.

Les bases de données existantes au niveau national ne permettent pas une exploitation adaptée et se révèlent parfois même obsolètes.

La réalisation d'un inventaire historique urbain (IHU) à l'échelle du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg donnera à la Collectivité l'outil d'aide à la décision nécessaire.

Ce projet d'inventaire consistera à rassembler et conserver les informations sur les sites industriels et les activités de service dans une base de données homogène pour, ensuite, les intégrer dans le système d'information géographique urbain permettant une localisation à l'échelle du parcellaire cadastral.

L'exploitation des données historiques collectées permettra à terme de :

- veiller à la protection des personnes et de l'environnement ;
- fiabiliser et sécuriser les opérations foncières envisagées sur ces anciens sites ;
- prévoir les conséquences (techniques et financières) d'une éventuelle pollution sur un foncier ou dans le cadre d'un projet d'aménagement et proposer des solutions le plus en amont possible ;
- donner à la Collectivité un outil d'aide à la décision et de gestion de l'espace surfacique laissé vacant.

Dans le cadre de la réalisation de cet inventaire historique urbain, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) sera scindé en deux secteurs distincts:

- Lot n°1 : territoire de l'Eurométropole de Strasbourg hors emprise Port Autonome de Strasbourg ;
- Lot n°2 : emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS).

Les bureaux d'étude sélectionnés après appel d'offres, réaliseront pour chacun des lots une collecte, un archivage et une interprétation des données pour chaque site identifié, les intégrant ensuite dans un outil cartographique.

Un assistant à maitrise d'ouvrage (ARCADIS) a été désigné afin d'apporter une expertise technique dans le cadre du projet.

De plus, une convention de recherche et de développement a été établie avec le BRGM.

Pour optimiser l'accès à la commande intéressant il a été proposé de créer un groupement de commandes entre l'Eurométropole et le Port Autonome de Strasbourg dans le cadre de la réalisation de cet inventaire.

PROVISOIRE

Il est à noter que la présente convention ne s'applique que pour le Lot 2 comme le précisera l'article 2.

L'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe le marché (lot 2) pour le compte du groupement de commande.

L'exécution sera menée par chacune des 2 parties de manière collaborative (cf. article 5).

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Port Autonome de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics, notamment son article 28, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation d'un marché public relatif à «l'élaboration de l'Inventaire Historique Urbain sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg». Ce marché comprendra un lot :

- Lot n°2 : emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS).

La durée du marché sera de 4 ans, de 2018 à 2021.

Le Lot 2 comprend une partie forfaitaire estimé à 132 200 € TTC correspondant à l'étude de 250 sites situés sur l'emprise du Port Autonome de Strasbourg.

Il est décidé que le Port Autonome de Strasbourg participe à hauteur de 80 % du montant forfaitaire de ce lot et que l'Eurométropole de Strasbourg participe à hauteur de 20% de ce même lot.

Le marché sera lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert décrite aux articles 25.-I.-1° et 67 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

PROVISOIRE

Les montants forfaitaires estimatifs pour le marché concernant les deux membres du groupement sont les suivants :

Partenaires	Lot 2
	Partie forfaitaire (estimation)
Eurométropole	25 000 € TTC (20 %)
Port Autonome de Strasbourg	105 200 € TTC (80 %)
Totaux	130 200 € TTC

Article 3 : Organes du groupement

Le Port Autonome de Strasbourg convient de désigner l'Eurométropole en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 28II de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Le marché, passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert des articles 25.-I.-1° et 67 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sera passé, signé et notifié par le représentant du pouvoir adjudicateur, en application des arrêtés de délégation de signature.

La Commission d'Appel d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour attribuer le marché. Elle est composée conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables au coordonnateur.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'ensemble du groupement les informations relatives au déroulement du marché.

PROVISOIRE

Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer au Port Autonome de Strasbourg, les documents du marché le concernant ;
- de signer et de notifier le marché ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application de la réglementation des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à tenir étroitement informé le Port Autonome de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Exécution du marché et facturation

Le marché sera exécuté conjointement entre les deux partenaires avec facturation au prorata, telle que définie précédemment, à savoir une facturation à 80 % pour le Port Autonome de Strasbourg et à 20 % pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Le prestataire enverra une situation à l'Eurométropole de Strasbourg pour visa. Une fois cette situation validée par l'Eurométropole de Strasbourg, chaque facture devra être scindée en deux parts correspondant à la part du Port Autonome de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg et sera transmise directement au membre du groupement concerné pour règlement.

Un COPIL et un COTECH seront institués pour le suivi de ce projet. Des représentants des deux membres de ce groupement de commande seront présents dans ces deux comités.

Article 6 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, le partenaire pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par le Port Autonome de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à ce dernier.

PROVISOIRE

Article 7 : Fin du groupement

La présente convention et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin au terme des missions telles que décrites à l'article 4, les membres du groupement exécutant conjointement le marché, avec une facturation au prorata décrite dans l'article 5.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant du marché par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution du marché.

Article 8 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le Directeur Technique du Port Autonome de Strasbourg.

PROVISOIRE

CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DE L'INVENTAIRE HISTORIQUE URBAIN DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Caisse des Dépôts – Eurométropole de Strasbourg

Entre :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Monsieur Patrick FRANCOIS en sa qualité de Directeur Régional Grand Est, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur Général en date du 28 août 2017.

ci-après indifféremment dénommée la «CDC» ou la « Caisse des Dépôts » d'une part,

- **L'Eurométropole de Strasbourg,** ayant son siège 1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par Caroline BARRIERE, Vice-Présidente aux Finances de l'Eurométropole de Strasbourg, dûment habilitée aux fins des présentes.

ci-après dénommée « l'Eurométropole» ou le « Bénéficiaire »

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Le rôle spécifique de Strasbourg, capitale européenne, siège de diverses institutions européennes, Une convention de partenariat a été signée le 4 février 2016 entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Caisse des Dépôts. L'objet de cette convention est de définir conjointement les orientations pour les trois années à venir sur les thèmes partagés entre les signataires en identifiant des projets pour lesquels la contribution de la Caisse des Dépôts permettrait d'apporter des solutions décisives pour l'ingénierie financière et l'effet de levier sur les investissements publics et privés.

Le protocole de partenariat prévoit l'intervention de la CDC en crédits d'ingénierie, en cofinancement dans la limite de 50% du coût des études (sauf cas exceptionnels). Une enveloppe de crédits d'ingénierie de 300 000 € est réservée au financement d'études-actions portant sur le développement de l'attractivité et de la compétitivité du territoire de l'Eurométropole et dont une première liste de projets entrant dans le champ de la convention a été établie.

Parmi ces projets figure la réalisation d'un inventaire historique urbain (IHU) visant à bâtir un outil interactif d'aide à la décision.

L'IHU s'inscrit dans le contexte d'une phase de désindustrialisation et d'une valorisation continue du foncier urbain et périurbain, les friches industrielles sont devenues de réelles opportunités foncières. Elles peuvent cependant être affectées par des pollutions issues de l'activité industrielle passée, susceptibles de générer des risques sanitaires pour les futurs occupants ainsi que des problèmes de gestion des terres excavées. Les coûts de dépollution associés peuvent s'avérer incompatibles avec une quelconque rentabilité financière du projet souhaité.

PROJET

La bonne connaissance des différents usages supportés par le foncier urbain constitue donc un enjeu fort. Pour être maîtrisée, cette connaissance doit être intégrée le plus en amont possible de la prise de décision du lancement d'un projet ou d'une opération foncière.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** »), ont pour objet de définir les modalités de réalisation de l'inventaire historique urbain (IHU), ci-après également désigné le « Projet », et les modalités financières et pratiques du soutien de la CDC à l'Eurométropole pour la réalisation du Projet.

L'IHU permettra de rassembler et conserver les informations sur les sites industriels et activités de service dans une base homogène de données pour ensuite les intégrer dans un système d'informations géographiques (SIG) urbain (en les localisant à l'échelle du parcellaire cadastral), outil interactif d'aide à la décision.

A terme, il permet de :

- fiabiliser et sécuriser les opérations financières et les projets de développement lorsqu'ils sont envisagés sur ces anciens sites ;
- prévoir les conséquences d'une éventuelle pollution sur un projet d'aménagement et d'y remédier avant le lancement de ce projet ;
- veiller à la protection des personnes et de l'environnement ;
- intégrer les données dans le SIG de l'agglomération, permettant à l'Eurométropole de Strasbourg de disposer d'un outil d'aide à la décision et de gestion de l'espace surfacique laissé vacant lors du retrait des activités qui y étaient exercées.

Dans le cadre du futur appel d'offre qui sera lancé par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que maître d'ouvrage du Projet, destiné à désigner les prestataires en charge de la réalisation du Projet, le territoire de l'Eurométropole sera scindé en deux parties distinctes, à savoir :

- Lot n°1 : territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, hors emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS) ;
- Lot n°2 : emprise du Port Autonome de Strasbourg (PAS).

Article 2 : Réalisation du Projet

2.1 : Collaboration des Parties

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à assurer une transmission à la CDC des livrables se rapportant aux travaux du projet.

Un Comité de suivi chargé de s'assurer de l'avancement du Projet et valider les grandes orientations de travail du Projet et ses conclusions, sera constitué par l'Eurométropole de Strasbourg, il réunira notamment élus de l'Eurométropole, le Directeur général des Services et le Directeur régional de la CDC. Ce Comité de suivi se réunira, sauf saisine par l'un ou l'autre de ses membres, au moins une première fois dans les 12 mois suivant la signature de la présente et une seconde fois à la livraison des livrables

PROJET

constituant le rapport final (tel que défini à l'article 2.2) et au plus tard dans les 48 mois suivant la signature de la Convention.

2.2 : Résultats du Projet et Calendrier de réalisation

Une délibération de lancement du projet sera prise par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les travaux donneront lieu à la réalisation d'un rapport final incluant les livrables réalisés et accompagné des documents justifiant le coût total définitif du Projet. Ce rapport sera remis une fois le projet réalisé (délai estimé à 4 années).

Un document récapitulatif sera remis la dernière année du projet.

L'ensemble des résultats, le ou les éventuels rapports intermédiaires et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « **Livrables** ».

Au titre du suivi, les Livrables devront être transmis à la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations,
Direction Régionale Grand Est
27 rue Jean Wenger Valentin CS 20017 67080 Strasbourg
A L'attention de M Patrick François

La durée prévue des travaux du présent projet est de 48 mois, à compter de la signature de la présente.

Article 3 : Responsabilité et assurances

3.1 : Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de la réalisation du Projet est initié, coordonné et mis en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus des travaux conduits par l'Agence (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la responsabilité éditoriale de l'Agence.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts ne saurait assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par l'Agence, de son soutien dans le cadre de la réalisation du Projet, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage notamment à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux formalités auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, et du règlement européen (UE) N°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 : Assurances

L'Eurométropole de Strasbourg s'assure que les éventuels Prestataires bénéficient d'une assurance responsabilité civile générale et professionnelle couvrant son activité pendant toute la durée des travaux.

PROJET

Article 4 : Modalités financières

Le coût prévisionnel total de réalisation du Projet mené par l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 1 848 560 €TTC (Un million huit cent quarante-huit mille cinq cent soixante euros toutes taxes comprises).
Il est à noter que ce budget présenté en annexe 1, est pris en charge de la manière suivante : la participation de l'Eurométropole de Strasbourg est prévue à hauteur de 1 562 600 euros, complété par des contributions du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (20 760€), du Port Autonome de Strasbourg (105 200€) et une subvention ADEME (105 000 €), outre la subvention de la CDC telle que prévue à l'article 4.1.

4.1 : Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

Au titre de la Convention, la CDC versera une subvention d'un montant maximum total de 55 000 € (Cinquant-cinq mille euros).

4.2 : Modalités de versement

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 35 000 € versé pour l'année 2017, après signature de la Convention,
- 20 000 € versé pour l'année 2018,

Le versement de la dernière tranche pourra être partiellement ou entièrement reporté au moment de l'achèvement des travaux et après validation du Comité de pilotage.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts au titre de la Convention et ne pourra être depassé.

La Caisse des Dépôts versera à l'Eurométropole le montant de la subvention, après réception des appels de fonds, accompagnés d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, aux coordonnées suivantes :

Caisse des Dépôts

Direction de l'exécution des opérations financières, Caissier général DEOFF2

Plateforme d'exécution des dépenses

56, rue de Lille

75356 Paris 07 SP

Le règlement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont les suivantes :

Eurométropole de Strasbourg auprès de la Banque de France Strasbourg, sous le RIB :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé	BIC
30001	**00806**	**C6720000000**	**56**	**BDFEFRPPCCT**

N° de TVA intracommunautaire Eurométropole : FR 0C246700488
Code APE : 8411 Z Administration publique générale **Code SIRET** : 246 700 488 000 17

PROJET

Facture électronique : le Titulaire (ou ses sous-traitants) peut transmettre ses factures et le RIB associé au format PDF à l'adresse suivante : facturelectronique@caissedesdepots.fr.
Conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, l'obligation de transmission par facturation électronique est mise en œuvre progressivement à compter du 01/01/2017. Le Titulaire veille à respecter cette obligation à compter de la date qui lui est applicable selon les dispositions de cette ordonnance.

4.3 : Utilisation de la subvention

La subvention versée par la CDC, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation du Projet, objet de la présente, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la CDC sur simple demande de cette dernière.

Article 5 : Confidentialité

L'Eurométropole s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des Dépôts, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des Dépôts aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre des travaux du Projet.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

L'Eurométropole s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 : Communication / Propriété Intellectuelle / Liens hypertextes

6.1 : Communication

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner par écrit et oralement le soutien de la Caisse des Dépôts dans toute communication écrite ou orale, publication ou diffusion relative au Projet sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de la Caisse des Dépôts, pendant toute la durée de la Convention.

A ce titre, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype de la Caisse des Dépôts, tel que visé ci-dessous, ainsi qu'à faire mention du soutien de la Caisse des Dépôts pour la mise en œuvre du Projet, par écrit sur les supports de communication, d'information et de promotion, et oralement lors de toutes les interventions ou présentations dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés dans le cadre de l'exécution de la Convention et ce pendant toute la durée de la Convention.

PROJET

Le format et l'emplacement de ces mentions seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, ils seront au moins aussi importants que ceux des mentions des autres contributeurs au Projet.

Le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de tout projet de publication ou de communication écrite ou orale relative au Projet.

La Caisse des Dépôts pourra pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à ce qu'il soit fait mention de son soutien.

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

En outre, le Bénéficiaire s'engage à informer la Caisse des Dépôts de tout projet d'action promotionnelle concernant un de ses autres contributeurs.

6.2 : Propriété intellectuelle

- Usage des Marques de la CDC

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations visées au présent article et à l'article 2 la Caisse des Dépôts autorise l' Eurométropole, à utiliser dans le cadre du Projet, les marques françaises semi-figuratives CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494 et GROUPE CAISSE DES DEPOTS & logo n° 16/4.250.914, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 2.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire, non prévue par le présent article, est interdite.

A l'extinction des obligations susvisées, l'Eurométropole s'engage à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Dans l'hypothèse où la CDC souhaiterait communiquer en interne ou en externe sur le Projet, l'Eurométropole autorise la Caisse des Dépôts à utiliser la marque française semi-figurative …. n° … constituant le logo type conformément à la représentation jointe en annexe.

- Exploitation des Résultats

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts l'ensemble des résultats du Projet, notamment les Livrables et autres supports de communication, rapports, schémas, bilans, études, dessins et graphiques, compte-rendu et tout autre document donnant lieu à une protection au titre des droits de propriété intellectuelle, réalisés lors de l'exécution de la Convention et aux fins de cette exécution (ci-après les « Résultats »), tels que visés à l'article 2.

Le Bénéficiaire , cède, à titre gratuit et non exclusif à la Caisse des Dépôts l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit, notamment à des fins de communication interne et externe, en ce compris :

- Le droit de reproduire les Résultats, en tout ou partie, sur tous supports connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques ;

PROJET

- Le droit de représenter les Résultats, en tout ou partie, par tout moyen connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment par réseaux de télécommunications internes ou externes, par réseaux d'ordinateurs, ainsi qu'intranets et Internet ;
- Le droit d'adapter les Résultats, de les traduire et de les diffuser, en tout ou partie, dans toutes les langues, dans tous les pays, pour tout public, sur tout support et par tout moyen connus et inconnus au jour de la signature de la Convention ;

- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers.

La présente cession est conclue pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent et pour le monde entier.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention. Le Bénéficiaire s'engage notamment à prendre toute mesure nécessaire, en particulier vis-à-vis de son personnel et de ses éventuels sous-traitants, afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par la Caisse des Dépôts, et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation des dits droits conforme aux stipulations du présent article.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les Parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

6.3 : Liens hypertextes

Dans le cadre du Projet, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse *www.caissedesdepots.fr*, et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Opération.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet *www.caissedesdepots.fr* et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.strasbourg.eu et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Opération.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes, actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet www.strasbourg.eu, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 : Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour la durée du Projet, et s'achèvera après versement du solde de la subvention par la CDC conformément aux stipulations de l'article 4, sous réserve des articles 5 [*confidentialité*] et 6 [*Communication/ Propriété Intellectuelle / Liens hypertextes]* et 9.4 [*Restitution*], dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 8 : Résiliation

8.1 : Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles, et notamment dans l'hypothèse où Eurométropole ne remplirait pas ses obligations définies aux articles 2 et 4.3, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.2 : Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si l'Eurométropole se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser le Projet défini à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

8.3 : Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues à l'Eurométropole.

8.4 : Restitution

Les sommes versées par la CDC conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles l'Agence ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la CDC, et ce, sur simple demande de cette dernière.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, l'Agence devra remettre à la CDC, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Article 9 : Dispositions générales

9.1 : Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

PROJET

9.2 : Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 : Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 : Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence l'Eurométropole ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

9.5 : Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 : Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en deux exemplaires,

A....., le.....

Pour le Bénéficiaire
l'Eurométropole de Strasbourg

Pour la Caisse des dépôts et consignations

PROJET

Annexe 1 :

PLAN DE FINANCEMENT DE L'INVENTAIRE HISTORIQUE URBAIN

	DEPENSE			SUBVENTIONS	
LOT	**EMS**	**BRGM**	**PAS**	**CDC**	**ADEME**
1	1 369 800 € TTC			55 000 € TTC	105 000 € TTC
2	25 000 € TTC		105 200 € TTC		
Communication	24 000 € TTC				
BRGM (expertise)	83 040 € TTC	20 760 € TTC			
ARCADIS (AMO)	220 760 € TTC				
TOTAUX	**1 722 600 € TTC**	**20 760 € TTC**	**105 200 € TTC**	**55 000 € TTC**	**105 000 € TTC**
	1 848 560 € TTC			**160 000 € TTC**	

Ainsi le projet de l'IHU est estimé à environ 1 848 560 € TTC sur 4 ans, avec une participation de l'Eurométropole de Strasbourg d'environ 1 562 600 € TTC (balance dépenses – recettes) soit environ 85 % du montant global.

PROJET

Annexe 2 :
Logotype de la CDC : Marque CAISSE DES DEPOTS & Logo



Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,
- quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;
- sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille.

Convention

PROJET

Accord partenarial entre

L'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg

et

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

2017-2019

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN,

Ci-après désignée par « L'Eurométropole »

La **Ville de Strasbourg**, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, ci-après désignée par « la Ville »

ET

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,
établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, ayant son siège social 20 Avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cedex 01, représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN, agissant en qualité de Président, ci-après désignée « l'ADEME »,

EN PRESENCE DE

L'Etat, représenté par Monsieur Stéphane FRATACCI, préfet de région Grand Est,

L'Eurométropole, la Ville et l'ADEME étant ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Il est conclu l'accord partenarial ci-après.

PREAMBULE

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources, à la dégradation de la qualité de vie et à l'exclusion sociale, l'urgence d'agir et d'engager plus avant la transition énergétique et économique pour faire évoluer notre modèle de société s'impose.

L'Etat a agi en ce sens en adoptant notamment deux lois qui sont le fondement de cet accord-cadre :

D'une part la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) de janvier 2014 renforce le rôle des territoires de proximité en précisant et clarifiant leurs compétences. L'affirmation des métropoles dans le cadre de la réorganisation territoriale a pour objectif d'œuvrer au redressement économique et à l'amélioration de la qualité de vie en société.

D'autre part la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 et les plans d'actions qui l'accompagnent positionnent clairement les territoires de proximité comme un maillon essentiel de réussite de la transition énergétique et écologique en en devenant des vecteurs d'innovations techniques et sociales et de puissants acteurs des politiques publiques dans ce domaine. En effet, l'échelle du territoire de proximité permet de prendre en considération simultanément et de façon concrète les dimensions économiques, sociales et écologiques de la société. Il constitue à ce titre le cadre de la transition.

Le passage d'une société émettrice de gaz à effets de serre, consommatrice de fonciers naturels et agricoles, gourmande en énergies fossiles et en ressources, à une société plus sobre et efficace repose sur l'innovation à la fois technologique et sociale. Réussir ce passage nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, entreprises, élus, pour parvenir dans tous les domaines de la vie (travail, loisirs, domicile etc...) à moins et mieux consommer, à mieux mobiliser les potentiels locaux de production, d'organisation et d'expertise. Réussir ce passage invite les décideurs locaux à engager une conduite du changement sur le long terme. Réussir ce passage c'est ouvrir une voie pour amorcer un traitement intégré des axes prioritaires d'interventions de l'Eurométropole tels que :

- L'attractivité du territoire (économie, logement, accessibilité ...)
- L'adaptation au changement climatique et la durabilité de l'aménagement et du développement urbain,
- La cohésion sociale et l'équité territoriale.

ARTICLE 1 : Objet de l'accord partenarial

L'objet de l'accord partenarial est de définir conjointement :

- les orientations sur les domaines de coopération de l'Eurométropole, la Ville et l'ADEME en matière de Transition Energétique pour la Croissance Verte pour les trois (3) années à venir (article 2)
- les modalités de mise en œuvre (article 3)
- les modalités de suivi (article 4)

Cet accord annonce un nouvel élan dans la politique de TECV de l'Eurométropole et de la Ville pour entrainer une dynamique sur l'ensemble du territoire (28 communes, organisations satellites et acteurs sociaux économiques). Il s'agit de renforcer la cohérence de la mise en œuvre des différentes politiques publiques sur le territoire, d'apporter de la lisibilité à l'ensemble des acteurs et d'engager des actions innovantes.

C'est pourquoi cet accord porte à la fois sur la généralisation et la consolidation des bonnes pratiques et le développement de projets précurseurs, d'opérations pilotes innovantes. Au cours des trois ans, ce document cadre pourra être complété par des conventions d'application qui fixeront les modalités financières et opérationnelles liés aux projets du territoire. Cet accord a aussi pour ambition de rechercher des effets levier en mobilisant des financements de partenaires.

L'Eurométropole et la Ville

L'Eurométropole et la Ville travaillent depuis de nombreuses années à la TECV. L'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial, le soutien à l'Ecologie Industrielle et Territoriale, le Programme Local de Prévention des déchets positionnent l'Eurométropole et la Ville dans une transition territoriale. En attestent les labellisations récentes « Territoire à Energie Positive

pour la Croissance Verte », « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (ZDZG) », « Ville respirable en 5 ans », ... Ce sont des engagements à poursuivre et des actions menées à renforcer.

L'Eurométropole et le Ville souhaitent renforcer le pilotage stratégique de la TECV en veillant à la cohérence de l'ensemble de leurs projets au regard de la TECV, ainsi qu'à l'articulation et à la coordination des démarches existantes. Pour cela les démarches suivantes seront développées :

- Cit'ergie, dynamisant le processus d'amélioration continue de la politique énergie climat.
- le programme Territoire ZDZG.

Au regard de l'enjeu de généralisation de la TECV, l'Eurométropole et la Ville, souhaitent renforcer la coopération avec les acteurs économiques et la mobilisation de l'ensemble des habitants du territoire en vue de contribuer à la structuration, à la mise en œuvre et au suivi d'un ensemble d'actions opérationnelles aux résultats significatifs. Les opérations retenues dans ce partenariat favoriseront le passage à l'action de l'ensemble des acteurs.

L'ADEME

Dans le cadre de cet accord l'ADEME poursuivra et amplifiera son partenariat en :

Conseils, accompagnement et ingénierie territoriale

Elle mobilise son expertise régionale et nationale consolidée dans ses différents champs de compétence en tant que de besoin. Elle propose une approche systémique du développement économique territorial sur les enjeux de la transition énergétique et de l'économie circulaire en vue d'améliorer la satisfaction des besoins locaux et la situation de l'emploi et ainsi renforcer la capacité de résilience du territoire face aux mutations en cours sur la raréfaction des ressources naturelles et la fin d'une énergie bon marché.

Opérateur du fonds chaleur et du fonds déchets

Elle mobilise le fonds chaleur et le fonds déchets pour le financement de projets avec le triple objectif de susciter des dynamiques de développement territorial et industriel, de déclencher des opérations concrètes d'investissement facteurs d'enrichissement local et d'assurer l'optimisation et la qualité de ces opérations. Ces investissements décidés dans le cadre d'une politique territoriale volontariste concourent à l'atteinte des objectifs nationaux et européens.

Opérateur en charge de l'orientation et du soutien à la Recherche, développement et innovation (RDI)

Elle anime, oriente et soutient financièrement la RDI dans ses domaines d'intervention (énergies renouvelables, efficacité énergétique, air, économie circulaire, sols...). En plus de l'élaboration de visions stratégiques, l'ADEME mobilise un continuum d'instruments de financement partant des thèses pour aller vers les projets de recherche, de développement, de démonstration et d'innovation (Programme d'Investissements d'Avenir). Ces instruments sont mobilisés, en partenariat et en cohérence avec les dispositifs européens (ex : programme Horizon 2020, ERANET), nationaux (ex : ANR) ainsi qu'avec l'éco-système régional (ex : spécialisations intelligentes).

Opérateur européen et international

Dans la suite de la COP 21 et de celles à venir elle développe des coopérations européennes et internationales, facteur d'enrichissement de coopération bilatérale de ville à ville. Elle anime le Club ADEME International pour accompagner les éco-entreprises innovantes à l'export. Ce volet pourra être sollicité dans le cadre européen de la métropole de Strasbourg (exemples : TANDEM - projet franco-allemand en matière de transition énergétique), Annexe 63 - projet qui vise à élaborer des recommandations pour traduire et intégrer la politique énergétique dans la planification locale).

En faisant appel à son champ d'expertise technique, méthodologique et transversale et aux soutiens financiers qu'elle peut accorder, l'ADEME souhaite accompagner l'Eurométropole et la Ville dans la prospective stratégique, la planification et la mise en œuvre opérationnelle des projets de TECV.

ARTICLE 2 : Domaines de coopération

Les Parties travaillent conjointement depuis de nombreuses années. L'annexe 2 présente l'essentiel des démarches engagées par l'Eurométropole, la Ville et les acteurs du territoire en partenariat avec l'ADEME, notamment celles du programme énergivie.info.

Les Parties ont retenu six domaines de coopération :

1. Engagement territorial dans la TECV

Cet engagement est assuré par la définition d'une stratégie transversale, cohérente, et appuyée par des études innovantes, dont la mise en œuvre est détaillée dans les documents de planification. La mise en place d'un Plan Climat Air Energie Territorial (issu de la loi TECV) va renforcer l'engagement des acteurs du territoire. Au-delà de l'engagement de l'Eurométropole à travers ses compétences et sa sphère d'influence, un renforcement de l'association de l'ensemble des acteurs sera recherché : communes ; opérateurs ; acteurs économiques ; citoyens.

Les communes du territoire souhaitent pleinement jouer leur rôle d'acteur de la TECV, à travers leurs compétences : patrimoine, éclairage, flotte de véhicule, marchés publics, voierie, ... Les Parties faciliteront leurs actions, par de l'ingénierie partagée, la mise en place d'un ou plusieurs réseaux, des formations, des aides aux études et aux projets.

Dans un second temps, les Parties détermineront les modalités d'accompagnement ou d'association des organisations satellites de l'Eurométropole et la Ville et des acteurs privés.

2. Vers une économie circulaire – sobre en ressources

L'économie circulaire consiste à revoir les systèmes de production et de consommation dans l'optique de l'utilisation la plus efficace des ressources, tout en réduisant les impacts sur l'environnement et en développant le bien être des individus. L'action du territoire est déterminante pour mobiliser les entreprises et susciter des coopérations, se saisir des opportunités de nouvelles activités notamment en matière d'économie sociale et solidaire et/ou dans des secteurs à haut potentiel d'emploi : construction, énergies renouvelables, éco-industries, prévention et gestion des déchets, recyclage...

3. Ville durable et ville de demain

La Ville de demain est une ville intelligente et résiliente à faible impact carbone qui aura trouvé un équilibre entre territoires ruraux et urbains. Elle est également garante d'une bonne qualité de vie et du développement économique. Sa vision en matière d'urbanisme durable se concrétisera au travers de la déclinaison de la planification dans ses domaines de compétence : air, énergie, bâtiment, bruit, déchets, reconquête des friches industrielles, connaissance de la qualité environnementale des milieux pour une gestion intégrée de la pollution...

4. Qualité de vie et changement de comportement

La TECV concerne chaque citoyen et chaque acteur économique. Elle repose sur des changements de comportement et de mode de vie difficiles à adopter. La mobilisation des apports de la révolution numérique, de la recherche-innovation en sociologie présentent des voies pertinentes pour améliorer la connaissance des leviers d'action, accélérer les processus et ainsi accompagner les habitants dans la transition de leur mode de vie : sobriété énergétique, rénovation de leur logement, mobilité douce, consommation écoresponsable, gestion domestique, réemploi/réutilisation, ...

5. Recherche, Développement et Innovation

La RDI sera encouragée par les Parties dans une logique de développement économique (développement de biens, services, technologies, méthodes, outils en lien avec la TECV). Les actions seront conduites en étroite cohérence avec l'écosystème de RDI régional. Elles porteront en particulier sur la formation des jeunes chercheurs et la stimulation de la RDI en entreprises. Elles viseront à mobiliser les dispositifs financiers tels que le PIA, les fonds européens (H2020). La commande publique d'innovation pourra également être utilisée pour offrir les premiers marchés à ces nouveaux biens et services.

6. Déploiement financier de la TECV

Le financement des projets, au-delà des aides de l'ADEME via le Fonds Chaleur et le Fonds Déchets, et les autres dispositifs d'aides en vigueur, sera recherché auprès d'autres partenaires financiers : Caisse des Dépôts et Consignations, Banque Publique d'Investissement, Région Grand Est, fonds européens, ...

Un travail complémentaire sera mené afin de lever de nouveaux moyens de financement : mobilisation de l'épargne citoyenne (financement participatif, Livret d'Epargne local, ...), émission d'obligation, affectation de la fiscalité énergétique communale.

Sur l'ensemble de ces domaines les signataires pourront identifier des actions particulières à caractère stratégiques ou encore innovantes qui pourraient faire l'objet d'un partage d'expérience entre métropoles au niveau national (plate-forme de travail) en collaboration avec France urbaine.

ARTICLE 3 : Modalités de mise en œuvre

▪ Contenu du programme annuel d'actions

Le programme annuel d'actions de l'accord partenarial est décrit dans l'annexe 1. Cette annexe est composée des fiches actions dans les domaines de coopération. Sa révision annuelle, validée par le comité stratégique (cf. Article 4), a pour objectif de préciser le programme d'actions de l'année suivante et de planifier les besoins financiers pour déployer les actions.

▪ Exécution du programme

Les actions du programme annuel opérationnel pourront faire l'objet d'un financement de l'ADEME dont les modalités d'octroi seront précisées par des conventions de financement spécifique conformément aux règles des dispositifs d'aide de l'ADEME en vigueur et sous réserve de disponibilités budgétaires. Les Parties chercheront à fluidifier et faciliter le déroulement des conventions.

Chaque partie s'engage à affecter des moyens humains et/ou financiers pour mettre en œuvre les actions.

▪ Moyens humains et financiers mobilisés par l'Eurométropole et la Ville

Afin d'accélérer la TECV, l'Eurométropole et la Ville déploieront des moyens humains et financiers supplémentaires et veilleront à organiser le travail en transversalité, notamment via les démarches Cit'ergie et TZDZG.

Les équipes existantes seront renforcées sur les thématiques du présent accord : écologie industrielle et territoriale, optimisation de la gestion des déchets du service public, transports et mobilité, rénovation de bâtiments publics, des logements individuels, réhabilitation des friches, planification énergétique et climatique, smarts cities, géothermie profonde, conseils en énergie, accompagnement de la population à la transition énergétique.

Un budget spécifique à la transition énergétique et environnementale sera voté par l'Eurométropole et la Ville. La mise en place d'un fonds de financements des projets concourant à la TECV sur le territoire sera étudiée.

▪ Moyens humains et financiers mobilisés par l'ADEME

L'ADEME mobilisera son expertise nationale et régionale. Toutefois, l'expertise de l'ADEME ne se substituera pas à la consultation de cabinets conseils.

Elle apportera également un soutien dans le cadre de son système d'aides financières :

- à la réalisation : aides aux études (diagnostic et accompagnements de projet) et aides à l'investissement,
- aux changements de comportement (aides aux relais et aux programmes d'actions associés),
- aux contrats d'objectifs fixant des programmes d'actions en matière de développement territorial, de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables et/ou d'accompagnement des politiques de déploiement de l'économie circulaire.

ARTICLE 4 : Modalités de suivi

▪ Comité stratégique de la TECV

Le comité stratégique réunit une fois par an au dernier trimestre les élus et les représentants des services de l'Eurométropole, de la Ville et de l'ADEME, le conseil de développement de l'Eurométropole, des représentants des financeurs (Caisse des Dépôts et Consignations, Banque Publique D'investissement, Région Grand Est) des représentants des services de l'Etat (DREAL, DIRECCTE, DDT...) et des organisations satellites de l'Eurométropole et de la Ville.

Il est coprésidé par le Président de l'Eurométropole, le maire de la Ville et la Directrice régionale de l'ADEME Grand Est.

Il formule un avis sur le bilan de l'année passée, valide les priorités de l'année suivante et échange sur les orientations et projets de moyen terme.

▪ Comité opérationnel

Le comité opérationnel réunit les représentants techniques de l'ADEME ainsi que le comité de pilotage Transition Energétique de l'Eurométropole et de la Ville, constitué des Vice-présidents et adjoints en charge des différentes thématiques et des services concernés. Il se réunit au moins deux fois par an.

Il réalise la revue technique et financière annuelle de projet, propose les priorités de l'annexe n+1, valide les besoins financiers pour la mise en œuvre de la transition et prépare les décisions du comité stratégique.

▪ Suivi de l'accord partenarial

La coordination de la mise en œuvre, de l'évaluation et du suivi de l'accord partenarial est assurée :

- Pour l'Eurométropole, par M. Alain JUND, Vice-président, la Ville, par Mme Christel KOHLER, Adjointe au maire, et Mme Dorothée MONTEILLET, directrice de projet Transition énergétique
- Pour l'ADEME, par Laurent PLANCHET, chargé de mission Pôle Territoires Durables

Les indicateurs retenus pour le suivi de l'accord partenarial seront les indicateurs répondant à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ; Décret no 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial ; Arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial NOR: DEVR1622619A), suivis en partie dans le cadre de la démarche Cit'ergie, complétés par les indicateurs relatifs à l'économie circulaire et mis en œuvre dans le cadre de la démarche territoire zéro déchet zéro gaspillage.

ARTICLE 5 : Durée

Ce partenariat prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Il est signé pour une durée de trois ans, à l'issue desquels il fera l'objet d'une évaluation et d'une valorisation.

ARTICLE 6 : Communication

Toute opération de promotion de la collaboration entre les Parties sera assurée conjointement par celles-ci. Il est entendu que cette collaboration ne pourra pas faire l'objet, sur quelque support que ce soit, d'une communication de nature évènementielle ou promotionnelle sans en avertir préalablement l'autre Partie qui pourra réserver son autorisation si elle le juge utile.

Le choix des contenus et des supports de communication et des partenaires associés à cette communication est déterminé d'un commun accord entre les Parties.

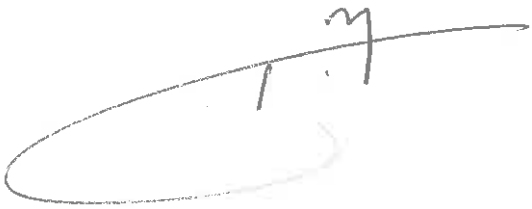
ARTICLE 7 : Liste des annexes

Annexe 1 : Annexe opérationnelle – Année 1
Annexe 2 : Présentation des collaborations ADEME-Eurométropole-Ville

Fait en quatre exemplaires originaux,

A Strasbourg le 19 DEC. 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
Le Président



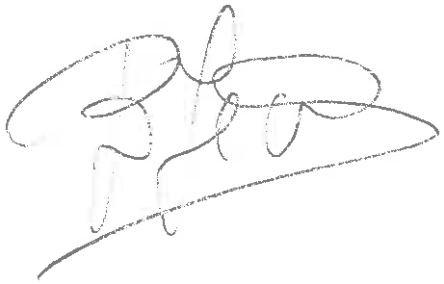
Robert HERRMANN

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire



Roland RIES

Pour l'ADEME,
Le Président



Bruno LECHEVIN

Pour l'Etat,
le préfet de la région Grand Est

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes



Jacques GARAU

ANNEXE 1

Annexe opérationnelle – Année 1

Fiches actions

Chaque fiche traite d'une thématique et contient différentes actions menées conjointement par les Parties en associant autant que de besoin d'autres partenaires. Les actions menées en collaboration durant le partenariat sont regroupées dans les fiches suivantes :

Fiche 1 : Approches territoriales

Fiche 2 : Recherche, Développement et Innovation

Fiche 3 : Economie circulaire

Fiche 4 : Energies renouvelables

Fiche 5 : Bâtiments durables

Fiche 6 : Urbanisme durable

Fiche 7 : Transport et Mobilité

Fiche 8 : Qualité de l'Air

Rappel des domaines de coopération

Les différentes actions touchent un ou plusieurs domaines de coopération, listés pour rappel ci-dessous :

1. Engagement territorial dans la TECV
2. Vers une économie circulaire – sobre en ressources
3. Ville durable et ville de demain
4. Qualité de vie et changement de comportement
5. Innovation, Recherche et Développement
6. Déploiement financier de la TECV

ANNEXE 2

Présentation des collaborations ADEME – Ville – Eurométropole

De 2010 à fin 2015, 183 opérations ont été aidées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un montant d'aides ADEME de plus de 22,6 millions d'euros sur les 114 millions d'euros de coûts. La plupart de ces opérations concernaient les thématiques suivantes : la mise en place d'énergies renouvelables thermiques, la rénovation de bâtiments, la réduction des déchets et le déploiement de l'économie circulaire.

Chiffres clés des projets aidés sur le territoire de l'Eurométropole – 2010-2015

Communes concernées	Nombre de projets	Coût opérations	Aides Ademe	Aide moyenne par projet
BISCHHEIM	2	10 583 €	6 560 €	3 250 €
ECKBOLSHEIM	2	9 100 €	6 560 €	3 250 €
ESCHAU	1	301 555 €	64 928 €	64 928 €
FEGERSHEIM	1	9 216 €	2 632 €	2 632 €
HOENHEIM	1	3 375 €	2 363 €	2 363 €
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	12	573 463 €	133 864 €	11 155 €
LA WANTZENAU	1	3 012 €	2 108 €	2 108 €
LINGOLSHEIM	11	9 492 084 €	1 810 843 €	164 622 €
MUNDOLSHEIM	1	18 037 €	3 000 €	3 000 €
NIEDERHAUSBERGEN	1	1 400 €	980 €	980 €
OBERHAUSBERGEN	1	320 167 €	22 465 €	22 465 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	2	124 000 €	15 000 €	7 500 €
OSTWALD	4	3 536 470 €	1 287 221 €	321 805 €
REICHSTETT	2	8 275 €	5 793 €	1 931 €
SCHILTIGHEIM	11	2 749 363 €	578 267 €	52 569 €
SOUFFELWEYERSHEIM	1	54 272 €	24 422 €	24 422 €
STRASBOURG	127	95 805 662 €	18 484 077€	145 543 €
VENDENHEIM	3	769 418 €	231 345 €	77 115 €
Total	183	113 789 453 €	22 682 426 €	20%

Recensement territorial des actions réalisées par commune tous acteurs confondus (données anonymisées) – 2010-2015

Domaine d'activité	Coût opérations	Aides Ademe	Part ADEME par secteur
Chaleur renouvelable	60 781 844 €	17 224 029 €	76%
Déchets et économie circulaire	12 918 473 €	3 538 519 €	15,5%
Bâtiment	35 893 308 €	1 252 447 €	5,5%
Sites pollués et friches	743 937 €	377 514 €	1,7%
Mobilité	1 130 840 €	197 293 €	0,9%
Démarche énergie/climat	2 321 051 €	92 624 €	0,4%
Total	113 789 453 €	22 682 426 €	

Recensement par domaine d'activité des actions réalisées tous acteurs confondus (données anonymisées) – 2010-2015

Zoom sur les projets aidés de la Ville et de l'Eurométropole

Secteur	Montants contractualisés avec l'Ademe	Nombre de dossiers
Bâtiment	723 933 €	14
Déchets et économie circulaire	2 635 910 €	11
Mobilité	58 500 €	9
Bruit	996 640 €	1
Sites pollués et friches	105 000 €	1
Air	21 000 €	1
TOTAL	4 540 983 €	37

Actions réalisées par l'Eurométropole et la ville de Strasbourg (patrimoine et service) – 2010-2015

Afin de compléter ce bilan, il est utile de mentionner les **aides de la Région** dans le cadre du programme commun ADEME-Région Alsace Energivie.info sur la période 2010-2015. 143 opérations ont été aidées pour un montant total de 5 700 000 € sur le territoire de l'Eurométropole (hors particuliers) :

- dans le secteur du bâtiment (construction de bâtiments bois ou rénovation BBC), 118 projets – 742 000 € d'aides
- dans le secteur de la chaleur renouvelable (bois énergie et solaire thermique), 25 projets – 4 958 540 € d'aides.

Communes concernées	Nombre de projets	Aides Région
BISCHHEIM	4	133 272 €
ECKWERSHEIM	2	4 892 €
ENTZHEIM	1	21 434 €
ESCHAU	12	143 062 €
FEGERSHEIM	4	128 660 €
GEISPOLSHEIM	5	496 381 €
HOENHEIM	1	50 000 €
HOLTZHEIM	2	24 242 €
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	13	439 282 €
LA WANTZENAU	1	5 874 €
LAMPERTHEIM	8	176 554 €
LINGOLSHEIM	4	332 560 €
LIPSHEIM	9	127 052 €
MITTELHAUSBERGEN	1	2 302 €
MUNDOLSHEIM	2	20 161 €
NIEDERHAUSBERGEN	1	25 621 €
OBERHAUSBERGEN	1	4 320 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	1	19 913 €
OSTWALD	4	290 178 €
PLOBSHEIM	2	51 779 €
SCHILTIGHEIM	4	145 321 €
SOUFFELWEYERSHEIM	2	113 918 €
STRASBOURG	58	2 917 213 €
VENDENHEIM	1	26 364 €
Total	**143**	**5 700 356 €**

Recensement territorial des actions réalisées par commune tous acteurs confondus – Aides Région (Energivie.info)

---

27 des 28 communes de l'Eurométropole ont été concernées par un projet de TECV aidé par l'ADEME ou la Région. 326 opérations ont été menées entre 2010 et fin 2015 pour un montant d'aide global de plus de 28 millions d'euros, principalement dans les secteurs Chaleur renouvelable, Déchets et économie circulaire et Bâtiments.

ANNEXE à la convention partenariale Ville et Eurométropole de Strasbourg - ADEME

SOMMAIRE

Fiche 1 **Approche territoriale**

1 Citergie
2 Plan Climat Air Energie Territorial
3 Contrat d'Objectif Territorial Energie Climat
4 Nouveaux outils financiers
5 Etudes Stratégiques d'orientation
6 SEM
7 Implication des communes dans la transition énergétique
Implication de la population dans la transition énergétique
8 Débat public

Fiche 2 **Recherche, développement et innovation**

1 Recherche : Mécanismes du changement de comportement
2 Entreprises et innovation transition énergétique
3 Financement innovation entreprise
4 Expérimentation d'une dépollution des sols par phyto et/ou bio-remediation

Fiche 3.1 **Economie circulaire - collectivité**

1 Zéro Déchets Zéro Gaspillage - Prévention
2 Zéro Déchets Zéro Gaspillage - Nouvelles collectes sélectives et gestion des déchets
3 Tarification Incitative pour la gestion des déchets
4 Achats et développement durable - Clauses sociale et environnementale
5 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par les services de la collectivités
6 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par le grand public
7 Promouvoir la consommation d'eau du robinet

Fiche 3.2 **Economie circulaire - entreprises**

1 Développement de l'Ecologie Industrielle et territoriale
2 Diagnostic et sensibilisation des entreprises artisanales à l'économie circulaire
3 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par les artisans
4 Ecolabel Micropolluants

Fiche 4 **Energie renouvelables**

1 Schéma directeur des réseaux de chaleur
2 Planification Energétique
3 Géothermie profonde
4 Déploiements des ENR thermiques
5 Financement d'ENR participatif
6 Pompes à chaleur aquathermiques - Stratégie
7 Energie solaire (Photovoltaïque)
8 Pompes à chaleur aquathermiques - Estimation de l'énergie produite

Fiche 5 **Bâtiments durables**

1 Sobriété, efficacité énergétique
2 Rénovation du patrimoine public
3 Rénovation des logements individuels
4 CEE
5 Optimisation des consommations électriques des stations de production d'eau potable

Fiche 6 **Urbanisme durable**

1 Approches intégrées de planification urbaine
2 AAP nationaux / régionaux urbanisme durable
3 Urbanisme durable opérationnel
4 Gestion des friches
5 Ondes électromagnétiques
6 Développer une agriculture durable, innovante et de proximité
7 Ecoparc Rhénan

Fiche 7 **Transport et mobilité**

1 Conseil Individuel en mobilité
2 Le numérique au service de la mobilité douce
3 Plateformes de logistique urbaine

Fiche 8 **Qualité de l'air**

1 AACT'Air - projet Eurostr'Air
2 Fonds Air - rénovation des appareils individuels au bois
3 Approches croisées de la qualité de l'Air

FICHE 1 : APPROCHES TERRITORIALES

1 Cit'ergie

Domaines de l'accord concernés : *1*

Descriptif du projet :

Mise en place de Cit'ergie à l'EMS et dans les villes >15 000 hab et réflexion pour utiliser Climat Pratic comme outil d'animation de la TE pour les communes <15 000 hab. Ces démarches aideront à la plannification et au suivi de la TEE, et faciliteront le travail en transversalité au sein de l'EMS.

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikaël LUX*

Cible(s) : *Collectivités*

Acteurs associés :
- *AMO Cit'ergie*
- *Villes de l'EMS de plus de 15 000hab*
-

Calendrier : *Lancement fin 2016 pour Cit'ergie pour 4ans. Réflexion courant 2017 pour Climat Pratic*

Indicateurs :
- *Nombre de collectivités Cit'ergie*
- *Nombre de collectivités Climat Pratic*
- *Niveau dans Cit'ergie*
-

2 Plan Climat Air Energie Territorial

Domaines de l'accord concernés : *1*

Descriptif du projet :

Un point annuel sera réalisé pour déterminer l'avancement de la mise en œuvre du PCEAT, en associant la Région et la DREAL Grand Est. Les échanges porteront sur les avancées, les freins et difficultés, et s'appuiront surle diagnostic par la loi, aussi bien pour l'adaptation que l'atténuation au changement climatique

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikael LUX*

Cible(s) : *Tous les acteurs du territoire*

Acteurs associés :
- *DREAL*
- *Région*
-

Calendrier : *Annuel*

Indicateurs :
- *cf. Décret PCEAT - diagnostic*
-
-
-

3 Contrat d'Objectif Territorial Energie Climat

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 6*

Descriptif du projet :

Un appui financier à l'accélération de la TECV pourra être proposé via un Contrat d'Objectif Territorial Energie Climat, sous réserve d'engagement de l'Eurométropole et la Ville à des objectifs ambitieux de réalisation de la transition, évalués via Cit'ergie.

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikael LUX*

Cible(s) : *Eurométropole et Ville*

Acteurs associés :
-
-
-

Calendrier : *Elaboration durant le 1er semestre 2017 pour une durée de 3ans*

Indicateurs :
- *%age atteint dans Cit'ergie*
-
-
-

APPROCHES TERRITORIALES (2)

4 Nouveaux outils financiers

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 6*

Descriptif du projet :

Réflexion pour l'organisation d'une conférence régionale sur le financement de la TECV en 2018. Les nouveaux leviers financiers (financement citoyen, affectation de la TCCFE, levée d'épargne, obligations vertes...) seront mis en avant, avec pour objectif de rendre ces solutions reproductibles pour les participants (cahiers des charges, fiches exemples, ...)

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *A déterminer*

Cible(s) : *Collectivités locales*

Acteurs associés :
- *CDC Climat, BPI*
- *Energies Partagées, LUMO, ...*
- *Siège ADEME*

Calendrier : *2017 : réflexion ; 2018 : organisation*

Indicateurs :
- *Nombre de participants*
- *Retours via questionnaire satisfaction*

5 Etudes stratégiques d'orientation

Domaines de l'accord concernés : *1*

Descriptif du projet :

En fonction des besoins du territoire et suivant les dispositifs d'aides ADEME en vigueur, il pourra être envisagé d'aider des études stratégique d'orientation afin d'aider à la mise en place de la TECV à moyen/long terme sur le territoire.

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikael LUX*

Cible(s) : *EMS, communes*

Acteurs associés :

Calendrier : *2017-2019*

Indicateurs :

6 SEM

Domaines de l'accord concernés : *1*

Descriptif du projet :

Un travail ciblant les organisations satellites de l'EMS et de la Ville sera réalisé afin de les engager pleinement dans la TEPCV (intégrer des critères TE dans les rapports de DSP, intégrer des indicateurs dans les rapports de gestion, décisions, délibérations, conventions).

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Service contrôle de gestion de l'EMS*

Cible(s) : *Organisations satellites*

Acteurs associés :
- *Comission consultative des services publics locaux*

Calendrier : *2017-2018*

Indicateurs :
- *Nombre d'organisations impliquées*

APPROCHES TERRITORIALES (3)

7 Implication des communes dans la transition énergétique

Domaines de l'accord concernés : *1*

Descriptif du projet :

Elaboration d'un dispositif facilitant l'implication des communes dans la TECV.

Référent ADEME : *Laurent* *PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikael* *LUX*

Cible(s) : *Communes*

Acteurs associés :

-
-
-

Calendrier : *2017*

Indicateurs :

-
-

-
-

8 Implication de la population - Débat public

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 4*

Descriptif du projet :

Construction d'un dispositif d'implication de la population, suivi dans le temps.
Evénements récurrents , temps forts (ex : conférence des acteurs 1fois par an, ...)

Référent ADEME : *Laurent* *PLANCHET* **Référent EMS :** *Mikael* *Lux*

Cible(s) : *Citoyens de l'EMS*

Acteurs associés :

- *AMO Concertation Plan Climat*
- *Conseil de Développement*
-

Calendrier : *Construction courant 2017*

Indicateurs :

-
-

-
-

FICHE 2 : RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET INNOVATION

1 Recherche : Mécanismes du changement de comportement

Domaines de l'accord concernés : 4 ; 5

Descriptif du projet :

accompagner les utilisateurs des batiments (etudiants, enseignants, personnels administratifs) lors des travaux du plan pluri annuel d'investissement realise au sein des batiments de l'université de Strasbourg

Référent ADEME : Eric GASPARD **Référent EMS :**

Cible(s) :

Acteurs associés :
- Universités de Strasbourg - sociologie
- Université de Strasbourg - direction du patrimoine
-

Calendrier : debut des travaux suite au schema directeur : fin 2017

Indicateurs :
- nombre d'utilisateurs formes et/ou accomp
- nombre d'utilisateurs ionterroges sur sa m

- nombre de rapports sur le suivi des consom
-

2 Entreprises et innovation TEE

Domaines de l'accord concernés : 2 ; 5

Descriptif du projet :

Identification de projets d'innovation majeurs dans les entreprises de l'Eurométropole

Référent ADEME : Florence HUC **Référent EMS :** Thomas COEFFIC

Cible(s) : Entreprises

Acteurs associés :
- Universités
- Région Grand Est
-

Calendrier : 1er semestre 2017

Indicateurs :
- Nbre de projets identifiés
-

-
-

3 Financement innovation entreprise

Domaines de l'accord concernés : 2 ; 5

Descriptif du projet :

Financement de l'innovation pour les entreprises : appel à projets SEVE (Solution d'Economie Verte en Entreprise)

Référent ADEME : Florence HUC **Référent EMS :** Thomas COEFFIC

Cible(s) : Entreprises

Acteurs associés :
- Universités
-
-

Calendrier : Lancement 1er semestre 2017, jury septembre 2017

Indicateurs :
- nbre de dossiers financés
-

-
-

RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET INNOVATION (2)

4 Expérimentation d'une dépollution des sols par bio et/ou phyto-remediation

Domaines de l'accord touchés : *2 ; 5*

Descriptif du projet :

Expérimenter une dépollution des sols par phyto et/ ou bio- remediation sur le territoire de l'Eurométropole.
Idéalement sur un site de jardins familiaux fermé (Heyritz par exemple)

Référent ADEME : *Franck LE MOING* **Référent EMS :** *Laurent SIRY*

Cible(s) : *Collective => Démonstration*

Acteurs associés :
- *Universités*
- *Région Grand Est ?*
- *BRGM*

Calendrier : *mi-2017 - 2018*

Indicateurs :
- *Taux d'abattement de la pollution*
-

5 Optimisation des consommations électriques des stations de production d'eau potable

Domaines de l'accord touchés : *2*

Descriptif du projet :

L'énergie utilisée pour la production d'eau et sa mise en pression est essentiellement de l'énergie électrique. Une optimisation des équipements de production peut contribuer à réduire la consommation énergétique.

Référent ADEME : **Référent EMS :** *Weber Jean Marc*

Cible(s) : *collectivités*

Acteurs associés :
-
-
-

Calendrier :

Indicateurs :
- *dépense énergetique en kwh/m3 produit*
-

FICHE 3.1 : ECONOMIE CIRCULAIRE - cible collectivités

1 Zéro Déchets Zéro Gaspillage - Prévention

Domaines de l'accord concernés : *2 ; 4 ; 6*

Descriptif du projet :

TZDZG - Prévention et réduction des déchets sur le territoire de l'Eurométropole et des communes .

Référent ADEME : *Pierre-Robert BOEDEC* **Référent EMS :** *Eric BETTON/Fionnuala O'Brien*

Cible(s) : *auprès de l'ensemble des producteurs de déchets*

Acteurs associés : *Habitants*
Collectivités,institutions,associations
SEM, entreprises,CCI,CMA,...

Calendrier : *2016-2019*

Indicateurs : *Réduction des tonnages de déchets*
Nombre d'acteurs impliqués

2 Zéro Déchets Zéro Gaspillage - Nouvelles collectes sélectives et gestion des déchets

Domaines de l'accord concernés : *2 ; 4*

Descriptif du projet :

TZDZG - Développer de nouvelles collectes et organisations pour atteindre à terme 65% de recyclage des déchets

Référent ADEME : *Pierre-Robert BOEDEC* **Référent EMS :** *Eric BETTON/CDD 3 ans nvelles collectes*

Cible(s) : *auprès de l'ensemble des producteurs de déchets*

Acteurs associés : *Habitants*
Collectivités,institutions,associations
SEM, entreprises,CCI,CMA,...

Calendrier : *2016-2019*

Indicateurs : *Réalisation d'une étude*
Site pilote
Taux de recyclage des déchets
Nombre d'acteurs impliqués

3 Tarification Incitative pour la gestion des déchets

Domaines de l'accord concernés : *2 ; 4*

Descriptif du projet :

Faire payer au juste prix la collecte et la valorisation des déchets aux usagers du service public

Référent ADEME : *Pierre-Robert BOEDEC* **Référent EMS :** *Sandrine GAUTHIER/Responsable RS/RI*

Cible(s) : *auprès de l'ensemble des producteurs de déchets*

Acteurs associés : *DGFIP*

Calendrier : *2016-2019*

Indicateurs : *Réalisation d'une étude*
Site pilote

ECONOMIE CIRCULAIRE - cible collectivités (2)

4 Achats et développement durable - Clauses sociale et environnementale

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 2*

Descriptif du projet :

Introduire des clauses sociale et environnementale dans les marchés publics des collectivités

Référent ADEME : *Pierre-Robert BOEDEC* **Référent EMS :** *E FERRERAS/M SCHMIDER/JP CHANTREL*

Cible(s) : *Achats publics des collectivités*

Acteurs associés : *Relais chantiers*

Réseau des acheteurs

Plateforme Régionale des marchés publics

Calendrier : *2016-2019*

Indicateurs : *Nombre de marchés avec critères DD*

Nombre d'heures d'insertion

5 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par les services de la collectivités

Domaines de l'accord touchés : *2;3;4*

Descriptif du projet :

Diagnostic des quantités et du devenir des déchets liquides au sein des services de la collectivités. Sensibilisation et mise en place de solutions adaptées (procédés de traitement de ces déchets, substitution, bonne gestion).

Référent ADEME : *?* **Référent EMS :** *POMIES Maxime*

Cible(s) : *services de la collectivités*

Acteurs associés : *- Services de la collectivités*

Calendrier : *Démarrage 2018*

Indicateurs : *- nombre d'actions menées*

6 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par le grand public

Domaines de l'accord touchés : *4*

Descriptif du projet :

Déploiement d'outils et d'actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public pour réduire et améliorer la gestion des déchets liquides.

Référent ADEME : *?* **Référent EMS :** *POMIES Maxime*

Cible(s) : *Habitants*

Acteurs associés : *- Associations de consommateurs*

Calendrier : *Démarrage 2018*

Indicateurs : *- nombre d'outils déployés*

ECONOMIE CIRCULAIRE - cible collectivités (3)

7 Promouvoir la consommation d'eau du robinet

Domaines de l'accord touchés : *1;3 7*

Descriptif du projet :

Le consommation d'eau excessive d'eau embouteillée génére des déchets, des émissions polluantes liées à la chaine de production et de distribution

Référent ADEME :

Référent EMS : *à définir*

Cible(s) : *collectivités, associations*

Acteurs associés :

-

-

-

Calendrier :

Indicateurs : *- nombre de population sensibilisée*

-

-

-

FICHE 3.2 : ECONOMIE CIRCULAIRE - cible entreprises

1 Développement de l'Ecologie Industrielle et territoriale

Domaines de l'accord concernés : *2 ; 4*

Descriptif du projet :

Développement de l'EIT : suivi de la démarche sur le PAS notamment la partie pérennisation et réflexion sur l'essaimage (plaine des bouchers, Espace Européen des Entreprises, P2I)

Référent ADEME : *Florence HUC* **Référent EMS :** *Thomas COEFFIC*

Cible(s) : *Entreprises*

Acteurs associés :
- *CCI*
- *Région*
- *Associations de zones industrielles ou d'activité*

Calendrier : *suivi PAS jusqu'à fin 2016, démarrage de l'essaimage en 2017*

Indicateurs :
- *nbre d'entreprises impliquées*
- *nbre de synergies identifiées*
- *nbre de synergies mises en œuvre*
-

2 Diagnostic et sensibilisation des entreprises artisanales à l'économie circulaire

Domaines de l'accord concernés : *2 ; 4*

Descriptif du projet :

Réalisation de diagnostic des principaux flux d'énergie et de matières qui traversent les processus de l'entreprise pour identifier les pertes, leurs origines et les solutions pour les réduire ou mieux les valoriser et ainsi de réduire les coûts associés (approche globale sur les ressources : eau, énergie, matières premières...).

Référent ADEME : *Florence HUC* **Référents EMS :** *Caroline GOMEZ ? Thomas COEFFIC ?*

Cible(s) : *Entreprises artisanales, 5 à 10 entreprises/an*

Acteurs associés :
- *CMA*
-
-

Calendrier : *Avril 2016-avril 2017 ; puis suivi sous 3 à 6 mois (bilan des actions engagées par l'entreprise)*

Indicateurs :
- *nbre de diagnostic*
- *nbre de réunion d'information/an*
-
-

3 Amélioration de la bonne gestion des déchets liquides par les artisans

Domaines de l'accord touchés : *2; 4*

Descriptif du projet :

Déploiement d'outils et d'actions de communication et de sensibilisation auprès des établissements artisanaux pour améliorer la gestion des déchets liquides.

Référent ADEME : *?* **Référent EMS :** *POMIES Maxime*

Cible(s) : *artisans*

Acteurs associés :
- *Chambre des métiers*
- *Corporations artisanales*
-

Calendrier : *Démarrage 2018*

Indicateurs :
- *Nombre de métiers sensibilisés*
-
-

ECONOMIE CIRCULAIRE - cible entreprises (2)

4 Ecolabel Micropolluants

Domaines de l'accord touchés : *2;4*

Descriptif du projet :

Rédaction d'un écolabel à destination des indutriels, PME, artisans valorisant ceux qui font des efforts en matière de réduction des rejets en micropolluants (substances chimiques). L'objectif est d'avoir un label de portée nationale.

Référent ADEME : *?*

Référent EMS : *POMIES Maxime*

Cible(s) : *entreprises, artisans*

Acteurs associés :

- *Autres collectivités*
-
-

Calendrier : *2017-2018*

Indicateurs :

- *Reconnaissance AFNOR oui/non*
- *Nonbre de collectivités utilisant cet écolab*

FICHE 4 : ENERGIES RENOUVELABLES

1 Schéma directeur des réseaux de chaleur

Domaines de l'accord touchés : *3 ; 6*

Descriptif du projet :

Réflexion sur un plan d'action qui intègrera une étude de performance environnementale grâce au recours majoritaire d'EnR&R dans le bouquet énergétique du réseau et plus particulièrement la faisabilité d'une centrale solaire thermique pour le réseau de chaleur urbain dans le cadre de la réalisation du schéma directeur.

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :** *Charlotte PETIT*

Cible(s) : *EMS*

Acteurs associés :

-
-
-

Calendrier : *2016-2017*

Indicateurs :

- *Nbre de nouveaux réseaux envisagés*
- *Km d'extension de réseaux envisagés*
- *MWh de chaleur EnR à injecter*
-

2 Planification Energétique

Domaines de l'accord touchés : *1 ; 3 ; 6*

Descriptif du projet :

Réflexion sur l'opportunité de mise en place d'un Schéma Directeur Energies afin de bâtir une politique de TEE au niveau du territoire et intégrer l'énergie aux politiques publiques ainsi que dans la conception des projets qui en découlent [lien urbanisme ; ENR ; réseaux ; précarité ; rénovation bâtiments]. 4 étapes : diagnostic et coconstruction du modèle énergétique du territoire ; Elaboration de scénarios ; stratégie retenue et pilotée ; déploiement de l'outil.

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :**

Cible(s) : *EMS, communes du territoire*

Acteurs associés :

- *Energéticiens*
- *ADEUS*
-

Calendrier :

Indicateurs :

-
-
-
-

3 Géothermie profonde

Domaines de l'accord touchés : *3 ; 6*

Descriptif du projet :

Accompagnement à la mise en œuvre des projets de géothermie profonde.
Travail à mener sur l'acceptabilité des projets (contextualisation lors de la strategie TEE, apropiation par la commune d'accueil, etc.)

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :** *Gerard POL GILI*

Cible(s) : *EMS*

Acteurs associés :

- *Communes sur lesquelles un projet se développe*
- *Fonroche, ES*
- *Autres acteurs pour acceptabilité publique*

Calendrier :

Indicateurs :

- *chaleur vendue (MWh)*
- *electricité vendue (MWh)*
-
-

ENERGIES RENOUVELABLES (2)

4 Energie solaire (thermique)

Domaines de l'accord touchés : 6

Descriptif du projet :

Lancer une stratégie avec l'objectif d'augmenter la surface installée sur le territoire. Pour faciliter cet objectif, prioriser deux mécanismes:
- Faisabilité d'intégration du solaire thermique pour le réseau de chaleur urbain
- Mécanismes de gouvernance pour faciliter l'installation et entretien des systèmes, notamment concernantles maisons

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :** *Gerard POL GILI*

Cible(s) : *collectivités, citoyens*

Acteurs associés :
- *planification urbaine, ABF*
- *associations syndics copropriété*

Calendrier : *2017-2020*

Indicateurs :
- *m2 installés*
- *nombre d'installations*

5 Financement d'ENR participatif

Domaines de l'accord touchés : 6

Descriptif du projet :

Afin de trouver de nouveaux moyens financiers et d'impliquer les citoyens dans les projets publics et privés de TEE, des réflexions sur des projets ENR participatifs seront menées (crowdfunding, obligations, investissement citoyen, levée épargne citoyenne, ...).

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :** *Gerard POL GILI*

Cible(s) : *Citoyens ; Développeurs ; entreprises*

Acteurs associés :
- *SEM*
- *associations déjà engagés dans les projets d'énergie participatifs*
- *banques*

Calendrier :

Indicateurs :
- *Nbre de projets*
- *€ citoyens investis*
- *KWh / TEP produits*
- *nombre de citoyens adhérés*

6 Pompes à chaleur aquathermiques - Stratégie

Domaines de l'accord touchés : 3

Descriptif du projet :

Définition du potentiel géothermique résiduel pour l'utilisation de pompes à chaleur sur nappe : Analyse multicritère usages/pressions/contraintes
Recensement des alternatives – cartographie interprétative
Pompes à chaleur aquathermiques : Recenssement et évaluation de l'énergie produite par ces ouvrages

Référent ADEME : *Jonathan MULLER* **Référent EMS :** *Laurent SIRY*

Cible(s) : *Territoire de l'Eurométropole et Propriétaires et exploitants de pompes à chaleur aquathermiques*

Acteurs associés :
- *DDT67*
- *BRGM*
- *DREAL / Observatoire de la nappe phréatique / Région Grand Est / AERM*

Calendrier : *2017*

Indicateurs :
- *Etablissement d'une cartographie interpré*
- *Nbr ouvrages*
- *énergie totale produite*
- *potentiel énergétique*

ENERGIES RENOUVELABLES (3)

7 Energie solaire (photovoltaïque)

Domaines de l'accord touchés :

Descriptif du projet :

Augmenter la puissance instalée sur le territoire. Pour faciliter cet objectif, prioriser deux mécanismes:
- Grandes centrales PV avec financement participatif + participation EMS -> cf. action n° 5
- Petits systèmes en autoconsommation sur logements collectifs pour alimenter les parties communes (éclairage, ascenseur, etc.). Partenariat avec le gestionnaire de réseau électrique afin de normaliser l'acceptation de l'autoconsommation de la part

Référent ADEME :	*Jonathan*	*MULLER*	**Référent EMS :**	*Gerard* *POL GILI*
Cible(s) :	*collectivités, entreprises, habitants*			
Acteurs associés :	*- Electricité de Strasbourg* *- Urbanisme* *- associations syndics copropriété*			
Calendrier :	*2017-2020*			
Indicateurs :	*- puissance totale installée* *- nombre de batiments équipés avec des sy*		*- production énergie PV annuelle* -	

FICHE 5 : BATIMENTS DURABLES

1 Sobriété, efficacité énergétique

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4 ; 6*

Descriptif du projet :

Econome de flux ; CEP pour les communes <10 000 habitants
Appui au schéma directeur de transition énergétique de l'université de Strasbourg visant a définir et mettre en place un plan pluri-annuel d'investissement des batiments les plus energivores du parc de l'université

Référent ADEME : *Eric GASPARD* **Référent EMS :** *Laurent ADAM*

Cible(s) : *Collectivités / université de Strasbourg*

Acteurs associés :
- *université de Strasbourg (direction du patrimoine) Johana Levy*
-
-

Calendrier : *schéma directeur TE université terminé mi 2017 / PPAI débute fin 2017*

Indicateurs :
- *MWh économisé*
- *MWh cumac éconmisé*
-
-

2 Rénovation du patrimoine public

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4 ; 6*

Descriptif du projet :

Elaboration d'une stratégie planifiée de rénovation du patrimoine public (via SEM EnerD2, CDC, Autre)
Accompagnement et suivi de sa mise en œuvre

Référent ADEME : *Eric GASPARD* **Référent EMS :** *Michel HUCKERT*

Cible(s) : *Collectivités*

Acteurs associés :
- *Région Grand Est*
- *Caisse des Dépôts et Consignations*
-

Calendrier :

Indicateurs :
-
-
-
-

3 Rénovation des logements individuels

Domaines de l'accord concernés : *4 ; 6*

Descriptif du projet :

EIE, PLRE, Co-propriétés, Oktave
Mise en cohérence des politiques de l'habitat avec les impératifs de la TEE passant notamment par une plus grande imbrication avec les questions d'urbanisme de qualité de l'air, de bruit et de mobilité

Référent ADEME : *Eric GASPARD* **Référent EMS :** *Débora POITEAUX*

Cible(s) : *Particuliers*

Acteurs associés :
- *Région Grand Est*
- *Professionnels du bâtiment*
- *Banques*

Calendrier : *bilan a faire fin 2017 apres 1 annee de fonctionnement de la plateforme Oktave*

Indicateurs :
- *nombre de logements renoves au niveau BE*
- *nombre de logmnts en coproprietes renov*
- *nombre de logments renoves au niveau BB(*
- *noimbre de particuliers conseilles sur la ren*

BATIMENTS DURABLES (2)

4 CEE

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4 ; 6*

Descriptif du projet :

Elaboration d'une strategie plannifiee de valorisation des CEE pour le compte de l'EMStrasbourg, de la ville et des autres communes. A minima concernant les travaux sur le patrimoine propre des collectivites et a envisager pour le patrimoine des partenaires et / ou administres

Référent ADEME : *Eric GASPARD* **Référent EMS :** *Laurent ADAM*

Cible(s) : *collectivites (particuliers et partenaires)*

Acteurs associés :
- *energeticiens*
- *grand Nancy*
- *prestataire specialiste des CEE*

Calendrier : *préparation de la strétégie en 2017 misen en œuvre a partir de 2018*

Indicateurs :
- *MWHcumac valorises (et euros)*
- *nb de m² impactes*
- *nb de logements impactes*
- *MWH et CO2 economisés*

5 Optimisation des consommations électriques des stations de production d'eau potable

Domaines de l'accord touchés : *2*

Descriptif du projet :

L'énergie utilisée pour la production d'eau et sa mise en pression est essentiellement de l'énergie électrique. Une optimisation des équipements de production peut contribuer à réduire la consommation énergétique.

Référent ADEME : **Référent EMS :** *Jean-Marc WEBER*

Cible(s) : *collectivités*

Acteurs associés :
-
-
-

Calendrier :

Indicateurs :
- *dépense énergetique en kwh/m3 produit*
-
-

FICHE 6 : URBANISME DURABLE

1 Approches intégrées de planification urbaine

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 3 ; 4*

Descriptif du projet :

Promouvoir l'urbanisme durable dans les documents de planification: SCOT, PLU/PLUI, PCEAT, planification énergétique territoriale, PDU, PLH (Plateforme de transition énergétique de l'ADEUS, intégration du SRCAE/SRADDET dans le SCOT)

Référent ADEME : *Benoît EVRARD* **Référent EMS :** *Florian VENANT*

Cible(s) : *Communes*

Acteurs associés :
- *ADEUS*
- *Atmo Grand Est*
- *services urba*

Calendrier : *5 ans*

Indicateurs :
- *TCO2 évité/scénario tendantiel*
- *nb thème compatible loi TECV*
- *évaluation prise en compte dans docs op*

2 AAP nationaux / régionaux urbanisme durable

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 3 ; 4*

Descriptif du projet :

Anticiper et accompagner les maitres d'ouvrage publics ou privés dans la connaissance et la candidature aux AAP Ecoquartiers, ANRU, Reconversion de friches urbaines, Modeval urba, Economie circulaire et urbanisme, Plan investissement d'avenir (Ecocité, ville durable et solidaire),...

Référent ADEME : *Franck LE MOING Benoit EVRARD* **Référent EMS :** *Florian VENANT*

Cible(s) : *maitres d'ouvrages publics ou privés*

Acteurs associés :
- *ADEUS*
- *SEM, lotisseurs,...*
- *Etat, CDC, Europe*

Calendrier : *5 ans*

Indicateurs :
- *nb de dossiers déposés/retenus*
- *Tco2 éco/Energie éco/produites*

3 Urbanisme durable opérationnel

Domaines de l'accord concernés : *1;3;4*

Descriptif du projet :

promouvoir l'urbanisme durable dans les documents d'urbanismes opérationnels (ilots, lotissement, ZA, ZAC, ZI, ...): généralisation des démarches AEU2 et GesUrba auprès des acteurs de l'Aménagement, refléxions sur les ilots de chaleur urbain, expérimentation ilots à énergie positive , reconversion de friches urbaines et industrielles...

Référent ADEME : *benoit EVRARD* **Référent EMS :** *Florian VENANT*

Cible(s) : *Métropole, communes, professionnels, partenaires*

Acteurs associés :
- *ADEUS*
- *élus urbanisme, services instructeur urbanisme*
- *bureaux d'études, DDT, MO, MOe, ..*

Calendrier : *5 ans*

Indicateurs :
- *Tco2 évité entre diff; scénarios BEGES*
- *Consommation énergie / zone (énergie gri*
- *nombre d'opérations réalisée sur des ilots,*

URBANISME DURABLE (2)

4 Gestion des friches

Domaines de l'accord concernés : *2; 3*

Descriptif du projet :

Inventaire Historique Urbain (IHU) : Localiser de façon précise et fiable, les sites industriels (potentiellement pollués) anciens et récents, de façon à sécuriser les actions foncières et les futurs projets d'aménagement.
Cette sécurisation doit permettre d'anticiper les risques de façon à gérer, en amont des projets, les éventuels travaux de

Référent ADEME : *Franck LE MOING* **Référent EMS :** *Laurent SIRY*

Cible(s) : *Ensemble des propriétaires de foncier potentiellement pollués, porteurs de projets urbains*

Acteurs associés :
- *Communes de l'Eurométropole*
- *Port Autonome de Strasbourg, BRGM*
- *Bureaux d'études, agence de communication, cabinet d'avocats*

Calendrier : *Avril 2016 à décembre 2021*

Indicateurs :
- *Attribution des marchés*
- *Nombre de site recensés*
- *Cibles sensibilisées*

5 Ondes électromagnétiques

Domaines de l'accord touchés : *3; 4*

Descriptif du projet :

Cartographie des niveaux d'exposition du public aux champs électromagnétiquses produit par les antennes de téléphonie mobile. Contrôler le respect de la réglementation en vigueur, identifier et traiter les lieux de vie présentant des valeurs atypiques, information du public.

Référent ADEME : **Référent EMS :** *Materne WOLFF*

Cible(s) : *Communes*

Acteurs associés :
- *bailleurs sociaux*
- *opérateurs de téléphonie mobile*
- *communes de l'EMS*

Calendrier : *2016-2018*

Indicateurs :
- *communes couvertes*
- *nb de points atypiques identifiés, traités*

6 Développer une agriculture durable, innovante et de proximité

Domaines de l'accord touchés : *2; 3; 4*

Descriptif du projet :

Programme annuel d'une vingtaine d'actions ventilées en fonction de 4 enjeux :
1) pérenniser les terres agricoles et maintenir les exploitations
2) développer les circuits courts et de de proximité

Référent ADEME : **Référent EMS :** *Anne FRANKHAUSER*

Cible(s) : *Agriculteurs et consommateurs*

Acteurs associés :
- *Chambre d'Agriculture d'Alsace*
- *Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace*
- *DRAAF, DDT, AERM, syndicat des Jeunes agriculteurs, Alsace qualité, Interprofessions agricoles, Chambr*

Calendrier : *Convention cadre pluriannuelle 2015/2020*

Indicateurs :
- *SAU reclassée en A ou N au PLUi*
- *SAU converties à l'AB ou diversifiée (mara*
- *nombre de diagnostics individuels (accomp*
- *public touché lors des actions de promotio*

URBANISME DURABLE (3)

7 Ecoparc Rhénan

Domaines de l'accord touchés : *2;3*

Descriptif du projet :

Site expérimental de transition économique, écologique et énergétique.
Déploiement de l'écologie Industrielle et territoriale en amont de la création d'une zone d'activité ; Zone d'activité à énergie positive ; Aménagement durable de la zone ; réflexions sur la mobilité ; définition d'un dispositif d'évaluation

Référent ADEME :	*Benoît EVRARD*	*Florence HUC*	**Référent EMS :**	*Julien*	*GUILLON*
Cible(s) :	*entreprises*				
Acteurs associés :	*- Etat*				
	-				
	-				
Calendrier :	*2017*				
Indicateurs :	-		-		
	-		-		

FICHE 7 : TRANSPORT ET MOBILITE

1 Conseil Individuel en mobilité

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4*

Descriptif du projet :

Conseil individuel en mobilité et Optimix. Mise à disposition de l'outil Optimix pour les collectivités françaises. Déterminer les conditions de cette mise à disposition et vérifier les contraintes juridiques et financières.

Référent ADEME : *Jean-Pierre BEHAXETEGUY* **Référent EMS :** *Pierre HANAUER*

Cible(s) : *Particuliers, entreprises*

Acteurs associés :

-
-
-

Calendrier : *Premier trimestre 2017 pour définir les modalités*

Indicateurs :

- *Nb de coll. ayant installé Optimix*
-
-

2 Les outils à disposition des entreprises

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4*

Descriptif du projet :

Participation au développement d'outils à destination des entreprises pour une évolution des comportements en matière de mobilité.

- participation au réseau mobilité Alsace
- échanges de données et d'expériences sur les actions auprès des entreprises

Référent ADEME : *Jean-Pierre BEHAXETEGUY* **Référent EMS :** *Pierre HANAUER*

Cible(s) : *Réseau mobilité Alsace*

Acteurs associés :

- *Vialsace (Région et AOT)*
- *PCAET, chargés de mission mobilité en Alsace*
-

Calendrier : *Rencontres régulières : 3 à 4 fois dans l'année*

Indicateurs :

- *Documents échangés*
-
-

3 Plateformes de logistique urbaine

Domaines de l'accord concernés : *3*

Descriptif du projet :

Veille sur les potentiels d'expérimentation en matière de logistique urbaine au sein de l'EMS.
Echanges réguliers.

Référent ADEME : *Jean-Pierre BEHAXETEGUY* **Référent EMS :** *Céline OPPENHAUSER*

Cible(s) : *EmS*

Acteurs associés :

- *Tout acteur du transport de marchandise et de la logistique*
- *ORT Grand Est*
-

Calendrier : *A définir*

Indicateurs :

-
-
-

FICHE 8 : QUALITE DE L'AIR

1 AACT'Air - projet Eurostr'Air

Domaines de l'accord concernés : *1 ; 3*

Descriptif du projet :

Mise en place du projet déposé en 2015. Obj : implication largement accrue de la population à l'amélioration de la qualité de l'air du territoire pour les prochaines années : implication des services de la collectivité de façon transversale ; renforcement de l'observatoire de l'air sur une zone laboratoire ; intensification des relations avec les habitants et les partenaires.

Référent ADEME : *Benoît EVRARD* **Référent EMS :** *Lucile CELLIE*

Cible(s) : *Particuliers et services de l'Eurométropole*

Acteurs associés :
- *AASQA*
- *Universté (sciences sociales)*
-

Calendrier : *2016-2017*

Indicateurs :
- *Nbre d'habitants sensibilisés*
- *Nbre de collaborateurs sensibilisés*

-
-

2 Fonds Air - rénovation des appareils individuels au bois

Domaines de l'accord concernés : *3 ; 4*

Descriptif du projet :

Etude pour la mise en place d'un fonds de rénovation du parc ancien d'appareils de chauffage individuels au bois, visant principalement la seconde couronne de l'Eurométropole

Référent ADEME : *Laurent PLANCHET* **Référent EMS :** *Lucile CELLIE*

Cible(s) : *Citoyens*

Acteurs associés :
- *Chauffagistes ; ramoneurs*
- *EIE*
-

Calendrier : *Lancement de l'étude en 2016 ; élaboration du fonds en 2017.*

Indicateurs :
- *Nbre de foyers visés par le fonds*
- *%age de la pollution ind au bois visé*

-
-

3 Approches croisées de la qualité de l'Air

Domaines de l'accord concernés : *tous thèmes*

Descriptif du projet :

Améliorer la prise en compte de la qualité de l'Air dans les actions menées (Qulité de l'Air et batiments, Air et mobilité, ...) et les documents de planification (PCEAT, PPA, PDU, PLH, PLU, ...)

Référent ADEME : *Cecile JACQUES Benoit EVRARD* **Référent EMS :**

Cible(s) : *collectivités, MO, Moe, particuliers*

Acteurs associés :
- *AASQA, état, professionnels par secteur*
-

Calendrier : *3 ans*

Indicateurs :
- *PM, Nox, So2, O3*
-

-
-

ADEME
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Direction régionale Grand Est
34 avenue André Malraux - 57000 METZ
Tél. 03 87 20 02 90 - grand-est@ademe.fr
www.grand-est.ademe.fr

Metz, le 30 octobre 2017

Monsieur Serge FORESTI
Eurométropole de Strasbourg
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cédex

N/réf. : FLM/

Objet : Réalisation d'un Inventaire Historique Urbain (IHU) sur l'Eurométropole de Strasbourg (67)

Dossier suivi par : Franck LE MOING (suivi technique) – Chef de Projets Sites et Sols Pollués

Monsieur FORESTI,

J'accuse réception de votre demande d'aide financière concernant d'Inventaire Historique Urbain (IHU) au sein de l'Eurométropole de Strasbourg.

Au vu des éléments que vous nous avez transmis, il apparaît que l'ADEME pourrait vous apporter une aide pour le financement de votre IHU.

Le taux de couverture prévu à l'issue de la première année de mise en place de votre IHU est de 44% du territoire de l'Eurométropole. Concernant cette première année, le montant d'aide maximale sera calculé à hauteur de 70% des dépenses éligibles après application d'un plafond de 100 000 € HT (soit une aide maximale de 70 000 euros).

A l'issue de la première année, une aide de l'ADEME pourra éventuellement être sollicitée annuellement durant l'extension future de l'IHU en fonction des crédits disponibles.

Votre demande fait l'objet d'une instruction dans le cadre des procédures d'aides adoptées par le Conseil d'Administration de l'ADEME et conformément aux règles générales d'attribution et de versement des aides financières de l'ADEME disponibles sur notre site Internet à l'adresse suivante : www.ademe.fr. L'instruction est confiée à Franck LE MOING en charge du dossier qui vous contactera en cas de besoin.

J'accuse également réception de votre dossier de demande d'aide. Je ne manquerai pas de vous communiquer la décision de l'ADEME concernant les modalités de soutien financier de votre projet.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, je vous prie de croire, Monsieur FORESTI, à l'assurance de mes salutations distinguées.

La Directrice Régionale
Sabine François

Merci d'adresser toute correspondance à Madame la Directrice Régionale de l'ADEME Grand Est

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ ÉCOLABELLISÉ AVEC ENCRE À BASE VÉGÉTALE PAR UN IMPRIMEUR IMPRIM'VERT

CONVENTION DE

RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT PARTAGÉS

RELATIVE À UN APPUI SCIENTIFIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN INVENTAIRE HISTORIQUE URBAIN DES SITES INDUSTRIELS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 582 056 149 dont le siège se trouve 3, avenue Claude-Guillemin, BP 36009, 45060 Orléans Cedex 02, représenté par Stéphane Roy, directeur des actions territoriales, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

D'une part,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, EMS, dont le siège est domicilié 1, parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex, et représenté par Robert Herrmann, président de l'EMS, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée par « **L'EMS** »,

D'autre part,

Le BRGM et L'EMS étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la (les) « Partie(s) ».

VU

- Le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;

- Le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;

- Le contrat quinquennal ETAT-BRGM pour la période 2013-2017 ;

- Les orientations de service public du BRGM pour l'année 2016, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 21 mai 2015 et approuvées par le Conseil d'Administration du 25 juin 2015 ;

- La délibération au conseil de l'EMS du 24 mars 2016 portant sur la convention de partenariat et les conventions thématiques entre l'EMS et le BRGM.

RAPPEL

A. Le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier concernant la gestion des anciens sites industriels et activités de service. Le BRGM contribue à la collecte, à la gestion et à la diffusion des données environnementales concernant les sites et sols pollués et les déchets et apporte une vue synthétique de l'état des milieux et il apporte son expertise pour la mise en place et l'évaluation des politiques de gestion ;

B. L'EMS est un établissement public de coopération intercommunale dont les compétences portent notamment sur l'aménagement du territoire ;

C. Le BRGM et L'EMS ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés, tel que visé à l'article 4.1 infra, concernant un appui scientifique dans le cadre de l'inventaire historique urbain (IHU) des sites industriels de l'EMS, ci-après désigné par « le Programme ».
Aussi, le BRGM et L'EMS ont décidé par la présente convention, ci-après désignée par « la Convention », de fixer les termes et conditions par lesquels ils s'associent afin de réaliser le Programme.
Les Parties ont établi en commun le Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte.

D. Les Parties ont établi en commun le présent Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte.

E. En outre, compte tenu du fait que (i) les Parties cofinancent le Programme et que (ii) la propriété des résultats issus du Programme, ci-après désignés par « les Résultats », sera partagée entre elles, la Convention n'est pas soumise à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, tout comme le prévoit les dispositions de son article 14-3°.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

La convention a pour objet de définir les termes et conditions par lesquels le BRGM et L'EMS s'engagent à réaliser le Programme.

ARTICLE 2. DURÉE

La convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties et expirera lors de la réception du dernier paiement tel que prévu à l'article 8 infra.

La convention pourra être prorogée par voie d'avenant en cas de prise de retard par des tiers chargés de la réalisation de la mission d'IHU de l'EMS.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention :

- Le présent document ;
- Annexe A1 : Cahier des charges ;
- Annexe A2 : Annexe financière.

Les annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes précédentes, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU BRGM

4.1. PROGRAMME D'ACTION

Le BRGM s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art, les tâches prévues pour la réalisation du Programme, conformément aux dispositions des Annexes A1 et A2.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de quarante-huit (48) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

4.2. LIVRABLES

L'ensemble des produits livrés sont précisés dans l'annexe A1 de la présente convention, étant entendu que la majeure partie des interventions du BRGM se fera à la demande directe de l'EMS, et sera facturée à la tâche en fonction des coûts présentés dans l'annexe A2 de la présente convention.

Cette mission particulière d'assistance scientifique et technique à l'EMS ne pouvant être définie à ce jour, concernant le nombre d'interventions du BRGM sur les différents points techniques qui seront opérés tout au long de la réalisation de l'IHU de l'EMS.

Une note de synthèse des activités du BRGM dans le cadre du programme sera remise à l'EMS à chaque fin de semestre.

L'EMS s'engage à valider chaque rapport dans un délai de deux (2) semaines maximum. Au-delà, la note sera considéré comme définitive.

4.3. OBLIGATIONS DE MOYENS

Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 4.2 supra résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques, en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné. Aussi, le BRGM est soumis par convention expresse à une obligation de moyens étant tenu au seul respect du cahier des charges et des règles de l'art.

L'EMS s'engage à informer de cette limite de responsabilité tous tiers sous-utilisateurs éventuels des informations contenues dans les documents et se portera garant du BRGM en cas de recours exercé par l'un ou plusieurs d'entre eux et fondé sur une inexactitude, erreur ou omission dans le contenu des documents, sous réserve de l'absence de faute prouvée du BRGM.

4.4. FINANCEMENT

Le BRGM s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra, sur la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

ARTICLE 5. OBLIGATION DE L'EMS

L'EMS s'engage à communiquer au BRGM toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation du Programme. L'EMS garantit le BRGM de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'EMS s'engage à faciliter l'accès du BRGM aux informations détenues par ses soins, relatifs au Programme ou par tous tiers à la Convention.

L'EMS s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra.

ARTICLE 6. NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM : **Kévin Samyn – Délégué régional** BRGM – délégation régionale Alsace Parc Activités Porte Sud Rue Pont du Péage – Bâtiment H1 67118 Geispolsheim - France Tel : 03 88 77 48 90 E-mail : k.samyn@brgm.fr	**Pour L'EMS** : **Thierry Willm – Directeur adjoint de l'Environnement et des Services Publics Urbains** Eurométropole de Strasbourg 1, parc de l'étoile 67076 Strasbourg Cedex - France Tel : 03 68 98 73 33 E-mail : Thierry.WILLM@strasbourg.eu

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7. FINANCEMENT DU PROGRAMME

7.1. MONTANT

Le montant du Programme est fixé à quatre-vingt-six mille cinq cent Euros Hors Taxes (86 500 € HT)

Le montant global de la Convention sera actualisé par avenant permettant une nouvelle programmation d'opérations.

7.2. RÉPARTITION

Le montant du Programme fait l'objet de la répartition financière suivante sur les montants définis dans l'Annexe A2 soit un total de 86 500 € HT :

- **Pour le BRGM, 20 % du montant Hors Taxes soit 17 300 € HT ;**
- **Pour L'EMS, 80 % du montant Hors Taxes soit 69 200 € HT**

Le montant ci-dessus est indiqué Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix.

Le BRGM cofinance le budget du Programme, dans le cadre de ses actions de service public.

ARTICLE 8. FACTURATION ET PAIEMENT

8.1. FACTURATION

a) Le BRGM étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.

b) Il sera facturé à L'EMS la part du montant visé à l'article 7.2 supra.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg (EMS)
Direction de l'environnement et des services publics urbains
Service Environnement et transition énergétique
1 Parc de l'Etoile
B.P. 1049/1050F
67076 STRASBOURG Cedex - France

Les versements seront effectués par L'EMS, au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM et selon le cas accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous

- à la signature de la convention : 5 000 € HT (6 000 € TTC) ;
- à chaque semestre sur la base des éléments de mission réalisés et des coûts associés (précisés à l'annexe A2) en fonction de la répartition définie au 7.2 ;
- à la fin de la mission, un bilan global sera établi par le BRGM et approuvé par l'EMS, ce bilan donnera lieu à la facturation du solde de cette opération.

Le taux de TVA en vigueur à la signature de la Convention est de 20 %. Toute modification du taux de TVA applicable, intervenant durant la période d'exécution de la Convention, sera répercutée dès la première échéance de facturation suivant la date d'entrée en vigueur du nouveau taux.

8.2. PAIEMENT

Les versements seront effectués par L'EMS par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM, au compte ouvert à :

TRESOR PUBLIC
Trésorerie générale du Loiret,
4 pl du Martroi, Orléans
Code Banque 10071
Code Guichet : 45000
Compte N° 00001000034
Clé : RIB 92
IBAN : FR7610071450000000100003492

A défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliquent sur le montant toutes taxes comprises de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par L'EMS.

ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. DROITS ET OBLIGATION DE L'AUTEUR

9.1.1. Droits de l'auteur

a) Dans l'hypothèse où les Résultats relèvent du droit d'auteur, le BRGM est l'auteur des Résultats, et notamment des livrables visés à son article 4.2 supra.

b) Le BRGM est titulaire des droits visés aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, à savoir des droits patrimoniaux et moraux.

9.1.2. Garantie

Le BRGM garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la Convention.

9.2. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

9.2.1. Co-titularité des droits patrimoniaux

Le BRGM cède à L'EMS les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables visés à l'article 4.2 supra et sur tous les Résultats relevant du droit d'auteur de sorte qu'à l'issue de l'exécution de la Convention, les Parties en seront co-titulaires et L'EMS pourra notamment, sans l'autorisation du BRGM mais sous sa responsabilité exclusive :

- reproduire les documents sur tous supports connus et inconnus, quel que soit le nombre d'exemplaires ;
- représenter les livrables visés à l'article 4.2 supra pour tout type d'usage ;
- adapter, par perfectionnements, corrections, simplifications, adjonctions,

intégration à des systèmes préexistants ou à créer, transcrire dans un autre langage informatique ou dans une autre langue et créer des œuvres dérivées pour ses besoins propres.

Cette cession est faite à titre gracieux pour le monde entier et pour une durée égale à la durée des droits du BRGM.

Inversement la BRGM pourra utiliser les données relatives à l'IHU, notamment pour leur diffusion sur le site internet national dédié à Basias.

9.2.2. **Droits moraux du BRGM**

Par application des articles L. 121-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, L'EMS s'engage à respecter les droits moraux du BRGM sur les livrables visés à l'article 4.2 supra, et notamment à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacune des reproductions ou représentations.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES RÉSULTATS

10.1. PRINCIPE

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large les livrables visés à l'article 4.2 supra et tous les Résultats, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre les Résultats à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet et de sa base de diffusion de données BASIAS.

L'EMS s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer L'EMS comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

Dans le cas d'un intérêt commercial des Résultats au bénéfice de tiers, les Parties conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

Si une ou plusieurs inventions apparaissent au cours et/ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, le BRGM en informera aussitôt L'EMS et les Parties conviendront de dispositions à prendre pour assurer le dépôt et la défense de toute demande de brevet correspondant, ainsi que la prise en charge des frais associés.

10.2. EXCEPTIONS

La diffusion visée à l'article 10.1 supra sera interdite dans les cas suivants :

- L'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- Une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre Partie a accepté de manière expresse.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE, CESSION, TRANSFERT

Chaque Partie peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles, sous réserve de respecter les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, notamment en ce qu'elle concerne la présentation, l'acceptation des

sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La Convention est conclue intuitu personae, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucune des Parties ne peut sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention à des tiers.

ARTICLE 12. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à l'autre Partie dans la limite du montant du financement apporté par chacun et visé à l'article 7.2 supra.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le BRGM présentera à L'EMS un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels L'EMS versera au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE 15. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait à Geispolsheim, en deux (2) exemplaires, Le --/--/--

08 DEC. 2016

Pour le BRGM

Pour L'EMS

VINCENT DEBES
VICE-PRESIDENT EUROMETROPOLE

894

ANNEXE A1 : CAHIER DES CHARGES DU PROGRAMME

1. CONTEXTE

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est en pleine reconquête foncière de sites urbains, jugés stratégiques, qui correspondent pour certains à d'anciennes friches industrielles. L'objectif est de recenser les anciens sites industriels et artisanaux pour maîtriser les requalifications de ces sites.

Les friches industrielles en contexte urbain se caractérisent par des paramètres pouvant générer des situations parfois très complexes, comme par exemple :

- la présence de bâtiments de grande valeur patrimoniale ;
- la présence a contrario de constructions sans intérêt mais très massives et avec présence d'amiante, dont la démolition s'appréhende selon des règles strictes ;
- les risques de pollution du sol et du sous-sol, des eaux superficielles et des eaux souterraines ;

Elles peuvent soulever des questions de propriété foncière et de responsabilités liées.

En 2005, l'Inventaire Historique Régional, en partie financé par l'EMS, a recensé 6041 sites industriels pour le Bas-Rhin, accessibles sur http://basias.brgm.fr/ . 40 % d'entre eux n'ont pas été géo référencés (rapport BRGM/RP-53646-FR) ; cela veut dire que leur localisation sur un cadastre est impossible, à ce stade. Des recherches complémentaires sont donc nécessaires. Celles-ci apporteront également probablement de nouveaux sites. L'expérience récente des inventaires historiques montre qu'il est difficile a priori de savoir exactement combien de sites seront réellement recensés à terme. Par exemple, l'inventaire d'un département à fort passé industriel comme le département du Nord a recensé plus de 12 000 sites et ceci sans tenir compte des dossiers d'archives des 30 dernières années non encore dépouillés.

La réalisation de l'inventaire historique urbain (IHU) de sites industriels et activités de services d'une agglomération vise à récolter et conserver les informations sur les sites industriels dans une base homogène de données et de les intégrer dans le SIG urbain (en les localisant à l'échelle du parcellaire cadastral), outil interactif d'aide à la décision. Il permet à terme de :

- fiabiliser et sécuriser les opérations foncières et les projets de développement lorsqu'ils sont envisagés sur ces anciens sites,
- prévenir les conséquences d'une éventuelle pollution sur un projet d'aménagement et d'y remédier avant le lancement de ce projet,
- veiller à la protection des personnes et de l'environnement
- intégrer les données dans le SIG de l'agglomération, permettant à une communauté urbaine de disposer d'un outil d'aide à la décision et de gestion de l'espace surfacique laissé vacant lors du retrait des activités qui y étaient exercées.

2. OBJECTIF DE LA PRESENTE CONVENTION

Fort de son expérience de la réalisation de l'ensemble des IHR régionaux et de plusieurs IHU : pour l'Ile Nantaise (44), pour les communes de Fraisse, Firminy, Unieux, Lorette, ...(42), la ville de Grenoble (38), Amiens métropole (80), Le Grand Lyon (69) étendu au département du Rhône, de la ville de Graulhet (81), le BRGM apportera son savoir-faire à l'EMS pour la mise en œuvre d'un IHU du territoire de l'EMS.

3. PROGRAMME TECHNIQUE

Les missions d'expertise de la présente convention sont détaillées ci-dessous. L'expertise a pour objectif de détecter, dans les documents soumis à l'expertise, et eu égard à la réglementation en vigueur et aux bonnes pratiques, ce qui est conforme, les lacunes et les incertitudes du dossier.

A réception des documents, les missions d'expertise sur dossiers seront réalisées pour chaque étape dans un délai de deux semaines. Les remarques formulées par le BRGM seront envoyées dans des documents informatisés de type PDF.

A - Appui à la mise en place du/des prestataires chargés de la réalisation de l'IHU

Dans le cadre de cette phase, le BRGM sera chargé d'accompagner, de renseigner, de porter un avis sur l'appel d'offre qui sera élaboré par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour le compte de l'EMS, mise en place lors de la précédente phase. Pour cela, le BRGM émettra des avis sur l'appel d'offre visant à orienter sa conception, sans en définir les clauses. Le BRGM sera également chargé d'assister aux dépouillements des offres et à leur analyse.

Il s'agira notamment de conseiller sur l'évaluation de la bonne adéquation entre les moyens proposés par les prestataires et les résultats attendus. Cette évaluation et le suivi opérationnel sera à la charge de l'AMO.

L'expertise de déroulera donc en deux étapes :

- A1 : la vérification du cahier des charges pour la sélection du prestataire chargé de la réalisation de l'IHU ;
- A2 : l'analyse des réponses à l'appel d'offres.

Si certaines actions de l'AMO devaient incomber au BRGM, le traitement de ces dernières fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

B- Appui scientifique

B1. Rédaction d'une note à l'issue de chaque phase importante du projet

A la demande de l'EMS, le BRGM rédigera une note de synthèse de l'appui réalisé à l'issue de chaque phase importante du projet. Les avis formulés par le BRGM sur les documents seront formalisés directement sur les documents expertisés, au format pdf. Y figureront les remarques formulées et argumentées par le BRGM. Ces avis viseront la mise en évidence de la conformité, voire des manquements et des incertitudes des actions réalisées par

rapport à l'Etat de l'Art concernant la réalisation de l'IHU. Ces documents expertisés seront accompagnés d'un courrier synthétisant les avis portés par le BRGM.

Le BRGM pourra par ailleurs assister l'EMS dans la rédaction de notes, articles et publications dans la relecture des textes, la validation des illustrations et tableaux produits par l'EMS ou ses partenaires. Ceci, dans la limite des quantités prévues par le volet financier de la présente convention.

B2. Expertise et conseil auprès de l'EMS

A la demande de l'EMS, le BRGM pourra fournir un avis technique et argumenté sur des questions précises formulées par l'EMS dans le cadre de la réalisation de l'IHU.

Dans ce cadre, le BRGM accompagnera par ailleurs l'EMS dans les échanges avec les Services de l'Etat. Cette prestation se limitera à une analyse administrative des dossiers, sans présence d'un agent du BRGM lors de réunions avec les services de l'Etat, excepté si la présence du BRGM était requise par ces derniers.

C- Missions participatives

Le BRGM, dans le cadre de sa mission d'assistance et d'expertise auprès de l'EMS, pourra être amené à participer aux réunions suivantes :

- Point technique de coproduction du groupe projet ;
- Point technique avec les prestataires (Bureaux d'études et AMO) ;
- Comité technique ;
- Comité de pilotage ;
- Le BRGM pourra assister l'EMS dans la co-animation de réunions publiques, aidera dans la préparation des présentations et l'assistera techniquement et réglementairement lors de ces réunions.

La mission du BRGM consistera à assister l'EMS lors de ces réunions et à participer à la préparation des supports de présentation, sans en assumer la conception intégrale. La prestation du BRGM n'inclut pas la rédaction d'un compte-rendu.

ANNEXE A2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Tâches	*Unité*	*Montant (€HT)*	*Quantité*	*Montant total (€HT)*
A-Appui à la mise en place du/des prestataires chargés de la réalisation de l'IHU				
A1-Avis sur le cahier des charges rédigé par l'AMO	Cahier des charges	2 300	4	9 200
A2-Avis sur l'analyse des offres	Dossier	1 900	2	3 800
B-Appui scientifique				
B1-Rédaction d'une note de synthèse semestrielle	Par sollicitation	1 900	4	7 600
B2-Expertise et conseil auprès de l'EMS	Par sollicitation	1 900	18	34 200
C-Missions participatives				
C1-Participation ponctuelle aux COPIL, COTECH et réunions de co-production avec les groupes de projets d'un expert d'Orléans	Réunion	2 700	11	29 700
C2-Participation ponctuelle d'un expert de la DR Alsace du BRGM	Réunion	500	4	2 000
Montant total HT en €				**86 500**
Part BRGM (€ HT) – 20%				**17 300**
Part EMS[1] (€ HT) – 80%				**69 200**
TVA[2] (20 %)				13 840
Montant EMS[3] TTC EN €				**83 040**

[1] Financeur
[2] Part financeur
[3] Financeur

Membres du comité technique
La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Service des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Le Bureau de l'environnement de la Préfecture
Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles
Le Port Autonome de Strasbourg
La Direction Régionale Grand Est de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
La Direction Régionale du Bureau de Recherche Géologique et Minière
Les Archives Départementales du Bas-Rhin
Les Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg
L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage
L'Eurométropole sera représentée par : - la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité - le Service Politique Foncière et Immobilière - le Service Projets Urbains - le Service Prospective et Planification Territoriale - le Service Environnement et Transition Energétique - le Service Géomatique et Connaissance du Territoire - le Service Hygiène et Santé Environnementale - le Service Communication Externe

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Avenants aux contrats de concession de distribution publique de gaz naturel sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Historique des contrats de concession

L'Eurométropole de Strasbourg assure depuis le 1er janvier 2015 la gestion des réseaux de distribution publique de gaz des 28 communes du territoire, passées à 32 communes (la commune de Osthoffen n'est pour l'instant pas encore desservie par le réseau de gaz) depuis le 1er janvier 2017 suite à l'intégration de la Communauté de communes des Châteaux.

Conformément à l'obligation de séparation juridique des activités de gestionnaire du réseau de distribution et de fournisseur d'énergie, la gestion des réseaux de distribution de gaz est assurée par Réseau GDS, société d'économie mixte locale (Sem) détenue à hauteur de 50% par la Ville de Strasbourg. Gestionnaire du réseau de distribution, Réseau GDS est ainsi chargé de la conduite, de l'entretien et du développement des réseaux de distribution, qu'il met à disposition des fournisseurs de gaz naturel.

Depuis l'ouverture à la concurrence des marchés du gaz naturel, les clients souscrivent leur contrat de fourniture auprès du fournisseur de leur choix (fournisseur historique ou nouveaux acteurs qui ont fait leur entrée sur le marché du gaz naturel).

Chaque commune possède son propre contrat de concession avec Réseau GDS, aujourd'hui transféré et géré par l'Eurométropole ; la majorité d'entre eux, dont celui de la ville de Strasbourg, arrivera à échéance au 31 décembre 2040.

Au 30 septembre 2016, Réseau GDS exploitait sur les 28 communes de l'Eurométropole, 1 228 kilomètres de réseau, pour desservir 88 870 points de livraison, dont 52 736 sur Strasbourg.

Au total, 3,8 TWh ont été acheminés en 2015/2016 sur l'Eurométropole, dont 2,63 TWh sur le réseau strasbourgeois (1 Téra Watt heure = 10^9 KWh).

Objet des avenants

Afin de garantir la sécurité des usagers, il est apparu nécessaire de clarifier et d'uniformiser dans l'ensemble des contrats de concession la définition du branchement et d'organiser,

par la mise en place d'une convention, la réalisation par le concessionnaire d'un contrôle périodique de la partie privée des branchements.

Clarifier la définition du branchement

La définition du branchement est en effet essentielle pour déterminer la limite de concession et les obligations respectives du concessionnaire sur les ouvrages de distribution de gaz et des propriétaires sur les branchements privés.

Cette définition figure dans les contrats de concessions, mais aussi dans les contrats conclus avec les usagers (conditions standard de livraison) ou les propriétaires (contrat de raccordement) pour rappeler notamment les obligations règlementaires qui incombent aux propriétaires sur leurs branchements privés.

Un branchement est composé de deux parties distinctes :
- le branchement d'immeuble : il s'agit de la partie de canalisation qui amène le gaz depuis la conduite de distribution jusqu'à et y compris l'organe de coupure générale.
- le branchement privé : il s'agit de l'ensemble des canalisations qui ont pour objet de conduire le gaz depuis l'organe de coupure général jusqu'au compteur ; il comprend la conduite d'immeuble et la conduite montante.

Selon, l'article 29 de l'arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances :
« 4° Les installations situées entre l'organe de coupure visé au 13 (1°) et les compteurs individuels ou, à défaut de compteurs, les robinets de coupure individuels visés à l'article 13 (2°) inclus (comprendre : les branchements privés), et non placés sous la garde du distributeur, doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien écrit et passé avec le distributeur ou une entreprise de service compétent avec l'accord du distributeur. »

Ainsi :

- le branchement d'immeuble et toutes les conduites installées dans le domaine public sont des ouvrages intégrés au périmètre des concessions et sont donc entretenus par le concessionnaire.
- le branchement privé hors concession est sous la responsabilité du propriétaire, qui doit l'entretenir dans le cadre d'un contrat d'entretien passé avec le distributeur ou une entreprise de service compétent avec l'accord du distributeur.

Les projets d'avenants prévoient donc :

- l'insertion d'un nouvel article 5 bis intitulé « branchement » dans le contrat de concession de la Ville de Strasbourg,
- la substitution des articles « branchement » existants par un nouvel article, dans les 31 autres contrats de concession.

La mise en place d'un contrôle périodique des branchements privés

Sans se substituer aux obligations d'entretien à la charge du propriétaire, le délégataire Réseau GDS propose conformément à la règlementation en vigueur, un service de contrôle périodique des branchements privés dont l'objectif est de garantir et d'améliorer la sécurité des personnes et des biens.

Ainsi tous les 10 ans, les branchements privés font l'objet par le délégataire d'un examen approfondi dont les modalités techniques et financières sont détaillées dans une « convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs ». Chaque contrôle fait l'objet d'un rapport reprenant les éventuelles anomalies constatées, et la liste des travaux d'entretien et de renouvellement à réaliser par le propriétaire.

Les projets d'avenant prévoient d'annexer « la convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs » à chacun des 32 contrats de concession de distribution publique de gaz afin qu'elle fasse partie intégrante des contrats.

Ces projets d'avenants répondent au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public sans toutefois en modifier substantiellement les éléments essentiels.
Ils n'ont pas de conséquences financières, et entrent donc dans le champ de l'article 36 alinéa 6 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, concernant les modifications qui ne sont pas substantielles et dont le montant est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales et
notamment ses articles L.1411-1 et suivants
vu les 32 contrats de concession pour la distribution publique
de gaz du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
vu les projets d'avenant pour les 32 contrats de concession
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les termes des avenants aux 32 contrats de concession de distribution publique de gaz sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *les termes de « la convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs ».*

décide

- *de l'introduction d'un nouvel article 5 Bis relatif à la définition du branchement dans le contrat de concession de distribution de gaz de la ville de Strasbourg du 26 février 1914,*

- *de la substitution des articles suivants dans les contrats de concession de distribution publique de gaz par un nouvel article de définition du branchement :*

  - *l'article 15 au contrat de Breuschwickersheim*
  - *l'article 15 au contrat d'Entzheim*
  - *l'article 15 au contrat d' Holtzheim*
  - *l'article 15 au contrat de Lampertheim*
  - *l'article 13 au contrat d'Eckbolsheim*
  - *l'article 15 au contrat d'Hangenbieten*
  - *l'article 14 au contrat d'Hoenheim*
  - *l'article 5 au contrat d'Illkirch-Graffenstaden (modifié par avenant du 17 décembre 1930)*
  - *l'article 6 au contrat de Lingolsheim*
  - *l'article 13 au contrat d'Oberhausbergen*
  - *l'article 13 au contrat de Wolfisheim*
  - *l'article 18 au contrat d'Achenheim*
  - *l'article 19 au contrat de Bischheim*
  - *l'article 18 au contrat de Blaesheim*
  - *l'article 18 au contrat d'Eckwersheim*
  - *l'article 19 au contrat d'Eschau*
  - *l'article 19 au contrat de Fegersheim*
  - *l'article 19 au contrat de Geispolsheim*
  - *l'article 19 au contrat de Kolbsheim*
  - *l'article 19 au contrat de La Wantzenau*
  - *l'article 19 au contrat de Lipsheim*
  - *l'article 19 au contrat de Mittelhausbergen*
  - *l'article 19 au contrat de Mundolsheim*
  - *l'article 19 au contrat de Niederhausbergen*
  - *l'article 18 au contrat d'Oberschaeffolsheim*
  - *l'article 19 au contrat d'Ostwald*
  - *l'article 19 au contrat de Plobsheim*
  - *l'article 19 au contrat de Reichstett*
  - *l'article 19 au contrat de Schiltigheim*
  - *l'article 19 au contrat de Souffelweyersheim*
  - *l'article 19 au contrat de Vendenheim*

- *d'annexer à chacun des 32 contrats de concession « la convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs ».*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer :

- *l'avenant n° 1 au contrat de Breuschwickersheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat d Entzheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Holtzheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Lampertheim*
- *l'avenant n° 2 au contrat d'Eckbolsheim additif le 31 octobre 1935)*

- *l'avenant n° 1 au contrat d'Hangenbieten*
- *l'avenant n° 2 au contrat d'Hoenheim (additif le 31 octobre 1935)*
- *l'avenant n° 2 au contrat d'Illkirch-Graffenstaden (modifié par avenant du 17 décembre 1930)*
- *l'avenant n° 2 au contrat de Lingolsheim (additif le 31 octobre 1935)*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Oberhausbergen*
- *l'avenant n° 2 au contrat de Wolfisheim (additif le 31 octobre 1935)*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Achenheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Bischheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Blaesheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Eckwersheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Eschau*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Fegersheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Geispolsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Kolbsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de La Wantzenau*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Lipsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Mittelhausbergen*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Mundolsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Niederhausbergen*
- *l'avenant n° 1au contrat d'Oberschaeffolsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat d'Ostwald*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Plobsheim*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Reichstett*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Schiltigheim*
- *l'avenant n° 2 au contrat de Souffelweyersheim (additif le 31 octobre 1935)*
- *l'avenant n°7 au contrat de Strasbourg*
- *l'avenant n° 1 au contrat de Vendenheim*

et à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

AVENANT N°7 AU CONTRAT DE CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

de la VILLE DE STRASBOURG du 26 février 1914

PROJET

Entre, d'une part,

L'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par Robert Herrmann, Président, habilité par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 22 décembre 2017,

Ci-après désignée « l'Autorité Délégante » ;

Et, d'autre part,

La société **Réseau GDS**, société anonyme au capital de 9 778 000 €, dont le siège social est sis 14 place des Halles - 67000 Strasbourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro 548 501 113, représentée par son directeur général par intérim Bruno Alavès, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après désigné « le Délégataire» ;

Ensemble désignés « les Parties ».

ARTICLE 1.

Il est inséré au contrat de concession un article §5 Bis ainsi rédigé :

Le branchement comprend, d'une part, le branchement d'immeuble qui a pour objet l'amenée de gaz depuis la conduite de distribution jusque et y compris l'organe de coupure générale, placé à l'extérieur du bâtiment et à son voisinage immédiat et, d'autre part, le branchement privé qui a pour objet de conduire le gaz depuis cet organe de coupure jusqu'au compteur. Le branchement d'immeuble et d'une façon générale toutes les conduites installées dans le domaine public sont des ouvrages concédés.

Le concessionnaire exécute ou fait exécuter, sous sa responsabilité, le branchement d'immeuble aux frais des propriétaires des immeubles raccordés, ou, le cas échéant, des requérants qui se seraient substitués à eux. Les frais d'entretien, de renforcement ou de renouvellement afférents sont à la charge des propriétaires, le concessionnaire étant juge de l'opportunité de ces travaux.
Les travaux exécutés par ou pour le compte du concessionnaire sont facturés sur la base de leur prix de revient.

Le branchement privé comprend la conduite d'immeuble et la conduite montante. Le propriétaire exécute ou fait exécuter, entretient et renouvelle, sous sa responsabilité et à ses frais, le branchement privé.

En complément des obligations du propriétaire, le concessionnaire réalise un contrôle du branchement privé, dans un cadre conventionnel spécifique qui détermine les modalités techniques et financières, ainsi que l'étendue et la périodicité de ce contrôle.

PROJET

ARTICLE 2 – CONVENTION DE CONTROLE DES BRANCHEMENTS PRIVES EN IMMEUBLES COLLECTIFS

La convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs visée au dernier alinéa de la clause Branchement ci-dessus, jointe au présent avenant en annexe, fait partie intégrante du contrat de concession.

ARTICLE 3. PRISE D'EFFET

Les Parties conviennent que :

Le présent avenant et son annexe prendront effet à compter de sa notification par l'Autorité Délégante après sa signature par les Parties.

Fait à Strasbourg,

En deux exemplaires originaux,
Le ……..

L'Autorité Délégante Le Délégataire

Annexe : Convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs

PROJET

PROJET D'AVENANT TYPE AUX CONTRATS DE CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ DES 31 AUTRES COMMUNES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Entre, d'une part,

L'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par Robert Herrmann, Président, habilité par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 22 décembre 2017,

Ci-après désignée « l'Autorité Délégante » ;

Et, d'autre part,

La société **Réseau GDS**, société anonyme au capital de 9 778 000 €, dont le siège social est sis 14 place des Halles - 67000 Strasbourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro 548 501 113, représentée par son directeur général par intérim Bruno Alavès, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après désigné « le Délégataire» ;

Ensemble désignés « les Parties ».

PROJET

ARTICLE 1 - BRANCHEMENT

Il est substitué à l'article n°… du contrat de concession signé avec la commune de …. en date du … un article « Branchement » ainsi rédigé :

« Le branchement comprend, d'une part, le branchement d'immeuble qui a pour objet l'amenée de gaz depuis la conduite de distribution jusque et y compris l'organe de coupure générale, placé à l'extérieur du bâtiment et à son voisinage immédiat et, d'autre part, le branchement privé qui a pour objet de conduire le gaz depuis cet organe de coupure jusqu'au compteur. Le branchement d'immeuble et d'une façon générale toutes les conduites installées dans le domaine public sont des ouvrages concédés.

Le concessionnaire exécute ou fait exécuter, sous sa responsabilité, le branchement d'immeuble aux frais des propriétaires des immeubles raccordés, ou, le cas échéant, des requérants qui se seraient substitués à eux. Les frais d'entretien, de renforcement ou de renouvellement afférents sont à la charge des propriétaires, le concessionnaire étant juge de l'opportunité de ces travaux.
Les travaux exécutés par ou pour le compte du concessionnaire sont facturés sur la base de leur prix de revient.

Le branchement privé comprend la conduite d'immeuble et la conduite montante. Le propriétaire exécute ou fait exécuter, entretient et renouvelle, sous sa responsabilité et à ses frais, le branchement privé.

En complément des obligations du propriétaire, le concessionnaire réalise un contrôle du branchement privé, dans un cadre conventionnel spécifique qui détermine les modalités techniques et financières, ainsi que l'étendue et la périodicité de ce contrôle ».

PROJET

ARTICLE 2 – CONVENTION DE CONTROLE DES BRANCHEMENTS PRIVES EN IMMEUBLES COLLECTIFS

La convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs visée au dernier alinéa de la clause Branchement ci-dessus, jointe au présent avenant en annexe, fait partie intégrante du contrat de concession.

ARTICLE 3. PRISE D'EFFET

Les Parties conviennent que le présent avenant et son annexe prendront effet à compter de sa notification par l'Autorité Délégante après sa signature par les Parties.

Fait à Strasbourg,

En deux exemplaires originaux,

Le ……..

L'Autorité Délégante Le Délégataire

Annexe : Convention de contrôle des branchements privés en immeubles collectifs

PROJET

CONVENTION DE CONTROLE DES BRANCHEMENTS PRIVES EN IMMEUBLES COLLECTIFS

PROJET

L'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par Robert Herrmann, Président, habilité par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 22 décembre 2017, *Ci-après désignée « l'Autorité Délégante » ;*

Et, d'autre part,

La société **Réseau GDS**, société anonyme au capital de 9 778 000 €, dont le siège social est sis 14 place des Halles - 67000 Strasbourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro 548 501 113, représentée par son directeur général par intérim Bruno Alavès, dûment habilité aux fins des présentes *Ci-après désigné « le Délégataire» ;*

est conclue la convention suivante :

Article 1 : objet de la convention.

Les deux parties sont liées par un contrat de concession, pour la desserte en gaz naturel des communes de l'Eurométropole.

Sans se substituer aux obligations d'entretien à la charge du propriétaire en application des dispositions règlementaires, Réseau GDS réalise un service de **contrôle périodique** des branchements privés dont l'objectif est d'améliorer continuellement la sécurité des personnes et des biens.

A cet effet, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités techniques et financières, ainsi que l'étendue et la périodicité de ce contrôle.

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et prend fin avec le contrat de concession auquel elle se rapporte.

Article 2 : branchement

Le branchement comprend, d'une part, le branchement d'immeuble qui a pour objet l'amenée de gaz depuis la conduite de distribution jusque et y compris l'organe de coupure générale, placé à l'extérieur du bâtiment et à son voisinage immédiat et, d'autre part, le branchement privé qui a pour objet de conduire le gaz depuis cet organe de coupure jusqu'au compteur. Le branchement d'immeuble et d'une façon générale toutes les conduites installées dans le domaine public sont des ouvrages concédés.

Le concessionnaire exécute ou fait exécuter, sous sa responsabilité, le branchement d'immeuble aux frais des propriétaires des immeubles raccordés, ou, le cas échéant, des requérants qui se seraient substitués à eux. Les frais d'entretien, de renforcement ou de renouvellement afférents sont à la charge des propriétaires, le concessionnaire étant juge de l'opportunité de ces travaux.
Les travaux exécutés par ou pour le compte du concessionnaire sont facturés sur la base de leur prix de revient.

Le branchement privé comprend la conduite d'immeuble et la conduite montante. Le propriétaire exécute ou fait exécuter, entretient et renouvelle, sous sa responsabilité et à ses frais, le branchement privé.

En complément des obligations du propriétaire, le concessionnaire réalise un contrôle du branchement privé, dans un cadre conventionnel spécifique qui détermine les modalités techniques et financières, ainsi que l'étendue et la périodicité de ce contrôle.

Article 3 : étendue du contrôle.

Le concessionnaire effectue, conformément à la réglementation en vigueur, les opérations de contrôle du branchement privé, à savoir les installations de gaz à usage collectif, comprises entre l'organe de coupure générale placé à l'extérieur de l'immeuble (article 13.1° de l'Arrêté du 2 août 1977), et les robinets de compteurs (article 13.2° de l'Arrêté du 2 août 1977), quelle que soit la situation de ceux-ci.

L'opération de contrôle consiste en un examen comportant la vérification des points énumérés sur le « Bon d'examen des ouvrages gaz » joint en annexe. Ce document

PROJET

peut évoluer, notamment en fonction des évolutions technologiques et du retour d'expériences.

La visite de contrôle donne lieu à l'établissement, par Réseau GDS, d'une synthèse des anomalies constatées et d'un courrier. Au plus tard cinq jours ouvrés après la réalisation du contrôle, Réseau GDS envoie ces documents au gestionnaire ou au propriétaire de l'immeuble concerné. Ils précisent notamment :

- l'adresse de l'ouvrage concerné
- le nom et l'adresse du gestionnaire ou propriétaire dudit ouvrage
- la date du contrôle
- le nom du contrôleur
- le détail des opérations effectuées
- les défauts constatés dans l'installation
- la classification des éventuelles anomalies par degré de gravité :
  - « A1 » : mise en conformité vivement conseillée, mais non obligatoire
  - « A2 » : mise en conformité obligatoire, dans un délai à fixer par le contrôleur
  - « DGI » : Danger Grave et Immédiat : mise hors service de l'installation, partielle ou totale, jusqu'à élimination des défauts.

Article 4 : périodicité du contrôle.

Le contrôle des branchements privés est décennal.

Article 5 : travaux d'entretien et de renouvellement rendus nécessaires par le contrôle.

Le propriétaire réalise les travaux d'entretien et de renouvellement rendus nécessaires par le contrôle, sous sa responsabilité et à ses frais, dans le délai imposé par la classification des anomalies.

Lorsqu'une anomalie de type « A2 » ou « DGI » a été repérée, la non réalisation des travaux du fait du propriétaire, dans le délai imparti, justifie la coupure ou la non remise en gaz de l'installation.

PROJET

En cas de manquement du propriétaire dans les délais qui lui étaient impartis, le concessionnaire se réserve le droit de procéder ou faire procéder, à la charge du propriétaire, aux travaux d'entretien rendus nécessaires par le contrôle.

Article 6 : information des occupants de l'immeuble.

Le concessionnaire s'engage à informer les occupants de l'immeuble en cas de suspension momentanée de la livraison du gaz.

Article 7 : accès au branchement privé.

Le concessionnaire, dans l'exercice de sa mission de contrôle, doit pouvoir accéder à l'intégralité du branchement privé.
Le cas échéant, le concédant s'engage à prêter son concours au concessionnaire pour lui garantir cet accès.
Dans tous les cas il appartient au propriétaire de prendre les précautions élémentaires et toute autre disposition utile pour garantir le meilleur accès au branchement privé.

Article 8 : responsabilité

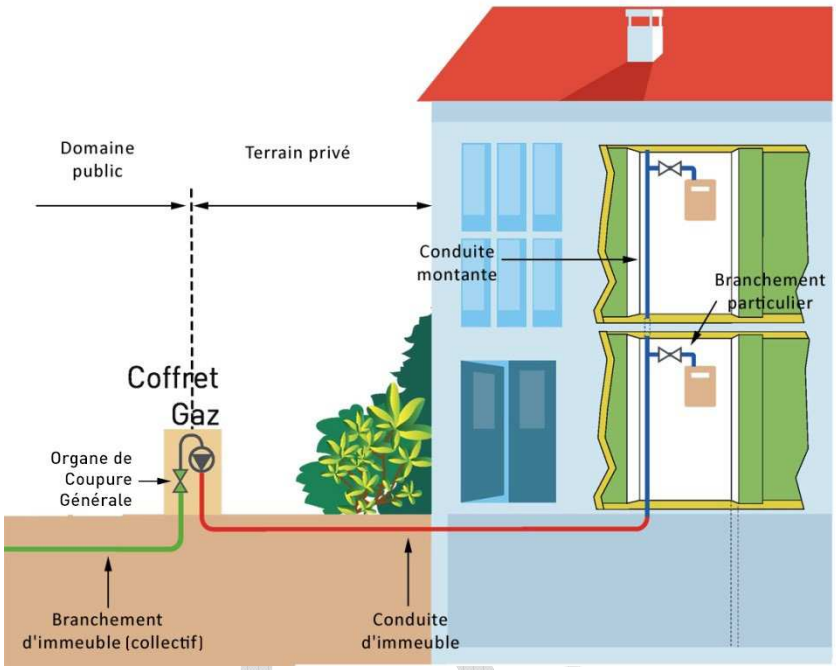
La responsabilité de Réseau GDS est engagée à raison des dommages matériels ou immatériels consécutifs causés du fait d'un manquement de Réseau GDS à ses obligations au titre de la présente convention.

Article 9 : attribution de juridiction.

Les litiges nés de l'application de la présente convention seront soumis, si les parties ne parvenaient pas à les résoudre à l'amiable, à la juridiction compétente.

PROJET

Article 10 : schéma de principe d'un branchement



Fait en deux exemplaires originaux,

A Strasbourg, le……

L'Autorité Délégante	Le Délégataire	
représentée par son Président **Monsieur Robert HERRMANN**	Société Réseau GDS représentée par son Directeur Général par intérim **Monsieur Bruno ALAVES**	Le Directeur du GRD

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Orientations stratégiques pour l'évolution des réseaux de chaleur concédés par l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de l'énergie, exerce au titre de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 la compétence de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains. Les réseaux de chaleur de l'Eurométropole de Strasbourg sont gérés par délégation de service public (DSP), dont les contrats sur les réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade arrivent à échéance en 2022. La délégation de service public du réseau de chaleur de Hautepierre - Poteries a été renouvelée en avril 2016 pour une durée de cinq ans. L'Eurométropole de Strasbourg s'est interrogée à ce titre sur l'état actuel des réseaux et a mené une réflexion sur l'évolution de ce service public sur les dix prochaines années.

Afin de disposer d'éléments d'analyse sur les évolutions nécessaires et prévisibles des réseaux de chaleur de l'Eurométropole et les attentes des abonnés, une étude prospective appelée **schéma directeur des réseaux de chaleur concédés par la collectivité** a été réalisée au cours de l'année 2016 et premier semestre 2017. Elle a permis d'établir un diagnostic complet, d'étudier et de comparer les différentes solutions envisageables pour les productions d'énergie, l'intégration des énergies renouvelables et le développement des réseaux.

ELEMENTS DE DIAGNOSTIC

Les équipements de production et de distribution de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau réalisés à partir des années 1970 sont - malgré une maintenance régulière - désormais inadaptés aux besoins actuels et futurs des bâtiments, nécessitant à court terme des investissements de modernisation et fiabilisation des outils.

Par ailleurs, les puissances souscrites totales s'érodent régulièrement, suite aux améliorations énergétiques des bâtiments, phénomène qui s'accéléra pour le réseau de chaleur de l'Elsau, secteur impliqué dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) qui va redessiner le quartier par d'importantes démolitions et reconstructions de bâtiments plus performants énergétiquement. Deux conséquences majeures en découlent pour le réseau de l'Elsau : une diminution des besoins estimés à 7 GWh et une modification du tracé du réseau de chaleur ainsi que le déplacement de certaines sous-stations.

Le réseau de chaleur de l'Esplanade bénéficie quant à lui d'un fort potentiel de développement permettant de compenser les pertes de puissance souscrites, notamment grâce à l'urbanisation programmée des secteurs Citadelle et Starlette situés dans le périmètre concessif de la délégation.

Par ailleurs, la tarification ne reflète plus la réalité des coûts de fonctionnement du réseau : en effet, la part fixe (R2) déterminée lors de la rédaction de la convention en 1998 et révisée dans les avenants successifs pèse de manière croissante dans la facture totale, alors que les investissements réalisés sont aujourd'hui pour l'essentiel amortis.

Dans ces conditions, les réseaux sont peu attractifs et peinent par conséquent à capter de nouveaux clients, engageant une spirale du déclin, qu'il convient d'interrompre.

L'entrée en fonctionnement de la centrale biomasse alimentant les deux réseaux a constitué une première étape de redynamisation des réseaux, qui reste cependant à poursuivre.

Concernant le **réseau de chaleur de Hautepierre - Poteries**, la délégation courte couvrant la période 2016 - 2021 doit permettre la confirmation de la ressource géothermale, avec la réalisation à Eckbolsheim du projet de l'entreprise Fonroche.

La prochaine délégation devra ainsi permettre **la concrétisation de la migration énergétique et l'adaptation aux besoins nouveaux induits par le NPNRU** et les efforts d'amélioration de la performance thermique des bâtiments, engagée par les bailleurs sociaux. Actuellement, la diminution de consommation, entre les réhabilitations, les démolitions et la reconstruction de bâtiments neufs est estimée à 4,3 GWh (NPNRU).

ORIENTATIONS PROPOSEES

En partant de ces constats et pour revitaliser ces réseaux, le schéma directeur des réseaux de chaleur préconise les orientations suivantes :

- moderniser les réseaux afin d'optimiser le rendement énergétique en limitant les pertes thermiques, simplifier le fonctionnement et améliorer leur fiabilité ;
- sécuriser et mutualiser les apports en énergie renouvelable, afin que chaque abonné profite d'une TVA réduite et que les réseaux soient attractifs pour les promoteurs ;
- sécuriser les moyens de production de chaleur secours ;
- redéfinir des périmètres concessifs élargis et anticiper les développements urbains pour garantir une puissance de souscription suffisante, gage d'équilibre financier des délégations ;
- harmoniser la tarification.

Dénonciation anticipée des DSP Elsau et Esplanade ; fusion au sein d'une entité unique

Les investissements préconisés par le schéma directeur sont particulièrement significatifs. Ils ont été estimés à 7 520 K€ pour l'ensemble des deux réseaux, comprenant la

modernisation des réseaux de chaleur, la sécurisation des moyens de production et les extensions de périmètres desservis.

Il est difficilement concevable que les investissements puissent être portés et amortis dans le cadre actuel des délégations de service public s'achevant en 2022, par un délégataire en partance.

Il n'est cependant pas pertinent de laisser perdurer jusqu'à l'échéance normale des DSP, une situation de déclin des réseaux. La délibération votée en décembre 2015 préfigurait déjà ce constat et actait le principe d'une dénonciation anticipée des contrats de concession.

Par conséquent, il est proposé de relancer par anticipation les deux délégations de l'Elsau et de l'Esplanade – disposition prévue aux articles 91 des conventions de concessions. A cette occasion, il est également proposé de les fusionner en une entité unique.

En effet, la fusion des deux réseaux de chaleur - déjà organiquement liés par un tuyau d'interconnexion - permet de mutualiser les potentiels de développement, les moyens de production et les énergies renouvelables et d'harmoniser la tarification entre l'ensemble des abonnés des deux réseaux de chaleur. Le mode de gestion, non arrêté à ce stade, reste à déterminer dans le cadre de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en cours.
Les coûts d'indemnisation des délégataires prévus contractuellement en cas de rupture anticipée, sont estimés à l'échéance prévisionnelle de juin 2019, à 750 K€, qui seront repris en tant que droits d'entrée pour le futur gestionnaire.

Le réseau de chaleur de Hautepierre - Poteries, au cours des cinq ans de délégation, se prépare à accueillir la source géothermale développée à Eckbolsheim permettant de couvrir à minima 50% des besoins du réseau. La confirmation et la quantification de la ressource géothermale seront les conditions d'une hypothétique interconnexion – voire fusion – avec les réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade, qui à l'heure actuelle n'a ni d'intérêt économique, avec un coût d'interconnexion non justifiable au regard du potentiel de développement, ni énergétique, avec une ressource géothermale non disponible aujourd'hui.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu la convention de délégation de distribution publique d'énergie calorifique du réseau de chaleur de la zone Esplanade et ses avenants, dont la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (SETE), filiale d'ES Services Energétiques, est titulaire, en qualité de concessionnaire,
vu la convention de délégation de distribution publique d'énergie calorifique du réseau de chaleur de la zone Elsau et ses avenants, dont la société Strasbourg Energie, filiale d'ES Services Energétiques, est titulaire, en qualité de concessionnaire,
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

les orientations contenues au schéma directeur des réseaux de chaleur publics de l'Eurométropole.

décide

- *la dénonciation anticipée des deux contrats de concession des réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau, à la date prévisionnelle du 30 juin 2019, en application des articles 91 des contrats de conventions de délégation de distribution publique d'énergie calorifique des zones Elsau et Esplanade, impliquant une indemnisation des délégataires actuels ;*

- *la fusion des réseaux de l'Esplanade et de l'Elsau dans une entité d'exploitation unique à l'occasion de la désignation du prochain exploitant ;*

autorise

- *le démarrage des négociations avec les actuels délégataires, Strasbourg Energie (SE) pour le réseau de chaleur de l'Elsau et Société nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (SETE) pour le réseau de chaleur de l'Esplanade, afin de déterminer les modalités de rupture anticipée ;*

- *le président ou son-sa représentant-e à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

SCHÉMA DIRECTEUR DES RÉSEAUX DE CHALEUR DE STRASBOURG

Strasbourg.eu
eurométropole

SCHÉMA DIRECTEUR DES RÉSEAUX DE CHALEUR

PHASES 2 ET 3 - ÉTUDE DES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION / ANALYSE ÉCONOMIQUE



FINANCE CONSULT
Projets et contrats publics

Naldeo
INGÉNIERIE & CONSEIL

HISTORIQUE DES RÉVISIONS

Version	Date	Commentaires	Rédigé par :	Vérifié par :
6	29/06/2017	Nouvelles simulations économiques	PB	MB
5	12/06/2017	Intégration données NPNRU	MB	MB
4	19/04/2017	Analyse économique	PB	MB
3	24/02/2017	Intégration éléments Copil 3	MB	MB
2	28/10/2016	Corrections / Compléments	EL / MB	MB
1	19/09/2016	Compléments (étude économique + calcul réseau Elsau)	EL	MB
0	16/09/2016	Création du document	EL	

Contact :
NALDEO
55 rue de la Villette
69425 Lyon Cedex 03
Tél. 04.72.91.83.70

Représenté par :
Marc BRANCHU
Co-Directeur Conseil Nord
06 77 04 41 18

TABLE DES MATIÈRES

1 RECENSEMENT DES RÉSEAUX DE CHALEUR DE LA MÉTROPOLE 5
1.1 Objet et résultat de la cartographie générale 5
1.2 Pistes de réflexion sur des zones d'intérêt 8
1.3 Conclusion et orientations 12

2 PATRIMOINE RACCORDÉ 13
2.1 Interview abonnés "clés" 13
2.1.1 Cus Habitat 13
2.1.2 SERS 13
2.1.3 Université de Strasbourg 14
2.1.4 ASSOCIATION SYNDICALE DE L'ENSEMBLE RESIDENTIEL DE L'ESPLANADE 15
2.1.5 Association des résidents de l'Elsau 15
2.1.6 Hôpitaux de Strasbourg 16
2.1.7 Service urbanisme de l'EMS 16
2.1.8 Habitation Moderne 17
2.2 Retours des questionnaires 17
2.3 Projection des consommations par réseau 19
2.3.1 Réseau Hautepierre 19
2.3.2 Réseau Elsau 22
2.3.3 Réseau Esplanade 24

3 RACCORDEMENTS POTENTIELS 26
3.1 Configuration de base – raccordements intégrés 26
3.2 Raccordements identifiés 27
3.2.1 Périmètre Esplanade 28
3.2.2 Importance du contenu CO2 Esplanade dans les raccordements 28
3.2.3 Périmètre Elsau 30
3.2.4 Périmètre Hautepierre 31
3.3 Problématique des frais de raccordement Citadelle-Starlette 31
3.3.1 Rappels sur la RT2012 31
3.3.2 Prise en charge des raccordements 32
3.4 Quartier COOP – Rives du Rhin 34

4 INTÉGRATION D'ENR 36
4.1 Priorisation des énergies renouvelables et de récupération 36
4.2 Énergies complémentaires utilisables 36
4.3 Le solaire thermique 37
4.4 Chaleur géothermique Illkirch 38
4.5 Valorisation de chaleur fatale industrielle 40
4.6 Derniers recours : biomasse et biogaz 41

5 SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION 42
5.1 Solutions techniques d'amélioration du réseau Elsau 42
5.1.1 Création d'un export de chaleur estival d'Esplanade vers Elsau 42
5.1.2 Schéma hydraulique simplifié du réseau de l'Elsau 43
5.1.3 Passage en BP du réseau ELSAU 44
5.2 Elsau et Esplanade restent "séparés" 48
5.2.1 Description et motivation du scénario 48
5.2.2 Fonctionnement de l'Esplanade 48
5.2.3 Fonctionnement de l'Elsau 49
5.2.4 Fonctionnement de l'Elsau avec import Illkirch 51
5.3 Elsau et Esplanade fusionnés 52
5.4 Interconnexion avec HAUTEPIERRE 54

5.5 Analyse environnementale 58

6 ANALYSE CONTRACTUELLE 59
6.1 Intérêt de la rupture anticipée des contrats actuels 59
6.2 Problématiques liées aux conventions d'achat 60

7 ANALYSE ÉCONOMIQUE 62
7.1 Hypothèses de base : consommations 62
7.2 Investissements pris en compte 63
7.2.1 Investissements liés au contrat actuel et à sa résiliation 63
7.2.2 Investissements liés au futur contrat 63
7.3 Comptes d'exploitation 64

1 RECENSEMENT DES RÉSEAUX DE CHALEUR DE LA MÉTROPOLE

1.1 Objet et résultat de la cartographie générale

La présente mission de schéma directeur concerne les réseaux de chaleur Esplanade, Elsau et Hautepierre. Cependant, pour mettre en perspective la problématique de ces réseaux et initier une stratégie plus globale de l'Eurométropole en matière de chaleur renouvelable, cette dernière a demandé à Naldeo de procéder à un recensement des réseaux de chaleur présents sur le territoire, y compris des réseaux privés.

Ce recensement a été réalisé au moyen de questionnaires envoyés aux principaux propriétaires de réseaux (bailleurs…) et de données recueillies auprès d'eux, et le cas échéant de leurs exploitants.

Les plans récupérés étaient à des formats divers (.dwg, .jpg…) ; nous avons donc cartographié les réseaux sous fond unique sur la couche SIG de la Métropole afin d'obtenir un référentiel commun utilisable.

Nous présentons dans les pages suivantes la cartographie obtenue, qui permet de visualiser :

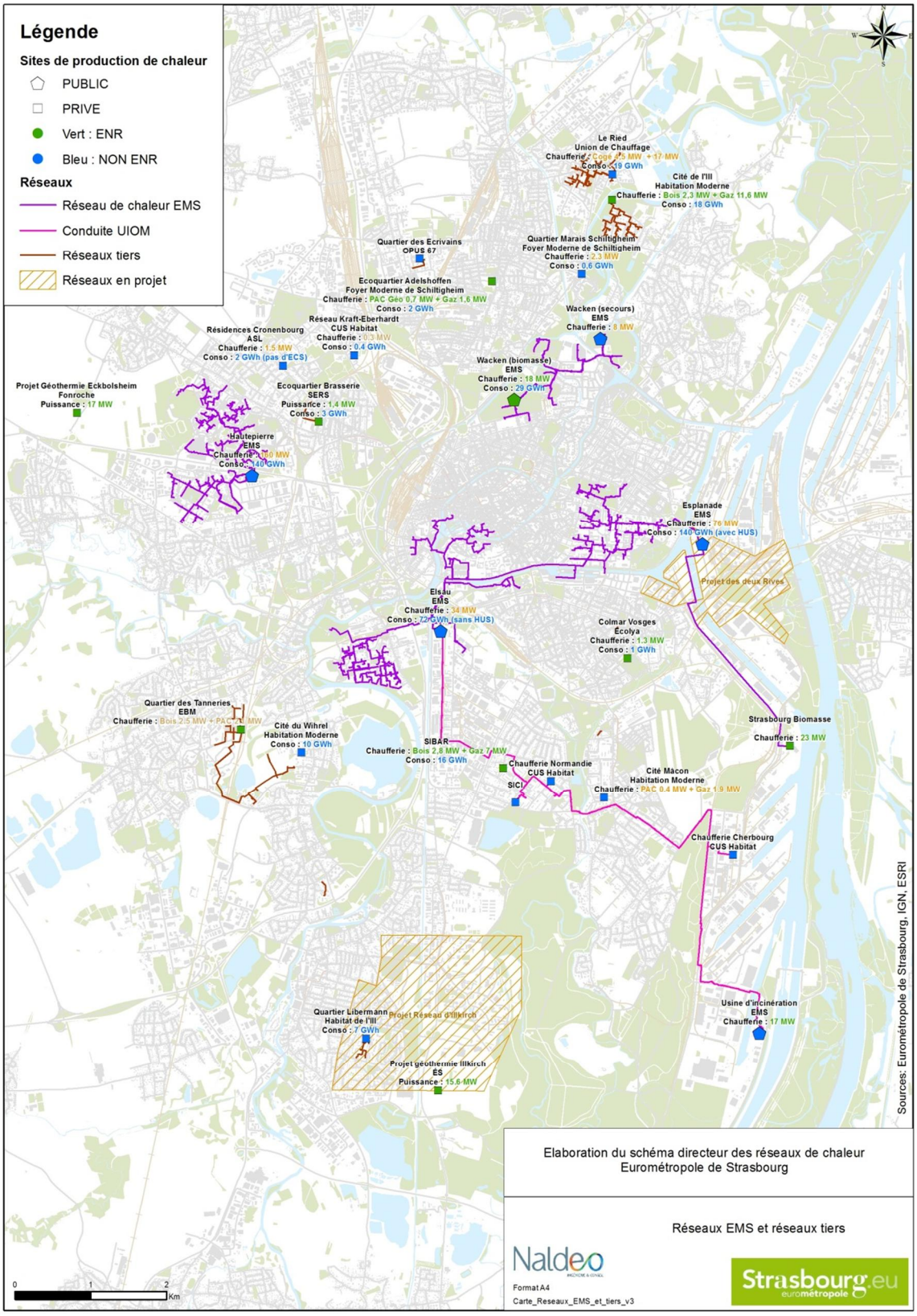
- en violet les quatre réseaux de l'Eurométropole en délégation de service public (Hautepierre, Elsau, Esplanade, Wacken)
- en rose le réseau d'interconnexion avec l'UIOM, qui a été mis en place dans le cadre de la délégation de service public (DSP) d'incinération des déchets et qui est donc géré par l'Eurométropole au titre d'une autre compétence
- en marron les réseaux privés dont nous avons ou obtenir les plans ; trois d'entre eux sont significatifs en termes de dimension (Le Ried, Cité de l'Ill et Tanneries) et comparables aux réseaux de chaleur publics en termes de dimensionnement ; les autres sont plus des réseaux d'îlot qui comprennent des schémas de distribution interne aux bâtiments (du bailleur propriétaire) et n'ont pas pour objet de desservir un quartier, du moins au-delà d'un bâtiment voisin (cas du réseau Ecolya qui met en commun une chaufferie bois pour une copropriété et un lycée)

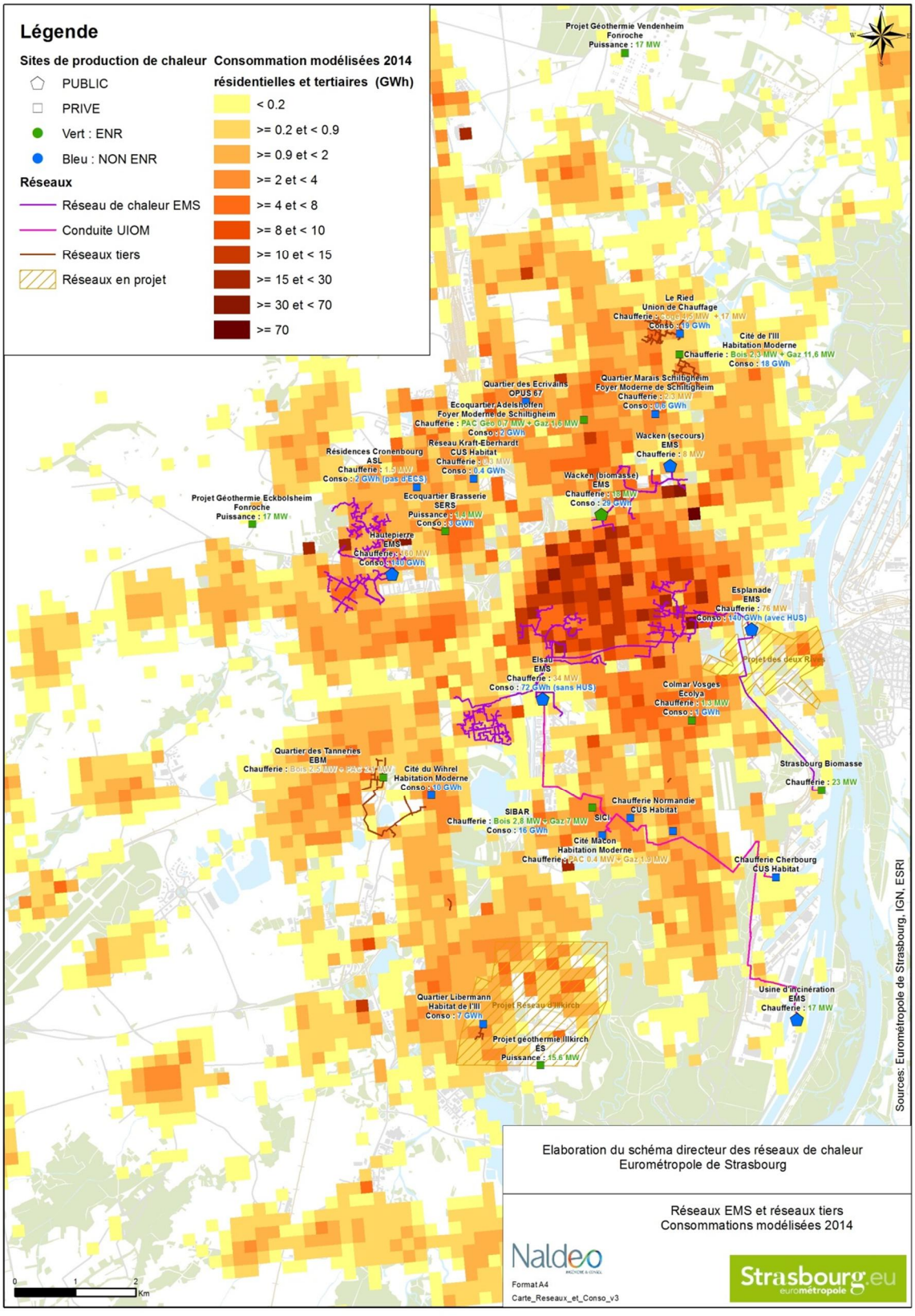
Cette cartographie générale présente également les puissances installées en chaufferie et en particulier les capacités ENR&R installées en projet.

Schématiquement, il est possible d'envisager que l'Eurométropole de Strasbourg soit « quadrillée » par quatre productions importantes de chaleur renouvelable aux quatre points cardinaux :

- la cogénération biomasse « Strasbourg Biomasse » à l'est
- le projet de géothermie profonde porté par Fonroche sur la commune d'Eckbolsheim à l'ouest
- le projet de géothermie profonde porté par ÉS sur la commune d'Illkirch au sud
- le projet de géothermie profonde porté par Fonroche sur le site de l'ancienne raffinerie Petroplus à Vendeheim (site très éloigné, visible sur la seconde carte croisée ci-après à l'extrême nord)

Diverses petites productions renouvelables (PAC géothermales et chaufferies bois < 3 MW) sont disséminées sur le territoire. La chaufferie du Wacken, de taille respectable (18 MW dont 5,4 MW ENR&R), constitue une exception notable. Elle est en effet la seule située en zone dense, comme le montre le croisement avec la carte nationale de chaleur dans la page suivante.


Légende
Sites de production de chaleur
PUBLIC
PRIVE
Vert : ENR
Bleu : NON ENR
Réseaux
Réseau de chaleur EMS
Conduite UIOM
Réseaux tiers
Réseaux en projet
Le Ried
Union de Chauffage
Chaufferie : Cogé 4,5 MW + 17 MW
Conso : 49 GWh
Cité de l'Ill
Habitation Moderne
Chaufferie : Bois 2,3 MW + Gaz 11,6 MW
Conso : 18 GWh
Quartier des Ecrivains
OPUS 67
Quartier Marais Schiltigheim
Foyer Moderne de Schiltigheim
Chaufferie : 2,3 MW
Conso : 0,6 GWh
Ecoquartier Adelshoffen
Foyer Moderne de Schiltigheim
Chaufferie : PAC Géo 0,7 MW + Gaz 1,6 MW
Conso : 2 GWh
Wacken (secours)
EMS
Chaufferie : 8 MW
Réseau Kraft-Eberhardt
CUS Habitat
Chaufferie : 0,3 MW
Conso : 0,4 GWh
Résidences Cronenbourg
ASL
Chaufferie : 1,5 MW
Conso : 2 GWh (pas d'ECS)
Wacken (biomasse)
EMS
Chaufferie : 18 MW
Conso : 29 GWh
Projet Géothermie Eckbolsheim
Fonroche
Puissance : 17 MW
Ecoquartier Brasserie
SERS
Puissance : 1,4 MW
Conso : 3 GWh
Hautepierre
EMS
Chaufferie : 70 MW
Conso : 140 GWh
Esplanade
EMS
Chaufferie : 76 MW
Conso : 140 GWh (avec HUS)
Projet des deux Rives
Elsau
EMS
Chaufferie : 34 MW
Conso : 72 GWh (sans HUS)
Colmar Vosges
Écolya
Chaufferie : 1,3 MW
Conso : 1 GWh
Quartier des Tanneries
EBM
Chaufferie : Bois 2,5 MW + PAC 1,1 MW
Cité du Wihrel
Habitation Moderne
Conso : 10 GWh
SIBAR
Chaufferie : Bois 2,8 MW + Gaz 7 MW
Conso : 16 GWh
Chaufferie Normandie
CUS Habitat
SICI
Strasbourg Biomasse
Chaufferie : 23 MW
Cité Macon
Habitation Moderne
Chaufferie : PAC 0,4 MW + Gaz 1,9 MW
Chaufferie Cherbourg
CUS Habitat
Quartier Libermann
Habitat de l'Ill
Conso : 7 GWh
Projet Réseau d'Illkirch
Projet géothermie Illkirch
ÉS
Puissance : 15,6 MW
Usine d'incinération
EMS
Chaufferie : 17 MW
0
1
2
Km
Sources: Eurométropole de Strasbourg, IGN, ESRI
Elaboration du schéma directeur des réseaux de chaleur
Eurométropole de Strasbourg
Réseaux EMS et réseaux tiers
Naldeo
Format A4
Carte_Reseaux_EMS_et_tiers_v3
Strasbourg.eu
eurométropole

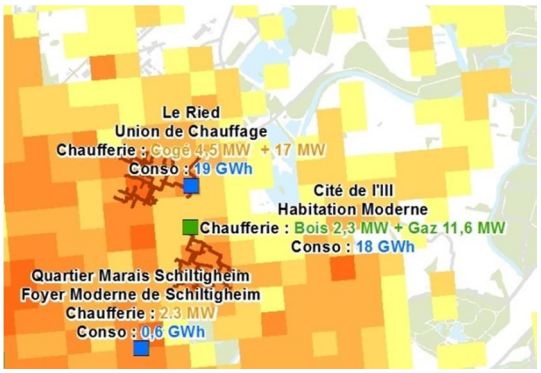

Légende
Sites de production de chaleur
PUBLIC
PRIVE
Vert : ENR
Bleu : NON ENR
Réseaux
Réseau de chaleur EMS
Conduite UIOM
Réseaux tiers
Réseaux en projet
Consommation modélisées 2014
résidentielles et tertiaires (GWh)
< 0.2
>= 0.2 et < 0.9
>= 0.9 et < 2
>= 2 et < 4
>= 4 et < 8
>= 8 et < 10
>= 10 et < 15
>= 15 et < 30
>= 30 et < 70
>= 70
Projet Géothermie Vendenheim Fonroche Puissance : 17 MW
Le Ried Union de Chauffage
Cité de l'Ill Habitation Moderne
Chaufferie : Bois 2,3 MW + Gaz 11,6 MW
Conso : 18 GWh
Quartier Marais Schiltigheim Foyer Moderne de Schiltigheim
Chaufferie : 2,3 MW
Conso : 0,6 GWh
Quartier des Ecrivains OPUS 67
Ecoquartier Adelshoffen Foyer Moderne de Schiltigheim
Chaufferie : PAC Géo 0,7 MW + Gaz 1,6 MW
Conso : 2 GWh
Réseau Kraft-Eberhardt CUS Habitat
Chaufferie : 0,3 MW
Conso : 0,4 GWh
Résidences Cronenbourg ASL
Chaufferie : 1,5 MW
Conso : 2 GWh (pas d'ECS)
Wacken (secours) EMS
Chaufferie : 8 MW
Wacken (biomasse) EMS
Chaufferie : 18 MW
Conso : 29 GWh
Projet Géothermie Eckbolsheim Fonroche
Puissance : 17 MW
Ecoquartier Brasserie SERS
Puissance : 1,4 MW
Conso : 3 GWh
Hautepierre EMS
Chaufferie : 160 MW
Conso : 1140 GWh
Esplanade EMS
Chaufferie : 76 MW
Conso : 140 GWh (avec HUS)
Projet des deux Rives
Elsau EMS
Chaufferie : 34 MW
Conso : 72 GWh (sans HUS)
Colmar Vosges Ecolya
Chaufferie : 1,3 MW
Conso : 1 GWh
Quartier des Tanneries EBM
Chaufferie : Bois 2,5 MW + PAC 2,4 MW
Cité du Wihrel Habitation Moderne
Conso : 10 GWh
Strasbourg Biomasse
Chaufferie : 23 MW
SIBAR
Chaufferie : Bois 2,8 MW + Gaz 7 MW
Conso : 16 GWh
SICI
Chaufferie Normandie CUS Habitat
Cité Macon Habitation Moderne
Chaufferie : PAC 0,4 MW + Gaz 1,9 MW
Chaufferie Cherbourg CUS Habitat
Quartier Libermann Habitat de l'Ill
Conso : 7 GWh
Projet Réseau d'Illkirch
Projet géothermie Illkirch ES
Puissance : 15,6 MW
Usine d'incinération EMS
Chaufferie : 17 MW
Sources: Eurométropole de Strasbourg, IGN, ESRI
0 1 2 Km
Elaboration du schéma directeur des réseaux de chaleur
Eurométropole de Strasbourg
Réseaux EMS et réseaux tiers
Consommations modélisées 2014
Naldeo
Format A4
Carte_Reseaux_et_Conso_v3
Strasbourg.eu
eurométropole

1.2 Pistes de réflexion sur des zones d'intérêt

Ce panorama des réseaux peut permettre d'ouvrir des pistes de réflexion sur d'éventuelles interconnexions entre réseaux, et d'observer leur articulation avec productions d'énergies renouvelables et de récupération (réalisées et en projet) sur le territoire de l'Eurométropole.

Naldeo a proposé des zones d'intérêt qui peuvent être pertinentes à étudier dans l'optique d'une optimisation de la desserte en chaleur renouvelable de l'Eurométropole, parce qu'elles peuvent présenter a priori un intérêt technique pour une interconnexion ou une réflexion plus poussée : cet intérêt sera à attester en termes économiques par des études complémentaires, mais aussi en termes contractuels pour valider l'intérêt des parties prenantes (s'agissant en particulier des réseaux privés pour laquelle l'Eurométropole n'est pas décisionnaire).

Zone d'intérêt n°1 : « Nord-Est »



Nous avons regroupé sur ce vocable de zone « nord-est » une zone regroupant deux réseaux privés géographiquement assez proches et techniquement aisément interconnectables, mais qui ont deux propriétaires bien distincts : le réseau « Le Ried » appartenant à une ASL spécifiquement créée à l'effet de le gérer (l'Union de Chauffage) et le réseau Cité de l'Ill appartenant au bailleur Habitation Moderne.

Ces réseaux sont aujourd'hui fondés sur deux logiques économiques différentes :

- Le Ried : cogénération gaz, ce qui présente un intérêt tarifaire jusqu'en 2028, date de fin du contrat d'obligation d'achat, mais une visibilité sans doute moindre au-delà, dans un contexte moins favorable à ce type d'unité ;
- Cité de l'Ill : mise en place récente d'une chaufferie biomasse permettant au réseau d'être alimenté à 55% par des ENR.

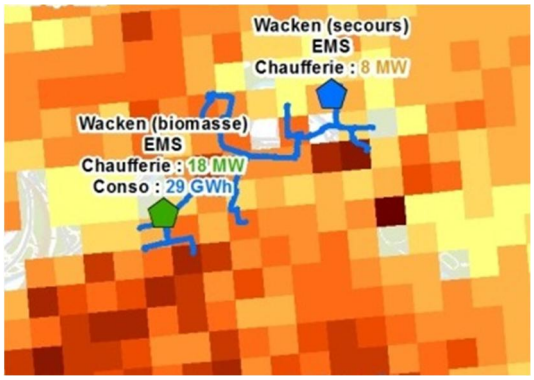
La fusion totale des réseaux ne présente de ce fait aucun intérêt dans l'immédiat, puisque le réseau groupé serait en dessous de 50% d'ENR&R (donc sans bénéfice de la TVA à taux réduit). Les contrats des exploitants arrivent de toute manière à échéance en 2024 et 2026, ce qui ne laisse guère de marge de manœuvre antérieure.

Toutefois, même si les propriétaires conservent leurs prérogatives et leurs contrats séparés, la cession de chaleur cogénérée du Ried vers la Cité de l'Ill pourrait être envisagée à des fins d'optimisation d'efficacité énergétique, pour valoriser au mieux la chaleur produite en continu lors de la période de fonctionnement de la cogénération du Ried (novembre à mars) et non entièrement consommée par le réseau. En échange, un export d'ENR de Cité de l'Ill vers le Ried hors de la période de cogénération pourrait également être

envisagé. Ce scénario serait à vérifier avec des projections de consommations sur zone à horizon 2025, avec l'accord des propriétaires de ces réseaux.

La préexistence de ces réseaux de chaleur peut en tout cas constituer un atout potentiel à plus long terme parce que cette zone constitue le point d'entrée sur le territoire (hors utilisation à des fins industrielles en amont) de l'éventuelle chaleur renouvelable issue du projet de géothermie Fonroche à Vendenheim.

Zone d'intérêt n°2 : « Wacken »



Nous ne disposons pas d'éléments spécifiques sur les abonnés du réseau Eco2Wacken et leurs consommations. Il n'est pas inclus dans le présent schéma directeur car c'est un réseau de création récente qui vient donc d'être dimensionné et dont les investissements ont tout juste commencé à être amortis. Les éléments indiqués ici sont publics ou issus d'un questionnaire rempli par le délégataire avec les informations de base.

Pour mémoire, la chaufferie principale de 18 MW comprend une chaudière à plaquettes forestières de 3,4 MW et une chaudière à rafles de maïs de 2 MW, soit une puissance ENR totale de 5,4 MW.

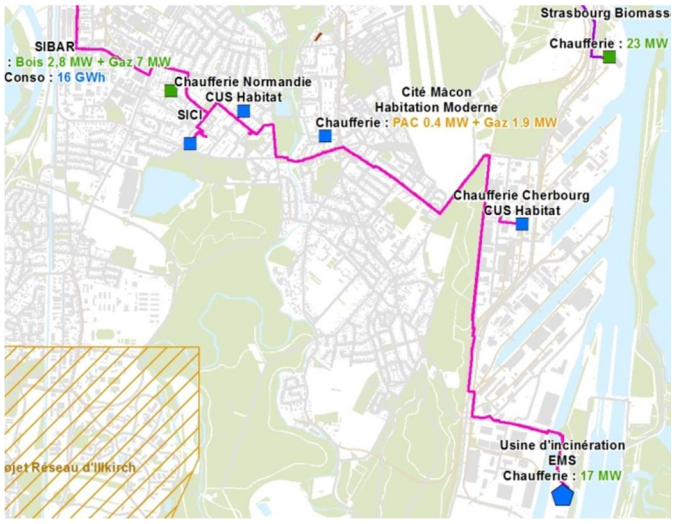
Toutefois, on peut noter que taux ENR annoncé (87%) est de loin le plus élevé des réseaux publics. Il dispose donc a priori d'une marge de développement plus forte que les réseaux existants (Elsau, Esplanade) qui sont entre 50 et 65% d'ENR&R – comme on le verra ultérieurement – et dont le potentiel de développement est de ce fait limité.

L'autre avantage de ce réseau en termes de développement (par rapport à Elsau et Esplanade) est que l'investissement a été réalisé à l'intérieur de la DSP, et non par un fournisseur d'ENR&R externe : l'extension à des abonnés supplémentaires conduit donc directement à un partage des coûts d'investissement, ce qui rend la modification plus aisée que lorsque la fourniture d'ENR&R dépend de conventions d'achat à des tiers.

De plus, ce réseau Wacken est le plus proche des zones les plus denses de Strasbourg. Un développement complémentaire, a priori d'environ 15 GWh, reste donc théoriquement envisageable vers le sud.

De manière plus hypothétique et à (très ?) long terme, si jamais la chaleur renouvelable du projet de Vendenheim n'était pas entièrement exploitée sur les secteurs plus au nord, ce réseau pourrait servir de consommateur complémentaire et servir de point d'entrée vers le centre de l'agglomération.

Zone d'intérêt n°3 : « Neuhof-Meinau »

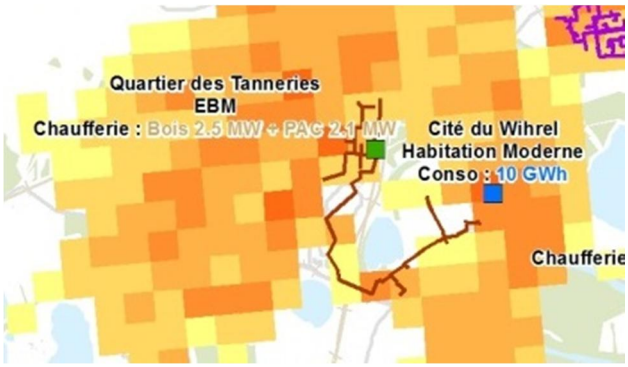


Il est important de rappeler que la majorité de la puissance issue de l'usine d'incinération est utilisée « sur le passage » sur le réseau exploité par Senerval avant d'arriver au réseau de chaleur Elsau, qui n'est que le dernier consommateur de la chaîne : cette chaleur de récupération est en particulier censée alimenter en base deux chaufferies de CUS Habitat. Les bailleurs alimentés au passage conservent toutefois leurs propres moyens d'appoint-secours. De ce fait, ils sont moins impactés par l'arrêt actuel de ce réseau jusqu'en 2020 (arrêt concomitant à celui de l'usine d'incinération)

De plus, il existe d'autres réseaux de chaleur de bailleurs (SIBAR, Habitation Moderne) non raccordés à proximité de cette canalisation, et certains ont même de l'énergie renouvelable (la chaufferie bois SIBAR a même fait l'objet en février 2017 d'un appel d'offres pour un projet de rénovation : elle pourrait avoir un intérêt à être mise en cohérence / incluse dans le potentiel global d'offre de chaleur renouvelable).

La prospective de consommation de cette zone – qui comprend également un secteur ANRU – est en dehors du présent schéma directeur. Toutefois, elle pourrait avoir des implications indirectes. L'échangeur de chaleur installé à Elsau est de 7 MW, mais le diamètre de réseau pourrait a priori convoyer plus de puissance, si bien sûr il existe un résiduel de puisage disponible. La priorité sur cette zone est donc de définir, avant le redémarrage de ce réseau d'interconnexion (2020), quelle est la prospective de consommation, et donc d'utilisation de la chaleur en provenance de l'UIOM sur le secteur, sans obérer la chaleur cédée à Elsau (voire en lui laissant de l'énergie complémentaire).

Zone d'intérêt n°4 : « Lingolsheim-Ostwald »



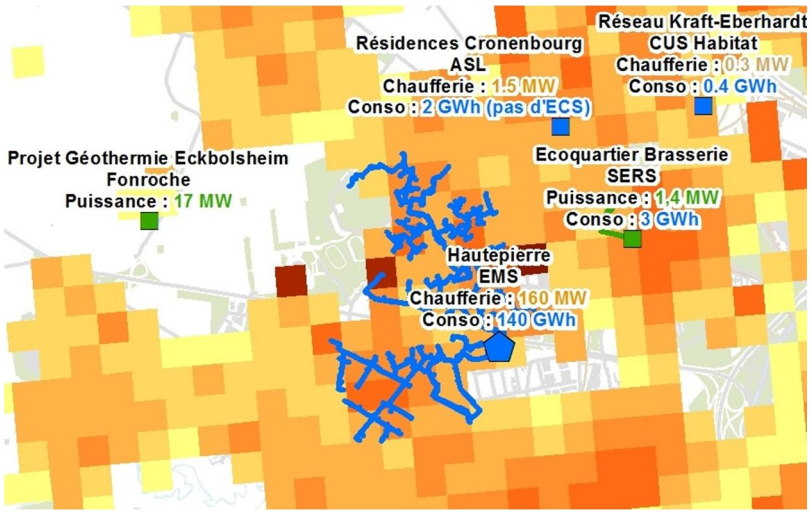
Sur ces deux communes du sud-ouest de l'Eurométropole, un réseau de chaleur est en cours de déploiement par le délégataire RCUA : il couvre le quartier des Tanneries à Lingolsheim et quartier Bohrie à Ostwald.

Le développement local n'est possible qu'à proportion de la puissance installée aux Tanneries pour garder un taux majoritaire ENR. De plus, il faut noter que ce réseau est à basse température et est principalement destiné à des quartiers neufs (70°C/40°C au maximum).

Un raccordement est envisageable avec la Cité du Wihrel et Habitation Moderne a indiqué qu'il était en projet. Le développement n'ira donc en l'état guère au-delà de ce qui est déjà à l'étude.

Il pourrait éventuellement être plus important si de l'ENR supplémentaire était disponible via le réseau UIOM, qui passe de l'autre côté de l'Ill (et de l'A35, voir carte général). Ce raccordement est tout de même très spéculatif en l'état au vu de la distance et des obstacles, d'autant que rien ne dit qu'il reste un potentiel résiduel (la zone d'intérêt Neuhof-Meinau devra être étudiée prioritairement pour le vérifier).

Zone d'intérêt n°5 : « Cronenbourg »

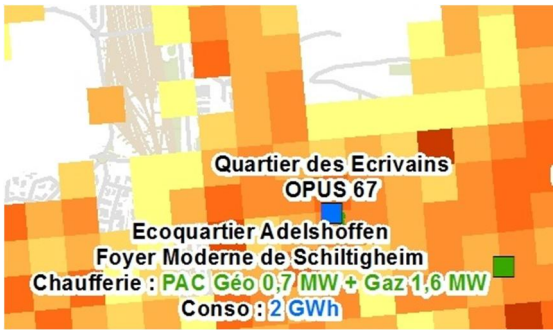


Cette zone, incluse dans le programme de Renouvellement Urbain, est trop loin en l'état du réseau de Hautepierre pour envisager un raccordement.

Celui-ci pourrait-il être envisageable une fois le réseau converti en ENR avec le projet de géothermie Eckbolsheim ? Un potentiel d'extension aussi vaste sera uniquement vérifié en cas de forte d'attractivité du réseau, donc pour un prix d'achat de chaleur très compétitif. Au vu des premiers échanges avec Fonroche, l'hypothèse reste plutôt improbable.

Pour mémoire, les nouveaux projets urbains à Eckbolsheim et à Oberhausbergen peuvent faire l'objet d'une valorisation de chaleur « très basse température » du site Fonroche, possible sur des constructions neuves proches du site Fonroche. La valorisation haute température serait priorisée sur l'existant (Hautepierre en passant sur le chemin par le Zénith, *cf carré foncé sur la carte précédente*).

Zone d'intérêt n°6 : « Quartier des Ecrivains (Schiltigheim / Bischeim) »



Cette zone fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Il s'agit d'une problématique déjà connue de l'EMS (il y a déjà une étude pré-existante sur ce quartier) : un potentiel réseau de chaleur en s'appuyant sur les installations existantes de l'OPUS 67 qui sont vétustes et nécessitent une rénovation. Cette zone située au nord de l'Eurométropole pourrait être une cible d'alimentation par la géothermie profonde de Vendenheim.

1.3 Conclusion et orientations

Les trois zones que nous identifierions comme prioritaires pour des études complémentaires de développement et d'interconnexion sont :

- La **zone n°1, nord-est (Ried – Cité de l'Ill)** : si une cession ou un échangeur de chaleur est à envisager entre ces deux réseaux, sa rentabilité sera à étudier sur la durée résiduelle de la cogénération, donc chaque année passée rendra le projet moins intéressant ; en ce sens le projet est à étudier dès à présent (2017) ; c'est en ce sens que ce projet est en priorité temporelle n°1 ; à défaut, il ne sera pas à examiner avant l'échéance des contrats d'exploitation (en 2024) et dans le cadre de la recherche d'un débouché du projet Vendenheim ;
- La **zone n°2 (Wacken)** : ce réseau présente un potentiel intéressant en termes de développement et de positionnement, sans toutefois que l'étude ne présente un caractère particulier d'urgence compte tenu du caractère récent de cette DSP ;
- La **zone n°3 (Neuhof - Meinau)** : cette zone constitue une clé du schéma énergétique du point de vue de l'utilisation optimale de chaleur de récupération en provenance de l'UIOM ; l'étude devra être menée afin d'être conclue en 2019, avant redémarrage de l'UIOM.

Ces priorités ne sont indiquées que de manière complémentaire aux études déjà menées par l'EMS sur d'autres zones. En particulier et pour mémoire, nous n'avons pas évoqué ici le projet de réseau géothermique d'Illkirch qui fait l'objet d'une mission en cours.

2 PATRIMOINE RACCORDÉ

2.1 Interview abonnés "clés"

Lors du premier Comité de Pilotage du Schéma Directeur, il a été annoncé que les abonnés clés seraient visités afin d'échanger sur la manière dont le service était actuellement perçu et sur ses évolutions souhaitables.

2.1.1 Cus Habitat

Opérateur majeur de l'habitat social sur le territoire de la métropole strasbourgeoise, CUS Habitat a un grand nombre de logements dans des immeubles raccordés :

- 1 117 sur le réseau de l'Esplanade, sur 3 sous stations, avec des réseaux secondaires et une production d'ECS individuelle, des réhabilitations sont prévues en 2020/2022.
- 1 156 sur l'Elsau en 24 immeubles, 24 sous stations et de l'ECS réchauffée avec le chauffage urbain (sauf 4 immeubles, 98 logements) ; des réhabilitations sont prévues en 2023/2025
- sur Hautepierre : 2 723 avec de l'ECS réchauffée avec le chauffage urbain et 75 avec de l'ECS individuelle. En 2020/25, près de 100 logements seront réhabilités et quelques-uns démolis,

Le service est perçu comme "perfectible" ; le jour de la rencontre (27 septembre 2016), un arrêt de service a lieu sur le réseau de l'ELSAU ; ni les usagers, ni CUS habitat n'ont préalablement été informés.

La communication avec les délégataires, tant technique que commerciale est considérée comme mauvaise, pour ne pas dire inexistante.

Le prix est ressenti comme élevé, "le plus cher de tous les modes de chauffage du patrimoine"

Le récent bâtiment du siège de CUS Habitat (et d'Habitation Moderne) est raccordé au réseau de l'Elsau.

2.1.2 SERS

La **SERS** est surtout concernée par le réseau de Hautepierre (dont elle a été aménageur mais aussi Autorité Concédante du chauffage urbain jusqu'au 30 juin 2016, avant sa reprise par l'Eurométropole de Strasbourg).

Ce quartier Hautepierre a connu des réhabilitations énergétiques importantes :

- Les mailles Karine, Jacqueline et Catherine, ont fait l'objet d'une opération ANRU (2010-16), avec de gros travaux d'économies d'énergies sur les bâtiments CUS HABITAT,
- Les mailles Brigitte et Éléonore vont faire l'objet d'une opération analogue en 2018-22.

Une opération a été menée par la SERS sur l'Ecoquartier de la Brasserie (ex-Kronenbourg, non loin du quartier de Hautepierre), par la mise en place d'un réseau basse température alimenté par une pompe à chaleur sur eau de nappe.

Par ailleurs, la SERS est gestionnaire des Associations syndicales du quartier Poteries (raccordés au réseau de Hautepierre) et du quartier de l'Esplanade.

Compte tenu des relations particulières que la SERS a avec les abonnés de ces associations, il ressort que les questionnements sont surtout à propos de :

- La structure du prix de la chaleur,
- La transparence de la gestion du service,
- La répercussion de la garantie totale sur l'occupant du logement,
- La qualité du service, notamment par rapport aux arrêts techniques d'été des réseaux.

La structure du prix de la chaleur a été rappelée (rappel de la phase 1, diagnostic) :

R = R1 x nombre de MWh consommés par l'abonné + R2 x Puissance souscrite,

Avec :

- pour Hautepierre, une décomposition du R2 :
  - R22 "charges fixes du service : entretien, Coûts fixes du gaz"
  - R23 "charges fixes du service : garantie totale"
  - R24 "charges fixes du service : financement"
- Pour l'Esplanade et l'Elsau, une décomposition du R1 :
  - R1P Coûts proportionnels des combustibles/énergies
  - R1T Coût de la TICGN
  - R1Q "Coût du CO2 au-delà des allocations gratuites. Positif ou négatif"
  - R1F Coûts fixes des combustibles/énergies

Concernant la transparence de la gestion du service, l'Eurométropole, par la mise en place du Comité de Pilotage du Schéma Directeur, a commencé à présenter au plus grand nombre le fonctionnement administratif, technique et financier des services publics délégués.

À propos de la répercussion de la "garantie totale" sur les charges locatives, il a été expliqué que, quand elle est connue, la part de garantie totale (et de financement) dans le tarif de la chaleur concernent des installations (le primaire du chauffage urbain) dont les (co)propriétaires ne sont pas propriétaires ; elles constituent donc des charges locatives (récupérables).

Il en est de même du financement des centrales électriques et des réseaux de transport/distribution d'électricité qui sont financés par une partie des tarifs de l'électricité dont la facture est intégralement une charge locative.

Enfin sur les arrêts techniques d'été, il a été rappelé que celui de l'été 2016 sera le dernier pour le réseau de Hautepierre et que la question sera étudiée pour les réseaux de l'Esplanade et de l'Elsau.

2.1.3 Université de Strasbourg

L'UNISTRA est un abonné "historique" car tous les bâtiments de l'université (site historique et Esplanade) sont raccordés.

Quelques remarques sont à noter :

- En janvier 2015, un bâtiment de l'UNISTRA (43 rue Goethe) a supporté une panne complète de la fourniture de chaleur d'une durée de 1 semaine.
- Le service public manque de transparence / information sur les programmes d'investissements.

- En cas de nouveau raccordement, il n'y a pas de "règle du jeu" ressentie par :
  - Le nouvel abonné,
  - Les abonnés existants
- Une incertitude juridique existe quant au statut du réseau métropolitain lorsqu'il traverse le domaine public de l'État pour alimenter un tiers (le lycée Jean Rostand, par exemple).
- Les besoins thermiques des nouvelles constructions à venir dans les 10 prochaines années devraient être couverts par les économies à réaliser sur les bâtiments existants.
- L'UNISTRA a un projet de regroupement de plusieurs immeubles (ISIS, IRMA, et maths) alimentés par plusieurs sous-stations du réseau (75, 39 et 24), afin de récupérer l'énergie issue d'un groupe froid alimentant le Data Center (ce dernier étant de même à l'état de projet). Une étude va être menée pour faire du froid par un groupe à absorption qui serait alimenté par le réseau. Ces projets font l'objet de consultations en cours, pour des travaux prévus sur 2017-2019.

Concernant ce dernier point :

- le service public devrait pouvoir être le réceptacle d'une énergie de récupération excédentaire d'un abonné, dans la limite du fait que les énergies de récupération déjà présentes seraient prioritaires
- le service public pourrait être étendu au service public de froid au moyen d'un tarif saisonnier à destination des abonnés constitués d'un groupe frigorifique à absorption ; cette production de froid à partir de sources de chaleur (absorption) est économiquement rentable à condition d'avoir à disposition une énergie renouvelable et de récupération à coût marginal très faible (pas de combustible). Dans le cas présent, la chaleur ainsi valorisée serait en effet totalement en provenance de la centrale CRE (où elle est excédentaire et non utilisée). Cela implique donc de renégocier la convention avec Strasbourg Biomasse pour ajouter ce point, avant de l'inscrire dans le contrat.

Enfin, la qualité du service, les tarifs et la qualité de la communication du service, sont considérés comme perfectibles.

2.1.4 ASSOCIATION SYNDICALE DE L'ENSEMBLE RESIDENTIEL DE L'ESPLANADE

L'ASERE est une association "historique" qui connaît bien le chauffage urbain de l'Esplanade.

L'association va monter un comité consultatif constitué notamment des usagers finaux (les occupants non propriétaires) du chauffage urbain.

Une question a été soulevée sur la représentativité des usagers de l'Esplanade, si les réseaux de l'Esplanade et de l'Elsau sont regroupés en un service public unique.

A priori, rien ne s'oppose toutefois à ce qu'elle reste considérée par l'Eurométropole comme une association représentative d'usagers invitée lors d'instances consultatives : tant que cela reste un nombre raisonnable, il peut y avoir plusieurs associations de ce type. Le libre choix des associations (quant à leur coexistence ou à leur éventuelle fusion) reste possible à notre sens sans interférence de l'Eurométropole.

2.1.5 Association des résidents de l'Elsau

L'AREL est une association qui regroupe les habitants de l'ELSAU.

Concernant les raccordements des villas, une incertitude demeure quant à la limite de prestations et de responsabilités : au compteur ou en limite de propriété.

Au niveau de la qualité de service, les arrêts pour panne sont ressentis comme encore assez fréquents, même si une amélioration est notée par rapport au début des années 2000.

L'association déplore enfin un manque d'information quant aux avenants au contrat de concession.

2.1.6 Hôpitaux de Strasbourg

Une des principales critiques émise sur le service de chauffage urbain, outre le niveau de prix, est le manque de communication mutuelle entre services techniques.

Les essais de l'exploitant Strasbourg Énergie pour un fonctionnement à basse température n'ont pas fait l'objet d'une information des HUS.

À l'inverse, les Hôpitaux, qui disposent d'un réseau interne de chauffage en 4 tubes (2 normaux et 2 en secours, maintenus en pression mais pas en température) n'ont pas prévenu Strasbourg Énergie lors d'une opération de vidange/remplissage de leur réseau de secours.

Il serait intéressant de monter des réunions régulières (trimestrielles) entre les exploitants (du réseau de chaleur d'une part et des hôpitaux d'autre part), afin d'améliorer la communication.

Après les importants travaux en cours de finition sur le site de Hautepierre, les services des Hôpitaux de Strasbourg ne prévoient pas d'opération importante d'extension ou de réhabilitation dans les prochaines années.

2.1.7 Service urbanisme de l'EMS

Il a été noté des échecs de raccordements aux réseaux de chaleur :

- ZAC Etoile : une solution énergétique avec PAC sur pieux de fondation, gaz et PAC sur nappe a été mise en œuvre,
- Aux frontières de la ZAC Danube, des immeubles ne se raccordent pas au réseau,
- La cité Rotterdam (712 logements de CUS HABITAT) rénove sa chaufferie sans se raccorder au réseau

Des projets devraient pouvoir se raccorder :

- Les quartiers Citadelle et Starlette de la ZAC des 2 rives,
- Le projet de réhabilitation de la manufacture des tabacs,
- L'établissement des bains municipaux.

Ces projets, ainsi que celui de la cité Rotterdam, seront repris dans le paragraphe 3.2.1 du présent document.

Les quartiers Coop, Rives du Rhin et port du Rhin devraient développer un projet de récupération de la chaleur fatale issue d'un industriel. Une solution de replis pourrait être mise en œuvre avec une pompe à chaleur sur eau de nappe. Le raccordement sur le chauffage urbain de l'Esplanade ne serait que la 3e alternative.

2.1.8 Habitation Moderne

Habitation Moderne gère environ 1 100 logements à la cité du Hohberg, raccordés au réseau de Hautepierre ; une 3e tranche de réhabilitation (cible BBC rénovation) est en cours d'ici 2018.

HM est le syndic d'une copropriété raccordée au réseau de l'Esplanade qui a entrepris une importante opération de réhabilitation (objectif -30%) avec installation de l'ECS collective.

2.2 Retours des questionnaires

Des questionnaires ont été envoyés par les services de l'EMS à tous les gestionnaires d'immeubles des réseaux de l'Esplanade et de l'Elsau.

29 réponses (clients), représentant

- 82 (37%) des 221 sous-stations
- 21% de la consommation totale des raccordés

Le tableau ci-dessous récapitule les notations données par les abonnés :

Crières :	techniques				financiers		information	
29 questionnaires en retour :	Continuité de la fourniture du service	Rapidité d'intervention	Propreté et sécurité des installations	Limitation des nuisances environnementales	Niveau des tarifs	Stabilité des tarifs	Information et communication technique	Communication commerciale et contractuelle
Très bonne	7	3	3	5	2	1	2	2
Bonne	10	16	13	10	5	12	7	5
Perfectible	9	7	10	7	10	9	11	9
Mauvaise	0	0	0	1	8	1	7	8

L'analyse de ces résultats fait ressortir :

- Une relative bonne perception de la qualité technique du service (continuité du service, rapidité des interventions),
- Un niveau de tarif perfectible,
- Une bonne stabilité des tarifs, due au poids du R2, les fluctuations du prix du gaz ne pesant "que" sur le R1,
- Une information commerciale et contractuelle à améliorer.

Ce dernier critère est à l'adresse tant des délégataires que de l'EMS.

En effet, lors des entretiens avec les abonnés clés, le mot de gouvernance a souvent été prononcé.

29 réponses ont été obtenues, synthétisées dans le tableau ci-après :

Réseau	N° SST	Réhabilitation prévue	Échéance	baisse prévisionnelle conso	Contrat secondaire	Commentaires
Esplanade	53	Oui	>2022	20%	Oui	/
Elsau	20	Non	/	/	Oui	Contrat multi technique sous intéressement avec plafond sur remplacement des pièces avec la société UGAP/MTO. Un suivi trop "léger" à conduit à un résultat moyen. Une remise à niveau est en cours.
Esplanade	105	Non	/	/	Oui	La qualité du service rendu dans ces contrats est très appréciée.
Elsau	5	Non	/	/	Oui	Contrat avec la société IDEX. La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Elsau	15	Non	/	/	Oui	Contrat P2 avec la société Andlauer.
Esplanade	103	Non	/	/	Oui	Contrat de maintenance de la chaufferie avec la chaufferie ES Service Énergétique. La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Elsau	18	Non	/	/	Oui	Contrat de maintenance préventive et curative basique avec la société STIHLÉ SAV La qualité du service rendu est considéré comme satisfaisante.
Esplanade	25	Oui	2017/2019	Selon études et choix de l'AG	Oui	Contrat avec la société IDEX. La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Elsau	15	Non	/	/	Non	La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Esplanade	10	Non	/	/		
Elsau	16	Oui	2017/2019	/	Oui	Contrat basique avec la société ENERGEST. Révision à -30% de la facturation du primaire à négocier (?).
Elsau	5	Non	/	/	Non	/
Esplanade	33	Oui	2017/2019	Audit énergétique en cours.	Oui	Contrat P2 et P3 avec la société GCE. La qualité du service rendu dans ces contrats est considéré comme perfectible.
Elsau	13-AA	NC	NC	NC	NC	
Elsau	13-AB	Non	/	/	Oui	Contrat PF avec la société GCE. La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Elsau	15	Non	/	/	Oui	Contrat P2 avec Strasbourg Énergie. La qualité du service rendu dans ces contrats est appréciée.
Elsau	32	Non	/	/	Non	Gestion directe par le ST. Une coupure ECS en 2014. La révision de la chaudière était imposée contrairement au contrat en place. Une chaudière provisoire fut installée après plusieurs discussions.
Esplanade		Non	/	/		Mis en service fin 2017
Esplanade	48	Oui	2017/2019	30%	Non	/
Esplanade	27	Oui	2016	20%	Oui	base par PAC + panneaux solaires ECS
Esplanade	7-23	Oui	2022-24		Oui	
Esplanade	UNISTRA	Oui	2018-2030	30%		Environ 27 GWh/an développement de nouveaux immeubles compensés par éco éner
Esplanade	104	Non			Oui	PFI
Elsau	16-CO	Non				ECS sur Elec en été (Établissement scolaire)
Esplanade	73	Oui	2015/2019	30	non	CUS Hab Pranard 374 logts - 9 immeubles + 1 école ; réseaux enterrés
Elsau	33	non				Existence d'une PAC chaud / froid
Esplanade	05-38-14	Oui	2020/22	NA		CUS Hab Espla 3 ssts 253 + 5 + 490 logts - réseaux secondaires enterrés ; ECS indiv 5 immeubles + 5 pavillons +7 bâtiments
Elsau	Divers	Oui	> 2022			CUS Hab Elsau - 24 sst - 24 immeubles - 1156 logts - ECS sur urbain
Elsau	1	Oui	> 2022	0		

Les réhabilitations programmées par les abonnés, également demandées dans les questionnaires, ont été intégrées dans les projections établies au chapitre suivant.

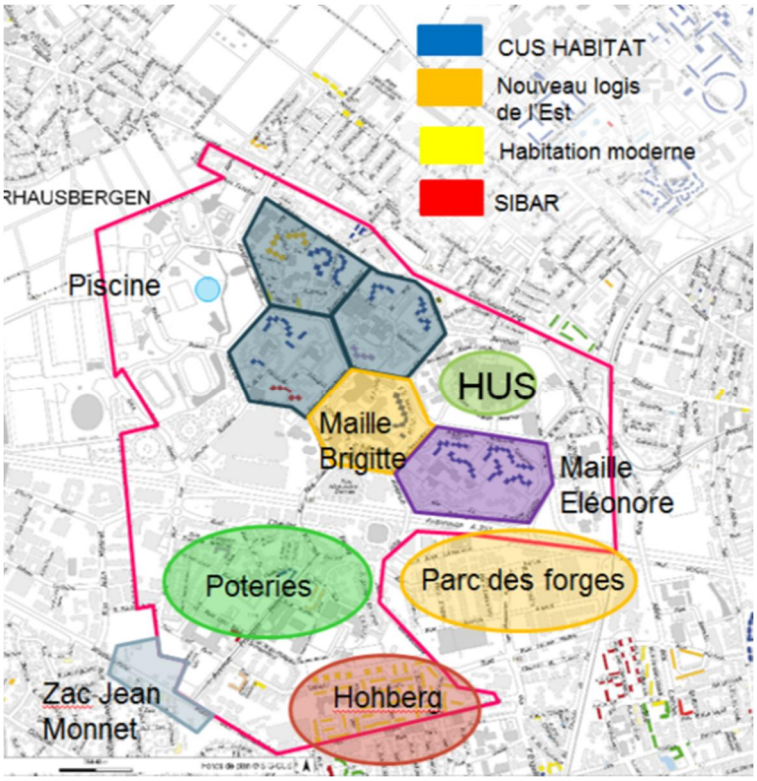
2.3 Projection des consommations par réseau

Dans ce chapitre, nous présentons les enjeux de chaque réseau de chaleur en termes d'évolution des consommations des bâtiments déjà raccordés (les extensions faisant l'objet du chapitre 3), à partir des éléments transmis par les abonnés, et le cas échéant par le service urbanisme.

2.3.1 Réseau Hautepierre

Le réseau de chaleur Hautepierre dessert en fait trois quartiers :

- Le quartier Hautepierre, avec ses mailles hexagonales, dans lequel se trouvent les HUS,
- Le quartier Hohberg, avec un seul abonné (Habitation Moderne) et un seul point de livraison
- Le quartier Poteries, constitué de nombreux petits consommateurs diversifiés.



Le réseau de chaleur est actuellement dans une phase d'expansion de la demande, intégrée à l'actuelle délégation de service public d'une durée de cinq ans (DSP 2016-2021).

Cette expansion est due principalement au doublement d'ici 2020 de la surface chauffée des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) qui constituent le principal abonné. Dans une moindre mesure, la Piscine rouvre en 2017 après une phase de rénovation et avec des besoins de chaleur accrus.

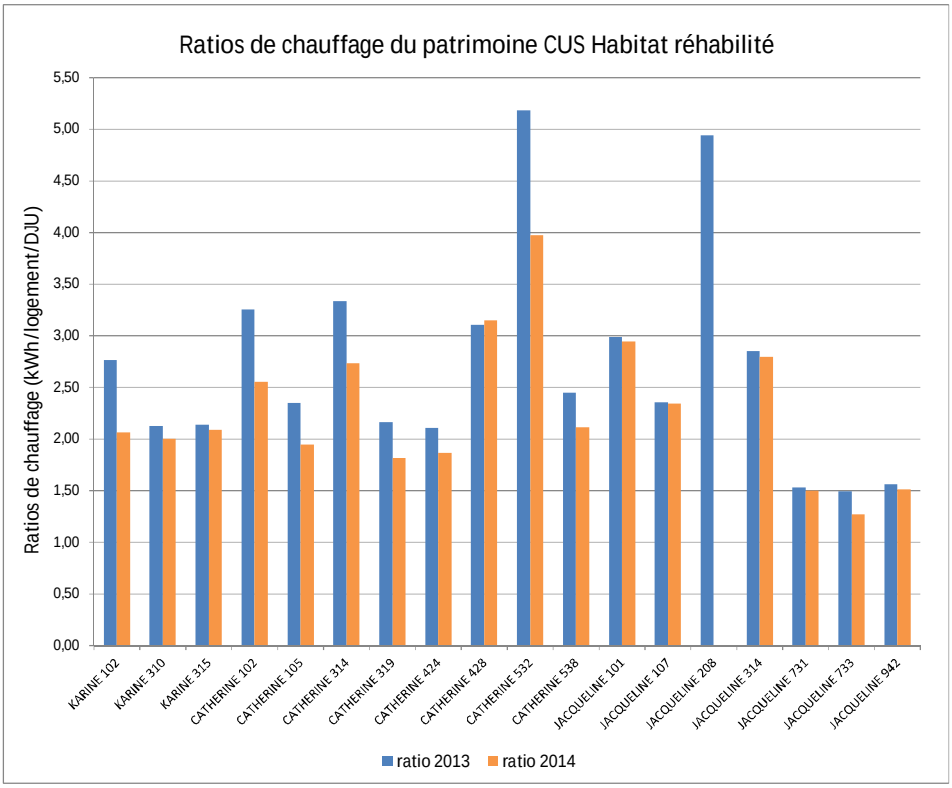
Le développement vers deux quartiers de construction neuve – le Parc des Forges et la ZAC Jean Monnet - est également prévu au programme de la DSP.

Une fois cette extension réalisée, le quartier Hautepierre connaîtra de nouveau une baisse des consommations liée au NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain).

Il est important de rappeler que ce quartier a déjà fait l'objet de réhabilitations importantes entre 2011 et 2014 au niveau des mailles Jacqueline, Catherine et Karine.

Le patrimoine CUS Habitat – largement majoritaire sur la zone – y a notamment fait l'objet de travaux d'amélioration thermique notables qui ont permis d'aboutir à l'issue des travaux à un ratio constaté de 2 kWh/logement/DJU.

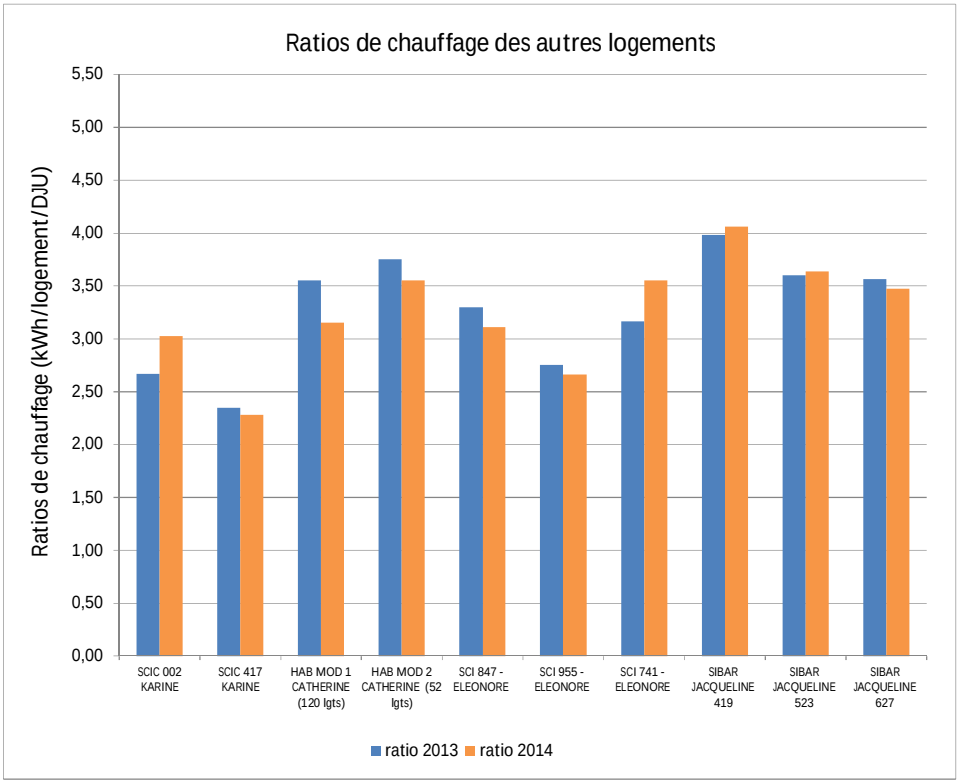
Cela représente les deux tiers des logements de CUS Habitat sur la zone.



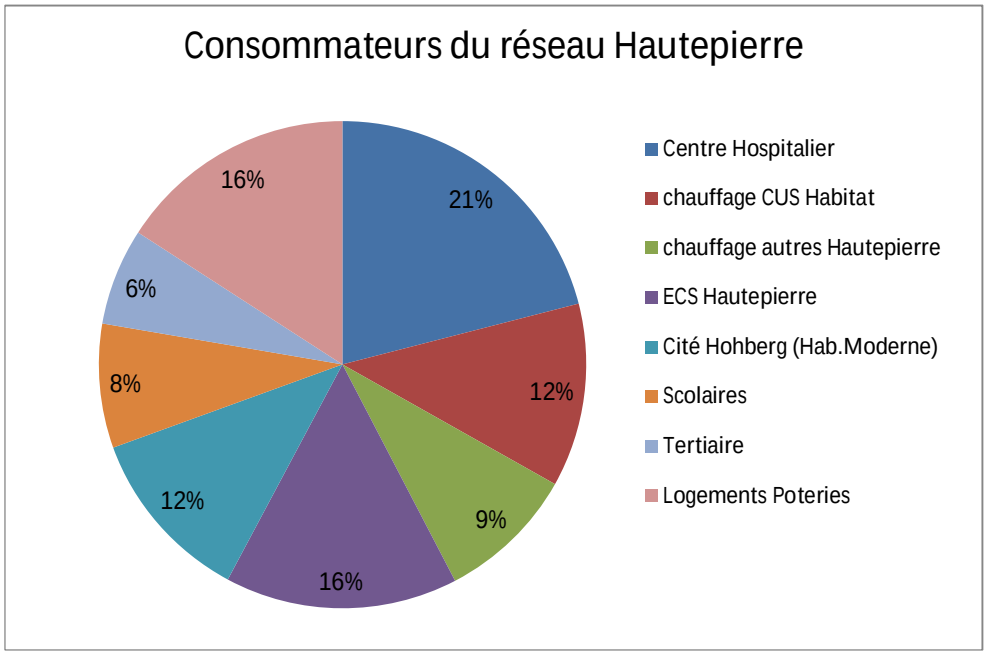
Les deux mailles restantes seront traitées dans le NPNRU : 212 logements de CUS Habitat sur la maille Brigitte et 755 logements sur la maille Éléonore.

Parmi les autres logements du secteur, les bâtiments de SCIC sur la maille Karine ont également été réhabilités au cours de l'ANRU1 avec un objectif déclaré un peu moins ambitieux que ceux de CUS Habitat (ils sont de fait à 2,5 kWh/DJU/lgt).

On notera que le patrimoine SIBAR semble aujourd'hui le moins performant sur le plan énergétique, par rapport à celui d'Habitat Moderne ainsi qu'aux copropriétés de la maille Eleonore.



Il est intéressant de noter qu'à la fin de la réhabilitation, les consommations d'eau chaude sanitaire (ECS) des logements Hautepierre seront équivalentes aux les consommations de chauffage, signe de la performance thermique des bâtiments (aujourd'hui le chauffage Hautepierre représente 21% des consommations du réseau – dont 12% pour CUS Habitat et 9% pour les autres – et l'ECS des logements Hautepierre 16%, *cf graphique ci-dessous*)



Si l'on regarde ce panel d'abonnés, on constate que les consommateurs majeurs constituent un socle important avec une évolution connue des consommations (HUS, quartier Hautepierre après ANRU, Cité Hohberg réhabilitée).

La principale incertitude est donc liée aux logements du quartier Poteries, comportant de nombreuses copropriétés et donc des décisions individuelles moins prévisibles, mais ils ne représentent que 16% des consommations et la variation d'hypothèse quant à la célérité de leurs mesures d'économie d'énergie ne remet donc pas en cause les projections de consommation.

2.3.2 Enjeux et influences du NPNRU sur le réseau Hautepierre

Les simulations réalisées dans le cadre du présent schéma directeur ont été bâties sur **l'hypothèse suivante**, issue du plan de programmation pluriannuelle de CUS Habitat : 212 logements réhabilités en 2021 sur la maille Brigitte ; puis 620 logements réhabilités et 135 logements démolis entre 2022 et 2025 sur la maille Éléonore. Soit un **bilan de -120 logements CUS Habitat avec réhabilitation totale du parc**.

Néanmoins, cette hypothèse n'est plus d'actualité, remise en cause par l'étude de cadrage NPNRU : cette dernière prévoit en effet des démolitions plus importantes sur les bâtiments CUS Habitat des mailles Brigitte et Éléonore pour ouverture et remaillage du quartier (création de nouveaux axes de circulation).

Les documents complémentaires présentés prévoient désormais que, pendant le NPNRU, 470 logements seraient démolis, mais qu'il y aurait 375 constructions de logements neufs.

Il convient de noter que, à plus long terme, tous les logements de CUS Habitat sur ces mailles Brigitte et Eléonore seraient démolis, après avoir été réhabilités dans un premier temps ; là encore 600 à 700

logements neufs supplémentaires seraient construits sur les îlots libérés. Cette perspective ne remettrait pas en cause la requalification lourde préalable des bâtiments car il s'agit d'une perspective à long terme, à 30 ans, au-delà des simulations économiques du présent schéma directeur et du prochain contrat programmable. De manière générale, la problématique de démolition/reconstruction de cette phase à long terme sera la même que celle de la phase NPNRU, celle qui nous intéresse ici.

Si l'on fait le compte par rapport aux hypothèses initiales, on enlève pendant le NPNRU 335 logements réhabilités (qui sont en fait démolis), mais en compensation on construit 375 logements neufs. Au lieu d'un bilan de -120 logements sur la zone, on aurait alors un bilan de -80 logements. Les logements neufs seront certes un peu plus performants thermiquement que les logements réhabilités, mais la majorité de la consommation concernerait alors l'eau chaude sanitaire, indépendante de l'isolation thermique des bâtiments.

Ce changement d'hypothèse serait sans influence majeure sur l'équilibre du chauffage urbain... **à condition que les logements neufs soient eux-mêmes raccordés sans engendrer de coût supplémentaire**. Sinon, on rajouterait du coût d'investissement à périmètre égal d'abonnés et de consommations.

Il serait **utile à ce titre que les financements NPNRU participent à ces coûts**. C'est d'ailleurs valable aussi pour des coûts "secondaires" qui seront supportés par CUS Habitat : par exemple, un des bâtiments démolis Place Erasme d'après l'étude de cadrage est celui qui accueille aujourd'hui la sous-station alimentant les bâtiments voisins (qui demeureront).

Il est important de souligner que les éléments de l'étude de cadrage ont aujourd'hui eux-mêmes un caractère hypothétique. Ils font l'objet de discussions :

- D'une part avec CUS Habitat, tant sur le nombre de démolitions que sur les requalifications lourdes à entreprendre sur un parc démoli à long terme : il est donc probable que le scenario final soit, en terme de nombre de logements démolis et réhabilités, une hypothèse intermédiaire entre ce qui était prévu par CUS Habitat et ce qui est proposé par l'étude de cadrage.
- D'autre part avec la DDT qui souhaite une « dédensification » à Hautepierre, et donc pas de reconstructions égales ou supérieures aux démolitions. En effet, l'étude de cadrage NPNRU est partie d'un postulat avec le PLUi actuel, qui est actuellement questionné pour permettre un travail sur la diversification des formes urbaines.

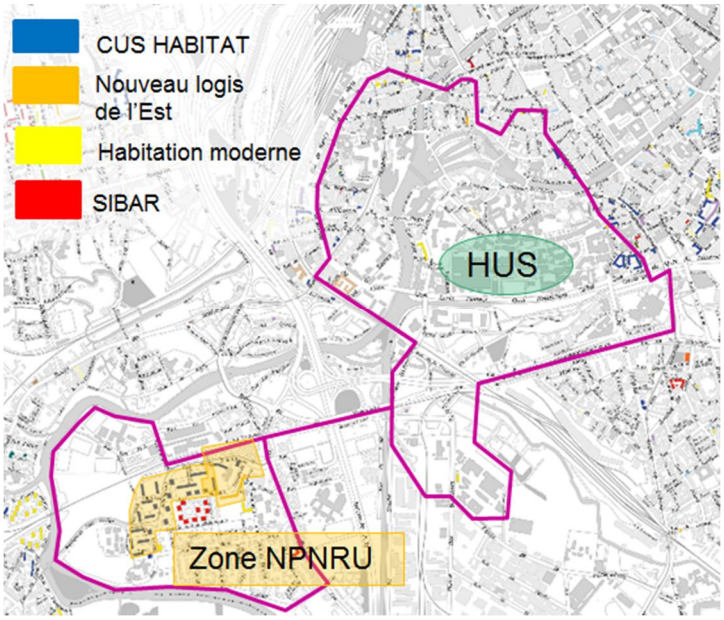
En l'absence d'hypothèse plus certaine, nos simulations restent donc établies sur l'hypothèse énoncée plus haut (bilan de -120 logements CUS Habitat avec réhabilitation totale du parc). Le fait qu'il puisse y avoir, à périmètre égal, des modifications de desserte (pour s'adapter aux aménagements du quartier), a toutefois une importance qui sera ré-évoquée dans le plan d'action.

2.3.3 Réseau Elsau

La délégation de service public a un acteur majeur, les HUS (Hôpitaux Universitaires + Nouvel Hôpital Civil), qui représentent 38% des consommations de la délégation de service public (dont ils sont abonnés même si en pratique ils sont majoritairement abonnés par l'import depuis le réseau Esplanade). Le site fait l'objet d'extensions vers de nouveaux bâtiments, lesquelles sont réalisées sur le réseau secondaire des HUS.

Cet abonné est aussi celui qui est dimensionnant en termes de températures de distribution du réseau puisque celles-ci doivent être calées sur celles du réseau secondaire des HUS qui est lui-même en eau surchauffée (pouvant nécessiter en pointe des régimes de température allant jusqu'à 140°C/150°C).

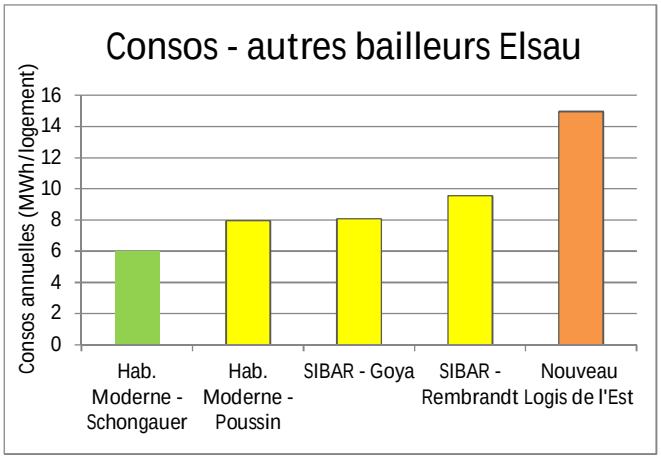
Le quartier Elsau comporte lui aussi sa zone incluse dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Il s'agit d'une partie du secteur Elsau situé au sud-ouest du périmètre de la DSP Elsau (la partie nord-est correspondant principalement au quartier de la Petite France).



Là encore, l'acteur le plus important du secteur NPNRU est CUS Habitat, qui a transmis le détail de sa programmation : 64 logements démolis en 2021, puis 1099 logements réhabilités entre 2023 et 2025.

Les autres bailleurs sont dans des situations contrastées :

- Habitation Moderne a des ratios satisfaisants (Schongauer est en fait un bâtiment de 2003, au contraire des autres bâtiments du graphique ci-dessous qui sont des années 80),
- SIBAR n'est pas inclus dans le conventionnement ANRU et en dehors de la zone réhabilitée,
- Le Nouveau Logis de l'Est apparaît clairement comme l'objectif prioritaire puisque ses logements sont en étiquette énergétique E : ils seront réhabilités par le NPNRU.



Les copropriétés sont minoritaires sur l'Elsau : sur 6 d'entre elles ayant répondu aux questions, 1 a déjà rénové son bâti et 1 a des intentions de travaux (concernant le réseau secondaire et non l'enveloppe).

2.3.4 Enjeux et influences du NPNRU sur le réseau Elsau

Comme sur le quartier Hautepierre, les hypothèses peuvent être remises en cause par l'étude de cadrage programmatique et urbaine du NPNRU pour le quartier Elsau (scénarios remis le 18 mai 2017 par le groupement missionné par l'Eurométropole sur ce sujet)

Les hypothèses transmises initialement par CUS Habitat prévoyaient 64 logements détruits et 1099 logements réhabilités.

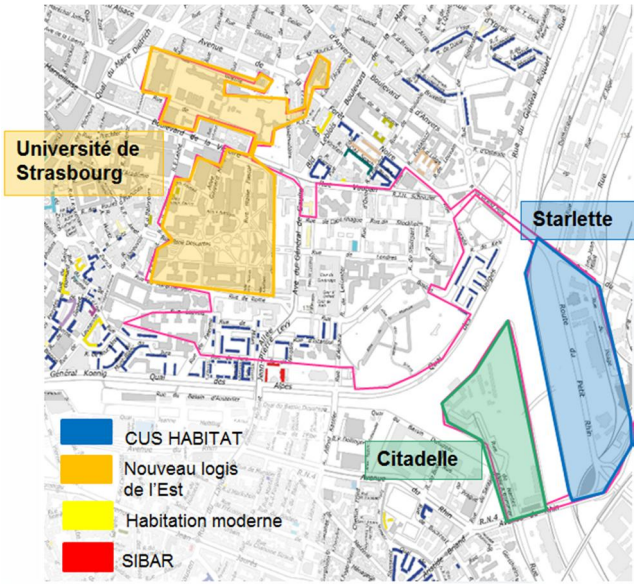
Il est désormais question de 426 logements démolis pendant le NPNRU2 (plus 175 autres ultérieurement), ce à quoi il faut ajouter les démolitions complètes des logements Nouveau Logis de l'Est (peu performants, voir ci-avant) et du bâtiment Schongauer de Habitation Moderne (récent).

Au total, cela signifie la démolition de la moitié du parc du quartier, sans mention de reconstructions. Cela aura donc une incidence importante : selon cette programmation décroissante, nous recommanderions de ne pas installer de chaudière supplémentaire à Elsau, mais cette économie ne compensera pas la perte de recettes.

Cela n'améliorera guère la mixité car on enlève des utilisateurs d'eau chaude sanitaire qui consomment y compris en été : de plus le risque que nous avons identifié vis-à-vis des engagements d'achat "été" à Senerval (voir chapitre 2.6) sera encore plus grand : ces engagements (avec paiement de toute la chaleur même si on n'atteint pas le minimum), déjà assez élevés par rapport aux consommations actuelles, le deviendront encore plus avec ces démolitions.

2.3.5 Réseau Esplanade

Le plan ci-dessous figure le périmètre du réseau de chaleur Esplanade et présente les zones d'aménagement « Citadelle » et « Starlette » où sont programmées des constructions neuves.



L'abonné majeur du réseau de chaleur Esplanade est l'Université de Strasbourg (UNISTRA) qui pèse 28% de la consommation, disséminée sur de nombreuses sous-stations. Elle occupe de fait une grande partie de la surface du périmètre – aujourd'hui assez réduit – de la DSP.

L'UNISTRA a un ratio de consommation satisfaisant (83 kWh/m²/an) et les rénovations thermiques de bâtiments programmées dans les prochaines années concernent 11% de la surface chauffée.

Le second abonné du réseau est CUS Habitat, avec 10% de la consommation, en trois sous-stations. La Cité Pranard a été réhabilitée en 2015 (diminution 30%). Une isolation du bâti est également prévue sur deux autres îlots.

La seule autre « grosse » sous-station est celle de « Sogestra – Îlot A », qui représente 4 GWh, soit 4% de la consommation. La rénovation a déjà eu lieu chez cet abonné : remplacement de fenêtres + isolation des toitures + pose de répartiteurs.

La majeure partie du parc résidentiel (33% de la consommation globale) est constitué de copropriétés plus petites, avec des décisions individuelles par conseil syndical.

Les seuls travaux décidés à ce jour dont nous avons connaissance sont ceux du 2-4-6 rue de Stockholm : ils prévoient une économie d'énergie de 30% et le passage en eau chaude sanitaire (ECS) collective.

Ce dernier point peut être à la fois un axe d'amélioration pour les copropriétés et une source de progrès pour le réseau. À ce jour, en effet, seules 12 sous-stations sur 100 consomment de la chaleur en été. Parmi les logements, 8 sous-stations seulement sur 34 utilisent de l'eau chaude sanitaire. Cette faible pénétration de l'ECS est handicapante en termes de rendements estivaux et de taux ENR global du réseau : en effet, la chaleur en été est fournie par la centrale Strasbourg Biomasse et la chaleur disponible permettrait de fournir beaucoup plus d'eau chaude sanitaire.

Beaucoup d'audits énergétiques des copropriétés sont en cours ou viennent juste d'être achevés, mais en attente d'arbitrage décisionnel par les assemblées générales.

Par conséquent, il subsiste une incertitude importante entre un scénario prudent (réduction du parc limitée en moyenne à 10%) et un scénario volontariste (-40%). Il est donc important de circonscrire cette hypothèse de forte réduction de consommation des copropriétés (qui représente 10% du volume total Esplanade).

On notera avec intérêt que l'extension complémentaire vers le quartier d'aménagement « Coop – Rives du Rhin » (que nous aborderons au chapitre 3.4) serait équivalente en volume à la « perte » de consommation que constituerait une réduction très forte des copropriétés.

Mieux, l'ajout de bâtiments neufs et la diminution de la consommation de pointe sur les copros rénovées aboutiraient en fait à un meilleur profil de consommation, et donc à une situation plus favorable pour le réseau de chaleur. En conséquence, même un programme très ambitieux de rénovation des copropriétés ne remettrait pas en cause l'équilibre du réseau de chaleur, s'il est accompagné d'une expansion de ce dernier vers les nouveaux quartiers.

Ce développement des réseaux fait l'objet du chapitre suivant.

3 RACCORDEMENTS POTENTIELS

Les investissements de raccordement peuvent être en tout ou partie financés par des droits de raccordements et, pour les bâtiments existants, par des valorisations de Certificats d'Economies d'Energies (BAT-TH-127 - Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur et BAR-TH-137 - Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur), lesquels sont désormais indépendants du taux d'énergies renouvelables.

Les subventions du Fonds Chaleur ne sont aujourd'hui pas accordées aux réseaux alimentés par des cogénérations biomasse (sauf condition de haut rendement aujourd'hui non atteinte), or c'est cette installation qui fait passer les réseaux Elsau et Esplanade au-dessus du seuil de 50% de TVA.

3.1 Configuration de base – raccordements intégrés

Les réseaux de l'Elsau et surtout de l'Esplanade effectuent des raccordements de manière continue.

Pour l'établissement des scénarios, nous partirons d'une configuration de base en intégrant les raccordements considérés comme en cours :

Pour l'Esplanade, les raccordements en cours sont :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	Dont ECS	Chauffage
16	Manufacture	3 600	400	3 200
18	Starlette 1	4 316	1 726	2 590
2	DANUBE 1	3 938	1 575	2 363
3-4	Black Swan ABC + INET+ Seegmuller	4 500	1 350	3 150
6	Elypseo	2 500	750	1 750
9-10	UNISTRA ESPLA	5 775	0	5 775
17	Citadelle 1	1 354	541	812

NB1 : En bleu, les chiffres issus de propositions de SETE, en rouge les estimations NALDEO
NB2 : le raccordement de la Manufacture des Tabacs, ainsi que ceux de BlackSwan INET & Seegmuller, nécessitent une extension de périmètre – ou de manière transitoire un export – car ils ne sont pas dans le périmètre actuel de la DSP Esplanade.

Ces raccordements portent le taux d'ENR&R (en provenance de la centrale de cogénération Biomasse) du réseau (y compris l'alimentation des HUS) à près de 70%.

Pour l'Elsau, les raccordements en cours sont :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	Dont ECS	Chauffage
7	CAF	885	0	885
8	CTA EMS	1 125	0	1 125

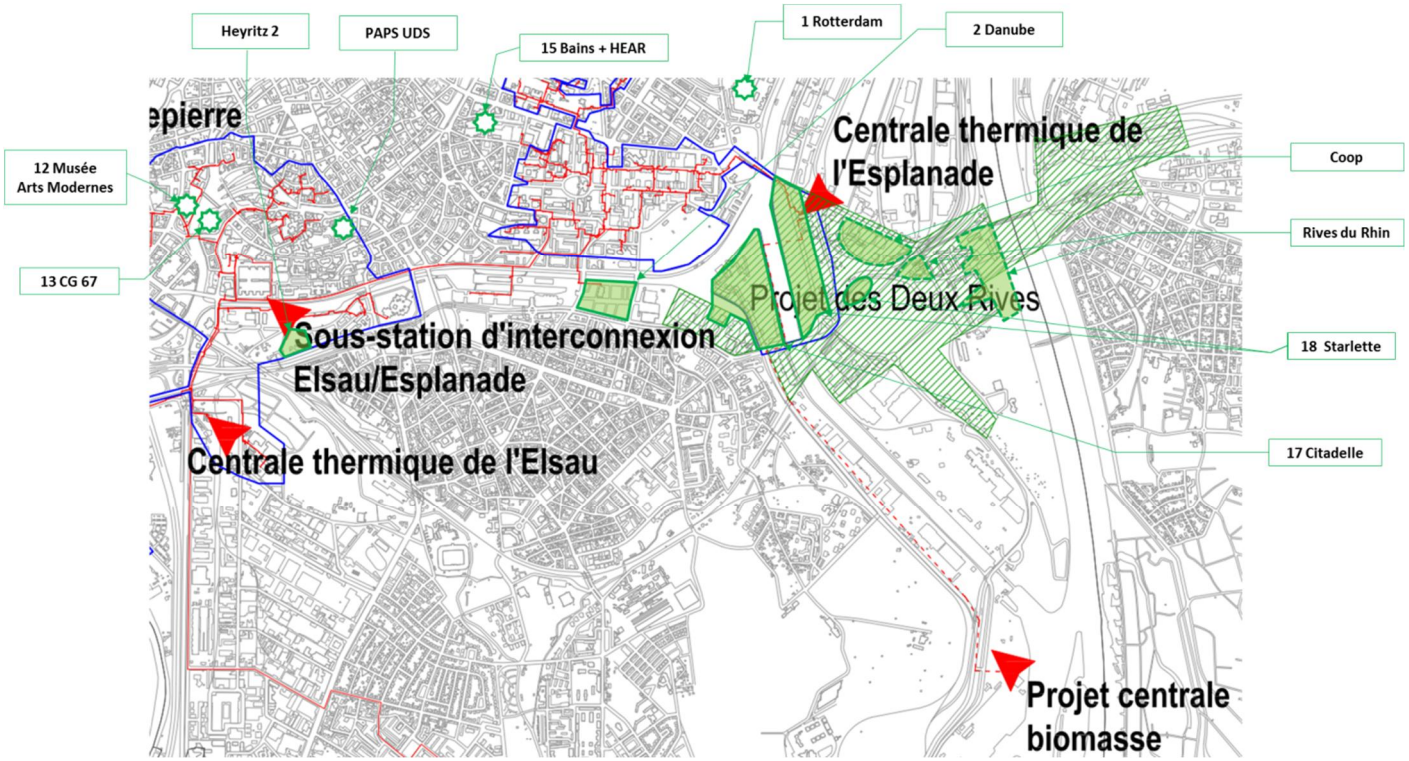
Le taux d'ENR&R, avec l'UIOM en fonctionnement, pour le réseau (sans HUS) est alors de 47%.

Le périmètre de la concession ELSAU (du fait de la présence des HUS alimentés par un import Esplanade à 70% d'ENR&R) a alors un taux d'ENR&R de 54 %

Le même périmètre, excluant les HUS, alimentés par le réseau de l'Esplanade, se retrouve avec un taux d'ENR de 47% (voir paragraphe 5.2.3), en deçà du seuil de 50% permettant de profiter d'une TVA réduite sur les facturations de R1.

3.2 Raccordements identifiés

Des raccordements potentiels ont été identifiés pour les ensembles immobiliers suivants à portée du chauffage urbain en place, ainsi que pour les périmètres des ZAC en développement (représentées par leur périmètre) :



3.2.1 Périmètre Esplanade

Le tableau ci-après indique les raccordements identifiés qui pourraient être raccordés :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	Dont ECS	Chauffage
1	Rotterdam + Vauban	13 618	2 724	10 894
15	Bains + HEAR	4 300	400	3 900
18	Starlette 2	2 999	1 200	1 799
2	DANUBE 2	1 313	525	788
17	Citadelle 2	2 627	1 051	1 576

Les investissements correspondants sont analysés ci-dessous :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	k€	l (m)	MWh/ml	Commentaires
1	Rotterdam + Vauban	13 618	2 900	1300	10,5	Sous station HP/BP sous trottoir et distribution en BP
15	Bains + HEAR	4 300	384	420	10,2	Tronçon commun BP: DN150 sur 80 ml - Tronçon piquage BP Bains: DN125 sur 285 ml (possible optimisation du tracé)
18	Starlette 2	2 999	574		5,3	Densité annoncée dans étude SPL
2	DANUBE 2	1 313	-			Pris en charge par l'aménageur / promoteurs
17	Citadelle 2	2 627	882		2,4	Densité annoncée dans étude SPL

NB : l'extension "Manufacture des tabacs + Bains + HEAR" a été estimée à 1144k€ dans la proposition SETE. Le raccordement de la Manufacture seule étant estimé à 760k€, et son financement étant considéré comme acquis (voir paragraphe 3.1), la différence est ici considérée à financer dans le cadre de l'extension "Bain + HEAR".

Ces raccordements sont :

- Soit très denses (plus de 10 MWh/ml) pour les premiers d'entre eux, donc particulièrement intéressants pour la pérennisation du réseau de chaleur
- Soit avec des densités plus faibles mais tout à fait acceptables pour le raccordement de zones de construction neuve, forcément moins denses (bâtiments moins consommateurs) mais qui ont besoin d'une solution de chauffage ENR&R, y compris – du point de vue des promoteurs – par sa prise en compte dans la réglementation thermique.

Ce dernier point est aujourd'hui insensible par les promoteurs. Nous le développons dans le chapitre ci-dessous.

3.2.2 Importance du contenu CO2 Esplanade dans les raccordements

La réglementation thermique des bâtiments neufs (RT2012) a introduit la prise en compte des réseaux de chaleur à travers une modulation du « Cepmax », terme recouvrant la consommation en énergie primaire maximale autorisée pour les « 5 usages » (chauffage, refroidissement, éclairage, eau chaude sanitaire, auxiliaires).

Pour les réseaux de chaleur, le coefficient est modulé en fonction du contenu CO2 du réseau de chaleur, selon le tableau suivant.

Contenu CO_2	Modulation Cepmax
X < 50 gCO_2/kWh	0,3
50 < X < 100 gCO_2/kWh	0,2
100 < X < 150 gCO_2/kWh	0,1

Ce coefficient de modulation, qui s'applique au seuil de consommation d'énergies primaires, est important pour les promoteurs en ce qu'il détermine qu'ils n'ont pas eux-mêmes à investir dans une production ENR (solaire, etc) puisqu'ils disposent déjà d'une source ENR&R apportée par l'extérieur.

C'est donc générateur pour eux d'économies dans les coûts de construction, qui aident à l'acceptabilité des droits de raccordement. **Ce gain pour les promoteurs justifie la prise en charge des droits de raccordement par eux (sur le coût de construction) et non pas par les occupants futurs usagers du réseau de chaleur (ce qui serait le cas si des coûts de raccordement de ZAC étaient supportés par la DSP)** : le cas contraire engendre un mécontentement certain des habitants dans plusieurs quartiers neufs en France.

Le contenu CO2 de référence est calculé pour chaque réseau de chaleur (à travers les valeurs transmises par les exploitants dans le questionnaire annuel SNCU) et est remis à jour annuellement par des arrêtés officiels : cette notion de contenu CO2 préexiste à son inclusion dans la RT puisqu'elle a pour origine l'arrêté sur les DPE (diagnostics de performance énergétique) dont elle constitue une référence. Chaque diagnostiqueur doit ainsi consulter l'arrêté et utiliser le contenu CO2 effectif d'un réseau de chaleur lorsqu'il établit le diagnostic d'un logement ou bâtiment qui y est raccordé.

Or, le contenu CO2 d'un réseau de chaleur n'a valeur officielle que lorsqu'il est publié par un arrêté modifiant l'annexe 7 de l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif aux DPE.

Le dernier arrêté en date est l'*arrêté du 1er décembre 2015 relatif à la mise à jour des contenus en CO2 des réseaux de chaleur et de froid et modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine*.

Nous faisons figurer ci-dessous l'extrait du Journal officiel du 8 décembre 2015 incluant cet arrêté, et concernant plus précisément les trois principaux réseaux de Strasbourg :

67	Elsau	Strasbourg	C	0,250
67	Hautepierre	Strasbourg	C	0,222
67	L'Esplanade	Strasbourg	C	0,236

Les valeurs indiquées, assez voisines les unes des autres, sont caractéristiques d'installations majoritairement au gaz naturel. Cela reste le cas de Hautepierre dans les prochaines années, néanmoins les réseaux Esplanade et Elsau doivent passer pour leur part à majorité ENR&R.

Si la conversion du réseau Elsau aux ENR&R est retardée par l'arrêt de l'UIOM Senerval, celle de l'Esplanade doit être effective en 2017 avec la mise en service de la centrale CRE Strasbourg Biomasse.

Néanmoins, l'arrêté est souvent publié avec retard (celui de décembre 2015 utilise les valeurs réelles de 2013). Dans le cas de l'Elsau, il devrait donc falloir attendre fin 2021 du fait d'un redémarrage de Senerval considéré uniquement en 2019.

En revanche, l'exploitant actuel du réseau Esplanade (SETE) a justement déposé un dossier dit « titre V » à la Commission ad hoc avant la mise en service de Strasbourg Biomasse (ce qui permettrait d'anticiper en prouvant à l'administration que le contenu CO2 sera baissé) : le contenu CO2 du réseau Esplanade a donc été officialisé à 95 gCO_2/kWh – occasionnant un Cepmax de 0,2.

Ce point contribue dès à présent à rendre le réseau Esplanade plus attractif sur les zones de raccordement neuf (zones en vert sur le plan en 3.2) qui constituent l'essentiel de ses vecteurs de développement.

Il convient cependant de diffuser suffisamment cette information. En particulier, l'étude Burgeap d'approvisionnement des secteurs COOP/Rives du Rhin (29 juillet 2016) prend bien en compte un taux ENR de 70% pour le réseau Esplanade, mais prend en compte un niveau d'émissions de gaz à effet de serre élevé (chapitre 7.3 / tableau 6 : analyse environnementale) qui défavorise la solution réseau de chaleur. Le bureau d'études a recalculé ce bilan (sans forcément avoir toutes les données) : vu le caractère assez complet des informations demandées par la commission Titre V, le contenu CO2 officiel, une fois acquis, est à prendre en référence.

3.2.3 Périmètre Elsau

Les raccordements identifiés pour le réseau de l'ELSAU sont :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	Dont ECS	Chauffage
12	Muséee Art Mod.	2 700	0	2 700
13	CG67	2 550	0	2 550
14	PAPS UDS	1 125	0	1 125
11	Heyritz 2	2 250	675	1 575

Les investissements correspondants sont analysés ci-dessous :

N°	Nouveaux raccordés	MWh totaux	k€	l (m)	MWh/ml	Commentaires
12	Musée Art Moderne	2 700	353	215	12,6	branchement sur DN 125
13	CG67	2 550	350	213	12,0	branchement Rue Humann sur DN 200, car l'antenne traversant l'Ill serait saturée
14	PAPS UDS	1 125				branchement sur réseau des HUS ; Convention avec HUS.
11	Heyritz 2	2 250	1 100	800	2,8	200m DN125 HP + sst + 600m BP DN 80 à 150

Comme dans le cas d'Esplanade, on remarque qu'il s'agit de branchements relativement courts pour des abonnés fortement consommateurs, avec une densité de raccordement avérée.

Là encore, la seule exception, Heyritz 2, est constituée d'une zone d'aménagement pour lequel le ratio est normal pour la construction neuve.

3.2.4 Périmètre Hautepierre

Le compte d'exploitation prévisionnel de la DSP entrant en vigueur en 2016 fait apparaître un total d'énergie commercialisée, y compris les développements identifiés, de 153 492 MWh.

L'énergie pour la vapeur des Hôpitaux n'est pas prise en compte, cette vapeur ne pouvant pas être couverte par l'ENR projetée qui sera livrée à la chaufferie de Hautepierre à "basse température".

Le développement ultérieur de Hautepierre sera étroitement lié à un éventuel accord d'importation de chaleur avec le projet Fonroche, ouvrant d'une part la voie à une interconnexion (donc à un réseau à plus forte capacité traversant des zones nouvelles) et d'autre part à une importation de chaleur renouvelable qui rendrait le réseau plus attractif.

À défaut d'énergie géothermique à un prix attractif, le réseau de chaleur resterait transitoirement en énergies fossiles : il bénéficie d'un prix modéré dans l'immédiat avec la cogénération, mais ne pourrait bénéficier ni de subventions du Fonds Chaleur, ni d'un bonus RT2012 lié à son contenu CO2 (contrairement au réseau Esplanade, voir chapitre ci-dessous).

3.3 Problématique des frais de raccordement Citadelle-Starlette

3.3.1 Rappels sur la RT2012

La réglementation thermique des bâtiments neufs (RT2012) a introduit la prise en compte des réseaux de chaleur à travers une modulation du « Cepmax », terme recouvrant la consommation en énergie primaire maximale autorisée pour les « 5 usages » (chauffage, refroidissement, éclairage, eau chaude sanitaire, auxiliaires).

La formule de calcul du Cepmax dans la RT 2012 (Arrêté du 26 octobre 2010, article 11) introduit cinq coefficients modulateurs sur le Cepmax :

$$Mctype \times (Mcgéo + Mcalt + Mcsurf + McGES)$$

Pour les réseaux de chaleur, le coefficient McGES – qui serait de 0 pour un bâtiment chauffé au gaz – est modulé en fonction du contenu CO2 du réseau de chaleur, selon le tableau suivant.

Contenu CO_2	Modulation Cepmax
X < 50 gCO_2/kWh	0,3
50 < X < 100 gCO_2/kWh	0,2
100 < X < 150 gCO_2/kWh	0,1

Ce coefficient de modulation, qui s'applique au seuil de consommation d'énergies primaires, est important pour les promoteurs en ce qu'il détermine qu'ils n'ont pas eux-mêmes à investir dans une production ENR (solaire, etc) puisqu'ils disposent déjà d'une source ENR&R apportée par l'extérieur.

C'est donc générateur pour eux d'économies dans les coûts de construction, qui aident à l'acceptabilité des droits de raccordement. **Ce gain pour les promoteurs justifie la prise en charge des droits de raccordement par eux (sur le coût de construction) et non pas par les occupants futurs usagers du**

réseau de chaleur (ce qui serait le cas si des coûts de raccordement de ZAC étaient supportés par la DSP) : le cas contraire engendre un mécontentement certain des habitants dans plusieurs quartiers neufs en France.

L'exploitant actuel du réseau Esplanade (SETE) a justement déposé un dossier dit « titre V » à la Commission ad hoc avant la mise en service de Strasbourg Biomasse (ce qui permettrait d'anticiper en prouvant à l'administration que le contenu CO2 sera baissé) : le contenu CO2 du réseau Esplanade a donc été officialisé à 95 gCO_2/kWh, occasionnant un Cepmax de 0,2 – donc une amélioration de 20% des bilans RT2012 du promoteur.

Ce point contribue dès à présent à rendre le réseau Esplanade plus attractif sur les zones de raccordement neuf qui constituent l'essentiel de ses vecteurs de développement.

3.3.2 Prise en charge des raccordements

Les frais de raccordement estimés par la SETE pour le raccordement des quartiers Starlette et Citadelle sont détaillés ci-dessous.

Pour le réseau Citadelle :

- Réseau primaire HP : 185 850 €
- Sous station HP/BP 3500 kW : 298 463 €
- Réseau secondaire BP : 953 400 €
- 25 sous-stations BP : 448 640 €
- *Droits de raccordement :* *124 001 €*
- TOTAL : 2 010 355 €

Pour le réseau Starlette (avec deux points d'entrée HP/BP) :

- Réseau primaire HP : 160 375 €
- Sous station HP/BP 2x3200 kW : 540 000 €
- Réseau secondaire BP : 1 042 125 €
- 25 sous-stations BP : 493 701 €
- *Droits de raccordement :* *225 504 €*
- TOTAL : 2 461 705 €

Pour rappel, selon l'article 59 du contrat, les abonnés sont assujettis à des frais de raccordement qui comprennent d'une part, le coût du poste de livraison de l'abonné et du branchement (c'est-à-dire son raccordement au réseau principal), et d'autre part, des droits de raccordement *« destinés notamment au financement des travaux de premier établissement nécessaires à la desserte des usagers »*.

Dans le cas d'espèce, les droits de raccordement ne semblent pas en pratique servir à financer des travaux de premier établissement, puisque, hormis les travaux décrits, aucune adaptation ne semble nécessaire en amont : il semble donc possible de négocier un rabais sur ces droits de raccordement compte tenu de l'échéance prochaine de la délégation de service public. En effet, comptablement, la SETE encaisserait ces droits de raccordement comme une recette et l'engrangerait en bénéfice sur la courte durée résiduelle.

Les frais de raccordement, eux, sont contractuellement exigibles de l'abonné (sur le contrat actuel, le suivant restant à définir). S'agissant d'une zone d'aménagement, il y a un intermédiaire que constitue l'aménageur, puis les abonnés finaux que sont les promoteurs.

On se retrouve donc avec la situation suivante :

- Si les coûts de branchement (réseaux + sous-stations) sont exigés des promoteurs, cela correspondrait non seulement aux principes contractuels mais à une réalité économique : cela couvre des dépenses qu'ils auraient de toute façon dû débourser s'ils avaient dû se doter de leurs propres moyens de production ENR,
- Si les coûts de branchement ne sont pas exigés des promoteurs, ils vont être amortis au sein de la délégation de service public, et au vu de la très faible durée résiduelle, se retrouver presque entièrement à reprendre dans le futur contrat, donc impacter le prix à l'abonné (non seulement aux occupants des quartiers Citadelle et Starlette, mais à tous les abonnés Esplanade.

Deux points ont été acquis lors des discussions entre le délégataire et l'aménageur. D'une part, la DSP prendra en charge des coûts de travaux relatifs au réseau HP et aux sous-stations d'échange HP/BP du quartier. D'autre part, les promoteurs prendront en charge le coût de leurs sous-stations BP. Le débat n'et donc plus ouvert que sur le réseau secondaire BP, ce qui représente un total de 1997 k€.

Il existe donc deux hypothèses:

- Prise en charge par la DSP uniquement des coûts de travaux relatifs au réseau HP et à la sous-station d'échange HP/BP du quartier (pas des réseaux internes au quartier pris en charge par l'aménageur et/ou les promoteurs) (hypothèse 1)
- Prise en charge par la DSP, en supplément des coûts ci-dessus, des coûts de travaux du réseau secondaire BP, qui sont dès lors de fait eux aussi répercutés sur le futur contrat (hypothèse 2)

Ces hypothèses ont une influence, lorsqu'on les applique – via la valeur résiduelle du contrat actuel (voir chapitre 7.2.1) – au prix du futur contrat post-2020.

Comme on pourra le voir au chapitre 7.3, l'hypothèse 2 conduit à un **surcoût de 2,1% sur la facture de la totalité des abonnés Esplanade par rapport à l'hypothèse 1**, ce qui est important compte tenu des marges de manœuvre restreintes sur le contrat.

Ce surcoût est de 1,4% si on raisonne sur le périmètre fusionné Elsau+Esplanade (auquel cas il s'appliquerait également aux abonnés de l'Elsau).

3.4 Quartier COOP – Rives du Rhin

L'étude d'approvisionnement (Burgeap) du quartier Coop – Rives du Rhin conclut :

- que le scénario de référence (individuel) est plus cher de 30% que l'ensemble des scénarios « réseaux de chaleur » ;
- que le scénario « pressenti » est une récupération de chaleur industrielle à basse température (prix envisagé à 96,1€TTC/MWh), mais dépend d'une contrainte forte : la contractualisation avec l'industriel ;
- que le raccordement au réseau de chaleur Esplanade est présenté solution « de substitution », en mentionnant la difficulté juridique (actuelle) de sa situation hors périmètre ;
- que les autres scénarios dits « alternatifs » ressortent un peu plus chers que le réseau de chaleur, avec des écarts faibles
- qu'il est précisé que les tarifs annoncés ont une marge d'incertitude de 30% (approche de pré-faisibilité)

Aujourd'hui, le raccordement au réseau de chaleur global n'est donc pas la solution la plus favorisée. Deux commentaires importants pourraient être émis à ce sujet pour reconsidérer la question.

Premièrement, la solution d'extension du réseau de chaleur SETE nous paraît devoir être mieux considéré dans l'analyse environnementale :

- d'une part, sur les gaz à effet de serre, en utilisant le coefficient GES « Titre V » à 95gCO2/MWh (voir 3.3.1), qui n'a sans doute pas été communiqué à Burgeap (et n'était pas public au début de son étude) ;
- d'autre part, sur les émissions de particules fines, en relativisant le comparatif effectué ; il est certain qu'une chaufferie biomasse émet plus de particules que des solutions ENR n'utilisant aucune combustion (géothermie ou récup de chaleur). Pour autant – *et par rapport au chiffre 0% qui est trompeur* – ces solutions consomment de l'électricité qui n'est pas produite sans émission de particules (cf centrales charbon, y compris en France). Surtout, il faut considérer que le raccordement ou non de quartier COOP – Rives du Rhin au réseau de chaleur Esplanade ne conduira pas à l'émission d'une seule particule fine supplémentaire sur la métropole : la centrale CRE-3 a de toute manière une production annuelle identique (pour la production d'électricité), et le raccordement ne fait qu'améliorer le rendement.

Deuxièmement, l'ensemble des solutions prend l'hypothèse d'un réseau de chaleur avec « implication forte de la collectivité », à l'échelle du quartier : cela signifie un service public industriel et commercial, que ce soit sous forme de régie, de DSP ou autre (NB : la problématique que nous avançons ici serait la même dans le cas d'un réseau privé, qui obligerait à avoir un syndic uniquement pour gérer le réseau de chaleur).

De fait, ces réseaux de chaleur de petite dimension engendrent des frais importants qui font partie de l'économie globale et sont donc pris en charge par les usagers. Mutualisés avec le réseau de chaleur Esplanade, les coûts de gestion seraient beaucoup moins importants ; les coûts techniques d'exploitation le seraient d'ailleurs également, grâce à une mutualisation du personnel et de la maintenance.

La problématique est encore plus capitale s'agissant de la notion de risques : une économie contractuelle à l'échelle d'un seul quartier de construction neuve est très fragile. Dans le cas de la solution pressentie de chaleur fatale industrielle, il existe un risque - clairement évoqué dans l'étude Burgeap - de pérennité vis-à-vis de la défaillance toujours possible du contractant privé.

Mais il y a un autre point très sensible dans ce type de quartiers : le respect effectif du planning de réalisation de la zone. Pour n'importe quel projet d'aménagement, des impondérables sont toujours

possibles, et même fréquents. Or, l'économie du projet dépend du raccordement des abonnés à la date prévue : un échelonnement dans le temps, et un décalage, peut remettre en cause son équilibre.

C'est pourquoi les délégations de service public (ou les réseaux privés) mis en place sur des écoquartiers ou zones d'aménagement :

- d'une part aboutissent généralement à des tarifs élevés supérieurs à 100€TTC/MWh (ils sont annoncés dans l'étude Burgeap : la seule hypothèse aboutissant à un coût inférieur est l'import de chaleur fatale industrielle, parce que la valeur d'achat prise en compte en modélisation est avantageuse (5€HT/MWh) mais probablement pas facile à négocier
- d'autre part présentent un risque certain de dérapage (notamment par des « causes extérieures » liées à l'aménagement et au planning de construction) conduisant à des avenants de hausse des prix, légitimement mal vécus par les usagers.

Pour mutualiser les coûts et limiter les risques (au sein d'un service public industriel et commercial de taille bien plus importante), nous conseillons **que le réseau de chaleur Coop Rives du Rhin ne fasse pas l'objet d'une contractualisation séparée mais soit incluse dans la procédure de remise en concurrence du futur contrat « Esplanade »** (ou « Elsau-Esplanade » ou plus large).

Précisons que ce conseil est valable **quelle que soit la solution technique retenue pour l'alimentation du quartier** (c'est-à-dire même si la solution « pressentie » était retenue : le « grand » réseau de chaleur constituerait un secours très appréciable par rapport à une solution reposant sur un industriel externe).

Il existe en effet également un point problématique qui ferait reculer la solution « raccordement Esplanade » : ce serait que l'ADEME indique qu'elle subventionne le réseau interne au quartier Coop – Rives du Rhin uniquement dans le cas d'une solution ENR autonome au quartier. En effet, les réseaux raccordés aux centrales CRE-3 ne sont pas considérés comme éligibles lorsqu'ils sont inclus dans le dimensionnement initial : au vu de l'échelonnement de la réalisation du quartier, ce point devra être vu avec l'ADEME.

Dans tous les cas, pour que les charges de chauffage des futurs habitants (propriétaires ou locataires) soient modérées, l'Eurométropole devra également s'assurer que les promoteurs prennent bien en charge l'équivalent des coûts d'investissement du réseau de chaleur au sein du quartier : toutes les solutions envisagées sont en effet valorisées via le coefficient Cepmax (voir 3.3.1). Celui-ci serait de 0,2 dans le cas d'un raccordement au réseau Esplanade, et de 0,1 dans les autres solutions (qui sont juste au-dessus des 50% ENR).

Cela pourrait justifier des droits de raccordement plus élevés pour la solution Esplanade… sauf si ce coefficient était revu à la hausse dans le cas d'un réseau au périmètre agrandi. Éviter que ce soit le cas sera l'objet de la recherche d'une mixité suffisante (aux alentours de 60%) que nous mènerons dans nos simulations du chapitre 5.

4 INTÉGRATION D'ENR

4.1 Priorisation des énergies renouvelables et de récupération

Les énergies renouvelables et de récupération peuvent être classées en plusieurs familles, selon qu'elles font appel à une ressource ne pouvant être valorisée différemment ou ailleurs. Nous reprenons ici un ordre de priorité semblable à celui défini dans l'application « ENR'choix », issue de l'ADEME Ile-de-France, mais pouvant être décrit de manière aussi pertinente dans le contexte alsacien.

- en priorité la chaleur fatale et de récupération disponible, ressource locale sans autre débouché et considérée « perdue » si on ne la récupère pas,
- ensuite la géothermie ; ressource locale qualifiée de quasi-infinie et au faible impact environnemental global
- enfin la biomasse par combustion, pouvant être transportée/utilisée sur un rayon plus vaste (~150 km) le territoire mais devant être gérée en fonction de la ressource disponible, qui est nécessairement finie (au maximum théorique et pour tous usages : croissance annuelle de la végétation).

Il est intéressant de noter que l'Eurométropole de Strasbourg fait déjà appel à ces trois familles d'ENR sur son territoire : la chaleur fatale sur Elsau (via la récupération de chaleur disponible de Senerval), la géothermie potentiellement sur Hautepierre (et Illkirch), la biomasse via la centrale CRE-3 de Strasbourg Biomasse (et sur le petit réseau local du Wacken).

Toutefois, il convient de faire remarquer que, dans le cas de l'achat de chaleur à un cogénérateur externe (cas de la centrale CRE-3 voire des projets de géothermie haute température), puisque ce dernier produit de toute façon de l'électricité en permanence, la chaleur disponible (en été) doit dès lors être considérée comme fatale : il convient dès lors de l'exploiter au maximum puisque la biomasse est brûlée de toute manière en été, avec un rendement d'autant plus faible que la chaleur n'est pas valorisée (c'est d'ailleurs le grief majeur qui a été fait à l'appel à projets dit CRE-3 permettant l'installation de centrales de cogénération biomasse pour une valorisation thermique vers des réseaux de chaleur et non des industriels qui consomment en continu).

4.2 Énergies complémentaires utilisables

En premier lieu, il convient de noter que, pour être utilisable sur les réseaux de chaleur considérés, la chaleur doit être adaptée en termes de température. En l'occurrence, la clé (pour l'injection de chaleur sur le réseau) est la température de retour des réseaux de chaleur, elle-même fonction des températures de retour des réseaux de chauffage internes aux abonnés. Or, ceux-ci ne sont pas en basse température, s'agissant de bâtiments existants.

Cela exclut toutes les solutions de type « basse température » telles que la géothermie de faible profondeur, la récupération sur eaux usées : il ne serait donc possible de les déployer qu'à l'échelle d'un quartier. Il s'agit de toute manière de solutions, par leur niveau de puissance, destinées à des réseaux de taille plus modeste : elles pourraient être envisagées à l'échelle d'une zone d'aménagement (production complémentaire locale avec appoint par le réseau de chaleur : ce point est abordé au 2.5 avec le cas du secteur COOP – Rives du Rhin.

Les énergies utilisables sans que la contrainte de température ne soit décisive sont détaillées ci-après.

4.3 Le solaire thermique

La contrainte de température n'exclut pas le solaire thermique puisque la technologie des capteurs à tube sous vide peut fournir une chaleur à 120°C (elle est installée à Balma, près de Toulouse).

Néanmoins, la température a une influence importante sur l'efficacité du stockage : plus on stocke de l'eau à température élevée, plus le rendement diminue (car le différentiel thermique avec l'environnement est plus grand). Or, le stockage est essentiel pour les applications solaires, comme on va le voir.

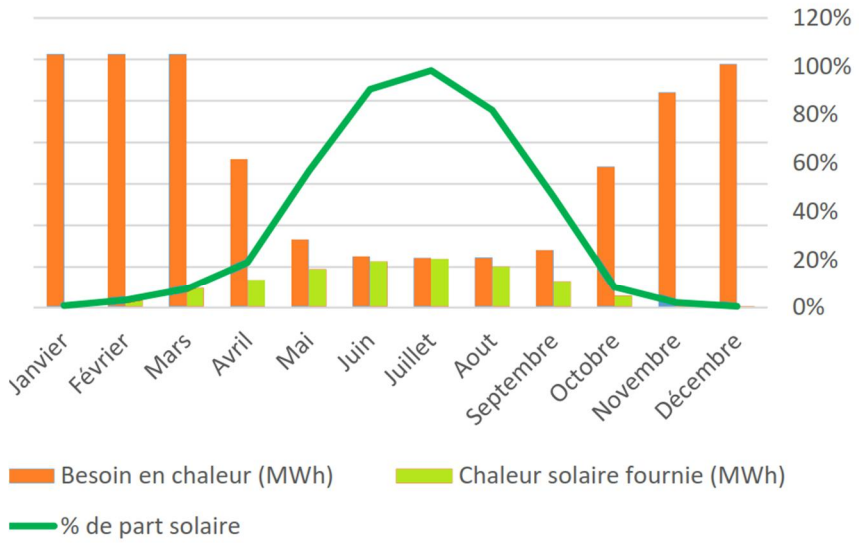
Pour l'installation des panneaux solaires dans un contexte de réseau de chaleur, deux possibilités :

- Un terrain à proximité du réseau où un "champ" de panneaux serait installé (compter 1 hectare pour 2MW, solution à l'évidence peu adaptée à un contexte urbain dense comme une métropole)
- Les toits des bâtiments raccordés au réseau seraient utilisés : c'est la notion "d'énergie partagée" ; le bâtiment cèderait de "l'énergie excédentaire" produite (et non consommée) par ses panneaux solaires, et achèterait de l'énergie quand les panneaux délivrent une puissance insuffisante.

Dans les deux cas, il y a lieu de prévoir un stockage de chaleur journalier pour consommer les excédents diurnes et couvrir les besoins nocturnes d'été.

Quoi qu'il en soit, les apports solaires sont plus importants en été qu'en hiver, le dimensionnement maximum d'un apport solaire sur réseau de chaleur se faisant par la puissance moyenne journalière estivale. La puissance solaire en hiver étant beaucoup plus faible, l'intérêt pour des réseaux y est très faible.

Ci-dessous la courbe de charge d'un réseau de chaleur et la part qui pourrait être fournie par du solaire :



Or, dans les différents scénarios, les sources ENR déjà envisagées impliquent que la chaleur consommée en été est déjà produite par des ENR. Il n'y aurait donc pas de « place » pour le solaire.

Le stockage intersaisonnier – utilisé lorsque l'on cherche à dimensionner une installation solaire au-dessus de la consommation estivale afin d'utiliser les surplus en hiver – ne répond pas à la problématique car son rendement – avec un stockage classique d'eau chaude – est inférieur à 50% : cela n'aurait pas de sens de produire de la chaleur solaire en été pour la consommer uniquement en hiver.

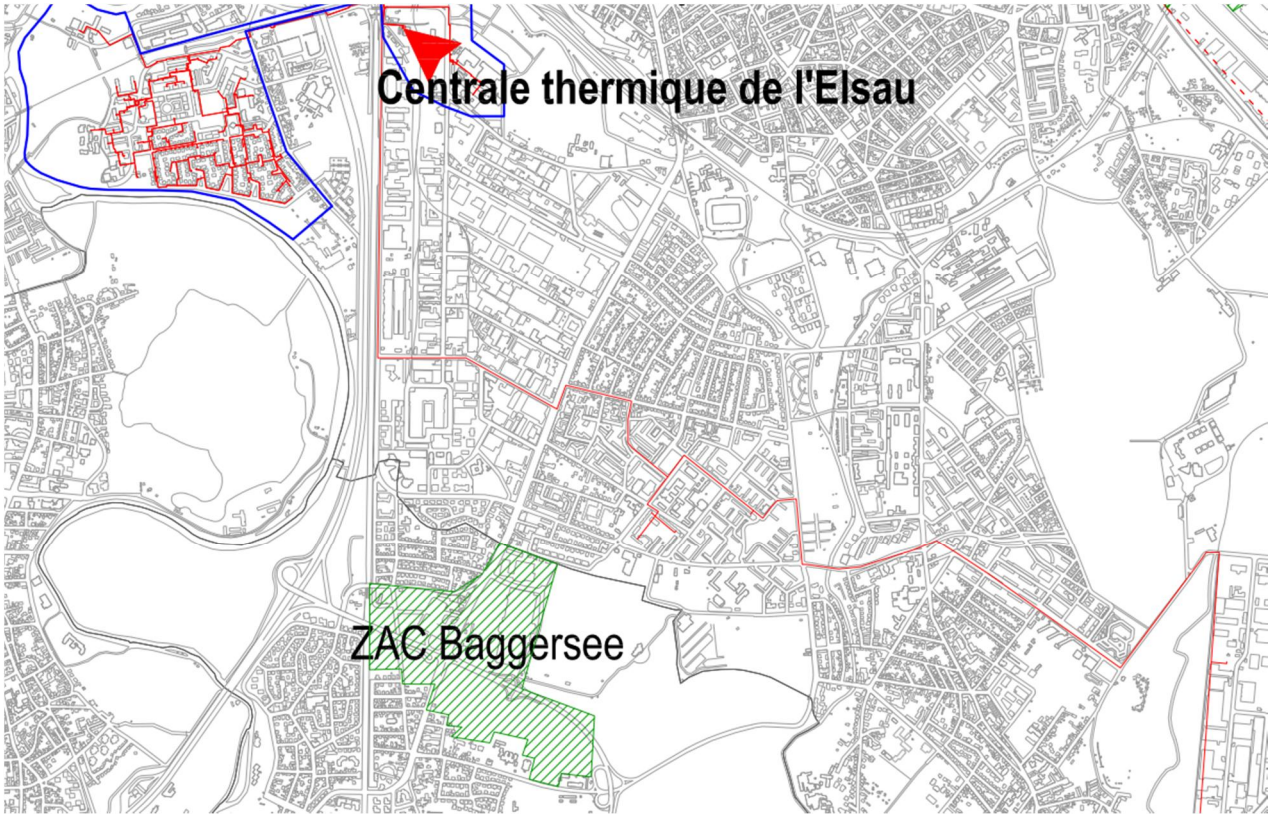
Notons que des stockages à meilleur rendement (utilisant les procédés thermoclines) existent, à l'état de prototype industriel pour ce type d'application : pour rentabiliser leur coût d'investissement plus élevé, ils viseront néanmoins eux aussi des réseaux où l'énergie solaire est consommée de manière prioritaire toute l'année comme énergie de base (ce qui ne serait pas le cas à Strasbourg du fait des conventions d'achat pré-existantes des ENR Senerval et Strasbourg Biomasse).

C'est pour ces raisons que l'énergie solaire est toujours utilisée soit comme seule ENR, soit en combinaison avec de la biomasse (ENR sous forme de combustible qui peut donc être arrêtée et ne sert que d'appoint).

Les ENR « sans combustible », dont le coût majeur réside dans l'investissement (géothermie, récupération de chaleur, etc), ne font donc pas sens dans une utilisation d'appoint. Elles ne seront considérées que si elles sont « pré-existantes », en quelque sorte, dans la mesure où il s'agit de chaleur fatale. Ces énergies complémentaires peuvent être de deux natures : le surplus non valorisé du projet de chaleur fatale géothermie Illkirch ou une chaleur fatale industrielle.

4.4 Chaleur géothermique Illkirch

L'Eurométropole a un projet de réseau de chaleur sur la commune d'Illkirch-Graffenstaden au sud de Strasbourg. Dans son scénario le plus étendu, ce réseau alimenterait la ZAC Baggersee, située au nord d'Illkirch en limite communale avec Strasbourg. Or, cette frontière communale est située à un peu moins de 1 kilomètre du réseau d'interconnexion entre Senerval et la centrale thermique de l'Elsau.

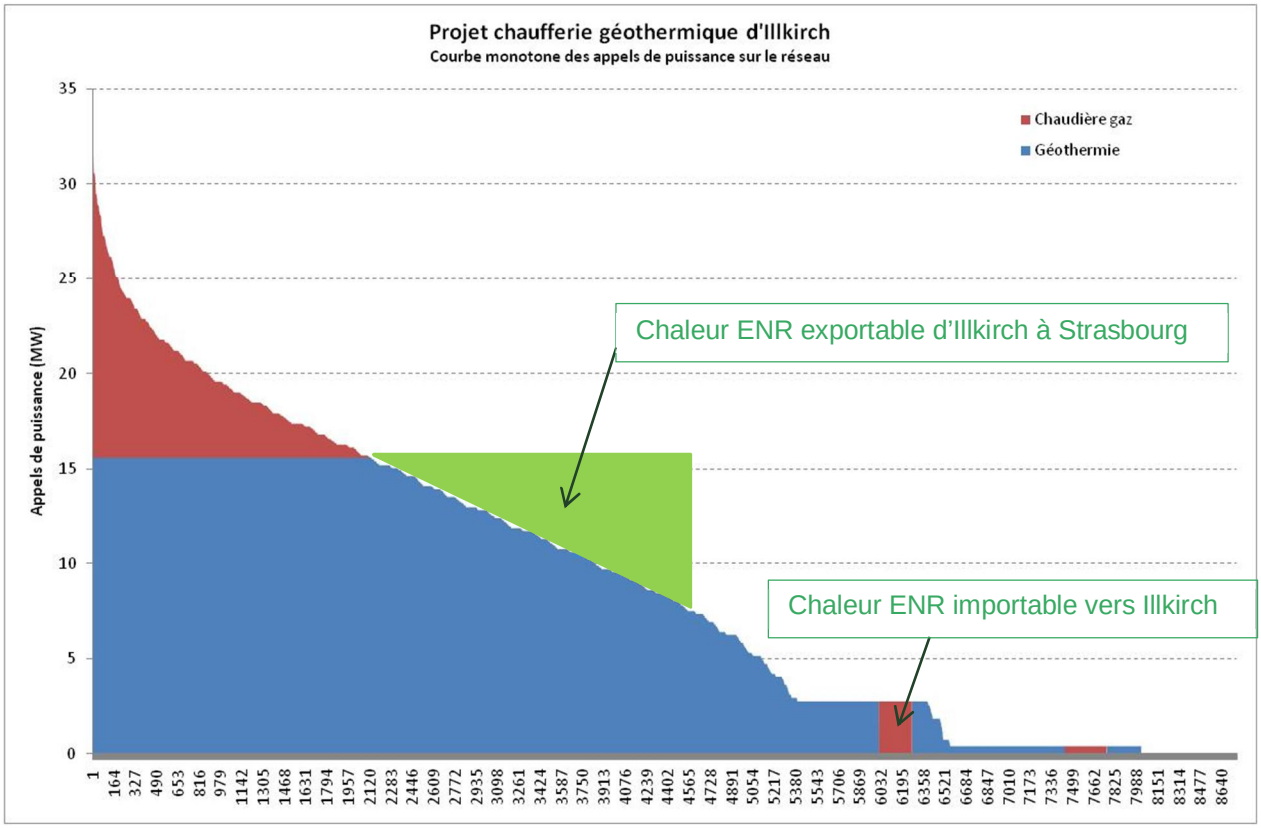


L'Eurométropole se demande donc légitimement s'il est envisageable de se raccorder à ce réseau d'interconnexion pour valoriser les éventuels « surplus ENR » du projet de réseau de chaleur d'Illkirch. En

effet, cette commune étant bien moins dense que Strasbourg, les possibilités de valorisation thermique n'y sont pas infinies.

De fait, le taux ENR envisagé du réseau est dans l'extension maximale de 87,2% *(88,5% en cas de réseau de froid mis en place à partir de chaleur ENR : cette hypothèse nécessiterait un prix d'achat de chaleur très bas au moins pour cette usage : cf raisonnement tenu en 1.1.3).* Ce taux ENR très élevé, bien plus que les taux envisagés sur les réseaux de chaleur strasbourgeois, signifie qu'il reste encore une quantité significative de chaleur géothermique à valoriser.

À ce sujet, l'Eurométropole nous a transmis une synthèse comprenant les taux ENR des scénarios (évoqués au paragraphe précédent) ainsi que cette courbe monotone issue d'une étude de GIRUS de 2014 (ci-après) : on y constate que, sauf pendant les 2000 heures de pointe hivernale, la géothermie n'est pas utilisée à pleine puissance. Même si l'été il y a déjà de l'ENR sur le réseau Elsau, cela laisse une période de mi-saison pendant laquelle de la chaleur ENR reste exportable. Nous avons représenté sous forme d'un triangle vert ci-dessous cette chaleur valorisable de mi-saison.



Cet export complémentaire sera envisagé aux chapitres suivants dans les scénarios où les taux ENR « propres » d'Elsau (ou de périmètres agrandis incluant Elsau) sont un peu justes.

Faisons remarquer que l'interconnexion avec Illkirch présenterait un autre intérêt : le réseau Illkirch pourrait être fourni en ENR par Senerval pendant des périodes d'arrêt de la géothermie l'été (Girus a pris comme hypothèse 2 semaines d'arrêt en période estivale pour maintenance, schématisées en rouge), et de manière opposée, de la chaleur géothermique pourrait être importée l'été pendant les périodes d'arrêt de l'UIOM. Cela constituerait une sécurisation très appréciable du taux ENR.

L'apport de chaleur géothermique se ferait sur l'interconnexion Elsau-UIOM. D'après les annexes à la convention passée entre Senerval et la SE, la partie finale du réseau d'interconnexion est en DN300 avec un delta de température de 40°C, soit un dimensionnement permettant largement de convoyer les 15 MW d'ENR du total UIOM+Illkirch. Même s'il faudra installer une seconde sous-station d'échange (y compris nouveau bâtiment car la place est insuffisante) et adapter l'hydraulique au nouveau projet, il ne semble donc pas y avoir de difficulté de taille de réseau (ce qui aurait été rédhibitoire sur une longueur de plusieurs kilomètres) au transport de cette chaleur supplémentaire.

Il y a néanmoins une question contractuelle majeure : le réseau créé dans le cadre de la DSP Senerval est en dehors de toutes les DSP de chauffage urbain. La chaleur UIOM est en effet vendue en chaufferie Elsau.

L'utilisation de cette interconnexion impliquerait donc :

- Soit de « louer » un droit de passage sur le réseau d'interconnexion ;
- Soit de déplacer le périmètre de la DSP chauffage urbain, et pourquoi pas d'y inclure les abonnés situés sur l'interconnexion.

Ces abonnés, situés hors du périmètre de la DSP Elsau, sont normalement alimentés uniquement en base par l'UIOM (donc pas actuellement puisqu'elle est à l'arrêt) ; il s'agit d'abonnés ayant conservé leurs moyens de production en appoint et secours. Eux aussi bénéficieraient grandement d'un appoint ENR par la géothermie d'Illkirch pendant les périodes d'arrêt de l'UIOM.

Si l'on s'en tient uniquement à l'abonné CUS Habitat, ses deux chaufferies situées sur l'interconnexion représentent une consommation théorique de 37 800 MWh (livraison garantie selon leurs polices d'abonnement) produits à 100% par l'ENR, puisqu'il se charge lui-même de l'appoint.

En conséquence, une éventuelle inclusion de ces abonnés dans un périmètre d'une DSP de chauffage urbain conduirait à une amélioration très significative du taux ENR. Néanmoins, elle poserait des problèmes juridiques – ce réseau d'interconnexion ne fait actuellement pas partie du service public de chauffage urbain – et financiers – ce réseau n'est pas amorti.

4.5 Valorisation de chaleur fatale industrielle

Les réseaux de chaleur sont un vecteur idéal pour la valorisation de chaleur fatale issue de process industriel. C'est déjà le cas de l'énergie issue de l'UIOM.

Le projet de récupération de chaleur fatale qui devrait alimenter les quartiers Coop et Rives du Rhin pourrait déboucher sur une chaleur excédentaire par rapport aux besoins de ces quartiers, chaleur qui pourrait être valorisée sur le réseau de l'Esplanade ; la chaufferie de l'Esplanade est en effet relativement proche du site de l'industriel en question.

L'étude d'approvisionnement énergétique complémentaire de la ZAC des Deux Rives de juillet 2016 indique un gisement de rejets thermiques aérauliques à 400°C chez cet industriel, indiquant que celui-ci l'utilise partiellement pour ses propres besoins. Cette chaleur n'est pas quantifiée : on peut supposer (les hypothèses étant confidentielles) que cette chaleur présentait moins d'intérêt que la chaleur basse température valorisée (en sortie de PAC) à hauteur de 2 MW (voir 2.4). Dans tous les cas, elle ne serait valorisable que l'hiver (le réseau a déjà des ENR l'été).

4.6 Derniers recours : biomasse et biogaz

Si jamais les solutions précédentes ne permettaient pas d'atteindre un taux d'ENR satisfaisant, il reste deux recours : la biomasse et le biogaz.

La solution « biogaz », fiscalement autorisée et envisageable à court terme, nous paraît un peu artificielle : compte tenu de sa facilité d'utilisation (il suffit d'acheter un certificat sur le marché, utilisable n'importe où, au lieu d'investir soi-même dans une production ENR sur le territoire), elle risque de se répandre si rapidement que la demande en certificats d'origine va dépasser l'offre en France (c'est déjà le cas tant elle est limitée) mais aussi dans les pays voisins. De ce fait, soit le coût du biogaz deviendra prohibitif, soit plus personne n'investira dans les ENR thermiques en France.

Dans tous les cas, l'État appréciera sans doute peu qu'une mesure fiscale (TVA à taux réduit sur les réseaux de chaleur), financée par les deniers publics y compris pour réduire la dépendance énergétique et créer des ENR&R génératrices d'emploi en France, serve à alimenter des importations de certificats de biogaz : déficit commercial sans aucun effet positif concret.

Il y a, à notre sens, une incompatibilité fondamentale entre l'existence d'un effet de seuil (50% d'ENR) et l'acceptation de certificats verts purement comptables (il est très facile en achetant du biogaz de se placer juste au-dessus des 50% sans le moindre effort de construction d'un projet).

Le législateur n'aura d'autre choix, à terme, que de supprimer l'un ou l'autre. Du point de vue de toutes les collectivités qui ont entrepris des investissements de long terme en tenant compte du seuil de 50% de TVA (et cela inclut l'Eurométropole de Strasbourg, non via des investissements mais via des engagements d'achat) que ce soit le biogaz qui devienne non autorisé, et pas le seuil de 50% de TVA qui soit supprimé.

Nous préférons considérons comme ultime complément ENR effectif, selon la priorisation des énergies citée plus haut, l'installation d'une puissance supplémentaire de production biomasse, ne fonctionnant que l'hiver. Néanmoins, la ressource biomasse est relativement tendue dans la région, et au vu des derniers projets (y compris la centrale CRE-3 avec son approvisionnement transfrontalier franco-allemand), l'Eurométropole est plutôt du principe qu'il n'y aurait pas d'autre construction de centrale biomasse envisagée.

Dans l'étude des scénarios, nous sommes plutôt partis du principe d'une sécurisation du taux ENR à 50% sans moyens complémentaires que la récupération maximale des sources de chaleur disponibles. En pratique, la biomasse servirait plutôt de « dernier recours » en cas d'arrêt complet d'un projet de géothermie (pas forcément en cas d'échec des négociations, les discussions pouvant reprendre selon la variation de prix des énergies).

5 SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION

5.1 Solutions techniques d'amélioration du réseau Elsau

5.1.1 Création d'un export de chaleur estival d'Esplanade vers Elsau

Dès lors que SENERVAL ne fonctionne plus, le fonctionnement actuel en 2 "réseaux" physiquement distincts :

- Esplanade, y compris les HUS (physiquement mais pas contractuellement),
- Elsau, non compris les HUS,

on arrive à une aberration où le fonctionnement en été du second sera au gaz naturel depuis la chaufferie de l'Elsau, quand le premier ne prendra pas toute la puissance disponible livrable par la centrale biomasse.

Cette situation pose la question d'un possible export technique d'Esplanade vers l'ensemble d'Elsau (pas seulement les HUS), qui est possible dès aujourd'hui hors période de chauffage, lorsque le réseau de l'Elsau peut fonctionner en basse pression / basse température (<110°C).

L'hydraulique du réseau de l'Elsau et des sous stations des Hôpitaux (99 NHC, Nouvel Hôpital Civil et 98, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg) est représentée dans les schémas page suivante.

Dans la sous station 98, dite sous-station d'interconnexion, en ouvrant les vannes du départ vers 99 NHC, de l'énergie "verte" alimentera ainsi le NHC.
Dans la sous station 99, en ouvrant les vannes du réseau en provenance de la sous station 98, cette énergie peut être refoulée dans le réseau de l'Elsau.

Dans le cas d'un non fonctionnement de l'alimentation du réseau Elsau par l'UIOM (cas de 2017 et 2018), la chaufferie de l'Elsau peut alors être arrêtée et tout l'ensemble est alors alimenté en énergie en provenance de la centrale biomasse.

L'été, en arrêtant la chaufferie de l'Elsau et en irriguant le réseau depuis la sous station d'interconnexion avec de la chaleur en provenance de la centrale biomasse, ce sont 10GWh qui ne seraient pas produits au gaz, portant ainsi le taux ENR de l'ensemble à 53%. Malheureusement, ce taux ne permet pas une TVA à taux réduit car les deux réseaux sont distincts juridiquement.

Cette solution technique implique aussi une question d'ordre juridique à régler avec l'abonné : le réseau de l'Elsau est alors irrigué par une pompe qui appartient aux hôpitaux de Strasbourg ; le problème de l'expansion est aussi à examiner (le système des HUS est-il suffisant pour reprendre tout le réseau ?).

À la reprise de la saison de chauffage, le premier appoint gaz à allumer dans cet ensemble pourrait être une chaudière de la chaufferie de l'Elsau, optimisant alors encore davantage la valorisation de l'énergie en provenance de la centrale biomasse.

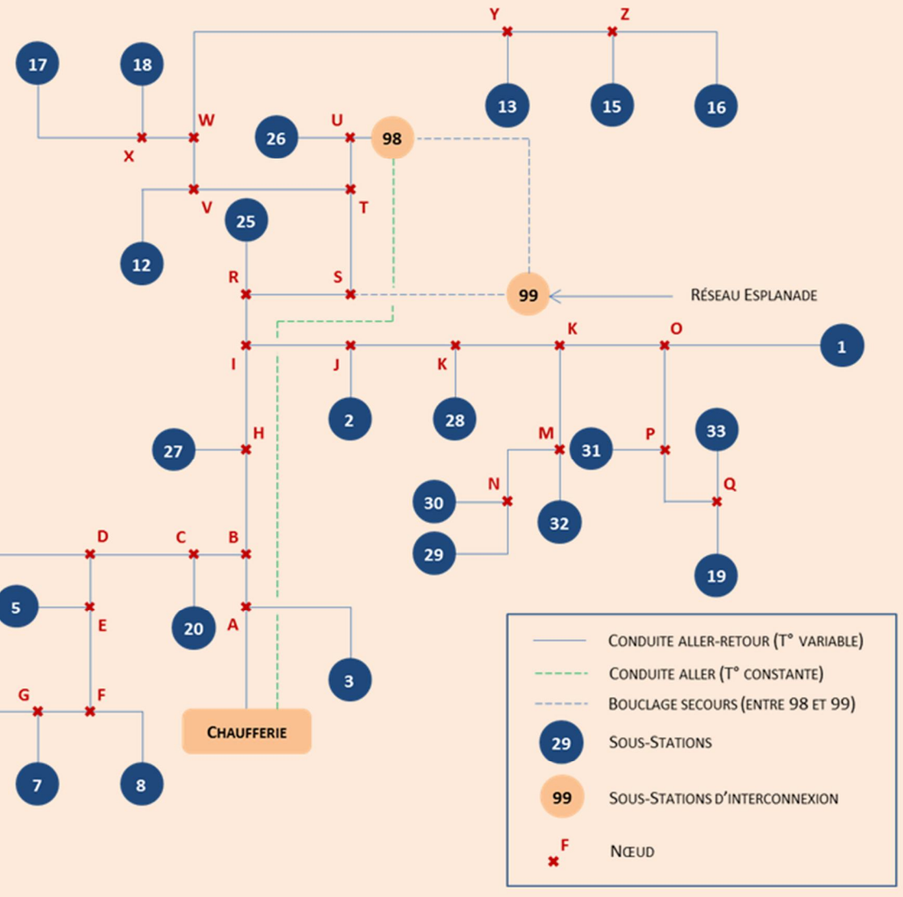
Néanmoins, on se heurte alors au problème de la température de fonctionnement du réseau de l'Elsau qui aura besoin d'augmenter, risquant de "repasser" en statut d'eau surchauffée, que ne peut pas supporter le réseau des HUS.

Le paragraphe 5.1.3 ci-dessous étudie donc la possibilité de passer le réseau de l'Elsau en basse pression / basse température

5.1.2 Schéma hydraulique simplifié du réseau de l'Elsau

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG - RÉSEAU DE CHAUFFAGE DE L'ELSAU

SYNOPTIQUE DU RÉSEAU

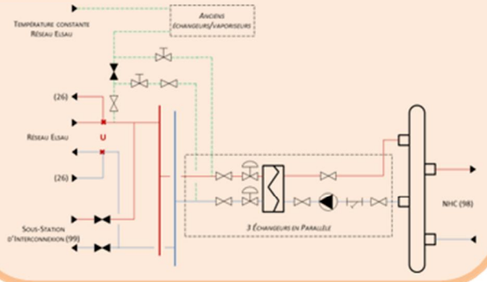


Naldeo INGÉNIERIE & CONSEIL

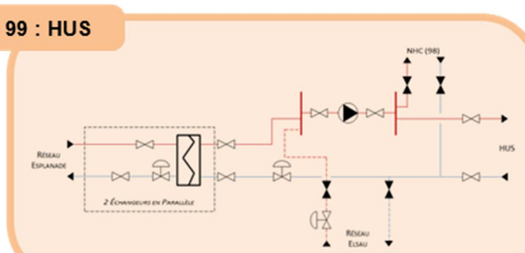
SEPTEMBRE 2016

SCHÉMAS SIMPLIFIÉS

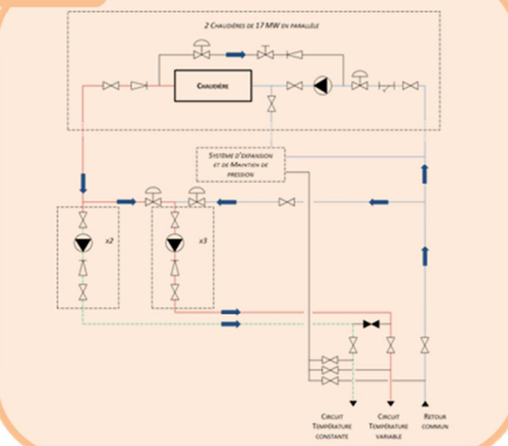
98 : NHC



99 : HUS



CHAUFFERIE



Strasbourg.eu
eurométropole

5.1.3 Passage en BP du réseau ELSAU

Le réseau alimente les sous-stations HP/BP (Haute Pression / Basse Pression) des quartiers de l'Elsau et de la petite France en eau surchauffée dont la température de calcul de 180°C et qui fonctionne à une température supérieure à 120°C.

L'objectif de l'étude est de simuler le fonctionnement en basse température / basse pression de ce réseau de chaleur, et ainsi déterminer les parties du réseau pour lesquels il serait nécessaire d'apporter des modifications.

Nous avons donc dans un premier temps modélisé ce réseau de chaleur sans apporter de modifications physiques, mais simplement en simulant une température de distribution de 115°C.

PdC SST	5 000	mmCE	
Perte de charge singulière	15	%	
Régime réseau	115	°C - aller	
Limite PdC	20	mmCE/ml	

Scénarii	
par conduit aller- (T° variable) pour desservir NHC (99)	100%
Augmentation du dT des SST n°6 et 7 (42°C -> 62°C)	Non
Alimentation de HUS (98) par Elsau	Non

Tronçon		Longueur (ml)	Débit tronçon (t/h)	Puissance tronçon (kW)	Temp. Retour (°C)	Diamètre (mm)	Section (m²)	Vitesse (m/s)		Perte de charge (mmCE/ml)	Perte de charge totale tronçon (mmCE)	Perte de charge totale réseau (mmCE)
Point 1	Point 2											
16	Z	192	67,91	3 315,89	73,00	131	0,0135	1,40	✓	15,06	11 648,47	11 648,47
15	Z	1	76,37	3 729,11	73,00	131	0,0135	1,57	✓	18,90	5 043,46	5 043,46
Z	Y	48	144,27	7 045,00	73,00	160	0,0201	1,99	✗	23,24	2 554,94	14 203,41
13	Y	1	3,79	185,19	73,00	131	0,0135	0,08	✓	0,06	5 000,13	5 000,13
Y	W	222	148,07	7 230,19	73,00	160	0,0201	2,05	✗	24,44	12 491,42	26 694,83
18	X	210	38,36	1 873,07	73,00	131	0,0135	0,79	✓	4,99	7 408,09	7 408,09
17	X	220	52,57	2 567,22	73,00	131	0,0135	1,08	✓	9,18	9 642,95	9 642,95
X	W	344	90,93	4 440,30	73,00	160	0,0201	1,26	✓	9,51	7 528,26	17 171,21
W	V	180	239,00	11 670,48	73,00	207	0,0337	1,97	✓	16,51	6 829,62	33 524,45
12	V	33	10,97	535,78	73,00	70	0,0038	0,79	✓	10,95	5 831,16	5 831,16
V	T	81	249,97	12 206,26	73,00	207	0,0337	2,06	✓	18,01	3 362,47	36 886,92
26	U	10	45,61	2 227,33	73,00	131	0,0135	0,94	✓	6,97	5 160,33	5 160,33
99	98	480	-	-	#DIV/0!	160	0,0201	-		-	-	-
98	U	1	175,22	8 556,33	73,00	207	0,0337	1,45	✓	9,06	5 020,83	5 020,83
U	T	95	220,84	10 783,67	73,00	207	0,0337	1,82	✓	14,17	3 096,33	8 256,66
99	S	200	-	-	#DIV/0!	260	0,0531	-		-	-	-
T	S	180	470,81	22 989,93	73,00	260	0,0531	2,46	✓	19,08	7 900,83	44 787,75
S	R	78	470,81	22 989,93	73,00	310	0,0755	1,73	✓	7,75	1 384,50	46 172,25
25	R	32	8,89	434,22	73,00	82	0,0053	0,47	✓	3,24	5 238,72	5 238,72
R	I	82	479,70	23 424,15	73,00	310	0,0755	1,77	✓	8,04	1 522,93	47 695,17
33	Q2	38	1,61	78,61	73,00	70	0,0038	0,12	✓	0,27	5 023,34	5 023,34
Q2	Q1	16	1,61	78,61	73,00	131	0,0135	0,03	✓	0,01	0,40	5 023,74
Q1	Q	13	1,61	78,61	73,00	160	0,0201	0,02	✓	0,00	0,12	5 023,85
19	Q	20	13,50	659,11	73,00	131	0,0135	0,28	✓	0,66	5 030,39	5 030,39
Q	P	111	15,11	737,72	73,00	160	0,0201	0,21	✓	0,30	75,04	5 105,44
31	P	15	8,43	411,67	73,00	70	0,0038	0,61	✓	6,58	5 226,89	5 226,89
P	O	36	23,54	1 149,39	73,00	160	0,0201	0,33	✓	0,70	57,29	5 284,19
1	O3	93	58,21	2 842,22	73,00	107	0,0090	1,80	✗	31,49	11 735,26	11 735,26
O3	O2	132	58,21	2 842,22	73,00	131	0,0135	1,20	✓	11,17	3 392,04	15 127,31
O2	O1	49	58,21	2 842,22	73,00	175	0,0241	0,67	✓	2,54	285,86	15 413,17
O1	O	107	58,21	2 842,22	73,00	131	0,0135	1,20	✓	11,17	2 749,61	18 162,78
O	L	87	81,74	3 991,61	73,00	131	0,0135	1,68	✗	21,56	4 328,97	22 491,76
29	N	135	7,04	343,70	73,00	50	0,0020	1,00	✗	25,97	13 073,27	13 073,27
30	N	10	2,25	109,72	73,00	40	0,0013	0,50	✓	8,94	5 205,55	5 205,55
N	M	53	9,29	453,43	73,00	82	0,0053	0,49	✓	3,53	428,81	13 502,08
32	M	64	3,76	183,61	73,00	70	0,0038	0,27	✓	1,38	5 202,96	5 202,96
M	L	105	13,05	637,04	73,00	107	0,0090	0,40	✓	1,74	421,01	13 923,08
L	K1	466	94,79	4 628,65	73,00	131	0,0135	1,95	✗	28,71	30 767,99	53 259,74
K1	K	44	94,79	4 628,65	73,00	207	0,0337	0,78	✓	2,76	279,14	53 538,89
28	K	41	1,08	52,67	73,00	50	0,0020	0,15	✓	0,69	5 064,97	5 064,97
K	J	105	95,87	4 681,31	73,00	207	0,0337	0,79	✓	2,82	683,88	54 222,76
2	J	23	5,80	283,11	73,00	50	0,0020	0,82	✓	17,85	5 944,12	5 944,12
J	I	51	101,67	4 964,43	73,00	207	0,0337	0,84	✓	3,16	370,73	54 593,49
I	H	116	581,36	28 388,57	73,00	310	0,0755	2,14	✓	11,66	3 114,45	57 707,94
27	H	1	2,26	110,44	73,00	160	0,0201	0,03	✓	0,01	5 000,02	5 000,02
H	B	398	583,63	28 499,02	73,00	310	0,0755	2,15	✓	11,75	10 763,86	68 471,80
6	G	93	91,91	4 487,89	73,00	131	0,0135	1,89	✗	27,04	10 784,21	10 784,21
7	G	205	59,82	2 920,88	73,00	131	0,0135	1,23	✓	11,78	10 553,70	10 553,70
G	F	293	151,72	7 408,77	73,00	131	0,0135	3,13	✗	71,33	48 071,28	58 855,49
8	F	356	85,92	4 195,79	73,00	131	0,0135	1,77	✗	23,74	24 438,06	24 438,06
F	E	30	237,65	11 604,56	73,00	207	0,0337	1,96	✓	16,33	1 115,66	59 971,15
5	E	1	61,66	3 011,00	73,00	160	0,0201	0,85	✓	4,49	5 010,32	5 010,32
E	D	20	299,31	14 615,56	73,00	207	0,0337	2,47	✗	25,52	1 162,26	61 133,41
4	D1	325	14,01	684,22	73,00	107	0,0090	0,43	✓	2,00	6 496,35	6 496,35
D1	D	210	14,01	684,22	73,00	131	0,0135	0,29	✓	0,71	343,07	6 839,42
D	C	516	313,32	15 299,78	73,00	207	0,0337	2,59	✗	27,88	33 073,72	94 207,13
20	C	22	34,24	1 672,00	73,00	107	0,0090	1,06	✓	11,28	5 570,73	5 570,73
C	B	336	347,56	16 971,78	73,00	207	0,0337	2,87	✗	34,08	26 314,43	120 521,56
B	A	66	931,19	45 470,80	73,00	339	0,0903	2,87	✓	18,36	2 787,33	123 308,89
3	A	512	57,45	2 805,48	73,00	131	0,0135	1,18	✓	10,89	17 829,91	17 829,91
A	Chaufferie	164	988,64	48 276,28	73,00	339	0,0903	3,04	✗	20,61	7 775,14	131 084,02
98	Chaufferie	1085	-	-	#DIV/0!	131	0,0123	-		-	-	-

Le résultat de nos calculs nous montre alors que les pertes de charges dans les tuyauteries à vaincre en début de réseau (à la chaufferie donc) s'élèvent à plus de 130 mCE, valeur trop élevée qui entrainerait des pressions statiques trop importantes.

5.1.3.1 RÉPARTITION DES DÉBITS POUR ALIMENTER NHC

L'une des particularités du réseau de chaleur de l'Elsau est que le Nouvel Hôpital Civil (NHC, n°98 sur le synoptique du réseau page 43) peut être desservi par :

- Le réseau à température variable (en trait plein bleu sur le schéma page 43) qui est le réseau commun à l'ensemble du réseau de chaleur ;
- Un conduit à température constante (en trait pointillé vert sur le schéma) qui sert uniquement à desservir ce point de livraison en guise de secours (anciennement pour pouvoir produire de la vapeur).

(À noter que le retour du conduit à température constante est assuré par le tuyau commun à l'ensemble du réseau)

Une des premières pistes d'amélioration que nous avons décelée est de répartir le débit nécessaire à l'alimentation du NHC par les deux conduits.

Ainsi, après plusieurs simulations, il s'avère que la répartition optimale du débit à mettre en œuvre pour desservir le NHC pour diminuer au mieux les pertes de charges est la suivante :

- 15% du débit total par le réseau commun;
- 85% du débit total par le conduit à température constante (le retour étant dans le réseau commun).

5.1.3.2 AUGMENTATION DU DELTA DE TEMPÉRATURES DES SOUS-STATIONS N°6 ET 7

Lors de la modélisation du réseau de chaleur en basse pression, certaines zones du réseau étaient particulièrement impactées en termes de pertes de charges et de vitesse dans les tuyauteries.

Il s'agit notamment des tronçons de réseau desservant les sous-stations n°6 et 7. En effet, le tronçon en amont (tronçon reliant les nœuds F et G sur le synoptique) de ces deux points de livraisons devait vaincre une perte de charge linéique de plus de 70 mmCE/ml.

Un nouvel axe d'amélioration a alors été d'imaginer l'augmentation du delta de température de ces deux sous-stations, passant alors de 42°C à 62°C, soit une température de retour de 53°C (en considérant que le régime de température aller est de 115°C).

Toutes les sous-stations devront être adaptées avec un débit variable au secondaire pour optimiser les températures de retour.

L'investissement nécessaire peut être estimé à :

Libellé	Coût	Commentaires
BP ELSAU	860 k€	27 sst + pompes en chaufferie

Il n'y a pas d'économies de fonctionnement (hors combustibles), les sous-stations et la chaufferie restant soumises à la règlementation des appareils sous pression, car fonctionnant à plus de 110°C.

Grâce à ces deux modifications, les pertes de charges totales du réseau ont chuté de plus d'un tiers de la valeur initiale, passant de 131 mCE à **83 mCE**.

Scénarii	
ix par conduit réseau commun pour desservir NHC (99)	16%
Augmentation du dT des SST n°6 et 7 (42°C -> 62°C)	Oui
Alimentation de HUS (98) par Elsau	Non

Tronçon		Longueur (ml)	Débit tronçon (t/h)	Puissance tronçon (kW)	Temp. Retour (°C)	Diamètre (mm)	Section (m²)	Vitesse (m/s)	Perte de charge (mmCE/ml)	Perte de charge totale tronçon (mmCE)	Perte de charge totale réseau (mmCE)
Point 1	Point 2										
16	Z	192	67,91	3 315,89	73,00	131	0,0135	1,40	✓ 15,06	11 648,47	11 648,47
15	Z	1	76,37	3 729,11	73,00	131	0,0135	1,57	✓ 18,90	5 043,46	5 043,46
Z	Y	48	144,27	7 045,00	73,00	160	0,0201	1,99	✗ 23,24	2 554,94	14 203,41
13	Y	1	3,79	185,19	73,00	131	0,0135	0,08	✓ 0,06	5 000,13	5 000,13
Y	W	222	148,07	7 230,19	73,00	160	0,0201	2,05	✗ 24,44	12 491,42	26 694,83
18	X	210	38,36	1 873,07	73,00	131	0,0135	0,79	✓ 4,99	7 408,09	7 408,09
17	X	220	52,57	2 567,22	73,00	131	0,0135	1,08	✓ 9,18	9 642,95	9 642,95
X	W	344	90,93	4 440,30	73,00	160	0,0201	1,26	✓ 9,51	7 528,26	17 171,21
W	V	180	239,00	11 670,48	73,00	207	0,0337	1,97	✓ 16,51	6 829,62	33 524,45
12	V	33	10,97	535,78	73,00	70	0,0038	0,79	✓ 10,95	5 831,16	5 831,16
V	T	81	249,97	12 206,26	73,00	207	0,0337	2,06	✓ 18,01	3 362,47	36 886,92
26	U	10	45,61	2 227,33	73,00	131	0,0135	0,94	✓ 6,97	5 160,33	5 160,33
99	98	480	-	-	#DIV/0!	160	0,0201	-	-	-	-
98	U	1	28,42	1 387,60	73,00	207	0,0337	0,23	✓ **4,66**	5 010,72	5 010,72
U	T	95	74,03	3 614,93	73,00	207	0,0337	0,61	✓ **7,94**	1 734,95	6 895,28
99	S	200	-	-	#DIV/0!	260	0,0531	-	-	-	-
T	S	180	324,00	15 821,19	73,00	260	0,0531	1,70	✓ **14,17**	5 867,29	42 754,21
S	R	78	324,00	15 821,19	73,00	310	0,0755	1,19	✓ **5,76**	1 028,16	43 782,37
25	R	32	8,89	434,22	73,00	82	0,0053	0,47	✓ 3,24	5 238,72	5 238,72
R	I	82	332,89	16 255,41	73,00	310	0,0755	1,23	✓ **6,00**	1 136,98	44 919,35
33	Q2	38	1,61	78,61	73,00	70	0,0038	0,12	✓ 0,27	5 023,34	5 023,34
Q2	Q1	16	1,61	78,61	73,00	131	0,0135	0,03	✓ 0,01	0,40	5 023,74
Q1	Q	13	1,61	78,61	73,00	160	0,0201	0,02	✓ 0,00	0,12	5 023,85
19	Q	20	13,50	659,11	73,00	131	0,0135	0,28	✓ 0,66	5 030,39	5 030,39
Q	P	111	15,11	737,72	73,00	160	0,0201	0,21	✓ 0,30	75,04	5 105,44
31	P	15	8,43	411,67	73,00	70	0,0038	0,61	✓ 6,58	5 226,89	5 226,89
P	O	36	23,54	1 149,39	73,00	160	0,0201	0,33	✓ 0,70	57,29	5 284,19
1	O3	93	58,21	2 842,22	73,00	107	0,0090	1,80	✗ 31,49	11 735,26	11 735,26
O3	O2	132	58,21	2 842,22	73,00	131	0,0135	1,20	✓ 11,17	3 392,04	15 127,31
O2	O1	49	58,21	2 842,22	73,00	175	0,0241	0,67	✓ 2,54	285,86	15 413,17
O1	O	107	58,21	2 842,22	73,00	131	0,0135	1,20	✓ 11,17	2 749,61	18 162,78
O	L	87	81,74	3 991,61	73,00	131	0,0135	1,68	✗ 21,56	4 328,97	22 491,76
29	N	135	7,04	343,70	73,00	50	0,0020	1,00	✗ 25,97	13 073,27	13 073,27
30	N	10	2,25	109,72	73,00	40	0,0013	0,50	✓ 8,94	5 205,55	5 205,55
N	M	53	9,29	453,43	73,00	82	0,0053	0,49	✓ 3,53	428,81	13 502,08
32	M	64	3,76	183,61	73,00	70	0,0038	0,27	✓ 1,38	5 202,96	5 202,96
M	L	105	13,05	637,04	73,00	107	0,0090	0,40	✓ 1,74	421,01	13 923,08
L	K1	466	94,79	4 628,65	73,00	131	0,0135	1,95	✗ 28,71	30 767,99	53 259,74
K1	K	44	94,79	4 628,65	73,00	207	0,0337	0,78	✓ 2,76	279,14	53 538,89
28	K	41	1,08	52,67	73,00	50	0,0020	0,15	✓ 0,69	5 064,97	5 064,97
K	J	105	95,87	4 681,31	73,00	207	0,0337	0,79	✓ 2,82	683,88	54 222,76
2	J	23	5,80	283,11	73,00	50	0,0020	0,82	✓ 17,85	5 944,12	5 944,12
J	I	51	101,67	4 964,43	73,00	207	0,0337	0,84	✓ 3,16	370,73	54 593,49
I	H	116	434,56	21 219,84	73,00	310	0,0755	1,60	✓ **9,15**	2 443,90	57 037,39
27	H	1	2,26	110,44	73,00	160	0,0201	0,03	✓ 0,01	5 000,02	5 000,02
H	B	398	436,82	21 330,28	73,00	310	0,0755	1,61	✓ **9,23**	8 454,14	65 491,53
6	G	93	62,26	4 487,89	53,00	131	0,0135	1,28	✓ 12,73	7 722,41	7 722,41
7	G	205	40,52	2 920,88	53,00	131	0,0135	0,84	✓ 5,54	7 613,92	7 613,92
G	F	293	102,78	7 408,77	53,00	131	0,0135	2,12	✗ 33,57	22 625,34	30 347,75
8	F	356	85,92	4 195,79	73,00	131	0,0135	1,77	✗ 23,74	24 438,06	24 438,06
F	E	30	188,70	11 604,56	62,11	207	0,0337	1,56	✓ 10,45	714,07	31 061,82
5	E	1	61,66	3 011,00	73,00	160	0,0201	0,85	✓ 4,49	5 010,32	5 010,32
E	D	20	250,37	14 615,56	64,79	207	0,0337	2,07	✓ 18,07	822,73	31 884,55
4	D1	325	14,01	684,22	73,00	107	0,0090	0,43	✓ 2,00	6 496,35	6 496,35
D1	D	210	14,01	684,22	73,00	131	0,0135	0,29	✓ 0,71	343,07	6 839,42
D	C	516	264,38	15 299,78	65,22	207	0,0337	2,18	✗ 20,07	23 809,48	55 694,03
20	C	22	34,24	1 672,00	73,00	107	0,0090	1,06	✓ 11,28	5 570,73	5 570,73
C	B	336	298,62	16 971,78	66,12	207	0,0337	2,46	✗ 25,41	19 617,74	75 311,77
B	A	66	735,44	38 302,06	70,20	339	0,0903	2,26	✓ **14,08**	2 138,16	77 449,94
3	A	512	57,45	2 805,48	73,00	131	0,0135	1,18	✓ 10,89	17 829,91	17 829,91
A	Chaufferie	164	792,89	41 107,54	70,41	339	0,0903	2,44	✓ **16,07**	6 060,42	83 510,36
98	Chaufferie	1085	146,81	7 168,73	73,00	131	0,0123	3,32	✗ **66,93**	**83 510,36**	**83 510,36**

5.1.3.3 ALIMENTATION DES HUS EN SECOURS

En cas d'arrêt de livraison de chaleur aux HUS par le réseau de l'Esplanade, le réseau de l'Elsau peut alimenter les HUS, moyennant un débit complémentaire occasionnant une hauteur manométrique totale de 90mCE. On pourra ouvrir alors le réseau entre le NHC et les HUS, afin de bien équilibrer les débits.

5.1.3.4 CONCLUSION SUR L'INTERCONNEXION

Dans tous les cas, le fonctionnement simultané de la livraison d'énergie par la sous-station alimentée par l'Esplanade (centrale biomasse) et de la chaufferie de l'Elsau peut permettre une optimisation technique, environnementale et financière des énergies (biomasse/UIOM/gaz) : la chaleur de la centrale Strasbourg Biomasse peut donc être exportée en été vers l'intégralité du réseau Elsau, ce qui a son intérêt pendant la période transitoire d'arrêt de l'UIOM pour travaux (2016-2019).

5.1.3.5 CONCLUSION SUR LE PASSAGE EN BASSE PRESSION

D'après les calculs ci-dessus, le réseau principal de l'Elsau pourrait intrinsèquement être déclassé à un régime basse température / basse pression. Ce déclassement serait possible avec un investissement raisonnable (contrairement aux réseaux Hautepierre et Esplanade qui nécessiteraient des remplacements de réseau importants).

Toutefois, ce changement impliquera des modifications chez les abonnés. 90% de la centaine de points de livraison n'a pas d'échangeur, plus les pavillons non compris dans ce total. Si le réseau passe en basse pression, il faudra donc garder les sous-stations d'échange HP/BP, qui deviendront des sous-stations BP/BP, mais cela implique un fonctionnement des réseaux secondaires à une température plus faible qu'aujourd'hui. Or, les clients ont une température contractuelle de livraison de 80°C ; des discussions seraient à établir progressivement entre l'exploitant du réseau et chacun des abonnés pour étudier comment s'affranchir de ce seuil.

Une difficulté particulière tient à l'actuelle corrélation des températures de fonctionnement entre le réseau Elsau et el réseau interne aux HUS. Il y aurait donc nécessité pour les HUS d'investir eux-mêmes dans leurs installations pour les passer en BP : ce ne serait envisageable pour eux que si cela amène des gains économiques avérés. Or, la baisse des coûts d'exploitation serait limitée.

Le passage en basse pression doit donc être considéré comme une solution de long terme qui n'est pas intégrée en base. Elle pourrait être envisagée en option dans le cadre de la passation du futur contrat sur le périmètre Elsau (élargi ou non), comme cela a été le cas lors de la procédure de passation de la DSP Hautepierre (où cette option n'avait finalement pas été retenue par l'EMS).

5.2 Elsau et Esplanade restent "séparés"

5.2.1 Description et motivation du scénario

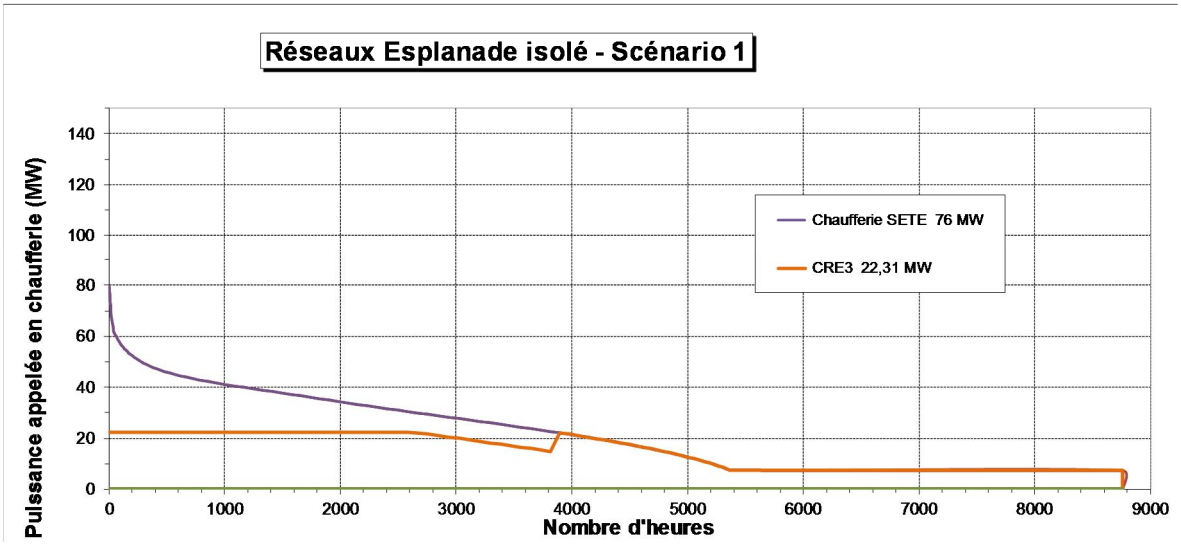
Dans ce schéma, nous mettons en cohérence la frontière technique avec la frontière contractuelle lors de la remise en concurrence les HUS, alimentées en pratique par Esplanade, sont affectées à ce réseau et pas à Elsau, ce qui permet de vérifier le taux ENR d'Elsau indépendamment des problématiques d'importation.

Dans ce système, le taux ENR d'Elsau pourrait (sous réserve comme on va le voir) être obtenu avec une seule source d'énergie, l'UIOM Senerval. L'avantage majeur est que les extensions Elsau deviendraient éligibles au Fonds Chaleur (ce qu'elles ne sont pas aujourd'hui à cause de la centrale CRE-3).

5.2.2 Fonctionnement de l'Esplanade

Le fonctionnement « indépendant » de l'Esplanade, y compris exportation, alimenté par la centrale biomasse (23MW) pour une proportion ENR estimée de 70%

Spécifications techniques des chaudières						Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mixité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	0	93%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Cogénération	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
CRE3	23	97%	22,31	EH	8497	130 352	69,6%	130 352	67,37%	-
Chaufferie SE	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Chaufferie SETE	76	100%	76	EH	3816	56 817	30,4%	63 130	32,63%	12 954
Extérieur	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
	99		98,31			187 170	100,0%	193 483	100%	12 954



Le taux ENR&R du réseau Esplanade serait ramené par les raccordements identifiés de 70% à près de 65%, restant nettement au-dessus du seuil de TVA. Le réseau Esplanade est donc serein de ce point de vue.

La puissance installée en chaufferie centrale, confortée par les 23MW d'importation, est insuffisante pour assurer une disponibilité suffisante de la chaleur, en prenant en charge les raccordements identifiés. Une

puissance de 14 MW est nécessaire et pourrait être mise en œuvre à la place de la chaudière de post combustion de la cogénération gaz, devenue inutile :

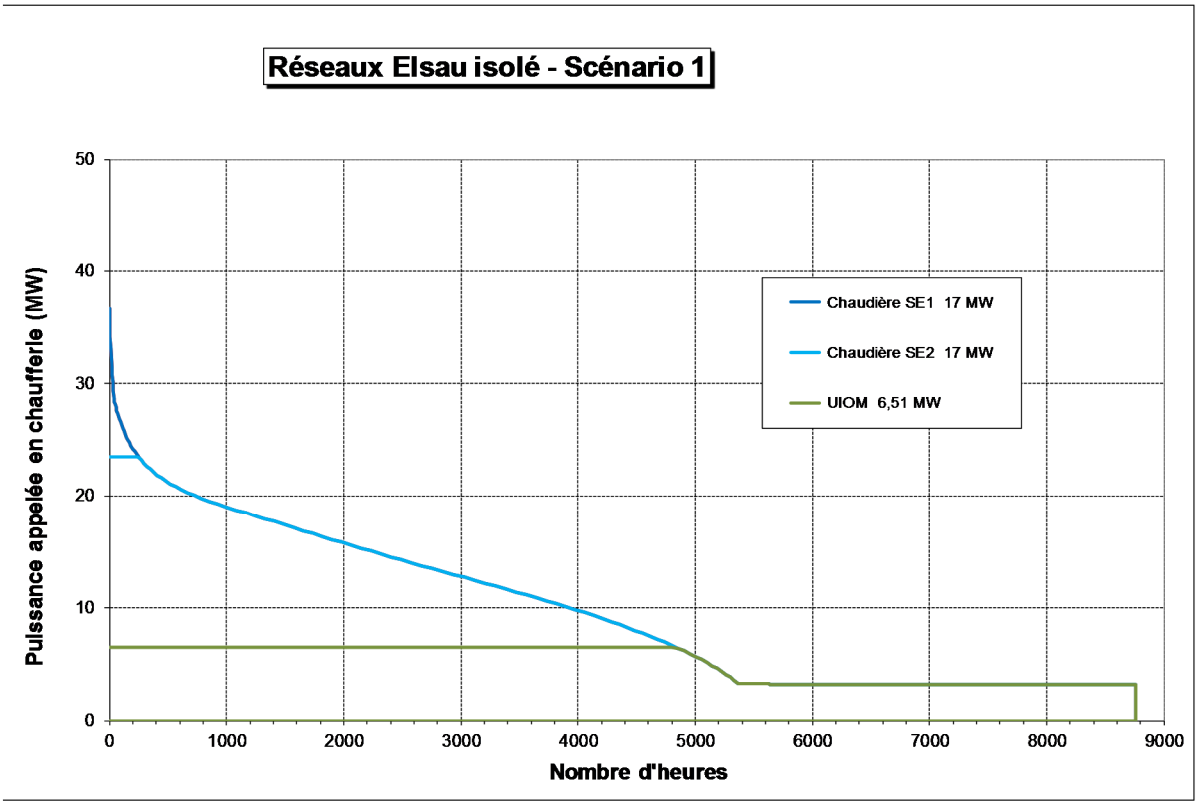
Libellé	Coût	Commentaires
14MW gaz à ESPLA	1 000 k€	A la place de la post combustion

5.2.3 Fonctionnement de l'Elsau

Le fonctionnement du réseau Elsau (hors HUS intégré dans l'Esplanade) est en pratique extrêmement dépendant de la bonne disponibilité, y compris en termes de puissance, de la chaleur en provenance de l'UIOM Senerval.

En effet, si la puissance échangeur de 7 MW est atteinte de manière régulière, on arrive à un taux ENR supérieur à 50% (ci-dessous 52,6% avec une puissance moyenne de 6,5 MW) :

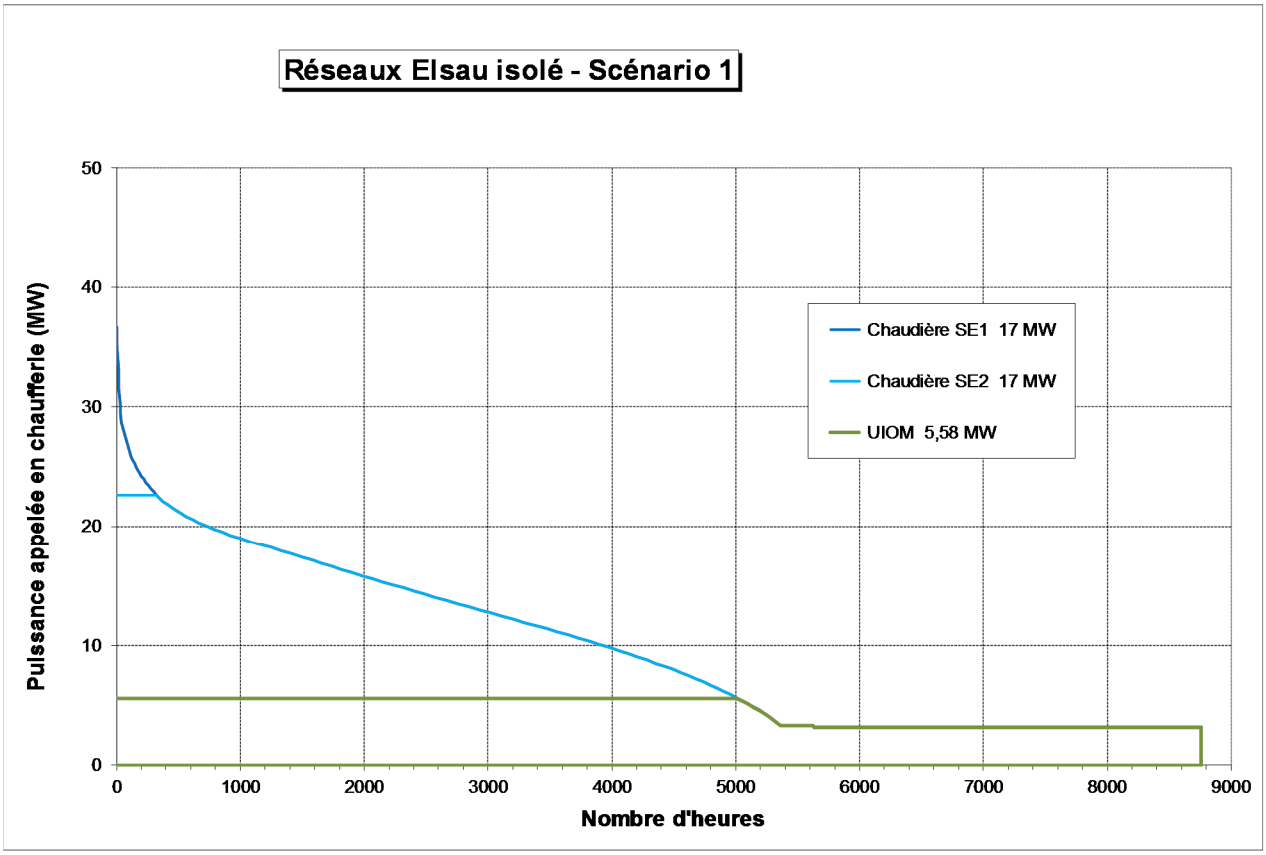
Spécifications techniques des chaudières						Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mixité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	7	93%	7	EH	8147	45 034	52,6%	45 034	49,98%	-
CRE3	0	97%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Chaudière SE1	17	100%	17	EH	237	770	0,9%	856	0,95%	176
Chaudière SE2	17	100%	17	EH	4795	39 798	46,5%	44 220	49,07%	9 074
Extérieur	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
	41		40,51			85 603	100%	90 110	100%	9 250



Mais si on ne dispose que d'une puissance inférieure à 6 MW, on arrive à un taux ENR inférieur à 50% (ci-dessous 47,3% avec une puissance moyenne de 5,6 MW) :

Spécifications techniques des chaudières						Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mixité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	6	93%	6	EH	8147	40 451	47,3%	40 451	44,64%	-
CRE3	0	97%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Chaudière SE1	17	100%	17	EH	323	1 038	1,2%	1 154	1,27%	237
Chaudière SE2	17	100%	17	EH	5007	44 113	51,5%	49 015	54,09%	10 058
Extérieur	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
	40		39,58			85 603	100%	90 619	100%	10 295

Pour une importation de 33 200 MWh, le total produit est de 118 803 Mwh et l'UIOM représente 34% du total.



Or, avant la suspension de l'alimentation SENERVAL (et dans une phase où les optimisations techniques n'étaient peut-être pas encore opérées), on était dans le second cas, avec une puissance réelle importée de 6 MW.

La solution est donc relativement fragile vis-à-vis du taux ENR, d'autant plus qu'elle impliquerait de devoir abandonner les raccordements sur le réseau Elsau : en effet la mixité ENR&R, avec les raccordements identifiés à terme, tombe à 49% (hypothèse espérée d'import SENERVAL) et 44% (hypothèse de fonctionnement SENERVAL constatée sur expérience antérieure).

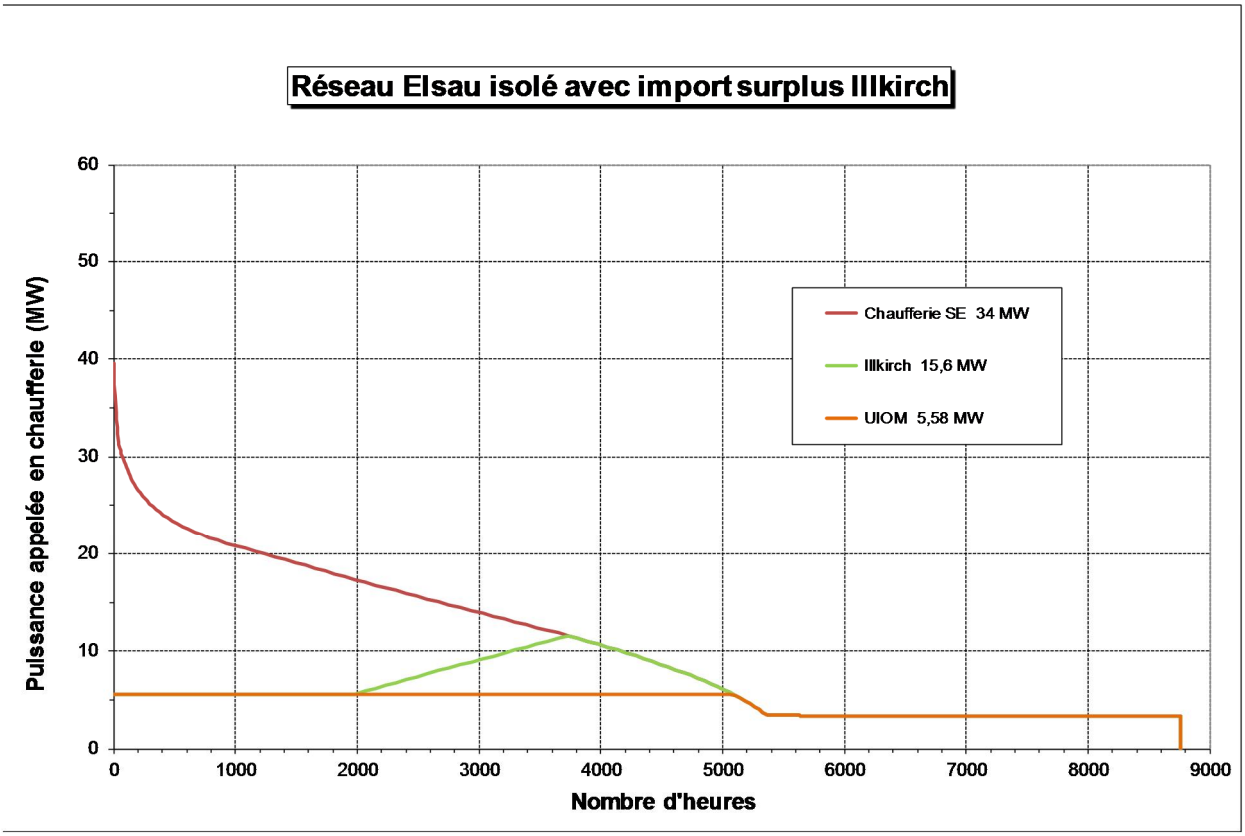
Enfin, avec ou sans la prise en charge des raccordements identifiés (Heyritz2, CG67 et MAM), il y a lieu de mettre en œuvre une puissance de secours afin d'assurer une disponibilité suffisante de la chaleur. Une puissance de 17 MW est nécessaire et pourrait être mise en œuvre à la place de la chaudière 3 initialement prévue :

Libellé	Coût	Commentaires
17 MW gaz à ELSAU	800 k€	Place prévue en chaufferie

5.2.4 Fonctionnement de l'Elsau avec import Illkirch

L'import du surplus Illkirch pourrait constituer une solution efficace pour la sécurisation ENR du réseau Elsau. En effet, même avec l'hypothèse basse de chaleur SENERVAL, et en incluant les extensions envisagées (donc avec les hypothèses les plus contraignantes), le taux ENR&R du système passe à 55%.

Spécifications techniques des chaudières						Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mxité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	6	93%	6	EH	8147	41 072	44,2%	41 072	41,57%	-
CRE3	0	97%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Chaufferie SE	34	100%	34	EH	3647	42 217	45,4%	46 908	47,48%	9 625
Chaufferie SETE	0	100%	0	EH	0	-	0,0%	-	0,00%	-
Illkirch	15,6	100%	15,6	EH	3074	9 733	10,5%	10 814	10,95%	1 162 835
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
0	0	0%	0	0	0	-	0,0%	-	0,00%	-
	55,6		55,18			93 022	100%	98 794	100%	1 172 460



Le défaut de ce schéma est qu'il dépend du calendrier d'Illkirch, qui ne sera pas prêt au redémarrage de Senerval. Si l'import débute à la rentrée 2020 (dans le planning actuel), son effet ne fera complètement sentir qu'en 2021.

Le passage à la TVA à taux réduit pourrait donc être retardé, sauf « béquille » transitoire du biogaz.

La problématique de la puissance nécessaire pour assurer une bonne disponibilité de la chaleur est inchangée avec l'apport d'Illkirch, cet apport n'étant pas disponible en plein hiver.

PS : selon les premiers éléments financiers obtenus, le coût de chaleur en sortie géothermie (selon négociation avec ÉS) serait supérieur au coût unitaire de la chaleur de SENERVAL amenée jusqu'en chaufferie Elsau, et au coût unitaire du gaz. Or, comme la distance de raccordement serait élevée (> 3 km), le réseau d'interconnexion ne sera pas financé juste par servir de secours. En conséquence, ce scénario 1 bis (« Elsau séparé avec import Illkirch) a été abandonné.

5.3 Elsau et Esplanade fusionnés

En fusionnant les périmètres des deux DSP actuelles et en utilisant la station d'interconnexion pour alimenter le réseau de l'Elsau sans le limiter aux HUS, la chaleur en provenance de la centrale biomasse pourra irriguer le réseau de l'Elsau quand celui de l'Esplanade n'enlèvera pas toute la puissance disponible.

Ce sont ainsi 3 000 MWh supplémentaires d'ENR qui pourraient être valorisés (en plus de ce qui pourrait être fait en gardant les 2 réseaux séparés : Elsau avec Senerval et Esplanade avec CRE3) portant le taux d'ENR de l'ensemble à 59%.

On peut aussi noter que même avec les développements identifiés, l'arrêt de SENERVAL laisse la centrale biomasse fournir à l'ensemble 51% d'ENR.

Les 2 réseaux ainsi liés, sous réserves :

- d'avoir modifié la station d'interconnexion en accord avec les Hôpitaux de Strasbourg,
- de mettre en place un contrôle/commande gérant efficacement les apports énergétiques et les réseaux,

constituent un formidable outil de valorisation des EnR (sans SENERVAL, il peut encore se développer tout en continuant à respecter les 50% minimaux d'EnR).

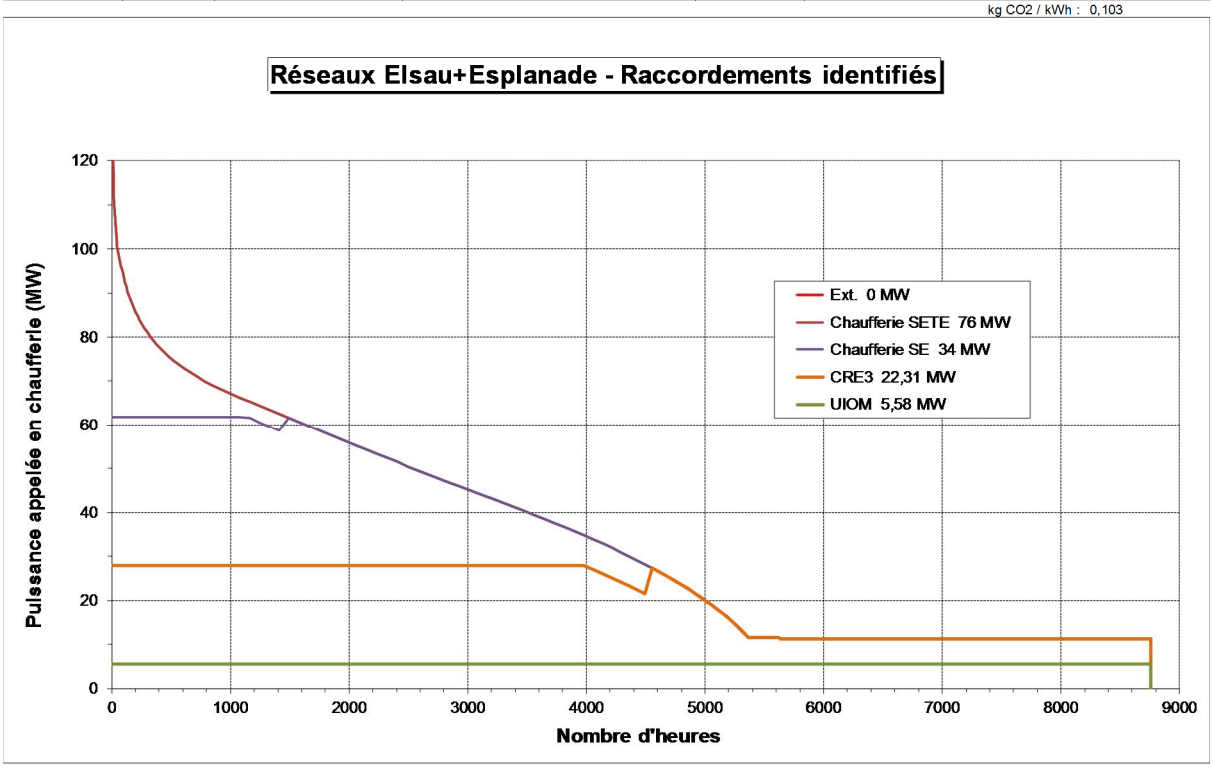
Cette fusion offrirait plusieurs avantages :

- Techniques, par
  - une meilleure valorisation des EnR en bases,
  - une mutualisation des secours présents dans les deux chaufferies de l'Esplanade et de l'Elsau,
- Financiers par
  - les économies techniques qu'elle permet,
  - l'unification du prix de la chaleur livrée qu'elle permettra,
- Juridique de par la simplification du montage, l'actuelle convention de cession de chaleur d'une DSP à l'autre ne pouvant pas être amendée pour permettre une bonne relation d'un délégataire à l'autre ;

L'ensemble ainsi interconnecté a un profil énergétique où les EnR sont à 59%, avec les raccordements identifiés pris en compte :

Spécifications techniques des chaudières							Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Rendement %	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mixité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	6	93%	5,58	EH	100%	8147	48 881	16%	48 881	15%	-
CRE3	23	97%	22,31	EH	100%	8497	131 139	43%	131 139	41%	-
Chaufferie SE	34	100%	34	EH	90%	4491	104 076	34%	115 640	37%	23 729
Chaufferie SETE	76	100%	76	EH	90%	1412	18 507	6%	20 564	7%	4 220
Ext.	0	100%	0	EH	90%	0	-	0%	-	0%	-
	139		137,89				302 603	100%	316 224	100%	27 949

kg CO2 / kWh : 0,103



Si on fixe un seuil bas de 55% de taux d'ENR, on peut raccorder un développement de 35 000 MWh complémentaire à ceux qui ont été identifiés.

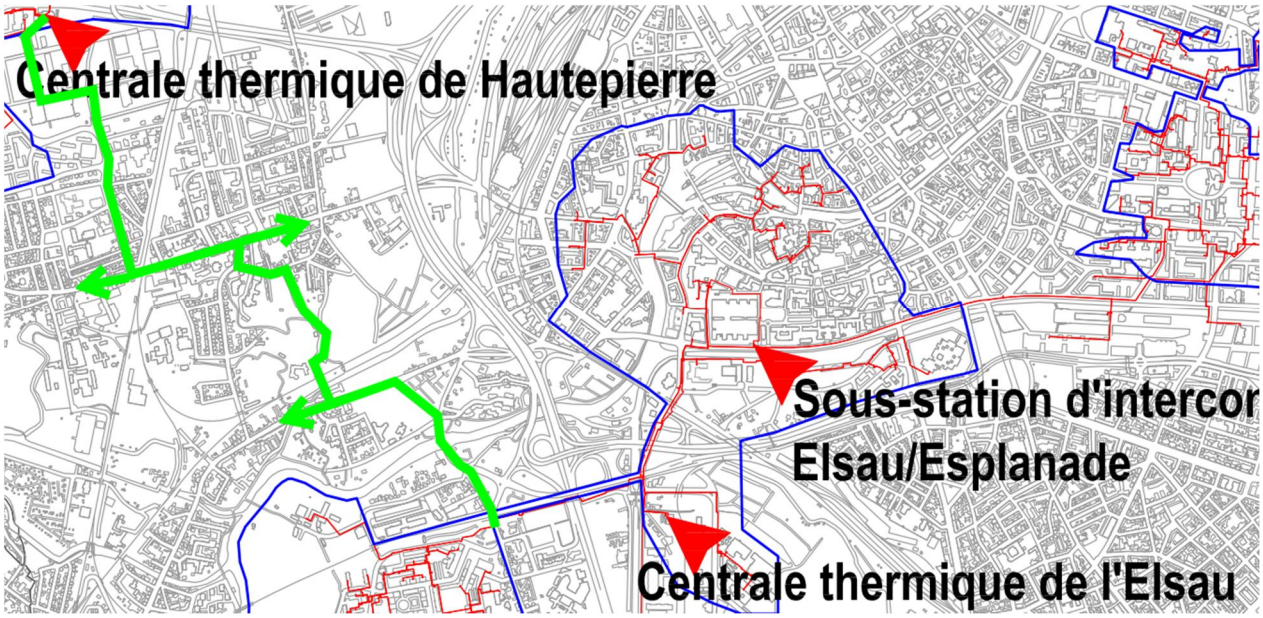
On notera que les quartiers Coop et Rives du Rhin représentent environ 11 500 MWh : ils pourront donc être pris en charge par le projet sans remettre en cause le taux d'EnR.

L'inconvénient majeur du scénario fusionné est que le réseau passerait au-dessus de 100 gCO2/kWh, donc serait moins intéressant pour les promoteurs : pour autant, comme les solutions alternatives (sur les quartiers Coop – Rives du Rhin) sont aussi au-dessus de 100 gCO2/kWh, il s'agit plus de la perte d'un avantage compétitif qu'un désavantage.

Enfin, la mutualisation des chaudières permet de n'avoir que 14MW de puissance à installer en complément pour assurer une bonne disponibilité de la chaleur en se limitant aux raccordements identifiés.

5.4 Interconnexion avec HAUTEPIERRE

Au vu du périmètre étudié, il peut être examiné l'intérêt d'interconnecter le réseau de Hautepierre avec celui de l'Elsau.



Cette interconnexion (3600m) a plusieurs intérêts :

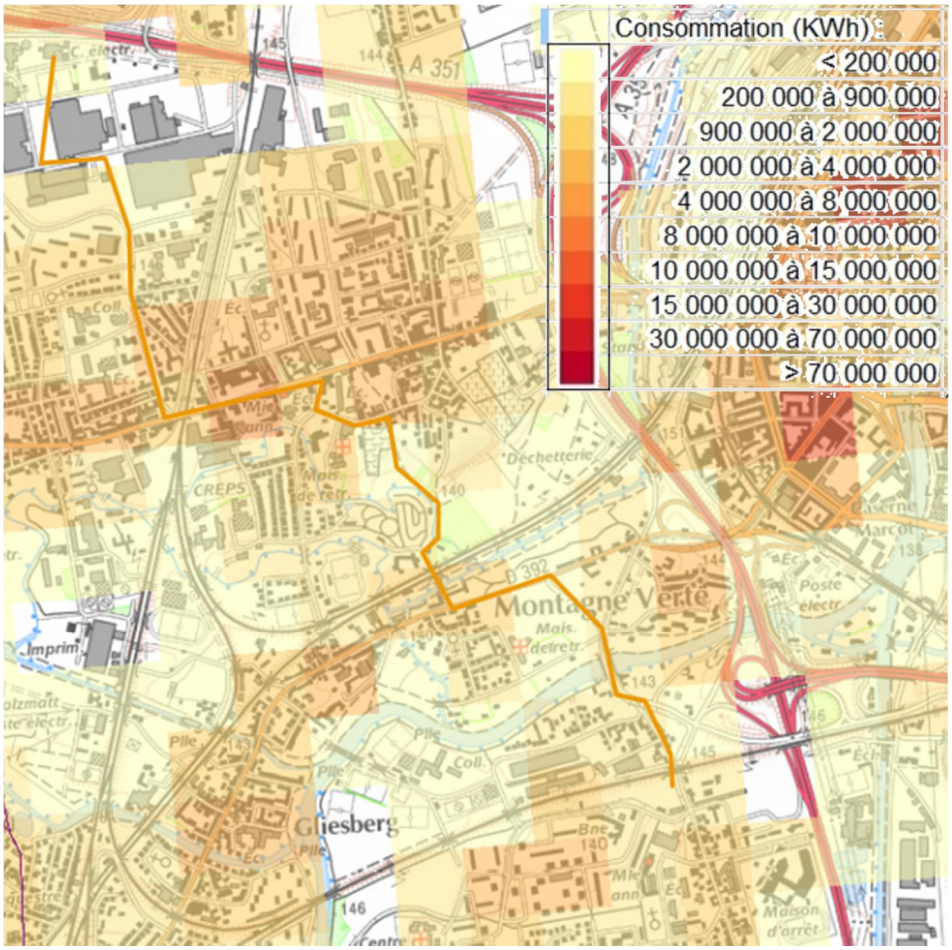
- Elle fiabilise la production de chaleur du réseau de l'Elsau ; la centrale de Hautepierre dispose en effet d'une surpuissance de l'ordre de 60MW, sans tenir compte de l'apport éventuel de la géothermie.
- Elle permettrait de proposer la fourniture d'une énergie renouvelable aux quartiers desservis, route des Romains et route de Schirmeck

Les investissements pour ces développements sont estimés à :

Libellé	Coût	Commentaires
Interconnexion H-ES	6 340 k€	3600m, 30MW, DT40, V=2m/s DN 350 1,5k€/ml + station interconnexion + station départ Hautepierre

L'analyse de la "carte nationale de consommation de chaleur et de froid", qui donne les besoins de chaleur pour le chauffage sur des dalles de 200m de côté, le long de ce projet d'interconnexion, montre une **densité de besoin route des Romains et route de Schirmeck**.

Notamment, le carré au voisinage de la mairie annexe de Koenigshoffen affiche des besoins entre 4 et 8 GWh :



Un départ spécifique de la centrale de Hautepierre, avec un échangeur (Hautepierre étant en haute pression / haute température) est nécessaire.

Une puissance de 30 MW à transporter, correspondant à la puissance nécessaire pour alimenter de manière sécurisée la puissance totale appelée à terme (voir paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, page **Erreur ! Signet non défini.**)

Trois voies ferrées, un ruisseau et une rivière sont à traverser. Une connexion au réseau au niveau de la rue de l' Unterelsau est suffisante car aller jusqu'à la chaufferie serait plus long et nécessiterait de traverser une autoroute et un canal,

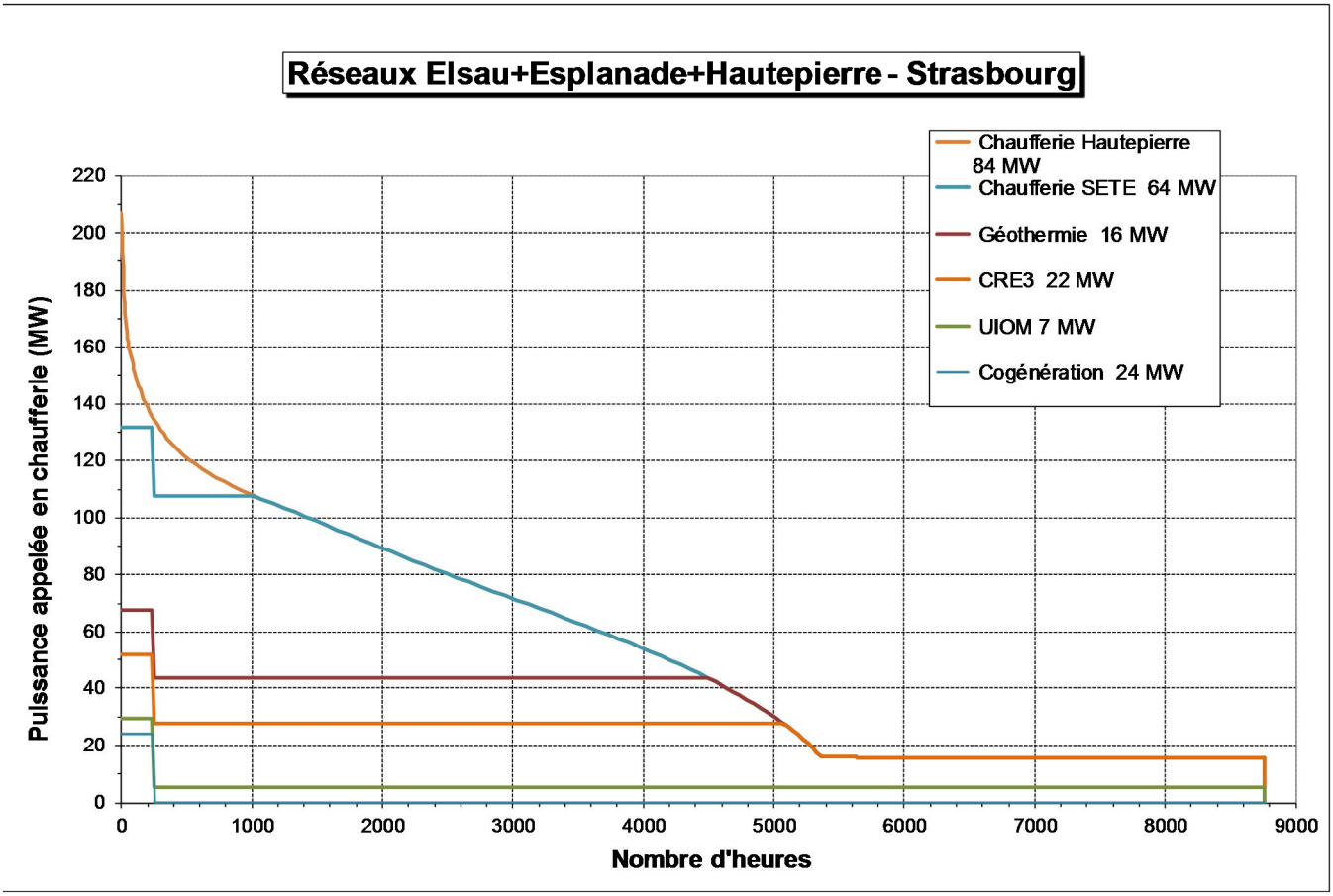
Le point de connexion a été choisi pour optimiser l'investissement en s'appuyant au maximum sur le réseau Elsau existant sans devoir agrandir les diamètres : à l'Ouest de ce point, environ 15 MW de puissance appelée laissent ainsi 15 MW pour alimenter le réseau à l'Est du point de connexion.

Des économies d'exploitation sont à prendre en compte. En effet, la chaufferie de l'Elsau (2 x 17MW) ne serait plus sollicitée qu'en cas de très grand froid et en en cas d'indisponibilité d'une chaudière de Hautepierre ou de l'Esplanade.

Une estimation de cette économie annuelle s'élève à : 350 k€/an

En fusionnant les périmètres des trois DSP actuelles et en utilisant la station d'interconnexion pour alimenter le réseau de l'Elsau sans le limiter aux HUS, le total ainsi formé, en interconnectant Hautepierre à l'Elsau, est alimenté par les trois ENR (centrale de cogénération biomasse, UIOM et géothermie) à un taux global de 58% en prenant en compte les raccordements identifiés (voir paragraphe 3.2).

Spécifications techniques des chaudières						Quantités d'énergie produites et consommées				
Chaudières	Puissance PN MW	Disponibilité %	Puissance ap. dispo MW	Fonction été / hiver	Heures de fonctionnement	Production sortie chaudière MWh	Mixité tête réseau	Consommation entrée chaudière MWh PCI	Mixité sur comb. PCI	CO2 émis tonnes
UIOM	6	93%	6	EH	8147	48 881	10,33%	48 881	9,88%	-
Cogénération	24	100%	24	EH	250	5 911	1,25%	5 911	1,20%	1 213
CRE3	22	100%	22	EH	8760	150 364	31,77%	150 364	30,41%	-
Géothermie	16	100%	16	EH	5055	76 834	16,24%	76 834	15,54%	-
aufferie Hautepie	84	100%	84	EH	999	13 272	2,80%	14 746	2,98%	3 026
Chaufferie SE	34	100%	34	EH	0	-	0,00%	-	0,00%	-
Chaufferie SETE	64	100%	64	EH	4491	177 986	37,61%	197 763	39,99%	40 581
0	0	0%	0	0	0	-	0,00%	-	0,00%	-
	250		249,58			473 247	100%	494 498	100%	44 820



Il conviendra de faire attention aux priorités des énergies importées : en été elles couvriraient 2 fois plus que les besoins.

Si on fixe un seuil bas de 55% de taux d'ENR, on peut raccorder un développement de 35 000 MWh complémentaire à ceux qui ont été identifiés, une marge quasiment équivalente à celle du scénario Elsau-Esplanade (mais valable sur un périmètre plus large). Là encore, les quartiers Coop et Rives du Rhin (environ 11 500 MWh) peuvent être en charge par le projet sans problème.

5.5 Analyse environnementale

Le taux de couverture ENR va en baissant au fur et à mesure des raccordements de nouveaux abonnés.

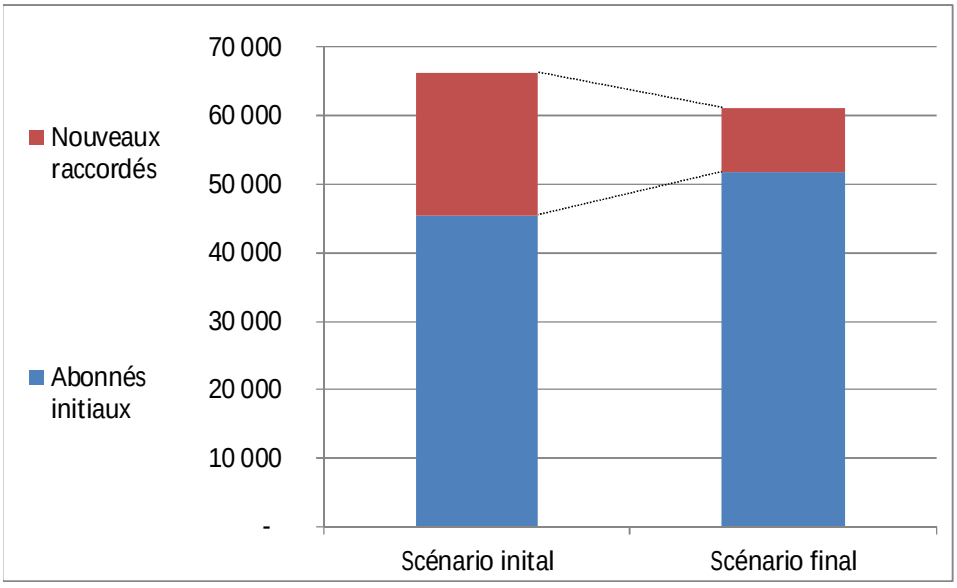
D'autre part, les nouveaux abonnés, considérés comme initialement au gaz, vont profiter de leur raccordement pour faire baisser leur taux d'émission de CO2.

Les tableaux et graphe ci-après montrent ces évolutions et démontrent que globalement le gain est de 5 000 tonnes de CO2 par an soit une baisse de 8% :

MWh/an	Scénario inital	Scénario final
Abonnés initiaux	398 835	398 835
Nouveaux raccordés	71 850	71 850

Taux EnR	Scénario inital	Scénario final
Abonnés initiaux	60%	55%
Nouveaux raccordés	0%	55%

tonnes CO2/an	Scénario inital	Scénario final
Abonnés initiaux	45 534	51 852
Nouveaux raccordés	20 765	9 341
Total	66 299	61 193
écart :	5105	8%



Cela signifie que, même si le taux ENR du réseau est en baisse lorsqu'on développe le réseau de chaleur, les émissions globales de CO2 diminuent du fait des gains réalisés par la substitution d'énergies fossiles chez les nouveaux abonnés raccordées.

6 ANALYSE CONTRACTUELLE

6.1 Intérêt de la rupture anticipée des contrats actuels

L'hypothèse intégrée à la demande de l'EMS dans l'analyse économique (chapitre 7) est celle d'une rupture anticipée des contrats Elsau et Esplanade, en 2019 au lieu de 2022, afin de les remettre en concurrence dès à présent.

L'Eurométropole peut se le permettre parce qu'elle bénéficie d'une clause négociée à l'origine de manière très favorable dans les actuels contrats de délégation de service public : le bénéfice prévisionnel du délégataire, qui donne droit pour ce dernier à indemnisation du préjudice, est encadré de manière stricte puisque le bénéfice est plafonné à 5% du tarif R2, soit environ 2% du chiffre d'affaires global. Ce type de clause est souvent plus dissuasive et laisse moins de liberté aux autorités délégantes de pratiquer la résiliation anticipée.

Cette dernière doit toutefois être considérée avec précaution dans la mesure où les contrats remis en concurrence sont bâtis sur des imports de chaleur ENR&R avec peu de recul sur leur fonctionnement (ceci étant d'autant plus vrai avec l'arrêt actuel de l'UIOM).

Le gain effectif lié à la rupture anticipée – qui devra compenser l'indemnité de rupture versée aux délégataires actuels même si celle-ci est encadrée – sera lié à l'intensité de la concurrence lors de la passation du futur contrat.

La conjoncture économique est un élément important, en particulier le prix du gaz actuellement bas où que l'impact de l'augmentation de la TICGN prévu dans la loi sur la transition énergétique n'a pas encore eu un plein effet dissuasif. Il établit en effet une concurrence vis-à-vis de la réussite de la signature des polices d'abonnement vis-à-vis des abonnés existants ou potentiels du chauffage urbain, et donc un risque que les candidats ne manqueront pas de répercuter dans leurs prix.

La matrice AFOM de choix liée à cette rupture anticipée est présentée ci-dessous.

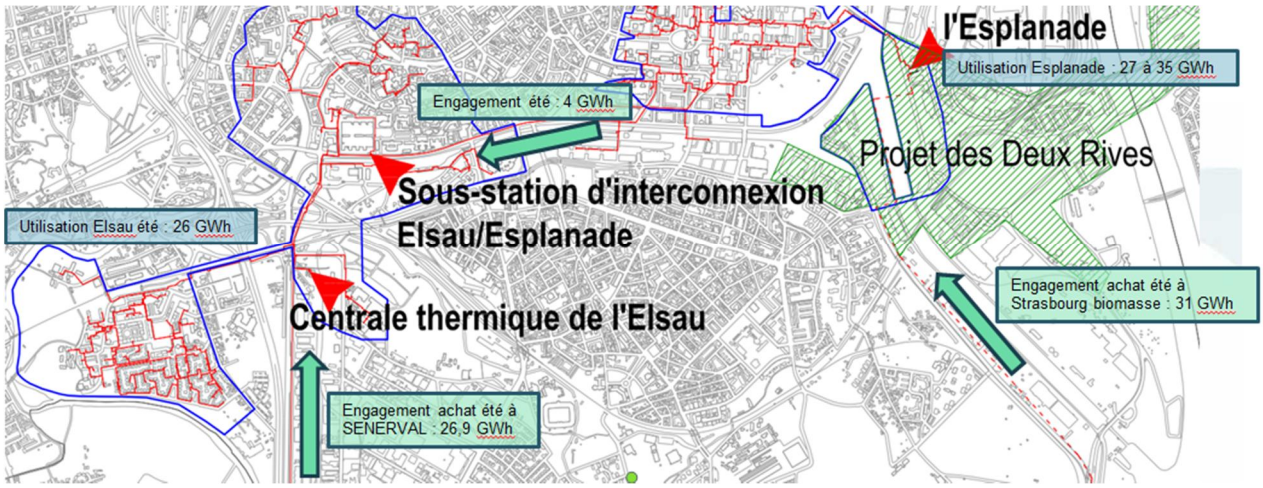
Rupture anticipée en 2019 au lieu de 2022 ?	
Atouts	**Faiblesses**
Clause contractuelle favorable à la résiliation anticipée, car l'indemnisation du préjudice du délégataire est limitée à 5% du tarif R2 (soit 2% du tarif global)	Hypothèses non stabilisées : retour d'expérience limité sur la vérification technique et contractuelle des achats de chaleur structurants (mise en service récente de la centrale biomasse, UIOM non redémarrée et n'ayant jamais fonctionné sur une année pleine)
Opportunités	**Menaces**
Remise en concurrence permettant de faire baisser les prix	Risque de perte d'abonnés attirés par un raisonnement économique à court terme (si prix du gaz encore bas en 2019 ; effet encore limité de l'augmentation des taxes)

6.2 Problématiques liées aux conventions d'achat

Le système contractuel actuel repose sur trois conventions multipartites :

- Une convention d'achat de chaleur de SETE (délégataire Esplanade) à Strasbourg Biomasse
- Une convention d'achat de chaleur de SE (délégataire Elsau) à SENERVAL (exploitant UVE)
- Un traité particulier d'interconnexion (TPI), ayant fait l'objet de 2 avenants, entre SE et SETE

Les engagements pris dans le cadre de ces conventions sont rappelés ci-dessous et mis en perspective avec les utilisations de chaleur respectives (consommations + pertes internes) des réseaux Elsau et Esplanade.



Dans la mesure où les engagements « hiver » sont corrigés des DJU, le risque des preneurs est limité en la matière : ces engagements sont couverts par les projections de consommation indiquées au 7.1, donc y compris avec baisse des consommations dues aux économies d'énergies (sauf bien sûr risque de déraccordement important d'abonnés).

Nous mettons ici en évidence la problématique des engagements « été », qu'il ne faut pas négliger, notamment parce que l'été (avril-octobre) couvre la mi-saison et que les effets climatiques n'y sont pas négligeables, sans être pris en compte dans les conventions.

Nous attirons l'attention de l'EMS sur le fait que l'engagement pris sur le réseau Elsau d'acheter (c'est-à-dire de payer quoi qu'il arrive) 26 900 MWh à SENERVAL (malgré 21 jours de maintenance programmée prévus contractuellement) n'est pas si facile à atteindre.

De surcroît, la consommation des HUS est nécessaire pour tenir à la fois les engagements d'achat pris à Elsau et à Esplanade : il faut alimenter les HUS par l'une ou l'autre source selon les mois / conditions climatiques (ce qui est le fonctionnement actuellement).

Si on gardait deux délégations séparées, l'Eurométropole devrait auparavant (avant mise en concurrence des contrats) :

- « affecter » les HUS à un des contrats (choix relativement arbitraire)
- définir les conditions de cession de chaleur entre Elsau et Esplanade (anticiper l'équivalent du TPI actuel)
- gérer les implications contractuelles des conditions de cession entre Elsau et Esplanade sur les conventions d'achat à SENERVAL et à Strasbourg Biomasse

Le premier choix (l'affectation des HUS) s'annonce difficile politiquement pour l'Eurométropole : il faudrait le justifier auprès des abonnés des réseaux car il modifie l'équilibre de prix entre Elsau et Esplanade. Aujourd'hui, les HUS soient fournis majoritairement en chaleur par le réseau Esplanade même s'ils sont clients du contrat Elsau ; dans nos simulations du présent schéma directeur, nous les rattachons à Esplanade mais c'est également arbitraire car ils sont géographiquement plus proches d'Elsau. De toute manière, les HUS doivent rester alimentés par les deux sources (obligation d'un établissement de santé) , et ils le sont en pratique.

Si l'exploitant des deux réseaux est la même structure (ce que l'on ne peut pas garantir en passant deux contrats séparés), le système peut bien fonctionner avec cette interconnexion. Mais dans le cas inverse, avec deux acteurs différents à Elsau et à Esplanade, nous alertons l'Eurométropole sur un fort risque d'imbroglio sur les clauses d'engagement et de pénalité des conventions d'achat, avec comme « nœud » l'alimentation des HUS.

L'analyse contractuelle plaide donc pour une forte recommandation à l'Eurométropole de fusionner les contrats Elsau et Esplanade, car ils sont très liés non seulement techniquement mais également du point de vue des engagements contractuels.

7 ANALYSE ÉCONOMIQUE

7.1 Hypothèses de base : consommations

La projection des consommations a été réalisée sur la base des projets de réhabilitation des bâtiments existants issus des questionnaires et des analyses développées au chapitre 2.3. En particulier, elle tient compte des réhabilitations et démolitions importantes de CUS Habitat sur le quartier Elsau et sur les deux mailles résiduelles du quartier Hautepierre entre 2021 et 2025.

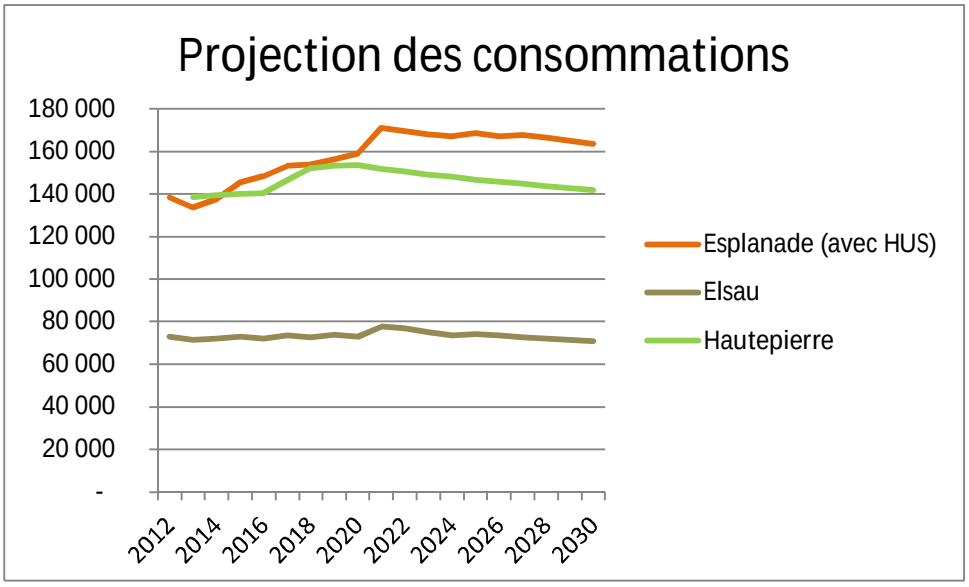
Pour les abonnés n'ayant pas répondu aux questionnaires et sur lequel aucune donnée n'était disponible, une hypothèse de décroissance continue de la demande (1%/an) a été prise. En particulier, cette diminution a été considérée jusqu'à la fin des contrats, ce qui est une hypothèse plutôt défavorable (on pourrait en effet arguer que des petits programmes non connus aujourd'hui participeront au développement au fil de l'eau comme c'est le cas actuellement).

Les nouveaux raccordements considérés sur le futur contrat sont ceux qui ont été détaillés aux chapitres 3.2.2 et 3.2.3.

Le quartier Coop – Rives du Rhin n'est pas donc pas inclus à ce stade (voir 3.4) : il peut être considéré comme une hypothèse de réserve complémentaire, qui pourrait compenser une autre hypothèse envisageable, à savoir un constat de réduction forte des consommations des copropriétés de l'Esplanade (voir chapitre 2.3.3).

Il est important de noter qu'afin de sécuriser l'EMS, une stratégie de prudence a été adoptée au niveau des hypothèses climatiques :

- les calculs techniques du chapitre 5 (pour s'assurer des mixités énergétiques et des besoins de puissance) ont été établis sur des hivers correspondant aux moyennes trentenaires ;
- les calculs économiques du présent chapitre ont été réalisés sur des hivers plus doux (à rigueur 90%), hivers plus fréquents aujourd'hui avec le réchauffement climatique. Le graphique ci-dessous traduit ces hypothèses de consommation intégrées aux comptes d'exploitation prévisionnels.



7.2 Investissements pris en compte

7.2.1 Investissements liés au contrat actuel et à sa résiliation

Les investissements liés aux contrats actuels et à leur résiliation sont de plusieurs ordres. L'article 91 des contrats de concession encadre le montant des indemnités dues au concessionnaire et mentionne en particulier :

- Les modalités de calcul d'une indemnité déterminée sur la base des résultats des cinq derniers exercices et plafonnée à 5% des redevances R2, hors amortissement multipliée par le nombre d'exercices restant à courir jusqu'à l'échéance prévue de la convention ;
- Le cas échéant les frais de résiliation anticipée des emprunts en cours ;
- La valeur résiduelle non amortie des immobilisations ;
- Le principe d'une substitution du Concessionnaire par l'autorité délégante comme preneur du contrat de crédit-bail.

Sur la base de ces éléments, il est possible d'estimer le montant des investissements liés au contrat actuel de la manière suivante :

k€	ELSAU 30/06/2019	ESPLANADE 30/06/2019
Crédit Bail	1 167	995
Valeur non amortie des investissements*	1 469	664
Emprunts	-	-
Indemnité	503	405
Investissements à réaliser	160	-
TOTAL	**3 299**	**2 064**

**Estimée sur la base des immobilisations telles que présentées dans les rapports annuels du délégataires à l'issue de la saison 2015/2016*

Rappelons la différence de valeur résiduelle selon que les raccordements Citadelle 1 et Starlette 1 (correspondant aux raccordements des premières tranches de ces quartiers réalisés pendant que la SETE est délégataire du réseau Elsau) sont plus ou moins pris en charge par le délégataire (voir chapitre 3.3)

7.2.2 Investissements liés au futur contrat

Les investissements inclus comprennent le raccordement des bâtiments prévus au 3.2.2 et 3.2.3.

Ils n'incluent pas d'investissement de passage en basse pression (voir 5.1.3)

Des investissements de sécurisation pourraient être opérés. En effet, les puissances de générateurs et d'importation d'ENR sont telles que, selon le mode de regroupement (physique) de réseau et le scénario de développement, des puissances de production de secours seraient à installer pour faire face à une défaillance de la plus grosse puissance qui laisserait le réseau correspondant ne pouvant pas couvrir la puissance demandée un certain nombre d'heures par an (pour une climatologie moyenne). Le réseau d'Elsau est en effet très limité en secours depuis l'arrêt de la cogénération.

Les investissements fondamentaux pour faire face aux puissances de secours nécessaires sont de :

Libellé	Coût	Commentaires
17 MW gaz à Elsau	760 k€	Place prévue en chaufferie
14 MW gaz à Esplanade	1 000 k€	A la place de la post combustion

Dans le scénario de séparation des réseaux, l'investissement de puissance complémentaire en chaufferie est nécessaire à Elsau et sécurisant à Esplanade (occurrence du défaut de puissance uniquement en extrême pointe).

Dans le scénario d'interconnexion des réseaux, l'investissement de puissance complémentaire serait uniquement sécurisant ; il serait alors réalisé sur le réseau Elsau, car la place y est prévue en chaufferie sans nécessiter d'investissement de génie civil. Pour autant, compte tenu des dernières projections annoncées du NPNRU, cette sécurisation n'aurait plus de sens après quelques années, ce qui ne suffirait pas à le justifier, d'autant plus que les marges de manœuvre économiques seraient encore plus réduites.

7.3 Comptes d'exploitation

Les perspectives de prix présentées ci-dessous reprennent comme hypothèses les scénarii décrits plus haut, et notamment le rachat anticipé en 2019 des deux concessions Elsau et Esplanade.

En complément, le prix du gaz retenu pour les simulations économiques est PEG Nord = 21,50 € / MWh afin de faciliter les comparaisons avec les discussions actuellement en cours sur les projets de géothermie. La durée des contrats retenue est de 15 ans, à compter de mi-2019 et il est admis que l'ensemble des investissements est amorti à l'échéance de ce contrat.

Dans le scénario du maintien de deux réseaux séparés, le prix de vente moyen estimé de la chaleur est le suivant :

	ELS	ESP - H1	ESP - H2
Investissements (€)	5 860 678	6 798 935	8 794 460
Volumes (MWh)	1 093 524	2 394 526	2 394 526
Prix (€HT/MWh)	**80,47**	**67,38**	**68,78**

Il est important de mentionner que la différence de coût entre Esplanade et Elsau résulte en partie du choix arbitraire de l'affectation intégrale des HUS au réseau Esplanade qui les fournissent majoritairement (alors qu'ils sont aujourd'hui à Elsau).

Sur le réseau de l'Esplanade, l'hypothèse n°1 correspond à la prise en charge par le délégataire des seuls investissements relatifs au réseau primaire et à la sous-station HP/BP sur les projets Starlette et Citadelle, le réseau secondaire étant à la charge de l'aménageur.

L'hypothèse n°2 retient quant à elle la prise en charge par le délégataire des investissements relatifs au réseau primaire et à la sous-station HP/BP mais également au réseau secondaire sur ces mêmes projets Starlette et Citadelle.

Les comptes d'exploitation prévisionnels associés à ces estimations tarifaires sont présentés ci-après.

Comptes d'exploitation du réseau ELSAU

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements	k€	4 059		702				1 100								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1	k€	2 780	2 752	2 923	2 896	2 832	2 768	2 790	2 765	2 741	2 717	2 693	2 669	2 646	2 623	2 600
Recettes R2	k€	3 158	3 127	3 321	3 290	3 217	3 145	3 170	3 142	3 114	3 086	3 059	3 032	3 006	2 979	2 953
Total Recettes	**k€**	**5 938**	**5 879**	**6 244**	**6 187**	**6 049**	**5 914**	**5 960**	**5 907**	**5 855**	**5 803**	**5 752**	**5 702**	**5 651**	**5 602**	**5 553**
Volumes	MWh	73 790	73 063	77 594	76 882	75 177	73 489	74 061	73 406	72 758	72 117	71 482	70 854	70 231	69 615	69 005
Prix moyen	€ HT /MWh	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47	80,47
Charge Gaz	k€	-1 473	-1 535	-1 630	-1 615	-1 579	-1 544	-1 556	-1 542	-1 529	-1 515	-1 502	-1 489	-1 475	-1 463	-1 450
Charge Variable Senerval	k€	-1 120	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109	-1 109
Charge CRE3 - variable	k€															
Charge CO2	k€	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65	-65
Charges R1	**k€**	**-2 658**	**-2 709**	**-2 804**	**-2 789**	**-2 754**	**-2 718**	**-2 730**	**-2 716**	**-2 703**	**-2 689**	**-2 676**	**-2 663**	**-2 650**	**-2 637**	**-2 624**
Utilités	k€	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232	-232
Services extérieurs / fournitures	k€	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264	-264
MàD Personnel	k€	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290	-290
Impôts taxes frais adm	k€	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381	-381
R2 Senerval	k€	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522
R2 CRE3	k€															
Redevance liaison CRE3	k€															
Frais de structure	k€	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420	-420
GER	k€	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445	-445
Dotations aux ammortissements	k€	-271	-271	-325	-325	-325	-325	-447	-447	-447	-447	-447	-447	-447	-447	-447
Frais financiers	k€	-162	-154	-174	-163	-153	-141	-173	-157	-140	-122	-104	-85	-65	-44	-22
Charges R2	**k€**	**-2 987**	**-2 979**	**-3 053**	**-3 042**	**-3 031**	**-3 020**	**-3 174**	**-3 158**	**-3 141**	**-3 123**	**-3 105**	**-3 086**	**-3 066**	**-3 045**	**-3 023**
RCAI	**k€**	**293**	**191**	**387**	**355**	**265**	**175**	**55**	**32**	**11**	**-9**	**-29**	**-47**	**-64**	**-80**	**-95**

Comptes d'exploitation du réseau ESPLANADE – Hypothèse n°1.

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements	k€	3 899		2 900												
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1	k€	6 551	6 488	6 980	6 816	6 653	6 512	6 574	6 515	6 541	6 483	6 425	6 368	6 312	6 256	6 200
Recettes R2	k€	4 271	4 229	4 551	4 444	4 337	4 245	4 286	4 247	4 264	4 226	4 189	4 151	4 115	4 078	4 042
Total Recettes	**k€**	**10 821**	**10 717**	**11 531**	**11 260**	**10 990**	**10 757**	**10 860**	**10 762**	**10 806**	**10 709**	**10 614**	**10 520**	**10 426**	**10 334**	**10 242**
Volumes	MWh	160 595	159 045	171 128	167 109	163 106	159 842	161 168	159 708	160 366	158 936	157 520	156 118	154 731	153 357	151 997
Prix moyen	€ HT /MWh	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38	67,38
Charge Gaz	k€	-2 533	-2 508	-2 699	-2 635	-2 572	-2 518	-2 542	-2 519	-2 529	-2 506	-2 484	-2 462	-2 440	-2 418	-2 397
Charge Variable Senerval	k€															
Charge CRE3 - variable	k€	-3 874	-3 837	-4 128	-4 031	-3 935	-3851	-3 888	-3 853	-3 869	-3 834	-3 800	-3 766	-3 733	-3 699	-3 667
Charge CO2	k€	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93
Charges R1	**k€**	**-6 499**	**-6 438**	**-6 920**	**-6 759**	**-6 600**	**-6 461**	**-6 522**	**-6 464**	**-6 490**	**-6 433**	**-6 377**	**-6 321**	**-6 265**	**-6 211**	**-6 156**
Utilités	k€	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249
Services extérieurs / fournitures	k€	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223
MàD Personnel	k€	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485
Impôts taxes frais adm	k€	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436
R2 Senerval	k€															
R2 CRE3	k€	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3	k€	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Frais de structure	k€	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680
GER	k€	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465
Dotations aux ammortissements	k€	-260	-260	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483	-483
Frais financiers	k€	-156	-148	-256	-241	-225	-208	-191	-173	-154	-134	-114	-93	-71	-48	-25
Charges R2	**k€**	**-3 969**	**-3 961**	**-4 292**	**-4 277**	**-4 261**	**-4 244**	**-4 227**	**-4 209**	**-4 190**	**-4 171**	**-4 150**	**-4 129**	**-4 107**	**-4 085**	**-4 061**
RCAI	**k€**	**353**	**318**	**319**	**224**	**130**	**51**	**111**	**89**	**125**	**106**	**87**	**69**	**53**	**38**	**25**

Comptes d'exploitation du réseau ESPLANADE – Hypothèse n°2.

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements	k€	4 564	665	3 565												
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1	k€	6 576	6 513	7 008	6 843	6 679	6 537	6 600	6 540	6 567	6 508	6 450	6 393	6 336	6 280	6 224
Recettes R2	k€	4 469	4 426	4 762	4 650	4 539	4 443	4 485	4 444	4 463	4 423	4 384	4 345	4 306	4 268	4 230
Total Recettes	**k€**	**11 045**	**10 939**	**11 770**	**11 493**	**11 218**	**10 980**	**11 085**	**10 984**	**11 030**	**10 931**	**10 834**	**10 737**	**10 642**	**10 548**	**10 454**
Volumes	MWh	160 595	159 045	171 128	167 109	163 106	159 642	161 168	159 708	160 366	158 936	157 520	156 118	154 731	153 357	151 997
Prix moyen	€ HT /MWh	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78	68,78
Charge Gaz	k€	-2 533	-2 508	-2 699	-2 635	-2 572	-2 518	-2 542	-2 519	-2 529	-2 506	-2 484	-2 462	-2 440	-2 418	-2 397
Charge Variable Senerval	k€															
Charge CRE3 - variable	k€	-3 874	-3 837	-4 128	-4 031	-3 935	-3 851	-3 888	-3 853	-3 869	-3 834	-3800	-3766	-3 733	-3 699	-3 667
Charge CO2	k€	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93	-93
Charges R1	**k€**	**-6 499**	**-6 438**	**-6 920**	**-6 759**	**-6 600**	**-6 461**	**-6 522**	**-6 464**	**-6 490**	**-6 433**	**-6 377**	**-6 321**	**-6 265**	**-6 211**	**-6 156**
Utilités	k€	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249	-249
Services extérieurs / fournitures	k€	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223	-223
MàD Personnel	k€	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485	-485
Impots taxes frais adm	k€	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436	-436
R2 Senerval	k€															
R2 CRE3	k€	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3	k€	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Frais de structure	k€	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680	-680
GER	k€	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465	-465
Dotations aux ammortissements	k€	-304	-352	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626	-626
Frais financiers	k€	-183	-200	-332	-312	-291	-269	-247	-224	-199	-174	-148	-121	-92	-63	-32
Charges R2	**k€**	**-4 040**	**-4 105**	**-4 511**	**-4 491**	**-4 470**	**-4 449**	**-4 426**	**-4 403**	**-4 379**	**-4 353**	**-4 327**	**-4 300**	**-4 271**	**-4 242**	**-4 211**
RCAI	**k€**	**506**	**396**	**339**	**243**	**148**	**70**	**136**	**117**	**161**	**145**	**130**	**117**	**105**	**95**	**86**

Dans l'hypothèse d'un regroupement des réseaux ELSAU et ESPLANADE au sein d'une unique délégation de service public, les prix estimés sont les suivants :

	ELS-ESP - Hypothèse 1	ELS-ESP - Hypothèse 2
Investissements (€)	10 899 613	12 895 138
Volumes (MWh)	3 488 050	3 488 050
Prix (€HT/MWh)	**69,70**	**70,65**

Le détail des investissements relatifs à ces deux hypothèses sont les suivants :

a- Dans le cas de l'hypothèse 1 :

k€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Réseau de l'Esplanade								
Indemnité	2 064	-	-	-	-	-	-	2 064
Investissements de développement réseau:								
Rotterdam + Vauban	-	-	2 900	-	-	-	-	2 900
Bains + HEAR	-	-	-	-	-	-	-	-
Starlette et Citadelle	835	-	-	-	-	-	-	835
Réseau de l'Elsau								
Indemnité	3 299	-	-	-	-	-	-	3 299
Investissements de développement réseau:								
Musée art	-	-	353	-	-	-	-	353
CG67	-	-	350	-	-	-	-	350
PAPS UDS	-	-	-	-	-	-	-	-
Heyritz2	-	-	-	-	-	-	1 100	1 100
TOTAL	**6 198**	**-**	**3 602**	**-**	**-**	**-**	**1 100**	**10 900**

b- Dans le cas de l'hypothèse 2 :

k€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Réseau de l'Esplanade								
Indemnité	2 064	-	-	-	-	-	-	2 064
Investissements de développement réseau:								
Rotterdam + Vauban	-	-	2 900	-	-	-	-	2 900
Bains + HEAR	-	-	-	-	-	-	-	-
Starlette et Citadelle	1 500	665	665	-	-	-	-	2 831
Réseau de l'Elsau								
Indemnité	3 299	-	-	-	-	-	-	3 299
Investissements de développement réseau:								
Musée art	-	-	353	-	-	-	-	353
CG67	-	-	350	-	-	-	-	350
PAPS UDS	-	-	-	-	-	-	-	-
Heyritz2	-	-	-	-	-	-	1 100	1 100
TOTAL	**6 863**	**665**	**4 267**	**-**	**-**	**-**	**1 100**	**12 895**

Comptes d'exploitation prévisionnelle des réseaux unifiés Elsau/Esplanade – Hypothèse n°1

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements	k€	6 198		3 602				1 100								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1	k€	9 184	9 095	9 746	9 560	9 337	9 135	9 217	9 134	9 135	9 053	8 973	8 894	8 815	8 737	8 660
Recettes R2	k€	7 152	7 083	7 590	7 445	7 271	7 114	7 178	7 113	7 114	7 050	6 988	6 926	6 865	6 804	6 744
Total Recettes	**k€**	**16 336**	**16 178**	**17 335**	**17 006**	**16 608**	**16 249**	**16 395**	**16 248**	**16 248**	**16 104**	**15 961**	**15 820**	**15 679**	**15 541**	**15 403**
Volumes	MWh	234 385	232 108	248 722	243 991	238 282	233 131	235 228	233 115	233 124	231 053	229 002	226 972	224 962	222 972	221 002
Prix Moyen	€ HT /MWh	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70	69,70
Charge Gaz	k€	-4 108	-3 857	-4 448	-4 259	-4 027	-3 820	-3 921	-3 843	-3 856	-3 779	-3 704	-3 630	-3 556	-3 483	-3 411
Charge Variable Senerval	k€	-1 125	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179
Charge CRE3 - variable	k€	-3 715	-3 788	-3 884	-3 873	-3 863	-3 853	-3 842	-3 832	-3 821	-3 811	-3 801	-3 790	-3 780	-3 769	-3 759
Charge CO2	k€	-173	-162	-187	-179	-169	-161	-165	-161	-162	-159	-156	-153	-149	-146	-143
Charges R1	**k€**	**-9 121**	**-8 980**	**-9 697**	**-9 490**	**-9 238**	**-9 012**	**-9 107**	**-9 015**	**-9 018**	**-8 928**	**-8 839**	**-8 751**	**-8 664**	**-8 577**	**-8 492**
Utilités	k€	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481
Services extérieurs / fournitures	k€	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487
MàD Personnel	k€	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775
Impôts taxes frais adm	k€	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817
R2 Senerval	k€	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522
R2 CRE3	k€	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3	k€	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Frais de structure	k€	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080
GER	k€	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870
Dotations aux ammortissements	k€	-413	-413	-690	-690	-690	-690	-812	-812	-812	-812	-812	-812	-812	-812	-812
Frais financiers	k€	-248	-236	-367	-345	-322	-298	-273	-247	-264	-232	-199	-164	-128	-91	-52
Charges R2	**k€**	**-6 708**	**-6 696**	**-7 104**	**-7 082**	**-7 059**	**-7 036**	**-7 133**	**-7 107**	**-7 124**	**-7 092**	**-7 059**	**-7 024**	**-6 988**	**-6 951**	**-6 912**
RCAI	**k€**	**507**	**501**	**534**	**434**	**310**	**201**	**155**	**125**	**106**	**84**	**63**	**45**	**28**	**13**	

Comptes d'exploitation prévisionnelle des réseaux unifiés Elsau/Esplanade – Hypothèse n°2

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements	k€	6 863	665	4 267				1 100								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1	k€	9 209	9 119	9 772	9 586	9 362	9 159	9 242	9 159	9 159	9 078	8 997	8 917	8 838	8 760	8 683
Recettes R2	k€	7 352	7 280	7 801	7 653	7 474	7 312	7 378	7 312	7 312	7 247	7 183	7 119	7 056	6 994	6 932
Total Recettes	**k€**	**16 560**	**16 399**	**17 573**	**17 239**	**16 836**	**16 472**	**16 620**	**16 471**	**16 471**	**16 325**	**16 180**	**16 037**	**15 895**	**15 754**	**15 615**
Volumes	MWh	234 385	232 108	248 722	243 991	238 282	233 131	235 228	233 115	233 124	231 053	229 002	226 972	224 962	222 972	221 002
Prix Moyen	€ HT /MWh	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65	70,65
Charge Gaz	k€	-4 108	-3 857	-4 448	-4 259	-4 027	-3 820	-3 921	-3 843	-3 856	-3 779	-3 704	-3 630	-3 556	-3 483	-3 411
Charge Variable Senerval	k€	-1 125	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179
Charge CRE3 - variable	k€	-3 715	-3 783	-3 884	-3 873	-3 863	-3 853	-3 842	-3 832	-3 821	-3 811	-3 801	-3 790	-3 780	-3 769	-3 759
Charge CO2	k€	-173	-162	-187	-179	-169	-161	-165	-161	-162	-159	-156	-153	-149	-146	-143
Charges R1	**k€**	**-9 121**	**-8 980**	**-9 697**	**-9 490**	**-9 238**	**-9 012**	**-9 107**	**-9 015**	**-9 018**	**-8 928**	**-8 839**	**-8 751**	**-8 664**	**-8 577**	**-8 492**
Utilités	k€	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481	-481
Services extérieurs / fournitures	k€	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487	-487
MàD Personnel	k€	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775	-775
Impôts taxes frais adm	k€	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817	-817
R2 Senerval	k€	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522	-522
R2 CRE3	k€	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3	k€	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Frais de structure	k€	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080	-1 080
GER	k€	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870	-870
Dotations aux ammortissements	k€	-458	-505	-833	-833	-833	-833	-955	-955	-955	-955	-955	-955	-955	-955	-955
Frais financiers	k€	-275	-287	-442	-416	-388	-359	-329	-298	-310	-272	-233	-192	-149	-105	-59
Charges R2	**k€**	**-6 779**	**-6 840**	**-7 323**	**-7 296**	**-7 269**	**-7 240**	**-7 332**	**-7 301**	**-7 313**	**-7 275**	**-7 236**	**-7 195**	**-7 152**	**-7 108**	**-7 062**
RCAI	**k€**	**660**	**580**	**553**	**453**	**329**	**220**	**181**	**154**	**141**	**122**	**106**	**91**	**79**	**69**	**61**

Dans une dernière hypothèse, est étudiée la possibilité de procéder à la mise en commun des trois réseaux, ELSAU, ESPLANADE et HAUTEPIERRE. Ce scénario est étudié sur la base d'une rupture anticipée des deux premiers contrats de DSP avec un renouvellement à partir du 01/07/2019 dans un contrat de 15 ans dont le périmètre intègre, à partir du 01/07/2021 le réseau de HAUTEPIERRE.

Les premières simulations estiment à 70,35 €/MWh TTC (66,69 €HT) le prix de vente sur le réseau HAUTEPIERRE dans le cadre d'un contrat d'une durée de 13 ans à compter du 01/07/2021.

Ce calcul est réalisé sur la base de l'économie actuelle du contrat en cours sur le périmètre de Hautepierre en incluant une substitution d'un partie du sourcing gaz par de la chaleur issue de la géothermie à partir de 2021.

Dans l'hypothèse d'une fusion des 3 réseaux, et toujours selon les deux hypothèses liées aux développements sur le périmètre actuel du réseau de l'esplanade, les prix estimés sont les suivants :

a- Dans le cas de l'hypothèse 1 :

	ELS-ESP - Hypothèse 1	HAUTEPIERRE (13 ans)
Investissements (€)	10 899 613	5 330 256
Volumes (MWh)	3 488 050	1 878 310
Prix (€HT/MWh)	**69,70**	**66,69**

	ELS-ESP-HTE - Hyp. 1
Investissements (€)	22 569 869
Volumes (MWh)	5 366 360
Prix (€HT/MWh)	**70,20**

b- Dans le cas de l'hypothèse 2 :

	ELS-ESP - Hypothèse 2	HAUTEPIERRE (13 ans)
Investissements (€)	12 895 138	5 330 256
Volumes (MWh)	3 488 050	1 878 310
Prix (€HT/MWh)	**70,65**	**66,69**

	ELS-ESP-HTE - Hyp. 2
Investissements (€)	24 565 394
Volumes (MWh)	5 366 360
Prix (€HT/MWh)	**70,80**

Le coût du système agrégé des 3 réseaux n'est donc inférieur au coût Elsau/Esplande que par intégration de Hautepierre qui a une référence de prix inférieure : cette fusion totale ne génère pas d'économie pour les abonnés.

Comptes d'exploitation prévisionnelle des 3 réseaux unifiés – Hypothèse n°1

Euros		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements		6 198		15 272				1 100								
Euros		**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15**
Recettes R1		9 592	9 489	16 362	16 119	15 836	15 576	15 615	15 487	15 446	15 320	15 195	15 071	14 948	14 826	14 726
Recettes Cogénération				1 578	1 578	1 578	1 578	1 578	1 578	1 578						
Recettes R2		6 862	6 796	11 706	11 532	11 329	11 143	11 171	11 079	11 050	10 960	10 870	10 782	10 694	10 607	10 535
Total Recettes		**16 454**	**16 295**	**29 645**	**29 228**	**28 743**	**28 297**	**28 364**	**28 144**	**28 073**	**26 279**	**26 065**	**25 852**	**25 642**	**25 433**	**25 261**
Volumes	MWh	234 385	232 108	399 810	393 863	386 952	380 606	381 561	378 424	377 416	374 335	371 281	368 255	365 256	362 284	359 825
Prix Moyen	€ HT /MWh	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20	70,20
Charge Gaz		-4 108	-3 857	-8 194	-7 952	-7 668	-7 408	-7 459	-7 336	-7 304	-6 065	-5 623	-5 505	-5 387	-5 272	-5 178
Charge Variable Senerval		-1 125	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179
Charge CRE3 - variable		-3 715	-3 788	-3 884	-3 873	-3 863	-3 853	-3 842	-3 832	-3 821	-3 811	-3 801	-3 790	-3 780	-3 769	-3 759
Charge Géothermie				-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-4 105	-4 105	-4 105	-4 105	-4 105
Charge Fioul				-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292
Charge CO2		-173	-162	-187	-179	-169	-161	-165	-161	-162	-159	-156	-153	-149	-146	-143
Charges R1		**-9 121**	**-8 980**	**-17 522**	**-17 261**	**-16 957**	**-16 679**	**-16 724**	**-16 587**	**-16 545**	**-15 292**	**-15 154**	**-15 022**	**-14 891**	**-14 762**	**-14 655**
Utilités		-481	-481	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063
Services extérieurs / fournitures		-487	-487	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997
MàD Personnel		-775	-775	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280
Impôts taxes frais adm		-817	-817	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032
R2 CRE3		-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3		-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Autres				-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79
Frais de structure		-1 080	-1 080	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483
GER		-870	-870	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286
Dotations aux ammortissements		-413	-413	-1 790	-1 790	-1 790	-1 790	-1 912	-1 912	-1 757	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500
Frais financiers		-248	-236	-834	-775	-715	-652	-586	-518	-491	-420	-358	-294	-228	-158	-86
Charges R2		**-6 708**	**-6 696**	**-11 381**	**-11 323**	**-11 262**	**-11 199**	**-11 256**	**-11 187**	**-11 005**	**-10 677**	**-10 616**	**-10 552**	**-10 485**	**-10 416**	**-10 344**
RCAI		**625**	**618**	**742**	**644**	**523**	**419**	**385**	**369**	**524**	**310**	**295**	**279**	**265**	**255**	**262**

Comptes d'exploitation prévisionnelle des 3 réseaux unifiés – Hypothèse n°2

Euros		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Investissements		6 863	665	15 927				1 100								
Euros		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Recettes R1		9 606	9 512	16 385	16 141	15 858	15 598	15 637	15 509	15 467	15 341	15 216	15 092	14 969	14 847	14 746
Recettes Cogénération				1 578	1 578	1 578	1 578	1 578	1 578	1 578						
Recettes R2		6 989	6 921	11 922	11 745	11 539	11 349	11 378	11 284	11 254	11 162	11 071	10 981	10 892	10 803	10 730
Total Recettes		**16 595**	**16 434**	**29 885**	**29 464**	**28 974**	**28 525**	**28 593**	**28 370**	**28 299**	**26 503**	**26 287**	**26 073**	**25 861**	**25 650**	**25 476**
Volumes	MWh	234 385	232 108	399 810	393 863	386 952	380 606	381 561	378 424	377 416	374 335	371 281	368 255	365 256	362 284	359 825
Prix Moyen	€ HT /MWh	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80	70,80
Charge Gaz		-4 108	-3 857	-8 194	-7 952	-7 668	-7 408	-7 459	-7 336	-7 304	-6 065	-5 623	-5 505	-5 387	-5 272	-5 178
Charge Variable Senerval		-1 125	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179	-1 179
Charge CRE3 - variable		-3 715	-3 783	-3 884	-3 873	-3 863	-3 853	-3 842	-3 832	-3 821	-3 811	-3 801	-3 790	-3 780	-3 769	-3 759
Charge Géothermie				-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-3 787	-4 105	-4 105	-4 105	-4 105	-4 105
Charge Fioul				-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292	-292
Charge CO2		-173	-162	-187	-179	-169	-161	-165	-161	-162	-159	-156	-153	-149	-146	-143
Charges R1		**-9 121**	**-8 980**	**-17 522**	**-17 261**	**-16 957**	**-16 679**	**-16 724**	**-16 587**	**-16 545**	**-15 292**	**-15 154**	**-15 022**	**-14 891**	**-14 762**	**-14 655**
Utilités		-481	-481	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063	-1 063
Services extérieurs / fournitures		-487	-487	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997	-997
MaD Personnel		-775	-775	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280	-1 280
Impôts taxes frais adm		-817	-817	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032	-1 032
R2 CRE3		-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613	-613
Redevance liaison CRE3		-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402	-402
Autres				-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79	-79
Frais de structure		-1 080	-1 080	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483	-1 483
GER		-870	-870	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286	-1 286
Dotations aux ammortissements		-458	-505	-1 933	-1 933	-1 933	-1 933	-2 055	-2 055	-1 900	-1 643	-1 643	-1 643	-1 643	-1 643	-1 643
Frais financiers		-275	-287	-309	-846	-781	-713	-642	-569	-536	-460	-392	-322	-249	-173	-93
Charges R2		**-6 779**	**-6 840**	**-11 600**	**-11 537**	**-11 471**	**-11 404**	**-11 455**	**-11 382**	**-11 193**	**-10 860**	**-10 793**	**-10 722**	**-10 649**	**-10 573**	**-10 494**
RCAI		**695**	**614**	**762**	**665**	**545**	**443**	**414**	**402**	**561**	**352**	**341**	**329**	**320**	**315**	**327**

8 SYNTHÈSE ET PLAN D'ACTION

8.1 Synthèse

Les projets en cours sur l'Eurométropole de Strasbourg peuvent conduire à moyen terme à un maillage intéressant du territoire à partir de sources renouvelables présentes au quatre points cardinaux (trois géothermies en projet au nord, à l'ouest et au sud et la centrale biomasse existante à l'est), plus la chaleur de récupération de l'usine d'incinération au sud-est.

Des réseaux de chaleur privés fonctionnant déjà à l'ENR sont déjà présents sur le territoire : ils sont souvent de taille réduite mais certains peuvent faire l'objet de réflexions d'interconnexion par rapport aux projets de l'Eurométropole. Le réseau de chaleur public du Wacken garde quant à lui un potentiel de développement complémentaire à proximité des zones les plus denses de la Ville.

Dans ce cadre, les réseaux d'Elsau et Esplanade, objet du présent schéma directeur, constituent l'étape suivante de la transition énergétique de la Métropole. Leur fonctionnement est déjà majoritairement aux énergies renouvelables dans le cas de l'Esplanade, la fourniture majoritaire ENR&R d'Elsau étant pour l'instant décalée du fait des travaux de l'usine d'incinération (compensation possible transitoirement par achat de biogaz).

La marge de manœuvre technique et économique de ces réseaux est réduite, notamment parce que les conventions d'achat déjà signées structurent les comptes d'exploitation et les hypothèses de travail.

Le taux majoritaire ENR d'Elsau est le plus fragile car il dépend de la fourniture effective de l'usine d'incinération Senerval ; la perspective de consommation est stable avec un développement limité

Le réseau Esplanade a une souplesse supérieure et un potentiel de développement permettant d'alimenter les projets d'aménagement de l'Eurométropole sur le secteur des Deux-Rives. Les raccordements des quartiers Starlette et Citadelle sont prévus (discussions en cours sur la prise en charge des investissements). Comme le réseau Esplanade a une part importante de copropriétés, ses consommations sont moins prévisibles que Hautepierre et Elsau (bonne visibilité liée notamment aux réalisations et aux projets ANRU) car les réductions de consommation en copropriété dépendent d'une multitude de choix individuels. Nous n'avons pas pris en compte dans nos simulations une hypothèse d'effort très soutenue d'économie d'énergie de ces copros ; notons néanmoins qu'elle pourrait toutefois être compensée par le raccordement du quartier supplémentaire Coop – Rives du Rhin.

Ces réseaux sont très liés techniquement puisque les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS), situés dans le périmètre Elsau, sont en pratique alimentés majoritairement par la chaleur en provenance du réseau Esplanade.

L'affectation des HUS à l'un ou l'autre réseau est donc relativement arbitraire. Compte tenu de la nécessité de les alimenter par les deux sources énergétiques, leur chiffre d'affaires pourrait être réparti entre les deux concessions, mais cela devrait être décidé en amont de la procédure et n'autorisera guère de souplesse contractuelle entre deux concessions séparées (donc potentiellement non exploitées par le même opérateur).

Les réseaux Elsau et Esplanade sont également imbriqués contractuellement en raison des conventions d'achat passées avec Strasbourg Biomasse et avec Senerval : les engagements d'achat dépendent tous deux des HUS et la séparation Elsau/Esplanade engendrera des risques de litiges contractuels entre les deux opérateurs.

La fusion Elsau/Esplanade conduit aussi à sécuriser le taux par rapport aux différentes sources de chaleur : en particulier, en cas d'arrêt de l'UIOM, la chaleur ENR disponible issue d'Esplanade en été peut

être envoyée sur Elsau moyennant une modification mineure du schéma hydraulique. La fusion peut conduire aussi à limiter les besoins de sécurisation en chaufferie, alors que ces réseaux sont plutôt en manque de puissance de secours de depuis l'arrêt des cogénérations.

En revanche, la fusion des 3 réseaux (Hautepierre en plus des deux autres) n'amène pas d'avantages significatifs en termes de transport d'ENR : l'interconnexion pourrait n'être utilisée qu'en secours mais ne justifierait pas un tel investissement. Et ce d'autant qu'elle ne serait envisageable qu'avec un passage en basse température (sinon le coût d'interconnexion serait encore plus prohibitif).

Or, le passage en basse température des réseaux serait certes possible sur le réseau Elsau avec des investissements limités sur le réseau primaire. Toutefois, la configuration du réseau conduirait à des investissements chez les abonnés, y compris les HUS dont le réseau fonctionne en eau surchauffée, sans conduire à des économies qui permettraient de justifier ce changement auprès des abonnés.

8.2 Plan d'action

8.2.1 Elsau / Esplanade

Dans le cas d'une résiliation anticipée des contrats de délégation de service public Elsau et Esplanade (cf chapitre 6.1 pour l'analyse d'opportunité), le calendrier serait le suivant :

- Octobre 2017 à Février 2018 : négociations avec les délégataires SE et SETE sur le rachat anticipé des DSP et la signature de deux protocoles de fin de contrat
- Mars 2018 à Mars 2019 : Procédure de passation de la délégation de service public Elsau+Esplanade ; attribution du contrat à un nouveau délégataire
- 1er juillet 2019 : date de prise en exploitation par le nouveau délégataire

Les **marges de manœuvre sont réduites** puisque les conditions de fourniture en ENR&R sont déjà fixées par les conventions d'importation existantes (avec Senerval et Strasbourg Biomasse). Compte tenu de la forte nécessité de conserver un tarif attractif dans des conditions concurrentielles actuellement difficiles avec un prix du gaz bas, il conviendra donc de limiter les investissements au nécessaire développement continu du réseau.

Le schéma de développement doit tenir compte des capacités ENR&R disponibles, qui ont peu de marge à la baisse ou à la hausse du fait des engagements pris contractuellement. Il convient donc de **prioriser** d'une part les extensions denses identifiées (cf chapitre 3.2), d'autre part la desserte des zones en aménagement.

Pour les **extensions denses** (au-delà du seuil correspondant à la densité du réseau actuel), et pour assurer **l'attractivité commerciale**, nous proposons de prévoir des **droits de raccordement nuls** pendant une certaine période en début de contrat (exemple : 2 à 3 ans) pour aider les abonnés potentiels à franchir le pas et à se raccorder.

Pour les **zones de construction neuve**, l'attractivité du réseau de chaleur réside dans la fourniture d'ENR&R, qui permet aux promoteurs d'éviter de devoir investir eux-mêmes dans une production d'énergie vertueuse tout en respectant la règlementation thermique et la volonté de développement de la Métropole pour les énergies renouvelables. De fait, en coût complet, la solution de raccordement au réseau reste plus compétitive que les solutions ENR autonomes (cf 3.4), mais à des prix au MWh supérieurs à ce que déboursent les abonnés actuels. Pour ne pas conduire à une hausse des prix pour ces derniers, il convient donc de s'assurer que les promoteurs prennent en charge les coûts qui leur reviennent (cf 3.2.2) et ne les laissent pas reportés sur les abonnés (futurs et/ou existants).

L'influence du NPNRU à Elsau appelle par ailleurs à la vigilance. Nous recommandons de donner l'information la plus avancée et la plus sûre possible aux candidats tant au stade du dossier de consultation initial qu'au stade de la remise des offres finales, afin d'être certain que les démolitions sur ce quartier ne puissent pas constituer un motif de révision de prix en cours de contrat, et que l'impact tarifaire soit cadré le plus tôt possible.

8.2.2 Hautepierre

Le contrat de Hautepierre arrivera à échéance plus tardivement, en juin 2021. L'achat de la chaleur géothermique sera le moment-clé par la conversion ENR&R du réseau : avant cette date, le réseau de chaleur a des prix compétitifs grâce à la cogénération gaz, mais n'est pas dans une situation incitative au développement (subventions, contenu CO2…).

Il n'en a pas nécessairement besoin aujourd'hui puisque son extension est déjà prévue sur le contrat actuel sur son périmètre. Le développement complémentaire est limité et le potentiel correspond bien aux capacités de la géothermie. Un compris est à trouver avec la société GéoEck (exploitatrice du projet de géothermie à Eckbolsheim) afin d'arriver à un prix d'achat de chaleur permettant une baisse ou au moins une continuité tarifaire pour les abonnés.

Sui la conversion n'est pas financièrement une urgence, si l'on tient compte du fait qu'une dynamique de démolitions/reconstructions risque de se mettre en place sur le quartier Hautepierre pendant le NPNRU, la conversion ENR&R deviendra alors plus importante afin de s'assurer que les constructions neuves sur la zone bénéficient de l'existence d'un réseau vertueux.

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Préadhésion à la Fédération des Entreprises Publiques Locales.

L'Eurométropole de Strasbourg exerce ses compétences en utilisant une palette large de modes de réalisation des missions de service public : Régie, Délégations de Service Public, Sociétés d'Economie Mixte, etc. L'exigence d'efficience de l'action publique appelle une expertise spécifique à ces différents modes de gestion, ainsi qu'une participation accrue de la collectivité dans les cercles de réflexion et d'échange sur leur évolution.

Créée en 1956, la Fédération des Entreprises Publiques Locales (FedEpl) s'inscrit dans une vision moderne et performante de l'action publique locale depuis 60 ans. Elle est aujourd'hui le seul représentant de la gamme des Epl qui compte en France 1 243 Sociétés d'économie mixte (Sem), Sociétés publiques locales (Spl) et Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp). Elle est affiliée au réseau européen des 25 000 Entreprises publiques locales représenté par le Ceep, le Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics.

Vocation de la FedEpl :

Représenter et défendre les intérêts des Epl : Pour leur garantir le meilleur cadre d'intervention et anticiper l'évolution de leur environnement, la Fédération est l'ambassadeur de leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des partenaires privés, au niveau régional, national et européen. Elle s'appuie pour ce faire sur la contribution de Commissions et Comités permanents ainsi que sur une veille stratégique et prospective. La Fédération est également présente au sein de multiples instances et organismes nationaux et européens dans lesquels elle relaie les préoccupations et propositions des Epl.

Promouvoir les Epl auprès des collectivités locales : La Fédération propose aux représentants des collectivités de les accompagner dans leur réflexion sur l'optimisation de leur action ainsi qu'un appui personnalisé à la création d'Epl adaptées à leurs besoins dans l'éventail existant.

Renforcer la performance des Epl : La Fédération offre à ses adhérents une palette d'expertises et de temps forts destinée à consolider leur professionnalisme et à s'approprier le contexte comme les conditions de leur développement : conseils juridiques, journées d'actualité, formations, analyses financières, identification de nouveaux modèles, guides pratiques, appui au management.

C’est pourquoi il est proposé au vote de l’assemblée délibérante, d’approuver la préadhésion de l’Eurométropole de Strasbourg à l’association FedEpl, couvrant les prestations suivantes :

- l’accès au réseau des 1200 Epl, au travers des réunions d’échange et de transfert d’expertise.
- un accompagnement personnalisé aux processus de constitution d’Epl, assuré par des experts juristes.
- un accès aux sources documentaires et aux offres de formation.

En cas de création de nouvel Epl, l’Eurométropole de Strasbourg pourra adhérer pleinement à la Fédération, au regard de son statut de préadhérent. Le montant de la préadhésion au titre de 2018 est fixé à 6 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l’avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

de préadhérer à l’association FedEpl pour l’année 2018 pour un montant annuel de 6 000 € imputé sur la ligne budgétaire LO01A.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout document nécessaire à l’adhésion de l’Eurométropole à cette association.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Convention de superposition d'affectation d'occupation du domaine public pour l'installation d'un pluviomètre sur le campus d'Illkirch.

Depuis 1998, le service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un réseau de 27 points de mesures de la pluviométrie répartis de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Ces données sont utiles tant pour justifier d'un état climatique exceptionnel que pour analyser et améliorer le fonctionnement des ouvrages d'assainissement. Ce réseau est complété d'un partenariat avec Météo France par le biais d'une convention. Cette précaution permet à l'Eurométropole de Strasbourg de faire valider les données par l'expert en charge de la constitution des rapports météorologiques concernant les demandes de l'état de catastrophe naturelle et de les traiter ensuite en toute indépendance en cas de litige.

L'un des pluviomètres se trouve dans le Parc d'Innovation d'Illkirch. Il était historiquement sur le toit de l'un des locaux de Météo France. En 2013, pour des raisons de sécurité d'intervention, le pluviomètre a été déplacé en plein sol sur un terrain propriété de l'Etat occupé par l'Université de Strasbourg. L'installation et l'exploitation ont été encadrées par une première convention de superposition d'affectation d'occupation du domaine public, valable de janvier 2013 à janvier 2018. Afin de continuer d'exploiter et de maintenir cette instrumentation, une nouvelle convention de superposition d'affectation d'occupation du domaine public est nécessaire entre l'Eurométropole de Strasbourg, l'Université de Strasbourg et l'Etat propriétaire du site.

L'Université de Strasbourg pourra accéder au site pour montrer les équipements à des fins pédagogiques.

Cette convention est proposée à titre gracieux pour une durée de 5 ans, renouvelable pour des périodes successives d'un an, sur demande de l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

la convention de superposition d'affectation d'occupation du domaine public de l'Etat à celle de l'Université de Strasbourg par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'installation d'un pluviomètre sur le campus d'Illkirch ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention, ses annexes et les demandes annuelles de reconduction.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN PLUVIOMETRE SUR LE CAMPUS D'ILLKIRCH

Entre

L'Université de Strasbourg,
Domicilié 4, rue Blaise Pascal, 67000 Strasbourg
représentée par son Président M. Michel Deneken

ci-après dénommée "**Unistra**",

Et

L'Eurométropole de Strasbourg,
Domiciliée 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex,
représentée par son Président,

ci-après dénommée "**L'Eurométropole de Strasbourg**",

Et

L'Etat,
représenté par la Rectrice de l'Académie de Strasbourg, chancelier des universités d'Alsace, Madame Sophie Béjean .

ci-après dénommée "**L'ETAT**",

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2123-7
VU le code de l'éducation et notamment l'article L.762-2

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de réglementer la superposition de gestion de l'Eurométropole de Strasbourg à celle exercée par l'UNISTRA, sur délégation de l'Etat au sens de l'article L.762-2 du code de l'éducation, sur l'emprise précisée à l'article 2.

Article 2 – Description de l'emplacement

L'Etat, propriétaire de l'emprise, autorise l'Eurométropole de Strasbourg à implanter, exploiter et maintenir un pluviomètre en vue de suivre et caractériser les précipitations sur la commune d'Illkirch-Graffenstaden en lien avec un réseau de mesures comprenant 26 autres sites équipés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le pluviomètre sera situé dans l'enceinte clôturée de la station de pompage :
Section 34 parcelle 353 à Illkirch Graffenstaden
Le détail des propriétés et gestionnaires des emprises en cause est joint (annexe n°1).
La surface mise à disposition est de l'ordre de : 1 m²

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage également à prendre toutes les précautions de circulation pour ne pas détériorer les espaces verts type « prairies fleuries ».

Article 3 – Description des infrastructures

L'Eurométropole de Strasbourg déclare que ses infrastructures se décomposent comme suit : un socle en béton sur lequel repose le pluviomètre (cône de mesure), un branchement dans l'armoire électrique existante de l'UNISTRA, une nouvelle armoire électrique (contenant enregistreur et transmetteur) et un chemin de câble permettant la fourniture d'électricité.

Article 4 – Nature et durée de la convention

L'autorisation qui est accordée à l'Eurométropole de Strasbourg est consentie à titre personnel, précaire et révocable.

Aucun droit réel sur les lieux occupés n'est consenti à l'Eurométropole de Strasbourg par la présente convention.
Les emplacements visés ci-dessus à l'article 2 sont strictement destinés à un usage technique.

La présente convention est établie pour une durée de cinq (5) années courant à compter de la date de signature.
A l'issue de la présente autorisation, la convention sera renouvelable pour des périodes successives d'un (1) an, sur demande de l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de 3 mois avant la date de l'échéance de la période en cours.
Le renouvellement annuel de la convention sera soumis à accord écrit de l'UNISTRA.

En l'absence d'autorisation dûment formalisée par l'établissement d'un nouveau titre d'occupation, l'Eurométropole de Strasbourg sera considérée comme un occupant sans titre du domaine et sera tenu de se conformer aux dispositions de l'article 6 ci-après.

Aucune occupation ne sera accordée ou reconduite tacitement.

Article 5 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée. Cette résiliation se fera soit dans l'intérêt du domaine soit en cas de non-respect, par l'Eurométropole de Strasbourg, des présentes dispositions et sans effet trois mois (3) après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de survenance de toute raison technique impérative pour l'Eurométropole de Strasbourg, ce dernier pourra renoncer au bénéfice de la présente convention, à charge pour lui d'en aviser l'UNISTRA et l'ETAT par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois à l'avance et de se conformer aux dispositions de l'article 6 ci-après.

L'ETAT et l'UNISTRA conservent également le droit, si les besoins de l'exploitation du domaine viennent à l'exiger, de requérir la suppression de la mise à disposition au profit du bénéficiaire, sous réserve du respect d'un délai de 3 mois, sans que celui-ci puisse s'y opposer ni obtenir une indemnité d'éviction.

Article 6 – Sort des installations au terme de la convention.

Au terme de la présente convention ou à la suite d'une résiliation, et quelles que soient les raisons pour lesquelles celle-ci prend fin, l'Eurométropole de Strasbourg doit remettre le domaine en l'état à ses frais exclusifs, notamment en démontant la totalité de ses installations ; toutefois l'ETAT et l'UNISTRA peuvent dispenser l'Eurométropole de Strasbourg de la démolition lorsque ses installation présentent un intérêt.

A défaut pour l'Eurométropole de Strasbourg de s'être acquitté de cette obligation de remise en l'état initial du site dans un délai de six mois à dater de la fin de la présente convention, il pourra y être pourvu d'office par l'ETAT et l'UNISTRA aux frais et risques de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 – Responsabilité

Tous les dommages qui pourraient être causés au domaine et sur celui-ci tant aux personnes qu'à leurs biens du fait de l'exploitation ou de la simple présence des installations sur le domaine de l'ETAT, seront entièrement de la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg garantira l'UNISTRA et l'ETAT de tout recours introduit à son encontre de ce chef.

L'Eurométropole de Strasbourg ne pourra pas se retourner contre l'UNISTRA et l'ETAT, sauf en cas de faute de ceux-ci, pour les dommages de toute nature qui pourraient être causés à ses biens ou à des tiers.

Lors de la précédente convention l'Eurométropole de Strasbourg a déjà réalisé les travaux d'enfouissement des câblages et la pose d'un socle décrits à l'article 2 pour les besoins de l'exploitation de ses unités : dans ce cadre, les dispositions suivantes ont été respectées :

- fourniture du schéma électrique du branchement sur le tableau électrique,
- terrassement manuel et évacuation des fouilles,
- fixation du socle en béton,
- percement, gaine, grillage avertisseur et câblages nécessaires au branchement électrique,
- pose des protections électriques,
- ré engazonnement en prairie fleurie si nécessaire,
- plan de recollement suivant charte graphique Unistra.

L'Eurométropole de Strasbourg devra procéder à l'installation technique de ses installations avec l'autorisation de l'ETAT et en concertation avec l'UNISTRA (Direction du Patrimoine Immobilier) en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art, et en conformité avec l'affectation de la part de domaine concernée. L'Eurométropole de Strasbourg pourvoira à cet égard, lors de ses travaux tant à l'installation qu'au cours de l'exploitation, au maintien ou à la remise dans son état initial du domaine emprunté par ses équipements.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra entreprendre des travaux de modification de ses installations sous réserve d'en avoir préalablement communiqué les projets et obtenu préalablement aux travaux l'agrément écrit de l'ETAT et de l'UNISTRA.

L'Eurométropole de Strasbourg est responsable de la sécurité des interventions qu'il effectue sur le site dans le cadre de la présente convention.

Article 8 – Entretien-Réparations

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à maintenir l'emplacement visé par la présente permission en bon état d'entretien pendant toute la durée de la convention.
Un état des lieux de l'emplacement mis à disposition sera réalisé par les parties et joint à la présente (annexe n°2)

L'Eurométropole de Strasbourg entretiendra son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité de manière à ce qu'aucune perturbation n'affecte l'usage du domaine où sont situés les équipements de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 9 – Accès aux installations - Sécurité

Pour accéder au pluviomètre, l'UNISTRA met à disposition une clef du portail à l'Eurométropole de Strasbourg. La clé est à retirer (et rendre) à l'accueil de la faculté de pharmacie lors de chaque venue.

L'Eurométropole de Strasbourg autorise l'UNISTRA à montrer les instrumentations aux étudiants de l'IUT Génie Civil à des fins pédagogiques. Aucun étudiant ou personnel de l'UNISTRA n'est cependant autorisé à toucher aux ouvrages de l'Eurométropole de Strasbourg ou à perturber les mesures réalisées 24h/24.

En cas d'intervention urgente destinée à prévenir toute dégradation risquant d'entraîner la rupture de l'exploitation du pluviomètre de l'Eurométropole de Strasbourg ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ses installations, les préposés de l'Eurométropole de Strasbourg ou ses sous-traitants dûment désignés auprès de l'UNISTRA et de l'ETAT pourront sans délai exécuter les travaux nécessaires à la réparation, à charge pour eux d'informer l'UNISTRA (Direction du Patrimoine Immobilier) et l'ETAT au plus tard au moment où ils entreprennent les travaux ou, le cas échéant, dès la première heure de réouverture des services si l'intervention a lieu en dehors des heures normales de bureau.

Article 10 – redevance d'occupation

Aucune redevance pour superposition de gestion du domaine public de l'Etat ne sera mise à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11 – Modification des ouvrages et aménagements du domaine

Les modifications des ouvrages de l'UNISTRA rendues nécessaires par la réalisation d'aménagements sur le domaine visé par la présente, seront réalisées à sa charge, par l'Eurométropole de Strasbourg, conformément aux indications des services de la Direction du Patrimoine Immobilier de l'UNISTRA.

L'UNISTRA pourra demander le déplacement des installations appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sur la propriété de l'ETAT si des travaux pour l'exploitation du domaine le requièrent, après concertation entre les parties, sans que l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse s'y opposer ni obtenir une indemnité.

L'UNISTRA s'engage à prévenir l'Eurométropole de Strasbourg en respectant un préavis de trois (3) mois de tous travaux réalisés par elle-même ou pour son compte sur son domaine pouvant causer une gêne dans l'exploitation du réseau de l'Eurométropole de Strasbourg ou nécessitant le déplacement d'installations appartenant à celui-ci.

L'UNISTRA veillera par ailleurs à ce que tout déplacement se réalise dans des conditions satisfaisantes afin que soit préservée la continuité de l'activité de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 12 – Litiges

A défaut d'accord amiable dans les trois (3) mois, toute contestation de quelque nature que ce soit concernant les présentes pourra être portée devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 13 – Documents contractuels

La présente convention se compose du corps de l'acte et de ses annexes, à savoir :

- annexe n° 1 : plan parcellaire (1page)
- annexe n° 2 : état des lieux et détail de l'infrastructure (4 pages)

Fait en trois exemplaires originaux un revenant à chaque signataire

Fait à Strasbourg le,

Pour L'Eurométropole de Strasbourg

Le Président,

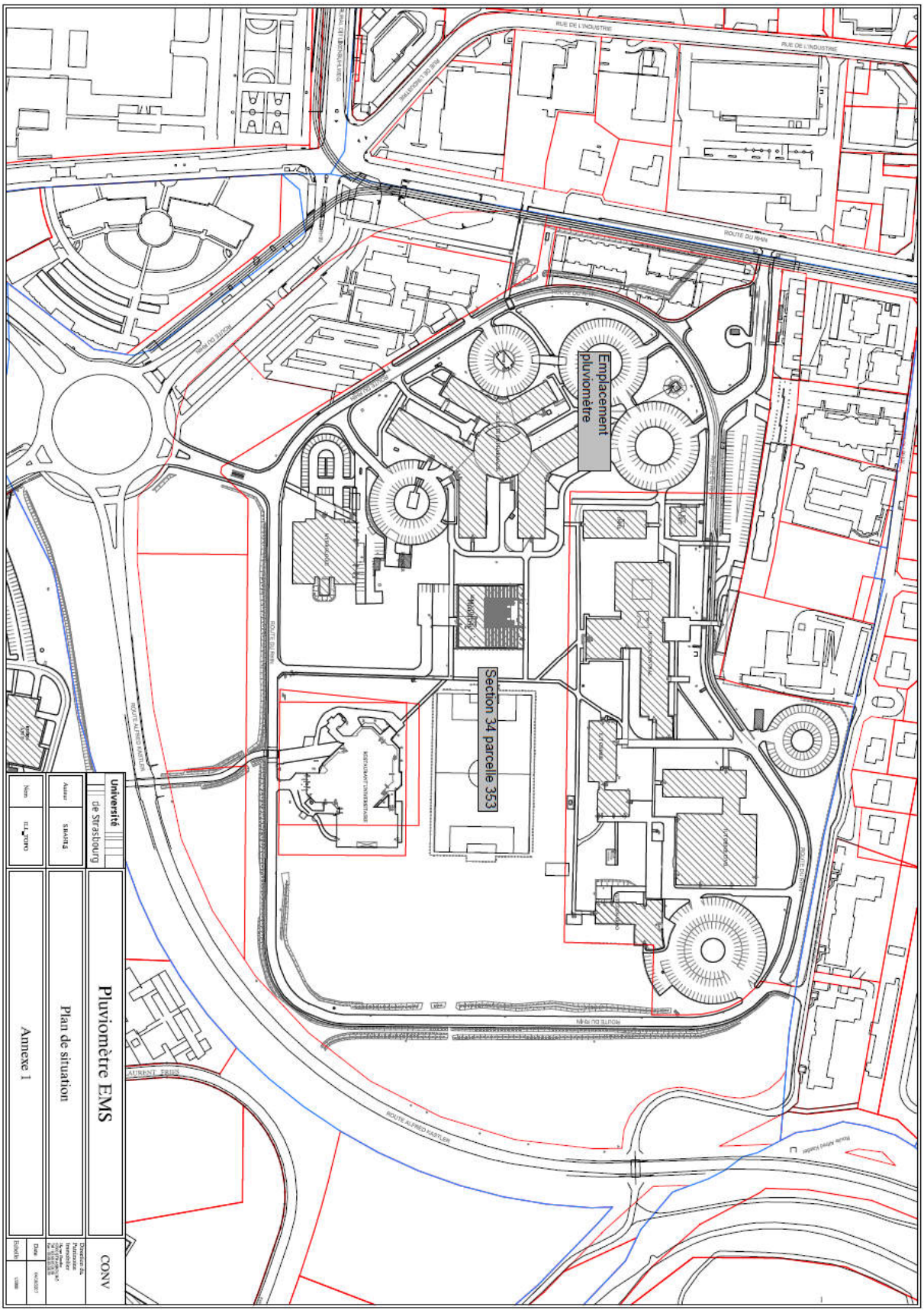
Pour l'UNISTRA

Le Président,

Pour l'ETAT

Le Recteur de l'Académie de Strasbourg

ANNEXE N° 1 : plan parcellaire campus d'Illkirch Graffenstaden



ANNEXE N° 2 : Etat des lieux et détail de l'infrastructure

Nouvel état des lieux pour mise à jour de celui du 8 octobre 2010 réalisé en la présence de Renaud Philipe (CUS), William Kavay (CUS), Pascal Schill (CUS) et Léonard Boucher (Université de Strasbourg).

Date : 05 Octobre 2017

Situation géographique : enceinte de la station de pompage d'eau potable campus d'Illkirch

Présents :
- Marie Manceau (EMS)
- Matthieu Schumacher (EMS)

Descriptif :

Photos 1 : Accès à l'enceinte de la station par un portail qui nécessite une clé à demander à l'accueil de la faculté.



Photo 2 : Installation du pluviomètre sur la station de pompage



Photo 3 : Accès au local technique par la porte au bas de l'escalier (nécessite une clé)



Photos 4 et 5 : Raccordement électrique sur l'armoire de l'UNISTRA avec mise en place d'un disjoncteur différentiel 30 Ma 2 X 10A pour la protection et l'alimentation du pluviomètre. Ajout d'une nouvelle armoire de l'Eurométropole de Strasbourg contenant un enregistreur et un transmetteur.





Photo 6 : Percement (avec traitement étanche) vers l'extérieur de diamètre 20 mm pour raccordement de l'armoire au pluviomètre grâce à un fourreau allant du local technique jusqu'au pied du pluviomètre.



Photo 7 : Zoom sur le pluviomètre actuellement en place



29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Prorogation de 6 mois des conventions d'objectifs et financements 2018 des services de prévention spécialisée.

Rappel du contexte.

En conséquence de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et par convention de transfert avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin, la compétence de prévention spécialisée – action éducative territoriale s'inscrivant dans le cadre des missions d'aide sociale à l'enfance- est désormais exercée par l'Eurométropole depuis le 1er janvier 2017.

Chaque année, une dotation de compensation d'un montant de 4 118 444,90 euros est transférée à l'Eurométropole pour exercer cette compétence dont la mise en œuvre est confiée à six associations et leurs équipes, lesquelles sont réparties sur les territoires de Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim :

- Club des jeunes l'Etage (centre-ville de Strasbourg)
- Entraide le Relais (centre-ville de Strasbourg)
- ViLaJe (centre- ville de Strasbourg)
- Association Victor Schoelcher/ SPS de Cronenbourg (quartier de Cronenbourg)
- Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP (quartiers du Neuhof, Hautepierre, Meinau et Ecrivains/Marais)
- Orientation Prévention Insertion- OPI/ARSEA (quartiers Port du Rhin/Ampère, Koenisghoffen/Hohberg, Montagne Verte/Elsau, Neuhof et Cité de l'Ill/Guirbaden)

2017 : Une démarche collaborative afin de définir le cadre de travail métropolitain autour de la prévention spécialisée.

Au confluent de différentes politiques publiques tels que la jeunesse, la protection de l'enfance, l'insertion, la prévention des risques, la prévention de la délinquance des mineurs et jeunes majeurs, la mission de prévention spécialisée est avant tout une action éducative agissant sur mandat territorial et qui s'adresse aux jeunes de 12 à 25 ans en risque de décrochage des principaux espaces de socialisation ou en situation marginale. La présence territoriale des équipes éducatives permet ainsi de repérer, d'aller vers, de proposer un lien, d'accompagner individuellement et collectivement ces jeunes en situation de fragilité(s). Enfin, la connaissance fine des territoires et de leurs ressources

permet aux acteurs de prévention spécialisée d'être des contributeurs repérés du diagnostic local.

Par la tenue tout au long de l'année 2017 d'ateliers thématiques auxquels les associations et certains services internes à la collectivité ont largement participé, la place de l'action de prévention spécialisée au sein des politiques publiques exercées par l'Eurométropole a pu être reconnue et circonscrite. Il s'est agi aussi de repérer les coopérations locales afin de répondre au plus près et de façon adaptée aux besoins des publics et des territoires.

Des établissements sociaux et médico-sociaux tarifés – un fonctionnement par convention d'objectifs et de moyens

Par ordonnance du 1er décembre 2005, les services et équipes de prévention spécialisée sont des établissements sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et sont à ce titre tarifés. Les dispositions législatives et réglementaires du même code prévoient que les dépenses de ces établissements habilités prennent la forme d'une dotation globale.
En outre, par délibération du 16 décembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg adopte :

- le principe de conventionnement avec les associations de prévention spécialisée
- le contenu des conventions et ses objectifs 2017 qui eux-mêmes reprennent les objectifs fixés par le conseil départemental du Bas-Rhin en 2016
- une organisation budgétaire suivant laquelle une avance correspondant à 60 % de la dotation perçue sur l'exercice 2015 est allouée aux établissements de prévention spécialisée
- le versement à chaque association du reliquat après fixation de la dotation globale.

Perspectives

La finalisation des travaux menés tout au long de l'année 2017 devrait conduire à la rédaction et l'adoption de conventions pluriannuelles 2018-2021 ; conventions qui énonceront des axes stratégiques puis déclineront des objectifs plus opérationnels à partir desquels les projets des services associatifs pourront s'articuler.

Compte tenu de cet enjeu qui dépasse largement la seule année 2017 et pour finaliser ce travail global contributif, il est soumis à votre approbation :

- la prorogation de 6 mois des objectifs conventionnés en 2017
- le versement à chaque association de 80 % du montant de la dotation globale fixée en 2017.

Ce versement en conformité avec le vote du budget primitif de l'Eurométropole se fera en deux fois par moitiés. Une première moitié de la somme courant du mois de janvier 2018 et une deuxième moitié courant du mois d'avril 2018.

Ainsi et pour les 6 associations gestionnaires, les sommes à allouer seraient les suivantes :

Etablissements	Somme à verser en 2018 représentant 80% de la dotation globale 2017	Total 2017
Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP	**1 216 763 €**	1 520 954 €
ARSEA-OPI	**1 302 948 €**	1 628 685 €
Association du CSC V. Schoelcher/SPS de Cronenbourg	**232 843 €**	291 054 €
Club de jeunes l'Etage	**189 076 €**	236 345 €
Entraide le Relais	**166 148 €**	207 686 €
ViLaJe	**206 709 €**	258 387 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *la prorogation pour 6 mois des objectifs conventionnés en 2017*

- *d'allouer aux associations intervenant dans le champ de la prévention spécialisée, les avances de dotations suivantes :*

· *Jeunes équipes d'éducation populaire - JEEP*	*1 216 763 €*
· *Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA*	*1 302 948 €*
· *Association du centre socio-culturel Victor Schœlcher*	*232 843 €*
· *Club de jeunes l'Etage*	*189 076 €*
· *Entraide le Relais*	*166 148 €*
· *Ville action jeunesse - ViLaJe*	*206 709 €*
Total	*3 314 487 €*

- *d'imputer cette dépense sur la ligne AS03V – 65568 – 428*

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Convention financière 2018 avec la Mission Locale pour l'Emploi du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

Contexte et objet de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif social obligatoire transféré du Conseil départemental à l'Eurométropole de Strasbourg en date du 1er janvier 2017.

Cadre actuel d'action du Fonds d'Aide aux Jeunes sur le territoire eurométropolitain

Il vise à apporter un appui financier aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, soit en urgence, soit pour la réalisation d'un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle. Ces aides financières individuelles sont ponctuelles, subsidiaires ou complémentaires à d'autres aides de droit commun. Elles sont accordées par un comité d'attribution dont le cadre de travail est précisé dans un règlement intérieur.

En 2016, 631 jeunes de l'Eurométropole de Strasbourg ont bénéficié d'une aide financière FAJ, destinée le plus souvent à l'alimentation (en moyenne 479 euros par an par personne). La majorité des bénéficiaires est en très grande précarité par rapport au logement (seuls 20 % sont locataires).

Depuis le 1er janvier, l'Eurométropole exerce de plein droit la compétence FAJ. Elle travaille en complémentarité avec d'autres outils portés par la collectivité ou ses partenaires en matière d'insertion sociale et professionnelle, et d'accompagnement des jeunes en difficulté.
Le bilan des attributions à mi année en 2017 nous positionne sur une trajectoire similaire à 2016.

Compte tenu du nécessaire temps d'appropriation de la compétence, il a été proposé d'inscrire la politique eurométropolitaine dans la continuité des dynamiques construites par le Département à travers le partenariat avec la Mission locale pour l'Emploi de Strasbourg et le Règlement Intérieur.

Le conventionnement avec la Mission Locale pour l'Emploi

Une première convention financière pour l'année 2017 a été adoptée en Conseil de l'Eurométropole du vendredi 16 décembre 2016 pour un an.
Un travail de bilan est en cours en vue de proposer un cadre de partenariat renouvelé en 2018 afin de formaliser une future convention pluriannuelle. Nous vous proposons donc de prolonger le cadre de partenariat actuel en 2018.

Ainsi, le cadre conventionnel entre la Mission Locale pour l'Emploi et l'Eurométropole soumis à votre approbation pour l'année 2018 reprend l'ensemble des objectifs de la précédente convention financière :

- l'organisation du Fonds d'Aide aux Jeunes,
- les missions de la Mission Locale pour l'Emploi pour l'Emploi pour la gestion et l'animation du dispositif,
- le montant de la dotation euro métropolitaine et son utilisation,
- le suivi de la convention, sa durée,
- les modalités de versement.

Dans le cadre de ce partenariat la mission locale est soutenue à hauteur de 344 603 euros par la collectivité dont 299 103 euros d'aides directes au fond et 45 500 euros dédiés à la gestion du dispositif.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016, relative au transfert de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : convention financière avec la mission locale pour l'emploi de Strasbourg et approbation du Règlement Intérieur (E-2016-1366),
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière,

approuve et autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *à signer la convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Mission locale pour l'Emploi, pour l'année 2018 ;*

- *à verser une avance de 285 000 € qui sera mise en paiement à réception de la présente convention signée.*
  Les conditions de versement du solde feront l'objet d'un avenant au cours du second semestre 2018.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

CONVENTION FINANCIERE 2018

du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est à Strasbourg – Centre administratif, 1 Parc de l'Etoile, représenté par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole.

D'une part,

Et

La Mission Locale pour l'Emploi
Sise, 13, rue Martin Bucer 67000 STRASBOURG cedex
Représenté par Monsieur Patrick ROGER, Président de l'association.

D'autre part

VU

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le Code de l'action sociale et des familles, notamment en ses articles L 263-15 et L263-16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi °2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui organise le transfert obligatoire des routes départementale et le transfert conventionnel de tout ou partie de trois groupes de compétences des départements aux métropoles.
- L'avis de la Commission locale pour l'évaluation des charges et ressources transférées (CLERT) en date du 27 octobre.
- la Convention de transfert de compétence entre le Département du Bas-Rhin et l'Eurométropole de Strasbourg délibérée le 8 et 16 décembre 2016 par les instances du Département et de l'Eurométropole qui transfèrent notamment à l'Eurométropole le Fonds d'aide aux jeunes.

- La délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2016 sur le transfert de la compétence Fonds d'Aide aux Jeunes du Département du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg : convention financière avec la mission locale pour l'emploi de Strasbourg et approbation du Règlement Intérieur.
- Le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes, approuvé par le Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet la délégation de la gestion administrative, comptable et financière du Fonds d'Aide aux Jeunes à la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg, sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Article 2 : Organisation

Le Fonds d'Aide aux Jeunes est géré, par délégation du Président de l'Eurométropole de Strasbourg, par la Mission Locale pour l'Emploi sur le territoire de l'Eurométropole.

Il permet l'attribution de secours financiers individuels pour les jeunes les plus démunis domiciliés sur le territoire de l'Eurométropole.

Le Président de l'Eurométropole fixe la composition de la commission locale d'attribution.

Les demandes sont examinées en commission locale d'attribution. Le Président de l'Eurométropole délègue les décisions au service Insertion de la Direction des Solidarités et de la Santé.

Certaines situations de grande précarité nécessitent l'attribution d'un secours d'urgence. La décision concernant les secours d'urgence est déléguée au Président de la Mission Locale ou son représentant.

Article 3 : Missions de la Mission Locale pour l'Emploi

La Mission Locale pour l'Emploi exerce les missions définies ci-après :

3.1 : Gestion administrative

Elle assure, en tant que secrétariat du comité local d'attribution des secours, les missions définies à l'article 3 du titre 3 du règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes, soit notamment :

- La réception des dossiers ;
- La préparation des réunions de la commission d'attribution, la convocation des membres et l'établissement des procès-verbaux des réunions ;
- La notification de la décision à l'intéressé et au référent ; elle fait apparaître le logo de l'Eurométropole de Strasbourg
- L'exécution des décisions et le versement des secours.

3.2 : Gestion comptable et financière

La Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg ouvre un compte bancaire particulier pour le Fonds d'Aides aux Jeunes. Elle tient un compte de charges spécifiques et analytiques pour ce qui concerne la gestion du Fonds d'Aide aux jeunes.

Les modalités de paiement des secours sont les suivantes :

- Des virements sur les comptes bancaires des bénéficiaires,
- Des virements à des tiers (bailleurs, associations, etc…),
- Des secours remis en espèces.

La Mission Locale Pour l'Emploi effectue les opérations comptables et/ou financières suivantes :

- Le paiement des virements sur les comptes bancaires des bénéficiaires ou des tiers.
- La préparation et le suivi des secours délivrés en espèces.

Cas particuliers :

Certains jeunes en grande difficulté ne disposent pas d'un compte bancaire au moment de l'attribution d'un secours.

Pour ces situations exceptionnelles, le secours est délivré en espèces par la Recette des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg.

<u>Article 4</u> : Montant de la dotation

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018, sous la condition expresse que la Mission Locale pour l'Emploi en remplira réellement toutes les clauses, l'Eurométropole délègue à cet organisme un fonds d'un montant de 344 603 euros.

Suite au bilan annuel de cette première année de l'exercice de la compétence et après évaluation en lien avec la Mission locale et les partenaires financeurs, cette somme pourra être réajustée afin de couvrir les aides directes attribuées aux jeunes.

Ces fonds sont destinés :

- Aux aides directes attribuées aux jeunes sur décision de la commission d'attribution ou en urgence, pour un montant de 299 103 euros, qui pourra être ajusté pendant l'année.
- À la gestion de fonds et à l'animation du dispositif : 45 500 euros à la Mission Locale pour l'Emploi (gestion : 25 000 euros et animation : 20 500 euros).

La Mission locale soutient l'accompagnement social lié au dispositif.

<u>Article 5</u> : Utilisation de la dotation

L'organisme s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social. Il s'engage par ailleurs à utiliser l'intégrité de la dotation pour mener à bien le projet décrit dans l'article 1er précité.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention dans ses articles 1 et 2 et de son budget prévisionnel entrainera la résiliation de cette convention et le remboursement de la subvention accordées.

Dans l'hypothèse où les objectifs cités à l'article 1er n'auront pas été réalisés au 31 décembre de l'année en cours, l'organisme s'engage à rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des subventions afférentes.

<u>Article 6</u> : Suivi de la convention

La Mission Locale pour l'Emploi transmet à l'Eurométropole de Strasbourg :

- Un relevé trimestriel des bénéficiaires et montants attribués ;
- Un état intermédiaire de consommation des crédits au 30 juin ;
- Un bilan financier annuel certifié conforme par son comptable et un rapport d'activité au 31 décembre.

L'Eurométropole de Strasbourg exercera chaque année un contrôle sur place et sur pièces, destiné à vérifier le respect du règlement intérieur du FAJ (nature des aides, montant maximum, saisine de la commission d'attribution, formalisme de la notification…). Ce contrôle est exercé sur un nombre aléatoire de dossiers actifs au courant de l'année. En cas d'irrégularité constatée, la Mission Locale pour l'Emploi reverse à l'Eurométropole de Strasbourg, le montant des aides indûment accordées.

Article 7 : Commissaire aux comptes

Conformément à l'article 81 de la loi du 29 janvier 1993 et au décret du 27 mars 1993, si l'ensemble des aides publiques excède 150 000€, la Mission Locale pour l'Emploi devra désigner un commissaire aux comptes, dont elle fera connaître le nom à l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de trois mois après sa désignation.

Article 8 : Obligations fiscales et sociales

L'organisme s'engage à prendre en charge toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon, à ce sujet.

Article 9 : Responsabilités –assurances

Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive.
L'organisme devra souscrire tout un contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 10 : Information et communication

La Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais des rapports avec les différents médias.
Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de l'Eurométropole de Strasbourg sur les documents édités par l'organisme, par la mise en place de banderoles, la mise à disposition d'un espace de programme, une annonce sonorisée ou par tout autre moyen de communication adaptée à la circonstance.
Pour des actions et pour l'insertion du logotype, l'Eurométropole de Strasbourg, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la Communication de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

Suite au bilan FAJ 2017 et à la vérification par la collectivité de la réalisation des missions décrites à l'article 3, un travail sera engagé afin de proposer une convention pluriannuelle à compter du 1er janvier 2019.

Article 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par la Mission Locale pour l'Emploi des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Cette résiliation aura pour effet le reversement en totalité des montants alloués.

Article 13 : Élection du domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 14 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2018. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le représentant légal de l'organisme.
Elle est conclue pour une durée de douze mois à compter de son entrée en vigueur. Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15 : Modalités de versement de la dotation

Une avance de 285 000 euros sera mise en paiement à réception de la présente convention signée. Les conditions de versement du solde feront l'objet d'un avenant au cours du second semestre 2017.

Article 16 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de l'Eurométropole - 1 Parc de l'Etoile - 67 076 Strasbourg cedex.

Article 17 :

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui sont remis à chaque partie signataire.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg,	Le Président de la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg
Robert HERRMANN	Patrick ROGER

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 22 décembre 2017

Avenant au Renouvellement de la convention 2014 -2016 avec l'association «Film France» (Commission nationale du film France) au titre des activités de son bureau d'accueil des tournages pour 2017-2020.

Dans le cadre de sa politique active en faveur des secteurs audiovisuels et cinématographiques, outre les dispositifs de soutien financier que la collectivité a développé à destination des professionnels depuis plus de vingt ans (fonds de soutien à la production, aide structurelle aux entreprises de la filière image), l'Eurométropole s'est attachée à mettre à la disposition des acteurs des outils d'accompagnement.

Ainsi, parmi ces outils, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place dès 1997, au sein de son département Audiovisuel et Cinéma, un bureau d'accueil des tournages (également désignée par « commissions du film »).

Celui-ci apporte un appui administratif et logistique aux sociétés de production désireuses de tourner sur le territoire (pré-repérage de sites et de décors, délivrance d'autorisations de tournage, accès aux fichiers ressources recensant les techniciens, comédiens et prestataires de services locaux).

À titre d'exemple, pour l'année 2017, le bureau d'accueil des tournages a suivi onze projets en prises de vue réelles, pour 115 jours de tournage effectifs sur le territoire :

- quatre courts-métrages de fiction pour 20 jours de tournage
- quatre long-métrages de fiction pour 41 jours de tournage
- trois séries télévisées ou unitaires de fiction pour 54 jours de tournage

D'ici à la fin de l'année, sont d'ores et déjà planifiés d'autres travaux, à savoir :

- une fiction TV pour 8 jours de tournage
- deux longs-métrages de fiction pour quatre jours de tournage
- deux courts-métrages de fiction pour douze jours de tournage

Les tournages accueillis génèrent d'importantes retombées d'image pour le territoire (médiatisation du territoire, activité culturelle et créative identifiée…), mais également d'importantes retombées économiques, directes et indirectes, notamment en termes d'emplois, les productions suivies faisant appel régulièrement – et significativement – aux ressources humaines du territoire (actuellement quelques 327 techniciens et

236 comédiens sont inscrits sur la base de données professionnelle du Bureau d'accueil des tournages).

Au titre de cette activité d'accueil des tournages, l'Eurométropole (anciennement CUS) adhère depuis 1998 à l'association « Film France » (Commission nationale du Film France) qui regroupe les 41 bureaux d'accueil de tournages actifs sur le territoire national.

Placée sous la tutelle du Centre national du Cinéma et de l'Image Animée, et cofinancée par celui-ci, l'association a pour mission de promouvoir, sur la scène nationale et internationale, la France comme lieu de tournage et de postproduction.

L'Eurométropole est invitée à renouveler son partenariat avec Film France pour une nouvelle période de trois ans (2017-2020), par avenant à la convention actuellement en vigueur.

La convention mentionne de façon détaillée les engagements mutuels des contractants, ainsi que les conditions d'accès des adhérents aux bases de données nationales Film France. Elle est assortie d'une charte qui récapitule, à l'attention des professionnels concernés par les services des Bureaux d'accueil du tournage, la nature et le périmètre de leurs activités.

Il est proposé de prolonger la convention citée en référence (convention et avenant en annexe à la présente délibération) pour une durée de trois ans de 2017 à 2020, renouvelable par reconduction expresse.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 900 €.

Pour rappel, cette adhésion permet notamment l'utilisation des outils communs du réseau (base de décors, base de techniciens, artistes et figurants), l'accès aux sessions nationales de formation organisées par Film France, la participation aux actions collectives de communication (participation à des manifestations professionnelles, édition de documents de promotion) et l'accès à des conditions préférentielles aux marchés professionnels annuels sous ombrelle Film France (Clermont-Ferrand, Cannes).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le renouvellement de la convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association de la Commission nationale du Film France pour une nouvelle période triennale (2017-2020) et le règlement de la cotisation annuelle relative à cette adhésion ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'avenant relatif à ce partenariat.

Adopté le 22 décembre 2017
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 décembre 2017

CHARTE
DU RESEAU DES COMMISSIONS DU FILM FRANCE

Ce document a pour objectif de présenter les services communs rendus par les bureaux d'accueil de tournages membres du réseau Film France. Il a vocation à être communiqué aux professionnels de la production audiovisuelle et cinématographique au profit desquels les services sont rendus (il fera l'objet d'une version en anglais) : communication par Film France (site internet, plaquette contacts), communication par les bureaux d'accueil de tournages.

La charte sera annexée à la convention d'adhésion (définissant les engagements mutuels de Film France et de la commission du film locale adhérente).

Les commissions du film (appelées également bureau d'accueil de tournages), membres du réseau Film France, ont pour objectif de faciliter les tournages ou les activités de post-production sur leur territoire.

1/ Les bénéficiaires des services :

Les services des commissions du film sont destinés aux professionnels de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, quelle que soit la nature de la production (long et court métrage, fiction télévisée, documentaire, animation, publicité, film institutionnel, etc.), et quelle que soit la nationalité du projet ou de la société qui en est productrice.

Si vous êtes directeur de production, assistant-réalisateur, régisseur, repéreur, chef décorateur… ou toute autre personne concernée par la préparation, le tournage d'un film, ou sa post-production, vous êtes les premiers concernés par les services des commissions du film.

2/ Les services des commissions du film :

Les commissions du film (soutenues par les collectivités territoriales) poursuivent une mission d'intérêt général pour faciliter les tournages et/ou la post-production sur leur territoire et l'accès aux ressources locales.

Elles pratiquent à ce titre un service gratuit.

Les bureaux d'accueil de tournages vous accompagnent pour (liste non-exhaustive) :

- la recherche de décors et les repérages,
- l'obtention des autorisations de tournages,
- le recrutement de techniciens locaux,
- le casting local (interprètes et figuration),
- l'identification de prestataires techniques,
- l'hébergement et le transport.

Pour tout autre service et demande spécifique, n'hésitez pas à contacter Film France et son réseau.

Les bureaux d'accueil de tournages ne délivrent pas d'aides financières mais peuvent renseigner sur les politiques régionales de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle.

3/ Une relation de confiance :

Les bureaux d'accueil de tournages s'engagent à respecter la confidentialité des informations fournies par les équipes de production.

Plus les commissions du film locales sont sollicitées en amont du projet, avec des informations précises (société de production, financements en cours, constitution de l'équipe, scénario, etc.), plus elles sont efficaces pour faciliter le travail de l'équipe sur leur territoire.

4/ Le réseau Film France :

Les commissions du film ou bureaux d'accueil de tournages membres du réseau Film France sont signataires d'une convention d'adhésion.

Au dernier semestre 2011, le réseau Film France est composé de 40 membres répartis sur le territoire métropolitain, la Corse, l'Ile de la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, la Guadeloupe et la Polynésie Française.

Film France est soutenue par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée.

Des informations complémentaires sur les missions de Film France et son réseau sont disponibles auprès de :

Film France
9 rue du Château d'Eau
75010 Paris
Tel 01 53 83 98 98
Fax 01 53 83 98 99
film@filmfrance.net
www.filmfrance.net

FILM FRANCE
commission nationale

CONVENTION D'ADHESION
À FILM FRANCE

ENTRE

La Commission Nationale du Film France, association Loi 1901, domiciliée au 9 rue du Château d'Eau 75010 Paris, représentée par son président, Monsieur Nicolas Traube, à ce titre dûment habilité,ci-après dénommée FILM FRANCE, d'une part,

ET

Bureau d'accueil des tournages de la Communauté urbaine de Strasbourg, service de la Communauté urbaine de Strasbourg-département audiovisuel et cinéma, 1 parc de l'Etoile 67 076 Strasbourg Cedex représentée par Robert HERRMANN, Président de la Communauté urbaine de Strasbourg, à ce titre dûment habilité(e), ci-après dénommée la COMMISSION DU FILM LOCALE, d'autre part.

PRÉAMBULE

Considérant que Film France, association bénéficiant du soutien du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, a pour mission de susciter et de favoriser, sur le territoire français, les tournages de productions cinématographiques et audiovisuelles, et les opérations de post-production ; et que Film France, dans le cadre de la réalisation de son objet social, anime un réseau de commissions du film locales destiné à favoriser et faciliter les tournages en France.

Considérant que la commission du film locale est un service interne de la Communauté Urbaine de Strasbourg, missionnée par la ville de Strasbourg pour l'accueil de tournages sur le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg, a pour objet d'inciter et de faciliter l'accueil de tournages sur son territoire et d'assister à titre gratuit les équipes de films, de toutes natures et de tous genres, et de toutes nationalités, et qu'elle entend renouveler son adhésion à Film France et ainsi au réseau des commissions du film locales.

Considérant qu'une commission du film locale a pour activité l'accueil de tournages, et qu'elle peut être appelée Bureau d'Accueil de Tournages.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Titre I – Disposition Générales

Article 1 – Objet

L'objet de la présente convention est de définir les modalités d'adhésion de la commission du film locale à Film France et les engagements de chacune des parties, relativement à la participation au Réseau, et à l'utilisation des outils communs.

L'annexe I de la présente convention énumère les principes fondamentaux de l'accueil de tournages [Charte].

Article 2 – Conditions d'adhésion

L'adhésion de la commission du film locale à Film France est subordonnée au respect des dispositions de la présente convention, ainsi qu'au versement d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la Commission Nationale du Film France conformément aux dispositions du Règlement Intérieur de l'association Commission Nationale du Film France.

Le montant de la cotisation annuelle a été fixé à 900 euros par le conseil d'administration de la Commission Nationale du Film France du 29 novembre 2011.

La signature de la présente convention d'adhésion permet à la commission du film locale de devenir un membre adhérent de Film France conformément aux dispositions des Statuts et du Règlement Intérieur de l'association Commission Nationale du Film France.

Article 3 – Obligations documentaires

Afin de permettre aux instances de Film France de vérifier le respect des engagements de la commission du film locale, cette dernière s'engage à fournir annuellement :

- un bilan des tournages pour lesquels elle a été sollicitée ainsi que, dans la mesure du possible, un bilan des autres tournages qui se sont déroulés sur son territoire. Les informations seront communiquées sur la base d'un document type fourni par Film France;

- la liste des éventuelles conventions signées avec les partenaires locaux ou nationaux ;
- la désignation de la ou des personnes en charge de l'accueil des tournages et toutes autres informations concernant le renouvellement du personnel.

Article 4 – L'organisation de l'accueil de tournages sur le territoire

L'objet des dispositions qui suivent est de définir les principes de relations entre les commissions du film exerçant leur activité au sein d'une même région : commission du film régionale, commissions du film départementales, commissions du film communales, commissions du film intercommunales.

En date de signature de la présente, l'accueil des tournages sur le territoire de l'Alsace est assuré par plusieurs commissions du film adhérentes au réseau Film France :

- le Bureau d'Accueil des Tournages de la Communauté Urbaine de Strasbourg, commission du film de la Communauté Urbaine de Strasbourg
- l'Agence Culturelle d'Alsace – Bureau d'accueil des Tournages, commission du film régionale

Indépendance des commissions du film locales

Chaque commission du film locale est indépendante. Sauf conventions entre les différentes commissions du film locales, il n'existe pas de liens hiérarchiques et financiers entre les commissions du film locales. Toutes conventions entre les commissions du film du territoire Alsace feront l'objet d'une communication à Film France et pourront être annexées à la présente ou à ses avenants.

Engagement de la commission du film régionale

La commission du film locale à dimension régionale a vocation à s'appuyer sur les commissions du film locales à dimension départementale ou communale ou intercommunale pour remplir ses missions. Elle n'interfère pas dans le fonctionnement et la gestion des autres commissions du film locales du territoire, à moins qu'une convention soit conclue entre la commission du film régionale et la commission du film départementale. En cas de convention établissant un lien financier, elle devra être communiquée à Film France et jointe à la présente ou à ses avenants.

La commission du film régionale organise, dans la limite de ses moyens, tous types d'actions pouvant servir la mission d'accueil de tournage sur tout le

territoire régional en proposant aux commissions du film locales du territoire de s'y associer :

- des réunions régulières d'échanges d'informations ;
- l'édition de documents de promotion pour l'ensemble du territoire ;
- un programme de promotion et de communication collectives.

La commission du film régionale informe la commission du film locale des projets qui lui sont adressés et qui concernent le territoire de la commission du film locale, en précisant le cas échéant les recherches engagées ou les réponses apportées.

La commission du film régionale informe les professionnels et les interlocuteurs locaux de l'organisation de l'accueil de tournages sur le territoire régional et des services de proximité rendus par les autres commissions du film locales du territoire.

La commission du film régionale peut intervenir sur le territoire d'une autre commission du film locale de la région :

- en cas d'indisponibilité de la commission du film locale ou d'évènement exceptionnel ;
- en cas d'absence de réponse dans des délais satisfaisants les demandes des professionnels ;
- à la demande de la commission du film locale ;
- pour des programmes définis en commun accord entre les commissions du film locales du territoire.

Dans tous les cas, la commission du film régionale informe au préalable la commission du film locale et l'associe à ses démarches.

Engagement de la commission du film communale

Elle coordonne ses actions avec les autres commissions du film du territoire Alsace.

Elle informe, le plus régulièrement possible et au moins trimestriellement la commission du film régionale de l'évolution des projets qui lui sont soumis, en précisant le cas échéant les recherches engagées et/ou les réponses apportées.

Elle communique clairement auprès des professionnels sur l'organisation de l'accueil des tournages dans la région, si cela peut faciliter l'implantation d'un projet sur le territoire.

Elle avertit la commission du film régionale de son éventuelle indisponibilité pour répondre à une demande.

Périodiquement, elle assiste aux éventuelles rencontres organisées par la commission du film régionale.

Utilisation des outils communs du réseau

L'utilisation des outils communs du réseau tels que la Base "Décors" et la Base "TAF" fait l'objet de dispositions spécifiques. (cf. Titre IV de la présente convention)

Modification de l'organisation de l'accueil des tournages

Si l'organisation de l'accueil de tournages sur le territoire évolue avec la création d'une nouvelle commission du film à l'échelon départemental ou communal (qu'il s'agisse d'un bureau municipal ou d'un bureau de communauté d'agglomération), remplissant les obligations inhérentes au réseau, la commission du film régionale membre de Film France sera invitée à négocier une nouvelle convention d'adhésion prenant en compte la nouvelle organisation de l'accueil de tournages. Dans le cas où la nouvelle structure se situe à l'échelon communal, et que cette commune se situe dans un département déjà couvert par une commission du film départementale membre de Film France, la commission du film départementale sera aussi invitée à négocier une nouvelle convention d'adhésion prenant en compte le changement d'organisation de l'accueil de tournages. L'adhésion à Film France de la structure nouvellement créée ne pourra toutefois être validée que si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- La commission du film nouvellement créée est organisée en partenariat avec la commission du film régionale et, dans le cas d'une nouvelle structure communale (qu'il s'agisse d'un bureau municipal ou d'un bureau de communauté d'agglomération), en partenariat avec la commission du film départementale pré-existantes. Le dossier de demande d'adhésion à présenter au Comité d'adhésion doit contenir l'accord de la Commission du Film Régionale du territoire, ainsi que celui de la Commission du Film Départementale s'il s'agit de la création d'un Bureau municipal ou de communauté d'agglomérations.
- La commission du film nouvellement créée remplit les obligations d'adhésion au réseau des commissions du film.
- La candidature de la nouvelle commission du film a été soumise à l'avis du comité d'adhésion, qui a rendu un avis favorable.
- L'adhésion au réseau des commissions du film de cette nouvelle structure est validée par le conseil d'administration de la Commission Nationale du Film France.

Titre II – Participation au réseau des commissions du film

Article 5 – Engagements de Film France

Film France a pour mission d'animer et de soutenir le réseau des commissions du film locales. Elle organise tous les types d'action pouvant servir cette mission, en particulier des réunions régulières du réseau, des échanges d'informations et d'expériences notamment avec les professionnels de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.

Film France garantit à chaque commission du film locale un traitement équitable.

Film France s'engage à communiquer aux commissions du film locales les informations dont elle dispose sur les projetés de tournage susceptibles de concerner leur territoire, et associe les commissions du film locales à tout type d'action pouvant servir la mission d'accueil de tournages sur leur territoire.

Film France s'engage à informer systématiquement les commissions du film locales des tournages étrangers en préparation sur leur territoire.

Film France n'interfère pas dans le fonctionnement et la gestion des commissions du film locales.

Film France s'engage à respecter la confidentialité des informations que les commissions du film locales lui transmettent.

Film France travaille à l'échelon national avec les organismes professionnels et les administrations pour l'amélioration des conditions d'accueil des tournages.

Film France prête aide et assistance aux commissions du film locales membres du réseau notamment dans les domaines juridiques et informatiques.

Dans la mesure du possible, Film France aide la commission du film locale à évaluer la crédibilité des projets qui lui sont soumis.

Film France propose des outils de communication et de travail communs. Elle met en place des outils informatiques harmonisés pour l'ensemble des membres du réseau avec l'aide des commissions du film locales.

La maintenance de ces outils est assurée par Film France. L'utilisation de l'outil informatique relatif aux lieux de tournages fait l'objet de dispositions spécifiques au Titre IV de la présente convention.

Film France assure une représentation du Réseau des commissions du film locales au niveau international. Elle est la seule représentante à vocation nationale du territoire France et du Réseau dans les associations internationales de commissions du film, telles que l'AFCI (Association of Film Commissionners International) ou l'EUFCN (European Film Commissions Network). Elle laisse toute indépendance à la commission du film locale qui souhaite être adhérente individuellement à ces associations internationales et

de mener des actions de coopération et de promotion internationale avec d'autres commissions du film, françaises ou étrangères.

Article 6 – Engagements de la commission du film locale

La commission du film locale s'engage à coordonner ses actions avec les autres membres du réseau particulièrement quand ceux-ci partagent un même territoire.

La commission du film locale s'engage à répondre au mieux et dans les meilleurs délais aux demandes des professionnels.

Elle se dote des moyens humains et matériels nécessaires à son bon fonctionnement.

Elle assiste régulièrement aux rencontres ou manifestations organisées par Film France.

Elle informe Film France de son éventuelle indisponibilité pour répondre aux demandes des professionnels.

Elle s'engage à informer systématiquement Film France des tournages étrangers en préparation sur son territoire.

Elle s'engage à informer systématiquement Film France des coopérations qu'elle engage à l'international, dans le but, si nécessaire ou jugé utile par les deux parties, de coordonner ses actions avec celle-ci ou de lui demander son soutien.

Elle s'engage à respecter la confidentialité des informations que Film France lui transmet.

Titre III Formation, Documentation, Promotion

Article 7 – Programme de formation

Engagement de Film France

Film France propose à toute personne en charge de l'accueil des tournages une formation dite initiale sur le métier de « film commissionner » et l'utilisation des outils communs.

Film France met en place des programmes de formation destinés à toutes les catégories de personnel des commissions du film locales membres du

Réseau. Elle facilite l'accès à des modules de formations thématiques, organisés par des organismes de formation professionnelle.

Engagement de la commission du film locale

Toute personne, salariée permanente, nouvellement désignée pour représenter la commission du film locale auprès de la Commission Nationale du Film France, et en charge de l'accueil des tournages, s'engage à suivre dans l'année suivant sa désignation, une session de formation dite initiale proposée gratuitement par Film France.

La commission du film locale est libre de participer aux programmes de formation qui nécessitent une contribution financière de sa part en sus de la cotisation annuelle. La contribution financière n'est due à la seule condition de la participation effective de la commission du film locale à la formation.

Article 8 – Documentation

Engagement de Film France

Film France met à la disposition de la commission du film locale un service de documentation.

Elle édite et réalise des documents, études et outils de travail pour l'ensemble des commissions du film locales membres du réseau.

Certains de ces outils font l'objet de dispositions spécifiques (cf. Titre IV de la présente convention).

Engagement de la commission du film locale

La commission du film locale se tient informée des procédures et frais d'autorisations de tournages sur son territoire. Elle constitue et met à jour régulièrement des bases de données de sites de tournages (cf. Titre IV de la présente convention), de comédiens et techniciens locaux, et de prestataires locaux.

Elle réunit toutes les informations utiles pour faciliter la préparation des tournages sur son territoire.

Article 9 – Programme de promotion et de communication

Engagement de Film France

Film France élabore, en concertation avec le réseau des commissions du film locales, un programme de promotion et de communication, incluant entre autres la participation à des manifestations professionnelles, l'édition de documents de promotion pour l'ensemble des membres adhérents, l'inscription dans les annuaires et guides professionnels, le site internet etc....

Film France met à la disposition de la commission du film locale tout élément utile pour l'utilisation de son logo type dans les documents de communication de la commission du film locale que cette dernière édite.

Film France publie sur le site internet www.filmfrance.net la Charte (cf. article 1 de la présente convention).

Film France informe la commission du film locale de ses actions de promotion à l'international, de ses actions de partenariats.

Engagement de la commission du film locale

Périodiquement, la commission du film locale met à la disposition de Film France tout document ou toute information utiles aux programmes de promotion et de communication collectifs (référence de films tournés sur son territoire, documents de communication, coupures de presse et photo de tournages éventuellement).

La commission du film locale informe Film France des développements de nouveaux outils de communication et notamment l'édition de guides ou le développement de sites internet.

La commission du film locale s'engage à indiquer sur l'ensemble des documents qu'elle édite et sur son site Internet à destination du public sa qualité de membre du Réseau des commissions du film. Elle est autorisée à utiliser le logo-type de Film France.

La commission du film locale s'engage à mentionner que l'adhésion au Réseau implique le respect de la charte (cf. article 1 de la présente convention) et à informer les professionnels que le texte est à disposition auprès de Film France ou directement auprès d'elle.

La commission du film locale informe Film France de ses actions de promotion à l'international et de ses actions de partenariats et de coopérations internationales.

La commission du film locale est libre de participer aux programmes de promotion qui nécessitent une contribution financière de sa part dont le montant est fixé par Film France en sus de la cotisation annuelle. La contribution financière n'est due à la seule condition de la participation effective de la commission du film locale à l'opération.

Article 10 – Environnement professionnel et juridique

Film France travaille à l'échelon national avec les organismes professionnels et les administrations pour l'amélioration des conditions d'accueil des tournages.

Dans la mesure du possible, Film France aide la commission du film locale à évaluer la crédibilité des projets qui lui sont soumis.

Titre IV – Site www.filmfrance.net

Article 11 – Définition du site

Film France développe un site Internet (www.filmfrance.net).

La commission du film locale a un accès au backoffice du site Internet qui lui permet de participer au forum des commissions du film locales (échanges d'expériences, informations...), de consulter des documents et des informations internes au Réseau des commissions du film, et d'utiliser la base de données Décors et la *base « Techniciens, Artistes et Figurants"*.

Article 12 – Sauvegarde et maintenance, évolution

Film France a souscrit auprès d'un hébergeur Internet un abonnement incluant une procédure de sauvegarde quotidienne des données. Pour garantir une rapidité d'accès et une meilleure sécurité, les données sont enregistrées sur un serveur spécifique, propriété de Film France.

Par ailleurs, cet abonnement comprend une garantie de maintenance du serveur.

L'abonnement souscrit est à la charge de Film France.

En fonction des demandes des commissions du film, Film France pourra être conduite à faire évoluer le logiciel, sous réserve de ses disponibilités budgétaires.

Article 13 – Base de données « Décors »

Définition/Présentation générale

Film France met à la disposition des commissions du film locales un outil commun de travail qui leur permet de structurer et d'homogénéiser l'ensemble des données dont elles ont besoin pour répondre aux demandes

d'une société de production souhaitant tourner dans leur secteur géographique. Cet outil est une base de données, FilmFrance, accessible par le réseau internet. Elle est constituée de fichiers textes et de fichiers photographiques (base de type SQL).

Accès à la base de données « Décors » par le public

Le grand public a un accès limité aux informations contenues dans la base.

Après s'être identifiés et avoir décrit leurs projets de tournage, les internautes peuvent obtenir des informations détaillées sur un lieu de tournage (coordonnées du lieu, coordonnées du propriétaire, coordonnées de la personne physique ou morale habilitée).

Film France met à la disposition des commissions du film membres de son réseau un accès protégé, avec mot de passe et identifiant, à l'outil de gestion des données de la base et de traitement des demandes des internautes. Cet outil, BackOffice CFL, est spécifique à chaque commission du film, chaque commission du film ne pouvant traiter que les données propres à son territoire.

Les réponses apportées se répartissent en quatre catégories :

- réponse A (immédiatement disponible, 6 photos maximum et informations de base) ;
- réponse B (12 photos maximum, description et logistique) ;
- réponse C, réponse complète (12 photos maximum, description, logistique, nom du lieu, adresse, coordonnées du propriétaire) ;
- réponse D (négative).

Film France a accès au suivi des demandes et de leurs traitements par le biais de son BackOffice CNFF.

Saisies des données « Décors »

La commission du film locale s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour saisir et mettre à jour les données relevant de son secteur géographique et à télécharger pour chacun des lieux de tournage au moins quatre photographies.

Les données (coordonnées, contacts, présentations, liens) que la commission du film a intégrées sont modifiables par elle-même via le BackOffice. La commission du film a la possibilité, à tout moment, de modifier, rectifier ou supprimer ces informations, de les rendre visibles ou de les rendre invisibles aux internautes.

Propriété des données « Décors »

La commission du film locale est seule propriétaire des données dont elle assure la création et la mise à jour.

Elle est compétente pour les décors situés dans sa zone géographique définie grâce aux codes postaux. Elle pourra apporter des modifications aux données relatives aux décors dans les conditions suivantes:

- si le décor est localisé dans sa zone géographique,
- si elle a eu l'initiative de la création de la fiche décor,
- si elle a reçu l'autorisation de la structure ayant créé la fiche

Film France, conformément à sa mission, a pu avant l'adhésion de la commission du film locale créer des fiches décor de la zone relevant du champ d'action de la commission du film locale. Elle met à disposition de la commission du film ces fiches dont elle reste propriétaire.

Une convention entre la commission du film régionale et une commission du film locale du territoire Alsace pourra prévoir des dispositions particulières quant à la propriété des données. Le cas échéant, elle sera communiquée à Film France.

Suivi des demandes et conservation des informations concernant les demandeurs base « Décors »

La commission du film locale s'engage à répondre rapidement aux demandes qui lui sont adressées via le serveur des données FilmFrance.

Si elle n'apporte pas de réponses dans un délai raisonnablement rapide, Film France se réserve la possibilité de pallier cette absence en répondant elle-même à l'internaute lorsque sa demande concerne un décor relevant du domaine public.

En cas d'empêchement majeur (vacances, impossibilités matérielles...), la commission du film locale pourra demander à la Commission Nationale du Film France ou à un autre membre du réseau Film France compétente sur le territoire, de traiter les demandes de façon ponctuelle, en son nom.

En cas d'absence de réponse dans un délai raisonnable, d'une commission du film départementale, membre du réseau Film France, du territoire de la région, la commission du film régionale, se réserve la possibilité de pallier à cette absence de réponse en répondant elle-même à l'internaute, lorsque sa demande concerne un décor relevant du domaine public.

Article 14 – Base « Techniciens, Artistes, Figurants »

Définition/Présentation générale

Film France a développé en partenariat avec la Maison de l'Image Basse Normandie une base de données en ligne « Techniciens, Artistes, Figurants en région », ci-après désignée base « TAF », permettant aux commissions du film locales adhérentes au réseau Film France de gérer des fichiers de techniciens et de comédiens locaux. Les dispositions suivantes ont pour objet de présenter le fonctionnement de la base et préciser les modalités de son utilisation par la commission du film locale.

Front Office

La base « TAF » a une interface publique accessible à partir du site www.filmfrance.net permettant aux techniciens, comédiens et figurants de s'inscrire. Contrairement à la base décors, la base « TAF » ne permet pas une recherche des informations relatives aux TAF à partir de l'interface grand public.

La commission du film locale décide, à la date de la signature de la présente d'être utilisatrice de la base pour gérer ses fichiers de TAF locaux.

Le TAF, après avoir accepté la charte d'inscription, est invité à s'inscrire en tant que technicien ou comédien ou figurant, et à remplir le formulaire d'inscription correspondant (informations relatives à son état civil, ses compétences, ses expériences, sa description physique pour les comédiens et figurants, ses disponibilités) et à communiquer les pièces jointes obligatoires (photographie pour les comédiens et figurants). Le TAF pourra modifier, corriger ou annuler son inscription lui-même. La base « TAF » a un objectif dynamique d'être renseignée, mise à jour, directement par les TAF.

Back-office

La commission du film locale décidant à la date de la signature de la présente d'être utilisatrice de la base « TAF » pour gérer ses fichiers de TAF locaux, Film France ouvre l'accès au module de gestion « TAF » en back-office CFL.
La commission du film locale a ainsi accès aux inscriptions des TAF ayant une adresse sur son territoire. Pour que l'inscription soit enregistrée, la commission du film locale doit la valider. Ainsi elle pourra notamment faire des recherches selon les différents critères proposés, procéder à la génération de document en format pdf reprenant les curriculum vitae et les photographies des inscrits.

Garanties/Responsabilités

Film France garantit avoir respecté la législation Informatique et Libertés et déclaré la base « TAF » à la Commission Nationale Informatique et Libertés.

Démission/Radiation

En cas de démission ou de radiation de la commission du film locale, celle-ci n'aura plus accès à la base « TAF ».

Article 15 – Responsabilités

La commission du film locale est seule garante et responsable des données qu'elle intègre dans la base de données.

Elle doit s'assurer pour la base "décors" qu'elle dispose des droits de reproduction et d'utilisation pour les photos qu'elle utilise, qu'elle a obtenu l'accord des propriétaires des biens qui font l'objet des prises de vues.

De même pour la base « Techniciens, Artistes, Figurants », elle doit s'assurer de l'autorisation de la personne d'utiliser sa photographie et de répertorier, conserver et communiquer les informations la concernant (par l'intermédiaire de la procédure d'inscription en ligne ou par écrit).

Tout ajout, dans la base de données « décors », d'une personne physique (propriétaire, contact sur place) ne peut être effectué qu'après avoir obtenu l'autorisation de celle-ci selon le formulaire-type proposé par la Commission Nationale du Film France.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes physiques peuvent demander à tout moment la rectification ou la modification des données les concernant.

La commission du film locale veillera à interdire tout accès à son backoffice aux personnes non autorisées (confidentialité des procédures d'accès).

Article 16 – Accès réservé à la base de données FilmFrance

La commission du film locale s'engage à ne pas céder à des tiers, non-membres du réseau des Commissions du Film France, les informations concernant les demandeurs ayant pris contact par le biais du réseau internet.

La commission du film locale s'engage à ne pas céder, ni vendre l'accès à la base de données FilmFrance à toute société ou tout organisme privé ou public, quel qu'il soit, cet outil étant un outil interne au réseau des commissions du film membres de la Commission Nationale du Film France.

Article 17 – Communication à la presse

Toute communication de presse à propos du site Internet www.filmfrance.net (.fr, .com, ...) se fera en concertation avec Film France, à l'exception des communications avec la presse locale du secteur géographique de la commission du film locale.

Article 18 – Démission, radiation, non-respect des engagements

En cas de démission de son fait, de radiation du réseau, ou de non-respect des engagements définis dans la présente convention, la commission du film locale n'aura plus accès au BackOffice.

Film France remettra à la commission du film locale une copie de l'intégralité des données textes saisies par la commission du film locale afin que celle-ci puisse éventuellement intégrer les données dans une autre base. Etant donné que seule une copie des photographies est placée sur la base FilmFrance, ces fichiers photographiques seront supprimés. La commission du film locale demeure donc propriétaire de toutes ses données photographiques afin, éventuellement, de les intégrer sur une autre base de données.

Film France reste propriétaire des fiches décors dont elle a pris l'initiative des saisies.

En cas de cessation d'activité de Film France, Film France remettra auparavant à la commission du film locale une copie de l'intégralité des données textes saisies par la commission du film locale afin que celle-ci puisse éventuellement les réintégrer dans d'autres outils.

TITRE V – Dispositions Finales

Article 19 – Validité

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de radiation ou de démission. La dénonciation entraîne la perte de qualité de membre adhérent de l'association Commission Nationale du Film France.

Article 20 – Radiation

Conformément aux Statuts et au Règlement Intérieur de l'association, la radiation de la commission du film locale est prononcée par le Conseil d'Administration après avis du Comité d'Adhésion chargé de veiller au respect des engagements pris par la commission du film dans la convention d'adhésion.

Le Comité d'Adhésion composé des huit commissions du film élues au conseil d'administration de l'association et du Délégué général de l'association se réunit et rend son avis dans les conditions définies au Règlement Intérieur. La

radiation entraîne la dénonciation de la présente et la perte de la qualité de membre adhérent.

Article 21 – Démission

Conformément aux Statuts de l'association, la perte de qualité de membre de l'association se perd par la démission de la commission du film locale. La commission du film locale dénonce alors la présente convention d'adhésion par lettre recommandée au Président de l'association. La cotisation dûe pour l'année en cours ne sera pas restituée.

Fait à Strasbourg

(En deux exemplaires)

Le 26/09/2014

Nicolas Traube
Président
Commission Nationale du Film France

Robert Herrmann
Président
Commission du film locale

CONVENTION D'ADHESION
À FILM FRANCE

ENTRE

La Commission Nationale du Film France, association Loi 1901, domiciliée au 9 rue du Château d'Eau 75010 Paris, représentée par sa déléguée générale, Madame Valérie Lépine-Karnik, à ce titre dûment habilitée,ci-après dénommée FILM FRANCE, d'une part,

ET

Le Bureau d'Accueil des Tournages de Strasbourg Eurométropole, service de l'Eurométropole Strasbourg – département audiovisuel et cinéma, représentée par Robert Hermann Président de l'Eurométropole de Strasbourg , à ce titre dûment habilité(e), ci-après dénommée la COMMISSION DU FILM LOCALE, d'autre part.

PRÉAMBULE

Considérant que Film France, association bénéficiant du soutien du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, a pour mission de susciter et de favoriser, sur le territoire français, les tournages de productions cinématographiques et audiovisuelles, et les opérations de post-production ; et que Film France, dans le cadre de la réalisation de son objet social, anime un réseau de commissions du film locales destiné à favoriser et faciliter les tournages en France.

Considérant que la commission du film locale est un service interne de l'Eurométropole, missionnée par l'Eurométropole pour l'accueil de tournages sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, a pour objet d'inciter et de faciliter l'accueil de tournages sur son territoire et d'assister à titre gratuit les équipes de films, de toutes natures et de tous genres, et de toutes nationalités, et qu'elle entend renouveler son adhésion à Film France et ainsi au réseau des commissions du film locales.

Considérant qu'une commission du film locale a pour activité l'accueil de tournages, et qu'elle peut être appelée Bureau d'Accueil de Tournages.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Titre I – Disposition Générales

Article 1 – Objet

L'objet de la présente convention est de prolonger la durée de la convention d'adhésion de la commission du film locale à la Commission Nationale du Film France présentée au conseil Eurométropole (anciennement CUS) le 26 septembre 2014 pour une nouvelle durée de 3 ans (2017-2020).

L'annexe I de la présente convention énumère les principes fondamentaux de l'accueil de tournages [Charte].

Article 2 – Cotisation annuelle

Le montant de la cotisation annuelle est de 900 euros.

Fait à Paris

(en deux exemplaires)

Le 22 décembre 2017

Valérie Lépine-Karnik
Déléguée Générale
Commission Nationale du Film France

Robert HERMANN
Président de l'Eurométropole,
Commission du film locale